PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE D

ACTES ET DOCUMENTS

RELATIFS

A L'ORGANISATION DE LA COUR

N°. 2. Préparation du Règlement de la Cour.

Procès-verbaux, avec annexes, des séances de la session préliminaire de la Cour.

(30 janvier—24 mars 1922).

PUBLICATIONS OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES D

ACTS AND DOCUMENTS

CONCERNING

THE ORGANISATION OF THE COURT

N°. 2. Preparation of the Rules of Court.

Minutes of Meetings held during the Preliminary Session of the Court, with Annexes

(January 30th to March 24th 1922).

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF,
1922

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S PUBLISHING Co.,
1922

SOMMAIRE

Page

Procès-verbaux des séances 1

Annexes et autres documents 237

Tableaux:

1. Table analytique 591
2. Table des articles du Règlement de la Cour 606
3. Index chronologique des procès-verbaux 621
4. Table des annexes 633

CONTENTS

Page

Minutes of the meetings 1

Annexes and other documents 237

Tables:

1. Index 591
2. Table of Articles of the Rules of Court 606
3. Chronological Index of Minutes 621
4. Table of Annexes 633

PREMIÈRE PARTIE

Procès-verbaux des séances
de la session préliminaire de la Cour.
(30 janvier—24 mars 1922).

PART I

Minutes of meetings
held during the Preliminary Session of the Court.
(January 30th to March 24th 1922).

SESSION PRÉLIMINAIRE

PREMIÈRE SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 30 janvier 1922, à 11 heures.

PRÉSENTS :

MM. Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Loder,
Moore,
Nyholm,
Oda,
Weiss,
Yovanovitch,

Sir Herbert Ames, représentant le Secrétaire général de la Société des Nations.
M. Hammarskjöld, faisant fonctions de Secrétaire de la Cour.

1. — Election du Président provisoire.

Lord FINLAY propose qu'en attendant l'élection du Président de la Cour, M. Loder soit invité à prendre la présidence. La proposition est adoptée à l'unanimité.

2. — Convocation des juges suppléants.

La question donne lieu à un important débat. MM. WEISS, ALTAMIRA, Lord FINLAY, BEICHMANN, YOVANOVITCH et LODER sont d'avis que les juges suppléants doivent assister à la session préliminaire et participer aux travaux d'organisation de la Cour ainsi qu'à l'élaboration du Règlement. D'autre part. MM. ANZILOTTI, HUBER, ODA, MOORE et NYHOLM sont d'avis que les juges suppléants ne doivent être convoqués qu'en cas d'absence de juges titulaires, que la Cour doit être formée de la même façon, qu'elle remplisse des fonctions administratives ou judiciaires, et qu'en toute circonstance, elle doit être composée de onze juges.

Le PRÉSIDENT propose de passer au vote sur la question suivante :

La Cour désire-t-elle inviter les juges suppléants, qui n'ont pas été convoqués, à siéger pendant toute la durée de la session préliminaire ?

M. NYHOLM propose que seuls les neuf juges titulaires présents prennent part au vote, et qu'il soit bien entendu que les juges suppléants seront invités à siéger pendant la session préliminaire, mais que, pour les sessions ulté-

PRELIMINARY SESSION

FIRST MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on January 30th, 1922, at 11 a. m.

PRESENT :

MM. Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Loder,
Moore,
Nyholm,
Oda,
Weiss,
Yovanovitch,

Sir Herbert Ames, representing the Secretary General of the League of Nations.
Mr. Hammarskjöld, Acting Secretary of the Court.

1. — Election of Chairman.

Lord FINLAY proposed that, pending the election of the President of the Court, M. Loder should be asked to take the Chair. This proposal was unanimously adopted.

2. — Convocation of deputy-judges.

This question gave rise to an important discussion. MM. WEISS, ALTAMIRA, Lord FINLAY, BEICHMANN, YOVANOVICH and LODER held the view that the deputy-judges ought to be present at the preliminary session and take part in the work of the organisation of the Court and of the preparation of the Rules of Court ; MM. ANZILOTTI, HUBER, ODA, MOORE and NYHOLM held the view that the deputy-judges should be called in only to fill seats in the absence of ordinary judges, that the composition of the Court should be the same when transacting administrative and judicial duties, and that in all circumstances the Court should consist of eleven judges.

The CHAIRMAN proposed that a vote should be taken on the following question : —

Does the Court wish to invite those deputy-judges who are not already present to sit on the Court during the whole preliminary session ?

M. NYHOLM suggested that this vote should be taken by the nine ordinary judges present and that the decision should be to the following effect : The deputy-judges should be invited to sit during the preliminary

rieures, ils ne seront convoqués qu'en cas d'absence des juges titulaires.

Il est procédé au vote sur la question posée par le Président.

Ont voté pour :

MM. Altamira,
Lord Finlay,
MM. Loder,
Nyholm,
Weiss.

Ont voté contre :

MM. Anzilotti,
Huber,
Moore,
Oda.

En conséquence, il est décidé que MM. Negulesco et Wang seront invités par télégramme à venir siéger, le plus tôt possible. Le Secrétaire est prié d'expédier les télégrammes.

3. — **Date de la prochaine réunion.**

Il est décidé que la Cour s'ajournera pour permettre aux deux juges suppléants convoqués d'arriver à la Haye. Lord FINLAY propose de fixer dès maintenant la date de la prochaine réunion. Cette proposition est adoptée. Le Président, après avoir demandé au Secrétaire des renseignements sur le temps nécessaire aux juges suppléants pour effectuer le voyage, propose de fixer la prochaine réunion au vendredi 3 février, à 10 heures.

Il en est ainsi décidé.

4. — **Question du port, par les juges, de la robe.**

Une discussion a lieu ensuite sur la question de savoir si les juges doivent ou non porter la robe. Il est entendu qu'une décision sera prise ultérieurement.

5. — **Date de la séance solennelle d'ouverture.**

Le PRÉSIDENT signale que le Secrétaire général de la Société des Nations serait très heureux si la date de la séance solennelle de la Cour pouvait être fixée dès cette première séance. Il ajoute qu'il croit savoir qu'une date quelconque entre le 10 et le 15 février, conviendrait au Gouvernement néerlandais. Il propose donc de prendre comme date le 15 février. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président provisoire,
(signé) LODER.
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD,
faisant fonctions de Secrétaire.

session, but during later sessions deputy-judges should be invited only in so far as their presence was required to fill seats left vacant by ordinary judges.

A vote was taken on the question as submitted by the Chairman.

The following voted in favour :

MM. Altamira,
Lord Finlay,
MM. Loder,
Nyholm,
Weiss.

The following voted against :

MM. Anzilotti,
Huber,
Moore,
Oda.

It was consequently decided that Messrs. Negulesco and Wang should be asked by telegram to join the Court as soon as possible. The Secretary was asked to despatch the telegrams.

3. — **Date of next meeting.**

It was agreed that the Court should adjourn in order to allow time for the arrival of the remaining deputy-judges. Lord Finlay suggested an adjournment to a fixed date ; this suggestion was adopted. The Chairman, after hearing the Secretary on the question of the time which the deputy-judges would require in order to reach the Hague, proposed that the next meeting should be held on Friday, February 3rd, at 10 a. m.

This proposal was adopted.

4. — **The question of robes for the judges.**

After some discussion on the question whether judges were to sit in ordinary clothes or to wear robes, it was agreed that a decision would be taken at a subsequent meeting.

5. — **Date for public inaugural meeting.**

The Chairman mentioned that the Secretary General of the League of Nations was particularly anxious that the date for the public meeting of the Court should be fixed during the present meeting. He added that he was informed that any day between the 10th and 15th of February would be agreeable to the Dutch Government, and proposed that the meeting should be fixed for the 15th instant. This proposal was unanimously adopted.

The meeting rose at 1 p. m.

(signed) LODER,
Acting Chairman.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Acting Secretary.

SESSION PRÉLIMINAIRE

DEUXIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 3 février 1922, à 10 heures,
sous la présidence de M. Loder.

PRÉSENTS :

MM. Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Loder,
Moore,
Nyholm,
Oda,
Weiss,
Yovanovitch,

Sir Herbert Ames, représentant le Secrétaire général de la Société des Nations.
M. Hammarskjöld, Secrétaire provisoire de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est joint au procès-verbal (annexe I) [1]).

6. — **Approbation du procès-verbal de la séance précédente.**

Sur la proposition du Président provisoire, le procès-verbal de la première séance est approuvé.

M. ANZILOTTI demande la parole à propos de l'adoption du procès-verbal. Il propose ou bien que les comptes-rendus sténographiques soient supprimés ou bien qu'il soit décidé que l'exemplaire conservé dans les archives de la Cour sera préparé d'après les exemplaires que les différents orateurs auront pu corriger.

MM. WEISS et MOORE, ainsi que le PRÉSIDENT provisoire appuient pour diverses raisons la première proposition de M. Anzilotti.

Lord FINLAY, d'autre part, désirerait que les orateurs pussent apporter les corrections nécessaires à leurs discours, avant que ceux-ci ne soient insérés dans le compte-rendu définitif conservé aux archives.

Les membres de la Cour en décident ainsi.

A l'avenir, chaque membre pourra corriger le compte-rendu de ses discours : ces comptes-rendus corrigés serviront à établir le procès-verbal sténographique définitif.

7. — **Réponses de MM. Wang et Negulesco.**

Le PRÉSIDENT donne lecture des télégrammes qu'il a reçus de MM. Wang et Negulesco, en réponse aux

1) voir p. 237.

PRELIMINARY SESSION

SECOND MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 3rd, 1922, at 10 a. m.
M. Loder in the Chair

PRESENT :

MM. Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Loder,
Moore,
Nyholm,
Oda,
Weiss,
Yovanovitch,

Sir Herbert Ames, representing the Secretary-General of the League of Nations.
M. Hammarskjöld, Acting Secretary of the Court.

The agenda of the meeting is attached to the present minutes (Annex 1) [1]).

6. — **Approval of the minutes of the preceding meeting.**

On the proposal of the Chairman the minutes of the first meeting were approved.

M. ANZILOTTI asked to speak on a point in connection with the adoption of the minutes. He suggested, either that the verbatim reports should be suppressed, or that it should be ruled that the copy kept in the archives of the Court should be prepared from copies which the several orators had had the opportunity to correct.

MM. WEISS and MOORE, as well as the CHAIRMAN, supported, for various reasons, M. Anzilotti's first suggestion.

Lord FINLAY, on the other hand, was in favour of the correction of the various speeches by the orators, before the records were embodied in the final report kept in the archives.

The members of the Court decided accordingly. Consequently in future each member of the Court will be given an opportunity to correct the record of his speeches ; the final verbatim record will be made out on the basis of these corrected notes.

7. — **Replies received from MM. Wang and Negulesco.**

The CHAIRMAN read out telegrams which he had received from MM. Wang and Negulesco, in reply to

1) see p. 237.

télégrammes qui leur avaient été expédiés, conformément à la décision prise par les membres de la Cour à la première séance (annexes 2 et 3) [1]).

Les membres de la Cour, après avoir pris acte du contenu de ces télégrammes, décident, sur la proposition du Président, de continuer à siéger en attendant l'arrivée de M. Negulesco.

8. — **Election du Président.**

Le PRÉSIDENT provisoire propose que l'élection ait lieu au scrutin secret et à la majorité absolue.

M. HUBER, tout en estimant qu'en l'absence de disposition spéciale, il convient d'adopter, pour le premier tour de scrutin, le principe de la majorité absolue, suggère cependant d'adopter la majorité des deux-tiers, afin de conférer au Président la plus grande autorité possible. Si cette majorité n'était pas atteinte, le vote serait repris après une interruption de séance. Au deuxième tour de scrutin l'élection se ferait à la majorité absolue.

M. WEISS expose la procédure suivie en France pour les élections universitaires ; on procède d'abord à un vote préliminaire qui ne figure pas au procès-verbal ; c'est d'après les indications données par ce premier vote qu'a lieu l'élection officielle et définitive.

M. HUBER se rallie à la proposition de M. Weiss.

Lord FINLAY, tout en espérant qu'il sera possible de réaliser l'unanimité, déclare qu'à son avis, la majorité absolue devrait suffire.

M. MOORE rappelle le principe stipulé à l'article 55 du Statut et se prononce en faveur de la majorité absolue.

La proposition de M. WEISS, mise aux voix, est adoptée par 6 voix contre 5. En conséquence, il est décidé de procéder à un scrutin préliminaire avant l'élection définitive.

Il est procédé à ces deux scrutins.

Au scrutin définitif, M. Loder obtient neuf voix, et M. Weiss, deux voix : M. Loder est donc élu Président de la Cour.

M. LODER, en acceptant les fonctions qui lui sont ainsi dévolues, remercie vivement ses collègues de la marque de confiance qu'ils viennent de lui donner ; il insiste sur les difficultés de sa tâche et demande à ses collègues de vouloir bien lui prêter leur concours et leur bienveillant appui.

9. — **Election du Vice-Président.**

M. ANZILOTTI propose l'ajournement de l'élection, afin de donner aux juges le temps d'étudier la question à fond.

M. BEICHMANN signale que, étant donné que dans le Statut ne figurent que très peu d'indications sur la

1) voir p. 270.

telegrams sent out in accordance with the decision arrived at by members of the Court at the first meeting (Annexes 2 and 3) [1]).

The members of the Court duly noted these telegrams and, on the proposal of the Chairman, decided that the proceedings should not be adjourned pending the arrival of M. Negulesco.

8. — **Election of the President.**

The CHAIRMAN suggested that the election should take place by secret ballot and that an absolute majority should be required.

M. HUBER, while agreeing that in the absence of specific provisions the principle of an absolute majority should be adopted for the first ballot, suggested nevertheless that a two-thirds majority should be required for election, in order to confer as great a degree of authority as possible upon the President. If this majority were not obtained, a further vote would be taken after an adjournment. At the second ballot an absolute majority would be decisive.

M. WEISS explained the practice followed in French University elections. In the first place a preliminary vote, of which no record was kept, took place and then, on the basis of the results obtained by this vote, the official and final election took place.

M. HUBER agreed with M. Weiss' suggestion.

Lord FINLAY, while expressing the hope that unanimity would be obtained, stated that in his opinion an absolute majority would suffice.

Mr. MOORE, invoking the principle laid down in Article 55 of the Statute, pronounced in favour of an absolute majority.

The suggestion of M. Weiss was put to the vote and adopted by 6 votes to 5. Consequently a preliminary vote would be taken before actual election.

The Court then proceeded to the preliminary and final votes.

In the final vote M. Loder obtained 9 votes and M. Weiss 2 votes; M. Loder was consequently elected President of the Court.

M. LODER, while declaring that he accepted the election, and expressing to his colleagues his thanks for the confidence which they had placed in him, pointed out the difficulties involved in the duties of the President and asked the members of the Court to be good enough to lend him the support of their assistance and sympathy.

9. — **Election of the Vice-President.**

M. ANZILOTTI suggested that this election sould be postponed in order to give the judges an opportunity of thoroughly considering the question.

M. BEICHMANN emphasised the fact that since the Statute gave very few indications as to the duties of

1) see p. 270

tâche du Vice-Président, alors que le projet de Règlement de la Cour préparé par le Président [1]) contient des instructions détaillées à ce sujet, il importe, avant de procéder à l'élection du Vice-Président, de discuter les diverses questions qui peuvent se présenter. Il propose de passer immédiatement à un échange de vues préliminaire sur les fonctions du Vice-Président.

Une discussion s'engage, au cours de laquelle différentes opinions sont exprimées. M. ANZILOTTI, appuyé par M. NYHOLM, propose d'ajourner l'élection du Vice-Président jusqu'à ce que la Cour ait adopté son Règlement et le Règlement de Procédure. Le PRÉSIDENT propose en premier lieu de constituer une commission composée d'un nombre restreint de membres, chargée de rédiger un projet résumant les fonctions du Vice-Président, puis d'ajourner l'élection jusqu'au moment ou les membres de la Cour pourront être saisis du rapport de cette Commission ; M. BEICHMANN se rallie à cette suggestion. M. NYHOLM propose, en manière de compromis, d'ajourner l'élection pendant quelques jours, ce délai devant permettre un échange de vues entre les juges.

M. ANZILOTTI propose que la Commission envisagée par le Président soit chargée de préparer un projet complet de Règlement de la Cour et de Règlement de Procédure, y compris un exposé des fonctions du Vice-Président, dont l'élection serait ajournée jusqu'à ce que la Cour ait adopté des règles s'inspirant du projet.

M. BEICHMANN suggère que l'on prenne comme base de discussion un questionnaire qui pourrait être préparé par le Président seul, ou bien par le Président avec un certain nombre d'autres membres de la Cour.

A la suite de cette proposition et d'une proposition complémentaire présentée par Lord Finlay, il est décidé de prier le Président de présenter un bref exposé des fonctions du Vice-Président.

Le PRÉSIDENT se déclare disposé à présenter un rapport le mardi de la semaine suivante, et prie M.M. Anzilotti, Beichmann et Huber de vouloir bien l'aider à l'élaborer.

10. — **Incompatibilité de fonctions.**

M. ALTAMIRA, se référant au projet d'ordre du jour pour la session préliminaire qu'il a présenté (annexe 5) [2]), ainsi qu'à l'article 16 du Statut, demande si ses fonctions de membre du Sénat espagnol sont compatibles avec sa qualité de membre de la Cour permanente.

Après une remarque présentée par M. ANZILOTTI sur la situation des sénateurs italiens, il est décidé que la question présentée par M. Altamira, sera discutée au cours d'une séance ultérieure, et de s'en tenir, pour le moment, à l'ordre du jour officiel (annexe 1) [3]).

1) inséré parmi les annexes sous le No. 1b, p. 249.
2) voir p. 272.
3) voir p. 237.

the Vice-President, whereas the draft Rules of Court prepared by the President [1]) contained some detailed instructions in this respect, it would be necessary, before undertaking the election of the Vice-President, to discuss the various points which might arise. He suggested that a preliminary exchange of views on the duties of the Vice-President should take place immediately.

A discussion then took place, in the course of which various opinions on the subject were expressed. M. ANZILOTTI, supported by M. NYHOLM, suggested that the election of the Vice-President should be postponed until the Rules of the Court and the Rules of Procedure had been adopted. The PRESIDENT suggested firstly that a small committee should be formed to draw up an outline of the duties of the Vice-President, and that the election should be postponed until the report of the committee had been presented ; M. BEICHMANN agreed to this suggestion. M. NYHOLM suggested as a compromise that an adjournment of a few days, during which a private exchange of views between the judges could take place, would suffice.

M. ANZILOTTI then proposed that the committee suggested by the President should be asked to prepare a complete draft of the Rules of Court and of Procedure, including the duties of the Vice-President, and that the election of the Vice-President should be postponed until a scheme based on the draft had been adopted.

M. BEICHMANN suggested that a questionnaire should be prepared by the President, or by the latter in conjunction with other members of the Court, which should be taken as a basis for discussion.

As a result of this suggestion and an additional suggestion made by Lord Finlay, it was decided to ask the President to submit a short statement on the duties of the Vice-President.

The PRESIDENT agreed to submit a report on the following Tuesday, and asked MM. Anzilotti, Beichmann and Huber to assist him in preparing it.

10. — **The question of incompatibility of functions.**

M. ALTAMIRA, with reference to the draft agenda for the preliminary session which he had submitted (Annex 5) [2]) and with further reference to Article 16 of the Statute, asked whether his position as a member of the Spanish Senate was compatible with his membership of the Permanent Court.

It was decided, after a remark by M. ANZILOTTI with reference to the position of Italian Senators, that the question submitted by M. Altamira should be discussed at a subsequent meeting, and that for the present meeting the official Agenda (Annex 1) [3]), should be followed

1) embodied in the annexes, see p. 249, No. 1b.
2) see p. 272.
3) see p. 237.

11. — **Traitement du Greffier.**

Le PRÉSIDENT suggère qu'avant de procéder à l'élection du Greffier, il y aurait lieu de se mettre d'accord sur la proposition qui, conformément à l'article 32 du Statut, doit être soumise au Conseil, relativement au traitement du Greffier.

M. ANZILOTTI propose un traitement de 12.000 florins, proportionnel au traitement des juges (15.000, et une indemnité de 18.000 florins, ce qui ferait au total un traitement annuel de 30.000 florins. M. Anzilotti demande au Président si ce traitement correspond aux conditions de vie à la Haye.

Le PRÉSIDENT répond par l'affirmative et ajoute que le Greffier serait très probablement exempt de l'impôt sur le revenu.

M. ODA propose d'inviter le Président à se mettre d'accord avec le Vice-Président, dès que celui-ci sera nommé, sur la proposition qui sera soumise au Conseil.

Sir HERBERT AMES (représentant le Secrétaire général de la Société des Nations) rappelle aux membres de la Cour que c'est au Conseil qu'appartient la décision en dernière instance ; il signale que les émoluments proposés sont légèrement plus élevés que ceux adoptés par l'Assemblée et le Conseil pour les fonctionnaires du Secrétariat de la Société. Le Président proposant d'ajourner la décision à mardi, Sir Herbert Ames demande que la question soit réglée aussitôt que possible.

M. BEICHMANN soulève la question de la période de temps pour laquelle le Greffier serait nommé.

M. HUBER suggère que la Cour propose d'assimiler le Greffier aux directeurs du Secrétariat de Genève en lui attribuant le traitement maximum prévu pour ces directeurs.

Le PRÉSIDENT soulève alors la question de savoir quel traitement serait payé au Greffier en attendant la décision du Conseil.

M. MOORE déclare qu'a son avis il y aurait lieu d'appliquer la décision de la Cour sous réserve d'une revision éventuelle de cette décision par le Conseil.

Sir HERBERT AMES (représentant le Secrétaire général de la Société des Nations) propose de fixer les émoluments du Greffier de la façon suivante : un traitement de 12.000 florins par an, plus une indemnité de 15,000 florins par an, soit au total 27.000 florins : cette somme serait conforme à l'échelle de traitements adoptée par le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations.

M. MOORE soumet alors une proposition dans laquelle il donne corps aux suggestions de Sir Herbert Ames.

Cette proposition est adoptée.

12. — **Durée des fonctions du Greffier.**

Le PRÉSIDENT, appuyé par M. MOORE, propose de ne fixer aucune période.

M. HUBER déclare qu'il convient de donner au Gref-

11. — **Salary of the Registrar.**

The PRESIDENT suggested that, before electing a Registrar, it would be as well to come to an agreement with regard to the proposal to be submitted to the Council under Article 32 of the Statute, with reference to the Registrar's salary.

M. ANZILOTTI proposed a salary of 12,000 Dutch florins, which would be proportionate to the salaries of the judges (15,000), and an indemnity of 18,000. This would make a total yearly emolument of 30,000 florins. M. Anzilotti asked the President whether these emoluments were sufficient, under conditions prevailing at the Hague.

The PRESIDENT answered in the affirmative, considering that the Registrar would, in all probability, be exempt from paying Income Tax.

M. ODA suggested that the President and Vice-President (when appointed) should come to an agreement as to the proposal to be submitted to the Council.

Sir HERBERT AMES (representing the Secretary General of the League of Nations), drew attention to the fact that the final decision remained with the Council, and to the fact that the emoluments which had been proposed were slightly higher than those adopted by the Assembly and by the Council for the officials of the League Secretariat. The President having suggested that the decision should be postponed until Tuesday, Sir Herbert Ames requested that the matter might be settled as soon as possible.

M. BEICHMANN raised the question as to the period for which the Registrar would be appointed.

M. HUBER suggested that the Court should propose the assimilation of the Registrar to the Directors of the Geneva Secretariat, with the provision that he should receive the maximum salary provided for the latter officials.

The PRESIDENT, having raised the question of the basis on which the Registrar should be paid pending the decision of the Council, Mr. MOORE declared that in his opinion any decision taken by the Court should provisionally be carried out, subject to revision by the Council.

Sir HERBERT AMES (representing the Secretary General of the League of Nations), suggested that the emoluments of the Registrar should consist of a salary of 12,000 florins a year and an allowance of 15,000 florins a year, making in all 27,000 florins a year, which sum would be within the scale adopted by the Council and the Assembly of the League of Nations.

Mr. MOORE embodied Sir Herbert Ames' suggestion in a formal proposal, which was adopted.

12. — **Period of Office of the Registrar.**

The PRESIDENT, supported by Mr. Moore, suggested that no period should be fixed.

M. HUBER contended that it was due to the Registrar

fier, qui devra résider à la Haye, l'assurance qu'il conservera sa situation pendant un certain temps. Il propose donc d'assimiler, à cet égard également, le Greffier aux directeurs du Secrétariat de Genève : ceux-ci sont nommés pour une période de sept ans.

Cette proposition est adoptée.

En conséquence il est décidé que le Greffier sera nommé pour une période de sept ans.

13. — **Election du Greffier.**

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre qu'il vient de recevoir de M. Altamira, pour proposer la candidature de M. Alejandro Alvarez ; il donne également lecture de la liste des candidats (annexes 4 et 6) [1]). Il ajoute que la liste n'est pas close et qu'il est possible d'y ajouter des noms supplémentaires. Il demande au Secrétaire provisoire s'il consent à être candidat.

M. ANZILOTTI propose d'élire comme Greffier le Secrétaire provisoire.

Il est procédé au vote. La proposition de M. Anzilotti est adoptée par 9 voix contre 2 en faveur de M. Alvarez.

En conséquence, M. Hammarskjöld est élu Greffier pour sept ans au traitement annuel de 12.000 florins, plus une indemnité annuelle de 15.000 florins.

14. — **Personnel de la Cour.**

Après une brève discussion, les membres de la Cour conviennent ce qui suit :

1. Toutes les questions concernant le personnel seront soumises à la Cour par le Greffier.

2. Le personnel permanent de la Cour sera restreint dans la mesure compatible avec le bon fonctionnement de la Cour.

3. Un secrétaire particulier sera attaché au Président ; il remplacera le Greffier en cas d'absence.

Par conséquent, il n'y aura pas besoin de deux greffiers-adjoints, l'un français, l'autre anglais. Les linguistes, nécessaires du fait du caractère bilingue de la Cour, seront nommés en qualité de secrétaires-rédacteurs.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations pourra être prié, dans les périodes de gros travail, de détacher du personnel temporaire du Secrétariat de la Société. Sir Herbert Ames, représentant le Secrétaire général, accepte cette proposition.

15. — **Séance solennelle d'ouverture.**

a) Le PRÉSIDENT signale à la Cour qu'il conviendrait d'inviter à la séance solennelle d'ouverture la Reine des Pays-Bas et la Reine Mère. Il n'y a pas lieu d'envoyer

1) voir pp. 271 et 280.

who would have the reside at the Hague, to give him the assurance that he would retain his position for a certain time. M. Huber consequently suggested that the Registrar should be assimilated to the Directors of the Geneva Secretariat in this respect also. The Directors were appointed for a period of seven years.

This motion was carried.

It was consequently decided that the period of office of the Registrar should be seven years.

13. — **Election of the Registrar.**

The PRESIDENT read a letter which he had just received from M. Altamira, submitting the candidature of M. Alejandro Alvarez, and also a list of the names of those who had applied for the post (Annexes 4 and 6) [1]). The President added that the list was by no means exclusive, and that any other candidates could be elected. He asked the acting Secretary whether he would be willing to stand as candidate.

M. ANZILOTTI formally moved that the acting Secretary be elected Registrar.

A vote was taken on this motion. It was carried by 9 votes to 2 which were cast in favour of M. Alvarez.

M. Hammarskjöld was consequently elected Registrar for a period of seven years, with a yearly salary of 12,000 florins and a yearly allowance of 15,000 florins.

14. — **Staff of the Court.**

After a short discussion, agreement was reached on the following points :

1. All questions concerning staff should be submitted to the Court by the Registrar.

2. The permanent staff of the Court should be as small as would be compatible with the satisfactory working of the Court.

3. There should be a private secretary to the President. The private secretary should replace the Registrar in case of absence.

Consequently there would be no need for two assistant registrars of French and English origin respectively. The language experts necessitated by the fact that the Court is bilingual should be appointed as editing-secretaries.

4. The Secretary General of the League of Nations might be asked to lend temporary staff during periods of pressure from the Secretariat of the League. To this Sir Herbert Ames, representing the Secretary General, agreed.

15. — **Public inaugural meeting.**

a) The President suggested to the Court that the Queen of the Netherlands and the Queen-Mother should be invited to the meeting. No invitation should be sent

1) see pp. 271 and 280.

d'invitation au Prince consort qui ne se trouvera pas en Hollande le 15 février.

La Cour se range à cet avis et le Président soumet des lettres d'invitation à adresser aux deux Reines (annexes 7 et 8) [1]).

Ces projets de lettres sont adoptés.

b) Le PRÉSIDENT suggère en outre que la Cour, après la séance d'ouverture, offre le thé à ses invités.

Les dépenses seraient supportées par le budget de la Cour.

La proposition est acceptée.

16. — **Question du port, par les juges, de la robe.**

Le PRÉSIDENT demande à nouveau aux membres de la Cour leur opinion sur la question du port de la robe.

MM. ALTAMIRA, HUBER, BEICHMANN, ODA et MOORE se déclarent opposés au port de la robe. MM. WEISS, NYHOLM, Lord FINLAY, M. YOVANOVITCH et le PRÉSIDENT se déclarent en faveur.

M. ANZILOTTI propose d'ajourner toute décision sur la question pendant quelque temps.

Lord FINLAY dit que la question principale est celle de savoir si tous les juges sont disposés à porter la robe, au cas où la majorité se prononcerait en faveur de la proposition.

Les membres de la Cour répondent par l'affirmative.

Il est procédé à un vote : par 6 voix contre 5, il est décidé que les juges porteront la robe.

17. — **Date de la prochaine réunion.**

Après discussion, il est décidé que la prochaine réunion aura lieu le samedi 4 février à 10 h. 30.

Le PRÉSIDENT portera à l'ordre du jour de cette séance le rapport de M. Beichmann sur la situation des juges suppléants [2]), rapport qui avait été porté avec le No. 9 sur l'ordre du jour de la présente séance. (annexe 1) [3]).

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

1) non reproduites.
2) voir p. 285.
3) voir p. 237.

to the Prince Consort, who would not be in Holland on February 15th.

The Court agreed to this suggestion and the President submitted letters of invitation to be sent to the two Queens (Annexes 7 and 8) [1]).

These letters were adopted.

b) The PRESIDENT further suggested that tea should be offered by the Court, after the public inaugural meeting, to those invited.

The cost of the tea would be defrayed out of the Court funds.

The Court agreed.

16. — **The question of robes for the judges.**

The President again asked the members of the Court for their opinion on the question as to whether judges should wear robes or not.

MM. ALTAMIRA, HUBER, BEICHMANN and MOORE pronounced themselves against the adoption of a special robe, whereas MM. WEISS, NYHOLM, Lord FINLAY, M. YOVANOVITCH and the PRESIDENT expressed themselves in favour of a robe.

M. ANZILOTTI suggested that any decision on the point should be postponed for a time.

Lord FINLAY declared that the main question was whether all judges were willing to wear robes, should the majority pronounce in favour of their adoption.

The members of the Court expressed their willingness to do so.

A vote was taken : it was decided by 6 votes to 5 that the judges should wear robes.

16. — **Date of the next meeting.**

After some discussion, it was agreed that the next meeting should take place on Saturday, February 4th, at 10.30 a. m. The President would put the memorandum of M. Beichmann concerning the situation of deputy-judges [2]) on the agenda for that meeting. (See item No. 9 of agenda for the present meeting. — Annex No. 1) [3]).

The meeting rose at 1 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

1) not reproduced.
2) see p. 285.
3) see p. 237.

SESSION PRÉLIMINAIRE

TROISIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 4 Février 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Nyholm,
Oda,
Weiss,
Yovanovitch,

Sir Herbert Ames, représentant le Secrétaire général de la Société des Nations.
M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est joint au présent procès-verbal (annexe 9) [1]).

18. — **Approbation du procès-verbal de la séance précédente.**

Le PRÉSIDENT propose à la Cour d'approuver le procès-verbal de la séance précédente.

Sur la proposition de M. HUBER, la question est ajournée à la prochaine séance.

19. — **Abonnement a une agence de coupures de presse.**

A la demande du Président, le GREFFIER expose à la Cour qu'il a reçu d'une agence de coupures de presse l'offre de fournir à la Cour, sur toutes les questions qui pourraient l'intéresser, et à certaines conditions, des séries complètes de coupures. Le PRÉSIDENT déclare que cet abonnement lui parait inutile, car l'*Institut Intermédiaire International* de la Haye sera toujours à la disposition de la Cour pour lui fournir tous renseignements qu'elle pourrait désirer ; cet Institut possède d'ailleurs un service complet de coupures de presse.

La Cour décide de ne pas donner suite à l'offre présentée au Greffier.

20. — **En-tête du papier officiel de la Cour.**

A la demande du Président, le GREFFIER expose à la Cour que le Secrétaire général a exprimé le désir de

1) voir p. 281.

PRELIMINARY SESSION

THIRD MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 4th, 1922, at 10.30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Nyholm,
Oda,
Weiss,
Yovanovitch,

Sir Herbert Ames, representing the Secretary General of the League of Nations.
M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda of the meeting is attached to the present minutes. (Annex 9) [1]).

18. — **Approval of the minutes of the preceding meeting.**

The PRESIDENT proposed that these minutes be approved.

At the suggestion of M. HUBER this question was postponed until the next meeting.

19. — **Subscription to a Press-cuttings agency.**

At the request of the President, the REGISTRAR explained that he had received an offer from a Press-cuttings Agency to furnish the Court, on certain stated conditions, with a complete series of cuttings on all subjects which might interest it. The PRESIDENT stated that, in his opinion, the subscription would be unnecessary, since the *International Intermediary Institute* at the Hague would always be at the disposal of the Court for the supply of information, and this Institute was equipped with a complete Press-cutting service.

The Court decided not to accept the offer made to the Registrar.

20. — **Heading of the Court's official notepaper.**

At the request of the President, the REGISTRAR explained that the Secretary General had expressed the

1) see p. 281.

voir les mots „Société des Nations" figurer dans l'en-tête du papier officiel.

Après quelques observations présentées par le PRÉSIDENT, qui fait remarquer que la Cour, quoiqu'étant un organisme de la Société des Nations, ne fait pas partie de la Société des Nations, ainsi que par Lord FINLAY et M. WEISS qui, tous deux, se déclarent d'accord avec le Président, M. ANZILOTTI fait remarquer que la Cour est compétente pour connaître également des questions qui peuvent surgir entre des Etats qui ne sont pas Membres de la Société : il ne semble donc ni nécessaire ni désirable de mentionner la Société dans l'en-tête du papier officiel.

Il en est ainsi décidé.

21. — **Répartition des bureaux des juges.**

Le GREFFIER expose à la Cour qu'à son grand regret il n'a pu réserver à chacun des juges une salle spéciale dans le Palais. Toutefois, il a fait préparer des tables-bureaux portant chacune un numéro. Il demande à MM. les juges de vouloir bien choisir chacun leur bureau et de lui en faire connaître le numéro.

Les membres de la Cour acceptent la proposition du Greffier.

22. — **Question de savoir, s'il y a incompatibilité entre les fonctions de juge et celles de membre du Sénat espagnol, en ce qui concerne M. Altamira.**

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article 16 du Statut.

M. ALTAMIRA expose l'historique des dispositions contenues dans cet article ainsi que les raisons pour lesquelles il croit devoir demander à la Cour de prendre une décision sur ce point.

Le PRÉSIDENT estime qu'il y a lieu de s'en tenir aux termes exacts de l'article, et par conséquent, de décider en premier lieu le sens de l'expression „fonction politique ou administrative". Il fait remarquer qu'il n'y a pas incompatibilité entre la situation de juge de la Cour d'une part, et les fonctions de professeur d'Université ou de juge d'une Cour nationale, d'autre part.

Lord FINLAY estime qu'il ne faut pas établir de règles générales ; mais que chaque cas particulier devrait être examiné en soi.

En ce qui concerne la question actuellement discutée, Lord Finlay est d'avis qu'il n'y a pas incompatibilité. Il estime que la rédaction de l'article 16 n'a trait qu'aux fonctions politiques et administratives, auxquelles on ne saurait comparer les fonctions parlementaires.

M. ANZILOTTI fait observer que les décisions prises pour les cas spéciaux doivent nécessairement s'appuyer sur des principes généraux. Ces principes doivent être déduits du texte de l'article 16. Au moyen de citations tirées des débats de la première Assemblée de la Société des Nations (amendement italien à l'article 16 tel qu'il a été proposé par le Conseil ; procès-verbal No. 16

wish that the words „League of Nations" should appear in the heading of the notepaper.

After comments by the PRESIDENT, who observed that the Court, though an organ of the League of Nations, was not part of the League of Nations itself, and by Lord FINLAY and by M. WEISS, who both agreed with the President, M. ANZILOTTI explained that the Court was competent to deal also with questions arising between powers who are not Members of the League; for this reason it did not seem necessary or desirable to mention the League in the heading of the notepaper.

The Court decided accordingly

21. — **Arrangement of the judges' desks.**

The REGISTRAR explained that, much to his regret, it had been impossible to reserve a special office for each judge in the building. However, desks had been prepared which all bore different numbers. He invited the judges to be good enough to select one of these desks and to communicate to him the numbers of the desks chosen.

The members of the Court agreed to do so.

22. — **The question of possible incompatibility between M. Altamira's position as a judge and as a member of the Spanish Senate.**

The PRESIDENT read Article 16 of the Statute.

M. ALTAMIRA explained the historical development of the provisions contained in the Article, and the reasons for which he felt compelled to ask the Court to take a decision on the point.

The PRESIDENT thought that it would be necessary to follow the exact wording of the Article and, consequently, to decide in the first place what was meant by the term „political or administrative function". He pointed out that there was no incompatibility between the position of judge of the Court, on the one hand, and the exercise of the duties of a University professor or of a judge of a national Court on the other.

Lord FINLAY thought that general rules should not be laid down, but that each particular case should be decided on its merits.

So far as the present case was concerned, Lord Finlay expressed the opinion that no incompatibility existed. In his view the wording of Article 16 referred only to political and administrative offices, to which parliamentary functions could not be compared.

M. ANZILOTTI pointed out that the decisions taken in special cases must necessarily be based on general principles. These principles must be deduced from the wording of Article 16. He went on to show by means of quotations from the proceedings of the First Assembly of the League of Nations (Italian amendment to Article 16 as submitted by the Council ; see

de la Sous-Commission de la 3ème Commission de l'Assemblée ; rapport de la Sous-Commission sur l'article 16). M. Anzilotti montre que l'Assemblée a refusé d'accepter la proposition qui établit une distinction entre les fonctions parlementaires et les fonctions politiques visées par l'article.

M. BEICHMANN propose que les juges qui sont en même temps membres d'une des Chambres du Parlement s'abstiennent de toutes fonctions parlementaires autres que les fonctions judiciaires. D'après son interprétation, la seconde phrase de l'article 16 implique que l'intention du Statut est d'établir une incompatibilité de fonctions et non une incompatibilité de situations.

Suit une discussion de laquelle il ressort que M. Altamira, bien qu'élu sénateur par une Université, a les mêmes droits que les autres sénateurs et que la situation est la même, *mutatis mutandis*, pour les *law-lords* en Angleterre; il ressort également de cette discussion que ce peut être le devoir moral de ces deux catégories de membres des Chambres supérieures du Parlement de prendre part à tous les travaux de la Chambre législative à laquelle ils appartiennent.

M. ANZILOTTI fait la proposition suivante : on pourrait décider que les membres d'un Parlement ne pourront exercer leurs fonctions, à l'exception des fonctions judiciaires, mais qu'il leur appartiendra de décider s'ils doivent ou non donner leur démission de membre du Parlement. Cette question dépend de la législation interieure des divers pays.

M. HUBER estime que les stipulations de l'article 16 s'inspirent du principe qu'il faut sauvegarder l'indépendance des juges. L'article en question a trait aux fonctions qui impliquent la dépendance à l'égard du gouvernement ou la participation à un gouvernement. Il attire l'attention sur le fait qu'a un certain stade des travaux préparatoires l'expression *executive posts* a été proposée pour le texte anglais.

M. WEISS est d'accord avec M. Huber. Les membres d'un Parlement sont, non pas des fonctionnaires gouvernementaux, mais les mandataires de leurs électeurs. L'article 16 devrait être interprèté d'une façon restrictive, de telle sorte que, sauf dans des circonstances spéciales, on considérerait qu'il n'existe pas d'incompatibilité en cas de doute.

MM. ODA et MOORE partagent l'opinion de M. Weiss.

Le PRÉSIDENT est du même avis. Tant qu'un juge est indépendant vis à vis de son gouvernement, il n'existe pas d'incompatibilité.

M. BEICHMANN exprime l'avis que dans tous les cas il y a certaines fonctions parlementaires qu'un membre de la Cour ne devrait pas exercer, par exemple la participation à des Commissions des Affaires étrangères ou d'autres fonctions du même genre.

M. WEISS et Lord FINLAY estiment qu'à cet égard on ne devrait pas stipuler d'autres restrictions que celles

minutes No. 16 of the Sub-Committee of the Third Assembly Committee ; Report of the Sub-Committee on Article 16), that the Assembly had refused to accept the proposal to draw a distinction between parliamentary functions and the political functions contemplated by the Article.

M. BEICHMANN was of opinion that judges who were at the same time members of a chamber of parliament should refrain from all parliamentary duties other than judicial duties. He interpreted the second phrase of Article 16 as implying that the intention of the Statute was to establish an incompatibility of duties and not an incompatibility of positions.

A discussion followed, during the course of which it appeared that M. Altamira, altough elected senator by a University, had the same rights as other senators, and that the same applied *mutatis mutandis* to the Law Lords in England ; further that it might be the moral duty of both these classes of members of Upper Houses to take part in all the work of the Chambers to which they belonged.

M. ANZILOTTI made the following suggestion : it might be decided that members of a parliament could not exercise other than judicial functions, but it should be left to the individuals themselves to decide whether they ought or ought not to resign their seats in parliament. This was a question which depended upon the internal legislation of the various countries.

M. HUBER thought that behind the stipulations of Article 16 was the principle that the independence of the judges should be safeguarded. The Article only referred to functions which involved dependance upon a government or participation in a government's activities. He drew attention to the fact that, at one stage of the preparatory work, the expression „executive posts" had been suggested for the English text.

M. WEISS agreed with M. Huber. Members of parliament were not officials of a Government, but were the mandatories of their constituents. There should be a restrictive interpretation of Article 16, so that, except in special circumstances, no incompatibility should be held to exist in cases of doubt.

MM. ODA and MOORE shared the opinion of M. Weiss.

The PRESIDENT held a similar opinion. As long as a judge was independent of his Government, no incompatibility existed.

M. BEICHMANN expressed the view that in any case there were certain parliamentary functions which a member of the Court should not exercise, for instance membership of committees dealing with foreign affairs and the like.

M. WEISS and Lord FINLAY expressed the opinion that no restrictions should be laid down other than

qui sont imposées aux juges par leur propre conscience.

M. ANZILOTTI déclare qu'en raison du fait que, dans son propre pays, les plus hautes autorités judiciaires ont estimé qu'il y a incompatibilité entre la situation de juge et celle de sénateur, il sera obligé de s'abstenir si l'on procède à un vote sur cette question.

M. MOORE indique que les dispositions de l'article 17 semblent remédier dans une certaine mesure à cette situation, puisqu'un juge qui a, de quelque manière que ce soit, connu d'un litige ultérieurement soumis à la Cour, est disqualifié.

Le PRÉSIDENT met aux voix la question de savoir si M. Altamira doit donner sa démission de sénateur.

La question est décidée par la négative, par neuf voix. MM. Altamira et Anzilotti s'abstiennent de voter.

23. — **Autres questions d'incompatibilité.**

Avec l'autorisation du Président, M. ANZILOTTI soumet les cas suivants :

1. Y aura-t-il incompatibilité entre les fonctions de juge à la Cour et les fonctions de membre d'une institution telle que le Conseil du Contentieux du Ministère des Affaires étrangères italien ?

Les membres de la Cour sont d'avis que cette question doit être résolue par l'affirmative.

2. Y aura-t-il incompatibilité entre les fonctions de juge et celles de membre d'une Commission de gouvernement chargée de préparer des lois relatives à la propriété littéraire et aux droits d'auteur ?

Les membres de la Cour sont d'avis que cette question doit être résolue par la négative.

3. Y aura-t-il incompatibilité entre les fonctions de juge et celles de membre d'une Commission gouvernementale d'examen pour les candidats au service diplomatique ?

Les membres de la Cour sont d'avis que cette question doit être également résolue par la négative.

4. Y a-t-il incompatibilité entre les fonctions de juge et l'exercice de la pratique légale dans les questions de droit international privé ?

Sur ce point, une importante discussion s'engage. Il est entendu que l'expression „d'ordre international" figurant à l'article 17 du Statut, ne se rapporte qu'à des litiges susceptibles de mettre en présence deux Etats ; chaque juge devra décider pour lui-même si tel est le cas. La Cour pourrait toujours décider, si un doute s'élevait.

M. HUBER soulève la question de savoir si un membre de la Cour peut prendre part à des négociations sans caractère politique.

Il résulte d'un échange de vues entre les juges que, sous réserve de cas spéciaux dont la Cour pourra être appelée à juger, des négociations de ce genre

those which were imposed on the judges by their own consciences.

M. ANZILOTTI declared that in view of the fact that in his country the highest judicial authorities considered that there was incompatibility between the situation of a judge and that of a senator, he would be compelled to abstain from voting, if a decision were taken on the matter by vote.

Mr. MOORE pointed out that the provisions of Article 17 seemed to relieve the situation somewhat, in that a judge who had in any way whatsoever dealt with a case which was subsequently brought before the Court was disqualified.

The PRESIDENT put to the vote the question whether M. Altamira should resign his position as a senator.

This question was decided in the negative, nine votes being cast against, and MM. Altamira and Anzilotti abstaining.

23. — **Other questions of incompatibility.**

With the permission of the President, M. ANZILOTTI put forward the following cases : —

1. Would there be incompatibility between the position of judge of the Court and membership of an institution such as the *Conseil du Contentieux* of the Italian Foreign Office ?

The members of the Court were of opinion that the reply to this question should be in the affirmative

2. Would there be incompatibility between the position of judge and membership of a Government Commission for preparing copyright legislation ?

The members of the Court were of opinion that the reply to this question should be in the negative.

3. Would there be incompatibility between the position of judge and membership of a Government Commission for testing candidates for the diplomatic service ?

The members of the Court were of opinion that the reply to this question should likewise be in the negative.

4. Would it be compatible with the position of judge to practice in questions of private international law ?

On this point an important discussion took place. It was agreed that the expression „of an international nature" in Article 17 of the Statute had in view only cases likely to be of concern to two States ; each judge had to decide for himself whether such was the fact ; if a doubt arose, the point could be settled by a decision of the Court.

M. HUBER raised the question whether a member of the Court could take part in non-political Governmental negotiations.

After an exchange of views, the opinion prevailed that, apart from certain special cases upon which the Court would have to decide, such negociations should

doivent être assimilées aux fonctions politiques qui sont interdites aux juges.

A propos d'une question posée par M. BEICHMANN, les membres de la Cour reconnaissent que les juges peuvent participer aux conférences internationales qui auront pour objet d'élaborer les règles du droit futur.

24. — **Ordre de préséance des juges.**

Le PRÉSIDENT expose, qu'à son avis, le Vice-Président devrait prendre place à la droite du Président, le juge titulaire le plus âgé à sa gauche et ainsi de suite selon l'âge. Tous les juges actuellement élus devraient être considérés comme élus en même temps.

Il en est ainsi décidé.

25. — **Texte de la déclaration solennelle mentionnée à l'article 20 du Statut.**

Le PRÉSIDENT donne lecture de la formule proposée par lui dans son avant-projet de Règlement intérieur :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience."

Il demande au Greffier de donner lecture de la formule contenue dans l'avant-projet de Règlement intérieur proposé par le Secrétariat [1]) :

„Elu juge de la Cour permanente de Justice internationale par le vote concordant de l'Assemblée et du Conseil de la Société des Nations, je ..... prends l'engagement solennel de toujours exercer en parfaite impartialité et en toute conscience les pouvoirs qui m'ont été conférés."

Le GREFFIER explique que la formule du Secrétariat était destinée à faire ressortir le fait que la Cour est un organisme de la Société des Nations.

Les membres de la Cour décident néanmoins qu'il n'est pas nécessaire d'indiquer particulièrement ce fait dans la déclaration solennelle.

M. HUBER propose que les juges ne fassent pas de déclaration individuelle, mais que le Président donne lecture de la formule et que les membres de la Cour indiquent leur assentiment.

Il est procédé à un vote, et la Cour décide que la déclaration sera faite par chaque juge individuellement.

En ce qui concerne le texte de la déclaration, la formule proposée par le Président est adoptée.

26. — **Rang et titre des juges.**

Le PRÉSIDENT explique que la Cour ne peut faire de propositions à cet égard, mais qu'elle pourrait demander au Conseil de soumettre des propositions à l'assentiment des gouvernements.

1) inséré parmi les annexes sous le No. 1c, p. 253.

be assimilated to political functions, from which the judges were debarred.

In connection with a question put by M. BEICHMANN, the members of the Court agreed that judges could take part in international conferences concerned with the development of law.

24. — **Order of precedence of judges.**

The PRESIDENT explained that, in his opinion, the Vice-President should take his seat on the right of the President ; the eldest ordinary judge on the left, and so on, according to age ; all the judges now elected should be considered as elected at one and the same time.

The Court decided accordingly.

25. — **Wording of the solemn declaration referred to in Article 20 of the Statute.**

The PRESIDENT read the formula proposed by him in his Draft Rules of Court, namely :

„I solemnly declare that I will exercise my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously".

He asked the Registrar to read the formula contained in the Draft Rules of Procedure submitted by the Secretariat, namely [1]) : —

„I, ..., having been elected a judge of the Permanent Court of International Justice by the concurrent votes of the Assembly and the Council of the League of Nations, do solemnly declare that I will always exercise impartially and conscientiously the powers which have thus been conferred upon me."

The REGISTRAR explained that the Secretariat's formula was intended to emphasise the fact that the Court was an organ of the League of Nations.

The members of the Court agreed however that this need not be specifically pointed out in the solemn declaration.

M HUBER suggested that the judges should not make individual declarations, but that the President should read the formula and the members should signify their assent.

A vote was taken, as a result of which it was decided that the declaration should be made by each judge separately.

With regard to the text of the declaration, the formula suggested by the President was adopted.

26. — **Rank and title of judges.**

The PRESIDENT explained that the Court, as such, could make no proposals in this respect, but might ask the Council to submit suggestions to the Governments for adoption.

1) embodied in the annexes, see p. 253, No. 1c.

M. ALTAMIRA s'oppose à ce qu'une demande de ce genre soit adressée au Conseil.

A la demande du Président, Sir HERBERT AMES, représentant le Secrétaire général de la Société des Nations, déclare qu'à son avis la Cour doit soumettre au Conseil ses propres vues sur la question. Elle pourrait également charger le Greffier de préparer un mémoire indiquant les solutions possibles.

M. HUBER estime que la question est d'ordre secondaire, mais que la dignité de la Cour exige, soit que la question ne soit pas résolue, soit que l'on donne aux juges un rang élevé.

M. MOORE désire établir une distinction entre le titre et le rang. En ce qui concerne le premier, „Juge de la Cour permanente de Justice internationale" serait suffisant. En ce qui concerne le second, il appartient au Conseil de faire des propositions.

Il est décidé que le Greffier sera chargé de préparer un mémoire qui sera soumis, après adoption par la Cour, au Conseil de la Société.

27. — **Sceau et cachet de la Cour.**

A la demande du Président, le Greffier fait circuler parmi les juges le sceau provisoire de la Cour.

A la demande de M. Huber, il est décidé de surseoir à toute décision sur la question en attendant que M. Huber présente des modèles.

28. — **Indemnité de séjour du Greffier.**

A la demande du Président, le GREFFIER explique que cette question de l'ordre du jour figurait déjà sur l'ordre du jour provisoire distribué par le Secrétaire général de la Société des Nations [1]). Après certaines explications données par Sir HERBERT AMES, représentant le Secrétaire général de la Société des Nations, la question est ajournée à la demande du Président, en attendant qu'il soumette une proposition définitive sur la question.

29. — **Sens exact de l'expression „résidence à la Haye".** (Statut, article 22).

Après discussion, il est décidé que le fait de résider à une distance de moins de 10 kilomètres du Palais de la Paix peut être considéré comme impliquant la résidence à la Haye.

30. — **Télégramme de félicitations à M. Hj. L. Hammarskjöld.**

Sur la proposition de M. BEICHMANN, les membres de la Cour décident d'envoyer à M. Hammarskjöld,

1) inséré parmi les annexes sous le No. 1a, p. 238.

M. ALTAMIRA formally opposed any such demand being sent to the Council.

At the request of the President, Sir HERBERT AMES, representing the Secretary General of the League of Nations, explained that, in his opinion, the Court should submit to the Council its own views on the subject. It might further instruct the Registrar to prepare a memorandum, explaining the possible solutions which might present themselves.

M. HUBER held that the question was one of minor importance, but that the dignity of the Court required either that no solution be offered, or that the judges be given a high standing.

M. MOORE wished to draw a distinction between the title and the rank. With regard to the former, „Judge of the Permanent Court of International Justice" should be sufficient. With regard to the latter, it would be for the Council to make proposals.

The Court agreed that the Registrar should be instructed to prepare a memorandum which should be submitted to the Council of the League, after approval by the Court.

27. — **Seal and Stamp of the Court.**

At the request of the President, the Registrar circulated among the judges the provisional seal of the Court.

At the request of M. Huber, any decision on the subject was postponed, pending the submission by M. Huber of sketches.

28. — **Subsistence allowance of the Registrar.**

At the request of the President, the REGISTRAR explained that this point on the agenda had been transferred from the provisional agenda circulated by the Secretary General of the League of Nations [1]). After some explanations, given by Sir HERBERT AMES, representing the Secretary General of the League of Nations, the question was postponed at the request of the President, pending the submission by him of a definite proposal on the subject.

29. — **Exact meaning of the expression "Residence at the Hague".** (Art. 22 of the Statute).

After some discussion it was agreed that residence within a distance of 10 kilometres of the Peace Palace should be considered as residence at the Hague.

30. — **Telegram of Congratulations to M. Hj. L. Hammarskjöld.**

On the proposal of M. BEICHMANN, the members of the Court decided to send to M. Hammarskjöld, member

1) embodied in the annexes, see p. 238, No. 1a.

membre de la Cour permanente d'Arbitrage, un télégramme de félicitations à l'occasion de son soixantième anniversaire.

Sur la proposition de M. WEISS, Président en exercice de l'Institut de Droit international, il est décidé que le télégramme sera envoyé à la fois au nom de la Cour permanente de Justice internationale et au nom de l'Institut.

Le PRÉSIDENT accepte d'envoyer ce télégramme.

31. — **Date de la prochaine réunion.**

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la prochaine réunion est fixée à lundi 6 février à 10 h. 30

La séance est levée à 13 h.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

of the Permanent Court of Arbitration, a telegram of congratulations on the occasion of his 60th birthday.

On the proposal of M. WEISS, Acting President of the *Institut de Droit international*, it was agreed that the telegram should be sent in the joint names of the Permanent Court of International Justice and of the Institut.

The PRESIDENT undertook to dispatch the telegram.

31 — **Date of the next meeting.**

At the PRESIDENT's suggestion the next meeting was fixed for Monday, February 6th. at 10.30 a. m.

The meeting rose at 1 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

QUATRIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 6 Février 1822, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Nyholm,
Oda,
Weiss,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance figure en annexe au présent procès-verbal (annexe 10) [1]).

32. — **Invitation au Prince Consort.**

Le PRÉSIDENT, comme suite aux communications qu'il a faites antérieurement au sujet des invitations adressées à la Reine des Pays-Bas et à la Reine-Mère, pour la séance solennelle d'ouverture de la Cour, annonce aux membres de la Cour que, contrairement à ce qui avait été annoncé, le Prince Consort se trouvera à la Haye le 15 février ; dans ces conditions, le Président a cru devoir Lui adresser une invitation, au nom de la Cour.

La Cour approuve l'initiative du Président, ainsi que le texte de la lettre d'invitation (annexe 11) [2]).

33. — **Arrangements en vue de la Séance solennelle d'ouverture de la Cour.**

Le PRÉSIDENT soulève la question de la tenue obligatoire pour les invités.

La Cour charge le Président de se mettre en rapport avec le Ministre des Affaires étrangères à ce sujet.

34. — **Approbation des procès-verbaux.**

Le procès-verbal de la 2ème séance est adopté,

1) voir p. 281.
2) non reproduite.

PRELIMINARY SESSION

FOURTH MEETING

held at Peace Palace, the Hague,
on February 6th, 1922, at 10.30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, Chairman,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Nyholm,
Oda,
Weiss,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The Agenda of the Meeting is attached to the present Minutes (Annex 10) [1]).

32. — **Invitation to the Prince Consort.**

The PRESIDENT, with reference to his previous communications concerning the invitations for the inaugural meeting of the Court addressed to the Queen of the Netherlands and to the Queen Mother, told the Court that, contrary to previous expectations, the Prince Consort would be present at the Hague on the 15th ; in these circumstances the President had ventured to address an invitation to Him on behalf of the Court.

The Court approved the step taken by the President and the text of the letter of invitation (Annex 11) [2]).

33. — **Arrangements for the public inaugural meeting of the Court.**

The PRESIDENT raised the question as to the dress which should be prescribed for those invited.

The Court requested the President to get into touch with Minister for Foreign Affairs on the subject.

34. — **Approval of minutes.**

The minutes of the second meeting were adopted, with

1) see p. 281.
2) not reproduced.

sous réserve d'un certain nombre de modifications, qui sont communiquées au Greffier.

Le procès-verbal de la 3ème séance est adopté dans les mêmes conditions.

Après discussion, il est décidé que les procès-verbaux seront à l'avenir distribués aux juges en deux exemplaires, dont l'un restera en leur possession et l'autre sera renvoyé par eux au Greffier avec les corrections qu'ils auront jugé à propos d'y apporter.

35. — **Indemnité de séjour du Greffier.**

Le PRÉSIDENT après avoir rappelé la discussion qui a eu lieu lors de la 3ème séance (paragraphe 28 du Procès-verbal), donne lecture d'un aide-mémoire sur la question (annexe 12) [1]). Il soumet à l'adoption de la Cour une résolution portant que la Cour décide qu'une indemnité de séjour de 35 florins par jour sera payable au Greffier à partir du 26 janvier inclus.

La résolution est adoptée.

36. — **Indemnités des juges convoqués en vertu de l'article 31 du Statut et des assesseurs convoqués en vertu des articles 26 et 27 du Statut.**

Le PRÉSIDENT est d'avis que la Cour ne peut prendre de décision à ce sujet, mais qu'elle devrait soumettre une proposition au Conseil qui, à son tour, présentera une proposition à l'Assemblée.

Cette procédure semble être le résultat logique d'une comparaison entre les paragraphes 1 et 5 de l'article 32 du Statut.

M. BEICHMANN suggère qu'il serait préférable de se borner à demander au Conseil de vouloir bien soumettre à l'Assemblée une proposition à ce sujet.

M. ANZILOTTI est d'avis que la Cour devrait, en premier lieu, soumettre au Conseil des suggestions sur le sens général selon lequel devrait être faite la proposition.

M. HUBER estime que l'assimilation des juges convoqués en vertu de l'article 31 aux juges suppléants, à tous égards, y compris en ce qui concerne les indemnités, s'impose de toute nécessité ; les assesseurs, au contraire, devraient être traités d'une manière différente, puisqu'ils n'ont pas le même rang que les juges.

Il est décidé, sur la proposition du Président, qu'un rapport sur la question sera établi et transmis au Conseil après avoir été soumis à l'approbation de la Cour.

37. — **Indemnités de déplacement des juges.**

M. ALTAMIRA pose la question de savoir de quelle façon les frais de voyage seront remboursés aux juges. Cette question résulte de l'examen des articles 28, 32 et 44 du Statut. D'après ces articles, il est clair, d'une part, que la Cour peut siéger ailleurs qu'à la Haye

1) voir p. 282.

certain modifications communicated to the Registrar.

The minutes of the third meeting were adopted in the same circumstances.

After some discussion it was agreed that the minutes should be in future distributed to the judges in duplicate, so that they could retain one copy and return the other to the Registrar with any corrections.

35. — **Subsistence allowance of the Registrar.**

The PRESIDENT, referring to the discussion which took place at the third meeting (Paragraph 28 of the minutes), read a memorandum on the subject (Annex 12) [1]). He submitted a resolution to the effect that the Court should decide that a subsistence allowance of 35 florins a day should be payable to the Registrar from the 26th January, inclusive.

This motion was carried.

36. — **Indemnities of judges summoned under article 31 of the Statute and of assessors summoned under Articles 26 and 27 of the Statute.**

The PRESIDENT expressed the view that the Court could take no decision in this respect, but could only submit a proposal to the Council, which would, in its turn, present a proposal to the Assembly for adoption.

This procedure seemed necessarily to result from a comparison of paragraphs 1 and 5 of Article 32 of the Statute.

M. BEICHMANN suggested that it would be preferable merely to ask the Council to be good enough to submit a proposal on the subject to the Assembly.

M. ANZILOTTI thought that suggestions as to the form which this proposal should take, should be submitted by the Court.

M. HUBER expressed the view that it was absolutely necessary that judges summoned under Article 31 should be assimilated to the deputy-judges in all respects, including their indemnities, whereas assessors should be treated in a special manner, as they had not the same standing as the judges.

On the proposal of the President, it was decided that a report on the question should be prepared for transmission to the Council after approval by the Court.

37. — **Travelling expenses of judges.**

M. ALTAMIRA raised the question as to the manner in which travelling expenses should be reimbursed to judges. This question arose out of a comparison of Articles 28, 32 and 44 of the Statute. These Articles made it clear, on the one hand, that the Court could sit

1) see p. 282.

et, d'autre part, qu'il n'existe aucun règlement spécial visant le remboursement des frais de voyage, sauf lorsque la Cour siège à la Haye. Il est cependant évident que les frais de voyage doivent être remboursés d'une façon quelconque.

Le PRÉSIDENT est d'avis que, dans le cas envisagé par M. Altamira, le remboursement des frais de voyage se fera d'après les notes présentées. L'indemnité fixe de 50 florins par jour a, pour des raisons spéciales, été adoptée uniquement dans le cas du séjour à la Haye.

Lord FINLAY estime qu'il y a lieu de prévoir le cas où un juge, en résidence à la Haye, devra se rendre en un autre endroit, dans l'exercice de ses fonctions. Il n'existe aucune règle à cet égard.

M. MOORE croit que le Secrétariat de la Société remboursera toujours les frais de voyage. Il suggère en outre qu'il est possible d'interpréter l'expression „siège de la Cour", à l'alinéa 4 de l'article 32, de façon à ce qu'elle comprenne tous endroits autres que la Haye où la Cour pourrait se réunir.

M. NYHOLM demande si l'expression „frais de deplacement" ne s'applique qu'aux frais de voyage mêmes, ou si elle comprend également les autres frais entrainés par le déplacement (repas, etc.). Il fait observer que jusqu'à présent le Secrétariat n'a remboursé uniquement que les frais du voyage (billets de chemin de fer).

Le GREFFIER explique quelles sont, à cet égard, les règles adoptées par le Secrétariat de la Société. Les frais de voyage sont remboursés d'après un état dressé par l'intéressé : d'autre part, il est payé une indemnité de séjour qui doit couvrir les frais entrainés par les repas, la chambre et les pourboires. Dans le cas des juges, une allocation de 100 florins par jour leur est payée depuis le jour de leur départ de leur résidence, jusqu'à leur retour. Cette indemnité doit servir à régler les frais divers pendant le voyage, de sorte que le Secrétariat ne rembourse uniquement que le prix du transport.

M. ANZILOTTI déclare que la solution la plus logique eût été de verser aux juges l'allocation journalière de 50 florins, qui constitue l'indemnité de séjour, depuis la date où les juges ont quitté leur résidence jusqu'à la date de leur retour, et de ne payer les 100 florins par jour que pendant les sessions de la Cour. L'arrangement actuel est tout à l'avantage des juges ; cependant on pourrait peut-être demander que l'indemnité de séjour soit également prévue pendant la durée des voyages.

M. HUBER croit qu'il y a lieu d'établir une distinction entre le Président et le Greffier d'une part, et les juges d'autre part. En effet, pour les juges, il n'importe guère qu'ils se rendent à la Haye ou à tout autre endroit ; le Président et le Greffier au contraire, qui résident à la Haye, devraient avoir droit à une indemnité de séjour spéciale, au cas où la Cour se réunirait ailleurs qu'à la Haye.

elsewhere than at the Hague, and, on the other hand that no special rules had been laid down concerning the reimbursement of travelling expenses, except when the Court sat at the Hague. It was, however, obvious that travelling expenses should be refunded in some way.

The PRESIDENT expressed the view that in the circumstances contemplated by M. Altamira reimbursement would be effected on the basis of accounts presented. The fixed indemnity of 50 florins a day had for special reasons been adopted only in the case of presence at the Hague.

Lord FINLAY thought that special provision should be made in cases when a judge residing at the Hague had to go to another place in the course of his duty. No rule existed in this connection.

Mr. MOORE thought that the Secretariat of the League would always refund travelling expenses. He further suggested that the expression „seat of the Court" in Article 32 Paragraph 4, might for this purpose be construed to cover places other than the Hague at which the Court might meet.

M. NYHOLM raised the question whether the expression „travelling expenses" covered only the actual cost of transport or also included other expenses incurred on the voyage, (meals, etc). He observed that the Secretariat had hitherto been refunding only the actual cost of transport (railway tickets).

The REGISTRAR explained the practice of the League of Nations in this respect. The cost of transport was refunded on the basis of accounts presented ; but a daily subsistence allowance was paid which was intended to cover expenses for food, lodging and tips. In the case of judges, 100 florins a day was paid from the day on which they left their homes up to the day of their return. This 100 florins was intended to serve as subsistence allowance during the trip, so that beyond this sum only the cost of transport could be refunded.

M. ANZILOTTI submitted that the most reasonable solution would have been to pay to the judges the 50 florins a day, which was described as subsistence allowance, from the time they left their homes to the time they returned, and to pay the 100 florins a day only during the actual meetings of the Court. The present arrangement was more favourable to the judges ; however they might perhaps ask that subsistence allowance should also be paid during the time required for the journeys.

M. HUBER thought a distinction must be drawn between the President and Registrar, on the one hand, and the judges on the other. For the judges it was the same whether they went to the Hague or to another place ; but the President and Registrar, who lived at the Hague, ought to have special subsistence allowance if the Court met elsewhere.

M. ANZILOTTI estime que le système du paiement des frais d'après les notes présentées, peut avoir des désavantages. Il serait préférable de recevoir une indemnité fixe.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé qu'un aide-mémoire sera préparé sur la question et qu'il sera soumis au Conseil après avoir été approuvé par la Cour.

38. — **Arrivée de M. Négulesco.**

Le PRÉSIDENT donne lecture d'un télégramme de M. Négulesco annonçant son arrivée à la Haye ce même jour, à 13 heures (annexe 13) [1]).

39. — **Méthode de travail.**

Le PRÉSIDENT propose la procédure suivante en vue de l'élaboration du Règlement intérieur de la Cour : une commission restreinte serait chargée de préparer un questionnaire sur le sujet. Après que ce questionnaire aurait été discuté en séance plénière de la Cour, la commission pourrait procéder à l'élaboration d'un projet qui serait soumis à la Cour pour discussion et adoption.

En attendant l'établissement de ce questionnaire, la Cour pourrait s'ajourner pendant quelques jours, après avoir discuté dans la séance du lendemain la situation des juges suppléants et du Vice-Président.

M. ODA appuie la proposition du Président. La Commission, qui pourrait soit être élue, soit être nommée par le Président, préparerait un projet, en s'appuyant sur les trois projets existants [2]).

M. MOORE estime que la préparation d'un questionnaire entrainera une perte de temps inutile. Il croit préférable que l'on procède immédiatement à l'élaboration du projet sur la base des trois projets existants.

Lord FINLAY appuie l'opinion exprimée par M. Moore.

M. ANZILOTTI s'y range également. Toutefois, il propose que la Cour procède immédiatement à une discussion générale afin de donner certaines directives à la commission, dont, à son avis, le Président et le Greffier devront toujours faire partie.

Le PRÉSIDENT déclare que, d'après son expérience, on gagnerait du temps en établissant d'abord et en discutant, avant d'élaborer le projet lui-même, un questionnaire où se trouveraient exposés les points principaux.

MM. BEICHMAN, HUBER et ALTAMIRA se rangent à cet avis.

Le PRÉSIDENT propose de procéder à un vote sur la question.

Lord FINLAY et M. MOORE ne maintenant pas leur point de vue, il est décidé de nommer une commission qui sera chargée de rédiger un questionnaire où figureront les points principaux à déterminer dans le Règlement intérieur.

1) non reproduite.
2) voir pp. 249, 253 et 272.

M. ANZILOTTI held that there might be disadvantages in paying the judges on the basis of accounts rendered. It would be preferable for them to receive a fixed allowance.

On the proposal of the PRESIDENT, it was agreed that a memorandum on the subject should be prepared for submission to the Council, after approval by the Court.

38. — **The arrival of M. Negulesco.**

The PRESIDENT read a telegram from M. Negulesco, stating that he would arrive at the Hague at 1 o'clock that afternoon. (Annex 13) [1]).

39. — **Method of work.**

The PRESIDENT suggested the following procedure for the preparation of the Rules of Court : a small Committee should be entrusted with the task of preparing a questionnaire on the subject. After a discussion on this questionnaire in the full Court, the Committee might set to work to prepare a draft which could be submitted to the Court for further discussion and adoption.

The Court might adjourn for a few days, until this questionnaire had been drafted, after having first discussed, at the next day's meeting, the position of the deputy-judges and of the Vice-President.

M. ODA agreed with the President. The Committee, which might either be elected or nominated by the President, could most usefully prepare a scheme on the basis of the three existing drafts [2]).

Mr. MOORE held that the preparation of a questionnaire would involve an unnecessary loss of time. He preferred the immediate preparation of a scheme on the basis of the three existing drafts.

Lord FINLAY supported the view of Mr. Moore.

M. ANZILOTTI likewise agreed with the latter view. He, however, suggested that a general discussion should take place at once, in order to guide the work of the Committee, of which, in his opinion, the President and the Registrar ought always to form part.

The PRESIDENT stated that, according to his experience, it would save time if a questionnaire embodying the main points only were drawn up and discussed before a draft was made.

MM. BEICHMANN, HUBER and ALTAMARA agreed.

The PRESIDENT suggested that a vote be taken.

Lord FINLAY and Mr. MOORE did not, however, insist on their point of view. It was consequently agreed that a Committee should be appointed for the purpose of drawing up a questionnaire embodying the main points to be settled in the Rules of Court.

1) not reproduced.
2) see pp. 249, 253 and 272.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, Lord Finlay, MM. Altamira, Anzilotti, Huber et Weiss sont nommés membres de la Commission : ils seront assistés du Greffier. Le Président ne fera pas partie de la Commission, mais il se mettra, en cas de besoin, à sa disposition pour lui donner son avis.

40. **Discussion générale sur le Réglement de procédure.**

Lord FINLAY attire l'attention de la Cour sur les articles 62 et 63 du Statut qui prévoient que dans des différends où il s'agit de l'interprétation d'une Convention, une communication doit être adressée aux Etats signataires. Il est d'avis qu'une communication semblable devrait être également adressée dans les différends où il ne s'agit pas de l'interprétation d'une Convention. Il est vrai que l'article 40 du Statut porte que toute requête adressée au Greffe et portant ouverture de procédure, doit être communiquée aux Membres de la Société. Toutefois cette disposition n'est pas suffisante : un Etat ne saurait juger si un différend présente pour lui un intérêt d'ordre juridique ou non, si l'on ne met à sa disposition tous les documents qui s'y rapportent.

M. MOORE signale que l'article 40 ne prévoit la communication qu'aux Membres de la Société ; il se peut que d'autres Etats soient également intéressés à la question

M. BEICHMANN fait remarquer que l'article 40 ne prévoit pas la communication du compromis mais seulement celle d'une requête unilatérale.

M. ANZILOTTI, tout en se rangeant d'une façon générale à l'opinion de Lord Finlay, fait une réserve sur la communication des documents confidentiels.

Il est décidé que la question soulevée par Lord Finlay sera traitée dans le Règlement de procédure qui règlera tous les points de détail qui s'y rapportent.

41. — **Observations de M. Beichmann sur la composition de la Cour.**

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une note sur la composition de la Cour, que M. Beichmann a transmise au Greffier pour être communiquée le lendemain (annexe 14)[1]). A la demande du Président, M. Beichmann développe les points principaux de sa note.

L'opinion générale des juges est qu'il ne convient pas de donner à l'article 25 du Statut une interprétation trop étroite, qui empêcherait la Cour de siéger avec un nombre de membres supérieur à onze, s'il y avait lieu pour elle de le faire afin de se conformer aux principes posés par l'article 31. En effet, si l'on appliquait l'article 25 dans son sens étroit, il se pourrait que la Cour ne soit parfois composée en grande partie que de juges désignées par les parties.

D'autre part, l'opinion générale est également

1) voir p. 283.

On the proposal of the PRESIDENT, Lord Finlay and MM. Altamira, Anzilotti, Huber and Weiss were appointed members of the Committee, at which the Registrar would be present. The President would not be a member, but would always be available for consultation if necessary.

40. — **General discussion on Rules of Procedure.**

Lord FINLAY drew attention to Articles 62 and 63 of the Statute, which provided that in cases involving the interpretation of a Convention, a communication should be sent to the Signatory States. He thought that a similar communication should also be made in cases which did not involve the interpretation of a Convention. It was true that Article 40 of the Statute provided that an application addressed to the Registrar and instituting proceedings should be communicated to the Members of the League. This, however, was not sufficient ; a State could not be expected to judge whether it was interested or not, unless all the documents in the case were placed at its disposal.

Mr. MOORE drew attention to the fact that Article 40 provided for communication only to Members of the League, whereas other States also might be interested.

M. BEICHMANN observed that Article 40 did not provide for the communication of a special agreement but only of a unilateral application.

M. ANZILOTTI, while in general agreeing with Lord Finlay, made a reservation concerning the disclosure of confidential documents.

It was agreed that the point raised by Lord Finlay, would be dealt with in the Rules of Procedure, which would determine all questions of detail connected therewith.

41. — **M. Beichmann's remarks concerning the composition of the Court.**

The PRESIDENT read a note on the composition of the Court, which M. Beichmann had communicated to the Registrar for distribution on the following day. (Annex 14)[1]). On the invitation of the President, M. Beichmann explained the points raised in his note.

The opinion prevailing among the judges was that Article 25 of the Statute should not be interpreted restrictively so as to prevent the Court from sitting with a greater number than eleven judges, if required, in order to conform to the principles laid down in Article 31. If indeed Article 25 were applied restrictively, it might happen that the Court would eventually be composed mainly of judges appointed by parties.

On the other hand, the opinion prevailed that the

1) see p. 283.

que les Chambres spéciales prévues aux article 26 et 27 ne pas devraient être composées de plus de cinq membres.

En ce qui concerne la composition de la Chambre appelée à statuer en procédure sommaire, la question a été posée de savoir s'il y avait lieu d'appliquer le principe qui règle la composition de la Cour plénière ou celui qui règle la composition des Chambres spéciales. On a fait remarquer que dans le premier cas la Chambre pourrait être composée d'un grand nombre de juges, tandis que dans le second, une des parties pourrait s'y trouver représentée à l'exclusion de l'autre. On a signalé en outre que le recours à la procédure sommaire était toujours volontaire, ce qui permettait d'éviter certaines difficultés.

42. — **Date de la prochaine réunion.**

Il est décidé que la prochaine réunion aura lieu le 7 février à 11 h

Le PRESIDENT annonce qu'il portera à l'ordre du jour de cette séance l'aide-mémoire de M. Beichmann sur la situation des juges suppléants, la question des fonctions du Vice-Président et, enfin, l'élection du Vice-Président.

La séance est levée à 12 h. 40.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER,
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

special Chambers provided for in Articles 26 and 27 should not consist of more than five members.

With regard to the composition of the Chamber for summary procedure, the question was raised whether the principle governing the composition of the full Court or that governing the composition of the special Chambers should prevail. It was pointed out that in the former case the Chamber might consist of a large number of judges, while in the latter case, one party might be represented to the exclusion of the other. It was further pointed out that recourse to summary procedure was always voluntary, and that it was thus possible to avoid certain difficulties.

42. — **Date of the next meeting.**

It was decided that the next meeting should take place on February 7th at 11 a. m.

The PRESIDENT stated that he would put on the agenda for that meeting M. Beichmann's memorandum concerning the situation of deputy-judges, and also the question of the duties of the Vice-President, and finally the election of the Vice-President.

The meeting rose at 12.40, p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

CINQUIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 7 Février 1922, à 11 h.,
sous la Présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS:

MM. Loder, President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Weiss,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est joint au présent procès-verbal (annexe 15) [1]).

43. — **Communications du Président.**

1) *Arrivée de M. Negulesco.*

Le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à M. Negulesco, qui n'a pu assister aux précédentes séances de la Cour.

2) *Réponses de la Reine-Mère et du Prince Consort.*

Le PRÉSIDENT informe les membres de la Cour que la Reine-Mère et le Prince Consort ont accepté l'invitation qui leur avait été adressée au nom de la Cour, pour la séance solennelle d'ouverture du 15 février. (annexe 16) [2]).

3) *Encriers offerts par la Municipalité de la Haye.*

Le PRÉSIDENT informe les membres de la Cour qu'un grand encrier avec inscription, et six encriers plus petits, ont été offerts par la Municipalité de la Haye. Ces encriers seront placés sur la table des juges dans la grande Salle de Justice.

LE PRÉSIDENT donne lecture de la lettre qui accompagnait ce présent. (annexe 17) [3]). Il donne également lecture d'un projet de réponse qui est approuvé par les membres de la Cour.

1) voir p. 284.
2) non reproduite.
3) non reproduite

PRELIMINARY SESSION

FIFTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 7th, 1922, at 11 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Weiss,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda of the meeting is attached to the present minutes. (Annex 15) [1]).

43. — **Communications by the President.**

1. *Arrival of M. Negulesco.*

The PRESIDENT welcomed M. Negulesco, who had been unable to attend the previous meetings of the Court.

2. *Replies of the Queen Mother and of the Prince Consort.*

The PRESIDENT informed the members of the Court that the Queen Mother and the Prince Consort had accepted the invitations addressed to them in the name of the Court to attend the public inaugural meeting on February 15th. (Annex 16) [2]).

3. *Inkstands offered by the municipality of the Hague.*

The PRESIDENT informed the members of the Court that one large inkstand with inscription, and six smaller inkstands had been presented by the Municipality of the Hague. These inkstands would be placed on the judges' table in the large Hall of Justice.

The PRESIDENT proceeded to read the letter which accompanied the gift. (Annex 17) [3]). He likewise read a draft reply, which was approved by the members of the Court.

1) see p. 284.
2) not reproduced.
3) not reproduced.

44. — **Réponses aux télégrammes de félicitations.** (annexe 18) [1]).

Le PRÉSIDENT donne lecture d'un télégramme de M. Hj. L. Hammarskjöld, répondant au télégramme envoyé par la Cour le 4 février.

M. WEISS déclare qu'il a reçu un télégramme de M. Hammarskjöld, exprimant ses remerciements pour les félicitations qui lui ont été adressées au nom de l'Institut de Droit international.

45. — **Services religieux à l'occasion de l'ouverture de la Cour.**

M. WEISS demande s'il serait possible au Président de faire les démarches nécessaires pour que, dimanche prochain, au cours des services religieux célébrés par les différents cultes, des prières soient dites pour le succès de la Cour.

Lord FINLAY, M. ANZILOTTI et M. NEGULESCO déclarent être d'accord avec M. WEISS, pour estimer qu'il serait désirable qu'une démarche fut faite à cet effet.

La Cour se range à cet avis.

Le PRÉSIDENT déclare qu'il se chargera de faire faire les démarches nécessaires.

46. — **Questions soulevées par M. Beichmann au sujet de la situation des juges suppléants.** (annexe 19) [2]).

a) Premier point de la note de M. Beichmann.

M. BEICHMANN indique que si l'on n'adoptait pas un système de roulement, il en résulterait une inégalité entre les différents juges suppléants. Si telle avait été l'intention de l'Assemblée, elle n'aurait pas manqué d'élire les juges suppléants comme premier suppléant, second suppléant, etc.

M. ANZILOTTI fait remarquer qu'un système de roulement serait le seul moyen d'assurer la représentation des divers systèmes juridiques.

Lord FINLAY indique qu'il n'y a rien dans le Statut qui empêche l'adoption du système proposé par M. Beichmann.

M. WEISS se prononce également en faveur de ce système.

Le PRÉSIDENT pose alors la question de savoir pour quelle période un juge suppléant sera appelé à siéger. Il est convenu que chaque fois qu'il sera nécessaire de convoquer un suppléant, le suppléant dont le nom suit sur la liste sera convoquée. En conséquence, les suppléants ne seront pas convoqués strictement par session.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que la Cour a déjà décidé que les élections étant considérées comme ayant eu lieu simultanément, l'ordre de préséance entre les juges titulaires actuellement élus serait établi d'après l'ancienneté d'âge. La même disposition s'applique aux juges suppléants.

1) non reproduites.
2) voir p. 285.

44. — **Replies to telegrams of congratulation.** (Annex 18) [1]).

The PRESIDENT read a telegram which he had received from M. Hj. L. Hammarskjöld, in reply to the telegram despatched on February 4th by the Court.

M. WEISS stated that he had received a telegram from M. Hammarskjöld, conveying his thanks for the congratulations sent in the name of the Institut de Droit international.

45. — **Religious services in connection with the opening of the Court.**

M. WEISS asked whether it would be possible for the President to arrange that prayers for the future of the Court should be said at divine service next Sunday in the places of worship of the various denominations.

Lord FINLAY, M. ANZILOTTI and M. NEGULESCO agreed with M. Weiss in thinking that such an arrangement would be most desirable.

The Court agreed.

The PRESIDENT undertook to make the necessary arrangements.

46. — **Points raised by M. Beichmann concerning the situation of the deputy-judges.** (Annex 19) [2]).

a) First point in M. Beichmann's note.

M. BEICHMANN pointed out that if a system of rotation were not adopted, the result would be that a difference would be established as between the various deputy-judges. If such had been the intention of the Assembly, it would certainly not have failed to elect the deputy-judges as first deputy, second deputy, etc. etc.

M. ANZILOTTI observed that a system of rotation would be the only means of assuring the representation of the various legal systems.

Lord FINLAY pointed out that there was nothing in the Statute to prevent the adoption of the system suggested by M. Beichmann.

M. WEISS also declared hinwelf in favour of this system.

The PRESIDENT then raised the question as to the period for which a deputy should be called upon to sit. It was agreed that each time that it was necessary to summon a deputy, that deputy who was next in turn should be summoned; consequently the attendance of deputies would not necessarily correspond to the duration of a particular session.

The PRESIDENT pointed out that as the Court had already decided that the elections were to be regarded as simultaneous, the ordinary judges now elected should take precedence according to age. The same also applied to deputy-judges.

1) not reproduced.
2) see p. 285.

Les membres de la Cour se rangent à cet avis.

M. HUBER signale que l'on pourrait soutenir le point de vue que l'élection d'un juge est acquise aussitôt qu'il a obtenu la majorité au Conseil et à l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT exprime l'opinion, à laquelle se rallient les membres de la Cour, que l'élection d'un juge ne peut être considérée comme acquise, avant que tous les sièges vacants n'aient été pourvus, c'est-à-dire, en ce qui concerne la première élection, avant que les quinze membres n'aient été dûment élus.

b) Deuxième point de la note de M. Beichmann.

On expose deux systèmes différents pour la convocation des juges suppléants, dans le cas d'absence permanente d'un juge titulaire (par exemple, par suite de décès ou de démission). Selon le premier de ces systèmes, un juge suppléant serait convoqué pour remplir le siège vacant jusqu'au moment où il y serait pourvu au moyen d'une nouvelle élection, sous réserve que le juge suppléant ainsi convoqué aurait le droit de se retirer et d'être remplacé par un autre juge suppléant. Le second système consisterait à suivre la règle stipulée au cas de l'absence temporaire des juges titulaires, c'est-à-dire, de convoquer les juges suppléants à tour de rôle, lorsque leurs services seraient nécessaires. Au cas d'une vacance permanente, la durée des fonctions des juges suppléants ainsi convoqués, ne prendrait fin qu'à l'expiration d'une session.

Aucune solution n'est adoptée sur ce point, mais il est décidé que la question figurera au questionnaire que fixera la Commission nommée le jour précédent.

c) Troisième point de la note de M. Beichmann.

Les membres de la Cour se rangent à l'opinion exprimée par M. Beichmann. Ils conviennent en outre qu'il ne sera pas possible d'autoriser un juge suppléant, dont la résidence est très éloignée du siège de la Cour, à arriver après le début d'une session.

d) Quatrième point de la note de M. Beichmann.

Il est décidé qu'on laissera au Président le soin de décider si un juge suppléant réside trop loin du siège de la Cour pour qu'il soit opportun de le convoquer pour siéger à la session. Si le Président, au lieu de le convoquer, convoque le juge suppléant dont le nom suit sur la liste, le suppléant qui aurait dû être convoqué, devra, si possible, être convoqué la fois suivante.

c) Cinquième point de la note de M. Beichmann.

Il est décidé que tous les efforts seront faits pour assurer la présence de onze juges. Le chiffre de neuf juges ne constituera un quorum que si, en raison de circonstances imprévues, il est impossible d'assurer la présence de onze juges.

M. ANZILOTTI fait remarquer qu'il sera toujours nécessaire de donner une interprétation du mot „disponible". Cette interprétation peut être plus ou moins restrictive.

The members of the Court agreed.

M. HUBER pointed out that it was possible to maintain the view that the election of a particular judge was completed as soon as he had obtained a majority in the Council and the Assembly; whereupon the PRESIDENT expressed the opinion, in which the members of the Court concurred, that the election of any particular judge could not be considered as complete until all the vacant seats had been filled ; that is to say, in the case of the first election, until all the fifteen members of the Court had been duly elected.

b) Second point in M. Beichmann's note.

Two different systems for the summoning of deputy-judges in the case of the permanent absence of an ordinary judge (for instance, by reason of death or resignation) were upheld. According to one system, a deputy-judge would be summoned to occupy the seat left vacant until it had been filled by means of a fresh election, subject to the condition that a deputy-judge so summoned should have the right to withdraw and to be replaced by another deputy-judge. The other alternative was to follow the rule laid down in the case of the temporary absence of ordinary judges, that is to say, to summon deputy-judges in turn as their services were needed. In the case of a permanent vacancy, the period of office of deputy-judges thus summoned would be interrupted only by the termination of a session.

No solution was reached on this point, but it was agreed that it should be put on the questionnaire to be drawn up by the Committee appointed on the previous day.

c) Third point of M. Beichmann's note.

The members of the Court agreed with the view expressed by M. Beichmann. They were further of the opinion that it would not be possible to allow a deputy-judge living at a long distance from the seat of the Court to arrive some time after the commencement of a session.

d) Fourth point of M. Beichmann's note.

It was agreed that it should be left to the President to decide whether a deputy-judge resided so far away from the seat of the Court as to render it inadvisable to summon him to attend the session. If the President did not summon him, but summoned the deputy whose name followed on the list, the deputy who should have been summoned ought, if possible, to be summoned on the next occasion.

c) Fifth point of M. Beichmann's note.

It was agreed that every effort should be made to ensure the presence of eleven judges ; the number nine would constitute a quorum only if owing to unforeseen circumstances it was impossible to obtain eleven judges.

M. ANZILOTTI pointed out that it would always be necessary to give an interpretation of the word „available". This interpretation could be more or less restricted.

M. WEISS exprime l'opinion, à laquelle les membres de la Cour se rallient, qu'en cas de doute, la Cour elle-même aura à décider si, oui ou non, onze juges sont disponibles et si leur présence est matériellement possible.

f) Sixième point de la note de M. Beichmann.

Le PRÉSIDENT indique que la question ne se rapporte pas vraiment à l'article 13 du Statut. La question en discussion est de savoir si un juge peut ou non venir siéger et prendre part aux débats, à un moment quelconque de ces débats. Le Président estime que cela ne serait possible qu'autant que la procédure orale n'aurait pas commencé. Si, au cours de la procédure orale, il était impossible d'assurer la présence d'un nombre suffisant de juges ayant pris part à la procédure orale tout entière, il faudrait entamer une nouvelle procédure.

M. ANZILOTTI déclare que cela aurait pour résultat que la Cour pourrait siéger avec moins de onze juges, si, au cours de la procédure orale, un ou plusieurs juges se trouvaient dans l'impossibilité de continuer à siéger, pourvu que le nombre des juges ne devienne pas inférieur à neuf.

Les membres de la Cour se rangent à cet avis.

g) Septième point de la note de M. Beichmann.

Il est décidé que, puisque, comme l'indique M. MOORE, l'article 13 s'applique à tous les membres de la Cour et non pas seulement aux juges titulaires, un juge suppléant devra être convoqué à nouveau pour terminer une affaire à laquelle il aurait pris part, lors du commencement des débats à une session antérieure.

Les membres de la Cour se rangent à cet avis.

h) Huitième point de la note de M. Beichmann.

Le PRÉSIDENT propose que des juges titulaires soient toujours convoqués pour occuper les sièges devenus vacants dans les Chambres spéciales.

Les membres de la Cour se rangent à l'avis du Président.

i) Neuvième point de la note de M. Beichmann.

Les membres de la Cour conviennent que, les juges suppléants convoqués en vertu des dispositions de l'article 31 du Statut, ne siégeant pas en qualité de juges suppléants, cette convocation ne comptera pas lorsque l'on établira l'ordre dans lequel les juges suppléants seront convoqués pour remplir les sièges devenus vacants.

j) Dixième point de la note de M. Beichmann.

Il est convenu que cette question n'a d'importance véritable que pour déterminer l'ordre dans lequel voteront les juges qui ont siégé dans une affaire donnée. Il est entendu en outre que cette question sera examinée au moment où l'on discutera les règles de procédure applicables à ce vote.

k) Remerciements à M. Beichmann.

Le PRÉSIDENT exprime ses remerciements à M. Beichmann pour les précieuses suggestions qu'il a présentées, et pour le travail considérable que représente la préparation de sa note.

M. WEISS expressed the opinion, in which the members of the Court concurred, that in case of doubt, the Court itself would have to decide whether or not the presence of eleven judges was practically possible.

f) Sixth point of M. Beichmann's note.

The PRESIDENT pointed out that the question was not really connected with Article 13 of the Statute. The actual point at issue was whether or not a judge could begin to sit or take part in a case at any stage in the proceedings. The President was of opinion that this would only be possible provided that the oral proceedings had not been opened. If during the course of the oral proceedings it became impossible to obtain a sufficient number of judges who had taken part in them from the outset, fresh proceedings would have to be instituted.

M. ANZILOTTI stated that the result would be that the Court could sit with less than eleven judges, if during the oral proceedings one or more judges became unable to sit, provided the number did not fall below nine.

The members of the Court agreed.

g) Seventh point of M. Beichmann's note.

It was agreed that since, as Mr. MOORE pointed out, Article 13 referred to all members of the Court and not only to ordinary judges, a deputy-judge should be summoned again in order to complete a case of which the hearing had been begun at a previous session at which he had been present.

The members of the Court agreed.

h) Eighth point of M. Beichmann's note.

The PRESIDENT suggested that ordinary judges should always be summoned to fill seats left vacant in the special Chambers.

The members of the Court agreed with this suggestion.

i) Ninth point of M. Beichmann's note.

The members of the Court agreed that since deputy-judges called upon to sit in accordance with the provisions of Article 31 of the Statute did not sit in their capacity as deputy-judges, such a summons should not be counted when determining the order in which the deputy-judges should be summoned for filling seats left vacant.

j) Tenth point of M. Beichmann's note.

It was agreed that this point was of real importance only as regards the the determinination of the order in which the judges who had sat on a given case should vote. It was further agreed that the point should be considered in connection with the rules of procedure concerning such votes.

k) Expressions of thanks to M. Beichmann.

The PRESIDENT expressed his thanks to M. Beichmann for the valuable suggestions he had made, and for the work which the preparation of his note had involved.

47. — **Liste des juges suppléants prévue par l'article 15 du Statut.**

Le PRÉSIDENT déclare que, conformément aux décisions antérieures, une liste des juges suppléants actuellement élus, sera établie par rang d'âge, puisqu'ils sont considérés comme ayant été élus simultanément.

48. — **Rapport du Président au sujet des fonctions du Vice-Président.**

Le PRÉSIDENT donne lecture de son rapport (annexe 20) [1]), qui est approuvé par la Cour.

49. — **Élection du Vice-Président.**

Le PRÉSIDENT déclare que l'élection aura lieu au scrutin secret, que la majorité absolue sera suffisante et que, avant le vote définitif, il sera procédé à un scrutin préliminaire.

A la suite du vote définitif, M. Weiss obtient sept voix, M. Anzilotti trois voix, M. Huber une voix, et M. Beichmann une voix.

Le PRÉSIDENT déclare M. WEISS élu.

M. WEISS adresse à la Cour ses remerciements pour la marque de confiance qu'elle vient de lui donner.

50. — **Réunion de la Commission de procédure.**

Le PRÉSIDENT informe la Cour que la Commission se réunira dans l'après-midi à 15 h.

51. — **Date de la prochaine séance.**

Il est décidé que la prochaine séance aura lieu le 11 février 1922, à 11 heures.

La séance est levée à 10 h., 30.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

1) voir p. 288.

47. — **List of deputy-judges provided for in Article 15 of the Statute.**

The PRESIDENT stated that, in accordance with previous decisions, a list of the deputy-judges who had been elected should be drawn up in order of age, since they were to be considered as having been elected at the same time.

48. — **President's report concerning the duties of the Vice-President.**

The PRESIDENT read his report (Annex 20) [1]), which was approved by the Court.

49. — **Election of the Vice-President.**

The PRESIDENT stated that the election would take place by secret ballot, and that an absolute majority would be decisive; also that, before the final ballot, a preliminary vote would be taken.

As the result of the final ballot, M. WEISS obtained seven votes, M. ANZILOTTI three, M. HUBER one and M. BEICHMANN one.

M. WEISS was declared by the President to be elected.

M. WEISS expressed his thanks to the Court for the confidence which they had placed in him.

50. — **Meeting of the Committee on Procedure.**

The PRESIDENT informed the Court that there would be a meeting of the Committee at 3 o'clock in the afternoon.

51. — **Date of the next meeting.**

It was agreed that the next meeting should take place on February 11th, 1922, at 11 a. m.

The meeting rose at 12.30 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

1) see p. 288.

SESSION PRÉLIMINAIRE

SIXIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 11 février 1922, à 11 h.,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS:

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est joint au présent procès-verbal (annexe 21) [1]).

52. — **Audiences chez la Reine, la Reine-Mère et le Prince Consort.**

Le PRÉSIDENT communique qu'il a demandé des audiences pour la Cour à Sa Majesté la Reine, à Sa Majesté la Reine-Mère et à Son Altesse le Prince des Pays-Bas. Les réponses portent que ces audiences sont accordées et qu'elles prendront place le 15 février, immédiatement avant la soirée au Palais Royal. (Voir annexes 22 à 24) [2]).

53. — **Réponse de la Reine.**

Le PRÉSIDENT annonce que la réponse définitive de Sa Majesté la Reine à l'invitation que la Cour lui a adressée pour assister à la séance vient d'arriver. (Voir Annexe 25) [3]).

54. — **Lettre du Directeur du Bureau international du Travail.**

Le PRESIDENT donne lecture d'une lettre de Mr. Albert Thomas, Directeur du Bureau international du Travail, annonçant que M. Thomas ne pourra pas venir à la Haye pour l'ouverture de la Cour, mais qu'il a nommé comme son représentant, M. de Vilallonga, Conseiller juridique du Bureau (annexe 26) [4]).

1) voir p. 288.
2) non reproduites.
3) non reproduite.
4) non reproduite.

PRELIMINARY SESSION

SIXTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 11th, 1922, at 11 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda of the meeting is attached to the present minutes. (Annex 21) [1]).

52. — **Audiences with the Queen, Queen Mother and Prince Consort.**

The PRESIDENT informed the Court that he had requested that the Court might be granted audiences with H. M. the Queen, H. M. the Queen Mother and H. R. H. The Prince Consort. Replies had been received stating that these audiences would be granted, and that they would take place inmmediately before the reception at the Royal Palace on February 15th. (See Annexes 22 to 24) [2]).

53. — **Reply of the Queen.**

The PRESIDENT stated that H. M. the Queen's official reply to the invitation sent by the Court, requesting her presence at the opening Meeting, had just arrived. (See Annex 25) [3]).

54. — **Letter from the Director of the International Labour Office.**

The PRESIDENT read a letter from M. Albert Thomas, Director of the International Labour Office, to the effect that M. Thomas was unable to come to the Hague for the opening of the Court, but that he had appointed M. de Vilallonga, Legal Adviser of the I.L.O., as his representative. (See Annex 26) [4]).

1) see p. 288.
2) not reproduced.
3) not reproduced.
4) not reproduced.

55. — **Marteau présidentiel présenté par l'Université de Leyde.**

Le PRÉSIDENT annonce que ce marteau vient de lui parvenir. Il porte à la connaissance de la Cour le contenu de la lettre qui l'accompagnait. (annexe 27) [1]).

56. — **Services religieux à l'occasion de l'ouverture de la Cour.**

Le PRÉSIDENT annonce que des prières spéciales seront dites dans toutes les églises de la Haye appartenant aux diverses confessions, ainsi que dans toutes les églises catholiques du pays, dimanche 12 février, à l'occasion de l'ouverture de la Cour.

M. WEISS exprime la gratitude de la Cour envers le Président et ses collaborateurs pour les efforts qu'ils ont faits et sa vive appréciation pour les résultats qu'ils ont obtenus.

57. — **Prérogatives du Président quand la Cour ne siège pas.**

Lord FINLAY explique que l'activité de la Cour entraine la nécessité de décider entre les sessions de la Cour une série de questions interlocutoires. Il croit que ces questions doivent être tranchées par le Président, sous réserve de l'approbation ultérieure de la Cour. A son avis, l'article 22 du Statut, qui exige du Président qu'il soit domicilié à la Haye, a pour raison d'être que le Président devra prendre des décisions sur toutes questions survenant entre les sessions de la Cour. Il ne voit dans le Statut aucune autre disposition qui puisse être interprétée comme excluant cette interprétation, sauf l'article 25. Cet article stipule que la Cour exerce ses attributions en séance plénière, sauf exceptions expressément prévues. Les exceptions en question sont spécialement envisagées aux articles 26 et 27 du Statut. Cependant, de l'avis de Lord Finlay, la règle de l'article 25 doit s'appliquer seulement lorsque la Cour exerce ses fonctions judiciaires. Il faut appliquer le Statut d'une façon large.

M. ANZILOTTI se demande s'il ne serait pas préférable de prendre des décisions sur les prérogatives du Président, au fur et à mesure que des cas concrets se présenteront au cours de la discussion du Règlement de procédure, plutôt que de prendre dès maintenant une décision de principe.

M. MOORE se déclare s'accord avec Lord Finlay. Il pense que le Statut a voulu donner au Président des prérogatives plus étendues que la présidence des séances de la Cour. L'article 30 confie à celle-ci le droit d'arrêter des règles de procédure et, entre autres, de déléguer certains pouvoirs à une Chambre de procédure sommaire. Ceci implique le droit pour la Cour de déléguer des pouvoirs également au Président. L'article 25 ne con-

1) non reproduite.

55. — **Presidential hammer presented by the University of Leyden.**

The PRESIDENT announced that he had now received this hammer. He informed the Court of the contents of the letter accompanying it. (See Annex 27) [1]).

56. — **Religious Services on the occasion of the opening of the Court.**

The PRESIDENT stated that on Sunday February 12th, special prayers would be offered in connection with the opening of the Court, in all the churches of the various denominations in the Hague and in all the Catholic churches throughout the country.

M. WEISS, on behalf of the Court, thanked the President and his assistants and expressed his appreciation of the results of their efforts.

57. — **Powers of the President when the Court is not in session.**

Lord FINLAY explained that the work of the Court would necessarily involve the decision of a number of interlocutory questions between the sessions of the Court. He thought that such questions should be dealt with by the President, subject to subsequent approval by the Court. In his opinion the reason for the existence of Article 22 of the Statute, according to which the President was bound to reside at the Hague, was that the President would have to decide all questions which arose between the Sessions of the Court. As far as he could see, the only provision in the Statute which could be regarded as contrary to this interpretation was Article 25. This Article laid down that the full Court should sit except when expressly provided otherwise. These exceptions were specially dealt with in Articles 26 and 27 of the Statute. In Lord Finlay's opinion, however, the rules laid down in Article 25 were only applicable when the Court was exercising its judicial functions. The Statute should be interpreted broadly.

M. ANZILOTTI wondered whether it would not be preferable to decide questions regarding the powers of the President one by one, as special cases arose in the course of the discussion upon the Rules of Procedure, rather than to decide the question of principle forthwith.

Mr. MOORE agreed with Lord Finlay. He thought that the intention of the Statute was to give the President powers more extensive than those of presiding at the meetings of the Court. Article 30 conferred upon the Court the right to frame rules for its procedure, and amongst others to delegate certain powers to a Chamber of summary procedure. This implied that the Court had likewise the right to delegate powers

1) not reproduced.

tient pas de disposition contraire à ce droit. Le texte anglais de l'article semble indiquer clairement que l'article a eu en vue exclusivement les attributions judiciaires de la Cour.

M. Moore conclut qu'aux termes mêmes du Statut, la Cour a le droit de déterminer les prérogatives du Président et de lui conférer le droit de prendre des décisions interlocutoires.

M. WEISS est du même avis. Il fait remarquer que l'article 14 du Pacte parle seulement des attributions judiciaires et des attributions consultatives de la Cour. Ce sont ces deux genres d'attributions qui sont visées à l'article 25 du Statut ; pour les autres attributions de la Cour, notament les travaux préparatoires d'un procès, la Cour a toute liberté d'arrêter un règlement.

M. ANZILOTTI pense que les travaux préparatoires dont vient de parler M. Weiss font partie des attributions judiciaires.

M. HUBER demande si les décisions interlocutoires du Président seront définitives, comme l'a recommandé M. Weiss, ou provisoires, comme l'a indiqué Lord Finlay.

M. WEISS estime qu'on peut laisser la question en suspens, car elle ne pourra être utilement réglée que dans chaque cas concret qui se présentera lors de la rédaction du règlement.

Le PRÉSIDENT se rallie au point de vue de Lord Finlay et de MM. Moore et Weiss. Il croit cependant qu'on ne doit pas fixer dès maintenant une règle, mais plutôt établir un principe, dont on tiendra compte pour la rédaction du règlement de procédure.

Il tire d'une comparaison entre les articles 22 et 29, l'argument suivant : le Président sera toujours présent à la Haye, pour prendre, entre les sessions de la Cour, les décisions indispensables ; la Chambre de procédure sommaire a été instituée en vue de pourvoir à la nécessité d'obtenir des décisions d'urgence, lorsque les décisions interlocutoires du Président ne répondent pas à ce qu'exigent les circonstances.

M. HUBER ne croit pas qu'on puisse tirer de l'article 22 du Statut, un argument en faveur du droit du Président de prendre des décisions interlocutoires ; cet article est, en effet, tout ce qui reste de la disposition primitive aux termes de laquelle tous les membres de la Cour devaient résider à la Haye. Il fait observer que la Cour, à côté de la compétence qui est créée par l'accord des parties, possède, dans certaines circonstances, une compétence obligatoire. Or, les Puissances qui ont accepté cette compétence obligatoire sont parties de l'idée que la Cour était composée d'une façon donnée. M. Huber doute qu'on puisse modifier cette composition dans le règlement de procédure.

Le PRÉSIDENT fait procéder à un vote sur la question suivante : la Cour a-t-elle le droit, lorsqu'elle détermine

to the President. Article 25 contained no provision which conflicted with this right. The English text of the Article seemed to indicate clearly that it referred exclusively to the judicial functions of the Court.

From the terms of the Statute itself, Mr. Moore drew the conclusion that the Court had the right to determine the powers of the President and to empower him to decide interlocutory questions.

M. WEISS was of the same opinion. He pointed out that Article 14 of the Covenant only referred to the judicial and advisory powers of the Court. These two kinds of powers were dealt with by Article 25 of the Statute. The Court was entirely free to frame rules in regard to the other powers of the Court, particularly in regard to the work preparatory to a case.

M. ANZILOTTI thought that the preparatory work to which M. Weiss had just referred formed part of the judicial functions.

M. HUBER asked whether decisions taken by the President on interlocutory questions would be final, as M. Weiss had recommended, or provisional only, as Lord Finlay had indicated.

M. WEISS thought that this question could be held over, as the only satisfactory method would be to deal with each particular case as it arose during the drafting of the Rules of Procedure.

The PRESIDENT agreed with the views expressed by Lord Finlay and MM. Moore and Weiss. He thought however, that no rule should be adopted for the moment, but rather that a principle should be established which should be borne in mind when drafting the Rules of Procedure.

He drew the following conclusion from a comparison of Articles 22 and 29 : the President would always be present at the Hague in order to take any urgent decisions that were necessary between the sessions of the Court. The Chamber of summary procedure had been established in order to meet the need for speedy decisions, when interlocutory decisions taken by the President would not meet the circumstances of the case.

M. HUBER did not think that it was possible to deduce from Article 22 of the Statute an argument in favour of the President's right to take interlocutory decisions. This Article was in fact all that was left of the original provision that all the members of the Court should reside at the Hague. He pointed out that the Court possessed compulsory jurisdiction in certain circumstances, in addition to the jurisdiction created by an agreement between the parties. The Powers which accepted this compulsory jurisdiction did so on the assumption that the Court would be composed in a certain manner. M. Huber doubted whether it was possible to modify this composition in the Rules of Procedure.

The PRESIDENT proceeded to take a vote on the following question : Has the Court the right, when it deter-

le mode suivant lequel elle exerce ses attributions, de conférer au Président le droit de prendre des décisions interlocutoires ?

Cette question est résolue par l'affirmative par dix voix contre une.

58. — **Début de la discussion du questionnaire préparé par le Comité de procédure** [1]).

a) Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur le premier point de la première partie, à savoir :

Majorité requise au premier tour de scrutin pour l'élection du Président et du Vice-Président.

M. WEISS explique la méthode suivie par le Comité de procédure. Celui-ci a travaillé principalement sur un avant-projet dont le premier chapitre traitait de l'organisation intérieure de la Cour. La question que l'on va discuter, a été soulevée au cours des débats sur ce chapitre.

M. HUBER expose qu'il est de l'intérêt de la Cour, aussi bien que de celui du Président, que le Président soit élu à la plus grande majorité possible. C'est pourquoi on devrait, à son avis, ne considérer le vote au premier tour de scrutin, comme définitif, qu'au cas où la majorité des deux tiers aurait été obtenue. Ce ne serait qu'aux tours suivants qu'on se contenterait de la majorité absolue.

M. ODA est en faveur de la majorité absolue pure et simple. Il est certainement désirable d'arriver, si possible, à l'unanimité ; les expériences qu'on a déjà eues sont de bon augure pour l'avenir.

M. WEISS craint que la proposition de M. Huber n'aille à l'encontre du but qu'elle vise. L'autorité d'un Président qui ne réussirait pas à réunir au premier vote la majorité des deux tiers, en serait singulièrement amoindrie.

M. HUBER ayant retiré sa suggestion, il est décidé que l'élection du Président et du Vice-Président aura lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des juges présents.

b) Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur le deuxième point de la première partie du questionnaire.

Composition des Chambres spéciales visées aux articles 26, 27 et 29 du Statut.

On aborde d'abord la question du mode de désignation des membres de ces Chambres.

M. HUBER expose les deux principes suivants, à savoir, a) que tout juge a le devoir d'accepter de faire partie d'une Chambre spéciale ; b) que, lors de la désignation des membres des Chambres, il doit être tenu compte autant

1) voir pp. 289 et 293, le texte du questionnaire et le texte des articles adoptés par le Comité de procédure, insérés parmi les annexes sous les Nos 21a et 21b.

mines the method according to which it is to exercise its powers, to confer upon the President the right of taking interlocutory decisions ?

This question was decided in the affirmative by 10 votes to 1.

58. — **Commencement of the discussion on the questionnaire prepared by the Committee on Procedure** [1]).

a) The PRESIDENT opened the discussion on the first point of part 1, viz :

The majority required at the first ballot for the election of the President and Vice-President.

M. WEISS explained the method followed by the Committee on Procedure. The Committee had mainly worked on a preliminary draft, the first chapter of which dealt with the internal organisation of the Court. The question which was about to be discussed had been raised in the course of the debates on this chapter.

M. HUBER considered that it was in the interest of the Court, as well as in the interest of the President, that the latter should be elected by the greatest possible majority. For this reason, in his opinion, the result of the first ballot should not be regarded as final unless a two-thirds majority were obtained. Only at subsequent ballots should an absolute majority prevail.

M. ODA was in favour of a simple majority. It was of course desirable, if possible, to arrive at unanimity ; experience already gained augured well for the future.

M. WEISS feared that M. Huber's proposal might defeat its own ends. The authority of a President who failed to secure a two-thirds majority at the first vote might be considerably weakened.

M. HUBER withdrew his suggestion.

It was thereupon decided that the election of the President and the Vice-President should take place by secret ballot and by an absolute majority of the judges present.

b) The PRESIDENT opened the discussion on the second point of the first part of the questionnaire.

Composition of the special Chambers provided for in Articles 26, 27 and 29 of the Statute.

The question of the method of nomination of the members of these Chambers was first considered.

M. HUBER stated the two following principles : a) that every judge is bound to accept membership a special Chamber if appointed thereto ; b) that when the members of the Chambers are appointed, account

1) see p. 289 and 293, the text of the questionnaire and of the articles adopted by the Commitee on Procedure, inserted amongst the annexes under Nos 21a and 21b.

que possible, des désirs des juges ; mais, que ce deuxieme principe doit être mitigé par la règle qui exige que, dans les Chambres, soient représentés, autant que possible, les divers systèmes juridiques.

Le PRÉSIDENT constate que les membres de la Cour sont d'accord sur le premier principe posé par M. Huber. En ce qui concerne le deuxième principe, le Président pense que le Président de la Cour pourra faire des propositions après avoir eu des conversations avec les divers membres.

M. NEGULESCO soulève la question de savoir si les juges suppléants doivent pouvoir siéger dans les Chambres spéciales. A son avis, cette solution s'impose pour deux raisons :

1. — les Chambres spéciales doivent être composées de cinq juges et de deux remplaçants ; avec le Président, qui doit avoir la faculté d'être présent tantôt dans une Chambre, tantôt dans l'autre, cela fait un total de quinze juges, ce qui parait démontrer que les juges remplaçants doivent se confondre avec les juges suppléants.

2. — L'admission des juges suppléants dans les Chambres spéciales assurerait, dans une mesure relativement large, la représentation des divers systèmes juridiques.

Le PRÉSIDENT fait observer que le premier argument de M. Negulesco tombe si l'on admet que le même juge peut siéger dans plus d'une Chambre.

M. HUBER, de son côté, remarque que le deuxième argument de M. Negulesco perd de sa force si l'on considère que les parties ont le droit de faire siéger, dans les Chambres, des juges *ad hoc* de leur nationalité.

M. ANZILOTTI croit que le principe à adopter est celui que les juges suppléants sont là exclusivement pour remplacer les juges titulaires ; tant qu'il y a des juges titulaires disponibles, les juges suppléants ne doivent pas entrer en jeu.

Lord FINLAY exprime la même opinion.

Le PRÉSIDENT constate, en résumant la discussion, que seuls les juges titulaires peuvent siéger dans les Chambres spéciales, et que la Cour est d'accord pour reconnaitre que les membres des Chambres seront désignés par le vote de la Cour plénière.

c) Le PRÉSIDENT passe ensuite à la question *de la présidence des Chambres spéciales*. Il expose qu'il y a trois solutions possibles : 1) que le Président de la Cour préside d'office les Chambres spéciales ; 2) que les Chambres spéciales soient présidées d'office par le juge le plus ancien ; 3) que les présidents des Chambres soient désignés par élection.

La Cour se prononce en faveur de la dernière suggestion.

must be taken as far as possible of the wishes of the judges ; but in the application of this second principle, the rule that the various legal systems should be represented as far as possible in the Chambers must be borne in mind.

The PRESIDENT stated that the members of the Court were in agreement upon the first principle laid down by M. Huber. With regard to the second, he was of the opinion that the President of the Court might make proposals, after discussing the matter with the various members.

M. NEGULESCO raised the question whether the deputy-judges should be available for the special Chambers. In his opinion this should be the case for two reasons :

1. The special Chambers should be composed of five judges and of two substitutes ; with the President, who must be able to be present at one time, in one Chamber and at another time in another, this made a total of fifteen judges, which would lead to the conclusion that the substitute judges must in fact be deputy-judges.

2. The admission of the deputy-judges to the special Chambers would assure in a relatively large degree the representation of the various legal systems.

The PRESIDENT observed that M. Negulesco's first argument could not be maintained if it were admitted that the same judge could serve in more than one Chamber.

M. HUBER remarked that the force of M. Negulesco's second argument was diminished, having regard to the fact that parties had the right to demand that *ad hoc* judges of their own nationality should sit in the Chambers.

M. ANZILOTTI thought that the principle that should be adopted was that the deputy-judges were exclusively there to replace the ordinary judges ; as long as ordinary judges were available, deputy-judges could not be called upon.

Lord FINLAY expressed the same opinion.

The PRESIDENT, in summing up the discussion, stated that only ordinary judges could sit in the special Chambers, and that the Court agreed that the members of the Chambers must be appointed by a vote taken by the full Court.

c) The PRESIDENT then passed to the discussion of the *presidency of the special Chambers*. He pointed out that there were three possibilities : 1) that the President of the Court should preside *ex officio* in the special Chambers, 2) that the special Chambers should be presided over *ex officio* by the senior judge present, 3) That the presidents of the Chambers should be chosen by election.

The Court expressed itself in favour of the last suggestion.

Un vote a lieu sur la question de savoir si c'est la Cour plénière ou la Chambre intéressée qui doit procéder à l'élection.

Par huit voix contre trois, la Cour décide que c'est la Cour plénière qui doit procéder à l'élection.

d) Le PRÉSIDENT passe à la discussion de la question suivante: le principe de la représentation, au siège de la Cour des parties intéressées doit-il entraîner le droit de modifier la composition de la Chambre de procédure sommaire.

M. ALTAMIRA fait remarquer qu'en appliquant le principe indiqué, qui a trouvé son expression dans l'article 31 du Statut, la Chambre sommaire pourra être composée de cinq et non pas de trois membres.

M. WEISS fait observer que l'application du principe peut également amener ce résultat que la composition de la Chambre sera réduite à un seul juge.

Le PRÉSIDENT et M. ANZILOTTI se prononcent dans le même sens.

Lord FINLAY exprime l'opinion que la composition de la Chambre ne doit pas être modifiée. Le recours à la Chambre est facultatif et exige le consentement des deux parties. Si elles n'acceptent pas la Chambre telle qu'elle est normalement composée, elles peuvent s'abstenir d'y recourir.

M. ANZILOTTI reconnait la justesse de l'observation de Lord Finlay, mais il fait remarquer que si cette conception est adoptée, les Etats se trouveront quelquefois dans l'impossibilité de se prévaloir d'un avantage que le Statut de la Cour a voulu leur offrir.

M. HUBER fait observer que le principe contenu dans l'article 31 du Statut est expressément répété dans les articles 26 et 27, mais non pas dans l'article 29. A son avis, il ressort de ce fait que le principe n'est pas applicable à la Chambre de procédure sommaire.

M. MOORE explique qu'à son avis il n'y a aucun rapport entre les articles 31 et 29 du Statut. Le premier parle seulement de „la Cour", mais la Chambre de procédure sommaire n'est pas nécessairement comprise dans cette expression. M. Moore ajoute que si la Cour est composée du nombre considérable de onze juges, c'est en vue d'assurer la représentation des divers systèmes juridiques. Ce principe a été délibérément mis de côté en ce qui concerne la Chambre de procédure sommaire.

Lord FINLAY, tout en étant d'accord avec M. Moore, ajoute que si l'on autorisait l'addition de nouveaux membres à la Chambre de procédure sommaire, celle-ci perdrait sa raison d'être.

Le PRÉSIDENT croit que toute Chambre qui statue au nom de la Cour doit être considérée comme „la Cour", et que, par conséquent, le principe de l'article 31 doit s'appliquer également à la Chambre de procédure sommaire.

M. ODA pense que la raison d'être de cette Chambre réside dans la simplicité de la procédure et que,

A vote was taken on the question whether the election should be by the full Court or by the Chamber concerned.

The Court decided by 8 votes to 3 that the election should be by the full Court.

d) The PRESIDENT proceeded to the discussion of the question whether the principle of the representation upon the Court of the parties to a case involved a right to modify the composition of the Chamber for summary procedure.

M. ALTAMIRA pointed out that if the principle indicated, which was to be found in Article 31 of the Statute, were to be applied, the Chamber of summary procedure might be composed of five and not of three members.

M. WEISS observed that the application of the principle might also lead to the result that the composition of the Chamber might be reduced to a single judge.

The PRESIDENT and M. ANZILOTTI expressed themselves to the same effect.

Lord FINLAY expressed the view that the composition of the Chamber should not be modified. Recourse to the Chamber was optional, and the consent of both parties was required. If they were not prepared to accept the Chamber as normally composed, they could abstain from having recourse to it.

M. ANZILOTTI recognised the justice of Lord Finlay's remarks, but pointed out that if this view were adopted, States would sometimes be unable to avail themselves of a privilege which, according to the Statute of the Court, they were intended to have.

M. HUBER observed that the principle contained in Article 31 of the Statute was expressly repeated in Articles 26 and 27, but not in Article 29; from this fact he drew the conclusion that the principle was not applicable to the Chamber for summary procedure.

Mr. MOORE explained that in his opinion there was no relation between Articles 31 and 29 of the Statute. The first spoke of the „Court" only, but the Chamber for summary procedure was not necessarily included in this expression. Mr. Moore added that the Court was composed of the large number of eleven judges in order to ensure the representation of the various legal systems. This principle had been purposely set aside in so far as the Chamber of summary procedure was concerned.

Lord FINLAY agreed with Mr. Moore, and added that if the addition of new members to the Chamber for summary procedure were authorised, the Chamber would lose its *raison d'être*.

The PRESIDENT considered that every Chamber which delivered judgment in the name of the Court should be considered as „the Court", and that, consequently, the principle of Article 31 should apply equally to the Chamber for summary procedure.

M. ODA thought that the *raison d'être* of this Chamber was the simplification of procedure, and that

pour cette raison, on doit éviter d'ajouter à la Chambre de nouveaux membres.

M. HUBER suggère le moyen terme qui consisterait à appliquer le principe exprimé dans les articles 26 et 27, c'est-à-dire le remplacement d'un des juges déjà existants par un juge national.

Le PRÉSIDENT, tout en constatant qu'à son avis la majorité des membres de la Cour penche vers l'opinion que la composition de la Chambre de procédure sommaire ne doit pas pouvoir être changée, réserve toute décision sur la question jusqu'à ce que soit discuté le texte que présentera le Comité de procédure.

59. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le lundi 13 février à 10 h. 30.

La séance est levée à 12 h. 45.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

for this reason it was necessary to avoid adding further members to the Chamber.

M. HUBER suggested the middle course of applying the principle expressed in Articles 26 and 27, i.e. the replacement of one of the existing judges by a national judge.

The PRESIDENT stated that in his opinion the majority of the members of the Court appeared to lean towards the view that it ought not to be possible to change the composition of the Chamber for summary procedure; but he reserved any decision on the question until the time of the discussion of the draft which would be presented by the Committee on Procedure.

59. — **Date of the next meeting.**

It was decided that the next meeting should take place on Monday, February 13th, 1922, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 12.45 p.m.

(signed) LODER,
President.
signed Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SEPTIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 13 février, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est joint au présent procès-verbal (annexe 28) [1]).

60. — **Assesseurs techniques : (1). transit et communications. Questionnaire II 7 [2]).**

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur la question des assesseurs techniques.

Il donne lecture de la première question formulée par M. Huber, à ce sujet, à savoir :

a Les quatre assesseurs doivent-ils être nommés dans les mêmes conditions, ou est-il possible et indiqué d'en nommer par exemple deux d'une manière et les deux autres d'une autre manière ?

b. Les assesseurs désignés par les Etats en litige ne peuvent-ils être appelés à assister la Cour ou ont-ils la préférence par analogie avec l'article 31 du Statut ?

c. Les parties doivent-elles avoir le droit de présenter des assesseurs ?

M. HUBER souligne la différence qu'il y a entre les dispositions du Statut concernant les questions de travail et celles concernant les questions de transit et de communications.

En matière de travail, les assesseurs techniques doivent toujours être présents, tandis qu'en matière de transit, leur présence est facultative. En outre, les assesseurs appelés dans un cas déterminé, en matière de travail, doivent représenter les intérêts en cause, tandis que rien de semblable n'est stipulé en matière

1) voir p. 309.
2) voir p. 290.

SEVENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 13th, at 10.30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda of the meeting is attached to the present minutes (Annex 28) [1]).

60. — **Technical assessors : 1. communications and transit. Questionnaire II 7 [2]).**

The PRESIDENT opened the debate on the question of technical assessors.

He read the first question submitted by M. Huber on this subject :

a) Must the four assessors be appointed in the same circumstances, or is it possible and advisable to appoint two, for example, in one manner, and two in another manner ?

b) Are the assessors selected by the States concerned in a case excluded from being called upon to assist the Court, or are they to be preferred, on the analogy of Article 31 of the Statute ?

c) Should the parties have the right to present assessors ?

M. HUBER drew attention to the difference existing between the provisions of the Statute as regards labour questions and questions of communications and transit.

As regards labour questions, the technical assessors must always be present, whereas as regards transit questions their presence was optional. Moreover the assessors who were summoned for a labour case must represent the interests concerned, whereas no such condition was laid down in connection with

1) see p. 309.
2) see p. 290.

de transit. Il semble donc que la question des assesseurs de transit soit moins compliquée. Pour cette raison, il est préférable d'en faire l'étude à part et de commencer par là.

Dans cet ordre d'idées, il faut tout d'abord voir si l'on veut établir une différence entre diverses catégories d'assesseurs et si l'on veut admettre la présentation par les parties.

M. ANZILOTTI ne peut pas, d'une manière générale, se ranger à l'avis de Lord Finlay, à savoir que l'on doit éviter d'établir des règles. D'abord, le Statut crée pour la Cour l'obligation de régler la procédure, en ce qui concerne la convocation des assesseurs, puis il pourra y avoir avantage pour la Cour elle-même à pouvoir se reporter à un règlement fixe. Toutefois, en ce qui concerne les assesseurs techniques pour le transit, M. Anzilotti pense qu'on pourrait fixer la règle qu'en matière de transit et de communications, la Cour choisira librement les assesseurs après avoir demandé l'avis de la Commission consultative des communications et du transit de la Société des Nations.

M. BEICHMANN partage l'opinion de M. Anzilotti, mais voudrait donner également aux parties la faculté de faire des présentations.

M. WEISS est également d'accord avec M. Anzilotti. Par contre, il ne peut se ranger à l'avis de M. Beichmann sur la consultation des parties.

M. NYHOLM croit qu'aucune consultation ne devrait se faire officiellement, afin d'éviter une perte de temps inutile. On pourrait se borner à des conversations officieuses. Le seul point qui devrait être réglé par la procédure de la Cour, est celui de la représentation des parties. M. Nyholm propose que cette question soit discutée tout d'abord.

Lord FINLAY, tout en exprimant l'opinion que la Cour, en faisant son choix, doit être en possession d'informations fournies par les parties, croit qu'une règle fixe, lui imposant le devoir de demander officiellement ces informations, serait plutôt fâcheuse.

M. MOORE soumet la rédaction suivante, comme base de discussion :

> „La Chambre spéciale, ou la Cour, choisira les assesseurs techniques visés à l'article 27 du Statut, dans chaque cas déterminé, en tenant compte des oberservations que les parties auront cru bon de lui communiquer".

M. HUBER pense qu'il serait nécessaire d'établir, dans le règlement, les deux principes suivants, à savoir : que des assesseurs de la nationalité des parties peuvent être admis et que si un assesseur est de la nationalité de l'une des parties, l'autre partie doit également en avoir un de la sienne.

Lord FINLAY pense que le désir de la Cour d'inspirer de la confiance aux parties, l'amènera à établir la repré-

transit questions. It would thus appear, that the question of assessors in transit cases was less complicated. It would therefore be preferable to begin by examining this latter question separately.

In this connection it was first necessary to decide whether it was desired to distinguish between various categories of assessors, and whether the principle of nomination by the parties was to be recognised.

M. ANZILOTTI found himself unable, generally speaking, to agree with Lord Finlay's view that they should avoid laying down rules. In the first place the Court was bound by the Statute to frame rules for the procedure to be followed with regard to the summoning of assessors, and in the second place it might be an advantage for the Court if it could refer to established rules. Nevertheless, as regards the technical assessors for transit cases, M. Anzilotti thought that it would be possible to make a rule that in transit and communication cases the Court would be free in its choice of assessors, after consulting the Advisory Committee for communications and transit of the League of Nations.

M. BEICHMANN shared M. Anzilotti's views, but wished the parties also to be given the right to submit nominations.

M. WEISS also agreed with M. Anzilotti. On the other hand he did not share M. Beichmann's opinion with regard to consulting the parties.

M. NYHOLM thought that no official consultation should take place, as this would involve a useless waste of time ; it might be possible to limit consultations to unofficial conversations. The only point which had to be settled by the Rules of Procedure of the Court was that of the representation of the parties. He proposed that this question should be discussed first.

Lord FINLAY, while of the opinion that the Court, when making its choice, should have at its disposal information supplied by the parties, thought that a fixed rule to the effect that the Court must ask officially for such information, would be somewhat of a hindrance.

Mr. MOORE suggested the following draft as a basis for discussion:

> „The special Chamber, or the Court, when acting under Article 27 of the Statute, shall choose the technical assessors in each case, after considering such representations as the Parties may see fit to submit."

M. HUBER thought that it would be necessary to lay down in the Rules of Procedure the two following principles : firstly, that assessors of the nationality of the parties might be admitted and, secondly, that if there were an assessor of the nationality of one of the parties, the other party should also have an assessor of its nationality.

Lord FINLAY thought that the Court would naturally be led by its anxiety to inspire the parties with con-

sentation des parties, si besoin est, ainsi que la parité entre elles.

M. MOORE fait observer que, dans certains cas, les parties peuvent désirer que les assesseurs ne soient pas de leur nationalité.

M. HUBER remarque qu'il s'agit non pas d'établir pour les parties le devoir de se faire représenter, mais bien de donner le droit à l'une d'elles d'avoir un assesseur de sa nationalité, si l'autre en a un de la sienne.

M. ANZILOTTI fait observer que la question de la présentation des assesseurs par les parties n'a pas encore été résolue. Il propose qu'on commence par l'étude de cette question.

Personnellement, il est d'avis qu'on ne doit pas fixer de règles prescrivant la présence d'assesseurs nationaux. Il convient de prendre, à leur égard, des décisions dans chaque cas particulier. Sur le choix des personnes, il faut pouvoir se rapporter à l'avis d'un organisme impartial et compétent.

M. BEICHMANN croit qu'on devrait laisser aux parties la faculté d'exprimer leur désir, en ajoutant que les nationaux des parties ne seront pas exclus.

Il se demande, en outre, dans un ordre d'idées différent, si c'est la Cour plénière ou la Chambre intéressée qui procédera au choix des assesseurs techniques.

Le PRÉSIDENT constate que si l'affaire vient devant une Chambre, c'est à elle qu'il appartiendra de faire le choix, tandis que si l'affaire vient devant la Cour plénière, c'est celle-ci qui désignera les assesseurs.

Il ajoute, qu'à son avis, il faut garder à la Cour toute la liberté d'action possible, et éviter d'accorder trop d'attention à la nationalité des assesseurs.

M. ANZILOTTI demande si l'on doit imposer à la Cour, comme un devoir, de consulter un corps compétent.

A cet égard, diverses opinions sont exprimées.

Le PRÉSIDENT est contraire à l'idée de règles fixes. Lord FINLAY veut établir seulement le principe que les parties doivent être consultées. M. ANZILOTTI fait remarquer que l'article 27 établit, pour la Cour, l'obligation de fixer des règles.

M. HUBER demande qu'on se mette d'accord sur le moment où la désignation des assesseurs doit avoir lieu. Il faut remarquer que la procédure, en matière de transit, est divisée naturellement en deux parties : la formation de la Cour et la procédure proprement dite.

M. WEISS soulève la question de savoir si la Chambre spéciale devient compétente à la demande d'une seule des parties, ou si l'accord entre les parties est requis.

M. ANZILOTTI répond que si une seule des parties demande le recours la Chambre, c'est à la Cour de décider.

La Cour se range à cet avis.

fidence, to provide, if necessary, for due representation of their respective interests on terms of equality.

Mr. MOORE pointed out that in certain cases it might happen that the parties might desire that the assessors should not be of their nationality.

M. HUBER remarked that there was no question of laying down a rule whereby the parties would be bound to nominate representatives, but rather of providing that a party should be entitled to an assessor of its nationality, if the other party had one.

M. ANZILOTTI pointed out that the question of the nomination of assessors by the parties was not yet settled. He proposed that this question should be dealt with first.

Personally, he thought that no rules prescribing the presence of national assessors should be fixed. In this connection the decision should be taken as each particular case arose. As regards the choice of individuals, the Court should be able to refer to the opinion of an impartial and competent body.

M. BEICHMANN thought that the parties should be allowed to express their wishes, on the understanding that nationals of the parties should not be excluded.

To refer to another matter, he wondered whether it would be for the full Court or the Chamber concerned to choose the technical assessors.

The PRESIDENT expressed the view that, if a case came before a Chamber, it was for that Chamber to make the selection, whereas if a case came before the full Court, it was for the latter to choose the assessors.

He added that, in his opinion, the widest possible freedom of action should be retained by the Court, and that too much attention should not be paid to the question of the nationality of assessors.

M. ANZILOTTI asked whether the Court should be in duty bound to consult a competent body.

On this point various opinions were expressed.

The PRESIDENT was opposed to the idea of fixed rules. Lord FINLAY would prefer merely to lay down the principle that the parties should be consulted. M, ANZILOTTI pointed out that the Court was bound by Article 27 to establish rules.

M. HUBER suggested that the members of the Court should come to an agreement with regard to the time at which the selection of assessors should take place. He pointed out that in transit cases the procedure was automatically divided into two parts: the formation of the Court and the procedure properly so called.

M. WEISS raised the question whether the special Chamber would have jurisdiction at the request of one only of the parties concerned, or whether an agreement between the parties was necessary

M. ANZILOTTI replied that, in the event of one only of the parties desiring to refer a case to the Chamber, the decision would rest with the Court.

The Court agreed with this view.

Il est décidé de procéder à un vote au sujet des questions qui viennent d'être discutées, afin de fournir au Comité de rédaction futur une indication précise.

a) Le PRÉSIDENT pose d'abord la question de savoir si une présentation par les parties doit obligatoirement avoir lieu.

La question est résolue par la négative, par huit voix, contre quatre.

Il est entendu que la Cour pourra toujours demander les présentations, que les parties peuvent spontanément faire des présentations, mais qu'en aucun cas les présentations faites ne lient la Cour.

b) Le PRÉSIDENT pose ensuite la question de savoir si la Cour doit, obligatoirement, consulter un corps compétent avant de faire son choix.

Cette question est résolue par la négative, par sept voix contre cinq.

Il est entendu que la Cour aura toujours la liberté de recueillir des avis, si elle le juge désirable.

M. ANZILOTTI propose qu'on insère dans le règlement le principe que la Cour prendra tous renseignements avant de procéder à son choix.

M. BEICHMANN croit que cette règle devrait être complétée dans le sens suivant : entre les sessions de la Cour, ce devoir incombera au Président.

M. HUBER, s'inspirant de la considération que les assesseurs ne sont pas des experts, mais constituent une partie organique de la Cour, appuie la proposition de M. Anzilotti.

M. BEICHMANN croit utile de stipuler que les nationaux des parties ne sont pas exclus et que le choix doit avoir lieu à la majorité absolue.

M. ANZILOTTI formule la proposition suivante : La Cour choisira les assesseurs en toute liberté, étant entendu que si l'un d'eux est ressortissant d'une des parties en cause, l'autre partie aura le droit d'avoir également un assesseur de sa nationalité.

On devrait, à son avis, stipuler également que ce serait au Président de recueillir les renseignements préliminaires, tout en réservant à la Cour le choix définitif.

Il transforme, en ce sens, sa proposition antérieure.

Le PRÉSIDENT et Lord FINLAY se prononcent contre l'idée de mentionner, dans le règlement, la question de nationalité en matière d'assesseurs techniques.

Lord FINLAY ajoute que l'application du principe de la représentation des nationalités peut provoquer l'exclusion de personnes particulièrement compétentes qui n'auraient pas la nationalité voulue.

M. MOORE fait observer que le principe en question

It was decided to take a vote upon the questions which had been discussed, for the guidance of the future Drafting Committee.

a) The PRESIDENT first of all put the question whether the parties should be bound to submit nominations.

This question was decided in the negative by 8 votes to 4.

It was understood that the Court could always call for nominations, and that the parties could submit nominations of their own accord, but that in no case would such nominations be binding upon the Court.

b) The PRESIDENT then put the question whether the Court must necessarily consult some competent body before making its choice.

This question was decided in the negative by 7 votes to 5.

It was understood that the Court would always be free to take opinions, should it consider such a course desirable.

M. ANZILOTTI proposed that a provision should be inserted in the Rules of Procedure, embodying the principle that the Court should obtain all necessary information before making its selection.

M. BEICHMANN thought that this rule should be supplemented to the effect that between the sessions of the Court this duty would fall upon the President.

M. HUBER supported M. Anzilotti's proposal, on the ground that the assessors were not experts but constituted an organic part of the Court.

M. BEICHMANN thought that it would be advisable to stipulate that nationals of the parties were not excluded, and that the selection must be made by an absolute majority.

M. ANZILOTTI formulated the following proposal : that the Court have complete freedom as regards its choice of assessors, it being understood that, if one of them was a national of one of the parties to the case, the other party would also have the right to an assessor of its own nationality.

In his view it should be likewise stipulated that it would be for the President to collect the preliminary information, but that the final choice should be left to the Court.

He amended his previous proposal accordingly.

The PRESIDENT and Lord FINLAY expressed themselves opposed to the suggestion that mention should be made in the Rules of Procedure of the question of nationality in the case of technical assessors.

Lord FINLAY added that the application of the principle of national representation might cause the exclusion of particularly qualified persons who were not of the desired nationality.

Mr. MOORE observed that the principle in question

est applicable seulement en ce qui concerne les juges appelés à prendre des décisions ; les assesseurs techniques n'ont, aux termes du Statut, que voix consultative.

M. HUBER suggère, comme moyen terme, de stipuler que, si l'une des parties a un assesseur de sa nationalité, la Cour doit nommer un assesseur qui soit approuvé par l'autre partie.

c) M. BEICHMANN soulève, à nouveau, la question de la majorité requise pour la désignation des assesseurs.

Le PRÉSIDENT constate que les membres de la Cour sont d'accord que la majorité absolue est suffisante.

d) M. BEICHMANN ayant de nouveau soulevé la question de savoir si c'est la Cour plénière ou la Chambre intéressée qui désignerait les assesseurs, le PRÉSIDENT constate que les membres de la Cour sont d'accord pour reconnaître que, si c'est la Chambre spéciale qui statue, c'est elle qui fait la désignation ; dans tous les autres cas, la désignation doit être faite par la Cour plénière.

e) M. ANZILOTTI reprend sa proposition antérieure sous la forme suivante :

> „Après avoir reçu, par l'intermédiaire du Président, les renseignements requis, la Cour choisira librement les assesseurs. Si elle choisit un assesseur qui est ressortissant d'une des parties en cause, l'autre partie aura le droit de voir désigner un assesseur agréé par elle."

Il explique que la Cour doit choisir entre deux solutions : ou bien n'avoir aucun assesseur de la nationalité des parties, ou bien admettre la représentation égale des parties.

M. HUBER appuie la proposition de M. Anzilotti.

Mise aux voix, cette proposition est adoptée par sept voix contre cinq.

MM. ALTAMIRA et ODA, en votant, expliquent qu'ils auraient préféré qu'aucune disposition ne fût introduite dans le Règlement de procédure, impliquant une modification du Statut ; toutefois, une décision contraire ayant été prise, on ne peut échapper à la nécessité d'agir en conséquence.

f) Il est entendu que si les parties n'expriment pas le désir de voir adjoindre à la Cour des assesseurs techniques, dès l'acte initial de la procédure, la Cour sera libre de décider si des assesseurs seront appelés ou non.

61. — **Date de la prochaine séance.**

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la prochaine séance est fixée à mardi 14 février, à 10 h. 30.

La séance est levée à 12 h. 30.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

was only applicable in so far as concerned the judgesl who were called upon to take decisions ; the technica, assessors, according to the actual terms of the Statute, had only advisory powers.

M. HUBER suggested, as a middle course, that it should be stipulated that, if one of the parties had an assessor of its nationality, the Court should appoint an assessor approved by the other party.

c) M. BEICHMANN again raised the question of the majority required for the selection of assessors.

The PRESIDENT stated that the members of the Court were agreed that an absolute majority was sufficient.

d) M. BEICHMANN having again raised the question whether it was the full Court or the Chamber concerned which would select the assessors, the PRESIDENT stated that the members of the Court were agreed in recognising that, if judgment was to be given by the special Chamber, it would be for the latter to make the selection; in all other cases the selection should be made by the full Court.

e) Mr. ANZILOTTI repeated his former proposal in the following terms :

> „When the Court has received the required information through the President, it shall have a free choice in the selection of assessors. If the Court selects an assessor who is a national of one of the parties to a case, the other party shall be entitled to have appointed an assessor approved by itself."

He explained that the Court must choose between two solutions : either there must be no assessor of the nationality of any of the parties, or the principle of equal representation of the parties must be accepted.

M. HUBER supported M. Anzilotti's proposal.

On being put to the vote, the proposal was adopted by 7 votes to 5.

M. ALTAMIRA and M. ODA when giving their votes explained that they would have preferred that no provision should be introduced into the Rules of Procedure such as involved a modification of the Statute ; but since a contrary decision had been taken, the only possible course was to act accordingly.

f) It was understood that, unless the parties expressed at the outset of the proceedings a desire that technical assessors should be attached to the Court, the Court would be free to decide whether assessors should be summoned or not.

61. **Date of the next meeting.**

On the proposal of the PRESIDENT, the next meeting was fixed for Tuesday, February 14th, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 12.30 p.m.

(signed) LODER,
Chairman.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

HUITIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 14 février, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS:

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est joint au présent procès-verbal (annexe 29) [1]).

62. — **Communications du Président.**

Le PRÉSIDENT donne lecture d'un télégramme qu'il a reçu de l'Ambassadeur d'Espagne à Paris, M. Quiñones de Leon, membre du Conseil de la Société des Nations (annexe 30a).

Il donne également lecture d'un télégramme qu'il vient de recevoir du Ministre des Affaires Etrangères du Japon, le comte Uchida (annexe 30b); d'un télégramme du baron d'Estournelles de Constant (annexe 30c); d'un télégramme du Barreau de la Cour Suprême de la Haye (annexe 30d); et d'une lettre de M. Léon Bourgeois (annexe 30e). Enfin, il donne lecture d'une lettre qu'il a reçue du Groupe interparlementaire néerlandais et de la réponse qu'il a envoyée à cette lettre (annexes 30f et 30g) [2]).

Toutes ces communications contiennent des félicitations et des voeux à l'occasion de la première réunion de la Cour.

63. — **Mémoranda du Greffier mentionnés aux Nos. 2 à 5 de l'ordre du jour.**

Après une courte discussion, il est décidé d'ajourner la discussion de ces memoranda ; toutefois, le memorandum sur l'organisation du Greffe sera discuté immédiatement après la question des assesseurs techniques pour les questions de travail.

1) voir p. 309.
2) ces annexes ne sont pas reproduites.

PRELIMINARY SESSION

EIGHTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 14th, at 10.30 a. m.,
Mr. Loder, President, in the Chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

Mr. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda of the meeting is attached to the present minutes (Annex 29) [1]).

62. **Announcements by the President.**

The PRESIDENT read a telegram which he had received from M. Quinones de Leon, Spanish Ambassador in Paris, member of the Council of the League of Nations (Annex 30a).

He also read a telegram which he had just received from Count Uchida, the Japanese Minister for Foreign Affairs (Annex 30b); a telegram from Baron d'Estournelles de Constant (Annex 30c); a telegram from the Bar of the Supreme Court of the Hague; and a letter from M. Leon Bourgeois (Annex 30e). Finally, he read a letter which he had received from the Dutch Interparliamentary Group and the reply which had been sent to this letter (Annexes 30f and 30g) [2]).

All these communications contained congratulations and good wishes on the occasion of the first meeting of the Court.

63. **Memoranda by the Registrar included in the agenda under headings 2—5.**

After a short discussion it was decided to adjourn the consideration of these memoranda; the memorandum on the organisation of the permanent staff of the Court would however be discussed immediately after the question of the technical assessors for labour cases.

1) see p. 309.
2) these annexes are not reproduced.

63a. — **Assesseurs techniques : (2). travail. Questionnaire II 7.**

M. HUBER fait observer que beaucoup de points relatifs à cette question sont résolus automatiquement par les décisions prises lors de la séance précédente. Reste cependant, en tout cas, la question de savoir quelle suite il convient de donner à la stipulation du Statut, aux termes de laquelle les assesseurs techniques en matière de travail doivent assurer une juste représentation des intérêts en cause. En effet, plusieurs possibilités d'interprétation s'offrent à cet égard.

M. HUBER préconise une consultation obligatoire du Conseil d'Administration du Bureau internationale du Travail. Il fait observer que ce Conseil est composé de la même manière que la liste sur laquelle les assesseurs doivent être choisis dans un cas déterminé. Ce fait assurerait des avis techniques éclairés.

La Cour ne doit pas stipuler de règles fixes, étant donné la diversité de circonstances dans lesquelles les questions du travail se présenteront, mais elle doit recueillir l'opinion d'un corps compétent pour juger dans chaque cas spécial des intérêts en présence. Ce corps est le Conseil d'Administration.

M. ALTAMIRA est arrivé à la même conclusion que M. Huber. Il expose brièvement les raisons qui l'ont amené à ces conclusions. Ces raisons sont, avant tout, le fait déjà mentionné par M. Huber, que les assesseurs, en matière de travail, doivent assurer une juste représentation des intérêts en cause, et que ces intérêts peuvent être de nature très différente, intérêts gouvernementaux, intérêts sociaux, etc.

A ces considérations, vient s'ajouter le fait que la Cour, tout en représentant les plus hautes compétences juridiques, peut avoir besoin d'être éclairée sur les conditions économiques dont elle aura à tenir compte, lors du choix des assesseurs. Dans ces circonstances, la consultation d'un corps compétent s'impose. Ce corps ne pourrait être autre que le Conseil d'Administration.

M. ANZILOTTI, se ralliant à l'opinion de M. Huber et de M. Altamira, insiste sur la necessité de prescrire la consultation obligatoire du Conseil d'Administration.

Il rappelle les raisons d'ordre pratique qui militent en faveur d'une stipulation de ce genre : l'importance des questions ouvrières et l'importance de l'opinion des travailleurs. Il mentionne également des raisons d'ordre juridique : avant tout, la mention faite à l'article 26 du Statut, de la faculté pour le Bureau international du Travail, de fournir à la Cour tous renseignements.

M. Anzilotti passe ensuite à la question de savoir comment seront choisis les assesseurs pour un cas déterminé. A ce sujet, il se prononce contre la fixation d'une règle rigide. Il rappelle que si la Cour pouvait s'adjoindre huit assesseurs, elle pourrait appliquer la

63a. **Technical assessors: 2. labour. Questionnaire II 7.**

M. HUBER observed that many points connected with this question were solved automatically by the decisions taken at the previous meeting ; nevertheless they still had to decide what method should be adopted in carrying out the provisions of the Statute according to which technical assessors for labour cases must be chosen with a view to ensuring a just representation of the competing interests. There were several possible interpretations of the Statute in this connection.

M. HUBER advocated a compulsory consultation of the Governing Body of the International Labour Office. He pointed out that this body was constituted in the same way as the list from which the assessors had to be chosen in a given case. This fact would ensure the giving of enlightened technical opinions.

The Court should not lay down fixed rules, in view of the diversity of the factors which would be involved in labour questions, but it should obtain the opinion of a body qualified to form a correct estimate of the interests concerned in each particular case. The Governing Body was a body so qualified.

M. ALTAMIRA stated that he had arrived at the same conclusion as M. Huber. He made a brief statement of the reasons which had led him to this conclusion. First among these reasons was the fact just mentioned by M. Huber that the assessors in labour questions should be chosen with a view to ensuring a just representation of the competing interests, and that these interests might be very different—governmental interests, social interests, etc. To these considerations must be added the fact that though the Court represented the highest degree of legal ability, it might require enlightenment as to the economic conditions which it would have to take into account in the choice of assessors. In these circumstances it was necessary to consult a qualified body, and this body could be no other than the Governing Body.

M. ANZILOTTI supported the opinion expressed by M. Huber and M. Altamira, and insisted upon the necessity of providing for compulsory consultation of the Governing Body.

He referred to the reasons of a practical nature which militated in favour of a provision of this kind : — the importance of labour questions and the importance of public opinion amongst the working classes. He also advanced reasons of a legal nature : above all the provision in Article 26 of the Statute to the effect that the International Labour Office should be at liberty to furnish the Court with all relevant information.

M. Anzilotti proceeded to consider the method of selecting the assessors for a given case. On this point he expressed himself opposed to the adoption of a fixed rule. He pointed out that, if the Court were able to appoint eight assessors, it could apply the rule laid

règle établie à l'article 389 du Traité de Versailles, à savoir : deux représentants gouvernementaux, un représentant ouvrier et un représentant patronal de chaque partie. Mais la Cour est liée par les stipulations du Statut.

Dans ces circonstances, il faudra s'adapter aux exigences de chaque cas particulier. Il se peut que dans certaines conditions, on trouve préférable de n'avoir point de représentants gouvernementaux. De même, il pourra, par exemple dans l'application de l'article 416 du Traité de Versailles, devenir utile de faire représenter le gouvernement accusé, par deux assesseurs techniques de sa nationalité.

En conséquence, M. Anzilotti préconise la solution suivante : la Cour aura l'obligation de consulter le Conseil d'Administration du Bureau du Travail ; d'autre part, elle fera son choix en pleine liberté, sous réserve d'établir une parité relative entre la représentation des parties, dans les mêmes conditions que celles déjà prévues en ce qui concerne les assesseurs techniques en matière de transit.

Lord FINLAY exprime l'espoir qu'aucune disposition de ce genre ne sera adoptée. Il craint que la Cour ne soit implicitement obligée de se conformer aux avis donnés par le Conseil d'Administration.

Il rappelle la règle figurant au dernier paragraphe de l'article 26 du Statut. Cette règle, qui lui semble suffisante, laisse l'entière responsabilité à la Cour, tandis que la disposition préconisée au cours de la discussion, déplacerait cette responsabilité.

M. ANZILOTTI, en réponse, souligne à nouveau l'importance politique qu'il y aurait à consulter le Conseil d'Administration. Il fait aussi valoir qu'à son avis, le dernier paragraphe de l'article 26, laisse au contraire un peu trop entre les mains du Conseil d'Administration, la décision sur le point de savoir si oui ou non, un avis doit être donné. La Cour ne doit pas être soumise à l'arbitraire du Conseil d'Administration.

M. NYHOLM croit qu'il serait utile de stipuler, si l'on décide de consulter un corps compétent, que les consultations seront communiquées aux parties.

Le PRÉSIDENT se prononce dans le même sens que Lord Finlay, en ce qui concerne la question de savoir si le Conseil d'Administration doit être consulté. En ce qui concerne la question de communiquer aux parties les consultations éventuelles, il se range à l'avis de M. Nyholm.

Il est procédé à un vote sur la première question. Il y a partage de voix. Dans ces circonstances, le Président décide qu'un vote aura lieu ultérieurement, au moment où le Comité de procédure aura soumis à la Cour un texte relatif à la question.

Le PRÉSIDENT fait ensuite procéder au vote sur la question soulevée par M. Nyholm.

Avant le vote, une discussion s'engage. Au cours de cette discussion, M. BEICHMANN exprime l'opinion

down in Article 389 of the Treaty of Versailles which provided for two government representatives, one workers' representative, and one employers' representative for each party. The Court was however bound by the provisions of the Statute.

In these circumstances an adjustment would have to be made in accordance with the interests involved in each particular case. It might happen that in certain circumstances it would be preferable not to have government representatives. Similarly, in applying Article 416 of the Treaty of Versailles, it might, for example, be advisable to cause the accused Government to be represented by two technical assessors of its nationality. In these circumstances M. Anzilotti advocated the following solution : that the Court should be under an obligation to consult the Governing Body of the Labour Office, whilst on the other hand retaining complete freedom of choice, subject to the understanding that the parties should be represented on equal terms, under the same conditions as those already laid down in regard to technical assessors for transit cases.

Lord FINLAY expressed the hope that no rule of this kind would be adopted. He feared that this would imply an obligation on the part of the Court to follow the advice given by the Governing Body.

He referred to the rule contained in the last paragraph of Article 26 of the Statute. This rule, which in his opinion was sufficient, left the entire responsibility to the Court, whereas the rule advocated during the discussion would shift this responsibility.

M. ANZILOTTI, in reply, once more emphasised the political importance of consulting the Governing Body. He also pointed out that, on the contrary, in his opinion the last paragraph of Article 26 left it rather too much in the hands of the Governing Body to decide whether advice should be given or not. The Court should not be dependent upon the wishes of the Governing Body.

M. NYHOLM thought that if it were decided to consult a competent authority, it would be advisable to stipulate that the result of such consultation should be communicated to the parties.

The PRESIDENT took the same view as Lord Finlay with regard to the question whether the Governing Body should be consulted. With regard to the question of communicating such consultations to the parties, he agreed with M. Nyholm.

A vote was taken on the first question. A tie resulted. In these circumstances the President decided that a fresh vote would be taken on a subsequent occasion, when the Committee on Procedure had submitted a draft on the subject to the Court.

The PRESIDENT next proceeded to take a vote on the question raised by M. Nyholm.

Before the vote a discussion took place. During this discussion, M. BEICHMANN expressed the opinion that

que la communication aux parties pourrait amener des complications inutiles, et M. MOORE ajoute qu'à son avis, le Bureau du Travail, aussi bien que les parties, tiendront à communiquer spontanément leurs observations, s'ils désirent en faire. Lord FINLAY se range à l'avis ainsi exprimé.

M. NYHOLM explique que, d'après lui, la communication aux parties se ferait exclusivement en cas de consultation obligatoire d'un corps compétent.

M. NEGULESCO désire, avant de répondre à la question posée, faire une distinction entre les renseignements portant sur le fond d'une affaire et ceux relatifs au choix des assesseurs techniques. Il croit que les premiers doivent être communiqués aux parties ; quant aux seconds, il se déclare opposé à ce qu'ils soient communiqués.

Le PRÉSIDENT exprime l'avis que si le Conseil d'Administration se prononce sur le fond d'une affaire, il excède ses pouvoirs, et sa consultation doit être considérée comme nulle et non avenue.

Il met aux voix la question soulevée par M. Nyholm.

Elle est résolue par la négative, par onze voix contre une.

Par conséquent, les consultations éventuelles ne seront pas communiquées aux parties.

b) Le PRÉSIDENT donne lecture des questions suivantes formulées par M. Huber :

„Les deux catégories d'assesseurs désignés d'une part parmi les patrons, d'autre part parmi les ouvriers, doivent-ils être toujours représentés sur un pied de parité les uns avec les autres ?"

M. HUBER déclare que, puisque les membres de la Cour ont reconnu qu'il ne convenait pas de lier d'avance la Cour par des règles fixes, la question peut être considérée comme liquidée.

La Cour adopte ce point de vue.

c) „La catégorie des assesseurs désignés par les gouvernements, doit-elle toujours être représentée sur un pied de parité les uns avec les autres ?"

La même décision est prise.

d) M. ANZILOTTI soulève la question de savoir si l'on doit adopter le principe de la parité des nationalités, en ce qui concerne la représentation des parties parmi les assesseurs techniques.

Sur la proposition de M. HUBER, il est décidé que le principe adopté à la séance précédente pour les assesseurs techniques en matière de transit, sera appliqué également pour les assesseurs techniques en matière de travail.

the communication of consultations to the parties might result in unnecessary complications, and Mr. MOORE added that, in his opinion, the Labour Office, as also the parties, would be certain, of their own accord, to communicate any observations which they might desire to make. Lord FINLAY was of the same opinion.

M. NYHOLM explained that to his mind such communications should only be made to the parties if the Court were under an obligation to consult a competent authority.

M. NEGULESCO, before replying to the question itself, wished to draw a distinction between information bearing on the subject matter of a case and information with reference to the choice of technical assessors. He thought that information of the first kind should be communicated to the parties ; on the other hand he held that information of the second kind should not be so communicated.

The PRESIDENT expressed the view that, were the Governing Body to give an opinion upon the subject matter of a case, it would be exceeding its powers, and its opinion should be regarded as null and void.

He then put to the vote the question raised by M. Nyholm, which was decided in the negative by 11 votes to 1.

It was therefore decided that any consultations which might take place would not be communicated to the parties.

b) The PRESIDENT then read the following questions submitted by M. Huber :

„Must the two classes of assessors (the assessors appointed from amongst the employers, and those appointed from amongst the workers) always be represented in equal numbers ?"

M. HUBER declared that, since the members of the Court had come to the conclusion that the hands of the Court should not be tied by fixed rules, the question might be regarded as dealt with.

The Court adopted this view.

c) „Must there be equal representation of both sides, in the case of government assessors ?"

A similar decision was taken in regard to this question.

d) M. ANZILOTTI raised the question whether the principle of equal representation of nationalities should be adopted with regard to the representation of parties amongst the technical assessors.

On the proposal of M. HUBER, it was decided that the principle adopted at the preceding meeting with regard to technical assessors for transit cases should also be applied as regards technical assessors for labour cases.

64. — **Discussion du mémoire du Greffier sur l'organisation du Greffe** [1]).

Le PRÉSIDENT donne lecture du mémoire.

M. ALTAMIRA souligne l'importance, au point de vue pratique, aussi bien qu'au point de vue politique, de la représentation des nationalités ibériques ou ibéro-américaines au Greffe de la Cour.

Le GREFFIER explique que les seuls postes dans le cadre qu'il a proposé, qui pourraient être donnés à des personnes d'une autre langue que le français ou l'anglais, seraient ceux de secrétaire du Président, de comptable et de chef de chancellerie.

M. ALTAMIRA admet qu'il est difficile de trouver dans le cadre présenté comme projet, un poste qui pourrait être utilement rempli par une personne de langue espagnole.

Il demande quelle est la décision de la Cour sur ce point.

M. ANZILOTTI fait observer que l'Espagne et l'Amérique du Sud ont une représentation très importante au sein même de la Cour.

Sur la proposition de M. HUBER il est décidé que si, à l'avenir, les affaires où la langue espagnole joue un rôle important deviennent fréquentes, la Cour envisagera la création d'un poste pour une personne de langue espagnole.

Une discussion s'engage au sujet de la possibilité de réduire le cadre présenté par le Greffier, et au sujet des salaires qu'il a proposés.

Sur le premier point, le GREFFIER déclare qu'il pourrait accepter la suppression du poste de comptable, en réunissant ce poste à celui de chef de chancellerie. Il pourrait aussi, à la rigueur, du point de vue exclusif du secrétariat, accepter la suppression du poste de secrétaire du Président, en chargeant un des secrétaires-rédacteurs d'assister le Président en cas de besoin.

Si le poste de secrétaire du Président est maintenu, il peut accepter la suppression du poste de dame secrétaire du Président, et l'assimilation de ce poste avec ceux des sténo-dactylographes.

En ce qui concerne les traitements, le Greffier, en réponse à Sir Herbert Ames, Directeur financier de la Société des Nations, explique que s'il a assimilé les traitements qu'il a proposés, non pas aux traitements de début des différentes catégories du secrétariat de la Société des Nations, mais à des traitements plus élevés, c'est d'abord parce qu'il sera nécessaire d'engager seulement des personnes ayant déjà une expérience réelle des diverses fonctions qui leur seront dévolues ; et c'est aussi parce que le coût de la vie à la Haye est beaucoup plus élevé qu'à Genève, et que l'unité monétaire est le double du franc suisse. Il ajoute que dans le cas du poste de secrétaire-rédacteur, les titulaires devront cumuler les attributions de trois fonctions différentes.

1) reproduit parmi les annexes sous le No 30a. Voir p. 311.

64. **Discussion on the Registrar's memorandum on the organisation of the Registry** [1]).

The PRESIDENT read the memorandum.

M. ALTAMIRA emphasised the importance, both from the practical and political points of view, of the representation of Spanish or Spanish-American nationalities in the Registry of the Court.

The REGISTRAR explained that the only posts on the staff proposed by him which could be given to persons whose native language was neither French nor English, where those of secretary to the President, accountant, and *chef de chancellerie*.

M. ALTAMIRA admitted that it was difficult in the proposed scheme to find a post which could usefully be filled by a person of Spanish-speaking nationality.

He asked what the opinion of the Court was on this point.

M. ANZILOTTI pointed out that Spain and South America were very largely represented on the Court itself.

On the proposal of M. HUBER it was decided that if, in the future, cases in which the Spanish language played an important part became frequent, the Court would consider the creation of a post for a person of Spanish speaking nationality.

A discussion than took place with regard to the possibility of reducing the staff suggested by the Registrar, and with regard to the salaries proposed by him.

With regard to the first point, the REGISTRAR declared that he could suppress the post of accountant and combine it with that of *chef de chancellerie*. If absolutely necessary, he could also, as far as the Secretariat was concerned, suppress the post of secretary to the President and make one of the editing secretaries responsible for assisting the President in case of need.

Were the post of secretary to the President to be maintained, he could suppress the post of lady secretary to the President and assimilate it to those of the two shorthand typists.

With regard to the salaries, in reply to Sir Herbert Ames, Financial Director of the League of Nations, the Registrar explained that his reason for proposing that the salaries should be assimilated, not to the commencing salaries of the various categories of the League of Nations, but to salaries on a somewhat higher level, was that it would be necessary to recruit the staff entirely from persons who had already some actual experience of the various duties which would fall to them; a further reason was that the cost of living at the Hague was much higher than at Geneva, and that the monetary unit was double the Swiss franc. He added that, in the case of the editing secretaries, the persons engaged would have to possess the qualities necessary for performing three distinct duties.

1) reproduced amongst the annexes under No 30a. See p. 311

En réponse à une question posée par M. Huber, le Greffier explique que les engagements se feront, dans la mesure du possible, tout d'abord pour une période d'essai de six à douze mois seulement.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Cour accepte le tableau soumis par le Greffier, avec la suppression du poste de comptable, en transformant le poste de secrétaire particulier du Président en un secrétaire du Président, et en transformant le poste de dame secrétaire du Président en une troisième sténo-dactylographe.

Il est entendu que la personne qui devra, le cas échéant, remplacer le Greffier, sera désignée par le Président, sur la proposition du Greffier.

Il est également entendu que, pour une des prochaines séances de la Cour, le Directeur financier de la Société des Nations préparera, en collaboration avec le Greffier, un nouveau tableau des traitements qui sera soumis à l'examen de la Cour.

65. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance sera la séance publique d'ouverture, qui se tiendra le mercredi 15 février, à 3 h. 30 de l'après-midi.

La prochaine séance de travail se tiendra le jeudi 16 février, à 10 h. 30 du matin.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

In reply to a question put by M. Huber, the Registrar explained that, as far as possible, appointments would be made in the first place for a probationary period of from six to twelve months only.

On the proposal of the PRESIDENT, the Court accepted the list submitted by the Registrar, after deleting the post of accountant and changing the title private secretary to the President to that of secretary to the President, and also converting the President's lady secretary into a third shorthand-typist.

It was understood that the person who would, in case of necessity, act for the Registrar should be appointed by the President on the proposal of the Registrar.

It was also understood that the Financial Director of the League of Nations would prepare a new scale of salaries, in conjunction with the Registrar, which would be submitted for consideration by the Court at a subsequent meeting.

65. **Date of the next meeting.**

The next meeting would be the Public Inaugural Meeting and would take place on Wednesday, February 15th, at 3.30 p.m.

The next working meeting would take place on Thursday February 16th, at 10.30 a.m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

NEUVIÈME SÉANCE

SÉANCE PUBLIQUE D'OUVERTURE,
tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 15 février 1922 à 15 h. 30,
en présence de S.M. la Reine des Pays-Bas,
de S. M. la Reine-Mère
et de S.A.R. le Prince des Pays-Bas;

de LL.EE M. da Cunha et Sir Eric Drummond, représentant la Société des Nations, et MS. de Vilallonga, représentant le Directeur du Bureau international du Travail,
de MM. les Membres du Gouvernement néerlandais,
les Membres du Corps diplomatique,
le Bourgmestre de la Haye,
les Représentants de l'Université de Leyde,

sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS:

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance figure en annexe au présent procès-verbal (annexe 31) [1]).

66. — Le PRÉSIDENT déclare la séance ouverte. Il constate la présence des juges titulaires suivants: MM. Altamira, Anzilotti, Lord Finlay, MM. Huber, Moore, Nyholm, Oda, Weiss. Il exprime ses regrets de l'absence de MM. Barbosa et Bustamante. Il constate la présence des juges suppléants suivants: MM. Beichmann, Negulesco, Yovanovitch. Il informe l'Assemblée que M. Wang, juge suppléant, s'est trouvé dans l'impossibilité de venir siéger.

67. — Le PRÉSIDENT prie le Greffier de donner lecture de la liste des télégrammes et lettres de félicitations reçus par la Cour (annexe 37) [2]).

1) voir p. 315.
2) non reproduite.

NINTH MEETING

PUBLIC INAUGURAL MEETING
held at the Peace Palace, the Hague,
on February 15th, 1922, at 3.30 p.m.,
in the presence of H.M. The Queen of the Netherlands,
H.M. The Queen Mother and
H.R.H. The Prince of the Netherlands;

T.E. M. da Cunha and Sir Eric Drummond, representing the League of Nations and M. de Vilallonga, representing the Director of the International Labour Office;
the Members of the Dutch Government;
the Diplomatic Corps;
the Burgomaster of the Hague;
Representatives of the University of Leyden;

M. Loder, the President, presiding.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda of the meeting is attached to the present minutes (Annex 31) [1]).

66. — The PRESIDENT opened the meeting and stated that the following judges were present: MM. Altamira, Anzilotti, Lord Finlay, MM. Huber, Moore, Nyholm, Oda, Weiss. He expressed his regret at the absence of M. Barbosa and M. Bustamante. He further announced the presence of the following deputy-judges: MM. Beichmann, Negulesco, Yovanovitch. He informed the Assembly that M. Wang, deputy-judge, was unable to attend.

67. — The PRESIDENT asked the Registrar to read out a list of telegrams and letters of congratulation which had been received by the Court (Annex 37) [2]).

1) see p. 315.
2) not reproduced.

Le PRÉSIDENT exprime la reconnaissance de la Cour pour ces marques de sympathie.

68. — A la demande du Président, le GREFFIER donne lecture de l'article 20 du Statut de la Cour, ainsi conçu :

„Tout membre de la Cour doit, avant d'entrer en fonctions, en séance publique, prendre engagement solennel d'exercer ses attributions en pleine impartialité et en toute conscience."

Le PRÉSIDENT prie les juges de se lever et de prendre l'un après l'autre, cet engagement solennel, dans l'ordre fixé.

Le PRÉSIDENT prend l'engagement prescrit dans les termes suivants :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité, et en toute conscience."

Le même engagement est pris dans les mêmes termes par les membres de la Cour dans l'ordre suivant :

M. Weiss, Vice-Président,
Lord Finlay,
MM. Nyholm,
Moore,
Altamira,
Oda,
Anzilotti,
Huber,
Yovanovitch,
Beichmann,
Negulesco.

69. — Le PRÉSIDENT donne la parole à S. E. M. da Cunha, Ambassadeur du Brésil à Paris, membre du Conseil de la Société des Nations, qui prononce un discours qui figure en annexe au présent procès-verbal (annexe 32) [1]).

70. — Le PRÉSIDENT donne la parole à Sir Eric Drummond, Secrétaire général de la Société des Nations, qui prononce un discours qui figure en annexe au présent procès-verbal (voir annexe 33) [2]).

71. — Le PRÉSIDENT donne la parole à S. E. M. le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, M. van Karnebeek, qui prononce un discours qui figure en annexe au présent procès-verbal (voir annexe 34) [3]).

72. — Le PRÉSIDENT donne la parole à M. le Bourg-

1) voir p. 316.
2) voir p. 319.
3) voir p. 321.

The REGISTRAR having read the list, the PRESIDENT expressed the gratitude of the court for the marks of sympathy which it had received.

68. — At the request of the President, the REGISTRAR read Article 20 of the Statute of the Court, which is as follows :

„Every member of the Court shall, before taking up his duties, make a solemn declaration in open Court that he will exercise his powers impartially and conscientiously."

The PRESIDENT asked the judges to rise and take the solemn engagement one by one, following the order of precedence which had been established.

The PRESIDENT read the declaration as follows :

„I solemnly declare that I will exercise my powers and duties as judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously."

The same declaration was read by the members of the Court in the following order :

M. Weiss, Vice-President,
Lord Finlay,
MM. Nyholm,
Moore,
Altamira,
Oda,
Anzilotti,
Huber,
Yovanovitch,
Beichmann.
Negulesco.

69. — The PRESIDENT called upon His Excellency M. da Cunha, Brazilian Ambassador in Paris and member of the Council of the League of Nations, who delivered the speech which is annexed to the present minutes (Annex 32) [1]).

70. — The PRESIDENT called upon Sir Eric Drummond, Secretary General of the League of Nations.

Sir Eric Drummond delivered the speech which is annexed to these minutes (Annex 33) [2]).

71. — The PRESIDENT called upon H.E. M. van Karnebeek, Foreign Minister of the Netherlands.

M. van Karnebeek delivered the speech which is annexed to these minutes (Annex 34) [3]).

72. — The PRESIDENT called upon the Burgomaster

1) see p. 316.
2) see p. 319.
3) see p. 321.

mestre de la Haye, qui, au nom de la Municipalité, prononce un discours qui figure en annexe au présent procès-verbal (annexe 35) [1]).

73. — Le PRÉSIDENT prononce ensuite un discours qui figure en annexe au présent procès-verbal (annexe 36) [2]).

74. — Avec la permission de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le Président déclare la séance levée.

La séance est levée à 16 h. 35.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

1) voir p. 323.
2) voir p. 325.

of the Hague, who delivered, on behalf of the Municipality, the speech which is annexed to these minutes (See Annex 35) [1]).

73. — The PRESIDENT delivered the speech which is annexed to these minutes (Annex 36) [2])

74. — With the permission of Her Majesty the Queen of the Netherlands, the President declared the meeting closed.

The meeting rose at 4.35 p m.

(signed) LODER
President
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD.
Registrar

1) see p. 323.
2) see p. 325.

DIXIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 16 février à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président.
Anzilotti,
Altamira,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est joint au présent procès-verbal (annexe 38) [1]).

75. — **Communications du Président.**

Le PRÉSIDENT donne lecture de deux télégrammes de félicitations qu'il vient de recevoir de la Section féminine de l'association française pour la Société des Nations et de l'Association „la Paix par le Droit", Paris. (annexe 39) [2]).

76. — **Discussion de l'aide-mémoire sur le rang et le titre des juges** (annexe 40) [3]).

M. WEISS distingue entre deux questions :

a) le rang des juges au siège de la Cour, et

b) leur rang sans leur pays.

Sur le premier point il croit qu'il serait utile de soumettre des suggestions aux autorités néerlandaises. Quant au second point, il pense qu'un voeu pourrait être présenté au Conseil de la Société des Nations.

Après une remarque du Président, déclarant qu'il s'agit de donner aux juges un rang universel, M. WEISS exprime l'opinion que la question se réduit à trouver la place des juges sur l'échelle des rangs diplomatiques établie par le Congrès de Vienne.

M. ANZILOTTI se demande s'il serait vraiment utile pour la Cour de prendre une initiative en la matière,

1) voir p. 331.
2) non reproduite.
3) voir p. 332.

TENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 16th, 1922, at 10.30 a.m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda of the meeting is attached to the present minutes (Annex 38) [1]).

75. **Announcements by the President.**

The PRESIDENT read two telegrams of congratulation which had been received from the Women's Section of the French League of Nations Union and from the Association „La Paix par le Droit", Paris. (Annex 39 [2]).

76. **Discussion of the memorandum on the rank and title of the judges.** (Annex 40) [3]).

M. WEISS drew a distinction between two questions :

a) the rank of the judges at the seat of the Court, and

b) their rank in their own country.

In regard to the first point, he considered that it would be well to submit suggestions to the Netherlands authorities. In regard to the second point, he considered that a recommendation might be submitted to the Council of the League of Nations.

After a remark by the President, who stated that it was a question of giving a universally recognised rank to the judges, M. WEISS expressed the view that the question resolved itself into finding a place for the judges in the scale of diplomatic rank laid down by the Congress of Vienna.

M. ANZILOTTI wondered whether there was any real advantage for the Court in taking the initiative in this

1) see p. 331.
2) not reproduced.
3) see p. 332.

et M. HUBER exprime la crainte que les membres de la Cour ne se voient imposer un rang qui ne leur convienne pas.

M. ALTAMIRA croit qu'on pourrait se borner à demander au Conseil une interprétation de l'expression „privilèges et immunités diplomatiques" dans l'article 19 du Statut.

Lord FINLAY préfèrerait l'assimilation des juges aux juges nationaux, plutôt qu'aux diplomates.

M. MOORE propose de mettre au lieu des mots: „de caractère diplomatique" dans le 4ème alinéa de la partie (c) de l'aide-mémoire, les mots „immunités diplomatiques".

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé que l'aide-mémoire sera expédié au Conseil, avec la modification proposée par M. Moore.

77. — **Discussion de l'aide-mémoire concernant les frais de voyage des juges.** (Annexe 41) [1]).

M. ODA exprime l'opinion que les 100 florins par jour que les juges reçoivent, à partir du jour du départ jusqu'au jour du retour, doivent être considérés comme une indemnité de séjour, et par conséquent, comme destinés à couvrir les frais de voyage en dehors des frais de transport, etc. Par contre, les 50 florins par jour que les juges reçoivent par jour de présence effective à la Haye, constituent une partie du traitement et doivent être considérés comme une indemnité pour services rendus.

M. Oda conclut que les juges doivent recevoir 100 florins plus 50 florins par jour lorsqu'ils siègent, soit à la Haye, soit ailleurs. S'ils siègent ailleurs qu'à la Haye, ils ont, en outre, droit au remboursement des frais de voyage. Le Président aurait seulement droit au remboursement des frais de transport, son allocation spéciale étant considérée comme indemnité pour tous les services qu'il rend.

M. ANZILOTTI reconnaît l'existence de l'anomalie mentionnée dans la partie (a) de l'aide-mémoire. Il croit cependant que la Cour doit éviter de demander une augmentation des avantages matériels qui lui ont été donnés.

A son avis, la question se réduit à ceci: est-ce que l'expression „frais de voyage" employée à l'article 32, al. 4, du Statut, vise seulement les frais de transport, ou bien vise-t-elle aussi les frais accessoires ?

Lord FINLAY voudrait voir fixer une somme déterminée comme allocation pour les frais accessoires pendant le voyage. Le PRÉSIDENT, au contraire, désirerait le remboursement des frais de voyage, en dehors des frais de transport.

M. BEICHMANN exprime l'avis, accepté par la Cour, que les juges doivent présenter seulement le total de leurs dépenses et non pas un état détaillé.

1) voir p. 334.

matter, and M. HUBER expressed the fear that the members of the Court might have a rank imposed upon them which was not suitable.

M. ALTAMIRA considered that the Court might restrict itself to asking the Council for an interpretation of the expression „diplomatic privileges and immunities" which figured in Article 19 of the Statute.

Lord FINLAY would have preferred to assimilate the judges to national judges rather than to diplomats.

Mr. MOORE proposed to change the words: „of a diplomatic character" in the fourth paragraph of Part (c) of the Memorandum, into „diplomatic immunities".

On the proposal of the PRESIDENT, it was decided that the memorandum should be sent to the Council with the modification proposed by Mr. Moore.

77. **Discussion of the memorandum with regard to the travelling expenses of judges.** (Annex 41) [1]).

M. ODA expressed the opinion that the 100 florins a day received by the judges from the date of their departure until their return home should be considered as subsistence allowance and therefore as intended to cover expenses incurred during the journey over and above the cost of railway tickets, etc. On the other hand, the 50 florins a day received by the judges for each day of actual presence at the Hague constituted part of their salary and should be considered as an indemnity for services rendered.

M. Oda drew the conclusion that the judges should receive 100 florins plus 50 florins a day, whilst sitting either at the Hague or elsewhere. If they sat elsewhere than at the Hague, they should also be entitled to repayment of travelling expenses. The President would only be entitled to repayment of his railway ticket, etc., his special allowance being considered as an indemnity for all services rendered by him.

M. ANZILOTTI recognised the existence of the anomaly referred to in Part (a) of the memorandum. He thought, however, that the Court should refrain from asking for an increase in the monetary allowances granted to it.

In his opinion the question amounted to this: did the expression „travelling expenses" in para. 4 of Article 32 of the Statute refer only to the cost of tickets, etc., or did it also include other expenses ?

Lord FINLAY would have liked a definite sum to be fixed as an allowance for incidental expenses during the journey. The PRESIDENT, on the other hand, would prefer that travelling expenses over and above the cost of tickets, etc., should be repaid.

M. BEICHMANN expressed the opinion, which was endorsed by the Court, that the judges should only submit the total of their expenses and not a detailed statement.

1) see p. 334.

MM. ODA et ANZILOTTI soulignent la différence de fait qui existe entre le remboursement des frais des juges qui voyagent par mer et de ceux qui voyagent par terre. Pour les premiers, le prix des repas est inclus dans le billet ; pour les seconds, ceci n'est pas le cas. La question se réduit à ceci: un juge ayant voyagé en chemin de fer a-t-il droit au remboursement de ses frais de nourriture, etc.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé de charger le Greffier de demander à Sir Herbert Ames, Directeur financier de la Société des Nations, s'il est disposé à accepter une interprétation de l'article 32, al. 4 du Statut, selon laquelle non seulement les frais de transport, mais aussi les autres frais de voyage, seraient remboursés, sans présentation d'un état détaillé ; si la réponse du Directeur financier est négative, le mémoire sera envoyé au Conseil.

78. — **Discussion du mémoire sur les indemnités de certaines catégories de juges.** (annexe 42)[1]).

Sur la proposition de M. ANZILOTTI, à laquelle s'associe M. BEICHMANN, la dernière phrase du 4ème alinéa de la partie (a) est supprimée. Le reste de cette partie est adopté.

La partie (b) est adoptée sans modifications.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé que l'aide-mémoire, ainsi amendé, sera transmis au Conseil.

79. — **La question des empêchements légitimes des juges.** (Questionnaire No. 1 : 3)[2]).

Après une courte discussion, au cours de laquelle différentes suggestions sont faites, — à savoir de signaler au Conseil et à l'Assemblée tous cas d'absence non motivée ; de prendre une décision dans chaque cas particulier ; de communiquer régulièrement au Conseil et à l'Assemblée une liste des juges présents pendant les sessions — il est décidé qu'aucune règle concernant les empêchements légitimes ne sera insérée dans le Règlement de procédure.

Il est entendu que, dans des cas extrêmes, l'article 18 du Statut pourra jouer.

80. — **Question de savoir s'il faut établir une procédure spéciale pour l'exclusion d'un juge ayant cessé de répondre aux conditions requises.** (Questionnaire 1 : 4).

Le Greffier donne lecture d'un texte préparé en vue d'exprimer l'opinion du Comité de procédure sur la question [3]) :

„11. — Les membres de la Cour peuvent adresser au Président ou, le cas échéant, au Vice-Président, une communication écrite demandant qu'il soit procédé à un vote pour savoir si un membre particulier de la Cour a cessé de répondre aux conditions requises.

1) voir p. 336.
2) voir p. 289.
3) voir p. 296.

MM. ODA and ANZILOTTI drew attention to the difference existing between the repayment of the expenses of the judges who travelled by sea and of those who travelled by land. In the case of the former, the price of meals was included in the ticket ; in the case of the latter this was not the case. The question amounted to this : was a judge who travelled by railway entitled to repayment of his expenditure on food, etc. ?

On the proposal of the PRESIDENT, it was decided to instruct the Registrar to ask Sir Herbert Ames, Financial Director of the League of Nations, whether he was prepared to accept an interpretation of para. 4 of Article 32 of the Statute to the effect that not only the price of tickets but also other expenses should be repaid without the submission of detailed accounts. If the Financial Director's reply was in the negative, the memorandum would be sent to the Council.

78. **Discussion of the memorandum on the indemnities of certain classes of judges.** (Annex 42)[1]).

On the proposal of M. ANZILOTTI, which was supported by M. BEICHMANN, the last sentence of para. 4 of Part (a) : was deleted. The rest of this part was adopted.

Part (b) was adopted without alteration.

On the proposal of the PRESIDENT, it was decided to send the memorandum to the Council as thus amended.

79. **The question of the legitimate absence of a judge.** (Questionnaire No. 1 : 3)[2]).

After a short discussion, during which various suggestions were made : — (1) to report to the Council and the Assembly all cases of unwarranted absence ; (2) to decide each particular case on its merits ; (3) to send regularly to the Council and the Assembly a list of the judges present during Sessions — it was decided that no rule with regard to legitimate absence should be included in the Rules of Procedure.

It was understood that, in extreme cases, Article 18 of the Statute might be invoked.

80. **Should a special procedure be established for the dismissal of a judge who has ceased to fulfil the required conditions ?** (Questionnaire 1 : 4).

The REGISTRAR read a draft drawn up to convey the views of the Committee on this question [3]).

„11. — Any member of the Court may communicate in writing with the President, or, in certain circumstances, with the Vice-President, requesting that a vote be taken on the question whether a particular member of the Court has ceased to fulfil the required conditions.

1) see p. 336.
2) see p. 289.
3) see p. 296.

Dès réception d'une demande de ce genre, le Président ou le Vice-Président convoqueront la Cour en séance plénière. Une fois la Cour assemblée, et le membre qui fait l'objet de la demande ayant été admis à fournir des explications, la question sera mise aux voix. Le résultat du vote sera, au cas de décision affirmative, communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations."

Le PRÉSIDENT et M. WEISS pensent qu'il serait préférable d'éviter d'établir une règle fixe à ce sujet.

M. ANZILOTTI, appuyé par M. HUBER et par M. ODA, est d'un avis contraire.

M. Anzilotti pense qu'une règle serait utile pour les trois raisons suivantes :

a) l'article 18 du Statut n'exclut pas l'initiative, en la matière, du Conseil ou de l'Assemblée ;

b) il est désirable d'établir que la procédure est de nature urgente, de sorte que la Cour soit convoquée dès que se posera une question de ce genre ;

c) il est désirable d'éviter les dangers d'une procédure instituée en vue d'un cas déterminé.

Le PRÉSIDENT met aux voix la question de savoir si une règle doit ou non être établie.

Il y a partage des voix.

Dans ces circonstances, il est décidé, sur la proposition du PRÉSIDENT, qu'il sera procédé à un autre vote lorsqu'un texte précis, relatif à la question, aura été soumis à la Cour.

81. — **Interprétation des expressions „résidence à la Haye" et „vacances du Président".** (Questionnaire 1 : 5).

Le Greffier donne lecture d'un article rédigé pour exprimer l'opinion du Comité de procédure, à ce sujet :

„Le Président et le Greffier peuvent être domiciliés dans un rayon de 10 kilomètres au maximum, autour du Palais de la Paix, à la Haye.

Ils ont droit à des vacances annuelles qui ne devront pas dépasser .... mois."

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé que le Président et le Greffier auront le droit d'être domiciliés dans un rayon de 10 kilomètres autour du Palais de la Paix. Il est également décidé que le Président et le Greffier auront droit à deux mois de vacances.

Sur la proposition de M. NYHOLM, il est entendu que, même en dehors de ses vacances, le Président pourra quitter la Haye, pour une période limitée, après s'être entendu avec le Vice-Président.

82. — **Question concernant la compétence de la Cour en Chambre du conseil.** (Questionnaire 11 : 1).

Cette question est retirée par les membres du Comité.

Upon receipt of such request, the President or Vice-President shall convene a meeting of the full Court. When the Court has met and the member referred to in the request has been heard, the matter shall be put to the vote. If the decision is in the affirmative, the result of the vote shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations."

The PRESIDENT and M. WEISS thought it would be preferable not to establish a fixed rule on this subject.

M. ANZILOTTI was of the contrary opinion, and was supported by M. Huber and M. Oda.

M. Anzilotti thought that it would be useful to have a rule for the three following reasons :

(a) There was nothing in Article 18 of the Statute to prevent the Council or the Assembly taking the initiative in this matter.

(b) It was desirable to lay down that this procedure was of an urgent character, so that the Court could be convened directly a question of this nature was raised.

(c) It was desirable to avoid the dangers invo'ved by a procedure instituted for a particular case.

The PRESIDENT proceeded to take a vote on the question whether a rule should or should not be adopted.

The vote resulted in a tie.

In these circumstances it was decided, on the proposal of the PRESIDENT, that a vote should be taken on a subsequent occasion, when a definite text had been submitted to the Court on the subject under discussion.

81. **The interpretation of the expressions „residence at the Hague" and „vacation of the President".** (Questionnaire 1 : 5).

The REGISTRAR read an article drafted in order to convey the opinion of the Committee on Procedure in regard to this question :

The President and Registrar may reside within a distance not exceeding 10 kilometres from the Peace Palace at the Hague. They shall be entitled to an annual vacation not exceeding .... months.

On the proposal of the PRESIDENT, it was decided that the President and Registrar would be entitled to reside within a radius of 10 kilometres of the Peace Palace. It was also decided that the President and Registrar would be entitled to two months' holiday.

On the proposal of M. NYHOLM it was agreed that the PRESIDENT might leave the Hague for a short period, apart from his holiday, after making arrangements with the Vice-President.

82. **Competence of the Court sitting in private,** (Questionnaire 11 : 1).

This question was withdrawn by the members of the Committee.

83. — **Question de l'influence à donner aux parties sur les règles de procédure applicables dans un cas déterminé.** (Questionnaire II : 2).

Le PRÉSIDENT donne lecture de la question :

„Différentes possibilités se présentent :

a) ou bien le règlement de procédure de la Cour est immuable, de sorte que toute influence des parties se trouve exclue ;

b) ou bien l'accord des parties au sujet des règles de procédure à appliquer prime les dispositions du Règlement de procédure ;

c) ou bien les règles sanctionnées par l'accord des parties ne deviennent applicables qu'en vertu d'une homologation par la Cour."

M. ALTAMIRA exprime l'avis que si les parties acceptent la juridiction de la Cour, elles acceptent également la procédure adoptée par la Cour.

M. ANZILOTTI déclare que la Cour, tout en étant une Cour de Justice, est une Cour internationale, et les conditions internationales sont si différentes qu'on ne peut créer de règles fixes sans courir le danger d'empêcher les parties d'avoir recours à la Cour.

Il n'est pas nécessaire de donner aux parties pleine liberté en ce qui concerne la fixation des règles de procédure. Mais il serait désirable qu'elles pussent soumettre à l'approbation de la Cour des règles sur lesquelles elles se sont mises d'accord.

Lord FINLAY signale qu'il peut se présenter des cas où il serait utile, pour la Cour, d'avoir la faculté de permettre aux parties d'introduire une modification dans la procédure. Pareille faculté ne comporterait aucun danger, si elle était soumise au contrôle de la Cour.

Il recommande l'application, pour des raisons spéciales et dans des cas déterminés, de la règle formulée dans le texte suivant qui reflète l'opinion du Comité de procédure :

„Art. 27. — Les dispositions du présent chapitre III B, ainsi que les dispositions du Statut de la Cour, sont établies sans préjudice d'autres dispositions acceptées d'un commun accord par les parties en cause, pourvu que ces dispositions, notifiées à la Cour avant l'ouverture de la procédure, aient été homologuées par elle."

M. BEICHMANN se range à l'avis de Lord Finlay, qui estime qu'il y a lieu, dans certains cas, d'admettre des modifications à la procédure.

En ce qui concerne la procédure écrite et la fixation des délais, les parties devraient avoir toute liberté de décider indépendamment de l'approbation de la Cour. Il n'en est pas de même en ce qui concerne la procédure orale.

M. NYHOLM se prononce en faveur du principe contenu dans le texte cité plus haut. Il pense que la compétence de la Cour, en vertu des conventions en vigueur (art.

83. **Influence of the parties on the procedure applicable in a given case.** (Questionnaire II : 2).

The PRESIDENT read the question, which was as follows :

„It might be possible to hold :

(a) that the Rules of Procedure of the Court are unchangeable, so that any influence on the part of the parties is excluded ; or

(b) that an agreement between the parties in regard to the procedure to be followed takes precedence over the provisions of the Rules of Procedure of the Court ; or

(c) that the rules agreed upon by the parties become applicable only when approved by the Court."

M. ALTAMIRA expressed the opinion that if the parties accepted the jurisdiction of the Court, they must likewise accept the procedure adopted by the Court.

M. ANZILOTTI declared that the Court, though a Court of Justice, was an international Court, and that international conditions were so different that if they had fixed rules, there would be a danger that parties would refrain from appealing to the Court.

It was not necessary to give the parties complete liberty in regard to fixing the Rules of Procedure. It would, however, be desirable to allow them to submit rules agreed upon by them for the approval of the Court.

Lord FINLAY could well imagine cases in which it would be advisable for the Court to have the option of allowing the parties to modify the procedure. This option would involve no danger if under the control of the Court.

He recommended the application in special circumstances and in particular cases of the rule contained in the following draft which embodied the opinion held by the committee on Procedure :

„Art. 27. — The rules contained in this present Chapter III B, as also the rules included in the Statute of the Court, are subsidiary to such other rules as may be agreed upon between the litigant parties, provided that such rules have been notified to the Court and have been officially approved by it before the proceedings are opened."

M. BEICHMANN agreed with Lord Finlay that modifications in the procedure should be allowed in certain cases.

With regard to the written proceedings and especially the fixing of time limits, the parties should be entirely free to decide such questions without depending upon the approval of the Court. On the other hand, this should not apply to oral proceedings.

M. NYHOLM advocated the principles contained in the draft quoted above. He thought that the jurisdiction possessed by the Court in virtue of Conventions in force

36, al. 1er, du Statut) entraîne la nécessité de donner aux parties une liberté très grande, en ce qui concerne la fixation des règles de procédure, sous réserve de l'approbation de la Cour.

M. HUBER, en se prononçant en faveur de la solution préconisée par M. Anzilotti, déclare qu'il faut faire une distinction entre les cas où la compétence de la Cour est obligatoire et ceux où l'accord entre les parties est requis.

Dans le premier cas, une certaine rigidité de la procédure est admissible. Le deuxième cas, au contraire, doit être assimilé à la procédure d'arbitrage dans laquelle il convient de laisser aux parties une grande liberté. L'homologation, par la Cour, de l'accord des parties est désirable ; elle éviterait tout danger. Par contre, il serait dangereux de lier la Cour par une procédure trop stricte.

M. BEICHMANN croit qu'il faut distinguer entre les cas où la procédure ne peut pas être changée, que ce soit avec ou sans l'approbation de la Cour, et les cas où l'on peut admettre une certaine liberté. Le premier cas se présente en ce qui concerne certaines règles de procédure énoncées dans le Statut même. Il trouve que le texte cité plus haut va trop loin.

Après une courte discussion entre M. ALTAMIRA, Lord FINLAY, et M. WEISS, il est reconnu que le texte en question exprime l'opinion de la majorité du Comité ; M. ALTAMIRA, se référant au projet qu'il a soumis [1]), déclare qu'il s'est toujours opposé à la solution en question.

Lord FINLAY ajoute que cette solution est tout à fait conforme à l'article 30 du Statut, qui donne à la Cour le droit de régler sa procédure dans des cas spéciaux ; le futur règlement de procédure ne peut viser que les cas généraux.

M. NEGULESCO tire, du dernier alinéa de l'article 38 du Statut et de la dernière phrase du premier alinéa de l'article 39 du Statut, la conclusion que le sens du Statut est que les parties doivent avoir une influence considérable sur les questions de procédure.

Toutefois, l'homologation par la Cour serait requise pour rendre applicable l'accord des parties.

Le PRÉSIDENT est absolument opposé à l'idée de donner aux parties une influence sur les règles de procédure. Toutefois il pourrait admettre que l'on rédige le Règlement de procédure d'une façon suffisamment large pour permettre aux parties de demander à la Cour de prendre une décision dans le sens d'un accord intervenu entre elles.

M. ANZILOTTI propose de discuter séparément la question de l'influence des parties, telle qu'elle se pose lorsque la procédure est introduite par notification d'un

1) voir p. 274 et suiv.

(para. 1 of Article 36 of the Statute) made it necessary to give the parties a very considerable degree of liberty as regards the fixing of rules of procedure, subject to the approval of the Court.

M. HUBER, whilst in favour of the solution advocated by M. Anzilotti, stated that a distinction must be drawn between cases in which the Court's jurisdiction was compulsory and those in which an agreement between the parties was required.

In the first case a somewhat rigid procedure was admissible. The second case, on the other hand, must be assimilated to arbitral procedure, in which it was desirable to allow the parties a considerable degree of liberty. It was desirable that the agreement between the parties should be officially approved by the Court ; this would avert any danger. On the other hand it would be dangerous to tie the hands of the Court by adopting too strict a procedure.

M. BEICHMANN thought that a distinction should be drawn between cases in which the procedure could not be changed either with or without the approval of the Court and cases in which some latitude was permissible. The former applied to certain rules of procedure embodied in the Statute itself. He thought that the draft quoted above went too far.

After a short discussion between M. ALTAMIRA, Lord FINLAY and M. WEISS, it was agreed that the draft in question expressed the opinion of the majority of the Committee ; M. ALTAMIRA, however, referring to the draft which he had submitted [1]), stated that he had always opposed the solution in question.

Lord FINLAY added that this solution was in entire conformity with Article 30 of the Statute, which gave the Court the right to frame rules for its procedure in special cases ; the future rules of procedure could only apply to ordinary cases.

M. NEGULESCO drew the conclusion from the last paragraph of Article 38 and from the last sentence of Article 39 of the Statute that the intention of the Statute was that the parties should exercise a considerable influence in regard to questions of procedure.

Nevertheless, the Court's approval would be required before an agreement between the parties could be applied.

The PRESIDENT was absolutely opposed to allowing the parties to exercise any influence in regard to procedure. Nevertheless, he was prepared to agree that the Rules of Procedure should be drafted in such a manner as to allow scope for the parties to request the Court to adopt a decision on the lines of an agreement concluded between them.

M. ANZILOTTI proposed that the question of the influence of the parties should be discussed, firstly, in connection with cases in which proceedings were

1) see p. 274 and following.

compromis, et ensuite la même question telle qu'elle se présente lorsque la procédure est ouverte par une requête unilatérale.

Le PRÉSIDENT déclare qu'à son avis, les parties ne peuvent pas modifier la procédure par un compromis conclu entre elles.

Il renvoie la suite de la discussion à la prochaine séance.

84. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le vendredi 17 février à 10 h. 30.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

instituted by notification of a special agreement and, afterwards, in connection with cases in which proceedings were opened by a unilateral application.

The PRESIDENT declared that in his opinion the parties could not modify the procedure by means of a special agreement concluded between them.

He adjourned the discussion until the next meeting.

84. **Date of the next meeting.**

It was agreed that the next meeting should be held on Friday, February 17th, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 1 p.m.

(signed) LODER,
Chairman.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

ONZIÈME SEANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 17 février 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est joint au présent procès-verbal (annexe 43) [1]).

85. — **Communications du Président.**

Le PRÉSIDENT donne lecture (annexe 44) [2]) de télégrammes et d'adresses de félicitations :

a) de la Classe des Lettres de l'Académie Royale des Sciences d'Amsterdam ;
b) de la famille de Robert G. Ingersoll, de New-York ;
c) du Grand Conseil Vaudois, Lausanne ;
d) de l'Evêque de Roermond ;
e) de M. Léon Bourgeois.

86. — **Photographies.**

Le Président informe la Cour qu'un photographe de la Haye a demandé l'autorisation de prendre une photographie de la Cour en séance.

Sur la proposition du Président, cette autorisation est accordée.

87. — **Frais de voyage des juges.**

Le GREFFIER déclare que, selon les instructions qu'il a reçues de la Cour, il s'est mis en rapport avec le Secrétaire général et le Directeur financier de la Société des Nations, au sujet de l'interprétation à donner à l'expression „indemnité de voyage" à l'article 32, alinéa 4, du Statut.

1) voir p. 338.
2) non reproduite.

ELEVENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 17th, at 10.30 a.m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, Chairman,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda of the meeting is attached to the present minutes. (Annex 43) [1]).

85. **Announcements by the President.**

The PRESIDENT read telegrams and congratulatory addresses (Annex 44) [2]) :

a) From the Classe des Lettres de l'Académie Royale des Sciences, Amsterdam.
b) From Robert G. Ingersoll, and family, of New York.
c) From the Grand Conseil Vaudois, Lausanne.
d) From the Bishop of Roermond.
e) From M. Léon Bourgeois.

86. **Photograph.**

The PRESIDENT informed the Court that a photographer of the Hague had asked permission to take a photograph of the Court in session.

On the proposal of the President this permission was granted.

87. **Travelling expenses of the judges.**

The REGISTRAR stated that, according to instructions received from the Court, he had had conversations with the Secretary-General and the Financial Director of the League of Nations with regard to the interpretation to be given to the expression „travelling expenses" in paragraph 4 of Article 32 of the Statute.

1) see p. 338.
2) not reproduced.

Le Secrétariat de la Société des Nations s'est déclaré disposé à rembourser aux juges, non seulement les frais de transport, mais aussi les frais accessoires : dépenses pour repas, pourboires, etc.

Le GREFFIER fait remarquer que, s'il a bien compris les intentions de la Cour, il n'y a pas lieu, dans ces circonstances, d'envoyer au Conseil l'aide-mémoire sur les frais de voyage des juges, discuté à la séance précédente.

La Cour se range à ce point de vue.

Il est entendu que les frais de voyage seront remboursés sur présentation d'un état indiquant le montant global de ces frais, sans détails.

Il est également entendu que, lorsque la Cour siège en dehors de la Haye, les juges auront le droit au remboursement des frais encourus, mais non à l'indemnité journalière de cinquante florins.

Enfin, il est entendu que si un voyage ne peut s'accomplir sans interruption, les frais supplémentaires d'hôtel et de séjour seront remboursés.

88. — **Rang des juges. — Passeports des juges.**

Le PRÉSIDENT déclare qu'il ne lui a pas été possible d'avoir lui-même un entretien avec M. da Cunha, Président en exercice du Conseil de la Société des Nations. Toutefois, M. Negulesco a vu M. da Cunha, conformément au désir des membres de la Cour.

M. NEGULESCO porte à la connaissance de la Cour que M. da Cunha s'est déclaré favorable à l'idée de donner aux juges le rang d'ambassadeur. Il soumettra, à la prochaine réunion du Conseil, un projet de résolution dans ce sens. Il informe également la Cour que, de l'avis de M. da Cunha, les juges devraient être dispensés de l'obligation du visa pour leur passeport. M. da Cunha fera des propositions dans ce sens, à la prochaine réunion du Conseil.

89. — **Tableau des traitements du personnel permanent de la Cour.**

Le GREFFIER, se référant à la décision de la Cour d'inviter le Directeur financier de la Société des Nations à soumettre à la Cour une liste revisée des traitements, informe la Cour qu'il s'est mis en rapport à ce sujet avec le Secrétaire général et avec le Directeur financier. Ce dernier a déclaré qu'il avait peu de choses à ajouter aux observations qu'il avait présentées le mardi précédent, et qu'il ne croyait pas de sa compétence de proposer des modifications au barême présenté par le Greffier. A son avis, la Cour devrait prendre une décision, en tenant compte, si elle le croyait désirable, des observations qu'il a déjà faites.

Le Greffier ajoute que, dans ces circonstances, la mention figurant en tête du tableau qui vient d'être distribué (annexe 45) [1]) et spécifiant que les chiffres

1) voir p. 338.

The Secretariat of the League of Nations had stated that it was prepared to refund to the judges not only the cost of tickets etc., but also incidental expenses, cost of meals, tips etc.

The REGISTRAR observed that, if he understood correctly the intentions of the Court, there was, in these circumstances, no need to send to the Council the memorandum on the travelling expenses of the judges which had been discussed at the previous meeting.

The Court concurred in this view.

It was understood that travelling expenses would be refunded on presentation of a statement of the total amount of these expenses, without details.

It was also understood that when the Court sat elsewhere than at the Hague, the judges would be entitled to repayment of expenses incurred, but not to the daily allowance of 50 fls.

It was likewise understood that if a journey could not be completed without interruption, the additional expense of hotels, etc., occasioned by the break of journey, would be refunded.

88. **Rank of the judges. — Passports.**

The PRESIDENT stated that it had not been possible for him to have a conversation with M. da Cunha, the Acting President of the Council of the League of Nations; M. Negulesco, however, had seen M. da Cunha in accordance with the wishes of the members of the Court.

M. NEGULESCO informed the Court that M. da Cunha had expressed himself in favour of the idea that the judges should be given the rank of ambassador. He would submit a draft resolution to this effect at the next meeting of the Council. M. Negulesco also informed the Court that in M. da Cunha's opinion, the judges should be absolved from the necessity of procuring visas for their passports. M. da Cunha would make proposals to this effect also at the next meeting of the Council.

89. **Scale of salaries of the permanent staff of the Court.**

The REGISTRAR referred to the decision of the Court to invite the Financial Director of the League of Nations to submit to the Court a revised list of salaries, and informed the Court that he had had conversations on this subject with the Secretary-General and the Financial Director. The latter had stated that he had little to add to the remarks which he had made on the previous Tuesday, and that he did not consider it within his competence to propose modifications in the scale presented by the Registrar. In his view the Court should take a decision, having regard, if it considered it desirable, to the observations which he had already made.

The Registrar added that in these circumstances the statement appearing at the top of the list which had just been distributed (Annex 45) [1]), to the effect that the

1) see p. 338.

des traitements proposés ont été approuvés par le Secrétaire général et le Directeur financier, n'est pas absolument exacte.

Sir HERBERT AMES, Directeur financier de la Société des Nations, confirme les faits exposés par le Greffier. Il se déclare prêt à fournir les explications que la Cour jugerait utile de lui demander au cours de la séance.

Après une intervention de M. ANZILOTTI, demandant la suppression du poste de Secrétaire du Président, le tableau des traitements du personnel est approuvé.

De même, les chiffres des traitements sont approuvés, avec une réduction du traitement du Secrétaire du Président de 7.500 à 7.200 florins par an, et une réduction du traitement des secrétaires-rédacteurs de 12.500 à 12.000 florins par an.

(Le tableau définitif des postes et des traitements figure à l'annexe 45bis) [1].

90. — **Suite de la discussion concernant l'influence à donner aux parties sur les règles de procédure applicables dans un cas déterminé.** (Voir 10ème séance, no. 83).

M. MOORE soumet à la Cour le texte révisé suivant, de l'article 27 du compte-rendu [2]), qui a été discuté à la fin de la séance précédente. M. Moore propose de modifier le texte à partir des mots „sont établies", de façon à ce que l'ensemble de l'article se lise comme suit :

> „Les dispositions du présent chapitre III, section B, ainsi que les dispositions du Statut de la Cour, sont établies sans préjudice de l'adoption par la Cour d'autres dispositions spéciales que les parties intéressées pourraient proposer d'un commun accord, en tenant compte des circonstances particulières de chaque affaire."

Lord FINLAY se déclare d'accord avec ce texte ;

Le PRÉSIDENT est disposé à se rallier à la formule proposée par M. Moore.

M. ANZILOTTI se déclare également d'accord avec M. Moore sur le fond : toutefois, il y a différentes façons d'exprimer cette même idée.

Il se demande si M. Moore envisage aussi bien le cas où la procédure serait ouverte par la communication d'une requête, que le cas où elle serait engagée par la notification d'un compromis.

Personnellement, il est d'avis qu'il faut adopter dans les deux cas, des solutions différentes, s'appuyant toutefois sur le même principe.

Dans le cas de la notification d'un compromis, il faut prendre soin de ne pas refuser aux parties des avantages qui leur sont accordés dans l'autre cas : si l'on

1) voir p. 339.
2) voir p. 300.

proposed salaries were approved by the Secretary General and the Financial Director, was not absolutely accurate.

Sir HERBERT AMES, Financial Director of the League of Nations, confirmed the statements made by the Registrar. He stated that he was ready to supply any explanations which the Court might see fit to ask of him in the course of the meeting.

After an intervention in the discussion by M. ANZILOTTI, who advocated the abolition of the post of secretary to the President, the scheme for salaries of the staff was approved.

The figures of the salaries were likewise approved, with a reduction in the salary of the President's secretary from 7,500 to 7,200 florins per annum, and a reduction in the salaries of the editing secretaries from 12,500 to 12,000 florins p.a. (The final scheme of the posts and salaries is given in Annex 45 bis.) [1]).

90. **Continuation of the discussion on the influence to be exercised by the parties on the rules of procedure applicable in any given case.** (See 10th meeting, minute No. 83).

Mr. MOORE submitted for the Court's consideration a revision of the text of Article 27 of the Committee's conclusions [2]), which was under discussion at the close of the previous meeting. Mr. Moore proposed to replace the words after "are adopted" (sont établies) by a clause which would make the entire article read :

> "The Rules in the present Chapter III, section B, as also the Rules included in the Statute of the Court, are adopted without prejudice to the adoption by the Court of other special provisions which the parties to the dispute, having regard to the circumstances of the case, may with common accord propose."

Lord FINLAY stated that he supported this proposal.

The PRESIDENT was inclined to accept the wording proposed by Mr. Moore.

M. ANZILOTTI stated that he was also in agreement with Mr. Moore with regard to the substance of the question; but there were various ways of expressing the same idea.

He asked Mr. Moore whether he had considered the case of proceedings opened by an application as well as the case of proceedings opened by a special agreement.

Personally he was of the opinion that different rules should be adopted in each of these two cases, though he thought that the underlying principle should be the same.

In the case of a special agreement, care must be taken not to deny the parties advantages which were accorded them in the other case. If the parties were

1) see p. 339.
2) see p. 300.

admet l'influence des parties, sous le contrôle de la Cour, dans un cas, il faut le faire également dans l'autre.

De l'avis de M. Anzilotti, l'accord des parties ne pourra, en aucun cas, autoriser une dérogation aux règles établies par le Statut de la Cour.

En ce qui concerne des dérogations aux dispositions du Règlement de procédure, il convient de différer toute décision, jusqu'à ce que les détails de ce règlement aient été fixés.

M. Anzilotti, pour résumer ses idées, soumet une rédaction, qu'il ne prétend être en aucune façon définitive (Voir annexe No. 46) [1]).

Le texte proposé par M. Anzilotti, donne aux parties, dans le cas d'un compromis, la liberté d'adopter des règles de procédure sous le contrôle de la Cour. Ce contrôle s'exercerait, en général, par l'intermédiaire du Président. Si le Président croit que les règles proposées par les parties sont contraires au Statut, la question sera soumise à la Cour.

Dans le cas d'une requête, la procédure est exactement la même, si l'une des parties accepte, en matière de procédure, les propositions présentées par l'autre partie ; sinon, la Cour fixe les règles.

Enfin, M. Anzilotti fait observer, que, même si les parties ont accepté la compétence obligatoire de la Cour, rien ne les empêche de recourir, d'un commun accord, à l'arbitrage. Il est de l'intérêt de la Cour que des règles trop rigides n'empêchent pas les Etats de s'adresser à elle.

Il rappelle, en outre, qu'en matière de droit matériel, les parties peuvent imposer à la Cour l'obligation de suivre certaines règles. (cf. Statut art. 38, 1er alinéa). Cette disposition lui paraît indiquer l'esprit du Statut.

Avant de terminer, M. Anzilotti attire l'attention sur deux questions d'interprétation : a) les parties peuvent-elles d'avance s'engager à renoncer aux plaidoiries ? b) les parties peuvent-elles d'avance s'engager à renoncer au droit d'instituer une procédure en revision, même au cas prévu par l'article 61 du Statut ?

Le PRÉSIDENT est d'avis que le premier point est déjà resolu automatiquement par le Statut.

Lord FINLAY exprime l'espoir que la Cour acceptera la formule présentée par M. Moore. Cette formule donne à la procédure la souplesse voulue, tout en laissant intact le droit complet de contrôle de la Cour.

Il ajoute qu'elle couvre en même temps le cas où une procédure est instituée unilatéralement, et le cas où une procédure est instituée par l'accord des parties.

Se référant à la mention, faite par M. Anzilotti, de

1) voir p. 340.

allowed to influence procedure, subject to the approval of the Court, in one case, they must also be allowed to influence it in the other.

In M. Anzilotti's opinion an agreement between the parties could in no case authorise a derogation from the Rules laid down in the Statute of the Court.

With regard to derogations from the provisions of the Rules of Procedure, it would be well to postpone any decision until the details of these rules had been determined.

M. Anzilotti, to sum up his views, submitted a draft, without claiming that it was in any way final in its form. (See Annex 46) [1]).

The text proposed by M. Anzilotti allowed the parties, in the case of a special agreement, to adopt rules of procedure, subject to the approval of the Court. This approval would generally be given through the President. If the President thought that the rules proposed by the Parties were contrary to those contained in the Statute, the question would be submitted to the Court.

In the case of an application, the procedure would be exactly the same, if one of the parties accepted proposals made by the other party with regard to procedure. In other circumstances the Court would fix the rules.

Finally, M. Anzilotti pointed out that, even if the parties had accepted the compulsory jurisdiction of the Court, there was nothing to prevent their resorting to arbitration by common agreement. It was to the interest of the Court that the rules should not be so rigid as to prevent States having recourse to it.

He further pointed out that as a point of substantive law, the parties could compel the Court to follow certain rules, (cf. Statute, first paragraph of Article 38). It seemed to him that the spirit of the Statute was expressed in this provision.

Before concluding his remarks, M. Anzilotti drew attention to two questions of interpretation : a) could the parties bind themselves beforehand to dispense with oral pleadings ? b) could the parties bind themselves beforehand to give up the right to institute proceedings in revision, even in the circumstances contemplated in Article 61 of the Statute ?

The PRESIDENT was of the opinion that the first point was settled automatically by the Statute.

Lord FINLAY expressed the hope that the Court would accept the wording submitted by Mr. Moore. This wording would give the procedure the necessary degree of elasticity, whilst leaving intact the Court's absolute right of control.

He added that it covered cases in which proceedings were instituted unilaterally and also those in which proceedings were instituted by agreement between the parties. Referring to M. Anzilotti's allusion to Article

1) see p. 340.

l'article 38 du Statut, il exprime l'opinion que cet article se réfère exclusivement au droit matériel et qu'il n'est pas applicable, même par analogie, en matière de procédure.

M. YOVANOVITCH attire l'attention de la Cour sur la distinction établie par toutes les législations, entre les règles „préceptives" et les règles „dispositives". Il croit qu'en ce qui concerne la procédure de la Cour permanente de Justice internationale, la même distinction doit être observée. La plupart des règles de procédure sont de nature préceptive, mais il y en a qui sont de nature dispositive. Pour cette raison, il convient de ne pas exclure l'influence des parties. Il croit seulement qu'on doit laisser à la jurisprudence de la Cour le soin d'établir quelles sont les règles qui doivent être considérées comme dispositives.

M. ALTAMIRA déclare qu'il peut accepter la formule de M. Moore, quand la procédure commence par la communication d'un compromis ; lorsque la compétence de la Cour est obligatoire, il croit qu'en admettant l'influence des parties, on détruirait le caractère judiciaire de la Cour.

M. ODA résume les trois possibilités qui peuvent se présenter : rigidité absolue, influence absolue des parties, et influence des parties sous le contrôle de la Cour. Il se prononce en faveur de la dernière solution, indépendamment de la manière dont la procédure a été instituée. Il fait ressortir la différence entre la procédure interne qui peut être fixe et rigide et la procédure en matière internationale où une certaine souplesse est indispensable. Il croit qu'il serait plus pratique de prendre des décisions au fur et à mesure que des cas concrets se présenteront.

M. MOORE explique que sa formule constitue une tentative pour donner aux parties le plus de liberté possible, sans faire de distinction entre les cas de compromis et les cas de requête ; le contrôle de la Cour est nécessaire par suite de la grande variété des questions soumises aux juridictions internationales. Il se peut même qu'il soit nécessaire pour la Cour, dans l'intérêt de la bonne marche de la procédure, de modifier des règles sur lesquelles les parties se seront mises d'accord.

M. BEICHMANN croit qu'il serait prématuré d'adopter une formule définitive, au cours de la présente séance. On devrait d'abord fixer quelles sont celles des règles auxquelles des modifications pourraient être apportées avec l'approbation de la Cour. Il y a des cas où l'influence des parties devrait être exclue, comme il y en a d'autres où elle pourrait être admise, sans ou après homologation par la Cour.

M. WEISS déclare que son sentiment le porterait à se ranger à l'avis exprimé par M. Altamira. Il faut cependant tenir compte du fait que les plaideurs sont des Etats souverains auxquels on pourrait barrer l'accès

38 of the Statute, he expressed the opinion that this Article referred exclusively to substantive law (droit matériel) and that it was not applicable even by analogy to procedure.

M. YOVANOVITCH drew the attention of the Court to the distinction made in all systems of legislation between fixed rules (*règles préceptives*) and rules which could be altered (*règles dispositives*). He thought that the same distinction should be drawn in regard to the procedure of the Permanent Court of International Justice. Most rules of procedure were of a fixed and unalterable character, but there were some which could be altered according to circumstances. For this reason all influence on the part of the parties should not be excluded. He thought, however, that the question of determining what rules should be regarded as subject to alteration should be left to the appreciation of the Court.

M. ALTAMIRA stated he was prepared to accept Mr. Moore's wording in regard to cases where proceedings were commenced by a special agreement ; but when the jurisdiction of the Court was compulsory, he thought that its judicial character would be destroyed if the parties were allowed to exert their influence.

M. ODA summarised the three possible alternatives : absolute rigidity, absolute freedom of the parties, and freedom of the parties subject to the approval of the Court. He pronounced in favour of the last solution, regardless of the manner in which the proceedings had been instituted. He pointed out the difference between national procedure which might be fixed and unalterable, and international procedure in which a certain degree of elasticity was essential. He thought that it would be more practicable to decide the various points as concrete cases arose.

Mr. MOORE explained that his wording was an attempt to give the parties the greatest possible freedom, without distinguishing between cases submitted by special agreement and cases submitted by application ; the Court must exercise some control, owing to the great variety of questions submitted to international tribunals. It might even happen that it would be necessary for the Court, with a view to the satisfactory conduct of proceedings, to modify rules which had been agreed on between the parties.

M. BEICHMANN considered that it would be premature to adopt a definitive formula at that meeting. It would be preferable to decide in the first instance which rules might be modified, subject to the approval of the Court. There were cases in which the influence of the parties should be excluded, and there were others in which it might be admitted, either without approval, or after approval by the Court.

M. WEISS stated that he was disposed to support the view expressed by M. Altamira. But it must not be forgotten that the litigants would be sovereign States, and that the institution of a too rigid procedure might

de la Cour en instituant une procédure trop rigide : on risquerait alors de voir déserter la Cour. Il croit que la formule de M. Moore donne à la procédure toute la souplesse désirable.

S'adressant à M. Yovanovitch, M. Weiss exprime l'avis que la distinction entre le droit préceptif et le droit dispositif est exclusivement du domaine du droit interne, et qu'elle ne peut pas être appliquée en matière de droit international.

M. HUBER est d'accord avec M. Weiss pour écarter les conceptions „de droit public" et de „règles préceptives" en ce qui concerne la procédure de la Cour permanente, qui est une cour internationale ; en matière internationale, le principe fondamental est la volonté des parties.

Il montre par des exemples pratiques tirés de sa propre expérience, le danger qu'il y aurait à éveiller la susceptibilité des Etats souverains en établissant, pour la Cour, une procédure avec des règles trop strictes. Il croit qu'une décision sur la question qu'on est en train de discuter, question d'importance capitale, doit être renvoyée à plus tard. On pourrait peut-être ainsi arriver à concilier les deux formules suggérées par MM. Anzilotti et Weiss.

M. NEGULESCO se rallie à l'avis exprimé par les orateurs qui l'ont précédé et pense qu'il est peu opportun de faire entrer en jeu la conception du „droit d'ordre public". Il démontre par des exemples tirés du Statut de la Cour — articles 31, 46 et 39 — que ce Statut procède d'une conception différente. La Cour, bien qu'étant une Cour de Justice, a encore un caractère hybride.

Du moment que deux parties se trouvent devant la Cour, il y accord entre elles pour y avoir recours. Il croit qu'il n'y a pas lieu d'établir une distinction entre le cas d'un compromis et le cas d'une requête.

Le PRÉSIDENT craint qu'on n'ait indûment grossi l'importance du point qu'on est en train de discuter. Il mentionne un exemple. Les parties ont-elles ou non, le droit de renoncer aux plaidoiries ? Il croit que les parties sont toujours libres de ne pas plaider ; d'autre part, la Cour peut toujours leur demander des renseignements. Mais la liberté existe seulement dans le cadre établi par le Statut de la Cour.

Le Président conseille l'adoption immédiate de la formule proposée par M. Moore.

M. ANZILOTTI souligne encore le danger qu'il y aurait, à son avis, à se lier dès maintenant par une formule fixe ou même par l'adoption d'un principe rigide. En ce qui concerne la formule suggérée par M. Moore, il se demande si M. Moore a en vue l'établissement d'un règlement de procédure absolument complet, aux dispositions duquel les parties pourraient apporter des modifications, sous réserve de l'approbation de la Cour.

prevent them from having recourse to the Court, so that there would be a danger that the Court would never be made use of M. Weiss considered that M. Moore's formula would give the procedure the necessary elasticity.

In reply to M. Yovanovitch, M. Weiss expressed the view that the distinction between fixed law and mutable law was exclusively confined to national law, and could not be applied to international law.

M. HUBER agreed with M. Weiss in the view that the ideas of *„droit public"* and „fixed rules" must be set aside in so far as concerned the procedure of the Permanent Court, which was an international Court ; in international proceedings the fundamental principle was the free-will of the parties.

He demonstrated by practical examples drawn from his own experience the danger of establishing a too rigid procedure for the Court such as might arouse the susceptibilities of sovereign States. He considered that a decision on the question at present under discussion — a question which was of capital importance — should be adjourned to a later meeting. In this way it might be possible to arrive at a compromise between the texts suggested by M. Anzilotti and M. Weiss.

M. NEGULESCO agreed with the views expressed by the preceding speakers, and thought that it was hardly suitable to introduce into the discussion the idea of *droit d'ordre public*. He illustrated by an example taken from the Statute of the Court — Articles 31, 46 and 39 — that the Statute was based on a different conception. The Court, though a Court of Justice, was of a hybrid character.

Once two parties were before the Court, it followed that they had agreed to have recourse to the Court. He thought that there was no need to make a distinction between proceedings instituted by a special agreement and those instituted by an application.

The PRESIDENT feared that the importance of the point that was being discussed had been exaggerated. He took an example : had the parties the right to dispense with oral pleadings or not ? He thought that the parties were always at liberty to refrain from pleading in Court ; on the other hand, the Court could always require information from them ; but this freedom was limited by the provisions of the Statute of the Court.

The President advised the immediate adoption of the wording proposed by Mr. Moore.

M. ANZILOTTI emphasised the danger of establishing a fixed formula at the present stage, or even of adopting a rigid principle. With regard to the formula proposed by Mr. Moore, he wondered whether Mr. Moore was contemplating the establishment of absolutely complete Rules of Procedure, to which the parties might make modifications subject to the approval of the Court. If such was the case, M. Anzilotti drew attention to

Si tel est le cas, M. Anzilotti attire l'attention sur la difficulté d'établir un pareil règlement. Il croit qu'il est préférable de règler certaines questions seulement lorsqu'elles se présenteront dans la pratique. On pourrait laisser aux parties la liberté de combler, avec l'approbation de la Cour, les lacunes intentionnellement laissées dans le Règlement.

En conclusion, M. Anzilotti se rallie à l'idée, suggérée par M. Beichmann, de se mettre d'accord seulement sur quelques idées générales et de chercher plus tard à établir une formule précise.

M. MOORE déclare qu'il n'a pas eu l'intention de proposer l'établissement d'un règlement complet. La Cour saura bien combler les lacunes au fur et à mesure que la nécessité s'en fera sentir.

Le PRÉSIDENT propose de passer au vote sur la formule de M. Moore.

M. ANZILOTTI présente une motion d'ordre : il propose que le vote sur cette formule ait lieu seulement à la prochaine séance et qu'entre temps, le Greffe soit invité à en communiquer le texte en français et en anglais aux membres de la Cour.

On procède au vote sur la motion d'ordre de M. Anzilotti : il est décidé par 8 voix contre 4 qu'un vote sur la formule de M. Moore aura lieu immédiatement.

En réponse à une question de M. Anzilotti, M. MOORE déclare qu'il n'a pas eu l'intention de permettre aux parties d'apporter des modifications aux règles de procédure contenues dans le Statut de la Cour; seulement, il a été d'avis que certaines de ces règles donnent aux parties une latitude assez large ; elles ont, par exemple, toute liberté de présenter ou de ne pas présenter une réplique.

Dans cet ordre d'idées, Lord FINLAY propose la suppression des mots : „ainsi que les dispositions du Statut de la Cour" dans la formule de M. Moore. Cette formule serait, par conséquent, ainsi conçue ;

> „Les dispositions du présent chapitre III, section B, sont établies sans préjudice de l'adoption par la Cour d'autres dispositions spéciales que les parties intéressées pourraient proposer d'un commun accord, en tenant compte des circonstances particulières de chaque affaire".

M. MOORE accepte cet amendement, en faisant remarquer que les mots dont on propose la suppression, n'ont pas été insérés par lui : ils figuraient dans le texte original et précédaient la phrase qu'il a proposée.

M. ANZILOTTI explique qu'à son avis, le vote tranchera le principe suivant : la Cour peut adopter des règles supplémentaires de procédure sur la proposition des parties.

Le projet de rédaction de l'article 27, amendé par M. Moore et par Lord Finlay est adoptée par 10 voix contre 2.

the difficulty of laying down rules of such a kind. He considered that, in regard to certain questions, rules should only be made as and when the necessity arose in practice. It might be left to the parties to fill, with the approval of the Court, the gaps which had been intentionally left in the rules.

In conclusion, M. Anzilotti supported the suggestion made by M. Beichmann that the members of the Court should now come to an agreement on certain general principles only, and endeavour, at a later stage, to lay down a precise formula.

Mr. MOORE stated that he had not intended to propose the formulation of complete Rules of Procedure. The Court would be quite able to fill gaps in the procedure as and when the necessity arose.

The PRESIDENT proposed to take a vote on Mr. Moore's formula.

M. ANZILOTTI raised a point of order. He proposed that the vote on this formula should be postponed to the next meeting, and that meanwhile the Registrar should be asked to communicate the text of it in English and French to the members of the Court.

A vote was then taken on M. Anzilotti's point of order, and it was decided by 8 votes to 4 that a vote should be taken on Mr. Moore's draft forthwith.

In reply to a question by M. Anzilotti, Mr. MOORE declared that he had not intended that the parties should be able to modify the rules of procedure embodied in the Statute of the Court ; he was however of opinion that certain of these rules gave the parties a considerable degree of latitude ; for instance they were entirely free to choose whether they would or would not submit a reply.

In the same connection, Lord FINLAY proposed the deletion of the words : „as also the rules included in the Statute of the Court." The text would then be as follows :

> „The rules of this present Chapter III, Section B, are adopted without prejudice to the adoption by the Court of other special provisions which the parties to the dispute, having regard to the circumstances of the case, may with common accord propose."

Mr. MOORE accepted this amendment, pointing out that the words which it was proposed to delete were not inserted by himself, but were in the original draft, and preceded his proposed clause.

M. ANZILOTTI explained that in his opinion the vote would be taken on the question whether the Court could or could not adopt supplementary rules of procedure upon proposals submitted by the parties.

The draft of Article 27, as amended by M. Moore and Lord Finlay, was adopted by 10 votes to 2.

91. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le samedi 18 février à 10 h. 30 du matin.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

91. — **Date of the next meeting.**

It was agreed that the next meeting would take place on February 18th at 10.30 a.m.

The meeting rose at 1 p.m.

(signed) LODER,
Chairman.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

DOUZIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 18 février 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS:

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est joint au présent procès-verbal (annexe No. 47) [1]).

92. — **Communications du Président.**

a) Le PRÉSIDENT demande d'être autorisé par la Cour à adresser à la Municipalité de la Haye, une lettre de remerciements pour l'hospitalité que celle-ci a offerte à la Cour, et pour les plaquettes qu'elle a fait distribuer aux membres de la Cour.

La COUR accorde cette autorisation.

b) Le PRÉSIDENT informe la Cour que le Secrétaire général de la Société des Nations a exprimé le désir qu'une suggestion soit soumise au Conseil, par la Cour, sur les conditions auxquelles la Cour est accessible aux Etats autres que les Membres de la Société et ceux mentionnés à l'Annexe au Pacte.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé que cette question, qui figure au questionnaire sous le No. II : 6, sera d'abord discutée par la Cour, et qu'ensuite les opinions exprimées seront exposées dans un aide-mémoire qui sera transmis au Conseil de la Société des Nations.

c) Le PRÉSIDENT fait savoir à la Cour que M. da Cunha a exprimé le désir qu'un aide-mémoire sur le rang et le titre des juges, soit transmis par la Cour à M. Hymans, Président du Conseil de la Société des Nations, et a demandé qu'un exemplaire lui soit envoyé à lui-même.

1) voir p. 341.

TWELFTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 18th 1922, at 10.30 a.m.
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

Mr. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda for the meeting is attached to the present minutes (Annex 47) [1]).

92. **Announcements by the President.**

a) The PRESIDENT asked the Court's permission to send a letter to the Municipal Authorities of the Hague, thanking them for the hospitality offered to the Court, and for the medallions distributed to the members.

The Court authorised him to do so.

b) The PRESIDENT informed the Court that the Secretary General of the League of Nations had expressed the wish that the Court should submit suggestions to the Council with regard to the conditions under which the Court should be open to States other than Members of the League of Nations and those mentioned in the Annex to the Covenant.

On the proposal of the PRESIDENT, it was decided that this question, which was included in the questionnaire under heading II : 6, should, in the first place, be discussed by the Court, and that subsequently the opinions expressed should be set forth in a memorandum which would be transmitted to the Council of the League of Nations.

c) The PRESIDENT informed the Court that M. da Cunha had expressed a wish that the memorandum upon the rank and title of the judges should be sent by the Court to M. Hymans, President of the Council of the League of Nations, and had likewise asked that a copy should be sent to himself.

1) see p. 341.

Il en est ainsi décidé.

93. — **Question du mode de fixation des délais.** (Questionnaire II : 3) [1]).

„Cette prérogative appartient-elle exclusivement à la Cour plénière en vertu de l'article 25 du Statut, ou peut-elle être déléguée :

a) à la Chambre de procédure sommaire, ou

b) au Président ?"

(cf. article 22 du projet du Secrétariat [2]).

M. ANZILOTTI croit que la question qui se pose est celle de savoir si les délais doivent être fixés dans le règlement de procédure ou, sinon, à qui il appartiendra de les fixer.

M. BEICHMANN préfèrerait laisser aux parties le droit de fixer les délais. Rien dans le Statut ne s'oppose à cette solution.

Par contre, les conclusions du Comité de procédure [3]), contiennent (article 31) la disposition suivante :

„Le Greffier invite les parties à présenter leurs mémoires et contre-mémoires dans les délais convenus entre elles ou fixés par la Cour."

M. MOORE se déclare, en principe, d'accord avec l'article 22 des conclusions :

„Les délais sont fixés par la Cour, suivant les besoins de la cause. Si les parties sont d'accord, ils peuvent être fixés par la Chambre de procédure sommaire. Si la Cour ne siège pas, le Président fixe provisoirement les délais nécessaires (calcul des délais, voir article 22 du projet du Secrétariat).

„La Cour peut prolonger les délais fixés par elle. Elle peut également décider qu'un acte de procédure, entrepris après l'expiration du délai, sera considéré comme valable, si la mesure lui paraît équitable."

Différentes opinions sont exprimées au sujet de l'interprétation qu'il convient de donner à l'article 48 du Statut. M. MOORE est d'avis que cet article vise seulement la procédure orale. Le PRÉSIDENT, s'appuyant sur l'article 43, est d'un avis contraire.

M. BEICHMANN croit que la Cour rend des ordonnances seulement quand il y a lieu, c'est-à-dire quand il n'y a pas d'autres règles établies, par accord entre les parties par exemple. Pour lui, l'expression „finalement conclure" dans l'article 48 doit être interprétée à la lumière de la procédure française, comme visant la présentation, par les parties, de leurs conclusions, après la fin de la procédure orale.

M. NEGULESCO pense que l'article vise la procédure

1) voir p. 290.
2) voir p. 258.
3) voir p. 293.

The Court decided that this should be done.

93. **Question of the method of fixing time limits.** (Questionnaire II : 3) [1]).

„Is this exclusively the prerogative of the full Court, in virtue of Article 25 of the Statute, or can the duty be deputed :

a) to the Chamber for summary procedure, or

b) to the President ?"

(cf. Article 22 of the Secretariat's draft [2]).

M. ANZILOTTI thought that the question to be decided was whether time limits should be laid down in the Rules of Procedure, and if not, by whom they were to be fixed.

M. BEICHMANN would have preferred to allow the parties to have the right to fix the time limits. There was nothing in the Statute to prevent the adoption of this solution.

On the other hand, the conclusions of the Committee on Procedure [3]) contained the following provision (Article 31) :

„The Registrar shall invite the parties to present their cases and counter-cases within the time-limits agreed upon between them or fixed by the Court."

Mr. MOORE declared that in principle he agreed with Article 22 of the Committee's conclusions, which was as follows :

„Time-limits shall be fixed by the Court as circumstances may require. If the parties agree, they may be fixed by the Chamber for summary procedure, or if the Court is not sitting, they may be fixed provisionally by the President. (For method of calculating time limits, see Article 22 of the Secretariat's draft).

The Court may extend time limits fixed by it. It may likewise decide that action taken after the expiration of a time limit shall be considered as valid, should it deem such a course equitable."

Various opinions were expressed with regard to the interpretation to be placed on Article 48 of the Statute. Mr. MOORE thought that this Article only referred to the oral proceedings. The PRESIDENT took the contrary view, basing his opinion on Article 43.

M. BEICHMANN thought that the Court would only make orders as occasion arose, that is to say, in the absence of other rules, fixed, for example, by agreement between the parties. In his opinion, the expression „must conclude its arguments" in Article 48 should be interpreted in accordance with French procedure ; that is to say, as applying to the presentation by the parties of their conclusions, after the termination of the oral proceedings.

M. NEGULESCO thought that the Article referred to

1) see p 290.
2) see p. 258.
3) see p. 293

tout entière ; il fonde son opinion sur une comparaison avec les articles 49 et 50.

M. Negulesco ayant posé la question de savoir si les parties peuvent modifier les délais fixés par la Cour. Il est convenu que cette question se trouve résolue par la décision prise à la séance précédente, sur l'influence des parties sur les règles de procédure.

M. NYHOLM pense, lui aussi, que l'article 48 a trait seulement à la procédure orale. Il croit que la réglementation de la procédure écrite doit être confiée au Président ou, le cas échéant, à la Chambre de procédure sommaire.

Sur la suggestion du PRÉSIDENT, il est reconnu que la Chambre de procédure sommaire ne peut pas être considérée comme compétente en la matière.

Lord FINLAY voudrait que toute décision fût prise par la Cour en tenant compte, autant que possible, des désirs des parties ; lorsque la Cour ne siège pas, les décisions devraient être prises par le Président.

M. MOORE pense que l'on peut laisser de côté la question de l'interprétation de l'article 48, l'article 30 donnant à la Cour toute liberté pour déterminer sa procédure, dont fait partie la fixation des délais.

M. YOVANOVITCH exprime l'opinion que si les parties sont d'accord sur la fixation des délais, leur volonté doit être décisive. Si elles ne sont pas d'accord, les décisions nécessaires seront prises par le Président pendant la phase écrite de la procédure, et par la Cour pendant la phase orale.

M. BEICHMANN se demande quelle attitude il faudra adopter si le Président se trouve en désaccord avec le mode de fixation des délais déterminé dans un compromis.

MM. WEISS et ODA se rangent à l'avis déjà émis par Lord Finlay.

Le PRÉSIDENT soumet la formule suivante :

„La Cour fixe les délais en tenant compte, autant que possible, des propositions des parties. Si la Cour n'est pas en session, les délais sont fixés par le Président, dans les mêmes conditions."

Il propose de procéder à un vote sur cette formule.

M. BEICHMANN déclare qu'il se verra forcé de voter contre.

M. ANZILOTTI de son côté, déclare que le droit, pour le Président, de fixer des délais, constituerait une violation du Statut, qui ne reconnaît pas une délégation des pouvoirs de la Cour au Président.

M. HUBER propose l'amendement suivant :

„Au cas où la proposition des parties ne serait pas approuvée par le Président, la Cour décidera."

Certains membres de la Cour ayant exprimé l'opinion que la solution de la question, visée dans les formules suggérées, se trouve déjà dans la décision prise à la

procedure as a whole ; he based his opinion on a comparison with Articles 49 and 50.

M. Negulesco raised the question whether the parties should be allowed to alter the time limits fixed by the Court. It was agreed that this question was settled by the decision taken at the previous meeting with regard to the influence of the parties upon the Rules of Procedure.

M. NYHOLM also thought that Article 48 referred only to the oral proceedings. He thought that the task of making orders for the written proceedings should be entrusted to the President, or in certain circumstances to the Chamber for summary procedure.

At the suggestion of the PRESIDENT, the Court agreed that the Chamber for summary procedure could not be regarded as having competence in this matter.

Lord FINLAY desired that all decisions should be taken by the Court, having regard, as far as possible, to the wishes of the parties. When the Court was not sitting, decisions should be taken by the President.

Mr. MOORE thought that it was not necessary to discuss the question of the construction to be placed on Article 48 ; according to Article 30, the Court had a free hand in framing rules for its procedure, and the fixing of time limits was a part of this procedure.

M. YOVANOVITCH expressed the opinion that if the parties were in agreement with regard to the fixing of time limits, their wishes should prevail. If they did not agree, the necessary decisions should be taken by the President during the written proceedings, and by the Court during the oral proceedings.

M. BEICHMANN wondered what course should be adopted if the President disagreed with the method of fixing time limits laid down in a special agreement.

MM. WEISS and ODA adopted the view already expressed by Lord Finlay.

The PRESIDENT proposed the following wording :

„The Court shall fix time limits, having regard as far as possible to proposals submitted by the parties. If the Court is not sitting, time limits shall be fixed by the President under the same conditions."

He proposed to take a vote upon this wording.

M. BEICHMANN said that he would be obliged to vote against it.

M. ANZILOTTI stated that, in his view, were the President to have the right to fix time limits, this would constitute a violation of the Statute, which made no provision for deputing the powers of the Court to the President.

M. HUBER proposed the following amendment :

„When the proposals of the parties are not approved by the President, the Court shall decide."

Some members having expressed the opinion that the point dealt with in the proposed drafts had already been settled by the decision taken at the previous meeting,

séance précédente, M. BEICHMANN explique, avec l'assentiment de la plupart de ses collègues, que cette décision avait eu en vue, exclusivement, les dérogations qui pourraient être introduites par les parties aux règles de procédure, tandis que la question actuellement en discussion est celle de savoir quelles règles doivent être fixées.

Lord FINLAY fait observer que les délais ont de l'importance pour toute l'organisation du travail de la Cour. Dans ces circonstances, il est indispensable que la Cour conserve le pouvoir de les régler, dans l'intérêt même de la bonne marche des affaires en général.

M. ALTAMIRA fait observer qu'il importe de fixer, avant tout, la portée de la notion de la permanence de la Cour, et M. ANZILOTTI estime qu'il serait nécessaire, avant de continuer la discussion, de se rendre compte de l'interprétation qu'il convient de donner à l'expression „décision interlocutoire" dans la résolution prise lors de la sixième séance, au sujet des pouvoirs du Président. (Procès-verbal de la sixième séance, No. 57) [1].

Le PRÉSIDENT procède au vote sur la première partie de la formule qu'il vient de soumettre :

„La Cour fixe les délais en tenant compte, autant que possible, des propositions des parties."

M. NEGULESCO soumet l'amendement suivant : substituer le mot „accords" au mot „propositions", dans la formule du Président.

Le PRÉSIDENT accepte l'amendement de M. Negulesco.

La formule du Président, avec cet amendement, est adoptée par 9 voix contre 3.

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur la deuxième partie de sa formule :

„Si la Cour n'est pas en session, les délais sont fixés par le Président, dans les mêmes conditions."

M. ALTAMIRA voudrait voir ajouter à cette phrase quelques mots pour exprimer l'idée que les pouvoirs du Président, à cet égard, ne doivent être exercés qu'autant qu'il sera nécessaire de le faire, pour ne pas entraver la marche du procès.

M. NYHOLM demande quelle sera la solution si les deux parties ne sont pas d'accord sur la fixation des délais.

M. NEGULESCO soumet l'amendement suivant :

„Si la Cour ne siège pas, le Président fixera les délais, sous réserve de l'homologation par la Cour."

M. HUBER propose la rédaction suivante :

„Si la Cour n'est pas réunie, le Président fixe les délais. Au cas où le Président ne croirait pas pouvoir approuver les propositions faites d'un commun accord par les parties, la décision appartient à la Cour."

Lord FINLAY demande à M. Negulesco s'il consent à rédiger son amendement comme suit :

1) voir pp. 28 à 30.

M. BEICHMANN explained — and most of his colleagues agreed — that this decision referred only to derogations from the Rules of Procedure which might be introduced by the parties, whereas the question at present under discussion was the question what rules should be fixed.

Lord FINLAY observed that the question of time limits affected the whole organisation of the work of the Court. This being so, it was indispensable that the Court should retain the power to fix time limits, in order to ensure the smooth working of proceedings in general.

M. ALTAMIRA remarked that it was of the utmost importance to establish the exact significance of the idea of the permanence of the Court, and M. ANZILOTTI considered that it would be necessary, before continuing the discussion, to decide what interpretation should be given to the words „interlocutory decision" in the resolution which had been taken at the 6th meeting with regard to the powers of the President (minute No. 57) [1].

The PRESIDENT proceeded to put to the vote the first part of the formula which he had just submitted.

„The Court shall fix time limits, having regard as far as possible to proposals submitted by the parties."

M. NEGULESCO submitted the following amendment :

„To substitute the word „agreements" for the word „proposals" in the President's draft."

The PRESIDENT accepted M. Negulesco's amendment.

The President's draft was adopted with this amendment by 9 votes to 3.

The PRESIDENT opened the discussion on the second part of his draft :

„If the Court is not sitting, time limits shall be fixed by the President under the same conditions."

M. ALTAMIRA would have liked a few words to be added to this sentence, in order to express the idea that the powers of the President in this respect should not be exercised except in so far as might be necessary in order that proceedings might not be delayed.

M. NYHOLM asked what solution would be adopted if the two parties were not agreed with regard to the fixing of time limits.

M. NEGULESCO submitted the following amendment :

„If the Court is not sitting, the President shall fix time limits, subject to the approval of the Court."

M. HUBER proposed the following draft :

„If the Court is not sitting, the President shall fix the time limits. Should the President not feel in a position to approve proposals submitted by common agreement between the parties, the decision shall rest with the Court."

Lord FINLAY asked M. Negulesco whether he would consent to word his amendment as follows :

1) see pp. 28—30.

„Si la Cour ne siège pas, le Président fixe les délais sous réserve de toute décision ultérieure que la Cour pourrait prendre, quand elle sera réunie."

M. NEGULESCO accepte cette modification de son amendement.

M. HUBER accepte l'amendement de M. Negulesco avec la modification proposée par Lord Finlay. Toutefois, il maintient la deuxième phrase de la rédaction qu'il vient de soumettre.

Le PRÉSIDENT met aux voix la formule de M. Huber sous sa nouvelle forme :

„Si la Cour ne siège pas, le Président fixera les délais, sous réserve de toute décision ultérieure que la Cour pourrait prendre quand elle sera réunie. Si le Président ne croit pas pouvoir approuver les propositions faites d'un commun accord par les parties, la décision appartient à la Cour."

La première phrase est adoptée à l'unanimité. La deuxième est rejetée par 9 voix contre 3.

Par conséquent, la formule définitive adoptée par la Cour, sur la fixation des délais, est la suivante :

„La Cour fixe les délais en tenant compte, autant que possible, des accords des parties. Si la Cour ne siège pas, le Président fixera les délais, sous réserve de toute décision ultérieure que la Cour pourrait prendre quand elle sera réunie".

Il est entendu que la question du caractère fatal des délais est réservée. Il est également entendu que le droit, pour la Cour, de prendre des décision autres que celles déjà prises par le Président, n'implique pas, pour les parties, le droit d'en appeler à la Cour contre les décisions de ce dernier.

94. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le lundi 20 février 1922 à 10 h. 30.

La séance est levée à 13 h. 15.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

„If the Court is not sitting, the President shall fix the time limits, subject to any subsequent order which the Court may make when it meets."

M. NEGULESCO accepted this modification of his amendment.

M. HUBER accepted M. Negulesco's amendment as amended by Lord Finlay. Nevertheless, he desired to maintain the second sentence of the draft which he had just submitted.

The PRESIDENT took a vote on M. Huber's draft amended as follows :

„If the Court is not sitting, the President shall fix the time limits, subject to any subsequent order which the Court may make when it meets.

Should the President not feel in a position to approve proposals submitted by common agreement between the parties, the decision shall rest with the Court."

The first sentence was adopted unanimously ; the second was rejected by 9 votes to 3.

The final wording adopted by the Court with regard to the fixing of time limits was therefore as follows :

„The Court shall fix time limits, having regard as far as possible to agreements concluded between the parties. If the Court is not sitting, the President shall fix the time limits, subject to any subsequent order which the Court may make when it meets."

It was understood that the question of the finality of a time limit was reserved. It was also understood that the Court's right to make orders differing from those already made by the President did not involve a right on the part of the parties to appeal to the Court against the orders of the President.

94. **Date of the next meeting.**

The next meeting would take place on Monday, February 20th, 1922, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 1.15 p.m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

TREIZIÈME SEANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 20 février 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS:

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

95. — **Hommage à Grotius.**

M. HUBER propose que la Cour exprime sa reconnaissance aux Pays-Bas pour la magnifique accueil qui lui a été réservé, en rendant hommage au souvenir de Grotius, par une cérémonie simple et digne qui devrait avoir lieu dans l'église de Delft, devant la tombe de Grotius.

M. ALTAMIRA approuve l'esprit de la proposition de M. Huber. Il rappelle à la Cour ce que Grotius doit à ses précurseurs espagnols.

Plusieurs membres suggèrent l'idée de remettre cette solennité au troisième centenaire de la publication du livre „Du droit de la guerre et de la paix", c'est-à-dire en 1925.

Certains membres, parmi lesquels M. Altamira, pensent qu'on pourrait déposer, dès maintenant, une couronne sur la tombe de Grotius, tout en réservant une autre manifestation pour cet anniversaire.

M. ANZILOTTI voudrait voir réunir dans cet hommage tous les autres grandes juristes de la Hollande, et avant tout, Bynkershoek.

M. MOORE, auquel s'associent plusieurs de ses collègues, demande que toute décision soit ajournée. La Cour, comme telle, ne doit pas, à son avis, entreprendre d'organiser des manifestations quelconques.

M. HUBER, tout en regrettant que ses collègues ne jugent pas opportun de s'associer au geste de gratitude envers les Pays-Bas qu'il avait suggéré, retire sa proposition.

96. — **Calcul des délais.**

Après une courte discussion, il est décidé, sur la

PRELIMINARY SESSION

THIRTEENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 20th, 1922, at 10.30 a. m.,
Mr. Loder, President, in the Chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

95. **Homage to Grotius.**

Mr. HUBER proposed that the Court should express its gratitude to the Netherlands for the magnificent reception which had been given to the Court, by paying a tribute to the memory of Grotius by a simple and dignified ceremony which might take place in the church of Delft, in front of the tomb of Grotius.

M. ALTAMIRA endorsed the spirit of M. Huber's proposal; he reminded the Court that Grotius himself was much indebted to Spanish precursors.

Several members suggested that this solemn celebration should be postponed to the third centenary of the publication of Grotius' „Law of War and Peace", that is to say, until 1925.

Several members, including M. Altamira, considered that a wreath might be placed forthwith upon Grotius' tomb, and that another mark of respect might be paid on the occasion of the anniversary.

M. ANZILOTTI desired to pay homage at the same time to all the great jurists of Holland, and above all to Bynkershoek.

M. MOORE, supported by several of his colleagues, proposed that any decision on this question should be adjourned. The Court, as such, should not, he thought, undertake to organize manifestations of any kind.

M. HUBER, while regretting that his colleagues did not see their way to join in this tribute of gratitude to the Netherlands which he had proposed, withdrew his suggestion.

96. **The calculation of time-limits.**

After a short discussion, it was agreed, on the proposal

proposition du Président, qu'une décision sur ce point sera différée, jusqu'à ce que le Comité de procédure ait soumis un texte.

Il est entendu que ce texte tiendra compte :

a) du fait que toute exception à la règle générale qui peut être introduite en vue d'obtenir que les délais finissent toujours un jour ouvrable, doit se référer aux jours fériés du pays où siège la Cour, dans chaque cas déterminé ;

b) du droit pour la Cour de prolonger les délais ; d'accepter, dans des circonstances spéciales, des documents présentés après l'expiration des délais fixés ; et de déclarer fatal un délai fixé après prolongation.

97. — **Question des langues.** (Questionnaire II : 4).

Sur la proposition de Lord FINLAY, il est entendu que, même à défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties ne doivent être tenues de produire leurs pièces de procédure qu'en anglais ou en français. Il n'est pas non plus nécessaire pour le Greffe de préparer des traductions des pièces produites dans l'une de ces deux langues.

M. MOORE exprime l'avis qu'imposer au Greffe la tâche de faire ces traductions, serait lui imposer, en dehors de toute question de dépenses, une responsabilité qui incombe vraiment aux parties, et que la Cour ne devrait pas assumer.

Il est également entendu que si une langue autre que le français ou l'anglais est autorisée, les parties doivent joindre, à l'original des pièces produites par elle, une traduction en anglais ou en français ; le Greffe ne sera pas obligé de préparer une traduction ultérieure.

La question de savoir si l'alinéa 3 aussi bien que l'alinéa 2 de l'article 39 du Statut de la Cour, vise seulement la procédure orale, est laissée en suspens.

98. — **Conditions auxquelles les Etats, autres que les Membres de la Société des Nations et ceux mentionnés à l'Annexe au Pacte, peuvent être admis devant la Cour.** (Questionnaire II : 6).

M. ANZILOTTI déclare qu'il avait proposé au Comité de procédure de demander au Conseil que celui-ci renonce à fixer des conditions qui ne seraient pas d'ordre économique. Il a appris du Secrétaire général de la Société des Nations que le Conseil serait disposé à faire droit à cette demande.

Lord FINLAY est opposé à cette idée. Il a cru comprendre que le Conseil avait prié la Cour de lui soumettre une proposition. Il voudrait que cette demande soit formulée dans une lettre, de façon à permettre à la Cour de se borner à donner des réponses à des questions précises.

Le GREFFIER explique que cette question se pose par suite de la nécessité d'introduire, dans le Règlement de procédure, des dispositions concernant la manière

of the President, that any decision on this point should be postponed until the Committee on Procedure had submitted a draft.

It was understood that this text would take into account:

a) the fact that any exceptions to the general rule which might be introduced with a view to arranging that time limits should always expire on a working day must in each case be held to refer to the holidays of the country where the Court is sitting ;

b) the Court's right to extend the time limits, to accept in special circumstances documents sent in after the expiration of the fixed times, and to declare a time limit which had been prolonged to be irrevocable.

97. **The question of languages.** (Questionnaire II : 4).

On the proposal of Lord FINLAY it was decided that, even failing an agreement fixing the language to be used in a case, the parties should only be bound to produce their documents in English or in French. It would, moreover, not be necessary for the Registrar to prepare translations of documents sent in in one of these two languages.

M. MOORE expressed the opinion that to impose on the Registrar the duty of making such translations would, quite apart from any question of expense, involve a responsibility which properly belonged to the parties, and which ought not to be assumed by the Court.

It was likewise understood that if the use of a language other than French or English were sanctioned, the parties should attach a translation in English or in French to the original document produced by themselves. The Registrar would not be obliged to prepare a subsequent translation.

The question whether paragraph 3 as well as paragraph 2 of Article 39 of the Statute of the Court referred only to the oral proceedings, was left open.

98. **Conditions under which the Court should be open to States other than Members of the League of Nations and those mentioned in the Annex to the Covenant.** (Questionnaire II : 6).

M. ANZILOTTI stated that he had proposed to the Committee on Procedure to ask the Council to renounce the right to fix conditions other than those of a financial character. He understood from the Secretary General of the League that the Council would be disposed to accede to such a request.

Lord FINLAY was opposed to this idea. He had understood that the Council had asked the Court to submit a proposal to the Council. He would like to see this request drawn up in the form of a letter, in order that the Court might restrict itself to giving replies to a number of definite questions.

The REGISTRAR explained that this question resulted from the necessity of introducing in the Rules of Procedure provisions concerning the manner in which the

dont la Cour demanderait au Conseil son avis sur les conditions à fixer dans un cas déterminé, si le Conseil ne fixe pas ces conditions une fois pour toutes, ou s'il ne renonce pas à en fixer.

A la suite d'une intervention de M. NEGULESCO, qui est d'avis que la question se trouve résolue par les articles 15 et 17 du Pacte, — le cas où les Etats, qui ne sont pas Membres de la Société, ont recours à la Cour devant être considéré comme un cas où l'invitation du Conseil, aux termes de l'article 17 du Pacte, a été acceptée, — l'accord se fait pour reconnaître que la Cour n'a, en ce moment, à envisager l'article 35 du Statut qu'au point de vue de la procédure, et que la question n'a, par conséquent, pas de rapport avec les articles du Pacte cités par M. Negulesco.

Une discussion s'engage sur la question de savoir si l'article 35, alinéa 2, envisage des décisions dans des cas d'espèce, ou bien une règle générale. Il est reconnu que le texte de l'article donne lieu à des interprétations différentes.

D'autre part, une discussion s'engage sur le point suivant : quelle serait la nature des conditions que le Conseil pourrait fixer d'une manière générale ou dans les cas spéciaux ? Il est reconnu que, sauf la contribution aux frais de la Cour, (art. 35, alinéa 3), le Conseil ne pourrait guère fixer d'autres conditions que le dépôt d'une caution *judicatum solvi* et l'engagement d'exécuter de bonne foi les arrêts rendus par la Cour.

M. ANZILOTTI fait ressortir que, quelle que soit la nature des conditions que le Conseil pourrait fixer, il serait toujours en mesure de déclarer qu'il renonce à fixer des conditions.

M. HUBER explique la genèse du texte actuel de l'alinéa 2 de l'article 35 du Statut. Ce texte est un compromis entre la rédaction primitive, qui donnait au Conseil le droit absolu de fixer les conditions d'accès pour les Etats qui ne sont ni Membres de la Société des Nations, ni mentionnés à l'Annexe au Pacte, et un amendement suisse établissant le principe que toutes parties devant la Cour devraient jouir d'une parfaite égalité au point de vue juridique. Ce dernier principe l'a emporté ; ce qui persiste de la première rédaction dans le texte actuel est un simple reste.

M. ALTAMIRA explique d'abord comment la question s'était posée au Comité des Juristes, puis comment la situation s'est modifiée lors de la première Assemblée, en raison de l'amendement suisse. Dans les conditions actuelles, il croit, avec MM. Anzilotti et Huber, que la Cour pourrait demander au Conseil de renoncer à son droit de fixer les conditions.

Lord FINLAY est d'avis que la Cour ne doit prendre aucune mesure en la matière, mais attendre que le Con-

Court should ask the opinion of the Council regarding the conditions to be fixed in any particular case, assuming that the Council did not lay down such conditions once and for all, or did not renounce the right to fix them.

After some observations on the part of M. NEGULESCO, who was of the opinion that the question was decided by Articles 15 and 17 of the Covenant (for when States not Members of the League had recourse to the Court, this should be regarded as a case in which the invitation of the Council, referred to in Article 17 of the Covenant, had been accepted) the Court agreed in the view that the Court was exclusively concerned at the moment with considering Article 35 of the Statute from the point of view of procedure, and that the question on the Agenda had in consequence no relation to the Articles of the Covenant quoted by M. Negulesco.

A discussion arose on the question whether paragraph 2 of Article 35 contemplated decisions in special cases or a general rule. It was recognised that the text of the Article was open to various interpretations.

A discussion also took place on the following point : what would be the nature of the conditions which the Council might fix, either as a general rule or in special cases ? It was agreed that, with the exception of the contribution to the expenses of the Court (paragraph 3, Article 35), the Council could scarcely fix any conditions other than the deposit of a guarantee „*judicatum solvi*" and an undertaking to execute in good faith the judgments of the Court.

M. ANZILOTTI pointed out that whatever might be the nature of the conditions which the Council could fix, it might none the less abstain from fixing conditions.

M. HUBER explained the manner in which the actual text of paragraph 2 of Article 35 of the Statute had taken its present form. This text was a compromise between the original draft, which gave the Council an absolute right to fix the conditions of recourse to the Court for States which were neither Members of the League of Nations nor mentioned in the Annex to the Covenant, and a Swiss amendment laying down the principle that all parties before the Court should be on a footing of perfect equality in law. This last principle had won the day ; what remained of the original draft in the present text was merely a residuum.

M. ALTAMIRA explained, firstly, how the question had been considered by the Committee of Jurists, and, secondly, how the situation had been modified at the first Assembly by reason of the Swiss amendment. In the present circumstances, like M. Anzilotti and M. Huber, he considered that the Court could ask the Council to decide not to exercise its right to fix conditions.

Lord FINLAY was of the opinion that the Court should not take any step in this matter, but should wait until

seil, après quelque pratique, puisse établir une règle générale applicable à tous les cas.

M. HUBER, tout en reconnaissant que la solution de la question est du domaine exclusif du Conseil, croit que la Cour pourrait s'adresser au Conseil en disant qu'elle a discuté la question des conditions d'admission, et qu'elle se met à la disposition du Conseil pour lui donner des avis lorsqu'il aura à prendre des décisions en la matière. La Cour pourrait en même temps faire entrevoir qu'une règle générale serait désirable, dans le sens suivant : le Conseil renoncerait à la faculté qui lui est accordée par l'alinéa 2 de l'article 35.

MM. MOORE et NYHOLM se rangent à l'avis de Lord Finlay, qui est d'éviter de prendre une initiative auprès du Conseil.

M. NYHOLM ne croit pas que les deux motifs allégués, à savoir, le danger d'une immixtion politique du Conseil dans les travaux de la Cour, et le danger d'être obligé d'introduire, dans le règlement, des dispositions qui compliqueraient la procédure, soient suffisants.

En ce qui concerne le premier point, ce sera toujours à la Cour qu'il appartiendra, en dernier ressort, de décider si les conditions fixées sont compatibles avec la dernière partie de l'alinéa 2 de l'article 35. En ce qui concerne le second point, il croit que, dans la pratique, un des Etats visés au dit alinéa et qui désire avoir recours à la Cour, s'adressera toujours, en premier lieu, au Conseil, pour obtenir d'être admis à comparaître.

M. BEICHMANN attire l'attention sur la question de savoir si des conditions d'admission peuvent être fixées seulement lorsqu'un de ces Etats a recours à la Cour en qualité de demandeur, question qu'il sera du ressort de la Cour de résoudre. Dans l'affirmative, la condition posée pourra en effet être rendue illusoire par un arrangement entre les parties donnant à l'Etat en question la position de défendeur.

Le PRÉSIDENT propose de mettre aux voix la question suivante : la Cour est-elle disposée à suggérer au Conseil que celui-ci l'informe de l'usage qu'il entend faire de la faculté qui lui est accordée par le deuxième alinéa de l'article 35 ?

M. NYHOLM propose qu'on procède à un vote sur la question de savoir si la Cour doit s'adresser au Conseil pour lui suggérer l'application d'une règle générale fixant les conditions visées à l'alinéa en question. Il n'est pas personnellement de cet avis.

Après un échange de vues, le PRÉSIDENT émet l'idée qu'une lettre exposant en même temps les deux questions pourrait être adressée au Conseil.

Cette suggestion est mise aux voix et adoptée par 8 voix contre 4.

Il est, par conséquent, décidé d'envoyer une lettre

the Council, as a result of some practical experience, might be able to lay down general rules which would be applicable in all cases.

M. HUBER recognised that the solution of the question was exclusively within the province of the Council, but he considered nevertheless that the Court might approach the Council, stating that it had discussed the question of conditions of admission and that it placed its advice at the disposal of the Council whenever the necessity arose for a decision to be taken on this question. The Court might at the same time convey the suggestion that a general rule to the following effect would be desirable : that the Council should renounce the right conferred upon it by the second paragraph of Article 35.

M. MOORE and M. NYHOLM concurred in Lord Finlay's view that it was undesirable to approach the Council on the subject.

M. NYHOLM did not consider that the two reasons which had been advanced — that is to say, the danger of political intervention on the part of the Council in the work of the Court and the danger of being obliged to introduce provisions in the rules which would complicate procedure — were adequate.

As regards the first point, it would always, in the last instance, be for the Court to decide if the conditions fixed were compatible with the last part of paragraph 2 of Article 35. As regards the second point, he considered that, in practice, any of the States referred to in the said paragraph who wished to have recourse to the Court, would always first apply to the Council to obtain permission to appear before the Court.

M. BEICHMANN drew attention to the question whether it was possible to fix conditions of admission to the Court only in cases where one of these States had recourse to the Court as a plaintiff, — a question which would be for the Court to decide. If this were so, the condition imposed might in fact be rendered illusory by an arrangement between the parties, making the State in question the defendant.

The PRESIDENT proposed to put to the vote the following question : Does the Court desire to suggest to the Council that the latter should inform it as to the use which it intends to make of the powers conferred upon it by the second paragraph of Article 35 ?

M. NYHOLM proposed that a vote should be taken on the question whether the Court should approach the Council and suggest the application of general rules fixing the conditions contemplated in the paragraph in question. Personally he was opposed to this view.

After a discussion, the PRESIDENT proposed that a letter stating both questions at the same time might be sent to the Council.

This suggestion was put to the vote and adopted by 8 votes to 4.

It was decided, therefore, to send a letter to the Coun-

au Conseil exposant les questions formulées. Il est entendu qu'un projet de lettre à cet effet sera soumis à la Cour à la prochaine séance [1]).

99. — **Récusation des juges.** (Questionnaire II : 5).

Le PRÉSIDENT fait observer que l'article 25 du projet du Secrétariat, lequel prévoyait le droit pour les parties de suggérer aux juges qu'ils ne devaient pas siéger dans certaines circonstances déterminées, a été transmis par le Comité à la Cour avec avis défavorable.

Sur la proposition de Lord FINLAY, il est décidé qu'aucune disposition de ce genre ne sera introduite dans le Règlement de procédure.

100. — **Ordre de présentation des pièces de procédure.** (Questionnaire II : 8).

La question formulée par le questionnaire, est la suivante :

> „Lequel doit prévaloir des deux principes de la simultanéité et de la succession ? Est-il possible d'adopter le premier principe pour les cas soumis à la Cour par la notification d'un compromis, et d'appliquer le deuxième principe aux procédures ouvertes par la notification d'une requête."

M. BEICHMANN fait observer qu'il y a beaucoup de cas où il est impossible de dire laquelle des parties est le demandeur et laquelle le défendeur. Il propose que la décision soit laissée aux parties, sauf homologation par la Cour.

MM. WEISS et ANZILOTTI se prononcent dans le même sens.

M. ANZILOTTI ajoute qu'on devrait traiter de façon différense le cas où l'instance est introduite par la présentation d'une requête et celui où elle est introduite par la notification d'un compromis. Dans le premier cas, le principe de la succession devrait prévaloir, tandis que, dans le deuxième cas, la simultanéité devrait prévaloir sauf accord contraire entre les parties.

Lord FINLAY propose que la Cour ou, si, elle ne siège pas, le Président, soit autorisée à prescrire la simultanéité dans le cas où les parties sont incapables de se mettre d'accord sur la question de savoir laquelle d'entre elles doit être considérée comme défendeur et laquelle comme demandeur.

M. MOORE estime que, dans le cas d'un compromis, la question de savoir quel est le demandeur ou le défendeur ne se pose pas logiquement et que la simultanéité est, en pareil cas, ce qui s'impose tout d'abord. De plus, les débats n'en pourraient qu'être abrégés.

Il est entendu, d'une part, que même dans le cas où l'instance est introduite par la notification d'une re-

1) voir p. 76.

cil stating the questions formulated. It was understood that a draft letter to this effect would be submitted to the Court at the next meeting [1]).

99. **The question of asking judges to withdraw.** (Questionnaire II : 5).

The PRESIDENT called attention to the fact that Article 25 of the Secretariat's draft, which conferred upon the Parties a right to suggest to the judges that in certain given circumstances they should abstain from sitting in a case, had been referred by the Committee to the Court with a recommendation for rejection.

On the proposal of Lord FINLAY, it was decided that no provision of this kind should be included in the Rules of Procedure.

100. **Order of submission of documents of written Proceedings.** (Questionnaire II : 8).

The question formulated in the questionnaire was as follows :

> „Should the principle of simultaneous presentation or the principle of successive presentation be adopted ? Is it possible to adopt the first principle for cases submitted to the Court by a special agreement and to apply the second principle to cases in which proceedings are instituted by an application."

M. BEICHMANN observed that there were many cases where it was impossible to say which of the parties was plaintiff and which was defendant. He proposed that the decision should be left to the parties, subject to the approval of the Court.

MM. WEISS and ANZILOTTI expressed the same view.

M. ANZILOTTI added that a distinction should be made between cases laid before the Court by application and cases submitted by special agreement. In the first instance the principle of successive presentation should prevail, whereas in the second case the system of simultaneous presentation should be adopted, unless there was an agreement to the contrary between the parties.

Lord FINLAY proposed that the Court, or if the Court were not sitting, the President, should be authorised to order simultaneous presentation in cases in which the parties were unable to agree as to which of them should be regarded as defendant, and which as plaintiff.

M. MOORE thought that, in the case of a special agreement, the question of plaintiff and defendant did not logically arise, and that simultaneous presentation was in such a case primarily the proper order. It also tended to shorten the proceedings.

It was agreed that even when a case was introduced by application, simultaneous presentation might be

1) see p. 76.

quête, la simultanéité peut être adoptée en vertu de l'accord des parties ; et, d'autre part, que dans le cas où l'instance est introduite par la notification d'un compromis, la simultanéité doit être la règle, sauf accord contraire entre les parties.

Sur la suggestion du PRÉSIDENT, il est décidé qu'une proposition, à cet égard, sera soumise au vote de la Cour, à la prochaine séance.

101. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le mardi 21 février à 10 h. 30.

La séance est levée à 13 h.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

adopted by virtue of an agreement between the parties, and, on the other hand, that when a case was introduced by a special agreement, simultaneous presentation should be the rule, unless there was an agreement to the contrary between the parties.

On the suggestion of the PRESIDENT it was decided that a proposal to this effect should be put to the vote at the next meeting of the Court.

101. **Date of the next meeting.**

It was agreed that the next meeting should take place on Tuesday, February 21st, 1922, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 1 p.m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

QUATORZIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 21 février, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est joint au présent procès-verbal (annexe 49) [1].

102. — **Communication du Président.**

Le PRÉSIDENT informe la Cour que le télégramme du Ministre des Affaires étrangères d'Espagne, dont l'envoi avait été annoncé à la 9ème séance de la Cour, vient d'être transmis au Président par le Ministre d'Espagne à la Haye.

Le Président donne lecture du télégramme (annexe 48) [2].

103. — **Communication du Greffier.**

a) *Procès-verbaux et comptes-rendus sténographiques.*

Le GREFFIER fait remarquer que, pour des raisons d'économie, il a réduit le plus possible le personnel de la Cour. Dans ces conditions, il est nécessaire d'organiser le travail de façon à éviter toute fatigue inutile, et surtout le travail de nuit.

Il se demande, à ce sujet, si, étant donné que le compte-rendu sténographique sera toujours prêt le jour même où une séance aura eu lieu, la distribution du procès-verbal analytique ne pourrait être différée jusqu'au lendemain.

La Cour autorise le Greffier à prendre des mesures à cet effet.

b) *Nomination du personnel permanent de la Cour.*

Le GREFFIER fait distribuer aux membres de la Cour

1) voir p. 341.
2) non reproduite.

PRELIMINARY SESSION

FOURTEENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 21st, 1922, at 10.30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda of the meeting is attached to the present minutes (Annex 49) [1].

102. **Announcement by the President.**

The PRESIDENT informed the Court that the telegram from the Spanish Ministry for Foreign Affairs, the despatch of which had been announced to the Court at its 9th meeting, had just been transmitted to the President by the Spanish Minister at the Hague.

The PRESIDENT read the telegram, the text of which is attached. (Annex 48) [2].

103. **Announcement by the Registrar.**

2) *Minutes and verbatim records.*

The REGISTRAR stated that for reasons of economy he had reduced the staff of the Court as far as possible. In these circumstances it was important to organise the work in such a way as to avoid unnecessary effort, and particularly to avoid night work. In this connection he wondered whether, seeing that the verbatim record would always be ready during the course of the day in which a meeting had been held, the distribution of the minutes could be postponed till the day after.

The Court authorised the Registrar to make arrangements to this effect.

b) *Appointment of the permanent staff of the Court.*

The REGISTRAR distributed to the members of the

1) see p. 341.
2) not reproduced.

une note mentionnant les noms et titres des personnes susceptibles d'être nommées aux divers postes du Greffe. Il fait observer qu'avec l'assentiment du Président, il a omis de présenter un nom pour le poste de secrétaire du Président, cette proposition devant, à son avis, émaner du Président.

Tout en demandant à la Cour l'autorisation de différer d'un jour ou deux, sa proposition pour le poste de chef de chancellerie-comptable, il suggère que les autres nominations soient faites au cours de la prochaine séance.

La Cour donne l'autorisation demandée et décide que la question des nominations, sauf celle du chef de chancellerie-comptable, sera inscrite à l'ordre du jour de la séance suivante.

104. — **Adoption d'un texte concernant l'ordre de présentation des documents de procédure.**

Le PRÉSIDENT, se référant à la décision prise lors de la séance précédente (procès-verbal de la treizième séance, § 100) soumet à l'approbation de la Cour le texte qui est reproduit à l'annexe 50 [1]).

Ce texte est adopté, comme exprimant la pensée de la Cour, sous réserve d'une rédaction définitive.

105. — **Suite de la discussion du questionnaire du Comité de procédure. Droit de présenter des répliques.** (Questionnaire II : 8).

M. ALTAMIRA explique que la présentation des répliques étant facultative, aux termes de l'article 43 du Statut, une décision doit être prise dans chaque cas déterminé. Il s'agit maintenant de savoir qui sera compétent pour prendre cette décision.

Le PRÉSIDENT déclare que le principe fondamental doit être que la partie qui est, en dernière analyse, défenderesse, doit avoir la parole la dernière.

M. BEICHMANN distingue entre le cas où la simultanéité est admise et celui où la succession est la règle. Dans le premier cas, la présentation simultanée de répliques devrait être érigée en règle générale. Dans le deuxième cas, M. Beichmann pense que la partie défenderesse doit avoir le droit de présenter une duplique.

M. ANZILOTTI souligne la nécessité d'une réplique dans les cas de présentation simultanée des mémoires et contre-mémoires : ce n'est que par les mémoires que les parties connaîtront leurs arguments réciproques.

La Cour reconnaît qu'en cas de simultanéité de présentation, la réplique doit être de droit, et qu'en cas de présentation successive, les deux parties doivent avoir la faculté de présenter un nombre égal de pièces de procédure.

1) voir p. 342.

Court a note giving the names and qualifications of persons suitable for appointment to the various posts in the Registry. He remarked that, with the President's consent, the list did not include a name for the post of secretary to the President, because in his view the proposal for this post should more properly emanate from the President.

He asked the Court's permission to postpone for a day or two his proposals with regard to the post of Establishment Officer and Accountant, but he suggested that the other nominations might be made in the course of the next meeting.

The Court granted the Registrar's request and decided that the nominations, with the exception of that of the Establishment Officer and Accountant, should be included in the agenda of the following meeting.

104. **Adoption of a text regarding the order of submission of documents of the written proceedings.**

The PRESIDENT, referring to the decision taken at the previous meeting (Minute 100), submitted for the approval of the Court the text which figures in Annex 50[1]).

This text was adopted as expressing the Court's opinion, subject to final drafting.

105. **Continuation of the discussion of the questionnaire submitted by the Committee on procedure. The right of submitting replies.** (Questionnaire II : 8).

M. ALTAMIRA explained that the presentation of replies being optional according to the terms of Article 43 of the Statute, the decision would have to be taken in each special case. The question now was to determine who would be competent to take this decision.

The PRESIDENT declared that the fundamental principle should be that the party who was ultimately to be regarded as the defendant should have the last word.

M. BEICHMANN drew a distinction between cases in which simultaneous presentation was allowed, and cases in which the rule of successive presentation applied. As regards the former, simultaneous presentation of replies should be laid down as a general rule. In the second class of cases M. Beichmann considered that the defendant party should have the right to present a rejoinder.

M. ANZILOTTI insisted upon the necessity of a reply when cases and counter-cases were presented simultaneously ; the parties would have no knowledge of their opponents' arguments until after the presentation of the cases.

The members of the Court agreed in the opinion that in the case of simultaneous presentation there should be a right of reply, and that in the case of successive presentation both parties should have a right to present an equal number of documents of procedure.

1) see p. 342.

106. — **Proposition de M. Oda, concernant les délais pour la présentation de pièces de procédure** [1]).

M. ODA, se référant à son amendement au projet du Secrétariat, fait ressortir la nécessité de présenter les pièces de procédure dans une période fixe de deux mois ou de deux mois et demi avant l'ouverture de la session annuelle, afin de permettre aux juges de faire une étude préparatoire de l'affaire. D'ailleurs, si une période n'était pas fixée, il pourrait arriver que les sessions de la Course prolongeassent pendant l'année tout entière.

M. ANZILOTTI voudrait qu'on laissât à la Cour le droit de prendre une décision dans chaque cas spécial, en évitant les règles générales.

Le PRÉSIDENT propose de remettre la discussion de la proposition de M. Oda jusqu'au moment où la Cour discutera l'article 23 du Statut et, plus particulièrement, la question de savoir comment il faut procéder pour porter sur le rôle les diverses affaires qui se présentent.

107. — **Approbation d'un projet de lettre au Conseil de la Société des Nations concernant les conditions auxquelles certains Etats peuvent être admis devant la Cour.**

Le PRÉSIDENT, se référant à la décision prise lors de la séance précédente (procès-verbal de la treizième séance § 98) [2]), donne lecture d'un projet de lettre [3]): Une courte discussion a lieu à ce sujet.

Les membres de la Cour sont d'accord pour reconnaître que la caution *judicatum solvi* ne doit pas être mentionnée expressément : la lettre peut se borner à parler d'une caution en général.

D'autre part, M. NYHOLM demande si, lorsqu'un Etat visé à l'alinéa 2 de l'article 35 du Statut désire s'adresser, à la Cour, c'est à cet Etat même, ou bien à la Cour, qu'il appartient de se mettre en rapport avec le Conseil au sujet des conditions à fixer.

Il soulève également la question suivante : étant donné que la Cour décide toujours en dernière instance au sujet de sa propre compétence, est-il indiqué qu'elle s'adresse, par voie extra-judiciaire, au Conseil pour lui demander de fixer une règle générale, alors que la Cour peut avoir plus tard à statuer, au cours d'un procès, sur la question de savoir si une règle de cet ordre est conforme au Statut ou si une règlementation est requise en l'espèce ?

La Cour reconnaît, d'une part, qu'il est préférable d'adopter une rédaction qui laisse en suspens la première des questions soulevées par M. Nyholm, et d'autre part, que la deuxième question se pose au même degré, pour toute interprétation du Statut donnée par la Cour.

1) document reproduit parmi les annexes sous le No. 50a. Voir p. 342.
2) voir p. 69.
3) document reproduit parmi les annexes sous le No. 50b. Voir p. 343.

106. **M. Oda's proposal regarding time limits for the presentation of documents of the written procedure** [1]).

M. ODA, referring to his amendment to the Secretariat's draft rules of procedure, pointed out the necessity for the presentation of documents within a fixed period of two or two and a half months before the beginning of the annual session, in order that judges should be able to make a preparatory study of the case. Moreover, if a period were not fixed, it might happen that sessions of the Court would continue throughout a whole year.

M. ANZILOTTI would have preferred to allow the Court to take a decision in each particular case, and not to lay down general rules.

The PRESIDENT proposed to adjourn the discussion of M. Oda's proposal until the time came for the Court to discuss Article 23 of the Statute, and more particularly the question how the various cases submitted were to be included in the list.

107. **Approval of a draft of a letter addressed to the Council of the League of Nations with regard to the conditions under which certain States may have access to the Court.**

The PRESIDENT, referring to the decision taken at the previous meeting (minute No. 98) [2]), read a draft letter (Annex 51 (a) [3]). A short discussion upon it took place.

The members of the Court agreed that a *cautio judicatum solvi* should not be expressly mentioned ; the letter should merely refer to a deposit, in general terms.

On the other hand, M. NYHOLM asked whether, when a State referred to in paragraph 2 of Article 35 of the Statute desired to apply to the Court, it was for the State itself or for the Court to enter into communication with the Council with regard to the conditions to be fixed.

He also raised the following question :

Granting that the final decision with regard to its competence always lay with the Court, would it be wise for the Court to approach the Council in an extra-judicial manner and ask it to fix a general rule, seeing that the Court might later on have to decide during the course of a case whether a general rule of this kind was in conformity with the Statute, or whether special rules must be formulated for the particular case in question.

The Court agreed, on the one hand, that it was preferable to adopt a draft which left open the first of the questions raised by M. Nyholm, and, on the other hand, that the second question was of equal relevance in any case of interpretation of the Statute on the part of the Court.

1) reproduced amongst the annexes under No. 50a. See p. 342.
2) see p. 69.
3) reproduced amongst the annexes under No. 50b. See p. 343.

En dernier lieu, M. NEGULESCO propose l'insertion, dans la lettre, d'une allusion directe à l'article 17 du Pacte, afin de bien établir que les Etats visés à l'alinéa 2 de l'article 35 acceptent les mêmes obligations, quant à l'exécution de l'arrêt, que les Membres de la Société des Nations.

Plusieurs membres de la Cour font observer que l'obligation, pour les non-Membres de la Société, de se conformer aux arrêts est déjà suffisamment explicite dans le texte du projet de lettre.

La proposition de M. Negulesco est mise aux voix.

Elle est rejetée par 11 voix contre une.

Le projet de lettre, dans la rédaction figurant à l'annexe 51 [1]), est approuvée.

108. — **Droit de soumettre une duplique.** (Questionnaire II : 9).

Il est reconnu que cette question se trouve résolue par la décision prise au sujet de la présentation de répliques (Voir No. 105 du présent procès-verbal) [2]), étant entendu que la question actuelle se réfère seulement aux cas où l'instance est introduite par la présentation d'une requête.

La question du droit de présenter des demandes reconventionnelles est réservée.

109. — **Procédure spéciale pour les indications concernant les mesures conservatoires visées à l'article 41 du Statut.** (Questionnaire II : 10).

Lord FINLAY explique que le Comité de procédure, en considérant cette question, a été d'avis que, puisque la Cour ne peut pas assurer l'exécution de ses indications, il n'y a pas lieu d'établir une procédure spéciale en la matière.

M. NYHOLM voudrait voir établir une distinction entre le cas où les mesures conservatoires devront être prises sur le territoire de l'une des parties et le cas où elles s'appliquent au territoire d'un Etat tiers. Dans le premier cas, M. Nyholm croit qu'il faudrait tenir compte, dans le jugement final, d'un refus éventuel de se conformer aux mesures indiquées par la Cour.

Lord FINLAY est d'accord avec M. Nyholm ; dans ce cas, des dommages-intérêts devraient être stipulés dans le jugement.

Il est entendu que, lorsque la Cour ne siège pas, l'indication des mesures conservatoires doit être faite par le Président.

110. — **Présentation des exceptions d'incompétence.** (Questionnaire II : 11).

Après une courte discussion, la Cour se met d'accord

1) voir p. 345.
2) p. 75.

Finally, M. NEGULESCO suggested the insertion in the letter of a direct allusion to Article 17 of the Covenant, in order to make it quite clear that the States referred to in paragraph 2 of Article 35 accepted the same obligations with regard to the execution of the judgment, as the Members of the League of Nations.

Several members of the Court observed that the obligation for non-Members to conform to the terms of the judgment was already sufficiently clearly stated in the draft letter before them.

M. NEGULESCO's proposition, on being put to the vote, was rejected by 11 votes to 1.

The Court adopted the text of the letter, which appears as Annex 51 [1]).

108. **The right of submitting a rejoinder.** (Questionnaire II : 9).

The Court recognised that this question was settled by the decision taken with regard to the presentation of replies (See min. 105 of the present meeting) [2]), it being understood that the question under discussion referred only to cases in which proceedings were instituted by an application.

The question of the right of presenting counter-claims was reserved.

109. **Special procedure for suggestions regarding interim measures of protection referred to in Article 41 of the Statute.** (Questionnaire II : 10).

Lord FINLAY explained that the Committee on Procedure, when considering this question, formed the opinion that since the Court could not ensure that its suggestions would be carried out, there was no occasion to establish a special procedure in the matter.

M. NYHOLM wished to establish a distinction between cases in which provisional measures had to be taken on the territory of one of the parties and cases in which such measures applied to the territory of a third party. In the first case M. Nyholm thought that, in the event of a refusal to comply with the measures suggested by the Court, this fact should be taken into account in the final judgment.

Lord FINLAY agreed with M. Nyholm. In such a case damages should be stipulated in the judgment.

It was understood that when the Court was not sitting, the President should suggest provisional measures to reserve the respective rights of the parties.

110. **Presentation of objections with regard to the competence of the Court.** (Questionnaire II : 11).

After a short discussion, the Court agreed in the opi-

1) see p. 345.
2) p. 75.

pour reconnaître que toute exception d'incompétence doit être présentée aussitôt que possible.

Il est entendu, à cet égard, qu'il ne convient pas de faire de distinction entre la compétence *ratione materiae* et la compétence *ratione personarum*.

Il est également entendu qu'il est préférable de ne pas limiter le droit de présenter des exceptions au premier document de procédure, ni de prescrire expressément que la présentation doit se faire *in limine litis*.

III. — **Procédure pour la rédaction des arrêts.** (Questionnaire II : 12).

Lord FINLAY résume les débats qui ont eu lieu, au Comité de procédure, à propos de cette question. Le Comité a été d'avis que le système selon lequel un rapporteur est nommé pour étudier à fond une affaire déterminée et préparer l'arrêt, ne paraît pas désirable en ce qui concerne la Cour permanente de Justice internationale. Il faut que chaque juge fasse une étude complète de toute affaire et qu'il donne son opinion indépendante sur tous les problèmes qui s'y rapportent. Lord Finlay fait enfin observer que si la Cour adoptait le système du rapporteur, cela aurait un effet déplorable sur l'opinion des milieux juridiques dans les pays anglo-saxons.

Lord Finlay propose que toute disposition concernant l'établissement d'un rapport et la nomination d'un rapporteur, soit laissée en dehors du règlement de procédure. Ceci n'empêcherait pas que la Cour puisse, si elle le juge désirable dans un cas déterminé, charger un de ses membres de rédiger un projet d'arrêt, ainsi que cela se fait en Angleterre et aux Etats-Unis ; mais toute décision devrait être laissée à la Cour.

Le PRÉSIDENT et M. WEISS se prononcent dans le même sens que Lord Finlay, et la Cour se range à leur avis.

Il est entendu qu'un dossier complet de chaque affaire sera remis à chacun des juges afin de lui permettre de se faire une opinion complète et indépendante.

112. — **Catégories de personnes qui peuvent plaider devant la Cour.** (Questionnaire II : 13).

Lord FINLAY fait remarquer que la limitation, qui existe dans un certain nombre de pays, du droit de plaider devant les tribunaux, trouve sa raison d'être dans le fait que ceux-ci doivent avoir l'assurance que les personnes comparaissant devant elles ne feront pas un usage abusif de la procédure. Cette raison n'existe pas lorsque les plaideurs sont des Etats ; du reste, la difficulté d'établir des règles est presque insurmontable. Dans ces conditions, le Comité de procédure a été d'avis de supprimer toute règle limitant le droit de plaider devant la Cour.

Le PRÉSIDENT et M. WEISS s'étant prononcés dans le même sens, la Cour se range à l'avis qu'aucune

nion that all objections with regard to the competence fo the Court should be made as soon as possible.

It was understood in this connection that no distinction should be made between competence *ratione materiae* and competence *ratione personarum*.

It was also agreed that it would be preferable not to limit the right of submitting objections to the first document of the written procedure, and not to lay down expressly that such objections must be made *in limine litis*.

III. **Procedure for drafting judgment.** (Questionnaire II : 12).

Lord FINLAY summarised the discussions which had taken place in the Committee on Procedure with regard to this question. The Committee had been of opinion that the system of appointing a *rapporteur* to study a given question and draft a judgment was not desirable for the Permanent Court of International Justice. It was necessary that each judge should make a complete study of every case, and that he should give his independent opinion on all the problems connected with it. Lord Finlay remarked that if the Court adopted the *rapporteur* system, this would have a deplorable effect on opinion in legal circles in Anglo-Saxon countries.

He proposed that no provision regarding the drawing up of a report or the nomination of a *rapporteur* should figure in the Rules of Procedure. This would not, however, prevent the Court, if it considered it desirable in a special instance, from appointing one of its members to draw up a draft judgment, as was done in England and in the United States; but any decision should be left to the Court.

The PRESIDENT and M. WEISS agreed with Lord Finlay, and the Court concurred in this view.

It was decided that the complete *dossier* of each case would be sent to each of the judges, in order that he might form a complete and independent opinion.

112. **Categories of persons who should be allowed to plead before the Court.** (Questionnaire II : 13).

Lord FINLAY remarked that the reason for the restriction of the right of pleading before the courts which obtained in certain countries was the fact that the courts required an assurance that the persons appearing before them would in no way abuse their procedure. This reason did not apply when the persons pleading represented States ; moreover, the difficulty of laying down rules in such a matter was almost insurmountable. In these circumstances the Committee on Procedure had been of the opinion that all rules limiting the right of pleading before the Court, should be deleted.

The PRESIDENT and M. WEISS expressed themselves in the same sense, and the Court concurred in the

règle limitant le droit de plaider devant elle, ne doit être introduite dans le Règlement. Toute personne ayant été désignée par un Etat pour le représenter, devra être admise.

113. — **Terminologie : les décisions finales de la Cour doivent-elles être appelées arrêts ou jugements ?** (Questionnaire II : 14).

Les membres de la Cour se prononcent en faveur de l'adoption du terme „arrêt".

M. HUBER fait remarquer que le texte amendé de l'article 13 du Pacte parle des „décisions de la Cour".

M. BEICHMANN fait ressortir l'inconséquence de la terminologie employée à cet égard dans le Statut.

Comme suite à une remarque de Lord FINLAY, il est reconnu que le terme „arrêt" couvre également les décisions déclaratoires.

Il est également entendu que le terme anglais correspondant au mot français „arrêt" est le mot „judgment"

114. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le mercredi, 22 février, à 10 h. 30.

La séance est levée à 12 h. 50.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

view that no rule limiting the right of pleading before the Court should be introduced into the Rules of Procedure. Any person appointed by a State to represent it should be admitted by the Court.

113. — **Terminology : Should the final decisions of the Court be called „arrêts" or „jugements" ?** (Questionnaire II :14).

The members of the Court decided in favour of the adoption of the term *„arrêt"*.

M. HUBER pointed out that the amended text of Article 13 of the Covenant spoke of the „decisions of the Court".

M. BEICHMANN pointed out the inconsistency of the terminology employed in the Statute in this connection.

Following upon a remark made by Lord FINLAY, it was agreed that the term „arrêt" also covered declaratory decisions.

It was also understood that the English word corresponding to the French word „arrêt" was the word „judgment".

114. — **Date of the next meeting.**

It was agreed that the next meeting should take place on Wednesday, February 22nd, at 10.30 a.m.

The meeting adjourned at 12.50 p.m.

(signed) LODER,
President.
(signed). Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

QUINZIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 22 février 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est joint au présent procès-verbal (annexe 52) [1].

115. — **Ratification du Statut.**

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre de la Légation de Lithuanie à la Haye, informant le Président que la Lithuanie a ratifié le Protocole de Signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale (annexe 53) [2].

116. — **Nomination du personnel.**

a) *Secrétaire du Président.*

Le PRÉSIDENT demande l'autorisation de soumettre une proposition dans quelques jours. Il désire obtenir des renseignements complémentaires sur les candidats en présence.

b) *Autres membres du personnel compris dans le tableau adopté par la Cour.*

Le PRÉSIDENT prie les membres du Secrétariat de quitter la salle.

Après une discussion confidentielle, il a été procédé aux nominations suivantes :

Secrétaire-rédacteur français : M. Garnier-Coignet.

Secrétaire-rédacteur anglais : Le capitaine Cross.

Chef de chancellerie-comptable : M. Justin Joseph.

Il a été décidé que, malgré l'échelle de traitements

1) voir p. 348.
2) voir p. 348.

PRELIMINARY SESSION

FIFTEENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 22nd, 1922, at 10.30 a.m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda of the meeting is attached to the present minutes (Annex 52) [1].

115. — **Ratification of the Statute.**

The PRESIDENT read a letter from the Lithuanian Legation at the Hague, informing the President that Lithuania had ratified the Protocol of Signature of the Statute of the Permanent Court of International Justice (Annex 53) [2].

116. — **Appointment of Staff.**

a) *Secretary to the President.*

The PRESIDENT asked to be authorised to submit a proposal a few days later, as he wished to obtain some further information concerning the candidates.

b) *Other Members of the Staff included in the scheme adopted by the Court.*

The PRESIDENT asked the members of the Secretariat to leave the room.

After a private discussion the following appointments were made :

To the post of French Editing Secretary : M. Garnier-Coignet.

To the post of English Editing Secretary : Captain Cross.

To the post of Accountant and Establishment Officer : M. Justin Joseph.

It was decided that notwithstanding the scale of

1) see p. 348.
2) see p. 348.

adoptée à la 11ème séance (17 février) on proposera à M. Joseph un traitement annuel de 6.000 florins. Le solde de mille florins du traitement, alloué, conformément à ce tableau, au chef de chancellerie-comptable, sera tranféré à la somme globale de 15.000 florins destinée aux traitements des trois sténo-dactylographes bilingues, étant entendu que la direction des travaux de dactylographie et de ronéographie sera confiée non plus au chef de chancellerie, mais à une ou à plusieurs des sténo-dactylographes.

Archiviste :	Miss Cram.
Secrétaire du Greffier :	Miss Recaño.
Sténo-dactylographes bilingues :	Mrs La Touche.
	Miss Edwards.
	Mlle Lamberts.
Huissier :	M. van Moort.

Le Greffier est chargé d'informer le commandant Clive Hardy que la Cour a estimé qu'il avait tous les titres requis pour le poste de secrétaire-rédacteur et de lui exprimer les regrets de la Cour de ce qu'il n'ait pas été possible de l'attacher au personnel permanent.

117. — **Suite de la discussion du questionnaire. Ordre d'audition des témoins et des conseils.** (Questionnaire II : 15).

Lord FINLAY indique la différence qui existe, à cet égard, entre le droit continental et le droit anglo-saxon. Il préconise une solution qui laisserait à la Cour la faculté de rendre une ordonnance, dans chaque cas spécial. Cette ordonnance pourrait tout d'abord servir à confirmer l'accord déjà intervenu entre les parties.

M. WEISS et d'autres membres voient, dans le dernier paragraphe de l'article 43 et dans l'article 54 du Statut de la Cour, l'indication que les conseils devraient être entendus après audition des témoignages oraux.

M. ANZILOTTI préférerait introduire une disposition déclarant expressément que la Cour rendra des ordonnances pour régler l'ordre de procédure.

M. MOORE estime qu'une règle de ce genre est déjà contenue implicitement dans les dispositions de l'article 48 et de l'article 52 du Statut.

Le PRÉSIDENT constate que les membres de la Cour sont d'accord pour reconnaître qu'il serait désirable que la Cour ait toute liberté de décider si l'administration des preuves précédera ou suivra l'audition des conseils. La seule question qui subsiste est celle de savoir si le Statut laisse à la Cour le droit de prendre des décisions de ce genre dans les cas spéciaux.

Il est convenu que le Statut, bien que s'inspirant principalement de la procédure en usage sur le continent, donne cette faculté à la Cour.

Dans ces conditions, il est décidé que la Cour devra avoir le droit de statuer dans chaque cas spécial si les conseils doivent faire valoir les moyens qu'ils jugent utiles avant ou après l'audition des témoignages oraux.

salaries adopted at the 11th Meeting, M. Joseph should be offered a salary of 6,000 Fls. per annum. The remaining 1,000 Fls. of the salary allocated to the *Chef de Chancellerie* and Accountant should be transferred to the lump sum of 15,000 Fls. allocated to the three bilingual shorthand-typists, on the understanding that the work of supervising the typing and roneograph work should be transferred from the above-mentioned officer to one or more of the shorthand-typists.

To the post of Archivist :	Miss Cram.
To the post of Secretary to the Registrar:	Miss Recaño.
To posts bilingual shorthand-typists :	Mrs. La Touche
	Miss Edwards.
	Mlle Lamberts.
To the post of Messenger :	M. van Moort.

The Registrar was instructed to inform Major Clive Hardy that he was considered by the Court as fully qualified for the post of Editing Secretary, and to express the regret of the Court that it had not seen its way to attach him to its permanent staff.

117. — **Continuation of the discussion on the questionnaire. Order in which witnesses and counsel should be heard.** (Questionnaire II : 15).

Lord FINLAY pointed out the difference between Continental and Anglo-Saxon Law in this respect, and advocated a solution according to which it would be left to the Court to make an order on the subject in each special case. Such order might in the first place serve to confirm any agreement already reached between the parties.

The VICE-PRESIDENT and other members thought that the last paragraph of Article 43 and also Article 54 of the Statute of the Court indicated that counsel should be heard after oral evidence had been taken.

M. ANZILOTTI would have preferred to insert a rule stating expressly that the Court would make orders regulating the order of procedure.

Mr. MOORE thought that such a rule was already implied in the provisions of Articles 48 and 52 of the Statute.

The PRESIDENT stated that the members of the Court were agreed that it would be desirable for the Court to have a free hand in deciding whether the taking of evidence should precede or follow the hearing of counsel. The only question which remained was whether the Statute left to the Court the right to take such decisions in special cases.

It was agreed that the Statute, although based chiefly on Continental procedure, gave this power to the Court.

In these circumstances it was decided that the Court should have the right to decide in each case whether the presentation of the case by counsel should precede or follow the taking of oral evidence.

118. — **Les témoins convoqués par la Cour doivent-ils être payés sur les fonds de la Cour ou les dépenses doivent-elles être à la charge des parties ?** (Questionnaire III : 1).

Le PRÉSIDENT déclare qu'à son avis, la solution la plus correcte serait que les indemnités des témoins soient payées par la Cour, mais qu'elle mette ces frais à la charge de la partie pendante.

La Cour se range à cet avis.

119. — **Obligation pour les parties de déposer une caution pour couvrir, le cas échéant, les frais de procédure.** (Questionnaire III : 2).

Lord FINLAY se prononce contre l'insertion d'une disposition de ce genre dans le Règlement : les Etats pourraient se sentir blessés dans leur dignité.

La Cour se range à cet avis.

Le PRÉSIDENT pose la question de savoir si la Cour aurait le droit, dans un cas spécial, d'exiger le dépôt d'une certaine somme.

M. ANZILOTTI fait remarquer que, selon l'article 35 du Statut, la Cour est „ouverte" aux Etats, et M. HUBER déclare que la Cour est une institution disposant d'un budget particulier ; dans le cas de la Cour, il n'y a donc pas de raison pour exiger un dépôt de ce genre, qui est nécessaire dans le cas d'une procédure d'arbitrage.

La Cour exprime l'avis que le dépôt d'une caution ne doit être exigé, ni en règle générale, ni dans les cas particuliers.

120. — **Règles relatives à l'administration des preuves.** (Questionnaire III : 3).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article 40 du projet du Secrétariat [1]) et de l'article 40 des conclusions du Comité de procédure [2]).

M. ALTAMIRA expose que le serment, prévu dans le projet du Secrétariat, a été supprimé sur sa propre demande, afin de sauvegarder la liberté de conscience.

Le PRÉSIDENT partage l'opinion de M. Altamira et voudrait que l'on ne demande qu'un engagement solennel et que la Cour n'ait pas le droit de faire prêter serment.

M. ANZILOTTI au contraire, voudrait voir maintenue la possibilité, pour la Cour, de faire prêter serment.

Lord FINLAY est opposé à ce que l'on fasse prêter serment, en raison du fait que la Cour ne peut exercer de poursuites pour faux témoignage.

M. BEICHMANN ayant soulevé la question de savoir si l'engagement solennel doit être pris avant ou après les témoignages, le PRÉSIDENT déclare, qu'à son avis, la première solution est préférable.

La Cour se range à cet avis.

Le PRÉSIDENT met aux voix la question de savoir si la Cour doit avoir le droit de faire prêter serment.

1) voir p. 264.
2) voir p. 303.

118. — **Should the witnesses summoned by the Court be paid out of the Court funds , or should the expenses be borne by the parties ?** (Questionnaire III : 1).

The PRESIDENT declared that, in his opinion, the correct solution would be for the Court to pay the witnesses and to charge the expenses to the losing party.

The Court agreed.

119. — **Obligation on the parties to deposit security to cover costs.** (Questionnaire III : 2).

Lord FINLAY pronounced against inserting such a rule in the Rules of Procedure. The States would regard this as an infringement of their dignity.

The Court agreed.

The PRESIDENT raised the question whether the Court would be entitled in any given case to order that a certain sum should be deposited.

M. ANZILOTTI pointed out that, according to Article 35 of the Statute, the Court was „open" to States, and M. HUBER explained that the Court of Justice was an institution with funds of its own ; the reasons which made deposits necessary in the case of arbitration proceedings did not therefore exist in the case of the Court.

The Court agreed that no security should be asked for, either as a general rule or in special cases.

120. — **Rules in regard to the taking of evidence.** (Questionnaire III : 3).

The PRESIDENT read Article 40 of the Secretariat's draft [1]) and Article 40 of the Conclusions of the Committee on Procedure [2]).

M. ALTAMIRA explained that the oath, which had been proposed in the Secretariat's draft, had been suppressed at his request, in the interests of freedom of conscience.

The PRESIDENT shared M. Altamira's opinion, and desired that a solemn declaration only should be required and that the Court should not be entitled to administer an oath.

M. ANZILOTTI, on the contrary, wished the Court to be able to administer an oath, should it see fit.

Lord FINLAY was opposed to the administering of oaths, because of the fact that the Court had no powers to prosecute for perjury.

M. BEICHMANN having raised the question whether the solemn declaration should be made before or after the evidence had been given, the PRESIDENT stated that, in his opinion, the former solution was preferable.

The Court agreed.

The PRESIDENT took a vote on the question whether the Court should have the right to administer an oath.

1) see p. 264.
2) see p. 303.

La question est décidée négativement par 8 voix contre 4.

M. ANZILOTTI, ayant soulevé la question de savoir si la formule d'engagement solennel doit être établie une fois pour toutes, le PRÉSIDENT déclare qu'à son avis, il devrait en être ainsi.

Le PRÉSIDENT met alors en discussion la question de savoir si les témoins doivent être interrogés d'abord par le Président ou par les conseils.

Lord FINLAY ne peut accepter, à cet égard, le texte de l'article 40 des conclusions du Comité de procédure. A son avis, les témoins devraient être interrogés par ceux qui les ont convoqués, c'est à dire dans la majorité des cas, par les parties. Le Président et les autres membres de la Cour, devraient seulement avoir le droit de poser des questions supplémentaires, afin d'élucider certains points particuliers.

M. ALTAMIRA indique que la solution préconisée par Lord Finlay est déjà contenue dans l'article 11 de son projet [1]).

Le PRÉSIDENT et M. WEISS s'étant prononcés dans le même sens que Lord Finlay, la Cour s'accorde pour reconnaître que les questions devraient être posées tout d'abord par les parties et que le Président et les autres membres de la Cour ne devraient poser aux témoins que des questions supplémentaires.

121. — **Les parties peuvent-elles dessaisir la Cour après l'avoir saisie ?** (Questionnaire III : 4).

Le PRÉSIDENT estime que si les parties ne demandent pas un arrêt et dessaisissent la Cour, la procédure devrait prendre fin.

M. HUBER établit une distinction entre le cas où une affaire serait retirée en vertu d'un accord entre les parties et le cas oir, seule, celle des parties qui asaisi la Cour par une requête, voudrait retirer l'affaire.

Lord FINLAY indique que dans certains cas, d'ailleurs rares, il pourrait être désirable de rendre un arrêt, même si les parties voulaient retirer l'affaire. Il préférerait donc une disposition établissant que les affaires puevent être retirées avec le consentement de la Cour.

M. BEICHMANN, au contraire, déclare que le désir des parties de retirer une affaire devrait prévaloir sur l'intérêt qu'il peut y avoir à obtenir un arrêt.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que cette difficulté ne pourrait se produire que pour les arrêts déclaratoires ; mais, en pareil cas, les parties intéressées à obtenir un arrêt pourraient elles-mêmes instituer une procédure.

M. WEISS déclare qu'une pratique constante en France admet le droit pour les parties de retirer une affaire.

1) voir p. 277.

The question was decided in the negative by 8 votes to 4.

M. ANZILOTTI having raised the question whether the form of the solemn declaration should be fixed once and for all, the PRESIDENT declared that, in his opinion, the form should be so fixed.

The PRESIDENT then opened the discussion on the question whether witnesses should first be interrogated by the President or by counsel.

Lord FINLAY said that in this connection he could not agree to the text of Article 40 of the Committee's conclusions. In his opinion, witnesses should be examined by those who had summoned them, that is to say, in the great majority of cases, by the parties. The President and other members of the Court should only retain the right to put further questions in order to elucidate special points.

M. ALTAMIRA pointed out that the solution advocated by Lord Finlay was already contained in Article 11 of his draft [1]).

The PRESIDENT and M. WEISS having pronounced themselves in the same sense as Lord Finlay, the Court agreed that the examination should in the first place be conducted by the parties, and that the President and other members of the Court should only put supplementary questions to the witnesses.

121. — **Can the parties withdraw from the Court proceedings which they have once instituted?** (Questionnaire III : 4).

The PRESIDENT thought that if the parties did not ask for judgment, and withdrew the suit, proceedings would have to be discontinued.

M. HUBER distinguished between two sets of circumstances : (a) the withdrawal of a suit by virtue of an agreement between the parties, and (b) the expression of a wish to withdraw the suit by that party only which had filed the application.

Lord FINLAY suggested that in some rare instances it would be found desirable to pronounce a judgment even if the parties wished to withdraw the suit. He would therefore prefer a rule stating that a suit could be withdrawn with the consent of the Court.

M. BEICHMANN, on the contrary, held that the wish of the parties to withdraw a suit should prevail over the possible advantages of recording a judgment.

The PRESIDENT pointed out that this difficulty would arise only in the case of declaratory judgments ; but in such circumstances the parties interested in obtaining a judgment could institute proceedings on their own account.

M. WEISS stated that as a result of consistent practice in France, the right of the parties to withdraw a suit had been recognised.

1) see p. 277.

M. ANZILOTTI fait remarquer que la juridiction de la Cour repose entièrement sur la volonté des parties, et que pour cette raison, ainsi que pour des raisons d'ordre pratique, le désir des parties devrait prévaloir dans tous les cas.

M. MOORE soulève la question de la répartition des frais au cas où une affaire serait retirée. Le PRÉSIDENT répond que cette question pourrait peut-être être décidée par la Cour.

Lord FINLAY ne désirant pas insister sur sa proposition, il est convenu que les parties doivent avoir le droit de dessaisir la Cour d'un commun accord, après l'avoir saisie.

122. — **Droit pour la Cour de se servir de papier timbré sur lequel elle percevrait un droit.** (Questionnaire I : 5).

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est convenue que la Cour ne revendiquera pas ce droit.

123. — **Les pièces de procédure relatives à toutes les affaires seront-elles à la disposition de tous les Etats Membres de la Société et des Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte ?** (Questionnaire III : 6).

Lord FINLAY donne des explications sur cette question. Il expose que les dispositions des articles 40 et 63 du Statut ne semblent pas suffisantes à cet égard.

Il est nécessaire que tous les Etats mentionnés dans la question actuellement discutée, puissent examiner les pièces afin de décider s'ils doivent intervenir au procès. Ce serait particulièrement important pour les affaires concernant le travail.

Le droit d'examiner les pièces devrait toujours dépendre de l'approbation de la Cour, de façon à éviter cet examen si, pour une raison quelconque, il n'était pas désirable.

M. BEICHMANN estime que cette question est très importante et très délicate. Il croit que, si une addition aux règles édictées par le Statut est nécessaire, elle devrait être de la nature suivante : Si un Etat prouve qu'il y a pour lui un intérêt légitime à intervenir dans une affaire, il aura le droit de demander à la Cour l'autorisation de prendre connaissance des pièces relatives à cette affaire.

M. HUBER est de l'avis de M. Beichmann mais il estime qu'il faut établir une distinction entre les affaires où les Etats intéressés sont tous liés entre eux par des accords établis sur une base de réciprocité et les affaires où des engagements de ce genre n'existent pas. Ces engagements résultent entre autres des Traités de Paix, particulièrement des parties XII et XIII du Traité de Versailles. Il ne croit pas que la disposition facultative, jointe au protocole de signature du Statut de la Cour, ait créé une interdépendance de cette nature vis-à-vis des Etats qui n'ont pas accepté la disposition. Sauf lorsque la juridiction obligatoire a été acceptée, en vertu d'un Traité multilatéral, le droit d'intervention ne devrait être reconnu qu'avec une grande prudence.

M. ANZILOTTI observed that the jurisdiction of the Court of Justice was based entirely on the will of the parties, and that, for this reason, as well as for practical reasons, the wishes of the parties should in all circumstances prevail.

Mr. MOORE raised the question of the allocation of costs when a suit was withdraw from the Court ; the PRESIDENT replied that this point might have to be settled by a decision of the Court.

Lord FINLAY not wishing to press his suggestion, it was agreed that the parties should have the right to withdraw, by common consent, a suit which they had brought before the Court.

122. — **Right of the Court to employ stamped paper involving the payment of dues.** (Questionnaire III : 5).

On the suggestion of the President it was agreed that the Court should not claim this right.

123. — **Should the documents of all cases be at the disposal of all the States Members of the League of Nations and of the States mentioned in the Annex to the Covenant ?** (Questionnaire III : 6).

Lord FINLAY explained the question. He stated that the provisions of Articles 40 and 63 of the Statute did not appear to be sufficient in regard to this point.

It was necessary that all the States referred to in the question at issue should be able to inspect the documents, in order to decide whether they should intervene in the proceedings. This would be particularly important in labour cases.

The right of inspecting documents should always be subject to the approval of the Court, so that such inspection could be prevented, if it were for any reason undesirable.

M. BEICHMANN considered this question as extremely important and delicate. He thought that if any addition must be made to the rules of the Statute, it should be to the following effect : If a State proved that it had legitimate grounds for intervention in a special case, it should be entitled to ask permission of the Court to inspect the documents pertaining to the case.

M. HUBER agreed with the opinion expressed by M. Beichmann, but desired that a distinction should be drawn between cases where the States interested were all mutually bound by agreements based on reciprocity, and cases where no such obligations existed. Such obligations existed under the Peace Treaties, especially under parts XII and XIII of the Treaty of Versailles. He did not think that the optional clause attached to the protocol of signature of the Statute of the Court created such an interdependence vis-à-vis States which had not accepted the clause. Except where compulsory jurisdiction was accepted by virtue of a multi-lateral treaty, the right of intervention should be granted only with great prudence.

M. ANZILOTTI déclare que la discussion s'est écartée de la question primitive et touche maintenant au problème du droit d'intervention. Il propose de différer toute décision sur le point en discussion jusqu'au moment où les limites du droit d'intervention auront été définies.

Quant à la question du droit de regard sur les pièces de procédure, M. Anzilotti exprime l'opinion que ce droit devrait être accordé, toujours sous réserve du droit des parties de déclarer secrets certains documents.

Lord FINLAY expose qu'à son avis, l'examen des mémoires et contre-mémoires serait suffisant pour montrer la nature de la question litigieuse. Cependant, une faculté plus large d'examen ne serait pas dangereuse si elle était laissée à la discrétion de la Cour.

Le PRÉSIDENT met aux voix la question de savoir si les mémoires et contre-mémoires seront rendus disponibles à tous les Membres de la Société et à tous les Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte, même contre le désir des parties, mais sous réserve que la Cour donne les garanties nécessaires contre tout abus.

La question est résolue affirmativement par 8 voix contre 4.

Il est décidé que la question du droit de regard des pièces de procédure, autres que les mémoires et contre-mémoires, sera renvoyée à la prochaine séance.

124. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le jeudi 23 février, à 10 h. 30.

La séance est levée à 12 h. 45.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

M. ANZILOTTI stated that the discussion had left the original question, and now turned upon the wider problem of the right of intervention. He suggested that any decision on the point under discussion should be postponed until the limits of the right of intervention had been defined.

On the question of the right of inspection of the documents of procedure, M. Anzilotti expressed the opinion that this right should be granted, subject always to the right of the parties to declare certain documents to be secret.

Lord FINLAY stated that in his opinion the inspection of the cases and counter-cases would be sufficient to demonstrate the nature of the question at issue. Even a wider faculty of inspection would, however, not do harm, if it were subject to the discretion of the Court.

The PRESIDENT took a vote on the question whether the cases and the counter-cases should be open for inspection to all Members of the League and all States mentioned in the Annex to the Covenant, even against the wish of the parties, but subject to the provision by the Court of adequate guarantees against abuse.

The question was decided in the affirmative by 8 votes to 4.

It was decided that the question of the right of inspection of documents of procedure, other than cases and counter-cases, should be postponed until the following meeting.

124. — **Date of the next meeting.**

It was agreed that the next meeting should be fixed for Thursday, February 23rd, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 12.45 p.m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

SEIZIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 23 février, 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS:

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

125. — **Suite de la discussion du questionnaire. Question du droit d'intervention** (Questionnaire III : 7).

Le PRÉSIDENT donne lecture de la partie du compte rendu sténographique de la séance précédente où la question de l'accessibilité des pièces de procédure a été discutée.

Il rappelle tout particulièrement la décision prise, à savoir que les mémoires et contre-mémoires seront mis à la dispositions de tous les Membres de la Société et de tous les Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte, même contre le désir des parties, mais sous réserve que la Cour donne les garanties nécessaires contre tout abus.

Lord FINLAY voudrait voir donner à la Cour le droit de décider si, oui ou non, d'autres pièces doivent également être accessibles aux Etats ayant prouvé qu'ils ont un intérêt légitime à en prendre connaissance.

En motivant sa suggestion, Lord Finlay fait valoir que les Etats peuvent être intéressés à un procès, non seulement parce que leurs droits propres y sont en cause, mais aussi en raison des effets qui résultent des décisions de la Cour, au point de vue du droit en général. Afin d'être à même d'établir si un intérêt de cette dernière nature existe, il faut qu'un Etat puisse prendre connaissance des pièces appartenant à un procès déterminé.

Le PRÉSIDENT déclare la discussion ouverte simultanément sur les trois questions suivantes :

PRELIMINARY SESSION

SIXTEENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 23rd, 1922, at 10.30 a.m.,
M. Loder, President, in the chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

125. — **Continuation of the discussion on the questionnaire. Question of the right of intervention.** (Questionnaire III : 7).

The PRESIDENT read that portion of the verbatim report of the previous meeting containing the discussion upon the question of access to documents of procedure.

He drew special attention to the decision taken on that occasion, to the effect that cases and counter-cases should be open for inspection to all Members of the League of Nations and all States mentioned in the Annex to the Covenant, even against the wishes of the parties, subject, however, to provision by the Court of adequate guarantees against the abuse of this privilege.

Lord FINLAY wished the Court to be given the right to decide whether or not other documents also should be open for inspection to States which had proved that they had legitimate grounds for inspecting them.

Lord Finlay based his suggestion on the argument that States might be interested in a case not only because their actual rights were affected, but also in view of the legal developments which might arise from the decisions of the Court. In order to be able to form an opinion as to whether its interests were affected in the latter way, a State must be able to inspect documents concerning a given case.

The PRESIDENT declared the discussion open simultaneously on the three following points :

a) la suggestion de Lord Finlay ;

b) les tierces puissances intéressées n'ont-elles un droit d'intervention qu'au cas où les parties initiales sont soumises à la juridiction obligatoire de la Cour ?

c) y-a-t-il une différence à ce sujet entre les articles 62 et 63 du Statut ?

M. ANZILOTTI fait observer que le droit d'examiner toutes les pièces de procédure, préconisé par Lord Finlay, est la conséquence naturelle de son opinion selon laquelle le droit d'intervention s'appliquerait à n'importe quel procès. M. Anzilotti se trouve en désaccord avec cette opinion. Il croit qu'aux termes de l'article 62 du Statut, le droit d'intervention peut seulement exister, soit en vertu d'un accord entre les deux parties initiales, soit lorsque ces parties, aussi bien que celles qui désirent intervenir, ont accepté la disposition facultative concernant la juridiction obligatoire de la Cour. Il fait remarquer qu'aux raisons juridiques en faveur de sa thèse, s'ajoutent des considérations d'ordre pratique : les Etats hésiteraient à s'adresser à la Cour s'ils avaient à craindre l'intervention, dans leurs procès, d'Etats tiers.

Lord FINLAY fait observer qu'il n'a pas eu en vue un droit d'intervention dans tous les cas ; il a préconisé seulement le droit, pour un Etat, d'intervenir lorsque la Cour aura acquis la certitude qu'un intérêt d'ordre juridique est en cause pour l'Etat désirant intervenir.

M. ALTAMIRA, tout en appuyant le point de vue de M. Anzilotti, croit que la principale difficulté réside dans le fait qu'aux termes de l'article 62 du Statut, la possibilité d'introduire une action est ouverte à tous les Etats sans exception.

En réponse à une question de M. Moore, M. HUBER confirme que des dix-huit Etats qui ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour, aucun n'a fait de réserve expresse au sujet de l'article 62 ; par contre, cette juridiction a, sans exception, été acceptée uniquement sous réserve de réciprocité, ce qui, en droit, a le même effet.

En continuant, M. Huber reprend la thèse qu'il a developpée à la séance précédente, à savoir, qu'un Etat qui n'est pas lié par la clause de réciprocité ne saurait être admis à intervenir dans un procès entre deux Etats qui l'ont acceptée.

M. Huber, ensuite, souligne les différences qui existent entre les articles 62 et 63 ; aux termes de ce dernier, il existe un droit d'intervention qui n'a pas de correspondant dans l'article 62, où la faculté d'intervenir dépend en dernier ressort de la décision de la Cour. Il ne croit pas que l'intervention, aux termes de l'article 62, puisse être admise dans les cas où un droit positif, concrèt, n'est pas en jeu.

M. WEISS s'associe en théorie au point de vue de M. Anzilotti ; mais il croit que le Statut de la Cour, en

a) Lord Finlay's suggestion ;

b) have third parties interested in a case the right of intervention only when the original parties have accepted the compulsory jurisdiction of the Court ?

c) is there any difference with regard to this question between Articles 62 and 63 of the Statute ?

M. ANZILOTTI pointed out that the right to inspect all documents of procedure recommended by Lord Finlay was the logical outcome of his view that there should be a general right to intervene in any case whatsoever.

M. Anzilotti disagreed with this view. He thought that, according to the terms of Article 62 of the Statute, the right of intervention could only exist either in virtue of an agreement between the two original parties or when the parties to the case, as well as those who desired to intervene, had accepted the optional clause with regard to the compulsory jurisdiction of the Court. He pointed out that the legal grounds on which his view was based were reinforced by practical considerations ; States would hesitate to have recourse to the Court if they had reason to fear that third parties would intervene in their cases.

Lord FINLAY pointed out that he did not contemplate a right of intervention in all cases. He had only suggested that a State should have the right to intervene when the Court had satisfied itself that intervention was justified on legal grounds.

M. ALTAMIRA, whilst supporting M. Anzilotti's view, thought that the main difficulty arose from the fact that, according to Article 62 of the Statute, it was open to all States without exception to institute proceedings.

In reply to a question from Mr. Moore, M. HUBER confirmed the fact that none of the eighteen States who had accepted compulsory jurisdiction of the Court had made an express reservation with regard to Article 62. On the other hand, this jurisdiction had, without exception, only been accepted subject to the condition of reciprocity, a condition which, in law, amounted to the same thing.

Proceeding, M. Huber continued the argument which he had developed at the previous meeting, to the effect that a State which was not bound by the reciprocity clause could not be allowed to intervene in a case between States which had accepted it.

M. Huber went on to emphasize the difference between Articles 62 and 63 ; according to the terms of the latter, a right of intervention existed ; but there was no corresponding provision in Article 62, in which it was, in the last instance, for the Court to decide whether intervention should be permitted. He did not think that intervention under the terms of Article 62 should be admitted in cases where no actual concrete right was at stake.

M. WEISS agreed in theory with M. ANZILOTTI's view, but thought that since the Statute of the Court had

créant un droit d'intervention, ne laisse pas à la Cour une liberté absolue d'adopter ce point de vue.

M. BEICHMANN est d'accord avec ce que viennent de dire MM. Anzilotti et Huber, mais croit, comme M. Weiss, que la Cour est déjà liée, dans une certaine mesure, par l'article 63 du Statut. Il estime qu'il ne serait pas opportun de donner, dans le règlement de procédure, une interprétation de cet article. En ce qui concerne le point soulevé par Lord Finlay, M. Beichmann est d'avis que l'article 40 indique la limite des obligations des parties en cause. Les autres Etats n'ont le droit d'être informés que de l'existence du procès. Ce renseignement peut leur permettre de demander aux parties toutes précisions dont ils pourraient avoir besion.

Pour conclure, M. Beichmann déclare que, selon lui, il n'est pas nécessaire que tous les Etats aient le droit de prendre connaissance des pièces de procédure, et que le fait de leur accorder ce droit constituerait un excès de pouvoir de la part de la Cour.

M. NEGULESCO distingue entre deux situations juridiques différentes : celle d'une convention générale dont les signataires ont le droit d'intervenir à tout procès dans lequel l'interprétation de la convention est en cause ; et celle où une convention générale n'est pas en cause.

Dans ce dernier cas, l'Etat désirant intervenir doit adresser à la Cour une demande à fin d'intervention. Cette demande a le caractère d'une demande tendant à être admis comme partie initiale et ne peut, par conséquent, être accordée par la Cour qu'en vertu de l'accord des parties initiales ; mais, après avoir été admis comme partie intervenante, un Etat peut toujours exiger le droit de prendre connaissance des pièces de procédure.

M. NYHOLM craint que la discussion n'ait un peu dévié. Il croit que, pour le moment, la Cour doit se borner à discuter les règles de la procédure à suivre pour mettre en pratique réaliser le droit d'intervention. La question de savoir si ce droit existe ou non dans les cas spéciaux, doit être laissée à la décision de la Cour, au fur et à mesure qu'elle se posera.

M. Nyholm croit que le problème principal relatif à la procédure de l'intervention est celui de savoir à quel moment celle-ci pourra s'effectuer ; une fois cette question résolue, celle du droit d'examen des pièces de procédure le sera en même temps. Si, en effet, l'intervention peut se produire jusqu'au moment de l'ouverture de la procédure orale, il sera suffisant de concéder, aux Etats qui pourraient désirer intervenir, le droit de prendre connaissance des conclusions des parties. Si, d'autre part, l'intervention doit avoir lieu au début de la procédure écrite, on pourrait stipuler qu'un Etat désirant éventuellement intervenir devrait présenter sa demande à fin d'intervention sans délai.

created a right of intervention, the Court was not altogether free to adopt this point of view.

M. BEICHMANN agreed with the observations of M. Anzilotti and M. Huber, but considered, as M. Weiss had said, that the hands of the Court were to some extent tied by Article 63 of the Statute. He thought that it would be inadvisable to give an interpretation of this Article in the Rules of Procedure. In regard to the point raised by Lord Finlay, M. Beichmann was of opinion that Article 40 prescribed the limit of the obligations of the parties to a case. Other States had only the right to be informed of the existence of the suit. The receipt of this information would enable them to ask the parties for any further details of which they might have need.

In conclusion M. Beichmann declared that in his view it was not necessary that all the States should have the right of inspecting documents in a case, and that by granting such a right the Court would be exceeding its powers.

M. NEGULESCO drew a distinction between two different legal situations : the first was the situation where there was a general convention, the signatories of which had the right of intervention in any suit in which the interpretation of the convention was involved; the second was the situation where there was no general convention involved.

In the latter case, the State desiring to intervene should address a request to the Court for permission to do so. This request would be in the nature of a claim to be admitted as an original party, and could not in consequence be granted by the Court, except by virtue of the consent of the original parties ; but, once a State had been admitted as an intervening party, it could always claim the right to inspect the documents of procedure.

M. NYHOLM feared that the discussion had drifted from the main question at issue. He considered that for the moment the Court, should restrict itself to discussing the rules of procedure to be followed in order to put into practice the right of intervention. The question whether or not this right existed in particular cases must be left to the decision of the Court, as each concrete case arose.

M. Nyholm considered that the principal problem regarding procedure in the case of intervention was the determination of the time at which this intervention should take place. Once this question was solved, the question of the right to inspect the documents would also be solved at the same time. If, in fact, intervention could take place up to the time of the commencement of the oral proceedings, it would be sufficient to allow States who might desire to intervene the right to examine the conclusions of the parties. If, on the other hand, intervention must take place at the beginning of the written proceedings, it might be laid down that a State which desired to be in a position to intervene, if necessary,

Si la demande était admise, la question du droit de prendre connaissance des documents se résoudrait automatiquement.

Pour M. Nyholm, il est évident, que, si la Cour ne siège pas, toute décision du Président sur une demande d'intervention devrait être prise sous réserve de la décision ultérieure de la Cour.

Personnellement, M. Nyholm préférerait accorder aux Etats le droit d'intervenir jusqu'au moment de l'ouverture de la procédure orale.

Le PRÉSIDENT rappelle quelle a été la pensée du Comité des Juristes en rédigeant les articles concernant l'intervention. Le Comité a voulu tout d'abord donner aux Etats autres que les parties en litige et qui sont parties à une convention, le droit d'intervenir dans un procès où l'interprétation de cette convention est en jeu. Mais en raison du fait que la Cour est appelée à innover en matière de droit international, on a aussi voulu accorder aux Etats qui ne sont pas parties à un litige déterminé, le droit de donner leur opinion sur des questions de droit soulevées au cours du procès et à la solution desquelles ils ont un intérêt juridique. Il s'agit, en somme, de deux acceptions différentes du mot „intervention" dans les articles 62 et 63 du Statut.

Le PRÉSIDENT ne croit pas qu'il soit possible de poser la question dans les termes formulés dans le questionnaire (a) et (b) : il lui semble impossible de refuser le droit d'intervention aux Etats qui n'ont pas accepté la juridiction obligatoire de la Cour.

M. ALTAMIRA fait observer que le projet des Juristes de 1920 était fondé sur le principe de la juridiction obligatoire de la Cour. Lorsque ce principe fut modifié par l'Assemblée, on a malheureusement omis de faire concorder le texte de certain articles avec le nouveau principe qu'on a introduit. De là proviennent quelques unes des difficultés qui préoccupent la Cour.

Lord FINLAY croit que le droit d'intervention, aux termes de l'article 62, ne peut pas être limité de façon à comprendre seulement les cas où des intérêts matériels sont en cause pour l'Etat qui désire intervenir.

D'accord avec le Président, Lord Finlay est d'avis que l'intérêt que présente pour un Etat déterminé, le point de vue adopté par la Cour, dans un cas donné, peut constituer un motif suffisant pour une demande d'intervention.

Il mentionne, à titre d'exemples, des cas relevant du droit maritime et de la législation du travail.

Il appartiendra à la Cour de déterminer, dans chaque cas spécial, si l'Etat désirant intervenir a justifié d'un intérêt d'ordre juridique. Pour le moment, il suffit de constater que le Statut confère à tous les Etats le droit de demander à être admis à intervenir. Dans ces

should make an immediate request to secure the right to intervene. If the request were granted, the question of the right to inspect documents would automatically be solved.

In M. Nyholm's view, it was clear that if the Court was not sitting, any decision which the President might take in regard to a request for permission to intervene should be subject to any subsequent decision taken by the Court.

For his own part, M. Nyholm would prefer to grant States the right of intervention up to the time of the commencement of the oral proceedings.

The PRESIDENT alluded to the intentions of the Committee of Jurists when drawing up the articles regarding intervention. The Committee had, in the first place, wished to give States, other than those concerned in the dispute, which had been parties to a convention, the right to intervene in a case in which the interpretation of such convention was involved. But in view of the fact that it was the duty of the Court to build up international jurisprûdence, it was also desired to grant to States which were not parties in a given dispute, the right to give their opinions with regard to questions of law raised during the course of the proceedings, in the solution of which they had a legal interest. The position was in fact that the word „intervention" was used in two different ways in Articles 62 and 63 of the Statute.

The President did not think that the question should be put in the manner in which it appeared in the questionnaire (a) and (b) ; he thought it was impossible to withhold the right of intervention from States which had not accepted the compulsory jurisdiction of the Court.

M. ALTAMIRA pointed out that the scheme of the Jurists of 1920 was based on the principle of the compulsory jurisdiction of the Court. When this principle was modified by the Assembly, the text of certain articles had unfortunately not been brought into line with the new principle which had been introduced. This was the cause of several of the difficulties with which the Court was now concerned.

Lord FINLAY thought that the right of intervention under the terms of Article 62 could not be limited in such a way as only to cover cases in which the material interests of the State desiring to intervene were affected.

Like the President, Lord Finlay thought that the fact that the interests of a particular State might be affected by the attitude adopted by the Court in a particular case, would constitute sufficient grounds for a request to be allowed to intervene.

As an example, he mentioned cases connected with maritime law and with labour legislation.

It was for the Court to decide in each particular case whether the State desiring to intervene had proved that it had legal grounds for so doing. For the moment it was sufficient to state that the Statute conferred upon all States the right to request to be allowed to

conditions, ils doivent bien avoir le droit de prendre connaissance des premières pièces de procédure, afin de pouvoir se rendre compte s'ils ont, ou non, un intérêt juridique motivant une requête à fin d'intervention.

Lord Finlay s'associe au Président pour juger inadmissible l'idée que l'intervention puisse avoir lieu seulement dans un procès entre deux Etats ayant accepté la juridiction obligatoire de la Cour, et seulement de la part d'un Etat ayant accepté la même juridiction. A son avis, cette idée n'est fondée sur aucune disposition du Statut.

Il ne faut pas non plus perdre de vue le fait que si, comme on l'a expliqué, des raisons politiques s'opposent à accorder un droit d'intervention, sauf dans les cas où tous les Etats intéressés ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour, des arguments du même ordre s'opposent à une solution qui paraitrait incompréhensible à tous les Etats qui ont accepté le Statut de la Cour avec la conviction que, si une question touchant leurs intérêts vitaux se présentait devant la Cour, ils seraient appelés à communiquer leur opinion.

Pour conclure, Lord Finlay exprime la conviction qu'il ne saurait y avoir d'inconvénient à conférer à la Cour le droit de permettre aux Etats de prendre connaissance de documents de procédure autres que les mémoires et contre-mémoires, quand elle est d'avis que des considérations de justice rendent nécessaire cette décision.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'un passage du rapport de M. de Lapradelle, au sujet du projet élaboré par le Comité de Juristes, et qui concerne la question du droit d'intervention .

M. ANZILOTTI fait valoir que le seul droit conféré aux Etats par l'article 62 est le droit d'adresser à la Cour une requête à fin d'intervention. Avant d'admettre le principe de cette intervention, la Cour doit décider, avant tout, la question de sa compétence, mais, sauf les rares cas de juridiction obligatoire, cette compétence n'existe qu'en vertu du consentement des parties.

M. Anzilotti ne croit pas, contrairement à Lord Finlay et au Président, que l'article 62 vise les cas présentant un intérêt au point de vue du droit international. Il pense que l'article envisage seulement l'éventualité où l'Etat qui désire intervenir, a un véritable droit dans la question litigieuse. Pour lui, les parties qui interviendraient aux termes de l'article 62 deviendraient parties en cause, tandis que tel ne serait pas le cas pour celles qui interviendraient aux termes de l'article 63.

A son avis, toute décision sur le droit d'examen des pièces de procédure préjugerait la question du droit d'intervention. Dans ces circonstances, il préférerait qu'on décide de ne mentionner ni l'un ni l'autre dans le Règlement, mais de laisser à la Cour le soin de résoudre la question, dans les cas spéciaux qui se présenteraient.

intervene. In these circumstances they must clearly have a right to inspect documents of procedure, in order to be able to estimate whether they had or had not a legal interest justifying a request for permission to intervene.

Lord Finlay agreed with the President that it was impossible to maintain that intervention should only take place in suits between two States which had accepted the compulsory jurisdiction of the Court, or that this right should only be exercised by a State which had accepted the same jurisdiction. In his opinion, there was no foundation for this view in the Statute. Nor must they lose sight of the fact that if, as had been explained, there were political reasons against granting a right of intervention except in cases where all the States concerned had accepted the compulsory jurisdiction of the Court, similar arguments could be advanced against a solution which would appear inexplicable to all those States which had accepted the Statute of the Court on the understanding that they would be always called upon to express their opinion when a question touching their vital interests was before the Court.

In conclusion, Lord Finlay expressed the conviction that there was no possible objection to conferring upon the Court the right to allow States to inspect documents of procedure other than the cases and counter-cases, when the Court was of opinion that considerations of justice rendered this course necessary.

The PRESIDENT read an extract from the report by M. de Lapradelle on the scheme prepared by the Committee of Jurists, referring to the question of the right of intervention.

M. ANZILOTTI pointed out that the only right conferred upon States by Article 62 was the right of applying to the Court to be allowed to intervene. Before admitting the principle of intervention, the Court must, in the first place, decide the question of its jurisdiction; but, except in the rare cases of compulsory jurisdiction, such jurisdiction only existed by virtue of the consent of the parties.

Unlike Lord Finlay and the President, M. Anzilotti did not think that Article 62 referred to cases which were of interest from the point of view of international law. He thought that the Article in question only contemplated cases in which the States desiring to intervene had an actual legal interest in the dispute. In his opinion, parties which intervened under the terms of Article 62 would become parties to the dispute, whereas the same would not apply to parties intervening under the terms of Article 63. He thought that any decision regarding the right to inspect documents of procedure would prejudge the question of the right of intervention. In these conditions, he would prefer that no mention be made of either of these rights in the Rules of Procedure, and that it should be left to the Court to decide each particular case as it arose.

M. YOVANOVITCH exprime l'avis que la question du droit d'examen des documents doit être résolue à la lumière de l'article 46 du Statut qui prescrit la publicité des débats.

M. MOORE ayant fait observer que l'article 46 a trait seulement à la procédure orale, Lord FINLAY fait remarquer qu'étant donné que, pendant cette partie de la procédure, il sera sans doute constamment donné lecture des pièces de procédure, l'article en question a beaucoup d'importance pour la question de l'examen de ces pièces.

M. MOORE voit dans le fait que les articles du Statut traitant de l'intervention ont été maintenus tels qu'ils figuraient dans le projet fondé sur la juridiction obligatoire de la Cour, la preuve que les articles en question sont parfaitement compatibles avec le principe de la compétence obligatoire.

En relevant le fait qu'aucune grande Puissance n'a jusqu'ici accepté la disposition facultative, M. Moore déclare qu'il est d'autant plus désirable de donner à ces Puissances le droit de venir devant la Cour dans des procès institués par de petites Puissances, afin d'obtenir une décision de celle-ci sur les grands principes de droit.

M. Moore ne voit pas de quelle façon la condition de réciprocité, en matière de juridiction obligatoire, pourrait rendre illusoire l'application d'une règle du Statut, à savoir l'article 62.

M. HUBER, en réponse à une question posée par le Président, déclare qu'à son avis les articles 62 et 63 sont justifiés seulement à condition que la même obligation de recourir à la Cour, existant maintenant entre les Etats ayant accepté la clause facultative, existe également en ce qui concerne tous les Etats ayant accédé au Statut. C'est pour cette raison que les articles en question doivent être considérés comme ne se rapportant qu'au cas où toutes les parties intéressées ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour.

M. Huber ajoute que le fait que le même terme „intervention" est utilisé dans l'article 62 et dans l'article 63 lui rend difficile d'accepter la distinction faite par le Président entre l'intervention réelle de l'article 63 et l'intervention comportant un droit de communiquer des opinions de l'article 62, tels que ces articles sont envisagés par le Président.

M. MOORE soumet un projet d'article concernant le droit d'examen des documents. Cet article sera imprimé et distribué aux membres de la Cour avant la séance prochaine (annexe 54) [1]).

Sur la proposition du Président, il est décidé que la suite de la discussion sera remise à la prochaine séance.

1) voir p. 348.

M. YOVANOVITCH expressed the opinion that the question of the right of inspecting documents should be settled in accordance with the principle of Article 46 of the Statute, which laid down that the hearings should be public.

Mr. MOORE having pointed out that Article 46 referred only to the oral proceedings, Lord FINLAY observed that during this part of the proceedings documents would doubtless be frequently read out, and that therefore Article 46 was of great importance in relation to the question of the examination of documents.

Mr. MOORE drew attention to the fact that the articles of the Statute referring to intervention had been kept in the original form in which they had appeared in the draft drawn up on the basis of the compulsory jurisdiction of the Court ; in his opinion this proved that the Articles in question were perfectly compatible with the principle of compulsory jurisdiction.

Referring to the fact that no great Power had up to the present accepted the optional clause, Mr. Moore stated that for this reason it was all the more desirable to give these Powers the right to come before the Court in suits instituted by the smaller Powers, for the purpose of obtaining the decision of the Court on main principles of international law.

Mr. Moore could not see how the condition of reciprocity in regard to compulsory jurisdiction could nullify the provisions of an Article of the Statute, i.e., Article 62.

M. HUBER, replying to a question put by the President, stated that, in his view, Articles 62 and 63 were justified only on the condition that the obligation to have recourse to the Court, now existing in the cases of States which had accepted the optional clause, were equally applicable in the case of all the States which had acceded to the Statute. This was why the Articles in question should be considered as only referring to the case where all the interested parties had accepted the compulsory jurisdiction of the Court.

Mr. Huber added that the fact that the same word „intervention" was used in Article 62 and in Article 63 made it difficult for him to accept the distinction drawn by the President, who interpreted the word as used in Article 63 to mean real intervention, and in Article 62 to mean an intervention involving a right to express an opinion.

Mr. MOORE submitted a draft article regarding the right of inspecting documents. This article would be printed and distributed to the members of the Court before the next meeting. (See Annex 54) [1]).

On the proposal of the President, it was decided to postpone further discussion on this point until the next meeting.

1) see p. 348.

126. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le vendredi 24 février, à 10 h. 30.

La séance est levée à 12 h. 30.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

126. — **Date of the next meeting.**

It was agreed that the next meeting should take place on Friday, February 24th, 1922, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 12.30 p.m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

DIX-SEPTIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 24 février 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

127. — **Suite de la discussion du questionnaire. (Suite de la question de l'intervention).**

Le PRÉSIDENT attire l'attention de la Cour sur le rapport présenté par M. Léon Bourgeois, à la 10ème séance du Conseil de la Société des Nations tenue à Bruxelles (voir Vol. III des Documents concernant la Cour, publiés par le Secrétariat de la Société des Nations, page 50).

Il déclare qu'à son avis, le rapport de M. Bourgeois confirme le point de vue qu'il a défendu à la séance précédente.

Le Président donne ensuite lecture du projet d'article rédigé par M. Moore et présenté lors de la séance précédente (Annexe 54) [1].

Enfin, le Président fait connaître qu'on lui a suggéré d'éviter toute mention dans le Règlement de procédure, des questions soulevées par le droit d'intervention.

M. BEICHMANN donne lecture d'une série de thèses concernant ces questions ; ces thèses, déjà approuvées par un certain nombre de ses collègues, sont reproduites à l'annexe 55 [2]).

M. YOVANOVITCH fait valoir que la compétence de la Cour résulte toujours de l'accord des parties, que l'instance soit introduite par un compromis ou par une requête. Ce principe s'applique également en matière d'intervention, de sorte que l'intervention peut être

1) voir p. 348.
2) voir p. 349.

PRELIMINARY SESSION

SEVENTEENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 24th 1922, at 10.30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

127. — **Continuation of the discussion on the Questionnaire. (Question of intervention).**

The PRESIDENT called the attention of the Court to the report submitted by M. LEON BOURGEOIS to the 10th. meeting of the Council of the League of Nations, held at Brussels (See Vol. III of the documents relating to the Court published by the Secretariat of the League of Nations, page 50).

He stated that, in his opinion, M. Bourgeois' report bore out the view which he had taken at theprevious meeting.

The President then read the draft article drawn up by Mr. Moore and submitted at the previous meeting (Annex 54) [1].

The President went on to inform the Court that the suggestion had been made to him that no mention should be made in the Rules of Procedure of the questions connected with the right of intervention.

M. BEICHMANN read a series of observations relating to these questions. These observations had already met with the approval of a certain number of his colleagues. (See Annex 55) [2].

M. Yovanovitch maintained that the jurisdiction of the Court invariably depended upon an agreement between the parties, whether proceedings were instituted by a special agreement of by an application. This principle applied equally in regard to intervention ; it followed,

1) see p. 348.
2) see p. 349.

admise seulement en vertu d'un accord entre les parties initiales et l'Etat qui désire intervenir. Cet accord peut être établi sous forme de traité ou par l'acceptation de la clause facultative concernant la juridiction obligatoire de la Cour. De l'avis de M. Yovanovitch, l'article 63 du Statut envisage le cas où un traité existe entre les parties initiales et l'intervenant, tandis que l'article 62 traite le cas où un traité de cet ordre fait défaut, mais où les Etats intéressés ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour. Pour pouvoir intervenir, aux termes de l'article 62, il est nécessaire de justifier qu'un intérêt d'ordre juridique est en cause pour l'Etat qui désire intervenir et de constater un accord entre l'intervenant et les parties initiales. La seconde condition n'est pas indiquée dans l'article 62, mais seulement impliquée par cet article. (Voir annexe 58, la déclaration de M. Yovanovitch) [1].

M. ALTAMIRA soumet un projet d'article amendé, s'inspirant du texte présenté, à la séance précédente, par M. Moore. (Cette proposition amendée, qui est subsidiaire à celle de M. Beichmann, est reproduite à l'annexe 57) [2].

Lord FINLAY rappelle que la question en discussion est, en somme, celle de savoir quelles informations sont nécessaires pour rendre effectif le droit d'intervention stipulé dans le Statut. Dans cet ordre d'idées, Lord Finlay désire répondre à quelques points soulevés par M. Beichmann, et qui sont importants à cet égard.

Lord Finlay, en examinant l'article 46 du Statut, constate d'abord que, normalement, la procédure orale sera publique ; même si le public n'était pas admis, dans un cas déterminé, l'arrêt et les motifs sur lesquels il est fondé seraient publiés. Dans ces conditions, il est difficile de voir pourquoi un Etat tiers, qui pourrait avoir un intérêt vital à intervenir, n'aurait pas le droit d'examiner à l'avance les pièces lui permettant de se former une opinion définitive.

Contre le droit, pour les Etats, de prendre connaissance des pièces, M. Beichmann donne, de l'article 62, une interprétation que Lord Finlay ne peut pas accepter. M. Beichmann a ajouté, en effet, à la condition posée par l'article 62, à savoir que l'Etat désirant intervenir doit justifier d'un intérêt d'ordre juridique, une autre condition qui annule l'article. Cependant, c'est grâce à l'existence de cet article que certains Etats ont accepté le Statut de la Cour.

M. BEICHMANN, tout en déclarant qu'il croit désirable de différer la discussion sur son texte jusqu'à ce qu'il ait été distribué, répond à quelques unes des objections présentées par Lord Finlay.

1) voir p. 381.
2) voir p. 381.

therefore, that intervention could only be sanctioned by virtue of an agreement between the original parties and the State which desired to intervene. This agreement might be in the form of a treaty or might be implied by acceptance of the optional clause regarding the compulsory jurisdiction of the Court. In the opinion of M. Yovanovitch, Article 63 of the Statute contemplated cases where a treaty existed between the original parties and the intervening State, whereas Article 62 referred to cases where there was no treaty of this nature, but where the interested States had accepted the compulsory jurisdiction of the Court. For intervention under the terms of Article 62 it would be necessary to prove that the State which desired to intervene had an interest of a legal nature in the case, and to show that there was an agreement between the intervening State and the original parties. The second condition was not specified but only implied in Article 62 (see annex 58, M. Yovanovitch's declaration) [1].

M. ALTAMIRA submitted a draft amendment to the Article, based upon the text submitted by Mr. Moore at the previous meeting. (This amended proposal, which is subsidiary to Mr. Beichmann's proposal, figures in Annex 57) [2].

Lord FINLAY pointed out that the question under discussion really amounted to this : What information was necessary in order to render effective the right of intervention provided for in the Statute ? In this connection, Lord Finlay desired to reply to certain points raised by M. Beichmann which were of importance.

Lord FINLAY, referring to Article 46 of the Statute, pointed out, in the first place, that, normally, the oral proceedings would be public ; even if the public were not admitted to the hearing in a given case, the judgment and the reasons on which it was based would be published. In these circumstances, it was difficult to see why a third State, which might have a vital reason for intervening, should not have the right to inspect beforehand documents which would enable it to form a definite opinion.

As an argument against the right of States to inspect documents, M. Beichmann had placed an interpretation upon Article 62 which he, Lord Finlay, could not accept. In fact, to the condition contained in Article 62, to the effect that a State desiring to intervene must show that it has an interest of a legal nature in the case, M. Beichmann had added another condition which nullified the Article. Nevertheless, it was thanks to the existence of this Article that some States had accepted the Statute of the Court.

M. BEICHMANN stated that he thought it would be desirable to postpone the discussion upon his memorandum until it had been distributed ; he replied, however, to some of the objections raised by Lord Finlay.

1) see p. 381.
2) see p. 381.

Il fait d'abord valoir que le droit, pour les Etats tiers, de prendre connaissance des pièces de procédure serait peu compatible avec le droit que possèdent les parties, en vertu de l'article 46 du Statut, de faire exclure le public de la procédure orale.

En ce qui concerne l'interprétation qu'il a donnée de l'article 62, M. Beichmann explique qu'elle repose sur la différence entre les termes employés dans les articles 62 et 63, différence qui semble indiquer que, même lorsqu'un Etat désirant intervenir a rempli les conditions mentionnées à l'article 62, il n'existe pas pour lui de véritable droit d'intervenir ; d'autres conditions peuvent être ajoutées par la Cour qui, seule. décide.

Enfin, il déclare que la Cour doit éviter de se lier les mains par une interprétation quelconque qui pourrait diminuer, à l'avenir, sa liberté de décision dans chaque cas particulier.

M. ODA ne croit pas qu'une solution différente puisse être adopée suivant que les parties ont accepté ou non la juridiction obligatoire de la Cour. Dans tous les cas relevant de l'article 62, la Cour doit décider si les Etats tiers ont le droit de prendre connaissance des pièces et si l'intervention est recevable. Mais la Cour consultera, en fait, les deux parties pour donner sa décision et, dans le cas d'un compromis, la consultation des deux parties doit être obligatoire.

M. Oda se rallie à la formule proposée par M. Moore ; il ne voit pas de différence entre la première rédaction de cette formule et celle amendée par M. Altamira. Etant donné que l'autorisation de la Cour est toujours requise, les craintes de MM. Huber et Anzilotti ne semblent pas justifiées au cas où cette proposition serait adoptée.

Il demande un vote sur la formule de M. Moore.

M. MOORE trouve que les propositions faites, par exemple, par M. Beichmann, équivalent à une proposition d'amender l'article 62 du Statut, de façon à limiter son applicabilité aux Etats qui ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour, ce qui est inadmissible. Il fait valoir que les craintes exprimées par les auteurs des propositions en question n'ont pas été partagées par les Etats qui ont accepté la disposition facultative.

En ce qui concerne l'interprétation de l'article 46, M. Moore croit que cet article établit, d'une façon parfaitement claire, le principe de la publicité en ce qui concerne les pièces de procédure ; il trouve tout naturel que les restrictions à l'application de ce principe, établies dans l'article, se réfèrent exclusivement à la procédure orale.

Enfin, il répète que la Cour doit affirmer son caractère universel qui la distingue des tribunaux spéciaux d'arbitrage ayant siégé jusqu'ici.

In the first place he pointed out that a right on the part of third States to inspect documents of procedure would be hardly compatible with the right possessed by the parties under Article 46 of the Statute to exclude the public from the oral proceedings.

With regard to the interpretation which he had placed on Article 62, M. Beichmann explained that it was based on the difference between the terms used in Articles 62 and 63 ; the difference in wording seemed to indicate that even when a State which desired to intervene had fulfilled the conditions laid down in Article 62, it had no actual right to intervene. Further conditions might be imposed by the Court, with whom alone the decision rested.

Finally, he declared that the Court's hands must not be tied by any interpretation which might in the future limit its freedom to take a decision in each particular case.

M. ODA did not think that it was possible to adopt a different solution according to whether the parties had or had not accepted the compulsory jurisdiction of the Court. In all cases coming under the terms of Article 62, it was for the Court to decide whether third States should have the right to inspect documents, and whether intervention should be allowed. But in practice the Court would consult the two parties before giving a decision, and, in the case of a special agreement, there should be an obligation to consult the two parties.

M. Oda accepted the wording proposed by Mr. Moore. He saw no difference between the original wording of this proposal and the wording as amended by M. Altamira. In view of the fact that the permission of the Court would always be required, there appeared to be no justification for the misgivings of MM. Huber and Anzilotti regarding the adoption of this proposal.

He asked that a vote should be taken on Mr. Moore's draft.

Mr. MOORE thought that the proposals made — those, for instance, of M. Beichmann — amounted to a proposal for the amendment of Article 62 of the Statute, the effect of which would be to limit its application to States which had accepted the compulsory jurisdiction of the Court — a suggestion which seemed to be quite inadmissible. He pointed out that the misgivings expressed by the authors of the proposals in question had not been shared by the States which had accepted the optional clause.

With regard to the interpretation of Article 46, Mr. Moore thought that this article, by a very clear implication, established the principle of publicity in regard to written documents ; he thought it perfectly natural that the restrictions with regard to the application of this principle which were contained in the Article, should refer exclusively to the oral proceedings.

Lastly, he repeated that the Court must emphasise its universal character which distinguished it from the special arbitration tribunals that had met hitherto.

M. BEICHMANN démontre qu'avant l'adoption du Statut de la Cour, la règle générale, en matière de juridiction internationale, avait été d'exclure la publicité. Si le Statut a modifié ce principe dans l'intérêt du contrôle, par le public, du fonctionnement de la Cour, il l'a fait seulement en ce qui concerne la procédure orale.

M. ANZILOTTI constate l'accord qui existe entre les membres de la Cour pour reconnaître que les graves questions soulevées par le droit d'intervention ne doivent pas être préjugées par une décision prise en ce moment Il suggère qu'on évite d'interpréter le Statut et qu'on résolve les questions concrètes au fur et à mesure qu'elles se présenteront.

M. NYHOLM fait observer que le Cour n'est pas appelée à légiférer sur le fond, mais seulement à établir sa procédure. Dans ces conditions, le Règlement doit résoudre exclusivement la question de savoir quand et comment une demande d'intervention doit être présentée, etc. . . .

Il attire l'attention de ses collègues sur l'avant-projet de Règlement de service pour la Cour qu'il a fait distribuer [1]) ; les articles 58 et 83 de cet avant-projet traitent de la question de l'intervention.

M. Nyholm soumet maintenant une rédaction modifiée de ces articles avec exposé des motifs ; il croit que les articles ainsi amendés répondent à toutes les questions de procédure soulevées par le droit d'intervention (annexe 56) [2]).

M. ALTAMIRA explique que, comme M. Anzilotti, il préférerait que dans le Règlement, aucune mention ne soit faite des questions relevant du droit d'intervention ; c'est seulement dans l'éventualité ou une décision contraire serait prise, qu'il a présenté son texte amendé de la formule de M. Moore.

Lord FINLAY se déclare prêt à accepter le renvoi de toute décision sur le fond de la question d'intervention ; par contre, il désire qu'une décision soit prise, dès maintenant, concernant le droit d'examen des pièces de procédure.

En ce qui concerne l'article 46 du Statut, il craint qu'il n'y ait eu un léger malentendu. En se référant à cet article, Lord Finlay, en effet, a voulu dire seulement que, selon toute probabilité, les pièces de procédure, dans la grande majorité des cas, deviendront publiques au cours de la procédure orale. Il n'a pas voulu toucher d'une façon générale à la question de la publicité.

Le PRÉSIDENT déclare qu'il ne pourrait pas mettre aux voix une proposition tendant à limiter le droit d'intervention, aux termes de l'article 62, aux seuls Etats ayant accepté la juridiction obligatoire. Cette proposition, si elle était acceptée, irait, en effet, à l'encontre du Statut.

Il attire encore l'attention sur ce qu'il a dit à la séance précédente concernant les intentions des rédacteurs de

1) le texte révisé de cet avant projet de Règlement est reproduit parmi les annexes sous le No. 56a. Voir p. 353.

2) voir p. 351.

M. BEICHMANN showed that before the adoption of the Statute of the Court, the general rule in international tribunals had been to exclude the public. Though the Statute had modified this principle, with a view to increasing the influence of public opinion upon the work of the Court, this applied only to the oral proceedings.

M. ANZILOTTI stated that the members of the Court were agreed that the important questions raised in connection with the right of intervention must not be prejudged by a premature decision. He suggested that they should not attempt to interpret the Statute, but that concrete questions should be dealt with as they arose.

M. NYHOLM remarked that the Court was not called upon to legislate on questions of principle, but only to settle its procedure. In these circumstances, the Rules of Procedure should only determine the question as to when and how a request for intervention should be made, etc.

He drew the attention of his colleagues to the draft Rules of Court which he had distribued [1]) ; Articles 58 and 83 of his draft rules related to the question of intervention.

M. Nyholm now submitted a modified draft of these Articles, together with an explanatory note ; he considered that the Articles thus amended covered all the questions of procedure raised by the right of intervention. (Annex 56) [2]).

M. ALTAMIRA explained that like M. Anzilotti he would prefer that there should be no mention in the Rules of Procedure of questions relating to the right of intervention ; he had only submitted his amendment to the text formulated by Mr. Moore, in case the Court were to decide otherwise.

Lord FINLAY stated that he was ready to agree to the postponement of any decision affecting the principle of intervention. On the other hand, he considered that it would be advisable to take a decision at once regarding the right of inspecting the documents of procedure.

With regard to Article 46 of the Statute he feared that there had been a slight misunderstanding. When he referred to this Article, Lord Finlay had in fact only wished to say that it was highly probable that the documents would in the majority of cases become public in the course of the oral proceedings. He did not wish to raise in any way the general question of publicity.

The PRESIDENT stated that he could not take a vote upon a proposal the effect of which would be to limit the right of intervention (as prescribed in Article 62) to such Stated as had accepted compulsory jurisdiction. If a proposal in this sense were adopted, it would be contrary to the Statute.

He reminded the Court of his remarks at the preceding meeting with regard to the intentions of the

1) the revised text of these draft Rules is reproduced amongst the annexes, under No. 56a. See p. 353.

2) see p. 351.

l'article 62 du Statut et concernant l'acception différente du terme „intervention" à l'article 62 et à l'article 63, savoir : d'une part, l'intérêt d'attirer l'attention de la Cour sur un point de droit indépendant du procès, et, d'autre part, l'intérêt matériel touchant ce procès même.

Le Président propose, en terminant, de mettre fin à la discussion et de renvoyer à plus tard la suite des délibérations sur les questions de procédure soulevées par le droit d'intervention, y compris le droit d'examen des documents.

La Cour se rallie à cette proposition.

128. — **Désignation d'un juge national.** (Questionnaire, No. III : 7 : c.).

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur la question suivante :

„Désignation d'un juge national au cas où plusieurs parties font cause commune".

Le Président est d'avis que ce choix doit être fait par les parties et non par la Cour. La discussion sur des points de détail tels que la manière de procéder à ce choix, si les parties ne sont pas d'accord, pourrait, de l'avis du Président, être utilement différée jusqu'à ce qu'un texte précis ait été présenté.

Lord FINLAY voudrait qu'une décision fût prise dans chaque cas spécial.

La Cour se range à l'avis exprimé par le Président.

129. — **Règles concernant le vote au sein de la Cour lorsque celle-ci adopte un arrêt ou exprime un avis consultatif.**

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la discussion sur cette question est également différée, jusqu'à la présentation d'un texte précis.

130. — **Questions en dehors du questionnaire.**

M. ANZILOTTI fait observer qu'en dehors du questionnaire il y a deux points qui doivent être discutés par la Cour plénière, savoir :

1) l'établissement du tableau, visé à l'article 15 du Statut,
2) la procédure sommaire.

Le PRÉSIDENT se déclare d'accord.

131. — **Date de la prochaine séance.**

Sur la suggestion du PRÉSIDENT, la discussion sur les derniers points du questionnaire, qui traitent de la procédure de la Cour en ce qui concerne les avis consultatifs, est remise à la séance suivante, qui aura lieu le samedi 25 février, à 10 h. 30.

La séance est levée à 12 h. 40.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

authors of Article 62 of the Statute and with regard to the different acceptations of the term intervention in Article 62 and Article 63 ; in one case it means an interest in drawing the Court's attention to a point of law independent of the case before the Court, and in the other it means a material interest in the actual case.

Finally, the President proposed to close the discussion and to postpone till later the continuation of the debate on questions of procedure arising out of the right of intervention, including the question of the right to inspect documents.

The Court concurred in this proposal.

128. — **Appointment of national judges.** (Questionnaire No. III : 7 : c.).

The PRESIDENT opened the discussion on the following question :

„Appointment of a national judge in cases when several parties are taking joint action in a suit before the Court".

The President was of opinion that the choice should be made by the parties and not by the Court. In his view it might be well to postpone discussion on points of detail, such as the procedure to be adopted in the choice of the judge if the parties were not in agreement, until a definite text had been submitted.

Lord FINLAY considered that a decision should be taken in each case as it arose.

The Court concurred in the view expressed by the President.

129. — **Rules concerning the method of voting within the Court, when the Court is pronouncing a judgment or expressing an opinion.**

On the proposal of the PRESIDENT, discussion on this question was likewise postponed until a definite text had been drafted.

130. — **Questions not figuring in the questionnaire.**

M. ANZILOTTI observed that apart from the questionnaire there were two points which should be discussed by the full Court, viz :

1) The drawing up of the list referred to in Article 15 of the Statute.
2) Summary procedure.

The PRESIDENT agreed with M. Anzilotti.

131. — **Date of the next meeting.**

On the suggestion of the PRESIDENT, discussion on the last points of the questionnaire, which referred to the procedure of the Court in regard to the expression of advisory opinions, was postponed till the nextmeeting, which was fixed for Saturday, Feb. 25th, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 12.40 p.m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

DIX-HUITIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 25 février 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

132. — **Question des avis consultatifs.** (Questionnaire III : 9 et 10).

M. MOORE propose que les questions formulées au questionnaire soient, pour le moment, laissées en suspens et qu'elles soient résolues à propos des cas spéciaux qui se présenteront.

M. HUBER se déclare convaincu par les arguments avancés par M. Moore, dans son aide-mémoire sur la question des avis consultatifs [1]) à l'appui de la proposition qu'il vient de faire. Toutefois, il vaudrait mieux prendre une décision ferme dans le sens de cette proposition pour fournir une directive aux travaux du Comité de rédaction.

M. ANZILOTTI attire l'attention sur la question de savoir si les organisations de la Société des Nations doivent être entendues lorsque la Cour donne un avis sur un point qui les intéresse. A cette question, M. WEISS ajoute celle de savoir si la Cour doit toujours donner ses avis en séance plénière, ou si les Chambres de travail et de transit peuvent donner des avis sur des points relevant des domaines spéciaux de ces Chambres.

La Cour s'accorde pour reconnaître à l'unanimité que les avis doivent toujours être donnés par la Cour en séance plénière.

D'autre part, elle exprime l'opinion que le dernier alinéa de l'article 26 du Statut ne se réfère pas aux cas d'avis consultatifs, mais seulement aux affaires contentieuses.

Enfin, M. ANZILOTTI demande si la même procédure

1) inséré parmi les annexes, sous le No. 58a. Voir p. 383

PRELIMINARY SESSION

EIGHTEENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 25th 1922, at 10.30 a.m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

132. — **Question of advisory opinions.** (Questionnaire III : 9 and 10).

Mr. MOORE proposed that the questions formulated in the questionnaire should not be dealt with now, but that they should be settled in connection with particular cases as they arose.

M. HUBER said that he was convinced by the arguments advanced by Mr. Moore in his memorandum on the question of advisory opinions [1]) in support of the proposal which he had just made. Nevertheless, it would be better to adopt a definite decision on the lines of this proposal, for the guidance of the Drafting Committee in its work.

M. ANZILOTTI drew attention to the question whether the views of the organisations of the League of Nations should be heard when the Court was giving an advisory opinion upon a point of interest to them. M. WEISS also asked whether advisory opinions should always be given by the full Court, or whether the labour and transit Chambers could give opinions on points within the special competence of those Chambers.

The Court unanimously agreed that advisory opinions should always be given by the full Court.

On the other hand, it expressed the opinion that the last paragraph of Article 26 of the Statute did not refer to advisory opinions, but only to contentious cases.

M. ANZILOTTI then asked whether the same procedure

1) inserted amongst the annexes, under No. 58a. See p. 383.

sera adoptée pour les délibérations de la Cour, qu'il s'agisse d'avis ou d'arrêts.

Sur la suggestion du PRÉSIDENT, la proposition de M. Moore est adoptée par consentement général.

Il est également décidé que les questions de procédure soulevées par le droit de la Cour de donner des avis consultatifs ne seront discutées en séance plénière qu'au moment où le Comité de procédure aura soumis à la Cour des propositions à cet égard.

133. — **Date de la session ordinaire annuelle de la Cour.** (Article 23 du Statut).

M. ANZILOTTI suggère l'idée de donner au Président de la Cour la faculté de modifier, dans des limites déterminées, la date du 15 juin fixée par le Statut.

Lord FINLAY pense qu'aucune modification ne doit être envisagée pour l'année courante. A la session ordinaire de 1923, on aura, par contre, acquis assez d'expérience pour pouvoir, éventuellement, insérer dans le Règlement une disposition modifiant la date en question.

M. ODA attire l'attention sur l'importance du rôle afin de distinguer entre les sessions ordinaires et les sessions extraordinaires de la Cour.

M. BEICHMANN insiste sur la nécessité d'une date fixe, aussi bien au point de vue de l'emploi du temps des juges, que pour les préparatifs des parties. Il se rallie à l'avis, exprimé par Lord Finlay, qu'il serait prématuré de fixer, dès à présent, une date autre que le 15 juin.

M. WEISS pense, toutefois, que les circonstances pourraient rendre désirable une modification de cette date. Il suggère l'idée de confier au Président le droit de la changer après avoir obtenu, par correspondance, l'avis de ses collègues.

Lord FINLAY, objecte que les pouvoirs du Président sont limités par le dernier alinéa de l'article 23 du Statut qui l'autorise exclusivement à convoquer la Cour en session extraordinaire ; c'est seulement par un article du Règlement que la date pourrait être modifiée.

D'autre part, le PRÉSIDENT fait valoir qu'aucune décision modifiant la date ne peut être prise dès à présent, deux des juges titulaires étant absents.

M. BEICHMANN fait observer qu'en vertu de l'article 23, alinea 3, il sera toujours possible d'avancer la date d'une session, mais non pas de la retarder.

Le PRÉSIDENT, propose que, pour 1922, la date soit fixée au 15 juin, mais qu'ensuite, la date de la session ordinaire soit fixée chaque année par correspondance entre le Président et les juges.

M. BEICHMANN pense qu'on pourrait peut-être stipuler que, s'il n'y a pas d'affaires à examiner le 15 juin, le Président avertira les membres que la session ordinaire ne commencera que plus tard.

would be adopted for the deliberations of the Court in the case of both advisory opinions and judgments.

On the suggestion of the PRESIDENT, Mr. Moore's proposal was adopted by general consent.

It was also decided that questions of procedure arising out of the right of the Court to give advisory opinions would not be discussed at a full meeting until the Committee on Procedure had submitted draft proposals on the subject to the Court.

133. — **Date of the ordinary annual session of the Court.** (Article 23 of the Statute).

M. ANZILOTTI suggested that the President of the Court should be given power to alter, within certain defined limits, the date fixed by the Statute (June 15th).

Lord FINLAY thought that no modification should be contemplated for the present year. At the ordinary session in 1923, on the other hand, sufficient experience would be gained to enable the Court, if necessary, to insert in the Rules of Procedure a provision modifying the date in question.

M. ODA drew attention to the importance of the list of cases for the purpose of distinguishing between ordinary and extraordinary sessions of the Court.

M. BEICHMANN insisted on the necessity of a fixed date, both from the point of view of the distribution of the judges' time and also from the point of view of the parties' preparations. He supported the view expressed by Lord Finlay that it would be premature at the moment to change the date from June 15th.

M. WEISS thought, however, that circumstances might render a change in the date desirable. He suggested conferring upon the President the right to change the date, after having obtained the opinion of his colleagues by correspondence.

Lord FINLAY objected, on the ground that the powers of the President were limited by the last paragraph of Article 23 of the Statute, which only authorised him to summon the Court for an extraordinary session. The date could only be changed by means of an Article in the Rules of Court.

The PRESIDENT also pointed out that no decision changing the date could be taken at the moment, because two ordinary judges were absent.

M. BEICHMANN observed that, by virtue of paragraph 3 of Article 23, it would always be possible to fix the date of a session earlier but not to make it later.

The PRESIDENT proposed that, for 1922, the date should be fixed for June 15th, but that afterwards the date of the ordinary session should be fixed each year by correspondence between the President and the judges.

M. BEICHMANN thought that it might be possible to lay down that, if there were no matters to be dealt with on June 15th, the President might warn the members that the ordinary session would not commence until a later date.

La Cour s'accorde pour reconnaître :

a) que la date d'une session ne pourrait être valablement fixée par correspondance, et

b) qu'il ne serait guère désirable d'adopter l'idée émise par M. Beichmann.

Elle reconnaît également, sur la proposition de M. Beichmann et de Lord Finlay que, si le 15 juin se trouve être un jour férié, la session commencera le jour ouvrable suivant. Il est enfin entendu que, de toute façon, il y aura une session annuelle de la Cour.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé de laisser au Comité de rédaction le soin de préparer des textes sur lesquels la Cour plénière pourra délibérer.

134. — **Interprétation de l'expression „épuisement du role" à l'article 23 du Statut.**

Le PRÉSIDENT, après étude, en est arrivé à la conclusion que la Cour doit rester en session jusqu'à ce que la dernière décision sur la dernière question figurant au rôle ait été prise.

Lord FINLAY est du même avis, à condition qu'il soit bien entendu que cette règle n'empêchera pas la prorogation de la procédure, dans un cas déterminé, si les parties le désirent et si la Cour reconnaît que l'ajournement sera avantageux pour la bonne marche du procès.

Lord Finlay, ayant soulevé la question de savoir de quelle façon le rôle sera composé, la Cour, après discussion, reconnaît que le rôle doit comprendre, en premier lieu, toutes les affaires dans lesquelles la procédure écrite a été terminée avant l'ouverture de la session ordinaire, et; en deuxième lieu, toutes les affaires dans lesquelles la procédure écrite sera terminée au cours de la session même.

135. — **Question de la procédure sommaire.**

M. ODA soulève la question de savoir si une affaire qui a été soumise à la Chambre de procédure sommaire peut être enlevée à cette Chambre pour être présentée à la Cour plénière.

Différentes opinions sont exprimées :

Lord FINLAY est d'avis que le transfert pourrait avoir lieu : a) en vertu de l'accord des parties, b) si la Cour trouve que l'importance d'une question exige qu'elle soit traitée par la Cour plénière.

D'autre part, M. BEICHMANN pense que la Cour ne pourrait pas décider le transfert lorsque cette décision irait à l'encontre d'un accord entre les parties.

M. ALTAMIRA propose que l'on prenne comme base des discussions ultérieures, les articles 57 à 59 du „Compte-rendu des travaux du Comité de procédure" préparé par le Greffier et déjà distribué [1]).

1) voir pp. 306 et 307.

The Court agreed :

a) that the date of a session could not be validly fixed by correspondence, and

b) that it was scarcely desirable to adopt M. Beichmann's suggestion.

On the proposal of M. BEICHMANN and Lord FINLAY, the Court also agreed that if June 15th happened to be a holiday, the session should commence on the working day following. It was understood that, in all circumstances, there would be an annual session of the Court.

On the proposal of the PRESIDENT, it was decided to entrust the drafting Committee with the task of preparing texts for discussion by the full Court.

134. — **Interpretation of the expression „finish the cases on the list" in Article 23 of the Statute.**

The PRESIDENT stated that, after having considered the question, he had come to the conclusion that the Court should remain in session until the last decision on the last question included in the list of cases had been taken.

Lord FINLAY was of the same opinion, provided that it was clearly understood that this rule would not prevent the adjournment of the proceedings in a given case, if the parties desired it and if the Court agreed that the adjournment would have a beneficial effect upon the progress of the proceedings.

Lord FINLAY having raised the question in what manner the list of cases would be drawn up, the Court agreed, after discussion, that the list should include, in the first place, all cases in which the written proceedings had been completed before the opening of the ordinary session, and, in the second place, all cases in which the written proceedings would be completed in the course of the actual session.

135. — **The question of summary procedure.**

M. ODA raised the question whether a case which had been submitted to the Chamber for summary procedure could be withdrawn from this Chamber and submitted to the full Court.

Various opinions were expressed :

Lord FINLAY was of the opinion that a case could be so transferred, a) by virtue of an agreement between the parties and b) if the Court held the view that a question was of such importance that it should be dealt with by the full Court.

M. BEICHMANN thought that the Court could not decide that a case should be so transferred, when the transfer was contrary to the terms of an agreement between the parties.

M. ALTAMIRA proposed that Articles 57 to 59 of the „Conclusions of the Committee on Procedure", which had been prepared and distributed by the Registrar, should be taken as a basis for future discussion [1]).

1) see pp. 306 and 307.

M. ANZILOTTI explique que l'on devrait admettre que l'accord des parties puisse exclure à l'avance la procédure orale, même en cas de procédure ordinaire. Dans ces conditions, la distinction sur laquelle sont fondés les articles du Compte-rendu, tombe. L'idée a été émise de supprimer, en cas de procédure sommaire, la partie écrite. De l'avis de M. Anzilotti, ce moyen ne pourrait cependant pas être adopté en matière de procédure internationale.

M. BEICHMANN voudrait qu'on laissât aux parties toute liberté de décision. Le but de la procédure sommaire est le prompt règlement des affaires. A son avis, il ne serait pas possible, pratiquement, de se borner à une procédure exclusivement orale. D'autre part, la procédure exclusivement écrite est concevable. Il se réfère à cet égard à la disposition de l'article 90 de la première Convention de la Haye de 1907.

L'essentiel, c'est que la Chambre de procédure sommaire se réunisse dès qu'un cas est prêt à être examiné par elle, même en dehors des sessions de la Cour.

Lord FINLAY croit qu'on pourrait se borner à une disposition prescrivant la présentation par les deux parties d'un mémoire exposant l'affaire. Il pourrait appartenir à la Cour de décider si une procédure écrite est ultérieurement nécessaire ou si une procédure orale doit avoir lieu.

M. NYHOLM a exposé son point de vue dans „l'Avant-projet de Règlement de service" qu'il a soumis à la Cour, les dispositions concernant la procédure sommaire y figurent dans les articles 97 à 100 [1]).

Il s'est demandé de quelle façon la procédure ordinaire consistant en une partie écrite, en une partie orale, et éventuellement en une deuxième partie écrite, pourrait être réduite. Il est arrivé à ce résultat qu'on pourrait, en premier lieu, supprimer la première partie écrite, et, en second lieu, simplifier l'audition des témoins en adoptant la règle anglaise, selon laquelle tous moyens de preuve sont présentés à l'audience, sans indication préalable de la nature de ces moyens. M. Nyholm déclare qu'en ce qui concerne l'exclusion de la procédure écrite, l'accord des parties devrait être décisif. Par contre, la disposition concernant la simplification de la présentation des moyens de preuve serait obligatoire pour les parties.

Le PRÉSIDENT croit pouvoir se rallier à la proposition de M. Nyholm.

D'autre part, M. BEICHMANN pense qu'il est, en tous cas, nécessaire de conserver dans toute procédure internationale, une partie écrite ; elle pourrait cependant être limitée à la présentation des mémoires et contre-

1) voir p. 376.

M. ANZILOTTI considered that it should be recognised that oral proceedings could be dispensed with beforehand by an agreement between the parties, even in the case of ordinary procedure. Under these circumstances the distinction upon which the articles of the Committee's Conclusions were based could not be maintained. It had been suggested that the written portion of the proceedings should be dispensed with in the case of summary procedure. In M. Anzilotti's view this course could not be adopted in international proceedings.

M. BEICHMANN wished to leave the parties full liberty to decide for themselves. The object of summary procedure was the prompt settlement of cases. In his view it would not be possible in practice to limit it exclusively to oral proceedings. On the other hand an exclusively written procedure was feasible. In this connection he referred to the provisions of Article 90 of the first Hague Convention of 1907.

The essential point was that the Chamber for summary procedure should meet as soon as a case was ready for examination by that Chamber, even between the sessions of the Court.

Lord FINLAY considered that a provision prescribing the presentation by each party of a case, containing its statement of the question in dispute, would suffice. It might be left to the Court to decide whether further written proceedings were necessary, or whether oral proceedings should take place.

M. NYHOLM said that his views were to be found in the draft rules of Court which he had submitted to the Court. The provisions regarding summary procedure figured in Articles 97 to 100 of his draft [1]).

He had wondered how the ordinary procedure, which consisted of a written portion, an oral portion and, if necessary, a second written portion, could be reduced. He had come to the conclusion that it might be possible, in the first place, to suppress the first written part of the proceedings, and in the second place to simplify the examination of witnesses by adopting the English rule according to which all evidence was presented at the hearing without any previous indication as to its nature. M. Nyholm declared that, in so far as concerned the suppression of the written proceedings, the decisive factor should be an agreement between the parties. On the other hand, the provision regarding the adoption of a simplified system for the production of evidence should be binding upon the parties.

The PRESIDENT thought that he could accept M. Nyholm's proposal.

On the other hand, M. BEICHMANN considered that it would, in all cases, be necessary to retain a written portion in all international proceedings, but that this written portion could be restricted to the presentation

1) see p. 376.

mémoires. Il craint qu'il ne soit dangereux d'admettre, dans les affaires internationales, la production de moyens de preuve sans avis préalable.

Le PRÉSIDENT, en résumant la discussion, déclare que les points suivants sont acquis :

1) les parties auront, en règle générale, toute liberté de renoncer aux plaidoiries ;

2) la procédure sommaire sera, en règle générale, écrite ; mais les parties auront la faculté de plaider ; et la Cour et les parties pourront demander la production de tous moyens de preuve ;

3) la Chambre de procédure sommaire peut être convoquée sans délai et à n'importe quelle époque de l'année ;

4) on ne saurait admettre que la Cour décide contre le gré des parties, qu'une affaire sera transférée de la Chambre de procédure sommaire à la Cour plénière.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé que ces points constitueront des directives pour le travail du Comité de rédaction.

136. — **Organisation des travaux futurs de la Cour.**

Le PRÉSIDENT déclare que la Cour a maintenant épuisé le questionnaire qui lui a été soumis par le Comité. Il pense que celui-ci doit, par conséquent, se constituer en Comité de rédaction, et se réunir le matin et l'après-midi, à partir de mardi prochain.

La Cour donne son assentiment.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé que M. Nyholm sera adjoint du Comité.

Sur la proposition de M. ANZILOTTI, il est également entendu que le Comité aura la faculté de s'adjoindre temporairement tout autre membre de la Cour dont le concours, sur des points spéciaux, paraîtrait devoir être précieux.

137. — **Prochaine séance de la Cour.**

Les séances de la Cour plénière sont ajournées *sine die*.

Le Comité de rédaction se réunira le mardi 28 février à 10 h. 30. du matin.

La séance est levée à 12 h. 30.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

of cases and counter-cases. He feared that it would be dangerous to allow the production of evidence without previous notice, in international suits.

The PRESIDENT, in summarising the discussion, declared that agreement had been reached on the following points :

1) that the parties, as a general rule, would have complete freedom to dispense with oral pleadings ;

2) that summary proceedings as a general rule would be written, but that the parties would have the right of pleading ; both the Court and the parties would be able to ask for the production of all evidence ;

3) that the Chamber for summary procedure might be summoned quickly, and at any time of the year ;

4) that the Court could not take a decision against the will of the parties to the effect that a case should be transferred from the Chamber for summary procedure to the full Court.

On the proposal of the PRESIDENT, it was decided that these points should serve as a guide for the Drafting Committee.

136. — **Organisation of the future work of the Court.**

The PRESIDENT stated that the Court had now completed the examination of the questionnaire which had been submitted to it by the Committee. He thought therefore that the Committee might now reconstitute itself as a Drafting Committee and meet morning and afternoon, as from the following Tuesday.

The Court agreed.

On the proposal of the PRESIDENT, it was decided that M. Nyholm should be asked to join the Committee.

On the proposal of M. ANZILOTTI, it was likewise agreed that the Committee would have the power to invite the attendance of any other member of the Court whose collaboration upon special points would be valuable.

137. — **Next meeting of the Court.**

The meetings of the full Court were adjourned *sine die*.

It was agreed that the Drafting Committee would meet on Tuesday, February 28th, as 10.30 a.m.

The meeting rose at 12.30 p.m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD.
Registrar.

DIX-NEUVIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 28 février 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

138. — **Constitution du Comité de rédaction** (voir No. 136).

Le PRÉSIDENT propose que la Cour entière se constitue en Comité de rédaction, mais qu'un travail préliminaire de rédaction soit fait par un comité restreint, qui pourrait être composé du Président, du Vice-Président et de Lord Finlay. Ce Comité restreint se réunirait le matin pour préparer la tâche des membres de la Cour, qui siégeraient l'après-midi en Comité de rédaction.

M. ANZILOTTI demande que les textes préparés par ce Comité soient transmis à chacun des membres de la Cour, en temps utile pour pouvoir être étudiés.

Le PRÉSIDENT explique que les articles élaborés par le Comité restreint, seront à la disposition des membres de la Cour, au moins la veille du jour où ils seront discutés.

La Cour accepte la proposition du Président, relative aux travaux du Comité de rédaction.

139. — **Distinction entre un règlement intérieur et un règlement de procédure.**

Le PRÉSIDENT propose de disposer les textes adoptés, en deux règlements séparés, le règlement intérieur et le règlement de procédure. Ces deux règlements seraient publiés.

La Cour remet à plus tard sa décision à ce sujet.

NINETEENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on February 28th, 1922, at 10.30 a.m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

138. — **Constitution of the Drafting Committee.** (See minute 18).

The PRESIDENT proposed that the whole Court should meet as a drafting Committee, but that the preliminary work of drafting should be entrusted to a small Committee, which might consist of the President, the Vice-President and Lord Finlay. This small Committee might meet in the morning and prepare the work for the members of the Court, who would meet in the afternoon as a drafting Committee.

M. ANZILOTTI asked that the texts prepared by this Committee should be sent to all the members of the Court in sufficient time to enable the members to examine them.

The PRESIDENT explained that the Articles drafted by the small Committee would be at the disposal of the members of the Court on the day before that on which the discussion was to take place, at the latest.

The Court adopted the President's proposal with regard to the work of the drafting Committee.

139. — **Distinction between Rules of Court and Rules of Procedure.**

The PRESIDENT proposed to divide the texts adopted into two separate groups of rules :

a) Rules of Court and
b) Rules of Procedure.

Both sets of rules would be published.

The Court postponed its decision on these points.

140. — **Date de la prochaine séance.**

Les membres de la Cour se réuniront en Comité de rédaction, le mercredi 1 mars, à 15 heures.

La séance est levée à 10 h. 45

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

140. — **Date of the next meeting.**

It was agreed that the members of the Court would meet as a drafting Committee on Wednesday, March 1st, at 3 p.m.

The meeting rose at 10.45 a.m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD.
Registrar.

VINGTIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 1er Mars 1922, à 15 heures,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

141. — **Documents.**

Les documents suivant ont été distribués pour servir de base aux discussions de la présente séance :

1) Nouvelle rédaction du projet du Secrétariat (Distr. 66) [1].

2) Règlement (revisé) de service, préparé par M. Nyholm (Distr. 69) [2].

3) Décisions et opinions de la Cour concernant le projet de Règlement (Distr. 67) [3].

4) Tableau synoptique des documents mentionnés ci-dessus (Distr. 68) [4].

5) Texte préparé par le Comité de rédaction (Distr. 71) [5].

142. — **Questions préliminaires.**

M. ANZILOTTI croit qu'une décision doit, tout d'abord, être prise sur les deux questions suivantes :

a) La Cour doit-elle préparer un règlement complet, englobant les dispositions du Statut de la Cour qui appartiennent naturellement à un règlement intérieur et à un règlement de procédure ; ou bien doit-elle préparer un règlement intérieur de procédure destiné à former une annexe au Statut et à compléter celui-ci ?

Pour sa part, M. Anzilotti penche vers la dernière solution.

1) inséré parmi les annexes sous le No. 59 a. Voir p. 399.
2) voir p. 353.
3) inséré parmi les annexes sous le No. 60 a. Voir p. 415.
4) inséré parmi les annexes sous le No. 60 b. Voir p. 422.
5) inséré parmi les annexes sous le No. 61 a. Voir p. 424.

TWENTIETH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 1st, 1922, at 3 p. m.,
Mr. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

141. — **Documents.**

The following documents were distributed in order to serve as a basis for discussion at the meeting :

1. A new version of the Secretariat's draft (Distr. 66) [1].

2. Revised Rules of Court prepared by M. Nyholm (Distr. 69) [2].

3. Decisions and opinions of the Court relating to the draft Rules (Distr. 67) [3].

4. Synopsis of the documents mentioned above (Distr. 68) [4].

5. Text prepared by the Drafting Committee (Distr. 71) [5].

142. — **Preliminary considerations.**

M. ANZILOTTI considered that a decision should first be taken in regard to the two following points :

a) Should the Court prepare complete rules embodying the provisions of the Statute of the Court, which themselves were in the nature of Rules of Court and Rules of Procedure, or should the Court prepare Rules of Court and Rules of Procedure destined to form an annex to the Statute and to supplement it ?

For his part M. Anzilotti was in favour of the second solution.

1) inserted amongst the annexes under No. 59 a. See p. 399.
2) see p. 353.
3) inserted amongst the annexes under No. 60 a See p. 415.
4) inserted amongst the annexes under No. 60 b. See p. 422.
5) inserted amongst the annexes under No. 61 a. See p. 424.

b) Les règles de procédure et d'organisation à adopter par la Cour, doivent-elles être divisées en deux règlements séparés ou bien réunies en un seul règlement divisé en chapitres ?

Il attire l'attention sur la nécessité de baser tout projet sur un schema logique.

Le PRÉSIDENT constate, après un échange de vues entre les membres de la Cour, que le règlement doit former une annexe au Statut et compléter celui-ci.

Une discussion s'engage sur la deuxième question soulevée par M. Anzilotti.

L'opinion prévaut que les règles à adopter par la Cour, aux termes de l'article 30 du Statut, doivent former un règlement unique, divisé en chapitres.

D'autre part, les membres de la Cour sont d'accord pour reconnaître que le texte des articles peut être adopté tout d'abord et que la division en chapitres peut se faire plus tard ; dans ces circonstances, il est convenu que la Cour s'occupera immédiatement des textes soumis par le Comité de rédaction (Distr. 71) [1].

M. NYHOLM ayant proposé que le Comité de rédaction soit chargé de présenter un schéma destiné à montrer le plan selon lequel il conçoit la répartition des matières dont traitera le règlement, il est décidé que le Comité préparera au cours de ses travaux, un plan de ce genre et le soumettra à la Cour plénière.

Il est entendu que, néanmoins, l'organisation du travail de la Cour, adoptée lors de la séance précédente, ne sera pas modifié.

143. — **Discussion du texte élaboré par le Comité de rédaction.** (Distr. 71).

a) *Préambule.*

Le PRÉSIDENT donne lecture du *premier article* du texte en question, ainsi conçu :

„La Cour,

vu l'article 30 du Statut ainsi conçu :

Article 30 : „La Cour détermine par un Règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions ; elle règle notamment la procédure sommaire,"

arrête le présent Règlement, qu'elle se réserve le droit, le cas échéant, de modifier, d'abroger ou de compléter."

Après discussion, il est décidé que l'article sera maintenu sous forme de préambule. Toutefois, le passage „qu'elle se réserve le droit, le cas échéant, de modifier, d'abroger ou de compléter", sera supprimé.

Il est entendu que le Règlement sera signé par le Président et par le Greffier, de la même manière qu'un arrêt de la Cour.

1) voir p. 424.

b) Should the Rules of Court and Rules of Procedure form two separate sets of rules or one set of rules divided into chapters ?

He emphasised the necessity of preparing a logical framework for any scheme that might be adopted.

The PRESIDENT, after a short discussion between the members of the Court, stated that the opinion of the Court was that the Rules should form an annex to the Statute and should complete it.

A discussion took place in regard to the second question raised by M. Anzilotti.

The general opinion was that the rules adopted by the Court, in accordance with Article 30 of the Statute, should consist of a single body of rules divided into chapters.

On the other hand, the members of the Court were agreed that the text of the Articles might be adopted, in the first place, and that the division of the Articles into chapters might be effected later ; in these circumstances it was agreed that the Court should at once proceed to consider the text submitted by the Drafting Committee (Distr. 71) [1].

M. NYHOLM proposed that the Drafting Committee should be requested to submit a plan embodying its ideas with regard to the method of dividing the subject matter to be dealt with in the Rules ; it was decided that the Drafting Committee should, in the course of its work, prepare a plan of this kind and submit it to the full Court.

It was agreed, however, that the programma of work adopted by the Court at the last meeting should not be modified.

143. — **Discussion on the text prepared by the Drafting Committee.** (Distr. 71).

a) *Preamble.*

The PRESIDENT read *Article* 1 of the text in question, which ran as follows :

„By virtue of Article 30 of the Statute which is as follows :

Article 30 : The Court shall frame rules for regulating its procedure ; in particular it shall lay down rules for summary procedure ;

The Court adopts the present Rules, whilst reserving the right to alter, abrogate or supplement them as circumstances may require."

After discussion it was decided that the Article should be retained in the form of a preamble, the passage : „whilst reserving .... may require", being omitted.

It was agreed that the Rules should be signed by the President and Registrar, in the same manner as a judgment of the Court.

1) see p. 424.

b) Le PRÉSIDENT donne lecture de l'*article 2* du texte élaboré par le Comité de rédaction, ainsi conçu :

„Après le renouvellement intégral de la Cour, et jusqu'à l'élection du Président et du Vice-Président, le premier juge, d'après l'ordre fixé par l'article 4, exerce les fonctions de président."

Il est décidé que le Comité de rédaction modifiera l'expression : „le premier juge".

Il est également entendu que l'article en question mentionnera le cas d'un empêchement simultané du Président et du Vice-Président.

Enfin, il est entendu que l'article sera placé ailleurs dans le Règlement définitif.

c) Le PRÉSIDENT donne lecture de l'*article 3* du texte élaboré par le Comité de rédaction, ainsi conçu :

„L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin d'une session ordinaire, et leur période de fonctions commence à courir le 1er janvier qui suit l'élection.

„La période de fonctions du Président et du Vice-Président, élus aprés la première élection des juges ou après le renouvellement intégral de la Cour, commence à courir le 1er janvier de l'année de leur élection.

„Si le Président ou le Vice-Président cessaient de faire partie de la Cour avant l'expiration de leurs fonctions, une élection aura lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir.

„Si cela est nécessaire, la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.

„Pour les élections visées au présent article, le vote a lieu au scrutin secret ; le candidat qui obtient la majorité absolue est déclaré élu."

Il est entendu qu'une nouvelle rédaction sera préparée par le Comité de rédaction, afin de tenir compte de ce qui suit :

1. — Une distinction doit être faite entre l'élection du Président et du Vice-Président ayant lieu dans des circonstances ordinaires, et l'élection qui aura lieu après le renouvellement intégral de la Cour ; cette dernière élection ne peut pas avoir lieu à la fin d'une session ordinaire.

2. — La période de fonctions des premiers juges élus ayant commencé à courir le 1er janvier 1922, la période de fonctions des juges sera comptée du 1er janvier de l'année suivant leur élection jusqu'au 31 décembre inclusivement de la neuvième année suivant cette élection.

3. — Après le renouvellement intégral de la Cour, une session aura lieu aussitôt que possible après le 1er janvier, afin de procéder à la constitution de la Cour.

b) The PRESIDENT read *Article 2* of the Draft prepared by the Drafting Committee, which ran as follows :

„After a new election of the whole Court and until such time as the President and Vice-President have been elected, the senior judge according to the order of precedence laid down in Article 4, shall fulfil the duties of President."

It was decided that the Drafting Committee should amend the expression „senior judge".

It was also agreed that the Article in question should make provision for the simultaneous absence of the President and Vice-President.

Finally, it was agreed that the Article should be placed in another position in the final draft of the Rules.

c) The PRESIDENT read *Article 3* of the text prepared by the Drafting Committee, which ran as follows :

„The election of the President and Vice-President shall take place at the end of an ordinary session, and their term of office shall commence on January 1st of the year following their election.

„The term of office of a President or Vice-President elected after the first election of judges, or after a new election of the whole Court, shall commence on January 1st of the year in which their election takes place.

„Should the President or Vice-President cease to belong to the Court before the expiration of their term of office, an election shall be held for the purpose of selecting a substitute for the unexpired portion of their period of office.

„If necessary, an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose.

„All the elections referred to in the present Article shall take place by secret ballot ; the candidate obtaining an absolute majority of votes shall be declared elected."

It was agreed that a new draft of the Article should be prepared by the Drafting Committee, having regard to the following points :

1. — A distinction would have to be made between an election of the President and Vice-President in normal circumstances and an election taking place after a new election of the whole Court. The election in the latter case could not be carried out at the end of an ordinary session.

2. — The period of office of the first judges elected having commenced on January 1st, 1922, the period of office of judges should be reckoned from January 1st of the year following their election until December 31st, inclusive, of the 9th year following that election.

3. — After a new election of the whole Court, an extraordinary session would have to be held as soon as possible after January 1st, for the purpose of constituting the Court.

144. — **Organisation du travail.**

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé que le Comité de rédaction restreint se réunira tous les matins, à 10 h. 30, et que tous les membres de la Cour se réuniront en Comité de rédaction, à 3 heures, chaque après-midi.

145. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le jeudi 2 mars, à 15 heures.

La séance est levée à 17 h. 30.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

144. — **Programme of work.**

On the proposal of the PRESIDENT it was decided that the small Drafting Committee should meet each morning at 10.30, and that all the members of the Court should meet as a Drafting Committee at 3 p.m. each afternoon.

145. — **Date of the next meeting.**

The next meeting was to be held on Thursday, March 2nd, at 3 p.m.

The meeting rose at 5.30 p m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

VINGT-ET-UNIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 2 mars 1922, à 15 h.,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

145. — **Organisation du travail.**

Le PRÉSIDENT annonce à la Cour que le Comité de rédaction restreint sera en mesure de soumettre au début de la semaine prochaine, le texte de tous les articles qu'il a l'intention de proposer à l'adoption de la Cour.

Le Président ajoute que, lors de la séance prochaine de la Cour plénière, il espère pouvoir lui soumettre une note sur les principes qui ont guidé le travail du Comité.

146. — **Suite de la discussion des textes soumis par le Comité de rédaction** [1]).

a) *Article 3 bis* [2]) (article 3 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article qui est ainsi conçu :

„Le Vice-Président remplace le Président en cas d'empêchement de celui-ci."

M. ALTAMIRA attire l'attention sur les dispositions des articles 16 et 17 de l'avant-projet soumis par le Président. (Document Distr. 1.) [3]).

M. ANZILOTTI fait observer que l'expression „empêchement" ne comprend peut-être pas le cas où le Président cesse de faire partie de la Cour.

Il est décidé que le petit Comité de rédaction présen-

1) Ces textes constituent le document Distr. 75 et ont été insérés parmi les annexes sous le No. 61 b. Voir p. 437.
2) Les numéros en italiques se réfèrent au document Distr. 71.
3) voir p. 249.

PRELIMINARY SESSION

TWENTY-FIRST MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 2nd, 1922, at 3 p. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President.
Altamira,
Anzilotti,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

145. — **Programme of work.**

The PRESIDENT informed the Court that the small Drafting Committee would be in a position to place before it at the commencement of the following week a text of all the Articles which it intended to submit to the Court for adoption.

The President added that, at the next meeting of the full Court, he hoped to be able to submit a memorandum concerning the principles upon which the work of the small Committee had been based.

146. — **Continuation of the discussion on the texts submitted by the Drafting Committee** [1]).

a) *Article 3 bis* [2]). (Article 3 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article, which was worded as follows :

„The Vice-President shall replace the President should the latter be unable to be present."

M. ALTAMIRA drew attention to the provisions of Articles 16 and 17 of the draft scheme submitted by the President. (Document Distr. 1) [3]).

M. ANZILOTTI pointed out that the expression „in case of absence" would not perhaps cover the case where the President ceased to belong to the Court.

It was decided that the small Drafting Committee

1) These texts form document Distr. 75 and have been included amongst the annexes under No. 61 b: see page 437.
2) The numbers in italics refer to Distr. 71.
3) see p. 249.

tera un texte revisé, qui tiendra compte des deux observations en question.

b) Le PRÉSIDENT donne lecture de l'*article* 4, ainsi conçu :

„Les juges titulaires et suppléants élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée, ont le pas respectivement sur les juges titulaires et suppléants élus au cours de sessions ultérieures. Les juges titulaires et suppléants élus au cours de la même session de l'Assemblée, prennent respectivement préséance selon leur ancienneté d'age. Les juges titulaires ont le pas sur les juges suppléants.

„Le tableau des juges suppléants sera dressé en conformité des principes énoncés dans cet article."

M. NEGULESCO présente et développe l'amendement suivant :

„Les juges titulaires et suppléants élus au cours de la même session de l'Assemblée, prendront préséance respectivement selon leur priorité d'élection. Si plusieurs juges titulaires ou suppléants sont élus au cours de la même séance d'élection, ils prendront préséance selon leur ancienneté d'âge."

Une importante discussion s'engage.

MM. HUBER et ALTAMIRA se rallient à l'opinion de M. Negulesco. Plusieurs membres de la Cour : MM. ODA, Lord FINLAY, MOORE et le PRÉSIDENT expriment l'opinion que les désignations faites au cours d'une même session de l'Assemblée, doivent être considérées comme formant une seule élection.

M. YOVANOVITCH croit que la question a été déjà définitivement tranchée par les décisions prises au cours des troisième et cinquième séances de la Cour.

M. ANZILOTTI, tout en reconnaissant la valeur des arguments avancés par MM. Huber et Negulesco, croit que l'amendement proposé par ce dernier serait contraire à l'esprit du Statut.

M. NYHOLM attire l'attention sur la répercussion qu'aurait l'adoption de l'amendement au point de vue de la situation des juges titulaires, mais il est favorable à l'amendement de M. Negulesco.

M. WEISS ne trouve pas qu'il y ait un argument vraiment décisif en faveur de la thèse de l'unité des désignations faites au cours d'une même assemblée.

Le PRÉSIDENT déclare, en réponse à M. Yovanovitch, que les décisions prises antérieurement, ne préjugent pas de la liberté de la Cour de rouvrir la question, et met aux voix l'amendement de M. Negulesco.

Cet amendement est rejeté par 6 voix contre 5.

L'article 4 du texte du Comité de rédaction est, par conséquent, adopté.

147. — **Question incidente : droit de vote des juges suppléants.**

Au cours de la discussion au sujet de l'amendement de

should submit a revised text, bearing in mind the criticisms made.

b) The PRESIDENT read *Article* 4 :

„Judges and deputy-judges elected at an earlier Session of the Assembly shall take precedence respectively over judges and deputy-judges elected at a subsequent session. Judges and deputy-judges elected during the same session of the Assembly shall take precedence according to age. Judges shall take precedence over deputy-judges.

„The list of deputy-judges shall be prepared in accordance with the principles contained in this Article."

M. NEGULESCO submitted and explained the purport of the following amendment :

„Judges and deputy-judges elected in the course of the same session of the Assembly shall take precedence respectively according to priority of election. If several ordinary judges or deputy-judges are elected in the course of the same electoral meeting, they shall take precedence according to age."

An important discussion then took place.

MM. HUBER and ALTAMIRA adopted the point of view of M. Negulesco. Several members of the Court, including MM. ODA, Lord FINLAY, MOORE and the PRESIDENT expressed the opinion that appointments made during the same Assembly Session should be regarded as constituting a single election.

M. YOVANOVITCH thought that the question had already been definitely settled by the decisions taken at the third and fifth meetings of the Court.

M. ANZILOTTI, whilst recognising the force of the arguments of MM. Huber and Negulesco, thought that the amendment proposed by the latter would be contrary to the spirit of the Statute.

M. NYHOLM drew attention to the effect which the adoption of this amendment would have upon the position of the ordinary judges ; he was however in favour of M. Negulesco's amendment.

M. WEISS did not consider that there was any really decisive argument in favour of the theory that appointments made during the same Assembly should be regarded as simultaneous.

The PRESIDENT, in reply to M. Yovanovitch, stated that the decisions previously taken in no way prevented the Court from reopening the question, and proceeded to take a vote on M. Negulesco's amendment.

The amendment was rejected by 6 votes to 5.

Article 4 of the Drafting Committee's text was therefore adopted.

147. — **Incidental question : Right of deputy-judges to vote.**

During the discussion on M. Negulesco's amendment

M. Negulesco, la question est soulevée de savoir si les juges suppléants pouvaient voter dans une question qui les intéresse directement. L'opinion a prévalu que les deux juges suppléants présents étant nécessaires pour parfaire le nombre de onze juges requis par le statut, avaient le droit et le devoir de prendre part à toutes les décisions de la Cour.

148. — **Suite de la discussion sur les textes soumis par le petit Comité de rédaction.**

a) *Article* 5. (article 5 du Document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article qui est ainsi conçu :

„Le Vice-Président siège à la droite du Président. Les autres juges de la Cour siègent à la gauche et à la droite du Président, selon l'ordre de préséance établi à l'article précédent."

Cet article est adopté.

b) *Article* 6. (article 6 du Document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article qui est ainsi conçu :

„La déclaration solennelle, prescrite par l'article 20 du Statut, est rédigée dans les termes suivants :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience."

„La déclaration est faite au commencement de la première séance publique, après l'entrée en fonctions de chaque juge.

„A la première séance publique d'ouverture de la Cour et aux séances d'ouverture tenues après le renouvellement intégral de celle-ci, les déclarations sont faites d'abord par le Président, puis par le Vice-Président, et ensuite dans l'ordre établi à l'article 4."

Il est décidé qu'une modification sera apportée au deuxième alinéa afin de bien établir qu'un juge ne peut pas entrer en fonctions avant d'avoir prononcé la déclaration solennelle.

Il est également décidé que les mots : „A la première séance publique d'ouverture de la Cour et . . . ." au début du troisième alinéa, seront supprimés.

L'article est adopté avec ces modifications.

c) *Article* 7 (Sans numéro dans le document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture du premier alinéa, ainsi conçu :

„Les membres des Chambres spéciales, visées aux articles 26 et 27 du Statut, sont désignées à la majorité absolue des voix, par la Cour, en séance plénière, en tenant compte, autant que possible, des préférences des juges."

On fait observer, d'une part, que l'alinéa peut se référer, non seulement aux articles 26 et 27, mais aussi à l'article 29 du Statut, et d'autre part, que la Cour,

the question was raised whether the deputy-judges could vote on a matter which directly interested them. The opinion prevailed that the two deputy-judges present, being necessary to complete the number of eleven required under the Statute, were entitled and in duty bound to take part in all the decisions of the Court.

148. — **Continuation of the discussion on the texts submitted by the Drafting Committee.**

a) *Article* 5. (Article 5 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article which ran as follows :

„The Vice-President shall take his seat on the right of the President. The other members of the Court shall take their seats to the right and left of the President in the order of precedence laid down in the preceding Article."

The Article was adopted.

b) *Article* 6. (Article 6 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article, which ran as follows:

„The solemn declaration prescribed in Article 20 of the Statute shall be worded as follows :

„I solemnly declare that I will exercise my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously.

„The declaration shall be made at the beginning of the first public meeting held after each judge has taken up his duties.

At the first public inaugural meeting of the Court and at inaugural meetings held after a new election of the whole Court, the declaration shall be made first by the President, secondly by the Vice-President and then by the remaining judges in the order laid down in Article 4."

It was decided that the second paragraph should be amended in order to make it clear that a judge could not enter upon his duties before having made the solemn declaration.

It was also decided that the words „at the first public inaugural meeting and . . . .", at the beginning of the third paragraph, should be deleted.

The Article was adopted with these amendments.

c) *Article* 7. (unnumbered in document Distr. 75).

The PRESIDENT read the first paragraph, which ran as follows :

„The members of the special Chambers provided for in Articles 26 and 27 of the Statute shall be appointed at a meeting of the full Court, by an absolute majority of votes, having regard as far as possible to any preference expressed by the judges."

It was pointed out on the one hand that the paragraph might refer, not only to Articles 26 and 27, but also to Article 29 of the Statute, and, on the other hand, that

dans son choix, doit tenir compte en premier lieu des dispositions de l'article 9 du Statut, et seulement en second lieu des préférences des juges.

Sur de dernier point, le Président et d'autres membres de la Cour expriment l'avis qu'une disposition spéciale à cet égard n'est pas requise, étant donné que les stipulations du Règlement sont toujours subsidiaires aux règles du Statut.

Il est décidé qu'une nouvelle rédaction de l'alinéa sera préparée en tenant compte des observations ci-dessus.

Le PRÉSIDENT donne lecture du deuxième alinéa du même article, ainsi conçu :

„Les Présidents de ces Chambres spéciales sont élus par la Cour en séance plénière. Toutefois, le Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre ; de même, le Vice-Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre et à laquelle n'appartient pas le Président de la Cour."

Cet alinéa est adopté.

Le PRÉSIDENT donne lecture du troisième alinéa de l'article, ainsi conçu :

„Le Président de la Court est, de plein droit, membre et Président de la Chambre de procédure sommaire."

M. ANZILOTTI ayant fait remarquer que cette disposition semblait incompatible avec celle du Statut qui stipule que tous les membres de la Chambre de procédure sommaire seront élus annuellement, il est décidé de supprimer l'alinéa.

Le PRÉSIDENT donne lecture du quatrième alinéa de l'article, ainsi conçu :

„La période de fonctions des membres des Chambres spéciales est calculée selon le principe établi à l'article 3 pour la période de fonctions du Président et du Vice-Président."

De l'avis de M. ANZILOTTI, cette rédaction ne tient pas suffisamment compte du fait que l'élection des membres de la Chambre de procédure sommaire vise seulement une période d'une année.

Il est décidé qu'une nouvelle rédaction sera préparée afin de tenir compte de cette observation.

d) *Article 7 bis* (article 7 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture du premier alinéa, ainsi conçu :

„Après avoir reçu, pour chaque affaire, par l'intermédiaire du Président, les renseignements utiles, la Cour choisit les assesseurs techniques".

M. ANZILOTTI rappelle la décision suivante prise à la huitième séance (No. 63. A) : il a été entendu qu'au moment où le Comité de procédure soumettrait à la Cour un texte relatif à la question de savoir si le

the Court's choice should be made having regard, in the first place, to the provisions of Article 9 of the Statute and, in the second place, to any preference expressed by the judges.

In regard to this last point, the President and other members of the Court expressed the opinion that no special provision of this nature was required, seeing that the provisions of the Rules of Court were subsidiary to the Statute.

It was decided that a new draft of the paragraph should be prepared, having regard to these observations.

The PRESIDENT read the second paragraph of the same Article :

„The Presidents of these special Chambers shall be elected at a meeting of the full Court. Nevertheless, the President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he may be elected a member ; similarly the Vice-President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he is a member, provided that the President is not also a member."

This paragraph was adopted.

The PRESIDENT read the third paragraph of the same Article, which ran as follows :

„The President of the Court shall be *ex officio* member and President of the Chamber for summary procedure."

M. ANZILOTTI pointed out that this provision appeared to be incompatible with the Statute, according to which all the members of the Chamber for summary procedure were to be elected annually. It was therefore decided to delete the paragraph.

The PRESIDENT read the fourth paragraph of the Article, which ran as follows :

„The period of office of members of the special Chambers shall be calculated in accordance with the principle laid down in Article 3 with regard to the period of office of the President and Vice-President."

In the opinion of M. ANZILOTTI, this text did not make it sufficiently clear that members of the Chamber for summary procedure were elected for a period of one year only.

It was decided that a new draft should be prepared, having regard to the remarks of M. Anzilotti.

d) *Article 7 bis* (Article 7 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the first paragraph which ran as follows :

„After receiving all relevant information regarding a particular case through the President, the Court shall select the technical assessors."

M. ANZILOTTI referred to the decision taken at the eight meeting (No. 63. A.), to the effect that, as soon as the Committee on Procedure had submitted to the Court a text with regard to the question whether the President

Conseil d'administration du Bureau international du Travail doit être obligatoirement entendu par le Président, un nouveau vote aurait lieu sur cette question. M. Anzilotti demande qu'on procède à ce vote.

Après une discussion, au cours de laquelle tous les membres de la Cour expriments leur opinion, un vote a lieu.

La question soulevée par M. Anzilotti est résolue par l'affirmative, par 6 voix contre 5.

L'alinéa sera modifié en conformité de cette décision.

Le PRÉSIDENT donne lecture du deuxième alinéa du même article, ainsi conçu :

„Si la Cour statute en Chambre spéciale, la désignation est faite par la Chambre. Dans tous les cas, cette désignation a lieu à la majorité absolue."

Cet alinéa est adopté.

Le PRÉSIDENT donne lecture du troisième alinéa ainsi conçu :

„Si un ressortissant d'une des parties en cause est choisi comme assesseur, l'autre partie aura le droit de voir désigner un assesseur agréé par elle."

Le PRÉSIDENT explique que le Comité de rédaction a inséré cet alinéa pour se conformer à la décision prise par la Cour lors de sa septième séance, mais que le Comité, qui préférerait voir supprimer l'alinéa, s'est permis de soumettre un texte alternatif où il ne figure pas.

Un vote a lieu sur la question de savoir si l'alinéa doit être maintenu ou non.

Il est décidé par 7 voix contre 4 qu'il sera supprimé.

M. HUBER, dans ces conditions, se réserve le droit de proposer, en seconde lecture, que tout assesseur de la nationalité d'une des parties soit exclu.

M. ANZILOTTI se prononce dans le même sens.

Par contre, Lord FINLAY exprime l'avis que de cette manière on arriverait, dans la majorité des cas, à exclure les personnes les plus qualifiées.

La discussion est suspendue, en attendant le dépôt de la proposition de M. Huber, en seconde lecture.

Le PRÉSIDENT donne lecture du quatrième alinéa, ainsi conçu :

„La Cour fera droit à la demande des parties de voir adjoindre des assesseurs, si cette demande est présentée dans la première pièce de procédure."

M. YOVANOVITCH croit que les parties doivent avoir la liberté de demander l'adjonction d'un assesseur pendant toute la durée de la procédure écrite.

M. ANZILOTTI fait observer que l'alinéa devrait être

should be bound to consult the Governing Body of the International Labour Office, a fresh vote would be taken on the point, and he moved that this vote should now take place.

After a discussion, during which all the members of the Court stated their views, a vote was taken.

The question raised by M. Anzilotti was decided in the affirmative by 6 votes to 5.

It was decided that the paragraph should be modified accordingly.

The PRESIDENT read the second paragraph of the same Article, which ran as follows :

„If judgment is to be delivered by a special Chamber, that Chamber shall make the selection. In all circumstances the selection shall be made by an absolute majority."

This paragraph was adopted.

The PRESIDENT read the third paragraph, which ran as follows :

„If a subject of one of the parties to a dispute be chosen as an assessor, the other party shall have the right to have appointed an assessor approved by itself."

The PRESIDENT explained that the Drafting Committee had inserted this paragraph in accordance with a resolution adopted by the Court at its 7th meeting, but that the Committee would prefer that the paragraph should be omitted, and therefore submitted an alternative text in which the paragraph did not occur.

The question of the maintenance of the paragraph was put to the vote.

It was decided by 7 votes to 4 that the paragraph should be omitted.

M. HUBER stated that, in these circumstances, he reserved the right to propose, at the second reading, the exclusion of any assessor of the nationality of one of the parties.

M. ANZILOTTI took the same view.

Lord FINLAY, on the other hand, was of the opinion that in the majority of cases, the adoption of this principle would lead to the exclusion of the persons best qualified to sit.

Further discussion was postponed, pending the submission of M. Huber's proposal at the second reading.

The PRESIDENT read paragraph 4, which ran as follows :

„If the parties request that technical assessors should be attached to the Court, the Court shall grant this request, provided that it is submitted in the first document of the written procedure."

M. YOVANOVITCH considered that the parties should be entitled to ask for the addition of an assessor at any time during the written proceedings.

M. ANZILOTTI remarked that the paragraph should be

rédigé de façon à établir clairement qu'il se réfère exclusivement à l'article 27 et non pas à l'article 26 du Statut.

Au sujet de la remarque présentée par M. Yovanovitch, il déclare qu'en tous cas, l'expression „première pièce de procédure", doit être modifiée, afin de mieux définir le document dont il s'agit.

e) *Article* 9. (article 8 du Document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de cet article, qui est ainsi conçu :

„Les membres qui se trouvent empêchés d'assister à une session ou à une séance, en informeront le Président aussitôt que possible. Celui-ci prend toutes mesures pour compléter le nombre de juges nécessaire."

Cet article est adopté.

f) *Article* 9*a*. (article 9 du Document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture du premier alinéa, ainsi conçu :

„Les juges suppléants sont appelés lorsque leur présence est nécessaire, dans l'ordre du tableau, de telle sorte que chacun d'eux soit convoqué à tour de rôle jusqu'à l'épuisement du tableau, et ainsi de suite."

Il est décidé qu'un renvoi à l'article 4 sera fait dans cet alinéa.

Le PRÉSIDENT donne lecture des alinéas 2 et 3 de l'article, ainsi conçus :

„Dans le cas d'une vacance dépassant la durée d'une session, le juge suppléant, appelé pour remplir cette vacance, siège pendant toute la durée de la session."

„Un juge suppléant qui a été saisi d'une affaire est appelé à nouveau pour continuer la procédure qui la concerne."

Il est décidé que l'expression „dépassant la durée d'une session", sera modifiée afin de rendre plus claire la pensée des auteurs. (Voir procès-verbal de la 5me séance, No. 46b :

„Au cas d'une vacance permanente, la durée des fonctions des juges suppléants convoqués ne prendrait fin qu'à l'expiration d'une session") [1].

Il est également décidé que le mot „appelé" au troisième alinéa, sera remplacé par le mot „convoqué".

M. MOORE propose la rédaction suivante des deux alinéas en question :

„Les juges suppléants convoqués pour remplir une vacance qui s'est produite pendant une session déterminée, siégeront jusqu'à la fin de la session, et continueront jusqu'à la fin la procédure de toute affaire dont ils auront connu."

Le PRÉSIDENT donne lecture du quatrième alinéa, ainsi conçu :

1) voir p. 24.

drafted in such a way as to show clearly that it referred exclusively to Article 27 and not to Article 26 of the Statute.

In regard to the remarks of M. Yovanovitch, he said that in any case the expression „first document of the written procedure" should be modified, in order to indicate more clearly which document was referred to.

e) *Article* 9. (Article 8 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read this Article, which ran as follows:

„Members who are unable to attend a session or meeting shall inform the President as soon as possible. The latter shall take the necessary steps to complete the number of judges required."

This Article was adopted.

f) *Article* 9*a*. (Article 9 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the first paragraph, which ran as follows :

„Deputy-judges shall be summoned when their presence is required, in the order laid down in the list, so that each of them will be summoned in rotation. When the list has been exhausted this procedure will be repeated."

It was decided that this paragraph should contain a reference to Article 4.

The PRESIDENT next read paragraphs 2 and 3 of the Article, which ran as follows :

„In the event of a vacancy exceeding the duration of a session, the deputy-judge summoned to fill such vacancy shall sit throughout the whole session.

„A deputy-judge who has commenced a case shall be summoned again in order to continue to sit in it until it is finished."

It was decided that the words „exceeding the duration of a session" should be modified so as to convey more clearly the intention of the authors of the paragraph. (See minutes of the 5th meeting No. 46b :

„In the case of a permanent vacancy, the period of office of deputy-judges thus summoned would be interrupted only by the termination of a session") [1].

It was also decided that the word „appelé" in the third paragraph (French text) should be replaced by the word „convoqué".

Mr MOORE proposed that the two paragraphs in question should be drafted as follows :

„A deputy-judge summoned to fill a vacancy at a particular session shall sit throughout such session, and, where he has begun to sit in a case, he shall continue in it until it is finished."

The PRESIDENT read the fourth paragraph, which ran as follows :

1) see p. 24.

„Si un juge suppléant réside trop loin du siège de la Cour, pour pouvoir, de l'avis du Président, être utilement convoqué, appel est fait au juge suppléant qui le suit sur le tableau ; cependant, le suppléant auquel aurait du être adressée la convocation, est, si possible, appelé la fois suivante."

Cet alinéa est adopté.

Le PRÉSIDENT donne lecture du cinquième alinéa de cet article, ainsi conçu :

„La convocation, en vertu de l'article 31 du Statut, d'un juge suppléant comme juge national, dans un cas déterminé, n'est pas comptée comme, une convocation aux termes du présent article, lorsqu'il s'agit de déterminer l'ordre dans lequel les juges suppléants doivent être convoqués."

Cet alinéa est adopté.

g) *Article 9 b* (article 10 du Document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture du premier alinéa de l'article, ainsi conçu :

„La Cour peut siéger avec neuf ou dix juges seulement, lorsque, en raison de circonstances imprévues, il est impossible d'assurer la présence de onze juges, ou lorsque la procédure orale ayant été commencée, le nombre de juges au siège est inférieur à onze."

M. ANZILOTTI propose la suppression de l'alinéa qu'il considère comme superflu.

Il est décidé qu'il sera maintenu.

Le PRÉSIDENT donne lecture du deuxième alinéa de cet article, ainsi conçu :

„Les juges suppléants ne peuvent pas être convoqués pour assurer le quorum des Chambres spéciales."

M. HUBER propose l'amendement suivant :

„Les juges suppléants ne peuvent être convoqués pour assurer le quorum des Chambres spéciales qu'au cas où des juges titulaires ne sont pas disponibles.

M. ODA attire l'attention sur l'opinion déjà exprimée par la Cour à ce sujet (sixième séance, No. 58 b) [1]) à savoir que ce seront toujours les juges titulaires qui devront être convoqués pour occuper le siège devenu vacant dans les Chambres spéciales.

M. MOORE fait remarquer que la rédaction de l'alinéa pourrait être utilement modelée sur celle de l'alinéa 2 de l'article 25 du Statut.

L'amendement de M. Huber est adopté sous réserve d'une rédaction définitive.

h) *Article* 10. (article 11 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article, ainsi conçu :

„Si, dans une des séances de la Cour, il est im-

1) voir p. 30.

„Should a deputy-judge reside so far from the Court as to render it inadvisable, in the opinion of the President, to summon him, the deputy-judge next on the list shall be summoned ; but the deputy-judge to whom the summons should have been sent shall, if possible, be summoned on the next occasion."

This paragraph was adopted.

The PRESIDENT read the fifth paragraph of this Article, which ran as follows :

„Should a deputy-judge be summoned, by virtue of Article 31 of the Statute, to take his seat as a national judge in a particular case, such summons shall not be regarded as coming within the terms of the present Article for the purpose of determining the order in which the deputy-judges are to be summoned."

This paragraph was adopted.

g) *Article 9 b.* (Article 10 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the first paragraph of the Article, which ran as follows :

„The Court may sit with nine or ten judges only, when, owing to unforeseen circumstances, it is impossible to assure the presence of eleven judges, or when the number of judges sitting falls below eleven after the oral proceedings have commenced."

M. ANZILOTTI proposed the omission of this paragraph which he considered superfluous.

It was decided that the paragraph should be maintained.

The PRESIDENT read the second paragraph of this Article which ran as follows :

„Deputy-judges may not be summoned to complete the quorum required for special Chambers."

M. HUBER proposed the following amendment :

„Deputy-judges may only be summoned to complete the quorum required for special Chambers if no ordinary judges are available."

M. ODA drew attention to the opinion already expressed by the Court on this subject (6th meeting, No. 58 b) [1]), to the effect that a vacant seat in one of the special Chambers should always be filled by summoning one of the ordinary judges.

Mr. MOORE pointed out that the paragraph might very well be drafted on the same lines as paragraph 2 of Article 25 of the Statute.

M. HUBER'S amendment was adopted subject to final drafting.

h) *Article* 10. (Article 11 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article, which ran as follows :

„If at any meeting of the Court the requisite

1) see p. 30.

possible d'atteindre le quorum exigé, la Cour s'ajourne jusqu'à ce que le quorum soit atteint."

Cet article est adopté.

i) *Article* 10 *a.* (article 12 du document. Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture des deux premiers alinéas de l'article, ainsi conçus :

„Dans le cas où une ou plusieurs parties ont le droit de nommer un juge *ad hoc* de leur nationalité, la Cour plénière peut siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze.

„Les Chambres spéciales pour questions de travail et pour questions de communications et de transit, ne peuvent pas siéger avec un nombre de juges plus élevé que cinq."

M. ANZILOTTI demande la suppression de ces deux alinéas, comme faisant double emploi avec certaines dispositions des articles 25, 26 et 27 du Statut.

Il est décidé que les alinéas seront maintenus.

Le PRÉSIDENT donne lecture du troisième alinéa de l'article, ainsi conçu :

„La composition de la Chambre de procédure sommaire ne peut pas être modifiée sur l'initiative des parties."

A le demande de M. HUBER, il est décidé que la discussion de cet alinéa sera remise à la séance suivante, vu l'importance de la question qui y est traitée.

149. **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance de la Cour plénière aura lieu le vendredi 3 mars à 3 heures de l'après-midi.

La Cour ne se réunira pas le samedi 4 mars.

La prochaine séance du Comité restreint de rédaction aura lieu le lundi 5 mars à 10 h. 30 du matin.

La séance est levée à 18 heures.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

quorum is not available, the Court shall adjourn until the quorum is obtained."

This Article was adopted.

i) *Article* 10 *a.* (Article 12 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the two first paragraphs of the Article, which ran as follows :

„In cases in which one or more parties are entitled to choose a judge *ad hoc* of their nationality, the full Court may sit with a number of judges exceeding eleven.

„The special Chambers for labour questions and questions of communications and transit may not sit with a greater number than five judges."

Mr. ANZILOTTI asked that these two paragraphs should be omitted, seeing that they were merely a repetition of certain provisions in Articles 25, 26 and 27 of the Statute.

It was decided that the paragraphs should be maintained.

The PRESIDENT read the third paragraph of the Article, which ran as follows:

„The composition of the Chamber for summary procedure may not be altered upon the initiative of the parties."

On the request of M. HUBER, it was decided that the discussion of this paragraph should be postponed till the next meeting, in view of the importance of the question involved.

149. **Date of the next meeting.**

It was decided that the next meeting of the full Court should take place on Friday, March 3rd, at 3 p.m.

It was further decided that the Court should not meet on Saturday, March 4th.

The next meeting of the small Drafting Committee was fixed for Monday, March 6th, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 6 p.m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

VINGT-DEUXIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 3 mars 1922, à 15 heures,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président.
Altamira
Anzilotti,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

150. Communication du Président.

Le PRÉSIDENT porte à la connaissance de la Cour que, pour la prochaine séance, une notice contenant et expliquant le plan selon lequel le Comité de rédaction a travaillé, sera préparée et distribuée. Avant cette séance, il sera également distribué le texte complet de l'avant-projet de Règlement que ce Comité entend soumettre à la Cour.

Le Président propose que la prochaine séance ait lieu le mercredi 8 mars, à 10 h. 30 du matin, et que la distribution des documents en question se fasse le soir précédent.

La Cour donne son assentiment.

151. Suite de la discussion du texte préparé par le Comité de rédaction.

a) *Article* 10 *a, 3me alinéa* (article 12 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'alinéa ainsi conçu :

„La composition de la Chambre de procédure sommaire ne peut pas être modifiée sur l'initiative des parties."

Une discussion s'engage au cours de laquelle différentes possibilités sont indiquées, à savoir :

1) qu'aucune modification à la composition de la Chambre ne soit apportée en raison de la nationalité des parties ;

PRELIMINARY SESSION

TWENTY-SECOND MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 3rd, 1922, at 3 p. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

Mr. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

150. — Statement by the President.

The PRESIDENT informed the Court that before the next meeting of the Court a statement indicating and explaining the method employed by the Drafting Committee in its work would be prepared and circulated. Before the next meeting the complete text of the draft Rules which the Sub-Committee proposed to submit to the Court would also be communicated to the members.

The President proposed that the next meeting should take place on Wednesday, March 8th, at 10.30 a.m., and that the documents referred to should be distributed on the previous evening.

The Court approved this proposal.

151. — Continuation of the discussion on the text prepared by the Drafting Committee.

a) *Article* 10 *a, 3rd para.* (Article 12 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the paragraph, which ran as follows :

„The composition of the Chamber for summary procedure may not be altered upon the initiative of the parties".

A discussion took place, in the course of which the following possibilities were suggested, viz :

1) That no change in the composition of the Chamber, arising out of the nationality of the parties, should be admitted.

2) que le principe de l'article 31 du Statut soit appliqué, c'est-à-dire que les parties soient autorisées à ajouter à la Chambre des membres de leur nationalité ;

3) que le principe des articles 26 and 27 du Statut soit appliqué, de sorte qu'un membre de la Chambre soit remplacé par un juge désigné par l'une des parties.

4) que le juge national de l'une des parties soit remplacé par un juge désigné à l'avance comme suppléant à la Chambre de procédure sommaire.

Plusieurs membres se prononcent en faveur du premier système. Ils font valoir d'une part, que le recours à la Chambre dépend de la volonté des parties, d'autre part que le second système aboutirait à une Chambre composée d'au moins cinq membres et, enfin, que le troisième aurait pour résultat de réduire la force effective de la Chambre à un seul juge impartial.

M. HUBER, croit que le troisième système s'impose. Il devrait, cependant, être appliqué seulement au cas où une partie serait représentée à la Chambre à l'exclusion de l'autre.

Le PRÉSIDENT, ayant constaté que la Cour est d'accord pour reconnaître que les membres de la Chambre ne doivent pas dépasser le nombre de trois, met aux voix la question du maintien de l'alinéa qu'on est en train de discuter.

L'alinéa est adopté par 9 voix contre 2.

M. ANZILOTTI demande que la rédaction de l'alinéa soit modifiée afin d'exclure l'interprétation selon laquelle la composition de la Chambre pourrait être modifiée sur l'initiative de la Cour.

D'autre part, M. HUBER propose qu'un ordre défini soit établi pour la convocation de suppléants aux membres de la Chambre.

Il est décidé qu'une nouvelle rédaction sera préparée afin de tenir compte de l'observation de M. Anzilotti.

Une disposition sera introduite dans le Règlement, stipulant que lors de l'élection des membres de la Chambre, deux suppléants seront également nommés.

b) *Article* 10 *b* (article 13 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article, ainsi conçu :

„Lorsque plusieurs parties qui font cause commune ne peuvent pas se mettre d'accord sur le choix d'un juge *ad hoc*, aux termes de l'article 31, alinéa 4, le juge désigné par la majorité des parties siégera.

„S'il n'y a pas de majorité, les noms des juges présentés pour désignation, sont communiqués à la Cour.

„La Cour décide."

M. ANZILOTTI, explique qu'à son avis l'article 31 du Statut, en parlant de la décision de la Cour, vise seule-

2) That the principle of Article 31 of the Statute should be applied, i.e. that the parties should be authorised to add to the Chamber members of their own nationality.

3) That the principle of Articles 26 and 27 of the Statute should be applied, with the result that a member of the Chamber might be replaced by a judge nominated by one of the parties.

4) That if a judge were of the nationality of one of the parties, he should be replaced by a judge designated beforehand as a substitute to sit in the Chamber for summary procedure.

Several members were in favour of the first alternative. They pointed out, on the one hand, that recourse to the Chamber depended upon the wishes of the parties and, on the other hand, that the second system would involve a Chamber of five members; while the third system would decrease the effective value of the Chamber by reducing the number of impartial judges to one.

M. HUBER thought the third system was preferable. It should, however, be applied only in cases where one party was represented in the Chamber but not the other.

The PRESIDENT observed that the Court was agreed that the members of the Chamber should not exceed three in number, and put to the vote the question whether the paragraph under discussion should be maintained.

The paragraph was adopted by 9 votes to 2.

M. ANZILOTTI requested that the wording should be amended in such a way as to make it impossible to interpret the paragraph as implying that the composition of the Chamber could be modified on the initiative of the Court.

On the other hand M. HUBER proposed that the order in which substitutes would be called in to replace members of the Chamber should be definitely laid down.

It was decided that a fresh draft should be prepared, having due regard to the remarks of M. Anzilotti.

It was decided that a provision should be introduced in the Rules, to the effect that, when the members of the Chamber were elected, two substitutes should also be appointed.

b) *Article* 10 *b*. (Article 13 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article which ran as follows :

„When several parties who are taking joint action in a case cannot agree with regard to the choice of a judge *ad hoc*, in accordance with Article 31, para. 4 of the Statute, the judge selected by the majority of the parties shall sit.

„Should no majority be obtained, the names of the judges nominated for selection shall be communicated to the Court.

„The decision shall rest with the Court".

M. ANZILOTTI explained that, in his opinion, the reference to the decision of the Court, in Article 31 of the

ment la détermination par elle de la question de savoir si plusieurs parties font cause commune ou non. Il déclare inadmissible la règle proposée, étant donné qu'en droit international, une majorité ne peut pas primer une minorité.

M. HUBER, en prenant pour point de départ le principe que la composition de la Cour doit être considérée comme immuable, sauf disposition contraire expresse du Statut, explique que l'article 31, alinéa 3 du Statut, peut s'appliquer seulement sous les trois conditions suivantes, savoir :

1) qu'aucune des parties faisant cause commune ne soit déjà représentée à la Cour ;

2) que toutes les parties soient d'accord sur le choix du représentant ;

3) qu'aucune des parties n'ait un suppléant de sa nationalité, auquel cas le suppléant devrait être appelé.

Lord FINLAY croit que l'article proposé constitue le seul moyen de donner, en toute circonstance, effet à l'esprit du Statut qui exige la représentation des parties à la Cour.

M. ANZILOTTI pense qu'il s'agit ici seulement d'un droit pour les parties de se faire représenter, et suggère, dans cet ordre d'idées, la solution suivante : Si la Cour a acquis la conviction que plusieurs parties font cause commune, elle leur fixe un délai dans lequel elles peuvent se mettre d'accord sur le choix d'un juge national à ajouter à la Cour ; si l'accord n'est pas réalisé dans ce délai, le droit pour les parties de se faire représenter, est périmé.

Le PRÉSIDENT déclare qu'une nouvelle rédaction sera préparée, en tenant compte de la proposition de M. Anzilotti et des observations de M. Huber.

152. **Question incidente : récusation d'un juge désigné aux termes de l'article 31 du Statut.**

Cette question est soulevée par M. HUBER.

M. WEISS y rattache celle de savoir quelle attitude la Cour doit prendre si un juge ainsi désigné tombe sous le coup des dispositions de l'article 17 du Statut.

Après discussion, Le PRÉSIDENT déclare qu'un texte sera préparé pour exprimer qu'un vertu du dernier alinéa de l'article 31 du Statut, la désignation des juges peut, dans les circonstances indiquées, être déclarée nulle par la Cour, auquel cas le droit pour les parties de nommer un juge national sera périmé.

153. — **Suite de la discussion des textes préparés par le Comité de rédaction.**

a) *Article* 10 *quater*. (rrticle 14 du document Distr. 75),

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article ainsi conçu :

„La Cour délibère en Chambre du conseil sur

Statute, related only to the Court's ruling upon the question whether several parties should be regarded as taking joint action or not. He also stated that the proposed rule was inadmissible, because in international law the will of the majority could not bind the minority.

M. HUBER, taking his stand on the principle that the composition of the Court should be regarded as unchangeable, in the absence of express provisions to the contrary in the Statute, explained that Article 31, para. 4, of the Statute could only be applied if the three following conditions were fulfilled :

1. That none of the parties who were taking joint action were already represented on the Court.

2. That all the parties were in agreement as to the choice of a representative.

3. That none of the parties possessed a deputy-judge of their nationality ; if one of the parties had such a deputy-judge, he must be summoned.

Lord FINLAY thought that the proposed article constituted the only means of giving effect, in all cases, to the intentions of the Statute, which laid down that the parties must be represented on the Court.

M. ANZILOTTI thought that it was merely a question of a right, which the parties had, to be represented, and accordingly suggested the following solution :

If the Court was satisfied that several parties were taking joint action, it should fix a time within which they might agree upon the choice of a national judge to be added to the Court. If they failed to agree within the period specified, they should lose the right of nominating a representative.

The PRESIDENT stated that a fresh draft would be prepared, in which due regard would be had to the remarks of M. ANZILOTTI and M. HUBER.

152. — **Incidental Question. — Disqualification of a judge nominated in accordance with Article 31 of the Statute.**

This question was raised by M. HUBER.

M. WEISS asked a further question with regard to the course to be adopted by the Court, if a judge nominated under Article 31 were affected by the provisions of Article 17.

After discussion, the PRESIDENT stated that a text would be drafted, making it clear that, by virtue of the last paragraph of Article 31 of the Statute, the nomination of a judge could, in such circumstances, be declared null and void by the Court ; in this case the right of the parties to nominate a judge of their nationality would lapse.

153. — **Continuation of the discussion on the texts prepared by the Drafting Committee.**

a) *Article* 10 (4) : (Article 14 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article which ran as follows :

„The Court shall sit in private to deliberate

la décision de toute affaire ou sur la réponse à toute question à elle soumise.

„Chacun des membres de la Cour ou de la Chambre spéciale saisie, exprime son opinion dûment motivée, dans un ordre inverse de celui établi à l'article 5.

„Les conclusions adoptées après discussion finale, par la majorité des membres, déterminent la décision de la Cour."

M. ALTAMIRA rappelle que lors de la 17ème séance, la Cour a décidé de différer la discussion sur la question des règles de vote dans la Cour pour l'adoption d'un arrêt ou d'un avis consultatif, jusqu'à la présentation des textes précis.

Il demande que cette discussion ait lieu maintenant.

M. ANZILOTTI croit que l'ordre établi par un tirage au sort, serait préférable à celui indiqué au deuxième alinéa.

M. MOORE pense que cet alinéa pourrait être supprimé.

Le PRÉSIDENT explique que la raison d'être de l'alinéa est la nécessité d'obliger les juges à former et à exprimer une opinion individuelle sur toutes les questions soumises à la Cour.

Lord FINLAY, tout en ne désapprouvant pas la règle de l'article en question, est en faveur de donner à la Cour la plus entière liberté.

M. MOORE explique la méthode suivie à la Cour Suprême des Etats-Unis.

La plupart des juges se prononcent en faveur du maintien de l'article ; quelques-uns d'entre eux, cependant, préféreraient qu'aucune indication n'y fût mise concernant l'ordre de présentation des opinions.

Le PRÉSIDENT déclare que l'alinéa sera maintenu, sauf suppression de toute indication de ce genre.

Lord FINLAY soulève la question de savoir quelle règle devrait être adoptée dans l'éventualité d'un partage des voix ; il préférerait pour sa part, une disposition stipulant que, dans ce cas, l'affaire sera examinée à nouveau par la Cour.

Le PRÉSIDENT fixe l'attention sur la règle de l'article 55 du Statut, donnant au Président voix prépondérante ; il ajoute que le Président a toujours la liberté de ne pas s'en servir et de faire réexaminer la question.

M. ALTAMIRA soulève une deuxième question au sujet du même article. Il croit, en effet, que dans sa rédaction actuelle, celui-ci se réfère seulement aux décisions judiciaires et consultatives de la Cour, mais non pas aux décisions d'ordre administratif. A son avis, il faudrait adopter une règle spéciale à ce dernier égard.

Le présent article devrait être transféré au chapitre concernant la procédure.

Le PRÉSIDENT et M. WEISS expliquent qu'à leur avis

upon the decision of any case or on the reply to any question submitted to it.

„Each member of the Court, or of the special Chamber concerned, shall give his opinion, together with a statement of his reasons, in inverse order to the order laid down in Article 5.

„The decision of the Court shall be based upon the conclusions adopted by a majority of the members after final discussion".

M. ALTAMIRA reminded the Court that, at its 17th Meeting, it had decided that the discussion of the question of the rules to be followed by the Court when voting upon a judgment or an advisory opinion, should be postponed until a definite text had been prepared.

He asked that this discussion might now be proceeded with.

M. ANZILOTTI thought that it would be preferable to determine the order by drawing lots, rather than to adopt the order proposed in the second paragraph.

M. MOORE considered that this paragraph might be omitted.

The PRESIDENT explained that the object of the paragraph was to compel the judges to form and to express an individual opinion in regard to every question submitted to the Court.

Lord FINLAY, whilst not opposed to the rule contained in the Article in question, was in favour of giving the greatest possible degree of freedom to the Court.

M. MOORE explained the method adopted in the Supreme Court of the United States.

The majority of the Court was in favour of maintaining the Article ; certain members, however, would have preferred that no reference should be made to the order in which opinions were to be given.

The PRESIDENT stated that the paragraph would be maintained, but that all reference to the latter point would be omitted.

Lord FINLAY raised the question as to what should be done in the case of equality of votes ; for his part he would prefer a provision that in such a case the matter would be reconsidered by the Court.

The PRESIDENT pointed out that Article 55 of the Statute gave to the President the casting vote ; he added that the President was at liberty not to make use of this vote, but to have the matter at issue reconsidered.

M. ALTAMIRA raised a second question with regard to the same Article. He considered that as at present worded the Article only referred to judicial decisions and advisory opinions of the Court, and not to decisions on administrative matters. In his opinion a special provision should be adopted in regard to the latter.

The present Article should be transferred to thech apter on Procedure.

The PRESIDENT and M. WEISS explained that in

l'article couvre tous les cas possibles et se trouve bien placé dans le chapitre sur l'organisation de la Cour.

M. ALTAMIRA soulève une troisième question se référant à cet article, à savoir, si les articles 2, 9 et 10 de l'avant-projet du Président ont été pris en considération lors de sa préparation.

La PRÉSIDENT déclare qu'on s'en assurera lors de la rédaction définitive.

M. ANZILOTTI croit qu'il faudrait établir l'accord entre les deux derniers alinéas de l'article 10 quater, en ce qui concerne la mention des Chambres spéciales.

Le PRÉSIDENT déclare qu'il sera tenu compte de cette observation lors de la rédaction finale.

b) *Nouvel article proposé par M. Huber.*

M. HUBER propose, sous réserve de rédaction définitive, le texte suivant, qui pourrait être inséré dans le projet sous le numéro 10 (quinto) :

„Si un membre de la Cour, avec l'appui de deux autres membres, le demande, toute question, avant d'être mise aux voix, sera soumise aux membres dans un texte écrit et rédigé en français et en anglais."

Lord FINLAY croit que toute règle à cet effet serait superflue.

Mise aux voix, la proposition de M. Huber est acceptée.

c) *Article* 11: (article 15 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article, ainsi conçu :

„Pour l'application de l'article 18 du Statut, le Président, ou le cas échéant, le Vice-Président, convoque la Cour. Le membre mis en cause est admis à fournir des explications, après quoi la question est mise aux voix, hors la présence de ce membre."

M. ANZILOTTI propose que la dernière partie de l'article soit rédigé comme suit :

„. . . . après quoi, la question est discutée et mise aux voix . . . . etc."

Cet amendement est adopté.

M. HUBER se demande en quoi consiste l'unanimité requise par l'article 18 du Statut.

M. NEGULESCO exprime l'avis que tous les membres de la Cour, y inclus les juges suppléants, doivent être convoqués, mais que seulement l'unanimité des juges présents à l'occasion du vote, sera exigée.

D'autre part, Lord FINLAY, M. ANZILOTTI et le PRÉSIDENT croient que l'article 18, selon l'esprit du Statut, doit être interprété comme visant seulement la Cour dans sa composition ordinaire, c'est-à-dire comprenant onze juges.

Le PRÉSIDENT met aux voix la question de savoir si non seulement les juges requis pour parfaire le nombre

their opinion the Article covered all possible cases, and that it was best placed in the chapter in regard to Organisation.

M. ALTAMIRA raised a third question with regard to this Article, viz. whether Articles 2, 9 and 10 of the President's preliminary draft had been considered when the draft was prepared.

The PRESIDENT stated that due attention would be paid to this point in the final draft.

M. ANZILOTTI thought that the two last paragraphs of Article 10 (4) should be brought into harmony as regards the reference to special Chambers.

The PRESIDENT stated that he would take note of this remark when the final draft of the Article was being prepared.

b) *New Article proposed by M. Huber.*

M. HUBER proposed, subject to drafting amendments, that the following text should be inserted in the Draft, as No. 10 (5) :

„On the request of a member of the Court, supported by two other members, the text of any motion shall be submitted in writing to the members, in French and English, before a vote is taken".

Lord FINLAY thought that any rule on this subject was unnecessary.

The proposal of M. Huber was put to the vote and adopted.

c) *Article* 11. (Article 15 of Doc. Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article, which ran as follows :

„When it is necessary to apply Article 18 of the Statute, the President, or in certain circumstances the Vice-President, shall convene the Court. The member affected shall be allowed to furnish explanations. When he has done so, a vote shall be taken, the member in question not being present".

M. ANZILOTTI proposed that the last part of the Article should read as follows : Insert after the word „so" the words „a discussion shall take place and . . . ."

This amendment was adopted.

M. HUBER asked how the unanimity required under Article 18 of the Statute was to be calculated.

M. NEGULESCO expressed the view that all the members of the Court, including deputy-judges, should be summoned, but that the unanimity of judges present at the time of voting should alone be required.

On the other hand Lord FINLAY, M. ANZILOTTI and The PRESIDENT thought that the intention of the Statute was that Article 18 should be interpreted as referring to the normal composition of the Court, i.e., eleven judges.

The PRESIDENT put to the vote the question whether not only the judges required to make up the number to

de onze, mais aussi tous les juges suppléants doivent être convoqués, dans le cas prévu à l'article 18 du Statut.

Cette question est résolue dans l'affirmative par sept voix contre quatre.

Ensuite, le Président met aux voix la question de savoir si, pour le calcul de l'unanimité, compte doit être tenu seulement des votes des juges présents.

Cette question est résolue par l'affirmative à l'unanimité.

Le PRÉSIDENT déclare que l'article sera remanié en conséquence.

d) *Article* 12 (article 16 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture des alinéas 1 et 2, ainsi conçus :

„La Cour choisit son Greffier parmi les candidats proposés par les membres de la Cour.

„L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité des voix. En cas de partage des voix, le Président aura voix prépondérante."

Ces alinéas sont adoptés.

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'alinéa 3, ainsi conçu :

L'élection a lieu pour une période de sept ans, à compter du premier janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle l'élection a eu lieu. La première élection vise une période de sept ans, y compris l'année au cours de laquelle l'élection a eu lieu."

M. ALTAMIRA se demande s'il est nécessaire de fixer la période de fonctions du Greffier à sept ans egalement en ce qui concerne l'avenir.

La Cour est d'avis que cette période doit être fixée une fois pour toutes à sept ans.

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'alinéa 4, qui est ainsi conçu :

„Si le Greffier cesse de faire partie de la Cour avant l'expiration de ses fonctions, une élection a lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir. S'il est nécessaire, la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire."

M. ANZILOTTI soulève la question de la rééligibilité du Greffier.

Le PRÉSIDENT déclare qu'une règle, à cet effet, sera ajoutée au premier alinéa de l'article.

M. ANZILOTTI se demande si le remplaçant d'un Greffier qui a cessé des fonctions avant l'expiration du terme, ne pourrait pas être élu pour une période entière de sept ans.

La Cour est d'avis de maintenir la règle exprimée à l'alinéa 4.

Sur la proposition de Lord FINLAY, l'expression „cesse de faire partie de la Cour avant l'expiration de ses fonctions" sera remplacée par l'expression „cesse ses

eleven, but also all the deputy judges should be summoned, in the circumstances contemplated in Article 18 of the Statute.

This question was decided in the affirmative by 7 votes to 4.

The President then put the question whether, in calculating unanimity, regard should be had only to the votes of the judges present.

This question was unanimously decided in the affirmative.

The PRESIDENT stated that the Article would be amended accordingly.

d) *Article* 12 (Article 16 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read paragraphs 1 and 2 of the Article, which ran as follows :

„The Court shall select its Registrar from amongst candidates proposed by members of the Court.

„The election shall take place by secret ballot and by a majority of votes; in the event of a tie the President shall have a casting vote".

These paragraphs were adopted.

The PRESIDENT read paragraph 3.

„The election shall be for a period of seven years, commencing on January 1st of the year following that in which the election takes place. The first election shall be for a period of seven years, including the year in which the election has taken place".

M. ALTAMIRA asked whether it was necessary to fix the period of office of the Registrar at seven years for future cases also.

The Court was of the opinion that the period should be fixed at seven years in all cases.

The PRESIDENT read paragraph 4, which ran as follows:

„Should the Registrar cease to belong to the Court before the termination of his period of office, an election shall be held for the purpose of appointing a substitute for the unexpired portion of his term of office. If necessary, an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose."

M. ANZILOTTI raised the question of the possibility of the re-election of the Registrar.

The PRESIDENT stated that a rule would be added to the first paragraph, to provide for the possibility of re-election.

M. ANZILOTTI enquired whether the successor of a Registrar who had relinquished his duties before the conclusion of his period of office might not be appointed for a period of seven years.

The COURT decided to maintain the rule laid down in paragraph 4.

On the motion of Lord FINLAY, it was decided that the expression „relinquish his appointment before the termination" should be substituted for the words

fonctions avant l'expiration du terme ci-dessus fixé."

L'article est adopté avec ces modifications.

e) *Article* 13 (Article 17 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article, ainsi conçu :

„Sur la proposition du Greffier, la Cour détermine ou modifie l'organisation du Greffe. Le personnel du Greffe est nommé par la Cour sur la proposition du Greffier. La Cour désigne, sur la présentation du Greffier, le membre du Greffe qui le remplace en cas d'empêchement."

Sur la proposition de M. ANZILOTTI, il est décidé que la désignation du remplaçant du Greffier, en cas d'empêchement, sera faite par le Président et non pas par la Cour.

L'article est adopté avec cette modification.

f) *Article* 15 (article 18 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article, ainsi conçu:

„Avant son entrée en fonctions, le Greffier fait, en séance plénière de la Cour, la déclaration suivante :

„Je prends l'engagement solennel d'exercer en pleine impartialité et en toute conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

„Les autres membres du Secrétariat prennent un engagement analogue devant le Président, en présence du Greffier."

Sur la proposition de M. WEISS, le début de la déclaration du Greffier, sera ainsi conçu :

„Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté et conscience, etc . . . ."

Egalement sur la proposition de M. Weiss, il est décidé qu'au dernier alinéa de l'article, l'expression „membres du Secrétariat" sera remplacée par l'expression „fonctionnaires du Greffe."

L'article est adopté avec ces modifications.

g) *Article* 16. (article 19 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article ainsi conçu :

„Toutes les communications émanant de la Cour ou qui lui sont adressées, passent par le Greffier.

„Le Greffier veille à ce que la date de réception et d'expédition de toutes ces communications et notifications puisse être facilement contrôlée. En cas d'expédition par la poste de communications et notifications, celles-ci seront recommandées. Les communications adressées aux représentants officiels et aux agents des parties, sont considérées comme ayant été adressées aux parties elles mêmes. La date de réception est notée sur tous les documents parvenant au Greffier et il en est donné à l'expéditeur, sur la demande de celui-ci, un reçu portant la date de réception de ces documents et les numéros sous lesquels ils ont été enregistrés."

„cease to belong to the Court before the termination"

The Article was adopted with these changes.

e) *Article* 13 (Article 17 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article which ran as follows :

„The Court shall determine or modify the organisation of the Registry upon proposals submitted by the Registrar. The staff of the Registry shall also be appointed by the Court on proposals submitted by him. On the proposal of the Registrar, the Court shall appoint the member of the Registry who is to act for him in his absence".

On the proposal of M. ANZILOTTI, it was decided that the nomination of a deputy to act for the Registrar in case of absence should be made by the President, and not by the Court.

The Article was adopted with this modification.

f) *Article* 15 (Article 18 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article, which ran as follows :

„Before entering upon his duties, the Registrar shall make the following declaration at a meeting of the full Court:

„I solemnly declare that I will perform impartially and conscientiously the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent Court of International Justice.

„The other members of the Secretariat shall make a similar declaration before the President, the Registrar being present".

On the motion of M. WEISS, it was decided that the commencement of the declaration of the Registrar should run as follows : „I solemnly declare that I will loyally and conscientiously perform, etc."

In consequence of a further proposal made by M. WEISS, it was decided that, in the last paragraph of the Article, the expression „members of the Secretariat" should be replaced by „members of the Registry".

The Article was adopted with these changes.

g) *Article* 16 : (Article 19 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article, which ran as follows :

„The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

„The Registrar shall ensure that the date of receipt and despatch of all communications and notifications can readily be verified. Communications and notifications sent by post shall be registered. Communications addressed to the official representatives or to the agents of the parties shall be considered as having been addressed to the parties themselves. The date of receipt shall be noted on each document received by the Registrar, and a receipt bearing the date upon which the document was received and the number under which it has been registered shall be given to the sender, should a request to that effect be made".

M. ANZILOTTI soulève la question de savoir par quel canal les communications destinées aux gouvernements seront envoyées. Il penche lui-même en faveur de l'adoption de la voie diplomatique.

M. WEISS fixe l'attention sur les dispositions de l'article 44 du Statut.

Lord FINLAY voudrait donner toute liberté au Greffier.

Sur la proposition du Président, il est décidé que toute décision concernant cette question sera différée à la seconde lecture.

h) *Article* 17. (article 20 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de cet article, ainsi conçu :

„Le Greffier a la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il a la garde des sceaux et cachets. Il assiste à toutes les séances plénières de la Cour, et, soit en personne, soit en désignant un représentant approuvé par la Cour, à toutes les séances des diverses Chambres ; il rédige, sous sa responsabilité, les procès-verbaux des séances.

„De plus, il remplit toutes les fonctions qui peuvent lui être dévolues aux termes du Règlement intérieur et du Règlement de procédure de la Cour."

Cet article est adopté, sauf suppression des mots „intérieur et du Règlement de procédure . . . ."

i) *Article* 18. (article 21 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article qui est ainsi conçu :

„Les registres des archives sont tenus de façon à donner tous les renseignements nécessaires, entre autres sur les points suivants :

1) pour chaque affaire ou question, tous les documents y relatifs, toutes les suites données, par ordre chronologique ; tous ces documents portent le même numéro de dossier et sont numérotés selon l'ordre dans lequel ils ont été classés dans ce dossier ;

2) toutes les décisions de la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;

3) tous les avis consultatifs émis par la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;

4) toutes notifications et communications analogues envoyées par la Cour, avec référence aux dossiers respectifs.

Les index figurant dans les archives comprennent

1) un fichier de noms propres avec les références nécessaires ;

2) un fichier des sujets par ordre de matières, avec les références nécessaires."

Cet article est adopté.

M. ANZILOTTI raised the question of the channel by which communications would be sent to the Governments. He was in favour of diplomatic channels.

M. WEISS called attention to Article 45 of the Statute.

Lord FINLAY desired that complete freedom should be given to the Registrar in this matter.

On the proposal of the PRESIDENT, it was agreed that the decision on this question should be postponed till the second reading.

h) *Article* 17. (Article 20 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article, which ran as follows :

„The Registrar shall be responsible for the archives, the accounts and all administrative work. He shall have the custody of the seals and stamps of the Court. He himself shall be present at all meetings of the full Court and either he, or a person appointed to represent him with the approval of the Court, at all meetings of the various Chambers ; he shall be responsible for the drafting of the minutes of the meetings.

„He shall further undertake all duties which may be laid upon him by the Rules of Court and the Rules of Procedure".

This Article was adopted after deletion of the words „and the Rules of Procedure".

i) *Article* 18. (Article 21 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article, which ran as follows :

„The registers kept in the archives shall be so arranged as to give particulars with regard to the following points amongst others :

1) for each case or question, all documents pertaining to it and all action taken with regard to it, in chronological order ; all such documents shall bear the same file number and shall be numbered consecutively within the file ;

2) all decisions of the Court in chronological order, with references to the respective files ;

3) all advisory opinions given by the Court in chronological order, with references to the respective files ;

4) all notifications and the like sent out by the Court, with references to the respective files ;

Indexes kept in the archives shall comprise :

1) a card index of names with necessary references ;

2) a card index of subject matter with like references."

This Article was adopted.

j) *Article* 19 (Article 22 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article, qui est ainsi conçu :

„Le rôle des affaires est dressé et tenu à jour par le Greffier. Le rôle, pour une session déterminée, contient, dans l'ordre de réception par le Greffier, de la pièce introductive d'instance, toutes les affaires et toutes les questions soumises à la Cour pour décisions ou pour avis consultatif, et pour lesquelles la procédure écrite est terminée. Si la procédure écrite au sujet d'une affaire ou question se termine au cours d'une session, la Cour décide si cette question ou affaire sera ajoutée au rôle de la session.

„Le Greffier prépare et tient à jour des extraits du rôle visé ci-dessus, indiquant tous les litiges qui doivent être examinés respectivement par la Chambre statuant en procédure sommaire, par la Chambre appelée à connaître des litiges de travail ou par la Chambre appelée à connaître des litiges de transit et de communications.

„Enfin, le Greffier prépare et tient à jour un rôle des affaires soumises à revision."

M. ANZILOTTI croit que la responsabilité de l'établissement du rôle doit incomber au Président et non pas au Greffier.

La Cour se rallie à ce point de vue.

D'autre part, M. ANZILOTTI demande quelle sera la solution si une affaire bien que n'étant pas mûre pour une solution au 15 juin, se trouvait prête à être soumise à la Cour peu de temps plus tard.

Différentes opinions sont exprimées.

A l'exception de M. MOORE, les membres de la Cour semblent être d'avis qu'en aucune circonstance, la Cour ne peut attendre à la Haye que les affaires lui soient soumises.

M. HUBER propose une solution selon laquelle la Cour se réunirait, en règle générale, le 15 juin de chaque année, mais qui admettrait que si les affaires sur le rôle n'étaient pas mûres pour être entendues dans un délai maximum de deux mois après cette date, le Président pourrait renvoyer la première séance de la Cour à la date de la maturité de la première affaire sur le rôle.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la discussion au sujet de cette question est renvoyée à la deuxième lecture.

M. WEISS fait observer que l'expression „pièce introductive d'instance" employée dans l'article ne s'applique guère qu'aux affaires judiciaires à l'exclusion des questions soumises pour avis consultatif.

Le PRÉSIDENT déclare que l'article sera remanié afin de tenir compte de cette observation.

j) *Article* 19. (Article 22 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article, which ran as follows :

„The list of cases shall be prepared and kept up to date by the Registrar. The list for any session shall contain, all cases and questions submitted to the Court for judgment or for an advisory opinion, in regard to which the written proceedings are concluded, in the order in which the documents submitting each case or question were received by the Registrar.

If the written proceedings in regard to any case or question are concluded in the course of a session, the Court shall decide whether such case or question shall be added to the list for that session.

„The Registrar shall prepare and keep extracts from the above list, showing cases to be dealt with by the Chamber for summary procedure, by the Chamber for labour cases and by the Chamber for transit and communications cases respectively.

„Finally, the Registrar shall prepare and keep a list of cases for revision."

M. ANZILOTTI considered that the responsibility for preparing the list of cases should rest with the President and not with the Registrar.

The Court agreed.

M. ANZILOTTI further asked what course would be adopted if a case was not ready for presentation on June 15th, but became ready for submission to the Court shortly afterwards.

Different views were expressed.

With the exception of Mr. MOORE, the members of the Court were of the opinion that, in no circumstances could the Court wait at the Hague until cases were submitted to it.

M. HUBER proposed that the Court should meet as a general rule on June 15th of each year, but that if the cases on the list would not be ready for hearing until a date not later than two months after June 15th, the President should be authorised to postpone the first meeting of the Court until the first of the cases on the list would be ready for hearing.

On the proposal of The PRESIDENT, the discussion of this matter was postponed till the second reading.

M. WEISS pointed out that the expression „pièce introductive d'instance" used in the Article applied only to cases for hearing, and excluded advisory opinions.

The PRESIDENT stated that the Article would be modified in order to take note of these remarks.

k) *Article* 20. (Article 23 du document Distr. 75).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article, qui est adopté sans discussion.

It est ainsi conçu :

„Le Président et le Greffier peuvent être domiciliés dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à la Haye.

Les grandes vacances du Président et du Greffier ne doivent pas dépasser respectivement trois mois et deux mois."

154. — **Date de la prochaine séance.** Le PRÉSIDENT, se référant à la décision prise au début de la séance, (No. 150) déclare que la prochaine séance de la Cour aura lieu le mercredi 8 mars, à 10 h. 30.

La séance est levée à 18 heures.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

k) *Article* 20. (Article 23 of document Distr. 75).

The PRESIDENT read the Article ; it was adopted without discussion.

It ran as fellows :

„The President and Registrar may reside within a radius of not more than ten kilometers from the Peace Palace at the Hague.

The main annual vacation of the President and Registrar shall not exceed three months and two month respectively."

154. — **Date of next meeting.** In view of the decision taken at the beginning of the meeting (No. 150), the PRESIDENT stated that the next meeting of the Court would take place on Wednesday, March 8th, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 6 p.m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

VINGT-TROISIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 8 mars, 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

155. — **Procès-verbal de la 22ème séance.**

M. ANZILOTTI fait observer que lors de la discussion, pendant cette séance, de la question de la composition de la Chambre de procédure sommaire, il avait mentionné une solution alternative dont il n'a pas été tenu compte dans le procès-verbal. Il avait, en effet, dit qu'on pourrait envisager l'application partielle du principe des articles 26 et 27 du Statut, de façon à ce que, lorsqu'une des parties seulement a dans la Chambre un juge de sa nationalité, ce juge soit considéré comme empêché et, par conséquent, remplacé par un des juges désignés à cet effet.

M. Anzilotti demande que mention soit faite, dans le procès-verbal de la 22ème séance, de cette alternative.

Le PRÉSIDENT donne les instructions nécessaires au Greffier.

156. — **Discussion du plan de distribution de matières a incorporer dans le Règlement de la Cour.** Document Distr. 78 [1]).

M. ANZILOTTI aurait préféré que l'article 21, traitant des délibérations en Chambre du conseil, eût trouvé sa place dans le chapitre concernant la procédure ; cependant, il n'insiste pas sur ce point.

Au contraire, étant donné la distinction établie par le Comité de rédaction entre les matières à traiter dans

1) Section I du document inséré parmi les annexes sous le No. 61 c. Voir p. 444.

PRELIMINARY SESSION

TWENTY-THIRD MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 8th, 1922, at 10.30 a.m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

Mr. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

155. — **Minutes of the 22nd meeting.**

M. ANZILOTTI pointed out that during the discussion which took place at the 22nd meeting on the question of the composition of the Chamber for summary procedure, he had suggested an alternative solution which had not been mentioned in the minutes. He had stated that it would be possible to contemplate a partial application of the principle contained in Articles 26 and 27 of the Statute, that is to say, that when one only of the parties in a case possessed a judge of its nationality in the Chamber, this judge might be regarded as unable to sit, and might therefore be replaced by a judge selected for the purpose.

M. Anzilotti asked that this alternative solution should be noted in the minutes of the 22nd meeting.

The PRESIDENT gave the necessary instructions to the Registrar.

156. — **Discussion of the order of subjects to be dealt with in the Rules of Court.** — Document Distr. No. 78 [1]).

M. ANZILOTTI would have preferred that Article 21, which related to the sittings of the Court in private, should be placed in the chapter on Procedure ; he did not however press this point.

On the other hand, in view of the distinction drawn by the Drafting Committee between subjects to be

1) Section I of the document included amongst the annexes under No. 61 c. See p. 444.

le chapitre sur la Cour et dans celui concernant la procédure (voir Notice explicative, Distr. 77) [1]), les règles concernant l'ouverture des sessions devraient être transférées au chapitre concernant la procédure. Il reviendra sur ce point lorsque l'on traitera l'article 17 en deuxième lecture.

Au sujet du même article, M. ANZILOTTI soulève la question des rapports qui doivent exister entre la Cour telle qu'elle est constituée à un moment donné et telle qu'elle sera constituée après l'expiration de la période de fonctions des juges. Il craint qu'à divers endroits, le projet soumis par le Comité de rédaction ne consacre une interprétation selon laquelle, en fait, la Cour constituée après le renouvellement intégral des juges serait une nouvelle Cour. Afin d'éviter une interprétation de ce genre, M. Anzilotti propose de supprimer dans le Règlement toutes dispositions se référant à la matière.

Le PRÉSIDENT estime que le projet est bien en harmonie avec le Statut.

La question est réservée.

M. BEICHMANN est d'avis que si le Président cesse de faire partie de la Cour avant le terme normal de ses fonctions, son remplaçant doit être élu pour une période entière de trois ans, et non seulement pour le temps qui reste à courir de la période de son prédécesseur ; la règle de l'article 9 du projet est, d'après lui, contraire au Statut.

M. WEISS et M. HUBER combattent l'opinion de M. Beichmann. M. Weiss attire l'attention sur les conséquences logiques de l'article 14 du Statut, aux termes duquel la période de fonctions de tout juge expire après neuf ans ; le Président ne saurait être élu pour une période qui excéderait ce terme. M. Huber fait valoir l'analogie qui, selon lui, doit exister entre la période de fonctions du Président et celle des membres des Chambres spéciales ; ils ne peuvent être remplacés que pour la période qui reste à courir de leur mandat.

M. ALTAMIRA croit qu'il faut tout d'abord prendre une décision sur la question de savoir si le Président doit être considéré comme la mandataire de ses collègues ou comme une institution indépendante, représentant l'entité juridique de la Cour.

157. — **Rubriques.**

M. ANZILOTTI soulève la question de savoir si les rubriques indiquées pour chaque article dans le projet soumis par le Comité de rédaction doivent être maintenues.

Après une discussion au cours de laquelle M. HUBER se prononce en faveur de ces rubriques, transformées en notes marginales, tandis que Lord FINLAY fait valoir que ces rubriques, si elles étaient adoptées par la Cour, pourraient passer pour des interprétations,

1) voir p. 448.

dealt with respectively in the chapter on the Court and in the chapter on Procedure (see Explanatory Note, Distr. No. 77) [1]), the rules concerning the commencement of sessions should be transferred to the chapter on Procedure. He stated that he would return to this point when the time came to discuss Article 17 in second reading.

With regard to the same Article, M. ANZILOTTI raised the question of the connection which should exist between the Court as constituted at any given time and the Court as constitued after the expiration of the judges' terms of office. He feared that the scheme of the Drafting Committee tended at different points to give support to the interpretation that the Court as constituted after a new election of all the judges would, in effect, be a new Court. In order to avoid an interpretation of this kind, M. Anzilotti proposed to remove from the rules all provisions relating to the subject.

The PRESIDENT thought that the scheme was quite in harmony with the Statute.

The question was reserved.

M. BEICHMANN was of opinion that if the President ceased to belong to the Court before the expiration of his normal term of office, his substitute should be elected for a complete period of three years, and not merely for the unexpired portion of his predecessor's term of office ; the rule contained in Article 9 of the draft was, in his opinion, contrary to the Statute.

M. WEISS and M. HUBER did not agree with M. Beichmann. M. Weiss drew attention to the logical outcome of Article 14 of the Statute, according to which the period of office of a judge was nine years ; the President could not be elected for a period which would overlap this term. M. Huber laid stress upon the analogy which, in his opinion, existed between the President's term of office and that of the members of the special Chambers ; they could only be replaced for the unexpired portion of their appointment.

M. ALTAMIRA thought that in the first place it had to be decided whether the President was to be regarded as holding a mandate from his colleagues, or whether his office was an independent one which afforded legal continuity to the Court.

157. — **Headings.**

M. ANZILOTTI raised the question whether the headings given to each Article in the scheme submitted by the Drafting Committee should be retained.

After a discussion, in the course of which M. HUBER pronounced himself in favour of retaining these headings in the form of marginal notes, while Lord FINLAY pointed out that the headings, if adopted by the Court, might be taken as interpretations of the Rules, it was

1) see p. 448.

il est décidé que toutes les rubriques d'articles seront supprimés dans l'édition définitive. Par contre, toutes les autres divisions et subdivisions du projet seront reproduites.

158. — **Ordre de travail.**

Le PRÉSIDENT, se référant à la note du Greffier, accompagnant le projet du Comité de rédaction (Distr. 80) [1]), constate l'accord de la Cour pour commencer la discussion des textes par le chapitre concernant la procédure, afin de parvenir à établir un texte complet en première lecture.

159. — **Article 32** (Distr. 79) [2]).

M. ALTAMIRA soulève la question de savoir si la rédaction du projet correspond exactement à la décision prise par la Cour, lors de sa 11ème séance. L'opinion prévaut qu'il en est bien ainsi.

M. ANZILOTTI propose un amendement selon lequel l'article serait rédigé comme suit :

> „Les dispositions du présent titre sont établies sans préjudice de l'adoption, par la Cour, d'autres dispositions que les parties intéressées pourraient proposer d'un commun accord ou que la Cour jugerait convenable de fixer en tenant compte des circonstances particulières de chaque affaire."

Il explique que si l'on donne à la volonté des parties une certaine influence pour modifier les dispositions du Règlement, la même faculté devrait, à plus forte raison, revenir à la Cour elle-même.

Le PRÉSIDENT déclare que la procédure de la Cour doit, en principe, être immuable, afin que les parties soient bien fixées.

M. HUBER, appuyé par M. MOORE et Lord FINLAY, explique qu'une fois le Règlement adopté, la procédure ne pourrait être modifiée que par l'adoption, par la Cour, d'un amendement au Règlement. Il fait également observer le danger qu'il y aurait, au point de vue politique, à créer l'impression que la procédure de la Cour serait dans quelque mesure une procédure *in casu*.

M. ANZILOTTI, devant cette opposition, retire son amendement.

160. — **Article 33** (Distr. 79).

M. ALTAMIRA attire l'attention sur la décision de la Cour prise pendant sa 12ème séance, et qui ne fait pas mention du droit pour la Cour de déclarer de rigueur un délai fixé.

M. BEICHMANN propose la suppression du dernier alinéa de l'article.

1) voir p. 444.
2) voir p. 462.

decided that all headings of Articles should be deleted in the final draft. On the other hand, all the other divisions and sub-headings of the scheme would be reproduced.

158. — **Programme of Work.**

The PRESIDENT, referring to the Registrar's memorandum which accompanied the scheme of the Drafting Committee (Distr. No. 80) [1]), observed that the Court was agreed that discussion upon the texts should commence with the chapter concerning Procedure; in order to complete the first reading of the text.

159. — **Article 32** (Distr. 79) [2]).

M. ALTAMIRA asked whether the wording of the draft corresponded exactly to the decision taken by the Court at its eleventh meeting. The general opinion was that this was the case.

M. ANZILOTTI proposed an amendment to the effect that the Article should be worded as follows :

> „The rules contained under the present heading shall in no way preclude the adoption by the Court of such other rules as may be jointly proposed by the parties concerned, or such as the Court may see fit to adopt, due regard being paid to the particular circumstances of each case."

He explained that if the parties were to be allowed a certain degree of influence in regard to the modification of the rules, the same right should, on still stronger grounds, be accorded to the Court itself.

The PRESIDENT declared that in principle the procedure of the Court should be unchangeable, in order that the parties might be in no doubt upon the subject.

M. HUBER, supported by Mr. MOORE and Lord FINLAY, explained that, once the rules were adopted, the procedure could not be modified unless the Court were to adopt an amendment to the rules. He also pointed out the danger that would ensue, from a political point of view, if an impression were created that the procedure of the Court would to some extent be a procedure *in casu*.

M. ANZILOTTI, in view of the opposition encountered, withdrew his amendment.

160. — **Article 33** (Dist. 79).

M. ALTAMIRA referred to the decision taken by the Court at its 12th meeting, in which no mention was made of the Court's right to declare a time limit, once fixed, to be final.

M. BEICHMANN proposed the suppression of the last paragraph of the Article.

1) see p. 444.
2) see p. 462.

M. HUBER, en appuyant cette proposition, fait valoir qu'il y a contradiction entre les alinéas 2 et 3.

La proposition de M. Beichmann, mise au vote, est rejetée par 6 voix contre 5.

M. ANZILOTTI demande si les pouvoirs subsidiaires du Président se réfèrent exclusivement aux matières traitées au premier alinéa, ou bien également aux deux autres alinéas. Dans ce dernier cas, il propose que la dernière partie du 1er alinéa soit transformée en un alinéa nouveau, à insérer à la fin de l'article.

Lord FINLAY se déclare d'accord avec cette proposition.

Elle est adoptée par la Cour.

M. HUBER propose l'amendement suivant :

„Les délais proposés d'un commun accord par les parties, et approuvés par le Président, ne seront modifiés par la Cour qu'à la suite d'un nouvel accord entre les parties."

Cet amendement est appuyé par M. Anzilotti, mais combattu par M. Beichmann et par Lord Finlay, qui fait valoir que si la Cour n'avait pas la liberté de modifier les délais sur sa propre initiative, en tenant compte des circonstances spéciales, des injustices pourraient s'ensuivre.

Un vote a lieu sur l'amendement de M. Huber. Il est rejeté par 7 voix contre 4.

161. — **Article 34.** (Distr. 79).

M. HUBER croit que si les mêmes délais sont fixés pour les deux parties, leur égalité de fait pourrait, dans certaines circonstances, être sérieusement menacée.

Lord FINLAY et M. WEISS font valoir que la Cour, en fixant les délais, doit tenir compte de ces circonstances.

MM. BEICHMANN et MOORE remarquent que l'article 33 donne à la procédure toute la souplesse voulue, particulièrement en vue du fait qu'il ne prescrit nullement que le même délai doit être fixé pour toutes les parties.

M. ANZILOTTI soulève la question de savoir à partir de quel moment les délais doivent commencer à courir.

M. WEISS suggère l'idée de donner à la Cour le pouvoir de fixer le jour où le délai commence à courir.

Le PRÉSIDENT explique que cette solution est celle qui a été envisagée par le Comité de rédaction.

Lord FINLAY croit au contraire que l'interprétation naturelle de l'article est celle que les délais commencent à courir le jour ou l'ordonnance qui les fixe est donnée. Il croit que cette règle est satisfaisante, sauf dans le cas où l'une des parties n'est pas présente lorsque l'ordonnance est rendue. On pourrait utilement compléter l'article par une disposition disant que si l'ordonnance fixant le délai est rendue en l'absence d'une partie, le délai commencera à courir, en ce qui la concerne, à partir du jour où l'ordonnance lui a été notifiée.

M. HUBER supported this motion, and pointed out that there was a contradiction between paragraphs 2 and 3.

M. Beichmann's proposal was put to the vote and rejected by 6 votes to 5.

M. ANZILOTTI asked whether the subsidiary powers granted to the President referred solely to the matters dealt with in the first paragraph, or referred also to the other two paragraphs. In the latter case, he proposed that the last part of the first paragraph should be formed into a new paragraph and placed at the end of the Article.

Lord FINLAY expressed himself in agreement with this proposal.

The proposal was adopted by the Court.

M. HUBER proposed the following amendment :

„Time limits jointly proposed by the parties and approved by the President shall only be modified by the Court as the result of a further agreement between the parties."

M. ANZILOTTI supported this amendment, but M. BEICHMANN and Lord FINLAY opposed it, the latter pointing out that if the Court were not free to modify time limits on its own initiative, having regard to special circumstances, injustice might be caused in certain cases.

A vote was taken on M. Huber's amendment, which was rejected by 7 votes to 4.

161. — **Article 34.** (Distr. 79).

M. HUBER thought that if the same time limits were fixed for both parties, they might in certain circumstances be placed in very unequal positions.

Lord FINLAY and M. WEISS pointed out that the Court, in fixing the time limits, should have regard to such circumstances.

M. BEICHMANN and Mr. MOORE observed that Article 33 provided for sufficient elasticity in the procedure, especially as it nowhere stated that the same time limit must be fixed for all parties.

M. ANZILOTTI raised the question as to the moment at which time limits should begin to run.

M. WEISS suggested that it might be left to the Court to fix the day on which a time limit should start.

The PRESIDENT explained that this was the solution which the Drafting Committee had had in mind.

Lord FINLAY, on the contrary, thought that the natural interpretation of the Article was that the time limit should begin to run from the day on which the order fixing it was made. He thought that this rule was sufficient, except in the case where one of the parties was not present when the order was made. It might be advisable to complete the Article by a provision to the effect that if the order fixing the time limit was made in the absence of one of the parties, the period should begin to run, as far as that party was concerned, from the day on which such order was notified to that party.

M. NYHOLM est convaincu qu'en rendant l'ordonnance en question, la Cour n'omettra jamais de fixer le jour où le délai commence à courir. Dans ces circonstances, toute disposition spéciale est inutile.

Le choix entre la proposition de M. WEISS ou celle de Lord FINLAY est mise aux voix. La première proposition est adoptée par 7 voix contre 4.

Il est décidé que la rédaction sera modifiée en conséquence.

M. BEICHMANN demande une interprétation de l'expression „jours francs."

Il est expliqué que cette expression exclut du calcul le jour où l'ordonnance fixant le délai est rendue, aussi bien que celui où l'acte de la partie doit être entrepris.

M. Beichmann propose la nouvelle rédaction suivante :

„Tout délai commence par le jour qui suit celui qui lui sert de point de départ et comprend le jour auquel il expire. Si le délai est fixé en jours, les dimanches et jours fériés ne sont pas compris. S'il est fixé en semaines ou en mois, le délai expire au jour qui (par son nom ou par son quantième) correspond au jour qui suit le jour qui sert de point de départ. Si le quantième correspondant n'existe pas, le délai expire au dernier jour du mois."

Une discussion a lieu au sujet de l'expression „calendrier officiel" employée dans l'article ; il est convenu que le dernier alinéa sera remanié dans ce sens que le calendrier grégorien sera appliqué, et que, comme jours fériés, seront considérés ceux qui sont réputés tels à l'endroit où siège la Cour.

M. MOORE propose une nouvelle rédaction pour l'article tout entier, ainsi conçue :

„Les délais fixés par jour sont comptés par jours ouvrables, les jours fériés étant exclus. Une semaine est comptée pour sept jours, les jours fériés autres que le dimanche étant exclus. Un mois est compté pour trente jours, les jours fériés autres que le dimanche étant exclus. Une année est comptée pour trois cent soixante cinq jours, y compris les jours fériés et les dimanches. Dans tous les cas, le jour à partir duquel le délai commence à courir n'est pas compris dans le calcul.

„Si ce délai expire un jour férié, il est considéré comme prenant fin le jour ouvrable suivant.

„Pour le calcul des jours fériés, le calendrier officiel néerlandais est appliqué. Lorsque la Cour siège ailleurs que dans les Pays-Bas, le calendrier à appliquer fera l'objet d'une ordonnance spéciale."

Il est entendu que le Comité de rédaction proposera un nouveau texte de l'article, en tenant compte, entre autres, de l'amendement de M. Moore.

M. NYHOLM felt convinced that, in making the order, the Court would never fail to state the day on which the time limit should start. In that case any special provision would be unnecessary.

A vote was taken on the question whether the alternative suggested by M. WEISS or that suggested by Lord FINLAY was preferable. The former was adopted by 7 votes to 4.

It was decided that the wording of the Article should be amended accordingly.

M. BEICHMANN asked the meaning of the expression „clear days".

It was explained that this expression implied that neither the day on which the order fixing the time limit was made, nor the day on which the party must conform to the order would be reckoned in the time limit.

M. Beichmann proposed the following new draft :

„A time limit shall be reckoned from the day on which it commences, exclusive, to the day on which it expires, inclusive. If a time limit is calculated in days, Sundays and holidays shall not be included. If a time limit is calculated in weeks or months, it shall expire on the day of the week or day of the month corresponding to the day following that on which it is timed to commence. Should no corresponding day exist, the time limit shall expire on the last day of the month."

A discussion took place with regard to the expression „official calendar" used in the Article. It was decided that the last paragraph would be altered so as to make it clear that the Gregorian calendar would be applied, and that, as regards holidays, only days observed as such at the place where the Court was sitting would be taken into account.

Mr. MOORE proposed the following complete draft for the Article :

„Time limits fixed in days shall be reckoned in working days, excluding holidays. A week shall be reckoned as seven days, excluding holidays other than Sunday. A month shall be reckoned as thirty days, excluding holidays other than Sunday. A year shall be reckoned as three hundred and sixty five days, including holidays and Sundays. In all cases the day on which the time limit begins to run shall be excluded from the computation.

„If a time limit expires on a holiday, it shall be considered as ending on the working day following.

„In reckoning holidays, the official Netherlands calendar shall be followed. When the Court sits elsewhere than in the Netherlands, the calendar to be followed shall be the subject of a special order."

It was agreed that the Drafting Committee would prepare a fresh draft for the Article, taking into account the amendment of Mr. Moore amongst others.

M. BEICHMANN se demande si, au lieu de fixer les délais en périodes de jours, de semaines, de mois, et d'années, il ne serait pas préférable de fixer dans chaque cas déterminé une date avant laquelle l'acte des parties doit être entrepris.

162. Date de la prochaine séance.

La prochaine séance aura lieu à 3 heures de l'après-midi du même jour.

La séance est levée à 1 heure.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

M. BEICHMANN asked if in place of fixing time limits in days, weeks or months, etc., it would not be preferable in each case to fix a date before which the parties must take the action required of them.

162. — Date of the next meeting.

The time of the next meeting was fixed for 3 p.m., the same day.

The meeting rose at 1 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

VINGT-QUATRIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 8 mars 1922, à 15 heures,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

163. — **Suite de la discussion du projet de Règlement soumis par le Comité de rédaction.**

Article 35. (Distr. 79).

Le PRÉSIDENT donne lecture des deux premiers alinéas de l'article.

M. ANZILOTTI au sujet de ces alinéas, fait valoir :

1) que certaines des indications du premier alinéa font double emploi avec les dispositions correspondantes de l'article 40 du Statut ;

2) que l'article est incomplet dans ce sens qu'il ne contient pas l'indication du devoir de la partie défenderesse, en cas de notification d'une requête, de communiquer à la Cour son domicile élu au siège ;

3) qu'aucune disposition n'est prévue au sujet des sanctions éventuelles pour le cas où les parties ne se conformeraient pas aux exigences des alinéas en question.

M. Anzilotti soumet une nouvelle rédaction tenant compte de ces observations :

„En dehors des indications demandées par l'article 40 du Statut, l'acte par lequel une affaire est portée devant la Cour (notification du compromis ou requête) contiendra l'adresse au siège de la Cour à laquelle les notifications et communications doivent être envoyées. Lorsque l'affaire est portée devant la Cour par requête, la partie défenderesse indiquera l'adresse au siège de la Cour à laquelle les notifications et communications doivent être envoyées, dans la première pièce de procédure adressée à la Cour en réponse à la requête."

PRELIMINARY SESSION

TWENTY-FOURTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 8th, 1922, at 3 p.m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

163. — **Continuation of the discussion on the draft Rules prepared by the Drafting Committee.**

Article 35. (Distr. 79).

The PRESIDENT read the first two paragraphs of the Article.

With regard to these paragraphs, M. ANZILOTTI pointed out :

1) that certain points mentioned in the first paragraph were dealt with also in Article 40 of the Statute ;

2) that the Article was incomplete, in that it did not refer to the duty of the respondent party, in the case of an application, to inform the Court of its address at the seat of the Court ;

3) that there was no provision for possible penalties, in case the parties should not conform with the requirements of the paragraphs in question.

He proposed a new draft as follows, on the lines of these observations :

„In addition to the particulars required under Article 40 of the Statute, the document by which a case is submitted to the Court (special agreement or application) shall contain the address at the seat of the Court to which notices and communications are to be sent. When a case is brought before the Court by means of an application, the respondent party shall mention, in the first document of procedure presented to the Court in reply to the application, the address at the seat of the Court to which notices and communications are to be sent."

M. BEICHMANN croit que la deuxième observation de M. Anzilotti doit être retenue, mais qu'un article éventuel à ce sujet doit être placé ailleurs dans le Règlement.

Un vote a lieu sur la proposition de M. Anzilotti ; celle-ci est rejetée par 7 voix contre 5.

Une discussion s'engage au sujet de la question de savoir si le mot „adresse" est suffisamment complet.

M. BEICHMANN propose que la requête ou la notification du compromis indiquent le nom des agents.

D'autres membres de la Cour suggèrent de mentionner, en plus de l'adresse, le nom de celui par l'intermédiaire duquel doivent passer les communications.

M. HUBER propose la formule: „l'adresse complète."

Aucune décision n'est prise à ce sujet.

Le PRÉSIDENT, en revenant sur la question des sanctions, soulevée par M. Anzilotti, exprime l'opinion que, si les conditions indiquées aux alinéas 1 et 2 ne sont pas remplies, la requête, ou, le cas échéant, le compromis, soit considéré comme non recevable.

Lord FINLAY suggère que l'on pourrait charger le Greffier, sous le contrôle de la Cour, de faire observer aux Etats tout manquement aux dispositions du Règlement.

Il est entendu que toute règle concernant les sanctions doit être laissée de côté pour le moment. La question recevra une solution, lorsqu'elle se présentera pour la première fois dans la pratique.

Les alinéas 1 et 2 sont adoptés, sous réserve que la rédaction sera revisée par le Comité de rédaction.

Le PRÉSIDENT donne lecture des alinéas 3 et 4 de l'article 35.

M. ANZILOTTI soumet la nouvelle rédaction suivante des alinéas en question :

> „La Cour fait droit à toute demande que l'affaire soit traitée par l'une des Chambres spéciales visées aux articles 26, 27 et 29 du Statut ou que des assesseurs techniques soient adjoints à la Cour aux termes de l'article 27 du Statut, si la demande est présentée par les parties avec la notification du compromis ou si, ayant été présentée avec la requête, elle est agréée par l'autre partie dans la première pièce de procédure qui fait suite à la requête."

Il est expliqué que le compromis, étant un traité entre les parties, ne peut jamais contenir une demande, et aussi que la requête ne peut faire que transmettre à la partie adverse une proposition à laquelle celle-ci devra répondre.

M. BEICHMANN soumet également un amendement, ainsi conçu :

> „La notification du compromis et la requête peuvent, dans les cas visés aux articles 26 et 27

M. BEICHMANN thought that the second of M. Anzilotti's observations should receive attention, but that an Article on this subject, if adopted, should be placed elsewhere in the Rules.

A vote was taken on M. Anzilotti's motion. The motion was lost by 7 votes to 5.

A discussion took place with regard to the question whether the word „address" was sufficient in itself.

M. BEICHMANN proposed that the names of the agents should be contained in the application and the special agreement.

Other members of the Court suggested that, besides the address, the name of the person through whom all communications should pass should be mentioned.

M. HUBER proposed the words „the full address".

No decision was reached on this subject.

The PRESIDENT, returning to the question of penalties raised by M. Anzilotti, expressed the view that if the conditions laid down in paragraphs 1 and 2 were not complied with, the application or special agreement, as the case might be, would be regarded as null and void.

Lord FINLAY suggested that it might be left to the Registrar, subject to the approval of the Court, to point out to the States any failure on their part to conform to the Rules of Court.

It was agreed that no rule on the subject of penalties should be adopted for the moment. The point would be settled directly a concrete case arose.

Paragraphs 1 and 2 were adopted, on the understanding that the wording would be revised by the Drafting Committee.

The PRESIDENT read paragraphs 3 and 4 of Article 35.

M. ANZILOTTI proposed the following amended draft for these paragraphs :

> „The Court shall grant any request to the effect that a case should be dealt with by one of the special Chambers mentioned in Articles 26, 27 and 29 of the Statute, or to the effect that technical assessors should be attached to the Court in accordance with Article 27 of the Statute, provided such request is submitted by the parties together with the special agreement, or if it is submitted with the application, provided that the other party signifies its consent in the first document of procedure following the application."

It was pointed out that the special agreement, being a treaty between the parties, could never contain a request, and also that an application could only serve as a means of transmitting to the other party a proposal to which the latter must reply.

M. BEICHMANN also proposed an amendment as follows :

> „A special agreement or an application may, in the circumstances contemplated in Articles

du Statut, contenir la demande que l'affaire soit traitée par la Chambre spéciale. Dans les cas prévus à l'article 27 du Statut, elles peuvent également contenir une demande de faire adjoindre à la Cour des assesseurs techniques. Si l'affaire ne concerne pas les matières visées dans les articles 26 et 27, la notification du compromis ou la requête peuvent contenir la demande que l'affaire soit traitée devant la Chambre spéciale visée à l'article 29 du Statut."

Il explique que l'amendement n'est pas exclusivement une nouvelle rédaction des alinéas 3 et 4 existants ; cet amendement vise en même temps à corriger une erreur d'interprétation de l'article 29 du Statut, qui s'est glissée dans le texte du Comité de rédaction. Ce texte semble, en effet, indiquer qu'appel peut être fait à la Chambre de procédure sommaire également dans les cas où les Chambres spéciales prévues aux articles 26 et 27 sont compétentes, mais où les parties ne tombent pas d'accord pour s'y adresser.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé que les deux amendement seront imprimés et distribués par les soins du Greffier, après quoi un vote pourra avoir lieu lors de la séance prochaine.

164. — **Article 36.** (Distr. 79).

Cet article est adopté sans modification.

A propos de cet article, M. HUBER prie le Comité de rédaction de veiller à ce que le compromis et la requête soient toujours mentionnés dans le même ordre dans tous les articles ; l'article 14 du Pacte aussi bien que l'article 40 du Statut semblent indiquer que le compromis doit être mentionné en premier lieu.

165. — **Article 37.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI propose que les articles 37 et 45, qui, tous deux, traitent de la question des langues, soient fondus en un seul qui devrait être placé dans les „Dispositions générales."

Lord FINLAY combat cette idée en faisant valoir que les deux articles traitent de matières spéciales et différentes dont la place naturelle est bien celle qui leur est donnée dans le projet.

Un vote a lieu sur la proposition de M. Anzilotti. Celle-ci est rejetée par 11 voix contre 1.

Dans ces circonstances, M. ANZILOTTI propose la suppression du 4ème alinéa de l'article comme étant superflu.

Un vote a lieu sur cette proposition. Il y a partage de voix.

Dans ces conditions, la proposition n'est pas adoptée.

M. ANZILOTTI fait valoir que l'autorisation de présen-

26 and 27 of the Statute, contain a request to the effect that the case should be dealt with by a special Chamber. In the circumstances referred to in Article 27 of the Statute, such a document may likewise contain a request to the effect that technical assessors should be attached to the Court. If the case does not relate to one of the questions referred to in Articles 26 and 27, the special agreement or application may contain a request to the effect that the case should be dealt with by the special Chamber mentioned in Article 29 of the Statute."

He explained that the amendment was not merely a fresh draft of the existing paragraphs 3 and 4, but that it was intended to correct a misinterpretation of Article 29 of the Statute, which had crept into the draft proposed by the Committee. The latter text appeared to indicate that recourse might also be had to the Chamber for summary procedure in cases which came within the competence of the Chambers referred to in Articles 26 en 27, but which the parties were not agreed to submit to those Chambers.

On the proposal of the PRESIDENT, it was decided that the two amendments should be copied and distributed by the Registrar, and that a vote would be taken with regard to the matter at the next meeting.

164. — **Article 36.** (Distr 79).

This Article was adopted without amendment.

With regard to this Article, M. HUBER begged the Drafting Committee to ensure that the special agreement and the application should always be mentioned in the same order in all the Articles ; Article 14 of the Covenant and Article 40 of the Statute appeared to show that the special agreement should come first.

165. — **Article 37.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI proposed that Articles 37 and 45, which both dealt with the question of languages, should be amalgamated and placed amongst the „General Provisions."

Lord FINLAY was opposed to this view, pointing out that the two Articles dealt with special and quite different subjects, and that their proper position was that in which they were already placed.

A vote was taken on M. Anzilotti's proposal, which was rejected by 11 votes to 1.

In these circumstances M. ANZILOTTI proposed that paragraph 4 of the Article should be deleted as being superfluous.

A vote was taken on this proposal. The result was a tie.

The proposal was therefore not adopted.

M. ANZILOTTI pointed out that permission to present

ter des traductions partielles doit être donnée seulement sur demande.

M. WEISS est d'avis que l'interprétation naturelle de l'article est que l'autorisation peut être donnée seulement en vertu de la demande des parties. Toutefois, une règle spéciale, à cet effet, pourrait être utilement insérée.

Lord FINLAY est d'un avis contraire. Il croit que la Cour doit avoir la liberté de décider, sur sa propre initiative, si une traduction intégrale est nécessaire ou non.

Après une courte discussion, le PRÉSIDENT constate que la proposition de M. Anzilotti a été adoptée.

La rédaction de l'alinéa sera modifiée en conséquence.

166. — **Article 38.** (Distr. 79).

Sur la proposition de M. HUBER, à laquelle s'associe Lord FINLAY, il est décidé que la discussion de cet article sera ajournée jusqu'au moment où les articles concernant l'intervention auront été discutés.

167. — **Article 39.** (Distr. 79)

M. ANZILOTTI ayant demandé l'explication du mot „simultanément", inusité dans la pratique arbitrale, Lord FINLAY déclare que le sens de l'expression, telle qu'elle se trouve employée dans l'article, est qu'une partie ne doit pas voir le document soumis par l'autre avant de présenter le sien propre.

M. ANZILOTTI propose de rédiger comme suit la dernière phrase de l'article :

„Si dans le cas où l'instance a été introduite par la notification d'un compromis, celui-ci ne contient pas de proposition concernant l'ordre dans lequel les pièces de procédure doivent être présentées, les parties présentent leurs mémoires dans les délais fixés."

M. WEISS suggère la formule suivante :

„Si, dans le cas où l'instance a été introduite par la notification d'un compromis, celui-ci ne contient pas de proposition concernant l'ordre dans lequel les pièces de procédure doivent être présentées, un même délai est ouvert aux parties pour la présentation de leurs mémoires respectifs."

La proposition de M. Weiss est acceptée.

M. BEICHMANN propose l'amendment suivant à la deuxième phrase :

„Si, dans le cas où l'instance a été introduite par la notification d'une requête, les parties ne sont pas d'accord, le demandeur présente d'abord son mémoire et le défendeur ensuite son contre-mémoire."

Il propose également l'amendement suivant à la dernière phrase de l'article :

„Si, dans les cas où l'instance a été introduite par la notification d'un compromis, celui-ci ne contient

partial translations should be granted only at the request of the parties.

M. WEISS thought that the natural interpretation of the Article was that permission would only be given on the request of the parties. However, it might be advisable to insert a special provision to this effect.

Lord FINLAY took the opposite view. He thought that the Court should be free to decide of its own accord whether a complete translation was necessary or not.

After a short discussion, the PRESIDENT declared M. Anzilotti's proposal adopted, and stated that the paragraph would be modified accordingly.

166. — **Article 38.** (Distr. 79).

On the proposal of M. HUBER, with which Lord FINLAY agreed, it was decided that the discussion of this Article should be postponed until the Articles dealing with intervention had been discussed.

167. — **Article 39.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI having asked for an explanation of the word „simultaneously", which was not used in arbitration procedure, Lord FINLAY stated that the expression as used in the Article was intended to signify that one party must not see a document submitted by the other until it had submitted its own document.

M. ANZILOTTI proposed that the last sentence of the Article should read as follows :

„In cases in which proceedings have been instituted by means of a special agreement, if the latter does not contain any suggestions regarding the order in which the documents of procedure are to be presented, the parties shall present their cases within the time limits fixed."

M. WEISS proposed the following wording :

„In cases in which proceedings are instituted by means of a special agreement, if the latter does not contain any suggestion as to the order in which the documents of procedure are to be presented, both parties shall be allowed the same time within which to present their respective cases."

M. WEISS's proposal was accepted.

M. BEICHMANN proposed the following amendment to the second sentence :

„In cases in which proceedings have been instituted by means of an application and no agreement has been arrived at between the parties, first the applicant shall present his case and then the respondent his counter-case."

He also proposed the following amendment to the last sentence of the Article :

„In cases in which proceedings have been instituted by means of a special agreement, should the

pas de proposition concernant l'ordre dans lequel les pièces de procédure doivent être présentées, les parties présentent simultanément d'abord un mémoire et ensuite un contre-mémoire."

Plusieurs membres de la Cour sont d'avis que le texte du projet a le même sens que le texte amendé de M. Beichmann et que, dans ces circonstances, le premier texte doit être maintenu.

Un vote a lieu sur les amendements de M. Beichmann. Ils sont rejetés par 11 voix contre 1.

Il est convenu que le mode de communication aux parties adverses des pièces de procédure présentées par les parties, est suffisamment réglé par l'article 43 du Statut.

Il est également convenu que la question du nombre d'exemplaires des pièces de procédure et pièces à l'appui à présenter par les parties, sera renvoyée.

Enfin, il est convenu que l'authentification et la légalisation des documents présentés par les parties, fera l'objet d'un article spécial qui sera préparé par le Comité de rédaction.

168. — **Article 40.** (Distr. 79).

M. BEICHMANN soumet l'amendement suivant :

„A défaut de commun accord contraire, les parties ont le droit de présenter des répliques. Lorsque les mémoires et contre-mémoires sont présentés simultanément, les répliques seront également présentées simultanément. Si les mémoire et contre-mémoire sont présentés successivement, les répliques seront présentées d'abord par le demandeur et ensuite par le défendeur."

M. ANZILOTTI croit qu'il est, avant tout, important d'arriver à un accord sur l'interprétation à donner aux termes employés. Il fait observer que les expressions „mémoire" et „contre-mémoire" n'ont pas la même valeur dans le cas de présentation simultanée des documents que dans le cas où les documents sont soumis successivement. Il se demande aussi dans quelle pièce de procédure, au cas où l'instance est introduite par une requête, la partie défenderesse se prononcera au sujet de la requête. Il a l'impression que dans le système du projet, cette réponse doit trouver place dans le contre-mémoire, ce qui présuppose que le mémoire est présenté simultanément avec la requête ou à bref délai après la communication de la requête.

M. ALTAMIRA défend l'idée que la requête et le mémoire de la partie demanderesse devraient être fondus en un seul document. A l'appui de cette thèse, il fait valoir que le premier alinéa de l'article 35 fait, jusqu'à un certain point, double emploi avec les dispositions de l'article 41.

Après une discussion prolongée, le PRÉSIDENT propose que toutes les questions de terminologie concernant les documents de procédure soient renvoyées au Comité

latter not contain any suggestion as to the order in which the documents of procedure are to be presented, the parties shall present simultaneously first a case and then a counter-case."

Several members of the Court were of opinion that the text of the draft was in effect the same as that of M. Beichmann, and that in these circumstances the first text should be maintained.

A vote was taken on M. Beichmann's amendments, which were rejected by 11 votes to 1.

It was agreed that the method of communicating to their opponents documents of procedure submitted by the parties was sufficiently dealt with in Article 43 of the Statute.

It was also agreed that the question of the number of copies of the documents of procedure and documents in support to be submitted by the parties should be postponed.

It was agreed that a special Article should be introduced providing for the due authentification of documents presented by the parties. This Article would be prepared by the Drafting Committee.

168. — **Article 40.** (Distr. 79).

M. BEICHMANN presented the following amendment :

„In the absence of an agreement to the contrary, the parties shall have the right to submit replies. When cases and counter-cases are presented simultaneously, replies shall also be presented simultaneously. If the case and counter-case are presented successively, the replies shall be presented first by the applicant and then by the respondent."

M. ANZILOTTI thought that it was above all necessary to come to an understanding with regard to the interpretation to be given to the expressions used in the Article. He pointed out that the expression „cases" and „counter-cases" had not the same signification when documents were presented simultaneously as when they were presented in succession. He also desired to know in what document of procedure, when proceedings were instituted by an application, the respondent party would make its observations with regard to the application. He gathered that, under the system proposed in the scheme, this answer should be made in the counter-case ; this presupposed that the case was presented either simultaneously with, or shortly after, the application.

M. ALTAMIRA suggested that the application and the case of the applicant party should be united in a single document. In support of this view he pointed out that the first paragraph of Article 41 was to a certain extent a repetition of the provisions of Article 35.

After a prolonged discussion, the PRESIDENT suggested that the whole matter of terminology as regards the documents of procedure should be referred back to the

de rédaction. Il constate que l'opinion générale de la Cour est de fondre en un seul document la requête et le premier mémoire de la partie requérante. Il constate également que la Cour a manifesté une tendance à donner aux parties le droit sans condition de présenter des répliques également dans le cas de présentation successive des documents de procédure.

169. — **Organisation du travail.**

M. ANZILOTTI propose de tenir seulement une séance par jour de la Cour plénière. Si, dans ces circonstances, et en tenant compte de la nécessité où se trouvent certains membres de la Cour de retourner dans leur pays, il devient impossible d'arrêter définitivement le Règlement lors de la présente session, celui-ci pourrait être adopté en première lecture et l'adoption définitive pourrait avoir lieu au cours de la session ordinaire, au mois de juin.

Lord FINLAY et le PRÉSIDENT combattent vivement cette suggestion dont la réalisation arrêterait, à leur avis, les travaux de la Cour ; il est nécessaire que les Etats aient connaissance de la procédure de la Cour pour pouvoir, la cas échéant, lui soumettre des litiges destinés à être entendus lors de la première session ordinaire.

Il est convenu que la Cour, constituée en Comité de rédaction, se réunira deux fois par jour.

170. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le jeudi 9 mars à 10 h. 30 du matin.

La séance est levée à 17 h. 20.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

Drafting Committee. He stated that it appeared to be the general opinion of the Court that the application and the first case of the applicant party should be united in a single document. He further stated that the Court appeared to be disposed to allow the parties an unconditional right to present replies also in cases where the documents of procedure were presented successively.

169. — **Programme of work.**

M. ANZILOTTI proposed that only one meeting of the full Court should be held each day.

If, in these circumstances and having regard to the urgent desire of certain members to return to their homes, it turned out to be impossible to complete the drafting of the Rules during the present session, they might be given a first reading, and might be finally adopted at the ordinary session in June.

Lord FINLAY and the PRESIDENT were strongly opposed to this suggestion. The adoption of such a course would, in their opinion, greatly interfere with the work of the Court. It was essential that the States should be acquainted with the procedure of the Court, in order to be in a position, should they so desire, to submit cases for hearing at the first ordinary session.

It was agreed that the Court should meet twice a day as a drafting Committee.

170. — **Date of the next meeting.**

The next meeting would be held on Thursday, March 9th, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 5.20 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

VINGT-CINQUIÈME SEANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 9 mars 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS:

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

171. — Suite de la discussion du projet de Règlement soumis par le Comité de rédaction.

Article 41 (Distr. 79).

Sur la proposition de M. WEISS, il est décidé que les mots „ces faits sont numérotés dans l'ordre" figurant au premier alinéa et les mots „et qui sont numérotés dans l'ordre" figurant au deuxième alinéa, seront supprimés.

Sur la proposition de Lord FINLAY, il est décidé que l'exposé additionnel des faits sera donné seulement le cas échéant.

M. BEICHMANN désirerait une mention expresse du devoir pour les parties de joindre les pièces à l'appui.

M. ANZILOTTI suggère que l'article soit supprimé comme étant superflu, ou, tout au plus, didactique. Il pourrait être utilement remplacé par une disposition à l'effet que les parties présenteront leurs conclusions écrites dans leurs premières pièces de procédure.

Après une courte discussion, an cours de laquelle plusieurs membres de la Cour se prononcent en faveur du maintien de l'article, M. Anzilotti retire sa proposition.

M. Anzilotti, se référant au § 4 du deuxième alinéa, fait valoir qu'en cas de compromis, une demande reconventionnelle ne peut pas être présentée, et qu'en cas de requête, la présentation d'une demande de cet ordre peut être faite seulement lorsqu'elle rentre dans les

PRELIMINARY SESSION

TWENTY-FIFTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on Thursday, March 9th, 1922, at 10.30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

171. — Continuation of the discussion on the Draft Rules of Court submitted by the Drafting Committee.

Article 41 (Distr. 79).

On the proposal of M. WEISS, it was decided that the words „these facts shall be numbered consecutively", in the first paragraph, and the words „and numbered consecutively" in the second paragraph, should be deleted.

On the proposal of Lord FINLAY, it was decided that the statement of additional facts should only be rendered when necessary.

M. BEICHMANN wished it to be expressly stated that the parties must attach the documents in support of their cases.

M. ANZILOTTI suggested that the Article should be deleted, as being, if not superfluous, at all events merely declaratury. It might well be replaced by a provision to the effect that the parties should submit their written conclusions n the first documents of procedure.

After a short discussion, during which several members advocated the maintenance of the Article, M. Anzilotti withdrew his proposal.

M. Anzilotti, with reference to No. 4 of the second paragraph, pointed out that in the case of a special agreement, a counter-claim could not be submitted, and that, in the case of an application, a claim of this nature could only be submitted if it came within the

limites dans lesquelles toutes les parties ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour.

M. BEICHMANN, s'associant à la remarque de M. Anzilotti, propose d'ajouter à la fin de ce paragraphe, les mots suivants : „pour autant qu'elle rentre dans la compétence de la Cour."

Le PRÉSIDENT, pour sa part, suggère de rédiger la dernière phrase de ce paragraphe comme suit : „ces conclusions peuvent, le cas échéant, comprendre des demandes reconventionnelles."

Après une discussion, au cours de laquelle la différence entre les demandes reconventionnelles nécessaires pour la défense et les demandes indépendantes est soulignée, la proposition de M. Beichmann est adoptée.

172. — **Article 42.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI rappelle que, lors d'une séance antérieure, le droit pour les parties de renoncer d'avance à la procédure orale a été reconnu. Dans cet ordre d'idées, M. Anzilotti propose d'ajouter à l'article les mots suivants :

„ou si les parties ont renoncé d'avance à la procédure orale, convoque la Cour en Chambre du conseil."

Une autre solution serait d'insérer un article constatant le droit auquel M. Anzilotti vient de faire allusion.

Une discussion s'engage, au cours de laquelle l'opinion prévaut que le cas prévu par M. Anzilotti se trouve couvert par les dispositions de l'article 49 du Statut et par celles de l'article 32 du projet. En conséquence, M. Anzilotti modifie sa proposition de la manière suivante : ajouter : „ou des délibérations de la Cour en Chambre du conseil".

Un vote a lieu sur cette proposition ; elle est rejetée par 10 voix contre 2.

M. BEICHMANN fait valoir l'utilité qu'il pourrait y avoir à prévoir un stage intermédiaire entre la procédure écrite et la procédure orale, par exemple pour des commissions rogatoires.

La discussion sur ce point est renvoyée

L'article 42 est adopté.

173. — **Article 43.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI croit qu'il serait préférable, pour les juges, d'obtenir le dossier complet à la fin de la procédure orale ; ceci n'empêcherait pas l'envoi des pièces qui le composent, au fur et à mesure de leur production.

L'article est adopté sans modification.

174. — **Article 44.** (Distr. 79).

Cet article est adopté sans modification.

175. — **Article 45.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI voudrait substituer au début du deuxième alinéa le mot „Dans" au mot „Sauf". Il croit,

conditions subject to which all the parties had accepted the compulsory jurisdiction of the Court.

M. BEICHMANN supported M. Anzilotti's contention, and proposed to add at the end of No. 4 the following words: „in so far as such claims come within the competence of the Court."

The PRESIDENT, for his part, suggested that the last sentence of No. 4 should be worded as follows : „these conclusions may, in certain circumstances, include counter-claims."

After a discussion, during which stress was laid on the difference between counter-claims essential for the purpose of the defence, and counter-claims independent of the case, M. Beichmann's proposal was adopted.

172. — **Article 42.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI reminded the Court that it had been agreed at a previous meeting that the parties should have the right to dispense beforehand with oral proceedings. In this connection he now proposed to add to the Article the following words :

„or if the parties have previously agreed to dispense with oral proceedings, he shall summon the Court to deliberate in private."

Another alternative would be to insert an Article granting the right to which M. Anzilotti had referred.

A discussion took place, in the course of which the opinion prevailed that the circumstances contemplated by M. Anzilotti were covered by the provisions of Article 49 of the Statute, and by those of Article 32 of the draft Rules. M. Anzilotti therefore modified his proposal so as to read : „or for the deliberations of the Court."

A vote was taken on this proposal. It was rejected by 10 votes to 2.

M. BEICHMANN pointed out the advisability of providing for an intermediate stage between the written and oral proceedings ; this stage might be used for such purposes as the taking of evidence on commission.

Discussion on this point was adjourned.

Article 42 was adopted.

173. — **Article 43.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI thought that it would be preferable if the judges received the complete *dossier* at the end of the oral proceedings ; this would not affect the despatch of the documents composing it, as and when they were produced.

The Article was adopted without amendment.

174. — **Article 44.** (Distr. 79).

This Article was adopted without amendment.

175. — **Article 45.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI desired to omit the word „except" at the beginning of the second paragraph. He was of the

en effet, que c'est seulement dans le cas visé au dernier alinéa de l'article 39 du Statut qu'une traduction orale des exposés peut entrer en ligne de compte.

M. BEICHMANN est du même avis.

Lord FINLAY explique que l'alinéa vise simplement le cas de l'audition de témoins et d'experts et aussi le cas où, accidentellement, les représentants des parties s'exprimeraient en une langue autre que les langues officielles.

M. ALTAMIRA est d'avis que le deuxième alinéa ainsi rédigé n'exclut pas la faculté de plaider en une langue autre que le français ou l'anglais, par exemple l'espagnol.

Le PRÉSIDENT fait savoir qu'il ne s'agit pas ici de plaidoiries, mais de simples observations faites par des témoins.

M. HUBER, dans le même ordre d'idées, propose de substituer à l'expression „Sauf dans le cas mentionné au dernier paragraphe de l'article 39 du Statut de la Cour", les mots „Sans préjudice des dispositions de l'article 39, alinéa 3, etc . . . ."

Cette proposition est adoptée par 9 voix contre 3.

M. BEICHMANN propose la nouvelle rédaction suivante:

„Toute déclaration, question ou réponse faite devant la Cour dans une langue autre que le français ou l'anglais, doit être traduite dans l'une de ces deux langues.

„Dans le cas où il s'agit de témoins ou d'experts appelés par une des parties ou cités à sa demande par la Cour, le devoir de pourvoir à la traduction incombe à la partie intéressée. Dans le cas d'experts appelés par la Cour, le devoir de pourvoir à la traduction incombe au Greffier. Il en est de même si l'emploi d'une langue autre que l'anglais ou le français a été autorisé par la Cour en vertu du dernier paragraphe de l'article 39 du Statut."

M. HUBER, de son côte, propose de rédiger comme suit la première partie de l'alinéa:

„Sans préjudice des dispositions de l'article 39, alinéa 3, toute personne ayant fait, avec l'autorisation spéciale de la Cour, un exposé, une question ou une réponse, etc . . . ."

M. MOORE soumet le texte suivant:

„Sauf en vertu d'une autorisation donnée conformément à l'article 39 du Statut de la Cour, tout exposé, question ou réponse faits dans une langue autre que le français ou l'anglais seront traduits en français ou en anglais aux frais de la partie pour laquelle l'exposé, la question ou la réponse ont été faits."

Le PRÉSIDENT déclare que le Comité de rédaction préparera une nouvelle rédaction de l'alinéa, en tenant compte des diverses propositions qui ont été faites. Le Comité envisagera également la possibilité de le supprimer.

opinion that it was only in the case referred to in the third paragraph of Article 39 of the Statute that the question of an oral translation of the statements arose.

M. BEICHMANN was of the same opinion, but Lord FINLAY explained that the paragraph referred to the hearing of witnesses and experts, and also to the case where the representatives of the parties might happen to make a remark in a language other than the official languages.

M. ALTAMIRA considered that the second paragraph as drafted did not exclude the possibility of conducting pleadings in a language other than French or English, e.g. Spanish.

The PRESIDENT pointed out that speeches by counsel were not here referred to, but only incidental observations made by witnesses.

M. HUBER, in the same connection, proposed to substitute for the expression „except in the case mentioned in the last paragraph of Article 39 of the Statute of the Court", the words „subject to the provisions of Article 39, para. 3, etc."

This proposal was adopted by 9 votes to 3.

M. BEICHMANN proposed the following amended draft:

„A statement made question put, or reply given in Court in any language other than French or English shall be translated into one of these two languages."

„When evidence is given by witnesses or experts called by one of the parties or summoned by the Court at the request of a party, the party concerned shall make arrangements for translation. In the case of experts summoned by the Court, the Registrar shall make the arrangements. He shall also do so when the use of a language other than French or English has been authorised by the Court, by virtue of the last paragraph of Article 39 of the Statute."

M. HUBER, on the other hand, proposed that the first part of the paragraph should run as follows:

„Subject to the provisions of Article 39, para. 3, any person who, with the special permission of the Court, delivers a speech, puts a question or makes a reply, etc."

Mr. MOORE submitted the following text:

„Except where permission is given in accordance with Article 39 of the Statute of the Court, a speech delivered, question put or reply given in a language other than French or English shall be translated into French or English at the cost of the party on whose behalf such speech, etc., is made.

The PRESIDENT stated that the Drafting Committee would prepare a fresh draft of the paragraph, taking due note of the various proposals which had been made. The Committee would also consider the possibility of omitting the Article.

176. — **Article 46.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI propose la suppression de l'article, qui, à son avis, fait double emploi avec l'article suivant. Il pourrait être utilement fondu en un seul avec l'article 48.

Lord FINLAY explique que l'article 46 vise à établir l'ordre respectivement entre l'audition des témoins et les plaidoiries, et non pas l'ordre entre les diverses plaidoiries.

M. ALTAMIRA attire l'attention sur la rédaction de la décision de la Cour qui sert de base au présent article, savoir :

> „Il est décidé que la Cour devra avoir le droit de statuer dans chaque cas spécial si les conseils doivent faire valoir les moyens qu'ils jugent utiles avant ou après l'audition des témoignages oraux."

Il est décidé qu'une rédaction se rapprochant autant que possible de cette formule sera préparée.

177. — **Article 47.** (Distr. 79).

M. BEICHMANN fait observer que l'article ne contient pas de règle pour le cas où les pièces de procédure sont présentées simultanément. Il propose l'addition suivante au texte actuel de l'article :

> „En cas de présentation simultanée des pièces de la procédure écrite, la Cour détermine, à défaut d'un commun accord entre les parties, l'ordre dans lequel les représentants des parties seront appelés à prendre la parole."

Lord FINLAY propose la nouvelle rédaction suivante de l'article :

> „Sauf accord spécial entre les parties au sujet de l'ordre dans lequel les représentants des parties, agents, avocats et conseils sont appelés à prendre la parole, la Cour décide."

Cette proposition est acceptée.

178. — **Article 48.** (Distr. 79).

En réponse à une question proposée par M. Altamira, Lord FINLAY explique que, selon le système du projet, les parties ne présenteront pas le tableau des questions qu'elles vont poser aux témoins.

M. NYHOLM demande auquel des deux grands systèmes, le Comité de rédaction a entendu donner la préférence : au système des preuves autorisées par la Cour, ou bien au système des preuves librement présentées par les parties ?

Lord FINLAY explique que le Comité de rédaction a adopté le second système qui est le système anglais, avec cette exception qu'en Angleterre il n'est même pas nécessaire d'indiquer les noms des témoins.

M. NYHOLM demande si une partie a le droit de faire entendre ses témoins sans décision spéciale de la Cour, même en cas de contestation faite par l'autre partie.

176. — **Article 46.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI proposed the omission of the Article, as in his opinion it overlapped the following Article. It might with advantage be combined with Article 48.

Lord FINLAY explained that the object of Article 46 was to lay down the order to be followed as regards the hearing of witnesses and counsel respectively, and not the order in which counsel should address the Court.

M. ALTAMIRA referred to the wording of the Court's decision on which the present Article was based, viz :

> „It was decided that the Court should have the right to determine in each suit whether the presentation of the case by counsel should precede or follow the taking of the evidence "

It was decided that a text would be prepared, keeping as closely as possible to this formula.

177. — **Article 47.** (Distr. 79).

M. BEICHMANN pointed out that the Article contained no provision for cases in which the documents of the written proceedings were submitted simultaneously. He proposed that the following words be added to the existing text of the Article :

> „When the documents of the written proceedings are submitted simultaneously, the Court shall, failing an agreement between the parties, decide the order in which the representatives of the parties shall be called upon to speak."

Lord FINLAY proposed the following draft for the Article :

> „Unless the parties shall specially agree with regard to the order in which the representatives of the parties, agents and counsel, shall be called upon to speak, the decision shall rest with the Court."

This proposal was accepted.

178. — **Article 48.** (Distr. 79).

In reply to a question asked by M. Altamira, Lord FINLAY explained that, according to the system proposed, the parties would not submit a list of questions which they proposed to ask the witnesses.

M. NYHOLM asked to which of the two main systems the Drafting Committee had intended to give preference, the system whereby evidence was produced with the permission of the Court, or the system whereby any evidence produced by the parties was admitted.

Lord FINLAY explained that the Drafting Committee had adopted the second system, which was the English system, save that in England it was not even necessary to state the names of the witnesses.

M. NYHOLM asked if one party had the right to cause its witness to be heard without a special decision of the Court, even if an objection was raised by the other party.

Lord FINLAY ayant répondu par l'affirmative, en ajoutant que la Cour a le droit d'interrompre tout témoignage qui serait hors de propos, M. NYHOLM prend acte de ce que, selon le système adopté dans le projet du Comité de rédaction, tout témoin peut être entendu par la partie qui l'a fait venir, sans autorisation spéciale de la Cour sous forme d'arrêt interlocutoire.

M. BEICHMANN propose une addition à cet article, spécifiant que les parties doivent indiquer les faits qu'elles désirent prouver par les témoignages.

Lord FINLAY préférerait qu'aucune addition de cet ordre ne fût faite, mais il pourrait accepter la rédaction suivante, si elle était proposée par M. Beichmann :

„Elle donnera également un exposé général du point ou des points sur lesquels doivent porter les témoignages."

M. BEICHMANN ayant fait sienne la formule suggérée par Lord Finlay, celle-ci est adoptée, et l'article est accepté avec addition de cette formule.

179. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu à 15 h. le même jour.

La séance est levée à 13 h.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

Lord FINLAY replied in the affirmative, but added that the Court had the right to interrupt any evidence which appeared irrelevant ; whereupon M. NYHOLM noted that, according to the system adopted in the Drafting Committee's scheme, any witness could be examined by the party which had called him, without special permission from the Court in the form of an interlocutory judgment.

M. BEICHMANN proposed an addition to the Article, to the effect that the parties should state what facts they desired to prove by means of the evidence submitted.

Lord FINLAY would have preferred that no addition of such a nature should be made, but was prepared to accept the following wording, if proposed by M. Beichmann :

„It shall also furnish a general statement with regard to the point or points to be brought out in the evidence."

M. BEICHMANN approved of the wording suggested by Lord Finlay, which was thereupon accepted, and with this addition the Article was adopted.

179. — **Date of the next meeting.**

The next meeting was fixed for 3 p. m. of the same day.

The meeting ended at 1 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD.
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

VINGT-SIXIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 9 mars 1922, à 15 heures,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour,

La séance de la Cour s'ouvre en l'absence des secrétaires.

180. — **Paiement pour les robes des juges.**

Il est décidé que chaque juge paiera sa robe individuellement. Le Greffier est chargé d'entrer en communication avec la maison qui les a fournies.

181. — **Nomination du secrétaire de la Présidence et d'un troisième secrétaire-rédacteur** [1]).

Sur la proposition du Président, la Cour prend les résolutions suivantes :

1. Le poste de secrétaire de la présidence soit est assimilé au poste de secrétaire-rédacteur.

2. M. Garnier-Coignet, déjà nommé secrétaire-rédacteur de la Cour, est transféré au poste de secrétaire-rédacteur chargé du secrétariat de la Présidence.

3. Le major Clive Hardy est désigné pour occuper, à partir du 1er juin, le post laissé libre par le transfert de M. Garnier-Coignet.

Les secrétaires sont appelés.

182. — **Article 35 du projet du Comité de rédaction.** (Distr. 79).

(Voir procès-verbal de la 24ème séance, no. 163).

Le PRÉSIDENT, se référant à la décision par la Cour, lors de la 24ème séance, de procéder à un vote, à la présente séance, au sujet des amendements à l'article 35

1) voir p. 473.

PRELIMINARY SESSION

TWENTY-SIXTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on Thursday, March 9th, 1922, at 3 p. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

At the commencement of the meeting a private discussion took place, the secretaries being absent.

180. — **Payment for the judges' robes.**

It was decided that each judge should pay for his own robe. The Registrar was instructed to communicate with the firm which had supplied the robes.

181. — **Appointment of the secretary to the Presidency and of a third editing secretary** [1]).

On the proposal of the President, the Court adopted the following resolutions :

1. That the post of secretary to the Presidency be assimilated to the post of editing secretary.

2. That M. Garnier-Coignet, already appointed editing secretary of the Court, be transferred to the post of editing secretary entrusted with the duties of secretary to the Presidency.

3. That Major Clive Hardy be appointed, as from June 1st, to the post left vacant by M. Garnier-Coignet.

The secretaries were then summoned.

182. — **Article 35 of the Drafting Committee's scheme.** (Distr. 79).

(See minute of the 24th meeting, No. 163).

The PRESIDENT, referring to the decision arrived at by the Court at its 24th meeting, to the effect that a vote would be taken at the present meeting upon the

1) see p. 473.

du projet, présentés par MM. Anzilotti et Beichmann [1]), propose que le Comité de rédaction soit chargé de préparer un nouveau texte, en tenant compte des amendements en question.

Il en est ainsi décidé.

183. **Suite de la discussion sur le projet de Règlement soumis par le Comité de rédaction.**

Article 49. (Distr. 79).

M. BEICHMANN pose la question de savoir si la Cour a le droit d'initiative pour la convocation des témoins. Il ne trouve d'autre justification pour ce droit, qui est contraire aux principes généralement reconnus, que l'article 50 du Statut.

MM. ANZILOTTI et HUBER s'associent aux doutes exprimés par M. Beichmann.

M. HUBER voit dans l'article 54 du Statut le principe de l'initiative indépendante et exclusive des parties pour la convocation des témoins.

Lord FINLAY, en réponse à une question posée par M. NYHOLM, explique qu'en Angleterre la possibilité existe pour la Cour d'appeler un témoin de sa propre initiative.

M. MOORE pense que l'article 49 du projet est en parfaite harmonie avec l'article 50 du Statut, l'enquête dont il y est question étant de la nature d'une administration des preuves par témoins.

Lord FINLAY remarque que la Cour n'a pas de pouvoirs compulsifs : qu'un témoin soit appelé sur l'initiative des parties, ou spontanément par la Cour, celle-ci doit s'adresser aux Gouvernements dont relèvent les témoins, pour obtenir leur comparution. Le succès de la demande dépend de l'assistance que la législation de chaque pays donne ou pourrait, à l'avenir, donner à la Cour à cet égard.

Le PRÉSIDENT procède à un vote sur la question de savoir si le principe exprimé dans l'article 49, — selon lequel la Cour peut spontanément s'adresser à un Gouvernement, afin d'obtenir la comparution d'un témoin déterminé — doit être maintenu.

La question est résolue par l'affirmative par 9 voix contre 3.

M. BEICHMANN fait observer que si la comparution volontaire des témoins ne peut pas être obtenue, il n'y a pas d'autre moyen pour recueillir les témoignages que les commissions rogatoires. Dans cet ordre d'idées, il propose le texte suivant, qui pourrait utilement former un article à part, à insérer après l'article 49:

> „Au lieu de présenter les témoins à être examinés devant la Cour elle-même, une partie peut saisir la Cour d'une demande de faire examiner les témoins par commission rogatoire. Une telle demande peut être formulée aussi au cours de la procédure écrite.

1) voir p. 134.

amendments submitted by M. Anzilotti and M. Beichmann to Article 35 of the draft [1]), proposed that the Drafting Committee should be instructed to prepare a new text, having due regard to the amendments in question.

The Court adopted this suggestion.

183. — **Continuation of the discussion on the Draft Rules submitted by the Drafting Committee.**

Article 49. (Distr. 79)

M. BEICHMANN asked whether the Court had the right to call witnesses on its own initiative. The only authority which he could find for this right, which was contrary to generally accepted principles, was Article 50 of the Statute.

MM. ANZILOTTI and HUBER stated that they shared the doubts expressed by M. Beichmann.

M. HUBER considered that Article 54 of the Statute laid down the principle that the initiative in the calling of witnesses belonged exclusively to the parties.

Lord FINLAY, in reply to a question put by M. Nyholm, explained that in England the Courts could call witnesses on their own initiative.

M. MOORE thought that Article 49 of the scheme was perfectly reconcilable with Article 50 of the Statute; for an enquiry held under that Article closely resembled the taking of evidence.

Lord FINLAY remarked that the Court could not compel the attendance of witnesses; whether a witness was called at the instance of the parties or by the Court of its own accord, the latter was bound to apply to the Government concerned in order to obtain the appearance of the person required. Whether the request would be successful or not depended on the assistance which was rendered, or might in the future be rendered to the Court in this respect, by the legislation of each country.

The PRESIDENT proceeded to take a vote on the question whether the principle embodied in Article 49, according to which the Court could of its own accord apply to a Government for the production of a particular witness, should be maintained.

The question was decided in the affirmative by 9 votes to 3.

M. BEICHMANN pointed out that if it was impossible to ensure the appearance of witnesses, the only way of obtaining their evidence was to take it on commission. In this connection he proposed the following text, which might well form a separate Article, to be inserted after Article 49.

> „Instead of calling witnesses to be examined before the Court itself, a party may request the Court to cause the evidence of witnesses to be taken on commission. Such a request may also be made during the written proceedings.

1) see p. 134.

„La Cour, ou si elle ne siège pas, le Président, décide s'il y a lieu de donner suite à la demande."

„Avant que la décision soit prise, l'autre partie doit avoir eu la faculté de se prononcer."

Plusieurs membres de la Cour expriment l'opinion qu'un nouvel article à cet effet n'est pas nécessaire, en raison des dispositions des articles 34 et 50 du Statut.

M. MOORE ajoute que l'expression „tout moyen de preuve" dans les articles 48 et 49 du projet, couvre l'éventualité prévue dans la proposition de M. Beichmann.

Après quelques explications données par M. BEICHMANN et Lord FINLAY, concernant la nature des commissions rogatoires, et de la procédure à suivre pour leur emploi, un vote a lieu sur le texte présenté par M. Beichmann.

Ce texte est adopté par 7 voix contre 5.

184. — **Article 50.** (Distr. 79).

Sur la proposition de M. WEISS, il est décidé de rédiger comme suit le début de l'article :

„Avant de déposer, les témoins prennent l'engagement solennel suivant :"

M. HUBER propose d'ajouter quelques mots qui donneraient à l'alinéa la teneur suivante :

„Avant de déposer, les témoins prennent, dans la langue dans laquelle ils sont admis à faire leurs dépositions, l'engagement solennel suivant ...."

Plusieurs membres ayant exprimé l'opinion que l'addition proposée par M. Huber n'était pas nécessaire, M. Huber retire sa proposition.

185. — **Article 51.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI préférerait à l'expression : „sous l'autorité du Président", soit „le contrôle ....", soit „la direction du Président".

M. YOVANOVITCH suggère le remplacement des mots: „avec son assentiment, par les juges" par les mots : „par les juges, s'ils le jugent nécessaire".

Lord FINLAY se prononce en faveur du texte actuel.

Un vote a lieu sur l'amendement de M. Yovanovitch.

Il y a partage de voix ; par conséquent, l'amendement n'est pas adopté.

186. — **Article 52.** (Distr. 79).

M. HUBER propose la suppression des mots : „peut être mis à la charge de la partie perdante". Il pense, en effet, qu'il serait peu opportun d'introduire le principe que les frais de la Cour elle-même soient supportées par les parties ; ces frais doivent, selon le Statut, être supportés par la Société des Nations.

M. Huber fait encore valoir que l'expression : „partie perdante" n'est pas heureuse, en parlant de gouvernements.

The Court, or, if the Court is not sitting, the President, shall decide whether the request shall be complied with.

Before any decision is taken, the other party shall have the right to submit observations".

Several members of the Court expressed the opinion that a new Article of this kind was not necessary, having regard to the provisions of Articles 34 and 50 of the Statute.

M. MOORE added that the expression „all evidence", used in Articles 48 and 49 of the scheme, covered the circumstances contemplated in M. Beichmann's proposal.

After certain explanations given by M. BEICHMANN and Lord FINLAY, as to the taking of evidence on commission and the procedure to be followed in this respect a vote was taken on the text submitted by M. Beichmann.

It was adopted by 7 votes to 5.

184. — **Article 50.** (Distr. 79).

On the proposal of M. WEISS, it was decided to word the beginning of the French text of the Article as follows :

„Avant de déposer, les témoins prennent l'engagement solennel suivant."

(The English text was not affected).

M. HUBER proposed to add certain words, as a result of which the paragraph would read as follows :

„Before giving their evidence, witnesses shall make the following solemn declaration in the language in which they are to give their evidence."

Several members having expressed the opinion that the addition proposed by M. Huber was unnecessary, M. Huber withdrew his amendment.

185. — **Article 51.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI would have preferred the expression „sous le contrôle ...." or „sous la direction ....", in place of „sous l'autorité du Président".

M. YOVANOVITCH suggested that the words „with his permission, by the judges" should be replaced by the words : „by the judges, should they think fit".

Lord FINLAY preferred the existing text.

A vote was taken on M. Yovanovitch's amendment.

A tie resulted ; the amendment was therefore not adopted.

186. — **Article 52.** (Distr. 79).

M. HUBER proposed that the words „may be charged to the losing party" should be deleted. He thought in fact that it was undesirable to introduce the principle of the payment of the expenses of the Court by the parties ; these expenses should, according to the Statute, be borne by the League of Nations.

M. Huber also pointed out that the expression „losing party" was not well chosen when referring to Governments.

Un vote a lieu sur la proposition de M. Huber.

Elle est adoptée par 7 voix contre 5. Par conséquent, l'article sera ainsi libellé :

„Les indemnités des témoins cités sur l'initiative de la Cour sont payés sur les fonds de celle-ci".

187. — **Article 53.** (Distr. 79).

M. BEICHMANN exprime l'opinion que la Cour n'a pas le droit de décider d'opérer une descente sur les lieux dans un pays quelconque.

Lord FINLAY explique que dans l'article proposé, il s'agit seulement d'établir la compétence pour la Cour de prendre une décision à cet effet, sous réserve, en ce qui concerne l'exécution de la décision, de l'assentiment du gouvernement dont relève le territoire où doit se faire la descente.

M. ANZILOTTI, en appuyant les arguments de M. Beichmann, suggère la suppression de l'article; tout ce que le texte proposé exprime est déjà dit dans l'article 44 du Statut.

Le PRÉSIDENT, ayant fait remarquer que les mots : ,par elle-même ou par un ou par plusieurs de ses membres", forment la partie importante de l'article, M. HUBER fait valoir que la règle exprimée par ces mots se trouve déjà dans l'article 50 du Statut.

Dans ces circonstances, il est décidé de supprimer l'article.

188. — **Article 54.** (Distr 79).

M. ANZILOTTI suggère que l'article soit supprimé comme étant inutile.

Sur la proposition de Lord FINLAY, il est décidé de le maintenir.

M. NYHOLM partant de l'idée que les enquêtes, visées à l'article 50 du Statut, et l'administration des preuves faite pendant la procédure orale sont identiques, demande la suppression des mots : „Le résultat des enquêtes faites en conformité de l'article 50 du Statut à la demande de la Cour, et . . . ."

M. WEISS explique que le terme „enquête" employé à l'article 50, doit être compris dans un sens beaucoup plus large, comme une demande de renseignements en général.

Dans ces circonstances, M. Nyholm retire sa proposition.

Le PRÉSIDENT désirerait voir substituer au mot „résultat" le mot „procès-verbal".

M. ANZILOTTI pose la question de savoir s'il est vraiment utile pour la Cour de s'obliger, dès maintenant, à communiquer, dans tous les cas, aux parties les documents dont il s'agit.

L'opinion prévaut qu'il doit en être ainsi.

L'article est adopté.

A vote was taken on M. Huber's proposal

It was adopted by 7 votes to 5.

The Article would therefore be worded as follows :

„The indemnities of witnesses called by the Court shall be paid out of the funds of the Court."

187. — **Article 53.** (Distr. 79).

M. BEICHMANN expressed the opinion that the Court did not posses the right to undertake a view or an inspection in any particular country.

Lord FINLAY explained that the proposed Article was only intended to lay down that the Court had competence to decide that such an inspection should be undertaken, but that the carrying out of the decision depended upon the consent of the Government to whom belonged the territory in which the inspection was to take place.

M. ANZILOTTI supported M. Beichmann, and suggested the deletion of the Article ; it was merely a repetition of Article 44 of the Statute.

The PRESIDENT pointed out that the words : „the Court may view . . . or may depute one or more of its members to do so", were the most important part of the Article. Whereupon, M. HUBER stated that the rule embodied in these words already existed in Article 50 of the Statute.

In these circumstances it was decided to delete the Article.

188. — **Article 54.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI suggested that the Article should be suppressed, on the ground that it was useless.

On the proposal of Lord FINLAY, it was decided to retain it.

M. NYHOLM considered that the principle governing the enquiries referred to in Article 50 of the Statute and the taking of evidence during the oral proceedings was the same. He therefore desired that the words : „the result of enquiries undertaken at the request of the Court, in accordance with the provisions of Article 50 of the Statute" might be deleted.

M. WEISS explained that the expression „enquiry" used in Article 50 was to be understood in a wider sense, i.e., as a request for information of any kind.

In these circumstances M. Nyholm withdrew his proposal.

The PRESIDENT wished to substitute the word „minutes" for the word „result".

M. ANZILOTTI doubted whether it was really advisable for the Court to undertake once and for all to communicate the documents in question to the parties in all cases.

The general opinion of the Court was that this should be done.

The Article was adopted.

189. **Article 55.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI demande la suppression de l'article, qui, à son avis, constitue un truisme.

M. HUBER voudrait voir maintenir l'article, avec l'addition du mot : „librement", („La Cour apprécie librement la valeur" etc.).

Le PRÉSIDENT soutient l'opinion que, mettre en doute la liberté d'action de la Cour en d'autres circonstances, serait porter atteinte à la dignité de celle-ci.

M. MOORE appuie la proposition de supprimer l'article, en partant du point de vue que la règle qu'il contient vaudra, dans tous les cas, qu'elle soit exprimée ou non.

Un vote a lieu sur la question du maintien de l'article.

Il est décidé par 7 voix contre 5 qu'il sera supprimé.

190. — **Article 56.** (Distr. 79).

Après une courte discussion un vote a lieu sur le maintien de l'article.

Il est décidé par 8 voix contre 4 qu'il sera maintenu.

Il est entendu que l'article vise surtout les comptes-rendus sténographiques des dépositions des témoins.

191. — **Article 57.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI en demande la suppression.

M. BEICHMANN, au contraire, croit que l'article est d'une certaine importance, l'énumération qu'il contient devant être interprétée comme limitative.

Un vote a lieu sur la question de la suppression de l'article. Il y a partage de voix. En conséquence, la suppression n'est pas acceptée.

Dans ces conditions, M. ANZILOTTI demande la substitution aux Nos 3 à 6 d'une clause générale, disant que le procès-verbal doit mentionner tous les faits et toutes les décisions qui sont survenus au cours de l'audience.

Il est entendu que le texte de l'article sera remanié, en tenant compte du fait que l'énumération doit être considérée, non pas comme limitative, mais comme indiquant un minimum.

192. — **Article 58.** (Distr. 79).

Après une remarque de M. BEICHMANN, à l'effet que la présentation d'une note de frais devrait être obligatoire et non pas facultative pour les parties, l'article est adopté.

193. — **Article 59.** (Distr. 79).

Cet article est adopté sans discussion.

194. — **Article 60.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI développe les trois points suivants :

1). L'article doit être placé ailleurs dans le projet ;

189. — **Article 55.** (Distr. 79)

M. ANZILOTTI asked for the suppression of the Article, as in his opinion it was merely a truism.

M. HUBER wished to maintain the Article, with the addition of the word „freely" — („The Court shall freely estimate the respective value, etc.").

The PRESIDENT maintained that to cast doubt upon the Court's freedom of action in other circumstances would seriously affect the prestige of the Court.

Mr. MOORE supported the proposal to delete the Article, on the ground that the rule contained therein held good whether actually expressed or not.

A vote was taken on the question whether the Article should be maintained.

It was decided by 7 votes to 5 that it should be suppressed.

190. — **Article 56.** (Distr. 79).

After a short discussion, a vote was taken on the question whether the Article should be maintained. It was decided by 8 votes to 4 that it should be maintained.

It was understood that the Article applied above all to the verbatim records of witnesses' evidence.

191. — **Article 57.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI advocated the suppression of the Article.

M. BEICHMANN, on the other hand, thought that this Article was of some importance, as the enumeration contained therein should be regarded as restrictive.

A vote took place on the question whether the Article should be deleted.

A tie resulted.

The Article was therefore not deleted.

In these circumstances, M. ANZILOTTI wished to substitute for Nos. 3 to 6 a general clause, to the effect that the minutes should record all the circumstances of the hearing and decisions taken thereat.

It was understood that the text of the Article should be amended, having regard to the fact that the enumeration was not to be regarded as restrictive, but as stating the minimum.

192. — **Article 58.** (Distr. 79).

After a remark made by M. BEICHMANN to the effect that the presentation of a bill of costs by the parties should be compulsory and not optional, the Article was adopted.

193. — **Article 59.** (Distr 79).

This Article was adopted without discussion.

194. — **Article 60.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI brought out the three following points :

1). The Article should be placed in another part of the scheme ;

2. Il est inopportun de prescrire que les exceptions d'incompétence doivent être soulevées dans les premières pièces de procédure, afin d'être recevables. Il doit être laissé à la libre appréciation de la Cour de décider si une exception présentée plus tard doit être acceptée.

3. En parlant de compétence, en fait d'instance introduite par la présentation d'un compromis, on a en vue simplement l'interprétation du compromis, interprétation qui peut prendre place à n'importe quelle étape de la procédure ; et en fait d'instance introduite par requête, la compétence de la Cour dépend de l'acceptation préalable par les parties de la compétence obligatoire de la Cour ; en toute circonstances, la compétence de celle-ci repose sur la volonté concordante des parties.

4. Si la partie à laquelle la requête est notifiée conteste la compétence de la Cour la marche de la procédure doit être arrêtée jusqu'à ce que la Cour ait statué à ce sujet par une décision spéciale, décision que la partie est obligée d'accepter. Seulement dans le cas où la partie, tout en contestant la compétence, discuterait en même temps le fond de l'affaire, la Cour pourrait, si bon lui semble, renvoyer la décision sur la compétence à la fin de la procédure.

Comme suite aux observations qu'il vient de présenter, M. Anzilotti propose la nouvelle rédaction suivante :

„La partie à laquelle une requête est notifiée pourra se borner, dans sa réponse, à contester la compétence de la Cour.

„Dans ce cas, la Cour décide par arrêt spécial, avant toute autre procédure, de sa compétence pour connaître du fond de l'affaire."

Sur la proposition de M. HUBER, il est décidé que cet amendement sera distribué aux membres de la Cour, et que toute décision à son sujet sera renvoyée à la séance prochaine.

195. — **Conférence de M. Roscoe Pound.**

Le PRÉSIDENT fait une communication au sujet d'invitations adressées aux membres de la Cour pour assister à une conférence que donnera M. Roscoe Pound, Président de la Faculté de Droit de l'Université de Harvard, mardi prochain, sur le sujet suivant :

„La pensée philosophique et le droit international".

196. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le vendredi 10 mars à 10 h. 30

La séance est levée à 17 h. 30.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

2) It was inadvisable to lay down that objections in regard to jurisdiction would only be admitted if raised in the first documents of procedure. The Court should be free to decide whether an objection raised at a later stage should be admitted or not ;

3) In the case of proceedings instituted by a special agreement, the question of jurisdiction merely involved the interpretation of the special agreement, an interpretation which could be given at any stage in the proceedings ; on the other hand, in cases instituted by an application, the jurisdiction of the Court was dependent upon the previous acceptance by the parties of compulsory jurisdiction. In all circumstances the competence of the Court was based upon the mutual consent of the parties.

4) If the party notified of the application denied that the Court had jurisdiction, proceedings should be stayed until the Court had decided that it had jurisdiction in the matter ; this decision the party would be bound to accept. It was only if the party should enter into a discussion of the whole question at issue, at the same time as it raised the question of jurisdiction, that the Court might, if it thought fit, postpone the decision as to jurisdiction until the termination of the proceedings.

Having regard to the preceding observations, M. Anzilotti proposed the following wording.

„On receiving notice of an application, a party may confine itself in its reply to an objection to the jurisdiction of the Court.

„In these circumstances, the Court shall decide by a special judgment whether it has jurisdiction to deal with the subject matter of the suit, before proceeding with the case."

On the proposal of M. HUBER, it was decided that this amendment should be distributed to the members of the Court, and that no decision should be taken until the next meeting.

195. — **Lecture by Professor Roscoe Pound.**

The PRESIDENT made an announcement with regard to invitations addressed to the members of the Court for a lecture to be given by Professor Roscoe Pound, President of the Faculty of Law in Harvard University, on the following Tuesday, on the subject of Philosophic Thought and International Law.

196. — **Date of the next meeting.**

The next meeting was fixed for Friday, March 10th, at 10.30 a.m.

The meeting rose at 5.20 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

VINGT-SEPTIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 10 mars 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

197. — **Suite de la discussion du projet de Règlement soumis par le Comité de rédaction.**

Suite de l'article 60. (Distr. 79).

Le PRÉSIDENT rappelle qu'il a été décidé de voter, à la présente séance, sur l'amendement présenté par M. Anzilotti et distribué aux membres de la Cour (Voir No. 194 ci-dessus).

Il suggère qu'on pourrait donner satisfaction à M. Anzilotti en libellant le 3ème alinéa de l'article de la manière suivante : „La Cour statue sur l'exception d'incompétence avant toute décision sur le fond".

M. BEICHMANN appuie le texte proposé par M. Anzilotti. Toutefois, il pense que des exceptions peuvent être présentées aussi dans d'autres cas que ceux où l'instance est introduite par requête. Il mentionne la possibilité de faire des demandes reconventionnelles et pense que la question de compétence peut se présenter aussi bien dans une affaire introduite par la notification d'un compromis. Dans ces circonstances, il voudrait voir rédiger comme suit la première partie de l'amendement de M. Anzilotti :

„Une partie peut se borner dans sa réponse à contester la compétence de la Cour".

M. ANZILOTTI accepte cet amendement.

Le PRÉSIDENT déclare que le Comité de rédaction préparera un nouveau texte, en tenant compte des points suivants, savoir :

PRELIMINARY SESSION

TWENTY-SEVENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on Friday, March 10th, 1922, at 10.30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

197. — **Continuation of the discussion on the Draft Rules of Procedure presented by the Drafting Committee.**

Continuation of Article 60. (Distr. 79).

The PRESIDENT reminded the Court that it had been decided to take a vote at this sitting on the amendment proposed by M. Anzilotti, which had been distributed to members (See minute 194).

He suggested that satisfaction might be given to the wishes of M. Anzilotti if the third paragraph of the Article ran as follows : „The Court shall give a decision as to the question of jurisdiction, before giving judgment on the subject matter of the case.

M. BEICHMANN was in favour of the draft prepared by M. Anzilotti. He thought, however, that objections might also be raised in other cases besides those in which proceedings were commenced by an application. He referred to the possibility of making a counterclaim, and thought that the question of jurisdiction might also arise in a case which had been begun by a special agreement. Under these circumstances, he proposed that the first part of M. Anzilotti's amendment should run as follows :

„A party may limit its reply to an objection to the jurisdiction of the Court".

M. ANZILOTTI accepted this amendment.

The PRESIDENT stated that the Drafting Committee would prepare a fresh text, and would pay attention to the following points, viz :

1) qu'il n'est pas nécessaire que l'exception d'incompétence soit soulevée *in limine litis* :

2) que, si une partie se borne à contester la compétence de la Cour, celle-ci doit statuer sur sa compétence par arrêt interlocutoire.

198. — **Article 61.** (Distr. 79).

Sur la proposition de M. ANZILOTTI, il est décidé que l'article sera libellé somme suit :

„Sauf décision contraire de la Cour, motivée par des circonstances exceptionnelles, toute requête à fin d'intervention, aux termes de l'article 62 du Statut, doit être communiquée au Greffier aussitôt que possible, et, en tous cas, avant l'ouverture de la procédure orale."

199. — **Article 62.** (Distr. 79).

Sur la proposition de M. HUBER, le mot „primitives" est supprimé au dernier alinéa.

A la suite d'une discussion entre MM. Anzilotti, Weiss et Beichmann, il est décidé que le § 2 du premier alinéa sera libellé comme suit :

„l'exposé des raisons de fait et de droit justifiant l'intervention".

Sur la proposition de M. ANZILOTTI, il est reconnu que le § 3 du même alinéa doit expressément mentionner les pièces à l'appui.

Il est décidé également sur la proposition de M. Anzilotti, que le dernier alinéa doit prescrire que la fixation du délai est faite par la Cour, et, seulement dans le cas où la Cour ne siège pas, par le Président.

L'article, ainsi amendé, est adopté.

200. — **Article 63.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI ayant soulevé la question de savoir si mention devrait être faite des points sur lesquels pouvaient porter les observations qui formeraient la substance de l'intervention, aux termes de l'article 63, le PRÉSIDENT attire l'attention sur le fait que les articles 62 et 63 peuvent, dans certaines circonstances, être applicables simultanément, et que, pour cette raison, l'indication à laquelle M. Anzilotti a fait allusion serait peu opportune.

M. BEICHMANN rappelle aux membres de la Cour le mémorandum sur la question de l'intervention dont il a donné lecture à la 17ème séance de la Cour [1]).

La 5ème paragraphe de ce document est ainsi conçu :

„La requête d'être admis à intervenir (art. 62) ou la déclaration d'intervenir (art. 63) doit être présentée à la Cour au plus tard au commencement de la procédure orale. Si l'intervention n'est demandée ou déclarée qu'au commencement de la procédure orale, l'Etat intervenant n'aura que le droit de participer à cette procédure. En cas de requête

1) voir p. 349, annexe 55.

1) That it was not necessary for an objection to the jurisdiction of the Court to be raised *in limine litis* ;

2) That if a party confined itself to objecting to the jurisdiction of the Court, the latter must decide by an interlocutory judgment whether it had jurisdiction.

198. — **Article 61.** (Distr. 79).

On the proposal of M. ANZILOTTI, it was decided that the Article should run as follows :

„A request for permission to intervene under the terms of Article 62 of the Statute must be communicated to the Registrar as soon as possible, and in any case before the commencement of the oral proceedings, unless the Court shall, owing to exceptional circumstances, decide otherwise."

199. — **Article 62.** (Distr. 79).

On the proposal of M. HUBER, the word „original" in the last paragraph was omitted. As the result of a discussion between MM. Anzilotti, Weiss and Beichmann, it was decided that No. 2 of the first paragraph should run as follows :

„A statement of law and of fact justifying intervention."

On the proposal of M. ANZILOTTI, it was agreed that No. 3 of the same paragraph should definitely refer to documents in support.

It was also decided, on the proposal of M. Anzilotti, that the last paragraph should state that the period was to be fixed by the Court, and only when the Court was not sitting, by the President.

The Article thus amended was adopted.

200. — **Article 63.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI raised the question whether the points which might form the subject of the statement constituting intervention under Article 63 should be indicated ; whereupon the PRESIDENT pointed out that Articles 62 and 63 might, in certain circumstances, be applicable simultaneously, and for that reason the reference suggested by M. Anzilotti would be undesirable.

M. BEICHMANN reminded members of the Court of the memorandum on the subject of intervention read by him at the 17th meeting of the Court [1]).

The fifth paragraph of this document ran as follows :

„An application to be allowed to intervene (Art. 62) or a declaration of intervention (Art. 63) must be laid before the Court not later than the commencement of the oral proceedings. If the request for permission to intervene, or the declaration of an intention to intervene, is only presented at the commencement of the oral proceedings, the intervening

1) see p. 349, annex 55.

ou de déclaration antérieure, la Cour détermine, selon les circonstances, s'il y a lieu d'ordonner ou de permettre à l'Etat intervenant de présenter un mémoire écrit.

„Dans ce cas, les parties originaires auront le droit de présenter une réponse écrite au mémoire du requérant. La Cour rend les ordonnances nécessaires quant à la conduite du procès et décide, selon les cas, si l'Etat intervenant aura le droit de prendre connaissance de tous les documents présentés par les parties originaires."

M. BEICHMANN croit que quelques règles de procédure, sa rapprochant de celles qu'il a ainsi suggérées, devraient être insérées dans le Règlement.

Il est décidé par 7 voix contre 5 que le Comité de rédaction préparera un texte à ajouter à l'article 63, en s'inspirant de la note de M. Beichmann.

201. — **Article 38.** (Distr. 79).

Lord FINLAY rappelle la décision de discuter cet article en même temps que les dispositions touchant à la question de l'intervention.

M. HUBER demande la suppression de l'article, en faisant valoir que les limites de la publicité sont indiqués par l'article 40 du Statut.

Lord FINLAY qui attache la plus grande importance à l'article en question, demande qu'il soit maintenu. Il fait valoir que l'article cité par M. Huber se réfère seulement à la communication des requêtes ; que même la connaissance de ces documents n'est pas suffisante pour permettre aux gouvernements de décider s'ils ont un intérêt à intervenir aux termes de l'article 62 ou non ; et que la Cour ne peut pas leur enlever la possibilité d'intervenir, en leur interdisant l'accès aux documents.

M. ALTAMIRA propose un amendement, ainsi conçu :

„Les mémoires, les contre-mémoires, et le cas échéant, les répliques, seront accessibles à tout Etat qui aurait justifié devant la Cour de la faculté d'intervenir dans l'affaire, en vertu de l'article 62, ou qui se trouverait dans le cas prévu à l'article 63, exception faite toujours des réserves que les parties ont le droit de porter sur la nécessité de maintenir secrètes des parties des documents cités.

„L'examen de toute autre pièce ne pourra avoir lieu que par autorisation spéciale de la Cour, qui tiendra toujours compte du désir des parties de conserver secrètes certaines pièces ou parties de pièces."

M. ANZILOTTI croit que l'article 46 du Statut exprime l'idée que les parties ont le droit d'instituer des procé-

State will only have the right to take part in that part of the proceedings. When a request or declaration is presented at an earlier stage, the Court will decide, according to the circumstances of the case, whether there is ground for calling upon or permitting the intervening State to submit a written case.

„If this course is adopted, the original parties will have the right to submit a written reply to the case of the applicant. The Court will make the necessary orders for the conduct of the case, and will decide according to circumstances whether the intervening State is to have the right to inspect all the documents submitted by the original parties."

M. BEICHMANN thought that certain rules of procedure similar to those proposed by him should be inserted in the Rules of Court.

It was decided by 7 votes to 5 that the Drafting Committee should consider M. Beichmann's memorandum and prepare a text for an addition to Article 63.

201. — **Article 38.** (Distr. 79).

Lord FINLAY reminded the Court of the decision that this Article should be discussed at the same time as the provisions relating to intervention.

M. HUBER asked that the Article should be omitted, pointing out that Article 40 of the Statute defined the limits of publicity.

Lord FINLAY considered the Article in question of the greatest importance, and asked that it should be maintained. He pointed out that the Article quoted by M. Huber referred only to the communication of applications ; that even if these documents were brought to the knowledge of the Governments, they would not be sufficient to enable the latter to decide if it was desirable for them to intervene under Article 62 or not. The Court could not deprive them of the possibility of intervening by preventing them from having access to documents.

M. ALTAMIRA moved the following amendment:

„Cases, counter-cases and replies, of any, shall be open to inspection by any State which has satisfied the Court that it is entitled to intervene in the case, in accordance with Article 62, or to which the terms of Article 63 may apply, subject so such reservations as the parties are entitled to make regarding the necessity of keeping secret certain portions of the documents referred to.

„No other document can be inspected except by special permission of the Court, which shall always have regard to any wishes expressed by the parties to keep certain documents or portions of documents secret."

M. ANZILOTTI thought that Article 46 of the Statute was to be taken as conveying the idea that the parties

dures secrètes. Certains Etats ont accepté la juridiction obligatoire seulement sur la foi de ce principe.

L'objection fondamentale que M. Anzilotti fait au texte du projet est, que la décision de la Cour interviendra seulement après qu'accès aux documents a été donné aux Etats. Pour cette raison, il propose de rédiger comme suit le début de l'article :

„La Cour, après avoir entendu les parties, peut ordonner que le Greffier tienne à la disposition du gouvernement . . . ." etc.

Lord FINLAY remarque, en ce qui concerne la rédaction de M. Altamira, que celle-ci prévoit le droit de regard des documents seulement après l'admission de l'intervention. Cependant, les Etats ont besoin de prendre connaissance des documents, afin de se rendre compte s'il y a intérêt pour eux à intervenir, ou non.

En ce qui concerne l'objection de M. Anzilotti, celle-ci tombe si la demande de regard des documents est faite avant le dépôt de ceux-ci.

Le PRÉSIDENT fait observer que si l'identité entre la requête et le mémoire est admise, la question est résolue automatiquement par l'article 40 du Statut.

M. ANZILOTTI croit que cet article ne prévoit pas la communication des textes, mais seulement la notification du fait que les textes ont été déposés.

M. ODA exprime l'avis que le droit de prendre connaissance des documents ne fait pas de doute dans les cas prévus à l'article 63 du Statut. Pour pourvoir à l'application de l'article 62, il propose de libeller comme suit le début de l'article 38 :

„Sauf la décision contraire que la Cour pourrait prendre dans un cas déterminé, après avoir entendu les parties, le Greffier, etc. . . . ."

Lord FINLAY déclare qu'il peut accepter cet amendement.

M. HUBER retire sa proposition de supprimer l'article et propose l'adoption de l'amendement de M. Altamira.

La proposition de supprimer l'article est reprise par M. BEICHMANN.

Le PRÉSIDENT constate que la Cour se trouve en présence des trois propositions suivantes :

1. La proposition Beichmann, visant la suppression de l'article.

2. L'amendement Anzilotti, ainsi conçu :

„La Cour, après avoir entendu les parties, peut ordonner que le Greffier tienne à la disposition du gouvernement de tout Etat Membre de la Société des Nations ou mentionné à l'Annexe

should have the right to institute secret proceedings. Certain States had accepted the compulsory jurisdiction of the Court solely on the understanding that this principle would be applied.

M. Anzilotti's fundamental objection to the draft was that the Court's decision would only be given after the States had been allowed access to the documents. He therefore proposed that the commencement of the Article should be drafted as follows :

„The Court, after hearing the parties, may instruct the Registrar to hold the cases, etc."

Lord FINLAY remarked that, as regards M. Altamira's draft, this provided only for the right to inspect documents after permission to intervene had been granted. It was, however, necessary for States to become acquainted with the documents, precisely in order that they might decide whether it was desirable for them to intervene or not.

As regards M. Anzilotti's objection, it fell to the ground if the application to inspect the documents was made before these had been submitted.

The PRESIDENT pointed out that if it was admitted that the application and the case were identical, the question was solved automatically by Article 40 of the Statute.

M. ANZILOTTI considered that that Article did not refer to the communication of the text of the documents, but only to the notification of the fact that the documents had been submitted.

M. ODA expressed the opinion that there was no doubt that the right of inspecting documents existed in the cases contemplated under Article 63 of the Statute. In order to make provision for the application of Article 62, he proposed to word the commencement of Article 38 as follows :

„Unless otherwise decided by the Court in a particular instance, after hearing the views of the parties, the Registrar, etc."

Lord FINLAY was prepared to accept this amendment.

M. HUBER withdrew his motion for the suppression of the Article, and proposed the adoption of M. Altamira's amendment.

M. BEICHMANN, however, desired to maintain M. Huber's proposal that the Article should be suppressed.

The PRESIDENT stated that the following three proposals were before the Court :

1. M. Beichmann's proposal that the Article should be deleted.

2. M. Anzilotti's amendment, which was as follows :

„The Court, after hearing the parties, may instruct the Registrar to hold the cases and counter-cases of each suit at the disposal of the Government of any State Member of the League

au Pacte, les mémoires et contre-mémoires de chaque affaire."

3. L'amendement de M. Altamira, ainsi conçu :

„Les mémoires, les contre-mémoires, et, le cas échéant, les répliques, seront accessibles à tout Etat qui aurait justifié devant la Cour de la faculté d'intervenir dans l'affaire en vertu de l'article 62, ou qui se trouverait dans le cas prévu à l'article 63, exception faite toujours des réserves que les parties ont le droit de porter sur la nécessité de maintenir secrètes des parties des documents cités.

„L'examen de toute autre pièce ne pourra avoir lieu que par autorisation spéciale de la Cour, qui tiendra toujours compte du désir des parties de conserver secrètes certaines pièces ou parties de pièces."

Le Président fait voter sur la première proposition.

Il y a partage de voix ; l'article, par conséquent, n'est pas supprimé.

Le Président fait voter sur l'amendement Altamira. Il est adopté par 7 voix contre 5, étant convenu que la Cour, avant de prendre la décision prévue dans l'article, doit entendre les parties.

202. — **Article 64.** (Distr. 79).

M. BEICHMANN demande si aucune disposition ne doit être insérée au sujet de l'assignation des frais dans les éventualités prévues par l'article.

Une discussion s'engage au sujet de la question de savoir si l'éventualité d'un jugement d'accord doit être incorporée dans l'article.

M. HUBER fait observer que l'intention des rédacteurs du dernier alinéa de l'article 38 du Statut a été de créer pour la Cour la possibilité de consacrer, par un arrêt, un accord intervenu entre les parties.

M. ANZILOTTI est d'avis que cette faculté rentre dans la procédure ordinaire.

M. BEICHMANN trouve la raison d'être des jugements d'accord dans le désir des parties de donner force exécutoire à leurs accords. Or, les arrêts de la Cour n'ont jamais cette force exécutoire.

Le PRÉSIDENT réplique que les parties peuvent toujours trouver intérêt à voir donner à leurs accords la force de la chose jugée. Il propose de maintenir le deuxième alinéa de l'article, mais de libeller le premier alinéa à peu près comme suit :

„La Cour a la faculté de statuer en conformité de tout accord intervenu entre les parties."

M. NYHOLM se prononce en faveur du maintien du texte actuel.

Il est décidé que l'article sera maintenu tel qu'il est rédigé dans le projet.

of Nations or mentioned in the Annex to the Covenant."

3. M. Altamira's amendment, which was as follows :

„Cases, countercases and replies, if any, shall be open to inspection by any State which shall satisfy the Court that it has a right to intervene in a case, in accordance with Article 62, or to which the terms of Article 63, may apply, subject to such reservations as the parties are entitled to make regarding the necessity of keeping secret certain parts of the documents referred to.

„No other document shall be inspected save by special permission of the Court, which shall always give due consideration to the wish of the parties to maintain secrecy in respect of certain documents or portions of documents."

The President took a vote upon the first proposal. The result was a tie. The Article was therefore not deleted.

The President then took a vote on M. Altamira's amendment. It was adopted by 7 votes to 5, it being understood that the Court should hear the views of the parties before taking the decision referred to in the Article

202. — **Article 64.** (Distr. 79).

M. BEICHMANN asked whether some provision should not be inserted with regard to the allocation of expenses, in the circumstances contemplated in the Article.

A discussion took place on the question whether provision should be made in the Article for the possibility of a judgment by consent.

M. HUBER pointed out that the intention of the authors of the last paragraph of Article 38 of the Statute had been to make it possible for the Court to record in a judgment an agreement concluded between the parties.

M. ANZILOTTI was of opinion that this formed a part of ordinary procedure.

M. BEICHMANN thought that the *raison d'être* of judgments by consent was the desire of the parties that their agreements should be provided with binding force. The judgments of the Court would, however, never possess this binding force.

The PRESIDENT replied that it might always be to the interest of the parties that their agreements should be given the force of *res judicata*. He proposed that the second paragraph of the Article should be maintained, but that the first paragraph should be worded to the following effect :

„The Court shall have the right to deliver judgment in accordance with any agreement concluded between the parties."

M. NYHOLM was in favour of the maintenance of the existing text.

It was decided that the Article should be retained in the form in which it had appeared in the scheme.

203. — **Article 65.** (Distr. 79).

Cet article est adopté.

Il est entendu que les opinions contraires seront publiées en conformité de l'article 57 du Statut.

204. — **Article 66.** (Distr. 79).

Cet article est adopté sans discussion.

205. — **Article 67.** (Distr. 79).

Sur la proposition de M. WEISS, il est décidé que la première partie de l'article sera libellée comme suit :

„L'arrêt est considéré comme ayant force obligatoire du jour où . . . ." etc.

M. BEICHMANN pense que l'article est superflu.

Le PRÉSIDENT fait valoir, d'une part, que les règles concernant la date à laquelle un jugement acquiert force obligatoire varient selon le pays, et, d'autre part, que les membres de la Cour doivent avoir la liberté de modifier leurs opinions jusqu'au prononcé de l'arrêt.

Dans ces circonstances, il est décidé que l'article sera maintenu.

206. — **Article 68.** (Distr. 79).

Cet article est adopté.

Il est entendu que le recueil des arrêts sera publié au nom de la Cour.

207. — **Article 69.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI demande la suppression de l'alinéa 4 : „La Cour apprécie . . . ." etc., qui, à son avis, fait double emploi avec le premier alinéa de l'article 61 du Statut.

Il est décidé que l'alinéa visé par M. Anzilotti sera supprimé.

M. HUBER soulève la question de savoir si, lorsqu'une affaire, ayant été décidée par une chambre spéciale, fait l'objet d'une demande en révision, la procédure de révision doit s'engager devant la même chambre ou devant la Cour plénière. A son avis, c'est toujours la Cour plénière qui doit être compétente.

M. WEISS, s'appuyant sur les articles 13 et 60 du Statut, fait valoir que, si une chambre a rendu l'arrêt primitif, la même chambre doit s'occuper de la révision de cet arrêt ; elle doit aussi, autant que possible, être composée des mêmes membres que lorsqu'elle a rendu le premier arrêt. Il s'agit d'une révision non pas d'un appel.

M. MOORE se déclare d'accord, d'un point de vue général, tout en pensant qu'on ne pourrait envisager ici la question de savoir si la chambre devrait être composée des mêmes membres.

Par contre, le PRÉSIDENT fait valoir que l'article 30 du Statut donne toute liberté à la Cour pour régler à nouveau la procédure en révision.

203. — **Article 65.** (Distr. 79).

This Article was adopted.

It was understood that dissenting opinions would be published, in accordance with Article 57 of the Statute.

204. — **Article 66.** (Distr. 79).

This Article was adopted without discussion.

205. — **Article 67.** (Distr. 79).

On the proposal of M. WEISS, it was decided that the first part of the Article should be worded as follows :

„The judgment shall be regarded as taking effect on the day on which, etc."

M. BEICHMANN thought that the Article was superfluous.

The PRESIDENT pointed out, on the one hand, that the rules concerning the date on which a judgment took effect varied from country to country; on the other hand, members of the Court should be free to modify their opinions until the time that judgment was pronounced.

In these circumstances, it was decided that the Article should be maintained.

206. — **Article 68.** (Distr. 79).

This Article was adopted.

It was agreed that the collection of judgments should be published under the authority of the Court.

207. — **Article 69.** (Distr. 79.)

M. ANZILOTTI advocated the deletion of paragraph 4 : „It is for the Court, etc," which in his opinion overlapped the first paragraph of Article 61 of the Statute.

It was decided that the paragraph referred to by M. Anzilotti should be deleted.

M. HUBER raised the question whether, when a case which had been decided by a special Chamber formed the subject of an application for revision, proceedings in revision should take place before the same Chamber or before the full Court. In his opinion, the full Court should always deal with such proceedings.

M. WEISS, basing his arguments on Articles 13 and 60 of the Statute, pointed out that if a Chamber had given the original judgment, the same Chamber should deal with the revision of the case. It should also as far as possible be composed of the same members as when it had delivered the original judgment. There was no question of an appeal, but merely of revision.

Mr. MOORE, while generally concurring in this view, thought that the question whether the members of the tribunal should be the same could hardly be taken into consideration at that point.

On the other hand, the PRESIDENT pointed out that Article 30 of the Statute left the Court entirely free to make fresh arrangements with regard to proceedings in revision.

M. ANZILOTTI attire l'attention sur le fait qu'aux termes de l'article 25 du Statut, c'est toujours la Cour plénière qui est compétente, sauf exception expressément prévue.

Dans la même ordre d'idées, Lord FINLAY explique que la procédure en révision est une nouvelle procédure; que l'accord des parties est requis pour rendre compétente une chambre spéciale, et que, par conséquent, faute d'accord entre les parties, c'est la Cour plénière qui est compétente pour connaître de la question de revision. Il souligne que, dans le cas où cette compétence est obligatoire, la demande unilatérale d'une des parties est suffisante pour introduire l'instance.

M. NYHOLM distingue entre la procédure concernant l'admissibilité de la demande en révision et la procédure en révision proprement dite. Pour la première, la Cour plénière pourrait utilement être compétente ; elle renverrait, une fois la demande admise, le fond de la question à la chambre qui aurait rendu l'arrêt primitif.

Lord FINLAY et M. ODA acceptent cette solution. Par contre, M. BEICHMANN fait valoir que la question de l'admissibilité de la demande contient deux éléments différents, savoir :

1) l'existence d'un fait nouveau ;

2) la nature de ce fait, au point de vue de l'influence décisive qu'il peut avoir sur la solution de l'affaire.

De l'avis de M. Beichmann, ce second élément peut être apprécié seulement par la même chambre qui a rendu le premier arrêt. Dans ces circonstances, il croit que c'est cette chambre qui doit être saisie aussi bien de la question de l'admissibilité que de la question principale.

Pour différentes raisons, MM. NEGULESCO, ANZILOTTI et ALTAMIRA se rallient à l'opinion de M. BEICHMANN.

Dans ces circonstances, M. NYHOLM retire sa suggestion tout en faisant observer que la solution de la question de l'admissibilité de la demande ne préjuge en rien la question de savoir si l'arrêt primitif doit être modifié ou non.

Il est entendu qu'un nouveau texte sera préparé par le Comité de rédaction, en tenant compte des vues exprimées pendant la discussion de l'article.

208. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu à 3 heures de l'après-midi.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

M. ANZILOTTI called attention to Article 25 of the Statute, according to which the full Court should always sit, unless it were expressly provided otherwise.

In the same connection, Lord FINLAY explained that proceedings in revision were fresh proceedings, that the jurisdiction of the special Chamber would be dependent on a fresh agreement between the parties, and that, consequently, in the absence of an agreement between the parties, it would be for the full Court to deal with the revision of a case. He laid emphasis on the fact that, in the case of compulsory jurisdiction, a unilateral application by one of the parties would suffice to institute proceedings.

M. NYHOLM distinguished between procedure regarding the admission of an application for revision, and proceedings in revision, properly so called. As regards the first, it would be desirable for the decision to be taken by the full Court ; if it decided to admit the application, it could refer the main question at issue to the Chamber which had delivered the original judgment.

Lord FINLAY and M. ODA accepted this solution.

On the other hand, M. BEICHMANN pointed out that there were two distinct points to be decided in regard to the question whether an application should be granted:

1) The existence of a new fact ;

2) The nature of this fact, as regards the decisive influence it might have on the case.

In M. Beichman's opinion, the second point could only be duly appreciated by the same Chamber as had given the original judgment. In these circumstances he thought that both the question whether the application should be granted and the main question at issue should be referred to this Chamber.

For various reasons, MM. NEGULESCO, ANZILOTTI and ALTAMIRA supported M. Beichmann in his views.

In these circumstances, M. NYHOLM withdrew his proposal, whilst pointing out that the solution of the question whether an application for revision should be granted or not had no bearing on the question whether the original judgment should be amended or not.

It was agreed that a new draft would be prepared by the Drafting Committee, having regard to the views expressed during the discussion on the Article.

208. — **Date of the next meeting.**

It was decided that the next meeting would take place at 3 p. m., the same day,

The meeting rose at 1 p.m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

VINGT-HUITIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 10 mars, 1922, à 15 h.,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

209. — **Suite de la discussion sur le projet soumis par le Comité de rédaction.**

209. — **Article 70.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI propose que l'article soit supprimé, mais que la rubrique du titre soit changée de façon à comprendre aussi la procédure devant les Chambres spéciales.

Il en est ainsi décidé.

210. — **Articles 71 à 73.** (Distr. 79).

Au sujet de l'article 71, M. BEICHMANN exprime l'avis que la Chambre de procédure sommaire ne doit être convoquée que lorsque la procédure sera déjà suffisamment avancée.

En réponse à une question posée par M. Anzilotti, Lord FINLAY explique le système de l'article 72 : les deux parties doivent, dans un mémoire à soumettre par chacune d'elles, exposer leurs points de vue au sujet de la question litigieuse. Ayant pris connaissance de ces documents, la Chambre décide si elle est suffisamment éclairée pour pouvoir prendre une décision ou si une procédure orale est requise. Elle demandera des explications orales seulement lorsqu'elle aura acquis la conviction que les documents ne lui fournissent pas une base suffisamment solide pour sa décision.

De l'avis de M. WEISS, la procédure sommaire devrait consister dans la présentation de mémoires et contre-mémoires par chacune des parties ; afin de gagner du temps, les délais devraient être abrégés dans la mesure du possible.

PRELIMINARY SESSION

TWENTY-EIGHTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on Friday, March 10th, 1922, at 3 p. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President.
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

209. — **Continuation of the discussion on the Draft Rules submitted by the Drafting Committee.**

209 — **Article 70.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI proposed that the Article should be suppressed and that the heading of the section should be modified and made to include procedure before the special Chambers also.

The Court decided accordingly.

210. — **Articles 71 to 73.** (Distr. 79).

With regard to Article 71, M. BEICHMANN expressed the opinion that the Chamber for summary procedure should only be convened when proceedings had already reached a sufficiently advanced stage.

In reply to a question put by M. Anzilotti, Lord FINLAY explained the system embodied in Article 72 : The two parties would each submit a case containing a statement of their views with regard to the question in dispute. After studying these documents, the Chamber would decide whether it had sufficient information at its disposal to come to a decision, or whether oral proceedings were necessary. It would only call for oral explanations when satisfied that the documents did not constitute a sufficient basis for its decision.

In M. WEISS's opinion, summary procedure should consist in the presentation of cases and counter-cases by each party. In order to save time, the time limits should be shortened as far as possible.

Lord FINLAY pense que la solution la plus rationnelle serait de maintenir dans la procédure sommaire exclusivement la procédure orale.

M. ANZILOTTI, au contraire, pense que, dès réception de la demande, le Président pourrait convoquer la Chambre de procédure sommaire ; celle-ci, en collaboration avec les parties, fixerait pour chaque affaire, une procédure spéciale qui devrait être aussi simple et aussi courte que possible.

M. ALTAMIRA attire l'attention sur les règles concernant la procédure sommaire, qu'il a insérées dans son avant-projet (Distr. 26) [1]) savoir :

1. La procédure sommaire ne comporte que la phase écrite. Elle exige le raccourcissement des différents délais établis pour la procédure normale.

2. Les preuves proposées par les parties seront reçues par la Chambre seulement dans le cas de désaccord sur les faits concernant l'affaire.

Si les parties sont d'accord sur les faits, la procédure est close avec la présentation du contre-mémoire, sans qu'il y ait de réplique. La Chambre peut cependant accorder une audience de temps limité, si les parties la demandent d'accord. A l'audience, les parties sont représentées par leurs agents.

3. La Chambre applique toutes les dispositions du Règlement général compatibles avec le caractère de cette procédure sommaire.

M. HUBER, en raison de la grande diversité des affaires qui viendront devant la Chambre de procédure sommaire, voudrait, autant que possible, adapter la procédure aux circonstances de chaque affaire, avant tout, en laissant toute influence aux propositions des parties chaque fois que cela se pourra.

M. BEICHMANN, s'inspirant de la règle de l'article 90 de la première Convention de la Haye de 1907, voudrait voir établir une disposition selon laquelle la procédure sommaire serait exclusivement écrite.

Un vote a lieu sur la question de savoir si l'ensemble des articles 71 à 73 sera maintenu ; il est entendu que dans l'affirmative, le Comité de rédaction préparera un nouveau texte qui tiendra compte des diverses opinions qui se sont manifestées.

Il est décidé, par 10 voix contre 2, de maintenir les articles.

211. — Question de la possibilité de transférer une affaire de la Chambre de procédure sommaire à la Cour plénière.

M. ODA présente et développe la proposition suivante :

„Au cours de la procédure sommaire, les parties peuvent demander, d'un commun accord, et en se basant sur des circonstances de haute importance,

1) voir p. 272.

Lord FINLAY thought that the most sensible solution would be to limit summary procedure to oral proceedings.

M. ANZILOTTI, on the other hand, was of the opinion that, as soon as the request was received, the President might convene the Chamber for summary procedure, which would collaborate with the parties in arranging a special form of procedure for the particular case ; this procedure should be as simple and short as possible.

M. ALTAMIRA drew attention to the rules with regard to summary procedure inserted by him in his draft scheme (Distr. 26) [1]), viz :

1) „Summary procedure shall consist solely of written proceedings. It shall involve the shortening of the various time limits laid down for ordinary procedure."

2) „The evidence advanced by the parties shall only be considered by the Chamber if there be disagreement as to the facts of the case."

„If the parties are in agreement as to the facts, the proceedings shall terminate with the presentation of the counter-case and there shall be no reply. The Chamber may, however, grant a hearing of limited duration, if the parties submit a joint request to that effect. At the hearing the parties shall be represented by their agents."

3) „The Chamber shall apply all the provisions of the general rules of procedure which are compatible with the nature of summary proceedings."

M. HUBER, in view of the great diversity of cases which would come before the Chamber for summary procedure, would have wished that the procedure should, as far as possible, be adapted to the circumstances of each case, and above all that any proposals made by the parties should be complied with wherever possible.

M. BEICHMANN, basing his arguments on the rule contained in Article 90 of the first Hague Convention of 1907, wished to establish a rule to the effect that summary procedure should be conducted exclusively in writing.

A vote was taken on the question whether Articles 71 to 73 should be maintained in their entirety ; it was agreed that if the question was decided in the affirmative, the Drafting Committee would prepare a new text taking into account the various opinions expressed.

It was decided by 10 votes to 2 that the Articles should be maintained.

211. — Question of the possibility of transferring a case from the Chamber for summary procedure to the full Court.

M. ODA submitted and explained the following proposal :

"During summary proceedings, the parties may, by common agreement and for reasons of extreme

1) see p. 272.

que leurs litiges soient transférés à la Cour plénière. Si la Cour autorise le transfert, elle prend toutes mesures nécessaires, en tenant compte, autant que possible, des propositions des parties."

M. ODA, en expliquant sa proposition, fait valoir que la procédure sommaire ne comportera, en règle générale, que la phase écrite, et que l'article 31 du Statut n'est pas applicable à cette procédure. Dans ces circonstances, il pourrait facilement devenir désirable pour des parties, surtout dans le cas de pays éloignés, de leurs affaires devant la Cour plénière.

Sur la demande du Président, le Greffier donne lecture du procès-verbal concernant les décisions antérieures de la Cour au sujet de la même question (voir procès-verbal de la 18ème Séance, No. 135).

M. BEICHMANN voudrait laisser ouverte la possibilité d'un transfert, en vertu de l'accord des parties.

M. HUBER fait valoir que même sans règle spéciale, on pourrait arriver au même résultat, par le désistement des parties en ce qui concerne une procédure devant la Chambre de procédure sommaire et par leur reprise de l'affaire devant la Cour plénière. Dans ces circonstances, il est préférable de créer une voie régulière.

Lord FINLAY trouve le transfert acceptable seulement si la Cour constate que la gravité de l'affaire exige qu'elle soit traitée en Cour plénière.

Un vote a lieu sur la proposition de M. Oda ; celle-ci est rejetée par 7 voix contre 5.

212. — **Article 74.** (Distr. 79).

Cet article est adopté.

Sur la proposition de M. ANZILOTTI, il est entendu que l'article sera examiné à nouveau par le Comité de rédaction, et qu'il formera le premier article du titre concernant la procédure sommaire.

213. — **Article 75.** (Distr. 79).

Cet article est adopté avec une modification de rédaction proposée par M. WEISS. Il sera libellé comme suit :

„Les avis consultatifs sont émis après délibération par la Cour en séance plénière."

214. — **Article 76.** (Distr. 79)

M. ANZILOTTI, tout en acceptant le fond du 2ème alinéa, voudrait voir adopter une formule plus générale et plus souple, concernant la mention des avis ou décisions.

M. MOORE et Lord FINLAY se prononcent en faveur du texte actuel. A leur avis, il serait déloyal envers la Cour de ne pas lui communiquer tout le dossier officiel qui se réfère à une question sur laquelle un avis consultatif est demandé ; ils soutiennent d'autre part que

importance, request that the case should be transferred to the full Court. If the Court sanctions the transfer, it shall take all steps necessary, having regard as far as possible to proposals made by the parties.

M. Oda, in explaining the proposal, pointed out that summary procedure as a general rule only included written proceedings, and that Article 31 of the Statute did not apply to such proceedings. In these circumstances, it might easily become desirable for the parties, especially where distant countries were concerned, to transfer their cases to the full Court.

At the request of the President, the Registrar read minutes concerning previous decisions taken by the Court on the same subject. (See Minutes of 18th meeting, No. 135).

M. BEICHMANN wished provision to be made for the possibility of a transfer as a result of an agreement between the parties.

M. HUBER pointed out that, even if no special rule were made, the same result might be arrived at, if the parties were to stay proceedings before the Chamber for summary procedure and to reopen the case before the full Court. It would therefore be preferable to establish a regular system for such transfers.

Lord FINLAY thought that such transfers would only be permissible if the Court considered that the case was so important that it should be dealt with by the full Court.

A vote was taken on M. Oda's proposal, which was rejected by 7 votes to 5.

212. — **Article 74.** (Distr. 79).

This Article was adopted.

On the proposal of M. ANZILOTTI, it was understood that the Article would be reconsidered by the Drafting Committee, and that it should constitute the first Article of the section dealing with summary procedure.

213. — **Article 75.** (Distr. 79).

This Article was adopted, with a modification in wording proposed by M. Weiss.

It was to run as follows :

„Advisory opinions shall be given after deliberation by the full Court".

214. — **Article 76.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI, whilst accepting the substance of the second paragraph, would have preferred the adoption of an expression of a wider and more general scope, as regards the reference to opinions or decisions.

Mr. MOORE and Lord FINLAY were in favour of the present text. In their opinion it would be unfair to the Court not to communicate to it the whole official *dossier* relating to a question in regard to which an advisory opinion was desired. On the other hand, they maintained

la Cour est fondée à poser les conditions d'après lesquelles elle est disposée à donner des avis.

M. BEICHMANN demande la suppression de alinéa.

M. WEISS propose de le libeller comme suit :

„La requête formule en termes précis la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé.

„Elle indique les événements qui l'ont fait naitre, et est accompagnée de tous documents utiles".

Sur la proposition de M. ANZILOTTI, le Comité de rédaction est chargé de reconsidérer la rédaction de l'article, en vue de lui donner plus de souplesse.

215. — **Article 77.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI croit que le Conseil doit pouvoir, dans l'intérêt de la paix du monde, demander à la Cour des avis secrets.

Cette opinion est combattue par Lord FINLAY et M. MOORE, qui considèrent que toute décision secrète de la Cour est incompatible avec le Statut, et que la pratique de donner des avis qui ne seraient pas publiés mettrait fin à l'existence de la Cour en tant que corps judiciaire.

M. BEICHMANN croit que les avis porteront, dans la plupart des cas, sur des points de droit sans rapports avec un litige proprement dit, et que dans ces circonstances, leur caractère se rapprochera de celui des arrêts. C'est pourquoi il peut se rallier à l'opinion de Lord Finlay et M. Moore.

Le PRESIDENT fait voter sur la question de savoir si l'article doit être maintenu ou non. Cette question est résolue affirmativement par onze voix contre une. Il est entendu que la rédaction de l'article sera remaniée, sans toutefois toucher au principe qu'il exprime.

216. — **Article 78.** (Distr. 79).

Plusieurs membres de la Cour expriment l'opinion que les avis doivent être communiqués aux organismes qui les ont demandés, avant d'être rendus publics. Dans cet ordre d'idées, M. HUBER propose une addition à l'article a l'effet suivant :

„Toutefois, la publication d'un avis déterminé n'aura lieu qu'à la fin de la session du Conseil qui suit la communication à celui-ci de l'avis en question."

Lord FINLAY exprime l'opinion que les avis doivent être lus en séance publique. Par contre, le PRESIDENT est d'avis que la publication ne doit pas avoir lieu avant la communication à l'organisme requérant.

Un vote alieu sur la proposition de M. HUBER. Elle est rejetée par 10 voix contre 2.

that the Court was entitled to lay down the conditions under which it was prepared to give opinions.

M. BEICHMANN wished the paragraph to be suppressed.

M. WEISS proposed that it should be worded as follows:

„The request shall contain an exact statement of the question upon which the opinion of the Court is required.

„It shall indicate the events which have led up to it, and shall be accompanied by all relevant documents".

On the proposal of M. ANZILOTTI, the Drafting Committee was instructed to reconsider the wording of the Article, with a view to making it more elastic.

215. — **Article 77.** (Distr. 79).

M. ANZILOTTI thought that the Council should, in the interests of the peace of the world, have the right to ask the Court for secret advice.

This view was opposed by Lord FINLAY and Mr. MOORE, who considered that the taking of a secret decision by the Court was incompatible with the Statute, and that the practice of giving opinions which were not made public would be a death blow to the Court as a judicial body.

M. BEICHMANN thought that the opinions would, as a general rule, refer to legal points not connected with an actual case, and that in these circumstances they would resemble judgments. For this reason he was able to accept Lord Finlay's and Mr. Moore's views.

The PRESIDENT took a vote on the question whether the Article should be maintained or not. The question was decided in the affirmative by 11 votes to 1. It was understood that the wording of the Article would be revised without affecting the principle expressed therein.

216. — **Article 78.** (Distr. 79).

Several members of the Court expressed the view that opinions should be communicated to the bodies which had asked for them, before being published. In this connection M. HUBER proposed the following addition to the Article :

„Nevertheless, an opinion shall not be published until after the end of the session of the Council following the communication of the opinion to that body."

Lord FINLAY expressed the view that opinions should be read out at a public meeting of the Court. On the other hand, the PRESIDENT considered that publication should not take place until the opinion had been communicated to the body which had called for it.

A vote was taken on M. HUBER's proposal. It was rejected by 10 votes to 2.

L'article est adopté.

217. — **Droit pour la Cour de refuser de donner des avis.**

M. ALTAMIRA demande si une disposition à cet effet ne doit pas être insérée au Règlement.

Lord FINLAY explique qu'il est préférable de ne rien stipuler dans le Règlement à cet égard. Toute disposition que l'on pourrait insérer aurait le caractère d'une interprétation de l'article 14 du Pacte. Mais cette interprétation ne pourrait pas lier la Cour, qui aurait le devoir de fournir une nouvelle interprétation dans chaque cas déterminé.

M. WEISS fait observer que la rédaction de l'article 78 a reservé la Cour le droit de refuser de répondre aux questions à elle posées.

218. — **Article 79.** (Distr. 79).

L'article est adopté avec des retouches de rédaction proposées par MM. ANZILOTTI et HUBER respectivement. Il sera libellé comme suit :

„La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, a la faculté de corriger toute erreur matérielle qui se serait glissée dans une ordonnance, un arrêt ou un avis, à la suite d'une faute ou d'une omission accidentelles."

219. — **Date et ordre du jour de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le samedi, 11 mars, à 10.30.

La proposition de M. NEGULESCO, concernant une Assemblée générale, sera mise à l'ordre du jour.

(Voir documents Distr. 81 et 82) [1].

La séance est levée à 17 h. 40.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

1) inséré parmi les annexes, sous le No. 61 f. Voir p. 476.

The Article was adopted.

217. — **Question whether the Court should have the right to refuse to give advisory opinions.**

M. ALTAMIRA asked whether a provision to this effect should not be inserted in the Rules.

Lord FINLAY explained that it would be preferable not to insert anything to this effect in the Rules. Any provision which might be inserted would be in the nature of an interpretation of Article 14 of the Covenant. The Court, however, could not be bound by such an interpretation, and would have to give a fresh interpretation in regard to each case as it arose.

M. WEISS pointed out that the Article as at present worded reserved to the Court the right to refuse to reply to questions referred to it.

218. — **Article 79.** (Distr. 79).

The Article was adopted with certain amendments in the wording, proposed by MM. ANZILOTTI and HUBER, respectively. It would, therefore, run as follows :

„The Court, or the President, if the Court is not sitting, shall be entitled to correct an error in any order, judgment or opinion arising from a slip or accidental omission."

219. — **Date and agenda for the next meeting.**

The next meeting was fixed for Saturday, March 11th, at 10.30 a. m.

M. NEGULESCO's motion with regard to a General Assembly would be placed on the agenda (See documents Distr. 81 and 82) [1].

The meeting rose at 5.40 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

1) inserted amongst the annexes under No. 61 f See p. 476.

SESSION PRÉLIMINAIRE

VINGT-NEUVIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 11 mars, 1922, à 10 h. 30, et reprise à 15 h.,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

220. — **Proposition de M. Negulesco relative a l'institution d'une assemblée générale des membres de la Cour.** (Voir documents Distr. No. 81, 82 et 85) [1].

M. NEGULESCO donne des explications sur les diverses propositions qu'il a soumises à la Cour et developpe les raisons qu'il a déjà présentées dans la note accompagnant ses propositions. Les principaux points qu'il fait valoir sont les suivants : a) l'importance d'éviter la possibilité de décisions contradictoires prises par la Cour ; b) la portée relativement plus considérable des avis consultatifs, qui créent des règles juridiques, alors que les arrêts ne font qu'appliquer la loi ; c) la nécessité de la représentation à la Cour, dans la plus large mesure possible, des grands systèmes juridiques du monde, lorsqu'il s'agit de donner des avis de ce genre ; d) l'autorité morale plus grande qui s'attacherait à des avis signés de quinze juges ; et enfin e) le danger que l'autorité des juges suppléants ne fut diminuée, s'ils n'étaient pas autorisés à participer aux travaux de la Cour dans ce domaine.

M. Negulesco se rend compte que l'article 25 du Statut pourrait être considéré comme excluant la thèse dont il préconise l'adoption. Il estime néanmoins que cet article ne s'applique qu'aux décisions judiciaires ; à l'appui de cette opinion, il rappelle l'historique de la préparation du Statut et particulièrement l'amendement

1) voir pp. 476—480.

PRELIMINARY SESSION

TWENTY-NINTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 11th, 1922, at 10.30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

220. — **Proposal of M. Negulesco concerning the institution of a general meeting of the members of the Court.** (See documents. Distr. No. 81, 82 and 85) [1].

M. NEGULESCO explained the various proposals which he had submitted to the Court, and developed the reasons which he had already given in the note accompanying them. His principal points were : a) the importance of avoiding the possibility of contradictory decisions by the Court ; b) the relatively greater importance of advisory opinions, which created rules of law, whereas judgments only applied law ; c) the necessity for the fullest possible representation upon the Court of the great legal systems of the world when such opinions were to be given ; d) the increased moral force attaching to opinions signed by fifteen judges ; and finally, e) the danger that the authority of deputy-judges would be diminished if they were not allowed to take part in this branch of the Court's activities.

M. Negulesco realised that Article 25 of the Statute might be regarded as running counter to his proposal, He considered, however, that this Article applied only to judicial decisions ; in justification of this contention, he referred to the history of the preparation of the Statute, and especially to the Italian amendment to

1) see pp. 476—480.

italien à l'article 36 du projet du Comité des Juristes, présenté au cours de la première Assemblée.

M. ANZILOTTI conteste les conclusions de M. Negulesco en ce qui concerne l'adjonction des juges suppléants quand la Cour s'occupe d'avis consultatifs. Il estime que les fonctions judiciaires de la Cour constituent la partie principale de sa tâche. Il soutient, de plus, que l'article 25 autorise seulement les exceptions expressément mentionnées, et qu'aucune disposition n'a été établie prévoyant une composition spéciale de la Cour lorsqu'elle aurait a donner des avis consultatifs. Il fait également remarquer que, de l'avis des rédacteurs du Statut, les différents systèmes juridiques du monde sont suffisamment représentés par onze juges, et que, si la Cour a besoin de renseignements sur un point relatif à un système en particulier, elle peut toujours convoquer des experts. Il estime que la tendance générale des travaux préparatoires qui ont précédé l'adoption du Statut est opposée à la thèse de M. Negulesco : en effet, à Genève, aussi bien qu'à la Haye, l'idée a été discutée que les avis consultatifs pourraient, en fait, être donnés par une commission de la Cour.

Tout en rejetant la proposition de M. Negulesco, en ce qui concerne les avis consultatifs, et tout en maintenant, en ce qui le concerne, l'opinion qu'il a exprimée dans la séance du 30 janvier, c'est à dire que la Cour se compose toujours de onze juges, M. Anzilotti pense que la question de la présence des juges suppléants est, dans une certaine mesure, affectée par la décision en vertu de laquelle ils ontété autorisés à prendre part à la session préliminaire. Il se peut donc que la Cour soit disposée à accepter certains des autres points que M. Negulesco a fait valoir. Pour sa part M. Anzilotti pourrait admettre que, dans le but de resserrer les liens entre la Cour et les juges suppléants, un de ceux-ci fût convoqué à chaque session pour suivre les travaux et être à même de remplacer, à n'importe quel moment, un des juges titulaires empêché de continuer. Il est bien entendu que le juge suppléant ainsi convoqué ne participerait ni aux délibérations de la Cour ni aux discussions dans la Chambre du conseil.

Lord FINLAY déclare que la Cour n'est compétente que pour interpréter le Statut et non pas pour traiter des questions de politique ; mais l'article 14 du Pacte fait partie intégrante du Statut, et une différence dans la composition de la Cour lorsqu'elle rend des arrêts ou lorsqu'elle donne des avis consultatifs, n'est aucunement mentionnée dans cet article. Lord Finlay ajoute que la Cour n'a manifestement aucun pouvoir législatif et que, d'ailleurs, la décision relative à la présence des juges suppléants, à laquelle M. Anzilotti a fait allusion, a trait exclusivement à la session actuelle et n'engage pas l'avenir.

M. BEICHMANN défend la thèse suivante : puisque le Statut ne contient aucune disposition relative aux avis consultatifs, la Cour est absolument libre d'adopter

Article 36 of the Jurists' Committee's draft, presented during the first Assembly.

M. ANZILOTTI held a contrary view to that of M. Negulesco, as regards the addition of the deputy-judges when the Court was considering advisory opinions. He considered the judicial functions of the Court as its principal duty. He further contended that Article 25 only authorised such exceptions as were expressly mentioned, and that no provision was made for a special composition of the Court when giving advisory opinions. He also pointed out that, in the opinion of the framers of the Statute, the various legal systems of the world would be sufficiently represented by eleven judges, and that if the Court required information on a point concerning some particular system, it could always summon experts. He thought that the general trend of opinion during the course of the work preparatory to the adoption of the Statute was in opposition to the view put forward by M. Negulesco, since both at Geneva and at the Hague the idea had been mooted that advisory opinions could in fact be given by a committee of the Court.

While thus rejecting M. Negulesco's proposal concerning advisory opinions, and maintaining the opinion expressed by himself at the meeting on January 30th, i.e., that the Court is always composed of eleven judges, M. Anzilotti considered that the question of the presence of deputy-judges was to a certain extent affected by the decision that they should be allowed to take part in the preliminary meeting. Possibly therefore the Court might be disposed to agree with certain of the other points put forward by M. Negulesco. For his part, with a view to maintaining touch between the Court and the deputy-judges, M. Anzilotti would be prepared to approve of the summoning of one deputy-judge each session, for the purpose of following the work of the Court and of replacing any of the titular judges who might at any moment be prevented from continuing to sit. It was to be clearly understood that a deputy-judge thus summoned would not take part in the deliberations of the Court, not be present when it sat in private.

Lord FINLAY explained that the Court was competent only to interpret the Statute and not to deal with questions of policy ; Article 14 of the Covenant formed an integral part of the Statute, and any difference in the composition of the Court when giving judgments and when giving opinions was entirely unknown to that Article. Lord Finlay added that the Court had obviously no legislative capacity, and, further, that the decision concerning the presence of deputy-judges to which M. Anzilotti had alluded referred exclusively to the present session and did not affect the future.

M. BEICHMANN held that, since the Statute did not contain any rules concerning advisory opinions, the Court was absolutely free to adopt any rules which it

les règles qu'elle juge désirables ; la Cour, pouvant être composée de plus ou de moins de onze juges, aux termes du Statut, a les mains entièrement libres. M. Beichmann et d'accord avec M. Negulesco pour estimer que l'article 25 du Statut se rapporte seulement aux fonctions judiciaires de la Cour.

M. ALTAMIRA est disposé à accepter certaines des propositions présentées par M. Negulesco, à savoir les points 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du premier article (Distr. No. 81) [1]). D'autre part, il insiste sur le fait que la Cour a toute liberté en ce qui concerne les règles à adopter pour les avis consultatifs, et aussi sur la nécessité qu'il y a à mettre en relief l'unité juridique et morale de la Cour.

M. NYHOLM regrette de ne pouvoir accepter l'interprétation de Lord Finlay, en ce qui concerne l'article 14 du Pacte. Dans cet article le mot „Cour" paraît signifier la Cour en général et non pas precisément la Cour de onze membres. Conformément au Statut la Cour peut siéger avec un nombre variable de juges. Du reste, au moment de l'élaboration du Pacte, le Statut n'existait pas pour préciser que, quand on parlait de la Cour, il s'agissait d'une Cour de onze membres.

M. MOORE, en répondant à M. Negulesco, explique que dans l'aide-mémoire dont lui, M. Moore, est l'auteur [2]), son intention n'a pas été de soutenir que la Cour n'a pas le droit de donner des avis consultatifs ; il a seulement voulu démontrer que cette faculté peut et doit s'exercer dans les conditions fixées par la Cour elle-même.

Il exprime en outre l'opinion que les juges suppléants n'ont été crées qu'en tant que remplaçants des juges ordinaires, et que le Statut ne prevoit pas de Chambre ou de Cour spéciale, destinée à s'occuper des avis consultatifs. Enfin, il attire l'attention sur le fait que, lorsque le Statut a été élaboré, il a toujours été entendu que les avis consultatifs seraient donnés sous la responsibilité de la Cour, normalement constituée.

M. YOVANOVITCH indique que le Statut prévoit une composition variable de la Cour, et que le droit pour les juges suppléants d'être présents lorsqu'il y a des décisions à prendre aux termes de l'article 18 du Statut, a déjà été admis par un vote. Il attire aussi l'attention sur le principe suivant : une loi ne peut être amendée que par l'autorité même qui a adopté cette loi en premier lieu. Pour ces raisons, il appuie la proposition de M. Negulesco.

M. WEISS indique tout d'abord que la Cour n'est pas liée par les décisions prises lors des travaux préparatoires qui ont précédé l'adoption du Statut. Il appuie la motion de M. Negulesco, en ce qui concerne l'adjonction des juges suppléants lorsqu'il s'agit d'avis consultatifs. A son avis, ces avis consultatifs constituent le

1) voir p. 480.
2) voir p. 383.

thought desirable. As the Court might, according to the terms of the Statute, be composed of either more or less than eleven judges, their hands were not tied. M. Beichmann shared the opinion of M. Negulesco that Article 25 of the Statute referred only to the judicial functions of the Court.

M. ALTAMIRA was prepared to accept certain of the proposals submitted by M. Negulesco, namely, points 1, 2, 4, 5 and 6 of the first Article (Distr. No. 81) [1]). He laid stress on the fact that the Court had an absolutely free hand as regards the rules to be adopted for giving advisory opinions, and on the advisability of emphasising the legal and moral unity of the Court.

M. NYHOLM regretted that he was unable to accept Lord Finlay's interpretation of Article 14 of the Covenant. In that Article the word Court appeared to refer to the Court in general, and not definitely to the Court of eleven members. According to the Statute, the Court might sit with a varying number of judges. Moreover, at the time when the Covenant was framed, there was no Statute in existence for the purpose of making it clear that, when the Court was referred to, a Court of eleven members was meant.

Mr. MOORE, in reply to M. Negulesco, explained that in the memorandum which he (Mr. Moore) had communicated [2]), his intention had not been to contend that the Court was not entitled to give advisory opinions ; he had only desired to prove that this power could and should be exercised according to the discretion of the Court.

He further expressed the view that deputy-judges had been created only in order to provide substitutes for the ordinary judges and that the Statute did not provide for a special Chamber or Court to deal with advisory opinions. He finally drew attention to the fact that when the Statute was prepared, it had already been understood that opinions should be given on the responsibility of the Court as normally constituted.

M. YOVANOVITCH pointed out that the Statute provided for variation in the composition of the Court, and that the right of the deputy-judges to be present when decisions under Article 18 of the Statute had to be taken had already been approved by a vote ; he also drew attention to the principle that a law could only be amended by the authority which had passed it in the first place ; on these grounds he supported M. Negulesco's proposal.

M. WEISS pointed out in the first place that the Court was not bound by the decisions arrived at during the work preparatory to the adoption of the Statute. He supported M. Negulesco's motion concerning the addition of deputy-judges when advisory opinions were considered. In his view, these opinions constituted the

1) see p. 480.
2) see p. 383.

moyen de cristalliser les règles juridiques qui n'ont pas encore reçu leur expression adéquate, et il estime que les juges suppléants devraient être convoqués afin que ces nouvelles règles puissent jouir de l'autorité la plus large possible.

M. HUBER insiste sur le fait que, conformément aux termes du Statut et, aussi aux intentions de ses auteurs, la Cour doit se composer normalement de onze juges. Rien n'autorise à interpréter l'article 25 comme se rapportant exclusivement aux attributions judiciaires. Il appuie l'opinion émise par Lord Finlay, et il estime que les arrêts constituent la partie la plus importante des travaux de la Cour ; l'autorité de ces arrêts ne doit en aucune façon être compromise. Il fait enfin remarquer que la compétence des Chambres spéciales ou de la Cour composée d'une manière spéciale, dépend de la volonté des parties ; dans le cas des avis consultatifs, il n'y a pas de parties. L'article 75 du projet de règlement ne préjuge donc aucunement la question actuellement en discussion.

M. ODA exprime les opinions qui ont déjà été présentées par M. Anzilotti et M. Huber. Il préconise toutefois l'adoption du second point ainsi que du sixième point du premier article proposé par M. Negulesco (Distr. 81), à condition, néanmoins, que les décisions prises soient considérées seulement comme ayant force obligatoire, sans être insérées dans le règlement de la Cour.

Le PRÉSIDENT exprime sa surprise des opinions présentées par certains de ses collègues. Il énumère les divers arguments de M. Negulesco et il résume, en y insistant, les raisons qui militent contre ces arguments et qui ont déjà été présentées. Il termine en déclarant qu'à son avis les propositions de M. Negulesco sont tout à fait inacceptables, comme étant contraires au Statut.

Un vote a lieu sur la motion de M. Negulesco concernant la participation des juges suppléants à l'élaboration des avis consultatifs (Distr. 85). Cette motion est adoptée par 7 voix contre 5.

Après une courte discussion, il est procédé également à un vote sur le premier point de l'article 1 du document Distr. 81. Ce point, suivant lequel les juges suppléants prendront part à l'élection du Président et du Vice-Président, est adopté par 7 voix contre 5.

Une discussion s'engage, au cours de laquelle Lord FINLAY indique les objections d'ordre pratique qui s'opposent à l'adoption de la proposition tendant à ce qu'aucune modification du Règlement de la Cour ne puisse être entreprise sans que les juges suppléants soient convoqués tandis que M. HUBER fait observer que le Statut ne contient pas de dispositions applicables à la Cour siégeant avec quinze juges ; sur quoi, M. NEGULESCO retire le second point du premier article du document Distr. 81 contenant la proposition en question.

M. NEGULESCO retire également les points 4 et 5 du même article et supprime les mots „et au personnel" dans le 6ème point.

means of crystallising rules of law which had not hitherto been adequately expressed, and he thought that the deputy-judges should be summoned, in order that such new rules might obtain the widest possible measure of authority.

M. HUBER emphasised that, according both to the terms of the Statute and to the intentions of its framers, the Court was normally to consist of eleven judges. There was nothing to authorise the interpretation of Article 25 as referring exclusively to the exercise of judicial functions. He supported the views expressed by Lord Finlay, contending that the judgments constituted the most important part of the activities of the Court ; the authority of the judgments must by no means be impaired. He finally observed that the jurisdiction of the special Chambers, or of the Court constituted in any special manner, was dependent upon the will of the parties; in the case of advisory opinions, however, there were no parties. Article 75 of the Draft Rules had therefore no bearing on the question then under discussion.

M. ODA expressed the same views as had already been developed by MM. Anzilotti and Huber. He, however, advocated the adoption of the second and sixth points of the first Article proposed by M. Negulesco (Distr. 81), subject, however, to the condition that the decisions taken should merely be considered as binding, without being inserted in the Rules of Court.

The PRESIDENT expressed some surprise at the opinions held by certain of his colleagues. He enumerated the various arguments of M. Negulesco, and emphasised and summarised the reasons militating against them which had already been advanced. He ended by declaring that in his opinion the proposals of M. Negulesco were entirely inacceptable, as being contrary to the Statute.

A vote was taken on the motion of M. Negulesco, concerning the participation of deputy-judges in the framing of advisory opinions (Distr. 85). This motion was adopted by 7 votes to 5.

After a short discussion, a vote was taken also on the first point of Article 1 of Document Distr. 81. This point, which provided that deputy-judges should take part in the election of the President and the Vice-President, was adopted by 7 votes to 5.

After a discussion, in the course of which Lord FINLAY pointed out the practical objections to the adoption of the proposal, that no modification of the Rules of Court must be undertaken without summoning the deputy-judges, while M. HUBER observed that the Statute contained no rules applicable to the Court sitting with 15 judges, M. NEGULESCO withdrew the second point of the first Article of Document 81, embodying the proposal in question.

M. NEGULESCO also withdrew points 4 and 5 of the same Article, and suppressed the words „and to the staff", in the 6th point.

Lord FINLAY ayant fait remarquer que ce 6ème point tout entier est couvert par la décision incorporée dans l'article 4 du projet soumis par le Comité de Rédaction, M. NEGULESCO retire le point 6 tout entier, ainsi que le point 7.

En ce qui concerne le second article, (Document Distr. 81). M. BEICHMANN propose qu'il soit ainsi édigé : „L'Assemblée générale se compose de tous les membres de la Cour".

M. HUBER déclare qu'en raison des votes déjà émis, l'article tout entier est inutile.

M. NEGULESCO se déclare d'accord sur ce point et retire l'article.

221. — Organisation des travaux.

Le PRÉSIDENT propose que la nouvelle rédaction du projet de Règlement de la Cour que le Comité de rédaction doit préparer sur la base des discussions antérieures de la Cour, soit distribuée le lundi 13 mars et que la seconde lecture en Cour plénière commence le vendredi 17 mars à 10 h. 30.

Il en est ainsi décidé.

M. BEICHMANN demande que le nouveau projet soit imprimé et non pas ronéographié. On fait remarquer que cela entrainerait une perte de temps considérable. Dans ces conditions, sur la proposition de M. ANZILOTTI, il est convenu qu'on laissera au Comité de rédaction le soin de décider si le nouveau projet doit être soumis à la fois sous forme imprimée et sous forme multigraphiée.

La séance est levée à 15 h. 45.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

Lord FINLAY having pointed out that the 6th point was wholly covered by the decision embodied in Article 4 of the draft submitted by the Drafting Committee, M. Negulesco withdrew the whole of No. 6. He likewise withdrew No. 7.

Concerning the second Article of Document Distr. 81, M. BEICHMANN proposed that it should be worded: „A general meeting shall consist of all the members of the Court".

M. HUBER contended that, in view of the votes already taken, the whole Article was useless.

M. NEGULESCO agreed and withdrew the Article.

221. — Programme of work of the Court.

The PRESIDENT proposed that the re-draft of the draft Rules of Court, to be prepared by the Drafting Committee on the basis of the discussion which had taken place in the Court, should be distributed on Monday, March 13th, and that the discussion in second reading by the full Court should be commenced on Friday, March 17th, at 10.30 a.m.

The Court decided accordingly.

M. BEICHMANN asked that the new draft should be printed and not roneographed. It was pointed out that this might involve serious loss of time. In these circumstances, on the proposal of M. ANZILOTTI, it was agreed that it should be left to the Drafting Committee to decide whether the re-draft should be submitted both in print and also multigraphed.

The meeting rose at 3.45 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar

SESSION PRÉLIMINAIRE

TRENTIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 17 mars, 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS:

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

222. — **Discussion, en deuxième lecture, du projet de Règlement soumis par le Comité de rédaction. Préambule.** (Distr. 87) [1]).

Le PRÉSIDENT, ayant déclaré que ce texte est à l'ordre du jour, ouvre la discussion sur le préambule.

M. BEICHMANN rend hommage à la rapidité avec laquelle le Comité de rédaction a soumis le nouveau texte ; mais il fait valoir que ce texte présente, peut-être, encore quelques lacunes et quelques imperfections. Dans ces circonstances, il préférerait voir indiquer dans le préambule que le texte n'a qu'un caractère provisoire. Une commission de la Cour pourrait être nommée pour préparer, pour la session ordinaire de celle-ci, un texte qui pourrait alors être adopté à titre définitif.

M. Beichmann, tout en soumettant ces idées à la considération de la Cour, s'abstient de faire une proposition précise.

Lord FINLAY fait observer qu'en toutes circonstances, la Cour a le droit d'amender le Règlement adopté par elle. Dans ce sens, le Règlement sera toujours provisoire ; mais il ne convient pas de lui donner officiellement ce caractère. Le texte adopté doit être le Règlement de la Cour.

Le préambule est adopté par la Cour.

223. — **Remaniements dans la disposition des articles du Règlement.**

Avant l'ouverture de la discussion sur l'article premier, M. ANZILOTTI présente quelques observations

1) inséré parmi les annexes sous le No. 61 g. Voir p. 481.

PRELIMINARY SESSION

THIRTIETH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 17th, 1922, at 10.30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

222. — **Discussion on the draft Rules submitted by the Drafting Committee for second reading. Preamble.** (Distr. 87) [1]).

The PRESIDENT stated that the text referred to was on the agenda for the meeting and opened the discussion upon the preamble.

M. BEICHMANN complimented the Drafting Committee on the speed with which they had prepared the new text, but pointed out that this text was still perhaps incomplete, and not altoge ther perfect. In these circumstances, he would have preferred that the preamble should indicate that the text was only of a provisional nature. A Committee of the Court might be appointed to prepare a text for definite adoption at the ordinary session of the Court.

M. Beichmann merely suggested these ideas for the consideration of the Court, and did not make any definite proposal.

Lord FINLAY pointed out that the Court would always have the right to amend any rules adopted by it. From this point of view, the Rules would always be provisional; but it would not be right officially to give them this character. The text which they adopted must be the Rules of Court.

The preamble was adopted by the Court.

223. — **Arrangement of the various Articles of the Rules.**

Before the commencement of the discussion on Article 1, M. ANZILOTTI made certain observations with regard

1) inserted amongst the annexes under No. 61 g. See p. 481.

sur la disposition des matières telle qu'elle a été arrêtée par la Cour en première lecture.

M. Anzilotti trouve que cette disposition — bien que peut-être la plus logique — présente certains désavantages d'ordre pratique.

Dans le but de simplifier le plan, il propose de remanier l'ordre des articles de la façon qu'il a indiquée [1]).

Le PRÉSIDENT propose que la Cour adopte, tout d'abord, le texte des divers articles, après quoi il lui sera plus facile de répartir les articles de la manière la plus pratique.

Cette proposition est adoptée.

224. — **Article 1.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI propose que l'article soit supprimé pour les raisons suivantes :

1) Si la période des fonctions des juges composant actuellement la Cour a commencé à courir le premier janvier, c'est exclusivement en vertu d'une interprétation du Statut donnée par le Secrétaire général de la Société des Nations, interprétation qui ne lie en rien le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations.

2) Le Statut, en stipulant que les juges restent en fonctions jusqu'à leur remplacement, a admis la possibilité d'un renvoi des élections. Le Règlement de la Cour ne peut pas porter atteinte à ce droit du Conseil et de l'Assemblée résultant du Statut.

3) Si les nouvelles élections ont lieu seulement après l'expiration d'une période de neuf ans, les juges remplacés doivent céder leur place immédiatement, et ne peuvent rester jusqu'au premier janvier de l'année qui suit l'élection.

M. HUBER appuie la proposition de M. Anzilotti.

Un vote a lieu à ce sujet.

Il est décidé par sept voix contre cinq, que l'article sera maintenu.

225. — **Article 2.** (Distr. 87).

M. BEICHMANN attire l'attention sur son amendement ainsi conçu : (voir Annexe 62, Distr. 93) [2]).

> „Les juges nationaux choisis en vertu des dispositions des articles 26, 27 ou 31 du Statut de la Cour prennent séance après les juges suppléants, dans l'ordre d'ancienneté d'âge."

Il explique que l'amendement est destiné à combler une lacune que présente la rédaction proposée par le Comité.

Lord FINLAY fait observer l'amendement de M. Beichmann pourrait avoir pour effet de donner préséance à des juges suppléants sur des juges titulaires, dans certaines situations qui pourront se produire en vertu des termes des articles 26 et 27 du Statut.

1) inséré parmi les annexes sous le No. 67 a. Voir p. 528.
2) voir p. 506.

to the arrangement of subject matter adopted by the Court in first reading.

M. Anzilotti thought that this arrangement, although perhaps the most logical, involved certain practical disadvantages.

With a view to simplifying the scheme, he proposed that the order of the Articles should be arranged in the manner he had indicated [1]).

The PRESIDENT proposed that the Court should begin by adopting the text of the various Articles. When this was done, it would be easier to arrange them to the best advantage.

This proposal was adopted.

224. — **Article 1.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI proposed that the Article should be deleted, for the following reasons :

1) Though the period of office of the judges now composing the Court had commenced on January 1st, this was simply owing to an interpretation given to the Statute by the Secretary-General of the League of Nations ; this interpretation was in no way binding upon the Council or the Assembly of the League of Nations.

2) The Statute, by providing that judges should continue in office until replaced, had recognised the possibility of the postponement of the elections. The Rules of Court could not infringe the right possessed by the Council and Assembly, arising out of the Statute.

3) If the new elections took place only after the expiration of a period of nine years, the judges replaced would have to give up their seats immediately, and could not continue in office until January 1st of the year following the election.

M. HUBER supported M. Anzilotti's proposal.

A vote was taken on this question.

It was decided by 7 votes to 5 that the Article should be maintained.

225. — **Article 2.** (Distr. 87).

M. BEICHMANN called the attention of the Court to his amendment, which ran as follows : (See Annex 62, Distr. 93) [2]).

> „National judges chosen under the terms of Articles 26, 27 or 31 of the Statute of the Court shall take precedence after the deputy-judges in order of age."

He explained that this amendment was intended to make good an omission in the draft submitted by the Committee.

Lord FINLAY pointed out that M. Beichmann's amendment might result in causing ordinary judges to take precedence after deputy-judges, in certain circumstances which might result from the application of Articles 26 and 27 of the Statute.

1) inserted amongst the annexes under No. 67 a. See p. 528.
2) see p. 506.

M. HUBER, en vue de parer à la difficulté signalée par Lord Finlay, propose de libeller comme suit la première ligne de l'amendement de M. Beichmann :

„Les juges nationaux choisis en dehors de la Cour, en vertu des dispositions . . . . etc."

M. BEICHMANN accepte cette modification à son amendement.

Un vote a lieu sur l'amendement qui est adopté dans sa forme modifiée, par onze voix contre une.

Sur la proposition de M. ANZILOTTI, il est décidé de libeller comme suit le premier alinéa de l'article 2:

„Les juges titulaires et suppléants élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée et du Conseil de la Société des Nations, prennent séance respectivement avant les juges titulaires et suppléants élus au cours des sessions ultérieures. Les juges titulaires et suppléants élus au cours de la même session ont le rang que leur assigne leur ancienneté d'âge. Les juges titulaires ont la préséance sur les juges suppléants."

226. — **Article 3.** (Distr. 87).

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur l'amendement de M. Beichmann se référant à cet article. (Voir annexe 62).

Il fait observer que cet amendement soulève, dans son ensemble, la question de la participation des juges suppléants aux travaux de la Cour, en dehors des cas prévus à l'article 15 du Statut.

Dans ces conditions, il donne la parole à M. Oda, qui a demandé à parler dès que cette question serait soulevée.

M. ODA déclare qu'à la vingt-neuvième séance de la Cour, il a voté en faveur de la motion proposée par M. Negulesco. Toutefois, après réflexion, il est arrivé à la conclusion que la Cour, en élaborant son règlement, ne peut traiter la question de sa propre composition ; il ne saurait y avoir d'autres exceptions à la règle établie par l'article 25 du Statut, pour la composition de la Cour, que celles expressément mentionnées dans le Statut lui-même. On peut trouver à l'article 18 du Statut une disposition de ce genre, en ce qui concerne l'exclusion des juges, mais il n'en existe certainement pas pour ce qui est des avis consultatifs ou de l'élection du Président et du Vice-Président.

Lord FINLAY prend la parole au sujet de la motion de M. Negulesco qui a été adoptée à la séance précédente. Il désire traiter la question de la convocation des juges suppléants, à la fois par rapport à l'élection du Président et du Vice-Président et par rapport à l'exclusion des juges. Il estime que le fait de stipuler que la composition de la Cour, en vue de l'examen de ces questions, doit différer de sa composition lorsqu'il s'agit de rendre des arrêts, constitue une violation du Statut. De plus, ce serait prendre une décision contraire aux résolutions déjà adoptées par la Cour. Il renvoie à l'article 73, conformément auquel la „Cour plénière"

M. HUBER, in order to overcome the difficulty pointed out by Lord Finlay, proposed that the first line of M. Beichmann's amendment should be worded as follows :

„National judges chosen from outside the Court, etc., etc."

M. BEICHMANN accepted this modification of his amendment.

A vote was taken on the amendment, which was adopted, with the above modification, by 11 votes to 1.

On the proposal of M. ANZILOTTI, it was decided to word the first paragraph of Article 2 as follows :

„Judges and deputy-judges elected at an earlier session of the Assembly and of the Council of the League of Nations shall take precedence respectively over judges and deputy-judges elected at a subsequent session. Judges and deputy-judges elected during the same session shall take precedence according to age. Judges shall take precedence over deputy-judges."

226. — **Article 3.** (Distr. 87).

The PRESIDENT called attention to M. Beichmann's amendment relating to this Article (Annex 62).

He pointed out that this amendment raised the whole question of the participation of deputy-judges in the work of the Court, as apart from the cases provided for in Article 15 of the Statute.

In these circumstances, he called upon M. Oda, who had asked to be allowed to speak as soon as this question was raised.

M. ODA explained that, at the 29th meeting of the Court, he had voted in favour of the motion submitted by M. Negulesco. After reflection, he had, however, come to the conclusion that the Court, when drawing up its Rules, had no power to deal with its own composition ; there could be no other exceptions to the rule in regard to the composition of the Court laid down by Article 25 of the Statute than such as were expressly provided in the Statute itself. Such a provision might be found in Article 18 of the Statute, as concerned the exclusion of judges, but it certainly did not exist in the case of advisory opinions or the election of the President and Vice-President.

Lord FINLAY spoke on the motion of M. Negulesco, which was adopted at the preceding meeting. He desired to deal with the question of convoking deputy-judges, both in regard to the election of the President and Vice-President and in regard to the exclusion of judges. He considered that to provide that the composition of the Court, when considering these questions, should be different from its composition when it sat for giving judgments, was to violate the Statute. Such a decision would moreover be contrary to certain resolutions already adopted by the Court. He referred to Article 73, according to which „the full Court" was to give advisory opinions ;

doit donner des avis consultatifs ; cette expression est clairement définie par les articles 25 et 15 du Statut. L'inférence selon laquelle c'est la Cour plénière, dont il est question à l'article 25 du Statut, qui doit donner ces avis consultatifs, peut aussi résulter de l'examen des articles 2, 3 et 18 du projet du Règlement soumis par le Comité de rédaction.

Lord Finlay arrive à un résultat semblable en ce qui concerne l'élection du Président et du Vice-Président. A cet égard, il renvoie à l'article 9 du projet, comparé à l'article 21 du Statut, et il fait remarquer que, si la solution proposée par M. Negulesco était adoptée, les élections ne seraient pas effectuées „par la Cour".

De plus, en ce qui concerne la convocation des juges suppléants pour participer aux décisions de la Cour relatives à l'exclusion de l'un de ses membres, Lord Finlay estime qu'une solution de ce genre serait non seulement illogique mais aussi contraire aux décisions déjà prises.

Tout en laissant de côté la question de la légalité de la motion de M. Negulesco, Lord Finlay exprime tous ses doutes sur l'opportunité du système qu'elle implique. Il déclare qu'en aucune circonstance, il ne peut être considéré comme obligatoire, selon les termes du Statut, de convoquer des juges suppléants dans les cas auxquels on a fait allusion. S'il en est ainsi, Lord Finlay croit qu'il serait du plus malencontreux effet, de proclamer devant le monde entier que la même Cour, qui peut régler les conflits entre Etats avec onze juges, doit siéger avec quinze juges afin d'être à même de donner des avis consultatifs.

Enfin, Lord Finlay indique qu'il ne serait pas désirable que les juges suppléants prisent part au vote sur la question dont il s'agit, car ils ont un intérêt tangible à la solution de cette question. Puisque la Cour, en établissant son Règlement, agit comme mandataire des Puissances du monde et de la Société des Nations, et que les intérêts auxquels il a fait allusion peuvent être considérés par beaucoup comme étant de nature à influencer — inconsciemment, naturellement — l'opinion des juges suppléants, il propose que ceux-ci s'abstiennent de voter, d'autant plus que leur vote aurait un effet décisif sur le résultat.

M. ALTAMIRA suggère que les trois questions de la convocation des juges suppléants pour donner des avis consultatifs, pour participer à l'élection du Président et du Vice-Président et pour voter sur l'exclusion des juges soient examinées séparément : certains juges, en effet, pourraient désirer voir adopter des solutions différentes dans ces trois cas.

Le PRÉSIDENT accepte la suggestion de M. Altamira et déclare la discussion ouverte sur la motion de M. Negulesco relative à la participation des juges suppléants lorsque la Cour doit donner des avis consultatifs.

M. YOVANOVITCH demande que la question soit ajour-

this expression was clearly defined by Articles 25 and 15 of the Statute. The inference that the full Court referred to in Article 25 of the Statute was to give such opinions could also be drawn from Articles 2, 3 and 18 of the draft Rules submitted by the Drafting Committee.

Lord Finlay arrived at a similar result, in regard to the question of the election of the President and Vice-President. In this respect he referred to Article 9 of the draft, as compared with Article 21 of the Statute, and remarked that if the solution proposed by M. Negulesco were adopted, the elections would not be carried out „by the Court".

Further, as concerned the summoning of deputy-judges to take part in the decisions of the Court with regard to the exclusion of any one of its members, Lord Finlay was of the opinion that such a solution would not only be illogical but also contrary to decisions already taken.

Leaving on one side the question of the legality of M. Negulesco's motion, Lord Finlay gravely doubted the desirability of the system which it involved. He stated that in no circumstances could it be regarded as obligatory under the Statute to summon deputy-judges in the cases to which reference had been made. This being so, Lord Finlay submitted that it would produce the most unhappy effect if it were proclaimed to the world that the same Court which was able to decide conflicts between States with the number of eleven judges, must sit with fifteen judges in order to be able to give opinions.

Lord Finlay finally suggested that it would not be desirable for the deputy-judges to take part in the vote on the question then at issue, because they had a tangible interest in the solution to be arrived at. He submitted that since the Court, when making its rules, was acting as the trustee of the Powers of the world, and of the League of Nations, and since the interest to which he had referred might be regarded by many as likely to influence — of course only subconsciously — the opinion of the deputy-judges, the latter should abstain from voting, especially as their votes would have a decisive effect on the result.

M. ALTAMIRA suggested that the three questions of convoking judges for giving advisory opinions, for electing the President and Vice-President and for voting on the exclusion of judges, should be considered separately, as some judges might want different solutions to be adopted in the different cases.

The PRESIDENT, accepting the suggestion of M. Altamira, declared the discussion open on the motion of M. Negulesco concerning the participation of deputy-judges in the work of the Court when giving advisory opinions.

M. YOVANOVITCH asked that this question be postponed

née jusqu'à ce que les articles du Règlement de la Cour, traitant des avis consultatifs, viennent en discussion.

Le PRÉSIDENT regrette de ne pouvoir accéder à cette demande.

M. ALTAMIRA déclare que les arguments avancés par le Président dans sa note (voir l'appendice 1 au document Distr. 87) [1] l'ont convaincu, en ce qui concerne la question des avis consultatifs ; il votera donc contre la motion de M. Negulesco.

M. NEGULESCO défend sa motion, en particulier contre les arguments présentés par le Président et par M. Moore, dans leurs notes respectives (voir l'appendice 1 au document Distr. 87 et Distr. 92) [2]).

Il admet que l'expression „Assemblée générale" ne se trouve pas dans le Statut, mais il déclare que cette expression n'a pas été employé dans la motion actuellement discutée, et que l'idée fondamentale est simplement celle d'une réunion plénière de tous les membres de la Cour.

Il déclare, en outre, que la question à résoudre est au fond celle de l'interprétation du mot „Cour" : ce mot, tel qu'il est employé à l'article 14 du Pacte, a-t-il le sens étroit que lui donne l'article 25 du Statut, ou un sens plus étendu ? Il n'est pas convaincu qu'on ait eu en vue le sens le plus étroit. Il tire au contraire la conclusion opposée du texte anglais de l'article 25, comparé à l'article 31 du Statut ; personne n'a contesté que ce dernier article ne s'applique qu'aux affaires soumises pour arrêt ; le premier de ces articles, dont la terminologie est identique dans le texte anglais, devrait donc être interprété de la même façon.

M. Negulesco croit que Lord Finlay a voulu dire que onze juges constituaient le nombre maximum de juges pouvant siéger. Il indique que, néanmoins, en vertu de l'article 31, la Cour peut siéger avec un nombre de juges plus considérable lorsqu'elle examine des affaires.

M. Negulesco remarque, en outre, qu'à son avis, l'article 30 du Statut donne à la Cour toute liberté pour établir les règles qu'elle jugerait convenables en vue de l'élaboration des avis consultatifs.

Enfin, M. Negulesco invoque, à l'appui de sa thèse, les événements qui se sont déroulés pendant l'élaboration du Statut de la Cour. A cet égard, il attire l'attention de ses collègues sur le fait que, si des dispositions expresses, relatives aux avis consultatifs, n'ont pas été insérées dans le Statut, ce n'a pas été en raison de l'existence de cet article 25, mais parce que l'article 14 du Pacte était considéré comme couvrant le cas ; ce dernier article néanmoins a laissé en suspens la question de la composition de la Cour.

Pour conclure, il déclare qu'à son avis, la présence de tous les membres de la Cour est nécessaire, étant donné qu'il n'existe dans le Statut aucune disposition expresse à l'effet contraire.

1) voir p. 501.

2) inséré parmi les annexes sous le No. 62 a. Voir p. 509.

until the Articles of the Rules of Court dealing with advisory opinions were discussed.

The PRESIDENT was, however, unable to accede to this demand.

M. ALTAMIRA declared that the arguments put forward by the President in his note (see appendix 1 to document Distr. 87) [1]), had convinced him as concerned the question of advisory opinions ; he would therefore now vote against M. Negulesco's motion.

M. NEGULESCO defended his motion, in particular against the arguments brought against it by the President and Mr. Moore in their respective notes (see appendix 1 to Distr. 87 and Distr. 92) [2]).

He admitted that the expression „General Meeting" was not to be found in the Statute, but explained that this expression was not used in the motion now under discussion, and that the idea underlying it was simply a full meeting of all the members of the Court.

He further explained that the real point at issue was the interpretation of the word „Court" : whether this word as used in Article 14 of the Covenant had the narrow sense given to it by Article 25 of the Statute, or a larger sense. He was not convinced that the narrower sense was intended. He drew the contrary conclusion from the English text of Article 25, as compared with that of Article 31 of the Statute ; it was not contested that the latter article only applied to cases for judgment; the first of these Articles, the terminology of which in the English text was identical, ought therefore to be interpreted in the same way.

M. Negulesco understood Lord Finlay to mean that eleven judges constituted the maximum number that could sit. He pointed out, however, that, by virtue of Article 31, the Court could sit with a far larger number, when hearing cases.

M. Negulesco further remarked that, in his opinion, Article 30 of the Statute gave the Court full liberty to draw up any rules for giving advisory opinions which it might consider suitable.

M. Negulesco finally invoked in support of his argument the events which occured during the preparation of the Statute of the Court. He drew the attention of his colleagues to the fact that if no express provision with regard to advisory opinions had been inserted in the Statute, this was not because of the existence of the present Article 25, but because Article 14 of the Covenant was considered as covering the case ; the latter Article, however, left open the question of the composition of the Court.

In conclusion, he stated that in his opinion, in the absence of any express provision to the contrary in the Statute, the presence of all the members of the Court was necessary.

1) see p. 501.

2) inserted amongst the annexes under No. 62 a. See p. 509.

M. BEICHMANN déclare qu'il avait eu l'intention de sacrifier son opinion personnelle dans un but de conciliation. Cela n'est plus nécessaire, puisque, après les déclarations de MM. Oda et Altamira, il se trouve en minorité. Il ne votera pas en faveur de la motion de M. Negulesco, mais il désire défendre l'interprétation du Statut qu'il a toujours maintenue en ce qui concerne la question que vise cette motion. Il fait tout particulièrement remarquer la différence qui existe entre les arrêts et les avis consultatifs, en ce que les premiers ne sont rendus qu'après une procédure détaillée, qui offre tout garantie au point de vue de la représentation des différents points de vue, alors que tel n'est nullement le cas en ce qui concerne les avis consultatifs.

M. MOORE, en réponse à M. Negulesco, attire l'attention sur la disposition de l'article 25 du Statut, stipulant que „sauf exception expressément prévue, la Cour exerce ses attributions en séance plénière." L'article 31 du Statut fournit une exception expresse de ce genre. Dans ces conditions, la comparaison faite par M. Negulesco entre les articles 25 et 31 se retourne contre sa propre thèse.

M. NEGULESCO demande l'autorisation de faire une déclaration. Dans une pensée de conciliation, il voudrait proposer que le vote qui a eu lieu sur sa motion au cours de la vingt-neuvième séance [1]) soit considéré comme inexistant.

La Cour se rallie unanimement à cette proposition.

Etant donné qu'il résulte des déclarations faites à la présente séance par divers membres de la Cour, qu'il n'y a plus de majorité en faveur de la motion présentée par M. Negulesco lors de la vingt-neuvième séance, le Président déclare que cette motion n'a pas été adoptée.

227. — **Date de la prochaine séance.**

Sur la proposition du Président, il est convenu que la prochaine séance aura lieu le même jour à 15 heures.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

1) voir p. 165.

M. BEICHMANN mentioned that he had intended to sacrifice his personal opinion in the interests of conciliation. This was no longer necessary, since after the declarations of MM. Oda and Altamira he was in a minority. However, he would not vote in favour of the motion of M. Negulesco ; but he desired to defend the view which he had always maintained as regards the interpretation of the Statute in reference to the point dealt with by this motion. He specially pointed out the difference which existed between judgments and advisory opinions, inasmuch as the former were given only after a detailed procedure which afforded every guarantee for the representation of the different points of view, whereas the same was by no means the case as regards advisory opinions.

M. MOORE, in reply to M. Negulesco, drew attention to the provision of Article 25 of the Statute that the „full Court shall sit except when it is expressly otherwise provided." Article 31 of the Statute provided such an express exception. In these circumstances, the comparison between Articles 25 and 31, made by M. Negulesco, was fatal to his own contention.

M. NEGULESCO asked to be allowed to make a declaration.

He desired, in a spirit of conciliation, to propose that the vote taken on his motion during the 29th meeting of the Court [1]) should be considered as not having taken place.

The Court unanimously adhered to this proposition.

As it was evident from declarations made during the present meeting by various members of the Court that there was no longer a majority in favour of M. Negulesco's motion proposed at the 29th meeting, the President stated that that motion had not been adopted.

227. — **Date of the next meeting.**

On the proposal of the President, it was agreed that the next meeting would take place the same day at 3 p.m.

The meeting rose at 1 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

1) see p. 165.

TRENTE-UNIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 17 mars, 1922, à 15 heures,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président.
Weiss, Vice-Président.
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

228. — **Suite de la discussion sur le projet de règlement de la Cour soumis par le Comité de rédaction** (Distr. 87) [1].

Article 3. (Distr. 87).

Le PRÉSIDENT rouvre la discussion sur l'article 3 du projet. Un amendement à cet article a été proposé par M. Beichmann (Annexe 62) [2].

M. BEICHMANN préférerait que les questions qui restent en suspens, au sujet de la convocation des juges suppléants, soient discutées en premier lieu.

Le PRÉSIDENT se rallie à cet avis et ouvre la discussion sur la question de la participation des juges suppléants à l'élection du Président et du Vice-Président.

229. — **Question incidente : Participation des juges suppléants à l'élection du Président et du Vice-Président.**

M. BEICHMANN ne croit pas que cette question puisse être considérée comme définitivement résolue par la décision prise à la séance précédente. Bien qu'il n'y ait pas dans le Statut de règle expresse autorisant la convocation des juges suppléants pour les élections en question, il estime que tous les membres de la Cour devraient y prendre part ; car il est à désirer que le Président jouisse de la confiance de tous les membres.

M. Beichmann attire l'attention, en outre, sur le précédent créé par la décision prise au début de la présente session.

Lord FINLAY fait remarquer que, selon le Statut,

1) voir p. 481.
2) voir p. 506.

THIRTY-FIRST MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 17th, 1922, at 3 p. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

228. — **Continuation of the discussion on the Draft Rules of Court submitted by the Drafting Committee.** (Distr. 87) [1].

Article 3. (Distr. 87).

The PRESIDENT reopened the discussion on Article 3 of the draft. A amendment to this Article had been proposed by M. Beichmann (Annex 62) [2].

M. BEICHMANN said he would prefer that the remaining questions concerning the convocation of deputy-judges should be discussed first.

The PRESIDENT agreed, and opened the discussion on the question of the participation of deputy-judges in the election of the President and Vice-President.

229. — **Incidental Question : Participation of deputy-judges in the election of the President and Vice-President.**

M. BEICHMANN did not think that this question could be considered as finally settled by the decision taken at the previous meeting. Although there was no express rule in the Statute authorising the convocation of deputy-judges for the elections in question, he thought that all the members of the Court should take part in them ; for it was desirable that the President should enjoy the confidence of all the members. M. Beichmann further drew attention to the precedent created by the decision taken at the outset of the present session.

Lord FINLAY pointed out that, according to the

1) see p. 481.
2) see p. 506.

l'élection doit être faite par „la Cour". Il n'a pas besoin d'expliquer, une fois de plus, ce qui signifie cette expression. Il ne pense pas qu'on puisse tirer une conclusion quelconque de ce qui s'est passé au début de la présente session. Les juges suppléants ont été convoqués à ce moment là, parce qu'il n'y avait pas de disposition stipulant lesquels d'entre eux devaient être convoqués. Il attire encore l'attention sur les inconvénients et les dépenses qui résulteraient de la convocation des juges suppléants en vue d'élections.

M. HUBER est du même avis que Lord Finlay, et mentionne à l'appui de sa thèse certaines dispositions du droit constitutionnel suisse.

M. NEGULESCO parle en faveur de sa proposition. Il conteste le bien-fondé de certains arguments qu'on a fait valoir contre elle ; par dessus tout, il attire l'attention sur l'inégalité qui se produirait si les juges suppléants n'étaient pas autorisés, à l'avenir, à prendre part à l'élection du Président, alors que ses collègues et lui ont été autorisés à le faire, lors de l'élection du mois dernier. Il fait, en outre, remarquer, qu'après chaque période de neuf ans, les juges suppléants doivent être convoqués, afin d'aider à établir le tableau prévu à l'article 15 du Statut.

M. HUBER, en réponse, exprime l'opinion que les juges suppléants ont été autorisés à prendre part à l'établissement du tableau en question, pendant la présente session, parce qu'il y avait des questions de principe à régler ; mais, maintenant, les principes ont été fixés et devront aussi être appliqués à l'avenir.

M. MOORE fait remarquer que le système préconisé par M. Negulesco implique en réalité que la Cour se composerait de quinze juges, sauf exception expressément prévue. Le système établi par le Statut est, néanmoins, tout à fait différent. Il envisage une Cour composée de onze juges, sauf stipulation expresse à l'effet contraire. Le système de M. Negulesco est donc incompatible avec le Statut. M. Moore fait remarquer, en outre, que ce système pourrait s'identifier avec certaines propositions qui ont été nettement rejetées à la fois par le Comité des Juristes et par l'Assemblée.

Il est procédé à un vote ; la proposition de M. Negulesco est rejetée par 9 voix contre 3.

230. — **Question incidente ; Participation des juges suppléants au vote relatif à l'exclusion d'un membre de la Cour.**

M. YOVANOVITCH attire l'attention sur la note qu'il a fait distribuer à ce sujet (Distr. 95).

Il demande que cette note soit annexée au procès-verbal (annexe 63) [1]).

M. ANZILOTTI déclare que, bien qu'il ait précédemment voté contre l'admission des juges suppléants, lorsqu'il s'agirait de prendre des décisions conformé-

1) voir p. 514.

Statute, the election was to be made by „the Court". He need not explain once more what was meant by this expression. He did not think that any conclusion could be drawn from what had taken place at the outset of the present session. All the deputy-judges were then summoned because there were no rules providing as to which of them should be summoned. He further drew attention to the inconvenience and the expense which would be caused, if deputy-judges were to be summoned for elections.

M. HUBER took the same view as Lord Finlay, and in support of his arguments referred to certain features of Swiss constitutional law.

M. NEGULESCO spoke in favour of his proposal. He disputed the soundness of certain arguments put forward against it, and above all drew attention to the inequality which would result, if deputy-judges were not in future to be allowed to take part in the election of the President, although he and his colleagues had been allowed to do so at the election which had taken place during the previous month. He further pointed out that, after each period of nine years, the deputy-judges must be summoned, in order to assist in drawing up the list referred to in Article 15 of the Statute.

M. HUBER, in reply, expressed the view that the deputy-judges had been allowed to take part in the drawing up of the list in question during the present meeting because questions of principles had then to be decided ; but these principles were now agreed upon, and would have to be applied in future cases also.

M. MOORE pointed out that the system favoured by M. Negulesco in reality meant that the Court would be composed of 15 judges, except when it was expressly provided otherwise. The system of the Statute was, however, quite different ; it contemplated a Court composed of 11 judges, saving express provision to the contrary. M. Negulesco's system was therefore incompatible with the Statute. Mr. Moore further pointed out that this system could be identified with certain proposals which had been deliberately rejected, both by the Jurists' Committee and by the Assembly.

A vote was taken. M. Negulesco's proposal was rejected by 9 votes to 3.

230. — **Incidental question : The participation of deputy-judges in the vote concerning the exclusion of a member of the Court.**

M. YOVANOVITCH drew attention to the note which he had circulated on this subject (Distr. 95).

He asked that the note should be annexed to the minutes (Annex 63) [1]).

M. ANZILOTTI declared that, although he had on a previous occasion voted against the admission of deputy-judges when decisions were taken according to Article

1) see p. 514.

ment à l'article 18 du Statut, il a maintenant changé d'avis et votera en faveur de la proposition.

M. HUBER exprime la même opinion. Il estime que l'expression „membre de la Cour" s'applique à la fois aux juges titulaires et aux juges suppléants. Il pense, en outre, que les juges suppléants devraient avoir le droit de donner leur opinion lorsque l'honneur de leurs collègues est en jeu.

Lord FINLAY estime que la question est d'importance secondaire, mais il préférerait la voir résolue selon le même principe qui a déjà été adopté dans les cas précédents.

M. ALTAMIRA est du même avis que M. Huber. Il fait remarquer qu'il ne serait pas désirable d'exclure les juges suppléants, et qu'en règle générale il est admis que, dans les cas de cette nature, les personnes du même rang que l'accusé devraient être parmi celles convoquées pour siéger à la Cour.

M. WEISS estime également que les juges suppléants doivent être convoqués ; car, autrement, il serait impossible de prononcer une sentence d'exclusion contre eux. Il n'est pas possible qu'ils jouissent du privilège de l'intangibilité.

M. ODA pense que l'expression „membres de la Cour", dans les articles 16 à 19 du Statut, se rapporte à la fois aux juges titulaires et aux juges suppléants. Toutefois, l'article 18 est dans une situation toute particulière, car il parle, non pas de la qualité des juges, mais des attributions de la Cour. Pour cette raison, M. Oda pense que la question relative à l'article 18, de même que les questions relatives aux autres articles déjà mentionnés, devrait être réglée d'après le principe de l'article 25 du Statut.

M. MOORE ne peut se ranger à l'avis de M. Oda. Il estime que l'article 18 du Statut crée une exception à la règle générale. Il ajoute qu'à son avis, l'unanimité des membres présents devrait être considérée comme suffisante.

Il est procédé à un vote sur la question suivante : les juges suppléants doivent-ils être convoqués pour participer au vote relatif à l'exclusion de membres de la Cour ?

Cette question est résolue affirmativement par 10 voix contre 2.

231. — **Suite de la discussion sur l'article 3 du projet de règlement.**

M. BEICHMANN donne des explications sur ses amendements (Voir annexe 62).[1])

En réponse à une question de M. Anzilotti, il déclare qu'il n'est pas dans ses intentions qu'un ou plusieurs juges suppléants soient toujours présents, pour le cas où on trouverait nécessaire de leur demander de siéger.

1) voir p. 506.

18 of the Statute, he had now changed his mind, and was going to vote in favour of this proposal.

M. HUBER took the same view. He thought that the expression „members of the Court" covered both ordinary judges and deputy-judges. He further thought that deputy-judges should have the right to give an opinion where the honour of their colleagues was involved.

Lord FINLAY considered the question as being of minor importance, but would prefer to have it decided according to the same principle as had already been adopted in the previous cases.

M. ALTAMIRA was of the same opinion as M. Huber. He pointed out that it would not be desirable to exclude deputy-judges, and that it was as a rule generally admitted that, in cases of this kind, persons of the same rank as the accused should be among those summoned to sit on the Court.

M. WEISS also considered that deputy-judges should be summoned, because otherwise it would be impossible to pronounce sentence of exclusion on them ; it was not possible that they should enjoy the privilege of intangibility.

M. ODA thought that the expression „members of the Court" in Articles 16 to 19 of the Statute referred both to judges and deputy-judges. In any case, Article 18 was in a special position, since it spoke not of the position of the judges but of the duties of the Court. For this reason M. Oda thought that the question of Article 18 as well as the questions arising out of the Articles already dealt with, should be decided in accordance with the principle laid down in Article 25 of the Statute.

Mr. MOORE could not agree with M. Oda. He considered Article 18 of the Statute as creating an exception to the general rule. He added that, in his opinion, the unanimity of the members present should be considered as sufficient.

A vote was taken on the following question, viz : whether deputy-judges should be summoned to take part in the vote concerning the exclusion of members of the Court.

This question was answered in the affirmative by 10 votes to 2.

231. — **Continuation of the discussion on Article 3 of the Draft Rules.**

M. BEICHMANN explained his amendments (see Annex 62) [1]).

In reply to a question by M. Anzilotti, he stated that it was not his intention that one or more deputy-judges should always be present, in case it should be found necessary to ask them to sit. He had only contem-

1) see p. 506.

Il a envisagé la convocation des juges suppléants seulement au fur et à mesure que l'occasion pourrait s'en présenter.

Après discussion, M. Beichmann retire le premier alinéa de son texte amendé. Il est convenu que le second alinéa du texte du Comité de rédaction sera supprimé.

Il est convenu, en outre, que, dans le troisième alinéa, les mots „été saisi" remplaceront les mots „connu".

M. BEICHMANN propose que l'article se compose comme suit :

premier alinéa : Le premier alinéa du texte du Comité de rédaction.

deuxième alinéa : Le quatrième alinéa du texte du Comité de rédaction.

troisième alinéa : Le troisième alinéa du texte du Comité de rédaction, tel qu'il a été amendé.

quatrième alinéa : Le cinquième alinéa du texte du Comité de rédaction, avec l'addition d'une référence à la convocation d'un juge suppléant pour terminer une affaire dont il a déjà été saisi (derniers alinéas de l'amendement de M. Beichmann).

Il est convenu que pour éviter la nécessité de la référence, mentionnée ci-dessus, dans le quatrième alinéa de l'article tel qu'il a été constitué à nouveau, le troisième alinéa sera rédigé comme suit :

„Le juge suppléant qui a été saisi d'une affaire doit être appelé, si besoin en est, même en dehors de son tour, à en poursuivre l'examen."

Il est convenu que le Président soumettra une nouvelle rédaction de l'article tout entier, à la prochaine séance de la Cour.

232. — **Article 4.** (Distr. 87).

Cet article est adopté avec la rédaction suivante :

„Pour l'application de l'article 18 du Statut, le Président ou, le cas échéant, le Vice-Président, convoque les juges titulaires et suppléants. Le membre mis en cause est admis à fournir des explications, après quoi la question est discutée et mise aux voix, hors la présence de ce membre. Si l'unanimité des membres présents est acquise, le Greffier procède à la notification qui y est prescrite."

233. — **Article 5.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI estime qu'il serait nécessaire d'introduire une disposition prévoyant le cas où un Etat, intervenant aux termes de l'article 62 du Statut, serait désireux de nommer un juge de sa propre nationalité. La question ne se poserait, naturellement, que lorsque l'Etat intervenant n'a pas fait cause commune avec l'une des parties primitives mais intervient comme

plated the summoning of the deputy-judges as the occasion might arise.

After some discussion, M. Beichmann withdrew the first paragraph of his amended text. It was agreed that the second paragraph of the text of the Drafting Committee should be deleted.

It was further agreed that, in the third paragraph, the words „été saisi" should be substituted for the word „connu".

M. BEICHMANN proposed that the Article should be composed as follows :

1st paragraph : The 1st paragraph of the Drafting Committee's text.

2nd paragraph : The 4th paragraph of the Drafting Committee's text.

3rd paragraph : The 3rd paragraph of the Drafting Committee's text, as amended.

4th paragraph : The 5th paragraph of the Drafting Committee's text, with the addition of a reference to the summoning of a deputy-judge to continue to sit in a case which he had already begun (cf. last paras. of M. Beichmann's amendment).

It was agreed that, instead of the above-mentioned reference in the 4th paragraph of the Article as re-arranged, the following words should be substituted for the 3rd paragraph :

„A deputy-judge who had begun a case shall be summoned again, if necessary out of his turn, in order to continue to sit in the case until it is finished."

It was agreed that the President should submit a new draft of the whole Article, at the next meeting of the Court.

232. — **Article 4.** (Distr. 87).

This article was adopted in the following form :

„For the purpose of applying Article 18 of the Statute, the President, or in certain circumstances the Vice-President, shall convene the judges and deputy-judges. The member affected shall be allowed to furnish explanations. When he has done so, the question shall be discussed and a vote shall be taken, the member in question not being present. If the members present are unanimously agreed, the Registrar shall issue the notification prescribed in that Article."

233. — **Article 5.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI thought that it would be necessary to introduce a rule to provide for the event of a State which intervened under Article 62 of the Statute being desirous of appointing a judge of its own nationality. The question would of course arise only if the intervening State did not join with one of the original parties, but entered the case as a third party. For this reason, the

tierce partie Pour cette raison, la Cour aurait, tout d'abord, à décider si un intervenant doit être considéré comme co-partie ou non.

M. Anzilotti propose l'amendement suivant :

„Dans le cas d'une requête à fin d'intervention aux termes de l'article 62 du Statut, la décision de la Cour, admettant la requête, indiquera, en même temps, si l'Etat intervenant fait cause commune avec l'une des parties. S'il n'en est pas ainsi, un délai lui est assigné, pour la nomination d'un juge de sa nationalité conformément à l'article 31 du Statut."

Lord FINLAY ne croit pas que le Statut ait prévu que les parties intervenantes ont le droit de nommer des juges nationaux, et le PRÉSIDENT ajoute que l'Etat intervenant doit accepter la Cour telle qu'elle est composée.

M. BEICHMANN fait remarquer que la véritable question à résoudre est de savoir si l'intervenant doit être considéré ou non comme partie aux termes de l'article 31 du Statut.

Après discussion, il est décidé que la question soulevée par M. Anzilotti sera reprise lors de la discussion des articles relatifs à l'intervention.

M. ANZILOTTI propose la suppression des mots „en tout état de cause" dans le dernier alinéa. Il explique qu'à son avis, il serait dangereux d'admettre une modification dans la composition de la Cour, à un moment quelconque des débats.

M. BEICHMANN, au contraire, croit que le danger de cet alinéa réside dans les derniers mots : „parmi les candidats présentés par elles". Ces mots devraient être supprimés afin d'éviter de mettre la Cour dans une fausse situation par rapport aux parties.

M. ALTAMIRA propose la suppression de la dernière phrase de l'alinéa. Cette phrase, à son avis, ne fait qu'affaiblir la règle principale ; elle va également plus loin dans la voie de l'admission des juges nationaux qu'il n'est absolument nécessaire selon les dispositions du Statut.

M. ANZILOTTI est d'accord avec M. Altamira.

Au contraire, M. NYHOLM propose que le texte original soit maintenu.

Un vote a lieu sur la question de savoir si la dernière phrase de l'article sera supprimée. La question est résolue affirmativement par neuf voix contre trois.

234. — **Article 6.** (Distr. 87).

Cet article est adopté sans discussion.

235. — **Article 7.** (Distr. 87).

M. HUBER soulève la question suivante : si un juge est absent, pour cause de maladie, pendant une session, dans quelles conditions sera-t-il autorisé à siéger à nouveau ?

Court would first of all have to decide whether an intervener should be considered as a joint party or not.

M. Anzilotti submitted the following amendment :

„In the case of an application for intervention in accordance with Article 62 of the Statute, the decision of the Court authorising the intervention shall state at the same time whether the intervening State is to be regarded as being in the same interest as one of the parties. If this is not the case, such State shall be granted a time limit for the purpose of nominating a judge of its nationality, in accordance with Article 31 of the Statute."

Lord FINLAY did not think that the Statute provided that intervening parties should have a right to appoint national judges, and the PRESIDENT added that the intervening State ought to accept the Court as it was composed.

M. BEICHMANN pointed out that the real question was whether the intervener should be considered as a party, under Article 31 of the Statute, or not.

After some discussion, it was decided that the question raised by M. Anzilotti should be taken up again during the discussion of the Article dealing with intervention.

M. ANZILOTTI proposed the deletion of the words : „en tout état de cause" in the last paragraph. He explained that, in his opinion, it would be dangerous to admit a modification of the composition of the Court at any stage of the proceedings.

M. BEICHMANN, on the contrary, thought that the danger of the paragraph was in the last words : „amongst the candidates nominated by them". These words ought to be deleted, in order to avoid putting the Court in a false position with regard to the parties.

M. ALTAMIRA proposed the deletion of the last phrase of the paragraph. This phrase, in his opinion, only served to weaken the principal rule ; it also went further in the direction of admitting national judges than was absolutely necessary according to the provisions of the Statute.

M. ANZILOTTI agreed with M. Altamira.

On the contrary, M. NYHOLM proposed that the original text should be maintained.

A vote was taken on the question whether the last phrase of the Article should be deleted. The question was decided in the affirmative by 9 votes to 3.

234. — **Article 6.** (Distr. 87).

This Article was adopted without discussion.

235. — **Article 7.** (Distr. 87).

M. HUBER raised the following question : if a judge were absent during a session through illness, in what circumstances should he be allowed to take his seat again on the bench.

Le PRÉSIDENT déclare qu'à son avis, il n'est pas nécessaire d'établir une règle à cet égard. Il vaudrait mieux résoudre les cas au fur et à mesure qu'ils se poseront.

M. ANZILOTTI, à cet égard, attire l'attention sur le principe qu'un juge ne peut prendre part à la décision sur une affaire s'il n'a pu être présent à toutes les séances.

M. ANZILOTTI demande, en outre, que l'expression „en raison de circonstances imprévues" soit supprimée. Cette expression dépasse, en effet, les disposition correspondantes du Statut.

On attire l'attention sur le fait que, conformément à une décision antérieure de la Cour, l'article a été inséré dans le Règlement précisément afin d'indiquer qu'un quorum de moins de onze juges ne peut être admis que s'il est impossible, absolument ou pratiquement, d'assurer la présence de ce nombre de juges.

D'autre part, M. BEICHMANN pense que la valeur de l'article réside dans la disposition qui stipule que si, après l'ouverture de la procédure orale, le nombre des juges siégeant à la Cour tombe au-dessous de onze, la Cour pourra siéger avec dix ou neuf juges.

L'opinion prévaut que les cas prévus dans cet article sont déjà couverts par les dispositions de l'article 25 du Statut.

Un vote a lieu : il est décidé par 8 voix contre 4 que l'article sera supprimé.

236. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance est fixée au samedi 18 mars, à 10 h. 30.

La séance est levée à 17 h. 40.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

The PRESIDENT explained that in his opinion no rule was necessary. It would be better to deal with such cases as they arose.

M. ANZILOTTI, in this connection, drew attention to the principle that a judge could not take part in the decision of a case, if he had not been present at all of the hearings.

M. Anzilotti further asked that the expression „owing to unforeseen circumstances" should be deleted. This expression indeed went beyond the corresponding provisions of the Statute.

Attention was drawn to the fact that, according to a previous decision of the Court, the Article had been inserted in the Rules for the precise purpose of indicating that a quorum of less than eleven judges could be admitted only if it were entirely or practically impossible to secure the presence of that number.

On the other hand, M. BEICHMANN thought that the value of the Article consisted in the provision that if, after the opening of the oral proceedings, the number of judges on the bench fell below eleven, the Court would be able to sit with ten or nine judges.

The opinion prevailed that the cases provided for in the Article were already covered by Article 25 of the Statute.

A vote was taken, with the result that it was decided by 8 votes to 4 to delete the Article.

236. — **Date of the next meeting.**

The next meeting was fixed for Saturday, March 18th, at 10.30 a. m.

The Meeting rose at 5.40 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

TRENTE-DEUXIEME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 18 mars 1922, à 10 heures,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

237. — **Suite de la discussion sur le projet de Règlement soumis par le Comité de rédaction.** (Distr. 87) [1].

Article 3. (Distr. 87).

Le PRÉSIDENT, se référant à la décision prise lors de la séance précédente, attire l'attention des membres de la Cour sur la nouvelle rédaction de l'article 3, qu'il a fait distribuer (Distr. 99, annexe 64) [2].

Après discussion, il a été décidé :

de supprimer au premier alinéa les mots „le même ordre est suivi pour la convocation ultérieure" ;

de supprimer au dernier alinéa les mots : „pour la fixation de l'ordre dans lequel les juges suppléants doivent être convoqués".

Il est entendu que l'expression „si besoin en est" au troisième alinéa, se réfère au cas où le juge suppléant en question n'est pas déjà en train de siéger, conformément au premier alinéa.

L'article est adopté avec ces modifications.

238. — **Distribution aux juges des publications de la Société des Nations.**

M. ANZILOTTI fait observer qu'à présent, les juges ne reçoivent que le Journal officiel. Il propose qu'on demande au Secrétaire général que tous les documents

1) voir p. 481.
2) voir p. 517.

PRELIMINARY SESSION

THIRTY-SECOND MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 18th, 1922, at 10 a.m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

237. — **Continuation of the discussion on the Draft Rules submitted by the Drafting Committee.** (Distr. 87) [1].

Article 3. (Distr. 87).

The PRESIDENT, referring to the decision arrived at the last meeting, drew the attention of the members of the Court to the new draft of Article 3, which he had caused to be distributed. (Distr. 99, Annex 64) [2].

After a discussion it was decided :

to omit the words : „whenever the list has been exhausted this procedure shall be repeated", in the first paragraph ;

and to omit the words „for the purpose of determining the order in which deputy-judges are to be summoned", in the last paragraph.

It was agreed that the expression „if necessary" in the third paragraph referred to a case in which the deputy-judge in question was not already sitting in accordance with the first paragraph.

With these modifications the Article was adopted.

238. — **Distribution to judges of publications issued by the League of Nations.**

M. ANZILOTTI pointed out that at the present time judges only received the Official Journal. He proposed that a request should be made to the Secretary-

1) see p. 481.
2) see p. 517.

imprimés publiés par la Société, ainsi que tous les documents de la Société concernant la Cour, soient régulièrement distribués aux juges.

Lord FINLAY fait observer qu'on pourrait demander la distribution d'une liste aux juges, qui pourraient alors indiquer quelles publications ils désirent recevoir.

La proposition de M. Anzilotti, avec l'amendement suggéré par Lord Finlay, est adoptée.

239. — **Le texte anglais du Règlement.**

Le PRÉSIDENT fait observer qu'il est nécessaire de publier en même temps les textes anglais et français du Règlement, les deux textes ayant même force et valeur. Le texte anglais doit, par conséquent, être adopté par la Cour pendant la présente session.

Le PRÉSIDENT propose qu'à cet effet, une commission soit nommée, chargée d'établir l'accord entre les deux textes. Cette Commission, qui pourrait utilement travailler sous la présidence de Lord Finlay, ferait son rapport à la Cour.

Lord FINLAY accepte cette charge et suggère que MM. Anzilotti et Moore soient nommés membres de la Commission à laquelle le Greffier prêterait son concours.

Le PRÉSIDENT propose que la Cour adopte tout d'abord le texte français du projet, et que la Commission commence ses travaux une fois le texte français complété.

La Cour se rallie aux propositions de Lord Finlay et du Président.

240. — **Suite de la discussion sur le Projet de Règlement.**

Article 8. (Distr. 87).

M. BEICHMANN attire l'attention sur son amendement. (Distr. 93, annexe 62) [1]).

Lord FINLAY croit que le cas visé par l'amendement est déjà couvert par le deuxième alinéa de l'article 8 du projet.

M. WEISS, en vue de donner satisfaction à M. Beichmann, propose de libeller comme suit l'article 8 :

„Après le renouvellement intégral de la Cour et jusqu'à l'élection du Président et du Vice-Président, la présidence est exercée par celui des juges auquel l'ordre fixé par l'article 2 donne la préséance.

Il en est de même en cas d'empêchement simultané du Président et du Vice-Président ou de vacance simultanée de leurs fonctions."

L'article, ainsi rédigé, est adopté.

General that all printed documents published by the League, and also all documents of the League relating to the Court, should be distributed regularly to the judges.

Lord FINLAY remarked that it might be possible to ask that a list might be distributed to the judges, who might then state what publications they desired to receive.

M. Anzilotti's proposal, with the amendment suggested by Lord Finlay, was adopted.

239. — **English text of the Rules.**

The PRESIDENT pointed out that it was necessary to publish the English and French texts of the Rules at the same time, as both texts were equally authentic. The English text must therefore be adopted by the Court during the present session.

The PRESIDENT therefore proposed that a Committee should be appointed for the purpose of bringing the two texts into harmony. This Committee, of which Lord Finlay might well be President, would make a report to the Court.

Lord FINLAY was pleased to accept this task, and suggested that MM. ANZILOTTI and MOORE should be appointed members of the Committee, at the meetings of which the Registrar might also be present.

The PRESIDENT proposed that the Court should first adopt the French text of the draft, and that the Committee should begin its work as soon as the French text was completed.

The proposals of Lord Finlay and of the President were approved by the Court.

240. — **Continuation of the discussion on the Draft Rules.**

Article 8. (Distr. 87).

M. BEICHMANN drew attention to his amendment (Distr. 93, Annex 62) [1]).

Lord FINLAY considered that the case referred to in the amendment was already covered by the second paragraph of Article 8 of the draft.

In order to give satisfaction to M. Beichmann, M. WEISS proposed that Article 8 should run as follows :

„After a new election of the whole Court and until such time as the President and Vice-President have been elected, the judge who takes precedence according to the order laid down in Article 2 shall perform the duties of President.

The same principle shall be applied should both the President and Vice-President be unable to be present, or should both appointments be vacant at the same time."

The Article, thus drafted, was adopted.

1) voir p. 507.

1) see p. 507.

241. — **Article 9.** (Distr. 87).

A cet article se réfère un amendement de M. Beichmann (Voir Distr. 93, annexe 62) [1]), qui, après avoir été modifié par son auteur, est libellé comme suit:

„Le Président et le Vice-Président sont élus pour trois ans, commençant le premier janvier.

„L'élection a lieu, en général, pendant la session ordinaire qui précède l'expiration du terme du Président et du Vice-Président sortants. Toutefois, si dans cette même année, expire le terme pour lequel les juges ont été élus, l'élection du Président et du Vice-Président n'aura lieu qu'après que les juges nouvellement élus sont entrés en fonctions, conformément à l'article premier. Dans ce cas, ainsi que dans le cas où, par suite d'une vacance intervenant avant l'expiration du terme de fonctions du Président et du Vice-Président, il y a lieu de procéder à l'élection d'un successeur entrant en fonctions tout de suite, la période de fonctions du Président et du Vice-Président sera calculée depuis le commencement de l'année de leur élection."

M. BEICHMANN explique que son amendement a été motivé principalement par les deux considérations suivantes :

a) le Statut prescrit que le Président est élu pour trois ans, sans stipuler une exception comme dans le cas de l'élection des membres de la Cour, et, dans ces circonstances, le successeur d'un Président sortant doit être élu pour une période entière de trois ans ;

b) le Président peut rester membre de la Cour, tout en donnant sa démission de Président.

Le texte du projet ne prévoit pas le deuxième cas, et donne, dans le premier, une solution contraire à celle préconisée par M. Beichmann.

M. ANZILOTTI propose la rédaction suivante pour le premier alinéa de l'article:

„L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin de la session ordinaire qui précède immédiatement le terme normal de leurs fonctions."

Il explique qu'à son avis, il est inutile de dire à quelle époque commence à courir la période de fonctions d'un Président nouvellement élu, puisqu'on sait à quel moment expirera celle de son prédécesseur.

Lord FINLAY se prononce en faveur de la rédaction de ce projet.

Un vote a lieu sur l'amendement de M. Beichmann. Il est rejeté par dix voix contre deux.

Un vote a également lieu sur l'amendement de M. Anzilotti au premier alinéa, qui est adopté par sept voix contre cinq.

1) voir p. 507.

241. — **Article 9.** (Distr. 87).

An amendment of M. Beichmann referring to this Article (See Distr. 93, Annex 62) [1]) was modified by its author, so as to run as follows :

„The President and Vice-President shall be elected for a period of three years, beginning on January 1st.

„The election shall, as a rule, take place during the ordinary session which precedes the expiration of the term of office of the retiring President and Vice-President. If, however, the period for which the judges were elected expires during the same year, the election of the President and Vice-President shall not take place until the newly elected judges have taken up their duties in accordance with Article 1. In this case, and also in cases where, owing to a vacancy occurring before the expiration of the term of office of the President or Vice-President, a successor has to be elected to assume office immediately, the period of office of the President and Vice-President shall be calculated from the commencement of the year of their election."

M. BEICHMANN explained that the two chief reasons for his amendment were the following :

a) that the Statute lays down that the President is elected for three years, without providing any exception as in the case of the election of the members of the Court, and that in these circumstances the successor of a retiring President should be elected for a full period of three years ;

b) that the President may remain a member of the Court, although retiring from the office of President.

The text of the draft did not provide for the second case, and as regards the first case the solution it provided was contrary to that desired by M. Beichmann.

M. ANZILOTTI proposed the following draft for the first paragraph of the article :

„The election of the President and Vice-President shall take place at the end of the ordinary session immediately before the normal termination of their (predecessors') period of office."

He explained that, in his opinion, it was useless to mention the moment at which the period of office of a newly elected President began, because the moment at which the period of office of his predecessor expired would be well-known.

Lord FINLAY was in favour of the text contained in the draft.

A vote was taken on M. Beichmann's amendment, which was rejected by 10 votes to 2. A vote was also taken on M. Anzilotti's amendment to the first paragraph ; it was adopted by 7 votes to 5.

1) see p. 507.

M. ANZILOTTI propose de rédiger comme suit le troisième et le quatrième alinéa de l'article 9 du projet :

„Si le Président ou le Vice-Président cessent leurs fonctions avant le terme normal, une élection a lieu afin de choisir le successeur : à cet effet, la Cour peut être convoquée en session extraordinaire."

MM. ANZILOTTI et BEICHMANN expliquent qu'à leur avis, il serait contraire au Statut de donner à la personne élue pour remplacer un Président ayant cessé ses fonctions avant le terme normal, une période de fonctions plus courte que trois ans. Ils invoquent en faveur de leur thèse le fait qu'aucune disposition semblable à celle de l'article 14 du Statut n'existe, en ce qui concerne l'élection du Président.

M. HUBER se range à l'avis de M. Anzilotti, en raison de ce que, à son avis, il ne doit pas y avoir de solution de continuité entre l'activité de la Cour avant et après le renouvellement intégral. Il rappelle, à cet égard, l'article 13 du Statut.

Un vote a lieu sur l'amendement de M. Anzilotti. Il y a partage de voix. En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

L'article est adopté avec la modification résultant du premier amendement de M. Anzilotti.

242. — **Article 10.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI attire l'attention sur le fait que le texte actuel de l'article exclut de l'obligation de prendre un engagement solennel les juges choisis conformément à l'article 31 du Statut. Afin de remédier à cette lacune, il propose de supprimer les mots „nouvellement élus" au premier alinéa.

M. WEISS, au contraire, propose de libeller comme suit cet alinéa :

„Tout membre de la Cour, et tout juge appelé à la compléter en vertu de l'article 31 du Statut, inaugure ses fonctions en prenant, conformément à l'article 20 du Statut, l'engagement solennel suivant."

Cette rédaction est adoptée.

A propos du dernier alinéa de l'article, la question est soulevée de savoir si, après réélection, un juge doit renouveler son engagement solennel ; il est entendu qu'il est tenu de le faire.

L'article est adopté avec la modification au premier alinéa qui a déjà été indiquée.

243. — **Article 11.** (Distr. 87).

Cet article est adopté sans discussion.

244. — **Article 12.** (Distr. 87).

Cet article est adopté avec une modification de rédaction ; il sera ainsi libellé :

M. ANZILOTTI proposed that the third and fourth paragraphs of Article 9 of the draft should be worded as follows :

„Should the President or Vice-President cease to hold office before the expiration of the normal term, an election shall be held in order to choose a successor ; an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose."

MM. ANZILOTTI and BEICHMANN explained that, in their opinion, it would be contrary to the Statute to appoint a successor to a President who ceased to perform the duties of his office before the normal termination of his appointment, for a period of less than three years. In support of this view, they pointed out that no provision similar to that contained in Article 14 of the Statute existed as regards the election of the President.

M. HUBER took the same view as M. Anzilotti , because in his opinion there should be no break in the continuity of the work done by the Court before and after a new election of the whole Court. In this connection he referred to Article 13 of the Statute.

A vote was taken on M. Anzilotti's amendment. The result was a tie. The amendment was therefore not adopted.

The Article was adopted, with the amendment resulting from M. Anzilotti's first proposal.

242. — **Article 10.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI called attention to the fact that, according to the existing of the Article, judges chosen under the terms of Article 31 of the Statute were not compelled to make a solemn declaration. In order to remedy this deficiency, he proposed to delete the words „newly elected" in the first paragraph.

M. WEISS, on the other hand, proposed that the paragraph should be worded as follows :

„Before entering upon his duties, each member of the Court, or judge summoned to complete the Court under the terms of Article 31 of the Statute, shall make the following solemn declaration in accordance with Article 20 of the Statute."

This wording was adopted.

In connection with the last paragraph of the Article, the question was raised whether a judge should renew his solemn declaration after re-election. It was understood that he would be obliged to do so.

The Article was adopted, subject to the aforementioned amendment to the first paragraph.

243. — **Article 11.** (Distr. 87).

This Article was adopted without discussion.

244. — **Article 12.** (Distr. 87).

This Article was adopted, subject to a drafting amendment, as a result of which it was to be worded as follows :

„Le Vice-Président remplace le Président en cas d'empêchement ou en cas de cessation de fonctions, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu, par la Cour, à la désignation du nouveau Président."

245. — **Article 13.** (Distr. 87).
Cet article est adopté sans modifications.

246. — **Article 14.** (Distr. 87).
Après discussion, et sur la proposition du Président, il est entendu que pour la première élection des membres des Chambres, les principes du quatrième alinéa seront appliqués. Ainsi, ces élections auront lieu pendant la présente session, et vaudront, dans le cas de la Chambre de procédure sommaire, à partir du premier janvier de l'année courante jusqu'à l'expiration de l'année, et, dans le cas des Chambres spéciales, à partir du premier janvier 1922, jusqu'au 31 décembre 1924.

M. HUBER croit que les élections ordinaires doivent avoir lieu, comme dans le cas des élections du Président, à la fin des sessions.

Il y a accord à cet égard.

M. ANZILOTTI propose d'intervertir l'ordre des deuxième et troisième alinéas. Cette proposition est adoptée.

M. HUBER voudrait voir établir un ordre précis pour la convocation des remplaçants. Il croit, à cet égard, qu'il pourrait être stipulé que l'ordre établi par l'article 2 sera suivi.

M. ANZILOTTI est d'avis que la Cour doit déterminer elle-même l'ordre à suivre pour l'appel des deux remplaçants. Si la Cour se voit dans la nécessité de convoquer des juges autres que les remplaçants, l'ordre de préséance établi dans le Règlement doit être suivi, selon un système de roulement analogue à celui adopté pour la convocation des juges suppléants.

La suite de la discussion de cette question est renvoyée.

L'article 14 est adoptée avec la modification mentionnée ci-dessus.

247. — **Article 15.** (Distr. 87).
M. BEICHMANN propose de libeller comme suit le deuxième alinéa de l'article :

„Les dispositions de l'article 31 du Statut ne s'appliquent pas à la Chambre de procédure sommaire."

Il croit que cet amendement indique clairement l'idée de l'alinéa, et ne pourrait, comme le texte existant, prêter à des interprétations diverses.

Il ajoute que, dans le cas où les parties en conflit trouveraient, siégeant à la Cour, des juges de leur nationalité, le principe de l'article 24 du Statut devrait s'appliquer.

M. ANZILOTTI propose la suppression de l'article qui, à son avis, fait double emploi avec certaines dispositions du Statut. Cependant, on pourrait utilement retenir

„The Vice-President shall replace the President, should the latter be unable to be present, or, should he cease to hold office, until the new President has been appointed by the Court".

245. — **Article 13.** (Distr. 87).
This Article was adopted without amendment.

246. — **Article 14.** (Distr. 87).
After discussion, it was agreed, upon the proposal of the President, that as regards the first election of the members of the Chambers, the principles of the fourth paragraph should be applied. These elections therefore would take place during the first Session, and, in the case of the Chamber for summary procedure, would date from January 1st of the present year until the end of the year, and in the case of the special Chambers, from January 1st, 1922, until December 31st, 1924.

M. HUBER thought that ordinary elections should take place, like the election of the President, at the end of the Sessions.

The Court agreed.

M. ANZILOTTI proposed to reverse the order of paragraphs 2 and 3. This proposal was adopted.

M. HUBER desired that a definite order might be laid down for the summoning of substitutes. He thought that it might be stipulated that the order laid down in Article 2 should be followed.

M. ANZILOTTI was of the opinion that the Court itself should decide the order in which the two substitutes should be summoned. Should the Court find it necessary to summon judges other than the substitutes, the order of precedence laid down in the rules should be applied, in accordance with a system of rotation similar to that employed for summoning deputy-judges.

Further discussion on this question was postponed.

Article 14 was adopted, subject to the amendment indicated above.

247. — **Article 15.** (Distr. 87).
M. BEICHMANN proposed that the second paragraph of the Article should be worded as follows :

„The provisions of Article 31 of the Statute shall not apply to the Chamber for summary procedure."

He thought that this amendment would make clear what was intended by the paragraph, and, unlike the text as it stood, would not give rise to misinterpretation.

He added that in cases where the parties to a dispute possessed judges of their nationality upon the bench, the principle of Article 24 of the Statute should be applied.

M. ANZILOTTI proposed that the Article should be deleted. In his opinion it overlapped certain provisions of the Statute. Nevertheless, a rule embodying M.

une règle expriment l'idée de M. Beichmann concernant l'attitude à prendre dans le cas où les parties auraient dans les Chambres des membres de leur nationalité.

M. WEISS fait observer qu'il est certainement dans l'intention de la Cour que le premier alinéa de l'article 31 doit rester applicable à la Chambre de procédure sommaire.

Dans cet ordre d'idées, il propose de libeller comme suit, l'amendement de M. Beichmann :

„Les dispositions des alinéas 2 et suivants de l'article 31 du Statut, ne s'appliquent pas à la Chambre de procédure sommaire."

Lord FINLAY se prononce en faveur du maintien de l'article, tel qu'il a été rédigé par le Comité de rédaction.

M. ALTAMIRA fait observer que les difficultés semblaient résulter du fait que le premier alinéa se réfère à une modification de nombre des membres, tandis que le deuxième a trait exclusivement à une modification de composition, sans que le nombre des membres soit changé.

Il est décidé, sur la proposition du Président, que la discussion ultérieure de l'article sera renvoyée à la séance de lundi matin, 20 mars.

248. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le même jour à 3 heures de l'après-midi.

La séance est levée à 12 h. 45.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

Beichmann's suggestion, with regard to the course to be adopted should judges of the nationality of the parties be included in the Chambers, might well be retained.

M. WEISS pointed out that the Court most certainly intended that the first paragraph of Article 31 should be applicable to the Chamber for summary procedure.

He therefore proposed that M. Beichmann's amendment should be worded as follows :

„The provisions of the second and following paragraphs of Article 31 of the Statute shall not apply to the Chamber for summary procedure."

Lord FINLAY was in favour of the retention of the Article in the form prepared by the Drafting Committee.

M. ALTAMIRA pointed out that the difficulties which had been encountered appeared to result from the fact that the first paragraph referred to a modification in numbers, whereas the second paragraph referred exclusively to a modification in composition, without any corresponding change in numbers.

It was decided, on the proposal of the President, that further discussion on the Article should be postponed until the meeting on Monday, March 20th.

248. — **Date of the next meeting.**

The next meeting was fixed for the same day at 3 p. m.

The meeting rose at 12.45 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

TRENTE-TROISIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 18 mars 1922, à 15 heures,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

249. — **Suite de la discussion du projet de Règlement de la Cour soumis par le Comité de Rédaction.** (Distr. 87) [1]).

Article 16. (Distr. 87).

M. ANZILOTTI donne lecture d'un amendement concernant l'ordre selon lequel les remplaçants prévus pour les membres de Chambres spéciales doivent être convoqués. (Voir No. 246 de la 32ème séance) [2]).

L'amendement est ainsi conçu :

„Si le quorum des Chambres spéciales et de la Chambre de procédure sommaire n'est pas assuré par l'entrée en fonctions des juges désignés à cet effet comme remplaçants conformément à l'alinéa 3 de l'article 14 de ce Règlement, le nombre est parfait par la convocation, d'abord, des juges titulaires et ensuite des juges suppléants, dans l'ordre des tableaux prévus à l'article 2.

„Les règles adoptées dans l'article 3 pour la convocation des juges, suppléants s'appliqueront de la même manière aux juges titulaires."

La discussion sur l'amendement ainsi que sur l'article est renvoyée, en attendant la distribution du texte de cet amendement.

250. — **Article 17.** (Distr. 87).

M. BEICHMANN s'oppose à ce que la date du 2 janvier

1) voir p. 485.
2) voir p. 183.

PRELIMINARY SESSION

THIRTY-THIRD MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 18th, 1922, at 3 p. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

249. — **Continuation of the discussion on the draft Rules of Court submitted by the Drafting Committee.** (Distr. 87) [1]).

Article 16. (Distr. 87).

M. ANZILOTTI read the following amendment dealing with the order in which the substitutes for members of the Chambers should be summoned (cf. minute 246 of 32nd meeting) [2]).

„If the quorum of the special Chambers and the Chamber for summary procedure cannot be obtained by calling upon judges nominated as substitutes under Article 14, para. 3, of the Rules, the number shall be made up by summoning, first judges and then deputy-judges, in the order of the lists provided for by Article 2.

The Rules laid down in Article 3 concerning the convocation of deputy-judges shall be applicable in the same manner to judges."

The discussion on the amendment and on the Article was postponed, pending the distribution of the text of the amendment.

250. — **Article 17.** (Distr. 87).

M. BEICHMANN objected to January 2nd as the date

1) see p. 485.
2) see p. 183.

soit fixée pour l'ouverture de la session, car cela obligerait un grand nombre des membres de la Cour à voyager pendant les fêtes de Noël et du Jour de l'An.

Sur la proposition de M. WEISS, la rédaction suivante est adoptée, afin de répondre à l'objection de M. Beichmann :

„L'année qui suit le renouvellement intégral de la Cour, la session ordinaire de celle-ci commence le 15 janvier."

Une proposition de M. NYHOLM consistant à supprimer le premier paragraph est rejetée.

En réponse à une question posée par M. Altamira, le PRÉSIDENT déclare que la session actuelle étant une session préliminaire, ne doit pas, malgré le premier paragraphe de l'article 17, être considérée comme la session ordinaire de l'année.

L'article est adopté avec la modification proposée par M. Weiss.

251. — **Article 18.** (Distr. 87).

M. HUBER propose qu'il y ait un rôle séparé pour la Cour plénière et pour chacune des Chambres.

Cette proposition n'est pas adoptée.

Sur la proposition de M. ALTAMIRA, il est décidé qu'à la seconde phrase de l'article, quelques mots seraient ajoutés afin qu'il soit bien entendu qu'une affaire ne sera pas incrite au rôle, à moins qu'elle ne soit prête pour la procédure orale avant le commencement de la session.

Sur la proposition de M. BEICHMANN, il est décidé qu'en vue du fait qu'il ne peut y avoir de procédure écrite en ce qui concerne les avis consultatifs, l'ordre dans lequel l'article mentionne les affaires et les questions sera renversé.

Le texte de l'article ainsi modifié est le suivant :

„Le rôle pour une session déterminée contient toutes les questions soumises à la Cour pour décision ou pour avis consultatif, ainsi que toutes les affaires pour lesquelles la procédure écrite est terminée, dans l'ordre de réception par le Greffier de l'acte par lequel la Cour a été saisie de la question ou de l'affaire."

252. — **Question incidente.**

Faculté pour le Président de remettre la date d'ouverture de la session ordinaire.

M. ANZILOTTI rappelle les discussions qui ont déjà eu lieu sur cette question, et maintient son point de vue, d'après lequel il serait possible de donner au Président le droit de décider, dans certaines limites, de la date d'ouverture de la session. Ainsi serait évité que la Cour ne se réunisse sans avoir devant elle une tâche à accomplir.

Lord FINLAY fait remarquer que le Statut fixe le 15 juin comme date d'ouverture. Une autre date pour-

of commencement, on the ground that it would oblige many of the members of the Court to travel during the Christmas and New Year holidays.

On the suggestion of M. WEISS, the following wording was adopted, in order to meet M. Beichmann's objection :

„In the year following a new election of the whole Court, the ordinary annual session shall commence on January 15th."

A proposal of M. NYHOLM to delete the first paragraph was not adopted.

In reply to a question by M. Altamira, the PRESIDENT declared that the present session was a preliminary one, and, notwithstanding the first paragraph of Article 17, should not be considered as the ordinary session of this year.

With the modification proposed by M. Weiss, the Article was adopted.

251. — **Article 18.** (Distr. 87).

M. HUBER suggested that there should be separate lists of cases for the full Court and for the various Chambers.

This suggestion was not adopted.

On the proposal of M. ALTAMIRA, it was agreed that, in the second sentence of the Article, words should be inserted, in order to make it clear that a case should not be put on the list unless it was ready to be heard before the beginning of the Session.

On the proposal of M. BEICHMANN, it was agreed that, in view of the fact that there could be no written procedure as regards advisory opinions, the order of reference to decisions and to advisory opinions should be transposed.

With these modifications the second sentence of the Article would run as follows :

„The list for each session shall contain all questions submitted to the Court for judgment or for an advisory opinion, and all cases in regard to which the written proceedings are concluded, in the order in which the documents submitting each question or case have been received by the Registrar."

252. — **Incidental question.**

Power of the President to postpone the date of an ordinary session.

M. ANZILOTTI recalled the discussions that had taken place already on this question, and maintained his point of view that it would be possible to give the President the right to decide, within certain fixed limits, the date of the meeting. In this way the necessity of meeting before any business was ready for transaction could be avoided.

Lord FINLAY pointed out that the Statute fixed the date at June 15th. Another fixed date could be introdu-

rait être introduite par le Règlement ; mais les dispositions du Statut ne peuvent être annulées d'une façon indirecte.

M. BEICHMANN estime que la Cour devrait se réunir le 15 juin ; s'il n'y avait pas d'affaire, la Cour pourrait prendre, dans chaque cas particulier, une décision sur la conduite à tenir.

M. ALTAMIRA est d'avis, d'accord avec M. Beichmann, que la prochaine session ordinaire doit avoir lieu le 15 juin 1922. Aucune règle spéciale ne devrait être stipulée avant que la Cour n'ait eu l'occasion d'avoir une certaine expérience.

M. HUBER souligne le fait que, du point de vue des finances de la Société des Nations, il est important que la Cour ne se réunisse pas sans avoir une tâche à accomplir. Cependant, puisqu'il est dans l'intérêt et des Etats et des juges qu'une date pour l'ouverture de la session ordinaire soit fixée, il se range à l'avis de M. Altamira.

M. BEICHMANN propose de modifier comme suit les phrases 2 et 3 du 1er alinéa de l'article 18 :

> „Le rôle pour une session déterminée contient toutes les questions soumises à la Cour pour avis consultatif et toutes les affaires pour lesquelles la procédure écrite est terminée. Les questions et les affaires sont portées sur le rôle dans l'ordre de réception par le Greffier de l'acte par lequel la Cour a été saisie de l'affaire ou de la question. Si la procédure d'une affaire vient à se déterminer au cours de la session ou si au cours de celle-ci la Cour vient d'être saisie d'une question pour avis consultatif, il appartient à la Cour, etc. . . ."

En attendant l'impression et la distribution dudit amendement, la discussion sur l'article est renvoyée.

253. — **Article 19.** (Distr. 87).
Cet article est adopté sans discussion.

254. — **Article 20.** (Distr. 87).
M. BEICHMANN demande si le cas prévu par cet article est le seul qui permette l'ajournement de la Cour.

Lord FINLAY explique que l'intention de l'article est de stipuler que, lorsqu'il n'y a pas le quorum requis, la Cour ne peut s'ajourner que jusqu'au moment où ce quorum est obtenu.

En outre, en réponse à une question posée par M. Anzilotti, Lord Finlay explique que, dans chaque cas particulier, la Cour décidera si, lorsqu'un juge est temporairement empêché, la Cour peut continuer à siéger, ou bien doit s'ajourner.

M. HUBER, appuyé par M. Moore, explique que le sens du mot „quorum" est le nombre minimum avec lequel un corps quelconque peut légalement siéger. Telle est l'intention de l'article 20, que rend très clair

ced by a rule of Court ; but the provisions of the Statute could not be annulled in an indirect way.

M. BEICHMANN was of the opinion that the Court should meet on June 15th ; if there were then no cases to be heard, it could take a decision, on each occasion, as to the course to be followed.

M. ALTAMIRA agreed with M. Beichmann that the first ordinary meeting ought to take place on June 15th, 1922. No fixed rules should be laid down until the Court had had an opportunity to gather some experience.

M. HUBER pointed out that from the point of view of the finances of the League of Nations, it was important that the Court should not meet until there was business to be transacted. As, however, it was as much in the interests of the States as of the judges that a date for the ordinary session should be fixed, he was able to agree with M. Altamira's suggestion.

M. BEICHMANN presented the following amendment to the second and third sentences of the first paragraph of Article 18 of the Draft :

> „The list for each session shall contain all questions submitted to the Court for an advisory opinion and all cases in regard to which the written proceedings are concluded. The questions and cases shall be entered on the list in the order in which the documents submitting each question or case have been received by the Registrar. If the written proceedings in regard to any case are concluded in the course of a session, or if during the session a question for advisory opinion is brought before the Court, the Court shall decide, etc."

Further discussion of the Article was postponed, pending the copying and distribution of this amendment.

253. — **Article 19.** (Distr. 87).
This Article was adopted without discussion.

254. — **Article 20.** (Distr. 87).
M. BEICHMANN asked whether the case provided for by the Article was the only one in which the Court could adjourn.

Lord FINLAY explained that the intention of the Article was to state that when there was no quorum, the Court could adjourn only until such time as the quorum was attained.

In answer to a question put by M. Anzilotti, Lord Finlay further explained that the Court would decide in each special cas whether, when a judge had been compelled to leave the bench temporarily, it could continue to sit, or should adjourn.

M. HUBER, supported by Mr. Moore, pointed out that the word quorum meant the minimum number with which a given body could legally sit. That such was the intention of Article 20 was made perfectly clear by the vote

le vote qui a eu lieu à la séance précédente, et par lequel l'article 7 du projet a été supprimé.

Du fait de ce vote, l'article 20 a le sens suivant : aucun ajournement ne peut avoir lieu aussi longtemps que l'on peut obtenir le quorum de neuf membres.

M. ALTAMIRA demande si la règle du quorum s'applique également aux diverses Chambres.

Le PRÉSIDENT déclare que, étant donné que le nombre des juges constituant la Chambre est en même temps un minimum et un maximum, il ne peut être question, dans ces cas, d'un ajournement en raison d'un quorum non atteint.

La Cour passe au vote sur l'article 20. Le maintien en est décidé par 9 voix contre 3.

M. NEGULESCO doute que la Cour soit compétente pour poursuivre la procédure dans une affaire particulière si un juge national ne pouvait continuer à siéger, et propose l'addition suivante à l'article :

„La présence des juges nationaux doit être assurée."

Le PRÉSIDENT fait remarquer que cet amendement ne se réfère pas à la question de l'ajournement, et Lord FINLAY exprime l'avis que des mesures seraient probablement prises en vue de sauvegarder le droit pour les parties d'avoir sur le siège des juges de leur nationalité.

M. NEGULESCO, sous bénéfice de ces déclarations, retire son amendement.

255. — **Article 21.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI propose de distribuer les alinéas dans l'ordre suivant : 1, 3, 4 et 2.

Cet ordre est adopté.

De plus M. Anzilotti propose l'insertion d'un nouvel alinéa 2, comme suit :

„Seuls les juges devant prendre part aux délibérations, les assesseurs et le Greffier, sont admis dans la Chambre du conseil."

Lord FINLAY et M. MOORE estiment qu'aucune règle dans ce sens ne doit être adoptée, mais qu'il convient de laisser à la Cour entière liberté de demander les renseignements qu'elle juge utiles.

Lord FINLAY ajoute que les assesseurs techniques ne devraient pas, en règle générale, être présents aux réunions en Chambre du conseil. Le Statut ne contient aucune obligation dans ce sens.

M. ANZILOTTI réplique que les assesseurs ne peuvent prendre part aux délibérations sans être présents aux réunions en Chambre du conseil.

En ce qui concerne la présence du Greffier, M. ANZILOTTI indique qu'en Italie la présence est obligatoire, afin de légaliser tout acte de l'autorité judiciaire.

Le PRÉSIDENT dit que la même règle est appliquée aux Pays-Bas.

taken at a previous meeting, deleting Article 7 of the draft.

In the light of this vote, Article 20 must indeed be taken as meaning that no ajournment could take place as long as a quorum of nine members was available.

M. ALTAMIRA raised the question whether the quorum rules applied also to the various Chambers.

The PRESIDENT stated that, since the number of judges constituting the Chambers was at the same time a minimum and a maximum, the question of adjournment owing to a quorum not being attained, could not arise.

A vote was taken on the Article. It was decided by 9 votes to 3 that it should be maintained.

M. NEGULESCO doubted whether the Court would be competent to continue the hearing of a given case should a national judge become unable to sit, and proposed the following addition to the article :

„The presence of national judges must be assured."

The PRESIDENT pointed out that this amendment did not refer to the question of adjournment, and Lord FINLAY expressed the view that steps would probably be taken to preserve the parties' right to have a judge of their nationality upon the bench.

M. NEGULESCO, taking note of the above declarations, withdrew his amendment.

255. — **Article 21.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI proposed to arrange the paragraphs in the following order : Paragraphs 1, 3, 4 and 2.

This order was adopted.

M. Anzilotti further proposed to insert a new second paragraph worded as follows :

„Besides the judges who are to participate in the deliberations, only technical assessors and the Registrar shall be admitted to private sittings of the Court."

Lord FINLAY and M. MOORE were of opinion that no such rule should be adopted ; entire liberty should be left to the Court to ask for information, if it thought fit.

Lord FINLAY added that technical assessors should not as a rule be present at private meetings. No obligatory provision in this sense was contained in the Statute.

M. ANZILOTTI contended that the assessors could not take part in the deliberations without being present at the private meetings.

As regards the presence of the Registrar, M. ANZILOTTI pointed out that in Italy the presence of the corresponding officer was necessary, in order to give legal effect to any act of the judicial authorities.

M. LODER said that the same rule prevailed in the Netherlands.

Lord FINLAY et M. NYHOLM, au contraire, estiment que le Greffier ne devrait être présent que lorsque la Cour fait appel à lui afin de donner des renseignements.

Un vote a lieu sur l'amendement de M. Anzilotti, qui est adopté par 7 voix contre 5.

M. NYHOLM et Lord FINLAY demandent si le vote doit être interprété comme permettant aux assesseurs et au Greffier d'être toujours présents aux délibérations en Chambre du conseil, ou comme stipulant que nul autre que les assesseurs ou le Greffier ne peuvent être admis à ces délibérations.

M. HUBER suggère qu'une rédaction soit adoptée qui exprime clairement la seconde alternative.

Lord FINLAY est d'avis qu'une distinction doit être faite entre, d'une part, les délibérations sur les jugements et sur les avis consultatifs, et d'autre part, les délibérations de caractère administratif. Dans ce dernier cas, il pourrait être désirable de demander des experts autres que les assesseurs ou le Greffier.

M. HUBER se range à la proposition de Lord Finlay, et propose la rédaction suivante :

> „Lorsque la Cour siège en Chambre du conseil, pour délibérer sur un jugement ou un avis consultatif, seuls les juges, le Greffier et le cas échéant, les assesseurs, peuvent être présents."

Cette proposition est soutenue par M. ANZILOTTI.

En attendant l'impression et la distribution de cet amendement, la discussion est renvoyée.

256. — **Article 22.** (Distr. 87).

M. BEICHMANN attire l'attention sur l'amendement qu'il a présenté, et qui consiste à dire que „si le Greffier cesse ses fonctions avant l'expiration du terme ci-dessus fixé, une élection a lieu afin de lui choisir un successeur." (Voir document Distr. 93, annexe 62) [1]).

Un vote a lieu, et l'amendement est adopté par 10 voix contre 2.

M. ALTAMIRA soulève la question de savoir si cet article est le seul par lequel voix prépondérante est donnée au Président.

Le PRÉSIDENT répond que cet article traite du seul cas où une stipulation expresse dans ce sens est nécessaire ; l'article 55 du Statut répond à tous les autres cas.

La nécessité d'avoir une règle spéciale dans l'article 22 du projet de Règlement vient du fait que l'article traite d'une élection.

257. — **Article 23.** (Distr. 87).

Cet article est adopté sans discussion.

258. — **Article 24.** (Distr. 87).

Cet article est adopté sans discussion.

---

1) voir p. 506.

Lord FINLAY and M. NYHOLM, on the contrary, contended that the Registrar should be present only when the Court decided to call upon him to give information.

A vote was taken on M. Anzilotti's amendment. It was adopted by 7 votes to 5.

M. NYHOLM and Lord FINLAY asked whether the vote was to be understood as giving the assessors and the Registrar a right always to be present at the private meetings, or only as stating that no one, except assessors and the Registrar, could be admitted to such meetings.

M. HUBER suggested that a wording might be adopted to show clearly that the latter alternative was intended.

Lord FINLAY thought that a distinction must be drawn between deliberations on judgments and advisory opinions, and deliberations on administrative questions. In the latter cases, it might prove desirable to call in experts other than assessors or the Registrar.

M. HUBER adopted the suggestion of Lord Finlay, and proposed the following wording :

> „When the Court is sitting in private to consider a judgment or an advisory opinion, only the judges, the Registrar and the assessors, if any, may be present."

The proposal was supported by M. ANZILOTTI.

Pending the copying and distribution of this amendment, further discussion of the Article was postponed.

256. — **Article 22.** (Distr. 87).

M. BEICHMANN drew attention to his amendment, according to which, „should the Registrar cease to hold his office before the expiration of the term abovementioned, an election shall be held for the purpose of appointing a successor" (See Distr. 93, Annex 62) [1]).

A vote was taken on the amendment, which was adopted by 10 votes to 2.

M. ALTAMIRA raised the question whether this Article was the only one which gave to the President a casting vote.

The PRESIDENT explained that the Article dealt with the only case in which an express provision was necessary; all other cases were covered by Article 55 of the Statute. The necessity for a special rule in Article 22 of the Draft arose out of the fact that the Article dealt with elections.

257. — **Article 23.** (Distr. 87).

This Article was adopted without discussion.

258. — **Article 24.** (Distr. 87).

This Article was adopted without discussion.

---

1) see p. 506.

259. — **Article 25.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI ayant demandé s'il est réellement nécessaire de prévoir l'approbation de la Cour pour le Statut du personnel, le GREFFIER répond que le Statut contient certaines stipulations d'ordre financier qui ne peuvent jouer sans le consentement exprès de la Cour.

Cet article est adopté.

260. — **Article 26.** (Distr. 87).

M. BEICHMANN propose la suppression de l'article.

Il explique que le Statut ne prévoit pas une déclaration à faire par le Greffier ou le personnel. De plus, les devoirs dont la déclaration fait mention sont, de toute façon, ceux des fonctionnaires du Greffe.

Lord FINLAY s'étant prononcé en faveur du maintien de l'article, M. BEICHMANN retire sa proposition.

A propos de la discussion de l'article 29 du projet de Règlement, il est décidé que la déclaration solennelle du Greffier sera rédigée de la façon suivante :

> „Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale."

261. — **Article 27.** (Distr. 87).

En réponse à une question posée par M. Altamira, le PRÉSIDENT explique que la désignation du fonctionnaire du Greffe chargé de remplacer le Greffier en cas d'empêchement de celui-ci, serait faite une fois pour toutes, sous réserve, le cas échéant, d'une autre désignation supplémentaire.

Cet article est adopté.

262. — **Article 28.** (Distr. 87).

Cet article est adopté sans discussion.

263. — **Article 29.** (Distr. 87).

Sur la proposition de M. BEICHMANN, il est décidé, par 9 voix contre 3, de supprimer la référence faite dans cet article à l'article 26.

Lord FINLAY fait remarquer le danger que peut comporter cette suppression, qui obligerait le Greffier à donner toute espèce de renseignements à tous ceux qui le demanderaient.

Le PRÉSIDENT explique également la nécessité qu'il y a à ce que le Greffier puisse se référer à un article donné du Règlement, pour baser un refus de fournir certains documents ou renseignements.

En conséquence, il est décidé :

a) que le mot „discrétion" sera ajouté à l'engagement solennel du Greffier (voir article 26 ci-dessus, No. 260) ;

b) que l'article 29 sera amendé comme suit :

259. — **Article 25.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI, having asked whether the Court's approval of the Staff Regulations was really required, the REGISTRAR explained that they contained certain financial provisions which could not become operative without the express consent of the Court.

The Article was adopted.

260. — **Article 26.** (Distr. 87).

M. BEICHMANN proposed the deletion of the Article. He explained that the Statute did not provide for the making of any declaration by the Registrar or the staff, and further that the duties mentioned in the declaration would in any case be incumbent upon the members of the Registry.

Lord FINLAY having pronounced in favour of maintaining the Article, M. BEICHMANN withdrew his suggestion.

In connection with the discussion of Article 29 of the draft Rules, it was agreed that the solemn declaration of the Registrar should be worded as follows :

> „I solemnly declare that I will loyally, conscientiously and in all discretion perform the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent Court of International Justice."

261. — **Article 27.** (Distr. 87).

In reply to a question put by M. Altamira, the PRESIDENT explained that the selection of the member of the Registry to act for the Registrar in his absence would be made once and for all, subject to any supplementary selection which might prove necessary.

The Article was adopted.

262. — **Article 28.** (Distr. 87).

This Article was adopted without discussion

263. — **Article 29.** (Distr. 87).

On the proposal of M. BEICHMANN, it was decided by 9 votes to 3 that the reference made in the Article to Article 26 of the draft should be omitted.

Lord FINLAY pointed out the danger of this decision, which would oblige the Registrar to give any kind of information to all who chose to ask for it.

The PRESIDENT also explained that it was necessary that the Registrar should be able to refer to a given Article of the Rules as empowering him to refuse to afford access to certain documents or information.

It was therefore decided :

a) that the words „and in all discretion" should be added to the solemn declaration of the Registrar. (See article 26 above : minute 260) ;

b) that an addition should be made to Article 29, which would consequently be worded as follows :

„Aux heures fixées par le Président, le Greffier reçoit tous documents et fournit tous renseignements, sous réserve de l'article 39 du présent règlement et de son devoir professionnel de discrétion."

L'article ainsi amendé est adopté.

264. — **Article 30.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI propose la suppression de la troisième phrase du deuxième alinéa, qui ne lui paraît pas très claire.

Plusieurs membres de la Cour s'étant prononcés en faveur du maintien du texte, M. Anzilotti retire sa proposition.

M. NEGULESCO attire l'attention sur son amendement relatif aux communications par la voie diplomatique. (Voir document Distr. 94 a) et b) [1]).

Il est décidé que la discussion sur cet amendement sera renvoyée à la prochaine séance.

265. — **Date de la prochaine séance.**

Il est décidé que la prochaine séance aura lieu lundi 20 mars à 10 h. 30.

La séance est levée à 18 h.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

1) inséré parmi les annexes sous le No. 64a. Voir p. 518.

„The President shall fix the hours during which the Registrar shall receive documents and reply to all enquiries, subject to the provisions of Article 39 of the present rules and to the observance of professional secrecy."

The Article thus amended was adopted.

264. — **Article 30.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI proposed the deletion of the third clause of the second paragraph ; he considered that this clause was not very clear.

Several members of the Court having pronounced in favour of the clause being maintained, M. Anzilotti withdrew his proposal.

M. NEGULESCO drew attention to his amendment concerning communications through diplomatic channels (See Distr. 94 a) and b) [1]).

It was agreed that the discussion of this amendment should be postponed until the following meeting.

265. — **Date of the next meeting.**

It was decided that the next meeting should take place on Monday, March 20th, at 10.30 a. m.

The meeting rose at 6 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

1) inserted amongst the annexes under No. 64 a. See p. 518.

SESSION PRÉLIMINAIRE

TRENTE-QUATRIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 20 mars, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président.
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

Suite de la discussion du projet du Règlement de la Cour soumis par le Comité de Rédaction. (Distr. 87). **Articles réservés aux séances précédentes.**

266. — **Article 15.** (Distr. 87).

A cet article se rattache un amendement déposé par M. Beichmann (Distr. 100, annexe 65) [1]).

M. BEICHMANN explique son amendement. Il fait valoir que, tandis que l'alinéa 2 de l'article 15 du projet exclut de l'application quelques-unes seulement des dispositions de l'article 31 du Statut, l'amendement tient compte aussi de l'éventualité où l'une seulement des parties aurait un juge de sa nationalité sur le siège. Il ajoute qu'il ne s'opposerait pas à la suppression de la deuxième phrase de son amendement, si cette suppression était demandée.

Lord FINLAY combat l'amendement de M. Beichmann, en expliquant que le recours à la Chambre est volontaire, et que, par conséquent, les parties, si elles y ont recours, doivent l'accepter dans sa composition fixée.

M. BEICHMANN fait observer que cette composition n'est pas déterminée une fois pour toutes, puisque des remplacements sont prévus.

M. ALTAMIRA observe que l'article 31 contient deux principes hétérogènes, savoir : au premier alinéa, le

1) voir p. 519, les amendements de MM. Anzilotti, Beichmann et Huber qui constituent l'annexe 65.

PRELIMINARY SESSION

THIRTY-FOURTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 20th, 1922, at 10.30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

Continuation of the discussion on the draft Rules of Court submitted by the Drafting Committee. (Distr. 87). **Articles reserved at previous meetings.**

266. — **Article 15.** (Distr. 87).

This Article had been reserved in connection with the amendment handed in by M. Beichmann (Distr. 100, Annex 65) [1]).

M. BEICHMANN explained his amendment. He pointed out that whereas the second paragraph of Article 15 of the draft excluded the application of only some of the provisions of Article 31 of the Statute, his amendment also took account of the possibility of there being a judge of the nationality of one of the parties only upon the bench. He added that he would not object to the suppression of the second sentence of his amendment, should this be desired.

Lord FINLAY opposed M. Beichmann's amendment and explained that recourse to the Chamber was voluntary, and that consequently the parties, if they had recourse to it, must accept its composition as laid down.

M. BEICHMANN pointed out that this composition was not fixed once and for all, since provision was made for substitutes.

M. ALTAMIRA observed that Article 31 contained two opposing principles : in the first paragraph the principle

1) see p. 519, amendments of MM. Anzilotti, Beichmann and Huber forming annex 65.

principe selon lequel les juges sont censés être impartiaux, et, ensuite, la présupposition de leur partialité, qui est à la base des alinéas suivants.

L'amendement de M. Beichmann ne tient pas compte de cette différence.

MM. HUBER et ANZILOTTI déclarent que dans leur opinion, l'article 31 du Statut doit être applicable aussi à la Chambre créée par l'article 29 du même document. Le premier de ces articles est en effet d'application universelle, sauf exceptions expressément prévues ; or, des exceptions sont faites seulement en ce qui concerne les deux Chambres spéciales.

M. WEISS remarque que le but du Comité de rédaction a été de simplifier la procédure, en réduisant, autant que possible, le nombre des juges. Si le principe de l'article 31 est appliqué, on peut arriver à avoir une Chambre composée d'un nombre considérable de juges.

M. ANZILOTTI attire l'attention sur la raison d'être des juges nationaux : ils doivent prendre part aux délibérations et aux décisions de la Cour, afin de permettre à celle-ci d'éviter de froisser inutilement, par la forme de ses arrêts, des susceptibilités nationales. Cette raison est également valable pour la procédure sommaire et pour la procédure devant la Cour plénière.

M. HUBER propose la suppression de l'alinéa 2 de l'article 15 du projet.

M. MOORE fait observer que cette suppression équivaudrait à une stipulation établissant l'applicabilité de l'article 31 du Statut.

Un vote a lieu. La proposition de M. Huber est rejetée par 7 voix contre 5. En conséquence, l'alinéa sera maintenu.

Un vote a lieu sur la question de savoir si la première phrase de l'amendement de M. Beichmann doit remplacer l'alinéa en question.

Cette question est résolue par la négative, par 9 voix contre 3.

En réponse à une question posée par M. Anzilotti, M. WEISS déclare que, à son avis, le mot „modifiée" employé dans l'alinéa est suffisamment clair : il indique ici un changement de personnes.

Un vote a lieu sur l'ensemble de l'article 15. Il est adopté par 9 voix contre 3.

Il est entendu que, vu les modifications apportées à l'article 14, la référence faite dans l'article 15 à l'alinéa 3 de cet article 14, sera changée en une référence à l'alinéa 2 du même article.

267. — **Article 16.** (Distr. 87).

A cet article se rattache un amendement de M. Anzilotti (Distr. 100, annexe 65) [1].

M. ANZILOTTI explique qu'il serait utile de présenter un ordre déterminé pour l'appel des juges qui doivent, le cas échéant, parfaire le nombre de juges composant

1) voir p. 520.

that judges were presumed to be impartial, and then the presupposition that they would be biassed, which formed the basis of the following paragraphs.

M. Beichmann's amendment did not take this difference into account.

M. HUBER and M. ANZILOTTI declared that, in their opinion, Article 31 of the Statute should also be applicable to the Chamber constituted by Article 29 of the Statute. The former Article was, in fact, for universal application, except as otherwise expressly provided ; exceptions were only made as regards the two special Chambers.

M. WEISS remarked that the object of the Drafting Committee had been to simplify the procedure by reducing as far as possible the number of judges. If the principle of Article 31 were applied, they might have a Chamber composed of a considerable number of judges.

M. ANZILOTTI drew attention to the object of national judges. They were to take part in the deliberations and decisions of the Court, in order to enable the latter to avoid unnecessarily offending national susceptibilities by the form given by it to its judgments. This reason was applicable in the case of summary proceedings as well as in proceedings before the full Court.

M. HUBER proposed the suppression of paragraph 2 of Article 15 of the draft.

Mr. MOORE pointed out that the effect of suppressing it would be to make Article 31 of the Statute applicable.

A vote was taken.

M. Huber's proposal was rejected by 7 votes to 5.

The paragraph was therefore to be retained.

A vote was then taken on the question whether the first sentence of M. Beichmann's amendment should be substituted for the paragraph in question. This question was decided in the negative by 9 votes to 3.

In reply to a question put by M. Anzilotti, M. WEISS stated that, in his opinion, the word „altered" used in the paragraph was sufficiently clear ; it here indicated a change of persons.

A vote was taken on Article 15 as a whole.

It was adopted by 9 votes to 3.

It was understood that, in view of the amendments made in Article 14, the reference made in Article 15 to paragraph 3 of the former Article should be changed to a reference to paragraph 2 of the same Article.

267. **Article 16.** (Distr. 87).

An amendment to this Article had been proposed by M. Anzilotti (Distr. 100, Annex 65) [1].

M. ANZILOTTI explained that it would be advisable to arrange for a definite order for the summoning of the judges who would be called upon, if necessary, to com-

1) see p. 520.

les Chambres. Il serait peu opportun de laisser quoique ce soit à l'arbitraire.

Le PRÉSIDENT admet que le système proposé par M. Anzilotti serait théoriquement le plus correct. Il croit toutefois que ce système aurait des désavantages d'ordre pratique.

M. HUBER est d'avis que l'amendement de M. Anzilotti ne fait qu'exprimer un principe fondamental qui a trouvé son application dans le Règlement tout entier.

Un vote a lieu sur l'amendement de M. Anzilotti.

Il y a partage des voix. En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Un vote a lieu sur l'ensemble de l'article.

Il est adopté à l'unanimité.

268. — **Article 18.** (Distr. 87).

A cet article se rattache un amendement proposé par M. Beichmann (Distr. 100, annexe 65) [1].

M. BEICHMANN, en expliquant son amendement, dit qu'il a voulu tenir compte, entre autres choses, du fait qu'en ce qui concerne les avis consultatifs, il n'y a pas de procédure écrite proprement dite.

Il retire la deuxième phrase de son amendement, en déclarant qu'à son avis, l'ordre entre les affaires et les questions portées sur le rôle doit être déterminé par le Président, en tenant compte des exigences du travail.

M. MOORE pense qu'une règle fixe concernant l'ordre serait utile ; la Cour aurait toujours la liberté, si elle le jugeait opportun, de donner la préférence à une question ou affaire ne figurant pas en tête du rôle.

Un vote a lieu sur l'amendement de M. Beichmann ; il est rejeté par 7 voix contre 5.

L'article du projet est adopté à l'unanimité, sous réserve de la décision de la Cour prise lors de la séance précédente, de tenir compte dans la rédaction du fait que la mention de la procédure écrite doit se référer seulement aux affaires et non pas aux avis.

269. — **Article 21.** (Distr. 87).

A cet article se rattache un amendement de M. Huber (Distr. 100, annexe 65) [2].

M. HUBER, en expliquant son amendement, déclare qu'il a en vue l'exclusion des délibérations précédant immédiatement les décisions, de toute personne autre que le Greffier et les assesseurs. Afin de mieux exprimer sa pensée, M. Huber propose de modifier son amendement de la manière suivante :

„Pour les délibérations visées à l'alinéa précédent, seuls les juges, le Greffier et, le cas échéant, les assesseurs peuvent être présents."

1) voir p. 519.
1) voir p. 519.

plete the number of judges composing the Chambers. It would not be advisable to leave anything to be decided arbitrarily.

The PRESIDENT admitted that the system proposed by M. Anzilotti would theoretically be the most correct. He thought, however, that it would entail practical disadvantages.

M. HUBER was of the opinion that M. Anzilotti's amendment merely expressed a fundamental principle which had been applied throughout the whole of the Rules.

A vote was taken on M. Anzilotti's amendment.

A tie resulted. The amendment was therefore not adopted.

A vote was then taken on the whole of the Article. It was adopted unanimously.

268. — **Article 18.** (Distr. 87).

An amendment to this Article had been proposed by M. Beichmann. (Distr. 100, Annex 65) [1].

M. BEICHMANN, in explaining his amendment, said that his object had been to take into account, amongst other considerations, the fact that, as regards advisory opinions, there was no written procedure properly so-called.

He withdrew the second sentence of his amendment, stating that in his opinion the order in which cases and questions were to appear on the list should be determined by the President, having regard to the exigencies of the work of the Court.

Mr. MOORE thought that a definite rule with regard to the order would be of use ; the Court would always be free, if it thought fit, to give preference to a question or case which did not appear at the head of the list.

A vote was taken on M. Beichmann's amendment; it was rejected by 7 votes to 5.

The Article of the draft was adopted unanimously, subject to the decision taken by the Court at the preceding meeting, to the effect that in the wording of the Article the reference to written proceedings should apply only to cases and not to opinions.

269. — **Article 21.** (Distr. 87).

An amendment to this Article had been proposed by M. Huber (Distr. 100, Annex 65) [2].

M. HUBER, in explaining his amendment, stated that his object had been to exclude all persons, other than the Registrar and the assessors, from the deliberations immediately preceding decisions. In order better to convey his meaning, M. Huber proposed to modify his amendment as follows :

„Only the judges, the Registrar and the assessors, if any, may be present at the deliberations referred to in the preceding paragraph."

1) see p. 519.
1) see p. 519.

De cette manière, on n'exclurait pas la possibilité d'entendre des experts avant la phase finale des délibérations.

M. MOORE déclare que la question de savoir si les assesseurs doivent être présents dans un cas déterminé ne peut pas être laissée à l'arbitraire.

Lord FINLAY, au contraire, voudrait laisser à la Cour toute liberté possible, d'appeler, par exemple, le Greffier en Chambre du conseil. Les assesseurs doivent être entendus pendant les audiences ; ils pourraient parfois être appelés, dans des cas spéciaux, à fournir des renseignements à la Cour en Chambre du conseil.

En réponse à une observation de M. Huber, concernant les intentions des auteurs du Pacte, Lord Finlay déclare que la Cour ne peut être liée que par le texte même du Statut.

M. MOORE trouve dans ce texte des indications dans le sens que les assesseurs peuvent être présents exclusivement lors des audiences.

M. ALTAMIRA est d'avis que l'article 54, alinéa 3, du Statut doit être seul applicable. Cet article exclut des délibérations toute personne qui ne serait pas membre de la Cour ; or, les assesseurs doivent être comptés parmi ses membres. Il croit que les deux questions à résoudre sont les suivantes :

1) quelles personnes font partie de la Cour jusqu'au moment où celle-ci prend ses décisions ?

2) est-il nécessaire d'établir une règle spéciale en dehors de celle fournie par l'article 54 du Statut ?

MM. BEICHMANN, WEISS et NYHOLM font valoir, qu'à leur avis, la présence des assesseurs aux délibérations de la Cour est nécessaire jusqu'au dernier moment. Ils s'appuient, à cet égard, sur les termes du Statut et sur des considérations d'ordre pratique : il est en effet impossible, pour les assesseurs, de donner des opinions, s'ils n'ont pas été admis à suivre les discussions. Or, l'obligation leur incombe de voter de la même façon que les juges, bien qu'il ne soit pas tenu compte de leur vote dans la décision des affaires.

M. WEISS ajoute que, dans ces circonstances, il faudrait imposer aux assesseurs l'obligation de prendre le même engagement solennel que les juges.

M. HUBER désire distinguer entre deux questions séparées :

1) la question de la présence des assesseurs. A ce sujet, il faut, à son avis, formuler un nouvel article à ajouter au Règlement ;

2) la question soulevée par son amendement, savoir : quelles personnes peuvent être présentes aux délibérations de la Cour ; à ce dernier égard, il soumettra un nouveau texte à la séance prochaine.

Lord FINLAY ne voudrait pas voir préjuger la question des fonctions des assesseurs en ce moment, mais

This would make it possible to hear the views of experts before the final phase of the deliberations.

Mr. MOORE declared that the question whether assessors should be present in a particular case should not be left for decision in each particular case.

Lord FINLAY, on the other hand, wished to allow the Court the utmost degree of liberty, so that it might, for instance, be able to summon the Registrar to attend a private meeting. The assessors should be heard during the hearings, or they might sometimes, in special cases, be called upon to supply information to the Court when sitting in private.

In reply to an observation from M. Huber with regard to the intentions of the authors of the Covenant, Lord Finlay declared that the Court could only be bound by the actual text of the Statute.

Mr. MOORE thought that this text contained indications to the effect that the assessors could only be present during the hearings.

M. ALTAMIRA was of the opinion that paragraph 3 of Article 54 of the Statute should alone apply. This Article excluded from the deliberations all persons who were not members of the Court ; the assessors should however be counted amongst these members. He thought that the two questions to be solved were as follows :

1) what persons composed the Court up to the moment of arriving at a decision ?

2) was it necessary to establish a special rule, in addition to that laid down in Article 54 of the Statute ?

MM. BEICHMANN, WEISS and NYHOLM pointed out that, in their opinion, the presence of assessors at the deliberations of the Court was essential up till the last moment. They based their opinion on the terms of the Statute and on arguments of a practical nature. It would in fact be impossible for assessors to give opinions, if they were not allowed to follow the discussions. Moreover, it would be their duty to vote in the same manner as the judges, although their votes would not be reckoned in the decision of cases.

M. WEISS added that, in these circumstances, assessors should be compelled to make the same solemn declarations as the judges.

M. HUBER wished to draw a distinction between two different questions :

1) Whether assessors should be present. In regard to this point, in his opinion, a new Article should be prepared and added to the Rules.

2) The question raised by his amendment, that is to say, what persons could be present at the deliberations of the Court. In regard to this latter point, he would submit a fresh text at the next meeting.

Lord FINLAY did not wish any premature decision to be taken with regard to the functions of the assessors ;

désirerait laisser à la Cour le soin de prendre une décision la première fois où la question se présentera dans la pratique.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé que la discussion ultérieure de la question sera renvoyée à la prochaine séance.

270. — **Article 30.** (Distr. 87).

A cet article se rattache la proposition suivante de M. Negulesco :

„Dans tous les cas où la compétence de la Cour est obligatoire, soit en vertu des traités en vigueur, soit en vertu de la clause facultative mentionnée à l'article 36 alinéa 2 du Statut, si une des parties fait défaut, la citation par voie diplomatique est nécessaire pour que la Cour adjuge à l'autre partie ses conclusions."

M. NEGULESCO, en expliquant sa proposition, fait d'abord valoir qu'en ce qui concerne les communications aux gouvernements, il convient d'envisager plusieurs possibilités. Lorsque, par exemple, des gouvernements ont désigné des agents au siège de la Cour, et lorsque le recours devant celle-ci a lieu en vertu de l'accord des parties, la question est simple. Si, au contraire, les gouvernements n'ont pas nommé d'agents, et si l'instance est introduite par une requête, la situation est plus difficile.

M. Negulesco suppose que, dans ce cas, les communications seront envoyées par la poste. Il dit qu'en se servant de cette méthode il est facile de constater que l'envoi a été fait, mais il est plus difficile de prouver que la communication a vraiment été reçue. Mais il croit qu'il serait peu opportun d'envisager la possibilité d'une procédure par contumace avant que n'ait été obtenue la preuve irréfutable de la réception, par la partie défaillante, de la citation. Dans cet ordre d'idées il a fait sa proposition, qui présuppose la manière de procéder suivante :

La partie requérante présente à la Cour sa requête. La Cour donne à l'agent qui présente la requête une citation que l'agent transmet à son gouvernement ; celui-ci fait transmettre au gouvernement de l'Etat répondant, par la voie diplomatique. Le reçu obtenu sera transmis, par la même voie, à la Cour.

M. ANZILOTTI fait valoir que la „citation" est inconnue au Statut, qui parle seulement de la notification de la requête.

Etant donné que cette notification doit se faire par l'intermédiaire du Greffe, il croit que le système de M. Negulesco n'est pas compatible avec le Statut.

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur la suggestion faite dans la Notice explicative au texte soumis en première lecture (Distr. 77) [1]) savoir que le Président

1) voir p. 451.

he would prefer to leave the Court free to come to a decision, on the first occasion that the question arose in practice.

On the proposal of the PRESIDENT, it was decided that further discussion on the question should be postponed to the next meeting.

270. — **Article 30.** (Distr. 87).

An amendment to this Article had been proposed by M. Negulesco :

„In all cases in which the jurisdiction of the Court is compulsory, whether by virtue of treaties in force or by virtute of the optional clause mentioned in Article 36 paragraph 2 of the Statute, should one of the parties fall to appear, a summons must be issued through diplomatic channels, before the Court can decide in favour of the claims of the other party."

M. NEGULESCO, in explaining his proposal, pointed out, in the first place, that with regard to communications to Governments, several possibilities should be contemplated. For instance, when Governments had appointed agents at the seat of the Court, and when recourse had been had to the Court by virtue of an agreement between the parties, the question was simple. If, on the other hand, the Governments had not appointed agents, and if proceedings had been introduced by an application, the situation was more difficult.

M. Negulesco supposed that, in such cases, communications would be sent by post. He said that, by using this method, it would be easy to verify that a document had been despatched, but it would be more difficult to prove that it had been actually received. He thought, however, that it would be hardly advisable to contemplate judgment by default until irrefutable proof that the summons had been received by the defaulting party had been obtained. It was in this connection that he had made his proposal which pre-supposed the following method of procedure :

The applicant party would present its application to the Court. The Court would hand a summons to the agent who presented the application. This summons the agent would transmit to his Government ; the latter would cause it to be sent to the Government of the respondent State through diplomatic channels. The receipt obtained would be transmitted through the same channels to the Court.

M. ANZILOTTI pointed out that the expression „summons" was unknown in the Statute, which referred only to the notification of an application.

Seeing that this notification had to be effected through the Registry, he thought that M. Negulesco's system was not compatible with the Statute.

The PRESIDENT called attention to the suggestion made in the explanatory note accompanying the draft submitted in first reading, (Distr. 77) [1]) to the effect

1) see p. 451.

s'enquerrait auprès de tous les gouvernements au sujet de la méthode à suivre pour communiquer avec eux. Il propose que, aussitôt le Règlement adopté, on procède à cette enquête ; entretemps, l'article 30 pourrait être laissé sans modification.

M. NEGULESCO, prenant acte des explications du Président, retire sa proposition.

M. BEICHMANN propose de transférer la phrase suivante, figurant au 2ème alinéa de l'article, aux „Dispositions générales", dans le chapitre concernant la procédure, savoir :

> „Les communications adressées aux représentants officiels ou aux agents des parties sont considérées comme ayant été adressées aux parties elles mêmes."

Le PRÉSIDENT s'étant prononcé contre la proposition, celle-ci est retirée.

M. ANZILOTTI propose de faire du 2ème alinéa, sauf la première phrase, un nouvel article, qui serait inséré ailleurs dans le Règlement.

Un vote a lieu au sujet de cette proposition. Elle est rejetée par 7 voix contre 5.

M. ANZILOTTI propose la suppression des mots „représentants officiels" qui figurent dans la troisième phrase du 2ème alinéa.

Cette proposition est rejetée par 11 voix contre 1, sous bénéfice des explications fournies par le Président concernant l'enquête sur la manière de communiquer avec les gouvernements.

L'article 30 est adopté.

271. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu cet après-midi à 15 h.

La séance est levée à 12 h. 45.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

that the President would approach all the Governments with regard to the method to be adopted for communicating with them. He proposed that as soon as the Rules of Court were adopted, these enquiries should be made ; in the meantime Article 30 might be left as it was.

M. NEGULESCO took note of the President's explanation and withdrew his proposal.

M. BEICHMANN proposed to transfer to the „General provisions" in the chapter on procedure the following sentence, which was included in the second paragraph of the Article :

> „Communications addressed to the official representatives or to the agents of the parties shall be considered as having been addressed to the parties themselves."

The PRESIDENT expressed himself as opposed to this proposal, whereupon it was withdrawn.

M. ANZILOTTI proposed to make of the second paragraph — excluding the first sentence — a new Article, to be inserted elsewhere in the rules.

A vote was taken on this proposal. It was rejected by 7 votes to 5.

M. ANZILOTTI proposed the deletion of the words „official representatives", which appeared in the third sentence of the second paragraph.

This proposal was rejected by 11 votes to 1, in consequence of explanations given by the President with regard to the enquiries to be made as to the method of communicating with Governments.

Article 30 was adopted.

271. — **Date of the next meeting.**

The next meeting was fixed for the same afternoon at 3 p. m.

The meeting rose at 12.45 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

TRENTE-CINQUIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 20 mars, 1922, à 15 heures,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

Suite de la discussion sur le projet de Règlement de la Cour soumis par le Comité de rédaction. (Distr. 87).

272. — **Article 31.** (Distr. 87).
L'article 31 est adopté sans discussion.

273. — **Article 32.** (Distr. 87).
L'article 32 est adopté sans discussion.

274. — **Articles 33 et 34.** (Distr. 87).
M. ANZILOTTI soulève la question de savoir si le système pour le calcul des délais, adopté dans le premier alinéa, est toujours applicable.
Il est entendu qu'il en est bien ainsi.
Sur la proposition de M. WEISS, il est décidé que le premier alinéa sera rédigé comme suit:

„Dans chaque cas déterminé, les délais sont fixés par la Cour, en assignant la date précise pour les divers actes de procédure ; elle tient compte, autant que possible, de l'accord des parties "

275. — **Article 35.** (Distr. 87).
M. ANZILOTTI propose deux amendements à cet article. (Voir articles 35 et 35bis du document Distr. 100 ; annexe No. 65) [1]).

1) voir p. 520.

THIRTY-FIFTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 20th, 1922, at 3 p. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

Continuation of the discussion on the draft Rules of Court submitted by the Drafting Committee (Distr. 87).

272. — **Article 31.** (Distr. 87).
This Article was adopted without discussion.

273. — **Article 32.** (Distr. 87).
This Article was adopted without discussion.

274. — **Articles 33 and 34.** (Distr. 87).
M. ANZILOTTI raised the question whether the method of fixing time limits laid down in the first paragraph would always be applicable.
It was agreed that such was the case.
On the proposal of M. WEISS, it was decided that the first paragraph should be worded as follows :

„The Court shall fix time limits in each case by assigning a definite date for the completion of the various acts of procedure, having regard, as far as possible, to any agreement between the parties."

275. — **Article 35.** (Distr. 87).
In connection with this Article there were two amendments proposed by M. ANZILOTTI. (See articles 35 and 35bis of document Distr. 100; Annex No. 65) [1]).

1) see p. 520.

M. Anzilotti explique son amendement qui tend à faire une distinction nette entre les cas où la procédure débute par une requête ou bien par la notification d'un compromis. De plus, il tend à supprimer à l'article 35 du projet, les dispositions concernant le contenu de la requête et du compromis, et à les insérer dans l'article traitant du contenu des mémoires et des contre-mémoires. Subsidiairement, M. Anzilotti demande la suppression, dans le premier alinéa de l'article, des mots: „la désignation de la chose demandée" qui lui paraissent ou superflus, puisqu'il a déjà été fait mention de „l'indication de l'objet du différend", ou erronés, puisqu'il y a des cas dans lesquels on ne demande pas une chose, mais tout simplement la déclaration du droit: il importe de ne pas confondre la demande avec la chose demandée. Au sujet du dernier alinéa de l'article, M. Anzilotti demande enfin que les affaires concernant le travail, ainsi que les communications et le transit soient exclues de la compétence de la Chambre de procédure commaire.

Ses amendements constituent surtout une nouvelle rédaction des dispositions de l'article 35 du projet. Il y a cependant une différence de fond: D'après ces amendements, le consentement du défendeur est la condition de la compétence de la Chambre spéciale.

Lord FINLAY préfère le texte tel qu'il est. A son avis, il va de soi que la Cour ne peut accepter une demande tendant à renvoyer l'affaire devant une Chambre, s'il n'y a pas l'accord entre les parties, prévu par le Statut.

Le GREFFIER explique que c'est par suite d'une erreur matérielle que le texte soumis par le Comité de rédaction ne contient pas de stipulation exigeant le consentement de la partie défenderesse. Le texte soumis en première lecture contenait en effet le passage suivant: „Il est fait droit .... pourvu que, dans ce dernier cas, la partie adverse se déclare d'accord."

Plusieurs membres de la Cour déclarent que si une phrase à cet effet est ajoutée au troisième alinéa, l'article peut être adopté.

M. BEICHMANN est d'avis que, puisqu'il est possible qu'un compromis entre plusieurs parties soit notifié par une seule des parties, et puisque la demande tendant à renvoyer l'affaire devant une Chambre spéciale peut être faite dans la notification même, il peut être nécessaire d'avoir le consentement de l'autre partie lorsque la procédure est ouverte par la notification d'un compromis.

M. ANZILOTTI fait observer que le texte soumis en première lecture ne prévoyait que le consentement obtenu avant la communication de la requête, alors qu'il devrait être possible que ce consentement

M. Anzilotti explained his amendment. It was intended in the first place to make a definite distinction between cases in which proceedings were opened by an application and cases in which they were commenced by a special agreement. In addition, the provisions concerning the contents of the application or special agreement were in his amendment omitted from Article 35 of the Draft and placed in the Article dealing with the contents of cases and counter-cases. Incidentally M. Anzilotti demanded the deletion of the words „an indication of the claim" in the first paragraph of the Article, as they seemed to him to be either superfluous, since reference was already made to an „indication of the subject of the dispute", or erroneous, seeing that there were cases in which *(referring to the French text only)* there would be no *chose demandée*, but merely a request for the statement on a point of law; for the *demande* must not be confused with the *chose demandée*. With reference to the last paragraph of the Article, M. Anzilotti advocated the exclusion of labour cases and of transit and communications cases from the jurisdiction of the Chamber for summary procedure.

His amendments were mainly a revised version of the rules given in Article 35 of the Draft. There was, however, one important difference; in his amendment, the jurisdiction of the special Chamber was made dependent upon the consent of the respondent.

Lord FINLAY preferred the text as it stood. In his opinion it was obvious that the Court could not grant a request that a case should be referred to a Chamber, unless an agreement had been concluded between the parties in accordance with the terms of the Statute.

The REGISTRAR explained that it was owing to an oversight that the text submitted by the Drafting Committee did not contain a stipulation requiring the consent of the defendant party. The text submitted in first reading had indeed contained the following passage:

> „The Court shall grant .... provided that the applicant party has obtained the consent of the other party."

Several members of the Court declared that if a sentence to this effect were added to the third paragraph, they would be able to accept the Article.

M. BEICHMANN considered that, since a special agreement concluded between several parties might be notified by one party only, and since a request that the case should be submitted to a special Chamber might be made in the notification itself, the consent of the other party might also be required when proceedings were instituted by means of a special agreement.

M. ANZILOTTI pointed out that the text submitted in first reading only provided that the consent of the other party should be obtained before the communication of the application, whereas it ought to be possible

résulte de la réponse du défendeur à la requête.

En vue de tenir compte de ces observations, M. BEICHMANN soumet le texte suivant :

„. . . pourvu que l'accord des deux parties sur la demande soit établi."

D'autre part, M. MOORE soumet le texte suivant :

„. . . pourvu que toutes les parties soient d'accord."

Il est décidé que si l'article est adopté, il sera remanié dans le sens proposé par M. Moore.

M. ALTAMIRA attire l'attention de la Cour sur le fait que, à la vingt-quatrième séance, le Président a déclaré que l'opinion tendant à assimiler la requête au mémoire semblait prévaloir. Le texte de cet article, présenté par le Comité de rédaction, ne paraissant pas tenir compte de cette opinion, M. Altamira demande si les membres de la Cour ont changé d'avis.

Lord FINLAY fait remarquer que l'opinion à laquelle M. Altamira fait allusion ne constitue pas une décision de la Cour.

MM. WEISS et BEICHMANN sont d'avis qu'il serait impossible au demandeur de donner le détail de l'affaire dans la requête, étant donné le temps considérable qu'exigerait le rassemblement de la documentation nécessaire. Ils font observer que les pièces à l'appui doivent être annexées au mémoire.

M. BEICHMANN appelle aussi l'attention de la Cour sur les articles 40 et 43 du Statut, qui distinguent nettement entre la requête et le mémoire.

M. MOORE ajoute que si le demandeur était obligé de donner le détail de l'affaire dans la pièce introductive d'instance, cela empêcherait, dans la plupart des cas, les parties de se présenter devant la Cour.

M. ANZILOTTI ne comprend pas la distinction faite, d'une part, entre la requête et le mémoire et, d'autre part, entre la réponse et le contre-mémoire. D'autre part, il est d'avis que le projet de Règlement définit mal la réponse à la requête.

Un vote a lieu sur les amendements proposés par M. Anzilotti, qui sont rejetés par 8 voix contre 4.

Après une explication de M. WEISS sur la différence entre „l'indication de l'objet du différend " et „la désignation de la chose demandée", il est procédé à un vote sur la proposition de M. Anzilotti tendant à supprimer au premier alinéa de l'article les mots. „la désignation de la chose demandée". Cette proposition est rejetée par 9 voix contre 3.

L'ensemble de l'article est ensuite mis aux voix. Il est adopté par 10 voix contre 2, sous réserve de la modification entrainée par l'amendement de M. Moore.

to obtain such consent by means of the respondent's reply to the application.

In view of these remarks, M. BEICHMANN submitted the following text :

„. . . provided that an agreement is concluded between the two parties in regard to such request."

On the other hand, Mr. MOORE submitted the following wording :

„. . . provided all the parties agree."

It was agreed that the Article, if adopted, should be modified on the lines of Mr. Moore's amendment.

M. ALTAMIRA drew attention to the fact that, at the 24th meeting of the Court, the President had stated that the opinion prevailing in the Court appeared to be that the application should be assimilated to the „case" submitted by the applicant. It appeared that this opinion had not been taken into account in the Article submitted by the Drafting Committee. In these circumstances, M. Altamira asked whether the members of the Court were now of a different opinion.

Lord FINLAY remarked that the opinion referred to was by no means in the nature of a decision.

It was pointed out by M. WEISS and M. BEICHMANN that it would be impossible for the applicant to state his case in detail in the application, since it would take too much time to collect together the necessary documents ; it should be remembered that all documents in support had to be attached to the *case*.

M. BEICHMANN further drew attention to Articles 40 and 43 of the Statute, which established a clear difference between the application and the *case*.

Mr. MOORE added that if the applicants were compelled to submit all the details in the document instituting proceedings, they would in most cases be prevented from coming before the Court.

M. ANZILOTTI, on the other hand, could not understand the distinction made between the application and the case, or the reply and the counter-case. Moreover, in his opinion, the reply to the application was badly defined in the draft Rules of Court.

A vote was taken on the amendments proposed by M. Anzilotti ; they were rejected by 8 votes to 4.

A vote was then taken on M. Anzilotti's proposal to delete in the first paragraph of the Article the expression „an indication of the claim". M. WEISS having explained the difference between the „indication of the subject of the dispute" and the „indication of the claim", both of which appeared in the first paragraph, M. Anzilotti's proposal was rejected by 9 votes to 3.

A vote was then taken on the whole Article. It was adopted by 10 votes to 2, subject to modification in conformity with Mr. Moore's amendment.

276. — **Article 36.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI propose la suppression de l'article 36. Il estime qu'il n'est pas possible, pour la Cour, de s'adresser aux gouvernements et de leur demander de reconnaître sa compétence dans un cas particulier. La seule disposition de l'article qui puisse rester est celle qui prévoit que, lorsque la procédure a été ouverte par une requête, la partie défenderesse doit, dans le premier document qu'elle présente en réponse à la requête, notifier le domicile qu'elle a choisi au siège de la Cour.

Lord FINLAY estime au contraire que le Règlement doit contenir un article analogue à cet article 36. A son avis, des affaires peuvent être portées devant la Cour par une requête, non seulement lorsque les deux parties ont accepté la juridiction de la Cour, mais aussi dans d'autres cas. Etant donné que, en vertu de l'article 14 du Pacte, la base réelle de la compétence de la Cour est un accord entre les parties concernant la juridiction de la Cour, cet accord doit être nettement établi d'une façon ou d'une autre.

L'article est imparfait, parce qu'il ne prend pas suffisamment en considération les cas où la juridiction de la Cour est obligatoire.

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur le fait qu'un Etat, bien que reconnaissant la juridiction obligatoire de la Cour, pourrait faire valoir qu'une affaire spéciale ne rentre pas dans le domaine de l'accord ayant établi cette juridiction obligatoire.

C'est le seul cas où, d'après le Président, le consentement du défendeur en ce qui concerne spécialement la compétence de la Cour peut être demandé. Les parties qui n'ont pas accepté la juridiction obligatoire de la Cour, pourraient toujours conclure un accord spécial pour une affaire déterminée.

M. BEICHMANN est d'avis que lorsqu'une requête est soumise par une partie qui a le droit de se présenter devant la Cour, l'autre partie devrait informer spontanément la Cour du fait qu'elle reconnaît ou non sa compétence. Il serait peut-être impossible de procéder à une communication de ce genre avant que le demandeur n'ait soumis son mémoire.

M. HUBER estime que la première question à résoudre est de savoir si une affaire peut être portée devant la Cour par requête lorsque les parties n'ont pas accepté la juridiction obligatoire de la Cour. Personnellement, il est d'avis que cela n'est pas possible.

Ensuite, il y a la question de savoir quels sont les cas où la Cour est compétente. M. Huber, à ce sujet, attire tout particulièrement l'attention sur l'article 37 du Statut, et indique que l'article 53 du même Statut éclaire ce problème : tous les Etats qui ont ratifié le Statut ont reconnu le droit pour la Cour de décider, même en leur absence, la question de savoir si les articles 36 et 37 sont applicables dans un cas particulier. Cependant, pour des raisons de politique, M. Huber

276. — **Article 36.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI proposed to delete the Article. In his opinion it would not be possible for the Court to approach a Government, requesting it to recognise the jurisdiction of the Court in a given case. The only part of the Article which ought to be retained was the provision stating that when proceedings had been commenced by application, the respondent party should, in the first document of procedure presented by it in reply to the application, notify the address which it had selected at the seat of the Court.

Lord FINLAY, on the contrary, was of the opinion that an article generally resembling the present Article 36 should be retained in the Rules. In his view, indeed, cases could be brought before the Court by means of an application not only when both parties had accepted the compulsory jurisdiction of the Court, but also in other circumstances ; but since, according to Article 14 of the Covenant, the real source of the jurisdiction of the Court was an agreement between the parties, this agreement must be recorded in some way or other.

The Article was imperfect, because it did not take sufficiently into account the cases in which the jurisdiction of the Court was compulsory.

The PRESIDENT drew attention to the fact that a State, while recognising the compulsory jurisdiction of the Court, might contend that a particular case was not covered by the agreement establishing such jurisdiction.

This was the only case in which, according to the President, the special consent of the respondent to the jurisdiction of the Court might be required. Parties which had not accepted compulsory jurisdiction could always conclude a special agreement recognising the jurisdiction of the Court in a given case.

M. BEICHMANN considered that when an application was made by a body qualified to be a party before the Court, it should be left to the other party to inform the Court, of its own accord, whether it accepted the Court's jurisdiction or not. It might perhaps be impossible for that party to make such a statement until the applicant had submitted his *case*.

M. HUBER thought that the first question to be settled was whether a suit could be brought before the Court by means of an application when the parties had not accepted compulsory jurisdiction ; personally, he held the view that this was not possible.

The question then arose as to the circumstances in which such jurisdiction existed. M. Huber, in regard to this, drew special attention to Article 37 of the Statute, and pointed out that some light was thrown upon the question by Article 53 of the Statute. All States which had ratified the Statute had recognised the Court's right to decide, even in their absence, whether Articles 36 and 37 of the Statute were applicable in a given case.

préférerait la suppression de l'article 36 du projet de Règlement.

Lord FINLAY est d'avis que certaines difficultés seraient tournées s'il était stipulé que la requête doit toujours indiquer quelle est la base de la juridiction obligatoire de la Cour : soit un traité ou une convention, soit l'acception par les parties de la disposition facultative établissant cette juridiction, soit enfin un accord particulier.

Si l'autre partie, contrairement à l'affirmation du demandeur, informait la Cour qu'elle ne reconnait pas sa compétence, la requête serait nulle.

M. MOORE attire l'attention de la Cour sur la question déjà soulevée par le Président concernant la possibilité de contester la compétence de la Cour dans une affaire particulière, même lorsque la juridiction obligatoire a été acceptée en général.

M. NYHOLM craint qu'il n'y ait des confusions à la base de cet article 36 du projet. Par exemple, il n'est pas clairement stipulé dans quelles circonstances et par qui la requête et la réponse à la requête doivent être présentées ; et surtout l'article 36 paraît présupposer que les exceptions, s'il y en a, doivent être soulevées au début de la procédure, alors que l'article 59 du même projet stipule qu'elles peuvent être soulevées pendant toute la durée de la procédure écrite.

De plus, M. Nyholm attire l'attention, d'une part sur les dangers qu'il y aurait à ce que, puisque la procédure ne comprend pas d'appel, le défendeur fasse défaut dans une affaire, et, d'autre part, sur la possibilité, pour une partie, de soulever une exception d'incompétence, tout en faisant défaut lorsque la discussion est ouverte sur le fond de l'affaire.

En raison de l'imperfection de l'article, M. Nyholm propose de le supprimer. Il admet que cette suppression produira une lacune ; mais celle-ci pourrait facilement être comblée dans chaque cas particulier par la jurisprudence de la Cour.

M. WEISS est d'accord avec la conclusion de M. Nyholm.

M. ALTAMIRA désire le maintien de l'article, sans lequel, d'après lui, le Règlement de la Cour serait incomplet. Cependant, il ne voudrait pas que la Cour fut obligée d'inviter les parties à lui faire savoir si elles ont accepté ou non sa juridiction, et, d'autre part, il estime que les parties doivent garder, pendant toute la procédure, le droit de soulever des exceptions.

M. NEGULESCO est en faveur de la suppression de l'article 36. Il estime que l'article 53 du Statut prévoit que, non seulement les exceptions d'incompétence, mais aussi les incidents concernant le fond de l'affaire, constituent des motifs permettant au défendeur de s'abstenir. Les incidents doivent pouvoir être soulevés pendant toute la durée de la procédure, bien que l'article 36 du projet ne paraisse prévoir d' exceptions que *in limine litis*.

However, for reasons of policy, M. Huber would prefer to delete Article 36 of the Draft Rules.

Lord FINLAY thought that certain difficulties could be avoided by stipulating that the application should always mention the grounds for the compulsory jurisdiction of the Court : whether treaty or convention, or the acceptance by the parties of the Optional Clause establishing such jurisdiction, or, finally, a special agreement.

If the other party informed the Court that it had not accepted the Court's jurisdiction as stated by the applicant, the application would be void.

Mr. MOORE drew attention to the point already raised by the President with regard to the possibility of objecting to the jurisdiction of the Court in a particular case, even when compulsory jurisdiction had in general been accepted.

M. NYHOLM thought that there was a considerable amount of confusion in regard to Article 36 of this draft. It was, for instance, not clear in what circumstances and by whom the application and the reply to it should be presented ; and above all Article 36 seemed to presuppose that objections, if any, should be made at the outset of the proceedings, whereas Article 59 of the same Draft stated that they could be made at any time during the written procedure.

M. Nyholm further drew attention to the danger of failing to defend a case under a system not admitting of appeal, and to the possibility of a party entering an objection to the jurisdiction of the Court, whilst refraining from appearing when the subject of the dispute itself was discussed.

In view of the incompleteness of the Article, M. Nyholm was in favour of deleting it. He admitted that it would leave a gap ; but this gap could with comparative ease be filled by the practice of the Court in individual cases.

M. WEISS thought that the conclusions of M. Nyholm were sound.

M. ALTAMIRA desired to maintain the Article ; in his opinion if it were omitted, the Rules of Court would be too fragmentary. However, he did not wish the Court to be bound to invite parties to state whether they accepted its jurisdiction, and considered that the parties should retain the right to raise objections at any time during the proceedings.

M. NEGULESCO was in favour of deleting Article 36. He argued that, in addition to objections to the Court's jurisdiction, Article 53 of the Statute contemplated points connected with the subject matter of a case as being possible grounds for the non-appearance of the respondent party. It should moreover be possible to raise such points at any time during the proceedings ; but Article 36 of the draft seemed to contemplate only objections *in limine litis*.

M. YOVANOVITCH est en faveur de la suppression de l'article.

M. ODA, au contraire, estime qu'il devrait être maintenu avec quelques modifications. La Cour ne peut traiter une affaire si le défendeur n'a pas eu l'occasion de répondre à la requête. En conséquence, M. Oda suggère que le premier alinéa de l'article soit rédigé comme suit :

„L'Etat mis en cause est invité à présenter une réponse à la Cour avant une certaine date."

Lord FINLAY est d'avis que les membres de la Cour sont d'accord au fond, bien que cet accord s'exprime de façons différentes. Il propose que la solution de la question soit remise à une réunion ultérieure, afin de permettre au Comité de rédaction de proposer un texte.

M. ANZILOTTI propose à nouveau le suppression de l'article 36. Il attire l'attention sur son amendement à l'article 59 qui pourrait suppléer à la lacune créée par la suppression de l'autre article.

M. NYHOLM est d'avis que l'article 59 devrait être remanié, afin de limiter au début de la procédure le droit de soulever les exceptions d'incompétence.

L'article 36 pourrait, à son avis, être supprimé sans difficulté, étant donné que les questions dont il traite sont déjà prévues par les articles 53 et 54 du Statut.

Il est décidé que la discussion de l'article 36 est remise jusqu'à la discussion de l'article 59 du Règlement.

277. — **Article 21.** (Distr. 87).

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur le fait que la décision sur cet article a été renvoyée, afin de permettre à M. Huber de rédiger à nouveau l'amendement qu'il avait présenté lors de la séance précédente.

Cette nouvelle rédaction est la suivante :

„Pendant les délibérations visées à l'alinéa précédent, seules les personnes autorisées à y prendre part, ainsi que le Greffier, sont présents en Chambre du conseil. Aucune autre personne ne peut y être admise qu'en vertu d'une décision spéciale de la Cour motivée par des circonstances exceptionnelles."

M. HUBER fait remarquer que ce texte ne préjuge pas de la question de savoir si les assesseurs ont le droit de prendre part aux délibérations. De plus, il fait observer qu'il se réfère uniquement à la dernière phase des délibérations, et que la seconde phrase de son texte laisse la faculté de convoquer des experts.

Lord FINLAY accepte cette nouvelle rédaction.

En réponse à une question posée par M. Moore, M. HUBER déclare que la seconde phrase est nécessaire, parce que l'autorisation prévue à la première phrase

M. YOVANOVITCH was in favour of the deletion of the Article.

M. ODA, on the contrary, thought that it should be maintained, although with certain modifications. The Court could not procede with a suit if the respondent had not had an opportunity of answering the application. M. Oda therefore suggested that the following wording be given to the first paragraph of the Article :

„The respondent State shall be invited to present a reply to the Court before a fixed date."

Lord FINLAY thought that the members of the Court agreed in substance, and that there were undoubtedly several ways of expressing this agreement. In these circumstances, he suggested that they should let the matter stand over until a subsequent meeting, in order to allow the Drafting Committee to present a proposal.

M. ANZILOTTI repeated the proposal to suppress Article 36. He drew attention to his amendment to Article 59, which would fill the gap left by the deletion of the former Article.

M. NYHOLM thought that Article 59 ought to be reconsidered, in order to limit the right to raise objections concerning the jurisdiction of the Court to the outset of the proceedings.

Article 36 could be suppressed without difficulty, since the circumstances which it was intended to cover were already provided for by Articles 53 and 54 of the Statute.

It was decided that further discussion on Article 36 should be postponed until the time came to consider Article 59 of the draft Rules of Court.

277. — **Article 21.** (Distr. 87).

The PRESIDENT drew attention to the fact that the decision on this Article had been postponed until the present meeting, in order to allow M. Huber to redraft the amendment which he had submitted at the previous meeting.

This redraft was worded as follows :

„During the deliberations referred to in the preceding paragraph, only persons authorised to take part in these deliberations and the Registrar shall be present. No other person shall be admitted, except by virtue of a special decision taken by the Court, having regard to exceptional circumstances."

M. HUBER pointed out that this text did not prejudge the question whether the assessors should have the right to take part in the deliberations. He further pointed out that it referred only to the last stage of the deliberations, and finally drew attention to the fact that the second sentence of his text left open the possibility of summoning experts.

Lord FINLAY accepted the paragraph as redrafted.

In reply to a question put by Mr. Moore, M. HUBER declared that the second sentence was necessary because the authorisation spoken of in the first sentence was

a pour but de réserver le droit de prendre part aux discussions.

MM. NYHOLM et BEICHMANN se prononcent contre le devoir pour le Greffier d'assister aux délibérations.

En réponse à une question posée par M. NYHOLM, tendant à savoir s'il est compatible avec les principes du droit d'autoriser la Cour à entendre les experts en l'absence des parties, le PRÉSIDENT répond que, bien que contraire aux principes du droit généralement admis, cela lui paraît conforme à la situation particulière de la Cour.

A une question analogue, M. HUBER répond que si l'on demandait à des experts des renseignements pendant une délibération, la délibération serait suspendue pour l'audition de ces experts.

M. ANZILOTTI ajoute que le texte est également destiné à traiter du cas des avis consultatifs.

Un vote a lieu sur la nouvelle rédaction de l'amendement de M. Huber. La première phrase est adoptée par 11 voix contre 1, et la seconde par 8 voix contre 4.

En conséquence, la Cour décide que le texte constituera l'alinéa 2 de l'article 21 du projet.

278. — **Nouvel article 6 bis. — Déclaration solennelle à faire par les assesseurs.**

A propos de la décision qui a eu lieu à la séance précédente, M. HUBER propose un article rédigé comme suit :

„Les assesseurs prennent, à la première séance de la Cour à laquelle ils assistent, l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions d'assesseur en tout honneur, dévouement et discrétion, en pleine et parfaite impartialité, et en toute conscience, et que j'observerai scrupuleusement toutes les prescriptions du Statut et du Règlement de la Cour."

M. BEICHMANN propose la suppression de la dernière phrase qu'il trouve désobligeante pour les assesseurs.

Un vote a lieu sur cette proposition, et la phrase est maintenue par 9 voix contre 3.

M. HUBER, ayant consenti à la suppression du mot „discrétion", un vote a lieu sur l'ensemble de l'article, qui est adopté par 11 voix contre 1.

279. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le mardi, 21 mars, à 10 h. 30.

La séance est levée à 18 h.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER,
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

intended to refer exclusively to the right to take part in the discussions.

MM. NYHOLM and BEICHMANN did not consider that it should be the duty of the Registrar to be present at the deliberations.

In reply to a question put to him by M. NYHOLM in regard to whether it was compatible with the principles of law to authorise the Court to hear experts in the absence of the parties, the PRESIDENT answered that such a right would be against the principles of law as generally accepted, but that the present Court was in a very special position.

M. HUBER, in reply to a similar question, declared that, when experts were summoned to give information during the deliberations, the latter would be interrupted.

M. ANZILOTTI added that the text was intended also to cover the case of advisory opinions.

A vote was taken on the redrafted amendment of M. Huber. The first sentence was adopted by 11 votes to 1. The second was adopted by 8 to 4.

It was consequently decided that the amendment should be inserted as paragraph 2 of Article 21 of the draft.

278. — **New Article 6 bis. — Solemn Declaration to be made by assessors.**

With reference to a discussion which had taken place during the previous meeting, M. HUBER proposed an article on this subject, which would run as follows :

„Assessors shall make the following solemn declaration at the first meeting of the Court at which they are present :

„I solemnly declare that I will exercise my duties and powers as an assessor honourably, faithfully, impartially and conscientiously, and that I will scrupulously observe all the provisions of the Statute and of the Rules of Court."

M. BEICHMANN proposed the deletion of the last portion, as being discourteous to the assessors.

A vote was taken on the sentence in question. It was decided by 9 votes to 3 that it should be maintained.

M. HUBER having agreed to the omission of the word „discrétion" (see the French text), a vote was taken on the whole Article. It was adopted by 11 votes to 1.

279. — **Date of the next meeting.**

It was agreed that the next meeting would take place on March 21st, 1922, at 10.30 a. m.

The meeting rose at 6 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

TRENTE-SIXIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 21 mars 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch.

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

Suite de la discussion du projet de Règlement de la Cour, présenté par le Comité de rédaction. (Distr. 87).

280. — **Article 37.** (Distr. 87).
Cet article est adopté sans modification.

281. — **Article 38.** (Distr. 87).
M. ANZILOTTI présente deux amendements à cet article ; le premier tendant à la suppression du quatrième alinéa comme superflu et le deuxième consistant à substituer les mots „d'accord avec" aux mots „sur demande de".

Le PRÉSIDENT ayant déclaré qu'il peut être utile pour le Greffier de pouvoir baser son refus d'exécuter les traductions pour le compte des parties, sur un texte déterminé du Règlement, le premier amendement est rejeté.
Le deuxième amendement est adopté.
Sous réserve de cette modification, l'ensemble de l'article est adopté.

282. — **Article 39.** (Distr. 87).
M. ALTAMIRA répond à la critique que le Comité de rédaction a faite (voir l'appendice II au document Distr. 87 [1]) du texte de l'article tel qu'il résultait de l'amendement qu'il avait proposé. Il explique que son

1) voir p. 504.

PRELIMINARY SESSION

THIRTY-SIXTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 21st, 1922, at 10,30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

Continuation of the discussion on the draft Rules of Court submitted by the Drafting Committee. (Distr. 87).

280. — **Article 37.** (Distr. 87).
This Article was adopted without amendment.

281. — **Article 38.** (Distr. 87).
In connection with this Article, two amendments had been handed in by M. ANZILOTTI, the first of which was for the suppression of the fourth paragraph as being superfluous, and the second for the substitution of the words „at the request of" for the words „in agreement with", in the last paragraph.
The PRESIDENT stated that it might be desirable for the Registrar to be able to quote a definite authority when refusing to undertake translations for the parties. The first amendment was therefore rejected.

The second amendment was adopted.
The Article as thus amended was adopted.

282. — **Article 39.** (Distr. 87).
M. ALTAMIRA replied to the criticism to be found in appendix II of document Distr. 87 [1]), prepared by the Drafting Committee and directed against the text of the Article corresponding to the amendment proposed by

1) see p. 504.

amendement a eu pour but d'enlever à tout Etat qui n'a pas été reconnu comme partie en cause le droit de prendre connaissance des documents du procès. M. Altamira désire que la procédure soit préservée de toute immixtion d'Etats qui ne seraient pas directement intéressés. Il veut sauvegarder la souveraineté des Etats qui sont parties en cause, et exclure la possibilité d'une certaine méfiance à l'égard de la Cour, qui pourrait résulter d'un droit étendu de regard. C'est pour ces raisons que M. Altamira déclare qu'il lui est impossible d'accepter le texte proposé par le Comité de rédaction.

M. Altamira conclut en demandant un vote sur le texte proposé par le Comité.

M. ANZILOTTI est disposé à accepter la suppression de l'article tout entier.

M. ALTAMIRA pourrait également accepter cette suppression.

Lord FINLAY défend le texte du Comité. Il rappelle qu'il est nécessaire, pour les Etats, de pourvoir prendre connaissance des documents, en vue de décider s'ils ont ou non intérêt à intervenir. Le droit d'intervention ayant été accordé par le Statut, le droit de regard des documents en est le corollaire nécessaire. Le texte du Comité prend toutes précautions utiles en vue d'éviter des abus possibles.

M. BEICHMANN croit qu'on pourrait arriver à une solution satisfaisante en insérant dans le texte du Comité, une disposition afin de stipuler clairement que le droit de regard revient, non pas à tous les Etats, mais seulement à ceux qui désirent intervenir ; et que ce droit peut être admis seulement pour autant qu'il est nécessaire en vue d'arriver à une décision sur l'opportunité d'intervenir.

Lord FINLAY ne croit pas que cette addition soit nécessaire. La Cour n'accédera pas à une demande de prendre connaissance des documents, si elle ne trouve pas cette demande justifiée. Le fait qu'il s'agit d'une réponse à une demande éventuelle démontre qu'il est question seulement d'un droit de regard pour un certain Etat considéré individuellement.

M. NEGULESCO voudrait voir ajouter au texte du Comité une disposition stipulant que le droit de regard devra revenir seulement aux Etats qui justifieront d'un intérêt dans l'affaire.

Un vote a lieu sur le texte du Comité de rédaction ; il est adopté par 6 voix contre 3.

Sur la proposition de M. ANZILOTTI, il est décidé que les mots „Tout Etat, Membre de la Société des Nations ou mentionné à l'annexe du Pacte" seront remplacés par les mots : „Tout Etat admis à ester en justice devant la Cour."

Il est entendu que la question de la place où l'article doit être inséré reste réservée.

him. He explained that the object of his amendment had been to prevent any State which had not been recognised by the Court as a party to a dispute from having the right to inspect documents relating to the suit. M. Altamira wished to prevent any interference on the part of States which were not directly concerned in a suit. His object was in this way both to protect the sovereignty of States concerned in a case and to prevent any possible lack of confidence in the Court which might result from a general right of inspection. For these reasons M. Altamira declared that he could not accept the text proposed by the Drafting Committee.

In conclusion, M. Altamira asked that a vote be taken on the text proposed by the Committee.

M. ANZILOTTI stated that he was prepared to agree to the deletion of the whole Article.

M. ALTAMIRA was also prepared to agree to this.

Lord FINLAY defended the Committee's text. He pointed out that it was necessary that States should be able to inspect documents, in order to decide whether or not they had an interest in intervening. The right of intervention had been granted by the Statute, and the right to inspect documents was a necessary corollary. In the draft of the Committee, all necessary precautions were taken in order to avoid possible abuse of this right.

M. BEICHMANN thought that it would be possible to arrive at a satisfactory solution by inserting in the Committee's draft a clause intended to make it clear that the right of inspection could not be exercised by all States, but only by those desiring to intervene, and that this right would only be granted in so far as it was necessary in order to arrive at a decision with regard to the advisability of intervening.

Lord FINLAY did not think that any addition of this kind was necessary. The Court would not grant a request to be allowed to inspect documents, if it did not consider such request to be justified. The fact that the right of inspection was dependent upon the granting of a request to that effect proved that it was only intended to accord this right to certain particular States.

M. NEGULESCO wished to add to the text of the Committee a clause to the effect that the right of inspection would only be granted to States which could show that they had an interest in the case.

A vote was taken on the drafting Committee's text which was adopted by 9 votes to 3.

On the proposal of M. ANZILOTTI, it was decided that the words : „any State Member of the League of Nations, or mentioned in the Annex to the Covenant" should be replaced by the words „any State which is entitled to appear before the Court".

It was understood that the question of the position of the Article in the Rules should be reserved.

283. — **Article 40.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI présente un amendement à cet article. (Distr. 100, annexe 65) [1]).

M. ANZILOTTI explique que dans le cas où l'affaire est introduite par requête, on pourrait réduire le nombre des pièces de procédure à quatre, puisque la partie répondante aurait déjà connaissance des arguments de la partie requérante dans la première pièce présentée par celle-ci. Dans ces circonstances, il est possible d'assimiler la requête au mémoire et la réponse au contre-mémoire. En tous cas, il est nécessaire de bien définir la requête et la réponse.

Lord FINLAY fait remarquer que le Statut prescrit et la présentation d'une requête et la présentation d'un mémoire. L'assimilation des deux documents n'est donc pas possible. A cette raison formelle, s'ajoute un argument de fond : il est impossible de préparer au début du procès un mémoire complet. Lord Finlay pourrait accepter le premier alinéa de l'amendement de M. Anzilotti en substituant seulement au mot „requête" le mot „mémoire" et à la „réponse" le „contre-mémoire". Il peut accepter sans modification le deuxième alinéa de l'amendement.

En réponse à une question posée par M. Anzilotti, Lord Finlay déclare que l'acte appelé „réponse" tient lieu d'une comparution devant la Cour.

M. ANZILOTTI, dans ces circonstances, croit que les six pièces de procédure doivent être mentionnées à l'art. 40.

M. ODA pense qu'il serait opportun d'ajouter à l'article 35, une disposition permettant aux parties de remplacer la requête par le mémoire.

M. ANZILOTTI propose le texte modifié suivant :

„En dehors de la requête et de la réponse, et sauf accord contraire des parties, les pièces de procédure suivantes sont présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir : . . . ."

Lord FINLAY propose rédiger comme suit l'amendement de M. Anzilotti :

„Si l'instance est introduite par la notification d'un compromis, et sauf accord contraire des parties, les pièces de procédure peuvent être présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

Un mémoire par chacune des parties dans un même délai ;

un contre-mémoire par chacune des parties dans un même délai ;

une réplique par chacune des parties dans un même délai."

1) voir p. 521.

283. — **Article 40.** (Distr. 87).

With this Article was connected an amendment handed in by M. Anzilotti (Distr. 100, Annex 65) [1]).

M. ANZILOTTI explained that when proceedings were instituted by an application, the number of documents of procedure might be reduced to four, since the respondent party would obtain knowledge of the arguments of the applicant party from the first document submitted by the latter. In these circumstances, it would be possible to assimilate the application to the case and the reply to the counter-case. At all events, it was necessary to define clearly what was meant by the application and the reply thereto.

Lord FINLAY pointed out that the Statute prescribed the submission of an application and of a case. The assimilation of these two documents was not therefore possible. In addition to this formal argument, there was also a fundamental one. It would be impossible to prepare a complete case at the outset of proceedings. Lord Finlay was ready to accept the first paragraph of M. Anzilotti's amendment, if the words „case" and „counter-case" were substituted respectively for the words „application" and „response". He was prepared to accept the second paragraph of the amendment without change.

In reply to a question put by M. Anzilotti, Lord Finlay stated that the document known as „the reply to an application" was equivalent to the entry of an appearance before the Court.

M. ANZILOTTI, in these circumstances, thought that the six documents of procedure should be mentioned in Article 40.

M. ODA thought that it would be advisable to add to Article 35 a provision authorising the parties to substitute a case for an application.

M. ANZILOTTI proposed the following amended wording :

„In addition to the application and the response thereto, faiting a agreement to the contrary between the parties, the following documents shall be presented, in the order stated below, viz."

Lord FINLAY proposed that M. Anzilotti's amendment should be worded as follows :

„In cases in which proceedings have been instituted by means of special agreement, provided that no agreement to the contrary has been concluded between the parties, the following documents may be submitted, in the order stated below :

a case, submitted by each party within the same period of time ;

a counter-case, submitted by each party within the same period of time ;

a reply, submitted by each party within the same period of time.

1) see p. 521.

„Si l'instance est introduite par requête, et sauf accord contraire des parties, les pièces de procédure sont présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

le mémoire par la partie demanderesse ;
le contre-mémoire par la partie défenderesse ;
la réplique par la partie demanderesse ;
la duplique par la partie défenderesse."

M. ANZILOTTI accepte les modifications apportées par Lord Finlay à son amendement.

Un vote a lieu sur le texte amendé ; il est adopté par 7 voix contre 5.

284. — **Article 41.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI ayant retiré l'amendement qu'il avait présenté à cet article (Voir Distr. 100, Annexe 65) [1]), le texte est adopté sans discussion.

285. — **Article 42.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI fait observer qu'à son avis, cet article devrait être inséré en premier lieu dans le chapitre concernant la procédure orale.

L'article est adopté sans autre discussion.

286. — **Article 43.** (Distr. 87).

L'article est adopté sans discussion.

287. — **Article 44.** (Distr. 87).

L'article est adopté sans discussion.

288. — **Article 45.** (Distr. 87).

Des amendements ont été présentés à l'article 45 par MM. Huber et Anzilotti (Distr. 100, Annexe 65) [2]).

M. HUBER explique son amendement. A son avis, la situation sera la même, qu'il s'agisse d'un cas visé à l'article 39 du Statut, 3ème alinéa, ou d'un cas où une langue autre que les langues officielles, est employée. Le texte qu'il a proposé est basé sur cette considération.

M. ANZILOTTI retire son amendement en faveur de celui présenté par M. Huber.

Cet amendement est adopté.

L'article est adopté avec l'amendement de M. Huber.

289. — **Article 46.** (Distr. 87).

En réponse à une question posée par M. Anzilotti, Lord FINLAY déclare qu'avant de statuer sur l'ordre entre les témoignages et les plaidoiries, la Cour ne manquera pas d'entendre les parties. Il déclare, également, en réponse à une question de M. Anzilotti, que la Cour pourra toujours admettre des plaidoiries après les té-

1) voir p. 519 et 521.
2) voir p. 521.

„When proceedings are instituted by means of an application, failing any agreement to the contrary between the parties, the documents shall be presented in the order stated below :

the case by the applicant ;
the counter-case by the respondent ;
the reply by the applicant ;
the rejoinder by the respondent."

M. ANZILOTTI accepted the modification suggested by Lord Finlay.

A vote was taken upon the amended text, which was adopted by 7 votes to 5.

284. — **Article 41.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI withdrew his amendment to this Article (see Distr. 100, Annex 65) [1]). The Article was adopted without discussion.

285. — **Article 42.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI pointed out that in his opinion this Article should be inserted in the beginning of the chapter on oral procedure.

The Article was adopted without further discussion.

286. — **Article 43.** (Distr. 87).

The Article was adopted without discussion.

287. — **Article 44.** (Distr. 87).

The Article was adopted without discussion.

288. — **Article 45.** (Distr. 87).

Amendments had been submitted by MM. Huber and Anzilotti in connection with this Article (Distr. 100, Annex 65) [2]).

M. HUBER explained his amendment. In his opinion the situation would be the same both in the circumstances contemplated in the third paragraph of Article 39 of the Statute and in the case when a language other than the official languages happened to be used. The text which he proposed was based on this consideration.

M. ANZILOTTI withdrew his amendment, in favour of that submitted by M. Huber.

The latter amendment was adopted.

The Article was adopted with M. Huber's amendment.

289. — **Article 46.** (Distr. 87).

In reply to a question put by M. Anzilotti, Lord FINLAY stated that before deciding the order in which evidence was to be taken and cases to be presented by counsel, the Court would not fail to hear the views of the parties. He also declared, in reply to a question by M. Anzilotti, that the Court could always allow

1) see p. 519 and 521.
2) see p. 521.

moignages, quand même les plaidoiries principales auraient eu lieu avant.

M. ANZILOTTI croit qu'il serait opportun d'ajouter une disposition expresse à cet effet.

M. MOORE pense que pour éviter des malentendus, il faudrait alors ajouter une règle analogue dans un certain nombre d'autres articles.

M. ANZILOTTI craint qu'une comparaison entre les articles 54 du Statut et le présent article 46 du projet ne donne l'impression d'une contradiction.

Lord FINLAY, en réponse, déclare que la terminologie anglaise de l'article 54 du Statut exclut cette contradiction, le mot „présentation" qui y est employé couvrant aussi bien les témoignages que les plaidoiries.

M. HUBER parle en faveur de la suppression de l'article 46, qui, à son avis, est couvert par l'article 48 du Statut.

M. NYHOLM pense que le texte actuel de l'article 46 exclut la possibilité de plaidoyers aussi bien avant qu'après les témoignages. Dans ces circonstances, M. WEISS, qui pourrait cependant accepter la suppression de l'article, suggère l'idée d'y ajouter la phrase suivante :

„La discussion de ces moyens de preuve étant toujours réservée."

L'article ainsi amendé est adopté à l'unanimité.

290. — **Article 47.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI propose la suppression des mots „représentants des parties" comme étant inutiles.

L'article est adopté avec cette modification.

291. — **Article 48.** (Distr. 87).

Cet article est adopté sans discussion.

292. — **Article 49 et 50.** (Distr. 87).

M. Anzilotti a présenté des amendements à ces deux articles. (Voir Distr. 100, annexe 65) [1]).

M. ANZILOTTI, en expliquant ses amendements, déclare qu'à son avis il n'y a que deux manières possibles de procéder :

1. La Cour invite les parties à appeler les témoins ;

2. la Cour adresse des commissions rogatoires.

Dans cet ordre d'idées, il faut éviter l'expression „citer" qui n'est pas exacte.

M. Anzilotti explique également qu'il convient d'établir un accord parfait entre les hypothèses visées aux articles 49 et 50 du projet, en ce qui concerne l'initiative de la Cour, et en ce qui concerne les pouvoirs du Président. Son amendement vise à tenir compte de ces observations.

Lord FINLAY pourra se rallier à l'amendement de M. Anzilotti, à condition qu'à cet amendement soit

1) voir p. 522.

counsel to be heard after the evidence had been taken, even if the addresses by counsel had taken place beforehand.

M. ANZILOTTI thought it would be advisable to add an express provision to this effect.

Mr. MOORE thought that to avoid misunderstandings a similar rule would in that case have to be inserted in a number of Articles.

M. ANZILOTTI feared that an apparent contradiction would be created between Article 54 of the Statute and the present Article 46 of the Rules.

Lord FINLAY in reply stated that the English wording of Article 54 of the Statute made such a misunderstanding impossible, as the word „presentation" used covered both evidence and pleadings.

M. HUBER advocated the deletion of Article 46, since in his opinion it was covered by Article 48 of the Statute.

M. NYHOLM thought that the present text of Article 46 ruled out the possibility of an address by counsel being admitted both before and after the taking of evidence. In these circumstances, M. WEISS — who was, however, prepared to agree to the deletion of the Article — suggested that the following words should be added :

„the parties shall, however, retain the right to comment on the evidence given."

The Article thus amended was adopted unanimously.

290. — **Article 47.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI proposed the omission of the words „representatives of the parties" as being needless.

The Article was adopted with this modification.

291. — **Article 48.** (Distr. 87).

This Article was adopted without discussion.

292. **Articles 49 and 50.** (Distr. 87).

Amendments were presented by M. Anzilotti (Distr. 100, Annex 65) [1]) relating to these Articles.

M. ANZILOTTI, explaining his amendments, stated that in his opinion there were only two possible methods of procedure.

1. For the Court to invite the parties to call witnesses.

2. For the Court to obtain evidence on commission.

For this reason the expression „summon witnesses (citer)" must be avoided, as not being correct.

M. Anzilotti also explained that the possible cases referred to in Articles 49 and 50 of the draft must be brought into harmony as regards the action to be taken by the Court, and as regards the powers of the President. The object of the amendment was to have due regard to the above remarks.

Lord FINLAY said that he would be able to support M. Anzilotti's amendment, provided that the last para-

1) see p. 522.

ajouté le dernier alinéa de l'article 50 du projet établissant la compétence subsidiaire du Président lorsque la Cour ne siège pas.

M. ANZILOTTI peut accepter cette addition ; il déclare toutefois qu'à son avis, l'article 48 du Statut établit la compétence exclusive de la Cour ; cependant, cette question a déjà été tranchée par la Cour dans un sens contraire aux opinions de M. Anzilotti.

M. BEICHMANN, d'accord avec M. Anzilotti, propose le nouveau texte suivant de l'amendement de ce dernier :

„A la requête de l'une ou de l'autre des parties ou sur sa propre initiative, la Cour peut inviter les parties à présenter des témoins, ou prendre elle-même les mesures nécessaires, conformément à l'article 44 du Statut, en vue de l'audition des témoins en dehors de la Cour.

„Elle peut également demander la présentation de tout autre moyen de preuve sur des points de faits au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord.

„La Cour, ou si elle ne siège pas, le Président, décide."

Lord FINLAY propose d'autre part, la nouvelle rédaction suivante des articles 49 et 50 du projet.

Article 49. — „A la requête de l'une ou de l'autre des parties, ou sur sa propre initiative, la Cour peut, sous réserve des dispositions de l'article 44 du Statut, inviter les parties à présenter des témoins ou demander la présentation de tous autres moyens de preuves sur des points de fait au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord."

Article 50. — „La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, prend, à la demande de l'une des parties ou sur sa propre initiative, les mesures requises en vue de l'audition des témoins en dehors de la Cour."

M. NYHOLM a compris de la manière suivante, les articles 48 à 50 du projet : les articles 48 et 49 établissent les règles générales concernant l'admission des témoignages, tandis que l'article 50 se borne à donner les détails sur le cas où les témoignages sont recueillis en dehors de la Cour. Les décisions à prendre aux termes de l'article 49 sont judiciaires ; celles visées à l'article 50 sont administratives. Pour cette raison, il est, dans l'opinion de M. Nyholm, impossible de réunir ces deux articles.

M. ANZILOTTI, au contraire, croit cette réunion possible. Puisque la Cour a reconnu que tout moyen de preuve apporté par les parties sera admis automatiquement, la différence entre les articles 49 et 50, établie par M. Nyholm, n'existe pas.

M. NEGULESCO attire l'attention sur son amendement, (Distr. 94) ainsi conçu :

„La Cour ne pourra ordonner une enquête sur le

graph of Article 50 of the draft was added to it. This paragraph provided that the powers might be exercised by the President when the Court was not sitting.

M. ANZILOTTI accepted this addition ; he stated, however, that in his opinion Article 48 of the Statute laid down that the Court alone was competent ; this question, however, had already been decided by the Court, which had adopted a view contrary to that of M. Anzilotti.

M. BEICHMANN, in agreement with M. Anzilotti, proposed the following fresh text for the amendment of M. Anzilotti :

„At the request of one of the parties or on its own initiative, the Court may invite the parties to call witnesses, or may itself take the necessary steps, in accordance with Article 44 of the Statute, for the examination of witnesses out of Court.

The Court may also order any other evidence to be produced upon points of fact in regard to which the parties are not in agreement.

The decision shall rest with the Court, or with the President if the Court is not sitting."

Lord FINLAY, on the other hand, proposed the following fresh draft of Articles 49 and 50 of the Committee's text :

Article 49. — „At the request of one of the parties or on its own initiative the Court may, subject to the provisions of Article 44 of the Statute, invite the parties to call witnesses, or may call for the production of any other evidence on points of fact in regard to which the parties are not in agreement.

Article 50. — „The Court, or the President should the Court not be sitting, shall, at the request of one of the parties, or on its own initiative, take the necessary steps for the examination of witnesses out of Court."

In M. NYHOLM's view, Articles 48 to 50 of the draft were to be interpreted as follows : Articles 48 and 49 laid down the general rules with regard to the admission of evidence, whilst Article 50 merely gave details as to cases where witnesses were examined out of Court. The decisions which had to be taken in accordance with Article 49 were on points of law, those referred to in Article 50 on points of administration. For this reason, in the opinion of M. Nyholm, it was impossible to amalgamate these two Articles.

M. ANZILOTTI, on the other hand, thought such an amalgamation was possible. Since the Court had accepted the principle that any evidence produced by the parties should be admitted automatically, the difference drawn by M. Nyholm between Articles 49 and 50 did not really exist.

M. NEGULESCO drew attention to his amendment (Distr. 94), which ran as follows :

„The Court shall not order an enquiry to be held

territoire d'un des Etats en cause sans l'assentiment de cet Etat. Chaque Etat aura le droit de nommer un membre de la Commission d'enquête, conformément à l'article 31 du Statut. En outre, les deux Etats désignent ensemble le Président de la Commission parmi les juges de la Cour, et, en cas de désaccord, la Cour décide."

Le PRÉSIDENT, Lord FINLAY et M. WEISS déclarent, qu'à leur avis, la première partie de l'amendement est inutile, étant donné d'une part que la Cour ne peut rien faire sur le territoire d'un Etat déterminé sans le consentement de celui-ci, et, d'autre part, que les dispositions de l'article 44 du Statut sont formelles et couvrent le cas. Ils expriment également l'avis que l'adoption de la seconde partie de l'amendement serait peu opportune.

M. NEGULESCO, en présence de cette opinion, réduit son amendement à la formule suivante :

„La Cour ne pourra ordonner une enquête sur le territoire d'un des Etats en cause sans l'assentiment de cet Etat."

Le PRÉSIDENT, étant d'accord avec d'autres juges pour déclarer que le principe exprimé dans cette formule est sous-entendu dans le texte, M. Negulesco retire son amendement sous bénéfice de cette déclaration.

Un vote a lieu sur l'amendement de M. Anzilotti avec la rédaction modifiée qu'il a soumise d'accord avec M. Beichmann, et sauf le dernier alinéa, qu'il retire.

Cet amendement est rejeté par 7 voix contre 5.

Il est entendu que le Comité de rédaction préparera une nouvelle rédaction des articles 49 et 50 en se basant sur le texte proposé par Lord Finlay.

293. — **Article 51.** (Distr. 87).

Il est entendu que le fait d'avoir pris l'engagement visé par l'article n'obligera pas à violer le secret professionnel.

Sous cette réserve, l'article est adopté.

294. — **Article 52.** (Distr. 87).

A cet article, se rattache la note de M. Yovanovitch (Distr. 101) [1]).

M. ANZILOTTI propose de remplacer les mots „avec son assentiment" par les mots „après lui".

M. YOVANOVITCH se rallie à cet amendement.

Après un échange de vues d'où il résulte que le Président doit déterminer l'ordre dans lequel les questions peuvent être posées, mais qu'il n'a pas le pouvoir d'empêcher un juge de poser une question, l'amendement est adopté à l'unanimité.

1) inséré parmi les annexes sous le No. 65 a. Voir p. 524.

within the territory of one of the States which are parties to the dispute without the consent of that State. Each State shall have the right to appoint a member of the Commission of Enquiry, in accordance with Article 31 of the Statute. Further, the two States shall jointly appoint the President of the Commission from amongst the judges of the Court ; in case of disagreement, the decision shall rest with the Court."

The PRESIDENT, Lord FINLAY and M. WEISS stated that in their opinion the first part of the amendment was useless, seeing that on the one hand the Court could do nothing on the territory of any individual State without the consent of that State ; and on the other hand that the provisions of Article 44 of the Statute were perfectly definite and provided for the case. They also expressed the opinion that the adoption of the second part of the amendment would be undesirable.

M. NEGULESCO, in view of these statements of opinion, limited his amendment to the following clause :

„The Court shall not order an enquiry to be held within the territory of one of the States which are parties to the dispute, without the consent of that State."

In view of a statement made by the PRESIDENT in agreement with other judges to the effect that the principle contained in these words was taken for granted in the text, M. Negulesco withdrew his amendment.

A vote was taken on M. Anzilotti's amendment in the modified form proposed by him in agreement with M. Beichmann, saving the last paragraph, which he withdrew.

This amendment was rejected by 7 votes to 5.

It was agreed that the Drafting Committee should prepare a fresh draft of Articles 49 and 50, based on the text proposed by Lord Finlay.

293. — **Article 51.** (Distr. 87).

It was agreed that the fact that an individual had made the solemn declaration referred to in the Article should not compel him to violate professional secrecy.

With this reservation, the Article was adopted.

294. — **Article 52.** (Distr. 87).

M. Yovanovitch had presented a note (Distr. 101) [1]) relating to this Article.

M. ANZILOTTI proposed to substitute the words „after him" for the words „with his consent".

M. YOVANOVITCH accepted this amendment.

After a short discussion, in which it was agreed that it was for the President to decide the order in which questions might be asked, but that he had not the power to prevent a judge from asking a question, the amendment was adopted unanimously.

1) inserted amongst the annexes under No. 65 a. See p. 524.

L'article est adopté avec la modification proposée par M. Anzilotti.

295. — **Article 53.** (Distr. 87).
Cet article est adopté sans modification.

296. — **Article 54.** (Distr. 87).
Cet article est adopté sans modification.

297. — **Article 55.** (Distr. 87).
Sur la proposition de M. NYHOLM, le mot „sténographique" est remplacé par le mot „textuel" : les comptes-rendus doivent reproduire les témoignages seulement dans leur forme définitive.

Sur la proposition de M. BEICHMANN, il est décidé qu'une disposition sera ajoutée à l'article stipulant que le compte-rendu d'un témoignage doit être lu aux témoins et approuvé par ceux-ci.

Sur la proposition de M. NYHOLM, il est décidé de libeller le deuxième alinéa comme suit :

„La Cour décide dans chaque cas spécial s'il doit être établi pour son usage etc. . . ."

298. — **Article 56.** (Distr. 87).
Sur la proposition de M. ANZILOTTI, il est décidé que le numéro 5 de l'article sera libellé comme suit :

„5) les déclarations faites par les parties."

L'article ainsi rédigé est adopté.

299. — **Article 57.** (Distr. 87).
Cet article est adopté sans modification.

300. — **Article 58.** (Distr. 87).
Cet article est adopté sans modification.

301. — **Date de la prochaine séance.**
La prochaine séance aura lieu l'après-midi du même jour à 15 heures.

La séance est levée à 13 h.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

The Article, with the modification proposed by M. Anzilotti, was adopted

295. — **Article 53.** (Distr. 87).
This Article was adopted without modification.

296. — **Article 54.** (Distr. 87).
This Article was adopted without modification.

297. — **Article 55.** (Distr. 87).
On the proposal of M. NYHOLM, the word „textuel" was substituted for the word „sténographique" (in the French text) ; the records should only reproduce the evidence in its final form.

On the proposal of M. BEICHMANN, it was decided that a provision should be added to the Article, to the effect that the record of a witness's evidence should be read over to him and approved by him.

On the proposal of M. NYHOLM, it was decided that the second paragraph (French text) should run as follows:

„la Cour décide dans chaque cas spécial s'il doit être établi pour son usage, etc. . . . ."

298. — **Article 56.** (Distr. 87).
On the proposal of M. Anzilotti, it was decided that No. 5 of the Article should run as follows :

„any declarations made by the parties."

The Article as amended was adopted.

299. — **Article 57.** (Distr. 87).
This Article was adopted without modification.

300. — **Article 58.** (Distr. 87).
This Article was adopted without modification.

301. — **Date of the next meeting.**
The next meeting was fixed for the afternoon of the same day at 3 p. m.

The meeting rose at 1 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

TRENTE-SEPTIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 21 mars 1922, à 15 heures,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Anzilotti,
Altamira,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

Suite de la discussion sur le projet de Règlement présenté par le Comité de Rédaction.

302. — **Article 59.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI a présenté un amendement à cet article (Distr. 100, annexe 65) [1]).

M. Anzilotti, en expliquant son amendement, rappelle la discussion qui eut lieu lors de la 27ème séance de la Cour, ainsi que la proposition qu'il a faite de supprimer l'article 36 du projet. Il déclare que son amendement vise, entre autres choses, à retenir la disposition de cet article concernant l'obligation, pour la Cour, d'examiner sa compétence avant d'instituer une procédure par contumace. En général, l'amendement vise à établir le principe que la question de compétence doit être tranchée par arrêt spécial, avant toute procédure sur le fond. Il est désirable que la décision à ce sujet ne soit pas rendue dans l'arrêt final, sauf dans le seul cas où un Etat qui conteste la compétence de la Cour entre en même temps dans une discussion de fond.

Le PRÉSIDENT déclare qu'à son avis l'article 59 du projet peut être supprimé comme superflu. L'amendement de M. Anzilotti l'étant également, ne devrait pas être admis.

1) voir p. 522.

PRELIMINARY. SESSION

THIRTY-SEVENTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 21st, 1922, at 3 p. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

Continuation of the discussion on the Draft Rules submitted by the Drafting Committee.

203. — **Article 59.** (Distr. 87).

M. Anzilotti's amendment (Distr. 100, Annex 65) [1]) related to this Article.

M. ANZILOTTI, in explaining his amendment, referred to the discussion which took place at the 27th meeting of the Court, and to the proposal which he made to omit Article 36 of the Draft. He stated that the object of his amendment was amongst other things to retain the provision of that Article with regard to the obligation laid upon the Court to consider the question of its jurisdiction before proceeding to give judgment by default. In general, the object of the amendment was to lay down the principle that the question of jurisdiction must be decided by a special judgment to be given before any procedure on the question as a whole was commenced. It was desirable that the decision with regard to jurisdiction should not be given in the final judgment, except in the case where a State which denied the jurisdiction of the Court, at the same time entered upon the discussion of the question as a whole.

The PRESIDENT declared that Article 59 of the draft might be omitted as superfluous. M. Anzilotti's amendment was also unnecessary, and should not be adopted.

1) see p. 522.

M. BEICHMANN se rallie à la proposition de supprimer l'article.

Lord FINLAY déclare être du même avis. Il ajoute que, même en l'absence de toute règle à cet effet, la Cour examinera sa compétence avant d'entrer en matière. Ce sera une question d'opportunité dans chaque cas spécial que de savoir si l'arrêt concernant la compétence doit être rendu séparément ou être inclus dans l'arrêt final.

M. HUBER fait observer que le droit pour la Cour de rendre des arrêts par contumace et de juger des affaires malgré la contestation de sa compétence par une des parties, constitue dans les relations internationales les deux innovations des plus radicales, qu'il faut appliquer avec précaution. Il importe, avant tout, que la Cour décide sur sa compétence avant d'entrer en matière, et qu'elle consacre cette décision par un arrêt entièrement séparé de la procédure principale. Il rappelle que les deux sources du droit qu'à la Cour de décider elle-même sur sa propre compétence en la matière sont d'une part : la déclaration d'après laquelle est acceptée la disposition facultative concernant la juridiction obligatoire, ainsi que les traités de paix ; et d'autre part, l'article 53 du Statut qui confère à la Cour, par rapport à tout Etat ayant ratifié le Statut, le droit de décider si, dans un cas déterminé, elle est compétente en vertu des articles 36 ou 37 du Statut.

Pour ces raisons, M. Huber se prononce en faveur du maintien de l'article.

M. MOORE est en faveur de la plus grande liberté pour la Cour. Le plus souvent la question de compétence est si étroitement liée aux faits allégués dans une affaire que la décision sur la compétence ne peut être rendue que dans l'arrêt final. Mais il ne faut pas lier la Cour ni à cette règle, ni à aucune autre.

M. NYHOLM fait valoir que la règle proposée par M. Anzilotti va à l'encontre de celle adoptée par la procédire française. Ce fait démontre l'utilité d'une règle : s'il n'y en avait pas, on ne saurait jamais au juste quel principe appliquer.

Un vote a lieu sur l'article 59.

Il est supprimé par 7 voix contre 5.

303. — **Article 60.** (Distr. 87).

A cet article se rattache un amendement de M. Anzilotti. (Voir distr. 100, annexe 65) [1]).

Il explique que son amendement a pour but d'exprimer d'une façon claire que, bien qu'il soit évidemment impossible d'empêcher les parties de présenter des documents en tout état de cause, en règle générale les documents présentés tardivement ne seront pas pris en considération.

1) voir p. 522.

M. BEICHMANN supported the proposal to omit the Article.

Lord FINLAY said that he was of the same opinion, and added that even if there was no rule on the subject, the Court would always consider the question of its jurisdiction before proceeding further with a case. It would have to be decided in each particular case whether the judgment with regard to the jurisdiction should be delivered separately or should be included in the final judgment.

M. HUBER pointed out that the right possessed by the Court of giving judgment by default, and of hearing a case despite the fact that one of the parties denied the jurisdiction of the Court constituted two most radical innovations in international relations, and must be used with caution. It was above all important that the Court should decide the question of jurisdiction before proceeding to deal with a case, and that this decision should be given in a judgment entirely separate from the main proceedings. He recalled the fact that the two sources of the Court's competence for deciding the question of its jurisdiction were, on the one hand, the acceptance by States of the optional clause with regard to compulsory jurisdiction, and the Peace Treaties ; and, on the other hand, Article 53 of the Statute, which conferred on the Court the right to decide, in regard to any State which had ratified the Statute, whether in a particular case it had jurisdiction in accordance with Articles 36 or 37 of the Statute.

For these reasons M. Huber declared himself in favour of maintaining the Article.

Mr. MOORE was in favour of giving the Court the greatest latitude. As a general rule the question of jurisdiction was so closely connected with the facts at issue in a case that the decision in regard to jurisdiction could only be given in the final judgment ; but the Court must not be bound either by this rule or by any other.

M. NYHOLM pointed out that the rule proposed by M. Anzilotti ran counter to that observed in French procedure. This fact showed that a rule was desirable. If none were adopted, it would never be known exactly what principle must be applied.

A vote was taken on Article 59.

The Article was suppressed by 7 votes to 5.

303. — **Article 60.** (Distr. 87).

M. Anzilotti's amendment (see Distr. 100, Annex 65) [1]) related to this Article.

He explained that the object of his amendment was to make it clear that, although it was evidently impossible to prevent the parties from presenting documents at any stage of the proceedings, documents which were presented at a late stage would not as a general rule be taken into consideration.

1) see p. 522.

M. WEISS se prononce en faveur de l'amendement à l'article 60 présenté par M. Anzilotti, avec une légère modification de rédaction.

Un vote a lieu sur cet amendement. Il est adopté par 8 voix contre 4.

Cet article sera, par conséquent, libellé comme suit :

„Toute requête à fin d'intervention, aux termes de l'article 62 du Statut, sera communiquée au Greffier au plus tard avant l'ouverture de la procédure orale.

„La Cour peut toutefois, en raison de circonstances exceptionnelles, prendre en considération une requête présentée plus tard."

304. — **Nouvel article concernant la nomination de juges nationaux par les parties intervenantes.**

M. Anzilotti a proposé un article à ce sujet (voir Distr. 100, annexe 65 : Article 60, 3ème alinéa) [1].

M. ANZILOTTI explique que la décision sur la question de savoir si plusieurs Etats font cause commune doit être toujours liminaire.

Afin de hâter la procédure, on peut, dans ces circonstances, utilement combiner cette décision avec la décision admettant la requête à fin d'intervention.

M. MOORE remarque, d'une part, que le texte proposé par M. Anzilotti présuppose que les intervenants désireront toujours nommer des juges nationaux ; l'initiative doit cependant venir des intervenants eux-mêmes. D'autre part, il est, de l'avis de M. Moore, impossible de hâter la procédure en ce qui concerne la décision sur la communauté d'intérêts ; pour pouvoir prendre cette décision il faut tout d'abord entendre les parties principales. Il est enfin douteux que l'article 31 du Statut s'applique aux intervenants.

En vue de donner satisfaction à quelques objections présentées par M. Beichmann, M. ANZILOTTI modifie comme suit le texte qu'il a proposé :

„Dans le cas d'une requête à fin d'intervention aux termes de l'article 62 du Statut, la Cour, en admettant la requête, pourra constater, le cas échéant, si l'Etat intervenant fait cause commune avec l'une des parties. S'il n'en est pas ainsi, un délai lui est assigné pour la nomination d'un juge de sa nationalité, conformément à l'article 31 du Statut."

Un vote a lieu sur ce texte ; il est rejeté par 9 voix contre 3.

1) voir p. 522.

M. WEISS expressed himself in favour of the amendment to Article 60 presented by M. Anzilotti, with a slight modification in drafting.

A vote was taken on this amendment, which was adopted by 8 votes to 4.

The Article would therefore run as follows :

„An application for permission to intervene under the terms of Article 62 of the Statute shall be communicated to the Registrar at latest before the commencement of the oral proceedings.

„Nevertheless the Court may, in exceptional circumstances, consider an application submitted at a later stage."

304. — **New Article with regard to the appointment of national judges by parties intervening.**

M. Anzilotti proposed an article on this subject. (Distr. 100, Annex 65 — Article 60, paragraph 3) [1].

M. Anzilotti explained that the decision as to the question whether several States were to be regarded as taking joint action in the case must always be given at the outset of proceedings.

In order to hasten proceedings, it might be advisable under these circumstances to combine this decision with the decision in regard to the request for permission to intervene.

Mr. MOORE pointed out that on the one hand the text proposed by M. Anzilotti presupposed that the parties intervening would always be desirous of appointing a national judge ; the first step in this matter should, however, be taken by the intervening parties themselves. On the other hand it was, in the opinion of Mr. Moore, impossible to hasten proceedings as regards the decision on the question of community of interests ; before arriving at this decision it would first be necessary to hear the principal parties. Finally, it was doubtful whether Article 31 of the Statute applied to intervening parties.

With a view to meeting certain objections raised by M. Beichmann, M. ANZILOTTI modified the text proposed by himself as follows :

„In the case of an application to intervene under the terms of Article 62 of the Statute, the Court, when granting permission, may, if necessary, decide whether the intervening State is to be regarded as taking joint action with one of the parties. If this is not the case, a time limit shall be assigned for the nomination of a judge of the nationality of the intervening State, in conformity with Article 31 of the Statute."

A vote was taken on this paragraph. It was rejected by 9 votes to 3.

1) see p 522.

305. — **Article 61.** (Distr. 87).

Sur la proposition de M. ANZILOTTI, le dernier alinéa est libellé comme suit :

„La requête est immédiatement communiquée aux parties qui font parvenir au Greffier leurs observations dans le délai fixé par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par le Président. "

L'article est adopté avec cet amendement.

306. — **Article 62.** (Distr. 87).

A cet article se rattache un amendement de M. ANZILOTTI (Distr. 100, annexe 65) [1]).

M. ANZILOTTI explique que son amendement vise en premier lieu à supprimer l'expression „partie primitive" dans le cas prévu par l'article 63 du Statut, les intervenants ne deviennent, en effet, pas parties au conflit.

En second lieu, le but de l'amendement est de donner plus de souplesse aux dispositions déjà contenues dans l'article 62 du projet.

En réponse à une question posée par M. Nyholm, M. BEICHMANN explique que, pour l'éventualité où un Etat interviendrait après la clôture de la procédure écrite, il est nécessaire de stipuler que l'intervenant a le droit de présenter un document écrit ; ce droit ne découle pas automatiquement, aux yeux de M. Beichmann, du fait d'être admis comme intervenant.

Au sujet du deuxième alinéa de l'amendement de M. Anzilotti, M. NYHOLM, appuyé par Lord FINLAY, exprime l'avis que le droit de prendre connaissance des documents est un corollaire nécessaire du droit d'intervenir.

Un vote a lieu sur l'amendement de M. Anzilotti : le premier alinéa est adopté par 10 voix contre 2. Le deuxième alinéa est adopté par 8 voix contre 4.

Ces textes remplaceront l'article 62 du projet.

M. BEICHMANN rappelle que le deuxième alinéa de l'article 62 du projet a été inséré afin de tenir compte d'une observation antérieurement présentée par lui. Cette observation se référait cependant également aux articles 62 et 63 du Statut. L'alinéa en question étant ajouté à l'article 62 du projet n'est cependant applicable qu'à l'article 62 du Statut. Dans ces circonstances, M. Beichmann propose un nouvel article qui serait ainsi conçu :

„Dans le cas d'intervention, la Cour, ou si elle ne siège pas, le Président, décide s'il y a lieu d'inviter ou d'autoriser l'Etat intervenant à présenter un mémoire écrit. Les parties principales ont le droit d'y répondre par un mémoire. "

1) voir p. 522.

305. — **Article 61.** (Distr. 87).

On the proposal of M. ANZILOTTI, the last paragraph was worded as follows :

„Such application shall be immediately communicated to the parties, who shall send to the Registrar any observations which they may desire to make, within a period to be fixed by the Court, or by the President should the Court not be sitting."

The Article was adopted with this amendment.

306. — **Article 62.** (Distr. 87).

An amendment submitted by M. ANZILOTTI (Distr. 100, Annex 65) [1]) was connected with this Article.

M. ANZILOTTI explained that the object of his amendment was in the first place to delete the expression „original parties" ; for in the circumstances contemplated by Article 63 of the Statute, intervening parties did not become parties to the dispute.

The second object of the amendment was to afford a greater degree of elasticity to the provisions already contained in Article 62 of the draft.

In reply to a question put by M. Nyholm, M. BEICHMANN explained that in the event of a State intervening after the close of the written proceedings, it was necessary to stipulate that such State should have the right to submit a written document ; in M Beichmann's opinion this right did not follow automatically from the fact that permission to intervene had been granted.

In regard to the second paragraph of M. Anzilotti's amendment, M. NYHOLM, supported by Lord FINLAY, expressed the opinion that the right to inspect documents was a necessary corollary of the right to intervene.

A vote was taken on M. Anzilotti's amendment.

The first paragraph was adopted by 10 votes to 2, and the second by 8 votes to 4.

This text would therefore replace Article 62 of the draft.

M. BEICHMANN recalled the fact that the second paragraph of Article 62 of the draft had been inserted in order to take into account certain remarks submitted by him on a previous occasion. His remarks, however, referred equally to Articles 62 and 63 of the Statute. The paragraph in question had been added to Article 62 of the draft, but was however only applicable to Article 63 of the Statute. In these circumstances, M. Beichmann proposed a new article worded as follows :

„When permission to intervene has been granted, the Court, or the President, of the Court is not sitting, shall decide whether the intervening State shall be invited or permitted to submit a written case. The principal parties shall have the right to submit a case in reply."

1) see p. 522.

Il est expliqué que dans l'hypothèse de l'article 62 du Statut, qui traite d'une intervention véritable, il est moins nécessaire de stipuler expressément le droit de présenter des documents par écrit.

Un vote a lieu sur le nouvel article proposé par M. Beichmann ; il est rejeté par 11 voix contre 1.

307. — **Article 63.** (Distr. 87).

M. Anzilotti soulève la question des jugements d'accord déjà discutée par la Cour lors de la 27ème séance

Il propose maintenant un nouvel alinéa à ce sujet, à ajouter à l'article 63 du Règlement. Cet alinéa serait ainsi conçu :

„Les dispositions du présent article ne préjugent pas de la faculté pour la Cour d'adopter par un arrêt les conclusions conformes des parties "

Il explique sa proposition en exprimant la crainte que le texte actuel de l'article n'exclue l'homologation par arrêt de l'accord des parties

MM. Beichmann et Weiss craignent que les jugements d'accord ne nuisent à la jurisprudence qu'il est un des premiers devoirs de la Cour d'établir.

M. Huber rappela que l'intention des rédacteurs du Statut, en formulant le dernier alinéa de l'article 38 du Statut, était de frayer le chemin pour les jugements d'accord.

M. Weiss déclare que cet article, à son avis, n'est guère applicable en la matière.

Lord Finlay croit, d'une manière générale, qu'il est préférable que la Cour se borne à prendre acte de l'accord des parties. Si l'on veut cependant établir la pratique des jugements d'accord, il faut que cette pratique devienne la règle générale, afin qu'il soit bien clair que, dans ces cas, la Cour n'a fait que consacrer par un jugement l'accord des parties, sans être intervenue dans le fond de l'affaire.

Un vote a lieu sur le nouvel alinéa proposé par M. Anzilotti. Il est rejeté par 9 voix contre 3.

La rédaction du projet de Règlement est adoptée.

308. — **Article 64.** (Distr. 87).

Sur la proposition de M. Nyholm, les nos. 5, 6 et 7 sont libellés de la manière suivante :

5) les conclusions des parties ;
6) les circonstances de fait ;
7) les raisons de droit.

L'article est adopté avec ces modifications.

309. — **Article 65.** (Distr. 87).

L'article est adopté sans modification.

It was explained that in the circumstances contemplated by Article 62 of the Statute, which dealt with real intervention, it was less necessary expressly to stipulate that there should be a right to submit written documents.

A vote was taken on the new Article proposed by M. Beichmann, which was rejected by 11 votes to 1.

307. — **Article 63.** (Distr. 87).

M. Anzilotti raised the question of judgments recording the conclusion of an agreement ; this had already been discussed by the Court at its 27th meeting.

He now proposed a new paragraph on this subject to be added to Article 63 of the Rules. This paragraph would be worded as follows :

„The provisions of the present Article shall not prejudice the Court's right to record in a judgment the conclusions agreed upon between the parties."

He explained that this proposal was due to a fear that the present text of the Article might be taken to imply that the Court could not approve by means of a judgment an agreement reached between the parties.

MM. Beichmann and Weiss feared that judgments confirming an agreement might have a detrimental effect upon the development of case-law, the formation of which was one of the Court's principal duties.

M. Huber reminded the Court that the intention of the authors of the Statute when drawing up the last paragraph of Article 38 of the Statute had been to prepare the way for judgments by consent.

M. Weiss stated that this Article in his opinion was hardly applicable to the subject under discussion.

Lord Finlay thought that generally speaking it would be preferable for the Court to confine itself to recording the conclusion of agreements between the parties. If, however, it were desired to establish the practice of confirming agreements by a judgment, this practice must be made a general rule, in order to avoid creating an impression that the Court, when pronouncing judgment recording the conclusion of an agreement, was exercising its discretion.

A vote was taken on the new paragraph proposed by M. Anzilotti. It was rejected by 9 votes to 3.

The Article of the draft Rules was adopted.

308. — **Article 64.** (Distr. 87).

On the proposal of M. Nyholm, Nos. 5, 6 and 7 were worded as follows :

5. The conclusions of the parties ;
6. Points of fact (les circonstances de fait) ;
7. Points of law (les raisons de droit).

The Article was adopted with these amendments.

309. — **Article 65.** (Distr. 87).

This Article was adopted without amendment.

310. — **Article 66.** (Distr. 87).
L'article est adopté sans modification.

311. — **Article 67.** (Distr. 87).
L'article est adopté sans modification.

312. — **Article 68.** (Distr. 87).
M. ALTAMIRA attire l'attention de ses collègues sur ce que la conséquence de la référence à l'article 13 du Statut le 3ème alinéa de l'article 68 du projet sera, dans beaucoup de cas, de faire appeler à nouveau des juges qui ont déjà cessé d'exercer leurs attributions.

M. WEISS croit que tel est l'esprit du Statut et l'opinion de la Cour.
L'article est adopté sans modification.

313. — **Article 69.** (Distr. 87).
Cet article est adopté sans modification.

314. — **Articles 70 et 71.** (Distr. 87).
Des amendements ont été présentés à ces articles par MM. Anzilotti et Beichmann (Distr. 100 et 105, annexes 65 et 66) [1]).
M. ANZILOTTI explique que son amendement a pour but d'exprimer d'une façon plus nette ce qui se trouve déjà dans les articles correspondants du projet. L'amendement tend également à distinguer entre les dispositions applicables lorsque l'instance est introduite par la notification d'un compromis et les dispositions applicables lorsqu'elle est introduite par requête.
M. BEICHMANN déclare que son amendement vise surtout à établir clairement que les parties n'auront, en général, que le droit de présenter chacune un seul document de procédure, et aussi de stipuler que la Chambre de procédure sommaire ne doit pas être convoquée avant la fin de la procédure écrite.
M. ANZILOTTI retire son amendement en faveur de celui présenté par M. Beichmann.
Lord FINLAY se prononce en faveur du maintien de l'article tel qu'il est rédigé dans le projet.
Un vote a lieu sur l'amendement de M. Beichmann ; il est rejeté par 8 voix contre 4.
Les articles 70 et 71 du projet sont adoptés sans modification.

315. — **Article 72.** (Distr. 87).
M. ANZILOTTI demande la suppression de cet article comme étant inutile.
M. WEISS et Lord FINLAY expliquent se raison d'être : il a pour but de souligner que les arrêts de la Chambre de procédure sommaire sont bien des arrêts de la Cour, mais que ces arrêts doivent être rendus par la Chambre.

M. NYHOLM a trouvé l'explication de l'article dans le

1) voir pp. 523 et 526.

310. — **Article 66.** (Distr. 87).
This Article was adopted without amendment.

311. — **Article 67.** (Distr. 87).
This Article was adopted without amendment.

312. — **Article 68.** (Distr. 87).
M. ALTAMIRA called the attention of his colleagues to the fact that the effect of the reference to Article 13 of the Statute in the third paragraph of Article 68 of the draft would, in many cases, be that judges who had already ceased to perform their duties would be called upon once more to sit.
M. WEISS thought that this was the intention of the Statute and the opinion of the Court.
The Article was adopted without amendment.

313. — **Article 69.** (Distr. 87).
This Article was adopted without amendment.

314. — **Articles 70 and 71.** (Distr. 87).
In connection with these Articles, amendments had been proposed by M. Anzilotti and M. Beichmann. (Distr. 100 and 105, Annexes 65 and 66) [1]).
M. ANZILOTTI explained that the object of his amendment was to express in a clearer manner what was already contained in the corresponding Articles of the draft.
The amendment also made a distinction between the provisions to be applied in the case of the commencement of proceedings by a special agreement and by an application.
M. BEICHMANN stated that the object of his amendment was to make it clear that each of the parties would in general have the right to present only one document in the written proceedings, and also to state that the Chamber for summary procedure should not be convoked until the written proceedings were terminated.
M. ANZILOTTI withdrew his amendment, in favour of that presented by M. Beichmann.
Lord FINLAY was in favour of the maintenance of the Article as it appeared in the draft.
A vote was taken on M. Beichmann's amendment, which was rejected by 8 votes to 4.
Articles 70 and 71 of the draft were adopted without modification.

315. — **Article 72.** (Distr. 87).
M. ANZILOTTI asked that the Article might be omitted as useless.
M. WEISS and Lord FINLAY explained the object of the Article ; its purpose was to make it clear that the judgments of the Chamber for summary procedure were actually judgments of the Court, but that these judgments were to be delivered by the Chamber.
M. NYHOLM considered that the explanation of the

1) see pp. 523 et 526.

fait qu'il prescrit la publicité de l'audience au cours de laquelle l'arrêt est rendu. Cette règle rachète à ses yeux, en quelque mesure, la caractère secret de la procédure sommaire, que, pour sa part, il regrette beaucoup ; à ce propos, il exprime son désir que la Cour assume un caractère entièrement judiciaire.

En réponse à une question posée par M. Beichmann, Lord FINLAY explique que l'article ne risque pas de créer l'impression que les arrêts rendus par les Chambres spéciales ne sont pas des arrêts de la Cour, puisque dans le premier alinéa des article 26 et 27 du Statut, il est dit que : „la Cour statuera" dans les conditions dont le détail est donné par l'article.

L'article 72 du projet est adopté sans modification.

316. — **Article 73.** (Distr. 87).

M. BEICHMANN propose un amendement tendant à ce que les opinions dissidentes des juges qui le désirent soient ajoutées aux avis consultatifs.

Après discussion, il est décidé de libeller comme suit l'article 73 :

„Les avis consultatifs sont émis après délibération par la Cour en séance plénière. Les opinions dissidentes des juges qui le désirent y sont jointes."

Il est entendu que la mention des opinions dissidentes faites à l'article 76 du projet sera supprimée.

317. — **Article 74.** (Distr. 87).

Cet article est adopté sans modification.

318. — **Article 75.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI propose :

1) de supprimer le mot „immédiatement".

2) de remplacer les mots „aux Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire Général de la Société et aux Etats mentionnés à l'annexe du Pacte" par les mots „à tous les Etats admis à ester en justice devant la Cour."

Il explique que sa première proposition est faite en vue d'établir un accord parfait entre le présent article et l'article 40 du Statut ; il rappelle, en ce qui concerne la seconde, que, lors d'une séance précédente, la Cour a approuvé son idée de prescrire que les communications officielles doivent être faites à tous les Etats qui peuvent se présenter devant la Cour.

M. HUBER se ralliant à la première proposition de M. Anzilotti, fait observer que le mot „immédiatement" est contraire au principe qui a été adopté par la Cour, lors d'une discussion antérieure, d'après lequel les avis consultatifs devraient être communiqués à l'Assemblée et au Conseil respectivement avant d'être rendus publics.

M. BEICHMANN croit, d'autre part, que, sauf en ce qui concerne les communications aux membres de la Cour,

Article was to be found in the fact that it provided that the sitting at which the judgment was delivered should be public. To some extent he considered that this provision compensated for the secret nature of the summary procedure, which for his part he much regretted ; in this connection he expressed the desire that the proceedings of the Court should always be of a strictly judicial nature.

In reply to a question asked by M. Beichmann, Lord FINLAY explained that there was no danger that the Article would create an impression that the judgments delivered by the special Chambers were not judgments of the Court, seeing that in the first paragraph of Articles 26 and 27 of the Statute it was stated that „cases .... shall be .... determined by the Court", under the conditions laid down by those Articles.

Article 72 of the draft was adopted without modification.

316. —**Article 73.** (Distr. 87).

M. BEICHMANN proposed an amendment to the effect that dissenting opinions of judges who so desired should be annexed to advisory opinions.

After discussion it was decided that Article 73 should run as follows :

„Advisory opinions shall be given after deliberation by the full Court. The opinions of dissenting judges may, at their request, be attached to the opinion of the Court.

It was agreed that the reference to dissenting opinions in Article 76 of the draft should be omitted.

317. — **Article 74.** (Distr. 87).

This Article was adopted without modification.

318. — **Article 75.** (Distr. 87).

M. ANZILOTTI proposed :

1) To omit the word „forthwith."

2) To substitute for the words „to the Members of the League of Nations through the Secretary General of the League and to the States mentioned in the Annex to the Covenant", the words „all States entitled to appear before the Court."

He explained that the object of his first proposal was to establish complete agreement between the present Article and Article 40 of the Statute. As regards his second proposal, he reminded the Court that at a previous sitting it had approved his proposal that official communications should be made to all States who might appear before the Court.

M. HUBER supported the first proposal of M. Anzilotti, and pointed out that the word „forthwith" was in contradiction to the principle approved by the Court at a previous discussion, to the effect that advisory opinions should be communicated respectively to the Assembly and to the Council before being published.

M. BEICHMANN, on the other hand, considered that, except as regards communication to members of the

le premier alinéa doit être supprimé ; ce sera aux organes de la Société des Nations eux-mêmes de décider s'ils désirent publier leurs demandes d'avis consultatif.

Lord FINLAY explique que le but des dispositions visées par M. Beichmann est de permettre aux Etats de communiquer à la Cour toutes informations utiles.

Un vote a lieu sur une proposition de M. Beichmann, tendant à supprimer les mots :

„ainsi qu'aux Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général de la Société et aux Etats mentionnés à l'annexe au Pacte."

Cette proposition est rejetée par 8 voix contre 4.

Un vote a lieu sur la proposition de M. Anzilotti, tendant à supprimer le mot „immédiatement". Cette proposition est rejetée par 9 voix contre 3.

Enfin, M. ANZILOTTI propose supprimer les mots „et aux Etats mentionnés à l'annexe au Pacte."

Un vote a lieu ; il y a partage de voix.

La proposition de M. Anzilotti n'est, par conséquent, pas adoptée.

L'article est adopté tel qu'il se trouve rédigé dans le projet.

319. — **Nouvel article 75bis** [1]).

M. ANZILOTTI propose un nouvel article établissant le droit pour la Cour de recueillir des renseignements oraux lorsqu'elle prépare ses avis consultatifs, ainsi que le devoir pour les organes de la Société des Nations de se mettre à la disposition de la Cour à cette fin.

M. WEISS est d'avis que toute disposition nécessaire à cet égard est déjà contenue dans le deuxième alinéa de l'article 75.

M. HUBER croit qu'à l'amendement de M. Anzilotti, il faut ajouter une référence aux organisations internationales autres que celles relevant de la Société des Nations ; et Lord FINLAY pense que si l'amendement est adopté, il faut envisager un droit pour les Etats mentionnés à l'article 35 du Statut de demander à être entendus.

M. BEICHMANN propose de libeller comme suit la dernière partie de la première phrase du texte de M. Anzilotti:

„La Cour pourra inviter ou autoriser les organes de la Société des Nations, ou tout autre intéressé à donner oralement des explications et des renseignements."

M. WEISS croit qu'il faut réserver à la Cour la plus complète liberté en n'insérant pas de règle à ce sujet.

Dans ces circonstances, M. ANZILOTTI déclare qu'il n'insiste pas sur son amendement.

320. — **Article 76.** (Distr. 87).

Après discussion, cet article est adopté dans la forme suivante :

1) voir p. 523.

Court, the first paragraph should be suppressed ; the organs of the League of Nations should themselves decide whether publicity should be given to their requests for advisory opinions.

Lord FINLAY explained that the object of the provisions referred to by M. Beichmann was to permit States to give all necessary information to the Court.

A vote was taken on a proposal of M. Beichmann to omit the words :

„and to the Members of the League of Nations, through the Secretary-General of the League, and to the States mentioned in the Annex to the Covenant."

This proposal was rejected by 8 votes to 4.

A vote was taken on the proposal of M. Anzilotti to omit the word „forthwith". This proposal was rejected by 9 votes to 3.

Finally M. ANZILOTTI proposed to omit the words, ,and the States mentioned in the Annex to the Covenant."

A vote was taken and resulted in a tie. M. Anzilotti's proposal was therefore not adopted.

The Article was adopted as worded in the Committee's draft.

319. — **New Article 75bis** [1]).

M. ANZILOTTI proposed a new article declaring that the Court had the right to obtain verbal information at the time of preparing advisory opinions, and that it was the duty of the organs of the League of Nations to place themselves at the disposal of the Court for this purpose.

M. WEISS considered that all necessary provisions were made for this purpose in the second paragraph of Article 75.

M. HUBER thought that a reference to international organisations other than those forming part of the League of Nations should be added to M. Anzilotti's amendment; Lord FINLAY was of the opinion that if the amendment was adopted, it would be necessary also to consider the right of the States mentioned in Article 35 of the Statute to ask to be heard.

M. BEICHMANN proposed that the last part of the first sentence of M. Anzilotti's text should run as follows :

„The Court may invite or authorise the organs of the League of Nations or any other body interested to give verbal explanations and information."

M. WEISS thought that complete freedom should be left to the Court, and that no rule should be inserted on this subject.

In these circumstances M. ANZILOTTI stated that he did not insist upon his amendment.

320. — **Article 76.** (Distr. 87).

After discussion this Article was adopted in the following from :

1) see p. 523.

„Tout avis motivé qui serait donné par la Cour, ainsi que la requête à laquelle il répond, sont imprimés dans un recueil spécial publié sous la responsabilité du Greffier."

321. — **Article 77.** (Distr. 87).

Il est entendu qu'avant de corriger les erreurs matérielles, la Cour ou le Président doivent s'assurer du consentement des parties.

Une proposition tendant à la suppression des mots „a la suite d'une faute ou d'une omission accidentelle" est rejetée par 7 voix contre 5.

Par conséquent, l'article est adopté dans la rédaction du projet.

322. — **Ordre du jour pour la séance suivante :**

Le PRÉSIDENT déclare qu'il mettra à l'ordre du jour de la séance suivante, qui aura lieu le mercredi 22 mars à 10 h. 30 du matin, les points suivants :

1) Nouvelle rédaction de l'article 35 du projet, présentée par le Comité de rédaction ;

2) ordre des articles du projet ;

3) approbation du Statut du personnel déjà adopté par le Président ;

4) décision sur la suite à donner à la requête de M. Kunter ;

5) mémorandum de M. Huber, sur le sceau et cachet de la Cour.

Le PRÉSIDENT déclare qu'après la séance prochaine, la commission composée de Lord FINLAY, M. MOORE, M. ANZILOTTI et de M. HUBER, établira l'accord entre le texte français et anglais du Règlement. Ce travail terminé, la Cour adoptera les deux textes et procédera à la composition des Chambres spéciales et de la Chambre de procédure sommaire.

La séance est levée à 18 h. 30.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

„Any opinion which the Court may give, together with the request in response to which it was given, shall be printed and published in a special collection for which the Registrar shall be responsible."

321. — **Article 77.** (Distr. 87).

It was understood that before correcting clerical errors, the Court or the President should ascertain that the parties gave their consent.

A proposal to omit the words „arising from a slip or accidental omission" was rejected by 7 votes to 5.

The Article was therefore adopted as drafted by the Committee.

322. — **Agenda for the next meeting.**

The PRESIDENT stated that the next meeting would take place on Wednesday, March 22nd, at 10.30 a. m. ; he proposed to place the following subjects upon the agenda :

1) New draft of Article 35 of the text presented by the Drafting Committee.

2) Arrangement of Articles in the Rules.

3) Approval of the Staff Regulations already adopted by the President.

4) Action to be taken in regard to M. Kunter's application.

5) Memorandum by M. Huber with regard to the seal and stamp of the Court.

The PRESIDENT stated that after the next meeting, the Committee composed of Lord Finlay, Mr. Moore, M. Anzilotti and M. Huber would proceed to bring the English and French texts of the Rules into agreement.

When this work was done, the Court would adopt the two texts, and would appoint the members of the special Chambers and of the Chamber for summary procedure.

The meeting rose at 6.30 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

TRENTE-HUITIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 22 mars, 1922, à 10 h. 30,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS:

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour

Suite de la discussion du projet de Règlement de la Cour soumis par le Comité de rédaction.

323. — **Nouvelle rédaction des articles 35 et 36.** (Distr. 87). (Procès Verbal de la 35ème séance, nos. 275 et 276).

Le PRÉSIDENT attire l'attention de la Cour sur la nouvelle rédaction préparée par le Comité (Distr. 106, annexe 67) [1]).

M. BEICHMANN fait remarquer que l'accord entre les parties doit être à la base de la compétence de la Cour pour toutes les affaires, et non pas seulement lorsque la procédure est ouverte par la notification d'un compromis.

M. ANZILOTTI estime que dans le cas où le compromis conclu entre deux parties n'est notifié que longtemps après sa conclusion, il pourrait être préférable d'indiquer l'adresse au siège de la Cour des agents des parties, non pas dans le compromis lui-même, mais dans l'acte par lequel ce compromis est notifié à la Cour.

Il soumet un amendement à cet effet, rédigé comme suit :

„Lorsque la Cour est saisie d'une affaire par ur compromis, celui-ci, ou l'acte par lequel il est notifié à la Cour, mentionne . . . . etc."

1) voir p. 527.

PRELIMINARY SESSION

THIRTY-EIGHTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 22nd, 1922, at 10.30 a. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

Continuation of the discussion on the draft Rules of Court submitted by the Drafting Committee.

323. — **Articles 35 and 36 as redrafted.** (Distr. 87). (35th meeting Minutes 275 and 276).

The PRESIDENT drew attention to the new draft prepared by the Committee (Distr. 106, Annex 67) [1]).

M. BEICHMANN pointed out that the agreement of the parties must form the basis of the Court's jurisdiction in all cases, and not only when the procedure was opened by the filing of a special agreement.

M. ANZILOTTI remarked that in certain circumstances, namely, when a special agreement concluded between two parties was not filed until a considerable time after its conclusion, it might be preferable to indicate the address at the seat of the Court of the parties' agents, not in the special agreement itself but in the document by which it was notified to the Court. He submitted an amendment to this effect, namely, to word the first paragraph of Article 35 as follows :

„When a case is brought before the Court by means of a special agreement, the latter, or the document notifying the Court of the agreement, shall mention . . . . etc."

1) see p. 527.

M. MOORE est d'avis que ce même but peut être atteint par la rédaction suivante :

„Lorsque la Cour est saisie d'une affaire par un compromis, les parties au compromis mentionnent . . . etc."

Lord FINLAY explique que le but de la première phrase du texte rédigé par le Comité, est de stipuler expressément que lorsqu'une affaire est portée devant la Cour en vertu d'un accord antérieur des parties, la procédure débute par la notification d'un compromis et non pas par une requête.

En ce qui concerne l'amendement suggéré par MM. Anzilotti et Moore, Lord Finlay est d'avis que les parties restent toujours libres de changer l'adresse donnée dans le compromis, si ce compromis n'est notifié que quelque temps après sa conclusion.

Un vote a lieu sur l'amendement proposé par M. Anzilotti, qui est adopté par sept voix contre cinq.

Sur la proposition de M. ANZILOTTI, il est décidé qu'au début du quatrième alinéa de l'article, la notification du compromis sera mentionnée avant la requête.

L'article ainsi amendé est adopté avec la rédaction suivante :

„Lorsque la Cour est saisie d'une affaire par un compromis, celui-ci ou l'acte par lequel il est notifié à la Cour, mentionne les domiciles élus au siège de la Cour où les notifications et communications aux parties doivent être respectivement envoyées.

„Dans tous autres cas où la Cour est compétente, la requête comprend, outre l'indication de l'objet du différend et des parties en cause, un exposé succinct des faits, la désignation de la chose demandée, ainsi que l'élection au siège de la Cour d'un domicile où les notifications et communications sont envoyées.

„Si l'instance est introduite par une requête, la première pièce de procédure notifiée en réponse à celle-ci fait mention du domicile élu au siège de la Cour où toute notification ou communication ultérieure concernant l'affaire doit être envoyée.

„Si la notification du compromis ou la requête contient une demande tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à l'une des Chambres spéciales visées aux articles 26 et 27 du Statut, il est fait droit à cette demande pour autant que les parties sont d'accord.

„Il en est de même si la demande vise l'adjonction d'assesseurs techniques aux termes de l'article 27 du Statut, ou le renvoi de l'affaire devant la Chambre de procédure sommaire, pourvu, dans ce dernier

Mr. MOORE thought the same end could be attained by the following wording :

„When a case is brought before the Court by a special agreement, the parties to the agreement shall mention, ... etc."

Lord FINLAY explained that the object of the first phrase as drafted by the Committee was to stipulate in express terms that when a case was brought before the Court by virtue of a previous agreement between the parties, proceedings should be instituted by the notification of a special agreement and not by an application. With regard to the amendment suggested by MM. Anzilotti and Moore, Lord Finlay expressed the opinion that the parties would always be at liberty to change an address given in the special agreement, if such agreement were not filed until some time after its conclusion.

A vote was taken on the amendment suggested by M. Anzilotti.

It was adopted by 7 votes to 5.

On the proposal of M. Anzilotti, it was agreed that at the commencement of the fourth paragraph of the redrafted Article, the notification of a special agreement should be mentioned before the application.

The Article as amended was adopted.

The amended text was as follows :

„When a case is brought before the Court by means of a special agreement, the latter, or the document notifying the Court of the agreement, shall mention the addresses, selected at the seat of the Court to which notices and communications intended for the respective parties are to be sent.

„In all other cases in which the Court has jurisdiction, the application shall include, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the parties concerned, a succinct statement of facts, a statement of the claim and the address selected at the seat of the Court to which notices and communications are to be sent.

„Should proceedings be instituted by means of an application, the first document sent in reply thereto shall mention the address selected at the seat of the Court to which subsequent notices and communications in regard to the case are to be sent.

„Should the notice of a special agreement or the application contain a request that the case be referred to one of the special Chambers mentioned in Articles 26 or 27 of the Statute, such request shall be complied with, provided that the parties are in agreement.

„Similarly a request to the effect that technical assessors be attached to the Court, in accordance with Article 27 of the Statute, or that the case be referred to the Chamber for summary procedure

cas, que l'affaire ne concerne pas les matières indiquées aux articles 26 et 27 du Statut.

Il est décidé de supprimer l'article 36, conformément à la proposition du Comité de rédaction.

324. — **Comité pour la rédaction du texte anglais.**

Sur la proposition de Lord FINLAY, il est décidé que M. Nyholm fera partie de ce Comité. (Voir procès-verbal de la 37e séance, no. 322) [1]).

325. — **Ordre des articles du Règlement de la Cour.**

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur deux propositions, présentées l'une par M. Anzilotti, l'autre par M. Nyholm, et tendant à distribuer dans un ordre nouveau, les articles du Règlement. (Distr. 107 et 102) [2]).

M. NYHOLM retire sa proposition en faveur de celle de M. Anzilotti qui va plus loin que la sienne.

M. ANZILOTTI explique que sa proposition a pour but de simplifier le plan précédemment approuvé, qui, bien que plus logique, ne répartissait pas les matières dans l'ordre le plus naturel. La consultation des articles serait rendue plus facile si le plan de M. Anzilotti était adopté.

Lord FINLAY se prononce en faveur de la proposition de M. Anzilotti, qui est adoptée avec les modifications rendues nécessaires par les décisions antérieures de la Cour en ce qui concerne certains des articles.

326. — **Nombre d'exemplaires des pièces de procédure soumises à la Cour.**

M. BEICHMANN, se référant à une suggestion déjà faite par lui à ce sujet, propose l'insertion d'un nouvel article à la suite de l'article 33/34 (Voir document Distr. 108, annexe 68) [3]).

Il explique que son projet a pour but de poser le principe qu'il n'est pas suffisant de présenter un seul exemplaire des pièces de procédure.

Lord FINLAY estime que l'on pourrait fixer un nombre minimum d'exemplaires à fournir, nombre que le Président pourrait augmenter par décision.

L'idée de Lord Finlay est acceptée.

Le texte suivant est proposé :

„Toute pièce de procédure présentée à la Cour doit être accompagnée d'au moins trente copies imprimées, certifiées conformes. Le Président a la faculté d'ordonner le dépôt de copies supplémentaires."

Ce texte est adopté.

1) voir p. 221.

2) Ces propositions sont insérées parmi les annexes, sous le n°. 67 a. Voir p. 528.

3) voir p. 529.

shall also be granted ; compliance with the latter request is, however, subject to the condition that the case does not refer to any of the questions indicated in Articles 26 and 27 of the Statute."

The deletion of Article 36, proposed by the Committee, was agreed to.

324. — **Committee for drafting English Text.**

On the proposal of Lord FINLAY, it was agreed that M. Nyholm should be added to this Committee (see Minute 322 of 37th meeting) [1]).

325. — **Order of the Articles in the Rules of Court.**

The PRESIDENT drew attention to the two proposals for a rearrangement of the Articles, submittd by MM. Anzilotti and Nyholm (Distr. Nos. 107 and 102) [2]).

M. NYHOLM explained that the withdrew his proposal, in favour of that of M. Anzilotti, which went further than his own.

M. ANZILOTTI explained that this proposal aimed at the simplification of the plan previously approved, which might certainly be more logical, but in which the arrangement of subjects would be less readily understood. A reader of the Rules would more easily find his way amongst the Articles, if M. Anzilotti's his plan were adopted.

Lord FINLAY pronounced in favour of M. Anzilotti's proposal, which was adopted, with the modifications necessitated by various decisions already arrived at in regard to individual Articles.

326. — **Number of copies of documents of procedure to be submitted to the Court.**

M. BEICHMANN, referring to an earlier suggestion which he had made on the present subject, proposed the insertion of a new article after the present Article 33/34 (See Distr. 108, Annex 68) [3]).

He explained that the intention of his draft was to establish the principle that it should not be sufficient to submit one copy only of the documents of procedure.

Lord FINLAY thought that it would be possible to state a minimum number, and that this number could be added to by the decision of the President.

The idea of Lord Finlay was adopted. In accordance therewith the following text was submitted.

„All documents of the written proceedings submitted to the Court shall be accompanied by not less than 30 printed copies, certified correct. The President may order additional copies to be supplied."

This text was adopted.

1) see p. 221.

2) These proposals are inserted amongst the annexes, under n°. 67 a. See p. 528.

3) see p. 529.

327 — **Approbation du Statut du personnel** (Document Distr. 90 a. annexe 69) [1].

Le PRÉSIDENT explique que ce statut constitue un contrat avec les membres du personnel, et que la Cour doit l'adopter ou le rejeter dans son ensemble.

Le PRÉSIDENT propose que, si elle rejette ce Statut, la Cour donne des indications pour la préparation d'un nouveau texte.

Le GREFFIER donne quelques explications concernant la période de temps pour laquel le contrat est conclu, et la possibilité de donner congé.

Le Statut est ensuite approuvé.

328. — **Requête de M. Kunter.** (Distr. 98 et 96, annexe 70) [2].

Après un échange de vues, il est décidé par dix voix contre deux, que la requête sera transmise au Secrétaire général de la Société des Nations, en le priant officiellement de la distribuer aux membres du Conseil de la Société des Nations.

Il est entendu que dans la lettre qui sera envoyée à M. Kunter, pour lui notifier cette décision, il sera indiqué la Cour n'a exprimé aucune opinion sur la fond de la requête et que toute autre communication à ce sujet, doit être adressée au Secrétaire général de la Société.

329. — **Sceau et cachet de la Cour.** (Distr. 63, annexe 71) [3].

M. HUBER explique son memorandum (annexe 71) et fait passer quelques reproductions photographiques de médailles et sceaux anciens. Après discussion, il est entendu que le Président chargera un artiste de préparer un projet inspiré de celle des médailles choisie à cet effet par la Cour. Des instructions seront données à l'artiste précisant la dimension du sceau, ainsi que la légende qu'il doit porter. Le sceau portera en légende le titre officiel français et anglais de la Cour.

330. — **Livres offerts à la Cour.**

M. ALTAMIRA informe les membres de la Cour que M. Valdivieso a offert à la Cour pour sa bibliothèque, ainsi qu'aux juges, un travail qu'il a écrit sur la dernière guerre.

De plus, M. Altamira offre à la bibliothèque de la Cour, au nom de l'Institut ibéro-américain de Droit comparé et de l'Académie espagnole de Législation et Jurisprudence, à Madrid, les publications faites par ces associations sur des questions de droit international.

Le PRÉSIDENT exprime la gratitude de la Cour et propose que des lettres de remerciments soient adressées aux associations en question.

1) voir p. 530.
2) voir p. 533.
3) voir p. 536.

327. — **Approval of the Staff Regulations.** (See Distr. 90 a Annex. 69) [1].

The PRESIDENT explained that as these Regulations constituted a contract with the members of the staff, they must be adopted or rejected as a whole.

He suggested that, if they were rejected, the Court should give directions for the preparation of a new text.

The REGISTRAR gave some explanations bearing on the term for which the contract was concluded, and on the possibility of giving notice.

The Regulations were then approved.

328. — **Application of M. Kunter.** (See Distr. 98 and 96, Annex 70) [2].

After some discussion it was decided by ten votes to two that this application should be transmitted to the Secretary General of the League of Nations, with an official request that it should be circulated to the members of the Council of the League.

It was understood that, in the letter notifying M. Kunter of this decision, it should be pointed out that the Court had not expressed any opinion as to the merits of the application, and that any further communications on the subject should be addressed to the Secretary General of the League.

329. — **Seal and Stamp of the Court.** (See Distr. 63, Annex 71) [3].

M. HUBER explained his note (Annex 71) and circulated some photographic reproductions of old medals and seals. After discussion, it was agreed that the President should be asked to entrust an artist with the task of preparing a design based on one of the medals, which, was selected for the purpose by the Court, and also that directions should be given to the artist as to the size and inscription of the seal. The inscription should be the official name of the Court in French and English.

330. — **Books offered to the Court.**

M. ALTAMIRA informed the members of the Court that M. Valdivieso had offered to the Library of the Court, and to each of its members, a work which he had written on the past war.

M. Altamira further offered to the Court for its library, in the name of the Ibero-American Institute of Comparative Law and of the Spanish Academy of Legislation and Jurisprudence at Madrid, the publications of these institutions on subjects relating to international law.

The PRESIDENT expressed the gratitude of the Court, and stated that letters of thanks would be addressed direct to the Associations in question.

1) see p. 530.
2) see p. 533.
3) see p. 536.

331. — **Organisation du travail.**

Sur la proposition de PRÉSIDENT, il est décidé que la prochaine séance aura lieu jeudi 23 mars, à 15 heures, pour l'adoption du texte anglais du Règlement de la Cour. Dans l'intervalle, ce texte sera préparé par le Comité spécial désigné à cet affet.

De plus, le Président fait savoir que la Cour devra, dans une de ses prochaines séances, désigner les membres des diverses Chambres, adopter, en principe, le budget de 1923 et donner son approbation au tableau des juges suppléants établi conformément au principe de l'article 15 du Statut.

Dès que le Règlement de la Cour sera définitivement adopté, le Greffier pourra faire le déclaration solennelle prévue par le dit Règlement.

La séance est levée à 11 h. 45.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

331. — **Programme of work.**

On the proposal of the President, it was agreed that the next meeting should be held at 3 p.m. on Thursday, March 23rd, for the purpose of approving the English text of the Rules of Court; this text would in the meantime be prepared by the special Committee selected for the prupose.

The President further stated that at a forthcoming meeting the Court would have to proceed to the composition of the various Chambers, to the adoption of the budget for 1923 and to the giving of formal approval to the list of deputy-judges, drawn up in accordance with Article 15 of the Statute.

On the same occasion, or as soon as the Rules of Court had been finally adopted, it would also be possible for the Registrar to make the solemn declaration provided for in the Rules.

The meeting rose at 11.45 a. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD.
Registrar.

TRENTE-NEUVIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye,
le 23 mars, 1922, à 15 heures,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS:

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour

332. — **Election des membres de la Chambre de procédure sommaire.**

Le PRÉSIDENT, en ouvrant la séance, explique que le premier point à l'ordre du jour est la constitution de la Chambre de procédure sommaire et des Chambres spéciales. Il ajoute que, selon les décisions prises antérieurement par la Cour, les élections actuelles doivent valoir, dans le cas des Chambres spéciales, jusqu'à l'expiration de la deuxième année à partir du 1er janvier prochain, et, en ce qui concerne la Chambre de procédure sommaire, jusqu'à la fin de la présente année, étant entendu que les périodes de fonctions seront censées avoir commencé à courir le 1er janvier passé. Il ajoute encore que la procédure à suivre sera celle indiquée à l'article 14 du projet de Règlement.

Le nombre de votants étant douze, la majorité absolue est de sept voix.

Il est procédé d'abord à l'élection des membres de la Chambre de procédure sommaire.

Au premier tour de scrutin, M. LODER et M. HUBER sont élus avec neuf et sept voix respectivement.

Au deuxième tour de scrutin, pour le choix du troisième membre de la Chambre, Lord FINLAY obtient quatre voix et M. WEISS trois voix.

Un troisième tour de scrutin a lieu entre Lord FINLAY et M. WEISS: M. WEISS est élu avec sept voix, Lord FINLAY en obtenant cinq.

THIRTY-NINTH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 23rd, 1922, at 3 p. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT:

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Moore,
Negulesco,
Nyholm,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

332. — **Election of the members of the Chamber for summary procedure.**

The PRESIDENT declared the meeting open and explained that the first subject on the agenda was the constitution of the Chamber for summary procedure and of the special Chambers. He added that, in accordance with the decisions already taken by the Court, the present elections would hold good in the case of the special Chambers until the expiration of the second year after January 1st next, and as regards the Chamber for summary procedure, until the end of the present year, it being understood that the periods of office would be regarded as having begun on January 1st last. He also added that the procedure to be followed would be that referred to in Article 14 of the draft Rules. The number of voters being twelve, the absolute majority would be seven.

The election of members of the Chamber for summary procedure was first proceeded with. On the first ballot M. LODER and M. HUBER were elected with nine and seven votes respectively. On the second ballot, for the choice of the third member of the Chamber, Lord FINLAY obtained four votes and M. WEISS three votes. A third ballot was then taken between Lord FINLAY and M. WEISS. M. WEISS was elected by seven votes, Lord FINLAY obtaining five.

333. — **Election des remplacants des membres de la Chambre de procédure sommaire.**

Au premier tour de scrutin, seul Lord FINLAY obtient la majorité absolue des voix.

Au deuxième tour de scrutin, MM. ALTAMIRA et ANZILOTTI obtiennent le plus grand nombre de voix, savoir : cinq et quatre respectivement.

Au troisième tour de scrutin, M. ALTAMIRA est élu avec huit voix, quatre voix se portant sur M. ANZILOTTI.

334. — **Composition de la Chambre de procédure sommaire.**

Le PRÉSIDENT déclare qu'en vertu des principes de l'article 14 du projet de Règlement et des résultats des votes, la Chambre de procédure sommaire sera composée comme suit :

Président : M. LODER.
Membres : MM. WEISS et HUBER.
Remplacants : Lord FINLAY et M. ALTAMIRA.

335. — **Election des membres des Chambres spéciales.**

Le PRÉSIDENT invite les membres à exprimer leurs préférences en conformité de l'article 14 du projet de Règlement.

MM. ALTAMIRA, ANZILOTTI et HUBER déclarent qu'ils préféreraient faire partie de la Chambre pour litiges de travail, tandis que MM. NYHOLM, MOORE, WEISS, ODA et Lord FINLAY expriment leur préférence pour la Chambre pour litiges de pransit et de communications.

336. — **Election des membres de la Chambre pour litiges de travail.**

Au premier tour de scrutin, MM. ANZILOTTI, ALTAMIRA, HUBER et de BUSTAMANTE sont élus avec dix, dix, dix et neuf voix respectivement.

Au deuxième tour de scrutin, Lord FINLAY est élu avec huit voix.

337. — **Election des remplaçants des membres de la Chambre pour litiges de travail.**

MM. MOORE et NYHOLM sont élus avec chacun sept voix.

338. — **Election du Président de la Chambre pour litiges de travail.**

Au premier tour de scrutin, Lord FINLAY est élu Président avec sept voix.

339. — **Composition de la Chambre pour litiges de travail.**

Le PRÉSIDENT déclare que comme résultat des votes, la Chambre pour litiges de travail sera composée comme suit :

Président : Lord FINLAY.
Membres : MM. DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI et HUBER.
Remplaçants : MM. NYHOLM et MOORE.

333. — **Election of substitutes for the members of the Chamber for summary procedure.**

On the first ballot, Lord FINLAY alone obtained an absolute majority.

On the second ballot M. ALTAMIRA and M. ANZILOTTI obtained the largest number of votes, viz : five and four respectively.

On a third ballot, M. ALTAMIRA was elected with eight votes against four for M. ANZILOTTI.

334. — **Composition of the Chamber for summary procedure.**

The PRESIDENT stated that in accordance with Article 14 of the draft Rules and with the result of the voting, the Chamber for summary procedure would be composed as follows :

President : M. LODER.
Members : MM. WEISS and HUBER.
Substitutes : Lord FINLAY and M. ALTAMIRA.

335. — **Election of members of the special Chambers.**

The PRESIDENT invited the members to state what were their preferences, in accordance with Article 14 of the draft Ru es.

MM. ALTAMIRA, ANZILOTTI and HUBER stated that they would prefer to be members of the Chamber for labour cases ; MM. NYHOLM, MOORE, WEISS and ODA and Lord FINLAY expressed their preference for the Chamber for transit and communications.

336. — **Election of the members of the Chamber for labour cases.**

On the first ballot, MM. ANZILOTTI, ALTAMIRA, HUBER and DE BUSTAMANTE were elected, with ten, ten, ten and nive votes, respectively.

On the second ballot, Lord FINLAY was elected with eight votes.

337. — **Election of substitutes for the members of the Chamber for labour cases.**

MM. MOORE and NYHOLM were elected with seven votes each.

338. — **Election of the President of the Chamber for labour cases.**

On the first ballot Lord FINLAY was elected President, with seven votes.

339. — **Composition of the Chamber for labour cases.**

The PRESIDENT declared that as a result of the voting, the Chamber for labour cases would be composed as follows :

President : Lord FINLAY.
Members : MM. DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI and HUBER.
Substitutes : MM. NYHOLM and MOORE.

340. — **Election des membres de la Chambre pour litiges de transit et de communications.**

Au premier scrutin, les membres suivants sont élus : MM. NYHOLM, MOORE, WEISS, ODA, BARBOSA, avec onze, onze, onze, huit et huit voix respectivement.

341. — **Election des remplaçants des membres de la Chambre pour litiges de transit et de communications.**

Au premier tour de scrutin, MM. ANZILOTTI et HUBER sont élus avec chacun sept voix.

342. — **Composition de la Chambre pour litiges de transit et de communications.**

Le PRÉSIDENT déclare qu'en vertu des principes de l'article 14 du projet de Règlement et en vertu du résultat du vote la Chambre en question sera composée comme suit :

Président : M. WEISS.
Membres : MM. BARBOSA, NYHOLM, MOORE, ODA.
Remplaçants : MM. ANZILOTTI et HUBER.

343. — **Ordre entre des remplaçants.**

Il est entendu que l'ordre entre les remplaçants sera déterminé par leur ordre de préséance, dans l'ordre établi dans l'article 2 du projet de Règlement.

344. — **Texte anglais du projet de Règlement.**

Ce texte a été distribué aux membres au début de la séance (Distr. 109) [1].

Sur la proposition de Lord FINLAY, il est décidé que le vote sur ce texte aura lieu seulement à la séance suivante, afin de permettre aux juges d'établir une comparaison entre le texte anglais et le texte français qui a été distribué pendant la séance dans la forme adoptée par la Cour en deuxième lecture (Distr. 109) [2].

Lord FINLAY explique que, lors de ses travaux, le Comité chargé d'établir le texte anglais a, sur sept points différents, trouvé désirable d'amender le texte français déjà approuvé par la Cour. Il invite le Greffier à indiquer ces points et à expliquer les raisons pour lesquelles le Comité voudrait y voir apporter des amendements, et quels sont les amendements suggérés par le Comité.

Le GREFFIER fait un exposé qui correspond en substance au contenu de la note annexée au présent procès-verbal (Distr. 110, Annexe 73) [3].

1) inséré parmi les annexes sous le n°. 72 a. Voir p. 538.
2) voir p. 538.
3) voir p. 556.

340. — **Election of members of the Chamber for transit and communications cases.**

On the first ballot, the following members were elected: MM. NYHOLM, MOORE, WEISS, ODA, BARBOSA, with eleven, eleven, eleven, eight and eight votes, respectively.

341. — **Election of substitutes for the members of the Chamber for transit and communications cases.**

On the first ballot, MM. ANZILOTTI and HUBER were elected with seven votes each.

342. — **Composition of the Chamber for transit and communications cases.**

The PRESIDENT stated that in accordance with the provisions of Article 14 of the draft Rules and with the result of the vote, the Chamber in question would be composed as follows :

President : M. WEISS.
Members : MM. BARBOSA, NYHOLM, MOORE, ODA.
Substitutes : MM. ANZILOTTI and HUBER.

343. — **Order of summoning the substitutes.**

It was agreed that the order in which the substitutes were to be summoned should be their order of precedence, as laid down in Article 2 of the draft Rules.

344. — **English text of the Draft Rules.**

This text was distributed to the members at the beginning of the meeting (Distr. 109) [1].

On the proposal of Lord FINLAY, it was decided that the vote on this text should not be taken until the following meeting, in order that it might be possible for the judges to compare the English and French texts, the latter having been distributed during the meeting in the form adopted by the Court at the second reading. (Distr. 109) [2].

Lord FINLAY explained that in the course of its work the Committee on the English text found it desirable to amend the French text already approved by the Court, as regards seven different points. He asked the Registrar to explain which were these points and also the reasons on account of which the Committee would desire amendments to be made, and further to read the amendments suggested by the Committee.

The REGISTRAR made a statement which corresponded in substance with the contents of the Annex to the present minutes (Distr. 110, Annex 73) [3].

1) inserted amongst the annexes under n°. 72 a. See p. 538.
2) see p. 538.
3) see p. 556.

345. — **Date de la prochaine séance.**

La prochaine séance aura lieu le vendredi 24 mars, à 15 heures.

La séance est levée à 16 h. 45.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER,
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

345. — **Date of the next meeting.**

The next meeting was fixed for Friday, March 24th, at 3 p.m.

The meeting rose at 4.45 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

SESSION PRÉLIMINAIRE

QUARANTIÈME SÉANCE

tenue au Palais de la Paix, la Haye
le 24 mars, 1922, à 15 heures,
sous la présidence de M. Loder, Président.

PRÉSENTS :

MM. Loder, Président,
Weiss, Vice-Président,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Negulesco,
Nyholm,
Moore,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

L'ordre du jour de la séance est reproduit à l'annexe No. 74 [1]).

345. — **Adoption du texte anglais du projet de Règlement.** (Distr. 109) [2]).

Ce texte est adopté avec de légères modifications proposées par divers membres de la Cour.

346. — **Adoption du texte français du projet de Règlement.** (Distr. 109) [3]).

Ce texte est adopté avec les modifications suivantes :

a) *Article* 5.

La dernière ligne sera conçue comme suit :

„. . . . puis par le Vice-Président et ensuite par les autres juges dans l'ordre du tableau établi dans l'article 2."

b) *Article* 16.

Cet article sera rédigé comme suit :

„Les juges suppléants ne sont convoqués pour compléter les Chambres spéciales ou la Chambre de procédure sommaire, que si le nombre requis ne peut être parfait par la présence de juges titulaires."

c) *Articles* 18 à 21.

L'ordre entre ces articles sera changé de la manière suivante :

article 18 devient article 20 ;
article 19 garde son numéro ;
article 20 devient article 21 ;
article 21 devient article 18 ;

1) non reproduite.
2) voir p. 538.
3) voir p. 538.

PRELIMINARY SESSION

FORTIETH MEETING

held at the Peace Palace, the Hague,
on March 24th, 1922, at 3 p. m.,
M. Loder, President, in the Chair.

PRESENT :

MM. Loder, President,
Weiss, Vice-President,
Altamira,
Anzilotti,
Beichmann,
Lord Finlay,
MM. Huber,
Negulesco,
Nyholm,
Moore,
Oda,
Yovanovitch,

M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

The agenda for the meeting is to be found in Annex 74) [1]).

345. — **Adoption of the English text of the Draft Rules of Court.** (Distr. 109) [2]).

This text was adopted with slight modifications proposed by various members of the Court

346. — **Adoption of the French text of the Draft Rules of Court.** (Distr. 109) [3]).

This text was adopted with the following modifications:

a) *Article* 5.

The last line to run as follows :

„. . . . secondly by the Vice-President, and then by the remaining judges in the order laid down in Article 2."

b) *Article* 16.

This Article to be drafted as follows :

„Deputy-judges shall not be summoned to complete the special Chambers or the Chamber for summary procedure, unless sufficient judges are not available to complete the number required."

c) *Articles* 18—21 :

The order of these Articles to be changed as follows :

Article 18 to become Article 20.
Article 19 to remain its number.
Article 20 to become Article 21.
Article 21 to become Article 18.

1) not reproduced.
2) see p. 538.
3) see p. 538.

d) *Article* 26.

Le dernier membre de phrase du premier alinéa sera rédigé comme suit :

„Les procès-verbaux des séances sont rédigés sous sa responsibilité."

e) *Article* 28.

La troisième phrase du premier alinéa sera rédigée comme suit :

„Dans le cas où, au cours d'une session, une question est portée devant la Cour, ou la procédure écrite au sujet d'une affaire vient à se terminer, il appartient à la Cour de décider si cette affaire ou question doit être ajoutée au rôle de la session."

f) *Article* 48.

Le début de cet article sera rédigé comme suit :

„La Cour peut, sous réserve des dispositions de l'article 44 du Statut. . . ."

g) *Article* 51.

La deuxième phrase de cet article sera rédigée comme suit :

„Des questions peuvent leur être posées par le Président et après lui par les juges."

h) *Article* 52.

Cet article sera rédigé comme suit :

„Les indemnités des témoins qui se présentent sur l'invitation de la Cour, sont payées sur les fonds de la Cour."

i) *Article* 54.

Cet article sera rédigé comme suit :

„Il est établi un compte-rendu des dépositions. Ce compte-rendu est lu à chaque témoin en ce qui le concerne et approuvé par lui.

„La Cour décide dans chaque cas spécial, s'il doit être établi, pour son usage, des comptes-rendus sténographiques de tout ou partie des autres éléments de la procédure orale."

j) *Article* 61.

Le début de cet article sera rédigé comme suit :

„Si les parties tombent d'accord . . . ."

k) *Article* 66.

La dernière partie du dernier alinéa sera rédigée comme suit :

„. . . . par le Greffier, et la procédure en revision est suspendue jusqu'à ce que le Greffier ait reçu la preuve de l'exécution préalable de l'arrêt attaqué et que cette preuve ait été admise par la Cour.

l) *Article* 74.

Le début de cet article sera rédigé comme suit :

„Tout avis consultatif qui serait donné par la Cour . . . ."

Le texte anglais sera modifié en conséquence.

347. — **Adoption du Règlement de la Cour.**

Sur la proposition du PRÉSIDENT, les textes anglais et français du Règlement, avec les amendements qui

d) *Article* 26.

The last clause of the first paragraph (French text) to run as follows :

„Les procès-verbaux des séances sont rédigés sous sa responsabilité."

e) *Article* 28.

The third sentence of the first paragraph to run as follows :

„If, in the course of a session, a question is submitted to the Court or the written proceedings in regard to any case are concluded, the Court shall decide whether such question or case shall be added to the list for that session."

f) *Article* 48.

The commencement of this Article to run as follows :

„The Court may, subject to the provisions of Article 44 of the Statute . . . ."

g) *Article* 51.

The second sentence of this Article to run as follows :

„Questions may be put to them by the President and afterwards by the judges."

h) *Article* 52.

This Article to run as follows :

„The indemnities of witnesses who appear at the instance of the Court shall be paid out of the funds of the Court."

i) *Article* 54.

This Article to run as follows :

„A record shall be made of the evidence taken. The portion containing the evidence of each witness shall be read over to him and approved by him.

„As regards the remainder of the oral proceedings, the Court shall decide in each case whether verbatim records of all or certain portions of them shall be prepared for its own use."

j) *Article* 61.

The commencement of this Article to run as follow :

„If the parties conclude an agreement. . . ."

k) *Article* 66.

The last part of the last paragraph to run as follows :

„. . . . by the Registrar, and proceedings in revision shall be stayed pending receipt by the Registrar of proof of previous compliance with the original judgment, and until such proof shall have been accepted by the Court."

l) *Article* 74.

The commencement of this Article to run as follows :

„Any advisory opinion which may be given by the Court . . . ."

The English text was modified accordingly.

347. — **Adoption of the Rules of Court.**

On the proposal of the PRESIDENT, the English and French texts of the Rules of Court, with the amend-

y ont été apportés pendant la séance (voir annexe 75) [1]; sont adoptés à l'unanimité.

348. — **Déclaration solennelle du Greffier.**

Le PRÉSIDENT invite le Greffier à prendre l'engagement solennel prévu à l'article 18 du Règlement de la Cour.

Le GREFFIER fait la déclaration suivante :

„Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale."

Le PRÉSIDENT prend acte, au nom de la Cour, de cette déclaration.

349. — **Adoption du tableau des suppléants, visé à l'article 15 du Statut.**

Sur la proposition de PRÉSIDENT, en se référant à la décision prise lors de la séance du 7 février (voir No. 47 du procès-verbal de la cinquième séance) la Cour approuve le tableau suivant établissant l'ordre de préséance entre les juges suppléants :

MM. Yovanovitch,
Beichmann,
Negulesco,
Wang.

350. — **Budget de la Cour pour l'exercice 1923.** (voir Distr. III, Annexe 77) [2].

Le PRÉSIDENT invite le Greffier à expliquer les raisons pour lesquelles la question du budget a été soumise à la Cour plénière.

Le GREFFIER donne un exposé de la situation et sollicite, en terminant, l'approbation par la Cour des points mentionnés sous la rubrique „Principes généraux" dans la note explicative au projet de budget.

Après discussion, ces principes sont approuvés sous la forme suivante :

a) une durée totale des sessions de la Cour de 200 jours ;

b) une session ordinaire et une session extraordinaire ;

c) convocation de 2 juges suppléants pour chaque session ;

d) convocation pendant chacune des sessions de quatre assesseurs pour deux cas différents ;

e) un volume total de 1600 pages in-4° de français et d'un nombre égal de pages en anglais, dont la moitié en 500 exemplaires et l'autre moitié en 1500 exemplaires.

Il est entendu que le Greffier établira le projet du budget, qu'il soumettra aux autorités de la Société des Nations sur la base des principes ainsi fixés.

1) voir p. 560.
2) voir p. 581.

ments made during the meeting (Annex 75) [1], were adopted unanimously.

348. — **Solemn declaration by the Registrar.**

The PRESIDENT called upon the Registrar to make the solemn declaration provided for in Article 18 of the Rules of Court.

The REGISTRAR made the following declaration :

„I solemnly declare that I will perform the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent Court of International Justice, in all loyalty, discretion and good conscience."

The PRESIDENT, in the name of the Court, took formal note of this declaration.

349. — **Adoption of the list of deputy-judges referred to in Article 15 of the Statute.**

On the proposal of the PRESIDENT, who referred to the decision taken at the meeting on February 7th (see Minute No. 47, 5th meeting), the Court approved the following list for the order of deputy-judges :

MM. Yovanovitch,
Beichmann,
Negulesco,
Wang.

350. — **Budget of the Court for the Financial Year 1923.** (Distr. III, Annex 77) [2].

The PRESIDENT called upon the Registrar to explain the reasons on account of which the question of the budget was laid before the full Court.

The REGISTRAR explained the situation, and in conclusion asked the approval of the Court in regard to the points mentioned under the heading „general principles" in the explanatory note with regard to the budget.

After discussion these principles were adopted in the following form :

a) Total duration of the sessions of the Court amounting to 200 days.

b) One ordinary session and one extraordinary session.

c) The summoning of two deputy-judges for each session.

d) The summoning of four assessors for two different cases during each of the sessions.

e) 1,600 pages of quarto printed matter in French and an equal amount in English, 500 copies being required of half this amount and 1,500 copies of the remainder.

It was agreed that the Registrar should prepare the budget proposals and submit them to the authorities of the League of Nations, in accordance with the principles laid down above.

1) see p. 560.
2) see p. 581.

351. — **Impression des procès-verbaux analytiques.**

M. ANZILOTTI ayant fait observer que les procès-verbaux des séances du Comité des juristes de 1920 et des Commissions de l'Assemblée, qui ont préparé le Statut de la Cour, ont été publiés, et que le Règlement fait suite au Statut et complète celui-ci, il est décidé que les procès-verbaux analytiques de la Session préliminaire seront imprimés et publiés. Les épreuves ne seront pas communiquées aux membres de la Cour pour correction.

D'autre part, il est entendu que les comptes-rendus sténographiques des séances ne seront pas imprimés et rendus publics, mais conservés en un seul exemplaire dans les archives de la Cour.

352. — **Robe des juges.**

Sur la proposition du GREFFIER, il a été décidé que celui-ci paiera sur les fonds de la Cour les robes des juges et se remboursera en déduisant le montant dû par chaque juge de son salaire ou indemnité.

353. — **Fin de la session.**

Le PRÉSIDENT déclare l'ordre du jour épuisé et close la session préliminaire de la Cour. Il exprime ses sentiments de gratitude envers les membres de la Cour, et d'appréciation pour le travail du Greffier et du Greffe.

Lord FINLAY se fait l'interprète de la reconnaissance des membres de la Cour envers le Président et envers le personnel du Greffe.

Le GREFFIER, en remerciant le Président et Lord Finlay en son nom propre et au nom du personnel, déclare que le mérite — s'il en est — pour le travail fourni pendant la session par le Greffe, revient tout entier au personnel sur lequel il reporte, par conséquent, les sentiments d'appréciation qui viennent d'être exprimés.

La séance est levée à 18 h. 15.

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.
Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

351. — **Printing of detailed minutes.**

M. ANZILOTTI pointed out that the minutes of the meetings of the Committee of Jurists in 1920 and of the Commissions of the Assembly which had drawn up the Statute of the Court were published, and that the Rules of Court formed a continuation and completion of the Statute; it was therefore decided that detailed Minutes of the Preliminary Session should be printed and published. Proofs would not be submitted to the members of the Court for correction.

On the other hand, it was agreed that the verbatim records of the meetings should not be printed and published, but that a single copy of them should be kept in the Archives of the Court.

352. — **Robes of the Judges.**

On the proposal of the REGISTRAR, it was decided that the Registrar should pay for the robes of the judges out of the funds of the Court, and should recover the money by deducting the sum due from the salary or allowance of each judge.

353. — **End of the Session.**

The PRESIDENT stated that the Agenda was completed, and declared the Preliminary Session of the Court closed. He expressed his gratitude to the members of the Court and his appreciation of the work of the Registrar and of the Registry.

Lord FINLAY desired to convey the warm thanks of the members of the Court to the President and to the staff of the Registry.

The REGISTRAR thanked the President and Lord Finlay in his own name and on behalf of the staff, and declared that of there was any praise due for the work done during the session by the Registry, this should be given wholly to the staff. He would therefore convey to the staff the tribute of appreciation which had just been expressed.

The meeting rose at 6.15 p. m.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

PARTIE II

Annexes
et
autres documents
cités dans les Procés-verbaux [1]).

PART II

Annexes
and
other documents
referred to in the Minutes [1]).

1) Les annexes (c'est à dire les documents distribués pendant la session en annexe aux procès-verbaux) portent des numéros d'ordre simples. Les autres documents qui, pendant la session, furent distribués séparémen , ont, dans la présente édition, été insérés parmi les annexes proprement dites, dans l'ordre chronologique des délibérations; ils portent des numéros d'ordre composés d'un nombre et d'une lettre. Certaines annexes sans importance pour l'intelligence des débats, n'ont pas été reproduites.

1) The Annexes (i. e., the documents distributed during the session as annexes to the Minutes) bear serial numbers only. Other documents which were distributed separately during the session, have in this publication been included amongst the Annexes, properly so-called, in the chronological order in which they were discussed; they bear a serial number and a letter. Certain Annexes which are not material to the discussions have not been reproduced.

ANNEXE Ière.

Ordre du jour de la deuxième Séance

1. — Adoption du procès-verbal du 30 janvier.
2. — Communication des réponses de MM. Wang et Negulesco.
3. — Décision au sujet de la question de savoir si les délibérations peuvent être continuées en attendant l'arrivée de M. Negulesco.
4. — Election du Président et du Vice-Président.
   a) Décision concernant la procédure à suivre.
   b) Election du Président.
   c) Election du Vice-Président.
5. Fixation du salaire du Greffier (sauf approbation par le Conseil de la Société des Nations.)
6. — Election du Greffier.
7. — Questions concernant la séance d'ouverture.
   a) Invitation à la Reine et à la Reine Mère.
   b) La question de savoir si le thé doit être offert.
   c) La question du port, par les juges, de la robe.
8. — a) La question d'un abonnement éventuel à un service de coupures de presse.
   b) En-tête du papier à lettre.
   c) Disposition des bureaux des juges.
9. — Le mémorandum de M. Beichmann concernant la position des juges suppléants.

ANNEX I.

Agenda for the Second Meeting

1. — Adoption of the minutes of January 30th.
2. — Communication of the replies received from MM. Wang and Negulesco.
3. — Decision on the question of continuing the discussions, pending M. Negulesco's arrival.
4. — Election of the President and Vice-Président.
   a) Procedure to be followed.
   b) Election of the President.
   c) Election of the Vice-President.
5. — Decision regarding the salary of the Registrar (subject to the approval of the Council of the League of Nations.)
6. — Election of the Registrar.
7. — Questions regarding the Opening Session.
   a) Invitation to the Queen and the Queen-Mother.
   b) Should refreshments be offered to those invited.
   c) The question of robes for the judges.
8. — a) The question of a subscription to a Press Cutting Agency.
   b) Heading of the note paper.
   c) Arrangement of the judges' offices.
9. — Memorandum by M. Beichmann regarding the situation of deputy-judges.

ANNEXE Ia.

Projet d'ordre du jour pour la Session Préliminaire de la Cour permanente de Justice internationale

(Distr. 10).

(Présenté de la part du Secrétaire-Général et la Société des Nations).

I.

1. — Les juges suppléants doivent-ils prendre part à la session préliminaire, c'est-à-dire à l'élection du Président et du Vice-Président de la Cour, à la nomination du Greffier, etc . ?

2. — Etablissement de la liste des juges suppléants, conformément à l'article 15 du Statut de la Cour.

3. — Election du Président.

4. — Election du Vice-Président.

5. — Nomination du Greffier.

6. — Fixation du traitement du Greffier, sous réserve de l'approbation du Conseil de la Société.

7. — Mode de nomination du reste du personnel permanent.

II.

8. — a) Fixation de l'indemnité de séjour du Président, jusqu'à son installation à la Haye.

b) Fixation de l'indemnité de séjour du Greffier dans les mêmes conditions.

9. — Quel est le sens précis de l'expression „résidence à la Haye" ?

10. — L'indemnité de séjour doit-elle être payée aux juges ayant déjà leur résidence à la Haye ?

11. — Quel devra être le traitement des juges convoqués aux termes de l'article 31 du Statut de la Cour, et celui des assesseurs convoqués aux termes des articles 26 et 27 du dit Statut ?

III.

12. — Ordre de préséance des juges titulaires.

13. — Rang et titre des juges.

14. — Robe officielle des juges.

15. — Sceau et cachet de la Cour.

16. — Formule de l'engagement solennel visé à l'article 20 du Statut.

17. — Date, heure et cérémonial de la séance publique d'ouverture de la Cour.

IV.

18. — Règlement intérieur de la Cour :

a) pour la procédure ordinaire : règles nécessaires pour fixer les détails de la procédure indiquée dans le Statut de la Cour ;

ANNEX Ia.

Draft agenda for the Preliminary Session of the Permanent Court of International Justice

(Distr. 10).

(Submitted on behalf of the Secretary-General of the League of Nations).

I.

1. — Should deputy-judges take part in the preliminary meeting, e.g., in the election of the President and the Vice-President of the Court, nomination of the Registrar, etc. ?

2. — Drawing up of the list of deputy-judges under Article 15 of the Court Statute.

3. — Election of President.

4. — Election of Vice-President.

5. — Appointment of Registrar.

6. — Fixing of salary of Registrar, subject to approval by the Council of the League.

7. Determination of the method of appointing the rest of the permanent Staff.

II.

8. — a) Rate of subsistence allowance payable to the President until he takes up his residence at the Hague.

b) Rate of subsistence allowance payable to the Registrar in the same circumstances.

9. — What is meant by „residence at the Hague" ?

10. — Should subsistence allowance be paid to judges already having their residence at the Hague ?

11. — How should judges summoned under Article 31 of the Court Statute and assessors summoned under Articles 26 and 27 of the same Statute be paid ?

III.

12. — Precedence of the ordinary judges.

13. — Rank and title of the judges.

14. — Official robe of judges.

15. — Seal and stamp of the Court.

16. — Formula of the solemn declaration contemplated in Article 20 of the Statute.

17. — Date, hour and ceremonial of the public inaugural meeting of the Court.

IV.

18. — Rules of Court :

a) for ordinary proceedings : rules needed to elaborate the procedure outlined in the Court Statute ;

b) pour la procédure sommaire (y compris la composition de la Chambre spéciale) ;

c) pour formuler des avis consultatifs ;

d) pour la procédure spéciale concernant les litiges de travail, et de transit et communications (y compris la composition des chambres spéciales et le mode de désignation des assesseurs d'après la liste générale, conformément aux articles 26 et 27 du Statut de la Cour).

Genève,
le 16 décembre 1921.

NOTES EXPLICATIVES AU PROJET D'ORDRE DE JOUR POUR LA SESSION PRÉLIMINAIRE DE LA COUR.

Note sur le No. 1.

Deux solutions sont possibles : a) soit que les juges suppléants soient appelés à participer à l'élection du Président et du Vice-Président, à la nomination du Greffier et à l'élaboration du Règlement ; b) soit que la Cour accomplisse cette tâche, en séance plénière, c'est-à-dire lorsqu'elle est composée des onze juges titulaires, ou du nombre de juges titulaires disponibles, plus les juges suppléants nécessaires pour parfaire le nombre dans l'ordre de la liste dressée conformément à l'article 15 du Statut.

Les articles du Statut de la Cour se rapportant à la question sont les suivants :

l'article 3 : „la Cour se compose de quinze membres : onze juges titulaires et quatre juges suppléants".

L'article 15 : „le tableau (des juges suppléants) est dressé par la Cour . . . ."

L'article 21 : „la Cour élit son Président et son Vice-Président : . . . . elle nomme son Greffier".

L'article 30 : „La Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions, etc. . . ."

L'article 25 : „sauf exception expressément prévue, la Cour exerce ses attributions en séance plénière".

La comparaison entre l'article 3 (la Cour se compose de quinze membres) et les articles 15, 21 et 30 (mentionnant „la Cour"), fournit un argument en faveur de la première solution. Au contraire, la comparaison entre l'article 25 (en particulier, le texte français) et les articles 15, 21 et 30 en tant qu'ils énumèrent un certain nombre des attributions de la Cour, fournit un argument en faveur de la deuxième solution. En faveur de cette deuxième solution, on peut également arguer que, même lorsqu'il est fait mention des fonctions de la Cour uniquement en tant qu'organe judiciaire ou consultatif, on lui applique la même appellation que dans les articles 15, 21, 30 et 3. Si l'argument en faveur de la première solution était concluant, on serait amené à déduire que les juges suppléants devront, en règle générale, participer même aux décisions prises par la Cour en tant qu'organe judiciaire ou consultatif : mais celle n'a certainement pas été l'intention.

b) for summary procedure, (including composition of the special Chamber) ;

c) for the giving of advisory opinions ;

d) for special procedure in labour and in transit and communications cases respectively, (including composition of special Chambers and method of choosing assessors from the general list under Articles 26 and 27 of the Court Statute).

Geneva,
December 16th 1921.

EXPLANATORY NOTES TO THE DRAFT PRELIMINARY AGENDA FOR THE MEETING OF THE COURT.

Note on item 1.

Two solutions are possible. a) That deputy-judges should be called to take part in the election of the President and Vice-President, the appointment of the Registrar, and the drawing up of the Rules of Court ; or b that these tasks should be performed by the full Court, that is to say, by the eleven ordinary judges, or by the ordinary judges available, with the addition of the deputy-judges required to complete the number according to the list drawn up in conformity with Article 15 of the Statute.

The relevant Articles of the Court Statute are :

Article 3. „The Court shall consist of fifteen members, eleven judges and four deputy-judges" ;

Article 15. „The list (of deputy-judges) shall be prepared by the Court . . . ." ;

Article 21. „The Court shall elect its President and Vice-President . . . . it shall appoint its Registrar" ;

Article 30. „The Court shall frame rules for regulating its procedure, etc." ;

Article 25. „The full Court shall sit, except when it is expressly provided otherwise".

A comparison between Article 3 („The Court shall consist of 15 members") and Articles 15, 21 and 30 (referring to „the Court") points to the former solution. On the other hand, a comparison of Article 25, especially the French text, and of Articles 15, 21 and 30 which enumerate certain of the duties of the Court, points to the latter solution. It may also be contended in favour of the latter solution that, even when the exclusively judicial or advisory duties of the Court are spoken of, the Court is referred to in the same terms as in Articles 15, 21, 30 and 31. If the argument in favour of the first solution were conclusive, it would be difficult not to infer that the deputy-judges should, as a general rule, take part in the judicial and advisory decisions of the Court. But this is certainly not intended.

Les exceptions visées à l'article 25 sont celles envisagées par les articles 26, 27 et 29 (chambres spéciales pour litiges de travail, pour litiges de transit et de communications et pour la procédure sommaire).

Le Comité des Juristes à la Haye a discuté en détail la question de savoir si les juges suppléants devaient participer à l'élection du Président et du Vice-Président de la Cour. L'article 13 du Projet Root-Phillimore qui a servi de base à la discussion portait : „Le Président et le Vice-Président seront élus pour une periode de 3 ans. Ils seront rééligibles." On proposa, d'une part, d'ajouter au texte de cet article l'expression : „par les juges titulaires", et d'autre part, on proposa d'ajouter l'expression : „par les juges titulaires et les juges suppléants". On procéda au vote sur ces deux propositions ; la seconde fut rejetée et la première adoptée par un vote à main levée. Cependant, le Comité de rédaction chargé de préparer, en se servant des projets existants, un texte où seraient incorporées les diverses décisions prises par le Comité, omit d'insérer à l'article 19 l'addition adoptée. Son texte porte seulement : „La Cour élit pour 3 ans le Président et le Vice-Président, ils sont rééligibles." Cette rédaction fut conservée lors des révisions successives du texte par le Comité des Juristes, le Conseil et l'Assemblée. Toutefois, l'intention de la majorité du Comité des Juristes était très nettement que les juges suppléants ne devaient pas participer aux élections. Les discussions qui ont eu lieu à ce sujet, sont résumées aux pages 457—459 des procès-verbaux des séances du Comité [1]). (Voir cependant, page 486). Il ressort des procès-verbaux du Comité que la majorité des membres s'est ralliée au principe de l'institution de juges suppléants, avec l'idée que la seule fonction de ces juges suppléants serait de remplacer les juges ordinaires (voir procès-verbaux, pp. 399 et suiv., et 455 et suiv.).

La question n'a pas été discutée à la première Assemblée.

Note sur le No. 2.

Le texte du Statut de la Cour visé par ce paragraphe est celui de l'article 15, qui porte que „les juges suppléants sont appelés dans l'ordre du tableau. Le tableau est dressé par la Cour, en tenant compte d'abord de la priorité d'élection, et ensuite de l'ancienneté d'âge."

Deux interprétations différentes semblent possibles : a) soit que les juges suppléants élus pour combler un certain nombre de vacances existant en même temps, soient considérés comme élus simultanément, auquel cas l'ordre de préséance serait déterminé par leur âge ; b) soit que l'on tienne compte non seulement de l'élection à la suite de laquelle un certain nombre de

1) Cour permanente de justice internationale. Comité consultatif des juristes. Procès-verbaux des séances du Comité 26 juin—24 juillet 1920, avec annexes. La Haye, 1920

The exceptions referred to in Article 25 are those mentioned in Articles 26, 27 and 29 (special Chambers for labour cases, for transit and communications cases and for summary procedure).

The Jurists' Committee at the Hague discussed at some length the question whether deputy-judges should take part in the election of the President and the Vice-President of the Court. Article 13 of the Root-Phillimore plan, which formed the basis for the discussion, ran as follows : „The President and Vice-President shall be elected for a term of three years and shall be eligible for re-election." Two proposals were made, 1) to add to the text of this Article the expression „by the ordinary judges" ; and 2), to add to the Article the phrase „by the ordinary and deputy-judges". A vote was taken upon both proposals ; the latter was rejected and the former was adopted by a show of hands. The Drafting Committee however, entrusted with the task of preparing, on the basis of available drafts, a text embodying the various decisions taken by the Committee, omitted in Article 19 of their text the additional words that had been agreed upon. Their text runs : „The Court shall elect its President and Vice-President for three years. They may be re-elected." This wording was maintained, on the revision of the text by the Jurists' Committee, by the Council and by the Assembly. The intention of the majority of the Jurists' Committee, however, clearly was that the deputy-judges should not take part in the elections. The discussions on this subject are summarised on pages 457 to 459 of the volums of minutes [1]). (Compare, however, p. 486).

The minutes of the Committee also show that the majority of the Committee agreed to the principle of creating deputy-judges only on the understanding that the sole duty of these judges would be to replace ordinary judges. (See minutes p. 399 seq. and 465 seq.)

The question was not discussed at the first Assembly.

Note upon item 2.

The relevant text is Article 15 of the Statute of the Court, which provides that „deputy-judges shall be called upon to sit in the order laid down in a list", and that „this list shall be prepared by the Court and shall have regard first to priority of election and secondly to age."

Two different interpretations seem possible : a) that deputy-judges elected to fill a number of vacancies existing at the same time should be considered as elected simultaneously, in which case precedence between them would be determined by their age ; b) that not only the election at which a given number of deputy-judges had been elected should be taken

1) Permanent Court of International Justice. Advisory Committee of jurists. Proces-verbaux of the proceedings of the Committee June 16th — July 24th 1920, with Annexes. The Hague 1920.

juges suppléants ont été choisis, mais aussi de l'ordre des séances d'élection dans lesquelles chacun d'eux a obtenu le nombre de voix nécessaires, auquel cas on ne tiendrait compte de l'âge que si deux ou plus de deux juges suppléants se sont trouvés élus au même tour de scrutin ou à la même séance d'élection.

On ne saurait guère prendre comme indication le nombre de voix obtenues. En effet, l'élection a lieu par un vote simultané du Conseil et de l'Assemblée, et le vote du Conseil est secret. On ne peut donc connaître le nombre de voix obtenues par le candidat dans le Conseil, et il parait difficile de faire dépendre l'ordre de préséance, du nombre de voix obtenues uniquement dans l'un des deux corps électoraux.

Le texte de l'article 15 est le résultat des discussions qui ont eu lieu au sein du Comité des Juristes, sur deux projets différents : l'un était l'article 26 du projet Root Phillimore : „A la première audition d'un cas, neuf juges au moins devront être présents. S'il n'y a pas neuf juges disponibles, les juges suppléants entreront en fonctions jusqu'à concurrence de ce nombre. Les juges suppléants seront appelés à siéger d'après un système de roulement et par ancienneté." L'autre était l'article 7 du deuxième projet Descamps : „Les suppléants entrent éventuellement en fonctions comme juges dans l'ordre du tableau dressé d'après le nombre de voix obtenues par eux lors de leur élection. En cas de parité de voix, le plus âgé prend rang de préférence."

Le texte élaboré par le Comité de rédaction sur la base des deux textes cités ci-dessus était le suivant :

> „Les suppléants sont appelés dans l'ordre du tableau. Le tableau est dressé par la Cour, en tenant compte d'abord de la priorité d'élection; ensuite du nombre de voix obtenues au dernier scrutin ; enfin, à égalité de voix, de l'ancienneté d'âge."

Lorsque ce texte fut discuté en séance plénière du Comité, on supprima les mots „du nombre de voix obtenues au dernier scrutin ; enfin, à égalité de voix . . ." La seconde partie du texte adopté définitivement par le Comité était la suivante : „Le tableau est dressé par la Cour, en tenant compte d'abord de la priorité d'élection, et ensuite, de l'ancienneté d'âge." Lorsque le texte fut examiné par le Conseil et l'Assemblée, on modifia simplement le texte anglais en substituant l'expression *„priority of election"* à l'expression *„order of election"*.

Lors de l'élection qui eut lieu en septembre dernier, la première séance d'élection donna le nom de M. Negulesco ; ceux de MM. Wang et Yovanovitch sortirent à la troisième séance. M. Beichmann ne fut élu qu'après recours à la Commission médiatrice. Le nombre de voix recueillies par MM. Wang et Yovanovitch fut respectivement de 26 et de 22.

into consideration but also the order of the „meetings of election" at which they severally obtained the necessary majority, in which case age would be taken into account only if two or more deputy-judges were elected at the same ballot or „meeting of election".

The number of votes obtained could hardly be taken as an indication. The election is held by a concurrent vote of the Council and of the Assembly, and the voting in the Council is secret. The number of votes obtained in the Council would not therefore be known. It would seem inadequate to make precedence depend on the number of votes obtained in one of the electoral bodies only.

The text of Article 15 is the result of discussions which took place in the Jurists' Committee on two different drafts. There was: a) Art. 26 of the Root-Phillimore draft, which stated : „There will be present at the first hearing of a case not less than nine judges, and if there be less than this number available, their places shall be filled by supplementary judges called in rotation in the order of age ; and there was b) Art. 7 of the second Descamps scheme : „Supplementary judges shall, when required, assume the duties of judge in the order of a list prepared according to the number of votes obtained by them at their election ; in case of equality of votes, the senior shall take precedence."

The text formulated by the Drafting Committee on the basis of the two texts which have just been quoted ran as follows :

> „Deputy-judges shall be called upon to sit in the order laid down in the list. This list shall be prepared by the Court, having regard first to the order in time of each election, secondly, to the number of votes obtained at the last voting, and, lastly, in the event of equality of votes, to age."

When this text was discussed by the full Committee, the words „to the number of votes obtained at the last voting, and, lastly, in the case of equality of votes" were struck out. The second part of the text finally adopted by the Committee runs : This list shall be prepared by the Court, having regard first to the order of election and secondly to age." Upon its revision by the Council and by the Assembly this text underwent no modification, save that the words „priority of election" were substituted for „the order of election".

At the election which took place in September last, M. Negulesco was elected as the result of the first „meeting of election", while the names of MM. Wang and Yovanovitch appeared after the third meeting. M. Beichmann was elected only after recourse had been had to the Joint Conference of Conciliation. The votes of Messrs. Wang and Yovanovitch in the Assembly were 26 and 22 respectively.

Les dates de naissance des quatre juges suppléants sont les suivantes :

M. Beichmann . . . . . 3 janvier 1859.
M. Negulesco . . . . . 18 janvier 1875.
M. Wang . . . . . 1er décembre 1881.
M. Yovanovitch . . . . . 13 août 1855.

Des copies certifiées conformes des actes de naissance sont jointes à la présente note [1]).

Note sur les Nos. 3 et 4.

La disposition du Statut qui se trouve visée est l'article 21, 1er paragraphe :

„La Cour élit, pour trois ans, son Président et son Vice-Président."

Cette rédaction a été empruntée au projet Root-Phillimore, sans modification de fond. Le Comité des Juristes avait proposé d'ajouter que l'élection aurait lieu à la majorité absolue. Toutefois, cette proposition mise aux voix fut rejetée.

En conséquence, la Cour a toute liberté d'adopter telle procédure qui lui plaira pour l'élection du Président et du Vice-Président. Toutefois, l'élection à la simple majorité semblerait conforme aux intentions des auteurs du texte visé.

Note sur les Nos. 5 et 6.

Les dispositions visées figurent aux articles 21 et 32 du Statut :

„Elle (la Cour) nomme son Greffier.

„La fonction de Greffier de la Cour n'est pas „incompatible avec celle de Secrétaire général de „la Cour permanente d'Arbitrage.

„Le traitement du Greffier est fixé par le Conseil „sur la proposition de la Cour."

Les raisons pour lesquelles les fonctions de Greffier de la Cour sont expressément déclarées ne pas être incompatibles avec celles de Secrétaire général de la Cour permanente d'Arbitrage, sont surtout des raisons d'économie. On peut le constater en se reportant à la discussion qui a eu lieu au sein du Comité des Juristes et qui figure à la page 455 des procès-verbaux.

Une liste des personnes qui ont posé leur candidature au poste de Greffier est jointes à la présente note, avec copie des références qu'elles ont envoyées [2]).

Note sur le No. 7.

Le personnel permanent de la Cour, à l'exclusion du Greffier, n'est mentionné que dans le dernier paragraphe de l'article 32 du Statut qui parle d'un projet de pension pour le „personnel" de la Cour.

Cette allusion au „personnel" a été insérée dans le texte par l'Assemblée. Le Comité des Juristes n'avait

[1]) non reproduit.
[2]) non reproduit.

The four deputy-judges were born on the following dates :

M. Beichmann . . . . . January 3rd. 1859.
M. Negulesco . . . . . January 18th. 1875.
M. Wang . . . . . December 1st, 1881.
M. Yovanovitch . . . . . August 13th. 1855.

Copies of their birth certificates are attached to the present note [1]).

Note on items 3 and 4.

The relevant provision is Article 21 of the Statute (1st paragraph) :

„The Court shall elect its President and Vice-President for three years."

This wording has been taken, without modification in substance, from the Root-Phillimore scheme. It was proposed in the Jurists' Committee to insert the provision that the election should take place by absolute majority. This proposal, however, was rejected when the vote was taken.

The Court is therefore free to adopt any method for the election of the President and Vice-President. Election by simple majority, however, would seem to be in conformity with the intentions of the framers of the text referred to.

Note on items 5 and 6.

The relevant provisions are contained in Articles 21 and 32 of the Statute.

„It (the Court) shall appoint its Registrar.

„The duties of Registrar of the Court shall not be deemed incompatible with those of Secretary-General of the Permanent court of Arbitration.

„The salary of the Registrar shall be decided by the Council upon the proposal of the Court."

The reasons why the duties of Registrar of the Court of Justice are expressly stated to be not incompatible with those of Secretary-General of the Court of Arbitration are chiefly reasons of economy. This will be seen by referring to the discussion in the Jurists' Committee reproduced on page 455 of the minutes.

A list of the persons who have applied for the post as Registrar, together with copies of the testimonials submitted by them, is attached to the present note [2]).

Note on item 7.

The Permanent staff of the Court, other than the Registrar, is referred to only in the last paragraph of Article 32 of the Statute, dealing with a pensions' scheme for the „personnel" of the Court.

The reference to the „personnel" was inserted by the Assembly. The Jurists' Committee had proposed a

[1]) not reproduced.
[2]) not reproduced.

hroposé qu'un projet s'appliquant uniquement aux juges et au Greffier. Le procès-verbal de la 4ème séance de la Sous-Commission de la 3ème Commission de l'Assemblée, No. 31[1]), montre que cette modification a été introduite afin de „ne pas oublier le personnel constituant la Cour en dehors des juges".

Deux systèmes de nomination du personnel permanent semblent possibles : soit la nomination par la Cour, soit la nomination par le Greffier, sous réserve de l'approbation de la Cour. Le premier système a été proposé au Comité des Juristes, mais il a été rejeté (deuxième projet Descamps, article 15 : „La Cour nomme son Greffier et les autres fonctionnaires du Greffe"). Les procès-verbaux ne donnent pas la raison de cette décision. La nomination des membres du personnel permanent, par le Greffier, se trouverait être conforme, toute proportion gardée, au mode de nomination qui existe au Secrétariat permanent de la Société (Pacte, art. 6, parag. 3 : „Les secrétaires et le personnel du Secrétariat sont nommés par le Secrétaire général avec l'approbation du Conseil").

En tout cas, il semble que le mode de recrutement et les traitements du personnel permanent devraient être aussi analogues que possible à ce qui existe pour le Secrétariat permanent et qui figure dans le rapport de la 4ème Commission de la 2ème Assemblée. Le recrutement du personnel doit se faire par „concours" (concours par voie d'examen ou concours sur titres).

Au cas où la Cour déciderait de confier au Greffier le soin de recruter le personnel, il y aurait lieu, dès que la Cour l'aura nommé, de l'inviter à présenter, avant de procéder aux nominations, un projet d'organisation de personnel et des traitements attachés aux différents postes (Cf. rapport de la quatrième Commission, page 7 ; rapport de la Commission d'ènquête articles 42—54. Ces documents peuvent être consultés au Secrétariat).

Reste à discuter la question de savoir s'il appartient à la Cour de fixer les traitements du personnel, ou si elle doit se borner à soumettre au Conseil des propositions.

Note sur le No. 8.

L'Assemblée a décidé de diviser en trois parties les émoluments des membres de la Cour :

a) traitement annuel fixe.
b) allocation par jour de fonctions.
c) allocation par jour de séjour.

Toutefois, les émoluments du Président ne comportent que deux parties :

a) un traitement annuel fixe ;
b) une allocation spéciale (également annuelle).

1) Voir: „Société des Nations. Cour Permanente de Justice internationale. Documents relatifs aux mesures prises par le Conseil de la Société des Nations, aux termes de l'article 14 du Pacte, et à l'adoption par l'Assemblée du Statut de la Cour permanente." Genève 1921.

pensions' scheme exclusively for the judges and the Registrar. The Minutes [1]) (Sub-Committee of 3rd Committee, 4th meeting No 31) show that the change was made in order to include the "personnel permanently attached to the Court, other than the judges."

Two different systems for the appointment of the members of the permanent staff seem to be possible. Firstly, appointment by the Court ; secondly, appointment by the Registrar, subject to approval by the Court. The former system was proposed in the Jurists' Committee, but rejected (second Descamps scheme, Art. 15 : „The Court shall .... appoint its Registrar and the other officials of the Registry.") The reason for this decision is not given in the minutes. Appointment by the Registrar would be in conformity with the principle adopted for the Permanent Secretariat of the League (Covenant : Art. 6, par. 3 : „The secretaries and staff of the Secretariat shall be appointed by the Secretary-General, with the approval of the Council.")

In any case, it would seem that the rules for recruiting and paying the staff should be in as close conformity as possible with those laid down for the Permanent Secretariat in the Report of the Fourth Committee of the Second Assembly. These rules are based on the system of „competitive selection."

Should the Court decide to entrust the Registrar with the task of recruiting the staff, it might be well to ask him, as soon as he has been appointed, to submit for approval, before making appointments, a scheme for the organisation of the staff and for the salaries to be attached to the various posts.

(Cf. Fourth Committee's report, p. 7 ; Commission of Enquiry's Report, Arts. 42—54. These documents are available in the Secretariat).

It seems to be an open question whether the Court should fix the salaries of the staff, or whether it should confine itself to formulating proposals to be submitted to the Council for decision.

Note on item 8.

The Assembly has decided to divide the emoluments of members of the Court into three parts :

a) fixed annual salary :
b) duty allowance ;
c) subsistence allowance.

The President's emoluments, however, consist of two parts :

a) fixed annual salary ;
b) special allowance (likewise yearly).

1) See: "League of Nations. Permanent Court of international Justice. Documents concerning the action taken by the Council of the League of Nations under Article 14 of the convenant and the adoption by the Assembly of the Statute of the Permanent Court." Geneva 1921.

La raison de cette différence est que le Président doit résider à la Haye. C'est pourquoi son traitement ne comporte en temps normal aucune indemnité de séjour. Cependant, le Président ne peut fixer sa résidence à la Haye immédiatement après son élection ; il devrait donc, jusqu'au jour où il pourra s'installer à la Haye, avoir droit à une indemnité de séjour. Il y a une autre raison encore, pour que soit adopté le principe de cette indemnité ; le Président peut en effet être appelé à exercer ses fonctions ailleurs qu'à la Haye (art. 28 du Statut).

Le Greffier se trouve *mutatis mutandis* dans les mêmes conditions.

La question se pose donc de savoir si la Cour peut fixer elle-même le montant de ces indemnités de séjour ou si elle doit se borner à soumettre des propositions au Conseil.

La seule disposition qui puisse, jusqu'à un certain point, servir de guide en la matière est la stipulation d'après laquelle le Conseil doit fixer le traitement du Greffier, sur la proposition de la Cour. Il convient cependant de rappeler que les indemnités de séjour des juges ordinaires ont été fixées par l'Assemblée. Cette indemnité a été fixée à 50 florins par jour. On peut mentionner que celle d'un Directeur de ection du Secrétariat permanent de la Société a été f xée à 60 francs suisses par jour, soit environ 30 florins.

Note sur le No. 9.

La comparaison entre l'article 28 du Statut et les articles 32 et 22, démontre la nécessité de résoudre la question. L'article 28 déclare : „Les chambres spéciales .... peuvent .... siéger ailleurs qu'à la Haye".

a) L'article 32, par. 4 porte :

„Les juges titulaires et suppléants qui ne résident pas au siège de la Cour, reçoivent le remboursement des frais de voyage nécessités par l'accomplissement de leurs fonctions."

b) L'article 22 porte :

„Le siège de la Cour est fixé à la Haye".

c) La résolution de l'Assemblée relative aux traitements porte :

„Une allocation de 50 florins, par jour de séjour, est en outre attribuée pendant les jours de présence effective à la Haye...."

L'intention du Statut paraît se manifester dans la disposition suivante de l'article 32 : „Le remboursement des frais de voyage necessités par l'accomplissement de leurs fonctions .... etc".

Comme il s'agit d'interpréter ici des accords internationaux, il semble qu'il ne saurait y avoir de doute sur la compétence de la Cour pour en décider.

A ce propos, on peut remarquer que, au cours des discussions, lors de la première Assemblée, on a proposé que les frais d'une réunion de la Cour tenue ailleurs qu'à

This difference is explained by the fact that the President will take up his residence at the Hague. In his case, therefore, no subsistence allowance will be required in normal circumstances.

The President, however, connot be expeced to take up his residence at the Hague immediately after his election, and, until his establishment there, he should be entitled to subsistence allowance. There is another reason for fixing an allowance, in that the President may be called upon to exercise his duties at some place other than the Hague (Statute, Article 29).

The same applies, *mutatis mutandis*, to the Registrar.

The question arises whether the Court can fix the amount of these subsistence allowances, or should it confine itself to making proposals for submission to the Council ?

The only provision that can give any guidance in this respect is the stipulation that the Council shall fix the Registrar's salary, upon the proposal of the Court. It should, however, be mentioned that the subsistence allowance of the ordinary judges was decided by the Assembly. Attention might also be drawn to the fact that the subsistence allowance of ordinary judges is fixed at 50 florins a day, and that of a Director of Section of the Permanent Secretariat of the League at 60 Swiss francs a day, roughly corresponding to 30 florins.

Note on item 9.

The necessity for deciding this question arises from a comparison of Article 28 of the Statute : The special Chambers .... may .... sit elsewhere than at the Hague", with the following :

a) Art. 32, par. 4 :

Travelling expenses .... shall be refunded to judges and deputy-judges who do not reside at the seat of the Court."

b) Art. 22 :

The seat of the Court shall be established at the Hague."

c) The Assembly Resolution on salaries :

An additional allowance of 50 florins per day (the subsistence allowance) is assigned for each day of actual presence at the Hague....".

The intention of the Statute seems to be embodied in the following provision of Art. 32 : Travelling expenses incurred in the performance of their duties shall be refunded, etc."

As the present question is one of interpreting international agreements, it would seem that no doubt as to the competence of the Court to decide it could be entertained.

In this connexion it should be noted that it was proposed during the discussions in the First Assembly that the cost of a meeting of the Court held away from the

la Haye, sur la demande des parties, fussent supportés par ces dernières. Toutefois, cette proposition fut rejetée après un vote (Sous-Commission de la troisième Commission, 9ème séance, § 67).

Note sur le No. 10.

Une comparaison entre les deux textes relatifs à ce sujet pourrait faire naître une ambiguité. Il y aurait lieu de régler la question en donnant une interprétation.

a) Le parag. 4 de l'article 32 du Statut déclare: „Les juges titulaires et suppléants qui ne résident pas au siège de la Cour reçoivent le remboursement des frais de voyage . . . ."

b) La résolution de l'Assemblée relative aux traitements porte: „Une allocation, de 50 florins par jour de séjour, est attribuée pendant les jours de présence effective à la Haye . . . . tant au Vice-Président, qu'aux juges titulaires et suppléants".

1. La question de principe qui se pose est celle de savoir si l'indemnité de séjour doit être assimilée aux frais de voyage.

2. Il convient de remarquer qu'il n'est pas prévu d'indemnité de séjour pour le Président, qui est présumé avoir son domicile a la Haye.

Note sur le No. 11.

Le parag. 5 de l'article 32 porte: „Les indemnités dues aux juges désignés ou choisis conformément à l'article 31, sont réglées de la même manière."

L'expression „de la même manière" semble se rapporter à la disposition mentionnée au 1er paragraphe de l'article 32, d'après laquelle l'indemnité annuelle des juges doit être fixée par l'Assemblée de la Société des Nations, sur la proposition du Conseil.

Or, l'Assemblée n'a pas jusqu'ici fixé les indemnités dues aux juges convoqués conformément à l'article 31.

Il semble que la Cour pourrait demander au Conseil de formuler à cet égard ses propositions à l'Assemblée sans tarder, et d'autoriser la Cour à appliquer les chiffres proposés, en attendant qu'ils soient adoptés par l'Assemblée.

On peut faire remarquer à cet égard que les juges convoqués conformément à l'article 31 doivent, en premier lieu, être choisis parmi les juges suppléants, et que l'indemnité des juges suppléants est tixée à 150 florins par jour. Il semble équitable d'allouer par analogie la même indemnité aux autres juges convoqués dans les mêmes conditions.

En ce qui regarde les assesseurs, les seuls textes d'où l'on puisse tirer quelque indication, sont ceux des articles 26 et 27 qui portent: „Les juges sont assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs cotés avec voix consultative", etc. Ce texte paraît indiquer que les assesseurs doivent être considérés comme membres de la Cour et que, par conséquent, ils devraient être payés

Hague at the request of the parties should be charged to them. This proposal was, however, rejected by a par la Cour et non par les parties, formal vote (Third Committee, Sub-Committee, Minute 67, 9th meeting).

Note on item 10.

There is a possible ambiguity between the two existing texts on this subject, which ought to be removed by means of an interpretation.

a) Art. 32. Statute, paragraph 4:

„Travelling expenses . . . . shall be refunded to judges and deputy-judges who do not reside at the seat of the Court."

b) The Assembly Resolution on salaries:

. . . .An additional allowance . . . . (the subsistence allowance) is assigned, for cach day of actual présence at the Hague, to the Vice-President and to the ordinary and deputy-judges."

1. The question of principle at issue seems to be whether or not the subsistence allowance should be regarded as coming under the head of travelling expenses.

2. It should be observed that no subsistence allowance has been granted to the President, the reason being that he is supposed to have taken up his residence at the Hague.

Note on item 11.

According to Article 32, para. 5; „Grants due to judges selected or chosen as provided in Article 31 shall be determined in the same way."

The expression „in the same way" seems to refer to the provision of the first para. of Article 32, according to which the annual indemnity of the judges shall be determined by the Assembly, upon the proposal of the Council.

The Assembly has so far not determined the indemnities to be paid to judges summoned under Article 31.

It would seem that the Court should ask the Council to submit without delay its proposals to the Assembly on this subject, and to authorise the Court to apply the scale proposed, pending its adoption by the Assembly.

It should, perhaps, be pointed out in this connection that judges summoned under Article 31 should in the first place be selected from among the deputy-judges, and that the indemnity of the deputy-judges is fixed at 150 florins a day. It would seem fair to allocate, by analogy, the same indemnity to other judges called under identical circumstances.

With regard to the assessors, the only guidance that can be obtained from the texts is implied in the expression used by Articles 26 and 27, according to which,, the judges will be assisted by four technical assessors *sitting with them, but without the right to vote*", etc. This seems to indicate that the assessors are to be considered as members of the Court, and that consequently they should be paid by the Court and not by the parties

par la Cour et non par les parties comme il ressortirait de l'article 64 du Statut. Ils pourraient donc, au point d vue des indemnités, être assimilés aux juges convoqués coformément à l'article 31.

Il ressort des procès-verbaux de la première Assemblée Sous-Commission de la troisième Commission, 8ème séance, No. 62) que les assesseurs sont considérés comme membres de la Cour, avec voix consultative.

Sont annexées à la présente note : [1])

1) une liste des candidats à l'élection au poste de juge lors de la Seconde Assemblée ;

2) une liste des assesseurs techniques pour litiges de travail ;

3) une liste des assesseurs techniques pour litiges de communications et de transit [1]).

Note sur le No. 12.

Le Secrétaire général de la Société, dans la lettre qu'il a envoyée le 12 décembre aux juges, a suggéré qu'il serait peut-être commode de poser comme règle, pour établir l'ordre de préséance, celle de l'ancienneté d'âge. Il les priait en même temps de vouloir bien lui communiquer leur date de naissance.

Une liste des juges dressée d'après l'ancienneté d'âge, selon les réponses déjà reçues, est joint à la présente note [2]).

Note sur le No. 13.

Un accord général conclu entre les différents Etats pourra seul conférer aux juges un rang et un titre universellement reconnus. Un rang et un titre qui seraient reconnus par les Membres de la Société pourraient être conférés aux juges par ces Membres. Ceci pourrait éventuellement se faire à la suite d'une recommandation du Conseil.

La question qui se pose est donc la suivante : La Cour doit-elle demander au Conseil de formuler une recommandation de ce genre ? Cette recommandation devrait elle mentionner également le statut du Greffier ? La Cour doit-elle suggérer au Conseil les rangs et les titres qui devraient être conférés ?

Note sur le No. 14.

Il y aura lieu probablement d'examiner la question en temps opportun pour permettre aux juges, au cas où l'on adopterait une robe particulière, de la porter à la séance publique d'ouverture de la Cour.

Le Greffier devra-t-il porter un costume spécial aux séances publiques de la Cour ?

Note sur le No. 15.

La Cour aura besoin sans doute d'un sceau spécial. Faudra-t-il graver sur ce sceau un emblème particulier (La façade du Palais de la Paix, par exemple)

1) non reproduites.
2) non reproduit.

as would be implied by Article 64 of the Statute. In these circumstances, it would seem that they might be assimilated, for the purpose of allowances, to judges called under Article 31.

It would appear from the minutes of the First Assembly (3rd Committee, Sub-Committee, 8th meeting, No. 62) that the assessors were regarded as members of the Court, in an advisory capacity.

Attached to the present note are lists of : [1])

1) the candidates for election at the Second Assembly to posts as judges ;

2) technical assessors for labour cases ;

3) technical assessors for transit and communications cases 1),

Note on item 12.

The Secretary-General of the League, in his letter of December 12th to the judges, suggested that they might find it useful to adopt the rule of establishing precedence according to age. He asked them at the same time to be good enough to inform him of their date of birth.

A list of the judges, drawn up according to precedence of age, in accordance with the answers received, is attached to the present note [2]).

Note on item 13.

Rank and title commanding general recognition could be conferred on the judges only by a general agreement between the Powers. Rank and title to be observed by the various Members of the League could be bestowed upon the judges by those Members. It would seem that this could perhaps be done as the result of a recommendation by the Council.

The question therefore, is : shall the Court ask the Council to make such a recommendation ? Should the recommendation, if any, deal also with the status of the Registrar ? Should the Court suggest to the Council what ranks and titles should be given.

Note on item 14.

This point will probably have to be considered early enough to enable the judges to wear the special robes adopted, if any, at the public inaugural meeting of the Court.

Should the Registrar wear a special dress at the public meetings of the Court ?

Note on item 15.

The Court will no doubt need a special seal. The question arises whether a special emblem should be engraved on the seal (e.g. the front of the Peace Palace), or whether

1) not reproduced.
2) not reproduced.

ou suffira-t-il d'y graver simplement le nom de la Cour en français et en anglais ? La même question se pose à propos du timbre.

A titre provisoire, un sceau et un timbre portant le nom de la Cour ont été préparés. Ils se trouvent au Secrétariat.

Note sur le No. 16.

L'article 20 du Statut mentionne „un engagement solennel" pris par tous les membres de la Cour „d'exercer leurs attributions en pleine impartialité et en toute conscience".

La formule de cet engagement pourrait se rapprocher autant que possible des termes de l'article. On propose, à titre de projet, la formule suivante :

„Elu juge de la Cour permanente de Justice internationale par le vote concordant de l'Assemblée et du Conseil de la Société des Nations, je .... prends l'engagement solennel de toujours exercer en parfaite impartialité et en toute conscience les pouvoirs qui m'ont été conférés".

Plusieurs questions se posent à ce sujet :

1) Cet engagement doit-il être pris par les juges suppléants à la séance publique d'ouverture, ou seulement lorsqu'ils seront appelés pour la première fois à siéger ?

2) Un engagement semblable doit-il être pris par les juges autres que les juges suppléants, appelés à siéger aux termes de l'article 31 du Statut ?

3) Un engagement semblable doit-il être pris par les assesseurs techniques appelés à siéger en vertu des articles 26 et 27 du Statut ?

4) Un engagement semblable doit-il être pris par le Greffier ? Il est à remarquer qu'un engagement doit être pris par les Greffiers de plusieurs des Cours Fédérales existant actuellement, et par le Greffier de la Haute-Cour de Justice du Bassin de la Sarre.

Note sur le No. 17.

Le Secrétaire général a, jusqu'à présent, reçu avis des points suivants susceptibles de figurer à l'ordre du jour de la séance publique d'ouverture :

a) Discours prononcé au nom du Gouvernement des Pays-Bas.

b) Discours prononcé au nom de la fondation Carnegie.

c) Discours prononcé au nom de la Société des Nations.

d) Présentation du marteau présidentiel.

e) Discours du Président de la Cour.

f) Engagement solennel des membres de la Cour.

a seal with only the name of the Court in French and in English will be sufficient. The same applies to the stamp of the Court.

As a provisional measure, a seal and a stamp containing the name of the Court have been made. They are at the offices of the Secretariat.

Note on item 16.

Article 20 of the Statute mentions "a solemn declaration" made by each member of the Court "that he will exercise his powers impartially and conscientiously."

It would seem that the declaration should keep as closely as possible to the terms of the Article. The following draft is suggested :

"I .... elected a judge of the Permanent Court of International Justice by the concurrent vote of the Assembly and of the Council of the League of Nations, do solemnly declare that I will always exercise imparbially and conscientiously the powers which have thus been conferred on me."

The question arises :

1) Shall this declaration be made by a deputy-judge at the public inaugural meeting, or when he is called upon to sit for the first time :

2) Shall a similar declaration be made by a judge, other than a deputy-judge, called upon to sit in accordance with Article 31 of the Statute ?

3) Shall a similar declaration be made by technical assessors called upon to sit in accordance with Articles 26 and 27 of the Statute :

4) Shall a similar declaration be made by the Registrar ? It should be noted that a declaration has to be made by the Registrar of several of the Federal Courts now existing, and by the Registrar of the High Court of Justice of the Saar Basin Territory.

Note on item 17.

The following items have so far been brought to the notice of the Secretary-General as matters that should be included in the agenda of the public inaugural meeting :

a) Speech on behalf of the Netherlands Government.

b) Speech on behalf of the Carnegie Foundation.

c) Speech on behalf of the League of Nations.

d) Presentation of the presidential hammer.

e) Speech by the President of the Court.

f) Making of the solemn declaration.

g) Lecture des litiges ou questions portées devant la Cour

1) pour arret ;

2) pour avis consultatif ;

au cours de la présente session.

La Cour devra décider quelles invitations devront être envoyées pour la séance publique d'ouverture.

Un projet de liste est joint à la présente note et soumis à l'examen de la Cour [1]).

Note sur le No. 18.

Le Secrétariat provisoire de la Cour fourni par le Secrétariat permanent de Genève, a élaboré un projet de Règlement qui pourrait servir éventuellement de base aux discussions de la Cour. Toutefois, il est probable que la Cour préfèrera discuter les projets préparés par ses membres.

Le projet élaboré par le Secrétariat provisoire sera distribué aux membres de la Cour, s'ils le désirent [2]).

1) non reproduit.

2) voir p. 251.

g) Announcement of cases brought before the Court

1) for judgment ;

2) for advisory opinion ;

to be dealt with during the present session.

The Court will have to decide whom to invite to the public inaugural meeting. Draft lists are attached to the present note, for the consideration of the Court [1]).

Note on item 18.

The temporary secretariat of the Court, furnished by the Permanent Secretariat at Geneva, has elaborated draft rules of procedure, in order that there may be a basis for the discussions of the Court. It is realised, however, that the Court will probably prefer to work on drafts prepared by its own members. The draft prepared by the temporary secretariat will be distributed to the members of the Court, should they so desire [2]).

1) not reproduced.

2) see p 251.

ANNEXE Ib.

Avant-projet de Règlement intérieur

proposé par M. le docteur B. C. J. LODER.
(Distr. 1).

1. — La déclaration solennelle visée à l'art. 20 du Statut de la Cour est conçue en ces termes :

> Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience.

2. — La déclaration sera rendue debout au commencement de la première audience dans laquelle le juge entrera en charge.

3. — Le Greffier en dresse un procès-verbal signé par le Président et par lui-même.

4. — A la séance solennelle d'ouverture de la Cour, les déclarations des quinze membres de la Cour seront faites dans l'ordre suivant :

Le Président, le Vice-Président, les membres ordinaires en ordre d'âge, à commencer par le plus âgé, et les membres suppléants dans le même ordre.

5. — Chaque année, au commencement de sa session ordinaire, la Cour désigne les juges et les juges de réserve qui formeront avec le Président ou le Vice-Président, la Chambre pour statuer en procédure sommaire.

Pour la première fois cette désignation se fera aussitôt que possible.

6. — Tous les trois ans, au commencement de la session ordinaire, la Cour désigne les juges et les juges de réserve, qui formeront soit avec le Président soit avec le Vice-Président les Chambres visées aux articles 26, 27, et 29 du Statut de la Cour.

Pour la première fois cette désignation se fera aussitôt que possible.

7. — Pour toute élection mentionnée dans les articles précédents, le Président soumet une proposition à la Cour.

8. — Si pour quelque raison une élection intermédiaire était nécessaire, le Président convoque à cet effet une assemblée générale de la Cour.

9. — Dans toute assemblée générale de la Cour les décisions ou les désignations de personnes sont votées à la majorité des juges présents. En cas de partage de voix celle du Président est prépondérante.

10. — Les décisions sur affaires sont prises par vote verbal et sur appel nominal.

Les nominations ou désignations de personnes se font par bulletin de vote fermé et non signé.

11. — En cas de vote verbal le président demande l'opinion et le vote à commencer par le membre dont

ANNEX Ib.

Draft rules of procedure

proposed by Dr. B. C. J. LODER.
(Distr. 1).

1. — The solemn declaration provided for in Article 20 of the Statute of the Court shall be worded as follows :

> I solemnly declare that I will exercise my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously.

2. — The judge shall make this declaration standing, at the beginning of the meeting at which he first takes up his duties.

3. — The Registrar shall draft minutes of these proceedings, which shall be signed by the President and by himself.

4. — At the solemn inaugural meeting of the Court, the declarations of the fifteen members of the Court shall be made in the following order : The President and Vice-President, followed by the ordinary members in order of age beginning with the eldest, and by the deputy members in the same order.

5. — Each year, at the beginning of the ordinary session, the Court shall appoint the judges and judges in reserve who are to form, with the President or the Vice-President, the Chamber which is to hear and determine cases by summary procedure.

The first appointments shall be made as soon as possible.

6. — Every three years, at the beginning of the ordinary session, the Court shall nominate the judges, and judges in reserve, who are to form, with the President or the Vice-President, the Chambers provided for in Articles 26, 27 and 29 of the Statute of the Court.

The first appointments shall be made as soon as possible.

7. — In the case of each election mentioned in the preceding Articles, the President shall submit a proposal to the Court.

8. — If, for any reason, an intermediate election shall be necessary, the President shall convene all the members of the Court for this purpose.

9. — At all such meetings of the members of the Court, decisions taken or appointments made shall require the approval of a majority of the judges present. In the event of an equality of votes, the President shall have a casting vote.

10. — All non-personal questions shall be decided by a verbal vote taken by a roll-call.

In the case of nominations or appointments of individuals, the voting shall be by secret ballot.

11. — In the case of a verbal vote, the President shall first take the opinion and the vote of the most

la nomination est la plus récente et, si plusieurs membres ont été nommés à la même date, par le plus jeune d'entre eux. Lui-même opine et vote le dernier. Les membres absents n'ont pas de vote.

Chaque membre de la Cour est tenu de voter et de motiver son vote dans chaque affaire dont il a été saisi.

12. — Dans des affaires de haute importance, la Cour peut, sur la proposition des Présidents des Chambres visées aux articles 26, 27 et 29, désigner un des juges suppléants pour fonctionner dans ces affaires comme assesseur. Cet assesseur ne pourra opiner et voter que si un des juges fait défaut.

13. — Le juge qui quitte une chambre dont il fait partie continue à terminer et juger les affaires dont il a été saisi.

14. — Il se trouve au Greffe.

1) un rôle des affaires destinées à être entendues par la Cour plénière.
2) un rôle des affaires destinées à être entendues par la Chambre visée à l'article 26 du Statut de la Cour,
3) un rôle des affaires destinées à être entendues par la Chambre visée à l'article 27 du Statut de la Cour,
4) un rôle des affaires destinées à être entendues par la Chambre visée à l'article 29 du Statut de la Cour,
5) un rôle des affaires en révision.

Les affaires sont inscrites sur ces rôles suivant l'ordre dans lequel elles sont apportées.

Mention est faite pour chaque affaire du nom des parties et de leurs agents.

Chaque affaire porte un numéro spécial. Il est brièvement annoté sur le rôle ce qui se passe dans chaque affaire.

15. — Dans toute séance de la Cour le Greffier annonce l'affaire qui est à l'ordre du jour.

16. — Sauf disposition contraire, le Président préside toutes les séances de la Cour, ainsi que celles en Chambre du conseil et les assemblées générales.

En cas d'empêchement il est remplacé par le Vice-Président ou en cas d'empêchement de celui-ci par le juge de nomination la plus ancienne ou, s'il y en a plusieurs de cette même ancienneté, par le plus âgé d'entre eux.

Pendant la durée des sessions le Président fixe les jours et heures des séances.

Le Greffier en fait part au public et aux parties.

Le Président convoque la Cour en Chambre du conseil ou en assemblée générale quand il lui semblera utile ou nécessaire.

recently-elected member; should several judges have been elected at the same time, he shall begin with the youngest. The President shall record his opinion and his vote last. Members of the Court who are absent shall not be entitled to vote.

Each member of the Court shall be required to vote and to state the reasons on which his vote is based, in every case of which he takes cognizance.

12. — On the proposal of the Presidents of the Chambers provided for in Articles 26, 27 and 29, the Court may, in cases of great importance, appoint one of the deputy-judges to act as assessor. This assessor shall not give his opinion or vote unless one of the judges is absent.

13. — A judge who ceases to belong to a special Chamber of which he is a member shall conclude and give judgment upon cases which he has commenced.

14. — The Registrar shall keep:

1. A list of the cases to be heard by the full Court.
2. A list of the cases to be heard by the Chamber provided for in Article 26 of the Statute of the Court.
3. A list of the cases to be heard by the Chamber provided for in Article 27 of the Statute of the Court.
4. A list of the cases to be heard by the Chamber provided for in Article 29 of the Statute of the Court.
5. A list of the cases for revision.

Case shall be placed upon these lists in the order in which they are referred to the Court.

In each case particulars shall be given of the names of the parties and their agents.

Each case shall be given a special number. A brief summary of the action taken in each case shall appear in the list.

15. — At each meeting of the Court, the Registrar shall announce the case on the agenda.

16. — Failing provision to the contrary, the President shall preside at all public and private sittings of the Court.

Should the President be unable to attend, he shall be replaced by the Vice-President; if the latter is also unable to attend, he shall be replaced by the judge who is senior as regards date of election, or, should several judges have been elected at the same time, by the eldest.

During the session, the President shall fix the day and hour of meetings.

The Registrar shall announce the day and hour of the meetings to the public and to the parties.

The President shall convene private meetings of the Court or meetings of all the members of the Court whenever such a course appears to him to be expedient or necessary.

Le Président convoque la Cour en assemblée générale au moins une fois par an et puis autant de fois que bon lui semblera.

Il est obligé de le faire sur la demande motivée d'au moins trois juges.

17. — Tous les trois ans à l'occasion de la session ordinaire de la Cour, visée à l'article 23 du Statut de la Cour, le Président met à l'ordre du jour l'élection du Président de la Cour et de son Vice-Président.

Pour la première fois ces élections et celle du Greffier se feront avant la séance solennelle d'ouverture de la Cour, pour la période se terminant au mois de juin 1925, la deuxième élection pour la période se terminant au mois de juin en 1928 et ainsi de suite.

La Cour peut imposer au Vice-Président l'obligation de fixer son domicile à la Haye. En ce cas il lui est accordé l'indemnité pour frais de séjour fixée par la résolution relative au traitement des membres de la Cour.

18. — Outre les devoirs imposés au Greffier par le Statut de la Cour, celui-ci est chargé de la direction du Greffe et de la conservation des minutes, registres, et autres documents appartenant à la Cour, ainsi que de tout ce qui est déposé à la Cour en rapport à une procédure.

19. — Le Greffier est chargé de tenir le rôle des affaires et la feuille d'audience. Puis il dresse :

a) un tableau de la Cour, contenant les noms des membres d'après l'ordre de leur nomination, mentionnant leur qualité, nationalité et date de naissance ;

b) un tableau des personnes qui ont été l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5 du Statut de la Cour ;

c) un registre, contenant les actes constatant l'accomplissement des déclarations solennelles visées à l'article 20 du Statut de la Cour.

Il dresse et a sous sa garde :

1) un tableau des juges suppléants visés à 'article 15 du Statut de la Cour ; il contient tout ce qui est mentionné dans cet article au paragraphe a).

2) une liste des noms des assesseurs techniques visés à l'article 26 du Statut de la Cour.

3) une liste des assesseurs techniques visés à l'article 27 du Statut de la Cour.

20. — Le Greffier est tenu d'assister aux assemblées générales, Chambres du conseil et séances publiques de la Cour plénière et de toutes les Chambres de la Cour.

Il est tenu d'assister la Cour ou ses membres dans tous les cas ou le Statut ou les Règlements l'exigent.

21. — Il doit tenir avec exactitude des livres de recettes et de dépenses

The President shall convene meetings of all the members of the Court at least once a year, and at such other times as he shall think fit.

He shall be bound to do so, if a request to this effect is submitted by at least three judges, and is accompanied by a statement of their reasons.

17. — Every three years, upon the occasion of the ordinary session of the Court, provided for in Article 23 of the Statute of the Court, the President shall place on the agenda the election of the new President and the new Vice-President of the Court. Upon the occasion of the first meeting of the Court, these elections and the election of the Registrar shall be made before the solemn inaugural meeting of the Court and for the period terminating in June, 1925. The second election shall be for the period terminating in June 1928, and similarly for subsequent elections.

The Court may require the Vice-President to reside at the Hague. In this event, he shall be granted the subsistence allowance provided by the Resolution concerning the salaries of members of the Court.

18. — In addition to the duties laid upon the Registrar by the Statute of the Court, he shall be responsible for the Registry and the keeping of minutes, registers and other documents belonging to the Court, and documents deposited with the Court relating to particular cases.

19.—The Registrar shall be responsible for keeping the list of cases and the list of those present. He shall keep :

a) A list of the Court containing the names of members in order of election, mentioning their qualifications, nationality and date of birth.

b) A list of the persons nominated in conformity with Article 4 and 5 of the Statute of the Court.

c) A register containing a record of the solemn declarations provided for in Article 20 of the Statute of the Court.

He shall prepare and keep :

(1). A list of the deputy-judges provided for in Article 15 of the Statute of the Court ; this list shall contain all the particulars mentioned under paragraph a) of this Article.

(2). A list of the technical assessors provided for in Article 26 of the Statute of the Court.

(3). A list of the technical assessors provided for in Article 27 of the Statute of the Court.

20. — The Registrar shall be present at any meetings of all the members of the Court, at private and public meetings of the full Court and of all the Chambers of the Court.

He shall assist the Court or its members in all cases in which he is required to do so by the Statute or the Rules of Procedure.

21. — He shall keep an accurate account of receipts and expenditure.

22. — En cas d'absence ou d'empêchement quelconque, il est remplacé par un des Greffiers adjoints.

23. — Le Greffe est ouvert et accessible au public tous les jours de travail. Il est fermé le dimanche et les jours fériés.

24. — Sur la proposition du Greffier, la Cour nomme et règle le service et les appointements des Greffiers adjoints et de tout le personnel de la Cour.

22. — Should the Registrar be unable, for any reason, to attend the Court, he shall be replaced by one of the deputy registrars.

23. — The Registry shall be open and accessible to the public upon all working days. It shall be closed on Sundays and holidays.

24. — Upon the proposal of the Registrar, the Court shall appoint the deputy registrars and all the personnel of the Court, and shall fix salaries and conditions of service.

(*Traduction*). ANNEX I c.

Règlement de la cour.

Projet préparé par le secrétariat.
(Distr. II).

I. — INTRODUCTION.

ARTICLE 1.

Le présent règlement est celui dont il est fait mention à l'article 30 du Statut de la Cour. Il complète les dispositions contenues dans le Statut de la Cour et dans les résolutions de l'Assemblée de la Société des Nations.

La Cour se réserve le droit, si besoin en est, de modifier, d'abroger ou de compléter le présent règlement.

II. — ORGANISATION INTÉRIEURE

ARTICLE 2.

Les dispositions de l'article 45 du Statut de la Cour joueront non seulement en cas d'empêchement du Président et du Vice-Président mais aussi jusqu'au moment où le Président et le Vice-Président auront été élus pour la première fois. Dans les deux cas, le juge qui aura, le premier, assumé les fonctions de membre de la Cour prendra la présidence, ou s'il arrive que plusieurs juges aient assumé leurs fonctions le même jour, la présidence reviendra au plus âgé.

ARTICLE 3.

La première élection du Président et du Vice-Président aura lieu à la première séance plénière de la Cour, et vaudra pour la période s'étendant entre la date de l'élection et le 31 décembre 1924 inclus.

L'élection ordinaire suivante du Président et du Vice-Président aura lieu au début de la session ordinaire de la Cour, en 1924, et vaudra pour la période s'étendant entre le 1er janvier 1925 et le 31 décembre 1927 inclus. Par la suite, les élections ordinaires auront lieu tous les trois ans.

Si le Président ou le Vice-Président cessaient de faire partie de la Cour avant l'expiration de leurs fonctions de Président ou de Vice-Président, une élection aura lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir. Si cela est nécessaire, on pourra, à cet effet, convoquer la Cour en séance plénière extraordinaire.

La vote aura toujours lieu au scrutin secret. Le candidat qui obtiendra le plus grand nombre de voix sera déclaré élu. En cas de partage des voix, le président de la réunion électorale aura voix prépondérante.

ANNEX I c.

Rules of court.

Draft prepared by the secretariat.
(Distr. II).

I. — INTRODUCTION.

ARTICLE 1.

The present body of Rules is that referred to in Article 30 of the Court Statute. It is supplementary to the rules embodied in the Statute of the Court and in Resolutions of the Assembly of the League of Nations.

The Court reserves power from time to time to alter, abrogate or add to these Rules, as experience may require.

II. — INTERNAL ORGANISATION.

ARTICLE 2.

The provisions of Article 45 of the Court Statute shall apply not only in the absence of the President and Vice-President, but also until the first President and Vice-President have been elected. In both cases, the judge who shall have first taken up this duties as a member of the Court shall take the Chair, or, should several judges have taken up their duties on one and the same day, the Chair shall be taken by the eldest among them.

ARTICLE 3.

The first President and Vice-President shall be elected at the first meeting of the full Court. The first election shall be for the period from the date of election to December 31st, 1924, inclusive.

The next ordinary election of President and Vice-President shall take place at the beginning of the ordinary meeting of the Court in 1924, and shall be for the period from January, 1st, 1925, to December 31st, 1927, inclusive, Thereafter, ordinary elections shall take place at intervals of three years.

Should the President or Vice-President cease to be a member of the Court before the expiration of his period of office as President or Vice-President, an election shall be held for the purpose of appointing a successor for the unexpired portion of his period of office. If necessary, an extraordinary meeting of the full Court shall be convened for this purpose.

Votes shall in all cases be cast by secret ballot. The candidate who obtains the largest number of votes shall be declared elected. In the event of a tie, the president of the electoral meeting shall have a casting vote.

ARTICLE 4.

Les juges suppléants élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée auront le pas sur les juges suppléants élus au cours de sessions ultérieures. Les juges suppléants élus au cours de la même session de l'Assemblée prendront préséance selon leur ancienneté d'âge.

Le tableau, dont il est fait mention à l'article 15 du Statut, sera dressé et tenu à jour conformément aux principes ci-dessus.

ARTICLE 5.

Les juges prendront place à la droite et à la gauche du Président selon l'ordre dans lequel ils remplaceraient, en cas d'empêchement, le Président et le Vice-Président. Le Vice-Président, toutefois, prendra toujours place à la droite du Président et les juges suppléants cèderont la préséance aux juges titulaires.

ARTICLE 6.

La déclaration solennelle que devront faire les membres de la Cour avant d'assumer leurs fonctions, sera rédigée comme suit :

„Elu juge à la Cour permanente de Justice internationale par le vote concordant de l'Assemblée et du Conseil de la Société des Nations, je . . . . . .
. . . . . .
prends l'engagement solennel de toujours exercer en parfaite impartialité et en toute conscience les pouvoirs qui m'ont été conférés."

ARTICLE 7.

Le Président de la Cour sera d'office Président de chacune des Chambres prévues par les articles 26, 27 et 29 du Statut pour la procédure sommaire et pour les litiges de travail, et de transit et communications. Il soumettra à la Cour les propositions en vue de pourvoir aux autres sièges dans ces Chambres.

Pour la première fois, ces propositions seront soumises à la Cour pendant sa première session.

La durée des fonctions pour les membres des Chambres ayant à connaître des litiges de travail, et de transit et communications, sera le même que celle des fonctions du Président, fixée à l'article 3 du présent Règlement. La Chambre appelée à statuer en procédure sommaire et constituée pendant la première session de la Cour, restera en fonctions jusqu'à la fin de 1922. Le président soumettra, pendant la session ordinaire de 1922, des propositions relatives à la composition de cette Chambre pour l'année 1923, et la même procédure sera adoptée pour les années suivantes.

Les membres des Chambres spéciales, présentés par le Président, seront élus au scrutin secret. Les juges qui

ARTICLE 4.

Deputy-judges elected at an earlier session of the Assembly shall take precedence over deputy-judges elected at a subsequent session. Deputy-judges elected during the same session of the Assembly shall take precedence according to age.

The list mentioned in Article 15 of the Statute shall be prepared and kept in accordance with these principles.

ARTICLE 5.

Judges shall take their seats to the right and left of the President, according to the order in which they would replace the President or Vice-President if absent. The Vice-President, however, shall always take his seat on the right of the President, and deputy-judges shall always take precedence after ordinary judges.

ARTICLE 6.

The solemn declaration to be made by the members of the Court before taking up their duties shall be worded as follows :

"I . . . . . having been elected a judge of the Permanent Court of International Justice by the concurrent votes of the Assembly and of the Council of the League of Nations, do solemnly declare that I will always exercise impartially and conscientiously the powers which have thus been conferred on me."

ARTICLE 7.

The President shall *ex officio* be the President of each of the Chambers for labour cases, for transit and communications cases, and for summary procedure which are provided for in Articles 26, 27 and 29 of the Statute. He shall submit to the Court proposals for filling the remaining seats in these Chambers.

On the first occasion, these proposals shall be submitted during the first session of the Court. The period of office for members of the Chambers for labour cases and for transit and communications cases shall coincide with the period of office of the President, as laid down in Article 3. The Chamber for summary procedure formed during the first session of the Court shall remain in office until the end of 1922. The President shall submit proposals regarding the composition of that Chamber for the year 1923, during the ordinary session of the Court in 1922, and the same procedure shall be adopted in subsequent years.

Members of special Chambers, proposed by the President, shall be selected by secret ballot. The judges who

obtiendront la majorité absolue seront considérés comme élus. S'il était impossible de pourvoir de cette manière aux sièges à remplir, la Cour soumettra à l'approbation du Président le nom d'un candidat pour chacun des sièges vacants.

La choix des assesseurs techniques qui doivent siéger avec les juges dans les litiges de travail, de transit et de communications se fera de la même manière.

Sous réserve de la disposition figurant au dernier alinéa de l'article 30, cette désignation se fera à la première séance plénière de la Cour, qui se tiendra après que la Cour aura été saisie du litige ou de la question.

ARTICLE 8.

En cas de maladie, les membres de la Cour seront dispensés d'assister à une session. Leur absence à une session extraordinaire sera admise si, au moment où la convocation leur parvient, ils se trouvent trop éloignés pour pouvoir arriver à temps.

Les membres de la Cour pourront ne pas assister à une séance pour cause de maladie ou s'ils en sont empêchés pour une des raisons figurant dans les articles 16, 17 et 24 du Statut et dans les articles 25 et 39 du présent Règlement.

ARTICLE 9.

Les membres qui se trouvent dans l'impossibilité d'assister à une session ou à une séance en informeront le Président aussitôt que possible.

Celui-ci, par l'intermédiaire du Greffier, prendra des mesures pour compléter le nombre de juges nécessaires.

ARTICLE 10.

Si, dans une des séances de la Cour il est impossible d'atteindre le quorum exigé, la Cour s'ajournera de jour en jour jusqu'à ce que le quorum soit atteint.

ARTICLE 11.

Les membres de la Cour peuvent adresser au Président une communication écrite, demandant qu'il soit procédé à un vote pour savoir si un membre particulier de la Cour a cessé de répondre aux conditions requises.

Si cette demande émane du Président, elle sera adressée au Vice-Président. Si la demande concerne le Président, elle sera également adressée au Vice-Président.

Dès réception d'une demande de ce genre, le Président ou le Vice-Président convoqueront la Cour en session plénière ; toutefois, le membre qui fait l'objet de la demande ne sera pas convoqué. Une fois la Cour assemblée, la question sera mise aux voix sans discus-

obtain an absolute majority of votes shall be regarded as appointed. Should it prove impossible to fill the required number of places in this way, the Court shall propose for the approval of the President one candidate for each vacant place.

The selection of technical assessors to sit with the judges on labour cases and on transit and communications cases shall take place in like manner.

Subject to the provision in Rule 20, last para, this selection shall take place at the first meeting of the full Court after the case or question has been brought before the Court.

ARTICLE 8.

In cases of illness, a member of the Court shall be excused from attendance at a session. He shall be excused from attendance at an extraordinary session if, when notice of the session reaches him, he is so far away that he cannot arrive in time for the session.

A member shall be excused from attending a meeting when he is ill, or is prevented from sitting under the provisions of Articles 16, 17 and 24 of the Statute and of Articles 25 and 39 of the present Rules.

ARTICLE 9.

Members who are prevented from attending a session or meeting shall inform the President as soon as possible.

The latter shall take the necessary steps, through the Registrar, to complete the numbers required.

ARTICLE 10.

If, at any meeting of the Court, the requisite quorum is not available, the Court shall adjourn from day to day until a quorum is obtained.

ARTICLE 11.

Any member of the Court may communicate with the President in writing, requesting that a vote be taken on the question whether a particular member of the Court has ceased to fulfil the required conditions.

If such a request is made by the President, it shall be addressed to the Vice-President. If the request refers to the President, it shall likewise be addressed to the Vice-President.

Upon receipt of such request, the President or Vice-President shall convene a meeting of the full Court, except the member referred to in the request. At the meeting, the question shall be put to the vote without previous discussion. Formal notice of the result shall

sion préalable. Le résultat du vote sera communiqué officiellement à la personne qui a fait l'objet de la demande et, en cas de décision affirmative, au Secrétaire général de la Société des Nations.

ARTICLE 12.

La Cour choisira au scrutin secret son Greffier, parmi les candidats proposés par les membres de la Cour.

La personne qui aura obtenu le plus grand nombre de voix sera nommée. En cas de partage des voix, le Président aura voix prépondérante.

La première nomination à ce poste aura lieu aussitôt que possible après l'élection du Président, et la personne désignée exercera ses fonctions depuis le jour de sa nomination, jusqu'au 31 décembre 1926 inclus.

En ce qui concerne les nominations ultérieures, et celles qui pourraient avoir lieu en cas d'interruption de fonctions, on appliquera les dispositions figurant à l'article 3 et relatives à l'élection du Président et du Vice-Président, en tenant compte du fait que la durée des fonctions du Greffier sera de cinq ans et que, pour ce poste, les nominations ordinaires se feront tous les cinq ans.

ARTICLE 13.

Le Greffier élaborera et soumettra à l'approbation de la Cour, un projet d'organisation du Secrétariat. Sous réserve de l'approbation de la Cour, il procédera à la nomination du personnel du Secrétariat, conformément aux principes fixés pour la nomination des membres du Secrétariat permanent de la Société des Nations.

La Cour désignera le membre du Secrétariat qui remplacera le Greffier, en cas d'empêchement de celui-ci.

ARTICLE 14.

Le Statut applicable aux membres du Secrétariat sera le même que celui du Secrétariat permanent de la Société des Nations. Les attributions du Secrétaire général, telles qu'elles sont déterminées par ce dernier statut, appartiendront au Président de la Cour, et celles du Conseil à la Cour réunie en séance plénière.

ARTICLE 15.

A la première séance plénière de la Cour qui suivra l' entrée en fonctions du Greffier, celui-ci fera la déclaration suivante :

„Nommé Greffier de la Cour permanente de Justice internationale, je ..... prends l'engagement solennel d'exercer en pleine impartialité et en toute conscience les fonctions qui m'ont été confiées."

be given to the person referred to in the request and, if the decision is in the affirmative, to the Secretary-General of the League of Nations.

ARTICLE 12.

The Court shall appoint its Registrar by secret ballot, on proposals submitted by members of the Court. The person obtaining the largest number of votes shall be appointed. In the event of a tie, the President shall have a casting vote.

The first Registrar shall be appointed as soon as possible after the election of the President, and for a period beginning on the day of appointment and terminating on December 31st, 1926 inclusive.

For subsequent appointments and for appointments made to complete a broken term of office, the rules laid down in Article 3 concerning the election of the President and Vice-President shall be applied, except that the period of office in the case of the Registrar shall be five years and that ordinary appointments to that office will be made at intervals of five years.

ARTICLE 13.

The Registrar shall draw up and submit to the Court for approval a scheme for the organisation of the Secrerariat. He shall, subject to the approval of the Court, make appointments to the staff of the Secretariat, in conformity with the principles laid down for appointments to the permanent Secretariat of the League of Nations.

The Court shall decide which member of the Secretariat shall act for the Registrar in his absence.

ARTICLE 14.

The Statute for the members of the Secretariat shall be the same as the Statute for the members of the permanent Secretariat of the League of Nations. The functions of Secretary General, as laid down in the latter Statute, shall, however, belong to the President of the Court and the functions of the Council to the full Court.

ARTICLE 15.

At the first meeting of the full Court after he has entered upon his duties the Registrar shall make the following declaration :

„I ....., having been appointed Registrar of the Permanent Court of International Justice, solemnly declare that I will always fulfil impartially and conscientiously the duties thus conferred upon me."

Les autres membres du Secrétariat prendront un engagement analogue devant le Président, en présence du Greffier.

ARTICLE 16.

Toutes les communications émanant de la Cour, ou qui lui sont adressées, passeront par le Greffier.

Le Greffier veillera à ce que la date de toutes ces communications et notifications puisse être facilement contrôlée. Si ces communications sont par la poste, elles seront recommandées.

Les communications adressées aux représentants des parties, seront considérées comme ayant été adressées aux parties elles-mêmes.

La date de réception sera notée sur tous les documents parvenant au Greffier et il en sera donné un reçu portant la date de réception de ce document et le numéro sous lequel il a été enregistré.

ARTICLE 17.

Le Greffier aura la responsabilité des archives, des comptes et de tout travail administratif. Il aura la garde des sceaux et cachets. Il assistera à toutes les séances plénières de la Cour et à toutes les séances des diverses chambres et il aura la responsabilité des procès-verbaux de ces séances.

De plus, il remplira toutes les fonctions qui pourront lui être dévolues aux termes du Règlement de la Cour.

ARTICLE 18.

Les registres des archives seront tenus de façon à donner tous les renseignements nécessaires, entre autres, sur les points suivants :

1) pour chaque affaire ou question, tous les documents y relatifs, toutes les suites données, par ordre chronologique ; tous ces documents porteront le même numéro de dossier et seront numérotés selon l'ordre dans lequel ils auront été classés dans ce dossier ;

2) toutes les décisions de la Cour, par ordre chronologique, avec références aux dossiers respectifs ;

3) tous les avis consultatifs émis par la Cour, par ordre chronologique, avec références aux dossiers respectifs ;

4) toutes notifications et communications analogues envoyées par la Cour, avec références aux dossiers respectifs ;

Les index figurant dans les archives comprendront :

1) un fichier de noms propres avec les références nécessaires ;

2) un fichier des sujets par ordre de matières, avec les références nécessaires.

The other members of the Secretariat shall make similar declarations before the President, the Registrar being present.

ARTICLE 16.

The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

The Registrar shall ensure that the date of all communications and notifications can readily be proved. If sent by post, they shall be registered.

Communications made to agents shall be considered as having been made to the parties whom they represent.

The date of receipt shall be noted on each document received by the Registrar, and a receipt shall be given, bearing the date upon which the document was received and the number under which it has been registered.

ARTICLE 17.

The Registrar shall have charge of the archives and accounts, and of all administrative business. He shall have custody of the seals and stamps. He shall be present at all meeting of the full Court and of its Chambers, and shall be responsible for the minutes of such meetings. He shall further discharge such duties as may be conferred on him by the Rules of Court.

ARTICLE 18.

The Registers kept in the Archives shall be so arranged as to give particulars with regard to the following points amongst others :

1) for each case or question, all documents pertaining to it and all action taken with regard to it, in chronological order. All such documents shall bear the same file number, and shall be numbered, consecutively within the file ;

2) all decisions of the Court, in chronological order, with references to the respective files ;

3) all advisory opinions given by the Court, in chronological order, with references to the respective files ;

4) all notifications and the like sent out by the Court, with references to the respective files.

The indexes kept in the Archives shall comprise :

1) a card index of names, with necessary references ;

2) a card index of subject matter, with like references.

ARTICLE 19.

Le rôle des affaires inscrites, prévu par l'article 23 du Statut de la Cour, sera dressé et tenu à jour par le Greffier. Il contiendra toutes les affaires et questions soumises à la Cour pour décision ou pour avis consultatif, dans l'ordre de leur réception par le Greffier.

Le Greffier préparera également et tiendra à jour des extraits du rôle ci-dessus, indiquant tous les litiges qui devront être respectivement examinés soit par la Chambre statuant en procédure sommaire, soit par la Chambre appelée à connaître des litiges de travail, soit par la Chambre appelée à connaître des litiges de transit et communications.

Enfin, le Greffier préparera et tiendra à jour un rôle des affaires soumises à révision.

ARTICLE 20.

Le deuxième paragraphe de l'article 22 du Statut sera considéré comme impliquant pour le Président et le Greffier de la Cour, l'obligation de résider au siège de la Cour à partir de la date d'ouverture de la première session ordinaire de la Cour.

Cette obligation n'empêchera pas, cependant, le Président et le Greffier, de s'absenter du siège de la Cour pendant des vacances annuelles qui ne devront pas dépasser deux mois.

III. — PROCÉDURE.

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 21.

Pendant les sessions, la date et heures des séances sont fixées par le Président et communiquées par le Greffier à tous les intéressés. En cas de séances publiques le Greffier fait publier toutes indications utiles.

ARTICLE 22.

Les délais sont fixés par la Cour suivant les besoins de la cause, ou par le Président, si la Cour ne siège pas.

Les délais calculés en jours sont comptés à partir du jour qui suit celui auquel ils commencent à courir. Un délai calculé en semaines expire le jour ouvrable correspondant au jour qui suit celui auquel il commence à courir. Un délai calculé en mois expire le jour portant le même quantième que le jour auquel il commence à courir, ou, si ce quantième n'existe pas, le dernier jour du mois. Un délai calculé en années expire le jour d'une année subséquente correspondant à celui auquel il commence à courir ; s'il commence à courir le 29 février

ARTICLE 19.

The list of cases provided for by Article 23 of the Court Statute shall be prepared and kept by the Registrar. It shall contain all cases and questions submitted to the Court either for judgment or for an advisory opinion, in the order of their receipt by the Registrar.

The Registrar shall likewise prepare and keep extracts from the above list, showing cases to be dealt with by the Chamber for summary procedure, by the Chamber for labour cases and by the Chamber for transit and communications cases, respectively.

Finally, the Registrar shall prepare and keep a list of cases for revision.

ARTICLE 20.

The second paragraph of Article 22 of the Statute shall be taken to imply an obligation on the part of the President and Registrar of the Court to take up their residence at the seat of the Court, from the date of the opening of the first ordinary session of the Court.

This obligation shall not however prevent the President and the Registrar from leaving the seat of the Court for an annual holiday not exceeding two months.

III. PROCEDURE.

A. GENERAL PROVISIONS.

ARTICLE 21.

During the sessions, the date and hours of meetings shall be fixed by the President and communicated by the Registrar to all concerned. In the case of public meetings, the Registrar shall publish the necessary information.

ARTICLE 22.

Time limits shall be fixed by the Court as circumstances may require, or by the President if the Court is not sitting.

Time limits calculated in days shall be reckoned from the day following that upon which they begin to run. A time limit reckoned in weeks shall expire on the week-day corresponding to the day following that on which it begins to run. A time limit reckoned in months shall expire on a day bearing the same number as the day on which it begins to run, or, if that number does not exist, on the last day of the month. A time limit reckoned in years shall expire on the day of a subsequent year corresponding to that on which it begins to run ; should

d'une année bissextile, il est considéré comme expirant le 28 février d'une année ordinaire.

Si, aux termes des principes mentionnés ci-dessus, les délais expirent un dimanche ou un jour de fête, ils sont considérés comme expirant le premier jour ouvrable suivant.

La Cour peut prolonger les délais fixés par elle ; elle peut également décider qu'un acte de procédure entrepris après l'expiration des délais sera considéré comme valable, si la mesure lui paraît équitable.

ARTICLE 23.

Sauf dans le cas prévu au dernier paragraphe de l'article 39 du Statut de la Cour, tous les documents soumis à la Cour, et tous les documents de procédure, seront rédigés en français ou en anglais, ou seront accompagnés d'une traduction, certifiée conforme, en français ou en anglais. Le Greffier fera établir immédiatement la traduction soit du français en anglais, soit de l'anglais en français.

Cette règle ne s'applique pas aux documents volumineux. Le Président décide, sur la proposition du Greffier, des documents qui devront être considérés comme volumineux.

Dans le cas prévu au dernier paragraphe de l'article 39 du Statut de la Cour, le Greffier fera établir, avant l'ouverture des débats, la traduction en français et en anglais de tous les documents du litige.

ARTICLE 24.

Le Greffier prendra toutes dispositions pour faire traduire du français en anglais, ou de l'anglais en français les discours, questions et réponses, comme la Cour en ordonnera.

Sauf dans le cas mentionné au dernier paragraphe de l'article 39 du Statut de la Cour, toute personne ayant prononcé un discours ou fait une question ou une réponse dans une langue autre que le français ou l'anglais, prendra ses dispositions pour faire traduire ses paroles en français ou en anglais ; toutefois, dans le cas de témoins ou d'experts appelés par la Cour, ce devoir échoit au Greffier, et, dans le cas de témoins ou d'experts appelés par l'une des parties, à la partie intéressée.

ARTICLE 25.

Dès la première audience, dans le cas d'un litige, ou dès réception de l'avis qu'une question a été soumise à la Cour pour avis, les parties en litige, ou directement intéressées aux événements qui ont donné naissance à la question, peuvent informer le Président, qu'à leur avis, soit pour les raisons d'incompatibilité prévues aux articles 16 et 17 du Statut, soit pour des raisons spéciales,

it begin to run on February 29th in a Leap-Year, it shall be considered as expiring on February 28th. of an ordinary year.

Should a time limit, according to the above principles, expire on a Sunday or holiday, it shall be considered as expiring on the first week-day following.

The Court may extend a time-limit fixed by it. It may likewise decide that action taken after the expiration of a time limit shall be considered as valid, should it deem such a course equitable.

ARTICLE 23.

Except in the case provided for in Article 39, last paragraph, of the Court Statute, all documents submitted to the Court and all documents of procedure shall be drafted in French or in English, or shall be accompanied by a duly authenticated translation into French or English. The Registrar shall forthwith cause a translation to be made either from French into English or from English into French.

This does not apply to voluminous documents. The President shall decide, upon the proposal of the Registrar, what documents shall be considered as voluminous.

In the case provided for in Article 39, last paragraph, of the Court Statute, the Registrar shall cause translation into French and English to be made of all documents in the case, before the opening of the oral proceedings.

ARTICLE 24.

The Registrar shall arrange for interpretation from French into English and from English into French of speeches, questions and answers which the Court may direct to be so interpreted.

Except in the case mentioned in Article 39, last paragraph, of the Court Statute, a person having delivered a speech, put a question or given an answer, in another language than French or English, shall provide for its interpretation into French or English. In the case of witnesses or experts called by the Court, however, this duty shall devolve upon the Registrar, and in the case of witnesses or experts called by one of the parties, upon the party concerned.

ARTICLE 25.

At the first hearing of a case, or upon receipt of notice that a question has been submitted to the Court for an opinion, the parties to the case, or those directly concerned in the events which have given rise to the question, may inform the President that, in their opinion, either for reasons of incompatibility under Articles 16 and 17 of the Statute, or for special reasons, one or more

ou un ou plusieurs membres de la Cour ne peuvent participer à la décision. Dans le cas d'une affaire soumise à la Cour pour jugement, la Cour décide comme dans le cas d'exceptions ou d'incidents. Dans le cas où une question est soumise à la Cour pour avis, la Cour décide à la première séance plénière à laquelle la question est appelée.

ARTICLE 26.

La Cour se réserve le pouvoir de corriger toute erreur qui se serait glissée dans un ordre, un jugement ou un avis à la suite d'une faute ou d'une omission accidentelle.

B. PROCÉDURE JUDICIAIRE.

(a) — Introduction.

ARTICLE 27.

Les dispositions du présent chapitre III B, ainsi que les dispositions correspondantes du Statut de la Cour, sont établies sans préjudice d'autres dispositions acceptées d'un commun accord par les parties en cause, pourvu que ces dispositions aient été notifiées à la Cour avant l'ouverture de la procédure.

(b) — Procédure judiciaire ordinaire.

ARTICLE 28.

Les requêtes comprennent, outre l'indication du sujet du litige et le nom des parties adverses, un exposé succinct des faits, une indication de la demande, ainsi que le nom et l'adresse de l'agent du demandeur au siège de la Cour.

Au cas où le litige est porté devant la Cour par la notification d'un compromis, le nom et l'adresse au siège de la Cour des agents des parties, seront dûment mentionnés.

ARTICLE 29.

Lorsque le demandeur, ou, dans le cas de la notification d'un compromis, une des parties est l'un des Etats visés au paragraphe 2 de l'article 35 du Statut de la Cour, le Greffier, après avoir reçu la requête ou la notification, demande immédiatement au Conseil de la Société des Nations de lui faire savoir dans quelles conditions cet Etat peut être admis à se présenter devant la Cour.

Quant un Etat visé au paragraphe 3 de l'article 35 du Statut de la Cour, est partie dans un litige, le Greffier en informe immédiatement le Conseil.

of the members of the Court should not take part in the decision. With regard to a case for judgment, the Court's decision shall be given as in the case of objections or points. With regard to a question referred for an opinion, this decision shall be taken at the first meeting of the full Court at which the question is discussed.

ARTICLE 26.

The Court reserves to itself the power to correct an error in any order, judgment or opinion, arising from a slip or accidental omission.

B. JUDICIAL PROCEDURE.

a) Introductory.

ARTICLE 27.

The Rules in this present Chapter III B, as well as the corresponding rules included in the Court Statute, are subsidiary to such other rules as may be agreed upon between the litigant parties, provided such rules are notified to the Court before the proceedings are opened.

b) Ordinary Judical Procedure.

ARTICLE 28.

Applications shall contain, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the contesting parties, a succinct statement of the facts, an indication of the claim, and the name and address of the Claimant's agent at the seat of the Court.

In special agreements, the names and the addresses at the seat of the Court of agents of the parties shall be mentioned.

ARTICLE 29.

When the applicant or one of the parties to a special agreement is one of the States referred to in Article 35, paragraph 2, of the Court Statute, the Registrar shall, upon receipt of the application or of the notification of the agreement, forthwith ask the Council of the League of Nations to inform him on what conditions such State may be admitted to the Court.

When a State referred to in Article 35, paragraph 3, of the Court Statute is a party to a dispute, the Registrar shall forthwith inform the Council.

ARTICLE 30.

Le Greffier donne immédiatement communication à tous les membres de la Cour plénière de tout compromis ou requête qui lui ont été notifiés. La Cour décide par arrêt spécial, si elle est compétente à connaître du litige ; cette décision est prise par la Cour en séance plénière. Lorsque le litige relève de la procédure sommaire, la décision est prise par la Chambre spéciale.

ARTICLE 31.

Si la Cour se déclare compétente à connaître du cas mentionné dans la requête ou dans le compromis, la Cour, après avoir fait les notifications prescrites et avoir reçu la réponse du Conseil à la question mentionnée au 1er paragraphe de l'article 29 du Règlement, invite les parties à présenter leurs mémoires et contre-mémoires.

Pour les litiges de travail et ceux de transit et de communications, elle les invite aussi à déclarer si elles désirent que l'affaire soit connue et jugée par les Chambres spéciales prévues respectivement aux articles 26 et 27 du Statut de la Cour.

Pour les litiges de transit et de communications, la Cour décide s'il y a lieu pour elle de faire appel à des assesseurs techniques, auquel cas le dernier paragraphe de l'article 7 est applicable. Elle invite également les parties à déclarer si elles désirent que la Cour (ou la Chambre spéciale) soit assistée d'assesseurs techniques ; si les parties répondent par l'affirmative, ces assesseurs sont choisis à la première séance de la Cour plénière, tenue après réception des réponses.

ARTICLE 32.

Les mémoires, contre-mémoires et répliques sont d'abord présentés par le demandeur et ensuite par le défendeur. Dans le cas où la Cour ne serait pas en mesure de décider, d'après les termes du compromis ou de la requête, quelle est la partie demanderesse et la partie défenderesse, les mémoires et les contre-mémoires sont présentés dans l'ordre alphabétique des noms des parties, dans la langue adoptée pour la conduite des débats. Dans ce cas, il ne sera pas fait droit à une demande de réplique.

ARTICLE 33.

Les mémoires comprennent :

1) un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée ; ces faits seront numérotés dans l'ordre ;

2) un exposé de droit ;

3) les conclusions, qui seront numérotées dans l'ordre ;

4) un liste des annexes.

ARTICLE 30.

The Registrar shall communicate to all the members of the full Court any special agreement or application notified to him. The Court shall determine the question whether it has jurisdiction in the case by a special decision. This decision shall be taken by the full Court. When the matter relates to summary procedure, the decision is taken by the special Chamber.

ARTICLE 31.

Should the Court decide that it is competent to deal with the case set forth in the application or special agreement, it shall, after issuing the prescribed notification, and after receiving the Council's answer to the question referred to in Rule 29, first paragraph, invite the parties to present their cases and counter-cases.

In labour cases and in transit and communications cases it shall also invite them to state whether they wish the case to be heard and determined by the special Chambers provided for in Articles 26 and 27, respectively, of the Court Statute.

In transit and communications cases it shall decide whether it wishes to summon technical assessors, in which case Rule 7, last paragraph, shall apply. It shall likewise invite the parties to state whether they wish the Court (or the special Chamber) to be assisted by technical assessors. If the parties reply in the affirmative, such assessors shall be selected at the first meeting of the full Court held after the receipt of the replies.

ARTICLE 32.

Cases, counter-cases and replies shall be submitted first by the claimant, and then by the respondent. In the event of the Court being unable to decide, on the basis of the special agreement or application, which of the parties should be considered as claimant and which as respondent, cases and counter-cases shall be presented in the alphabetical order of the names of the parties, according to the language adopted for the conduct of the case. In this event, a request for permission to present a reply shall not be admitted.

ARTICLE 33.

Cases shall contain :

1) a statement of the facts on which the claim is based ; these facts shall be numbered consecutively ;

2) a statement of law ;

3) conclusions, which shall be numbered consecutively ;

4) a list of annexes ;

Les contre-mémoires comprennent :

1) la reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le plaidoyer ;

2) un exposé de faits additionnels ;

3) un exposé de droit ;

4) les conclusions, qui pourront comprendre des demandes reconventionnelles, fondées sur les faits avancés, et qui seront numérotées dans l'ordre ;

5) un liste des annexes.

Les répliques se comportent à l'égard des contre-mémoires comme ces dernières à l'égard des mémoires.

La Cour ou, si la Cour ne siège pas, le Président, décide s'il a y lieu de faire droit à une demande de réplique.

ARTICLE 34.

Si une affaire est soumise à la Cour par l'une seulement des parties en litige, l'autre partie, lorsque la requête lui sera notifiée, pourra déclarer que les conclusions exposées dans la requête auraient dû être formulées contre une tierce partie. Cette déclaration n'autorisera pas le requérant à solliciter la Cour de lui adjuger ses conclusions, conformément à l'article 53 du Statut de la Cour.

La Cour, après avoir entendu le requérant, décidera si cette déclaration est justifiée ou non. Si la déclaration est considérée comme justifiée, notification de la requête sera faite à la tierce partie qui y est mentionnée, et la partie qui aura présenté cette déclaration sera mise hors de cause. Si la déclaration est considérée comme injustifiée, le déclarant en sera dûment averti et les débats suivront leur cours normal.

De même, l'autre partie peut, avant de présenter le contre-mémoire, assigner une tierce partie pour entamer une procédure commune, ou elle pourra sommer le requérant de s'adjoindre une tierce partie comme codemandeur. Ces assignations seront notifiées à la Cour, et par l'intermédiaire du Greffier, au requérant.

La tierce partie ou le requérant peuvent faire opposition à cette assignation. La Cour statue.

ARTICLE 35.

Les mesures conservatoires, destinées à sauvegarder les droits respectifs des parties, peuvent être proposées sur la requête de l'une des parties ou sur l'initiative de la Cour. Avant que ces mesures ne soient proposées, la partie contre laquelle elles sont dirigées, a droit à être entendue. Ces mesures pourront faire l'objet d'un nouvel examen à la demande d'une tierce partie qui affirme que ces mesures, si elles étaient mises à exécution, seraient de nature à compromettre ses intérêts légitimes.

Counter-cases shall contain :

1) the affirmation or contestation of the facts stated in the case ;

2) a statement of additional facts ;

3) a statement of law ;

4) conclusions, which may contain counter-claims, based on the facts quoted, and which shall be numbered consecutively ;

5) a list of annexes.

Replies shall bear the same relation to the counter-case as the latter to the case.

The Court, or if the Court is not sitting, the President, shall decide whether requests to be allowed to submit replies are to be admitted.

ARTICLE 34.

Should a case be referred to the Court by one only of the parties to the dispute, the other party, when notified of the application, may declare that the claim set forth in the application should have been directed against a third party. Such declaration shall not entitle the applicant to call upon the Court to decide in favour of his claim, in accordance with Article 53 of the Court Statute.

The Court shall, after hearing the applicant, decide whether the declaration is justified or not. If the declaration is held to be justified, notice of the application shall be given to the third party mentioned therein, and the party which made the declaration shall be dismissed from the case. If the declaration is held to be unjustified, the declarant shall be duly notified, and proceedings shall follow the normal course.

Similarly, the other party may, before presenting the counter-case, summon a third party to take joint action with it in the proceedings, or summon the applicant to adjoin a third party as joint claimant. Such summons shall be notified to the Court, and through the Registrar to the applicant. Either the third party or the applicant may oppose this summons. The decision rests with the Court.

ARTICLE 35.

Provisional measures for preserving the respective rights of the parties may be suggested at the request of one party, or on the initiative of the Court. Before such measures are suggested, the party against whom they are directed shall be entitled to a hearing. The measures suggested may be reconsidered at the request of a third par y who asserts that the measures, if carried out, would be harmful to his legitimate interests.

ARTICLE 36

Les parties peuvent présenter des exceptions et soulever des incidents. Au début de la procédure orale, la Cour statuera, au sujet des exceptions présentées ou des incidents soulevés au cours de la procédure écrite.

La décision de la Cour sera sans appel.

Si la Cour ne désire par statuer immédiatement, elle décidera si les débats seront ou non suspendus en attendant cette décision.

ARTICLE 37.

La procédure écrite une fois terminée, le Président fixera la date d'ouverture de la procédure orale. Il désignera également un membre de la Cour comme rapporteur.

Dans les litiges de travail, le rapporteur sera choisi parmi les membres de la section appelée à connaître spécialement des litiges de travail, et dans les litiges de transit et de communications, parmi les membres de la section appelée à connaître spécialement de ces litiges.

Le rapporteur aura pour tâche de procéder à la comparaison des conclusions présentées par les parties, les agents de celles-ci étant soit présents, soit dûment cités à comparaître afin d'établir les points de fait et de droit sur lesquels les parties sont d'accord, et ceux sur lesquels elles sont en désaccord. Il présentera un rapport donnant les résultats de cette comparaison. Ce rapport sera communiqué aux membres de la Cour et aux agents des parties avant que la date d'ouverture de la procédure orale ne soit fixée.

ARTICLE 38.

Les personnes suivantes peuvent prendre part aux débats en qualité d'avocats :

1) les personnes admises à exercer les fonctions d'avocats devant la plus haute juridiction de leur propre pays ;

2) les professeurs de droit international appartenant aux universités ;

3) les membres des grandes académies internationales de droit international.

Pour chaque affaire en particulier, la Cour fixera le nombre des avocats dont chacune des parties peut utiliser les services au cours des débats.

Les avocats des diverses parties seront appelés à prendre la parole dans l'ordre établi pour la présentation, par les parties, de la procédure écrite. Les agents parleront toujours après les avocats

ARTICLE 39.

A la requête de l'une ou l'autre des parties ou sur sa propre initiative, la Cour peut citer des témoins ou

ARTICLE 36.

The parties may make objections and raise points. At the commencement of the oral proceedings, the Court shall take a decision with regard to objections made or points raised during the written proceedings. The Court's decision shall be final.

Should the Court not wish to give a decision at once, it shall decide whether the proceedings shall or shall not be stayed pending such decision.

ARTICLE 37.

At the termination of the written proceedings, the President shall fix a date for the opening of the oral proceedings. He shall also appoint a member of the Court as *rapporteur*.

In labour cases the *rapporteur* shall be selected from among the membere of the special section for labour cases, and in transit and communications cases from among the members of the special section for such cases.

It shall be the duty of the *rapporteur* to proceed to compare the conclusions of the parties, their agents being either present or duly summoned to attend, in order to ascertain the points of fact and law in regard to which the parties are agreed and those which are in dispute. He shall present a report on the results of this comparison, which shall be communicated to the members of the Court and to the agents of the parties before the date for the opening of the oral proceedings is fixed.

ARTICLE 38.

The following may appear as advocates :

(1) persons admitted to practise as advocates before the highest Court of their own country ;

(2) University professors of International Law ;

(3) members of the great international academies of International Law.

In each particular case the Court shall fix the number of counsel which each party may employ in the conduct of the case.

The counsel of the different parties shall be called upon to speak in the order laid down for the presentation by the parties of the written proceedings. Agents shall always speak after counsel.

ARTICLE 39.

At the request of one of the parties, or on its own initiative, the Court may order witnesses to be heard

ordonner la présentation de tous autres moyens de preuve sur des points de fait, au sujet desquels, selon le premier rapport mentionné à l'article 37, les parties ne sont pas d'accord.

Les témoins seront entendus avant que les avocats n'aient la parole.

D'autres moyens de preuve peuvent être présentés au cours de la procédure orale.

La Cour peut procéder à un examen de tout local, emplacement ou objet (descente sur les lieux) ; elle doit procéder à cet examen s'il y a danger que des preuves matérielles importantes ne soient détruites.

La Cour aura toute liberté pour apprécier la valeur respective des divers moyens de preuve, selon sa conscience et les principes de l'équité.

ARTICLE 40.

La Cour peut faire prêter serment aux témoins.

Les représentants des parties peuvent être entendus comme témoins.

Si l'une des parties demande qu'un membre de la Cour soit entendu comme témoin, la Cour statue par arrêt spécial. S'il est fait droit à la requête, la membre en question abandonne son siège pour la durée des débats.

Si la Cour estime la mesure nécessaire et convenable, elle peut autoriser l'une quelconque des parties à demander à l'autre d'affirmer sous serment la verité de ses assertions (serment déféré ou référé).

Les témoins ne peuvent être interrogés que par le Président de la Cour ou par son intermédiaire.

Un sommaire de toute déposition faite devant la Cour sera rédigé par le Greffier, qui en donnera lecture au témoin. Celui-ci pourra confirmer ou compléter le sommaire.

ARTICLE 41.

Le résultat des enquêtes faites à la demande de la Cour, et les rapports d'experts obtenus par la Cour, sont immédiatement communiqués aux parties. Celles-ci peuvent demander des suppléments d'enquête ou de nouveaux rapports. La Cour statue.

ARTICLE 42.

En ce qui concerne l'emploi de commissions rogatoires, afin de recueillir des dépositions en dehors de la Cour, la Cour se conforme, dans la mesure du possible, aux règles énoncées dans les Conventions de la Haye du 17 juillet 1905, sous réserve des dispositions du 2ème paragraphe de l'article 44 du Statut de la Cour.

and other evidence to be produced on points of fact in regard to which, according to the first report mentioned in Article 37, the parties are not agreed.

Witnesses shall be heard before the speeches of counsel.

Other evidence may be produced during the oral proceedings.

The Court may inspect any premises, locality or object. It shall take this step should there be a danger that important means of proof may be destroyed.

The Court shall be entirely free to estimate the respective value of the various elements of evidence, in accordance with its conscience and with the principles of equity.

ARTICLE 40.

Witnesses may be required by the Court to take the oath.

The representatives of the parties may be heard as witnesses.

If a party demand that a member of the Court should be heard as a witness, the matter shall be settled by a special decision of the Court. If the request is granted, the member in question shall give up his seat during the hearing of the case.

The Court may, if it considers such a course necessary and appropriate, authorise either party to call upon the other to take an oath as to the truth of its assertions (*„serment déféré ou référé"*).

Questions may be put to witnesses only by or through the President of the Court.

A summary of all evidence given before the Court shall be made by the Registrar, and shall be read out to the witness, who may confirm or supplement it

ARTICLE 41.

The result of enquiries undertaken at the request of the Court, and expert opinions obtained by order of the Court, shall be forthwith communicated to the parties, who may ask the Court to cause further enquiries to be made, or to obtain further expert opinion. The decision shall rest with the Court.

ARTICLE 42.

With regard to the taking of evidence on commission, the Court shall as far as possible conform to the rules laid down in the Hague Conventions of July 17th 1905, subject to the provisions of Article 44, paragraph 2, of the Court Statute.

ARTICLE 43.

Les parties font connaître à la Cour, en temps utile, avant l'ouverture des débats, le nom des témoins qu'elles désirent faire entendre et tous autres témoignages qu'elles désirent voir présenter.

Le Président statue où et comment les témoins seront entendus, et les autres témoignages présentés.

Tous les témoins devant être entendus par la Cour sont convoqués par l'intermédiaire du Greffier.

ARTICLE 44.

Si, au cours des débats, les parties tombent d'accord sur l'objet qui fait le fond du litige, et notifient par écrit leur accord à la Cour avant la clôture des débats, la Cour homologue cet accord par un jugement en bonne et due forme.

S'il arrive qu'une des parties accepte tout ou partie des conclusions de la partie adverse, il sera tenu compte de cet accord dans le jugement, pourvu qu'il ait été dûment notifié par déclaration faite à la Cour avant la clôture des débats.

La même règle est applicable lorsqu'une des parties déclare abandonner tout ou partie de ses conclusions.

Il sera expressément tenu compte des déclarations visées par les dispositions du présent article aux fins de l'arrêt que la Cour devra rendre en vertu de l'article 64 du Statut de la Cour.

ARTICLE 45.

Il sera fait des compte-rendus complets et textuels des débats, comprenant, avant tout, les arrêts pris, les questions posées et les déclarations faites, surtout comme suite à la lecture du sommaire des dépositions orales, rédigé par le Greffier, conformément aux dispositions de l'article 40 du présent règlement.

ARTICLE 46.

Le procès-verbal visé à l'article 47 du Statut de la Cour comprend :

1) le nom des juges ;

2) le nom des agents ;

3) les arrêts auxquels ont donné lieu les exceptions faites ou les incidents soulevés ;

4) un sommaire des dépositions des témoins, approuvé par eux ;

5) une énumération des témoignages apportés, autres que les dépositions des témoins ;

6) les termes des actes de conciliation réalisés et des accords et des renonciations effectués par les parties.

ARTICLE 43.

In sufficient time before the opening of the oral proceedings, the parties shall inform the Court of the witnesses whom they wish to be heard and of any other evidence which they wish to be obtained.

The President shall decide where and in what manner oral witnesses are to be heard and other evidence submitted.

All witnesses to be heard by the Court shall be summoned through the intermediary of the Registrar.

ARTICLE 44.

If during the proceedings the parties come to an agreement concerning the subject matter of the dispute, and notify such agreement to the Court in writing before the oral proceedings are closed, the Court shall embody this agreement in a formal judgment.

A party may agree to all or a part of the conclusions of the opposing party. Such agreement shall be taken into account in the judgment, provided that a declaration recording the agreement has been filed with the Court before the closure of the oral proceedings.

The same shall apply to a declaration made by a party renouncing all or a portion of its conclusions.

Special account shall be taken of the declarations referred to in the present Rule, for the purposes of the decision to be taken by the Court under Article 64 of the Court Statute.

ARTICLE 45.

Complete verbatim records shall be made of the hearings, including, above all, decisions taken, questions put and statements made, especially as a result of the reading of the summary of oral evidence prepared by the Registrar under Article 40 of these Rules.

ARTICLE 46.

The minutes mentioned in Article 47 of the Court Statute shall include :

1) the names of the judges ;

2) the names of the agents ;

3) decisions on objections made and points raised ;

4) a summary of the oral evidence as approved by the witnesses ;

5) a list of the evidence produced other than that given by witnesses :

6) the terms of reconciliations effected and of agreements and renunciations made by the parties.

ARTICLE 47.

Avant la clôture des débats, chaque partie présentera une note de frais.

Le Greffier n'est pas autorisé à porter à la charge des parties ou de tiers les frais occasionnés par la rédaction, la notification, la communication, la traduction ou la copie d'un document quelconque. En conséquence, tous les arrêts, jugements, copies et traductions préparés par la Cour ou son Secrétariat seront écrits ou imprimés sur papier non timbré.

Toutefois, les reproductions photographiques de documents seront payées par les personnes à la demande desquelles elles auront été faites.

ARTICLE 48.

L'intervention effectuée aux termes de l'article 62 du Statut de la Cour est accessoire.

Toute partie, désirant intervenir aux termes de cet article, adressera une requête écrite au Greffier. Cette requête contiendra :

1) la spécification de l'affaire ;
2) un exposé des faits justifiant l'intervention ;
3) une liste d'annexes.

La Cour, ou le Président (si la Cour n'est pas en session), décidera si elle doit accéder à cette requête, après audition des premières parties au litige.

ARTICLE 49.

Les délibérations de la Cour, visées à l'article 54 du Statut de la Cour, prennent base sur un second rapport rédigé par le rapporteur après la clôture des débats. Tout membre de la Cour peut demander que, préalablement à la rédaction de ce rapport, l'affaire soit débattue en séance plénière. Au moment du vote, les juges émettent leur opinion, en indiquant les motifs sur lesquels elle est fondée, dans l'ordre inverse de l'ordre nominal de préséance, c'est-à-dire en commençant par le dernier. Toutefois, lorsque des assesseurs techniques siègent avec les juges, les assesseurs techniques donnent les premiers leur opinion sur les points de faits.

ARTICLE 50.

L'arrêt est prononcé au nom de la communauté des Nations civilisées.

ARTICLE 51.

L'arrêt comprend :

1) la date à laquelle il est rendu ;
2) le nom des juges qui y ont pris part ;
3) les noms et titres des parties ;
4) le nom des agents des parties ;

ARTICLE 47.

Before the oral proceedings are concluded, each party shall present a bill of costs.

The Registrar shall not be entitled to charge parties or third persons for the preparation, notification, circulation, translation or duplication of any document. Consequently, all decisions, judgments, copies and translations prepared by the Court or its Secretariat shall be written or printed on unstamped paper.

Photographic reproductions of documents shall however be paid for by the persons on whose behalf they are made.

ARTICLE 48.

A party intervening under Article 62 of the Court Statute shall take part in the proceedings as a joint party.

A party wishing to intervene under the terms of this Article shall address a written application to the Registrar. The application shall contain :

1) the designation of the case ;
2) a statement of the facts justifying intervention ;
3) a list of annexes.

The Court or, if the Court is not in session, the President, shall decide whether the application shall be granted, after hearing the original parties to the case.

ARTICLE 49.

In considering its judgment, in accordance with Article 54 of the Court Statute, the Court shall take as basis for discussion a second report drawn up by the *rapporteur* after the close of the oral proceedings. Any member of the Court may request that before this report is drawn up a debate on the case shall take place in full Court. When the vote is taken, the judges shall state their opinion, together with the reasons on which it is based, in inverse order, that is to say, beginning with the junior according to the order of precedence. However, when technical assessors sit with the judges, such assessors shall first give their opinion on the points of fact.

ARTICLE 50.

Judgment shall be given in the name of the community of civilised nations.

ARTICLE 51.

The judgment shall contain :

1) the date on which it is given ;
2) the names of the judges participating ;
3) the names and style of the parties ;
4) the names of the agents of the parties ;

5) un sommaire des conclusions des parties ;
6) les considérants de fait ;
7) les considérants de droit ;
8) l'arrêt, qui ne peut outrepasser les conclusions des parties, ni modifier la nature de ces conclusions ;
9) les opinions contraires ;
10) une décision relative à la répartition des frais.

ARTICLE 52.

Après lecture en séance publique, le texte de l'arrêt est immédiatement communiqué à toutes les parties intéressées et au Secrétaire général de la Société des Nations.

Un recueil des arrêts de la Cour sera imprimé et publié sous la responsabilité du Greffier.

ARTICLE 53.

L'arrêt est considéré comme prenant effet du jour où son texte a été reçu par les agents des parties.

ARTICLE 54.

Une demande en révision se fait dans les mêmes formes que la notification de la requête visée à l'article 40 du Statut de la Cour. Elle comprend (1) la mention de l'arrêt antérieur ; (2) le fait sur lequel la requête est fondée ; (3) les pièces à l'appui. Le Greffier devra notifier immédiatement la demande en révision aux autres parties intéressées ; celles-ci peuvent présenter leurs observations.

La Cour décide, à sa discrétion, si le fait nouveau allégué dans la demande en révision présente le caractère mentionné au premier paragraphe de l'article 61 du Statut de la Cour.

Si la Cour, en vertu du paragraphe 3 du même article, fait dépendre la recevabilité de la requête d'une exécution préalable du jugement original, il sera immédiatement donné communication de cette condition au demandeur par l'intermédiaire du Greffier. La procédure en révision ouverte en vertu d'une décision de la Cour, conformément au second paragraphe de cet article, sera suspendue jusqu'à ce que le Greffier de la Cour ait reçu la preuve de l'exécution préalable du jugement original et que cette preuve ait été admise par la Cour.

(c) Procédure judiciaire spéciale.

ARTICLE 55.

La procédure des Chambres spéciales, prévues aux articles 26 et 27 du Statut de la Cour est, *mutatis mutandis*, la même que la procédure de la Cour en séance plénière.

5) a summary of the conclusions of the parties ;
6) considerations of fact ;
7) considerations of law ;
8) the decision, which may not go beyond the conclusions of the parties nor modify the nature of these conclusions ;
9) dissenting opinions ;
10) a decision as to the apportionment of costs.

ARTICLE 52.

After having been read in open Court, the text of the judgment shall forthwith be communicated to all parties concerned and to the Secretary-General of the League of Nations.

A collection of the judgments of the Court shall be printed and published under the responsibility of the Registrar.

ARTICLE 53.

The judgment shall be considered as taking effect on the day on which its text is received by the agents of the parties

ARTICLE 54.

An application for revision shall be made in the same form as the notification of the application provided for in Article 40 of the Court Statute. It shall mention (1) the original judgment ; (2) the fact on which the application is based ; (3) the evidence. It shall be the duty of the Registrar to notify forthwith an application for revision to the other parties concerned. These parties may submit observations.

It is for the Court to decide, in its own discretion, whether the fact, the discovery of which is alleged in the application for revision, is of the nature mentioned in Article 61, first paragraph, of the Court Statute.

If the Court, under paragraph 3 of the same Article, makes the admission of the application conditional upon previous compliance with the terms of the original judgment, this condition shall be immediately communicated to the applicant, through the Registrar. Proceedings in revision opened by virtue of a decision of the Court as provided in the second paragraph of this Article shall be stayed pending receipt by the Registrar of the Court of proof concerning previous compliance with the original judgment, and until such proof shall have been approved by the Court.

(c) Special judicial procedure.

ARTICLE 55.

The procedure before the special Chambers provided for by Articles 26 and 27 of the Court Statute shall, *mutatis mutandis*, be the same as the procedure before the full Court.

(d) Procédure sommaire.

ARTICLE 56.

On aura recours à la procédure sommaire :

à la requête des deux parties ;

à la requête d'une des parties et avec le consentement de l'autre ;

à la requête d'une des parties, si le Président estime la requête bien fondée.

Si l'on a recours à cette procédure, à la requête d'une des parties seulement, le Greffier notifie immédiatement à l'autre partie que le litige doit être soumis à la procédure sommaire.

L'autre partie peut faire opposition à l'adoption de ce mode de procédure ; la Chambre de procédure sommaire statue.

ARTICLE 57.

La procédure sommaire est, en règle générale, une procédure uniquement écrite. Chaque partie fait tenir aux membres de la Chambre spéciale et aux autres parties un mémoire écrit, dans le délai fixé par la Chambre. A l'expiration de ce délai, la Chambre peut fixer une date pour les débats, auxquels les parties seront représentées par des agents. La Chambre a le droit de leur demander de fournir des explications orales, et chaque partie est autorisée à demander que des témoins ou des experts soient entendus. Les témoins ou les experts dont les parties demandent la déposition seront présents aux débats.

ARTICLE 58.

L'arrêt sera rendu au nom de la Cour ; le fait qu'il a été rendu en Chambre de procédure sommaire sera mentionné. Lecture en sera donnée en séance publique de la Chambre spéciale.

ARTICLE 59.

Exception faite des dispositions du présent chapitre, les règles fixées pour la procédure ordinaire s'appliquent par analogie à la procédure sommaire.

C. PROCEDURE CONSULTATIVE.

ARTICLE 60.

Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est sollicité seront exposées à la Cour par une requête écrite adressée au Greffier et signée par le Président de l'Assemblée ou par le Président du Conseil de la Société des Nations ou par le Secrétaire général

(d) Summary Procedure.

ARTICLE 56.

A case shall be dealt with by summary procedure :

at the request of both parties ;

at the request of one party, with the consent of the other ;

at the request of one party, if the President considers such request to be well founded.

If a case is to be dealt with by summary procedure at the request of one party only, the Registrar shall forthwith give notice to the other party that the case will be so dealt with.

The other party may oppose the adoption of this course ; the decision shall rest with the special Chamber for summary procedure.

ARTICLE 57.

Summary procedure shall, as a rule, consist of written proceedings only. Each party shall communicate to the members of the special Chamber and to other parties a statement of its case, within the time fixed by the Chamber. Upon the expiration of this time, the Chamber may fix a date for a hearing, at which the parties shall be represented by agents. The Chamber shall have the right to instruct the parties to furnish oral explanations, and each party shall be entitled to ask that witnesses and experts should be heard. Witnesses and experts whom the parties wish to be heard shall be present at the hearing.

ARTICLE 58.

Judgment shall be delivered in the name of the Court ; the fact that it is given in the Chamber for summary procedure shall be stated. It shall be read out at a public meeting of the special Chamber.

ARTICLE 59.

Except as stated in the present chapter, the rules for ordinary procedure shall apply by analogy to summary procedure.

C. ADVISORY PROCEDURE.

ARTICLE 60.

Questions upon which the advisory opinion of the Court is required shall be laid before the Court by means of a written request addressed to the Registrar and signed by the President of the Assembly or by the President of the Council of the League of Nations or by

de la Société, agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

Les questions soumises dans d'autres conditions, ne seront pas examinées.

La requête contiendra un exposé exact de la question sur laquelle l'avis de la Cour est sollicité, ainsi que l'indication des événements qui l'ont provoquée et de tous les avis ou décisions officiels qui sont déjà intervenus.

Le Greffier notifiera immédiatement cette requête aux Etats et aux organisations internationales susceptibles de fournir des renseignements ou des documents sur la question.

En accusant réception de cette requête au Secrétaire général, il l'informera de la session de la Cour à laquelle, d'après le rôle et la décision du Président, la question sera examinée par la Cour en séance plénière.

ARTICLE 61.

Le Président désignera un membre de la Cour comme rapporteur sur chaque question soumise à la Cour pour avis consultatif. En ce qui concerne les questions relatives au travail, ce membre sera choisi parmi les membres de la section chargée des questions de travail et, pour les questions relatives aux communications et au transit, parmi les membres de la section chargée des questions de communications et de transit.

ARTICLE 62.

Le rapporteur aura le droit d'entendre des témoins et de prier tous gouvernements, personnes, corps, bureaux ou autres organes, de fournir des renseignements ou de donner des consultations sur les points de fait. Les gouvernements et les personnes directement intéressées aux événements qui ont provoqué la question à examiner, peuvent aussi être invités à fournir leur témoignage : dans ce cas, les règles ordinaires pour l'administration des preuves en procédure judiciaire, seront applicables.

Le rapporteur, avec le consentement du Président, pourra déléguer au Secrétariat permanent de la Société des Nations la tâche de recueillir les témoignages, sauf sur les points au sujet desquels le Secrétariat aurait déjà exprimé une opinion. Le Greffier sera à la disposition du rapporteur pour toutes enquêtes et travaux que pourrait nécessiter la préparation du rapport.

Le Greffier informera immédiatement les membres de la Cour de toutes les mesures prises en vue d'obtenir les éléments d'information nécessaires sur la question. Les membres de la Cour pourront prier le Greffier de recueillir tous les éléments d'information supplémentaires qui seraient jugés nécessaires.

the Secretary-General of the League, under instructions from the Assembly or the Council. Questions received under other circumstances will not be dealt with.

The request shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, together with an indication of the events which have led up to it and of any official opinions or decisions upon the subject which may already have been given.

The Registrar shall forthwith give notice of the request to such States and international organisations as are likely to be able to furnish material for the investigation of the question.

He shall, when acknowledging receipt of the request to the Secretary-General, inform him at what session of the Court the question will, in accordance with the list of cases and with the decision of the President, be dealt with by the full Court.

ARTICLE 61.

The President shall appoint a member of the Court as *rapporteur* upon each question submitted to the Court for an opinion. In questions concerning labour, this member shall be selected from among the members of the section for labour questions, and in questions concerning communications and transit, from among the members of the Section for communications and transit questions.

ARTICLE 62.

The *rapporteur* shall have the right to hear witnesses, and to request any Government, individual, body, bureau, or other organisation to furnish information or to give expert opinions on points of fact. Governments and individuals directly concerned in the events leading up to the question at issue may also be asked to give evidence, in which case the ordinary rules for taking evidence in judicial procedure shall apply.

The *rapporteur* may, with the consent of the President, delegate the taking of evidence to the permanent Secretariat of the League of Nations, but not on points in regard to which the Secretariat has already committed itself to an opinion. The services of Registrar shall be at the disposal of the *rapporteur* for such research and other work as may be required for the preparation of the report.

The Registrar shall forthwith inform the members of the Court of all steps taken with a view to obtaining the information required regarding the question. The members of the Court may request the Registrar to collect such further information as they may deem necessary.

ARTICLE 63.

Notification de la requête demandant l'avis consultatif de la Cour, sera immédiatement adressée par le Greffier à tous les membres de la Cour qui composent la Cour plénière.

A la demande de l'un de ces membres, cette question fera l'objet d'une discussion générale en séance plénière, avant que le rapporteur ne prépare son rapport.

Le rapport contiendra une opinion motivée sur la question à examiner et sera lu dans une séance plénière de la Cour qui aura lieu après consultation du rôle des affaires inscrites pour la session. Il sera distribué aux membres par l'intermédiaire du Greffier, au moins .... avant cette séance.

En ce qui concerne le mode de scrutin et la décision, l'article 49 du présent règlement sera applicable.

ARTICLE 64.

Les questions soumises à la Cour pour avis consultatif ainsi que l'avis motivé de la Cour et les opinions contraires, s'il y a lieu, seront imprimés et publiés dans un recueil spécial dont le Greffier aura la responsabilité.

ARTICLE 63.

Notice of the request for an advisory opinion shall forthwith be sent by the Registrar to members of the Court composing the full Court.

At the request of any such member the question shall be made the subject of a general discussion by the full Court, before the *rapporteur* prepares his report.

The report, which shall contain a reasoned opinion on the question at issue, shall be read to the full Court at a meeting to be arranged in accordance with the list of cases for the session, and shall be distributed to the members, through the intermediary of the Registrar not less than .... before that meeting.

With regard to the method of voting and the decision, Article 49 of the present Rules shall apply.

ARTICLE 64.

Questions submitted to the Court for an advisory opinion, together with the reasoned opinion of the Court and dissenting opinions, if any, shall be printed and published in a special collection, for which the Registrar shall be responsible.

ANNEXES 2 ET 3.

(Distr. 28).

Traduction

Washington 1. 2. 22.

Je regrette de ne pouvoir, en raison des travaux de la Conférence, assister le 3 février, à la prochaine session de la Cour permanente de Justice internationale. — WANG CHUNG HUI.

Bucarest 2. 2. 22.

Ai reçu votre télégramme cette nuit. Partirai demain jeudi soir pour la Haye. Arriverai lundi Amsterdam et pourrai mardi matin prendre part séance Cour internationale Justice. — NEGULESCO — Juge suppléant.

ANNEXES 2 AND 3.

(Distr. 28).

Washington 1. 2. 22.

In view of Conference work here regret unable attend February third next session Permanent Court of International Justice — WANG CHUNG HUI.

Translation.

Bucarest 2. 2. 22.

Have received your wire to-night. Shall leave to-morrow Thursday evening for the Hague. Arrive Monday Amsterdam and shall be able Tuesday morning to take part in meeting of Court of International Justice. — NEGULESCO — Deputy-Judge.

ANNEXE 4.

Candidature pour le poste de Greffier.

(Distr. 27).

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de proposer à la Cour pour le poste de Greffier, un jurisconsulte chilien, M. Alejandro Alvarez, dont les hautes qualités ont été bien appréciées par le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations, à l'occasion de l'élection des juges de la Cour.

Dans le cas de non-approbation par la Cour du nom de M. Alvarez pour le poste de Greffier, je maintiens ma proposition pour un des postes de greffier-adjoint.

Veuilles agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments de la plus haute considération.

(signé) RAFAEL ALTAMIRA.

à Son Excellence M. le Dr. Loder,
Président provisoire de la Cour.

ANNEX 4.

Translation.

Candidate for the post of Registrar.

(Distr. 27).

Sir,

I have the honour to propose to the Court, for the post of Registrar, a Chilian Lawyer, Monsieur Alejandro Alvarez, whose qualifications were highly appreciated by the Council and the Assembly of the League of Nations at the moment of the election of judges to the Court. If Monsieur Alvarez should not be accepted for the post of Registrar, I desire to propose him for one of the posts of Deputy-Registrar.

I have, etc.,

(signed) RAFAEL ALTAMIRA

His Excellency Dr. Loder,
Acting President of the Court.

ANNEXE 5

Memoranda de M. ALTAMIRA.

(Distr. 26).

1. — Projet d'ordre du jour pour la séance préliminaire.
2. — Remarques à l'avant-projet de règlement intérieur.
3. — Avant-projet de règlement de procédure.

I.

PROJET D'ORDRE DU JOUR POUR LA SESSION PRÉLIMINAIRE, PROPOSÉ PAR LE DR. RAPHAEL ALTAMIRA.

Les différents points à fixer et à régler pour rendre la Cour en situation de pouvoir exercer ses fonctions judiciaires, se trouvent tout naturellement groupés en trois sections :

1. — Points qui concernent la constitution de la Cour, de son autorité, ses Chambres et services auxiliaires, aussi bien que la fixation des droits et conditions des différentes sortes de juges, du Greffe, des assesseurs, etc.

2. — Règlement intérieur de la Cour : fonctions du Président et du Greffe, élections, relations internes entre le Président et les juges, entre les diverses Chambres, etc.

3. — Règlements de procédure. —

C'est évident que parmi les points compris dans la première Section il y en a qui représentent des questions préalables. Tels sont ceux qui touchent la compatibilité des juges et l'interprétation de la phrase „le plus ancien" qui peut être d'application dans quelques résolutions préliminaires de la Cour.

Pour ce qui concerne l'incompatibilité de fonctions, il est connu qu'on a soulevé des doutes sur l'interprétation de l'article 16 du Statut et sur les déclarations faites à son sujet dans l'Assemblée. Il est donc essentiel pour certains des juges la fixation d'une doctrine précise sur ce point, de nature à effacer dans leurs consciences tout motif d'inquiétude ou de scrupule.

Après, donc, la résolution primordiale portée sur la question de la participation des juges suppléants à la réunion préliminaire, l'ordre naturel des questions à discuter et à résoudre doit être à mon avis :

I.

1. — Questions préalables :

a) Interprétation de l'article 16 du Statut, d'influence indiscutable sur toutes les autres questions.

b) Interprétation de la phrase „le plus ancien" de l'article 45.

ANNEX 5.

Translation.

Memoranda by M. ALTAMIRA.

Distr. 26).

1. — Draft agenda for the preliminary session.

2. — Note on the draft rules of court.

3. — Draft rules of procedure.

I.

DRAFT AGENDA FOR THE PRELIMINARY SESSION, PROPOSED BY DR. RAFAEL ALTAMIRA.

The various points which have to be decided and determined in order that the Court may be in a position to perform its judicial duties group themselves naturally in three sections :

1. — Points relating to the constitution of the Court, its powers, its Chambers and auxiliary services, together with the rights and duties of the different categories of judges, of the registrar, of the assessors, etc.

2. — Rules of Court : Duties of the President and Registrar, elections, internal relations between the President and the judges, between the different Chambers, etc.

3. — Rules of Procedure.

It is evident that certain of the points contained in the first section require to be decided before any others. Of such a nature are those which relate to the disqualification of judges and the interpretation of the expression „the senior judge", which may be employed in certain of the preliminary resolutions of the Court.

As regards the question of disqualification, it is well-known that doubts have been raised as to the interpretation of Article 16 of the Statute and as to the declarations relating thereto made in the Assembly. It is therefore essential for certain judges that a definite decision should be arrived at on this point, so that all occasion for anxiety or hesitation may be removed from their minds.

I am therefore of the opinion that after the preliminary resolution with regard to the participation of deputy-judges in the first meeting, the natural order of questions to be discussed and decided would be :

I.

1. — Preliminary questions.

a) Interpretation of Article 16 of the Statute, which undoubtedly influences all other questions.

b) Interpretation of the expression „the senior judge" in Article 45.

2. — Procédure pour l'élection de Président et Vice-Président.

3 — Élection du Président.

4. — Élection du Vice-Président.

5. — Établissement de la liste des juges suppléants.

6. — Fixation du traitement du Greffier à proposer au Conseil.

7. — Élection du Greffier.

8. — Mode de nomination du reste du personnel permanent du Greffe et fixation de ses traitements.

II.

1. — Questions des indemnités de séjour du Président et du Greffier.

2. — Idem aux juges ayant déjà leur résidence à la Haye.

3. — Sens précis de l'expression „résidence à la Haye" en relation avec l'indemnité de séjour et le sens des articles 28 et 44 du Statut.

4. — Qui devra supporter les frais de réunion de la Cour en dehors de la Haye ?

5. — Question des frais de voyages dans le cas d'une réunion de la Cour ou d'une des Chambres hors de la Haye (art. 28 et 44).

6. — Traitement des juges convoqués aux termes de l'article 31 du Statut et des assesseurs convoqués d'après les articles 26 et 27.

III.

1. — Interprétation de l'article 17 du Statut.

2. — Ordre de préséance des juges titulaires.

3. — Rang et titre des juges.

4. — Interprétation de l'article 19. Extension des droits diplomatiques. Proposition d'un diplôme ou passeport international pour les juges.

5. — Robe officielle des juges.

6. — Sceau et cachet de la Cour.

7. — Formule de l'engagement visé à l'article 20.

IV.

1. — Nomination des juges qui formeront avec le Président ou le Vice-Président, la Chambre pour statuer en procédure sommaire.

2. — Nomination des juges qui formeront les deux chambres visées aux articles 26 et 27 du Statut, et de leur Président.

V.

1. — Date, heure et cérémonial de la séance publique d'ouverture de la Cour.

2. — Fixation de date pour le commencement des délibérations concernant :

a) Le règlement intérieur de la Cour (Bureau, Greffe, élections . . . .).

2. — Method of election of President and Vice-President.

3. — Election of President.

4. — Election of Vice-President.

5. — Adoption of the list of deputy-judges.

6. — Fixing of the salary of the Registrar, for proposal to the Council.

7. — Election of Registrar.

8. — Method of appointment of the rest of the permanent staff of the Registry, and fixing of salaries.

II.

1. — Subsistence allowances of President and Registrar.

2. — Ditto for judges who are already resident at the Hague.

3. — Exact meaning of the expression „residence at the Hague" in relation to subsistence allowance, and meaning of Articles 28 and 44 of the Statute.

4. — Who should bear the cost of meetings of the Court held away from The Hague ?

5. — Travelling expenses in the event of a meeting of the Court, or of one of the Chambers, elsewhere than at The Hague (Articles 28 and 44).

6. — Salaries of judges summoned in accordance with Article 31 of the Statute, and of assessors summoned in accordance with Articles 26 and 27.

III.

1. — Interpretation of Article 17 of the Statute.

2. — Order of precedence of judges.

3. — Rank and title of judges.

4. — Interpretation of Article 19. Granting of diplomatic privileges. Proposed international diploma or passport for judges.

5. — Official robe of judges.

6. — Seal and stamp of the Court.

7. — Wording of the declaration referred to in Article 20.

IV.

1. — Nomination of judges to form, with the President or Vice-President, the Chamber for summary procedure.

2. — Nomination of judges to form the two Chambers referred to in Articles 26 and 27 of the Statute, and Presidents of these Chambers.

V.

1. — Date, time and order of procedure of the Public Inaugural Meeting of the Court.

2. — Date of the commencement of the discussion with regard to :

a) Rules of Court (Officers of the Court, Registry, elections . . . .) ;

b) Les règlements de procédure visés aux articles 30, 48, 26, 27 et 61.

c) Règlement des avis à donner par la Cour (article 36 de l'avant-projet supprimé au Statut sous réserve de réglementation par la Cour).

II.

REMARQUES À L'AVANT-PROJET DE RÈGLEMENT INTÉRIEUR.

1. — Ne serait-il pas nécessaire de statuer au sujet de la présidence des Chambres visées aux articles 26 et 27 ? Il ne s'en suit pas du texte que la présidence de ces Chambres appartient de droit au Président ou Vice-Président de la Cour. Bien souvent ils seront empêchés par d'autres devoirs de pourvoir aux affaires des Chambres. Suffira-t-il de la règle de l'ancienneté d'âge ou de nomination ?

2. — M. Negulesco a soulevé à l'Assemblée la question de la distribution des requêtes entre la Cour et les Chambres spéciales. Doit-on penser que la question se trouve résolue par le texte des articles 26 et 27 dans leur seconds alinéas (demande des parties) ?

3. — Est-il convenable de modifier dès à présent la règle de l'alinéa second de l'article 23 ?

Nouvel article à ajouter : Le personnel du Greffe dépend de la Cour par l'intermédiaire du Greffier qui est responsable du fonctionnement de son bureau. Le reste du personnel au service de la Cour dépend directement de celle-ci.

La Cour sur proposition du Président, ou du Greffier pour ce qui concerne le personnel du Greffe, décide sur la suspension et révocation de ses fonctionnaires et employés administratifs. (cf. Convention I de 1907, article 49).

III.

RÈGLEMENT DE PROCÉDURE. AVANT-PROJET PROPOSÉ PAR M. ALTAMIRA.

L'article 30 du Statut parle d'un règlement à déterminer par la Cour : un règlement général de procédure et un règlement spécial de procédure sommaire. Il parle aussi (article 48) d'ordonnances pour la direction du procès. La particularité des Chambres visées aux articles 26 et 27 demande des règles spéciales, aussi bien que la procédure en révision (article 61). La déclaration faite à l'Assemblée à la suite de la suppression de l'article 36 de l'avant-projet, exige la fixation des règles concernant les avis à donner par la Cour.

Sauf la question de savoir si les ordonnances dont parle l'article 48 comportent des règles générales ou si

b) Rules of Procedure referred to in Articles 30,48, 26, 27, and 61.

c) Method of giving advisory opinions by the Court (Article 36 of the preliminary Draft, omitted in the Statute, subject to regulations to be made by the Court).

II.

NOTE ON THE DRAFT RULES OF COURT.

1. — Would it not be necessary to lay down rules with regard to the Presidency of the Chambers referred to in Articles 26 and 27 ? It does not follow from the text that the Presidency of these Chambers belongs by right to the President or Vice-President of the Court. The two latter will often be prevented by other duties from attending to the work of the Chambers. Will the rule of precedence according to age or priority of nomination be sufficient ?

2. — M. Negulesco in the Assembly raised the question of the apportion of applications between the Court and the Special Chambers. Is it to be considered that the question is settled by the texts of Articles 26 and 27 in their second paragraphs (request of the parties) ?

3. — Is it desirable to modify forthwith the rule contained in paragraph 2 of Article 23 ?

New Article to be added : The staff of the Registry is controlled by the Court through the Registrar, who is responsible for the efficient working of his office. The remainder of the personnel in the service of the Court is directly controlled by the latter.

As regards the staff of the Registry, a decision as to suspension or dismissal of any of its officials or administrative personnel shall be taken by the Court, on the proposal of the President or Registrar. (See Convention I of 1907, Article 49).

III.

RULES OF PROCEDURE. DRAFT PROPOSED BY M. ALTAMIRA.

Article 30 of the Statute refers to Rules to be drawn up by the Court : general rules of procedure and special rules for summary procedure. The Statute refers also (Article 48) to orders for the conduct of the case. The special nature of the Chambers referred to in Articles 26 and 27 calls for special rules ; so also do proceedings for revision (Article 61). The declaration made in the Assembly as the result of the suppression of Article 36 of the draft scheme makes it necessary that rules shall be laid down with regard to opinions to be given by the Court.

Except in regard to the question whether the orders spoken of in Article 48 refer to general rules; or whether

elles dépendent de circonstances spéciales de chaque procès, et en conséquence de quoi il serait impossible de les déterminer d'avance, on peut aisément tomber d'accord sur la composition d'un seul règlement renfermant dans de diverses chapitres ou titres, les différentes procédures de la Cour et de ses Chambres.

L'avant-projet qui suit exprime cette manière de voir et renferme aussi bien des règles précises — là où il m'a semblé possible de les rédiger — que des questions posées sur des points que je trouve douteux et nécessités d'une interprétation ou d'un examen préalable.

Mon système découle principalement de la loi espagnole qui est dans ses lignes générales l'expression d'un concept non sans raison appelé „ibérique" dans les délibérations du Comité de Jurisconsultes et qui y a été plaidé par M. Fernandes et par moi-même. C'est en effet le concept qu'on trouve essentiellement dans les lois et les pratiques procédurales des deux nations ibériques et de la plupart de celles qui sont sorties de leur colonisation en Amérique.

Deux principes caractérisent ce système :

1) une forte garantie du droit, accordé aux parties avec la plus scrupuleuse égalité, d'assurer leur défense par la production d'une réponse (contre-mémoire) et réplique et par la faculté de modifier les conclusions et les arguments sur lesquels celles-là reposent ;

2) la netteté et la minuciosité dans la production de la preuve, séparée des débats. —

Ces principes suivis dans notre procédure nationale, ne font pas traîner en longueur le procès. Ce fâcheux effet se produit non seulement par les délais trop longs (évités dans mon avant-projet) mais aussi par les exceptions et les incidents dont je propose la suppression ou la réduction. En même temps, j'ai tâché aussi de réduire les différents actes du procès en l'accommodant aux pratiques plus souples et rapides de la procédure arbitrale appliqué jusqu'ici dans les affaires internationales. Voilà, par exemple, la raison d'avoir fait de la requête et de la mémoire de la partie demanderesse, un seul écrit procédural. Je ne vois pas l'utilité de doubler ce qui dans la procédure espagnole et dans quelques autres, est compris dans un seul document initiateur du procès.

Il va sans dire que sur bien des points je n'ai pas une opinion arrêtée. J'ai indiqué ces points en substituant la rédaction d'un article par l'exposé de la question sur laquelle j'hésite, ou bien en laissant vide dans la phrase la place du mot ou du chiffre douteux.

Pour ce qui concerne la procédure sommaire et les autres procédures spéciales de la Cour et de ses Chambres, il m'a semblé que le mieux était la brièveté et la simplicité, sur la base de l'application dans la mesure du possible, des règles générales de la procédure ordinaire.

they depend upon the special circumstances of each case (as the result of which it would be impossible to lay them down beforehand), agreement may easily be reached with regard to the compilation of a single set of rules, including under various chapters or headings the different procedures of the Court and its Chambers.

The following draft adopts this point of view, and contains both definite rules — in cases in which I have found it possible to draft them — and also questions in regard to points that I consider doubtful and requiring interpretation or preliminary consideration.

My system is mainly based on Spanish law, which in its general outlines expresses a trend of thought to which the name „Iberian" was not unnaturally given during the discussions of the Committee of Jurists ; this system was there upheld by M. Fernandes and myself. It is, in short, the conception found above all in the law and procedure of the two Iberian nations and of a majority of the peoples which have arisen as the result of colonisation by those nations in America.

This system is characterised by two principles :

1) A sure guarantee of the rights of the parties, whose defence is provided for by the production of a response (counter-case) and a reply, (the right to present which is granted with scrupulous regard for fairness) and by the right to modify the conclusions and arguments upon which these two documents are based.

2) Clearness and precision in the production of evidence, apart from the pleadings. —

These principles are observed in our national procedure and do not cause proceedings to be protracted Such an unfortunate result is produced only by unduly long time limits (which in my scheme are avoided), and by the raising of objections and points, which I propose should be suppressed or reduced in number. At the same time, I have also endeavoured to reduce the number of the different stages of the procedure, by rendering it similar to the more elastic and more speedy methods adopted in arbitration procedure as hitherto applied in international affairs. For this reason I have converted the application and the case of the applicant party into a single document of procedure. I do not see any reason for making two documents of what is in Spanish and certain other procedures a single document which serves to institute proceedings.

It goes without saying that in many points my opinions are not definitely fixed. I have indicated these points by giving, instead of a draft article, a statement of the question in regard to which I am in doubt, or else by leaving a gap in the sentence where the doubtful word or figure should be placed.

As regards summary procedure and other special procedures of the Court and its Chambers, I considered that it was best to apply as far as possible the rules of ordinary procedure, having due regard to brevity and the requirements of simplicity.

TITRE I.

Règlement général de procédure devant la Cour.

1. — La requête par laquelle est portée une affaire devant la Cour comprend aussi bien l'indication de l'objet du différend et des parties en cause, que l'exposé des faits, les fondements du droit allégué et les conclusions provisionnelles de la partie demanderesse.

Celle-ci accompagne la requête d'autant de copies qu'il y a d'intéressés et de juges siégeant dans l'affaire.

2. — S'il n'y a pas de résolution de la Cour contraire à sa compétence dans l'affaire, elle donne une ordonnance de réception de la requête, communique par l'intermédiaire du Greffe les copies aux autres parties et fixe le délai pour la présentation des contre-mémoires en réponse de la requête.

3. — Dans le cas de l'article 41 du Statut, la Cour indique les mesures conservatoires aussitôt connu l'objet de la requête.

Question. — Est-il convenable d'accorder aux parties le droit de proposer des incidents et des exceptions, comme il y a été accordé dans les conventions de 1899 et 1907 ?

L'expérience a démontré dans les pays où la loi de procédure accepte les incidents et les exceptions, que notamment les premiers sont la cause de bien de difficultés et d'empêchements pour la résolution rapide des affaires. Dans le cas d'acceptation des exceptions, la seule recevable sera-t-elle celle de la non-compétence de la Cour ?

4. — Les contre-mémoires étant présentés avec le nombre de copies fixé pour la requête, ceux-ci sont communiqués aux juges et parties. La partie demanderesse doit indiquer dans le délai de trois jours, si elle désire présenter une réplique. Celle-ci sera présentée cinq jours après la pétition ci-dessus indiquée.

Question. — Accordera-t-on à la Cour la faculté d'accepter ou non la réplique selon les circonstances de l'affaire ?

5. — Dans la réplique il y a lieu de modifier les fondements de fait et droit de la requête, aussi bien que les conclusions provisionnelles. La réplique sera communiquée aux autres parties et aux juges au moyen des copies présentées. Les parties ont le droit de produire une contre-réplique dans le délai de cinq jours et dans les mêmes conditions visées au premier alinéa de l'article présent.

6. — Les parties ont le droit d'accompagner les différents écrits visés aux articles 1, 4 et 5 de toute pièce et document à l'appui, avec le nombre de copies fixé à l'article 1. La production de pièces et documents nou-

HEADING I.

General rules of procedure before the Court.

1. — The application by which suit is laid before the Court shall include both the statement of the nature of the dispute, and the names of theparties concerned ; also a statement of fact and of law and the provisional conclusions of the applicant party.

The latter shall forward with the application as many copies as there are parties concerned and judges sitting in the case.

2. — Unless the Court decides that it has no jurisdiction in the case, it shall make an order admitting the application, and shall forward the copies to the other parties through the Registrar and fix the date for the presentation of counter-cases in response to the application.

3. — As regards the provisions of Article 41 of the Statute, the Court shall indicate the interim measures of protection necessary, as soon as the object of the application is known.

Question. Should the parties be granted the right to raise points and objections, as was granted by the Conventions of 1899 and 1907 ?

Experience has shown, in countries where the law of procedure admits of points and objections, that the first mentioned, in particular, are the cause of many difficulties and hindrances in regard to the rapid settlement of disputes. If objections are admitted, will the only objection allowed be that of denial of the Court's jurisdiction ?

4. — When the counter-cases have been presented, with the same number of copies as was fixed in the case of the application, they shall be communicated to the judges and to the parties. The applicant party must state within three days whether it desires to present a reply. The latter shall be presented within five days of the request referred to above.

Question. Shall the Court be granted the power of admitting or refusing to admit a reply, according to the circumstances of the case ?

5. — In the reply the statements of fact and law contained in the application and also the provisional conclusions may be modified. Copies of the reply shall be forwarded to the other parties and to the judges. The parties have the right to present a rejoinder within five days, subject to the conditions laid down in the first paragraph of the present article.

6. — The parties shall have the right to forward with the documents referred to in Articles 1, 4 and 5 any documentary evidence in support of the application, the number of copies required being that laid down

veaux peut se faire jusqu'à la veille de la terminaison de la phase écrite.

7. — Dans le cas de l'article 50, la Cour décidera s'il y a lieu ou non à interrompre le cours de la procédure en attendant le résultat de l'enquête ou de l'expertise.

8. — Après déclaration faite par la Cour de la clôture de la phase écrite du procès, chaque partie doit présenter, dans le délai de trois jours, une liste des témoins, experts, agents, conseils ou avocats dont elle désire l'audition à l'audience.

Pour ce qui concerne les témoins et les experts, la liste est accompagnée d'une relation des questions sur lesquelles chaque partie propose que les uns et les autres soient interrogés par la Cour, ainsi que des points sur lesquels il est désirable que les experts exercent leur fonction technique.

Question. — Doit-on accorder aux parties le droit de récusation des témoins et experts ? Et à la Cour, la fixation des conditions pour les experts ?

9. — Les listes et relations de questions indiquées à l'article précédent étant acceptées par la Cour, elle fixe le jour pour commencer la phase orale.

Celle-ci comprend deux périodes : l'une de réception des preuves de témoins et experts ; l'autre de débats entre les agents, conseils ou avocats des parties.

L'intervention de conseil ou avocat dans les débats exclut celle des agents.

10. — Dans la première séance de la première période, les parties peuvent proposer des listes et relations nouvelles de témoins et experts.

Après la séance, la Cour décidera sur la réception de ces listes et relations.

A tout moment de cette première période, les parties ont le droit de produire de nouveaux documents à condition de prêter serment ou de faire une déclaration solennelle affirmant leur ignorance non fautive de ces documents avant la terminaison de la phase écrite de la procédure.

Question. — Y a-t-il lieu de préciser le caractère des pièces et documents valables ? L'alinéa 2 de l'article 43 semble ne pas marquer d'exception.

11. — Les témoins et experts seront examinés d'abord conformément aux relations ou questionnaires présentés par les parties.

Seulement après, la Cour décidera, à la demande des parties représentées à l'audience par leurs agents, conseils ou avocats, s'il y a lieu de faire aux témoins et experts les questions utiles proposées à l'instant même par les parties. Ces questions doivent être reçues dans la même séance.

A tout moment, avec la permission du Président, les juges peuvent poser des questions aux témoins et experts.

in Article 1. The production of further documentary evidence may continue until the day before the conclusion of the written proceedings.

7. — In regard to Article 50 of the Statute, the Court shall decide whether proceedings shall be adjourned until the result of the enquiry or expert opinion is forthcoming.

8. — When the Court has declared the written proceedings concluded, each party shall within three days submit a list of witnesses, experts, agents or counsel whom it desires to be heard during the oral proceedings.

As regards witnesses and experts, the list shall be accompanied by a statement of the questions in regard to which each party is desirous that the Court should interrogate witnesses, and also of the points on which expert evidence is desirable.

Question. Should the parties be permitted to object to the hearing of particular witnesses or experts ? And should the Court lay down rules for the giving of expert evidence ?

9. — When the lists of questions referred to in the previous Article have been approved by the Court, the Court shall fix the day for the commencement of the oral proceedings.

The latter shall consist of two phases : the hearing of evidence and of experts, and the speeches of agents and counsel of the parties.

If the case is conducted by counsel, the agents shall not be permitted to speak in Court.

10. — At the first sitting of the first phase of the procedure, the parties may submit fresh lists of witnesses and experts and of questions to be put to them.

After the sitting, the Court shall decide whether such lists or questions shall be admitted.

At any moment during this first phase, the parties may submit fresh documentary evidence, subject to the making of a statement on oath or solemn declaration that, through no fault of their own, they were unaware of these documents until after the written proceedings were concluded.

Question. Should the nature of valid documentary evidence be definitely stated ? Paragraph 2 of Article 43 does not appear to make any exception.

11. — Witnesses and experts shall first be examined in accordance with the statements or questionnaires submitted by the parties.

Only after this examination shall the Court on the request of the parties represented in Court by their agents or counsel, decide whether any questions proposed during the hearing by the parties may be put to witnesses or experts. These questions must be submitted during the same sitting.

Judges may at any time, with the permission of the President, ask questions of witnesses and experts.

12. — Dans le cas de l'article 50, la Cour déterminera le questionnaire de l'enquête ou expertise aussi bien que les règles de procédure concernant les différents actes nécessaires pour l'accomplissement du but visé.

13. — Après la réception à l'audience de la preuve testimoniale et de l'expertise, les parties, dans les plaidoiries orales faites par leurs agents, conseils ou avocats, peuvent modifier ou ratifier les conclusions fixées dans la requête initiale de l'affaire. Cette modification sera faite dans la même séance où chaque partie expose sa plaidoirie, et communiquée tout de suite par écrit à la Cour.

14. — Dans le cas d'établissement sur place des moyens de preuve, visé à l'article 44, la Cour décidera, s'il y a lieu, soit d'adopter la procédure de l'article 50, soit de se déplacer en totalité soit de confier la tâche à l'un des juges.

La procédure de réception des preuves dans ce cas suit les mêmes règles fixées pour celles qui sont reçues devant la Cour normalement.

15. — Si l'affaire a été portée devant la Cour par notification d'un compromis, la partie demanderesse fait suivre dans le délai de dix jours son mémoire dans les conditions fixées pour la requête à l'article 1.

Dans la suite du procès sont appliquées les règles déterminées pour les affaires portées par une requête.

Si les deux parties sont réciproquement demanderesses, elles présentent en même temps leurs mémoires, aussi bien que les contre-mémoires et éventuellement les répliques.

16. — Dans toutes les affaires, la Cour désigne comme rapporteur un des juges qui sont sur le siège.

17. — D'ordinaire, la Cour ne délibère en Chambre du conseil pour chaque affaire qu'au moment indiqué à l'article 54.

Elle est cependant convoquée en conseil par son Président à tout moment qu'il le considère utile. La convocation peut être aussi demandée par le rapporteur ou par un des juges à tout moment de la procédure.

18. — Après la clôture des débats, le juge rapporteur présente son rapport avec avant-projet de sentence à la Cour dans le délai de .... jours. Des copies du rapport sont distribuées aux autres juges. L'examen et la discussion du rapport forme l'objet des délibérations de la Cour.

19. — Dans les délibérations de la Cour, les juges prennent la parole dans l'ordre inverse de leur ancienneté d'âge. Tous ont le droit de rectifier et de faire des observations à tout moment.

20. — Il n'y a pas de délai pour l'arrêt. Il est désirable, cependant, qu'il soit rendu le plus tôt possible d'après la difficulté ou complexité de l'affaire.

21. — Dans le cas de maladie prolongée, mort ou relèvement d'un juge qui siège dans une affaire, il est

12. — With regard to Article 50, the Court shall determine the questions to be submitted for enquiry or expert advice, and also the rules of procedure relating to the different acts necessary for the accomplishment of the object aimed at.

13. — After the hearing of the evidence of witnesses and experts, the parties may in the oral pleadings of their agents or counsel amend or adhere to the conclusions arrived at in the original application. Any such amendment shall be made at the sitting at which each party argues its case, and shall be immediately communicated to the Court in writing.

14. — Where evidence is to be obtained on the spot, in accordance with Article 44, the Court shall decide whether it be necessary to adopt the procedure laid down in Article 50, or to proceed itself to the spot, or to instruct one of the judges to do so.

The procedure in regard to the taking of evidence shall be the same in this case as in the case of evidence ordinarily taken before the Court.

15. — If the dispute has been brought before the Court as a result of a special agreement, the applicant shall submit its case within ten days, under the conditions laid down for the application in Article 1.

As regards the rest of the proceedings, the rules laid down for cases submitted by application shall apply. If both parties are reciprocally applicants, they shall present their cases, counter-cases, and, if need be, their replies, simultaneously.

16. — In each case the Court shall appoint one of the judges upon the bench to act as *rapporteur*.

17. As a rule the Court shall not sit in private to consider a case until the moment referred to in Article 54.

It may, however, hold a private sitting when summoned by the President at any time he may think fit. Such a sitting may also be asked for by the *rapporteur*, or by one of the judges, at any moment during the proceedings.

18. — After discussion is concluded, the judge *rapporteur* shall present his report containing a draft judgment of the Court within . . . . days. Copies of the report shall be distributed to the other judges ; the consideration and discussion of the report shall form the subject of a deliberation by the Court.

19. — During the deliberations of the Court, the judges shall be called upon to speak in the inverse order of seniority of age. They shall each have the right to propose alterations and make observations at any time.

20. — There shall be no time limit within which the judgment shall be given. It is desirable however that it should be given as soon as possible, having regard to the difficulty or complexity of the case.

21. — In the event of the prolonged illness, death or removal of a judge who is sitting in a case, he shall be

remplacé par un autre en suivant s'il y a lieu, les règles de l'article 31.

Question. — D'après la première partie du premier alinéa de l'article 36 du Statut, l'application de la doctrine consignée dans l'article 37 de l'avant-projet de Cour de Justice proposé par les Gouvernements de Suède, du Danemark ou de Norvège et dans d'autres projets analogues est elle possible [1]) ?

A mon avis, non. Le compromis visé à l'article 36 du Statut ne peut avoir d'autre portée que la reconnaissance de la compétence de la Cour. Cela fait, on se soumet *ipso facto* à toutes les règles du Statut et désrèglements de la Cour.

Autre question est celle de déterminer si les parties ont le droit de retirer l'affaire après l'avoir portée devant la Cour. Cette question a été posée et discutée autrefois. Mon avis est également négatif.

TITRE II.

Procédure Sommaire.

1. — La procédure sommaire ne comporte que la phase écrite. Elle exige le raccourcissement des différents délais établis pour la procédure normale.

2. — Les preuves proposées par les parties seront reçues par la Chambre seulement dans le cas de désaccord sur les faits concernant l'affaire.

Si les parties sont d'accord sur les faits, la procédure est close avec la présentation du contre-mémoire, sans qu'il y ait de réplique. La Chambre peut cependant accorder une audience de temps limité, si les parties la demandent d'accord. A l'audience les parties sont représentées par leurs agents.

3. — La Chambre applique toutes les dispositions du Règlement général compatibles avec le caractère de cette procédure sommaire.

TITRE III.

Procédures des chambres spéciales visées aux articles **26** *et* **27**.

La procédure des Chambres est la même que celle de la Cour. Elles suivent la procédure sommaire sur demande des parties.

---

1) Voir: „Cour permanente de justice internationale. Comité consultatif de juristes. Documents présentés au Comité et relatifs à des projets déjà existants pour l'établissement d'une Cour permanente de justice internationale." — Londres 1920.

replaced by another, the provisions of Article 31 being, if necessary, observed.

Question. In accordance with the first part of the first paragraph of Article 36 of the Statute, is it possible to apply the doctrine contained in Article 37 of the draft scheme for a Court of Justice proposed by the Swedish, Danish and Norwegian Governments and in other similar schemes [1]) ?

In my opinion, no. The special agreement referred to in Article 36 of the Statute must necessarily involve recognition of the Court's jurisdiction. When this is recognised, all the provisions of the Statute and of the Rules of Court are necessarily accepted.

Another question arises as to whether the parties have the right to withdraw a case after they have brought it before the Court. This question was raised and discussed on a former occasion. My opinion is also in the negative.

HEADING II.

Summary Procedure.

1. — Summary procedure shall consist solely of written proceedings. It shall involve the shortening of the various time limits laid down for ordinary procedure.

2. — The evidence advanced by the parties shall only be considered by the Chamber if there be disagreement as to the facts of the case.

If the parties are in agreement as to the facts, procedings shall terminate with the presentation of the counter-case, and there shall be no reply. The Chamber may however grant a hearing of limited duration, if the parties submit a joint request to that effect. At the hearing, the parties shall be represented by their agents.

3. — The Chamber shall apply all the provisions of the general rules of procedure which are compatible with the nature of summary procedure.

HEADING III.

Procedure in the special chambres referred to in articles **26** *and* **27**.

The procedure of these Chambers shall be the same as that of the Court. They shall follow the rules for summary procedure, if the parties so request.

---

1) See: „Permanent Court of international justice. Advisory Committee of jurists. Documents presented to the Committee relating to existing plans for the establishment of a Permanent Court of international justice." — London 1920.

TITRE IV.

Procédure en revision.

1. — Après l'arrêt de la Cour constatant l'existence du fait nouveau, il y a lieu à un débat entre les parties représentées par leurs agents, conseils ou avocats. La partie contraire à celle qui a découvert le fait peut proposer des preuves contradictoires.

2. — Le débat fini, la Cour le retire en Chambre du conseil pour délibérer.

TITRE V.

Règlement des avis à donner par la Cour.

1. — Lorsque la Cour donne son avis sur un point de droit international indépendamment de tout différend actuellement né, elle constitue une commission spéciale de 3 à 5 membres.

Lorsqu'elle donne son avis sur des questions qui font l'objet d'un différend actuellement né, elle statue en séance plénière d'après l'article 25 du Statut.

2. — Pour chaque avis, un rapporteur est nommé.

3. — Le rapport est discuté par la Cour et voté d'après les règles de l'article 55 du Statut.

4. — L'article 57 du Statut s'applique aux avis indiqués dans l'article 1er de ce règlement.

ANNEXE 6.

(Voir pag 242 ci-dessus: Note sur les Nos. 5 et 6).

ANNEXE 7

(Non reproduite).

ANNEXE 8.

(Non reproduite).

HEADING IV.

Revision.

1. — After the Court has decided that a new fact has been discovered, the case shall be re-argued by the parties, represented by their agents or counsel. The party opposed to that which has discovered the new fact may bring forward rebutting evidence.

2. — When the arguments are concluded, the Court shall sit in private to consider its decision.

HEADING V.

Rules relating to the giving of advisory opinions by the Court.

1. — When the Court gives its opinion on a point of international law independent of any dispute existing at the moment, it shall form a special commission of from three to five members.

When it gives an opinion as to questions which relate to a dispute existing at the moment, judgment shall be given by the full Court, in accordance with Article 25 of the Statute.

2. — A *rapporteur* shall be nominated in the case of each advisory opinion.

3. — The report shall be discussed by the Court and voted upon in accordance with the provisions of Article 55 of the Statute.

4. — Article 57 of the Statute applies to the opinions referred to in Article 1 of these rules.

ANNEX 6.

(See p. 242 above: Note on items 5 and 6).

ANNEX 7.

(Not reproduced).

ANNEX 8.

(Not reproduced).

ANNEXE 9.

Ordre du jour de la troisième séance.

1. a) Abonnement éventuel à un service de coupures de presse.
   b) En-tête du papier à lettre.
   c) Répartition des bureaux des juges.
2. Question concernant l'interprétation de l'article 17 du Statut, soulevée par M. Altamira.
3. Questions concernant la séance publique d'ouverture.
   a) Ordre de préséance entre les juges.
   b) Formule de l'engagement solennel visé à l'article 20.
4. Question du rang et du titre des juges.
5. Sceau et cachet de la Cour.
6. a) Fixation de l'indemnité de séjour du Greffier jusqu'à son installation à la Haye.

   b) Quel est le sens précis de l'expression „résidence à la Haye" ?
   c) Quel devra être le traitement des juges convoqués aux termes des articles 26 et 27 du Statut?

Note: Pour les Nos. 3 a), 3 b), 4, 5, 6 a), b), c), voir les notes explicatives Nos. 12, 16, 13, 15, 8, 9 et 11 annexées à l'Ordre du jour provisoire communiqué par le Secrétaire Général (annexe No. 1a) [1]).

ANNEXE 10.

Ordre du jour de la quatrième séance

1. Invitation au Prince-Consort.
2. Approbation du procès-verbal de la 2ème séance.
3. Approbation du procès-verbal de la 3ème séance.
4. Indemnité de séjour du Greffier.
5. Quel devra être le traitement des juges convoqués aux termes de l'article 31 du Statut de la Cour, et celui des assesseurs convoqués aux termes des articles 26 et 27 dudit Statut.
6. Discussion de principe sur le Règlement intérieur de la Cour (correspondant à l'avant-projet du Président — Distr. I —, au premier chapitre du projet de règlement de la Cour proposé par le Secrétariat — Distr. II—, et au troisième memorandum de M. Altamira — Distr. 26 —) [2]).
7. Etude du règlement de procédure de la Cour: nomination éventuelle d'une Commission d'étude et préparation éventuelle d'un questionnaire.

1) voir p. 238.
2) voir pp. 249, 253 et 274.

ANNEX 9.

Agenda for the third meeting.

1. a) Subscription to a Press Cutting Agency

   b) Heading of the note paper.
   c) Arrangement of the judges' offices.
2. Question raised by M. Altamira with regard to the interpretation of Article 17 of the Statute.
3. The Public Inaugural Meeting.

   a) Order of precedence of judges.
   b) Wording of the solemn declaration referred to in Article 20.
4. Rank and title of the judges.
5. Seal and stamp of the Court.
6. a) Fixing of the subsistence allowance to be allotted to the Registrar until he has taken up his residence at the Hague.
   b) Exact meaning of the expression "residence at the Hague".
   c) Salary of judges summoned under the terms of Articles 26 and 27 of the Statute.

N.B.: With regard to items 3 a), 3 b), 4, 5, 6 a), b) c), see explanatory notes Nos. 12, 16, 13, 15, 8, 9 and 11 attached to the provisional Agenda submitted by the Secretary-General (annex No. 1a) [1]).

ANNEX 10.

Agenda for the fourth meeting.

1. Invitation to the Prince Consort.
2. Adoption of the minutes of the second meeting.
3. Adoption of the minutes of the third meeting.
4. Subsistence allowance of the Registrar.
5. Salaries of judges summoned under the terms of Article 31 of the Statute of the Court, and the salaries of assessors summoned under the terms of Articles 26 and 27 of the Statute.
6. Discussion of the general principles of the Rules of Court (in connection with the President's draft, — Distr. I —, the first chapter of the draft Rules of Court submitted by the Secretariat, — Distr. II —, and the third memorandum submitted by M. Altamira, — Distr. 26 —) [2]).
7. Consideration of the Rules of Procedure; nomination, if necessary, of a Committee for the purpose, and preparation, if necessary, of a questionnaire.

1) see p. 238.
2) see pp. 249, 253 and 274.

ANNEXE 11.

(Non reproduite).

ANNEXE 12.

Aide-mémoire du Président sur l'indemnité de séjour du Greffier.

(Distr. 34).

Le Greffier doit, aux termes du Statut, résider à la Haye. Comme il a en ce moment sa résidence et celle de sa famille dans un autre pays, il ne saurait établir immédiatement sa résidence à la Haye. Il y aurait donc lieu de fixer un délai au terme duquel il devra être définitivement établi dans cette ville. Jusqu'à cette date, il doit avoir droit à une indemnité de séjour (en raison de l'obligation dans laquelle il se trouve de vivre à la Haye tout en ayant sa famille et son domicile dans un autre pays). On peut rappeler à ce propos que lorsque le Secrétariat de la Société des Nations a été transféré à Genève, il a été fixé aux membres du Secrétariat un délai, au terme duquel ils devaient avoir pris tous les arrangements en vue de leur installation définitive à Genève : en attendant, il leur était attribué une indemnité de séjour.

Dans le cas du Greffier, une décision de la Cour l'a déjà assimilé aux Directeurs du Secrétariat permanent de la Société. Ceux-ci, lorsqu'ils se trouvent en mission en dehors de Genève, reçoivent une indemnité de séjour de 60 francs suisses par jour, soit environ 35 florins. Je propose donc de fixer à ce chiffre l'indemnité de séjour du Greffier.

Je me permets en outre de proposer que cette indemnité soit versée au Greffier pendant tout le temps, jusqu'au 1er juin, que la Cour siégera, ou que le Président jugera nécessaire la présence du Greffier à la Haye. Dans le cas actuel, le Greffier doit rembourser à la Société des Nations l'indemnité de séjour qui lui a été payée depuis son départ de Genève, c'est-à-dire depuis le 25 janvier inclus. Dans ces conditions, il semble équitable de payer l'indemnité de séjour à partir de cette date.

En conséquence, je propose à la Cour de décider qu'une indemnité de séjour de 35 florins par jour sera versée au Greffier, à partir du 26 janvier inclus, pendant le temps où sa présence à la Haye sera nécessaire, soit pour une session de la Cour, soit conformément à une décision du Président.

La Haye, le 5 février 1922.
(signé) LODER.

ANNEX 11.

(Not reproduced).

ANNEX 12.

Memorandum by the President concerning the Registrar's Subsistence Allowance.

(Distr. 34).

According to the Statute, the Registrar is obliged to reside at the Hague. As his home and family are at present in another country, he cannot be expected to take up his residence at the Hague immediately. A certain date should be fixed after which it will be his duty to be domiciled in that town. Up to that date, he should be entitled to subsistence allowance (owing to the fact that he is compelled to live in one place while keeping his family and house in another). It will be remembered that when the Secretariat of the League of Nations was transferred to Geneva, a date was fixed after which it was the duty of the members of the Secretariat to have completed the arrangements for their permanent establishment at Geneva, and up to which subsistence allowance was paid to them.

In the case of the Registrar, he has already by a decision of the Court been assimilated to the Directors of the Permanent Secretariat of the League. These officials draw a subsistence allowance, when on duty outside Geneva, of 60 Swiss francs a day, corresponding to about 35 Dutch florins. I therefore suggest that the amount of the Registrar's subsistence allowance be fixed at 35 florins.

I further beg to suggest that this subsistence allowance be paid to the Registrar for such time, up to June 1st, as the Court may be in session or the President may decide that the Registrar presence at the Hague is required. Under the present circumstances the Registrar has to refund to the League of Nations the subsistence allowance which has been paid to him since he left Geneva for the Hague, i. e. since January 25th inclusive. In these circumstances, it would seem equitable that the date from which the subsistence allowance of the Registrar should be paid should be fixed at January 25th.

I therefore propose that the Court decide that a subsistence allowance of 35 florins a day shall be paid to the Registrar as from January 26th, inclusive, for such time as his presence at the Hague is required, whether for a session of the Court or in accordance with a decision of the President.

The Hague, February 5th, 1922.
(signed) LODER.

ANNEXE 13.

(Non reproduite.)

ANNEXE 14.

Observations relatives à la composition de la Cour.

Distr. 32.

Note de M. BEICHMANN.

1. — L'article 31 du Statut ne contenant pas de disposition analogue à celle de l'alinéa 3 de l'article 26 et de l'alinéa 3 de l'article 27, il me semble que la Cour en séance plénière siégera, soit au nombre de douze (article 31, alinéa 2), soit au nombre de treize (article 31, alinéa 3). Comme les juges *choisis* (en dehors du nombre des juges suppléants) ne peuvent pas servir, aux termes de l'alinéa 2 de l'article 25, pour compléter le nombre de onze prévu dans cet alinéa, il me semble qu'il en sera de même quant aux juges suppléants *désignés* en vertu de l'article 31. Il en résultera qu'un juge suppléant doit, dans l'ordre du tableau, être appelé pour compléter le nombre de onze prévu par l'article 25 alinéa 2, même si un autre juge suppléant a été désigné pour siéger, en vertu de l'article 31.

2. — En ce qui concerne les Chambres prévues par les articles 26 et 27, elles ne devront jamais dépasser le nombre de cinq juges, une partie n'ayant, aux termes des dits articles, le droit de désigner ou de choisir un juge qu'au cas où l'autre partie a, dans la chambre, un de ses ressortissants.

3. — L'article 29 ne contenant pas de disposition correspondant ni à celles des articles 26 et 27, ni à celles de l'article 31, on peut se demander quelle sera la composition de la Chambre dans le cas où une des parties seulement compterait, dans cette Chambre, un juge de sa nationalité ou dans le cas où la nationalité d'aucune des parties n'y serait représentée.

Doit-on appliquer les règles de l'article 31 ou celles des articles 26 et 27 ? Ou doit-on n'appliquer ni les unes ni les autres ? Il serait très fâcheux que dans une chambre de trois juges, il y eût un juge ressortissant de l'une des parties et pas de juge ressortissant de l'autre.

ANNEX 13.

(Not reproduced.)

ANNEX 14.

(Translation.)

Observations concerning the Composition of the Court.

Distr. 32.

Note by M. BEICHMANN.

1. — As Article 31 of the Statute contains no provision analogous to that contained in paragraph 3 of Article 26, and paragraph 3 of Article 27, it seems to me that the full Court will be composed of twelve members (Article 31, paragraph 2)), or of thirteen members (Article 31, paragraph 3). As the judges *chosen* (apart from deputy-judges) cannot, under paragraph 2 of Article 25, serve the purpose of completing the number of eleven judges contemplated in that paragraph, it seems to me that the same should apply with regard to deputy-judges *selected* by virtue of Article 31. This being the case a deputy-judge should be summoned, in the order laid down in the list, to complete the number of eleven provided for in Article 25, paragraph 2, even if another deputy judge has been selected to sit by virtue of Article 31.

2. — As regards the Chambers provided for in Articles 26 and 27, the number of five judges can never be exceeded, the parties not having the right, under the terms of the said Articles, to select or to choose a judge except when the other party has one of its nationals in the Chamber.

3. — As Article 29 does not contain any provision corresponding to the provisions of Articles 26 and 27, or to the provisions of Article 31, the question arises as to what the composition of the Chamber should be in the case where only one of the parties has a judge of its nationality in the Chamber, or in the case where the nationality of none of the parties is so represented.

Should the terms of Article 31 be applied, or those of Articles 26 and 27 ? Or should neither rule be applied ? It would be highly undesirable if, in a Chamber of three judges, there should be a judge who was a national of one of the parties and no judge who was a national of the other.

ANNEXE 15.

Ordre du jour de la cinquième séance.

1. — Réponse de la Reine-Mère.
2. — Présentation d'encriers par la Municipalité.
3. — Réponse de M. Hj. L. Hammarskjöld.
4. — Note de M. Beichmann sur lasituation des juges suppléants.
5. — Établissement de la liste des juges suppléants visée à l'article 15 du Statut.
6. — Rapport du Président sur les fonctions du Vice-Président.
7. — Élection du Vice-Président.

ANNEXE 16.

(Non reproduite.)

ANNEXE 17.

(Non reproduite.)

ANNEXE 18.

(Non reproduite.)

ANNEX 15.

Agenda for the fifth meeting.

1. — Reply from the Queen Mother.
2. — Presentation of ink-pots by the Municipality.
3. — Reply from M. Hj. L. Hammarskjöld.
4. — Note by M. Beichmann on the position of deputy-judges.
5. — Establishment of the list of deputy-judges contemplated in Article 15 of the Statute.
6. — Report by the President on the duties of Vice-President.
7. — Election of the Vice-President.

ANNEX 16.

(Not reproduced.)

ANNEX 17.

(Not reproduced.)

ANNEX 18.

(Not reproduced.)

ANNEXE 19.

Quelques questions concernant les juges suppléants.

Note de M. BEICHMANN.

(Distr. 23).

En dehors de la question de l'interprétation des mots „priorité d'élection" (article 15 du statut) soulevée par le Secrétaire général et M. Negulesco, il me semble nécessaire de régler quelques autres questions relatives aux juges suppléants. Pour éviter toute apparence que la composition de la Cour ait dans l'espèce été déterminée en vue des affaires appelées à être décidées pendant la session, il est de haute importance qu'on ait établi d'avance des règles précises excluant tout arbitraire.

1. — Quel est le sens précis de l'alinéa premier de l'article 15 du Statut ? Est-ce que pour chaque session le juge suppléant qui est le premier selon l'ordre du tableau doit être toujours appelé, de sorte que les autres ne seront appelés, dans l'ordre du tableau, que si le premier juge suppléant est empêché ou s'il est nécessaire d'appeler plusieurs juge suppléants pour compléter le nombre exigé par l'article 25 du Statut. Ou est-ce que, le premier juge suppléant ayant été une fois appelé, ce seront les autres juges suppléants qui, le cas échéant, seront appelés jusqu'à l'épuisement du tableau ?

Cette dernière solution me semble la seule juste et admissible. Si l'on adoptait la première solution, on établirait une différence entre les juges suppléants qui, à mon avis, serait contraire aux principes qui ont régi la composition de la Cour. Il ne faut établir aucune différence entre les juges appartenant à la même catégorie, que pour autant que le Statut y oblige.

2. — Cette même règle doit-elle s'appliquer en cas de démission ou de décès d'un juge titulaire, de sorte que ce sera le juge suppléant dont le tour d'être appelé est venu, qui sera appelé à siéger ?

La réponse affirmative me semble la plus juste.

Cette solution admise, on peut cependant demander si aussi dans ce cas le juge suppléant ne sera appelé que pour la session, ou s'il doit siéger pendant les autres sessions qui pourraient avoir lieu avant que la vacance ne soit remplie par l'élection d'un nouveau juge titulaire.

Je pense que, pour conserver dans la mesure du possible l'égalité entre les juges suppléants, la première solution est la plus juste.

3. — Est-ce qu'un juge suppléant qui, pour une cause

ANNEX 19. (*Translation.*)

Certain questions relating to deputy-judges.

Note by M. BEICHMANN.

(Distr. 23).

Apart from the question of the interpretation to be placed upon the words „priority of election" (Article 15 of the Statute) raised by the Secretary General and M. Negulesco, I am of opinion that there are certain other questions with regard to the deputy-judges which must be settled. In order to avoid the possibility of an impression that the composition of the Court for a particular Session has been specially arranged for the purpose of dealing with the cases which are to be decided during that Session, it is most important that definite rules should be laid down beforehand, so as to render arbitrary selection impossible.

1. — What is the exact meaning of paragraph 1 of Article 15 of the Statute ? Should the deputy-judge whose name appears first on the list always be summoned, in which case the others would not be summoned in their turn according to the list, unless the senior deputy-judge were unable to attend, or unless it were necessary to summon several deputy-judges to complete the number required under Article 25 of the Statute ; or is it intended that, after the senior deputy-judge has once been summoned to attend, the other deputy-judges will be summoned in turn, as required, until the list has been exhausted ¿ The latter solution is, in my opinion, the only equitable and possible one. The adoption of the former interpretation would involve a differentiation between the deputyjudges, which, in my opinion, would be contrary to the principles governing the composition of the Court. No difference should be made between judges of the same category except in so far as is rendered obligatory by the Statute.

2. — Should the same rule apply in the event of the resignation or death of an ordinary judge ; that is to say should the deputy judge, whose turn it is to be summoned, be called upon to take up his duties ?

In my opinion, the answer to this question should be in the affirmative.

Should this solution be adopted, the question still remains as to whether, in these circumstances also, the deputy-judge should be summoned for one session only, or whether he should continue to do duty throughout the sessions which may be held before the vacancy is filled by the election of a new ordinary judge.

I think that the former solution is the more equitable, as it is calculated to place the deputy-judges, as far as possible, on a footing of equality.

3. — If a deputy-judge who has been summoned to

quelconque, a été empêché de siéger quand il a été appelé, doit être appelé le premier à la prochaine occasion ? Ou ne doit-il être appelé de nouveau que quand, l'ordre du tableau étant épuisé, son tour viendra de nouveau ?

La dernière solution me semble préférable et la plus conforme au texte du Statut.

4. — Que faut-il décider dans le cas, qui pourra se présenter, où le juge suppléant dont le tour est venu ne pourra de toute évidence rejoindre la Cour en temps utile Est-ce que, sans lui avoir adressé une convocation, l'on pourra appeler un autre à sa place ? En cas de réponse affirmative, la solution préconisée au § 3 doit-elle être appliquée ?

5. — Un quorum de neuf juges étant suffisant pour les séances plénières (article 25, alinéa 3 du Statut), on peut se demander s'il sera toujours nécessaire d'appeler un juge suppléant pour compléter le nombre de onze (article 25, alinéa 2), même dans le cas où le juge suppléant n'aurait à siéger que quelques jours. Serait-il possible ou utile, en cas de réponse négative, d'établir une règle précise à ce sujet ?

6. — Vu la disposition de la dernière phrase de l'article 13 du Statut, l'on peut se demander s'il y'a lieu d'appeler un juge suppléant pour compléter le nombre et prendre part à la décision d'une affaire dont la discussion devant la Cour a déjà commencé. Je fais remarquer que le sens de ladite disposition semble avoir besoin d'être précisé.

7. — D'autre part, la disposition de la dite phrase ne doit-elle pas être appliquée à un juge suppléant, de sorte qu'il doit continuer à connaître des affaires dont il est déjà saisi ?

En cas de réponse affirmative, il me semble qu'il doit être appelé hors de son tour et que cet appel ne doit pas compter.

8. — Le Statut ne mentionnant l'appel de juges suppléant que pour compléter le nombre prescrit pour les séances plénières, les juges suppléants peuvent-ils être appelés aussi à siéger dans les Chambres prévues dans les articles 26, 27 et 29 du Statut ?

En cas de réponse affirmative, le seraient-ils seulement dans l'éventualité, d'ailleurs très rare, où le nombre requis ne peut être obtenu en appelant un juge titulaire ?

9. — En vertu des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 31 du Statut (cf. l'alinéa 3 de l'article 26 et l'alinéa 3 de l'article 27) un juge suppléant peut être désigné pour siéger dans une certaine affaire. Cette désignation doit-elle être prise en considération en ce qui concerne l'application du tableau d'ordre ?

La réponse négative me semble s'imposer.

10. — Serait-il juste de donner aux juges titulaires la préséance sur les juges suppléants sans tenir compte

attend is unable to do so for one reason or another, should he be the first to be summoned when next a deputy judge is required ? Or should he not be summoned again until the list has been exhausted and his turn once more arrives ?

The latter solution seems to me preferable and more in accordance with the text of the Statute

4. — What is to be done should, — as may well happen — the deputy judge, whose turn it is to be summoned, be obviously unable to reach the Court in sufficient time ? Would it be possible to summon another deputy judge in his place without previously calling upon him ? If the answer to this question is in the affirmative, should the solution recommended under heading 3 be applied ?

5. — Since a quorum of nine judges is sufficient for plenary meetings (Articles 25, para. 3 of the Statute), the question may be asked whether it will always be necessary to summon deputy judges to bring up the number to eleven (Article 25, para. 2), even in cases where the deputy judge would only have to do duty for a few days. Should the decision be in the negative, would it be possible or advisable to lay down a definite rule upon this point ?

6. — In view of the terms of the last sentence ofArticle 13 of the Statute, it may be asked whether there is any occasion to summon a deputy judge to complete the number of judges and take part in the decision of a case already begun. I would point out that the meaning of this passage requires to be more clearly defined.

7. — Moreover, should not the provisions of the sentence in question be applied to a deputy judge, that is to say, should he not be bound to complete cases which he may have already begun ? Should the decision be in the affirmative, I think that he should be summoned out of his turn, and that such summons should not count for the purposes of the list.

8. — Since the Statute does not refer to the summons of deputy judges except for the purpose of completing the number of judges required for plenary meetings, can deputy judges also be summoned to take part in the work of the special Chambers provided for in Articles 26, 27 and 29 of the Statute ? Should the decision be in the affirmative, would they only be summoned on the very rare occasions when the requisite number cannot be obtained by convening ordinary judges ?

9. — By virtue of the provisions of paragraph 2 of Article 31 of the Statute (cf. para. 3 of Article 26 and para. 3 of Article 27) a deputy judge may be selected to sit for a certain case. Should such selection be taken into account in regard to the application of the order laid down in the list ? In my opinion this point should be decided in the negative.

10. — Would it be right to give ordinary judges precedence over deputy judges, regardless of their respective

de l'ancienneté d'age ? (Alinéa 5 cf al de l'article 31 du Statut).

En cas de réponse affirmative, cette préséance me semble ne pas devoir avoir influence sur l'ordre de vote. Cet ordre pourra, comme dans la Cour suprême de Norvège, être déterminé par un tirage au sort.

Quelques-unes au moins de ces questions me semblent devoir être réglées avant l'établissement du tableau prévu par l'article 15.

La Haye, le 2 février 1922.

(signé) BEICHMANN.

ages ? (cf. para. 5 of Article 31 of the Statute)

Should this question be decided in the affirmative, it appears to me that such precedence should not be taken into account in the order of voting. The order of voting might well be decided by drawing lots, as in the case of the Supreme Court of Norway.

These questions, or at all events some of them, appear to me to require solution before the list provided for in Article 15 is drawn up.

The Hague, February 2nd, 1922.

(signed) BEICHMANN.

ANNEXE 20.

Aide-Mémoire sur les fonctions du Vice-Président, présenté par le Président.

(Distr. 31).

Lors de sa deuxième séance, la Cour a chargé le Président de préparer, en collaboration avec certains de ses collègues, une note sur les fonctions du Vice-Président, cette note devant servir de base aux discussion préparatoires à l'élection du Vice-Président.

Le Président a discuté les questions qui se posent à cet égard, avec MM. Anzilotti et Beichmann, le Greffier de la Cour étant présent.

Les conclusions auxquelles ces discussions ont abouti sont les suivantes :

1. — Le Vice-Président doit, en sa qualité de juge titulaire de la Cour, être présent à toutes les sessions de celle-ci.

2. — Le Vice-Président doit remplacer le Président en cas d'empêchement de celui-ci, soit pour cause de maladie, soit pour cause de récusation, aux termes de l'article 24 du Statut, soit pour cause de disqualification, aux termes de l'article 17 du Statut, soit pour cause de vacances, ou tout autre raison légitime.

(Le Vice-Président ne sera pas tenu d'être présent à la Haye pendant toutes les vacances du Président mais un arrangement devra intervenir entre le Président et le Vice-President, pour assurer que l'un des deux soit toujours à même de se rendre à la Haye dans un délai fixé et très court).

3. — Le Vice-Président présidera toute chambre spéciale dont il est élu membre, à condition que le Président n'en soit pas membre ; d'autre part. le Vice-Président ne sera membre et Président de plein droit d'aucune dont il n'est pas élu membre.

ANNEX 20.

Memorandum by the President on the duties of the Vice-President.

(Distr. 31).

At its second meeting the Court entrusted the President with the duty of preparing, in conjunction with certain of his colleagues, a memorandum on the duties of the Vice-President. This memorandum was intended to serve as a basis for the discussion preparatory to the election of the Vice-President.

The President has discussed the various questions which arise in this connection with MM. Anzilotti and Beichmann, the Registrar of the Court being present.

As a result of this discussion, the following conclusions were arrived at :

1. — The Vice-President, in his capacity as an ordinary judge, should be present at all the meetings of the Court.

2. — The Vice-President should replace the President when the latter is unable to attend either by season of illness, withdrawal from a case under the terms of Article 24 of the Statute, disqualification under the terms of Article 17 of the Statute, or during his vacation or absence for any other legitimate reason.

(The Vice-President shall not be bound to be present at the Hague during the whole of the President's vacation, but the President and Vice-President should make arrangements to ensure that one of them will always be in a position to proceed to the Hague within a certain very limited space of time).

3. — The Vice-President shall preside over any special Chamber of which he is elected a member, unless the President is also a member ; on the other hand the Vice-President shall not *ipso facto* be either member or President of a Chamber to which he has not been elected a member.

ANNEXE 21.

Ordre du jour de la sixième Séance.

1. — Communications du Président.

2. — Commencement de la discussion du questionnaire préparé par le Comité de procédure.

ANNEX 21.

Agenda for the sixth Meeting.

1. — Communications by the President.

2. — Commencement of the discussion of the questionnaire prepared by the Committee on Procedure.

ANNEXE 21 a.

Questions à soumettre à la discussion de la Cour, en séance plénière le 7 février 1922.

(Distr. 40.)

Partie I.

1. — La majorité requise au premier tour de scrutin, pour l'élection du Président et du Vice-Président (voir article 3 du projet du Secrétariat et procès-verbal de la 2me séance de la Cour, § 8a).

2. — La composition des Chambres spéciales visées aux articles 26, 27 et 29 du Statut.

Désignation des membres de ces Chambres.

Désignation des assesseurs techniques devant siéger dans un cas déterminé.

Présidence des Chambres spéciales.

En particulier, modifications éventuelles à la composition de la Chambre de procédure sommaire en vertu du principe de la représentation au siège de la Cour, des parties intéressées. (Voir procès-verbal de la 4me séance, § 41, projet du Secrétariat, article 7, projet du Président, articles 5 à 8, et 16).

3. — Empêchement légitime du juge. Conditions de l'existence éventuelle d'un empêchement légitime. (Voir article 8 du projet du Secrétariat).

4. — Faut-il établir une procédure spéciale pour l'exclusion d'un juge ayant cessé de répondre aux conditions requises ? Détail de cette procédure. (Voir projet du Secrétariat, article 11).

5. — Vacances du Président et du Greffier. (Voir projet du Secrétariat, article 20).

Partie II.

1. — Compétence de la Cour en Chambre du conseil.

a) Faut-il régler cette compétence ?

b) Dans l'affirmative, de quelle manière cette compétence doit-elle être réglée ?

2. — Influence des parties sur les règles de procédure applicables dans un cas déterminé.

Différentes possibilités se présentent :

a) ou bien le règlement de procédure de la Cour est immuable, de sorte que toute influence des parties se trouve exclue ;

b) ou bien l'accord des parties au sujet des règles de procédure à appliquer prime les dispositions du règlement de procédure ;

c) ou bien les règles sanctionnées par l'accord des parties deviennent applicables seulement en vertu d'une homologation par la Cour. (cf. art. 27 du projet du Secrétariat) ;

ANNEX 21 a.

(Translation.)

Questions to be submitted for discussion at a full Meeting of the Court, on February 7th, 1922.

(Distr. 40.)

Part I.

1. — Majority required at the first ballot for the election of the President and the Vice-President (See Article 3 of Secretariat's draft, and minutes of the second meeting of the Court No. 8a).

2. — Composition of the special Chambers provided for in Articles 26, 27 and 29 of the Statute.

Appointment of the members of these Chambers.

Appointment of technical assessors in special cases.

Presidency of the special Chambers.

In particular, possible modifications in the composition of the Chamber for summary procedure by virtue of the principle of the representation upon the Court of the parties concerned. (See minutes of the 4th meeting, No. 41 ; Article 7 of Secretariat's draft ; and President's Draft, Articles 5 to 8 and 16).

3. — Legitimate absence of a judge. Definition of such legitimate absence. (See Article 8 of Secretariat's Draft).

4. — Should a special procedure be established for the dismissal of a judge who has ceased to fulfil the required conditions ? Details of this procedure.

(See Article 11 of Secretariat's Draft).

5. — Vacations of the President and the Registrar. (See Article 20 of Secretariat's Draft).

Part II.

1. — Competence of the Court sitting in private.

a) Should rules be made in regard to this competence ?

b) If so, what rules should be made in regard to this competence ?

2. — Influence of the parties on the procedure applicable in a given case.

It might be possible to hold :

a) That the Rules of Procedure of the Court are unchangeable, so that any influence on the part of the parties is excluded.

b) That an agreement between the parties in regard to the procedure to be followed takes precedence over the provisions of the Rules of Procedure of the Court.

c) That the rules agreed upon by the parties become applicable only when approved by the Court. (cf. Art. 27 of Secretariat's draft).

3. — Manière de fixer les délais.

Cette prérogative appartient-elle exclusivement à la Cour plénière, en vertu de l'article 25 du Statut, ou peut-elle être déléguée :

a) à la Chambre de procédure sommaire ;

b) au Président.

(Cf. art. 22 du projet du Secrétariat).

4. — Dans le cas où aucun accord n'est intervenu au sujet de la langue dans laquelle la procédure doit-être conduite, les parties doivent-elles présenter les pièces de procédure en tout ou en partie dans les deux langues ? Interprétation de l'article 39, 2ème alinéa du Statut (cf. art. 23 du Secrétariat).

5. — La question de la récusation des juges.

L'article 25 du projet du Secrétariat est transmis par le Comité à la Cour plénière pour discussion, avec avis défavorable.

6. — Interprétation de l'article 35, alinéa 2 du Statut : le Conseil doit-il stipuler une fois pour toutes les conditions sous lesquelles les Etats qui ne sont pas Membres de la Société des Nations, autres que les Etats-Unis, peuvent être admis devant la Cour ? La Cour doit-elle demander au Conseil de renoncer à la fixation d'autres conditions que la participation aux frais ? (voir art. 35, alinéa 3 du Statut de la Cour).

7. — La question des assesseurs techniques.

a) Quelle doit être leur nationalité par rapport à celle des parties.

b) Comment doivent-ils être choisis.

c) Leur situation au sein de la Cour par rapport aux juges.

8. — Présentation des pièces de procédure.

Lequel doit prévaloir des deux principes de la simultanéité et de la succession ? Est-il possible d'adopter le premier principe pour les cas soumis à la Cour par la notification d'un compromis, et appliquer le deuxième principe aux procédures ouvertes par la notification d'une requête ?

Droit de présenter des répliques ; comment décider ?

9. — Au cas où des demandes reconventionnelles sont présentées dans le contre-mémoire, une duplique est-elle admissible, bien que le Statut de la Cour, article 43, ne reconnaisse que le mémoire, le contre-mémoire et la réplique ?

10. — Est-il désirable de prévoir une procédure spéciale pour les indications concernant les mesures conservatoires visées à l'article 41 du Statut, particulièrement en vue de sauvegarder les intérêts des tierces parties ?

11. — Faut-il stipuler une limite de temps pour la présentation de certaines exceptions, par exemple celles de l'incompétence *ratione personae* ?

12. — Rédaction de la sentence.

Faut-il laisser à la Cour toute liberté dans chaque

3. — Method of fixing time limits.

Is this exclusively the prerogative of the full Court, in virtue of Article 25 of the Statute, or can the duty be deputed :

a) to the Chamber for summary procedure, or

b) to the President ?

(Cf. Article 22 of Secretariat's draft).

4. — When no agreement has been reached with regard to the language in which the proceedings are to be conducted, must the parties submit their documents either wholly or partially in the two languages? Question of the interpretation of paragraph 2 of Article 39 of the Statute (cf. Article 23 of Secretariat's draft).

5. — Can a judge be requested to withdraw ?

Article 25 of the Secretariat's draft is referred by the Committee to the full Court for discussion, but the Committee does not recommend its adoption.

6. — Interpretation of paragraph 2 of Article 35 of the Statute.

Should the Council lay down once and for all the conditions under which the Court shall be open to States not Members of the League of Nations, other than the United States ? Should the Court ask the Council to fix no conditions other than the condition of participation in the costs of the case ? (cf. paragraph 3 of Article 35 of the Statute of the Court).

7. — Question of technical assessors.

a) What should be their nationality in relation to the nationality of the parties ?

b) How should they be chosen ?

c) What should be their position within the Court in relation to that of the judges ?

8. — Submission of documents of the written procedure.

Should the principle of simultaneous presentation or the principle of successive presentation be adopted ? Is it possible to adopt the first principle for cases submitted to the Court by the notification of a special agreement, and to apply the second principle to cases commenced by the notification of an application ?

Right of presenting replies ; how should this question be decided ?

9. — In cases when counterclaims are made in the countercase, is a rejoinder admissible, seeing that Article 43 of the Statute of the Court only speaks of cases, countercases and replies ?

Is it desirable to provide for a special procedure for suggestions regarding interim measures of protection referred to in Article 41 of the Statute, more particularly with a view to safeguarding the interests of third parties?

Should a time limit be stipulated for the presentation of certain objections, for example objections *ratione personae* regarding jurisdiction ?

12. — Drafting of the Judgment.

Should the Court be allowed full liberty in each particu-

cas spécial, ou doit-on prévoir la nomination d'un rapporteur ? (voir projet du Secrétariat art. 37 et 49).

13. — Avocats.

Le droit de plaider devant la Cour doit-il être limité, ou doit-on laisser aux Etats toute liberté dans le choix de leurs représentants ?

14. — Dénomination de la sentence : arrêt ou jugement.

15. — Ordre entre audition des témoins et plaidoiries de avocats.

Faut-il fixer des règles une fois pour toutes, ou doit-on laisser à la Cour le soin d'émettre des ordonnances à ce sujet dans chaque cas spécial ? (cf. art. 37 et 49 du projet du Secrétariat).

Partie III.

1. — Si la Cour cite des témoins sur sa propre initiative, est-ce qu'elle doit payer l'indemnité de ces témoins, sur ses propres fonds, ou est-ce que les frais doivent être à la charge des parties sous réserve de la disposition de l'article 64 du Statut ?

2. — Est-ce que les parties doivent être tenues à déposer, avant l'ouverture de la procédure, une caution destinée à couvrir, le cas échéant, les frais de procédure ?

(Cf. art. 48 du Statut : le pouvoir qui y est donné à la Cour de rendre des ordonnances sur la direction du procès, peut être considéré comme lui conférant le droit de demander le dépôt d'une caution).

3. — Règles de détail sur l'administration de la preuve par témoins.

(Voir article 40 du projet du Secrétariat).

a) Serment ou déclaration solennelle.

b) Interrogation des témoins seulement par le Président ou aussi par les autres juges et par les avocats.

4. — Est-ce que les parties peuvent dessaisir la Cour une fois qu'elles l'ont saisie ?

5. — Est-ce que la Cour a le droit de se servir de papier timbré, sur lequel elle percevrait un droit ? (Le Comité doit, en envisageant la possibilité de baser une réponse affirmative sur la disposition de l'article 64 du Statut, transmettre la question à la Cour plénière avec avis défavorable).

6. — Les pièces de procédure doivent-elles être rendues disponibles à tous les Etats, Membres de la Société des Nations, ou mentionnés à l'annexe au Pacte ? — Dans l'affirmative de quelle manière ?

7. — Intervention.

a) Des tierces puissances intéressées n'ont-elles un droit d'intervention qu'au cas où les parties primitives sont soumises à la juridiction obligatoire de la Cour ?

lar case, or should provision be made for the nomination of a *rapporteur* ? (See Articles 37 and 49 of Secretariat's Draft).

13. — The question of counsel.

Should the right of pleading before the Court be limited, or should States be given full liberty in the choice of their representatives ?

14. — What name should be given to the finding ? should it be called a judgment ?

15. — Order in which witnesses and counsel shall be heard.

Should there be hard and fast rules in this connection, or should it be left to the Court to make an order on this subject in each special case ? (cf. Articles 37 and 49 of the Secretariat's draft).

Part III.

1. — If the Court summons witnesses on its own initiative, should it pay the expenses of these witnesses out of its own funds, or should they be borne by the parties, subject to the provisions of Article 64 of the Statute ?

2. — Should the parties, before the commencement of proceedings, be obliged to make a deposit to cover any necessary expenses in connection with the suit ?

(Cf. Article 48 of the Statute. The power thereby given to the Court to make orders for the conduct of a case may be regarded as conferring upon it the right to demand a deposit).

3. — Rules in regard to hearing witnesses.

(See Article 40 of Secretariat's draft).

a) Should there be an oath, or a solemn declaration ?

b) Should questions be put to witnesses only by the President, or also by the other judges and by counsel ?

4. — Can the parties remove a case from the Court, once they have submitted it ?

5. — Has the Court the right to employ stamped paper, involving the payment of a Court due ?

(The Committee refers this question to the full Court, but feels bound to express an unfavourable opinion, while recognising the possibility of an affirmative reply based on the provisions of Article 64 of the Statute).

6. — Should the documents of the case be placed at the disposal of all States Members of the League of Nations or mentioned in the Annex to the Covenant ? If so, how should this be done ?

7. — Intervention.

a) Have third parties interested in a case the right of intervention only when the original parties to a dispute have accepted the compulsory jurisdiction of the Court ?

b) Y a-t-il une différence à ce sujet entre l'article 62 et l'article 63 du Statut ?

c) D'après quel principe la Cour décidera-t-elle quelle partie aura, au cas où plusieurs parties font cause commune, le droit de désigner un juge de sa nationalité, conformément à l'article 31 du Statut ?

8. — Règles pour arriver à une décision au sein de la Cour sur l'arrêt à rendre ou l'avis à donner (ordre dans lequel les juges doivent donner ou prononcer leurs opinions).

9. — L'Assemblée et le Conseil de la Société des Nations peuvent-ils demander à la Cour des avis consultatifs, en stipulant que la question et la réponse doivent rester secrètes ?

10. — Si une question est posée à la Cour dans l'abstrait

a) est-ce que la Cour a la faculté de refuser de répondre ?

b) de réserver sa réponse jusqu'à ce que la question soit soulevée par une affaire concrète déterminée ?

b) Is there any difference in regard to this question between Article 62 and Article 63 of the Statute ?

c) What principle should the Court adopt, when several parties are taking joint action in a case before the Court, in deciding which party should have the right to appoint a judge of its own nationality, in conformity with Article 31 of the Statute ?

8. — Rules for arriving at a decision within the Court as to the judgment to be pronounced or the opinion to be expressed.

(Order in which the judges should give or pronounce their opinions).

9. — Can the Assembly and the Council of the League of Nations, when asking the Court for advisory opinions, stipulate that the question and the reply should remain secret ?

10. — If a question is put to the Court in the abstract :

a) has the Court the right to refuse to reply, or

b) to reserve its reply until the question arises in connection with a particular concrete case ?

ANNEXE 21 b.

Compte-Rendu du résultat de la première réunion du Comité de procédure.

(Distr. 39).

(Relevé du contenu des articles adoptés).

I. — INTRODUCTION.

ARTICLE 1.

En vertu des pouvoirs que lui confère le Statut, la Cour arrête le présent Règlement, qui a pour objet de compléter les dispositions contenues dans le Statut de la Cour et dans les Résolutions de l'Assemblée de la Société des Nations. La Cour se réserve le droit, si besoin en est, de modifier, d'abroger ou de compléter le présent Règlement.

II. — ORGANISATION INTÉRIEURE.

ARTICLE 2.

En cas d'empêchement du Président et du Vice-Président, et après renouvellement intégral de la Cour jusqu'à l'élection du Président et du Vice-Président, le juge qui aura le premier assumé les fonctions de membre de la Cour prendra la présidence, ou s'il arrive que plusieurs juges aient assumé leurs fonctions le même jour, la présidence reviendra au plus âgé.

ARTICLE 3.

L'élection du Président et du Vice-Président aura lieu au début d'une session ordinaire. La période de fonctions commencera à courir du 1er janvier suivant l'élection. Le Président et le Vice-Président élus après la première élection des juges ou après le renouvellement intégral de la Cour, resteront en fonctions jusqu'à la fin de la deuxième année qui suit l'expiration de celle pendant laquelle ils ont été élus.

Si le Président ou le Vice-Président cessent de faire partie de la Cour avant l'expiration de leurs fonctions, une élection aura lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir. Si cela est nécessaire, on pourra à cet effet convoquer la Cour en séance plénière extraordinaire.

Le vote aura lieu au scrutin secret. Le candidat qui obtiendra la majorité absolue sera déclaré élu. En cas de partage des voix, le Président du collège électoral aura voix prépondérante.

ANNEXE 21 b.

(*Translation*).

Conclusions reached at the first meeting of the Committee on Procedure.

(Distr. 39).

(Summary of the Articles adopted).

I. INTRODUCTION.

ARTICLE 1.

By virtue of the powers conferred upon it in the Statute, the Court adopts the present Rules, which are supplementary to the Rules embodied in the Statute of the Court and in the Resolutions of the Assembly of the League of Nations. The Court reserves the right, if necessary, to alter, abrogate, or add to the present body of Rules.

II. INTERNAL ORGANISATION.

ARTICLE 2.

In the absence of the President and Vice-President and, after a new election of the whole Court, until such time as the President and Vice-President have been elected, the judge who shall have first taken up his duties as a member of the Court shall take the chair; or, should several judges have taken up their duties on one and the same day, the chair shall be taken by the eldest among them.

ARTICLE 3.

The election of the President and the Vice-President shall take place at the commencement of an ordinary session. Their term of office shall commence on January 1st of the following year. The President and Vice-President elected after the first election of judges, or after a new election of the whole Court, shall remain in office until the end of the second year after that in which their election takes place.

Should the President or Vice-President cease to be a member of the Court before the expiration of his period of office as President or Vice-President, an election shall be held for the purpose of appointing a successor for the unexpired portion of his period of office. If necessary, an extraordinary meeting of the full Court shall be convened for this purpose.

Votes shall be cast by secret ballot. The candidate who obtains an absolute majority of votes shall be declared elected. In the event of a tie, the chairman of the electoral meeting shall have a casting vote.

ARTICLE 3 a.

Le Vice-Président sera présent à toutes les séances plénières de la Cour.

Il doit remplacer le Président en cas d'empêchement de celui-ci, soit pour cause de maladie, soit pour cause de récusation, soit pour cause de disqualification, soit pour cause de vacance, ou toute autre raison.

ARTICLE 4.

Les juges titulaires et suppléants élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée auront le pas respectivement sur les juges titulaires et suppléants élus au cours de session ultérieure. Les juges titulaires et suppléants élus au cours de la même session de l'Assemblée prendront préséance respectivement selon leur ancienneté d'âge. Les juges titulaires auront le pas sur les juges suppléants.

La tableau des juges suppléants sera dressé en conformité des principes énoncés dans cet article.

ARTICLE 5.

Les juges prendront place à la droite et à la gauche du Président, selon l'ordre de préséance établi à l'article précédent.

ARTICLE 6.

La déclaration solennelle que devront faire les membres de la Cour, avant d'assumer leurs fonctions, est rédigée comme suit :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience".

La déclaration sera rendue au commencement de la prémière séance publique, après l'entrée en fonctions du juge.

A la première séance publique d'ouverture de la Cour et aux séances d'ouverture tenues après le renouvellement intégral de celle-ci, les déclarations des membres de la Cour seront rendues dans l'ordre établi à l'article 4.

ARTICLE 7.

Le Président présidera toute chambre spéciale dont il est élu membre. De méme, le Vice-Président présidera toute chambre spéciale dont il est élu membre, à condition que le Président n'en soit pas membre. Le Président ou le Vice-Président ne sont pas membre et Président de plein droit d'aucune chambre dont ils ne sont pas élus membres. (Reste de l'article réservé ; voir projet du Secrétariat, article 7, projet du Président, articles 5, 6, 7, 8 et 16). —

ARTICLE 3 a.

The Vice-President shall be present at all meetings of the full Court.

He shall replace the President should the latter be unable to attend either by reason of illness, withdrawal from a particular case, disqualification, or absence on vacation, or for any other reason.

ARTICLE 4.

Judges and deputy-judges elected at an earlier session of the Assembly shall take precedence over judges and deputy-judges elected at a subsequent session. Judges and deputy-judges elected during the same session of the Assembly shall take precedence according to age. Judges shall take precedence over deputy-judges.

The list of deputy-judges shall be prepared in accordance with these principles.

ARTICLE 5.

The judges shall take their seats to the right and left of the President, in the order of precedence laid down in the preceding Article.

ARTICLE 6.

The solemn declaration to be made by the members of the Court before taking up their duties shall be worded as follows :

„I solemnly declare that I will exercise my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously".

The declaration shall be made at the beginning of the first public meeting held after the judge has taken up his duties.

At the first public inaugural meeting of the Court, and at subsequent inaugural meetings held after a new election of the whole Court, the declarations of the members shall be made in the order laid down in Article 4.

ARTICLE 7.

The President shall preside over all special Chambers of which he may be elected a member. Similarly the Vice-President shall preside over all special Chambers of which he may be elected a member, provided that the President is not likewise a member. The President and Vice-President shall not *ex officio* be members or Presidents of any Chamber of which they have not been elected members. (The rest of the Article is reserved ; see Secretariat's draft, Article 7, and President's draft, Articles 5, 6, 7, 8 and 16).

ARTICLE 8.

En cas d'absence d'un juge d'une session ou d'une séance, la Cour décidera d'office si l'absence est justifiée.

ARTICLE 9.

Les membres qui se trouvent dans l'impossibilité d'assister à une session ou à une séance en informeront le Président aussitôt que possible. Celui-ci prendra toutes mesures pour compléter le nombre de juges nécessaires.

ARTICLE 9bis.

Les juges suppléants seront appelés dans l'ordre du tableau, de telle façon que tous les juges suppléants soient appelés à tour de rôle jusqu'à l'épuisement du tableau et ainsi de suite. Dans le cas d'une vacance permanente, un juge suppléant sera appelé pour remplir la vacance pendant une session déterminée. Un juge suppléant qui a été saisi d'une affaire sera appelé à nouveau pour continuer la procédure concernant cette affaire.

Si un juge suppléant réside trop loin du siège de la Cour, pour pouvoir, dans l'opinion du Président, être utilement appelé, le juge suppléant qui le suit sur le tableau sera appelé, mais le suppléant qui aurait dû être convoqué, sera, si possible, convoqué la fois suivante.

La convocation d'un juge suppléant comme juge national dans un cas déterminé, ne sera pas comptée comme une convocation, aux termes du présent article, lorsqu'il s'agit de déterminer l'ordre dans lequel les juges suppléants doivent être convoqués.

ARTICLE 9ter.

La Cour pourra siéger avec neuf ou dix juges seulement lorsque, en raison de circonstances imprévues, il est impossible d'assurer la présence de onze juges, ou lorsque la procédure orale ayant été commencée, le nombre de juges au siège tombe au-dessous de onze.

Les juges suppléants ne peuvent pas être convoqués pour assurer le quorum des Chambres spéciales.

ARTICLE 10.

Si dans une des séances de la Cour, il est impossible d'atteindre le quorum exigé, la Cour s'ajournera de jour en jour jusqu'à ce que le quorum soit atteint.

ARTICLE 10bis.

Dans le cas ou une ou plusieurs parties ont le droit de nommer un juge *ad hoc* de leur nationalité, la Cour plénière peut siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze.

ARTICLE 8.

Should a judge be absent for a session or a meeting, the Court shall have the right to decide whether such absence is justified.

ARTICLE 9.

Members who are prevented from attending a session or meeting shall inform the President as soon as possible. The latter shall take the necessary steps to complete the number required.

ARTICLE 9a.

Deputy-judges shall be summoned in the order laid down in the list, so that all the deputy-judges may be summoned in rotation. When the list has been exhausted, this procedure will be repeated. In the event of a permanent vacancy, a deputy-judge shall be summoned to fill the vacancy for a particular session. A deputy-judge who has begun a case shall be summoned again in order to complete it.

Should a deputy-judge, in the opinion of the President, reside so far from the Court as to render it inadvisable to summon him, the deputy-judge next on the list shall be summoned. But the deputy who should have been summoned, shall be summoned, if possible, on the next occasion.

The summons of a deputy-judge as a national judge in a particular case shall not be regarded as a summons under the present Article in determining the order in which deputy-judges are to be summoned.

ARTICLE 9b.

The Court may sit with nine or ten judges, but only when, owing to unforeseen circumstances, it is impossible to obtain the presence of eleven judges, or when the number of judges sitting falls below eleven after the oral proceedings have commenced.

Deputy-judges may not be summoned to complete the quorum required for special Chambers.

ARTICLE 10.

If, at any meeting of the Court, the requisite quorum is not available, the Court shall adjourn from day to day until a quorum is obtained.

ARTICLE 10 a.

In cases in which one or more parties are entitled to choose a judge *ad hoc* of their own nationality, the full Court may sit with a number of judges greater than eleven.

Les Chambres spéciales pour questions du travail et pour questions de communications et de transit, ne peuvent pas siéger avec un nombre de juges plus élevé que cinq.

La Chambre de procédure sommaire . . . . . .

. . . . . .

ARTICLE 11.

Les membres de la Cour peuvent adresser au Président ou, le cas échéant, au Vice-Président, une communication écrite demandant qu'il soit procédé à un vote pour savoir si un membre particulier de la Cour a cessé de répondre aux conditions requises.

Dès récep ion d'une demande de ce genre, le Présisent où le Vice-Président convoqueront la Cour en séance plénière. Une fois la Cour assemblée, et le membre qui fait l'objet de la demande ayant été admis à fournir des explications, la question sera mise aux voix. Le résultat du vote sera, en cas de décision affirmative, communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations.

ARTICLE 12.

La Cour choisira son Greffier parmi les candidats proposées par les membres de la Cour.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité des voix. En cas de partage des voix, le Président aura voix prépondérante.

L'élection a lieu pour une période de sept ans, à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle l'élection eut lieu. La première élection vise une période de sept ans, à compter du 1er janvier de l'année pendant laquelle l'élection a lieu.

ARTICLE 13.

Sur la proposition du Greffier, la Cour détermine et modifie l'organisation du Greffe. Le personnel du Greffe est nommé par la Cour. Sur la présentation du Greffier, la Cour désignera le membre du Secrétariat qui remplacera le Greffier en cas d'empêchement de celui-ci.

ARTICLE 14.

(Statut du personnel. — La rédaction de cet article doit être ajourné en attendant la préparation du statut du personnel du Secrétariat permanent de Genève).

ARTICLE 15.

Le Greffier fera en séance plénière de la Cour la déclaration suivante :

The special Chambers for labour questions and for questions of communications and transit may not be composed of more than five judges.

The Chamber for summary procedure . . . . . .

. . . . . .

ARTICLE 11.

Any member of the Court may communicate in writing with the President, or, in certain circumstances, with the Vice-President, requesting that a vote be taken on the question whether a particular member of the Court has ceased to fulfil the required conditions.

Upon receipt of such request, the President or Vice-President shall convene a meeting of the full Court. When the Court has met and the member referred to in the request has been heard, the matter shall be put to the vote. If the decision is in the affirmative, the result of the vote shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations.

ARTICLE 12.

The Court shall select its Registrar from amongst the candidates proposed by members of the Court.

The election shall be by secret ballot and by a majority of votes. In the event of a tie, the President shall have a casting vote.

The election shall be for a period of seven years, commencing on January 1st of the year following that in which the election takes place. The first election shall be for a period of seven years, commencing on January 1st of the year in which the election takes place.

ARTICLE 13.

The organisation of the Registry and any subsequent changes therein shall be determined by the Court upon proposals submitted by the Registrar. The staff of the Registry shall be appointed by the Court. On the proposal of the Registrar, the Court shall decide which member of the Secretariat shall act for the Registrar in his absence.

ARTICLE 14.

(Statute for the staff — This Article is reserved pending the preparation of the Statute for the personnel of the permanent Secretariat at Geneva.)

ARTICLE 15.

The Registrar shall make the following declaration at a full meeting of the Court :

„Je prends l'engagement solennel d'exercer en pleine impartialité et en toute conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale."

Les autres membres du Secrétariat prendront un engagement analogue devant le Président, en présence du Greffier.

ARTICLE 16.

Toutes les communications émanant de la Cour et qui lui sont adressées, passeront par le Greffier.

Le Greffier veillera à ce que la date de réception et d'expédition de toutes ces communications et notifications, puisse être facilement contrôlée. En cas d'expédition de communications et notifications par la poste, elles seront recommandées. Les communications adressées aux représentants officiels ou aux agents des parties, seront considérées comme ayant été adressées aux parties elles-mêmes. La date de réception sera notée sur tous les documents parvenant au Greffier et il en sera donné à l'expéditeur, sur la demande de celui-ci, un reçu portant la date de réception de ces documents et les numéros sous lesquels ils ont été enregistrés.

ARTICLE 17.

Le Greffier aura la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il aura la garde des sceaux et cachets. Il assistera à toutes les séances plénières de la Cour et, en personne ou par un représentant approuvé par la Cour, à toutes les séances des diverses chambres ; il aura la responsabilité des procès-verbaux de ces séances.

De plus, il remplira toutes les fonctions qui pourront lui être dévolues aux termes du Règlement intérieur et du Règlement de procédure de la Cour.

ARTICLE 18.

Les registres des archives seront tenus de façon à donner tous les renseignements nécessaires, entre autres sur les points suivants : (voir projet du Secrétariat).

Les index figurant dans les archives comprendront : (voir projet du Secrétariat).

ARTICLE 19.

Le rôle des affaires inscrites sera dressé et tenu à jour par le Greffier et il contiendra toutes les affaires et toutes les questions soumises à la Cour pour décision ou pour avis consultatif, dans l'ordre de leur réception par le Greffier.

Le Greffier préparera également et tiendra à jour des extraits du rôle ci-dessus, indiquant tous les litiges

„I hereby solemnly declare that I will perform, impartially and conscientiously, the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent Court of International Justice."

The other members of the Secretariat shall make similar declarations before the President, the Registrar being present.

ARTICLE 16.

The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

The Registrar shall ensure that the date of receipt and despatch of all communications and notifications can readily be verified.

Communications and notifications sent by post shall be registered. Communications addressed to the official representatives or agents of parties, shall be considered as having been addressed to the parties themselves. The date of receipt shall be noted on each document received by the Registrar, and a receipt bearing the date upon which the document was received and the number under which it has been registered, shall be given to the sender, should a request to that effect be made.

ARTICLE 17.

The Registrar shall have charge of the archives and accounts, and of all administrative business. He shall have custody of the seals and stamps of the Court. He shall be present at all meetings of the full Court and either he, or a representative approved by the Court, shall be present at all meetings of the various Chambers. He shall be responsible for the minutes of these meetings.

He shall also discharge such duties as may be conferred upon him by the Rules of Court and Rules of Procedure.

ARTICLE 18.

The Registers kept in the Archives shall be so arranged as to give all necessary particulars with regard to the following points amongst others : (See Secretariat's draft).

The indexes kept in the Archives shall comprise : (See Secretariat's draft).

ARTICLE 19.

The list of cases shall be prepared and kept by the Registrar. It shall contain all cases and questions submitted to the Court either for judgment or for an advisory opinion in the order of their receipt by the Registrar.

The Registrar shall likewise prepare and keep extracts from the above list, showing cases to be dealt with by

qui devront être examinés respectivement par la Chambre statuant en procédure sommaire, par la Chambre appelée à connaître des litiges de travail, ou par la Chambre appelée à connaître des litiges de transit et de communications.

Enfin, le Greffier préparera et tiendra à jour un rôle des affaires soumises à revision.

ARTICLE 20.

Le Président et le Greffier peuvent être domiciliés dans un rayon qui n'excéde pas 10 kilomètres au maximum, autour du Palais de la Paix, à la Haye.

Ils ont droit à des vacances annuelles qui ne devront pas dépasser .... mois.

Compte-rendu du résultat de la Deuxième Réunion du Comité de Procédure.

(Relevé du contenu des articles adoptés).

III. — PROCÉDURE.

A. — *Dispositions générales.*

ARTICLE 21.

Pendant les sessions, la date et heures des séances sont fixées par le Président et communiquées par le Greffier à tous les intéressés. En cas de séances publiques, le Greffier fait publier dans les journaux toutes indications utiles.

ARTICLE 22.

Les délais sont fixés par la Cour suivant les besoins de la cause. Si les parties sont d'accord, ils peuvent être fixés par la Chambre de procédure sommaire. Si la Cour ne siège pas, le Président fixe provisoirement les délais nécessaires.

(calcul des délais ; voir art. 22 du projet du Secrétariat).

La Cour peut prolonger les délais fixés par elle. Elle peut également décider qu'un acte de procédure entrepris aprés l'expiration du délai, sera considéré comme valable si la mesure lui parait équitable.

ARTICLE 23.

Sauf dans le cas prévu au dernier paragraphe de l'article 39 du Statut de la Cour, et sauf le cas où les parties se sont mises d'accord pour que toute la procé-

the Chamber for summary procedure, by the Chamber for labour cases, and by the Chamber for transit and communications cases, respectively.

The Registrar shall further prepare and keep a list of cases for revision.

ARTICLE 20.

The President and Registrar may reside within a distance not exceeding 10 kilometres from the Peace Palace at the Hague. They shall be entitled to an annual vacation not exceeding .... months.

Conclusions reached at the second Meeting of the Committee on Procedure.

(Summary of the Articles adopted).

III. PROCEDURE.

A. — *General provisions.*

ARTICLE 21.

During the Sessions, the date and hours of meetings shall be fixed by the President and communicated by the Registrar to all concerned. In the case of public meetings, the latter shall publish all necessary information in the Press.

ARTICLE 22.

Time limits shall be fixed by the Court as circumstances may require. If the parties agree, they may be fixed by the Chamber for summary procedure; if the Court is not sitting, they may be fixed provisionally by the President.

(For method of calculation of time limits see Article 22 of Secretariat's draft).

The Court may extend time limits fixed by it. It may likewise decide that action taken after the expiration of a time limit shall be considered as valid, should it deem such a course equitable.

ARTICLE 23.

Except in the case provided for in the last paragraph of Article 39 of the Statute of the Court, and except when the parties have agreed that the procee-

dure ait lieu en une seule des langues officielles, tous les documents soumis à la Cour et tous les documents de procédure seront présentés en français et en anglais, ou seront accompagnés de traductions certifiées conformes en anglais et en français. Dans le cas de documents volumineux, des extraits de passages reconnus comme importants par les parties doivent toutefois être présentés dans les deux langues. Sauf approbation de la Cour, le Président décide en cas de désaccord entre les parties, quels passages doivent être présentés dans les deux langues.

Dans le cas prévu au dernier paragraphe de l'article 39 du Statut, le Greffier fera établir, avant l'ouverture des débats, la traduction en français et en anglais de tous les documents du litige, sauf les documents volumineux. En attendant la décision de la Cour, le Président décide quels documents doivent être considérés comme volumineux.

Si les parties se sont mises d'accord pour que toute la procédure ait lieu en une seule des langues officielles, la traduction des pièces de procédure ne sera pas requise.

ARTICLE 24.

Le Greffier prendra toutes dispositions pour faire traduire du français en anglais, ou de l'anglais en français, les discours, questions et réponses, comme la Cour en ordonnera.

Sauf dans le cas mentionné au dernier paragraphe de l'article 39 du Statut de la Cour, toute personne ayant prononcé un discours ou fait une question ou une réponse dans une autre langue que le français ou l'anglais, prendra ses dispositions pour faire traduire ses paroles en français ou en anglais ; toutefois, dans le cas de témoins ou d'experts appelés par la Cour, ce devoir incombe au Greffier, et, dans le cas de témoins ou d'experts appelés par l'une des parties, à la partie intéressée.

ARTICLE 25.

(Suggestions à faire par les parties concernant l'application de l'article 24 du Statut. Le Comité, considérant que ces suggestions équivaudraient à une récusation, a préféré que cet article fût supprimé).

ARTICLE 26.

La Cour se réserve la faculté de corriger toute erreur qui se serait glissée dans une ordonnance, un arrêt ou un avis, à la suite d'une faute ou d'une omission accidentelle.

dings shall be conducted in one only of the officia languages, all documents submitted to the Court and all documents of procedure shall be presented in French and in English or shall be accompanied by duly authenticated translations in English and French. In the case of voluminous documents, however, only extracts from passages considered by the parties to be of importance shall be presented in both languages. In case of disagreement between the parties, the President shall decide, subject to the approval of the Court, what passages are to be submitted in both languages.

In the case provided for in the last paragraph of Article 39 of the Statute of the Court, the Registrar shall cause translations into French and English to be made of all documents in the case, with the exception of voluminous documents, before the opening of the oral proceedings. Pending the decision of the Court, the President shall decide what documents shall be considered as voluminous.

If the parties agree that the whole of the proceedings shall be conducted in one only of the official languages, translations of the written proceedings will not be required.

ARTICLE 24.

The Registrar shall arrange for interpretation from French into English and from English into French of speeches, questions and answers which the Court may direct to be so interpreted.

Except in the case mentioned in Article 39, last paragraph, of the Court Statute, a person having delivered a speech, put a question or given an answer, in another language than French or English, shall provide for its interpretation into French or English. In the case, however, of witnesses or experts called by the Court, this duty shall devolve upon the Registrar, and in the case of witnesses or experts called by one of the parties, upon the party concerned.

ARTICLE 25.

(Right of the parties to make suggestions regarding the application of Article 24 of the Statute. The Committee considered that such suggestions would, in effect, constitute a challenge and therefore preferred that this Article should be deleted).

ARTICLE 26.

The Court reserves to itself the right to correct an error in any order, judgment or opinion arising from a mistake or accidental omission.

B. — *Procédure judiciaire.*

a) Introduction.

ARTICLE 27.

Les dispositions du présent chapitre IIIB, ainsi que les dispositions du Statut de la Cour, sont établies sans préjudice d'autres dispositions acceptées d'un commun accord par les parties en cause, pourvu que ces dispositions, notifiées à la Cour avant l'ouverture de la procédure, aient été homologuées par elle.

b) Procédure judiciaire ordinaire.

ARTICLE 28.

Les requêtes comprennent, outre l'indication du sujet du litige et le nom des parties adverses, un exposé succinct des faits, une indication de la demande, ainsi que l'adresse au siège de la Cour à laquelle des notifications et communications doivent être envoyées.

Au cas où le litige est porté devant la Cour par la notification d'un compromis, l'adresse au siège de la Cour à laquelle des notifications et communications aux parties doivent être adressées, sera mentionnée.

ARTICLE 29.

Lorsque le demandeur, ou l'une des parties dans le cas de la notification d'un compromis, est l'un des Etats visés au paragraphe 2 de l'article 35 du Statut de la Cour, le Greffier, après avoir reçu cette notification ou cette requête, demande immédiatement au Conseil de la Société des Nations de lui faire savoir dans quelles conditions cet Etat peut être admis à se présenter devant la Cour.

ARTICLE 30.

Le Greffier donne immédiatement communication à tous les membres de la Cour, de tout compromis ou requête qui lui ont été notifiés.

Dans l'éventualité de la notification d'une requête, la Cour décide, en cas de contestation, par arrêt spécial, si elle est compétente pour connaître du litige. Cette décision est prise par la Cour en séance plénière, sauf lorsque le litige relève de la procédure sommaire, auquel cas la décision est prise par la Chambre de procédure sommaire.

ARTICLE 31.

Le Greffier invite les parties à présenter leurs mémoires et contre-mémoires dans les délais convenus entre elles ou fixés par la Cour.

Pour les litiges de travail et ceux de transit et de com-

B. — *Judicial procedure*

a) Introductory.

ARTICLE 27.

The Rules contained in this present Chapter IIIB, as also the rules included in the Statute of the Court, are subsidiary to such other rules as may be agreed upon between the litigant parties, provided that such rules have been notified to the Court and have been officially approved by it before the proceedings are opened.

b) Ordinary Judicial Procedure.

ARTICLE 28.

Applications shall contain, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the contesting parties, a succinct statement of the facts, an indication of the claim, and the address at the seat of the Court to which notifications and communications are to be sent.

In the case of special agreements, the address at the seat of the Court to which notifications and communications destined for the parties are to be sent, must be given.

ARTICLE 29.

When the applicant or one of the parties to a special agreement is one of the States referred to in Article 35, paragraph 2, of the Court Statute, the Registrar, upon receipt of the application or of the notification of the agreement, shall forthwith ask the Council of the League of Nations to inform him on what conditions such State may be admitted to the Court.

ARTICLE 30.

The Registrar shall immediately inform all the members of the Court of any special agreement or application notified to him.

In the case of an application, if the jurisdiction of the Court be denied, the Court shall determine by a special decision whether it has jurisdiction in the case. This decision shall be taken by the full Court, unless the case is to be dealt with by summary procedure, in which case the question shall be decided by the Chamber for summary procedure.

ARTICLE 31.

The Registrar shall invite the parties to present their cases and countercases within the time limits agreed upon between them or fixed by the Court.

In labour cases and in transit and communications

munications, il les invite aussi à déclarer si elles désirent que l'affaire soit connue et jugée par la Chambre spéciale, prévue respectivement aux articles 26 et 27 du Statut de la Cour.

Pour les litiges de transit et de communications, la Cour décide s'il y a lieu pour elle de faire appel à des assesseurs techniques. Le Greffier invite également les parties à déclarer si elles désirent que la Cour soit assistée d'assesseurs techniques (éventuellement règle sur la sélection des assesseurs dans un cas déterminé).

ARTICLE 32.

Si la procédure est ouverte par la notification d'une requête, les mémoire, contre-mémoire et réplique sont d'abord présentés par le demandeur et ensuite par le défendeur.

Si la procédure est ouverte par la notification d'un compromis, les mémoires et contre-mémoires sont présentés simultanément, sauf accord contraire entre les parties. L'accord des parties homologué par la Cour, peut autoriser la présentation de répliques.

ARTICLE 33.

Les mémoires comprennent :

1) un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée. Ces faits seront numérotés dans l'ordre ;

2) un exposé de droit ;

3) des conclusions qui seront numérotées dans l'ordre ;

4) une liste des annexes.

Les contre-mémoires comprennent :

1) la reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire ;

2) un exposé de faits additionnels ;

3) un exposé de droit ;

4) des conclusions, qui pourront comprendre des demandes reconventionnelles, fondées sur les faits avancés, et qui seront numérotées dans l'ordre.

5) une liste des annexes.

Les répliques se comportent à l'égard des contre-mémoires comme ces derniers à l'égard des mémoires.

ARTICLE 34.

(Le Comité a été d'avis que des règles spéciales concernant la litis-dénonciation ne sont pas nécessaires dans le cas d'une procédure à laquelle seuls des Etats doivent être parties.

Si, toutefois, des règles à cet égard sont adoptées, elles doivent indiquer clairement qu'elles ne peuvent viser que le cas où toutes les parties en cause sont des Etats ayant accepté la juridiction obligatoire de la Cour.)

cases, he shall also invite them to state whether they wish the case to be heard and determined by the special Chamber provided for in Articles 26 and 27, respectively, of the Court Statute.

In transit and communications cases the Court shall decide whether it desires to call technical assessors. The Registrar shall also invite the parties to state whether they wish the Court to be assisted by technical assessors (if necessary, insert a rule as to the method of selecting assessors for a particular case).

ARTICLE 32.

If proceedings are commenced by notification of an application, the case, countercase and reply shall be presented first by the applicant and then the respondent.

If proceedings are commenced by notification of a special agreement, the cases and countercases shall be presented simultaneously, unless the parties agree to adopt another procedure. Replies may be presented if an agreement to that effect is concluded between the parties and officially approved by the Court.

ARTICLE 33.

Cases shall contain :

1) a statement of the facts on which the claim is based; these facts shall be numbered consecutively ;

2) a statement of law ;

3) conclusions, which shall be numbered consecutively ;

4) a list of annexes.

Countercases shall contain :

1) the affirmation or contestation of the facts stated in the case ;

2) a statement of additional facts ;

3) a statement of law ;

4) conclusions, which may contain counterclaims, based on the facts quoted, and which shall be numbered consecutively ;

5) a list of annexes.

The reply shall bear the same relation to the countercase as the latter to the case.

ARTICLE 34.

(The Committee was of opinion that no special rules regarding third party procedure [1]) were necessary in the case of proceedings in which States only could participate.

If, however, rules are adopted in this respect, they must indicate clearly that they only apply to cases in which all the parties are States wich have accepted the compulsory jurisdiction of the Court).

1) French text the original. For English terminology cf. f. i. "The laws of England by the Right Hon. the Earl of Halsbury, vol. XXIII, page 162, § 288 et seq. – (Note by Registrar).

ARTICLE 35.

(Le Comité a été d'avis que, puisque la Cour ne peut pas prendre, au sujet de mesures conservatoires, des décisions exécutoires, il n'y a pas lieu de régler en détail la procédure selon laquelle les indications de ces mesures doivent être données.

Le Comité a toutefois reconnu que des règles tendant à sauvegarder les droits d'une tierce partie peuvent être désirables.)

ARTICLE 36.

Les parties peuvent présenter des exceptions. L'exception d'incompétence *ratione personae* peut toutefois être soulevée seulement dans la première pièce de procédure présentée par la partie intéressée.

La Cour statuera au début de la procédure orale au sujet des exceptions présentées au cours de la procédure écrite. Si toutefois l'exception d'incompétence *ratione personae* est soulevée, la Cour statuera à son sujet sans délai.

Si, au début de la procédure orale, ou sur la présentation, au cours de cette procédure,d'une nouvelle exception, la Cour ne désire pas statuer immédiatement, elle décidera si le débat sera ou non suspendu en attendant l'arrêt concernant l'exception.

ARTICLE 37.

La procédure écrite une fois terminée, le Président fixera la date d'ouverture de la procédure orale.

(Suit la question de la désignation d'un rapporteur. Le Comité a été, en général, hostile au système des rapporteurs. Comparer au projet du Secrétariat, articles 37 et 49).

ARTICLE 38.

Si la procédure est ouverte par la notification d'une requête, les représentants des parties, avocats ou agents, seront appelés à prendre la parole dans l'ordre établi pour la présentation par les parties de la procédure écrite.

Si la procédure est ouverte par la notification d'un compromis, les représentants des parties parleront dans l'ordre établi dans le compromis, ou à défaut d'une règle à cet égard dans le compromis, dans l'ordre établi par un tirage au sort.

ARTICLE 39.

A la requête de l'une ou l'autre des parties ou sur sa propre initiative, la Cour peut, sous réserve des dis-

ARTICLE 35.

(The Committee was of opinion that, as the Court had no power to enforce decisions with regard to interim measures for preserving the respective rights of the parties, there was no need to prescribe detailed regulations in regard to the method of indicating such measures.

The Committee nevertheless recognised that rules for safeguarding the rights of third parties might be desirable).

ARTICLE 36.

The parties may raise objections. An objection to the jurisdiction of the Court, *ratione personae*, may however only be presented in the first document of the written proceedings submitted by the party concerned.

At the outset of the oral proceedings, the Court shall take a decision with regard to objections made during the written proceedings. Should an objection be raised *ratione personae* to the jurisdiction of the Court, the Court shall give a decision on this point without delay.

If at the commencement of the oral proceedings, or on the presentation of a fresh objection in the course of these proceedings, the Court desires to reserve its decision, it shall decide whether the proceedings shall or shall not be stayed, pending its decision regarding the objection.

ARTICLE 37.

At the termination of the written proceedings, the President shall fix a date for the opening of the oral proceedings.

(Here follows the question of the appointment of a *rapporteur*. The Committee was, in general, opposed to the system of *rapporteurs*. Cf. Secretariat's draft, Articles 37 and 49).

ARTICLE 38.

If proceedings are instituted by the notification of an application, the representatives of the parties (advocates or agents) shall be called upon to speak in the order laid down for the presentation by the parties of the written proceedings.

If proceedings are instituted by the notification of a special agreement, the representatives of the parties shall speak in the order therein laid down, or, should no provision regarding this point be contained in the special agreement, the order shall be determined by lot.

ARTICLE 39.

39. — On the application of one of the parties, or on its own initiative, the Court may, subject to the provi-

positions de l'article 44 du Statut, citer des témoins ou ordonner la présentation de tous autres moyens de preuve sur des points de fait au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord.

(Suit une règle concernant l'ordre entre l'audition des témoins et les plaidoiries des avocats).

Les autres moyens de preuve seront présentés au cours de la procédure orale.

La Cour peut procéder à un examen de tout local, emplacement ou objet (descente sur les lieux) ; elle doit procéder à cet examen s'il y a danger que des preuves matérielles importantes ne soient détruites.

ARTICLE 39bis.

La Cour aura toute liberté pour apprécier la valeur respective des divers moyens de preuve, selon sa conscience et les principes de l'équité.

Compte-rendu du résultat des travaux de la troisième réunion du Comité de procédure.

(Relevé du contenu des articles adoptés).

ARTICLE 40.

La Cour peut exiger des témoins une promesse solennelle de dire la vérité ; le cas échéant, elle peut leur faire prêter serment.

Les témoins sont interrogés par le Président ; avec l'assentiment de celui-ci, les juges et les avocats peuvent poser des questions aux témoins et aux experts.

ARTICLE 41.

Le résultat des enquêtes faites à la demande de la Cour, et les rapports d'experts obtenus par la Cour, sont immédiatement communiqués aux parties. Celles-ci peuvent demander des suppléments d'enquête ou de nouveaux rapports. La Cour statue.

ARTICLE 42.

La Cour décide, dans chaque cas spécial, de la procédure à suivre pour les commissions rogatoires, sous réserve des dispositions de 2ème paragraphe de l'article 44 du Statut de la Cour.

sions of Article 44 of the Statute, order witnesses to be heard and other evidence to be produced on points of fact in regard to which the parties are not in agreement.

(Here follows a rule regarding the order as between the hearing of witnesses and speeches by counsel).

Other evidence shall be produced during the oral proceedings.

The Court may inspect any premises, locality or object (*descente sur les lieux*). It shall take this step should there be a danger that important means of proof may be destroyed.

ARTICLE 39 a.

The Court shall be entirely free to estimate the respective value of the various kinds of evidence, in ac ordance with its conscience and the principles of equity.

Conclusions reached at the third meeting of the Committee on procedure.

(Summary of the Articles adopted).

ARTICLE 40.

The Court may require witnesses to give a solemn promise to speak the truth ; if necessary they may be sworn.

Witnesses shall be interrogated by the President ; with his permission judges and advocates may put questions to witnesses and experts.

ARTICLE 41.

The result of enquiries undertaken at the request of the Court, and expert opinion procured by the Court, shall be forthwith communicated to the parties, who may ask the Court to cause further enquiries to be made, or to procure further opinion. The decision shall rest with the Court.

ARTICLE 42.

The Court shall decide, in each special case, as to the procedure to be followed for taking evidence on commission, subject to the provisions of para 2 of Art. 44 of the Statute of the Court.

ARTICLE 43.

Les parties font connaître à la Cour, en temps utile avant l'ouverture des débats, le nom des témoins qu'elles désirent faire entendre et tous autres moyens de preuve qu'elles désirent voir admettre. Tous les témoins devant être entendus par la Cour sont convoqués par l'intermédiaire du Greffier.

ARTICLE 44.

Si au cours des débats les parties tombent d'accord sur l'objet qui fait le fond du litige et notifient par écrit cet accord à la Cour avant la clôture des débats, la Cour a la façulté de leur donner acte de l'accord par un arrêt en bonne et dûe forme.

Si les parties notifient par écrit à la Cour qu'elles se désistent de poursuivre la procédure, la Cour prend acte de cette déclaration, et la procédure est interrompue.

Si l'une des parties accepte tout ou partie des conclusions de la partie adverse, il sera tenu compte de cet accord dans l'arrêt pourvu qu'il ait été dûment notifié par la déclaration faite à la Cour avant la clôture des débats.

La même règle est applicable lorsqu'une des parties déclare abandonner tout ou partie des conclusions.

Il sera expressément tenu compte des déclarations visées par les dispositions du présent article aux fins de l'arrêt que la Cour devra rendre en vertu de l'article 64 du Statut de la Cour.

ARTICLE 45.

Il sera fait, pour usage de la Cour, des comptes-rendus complets et textuels de la procédure orale.

ARTICLE 46.

Le procès-verbal visé à l'article 47 du Statut de la Cour mentionne :

1) les noms des juges ;
2) les noms des agents ;
3) les arrêts auxquels ont donné lieu les exceptions faites ;
4) un résumé des dépositions des témoins ;
5) une énumération des preuves employées autres que les dépositions des témoins ;
6) les accords et les renonciations effectués par les parties.

ARTICLE 47.

Avant la clôture des débats chaque partie présentera une note de frais.

ARTICLE 47bis.

Sauf l'éventualité d'une décision contraire de la Cour

ARTICLE 43.

In sufficient time before the opening of the oral proceedings, the parties shall inform the Court of the names of witnesses whom they wish to be heard and of other evidence which they desire to produce. All witnesses to be heard by the Court shall be summoned through the Registrar.

ARTICLE 44.

If during the oral proceedings the parties come to an agreement concerning the subject matter of the dispute, and notify such agreement to the Court in writing before the oral proceedings are closed, the Court may record this agreement in a formal judgment.

If the parties notify the Court in writing that they intend to break off proceedings, the Court shall place this declaration on record, and proceedings shall be stayed.

Should one of the parties agree to all or a part of the conclusions of the opposing party, such agreement shall be taken into account in the judgment, provided that a declaration recording the agreement has been filed with the Court before the close of the oral proceedings.

The same shall apply to a declaration made by a party renouncing all or a portion of its conclusions.

Special account shall be taken of the declarations referred to in the present Rule for the purposes of the decision to be taken by the Court under Article 64 of the Court Statute.

ARTICLE 45.

— Complete *verbatim* records of the oral proceedings shall be made for the use of the Court.

ARTICLE 46.

— The minutes mentioned in Article 47 of the Court Statute shall include :

1) the names of the judges ;
2) the names of the agents ;
3) decisions in regard to objections raised ;
4) a summary of the evidence given by the witnesses ;
5) a list of the evidence produced other than that given by witnesses ;
6) agreements concluded between and renunciations made by the parties.

ARTICLE 47.

— Before the oral proceedings are concluded, each party shall present a bill of costs.

ARTICLE 47 a.

Unless the Court shall otherwise decide, in a

dans des cas déterminés, le Greffier mettra à la disposition du gouvernement de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat mentionné à l'annexe au Pacte, toutes pièces de procédure, à l'exception de celles auxquelles les parties désirent conserver un caractère confidentiel.

ARTICLE 48.

Toute partie désirant intervenir aux termes de l'article 62 du Statut adressera une requête au Greffier. Cette requête contiendra :

1) la spécification de l'affaire ;
2) un exposé des faits justifiant l'intervention ;
3) une liste d'annexes.

La Cour décidera si elle doit accéder à cette requête, après audition des premières parties au litige.

ARTICLE 49.

(Le Comité est d'accord pour reconnaître que la plus grande liberté doit être réservée à la Cour quant à la procédure à suivre pour arriver à une conclusion et pour la rédiger sous forme d'arrêt. Il reconnaît également l'utilité du procédé qui consiste à faire désigner par la Cour, dans chaque cas spécial, un membre qui, après discussion générale du cas en Chambre de Conseil, est chargé de rédiger un projet d'arrêt exprimant les vues de la majorité.)

ARTICLE 50

Supprimé.

ARTICLE 51.

L'arrêt comprend :

1) la date à laquelle il est rendu ;
2) les noms des juges qui y ont pris part ;
3) les noms et titres des parties ;
4) les noms des agents des parties ;
5) un résumé des conclusions des parties ;
6) les considérants de fait ;
7) les considérants de droit ;
8) l'arrêt ;
9) la décision visée à l'article 84 du Statut s'il y a lieu.

S'il y a lieu, les opinions contraires sont jointes à l'arrêt.

ARTICLE 52.

Après lecture en séance publique, le texte de l'arrêt est immédiatement communiqué à toutes les parties

particular case, the Registrar shall place at the disposal of the Governments of Members of the League of Nations and of the States mentioned in the Annex to the Covenant, all documents of the written procedure, except those which the parties wish to be treated as confidential.

ARTICLE 48.

A party wishing to intervene under Article 62 of the Statute of the Court shall address an application to that effect to the Registrar. This application shall contain :

1) the designation of the case ;
2) a statement of the facts justifying intervention ;
3) a list of annexes ;

The Court shall decide whether the application shall be granted, after hearing the original parties to the case.

ARTICLE 49.

(The Committee agreed that the utmost possible freedom should be retained by the Court as regards the procedure to be adopted for arriving at a decision and embodying it in the form of a judgment. It also recognised the merits of the system whereby the Court would select a member, in each special case, to draft a judgment embodying the views of the majority, after the general discussion in private by the members of the Court.)

ARTICLE 50.

Deleted.

ARTICLE 51.

The judgment shall contain :

1) the date on which it is given ;
2) the names of the judges participating ;
3) the names and style of the parties ;
4) the names of the agents of the parties ;
5) a summary of the conclusions of the parties ;
6) considerations of fact ;
7) considerations of law ;
8) the judgment ;
9) the decision referred to in Art. 64 of the Statute, if applicable.

Dissenting opinions, if any, shall be annexed to the judgment.

ARTICLE 52.

After having been read in open Court, the text of the judgment shall forthwith be communicated

intéressées et au Secrétaire général de la Société des Nations.

Un recueil des arrêts de la Cour sera imprimé et publié sous la responsabilité du Greffier.

ARTICLE 53.

L'arrêt est considéré comme prenant effet du jour où il a été lu en séance publique, conformément à l'article 58 du Statut.

ARTICLE 54.

Une demande en révision se fait dans les mêmes formes que la notification de la requête visée à l'article 40 du Statut de la Cour.

Elle comprend : 1) la mention de l'arrêt antérieur ; 2) le fait sur lequel la requête est fondée ; 3) les pièces à l'appui. Le Greffier devra notifier immédiatement la demande en révision aux autres parties intéressées : celles-ci peuvent présenter leurs observations.

La Cour apprécie si le fait nouveau allégué dans la demande en révision présente le caractère mentionné au premier paragraphe de l'article 61 du Statut de la Cour.

Si la Cour, en vertu du paragraphe 3 du même article, fait dépendre la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt primitif, il sera immédiatement donné communication de cette condition au demandeur par l'intermédiaire du Greffier. La procédure en révision ouverte en vertu d'une décision de la Cour, conformément au second paragraph de cet article, sera suspendue jusqu'à ce que le Greffier de la Cour ait reçu la preuve de l'exécution préalable du jugement original et que cette preuve ait été admise par la Cour.

c) Procédure judiciaire spéciale.

ARTICLE 55.

La procédure des Chambres spéciales prévues aux articles 26 et 27 du Statut de la Cour est, *mutatis mutandis*, la même que la procédure de la Cour en séance plénière.

ARTICLE 56.

Supprimé.

ARTICLE 57.

La procédure sommaire est, en règle générale, une procédure uniquement écrite. Chaque partie fait tenir aux membres de la Chambre spéciale et aux autres parties, un mémoire écrit, dans le délai fixé par la Chambre.

A l'expiration de ce délai, la Chambre peut fixer une date pour les débats auxquels les parties seront repré-

to all parties concerned and to the Secretary-General of the League of Nations.

A collection of the judgments of the Court shall be printed and published under the responsibility of the Registrar.

ARTICLE 53.

— The judgment shall be considered as taking effect on the day on which it is read in open Court, in accordance with Art. 58 of the Statute.

ARTICLE 54.

— An application for revision shall be made in the same form as the application referred to in Article 40 of the Statute of the Court.

It shall mention : 1) the original judgment ; 2) the fact on which the application is based ; 3) evidence in support. It shall be the duty of the Registrar immediately to notify the other parties concerned of an application for revision. These parties may submit observations.

It is for the Court to decide whether the new fact, the discovery of which is alleged in the application for revision, is of the nature mentioned in the first paragraph of Article 61 of the Statute of the Court.

If the Court, under paragraph 3 of the same Article, makes the admission of the application conditional upon previous compliance with the terms of the original judgment, this condition shall be immediately communicated to the applicant through the Registrar. Proceedings in revision commenced by virtue of a decision of the Court, as provided in the second paragraph of this Article, shall be stayed pending receipt by the Registrar of the Court of proof of previous compliance with the original judgment, and until such proof shall have been accepted by the Court.

c) Special Judicial Procedure.

ARTICLE 55.

The procedure of the special Chambers provided for by Articles 26 and 27 of the Court Statute shall, *mutatis mutandis*, be the same as the procedure of the full Court.

ARTICLE 56.

Deleted.

ARTICLE 57.

Summary procedure, shall, as a rule, consist of written proceedings only. Each party shall communicate to the members of the special Chamber and to other parties a statement of its case within the time fixed by the Chamber.

Upon the expiration of this time, the Chamber may fix a date for a hearing, at which the parties

sentées par des agents. La Chambre a le droit de leur demander de fournir des explications orales, et chaque partie est autorisée à demander que des témoins ou des experts soient entendus. Les témoins ou les experts dont les parties demandent la déposition seront sur place.

ARTICLE 58.

L'arrêt sera rendu par la Cour statuant en Chambre de procédure sommaire. Lecture en sera donnée en séance publique de la Chambre spéciale.

ARTICLE 59.

Exception faite des dispositions du présent chapitre, les règles fixées pour la procédure ordinaire s'appliquent par analogie à la procédure sommaire.

c) Procédure consultative.

ARTICLE 60.

Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est sollicité seront exposées à la Cour par une requête écrite signée par le Président de l'Assemblée ou par le Président du Conseil de la Société des Nations par le Secrétaire général de la Société agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

Les questions soumises dans d'autres conditions ne seront pas examinées.

La requête contiendra un exposé exact de la question sur laquelle l'avis de la Cour est sollicité, ainsi que l'indication des événements qui l'ont provoquée et de tous les avis ou décisions officiels qui sont déjà intervenus.

Le Greffier notifiera immédiatement cette requête aux Etats et aux organisations internationales susceptibles de fournir des renseignements ou des documents sur la question.

ARTICLE 61.

(Le Comité a été d'avis que les décisions sur les avis consultatifs doivent être prises de la même façon que les décisions sur les arrêts. Par conséquent, un projet de décision doit être rédigé par un membre de la Cour désigné dans chaque cas par celle-ci. Ce projet doit donner corps aux opinions de la majorité exprimées pendant la discussion générale en Chambre du conseil).

ARTICLE 62.

Supprimé.

ARTICLE 63.

Notification de la requête demandant l'avis consul-

shall be represented by agents. The Chamber shall have the right to ask for oral explanations, and each party shall be entitled to ask that witnesses and experts should be heard. Witnesses and experts whom the parties wish to be heard shall be present.

ARTICLE 58.

Judgment shall be delivered by the Court sitting as a Chamber for summary procedure. The judgment shall be read out at a public meeting of the special Chamber.

ARTICLE 59.

Except as stated in the present Chapter, the rules for ordinary procedure shall apply by analogy to summary procedure.

c) Advisory Procedure.

ARTICLE 60.

Questions upon which the advisory opinion of the Court is required shall be laid before the Court by means of a written request signed by the President of the Assembly or by the President of the Council of the League of Nations, or by the Secretary-General of the League under instructions from the Assembly or the Council.

Questions received under other circumstances will not be dealt with.

The request shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, together with an indication of the events which have led up to it, and of any official opinions or decisions upon it which may already have been given.

The Registrar shall forthwith give notice of the request to such States and international organisations as are likely to be able to furnish material for the investigation of the question.

ARTICLE 61.

(The Committee was of opinion that decisions in the case of advisory opinions should be taken in the same way as in the case of judgments. Accordingly, a draft decision should in each case be prepared by a member selected by the Court. This draft should embody the opinions of the majority, as expressed during the general discussion in private).

ARTICLE 62.

Deleted.

ARTICLE 63.

Notice of the request for an advisory opinion

tatif de la Cour sera immédiatement adressée par le Greffier à tous les membres de la Cour.

(Pour la fin de l'article, voir art. 61 ci-dessus).

ARTICLE 63bis.

La Cour se réserve le droit de ne pas répondre à des questions posées à elle pour un avis consultatif dans l'abstrait. Le refus de donner un avis consultatif sera toujours motivé.

ARTICLE 64.

Les questions soumises à la Cour pour avis consultatif, ainsi que l'avis motivé de la Cour et les opinions contraires s'il y a lieu, seront imprimés et publiés dans un recueil spécial dont le Greffier aura la responsabilité.

Toutefois, si l'Assemblée ou le Conseil, en soumettant une question pour avis consultatif, demande que la question et l'avis qui s'y rapporte ne soient pas publiés sans le consentement exprès de l'Assemblée ou du Conseil, il sera fait droit à cette demande.

ANNEXE 22.

(non reproduite.)

ANNEXE 23.

(non reproduite.)

ANNEXE 24.

(non reproduite).

ANNEXE 25.

(non reproduite.)

ANNEXE 26.

(non reproduite.)

ANNEXE 27.

(non reproduite.)

shall forthwith be sent by the Registrar to all members of the Court.

(For the rest of the Article see Art. 61 above).

ARTICLE 63a.

The Court reserves the right to refrain from replying to questions put to it which require an advisory opinion on a theoretical case. Such refusal shall always be accompanied by a statement of reasons.

ARTICLE 64.

Questions submitted to the Court for an advisory opinion, together with the reasoned opinion of the Court and dissenting opinions, if any, shall be printed and published in a special collection, for which the Registrar shall be responsible.

Nevertheless, if the Assembly or the Council when submitting a question for an advisory opinion, request that the question and the opinion relative thereto should not be published without the express consent of the Assembly or the Council, such request shall be complied with.

ANNEX 22.

(non reproduced.)

ANNEX 23.

(non reproduced.)

ANNEX 24.

(non reproduced.)

ANNEX 25.

(non reproduced.)

ANNEX 26.

(non reproduced.)

ANNEX 27.

(non reproduced.)

ANNEXE 28.

Ordre du jour de la septième séance.

1. — Communications du Président.
2. — Continuation de la discussion du questionnaire préparé par le Comité de procédure :
La question des assesseurs techniques.

ANNEX 28.

Agenda for the seventh meeting.

1. — Communications by the President.
2. — Continuation of the discussion of the questionnaire prepared by the Committee on Procedure :
The question of technical assessors.

ANNEXE 29.

Ordre du jour de la huitième séance.

1. — Communications du Président.
2. — Organisation du personnel permanent de la Cour : Aide-mémoire du Greffier.
3. — Aide-mémoire sur le rang et le titre des juges.
4. — Aide-mémoire sur les frais de voyage des juges.
5. — Aide-mémoire sur les indemnités de certaines catégories de juges.
6. — Question des assesseurs techniques pour litiges de travail.

ANNEXE 30.

(Non reproduite)

ANNEX 29.

Agenda for the eighth meeting.

1. — Communications by the President.
2. — Organisation of the permanent staff of the Court : Registrar's Memorandum.
3. — Memorandum on the rank and title of the judges.
4. — Memorandum on travelling expenses of judges
5. — Memorandum on the indemnities of certain categories of judges.
6. — Discussion on the question of technical assessors for labour cases.

ANNEX 30.

(Not reproduced).

ANNEXE 30a.

Mémoire relatif à l'organisation du Greffe de la Cour.

(Distr. 49).

I.

Au cours de la seconde séance de la Cour, il a été convenu que toutes les questions relatives au personnel seraient soumises à la Cour par le Greffier. De plus, il a été entendu que le Greffier soumettrait à la Cour, dans le plus bref délai possible, un projet d'organisation du personnel permanent de la Cour.

Il a été convenu que les principes suivant serviraient de directives pour l'élaboration de ce rapport : Le personnel permanent serait aussi restreint qu'il serait compatible avec le bon fonctionnement de la Cour ; le Président aurait un secrétaire particulier qui pourrait remplacer le Greffier en cas d'absence ; il y aurait deux secrétaires-rédacteurs, l'un de langue française et l'autre de langue anglaise ; enfin, le secrétariat de la Société des Nations consentirait à mettre à la disposition de la Cour, du personnel temporaire pendant les périodes de gros travail.

Comme directive supplémentaire, on peut ajouter le fait que la situation de Greffier à la Cour, serait assimilée à celle d'un Directeur du Secrétariat permanent à Genève, particulièrement en ce qui concerne le traitement. On peut considérer que cette décision s'inspire d'un principe général, à savoir que les différents postes de la Cour, au point de vue de la fixation des traitements, devraient se comparer aux postes correspondants que l'on trouve dans l'échelle de traitements adoptée par le Conseil et par l'Assemblée en ce qui concerne le Secrétariat de la Société des Nations.

II.

Le personnel permanent devrait, à mon avis, être constitué de façon à pouvoir :

1) exécuter le travail courant ordinaire ;

2) faire face pendant quelques jours à un travail considérable en attendant l'arrivée du personnel temporaire ;

3) encadrer le personnel temporaire qui pourrait être nécessaire pendant les périodes de gros travail.

Pour répondre à ces besoins, le personnel devrait être en mesure de pouvoir :

a) rédiger les projets ;

b) faire le travail d'interprétation ;

c) traduire en français et en anglais ;

d) faire le travail de rédaction définitive ;

e) faire le travail d'enregistrement (dossiers et index) ;

ANNEX 30a

Memorandum on the organisation of the Registry of the Court.

(Distr. 49).

I.

At the second meeting of the Court it was agreed that all questions concerning staff should be submitted to the Court by the Registrar. It was further understood that the Registrar should submit to the Court, at the earliest possible moment, a scheme for the organisation of the Court's permanent staff.

It was agreed that the Registrar should be guided by the following considerations in the preparation of this report : firstly, that the permanent staff should be as small as would be compatible with the satisfactory working of the Court ; secondly, that there should be a private secretary to the President, who might replace the Registrar in case of absence ; thirdly, that there should be two editing-secretaries, one of French speaking and one of English speaking origin, and, finally, that the Secretariat of the League of Nations would be willing to lend temporary staff during periods of pressure.

The fact that it has been decided that the position of the Registrar should be assimilated to that of a Director of the Permanent Secretariat at Geneva, especially as regards salary, constitutes a further indication. This decision may be taken as equivalent to the expression of a general principle, to the effect that the various posts on the staff of the Court should be compared, for the purpose of fixing salaries, with corresponding posts to be found in the scale of salaries adopted for the Secretariat of the League of Nations by the Council and the Assembly.

II.

The permanent staff should, in my opinion, be so composed as to be able to

1) carry on ordinary current work ;

2) deal for a few days with a heavy pressure of work, pending the arrival of temporary staff ;

3) constitute a framework for such temporary staff as may be required during periods of pressure.

In order to fulfil these requirements, the staff must be able to perform the following duties :

a) drafting ;

b) interpreting into French and English ;

c) translating into French and English ;

d) editing ;

e) filing and indexing ;

f) faire les travaux de dactylographie et de ronéographie ;
g) corriger les épreuves ;
h) s'occuper de la distribution ;
i) tenir la comptabilité.

Il est évident qu'avec un personnel restreint, plusieurs des attributions énumérées ci-dessus peuvent et doivent être aux mains de la même personne.

III.

Comme on l'a déjà mentionné, il a été décidé de créer trois postes : un poste de secrétaire particulier attaché au Président et deux postes de secrétaires-rédacteurs.

Le premier de ces postes devrait à mon avis, être assimilé à celui de Chef de Cabinet des Sous-Secrétaires généraux et des Directeurs du Secrétariat permanent. Ces fonctionnaires reçoivent un traitement annuel qui se monte généralement à 12.600 frs. or, et dans un seul cas, à 14.700 frs. En conséquence, je proposerais donc, pour le secrétaire particulier du Président, un traitement de 7.500 florins, avec possibilité d'augmentations annuelles ou d'augmentations plus espacées.

Les secrétaires-rédacteurs, si le personnel est réduit au strict minimum, seront chargés d'interpréter aux séances de la Cour, de traduire respectivement en français et en anglais, de rédiger les procès-verbaux et de s'acquitter des travaux de rédaction que le Greffier pourra leur confier. Ces fonctions semblent les assimiler aux membres de section de la classe supérieure du Secrétariat de Genève. Les fonctions de ces membres de section, sont définies comme suit dans le Rapport de la 4ème Commission de l'Assemblée :

„Ce personnel remplit des fonctions importantes. Sous la direction du haut personnel, il accomplit toute la tâche intellectuelle d'exécution du Secrétariat. Son labeur exige une instruction et des titres supérieurs, et, en haut de l'échelle, de grandes capacités et de sérieuses qualités d'initiative."

Les traitements des membres de section, classe A, vont de 19.000 à 28.000 frs. avec augmentations annuelles de 800 francs.

Je me permets de proposer que les secrétaires-rédacteurs de la Cour soient assimilés aux membres de section qui ont acquis déjà une certaine expérience. Pour cette raison, je proposerais que leur traitement de début soit fixé à 12.500 florins.

A mon avis, il serait possible de restreindre le personnel permanent de la Cour, ayant une compétence spéciale, aux secrétaires-rédacteurs et au secrétaire particulier du Président. Cet arrangement fera retomber très probablement sur le Président et surtout sur le Greffier, un très lourd fardeau ; aussi, je crois qu'il conviendrait de leur donner à chacun une secrétaire particulière pour

f) typing and duplicating ;
g) proof reading ;
h) distribution ;
i) book-keeping.

It is obvious that in a reduced staff several of these duties can and must be combined.

III.

As has already been stated, it has been decided to create three posts, one of private-secretary to the President and two posts of editing secretary.

The first-mentioned post should, in my opinion, be assimilated with that of personal assistant to Under-Secretaries-General and to Directors in the permanent Secretariat. Such officers receive an annual salary of, as a rule, 12.600 francs, — in one case 14.700 francs. I therefore propose that the private secretary to the President should receive a salary of 7.500 florins, with the possibility of yearly increases or increases at greater intervals.

The editing secretaries will, if the staff is reduced to the strict minimum, be responsible for interpreting at meetings of the Court, for translations into French and English respectively, for editing minutes, and for such drafting work as the Registrar entrusts to them. Having regard to these duties, they should be assimilated to members of section of the higher category of the Geneva Secretariat. The work of such members of section is described as follows in the Report of the 4th Assembly Committee :

"These officers perform important duties. Under the direction of the higher staff, they carry out all the intellectual and administrative work of the Secretariat. This requires high educational qualifications, and, in the upper ranks, demands very considerable capacity and qualities of initiative and resource."

The salaries for members of section, class A., run from 19.000 to 28.000 francs, with an annual increase of 800 francs.

I venture to propose that the editing secretaries of the Court be assimilated to members of section having already gained a certain amount of experience. For this reason, I suggest that their commencing salaries be fixed at 12.500 florins.

In my opinion it would be possible to limit the highly trained permanent staff of the Court to the editing secretaries and the private secretary of the President. This arrangement will, in all probability, throw a very heavy burden upon the President, and especially upon the Registrar. In these circumstances, I venture to think that they should be given lady private secretaries to

les aider. Le Président ayant déjà un secrétaire particulier, la dame secrétaire qui lui serait attachée, pourrait être simplement une sténographe bien entraînée. La secrétaire du Greffier, d'autre part, devrait posséder une spécialisation plus complète et, avant tout, avoir la compétence et la pratique nécessaires pour les travaux de secrétaire, tel que rédaction, enregistrement (dossiers et index) Les dames secrétaires du Secrétariat permanent ont généralement un traitement annuel de 10.500 frs. Etant donné les circonstances, je crois qu'il conviendrait de donner à la dame secrétaire du Président, un traitement légèrement inférieur, et à la dame secrétaire du Greffier, un traitement légèrement supérieur. Je propose donc. 5.500 florins pour la première et 6.500 florins pour la seconde.

A cet égard, je dois mentionner q 'un membre de la Cour a suggéré qu'un fonctionnaire, originaire d'un pays de langue espagnole, devrait être ajouté au personnel permanent de la Cour. Il est certain que le concours de ce fonctionnaire serait très utile en certaines circonstances ; mais, étant donné mes instructions d'élaborer un projet comprenant le personnel le plus réduit possible, je dois avouer que je ne considère pas la présence permanente au Secrétariat d'un fonctionnaire de langue espagnole comme indispensable. L'une des connaissances exigées pour le poste de secrétaire-rédacteur sera, sans aucun doute, une connaissance de l'espagnol permettant de traduire cette langue en français et en anglais.

Le travail administratif, à l'exception de celui qui est lié à l'organisation de la Cour en elle-même, peut se diviser en trois catégories: comptabilité; locaux et matériel ; dactylographie et ronéographie. Je crois qu'il serait possible de concentrer tout ce travail aux mains d'une seule personne que j'appellerais chef de chancellerie. Le chef de chancellerie serait responsable vis à vis du Greffier

a) de la bonne tenue de la comptabilité,

b) de l'entretien du matériel appartenant à la Cour,

c) de la fourniture de papeterie, etc.,

d) de la dactylographie, de la ronéographie, de l'impression et de la correction des épreuves.

Ce fonctionnaire qui remplirait des fonctions importantes, quoique d'ordre secondaire, pourait être assimilé aux membres de section, classe B. Ces membres de section ont un traitement annuel qui s'élève, par augmentations annuelles de 800 frs., de 13.700 frs. à 19.000 frs. Je proposerais de donner au chef de chancellerie un traitement de début de 7.000 florins.

Le chef de chancellerie devrait avoir un adjoint permanent pour la tenue de la comptabilité et pour la correction des épreuves. La présence de cet adjoint serait également conforme au désir exprimé par le Directeur financier de la Société des Nations, qui tient à être matériellement certain que la comptabilité de

assist them. The President having alr ady a private secretary, his lady secretary need only be a well-trained shorthand typist. The Registrar's secretary, on the other hand, should possess some further qualifications, above all, practice and ability in such secretarial work as drafting, filing and indexing. Lady secretaries in the permanent Secretariat usually obtain 10.500 francs a year. In the circumstances to which I have just referred, I think it would be proper to give the President's lady secretary a slightly smaller salary and the Registrar's lady secretary a slightly higher salary. I should propose the sums of 5.500 and 6.500 florins.

In this connection, I would mention that one member of the Court has suggested that a member of Spanish speaking nationality should be added to the permanent staff of the Court. While fully appreciating that the assistance of such a member would in certain circumstances be useful, I must, having regard to my instructions, which were to draw up a scheme for a minimum staff, admit that I do not consider the permanent presence of a Spanish speaking member of the Secretariat as indispensable. On of the qualifications required for the posts of editing secretaries will no doubt be ability to translate Spanish into French and English respectively.

The administrative work, except that connected with the organisation of the Court as such, can be divided into three categories : accounts ; premises and material ; typing and duplicating. I think it would be possible to centralise all this work in the hands of one person, whom I would call *chef de chancellerie*. He would be responsible to the Registrar

a) for the keeping of accounts,

b) for the upkeep of property belonging to the Court,

c) for the supply of stationery and the like, and finally,

d) for typing, duplicating and printing, including proof-reading.

This official, who would fulfil important, although minor duties, could be assimilated to members of section, Class B. Such members of section receive salaries, increasing by 800 francs a year, from 13.700 francs to 19.000 francs. I suggest that a commencing salary of 7.000 florins a year be given.

The *chef de chancellerie* would have to be given a permanent assistant for keeping the accounts and for proof-reading. The presence of such an assistant would also be in conformity with the wishes expressed by the Financial Director of the League of Nations, who desires a practical assurance that the accounts of the

la Cour sera tenue conformément au système adopté par le Secrétariat de la Société. Dans ce but, l'adjoint en question devrait avoir été mis au courant de son travail à Genève avant d'être nommé ici. Je propose qu'on lui donne un traitement correspondant à celui de commis de première classe au Secrétariat de la Société, c'est à dire, 5.000 florins par an.

Les archives de la Cour constituent naturellement une des sections les plus importantes du Greffe. Ce service devrait être confié à un fonctionnaire spécial, entraîné particulièrement à cet effet. Une dame, qualifiée pour ce travail, a été engagée temporairement pour une période de deux mois qui se terminera fin mars, à un salaire de 5.000 florins par an. J'estime que l'on pourrait prolonger son engagement si elle est d'accord, sinon on pourrait engager une autre personne également qualifiée. Je crois, en outre, qu'après l'expiration de la période d'essai de deux mois, le traitement d'archiviste devrait être un peu supérieur à celui d'un commis de première classe et atteindre, par exemple, 6.000 florins par an, ce qui correspondrait mieux à l'importance de ce poste.

Outre les deux dames secrétaires déjà mentionnées, il sera nécessaire d'avoir deux sténo-dactylographes bilingues, en même temps chargées de la ronéographie, attachées au personnel permanent de la Cour, et dont la langue maternelle serait, pour l'une, l'anglais, et pour l'autre, le français. Le Greffier doit s'attendre à recevoir à tout moment, des requêtes relatives à des affaires et à des points soumis à la Cour, dont il aura à s'occuper et qui comporteront un travail considérable de rédaction, de copie et de ronéographie. Il est à prévoir que les deux sténo-dactylographes en question ne suffiront pas. Mais en tous cas, il est nécessaire d'avoir présentes des personnes qui puissent guider et diriger le travail d'un personnel temporaire. De plus, il y aura très probablement une quantité considérable de travail courant quotidien. L'archiviste aura besoin d'aide, entre autres, pour établir les fichiers des archives, travail qui s'effectuera principalement dans l'intervalle entre les sessions de la Cour. Les deux sténo-dactylographes en question devraient donc être tout à fait qualifiées pour leurs fonctions et de plus, avoir les capacités et la bonne volonté nécessaires pour s'acquitter de travaux en dehors de leur spécialité propre. Je propose donc qu'on leur donne à chacune un traitement annuel de 5.000 florins.

A cet égard, je me permets d'indiquer que je me suis demandé si deux sténographes, l'un français et l'autre anglais, devraient ou non être attachés à la Cour d'une façon permanente. Conformément aux instructions que j'ai reçues et qui m'obligent à essayer de réaliser les plus grandes économies, je crois ne pas devoir insister pour l'engagement permanent de fonctionnaires de ce genre. Si un préavis de cinq jours par exemple, était donné avant le commencement de la procédure (même sommaire ou devant une Chambre spéciale) je serais à même

Court will be kept in conformity with the system adopted by the Secretariat of the League. For this purpose, the assistant in question should be trained in the Geneva Secretariat before being appointed here. I suggest that he be given a salary corresponding to that of senior clerical assistants in the League Secretariat, say 5.000 florins a year.

The archives of the Court constitute of course one of the most important departments of the Registry. A special person, with special training, should be in charge of these. A lady with good qualifications for the work was engaged temporarily for a period of two months, which will terminate at the end of March, and at a salary of 5.000 florins a year. I think that her appointment should be prolonged, if she is prepared to accept; if not, another person with similar qualifications should be engaged. I consider moreover that, after the expiration of the probationary period of two months, the archivist's salary should be raised from the level of that of a senior clerk to, say, 6.000 florins a year, which will correspond more nearly to the importance of the duties connected with the post.

Besides the two lady secretaries already referred to, it will be necessary to have two bi-lingual shorthand-typists, who would at the same time be roneo-operators, attached to the permanent staff of the Court — one of English-speaking and one of French-speaking origin. The Registrar is obliged to be prepared at any time to receive and deal with applications containing cases and other questions for submission to the Court, which will entail a considerable amount of drafting, copying and duplicating work. It is probable that the two shorthand typists in question will not suffice; but at all events it is necessary to have persons present who can instruct and direct the work of temporary staff. Moreover, there will, in all probability, be a considerable amount of current daily work. Finally, the Archivist will need clerical assistance in indexing the archives, which work will mainly be carried out between the sessions of the Court. The two shorthand typists in question should consequently be extremely well qualified, and willing and capable to do work outside their particular sphere. I therefore propose that they should be given a salary of 5.000 florins a year each.

In this connection, I beg to point out that I have been in doubt whether verbatim reporters, one French and one English, should be permanently attached to the Court or not. According to my instructions, which compel me to try to realise the strictest economy, I feel that I should not press for the permanent appointment of such officials. If notice of, say, five days is given before the opening of proceedings (even in the case of summary proceedings or proceedings before a special Chamber), I shall be able to arrange for verbatim

de prendre les dispositions nécessaires pour que des sténographes se trouvent à la Haye en temps voulu.

Le personnel doit enfin comprendre un messager exclusivement aux ordres de la Cour. Le messager en question devrait être une personne de toute confiance et possédant au moins une connaissance élémentaire du français et de l'anglais, outre le hollandais. Etant donné ces raisons, je proposerais pour lui un traitement de 2.500 florins par an.

Dès que le projet ci-dessus aura été approuvé par la Cour, avec ou sans modifications, je prendrai les mesures nécessaires n vue des contrats à conclure avec les différents centres pour le personnel temporaire nécessaire. Ces contrats seront établis de façon à obtenir le meilleur personnel possible aux conditions les plus avantageuses pour le budget de la Cour.

Je joins à la présente note une liste des postes qui, je crois, devraient être pourvus immédiatement, ainsi que les traitements que je propose pour chacun d'eux.

La Haye, 9 février, 1922.
(signé) HAMMARSKJÖLD.

Personnel de la Cour permanente de Justice internationale. Liste des postes proposés avec traitement afférent à chacun de ces postes.

	Florins.
Un secrétaire particulier du Président . . .	7.500
Un secrétaire-rédacteur, de langue anglaise .	12.500
„ „ „ „ „ française .	12.500
Une dame secrétaire du Président	5.500
„ „ „ du Greffier	6.500
Un chef de chancellerie	7.000
Un comptable	5.000
Un archiviste	6.000
Une sténo-dactylographe bilingue, orginaire d'un pays de langue française	5.000
Une sténo-dactylographe bilingue, originaire d'un pays de langue anglaise	5.000
Un messager	2.500
Total :	75.000

Note : Les dépenses totales concernant les traitements du personnel permanent, le Greffier y compris, se monteront donc à environ 100.000 florins par an.

reporters to be available at the Hague in sufficient time.

Finally, the staff must be completed by the addition of a messenger, who must be entirely under the orders of the Court. The messenger in question should be a person in whom entire confidence can be placed and who has a certain, at least elementary, knowledge of French and English, in addition to Dutch. In these circumstances, I beg to recommend that he be given a salary of 2.500 florins a year.

As soon as the above scheme has been approved by the Court, with or without modifications, I will take the necessary steps for concluding contracts with the various centres for the supply of temporary staff. Such contracts will be made out with a view to obtaining the best possible staff, on the most advantageous conditions.

I attach to the present note a list of the posts which should, in my opinion, be immediately filled, together with the salaries which I recommend in each case.

The Hague, February 9th, 1922.
(signed) HAMMARSKJÖLD.

Staff of the Permanent Court of International Justice. List of posts suggested with salaries attached thereto.

	Florins.
Private secretary to the President	7.500
One editing secretary of English-speaking origin	12.500
One editing secretary of French-speaking origin	12.500
One lady secretary to President	5.500
„ „ „ „ Registrar	6.500
„ chef de chancellerie	7.000
„ accountant	5.000
„ archivist	6.000
„ bi-lingual shorthand-typist of French-speaking origin	5.000
„ bi-lingual shorthand-typist of English-speaking origin	5.000
„ messenger	2.500
Total :	75.000

Note: The total expenditure for salaries of the permanent staff, including the Registrar, would thus amount to about 100.000 florins a year.

ANNEXE 31.

Programme de l'ouverture solennelle de la Cour.

(15 février 1922).

Entrée des membres de la Cour.

Arrivée de LL. MM. la Reine des Pays-Bas et la Reine-Mère, et de S. A. R. le Prince Consort.

Lecture par le Greffier de l'article 20 du Statut de la Cour, concernant l'engagement solennel à prendre par les juges.

Prise de l'engagement solennel par chaque juge.

Discours de S. Exc. M. de Cunha, représentant le Conseil de la Société des Nations.

Discours de Sir Eric Drummond, Secrétaire général de la Société des Nations.

Discours de S. Exc. M. van Karnebeek, au nom du Gouvernement néerlandais.

Discours du Bourgmestre de la Haye, au nom de la Municipalité.

Discours de M. Loder, Président de la Cour.

Départ de Leurs Majestés et de Son Altesse Royale.

Sortie de la Cour.

Réception par les membres de la Cour. Thé.

ANNNEX 31.

Programme of the official opening of the Court.

(February 15th, 1922).

Entry of the members of the Court.

Arrival of their Majesties the Queen of the Netherlands and the Queen Mother and of H. R. H. the Prince Consort.

The Registrar reads Article 20 of the Court Statute concerning the solemn declaration to be made by judges.

Declaration by each judge in turn.

Speech by H. E. M. da Cunha, representing the League of Nations.

Speech by Sir Eric Drummond, Secretary General of the League of Nations.

Speech by H. E. M. van Karnebeek, on behalf of the Dutch Government.

Speech by the Burgomaster of the Hague, on behalf of the Municipality.

Speech by M. Loder, President of the Court.

Departure of Their Majesties and of His Royal Highness.

Departure of the judges.

Reception by the members of the Court, and tea.

ANNEX 32.

Discours de S. Exc. M. da Cunha.

Majestés,
Altesse Royale,
Excellences,
Mesdames,
Messieurs.

Profondément honoré par l'invitation qui m'a été faite de venir vous apporter ici le salut du Conseil de la Société des Nations, je ressens une inexprimable émotion en prenant la parole devant une si auguste Assemblée. Pour la première fois dans l'histoire, les hommes ont réussi à constituer enfin, après bien des efforts, une Cour permanente de Justice internationale. Ceci est un évènement tellement considérable, qu'il est difficile à première vue d'en mesurer l'immense portée. La date du 15 février 1922 sera une des grandes dates des annales de la justice humaine, la souvenir de la cérémonie à laquelle nous assistons restera profondément gravé dans la mémoire de tous.

En ma qualité de membre du Conseil de la Société des Nations, je tiens d'abord à vous exprimer la joie que j'éprouve à représenter ce haut organisme dans le pays asile historique de la liberté religieuse et politique, foyer élu de la justice internationale. Mais en ma qualité de représentant du Gouvernement brésilien, ma joie est amoindrie par l'absence de mon compatriote, M. Ruy Barbosa, à qui a échu également l'insigne honneur de siéger parmi vous. Il vous aurait bien mieux que moi fait comprendre qu'à cette heure, non seulement le Brésil, mais toute l'Amérique, a les yeux fixés sur la Haye.

Je ne vous redirai pas ici avec quel zèle et quelle ardeur tous les Membres de la Société des Nations ont collaboré, au cours des deux dernières années, à l'édification de ce grand monument de justice qu'aujourd'hui nous inaugurons.

Sur le grand et jeune continent américain, sans doute bien moins éprouvé par la guerre que votre vaillante Europe, l'idée de justice internationale est peut-être plus vigoureuse et plus vivace que partout ailleurs. Les peuples du nouveau monde se sentent instinctivement attirés par ce haut idéal, dont la réalisation qui aujourd'hui s'accomplit sous nos yeux, nous protégera contre les abominables catastrophes dont l'histoire est remplie.

Vous n'ignorez pas que, reprenant le projet des jurisconsultes, qui prévoyait la juridiction obligatoire de la Cour, les représentants latino-américains, lors de la première Assemblée de la Société des Nations, suscitèrent une longue et ardente controverse en faveur de

ANNEX 32.

(Translation).

Speech by H. E. M. da Cunha.

Your Majesties,
Your Royal Highness,
Excellencies,
Ladies and
Gentlemen.

I am deeply honoured at the invitation which I have received to bid you welcome here in the name of the Council of the League of Nations. I feel an indescribable emotion in speaking before so august an assembly. For the first time in the course of history, men have finally succeeded, after many efforts, in establishing the Permanent Court of International Justice. This is an event of such great importance that it is at first sight difficult to estimate its full significance. The 15th of February, 1922, will be one of the great days in the annals of human justice. The remembrance of the ceremony at which we are at present here will remain deeply engraved upon the minds of all.

In my capacity as member of the Council of the League of Nations, I desire first of all to assure you of the great satisfaction which it gives me to represent that important body in this country, which has been throughout history the home of religious and political freedom, the chosen dwelling-place of international justice. But in my capacity as representative of the Brazilian Government, I at the same time much regret the absence of my compatriot M. Ruy Barbosa, who has been honoured with the distinction of a place amongst you. He would have been far better able than I am to assure you that at this moment the eyes not only of Brazil, but of all America are fixed upon the Hague.

I will not here remind you of the ardour and enthusiasm with which all the Members of the League of Nations have worked together during the past two years for the establishment of this great monument of justice which we are to-day inaugurating.

In the great, young, American Continent, which has no doubt suffered much less from war than gallant Europe, the idea of international justice is perhaps stronger and more living than in any other part of the earth. The people of the New World feel instinctively attracted towards this high ideal, which is to-day accomplished before our eyes, and through which we hope to find protection from the terrible catastrophes with which the pages of history are filled.

You are no doubt aware that at the First Assembly of the League of Nations the representatives of Latin America reverted to the proposal of the Jurists, to the effect that compulsory jurisdiction should be given to the Court, and that there arose long and earnest discussions

l'arbitrage obligatoire. Je suis heureux de pouvoir dire que l'honneur de trouver la formule transactionnelle qui mit d'accord les deux parties, revient à la Délégation du Brésil, étant donné qu'il fut décidé alors, à sa proposition, que bien que la compétence de la Cour ne fût pas obligatoire, son protocole de ratification contiendrait une clause facultative permettant aux Etats d'accepter réciproquement la juridiction obligatoire de la Cour, pour telle catégorie de litiges.

Dix-huit Etats ont déjà signé ce protocole, et j'espère qu'à la liste, déjà longue, viendront s'ajouter prochainement, à côté des Pays-Bas, du Danemark, de la Suède, de la Norvège, de l'Uruguay, de la Suisse, les noms des Grandes Puissances. Mais que le désir de voir toute l'humanité franchir cette dernière étape et s'engager à la juridiction obligatoire ne nous empêche pas d'apprécier hautement le chemin qui a été parcouru. Si nous ne touchons pas encore au sommet, nous en sommes au moins très proches. La Cour est constituée ; nous l'inaugurons aujourd'hui ; bientôt, elle tiendra ses premières assises. Constatons cet imposant résultat. Je voudrais que, dans cet immense concours d'acclamations universelles, dont les télégrammes de tous pays nous apportent en ce moment les échos, vous entendiez se détacher les voix des nations du Nouveau Monde, qui réalisent en vous leur plus cher idéal.

Dans notre orgueil de contempler l'édifice grandiose que l'humanité inaugure aujourd'hui, nous ne devons pas oublier de tourner notre regard vers ceux qui, depuis longtemps, en conçurent le projet audacieux, et, pendant des années, luttèrent pour lui avec une indomptable persévérance. Ces pensées m'assaillaient hier au moment où je quittais Paris et prenais congé de mon éminent ami, M. Léon Bourgeois, empêché de venir. Quelle joie ce grand lutteur pour la justice humaine et pour la moralité internationale aurait éprouvé aujourd'hui, s'il pouvait se rappeler au milieu de nous, les Conférences de 1899 et de 1907, et les rudes combats qu'il dût soutenir avant de voir briller cette journée.

Songeant à lui, je devrais aussi évoquer le nom de tous mes collègues du Conseil de la Société des Nations qui, lentement, sûrement, ont mené à bien cette tâche incomparablement difficile de l'institution de la Cour de Justice. Pour mesurer l'importance de leur labeur, il faut se souvenir que toutes les tentatives précédentes avaient échoué, et que les Conférences, réunies dans cette ville prédestinée, bien qu'ayant abouti à la const tution d'une Cour permanente d'Arbitrage, n'avaient pas rendu possible l'établissement d'une juridiction suprême pour les litiges internationaux. Ces efforts, si méritoires qu'ils furent, n'auraient pu aboutir. Ils étaient venus trop tôt. Une tâche pareille était, en effet, trop démesurée, pour que le génie et la bonne volonté de quelques hommes pussent l'exécuter. Pour réussir, il fallait que ces croyants de la justice humaine ne possédassent pas seulement l'enthousiasme et la science, mais aussi un puis-

in favour of compulsory arbitration. I am happy to be able to state that the honour of suggesting the compromise which both parties were able to accept, belongs to the Brazilian Delegation, on whose proposal it was decided that, although the jurisdiction of the Court should not be compulsory, an optional clause should be included in the Protocol of Ratification, permitting States reciprocally to accept the compulsory jurisdiction of the Court, in any particular class of disputes.

Eighteen States have already signed this Protocol, and I hope that to the already long list will soon be added the names of the Great Powers, in addition to those of Holland, Denmark, Norway, Sweden, Uruguay and Switzerland. But the desire to see this last stage accomplished, and compulsory jurisdiction accepted by the whole of humanity, must not prevent us from appreciating at its full value the work that has already been done. Though we have not yet reached the summit, we are at least very near it. The Court is constituted ; to-day we celebrate its inauguration ; soon it will be holding its first Session. Let us take due note of this impressive result. I desire that amidst the general acclamation echoed in telegrams from all countries of the world, you should be able to distinguish the voices of the nations of the New World, whose dearest ideal is this day accomplished here.

Our pride in contemplating the noble institution which humanity is this day inaugurating, must not cause us to be forgetful of those who long ago conceived this bold idea, and struggled for it through long years with indomitable perseverance. This was borne in upon me yesterday when I left Paris, and was bidding adieu to my eminent friend, M. Léon Bourgeois, who was unable to come here to-day. How great would have been the satisfaction of this noble champion of human justice and international morality, if he had to-day been able to stand in your midst, and call to mind the Conferences of 1899 and 1907, and the hard struggles through which he had to pass before he saw the brightness of this day.

Together with M. Bourgeois, I should also made mention of all my colleagues on the Council of the League of Nations, who slowly and surely have accomplished this extraordinarily difficult task of establishing the Court of Justice. In order to appreciate the importance of their work, you must remember that all previous attempts had been fruitless, and that the Conferences assembled in this chosen city, although they resulted in the constitution of a Permanent Court of Arbitration, had not rendered possible the establishment of a Supreme Tribunal for the trial of international disputes. These efforts, admirable though they were, were not destined to achieve their aim. The time was not yet ripe. Such a task was, too great to be accomplished by the genius and good-will of a few men. For success, these faithful believers in human justice required not only wisdom and enthusiasm, but also powerful international

sant mé anisme international permettant d'aplanir les difficultés, d'atténuer les rivalités, et de grouper avec souplesse vers un but unique, les énergies des gouvernements et des peuples. Il fallait la venue de la Société des Nations. C'est grâce à elle que nous sommes réunis aujourd'hui dans cette enceinte. C'est grâce aux outils qu'elle a mis dans nos mains que nous pouvons aujourd'hui, d'un oeil tranquille, contempler le bâtiment achevé.

Puisque cette Cour permanente de Justice internationale est l'oeuvre de la collaboration féconde du Comité des Juristes qui se réunit à la Haye en 1920, du Conseil de la Société des Nations et des deux premières Assemblées, il y aurait presque mauvaise grâce à faire ici l'éloge de la Société des Nations. A quoi bon rappeler les grands résultats qu'elle a déjà obtenus, dans le grand champ de la collaboration internationale, dans le domaine politique où elle a pacifiquement réglé de très graves conflits ; dans le domaine économique où sa conférence de Bruxelles reste comme un exemple que nul n'a encore pu surpasser ; dans le domaine humanitaire où après avoir rapatrié, il y a un an, 400.000 prisonniers de guerre, elle lutte aujourd'hui avec passion contre tant de maux qui menacent l'Europe et les autres pays de monde. Le plus bel éloge n'est-il pas ce fait de nous voir réunis ici ? D'ailleurs, je suis sûr que mes collègues m'en voudraient presque si je prétendais ne voir dans cette manifestation grandiose qu'un des plus grands succès de la Société des Nations. On ne travaille pas au Conseil sans en subir une certaine empreinte ; on y acquiert peu à peu l'habitude de se dégager des considérations personnelles et nationales, de s'affranchir des groupements plus ou moins vastes auxquels, par son origine et par son génie, on appartient. On finit par considérer l'humanité dans son ensemble.

On a reproché parfois à la Société des Nations de ne pas être universelle. Y-a-t-il jamais eu de réunion plus universellement humaine que celle à laquelle nous sommes conviés aujourd'hui ? Presque tous les Etats du monde ne sont-ils pas représentés à cette heure dans cette enceinte ? Ne serons-nous pas tous ici demain ?

Oui, c'est de cette universalité, de cette humanité, pour ainsi dire, que nous sommes fiers, à la Société des Nations. Maintenant que l'oeuvre qui semblait impossible est achevée, ne craignez pas que le Conseil ou l'Assemblée prétendent, en quoi que ce soit, étendre sur vous leur égide, puisque dorénavant, c'est au nom de l'humanité tout entière que la Société des Nations voudrait que vous puissiez juger.

machinery enabling them overcome difficulties, to diminish rivalries and skilfully to unite the energies of Governments and Peoples for the achievement of a common purpose. What was required was the League of Nations. It is thanks to the League that we are assembled here to-day. It is thanks to the machinery with which the League has supplied us that we can look with calm satisfaction on the edifice that has been completed.

Since this Permanent Court of International Justice is the fruit of the labours of the Committee of Jurists which met at the Hague in 1920, of the Council of the League of Nations and of the two first Assemblies, it is perhaps out of place at this moment to sing the praises of the League of Nations. What need is there to remind you of the great results which it has already accomplished in the wide field of international collaboration : in the political field, where it has secured the peaceful settlement of very serious disputes ; in the economic field where the Conference at Brussels remains an example yet unsurpassed ; in the humanitarian field, where, after repatriating 400,000 prisoners of war a year ago, it is still struggling against the many evils which threaten Europe and the other countries of the world ? Can there be a greater tribute to the League than the fact that we are assembled here ? I am however certain that my colleagues would hardly approve were I to adopt the attitude of regarding this great event as merely one of the principal successes of the League of Nations. It is impossible to take part in the work of the Council without becoming to some extent imbued with its spirit ; one acquires little by little the habit of freeing oneself from personal and national considerations and, breaking away from the larger or smaller groups to which by origin and by natural aptitude one belongs, one comes to consider mankind as a whole.

A reproach has sometimes been levelled at the League of Nations because it is not universal. Has there ever been a meeting of more universal interest to mankind than that in which we are taking part to-day ? Are not nearly all the States of the world represented in this building to-day ? Shall we not all be represented here ere long ?

We of the League of Nations are proud of this universal — one might almost say — this humaninterest. Now that the task which seemed impossible has been achieved, do not fear that the Council or the Assembly intend in any way to exercise authority over you ; for henceforth the League of Nations desires you to deliver judgment on behalf of all mankind.

ANNEXE 33.

(*Traduction.*)

Discours de Sir ERIC DRUMMOND, Secrétaire général de la Société des Nations.

La Cour permanente de Justice internationale doit sa création à l'article 14 du Pacte. Aux termes de cet article, le Conseil de la Société était chargé de préparer un projet de Cour permanente, et de la soumettre aux Membres de la Société. Le Conseil a toujours considéré comme étant de la plus haute importance la mission que lui assignait ainsi le Pacte, et à l'une de ses premières sessions, il a invité un certain nombre des juristes les plus éminents de monde, à se réunir pour l'aider de leurs avis en vue de la constitution de ce grand organisme international.

Je n'ai guère besoin de vous rappeler les noms de ces personnalités distinguées : l'une d'elles vient d'être élue aux hautes fonctions de Président de la Cour. Mais je m'en voudrais de ne pas rappeler le fait bien connu, que le projet adopté par ce Comité, a été en majeure partie conçu par le grand juriste international, M. Root. Le projet adopté à l'unanimité par le Comité des Juristes fut soumis au Counseil, où il fit l'objet d'un examen approfondi. M. Bourgeois, qui s'est toujours montré l'ardent défenseur de l'idéal que devait représenter cette Cour, fut, parmi les membres du Conseil, celui qui s'occupa tout particulièrement de cette tâche.

A la suite de cet examen, un projet, quelque peu modifié dans le détail, mais identique dans ses grandes lignes, fut présenté à la première Assemblée, avec l'heureux résultat qu'une Convention fut rédigée et qu'un nombre suffisant d'Etats Membres de la Société la ratifièrent, assez tôt pour permettre l'élection des juges lors de la seconde Assemblée.

Ainsi, moins de deux ans après la création de la Société des Nations, une Cour permanente de Justice internationale a été instituée, et l'idéal que, depuis de nombreuses années, le monde s'efforçait en vain d'atteindre, s'est trouvé enfin réalisé.

Je ne veux pas rappeler les difficultés qui se produisirent ici même, en 1907, lorsque des propositions concrètes furent faites en vue de l'établissement d'une Cour de ce genre. Le projet formulé alors, échoua malheureusement sur la question du mode d'élection des juges. La création ultérieure de la Société des Nations, avec ses deux organes essentiels, l'Assemblée et le Conseil, résolut la difficulté.

Certains de mes collaborateurs, lors de la dernière Assemblée, m'exprimaient leurs craintes que l'élection des juges ne se prolongeât pendant 10 en 15 jours au moins, et les plus optimistes s'attendaient à voir les élections se poursuivre pendant une semaine entière.

ANNEX 33.

Speech of Sir ERIC DRUMMOND, Secretary General of the League of Nations.

The Permanent Court of International Justice owes its establishment to Article 14 of the Covenant. According to that Article the Council of the League of Nations was to formulate and submit to the Members of the League for adoption plans for the establishment of a Permanent Court. The Council always considered that the duty thus laid upon them by the Covenant was of primary concern, and at one of their earliest meetings they invited certain of the most eminent jurists in the world to come together for the purpose of advising on the constitution of this great international organ.

I need not perhaps remind you of the names of these distinguished men. One of them has recently been elected to the proud position of President of the Court. But it would not be right to pass over in silence the well-known fact that the scheme adopted by this Committee was largely conceived by that great international lawyer — Mr. Root. The plan which the Committee of Jurists had unanimously adopted was placed before the Council. It was the subject of careful consideration there, and M. Bourgeois — who has always enthusiastically supported the ideal of such a Court — became the member of the Council chiefly identified with the work.

As a result of the Council's consideration, the scheme — somewhat modified in detail, but the same in its broad outline — was submitted to the First Assembly, with the happy result that a Convention was drawn up and that a sufficient number of the States Members of the League ratified this Convention in time to allow of the election of judges at the Second Assembly.

Thus, within less than two years of the creation of the League of Nations, a Permanent Court of International Justice has been founded, and an ideal which the world has strived vainly to reach for many years past, has been at last achieved.

I need not refer to the difficulties that occurred here in 1907 when definite proposals were made for the establishment of a Court of this kind. Unfortunately the scheme then formulated broke down on the question as to how the judges were to be elected. The subsequent creation of the League of Nations, with its two constituent bodies — the Assembly and the Council — solved the difficulty.

Some of my collaborators at the last Assembly warned me that the election of the judges was likely to continue for at least ten days or a fortnight, and the most sanguine expected that there would be a full week of elections. I am happy to say that these prognostics were com-

Je suis heureux de déclarer que ces pronostics ne se réalisèrent pas et que tous les juges, titulaires et suppléants, furent élus en l'espace de deux jours. Ceci montre combien les auteurs du système adopté furent heureusement inspirés.

L'institution définitive de la Cour complète les organisations de la Société envisagées par le Pacte. Elle est manifestement, et restera, j'en suis sûr, la création la plus importante de la Société. Un organe judiciaire international, entièrement soustrait aux ingérences politiques, et complètement indépendant, quant à ses décisions, de toute assemblée politique, est enfin constitué. Quoiqu'il doive son autorité à la Société, ses arrêts ne sauraient, en aucune manière, être influencés ou révisés soit par le Conseil, soit par l'Assemblée. Les rapports entre la Cour et la Société sont analogues à ceux qui existent en Angleterre et ailleurs entre les tribunaux et le gouvernement ; les juges sont nommés par l'Etat, mais ils sont inamovibles. Le gouvernement ne peut intervenir auprès des tribunaux, ni leur donner des ordres. Bien plus, les cours de justice peuvent rendre des arrêts sur les actes de l'Etat même, quoique ce soit du gouvernement de l'Etat qu'émane en dernier ressort leur autorité

En ma qualité de Secrétaire général de la Société, j'ai cru devoir borner mes remarques à certains côtés des rapports entre la Cour et la Société. A ce titre, je voudrais dire aussi la fierté qu'a éprouvée le Secrétariat lorsqu'un de ses membres les plus éminents, a été élu aux hautes fonctions de juge. Il n'en saurait exister de plus importantes dans la vie internationale. Vous nous avez également fait l'honneur de choisir un Greffier parmi nous. Je suis certain que vous ne regretterez jamais votre choix : c'est plutôt à moi, qu'à un point de vue tout égoïste, il appartient d'en exprimer des regrets.

Cette séance solennelle d'ouverture est un véritable évènement historique. La marche de l'humanité a été marquée par diverses étapes bien nettes ; l'ouverture de la Cour en est une, et non des moindres. Nous croyons même, et nous espérons, qu'elle en sera la plus importante. L'idéal auquel visent, je pense, tous les hommes de bonne volonté, est de voir le Droit régner non seulement sur les nations, prises individuellement, mais aussi sur le monde tout entier. La route que suit l'humanité est encore enveloppée de brumes, mais des lueurs percent ça et là et éclairent le chemin. La création de la Cour est un de ces rayons, et quand les ténèbres seront enfin dissipées, ce rayon, qui émane du soleil de la Justice, n'en brillera qu'avec plus d'éclat sur toutes les nations civilisées.

pletely. falsified, and that all the judges and the deputy-judges were elected in the space of two days. This constitutes a great tribute to the ingenuity of those who devised the present plan.

The definite establishment of the Court completes the organisations of the League as laid down under the Covenant. It is clearly the greatest and will, I believe, be the most important creative act of the League. At last an international judicial body is established which is entirely free from all political control and entirely unfettered as to its decisions by political bodies. Although it derives its authority from the League, its judgments are in no way subject to advice or revision by the Council or by the Assembly. The relation between the Court and the League is similar to that which exists between the Courts and the Government in England, and elsewhere. The judges are appointed by the State, but the State cannot remove them. There can be no dictation or interference by the Government with Courts. Indeed, the Courts can give decisions on what the State itself has done, though ultimately the authority of the Courts derives from that very Government.

As Secretary General of the League, I have thought it right to confine my remarks to certain aspects of the relationship of the Court to the League, and in this capacity I should like to add how much honoured we of the Secretariat felt when one of our most prominent members was elected to the high position of judge. There can be no greater post in international life. You have also done us the honour of choosing a Registrar from our ranks. I feel certain that you will never regret this selection, though frankly, I am bound to do so from a selfish point of view.

The public and solemn opening of the Court is indeed an historic occasion. There have been various well-distinguished marks in the progress of mankind. The opening of the Court is not the least of these. Indeed, we believe and hope that it will prove the greatest. After all, the ideal to which I presume all men of good-will look forward is that not only individual nations but the whole world shall be ruled by law. The path of world progress lies at the present time enshrouded in fog, but here and there glimpses of light are breaking through and illuminating the way. The definite foundation of this Court is such a ray, and when the gloom is finally dispersed, this ray, since it emanates from the sun of justice, will only shine the more brilliantly on all civilised nations.

ANNEXE 34.

Discours de S. Exc. M. Van Karnebeek, Ministre des Affaires étrangères.

Majestés,
Altesse Royale,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Qu'il me soit permis au nom du Gouvernement royal de saluer la Cour permanente de Justice internationale réunie aujourd'hui en séance solennelle.

Je le fais au nom de la Nation néerlandaise qui éprouve une émotion profonde à la pensée de la signification morale et politique de l'acte historique qui s'accomplit à cette heure. Emotion à laquelle se mêle le sentiment de fierté et de reconnaissance qui s'inspire de l'honneur que les Puissances réunies dans la Société des Nations ont rendu aux Pays-Bas en établissant la Cour permanente de Justice internationale sur son sol.

C'est avec l'intérêt le plus vif que le peuple néerlandais a suivi les développements successifs qui aboutirent à l'événement important que nous célébrons en ces lieux. Il se rappelle la Conférence des Puissances scandinaves, suisse et néerlandaise qui, il y a juste deux ans, se réunirent dans ce même Palais pour élaborer en commun un projet de statut pour une Cour de Justice. Il se souvient de la session de la Commission des Juristes qui suivit, et qui proposa la Haye à la Société des Nations comme siège de la Juridiction internationale. Et il garde le souvenir du jour où l'Assemblée de la Société des Nations, après avoir consacré auparavant le choix d'un geste unanime, éleva un jurisconsulte néerlandais éminent au rang de la plus haute magistrature que l'histoire ait jamais connue.

Mais ce n'est pas seulement de ces événements récents que la Nation néerlandaise subit l'impression généreuse. Sa pensée se porte vers le passé et s'arrête aux deux grandes conférences qui posèrent à la Haye les assises de la juridiction arbitrale. Et remuée dans le fond de son être, elle entend la voix de ses longues et vieilles traditions juridiques. Elle sent que c'est l'heure du droit mondial qui sonne et fait vibrer le souvenir des grands précurseurs qui ont façonné sa conscience. Elle comprend que c'est l'heure de Grotius et de Bynkershoek, vivants, ressusctiés, et, émue en face de la réalité de l'heure présente, elle s'incline devant leur oeuvre immortelle.

Soyez la bienvenue, Cour permanente de Justice internationale qui êtes appelée à accomplir votre mission élevée aux Pays-Bas. La sympathie entière du peuple qui vous entoure vous est acquise et ses voeux ardents vous font et vous feront toujours cortège.

Oh ! nous le savons bien que seuls ces voeux ne suffiront pas pour vous permettre de réaliser la pacification

ANNEX 34.

(*Translation*).

Speech of H.E. M. Van Karnebeek, Minister of Foreign Affairs.

Your Majesties
Your Royal Highness,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen :

In the name of the Royal Government, I desire to welcome the Permanent Court of International Justice which has to-day assembled in solemn session.

I do so in the name of the Dutch nation, which is profoundly moved by the moral and political significance of the historical event which is now taking place. With this emotion is mingled a feeling of pride and gratitude for the honour conferred upon the Netherlands by the Powers united in the League of Nations, by the establishment of the Permanent Court of International Justice on Dutch soil.

The Dutch nation has followed with the warmest interest the successive stages which have led to the important event which we are now celebrating. It recalls the Conference of the Scandinavian States, Switzerland and Holland, which met in this same Palace just two years ago, to collaborate in the preparation of a Statute for a Court of Justice. It remembers the subsequent session of the Committee of Jurists who proposed to the League of Nations that the Hague should be the seat of the International Tribunal. It will not forget the day when the Assembly of the League of Nations, after having unanimously endorsed the selection of the Hague, appointed an eminent Dutch jurist to be a member of the highest Court that history has ever known.

The Dutch nation, however, is not only mindful of these recent events ; its thoughts are turned towards the past, and it recalls the two great Conferences at the Hague which laid the foundations of the Court of Arbitration. It is profoundly stirred by memories of age-long legal tradition. The hour of universal justice is striking, and it awakens memories of those great predecessors who helped to form the national conscience, It realises that this is the hour of Grotius and of Bynkershoek, who have awakened to new life ; and deeply moved by the solemn importance of this moment, it pays respectful tribute to their immortal work.

We welcome you, Permanent Court of International Justice, who will fulfil your noble task on Dutch soil. The sympathies of the people of the Netherlands are yours, and its warmest wishes attend you and will ever go with you.

We are well aware that these wishes alone will not suffice to enable you to establish peace throughout the

universelle et que vous ne sauriez être responsable de l'avenir inconnu. Il ne suffit pas de créer des organes de justice pour assurer entre les nations le règne définitif du droit et de l'équité. Mais ce qui importe c'est que ces organes soient là, complets et prêts à rendre service au moment des divergences dangereuses. Ce qui importe, c'est qu'ils soient présents à l'esprit des gouvernements et des peuples dans une forme qui frappe et retient leur imagination. Et c'est à ce point de vue que l'institution de la Cour de Justice, manifestation concrète et vivante de la conscience internationale, constitue le progrès le plus remarquable que l'humanité dans sa marche ascendante ait réalisé dans le domaine du droit. Ce progrès, le monde le doit à la Société des Nations qui surmonta, avec le concours de l'éminent citoyen de la République américaine dans la Commission des Juristes, les difficultés qui tinrent en échec la seconde conférence de la Paix et qui se créa des titres de gloire et de mérite qui justifient son existence et la foi que nous avons dans son avenir. Je salue au nom du Gouvernement des Pays-Bas les dignes représentants de la Société des Nations à cette réunion historique en leur rendant hommage.

Majestés,
Altesse Royale,
Mesdames et Messieurs,

Dans un monde ébranlé par les suites d'une grande catastrophe, l'inauguration de la Cour de Justice apparait comme une étoile lumineuse à travers les ténèbres qui cachent à nos yeux un avenir indécis. C'est un évènement d'une signification profonde, portant à l'humanité, qui attend et espère, un message de progrès et d'assurance. Au milieu de la dislocation économique et politique qui persiste, nous levons aujourd'hui l'étendard de la solidarité morale de la communauté internationale. C'est un acte de foi ! C'est un acte de confiance dans la haute compétence et l'impartialité absolue des élus de la Société des Nations. Il vous appartient maintenant, Messieurs les juges, d'assurer par la sagesse de vos décisions suprêmes l'avenir de l'institution qui s'ouvre aujourd'hui. Votre responsabilité est d'autant plus grande que les Etats qui s'adresseront à vous pour obtenir la justice, auront renoncé au libre choix des juges, qui caractérise l'arbitrage établi à vos côtés sous le même toit. Mais cette responsabilité trouve son égale dans la grandeur même de votre fonction qui vous élève, en vous encourageant, au premier rang de l'humanité.

La Cour est là ! Qu'elle vive et réussisse dans sa tâche de bien, soutenue par l'esprit des peuples et par l'impératif catégorique des nécessités humaines.

world, and that you cannot be responsible for the unknown events of the future. It is not sufficient to establish the organs of justice in order to ensure the final triumph of law and equity between States. It is of the utmost importance, however, that these organs should exist and that they should be ready and available whenever dangerous disputes arise. It is essential that they should be ever present in the minds of Governments and peoples and that they should make astriking appeal to the imagination. It is from this aspect that the establishment of the Court of Justice, which is the living and concrete manifestation of the international conscience, constitutes the most remarkable step forward that humanity in its upward struggle has accomplished in the realm of law. For this progress the world is indebted to the League of Nations, which, with the help of that eminent citizen of the great American Republic who took part in the work of the Committee of Jurists, overcame the difficulties which thwarted the efforts of the second Peace Conference, and thus acquired a claim to merit and renown which justify its existence and the faith which we have in its future. In the name of the Netherlands Government, I bid a respectful welcome to the honoured Representatives of the League of Nations at this historic meeting.

Your Majesties,
You Royal Highness,
Ladies and Gentlemen.

In a world shaken to its foundations as the result of a gigantic disaster, the establishment of the Court of Justice appears like a bright star in the darkness which hides from our eyes the uncertainties of the future. It is an event of the greatest significance and one which brings to waiting and hoping humanity a promise of progress and security. In the midst of the economic and politicial dislocation which still prevails, we raise to-day the standard of moral solidarity between the nations. It is an act of faith ! It is an act of confidence in the high competence and in the absolute impartiality of the judges elected by the League of Nations. It is for you, gentlemen, judges of the Court to ensure by the wisdom of your supreme decisions a glorious future for the organisation which is inaugurated to-day. Your responsibility is the greater because the States, who will have recourse to you for justice, will have renounced the right of freely choosing their judges, an outstanding feature of the system of arbitration which exists side by side with you under this roof. But this responsibility is equalled by the greatness of your position, which is ever there as your incentive, and which entitles you to take your places among the foremost of mankind.

The Court is established. May it live and prosper in its noble task, upheld by the goodwill of the nations and the categorical imperative of human necessities.

ANNEXE 35

Discours prononcé par M. le Dr. J. A. N. Patijn, Bourgmestre de la Haye.

Majestés,
Altesse Royale,
Mesdames et messieurs,

Au moment où l'un des principaux résultats que la Société des Nations ait obtenus, un des résultats les plus directs, les plus positifs, est définitivement assuré ; au moment où un idéal déjà plus que séculaire mais longtemps considérée comme un rêve, se trouve être réalisé ; au moment où, pour autant que les contemporains puissent juger, un évènement s'accomplit qui semble être une étape dans l'histoire de l'humanité ; au moment enfin où la Cour permanente de Justice internationale va commencer ses travaux — la municipalité de la Haye demande à présenter à vous, Messieurs le Président et membres qui les premiers êtes appelés à en exercer les insignes fonctions, ses compliments et ses hommages cordiaux. Je vous souhaite la bienvenue non seulement de la part de la municipalité, mais au nom de la population en général. J'ose vous parler ainsi, parce que si j'ignore les motifs qui ont décidé les Puissances à choisir notre ville comme siège de ce tribunal, je n'ignore pas l'effet que ce choix a produit ici. Les manifestations ostentatoires ne sont pas dans les moeurs nationales ; le caractère hollandais est peu expansif, peu spontané. Mais je vous assure qu'au dessous de la surface tranquille, la satisfaction a été profonde et générale. Je crois qu'au fond de l'âme nationale, il y a une immense sympathie pour cette grande idée internationale qui est en train de se développer.

Certes, les circonstances locales n'ont pas été de nature, ces dernières vingt cinq années, à pousser le public dans la voie de l'idéalisme. Voilà que nous avons vu deux conférences de la Paix se réunir ici, suivies l'une et l'autre de grandes et terribles guerres. Depuis que ce Palais-ci est debout, baptisé un peu intempestivement Palais de la Paix, il n'a été témoin la plupart du temps que de guerres, et de révolutions plus effroyables encore.

Mais ceux que ces contrastes font désespérer, sont des critiques bien superficiels. Plus les évènements sont grands, plus ils ont de peine à naître. Nous ne désespérons pas, maintenant moins que jamais, parce que nous aimons à croire que du bouleversement universel auquel nous assistons, du changement profond de tant de rapports économiques, financiers, sociaux, de ce nouveau groupement des nations, résultera un nouvel ordre, plus harmonieux et plus heureux peut-être que l'ancien.

ANNEX 35.

(*Translation*).

Speech of Dr. J. A. N. Patijn, Burgomaster of the Hague.

Your Majesties,
Your Royal Highness,
Ladies and Gentlemen:

At the moment when one of the principal, the most direct, the most positive achievements of the League of Nations is definitely accomplished ; at the moment when the hopes of many centuries, long regarded as a dream, are now fulfilled ; when, so far as can be judged by contemporaries, an event is taking place which seems to form a landmark in the history of humanity ; when, in short, the Permanent Court of International Justice is about to enter upon its duties, the Municipality of the Hague desires to present its compliments and its sincerest respects to you, M. le President and Members of the Court, who are the first to be called to the distinguished office of judge. I bid you welcome, not only on behalf of the Municipality but also in the name of the whole population. I am emboldened to address you thus, because although I do not know the motives which led the Powers to choose our town as the Seat of this Tribunal, I know well the effect which that choice has produced here. Demonstration and display are not in accordance with our national character. The Dutchman is not demonstrative or impulsive. But I assure you that, beneath the tranquil exterior, the satisfaction here has been profound and general. I believe that in the depths of the people's hearts there is an immense sympathy for this great international idea which is in process of development.

No doubt the events which have taken place here during the past 25 years have not been calculated to inspire the public with idealism. We have seen two Peace Conferences assemble here, each followed by great and terrible wars. This Palace, baptised perhaps with undue haste, the Palace of Peace, has witnessed, throughout the greater part of the time which has passed since its erection, nothing but a series of wars and revolutions more terrible than wars.

But only very superficial critics are discouraged by these contrasts. The greater the event, the greater the difficulty which attends its birth. We do not despair, especially at this moment ; for we believe that from the general upheaval which we are now experiencing, from the fundamental changes which are taking place in the economic, financial and social relations of the world, from this new grouping of nations, there will arise a new order, more harmonious and, may

Nous voulons croire que dans ce système de demain, une justice internationale assurera aux peuples les mêmes bienfaits, qu'au temps jadis l'établissement d'une justice nationale a apporté aux sujets d'une même nation. Nour croyons enfin à l'avenir de la Cour permanente et vous felicitons de la tâche sublime, de la mission grandiose, qui vous a été confiée.

Notre part à nous dans cette grande oeuvre est bien modeste. Nous mettons à votre disposition ce que notre ville peut offrir d'agréable. Dans cette saison-ci, je vous invite à profiter de ce que la Haye possède de collections artistiques et scientifiques. Soyez les bienvenus à nos fêtes, à nos concerts, à nos réunions publiques. Plus tard ce sera l'air limpide de la plage qui vous rafraichira après les longues séances. Une promenade dans les petits bois de Schéveningue ou dans la forêt de la Haye vous donnera la tranquillité d'esprit dont vous pourrez avoir besoin. Mais surtout et principalement, soyez convaincus de la sympathie de la population qui vous entoure, qui forme les meilleurs voeux pour la bonne réussite de vos travaux et qui est heureuse et fière de ce que cette oeuvre d'importance mondiale doive s'accomplir sur le sol de la ville de la Haye !

be, happier than the old. We hope that under this future system an international justice will afford to the peoples the same benefits which, in days gone by, the establishment of a national system of justice afforded to the subjects of an individual nation. We have confidence in the future of the Permanenr Court, and we congratulate you up on the sublime task and the lofty mission with which you have been entrusted.

Our part in this great work is a very modest one. We place before you such attractions as our town can offer. At this season of the year, I beg you to take advantage of such artistic and scientific collections as the Hague possesses. We shall welcome you at our entertainments, our concerts, and our public meetings. Later on the mild sea air will refresh you after your long sittings. A walk in the woods of Scheveningen or the forest of the Hague will offer tranquility if you desire it. But first and above all, be assured of the good wishes of the people among whom you will live, who ardently desire the success of your labours, and are proud and happy that this work of world-wide importance is to be accomplished in the City of the Hague.

ANNEXE 36.

Discours de M. Loder, Président de la Cour permanente de Justice internationale

Majestés,
Altesse Royale,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, la naissance de la Cour est devenue une réalité. Pour la première fois, elle ouvre ses portes. Elle est heureuse de manifester la joie toute particulière qu'elle éprouve de ce que l'Auguste Souveraine de ces pays ait daigné honorer de Sa présence la séance solennelle d'ouverture.

La Cour Vous approche, Madame, avec le plus profond respect. Elle tient avant tout à exprimer devant Votre Majesté ses sentiments de grande reconnaissance pour l'hospitalité dans ses domaines, que, sur la requête de la Société des Nations, Elle a bien voulu accorder à la Cour. Car ce n'est pas le jeu du hasard si, aux différentes étapes qui ont précédé l'institution de cette Cour, ses fondateurs n'ont jamais hésité à désigner ce pays comme son véritable sol natal. Le jardinier qui va confier à la terre une plante précieuse, qu'il vénère et dont il veut assurer la croissance, cherche soigneusement le sol qui réunit les qualités favorables à ce développement. La Cour permanente de Justice internationale est semblable à cette plante précieuse ; son jardinier, c'est le monde entier, qui attend d'elle une ère nouvelle de bonheur : la floraison du Droit et de la Justice. Mais pour qu'elle puisse enfoncer ses racines, pour qu'elle puisse se développer et devenir un arbre au tronc solide, aux branches larges et fortes, et au feuillage épais sous l'ombre duquel se reposeront les peuples, il lui faut un sol fertile, pétri depuis des siècles par des sentiments d'ordre et de liberté : liberté de conscience et d'esprit, liberté d'action pour chacun, ordre qui respecte toujours le droit d'autrui, afin que cette liberté ne soit pas une formule vaine, mais une vivante réalité.

Ce sol, c'est par excellence, le coin de terre qu'on appelle la Hollande. Ce n'est pas le jeu du hasard non plus qui l'a fait choisir tant de fois pour le rendez-vous pacifique des nations. Pour le préparer, ce sol fertile, il a fallu des siècles, des siècles de lutte, de persévérance, de foi inébranlable dans l'avenir de liberté suprême. Or chose admirable ! l'histoire de Votre dynastie, Madame, c'est l'histoire de Votre peuple, à commencer par le Grand Taciturne, à poursuivre jusqu'à ce jour même.

ANNEX 36.

(*Translation.*)

Speech of M. Loder, President of the Permanent Court of International Justice.

Your Majesties,
Your Royal Highness,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen :

To-day the birth of the Court is an accomplished fact. For the first time its doors are opened. It desires especially to express its pleasure at the fact that the august Sovereign of this country has been pleased to honour with Her presence the solemn inaugural Meeting.

The Court approaches Your Majesty with the profoundest respect. It is anxious first of all to express to Your Majesty its warmest gratitude for the hospitality which, at the request of the League of Nations, Your Majesty has been pleased to offer to the Court within your domain. For it is by no chance combination of circumstances that the founders of this Court, in the course of the various stages which have preceded its establishment, have always regarded this country as in truth its native land. The gardener who is about to plant a valuable seedling which he tends with devotion and which he desires should grow strong, selects with care a soil which combines the qualities most favorable to its development. The Permanent Court of International Justice is like this precious plant ; its gardener is the whole world, which expects from it a new era of happiness, when right and justice shall flourish on the earth. But if the roots of this plant are to strike deep, if it is to develop and become a tree with solid trunk, with strong, wide-spreading branches and with thick foliage beneath which the peoples may find rest, it requires a fertile soil, permeated by long centuries of order and of freedom; freedom of mind and of conscience, freedom of action for all, and order which respects the rights of others, so that this freedom may be no empty form of words but a living reality.

It is in this corner of the earth which we call Holland that just such a soil is to be found. It is by no chance circumstances that Holland has so often been chosen as the meeting place of the nations in the cause of peace. For the preparation of this fertile soil long centuries have been required, centuries of struggle, of perseverance, of unswerving faith in a future when freedom would be triumphant.

Madam, the history of Your Dynasty is the history of Your people, from the great Silent Prince to this very day.

La Maison d'Orange et ce peuple heureux sont unis à tout jamais, car de ses libertés, elle s'est montrée en tous temps, le défenseur ardent.

Pour ces hautes raisons, les nations ont choisi la Haye comme siège de la Cour. Pour ces hautes raisons aussi, la Cour présente ses hommages à la descendante de cette illustre Maison.

(A la Reine-Mère).

La Cour tient aussi à saluer respectueusement l'Auguste Mère de la Reine, qui, toujours, a partagé les grands évènements de son peuple.

(Au Prince Consort).

La Cour rend grâces également à Votre Altesse Royale d'avoir bien voulu consentir à assister à la cérémonie de ce jour.

(A. M. da Cunha).

C'est Vous, Monsieur le Représentant de la Société des Nations, qui avez adressé à la Cour les premières paroles de bienvenue à l'occasion de l'investiture de la Cour.

De cette Société, la Cour est un des principaux organes, tout en exerçant ses fonctions en pleine et souveraine indépendance. Elle occupe dans la Société des Nations une place analogue à celle du pouvoir judiciaire dans beaucoup d'Etats. Ce pouvoir, organe de l'Etat, dépend de la législation nationale en tout ce qui concerne sa constitution, son organisation, ses pouvoirs, son entretien, — mais dans l'exercice de ses fonctions, il ne reconnaît pas de maître, il dispose d'une liberté absolue, n'étant lié que par la loi, dont l'application lui est confiée.

Le champ d'activité de la Cour permanente est encore plus étendu. Non seulement, elle est accessible aux Membres de la Société des Nations, mais aussi, dans les conditions prévues par son Statut, aux Etats qui, sans être encore Membres de la Société, reconnaissent l'autorité de cette dernière pour résoudre leurs litiges.

Ainsi, l'organe même pourra contribuer au développement du pouvoir de son auteur.

La Cour remercie Votre Excellence des paroles qu'Elle a bien voulu lui adresser et des sentiments qu'Elle vient d'exprimer à son égard.

La Cour aurait aimé saluer à côté de vous, Monsieur l'Ambassadeur, le Président du Sénat français, M. Léon Bourgeois. Il espérait pouvoir venir, et il m'a chargé d'être son interprète ici, pour exprimer ses regrets de n'avoir pu, pour des raisons d'Etat qui le retiennent dans son pays, être parmi nous aujourd'hui. Je tiens à dire combien je déplore son absence, car de cette Cour il est le véritable père spirituel, et c'est à lui que nous devons, dans une grande mesure, de nous trouver réunis en ce lieu. Depuis de longues années,

The House of Orange and this happy people are for ever united, for the House of Orange has shown itself at all times the ardent defender of its peoples' liberties.

Such were the reasons which led the nations to select the Hague as the seat of the Court ; and for these reasons also the Court presents its homage to the descendent of this illustrious House.

(To the Queen Mother).

The Court desires also respectfully to welcome the august Queen Mother, who has always shared in the great events of her people's life.

(To the Prince Consort).

The Court desires also to thank Your Royal Highness for having consented to be present at this ceremony to-day.

(To M. da Cunha).

As representative of the League of Nations, Your Excellency has addressed the first words of welcome to the Court on the occasion of its inauguration.

The Court is one of the principal organs of the League, and at the same time exercises its powers in full and sovereign independance. It occupies within the League of Nations a place similar to that occupied in many States by the Judicature, which is an integral part of the State, and depends upon the national legislature as regards all that concerns its constitution, its organisation, its powers, its maintenance, — but which recognises no master in the exercise of its duties, in regard to which it enjoys absolute liberty and is bound only by the law which it is its task to apply.

The field of activity of the Permanent Court is still wider. It is not only accessible to Members of the League of Nations, but also, in accordance with its Statute, to States which, although they are not as yet Members of the League, recognise the authority of that body in regard to the settlement of their disputes.

Thus the organ itself will be enabled to contribute to the development of the power of its creator.

The Court desires to thank Your Excellency for your kind words and for the good wishes which you have expressed.

The Court would have been glad to welcome beside you His Excellency, the President of the French Senate, M. Léon Bourgeois. He had hoped to have come, and he has begged me to express here his regret that reasons of State, which require his presence in his own country, prevent his being among us to-day. I desire to say how much I deplore his absence, for he is in spirit the very creator of this Court, and it is, in a great measure, owing to him that we are gathered here to-day. He has been devoted for many years to this noble work ; his

il s'était voué à cette oeuvre grandiose ; c'est sa parole éloquente qui a retenti dans le monde, ce sont ses arguments qui ont remué les consciences. C'est à sa persévérance, à la force infatigable de son esprit positif et créateur, que la Cour doit sa naissance. Il a réussi parce qu'il possède la foi qui ne connaît pas de doute, lorsqu'il s'agit de la réalisation du bien. La victoire de ce jour, c'est la sienne : qu'il reçoive donc aujourd'hui l'hommage respectueux de plus de quarante nations.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, veuillez permettre à la Cour de saluer en la personne de Votre Excellence, le Gouvernement de ce Royaume. Il lui est particulièrement agréable que ce soit précisément à vous qu'elle puisse adresser, en ce jour mémorable, ses remerciements au Gouvernement de la Reine. Elle se souvient de tout ce que vous avez fait personnellement pour lui préparer un accueil favorable. Elle est heureuse de se voir établie dans ce pays, si connu depuis des siècles pour son culte du droit international, où elle se sentira entourée de la sympathie universelle pour son oeuvre, dans une atmosphère morale propice à l'accomplissement de ses devoirs.

Monsieur le Bourgmestre de la Haye, nous avons tout d'abord à vous adresser à vous-même, ainsi qu'aux Echevins et à la Municipalité de cette ville, nos remerciements sincères pour le don brillant et précieux que vous avez bien voulu faire à la Cour : dans l'exercice de ses devoirs et mettant sur papier ses arrêts, elle se souviendra toujours de la libéralité de ses donateurs. La Cour se sentira à l'aise dans cette belle ville, avec son cadre splendide, et son histoire qui promet un avenir digne de son passé.

C'est à la Haye qu'au XIIIe siècle, les Chevaliers s'assemblèrent dans la salle magnifique qui s'appelle encore la „Salle des Chevaliers", pour délibérer sur d'importantes questions. C'est à la Haye qu'en l'an 1609, fut conclue la Trève de 12 ans ; c'est ici, qu'en l'an 1668, la Triple Alliance fut faite, qu'en l'an 1717, fut signée la paix entre l'Espagne et l'Autriche. C'est ici, que, depuis lors, se sont réunis d'innombrables congrès et conférences d'ordre international. C'est ici enfin, que vécut et mourut ce citoyen mondial, Cornélis Bynkershoek, membre de la Cour Suprême, célèbre pour son savoir, et plus encore peut-être, pour sa probité inébranlable, pour sa ténacité à la parole donnée, pour sa défense vigoureuse des traités conclus. Sa tombe, dans l'église de cette ville, est presque oubliée, mais son esprit de loyauté vit encore parmi nous. Toujours la Cour saura s'en inspirer.

Nous saluons également, avec autant de respect que de reconnaissance, Monsieur le Recteur du Sénat de l'Université de Leyde. Votre Sénat a honoré la Cour d'un présent sympathique et symbolique à la fois. Il lui a offert un marteau présidentiel. La science, libre par nature, a

eloquence has been heard throughout the world and his arguments have stirred the hearts and minds of men. It is to his perseverance, to the untiring efforts of his creative and constructive energy that the Court owes its existence. He has succeeded because he possesses that faith which refuses to doubt that right will be triumphant. The victory of to-day is his victory ; to him is therefore due the homage and respect of more than forty nations.

I beg His Excellency, the Netherlands Minister for Foreign Affairs, to permit the Court to greet in his person, the Government of this Kingdom. The Court is especially glad to be able to express to Your Excellency, on this memorable day, the thanks which are due to Her Majesty's Government. The Court is aware of all that you personally have done to prepare for it a favourable reception. It is proud to be established in this country, renowned throughout the centuries for its devotion to international law, where it will fulfil its task amid the sympathy of all, and in a moral atmosphere peculiarly suited to the accomplishment of its duties.

M. le Bourgmestre de la Haye, we desire first of all to express to you and to the councillors and the Municipality of this city our warmest thanks for the splendid and valuable gift which you have presented to the Court. The Court, in the exercise of its duties and when committing its judgments to paper, will always be mindful of the generosity of the donors. The Court will feel at home in this beautiful town, with its splendid situation and its history which gives promise of a future worthy of its past.

At the Hague, in the thirteenth century, the Knights assembled in the magnificent Hall which is still known as „The Hall of the Knights", to deliberate upon important questions. At the Hague in 1609, the Twelve years Truce was concluded ; here in 1688 the Triple Alliance was made, and here, in 1717, peace was signed between Spain and Austria. Here since that date numerous international Congresses and Conferences have assembled. Here also lived and died that world famous citizen Cornelis Bynkershoek, Member of the Supreme Court, renowned for his learning and still more perhaps for his unshakable uprightness, for his determination that a promise once given should not be broken, for his vigorous defence of international treaties. In the church of this town his tomb is almost forgotten, but his spirit of loyalty will live among us, and will ever inspire the Permanent Court.

We also welcome with respect and with gratitude the Rector of the Senate of the University of Leyden. Your Senate has kindly made to the Court a gift which is both generous and appropriate — a Presidential hammer. Science, free by nature, recognises that

compris que la vraie liberté ne peut subsister que sous le règne de l'ordre, et de cet ordre, le marteau est l'emblème.

La Cour n'a pas manqué d'apprécier à sa juste valeur ce présent. Car il lui vient de votre Université, la plus ancienne de ce pays, la plus célèbre, la plus connue, la plus respectée du monde. Elle représente également la plus belle page de l'histoire de la Hollande. Elle doit son existence au premier des Orange, Guillaume le Taciturne, qui recommanda sa fondation aux Etats de la Hollande comme récompense accordée à la Ville de Leyde pour sa belle conduite pendant le siège. Le Grand Courageux récompensa le courage par cette institution destinée au culte des arts libéraux. Le marteau est orné de la belle devise de ce premier Prince d'Orange : *saevis tranquillus in undis*. Qu'elle nous inspire toujours, dans l'accomplissement de nos devoirs.

L'ouverture solennelle de la Cour permanente de Justice internationale marque dans l'Histoire de la civilisation mondiale, une date chargée de promesses. Elle indique l'avènement d'une ère nouvelle dans le commerce des peuples, ère soigneusement préparée, ardemment désirée, réalisée enfin par la collaboration persévérante, voulue et réfléchie de plus de quarante nations.

Au cours de la longue série de siècles que compte déjà cette histoire, c'était toujours la force qui finissait par primer et asservir le Droit et la Justice. Les années terribles de la guerre, la plus cruelle, la plus sanglante, la plus raffinée dont le monde ait jamais souffert, ont fait naître, dans tous les pays, belligérants comme neutres, la volonté générale et partant invincible, que pour les siècles à venir il en serait autrement. Le sophisme impie que le Droit ne serait, après tout, que la force organisée et réglementée, force parfois même brutale et volontaire, sera repoussé dorénavant pour faire place au règne du principe divin selon lequel toute existence dans ce monde doit reposer sur l'ordre et l'harmonie, émanation de Dieu et par Lui imposée aux hommes ; qu'enfin, le principe du bien existe, qu'il existe une justice. La Justice cristallisée dans les institutions humaines et dans le commerce mutuel des individus et des peuples, c'est le Droit.

Guidés et inspirés par cette volonté générale, les auteurs des Traités de Paix ont créé la Société des Nations, et, comme premier et principal organe, la Cour permanente de Justice internationale.

Le Statut en a été préparé par des jurisconsultes nommés par le Conseil de la Société des Nations. Il a été étudié par le Conseil, examiné par l'Assemblée, accepté par elle à l'unanimité, et adopté sous forme de traité dûment ratifié par les gouvernements avec l'assentiment des représentations nationales. Il serait impossible de reposer sur des assises plus larges.

freedom can only exist under the reign of order, and of this order the hammer is a symbol.

The Court has not failed to appreciate the true value of this gift. For it comes from your University, the oldest in this country, the most famous, the best known, the most respected in the world, That University also represents the brightest page in the history of Holland. It owes its existence to the founder of the House of Orange, William the Silent, who proposed its foundation to the States of Holland as a reward to the town of Leyden for its distinguished conduct during the siege. That great and brave prince gave as the reward of valour this institution destined to promote the spread of culture. The hammer is inscribed with the noble motto of this first Prince of Orange : *saevis tranquillus in undis*. May we be ever inspired by it in the accomplishment of our task.

The solemn opening of the Permanent Court of International Justice is an event full of promise in the history of the civilisation of the world. It marks the dawn of a new era in the relations between peoples, an era thoughtfully prepared for, ardently desired, and realised at length as the result of the collaboration — steadfast, determined and persevering — of more than forty nations.

Since the commencement of history force has ever in the end gained the mastery over right and justice. The fearful years of the war, which was the most bloody and most exquisitely cruel from which the world has ever suffered, gave rise in all countries, belligerent as well as neutral, to a universal and consequently invincible determination that this state of affairs should no longer prevail in the centuries to come. The impious sophism that right is after all nought but force, organised and controlled — force sometimes even intentionally brutal — will henceforth be rejected, and in its place will reign the divine principle that all existence in this world must be based on order and on harmony, an emanation of the Deity himself, imposed by Him upon mankind ; that in short the principle of good really exists, and that justice is a living reality — justice embodied in human institutions and in the mutual relations between man and man, between people and people. This indeed is true law.

Guided and inspired by this widely felt desire, the authors of the Treaties of Peace created the League of Nations, and as its first and principal organ, the Permanent Court of International Justice.

The Statute of this Court was prepared by jurists nominated by the Council of the League of Nations. It was considered by the Council, examined by the Assembly, unanimously accepted by the latter body, and adopted in the form of a Treaty duly ratified by the Governments with the approval of the national Parliaments. It could not rest on firmer foundations.

La création de la Cour permanente marque, en effet, l'avènement d'une ère nouvelle dans la civilisation mondiale. Il est de première importance de se rendre parfaitement compte de la valeur de ce fait. Il ne faut pas d'une part l'envisager avec le sourire dédaigneux du sceptique qui ne croit à rien parce que toute élévation d'esprit lui manque, et d'autre part, il faut également se garder d'exagérer ou de dénaturer le sens de la nouvelle institution afin d'éviter, dans l'avenir, des désillusions injustifiées.

Rien n'entre au monde en état de perfection, ni l'homme ni les institutions qu'il crée. Evolution, souvent lente et pénible, c'est la loi de l'univers.

On se plaint souvent que la Droit des gens ne connaisse point de Code, qu'on ait à peine le droit de considérer comme acceptés quelques us et coutumes et qu'en tout cas, toute sanction y manque.

La raison en est simplement que les relations entre Etats n'en sont encore qu'à leur enfance. La Société des Nations est une création absoluement nouvelle.

Le Droit entre les Nations, qu'était-ce ?

Il n'existait que la force, il n'existait que l'égoisme. Poursuivre des fins particulières, arracher le territoire du voisin, s'enrichir à ses dépens, détruire son bien-être, c'était travailler à la grandeur de son pays, c'était exercer ses droits de souveraineté.

Oh, certes, on concluait des traités ; mais autrefois, ils n'étaient pas rares, les hommes d'Etat qui prêchaient la maxime qu'un traité cessait de lier du jour où l'intérêt de l'obligé comportait de le rompre.

Les Etats, dans leurs relations mutuelles, auront à suivre la même voie d'évolution que les citoyens d'un seul Etat eurent à parcourir.

La liberté et l'égalité devant la loi pour tous n'ont été acquises qu'au cours des siècles. Cette évolution est accomplie pour les individus, elle ne fait que commencer pour les Etats.

Ce commencement est devenu un fait acquis. Des années si sombres que nous avons vécues, la lumière a jailli. L'égalité des Etats devant le droit et la justice est maintenant reconnue et franchement enregistrée dans le Pacte de la Société des Nations, dont le nombre des Membres s'accroît constamment. Le premier acte de cette Société a été de créer une Cour de Justice, une Cour appelée à faire droît, droit entre des États.

Sa juridiction diffère de l'arbitrage. Les juges ne sont plus à nommer par les parties. Ils sont là en Cour permanente.

La procédure n'est plus à faire, elle est réglée dans le dans le Statut et les Règlements.

Les deux institutions existent l'une à côté de l'autre, chacune remplissant sa destination spéciale, chacune

The establishment of the Permanent Court marks in fact the arrival of a new era in the civilisation of the world. It is of the greatest importance that the true significance of this fact should be realised. We must not regard it with the disdainful smile of the sceptic who believes in nothing, because all loftiness of spirit in him is lacking, and yet at the same time we must also avoid exaggerating or misinterpreting the significance of this new institution, lest we suffer disillusionment in the future.

Nothing enters this world in a state of perfection, neither man himself nor the institutions which he creates. Evolution, often slow and painful, is the law of the universe.

Complaints are often heard that the Law of Nations possesses no code, that we have hardly the right even to regard certain customs and usages as generally accepted, and that, in any case, there is no means of enforcing compliance.

The reason for this is simply that international relations are still in their infancy. The League of Nations is an absolutely new creation.

What then was International Law ?

It was but the law of force and of selfishness. To further one's own ends, to seize the territory of one's neighbour, to enrich oneself at his expense, to destroy his prosperity — all this was called striving for the greatness of one's country, and exercising its sovereign rights.

No doubt treaties were concluded ; but in those days statesmen were not seldom found who preached the maxim, that a treaty ceased to be binding on the day when it became expedient to disregard it.

In their relations one with another, States will have to follow the same path of evolution as did the individual citizens of a State.

Liberty and equality for all in the eyes of the law were acquired only in the course of centuries. This evolution is now completed in the case of individuals ; but as regards States it is only commencing.

This commencement has become an accomplished fact. Out of the dark years through which we have passed, the light has arisen. The equality of States in law and in justice is now recognised and plainly established by the Covenant of the League of Nations, the number of whose Members is ever growing. The first Act of this League was to create a Court of Justice, a Court which should administer justice between States.

The jurisdiction of this Court differs from arbitration. The judges are no longer to be nominated by the parties. They form a permanent Court.

The procedure has no longer to be framed ; it is laid down in the Statute and in the Rules of Procedure.

The two institutions exist side by side ; each fulfils its special duty ; each possesses its own sphere of action ;

ayant sa sphère naturelle, les deux vivant paisiblement ensemble dans cette même demeure, comme deux soeurs d'un âge différent.

La plus jeune est-elle parfaite, son Statut ne sera-t-il jamais à modifier ? Rien n'est parfait à l'heure de la naissance. C'est aussi pour elle que la loi de l'évolution se fera valoir.

Je ne rappellerai pas aujourd'hui les discussions parfois vives, qui ont eu lieu au sujet de la manière dont on peut recourir à la Cour. Ceux qui n'ont pas obtenu ce qu'ils rêvaient, auraient tort de se plaindre. Le temps, dont la marche, ne peut être ni accélérée, ni ralentie, accomplira à son heure ce qui doit être. Celui qui cueille le fruit avant qu'il soit mûr, n'appauvrit que lui-même.

La Cour existe : quoiqu'il ne lui appartienne pas de transformer le monde, quoiqu'elle ne puisse juger que les affaires qui lui seront soumises, sa création et son inauguration marquent un grand progrès dans la voie de l'évolution du monde.

La tâche des juges est aussi honorable que difficile. Le juge national se trouve placé devant la loi de son pays, qu'il est chargé d'appliquer et d'expliquer. Il se trouve rarement en face de cas où il n'est plus guidé par le verbe écrit.

La Cour de Justice internationale aura, elle aussi, son exégèse des traités et conventions qu'elle aura à appliquer, mais elle devra s'inspirer également de la coutume internationale, comme preuve d'une pratique générale acceptée comme représentant le droit. Elle aura à établir les principes de droit reconnus par les nations civilisées, et enfin, elle sera guidée, comme moyen auxiliaire, par les décisions judiciaires et la doctrine des juristes les plus qualifiés.

La Cour a pleinement conscience que sa tâche est ardue, mais elle espère trouver la force et la clarté d'esprit qui lui permettront de l'accomplir.

Vous avez été témoins de l'engagement solennel que vient de prononcer chacun d'entre nous. Soyez sûrs qu'il est gravé dans notre conscience. Travaillons donc ensemble au bien commun et bénissons le jour qui nous ouvre des horizons plus clairs.

ANNEXE 37.

(Non reproduite.)

both live peacefully together in this same building, like an older and a younger sister.

Is the younger organisation perfect ? Will its Statute never require amendment ? Nothing is perfect in the hour of its birth. Here also the law of evolution will make itself felt.

I will not remind you to-day of the discussions, sometimes of a heated nature, which have arisen as to the manner in which recourse may be had to the Court. Those whose aspirations have not been realised would be wrong to complain. Time, whose progress can neither be hastened or retarded, will in due season accomplish what is to be. He who gathers fruit before it is ripe can only expect to be a loser.

The Court exists ; although it is not its duty to transform the world, although it can only hear the cases which are brought before it, its creation and its inauguration constitute a great progress in the world's evolution.

The task of the judges is both honourable and difficult. A national judge has before him the law of his country which it is his duty to apply and to expound. He is rarely faced with cases where there is no written law to guide him.

The Court of International Justice will likewise have a collection of treaties and conventions which it will have to apply, but it will equally have to take into consideration international custom, as proof of generally accepted practice and as representing law. It will have to establish those principles of law which are recognised by civilised nations, and finally, as a subsidiary, means, it will be guided by judicial decisions and by the teachings of the most eminent jurists.

The Court is fully aware that its task is a heavy one, but it hopes to find strength and wisdom to accomplish it.

You have all borne witness to the solemn declaration which has been made by each one of us. Be assured that it is graven deep in our hearts. Let us then strive together for the common good, and let us render thanks for this day on which a brighter prospect for the future is afforded us.

ANNEX 37.

(Not rerpoduced.)

ANNEXE 38.

Ordre du jour de la Dixième Séance.

1. — Communications du Président.
2. — Aide-mémoire sur le rang et le titre des juges.
3. — Aide-mémoire sur les frais de voyage des juges.
4. — Aide-mémoire sur les indemnités de certaines catégories de juges.
5. — Continuation de la discussion du questionnaire.

ANNEXE 39.

(Non reproduite).

ANNEX 38.

Agenda for the Tenth Meeting.

1. — Communications by the President.
2. — Memorandum on the rank and title of judges.
3. — Memorandum on travelling expenses of judges.
4. — Memorandum on the indemnities of certain categories of judges.
5. — Continuation of the discussion on the questionnaire.

ANNEX 39.

(Not reproduced.)

ANNEXE 40.

Aide-Mémoire concernant le rang et le titre des juges.

(Distr. 47).

a) En principe, il est évident que la Cour, comme telle, ne peut pas fixer le rang ou le titre qu'il conviendrait d'attribuer aux juges. Un rang et un titre universellement reconnus pourraient leur être attribués par un accord général entre les Etats. D'autre part, une décision des Membres de la Société des Nations ou de ses organes compétents, pourrait assurer la reconnaissance du rang et du titre des juges, dans tous les pays appartenant à la Société des Nations.

b) Les membres de la Cour ont été d'accord pour reconnaître que le seul titre qu'il conviendrait de leur donner est celui qui leur appartient naturellement, du fait de leur caractère de membres de la Cour, à savoir : Juges de la Cour permanente de Justice internationale. D'autre part, ce titre, n'ayant pas le caractère d'un appellatif, la question de l'appellatif qu'il convient de donner aux juges est laissée en suspens.

Encore, les juges ont unanimement reconnu que la question du rang est étroitement liée à celle de la dignité de leur Cour et que, dans ces circumstances, il est préférable d'éviter de fixer aucun rang plutôt que d'en fixer un qui ne soit pas en rapport avec cette dignité.

Enfin, les membres de la Cour ont reconnu que la question du rang n'a d'importance qu'exclusivement au point de vue de savoir quelle place il convient de réserver aux juges dans les cérémonies officielles.

c) A ce dernier égard, deux alternatives se présentent (1) soit que le rang des juges soit déterminé par comparaison avec celui des magistrats des divers pays ; (2) soit que le rang des juges soit déterminé par comparaison avec l'échelle universellement reconnue pour les fonctionnaires du service diplomatique.

La première alternative offre certains avantages, s'il s'agit de déterminer le rang des juges dans un pays donné. Si d'autre part, il s'agit de déterminer le rang les juges d'une façon qui puisse être universellement reconnue, la deuxième alternative semble préférable.

En effet, tous les pays du monde ayant accepté l'échelle des rangs des fonctionnaires du service diplomatique, adoptée au Congrès de Vienne, en 1815, les échelles des rangs des divers pays sont établies par comparaison avec cette échelle, de sorte que, du moment qu'une personne a un rang déterminé sur l'échelle diplomatique, elle possède également ce rang sur l'échelle des rangs de

ANNEX 40.

Memorandum on the rank and title of judges.

(Distr. 47).

a) In principle it is evident that the Court as such cannot fix the rank and title which should be accorded to the judges. A rank and title universally recognised might be given to them as a result of a general agreement between States. Or again, a decision of the Members of the League or its competent organisations, might ensure the recognition of the rank and title of the judges in all countries belonging to the League of Nations.

b) The members of the Court have unanimously agreed that the only title which it would be suitable to give to them is the title which naturally belongs to them by virtue of their position as members of the Court, that is to say the title „Judges of the Permanent Court of International Justice". As this title does not in itself involve a style, the question of the style which should be given to the judges remains open.

The judges have been unanimous in recognising that the question of rank is closely bound up with the question of the dignity of the Court, and that, in these circumstances, it is preferable to avoid fixing any rank rather than to fix a rank which might not be consonant with this dignity.

Moreover the members of the Court have recognised that the question of rank is of importance only from the point of view of determining the precedence to be given to the judges in official ceremonies.

c) In connection with the latter point there are two alternative solutions :

(1) that the rank of the judges of the Court should be determined on the analogy of the rank held by judges in the various countries ; or (2) that it should be determined on the analogy of the order of precedence universally recognised in the case of officials of the diplomatic service.

The first alternative offers certain advantages, if it be a question of determining the rank of the judges of the Court within any given country. But if on the other hand it be a question of determining the rank of the judges in a manner which may be universally recognised, the second alternative seems preferable.

As all the countries of the world have accepted the order of procedence for officials of the diplomatic service which was adopted at the Congress of Vienna in 1815, the orders of precedence of the various countries have been based on this scale, so that once a person has a definite diplomatic rank, he is entitled to the same rank in the order of precedence of every country. If

n'importe quel pays. Déterminer la place des juges sur l'échelle diplomatique serait, par conséquent, déterminer en même temps leur place sur l'échelle nationale existant dans les différents pays. En outre, comme les hauts fonctionnaires de la Société des Nations ont déjà, par induction, leur rang fixé sur l'échelle diplomatique, on pourrait ainsi déterminer le rang des juges par rapport à ces fonctionnaires. Il semble donc qu'il y ait intérêt à décider que les juges auront le pas sur telle ou telle catégorie de diplomates, tandis qu'ils cèderont le pas à telle ou telle autre catégorie.

La détermination de ces catégories est peut-être la question la plus délicate à cet égard. En ayant le pas sur les ministres plénipotentiaires, les juges, siégant dans une capitale où le corps diplomatique ne comprend pas d'ambassadeurs, auraient, par suite, le pas sur tout le corps diplomatique. Si, d'autre part, le pas sur les juges était donné aux ministres plénipotentiaires, la dignité de la Cour pourrait, aux yeux de beaucoup, s'en trouver amoindrie : il ne faut pas oublier du reste que les juges jouissent, d'après le Statut, du caractère diplomatique ; dans ces conditions, il serait peut-être difficile de donner la préséance aux ministres.

La solution qui s'imposerait, si la Cour était établie dans une capitale où certaines puissances sont représentées par des ambassadeurs, serait, semble-t-il, de donner aux juges la préséance sur les ministres plénipotentiaires, et de donner aux ambassadeurs le pas sur les juges.

d) On n'a considéré jusqu'ici, que l'éventualité où l'on conférerait aux juges un rang, pour ainsi dire, international. Une autre solution se présente cependant, à savoir, que les pays dont les juges sont respectivement ressortissants, se mettent d'accord pour leur conférer un rang national déterminé, — le rang de ministre plénipotentiaire ou d'ambassadeur. Ce rang, qui ne serait alors pas inhérent aux fonctions de juge, mais purement personnel, serait, dans ce cas, reconnu dans tous les pays avec lesquels les Puissances en question sont en relations diplomatiques.

the position of the judges in the diplomatic scale were fixed, their position in the orders of precedence obtaining in the various countries would consequently be determined at the same time. Furthermore, as the higher officials of the League of Nations already have, by inference, their fixed rank in the diplomatic scale, it would be possible in this way to determine the rank of the judges of the Court in relation to the higher officials of the League. It seems therefore advisable that the judges should have precedence over certain given categories of diplomats, while they would yield precedence to certain other categories.

The determining of these categories is possibly the most delicate question that arises. Judges sitting in a capital where the diplomatic corps does not include ambassadors, would have precedence over the whole diplomatic corps, if they had precedence over ministers plenipotentiary. If on the other hand ministers plenipotentiary were accorded precedence over the judges, the dignity of the Court might be diminished in the eyes of many persons. Moreover it must not be forgotten that the judges, according to the Statute, are invested with a diplomatic character, so that, in these circumstances, it might possibly be difficult to give precedence to ministers.

The most commendable solution, if the Court were established in a capital where certain powers were represented by ambassadors, would seem to be to give the judges precedence over ministers plenipotentiary and to give ambassadors precedence over the judges.

d) The consideration of the problem has hitherto been based on the assumption that the judges would be given a rank which may be called international ; but there is also another solution of the problem, namely that the countries of which the judges are respectively nationals might agree to confer upon them a fixed national rank — the rank of minister plenipotentiary or ambassador. This rank, which would not then be inherent in the functions of a judge of the Court, but a purely personal rank, would be recognised in all the countries with which the Powers in question were in diplomatic relations.

ANNEXE 41.

Frais de voyage des juges.

(Distr. 46.)

A la quatrième séance de la Cour, il a été décidé qu'un mémoire sur la question des frais de voyage des juges serait préparé, et, après approbation de la Cour, soumis au Conseil.

La discussion qui a précédé cette décision a montré que la question doit être examinée à deux points de vue différents :

a) *Frais de voyage des juges pour se rendre à la Haye, et pour le retour.*

Aux termes des dispositions actuelles (Résolution de l'Assemblée, 18 décembre 1920) les juges reçoivent 100 florins par jour, à dater du jour où ils quittent leur résidence habituelle, jusqu'au jour où ils y retournent, et en outre, 50 florins par jour de présence effective à la Haye. En conséquence, pendant leur voyage, les juges reçoivent 100 florins par jour en plus de leurs frais de voyage proprement dits (billets, wagons-lits, cabines etc.) qui leur sont remboursés sur présentation d'un état de dépenses approuvé par le Président.

L'indemnité journalière de 100 florins, qui est versée au juge depuis le jour de son départ jusqu'à son retour, fait partie de son traitement ; seule, l'indemnité journalière de 50 florins payée à un juge pour ses jours de présence à la Haye, constitue une indemnité considérée comme indemnité de séjour.

Cette situation paraît présenter une légère anomalie. Les dépenses du genre de celles auxquelles répond l'indemnité de séjour, se produisent également pendant les voyages et, peut-être même, sont-elles plus considérables à ce moment là que pendant le séjour à la Haye.

b) *Frais de voyage et indemnité de séjour, lorsque la Cour siège ailleurs qu'à la Haye.*

La nécessité d'une décision spéciale provient du fait que, conformément à l'article 28 du Statut, les Chambres spéciales de la Cour (pour les litiges de travail, et pour ceux de transit et de communications) peuvent siéger ailleurs qu'à la Haye, alors que la Résolution de l'Assemblée relative aux frais de voyage, n'envisage que le cas où la Cour siège à la Haye.

Deux solutions ont été suggérées au cours de la discussion qui a eu lieu entre les membres de la Cour.

Premièrement : l'indemnité journalière de séjour de 50 florins, serait considérée comme fixée seulement d'après les conditions spéciales existant à la Haye, et les dépenses résultant des déplacements, lorsque la Cour siégerait ailleurs qu'à la Haye, seraient payées d'après un état de dépenses approuvé par le Président.

ANNEX 41.

Travelling expenses of judges.

(Distr. 46.)

At the fourth meeting of the Court it was decided that a memorandum on the subject of the travelling expenses of the judges should be prepared for submission to the Council, after approval by the Court.

The discussions preceding this decision showed that the question should be dealt with from two different points of view :

a) *Travelling expenses of the judges when proceeding to or from the Hague.*

Under the present regulations (Assembly Resolution, Dec. 18th, 1920) judges receive 100 florins a day, from the day on which they leave their usual residence until the day on which they return there, and also 50 florins a day for each day of actual presence at the Hague. Consequently, during the journey, the judges receive one hundred florins a day, in addition to actual travelling expenses, such as tickets, sleeping-cars, cabins, etc.) which are refunded to them on presentation of accounts approved by the President.

The daily allowance of 100 florins, however, which is paid to a judge from the day of his departure until his return, forms part of his salary ; only the daily allowance of 50 florins paid during a judge's presence at the Hague is actually classified as subsistence allowance.

This situation seems to be slightly anomalous. Expenses of the kind that should be covered by subsistence allowance are also incurred during journeys, and perhaps to an even greater extent than during presence at the Hague.

b) *Travelling expenses and subsistence allowance when the Court is sitting elsewhere than at the Hague.*

The necessity for a special decision arises out of the fact that, according to Article 28 of the Statute, the special Chambers of the Court (for labour cases and for transit and communications cases) may sit elsewhere than at the Hague, whereas the Assembly Resolution dealing with travelling expenses contem plates only sessions at the Hague.

Two systems were suggested during the discussion in the Court.

First : That the subsistence allowance of 50 florins a day should be considered as a sum fixed having regard only to the special conditions prevailing at the Hague, and that expenses incurred in connection with journeys to places where the Court may sit other than the Hague should be paid on the basis of accounts approved by the President.

Deuxièmement : Le quatrième paragraphe de l'article 32 du Statut qui dit que :

„Les juges titulaires et suppléants qui ne résident pas au siège de la Cour, reçoivent le remboursement des frais de voyage nécessités par l'accomplissement de leurs fonctions"

devrait être interprété de façon à inclure les endroits autres que la Haye où la Cour pourrait siéger ; les indemnités de séjour devraient être comprises dans les frais de voyage et, en conséquence, la Résolution de l'Assemblée du 18 décembre 1920, serait applicable.

Il a été convenu que la question serait réglée de la même façon que la question des frais de voyage des juges, pour se rendre à la Haye ou au retour, c'est à dire par l'Assemblée.

On a fait remarquer que la question des frais de voyage et de l'indemnité de séjour, lorsque la Cour siège ailleurs qu'à la Haye, est particulièrement importante pour les fonctionnaires de la Cour qui doivent résider obligatoirement à la Haye. A moins qu'une décision spéciale ne soit prise en leur faveur, il se pourrait qu'ils n'aient pas droit au remboursement de leurs frais de voyage. L'interprétation, dans un sens large, de l'article 32, paragraphe 4, qui a été proposée ci-dessus, ne pourrait inclure le cas du Président et du Greffier qui résident à la Haye.

Il faut attirer l'attention plus spécialement sur le passage de l'article 32 qui dit que „les juges .... reçoivent le remboursement des frais de voyage nécessités par l'accomplissement de leurs fonctions". Cette disposition semble, en effet, exprimer un principe général.

Second : That the fourth paragraph of Article 32 of the Statute :

„Travelling expenses incurred in the performance of their duties shall be refunded to judges and deputy-judges who do not reside at the seat of the Court"

should be interpreted as covering places, other than the Hague, at which the Court may meet, that subsistence allowance should be included in travelling expenses and that consequently the Assembly Resolution of Dec. 18th, 1920, should apply.

It was agreed that the point should be settled in the same way as the question of the travelling expenses of the judges when proceeding to and from the Hague, that is to say, by the Assembly.

It was pointed out that the question of travelling expenses and subsistence allowance when the Court was sitting at places other than the Hague was especially important to those officers of the Court who were under an obligation to take up their residence at the Hague. Unless a special decision were taken in their favour, they might not be entitled to have their travelling expenses reimbursed. The wide interpretation of Article 32, paragraph 4, which is here suggested could not be extended so as to cover the cases of the President and the Registrar, who are domiciled at the Hague.

Special attention should be drawn to the passage of Article 32, which contains the provision that „travelling expenses incurred in the performance of their duties shall be refunded", etc. This provision seems to express a general principle.

ANNEXE 42.

Indemnités des juges.

(Distr. 48).

A la quatrième séance de la Cour, il a été décidé que la question des indemnités des juges convoqués aux termes de l'article 31 du Statut et des assesseurs techniques convoqués aux termes des articles 26 et 27 du Statut, serait traitée dans un rapport qui, après avoir été approuvé par la Cour, serait soumis au Conseil de la Société des Nations.

a) *Indemnités des juges convoqués aux termes de l'article 31 du Statut.*

La question est traitée dans l'article 32, paragraphe 5 du Statut, qui est ainsi conçu :

„Les indemnités dues aux juges désignés ou choisis conformément à l'article 31, sont réglées de la même manière."

Ces quatre derniers mots semblent se rapporter au premier paragraphe du même article qui est ainsi conçu :

„Les juges titulaires reçoivent une indemnité annuelle à fixer par l'Assemblée de la Société des Nations, sur la proposition du Conseil, etc . . . ."

Tout en reconnaissant pleinement que la proposition à soumettre à l'Assemblée doit être établie par le Conseil en dehors de toute influence extérieure, la Cour se croit autorisée à attirer l'attention sur les points suivants :

Les juges convoqués aux termes de l'article 31, participent à toutes les décisions, sur un pied d'égalité absolue avec leurs collègues. En conséquence, il auront des droits et des privilèges égaux, à tous égards, à ceux des juges ordinaires. Toute différenciation de traitement impliquerait nécessairement une différenciation de rang, et cette différenciation amènerait l'échec complet du système des juges nationaux que prévoit cet article.

Les juges, convoqués aux termes de l'article 31, ne peuvent, néanmoins, être assimilés, à tous égards, aux juges ordinaires, Ils ne sont pas soumis aux mêmes règles d'incompatibilité. Ils ne peuvent pas recevoir la même sorte d'indemnité, etc. Mais, d'autre part, il n'y a aucune difficulté à les assimiler aux juges suppléants. Ceux-ci, en effet, ne sont pas soumis aux règles édictées en ce qui concerne l'incompatibilité, sauf lorsqu'ils siègent à la Cour. De plus, ils reçoivent des indemnités calculées exclusivement sur la base de la durée pendant laquelle ils sont en fonctions. Les mêmes règles peuvent aisément être appliquées aux juges convoqués aux termes de l'article 31.

A ces raisons, il reste à ajouter un dernier argument. Aux termes de l'article 31, les juges nationaux seront, en premier lieu, choisis parmi les juges suppléants. C'est seulement au cas où il n'y aurait pas de juge suppléant de la nationalité de la partie intéressée que ladite partie peut choisir en dehors de la liste des juges

ANNEX 42.

Indemnities of judges.

(Distr. 48).

At the fourth meeting of the Court, it was decided that the question of the indemnities of judges summoned under Article 31 of the Statute, and of technical assessors summoned under Articles 26 and 27 of the Statute, should be dealt with in a report which should be prepared for submission to the Council of the League of Nations, after approval by the Court.

a) *Indemnities of judges summoned under Article 31 of the Statute.*

This question is dealt with in Article 32, paragraph 5, of the Statute, which runs as follows :

„Grants due to judges selected or chosen as provided in Article 31 shall be determined in the same way."

The last four words seem to refer to the 1st paragraph of the same article, which runs as follows :

„The judges shall receive an annual indemnity to be determined by the Assembly of the League of Nations, upon the proposal of the Council", etc.

While fully recognising that the proposal to be submitted to the Assembly should be drawn up by the Council without any outside influence, the Court feels entitled to draw attention to the following circumstances :

Judges summoned under Article 31 are to take part in any decision on an equal footing with their colleagues. Consequently, they will have rights and privileges in all respects equal to those of the regular judges. Any differentiation in treatment would necessarily involve a differentiation in standing, and such differentiation would render the system of national judges provided for in this Article a complete failure.

Judges summoned under Article 31 cannot, however, for all purposes, be assimilated to ordinary judges. They are not subject to the same rules of incompatibility. They cannot receive the same kind of indemnity, and so on. But, on the other hand, there is no difficulty in assimilating them to deputy-judges. The latter are not subject to the rules laid down regarding incompatibility, except when doing duty in the Court. Further, they receive indemnities which are calculated exclusively on the basis of the length of their period of actual service. The same rules can easily be adapted to judges summoned under Article 31.

To the reasons already adduced, a final argument remains to be added. According to Article 31, the national judges shall, in the first place, be selected from among the deputy-judges. Only in the event of there being no deputy-judge of the nationality of the party concerned may the party make its choice outside the list of deputy-

uppléants. Il ressort de cette stipulation que, dans des cas très nombreux, des juges suppléants seront convoqués; au point de vue financier, les juges suppléants, même lorsqu'ils seront convoqués en de telles circonstances, seront certainement assimilés aux juges suppléants convoqués pour pourvoir à une vacance emporaire.

Dans ces conditions, il semble désirable que les juges convoqués aux termes de l'article 31, soient, en toute circonstance, assimilés aux juges suppléants en ce qui concerne les indemnités.

b) *Assesseurs.*

Les articles 26 et 27 parlent des assesseurs dans les termes suivants :

„Les juges sont assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés, avec voix consultative."

La discussion qui a eu lieu à la sous-commission de la troisième Commission de la première Assemblée, (8e séance, § 62) montre que les auteurs des articles en question considéraient les assesseurs comme des membres de la Cour ayant voix consultative.

Cela semble indiquer que les assesseurs devraient être rétribués sur le budget de la Cour, et non pas, comme on l'a parfois suggéré, par les parties.

Le Statut et les travaux préparatoires y relatifs, ne donnent aucune indication en ce qui concerne le montant des indemnités que devraient recevoir les assesseurs. On peut cependant retenir le fait que, d'une part, un assesseur aura une situation différente de celle des juges et inférieure à celle-ci et que, d'autre part, les assesseurs seront convoqués dans des conditions similaires à celles prévues pour les juges convoqués aux termes de l'article 31 du Statut.

Si ces juges sont assimilés, comme on l'a proposé ci-dessus, aux juges suppléants, il semblerait en résulter que les assesseurs devraient recevoir une indemnité fixée d'après les mêmes principes que dans le cas de juges suppléants ; mais que le montant des diverses catégories d'allocations formant l'indemnité, devrait être inférieur au montant correspondant de l'indemnité perçue par les juges suppléants.

judges. It is evident from this stipulation that in a considerable number of cases, deputy-judges will be summoned; and, from a financial point of view, deputy-judges, even when summoned in those circumstances, will certainly be assimilated to deputy-judges summoned to fill a temporary vacancy.

In these circumstances, it seems desirable that judges summoned under Article 31 should in all respects be assimilated to deputy-judges as regards the indemnity to be paid them.

b) *Assessors.*

Articles 26 and 27 of the Statute describe the technical assessors as follows :

„The judges will be assisted by 4 technical assessors, sitting with them, but without the right to vote."

The discussions of the Sub-Committee of the 3rd Commission of the 1st Assembly (8th Meeting, No. 62) show that those who drafted the Articles in question regarded the assessors as members of the Court with advisory powers only.

This seems to indicate that the assessors should be paid out of the funds of the Court, and not, as has sometimes been suggested, by the parties.

The Statute, and the discussions which took place during its preparation, do not afford any guidance as to the amount of the indemnities which should be paid to assessors. It may, however, be noted that, on the one hand, an assessor is to have a position different from and inferior to the judges, and that on the other hand, the assessors are to be summoned under conditions similar to those applicable to judges summoned under Article 31 of the Statute.

If such judges are assimilated, as has been suggested above, to deputy-judges, it would appear to follow that assessors should receive an indemnity fixed according to the same principles as those laid down in the case of deputy-judges, but that the amounts of the various classes of allowances forming the indemnity should be inferior to the corresponding amounts paid to deputy-judges.

ANNEXE 43.

Ordre du jour de la onzième séance.

1. — Communications du Président.
2. — Communications du Greffier :
   a) sur les frais de voyage des juges.
   b) sur les traitements du personnel permanent de la Cour.
3. — Suite de la discussion du questionnaire :
   a) Mode de fixation des délais.
   b) Langues dans lesquelles devront être présentées les pièces de procédure, en l'absence d'accord particulier entre les parties.
   c) Conditions auxquelles les Etats qui ne sont pas Membres de la Société peuvent être admis devant la Cour.
   d) Ordre de présentation des pièces de procédure ; droit de présenter une duplique.
   e) Procédure spéciale pour les indications concernant les mesures conservatoires visées à l'article 41 du Statut, etc .... (Voir questionnaire, 2ème partie, No. 3, 4, 5, 6, 8, 9 et 10).

ANNEXE 44.

(Non reproduite).

ANNEXE 45.

Personnel de la Cour permanente de Justice internationale.

Liste des postes, avec traitement afférent à chacun de ces postes, préparée d'après les décisions de la Cour et approuvée par le Secrétaire général et le Directeur financier de la Société des Nations.

(Distr. 53).

	Florins.
Un Secrétaire du Président	7.500
Un Secrétaire-rédacteur, de langue française	12.500
„ „ „ „ „ anglaise	12.500
Une dame Secrétaire du Greffier.	6.500
Un chef de chancellerie-comptable.	7.000
Un archiviste	6.000
Trois sténo-dactylographes bilingues	15.000
Un messager	2.000
Total :	69.000

17 février 1922.

ANNEX 43.

Agenda for the eleventh meeting.

1. — Communications by the President.
2. — Communications by the Registrar : —
   a) concerning travelling expenses of the judges.
   b) concerning the salaries of the permanent staff of the Court.
3. — Continuation of the discussion of the questionnaire.
   a) Method of fixing time-limits.
   b) Languages in which documents of procedure should be presented, failing a special agreement between the parties.
   c) Conditions upon which States not Members of the League can be admitted to the Court.
   d) Order in which written procedure should be submitted. Right to submit a rejoinder.
   e) Special procedure as regards the indication of provisional measures of protection, referred to in Article 41 of the Statute, etc. (See questionnaire, Part II, Nos. 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10).

ANNEX 44.

(Not reproduced).

ANNEX 45.

Staff of the permanent Court of international Justice.

List of positions with salaries attached thereto, drawn up according to the decision of the Court and approved by the Secretary-General and the Financial Director of the League of Nations.

(Distr. 53).

	florins.
Secretary to the President	7,500
One Editing Secretary of French-speaking origin	12,500
One Editing Secretary of English-speaking origin	12,500
One Lady-Secretary to Registrar . . .	6,500
„ Chef de Chancellerie and Accountant . .	7,000
„ Archivist	6,000
Three bi-lingual shorthand-typists.	15,000
One messenger	2,000
Total :	69,000

February 17th 1922.

ANNEXE 45bis.

Postes au Greffe de la Cour permanente de justice internationale avec traitement afférent à chacun de ces postes.

(Liste approuvée par la Cour).

	Florins.
Un Secrétaire du Président	7,200
Un Secrétaire-rédacteur, de langue française	12.000
„ „ „ „ „ anglaise	12.000
Une dame Secrétaire du Greffier	6,500
Un chef de chancellerie-comptable	7,000
Un archiviste	6,000
Trois sténo-dactylographes bilingues	15,000
Un messager	2,000
Total :	67.700

17 février 1922.

ANNEX 45bis.

Positions on the staff of the Permanent Court of International Justice, with salaries attached thereto.

(List approved by the Court).

	Florins.
Secretary to the President	7,200
One Editing Secretary of French-speaking Origin	12,000
One Editing Secretary of English-speaking Origin	12.000
One Lady-Secretary to Registrar	6,500
One Chef de Chancellerie and Accountant	7,000
One Archivist	6,000
Three bi-lingual shorthand typists	15,000
One messenger	2,000
Total :	67,700

February 17th 1922.

ANNEXE 46.

Formule proposée par M. ANZILOTTI, en vue de resoudre la question de l'influence à donner aux parties.

1. — Si l'affaire est portée devant la Cour par un compromis, les parties pourront indiquer les règles de procédure qu'elles désirent voir appliquer dans l'espèce, sans toutefois déroger aux dispositions du Statut de la Cour (éventuellement, „ni aux articles .... du présent Règlement").

A cet effet, les dites règles seront soumises à l'approbation du Président. Dans le cas où celui-ci croirait ne pas pouvoir les approuver, ainsi que dans le cas où le compromis ne contiendrait pas de règles de procédure, la Cour décidera.

2. — Si l'affaire est portée devant la Cour par une requête, celle-ci pourra contenir l'indication des règles que la partie propose comme spécialement convenables dans l'espèce. Le Greffier, en portant la requête à la connaissance des intéressés, les invitera en même temps à déclarer, dans un délai qui ne pourra être inférieur à.... ni supérieur à .... si elles acceptent les règles de procédure suggérées par la partie requérante. Dans l'affirmative, l'on procédera comme il est dit à l'article précédent. Si les intéressés n'acceptent pas les règles de procédure suggérées par le requérant, la Cour fixera elle-même ces règles en tenant compte, autant que possible, de la volonté des parties.

ANNEX 46.

(*Translation*).

Draft proposed by M. ANZILOTTI as a solution of the question of the degree of influence to be allowed to the parties.

1. — If a case is brought before the Court by means of a special agreement, the parties may suggest any rules of procedure which they desire to be applied in the particular case, provided that such rules involve no derogation from the provisions of the Statute of the Court (if necesssary add: „or from Articles .... of the present Rules of Procedure").

Any such rules shall be submitted to the President for his approval. Should the latter not be disposed to approve them, or should the special agreement contain no rules of procedure, the decision shall rest with the Court.

2. — If a case is brought before the Court by an application, this application may contain rules suggested by the party as specially suitable for the particular case. The Registrar, when bringing this application to the knowledge of interested parties, shall at the same time invite them to state within a period, which shall be not less than .... nor exceeding ...., whether they are prepared to accept the rules of procedure suggested by the applicant. Should they accept, the procedure laid down in the previous Article shall be followed.

If the parties concerned do not accept the rules of procedure suggested by the applicant, the Court itself shall fix the rules, having regard, as far as possible, to the wishes of the parties.

ANNEXE 47.

Ordre du jour de la douzième séance.

1. — Communications du Président.
2. — Suite de la discussion du questionnaire :

a) Mode de fixation des délais.

b) Langues dans lesquelles devront être présentées les pièces de procédure, en l'absence d'accord particulier entre les parties.

c) Conditions auxquelles les Etats qu ne sent pas Membres de la Société, peuvent être admis devant la Cour.

d) Ordre de présentation des pièces de procédure. Droit de présenter une duplique.

e) Procédure spéciale pour les indications concernant les mesures conservatoires visées à l'article 41 du Statut, etc .... (Voir questionnaire, 2ième partie, No. 3, 4, 5, 6, 8, 9 et 10).

ANNEXE 48.

(Non reproduite).

ANNEXE 49.

Ordre du jour de la quatorzième séance.

1. — Communications du Président.
2. — Communications du Greffier.
   a) au sujet des procès-verbaux,
   b) au sujet des nominations.
3. — Vote sur le texte relatif à l'ordre du présentation des documents de procédure.
4. — Suite de la discussion du questionnaire. Question du droit de soumettre des répliques et des dupliques.
5. — Approbation de projet de lettre au Conseil au sujet des conditions d'admission à la Cour.

ANNEX 47.

Agenda for the twelfth meeting.

1. — Communications by the President.
2. — Continuation of the discussion on the questionnaire.

a) Mode of fixing time-limits.

b) Languages in which documents of procedure are to be presented, failing a special agreement between the parties.

c) Conditions upon which States not Members of the League can be admitted to the Court.

(d) Order in which documents of the written procedure should be submitted. Right to submit a rejoinder.

e) Special procedure as regards the indication of provisional measures of protection, referred to in Article 41 of the Statute, etc. (see questionnaire, Part II, Nos. 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10).

ANNEX 48.

(Not reproduced).

ANNEX 49.

Agenda for the fourteenth meeting.

1. — Communications by the President.
2. — Communications by the Registrar : —
   a) regarding Procès-Verbaux,
   b) regarding appointments.
3. — Vote on the text concerning the order of presentation of documents of procedure.
4. — Continuation of discussion of questionnaire, beginning with the question of the right to submit replies and rejoinders.
5. — Approval of draft letter to the Council concerning conditions for admission to the Court.

ANNEXE 50.

Projet d'article concernant l'ordre de présentation des pièces de procédure.

(Approuvé par le Président).

(Distr. 58).

Les mémoires et contre-mémoires sont présentés par les parties dans l'ordre proposé d'un commun accord par elles à la Cour et approuvé par celle-ci.

Si, dans les cas où l'instance a été introduite par la notification d'une requête, les parties ne sont pas d'accord, la Cour invitera d'abord le demandeur, puis le défendeur, à présenter leurs pièces de procédure. Si, dans le cas où l'instance a été introduite par la notification d'un compromis, celui-ci ne contient pas de propositions concernant l'ordre dans lequel les pièces de procédure doivent être présentées, la Cour invitera les parties à présenter leurs mémoires simultanément.

Lorsque la Cour ne siège pas, ses pouvoirs, aux termes du présent article, sont exercés par le Président.

Le 20 février 1922.

ANNEX 50.

Draft of an article concerning the order in which the documents of the written proceedings are to be presented.

(Approved by the President).

(Distr. 58).

Case and countercases shall be presented in the order proposed by the parties by common agreement and approved by the Court.

In cases where proceedings have been instituted by an application and no agreement has been concluded between the parties, the Court shall invite first the applicant and then the respondent to submit the various documents of the written procedure. In cases where proceedings have been instituted by means of a special agreement, if the special agreement does not contain any proposal with regard to the order in which the documents of the written procedure are to be presented, the Courts hall invite the parties to submit their cases simultaneously.

When the Court is not sitting, its powers under the present Article shall be exercised by the President.

February 20th, 1922.

ANNEXE 50a.

Amendement de M. Oda.

(Distr. 22).

„Sauf en cas d'urgence, les mémoires, contre-mémoires et répliques seront présentés par les parties au plus tard quatre mois avant la session de la Cour prévue par l'article 23 du Statut".

Note explicative.

Pour que les juges puissent étudier à fond, avant la session, les cas soumis à la Cour, et surtout pour que les juges venant d'un pays éloigné puissent recevoir, avant leur départ, sinon le dossier complet, tout au moins les pièces les plus importantes, il semble nécessaire de fixer d'avance les délais pour la présentation par les parties des pièces et documents de la procedure écrite.

Le 2 février 1922.

ANNEX 50a.

(*Translation*).

Amendment proposed by M.-Oda.

(Distr. 22).

„Except in cases of urgency, cases, countercases and replies shall be submitted by the parties not less than four months before the session of the Court provided for in Article 23 of the Statute".

Explanatory Note.

In order to enable judges to examine thoroughly before the session cases submitted to the Court, and more especially in order to ensure that judges coming from a distant country may receive, before their departure, all the documents, or at any rate the most important documents, it appears to me necessary to lay down before hand the time-limits within which the parties must submit all documents constituting the written proceedings.

February 2nd, 1922.

ANNEXE 50b.

Projet de lettre au Conseil de la Société des Nations.

(Distr. 57).

21 février 1922.

Monsieur le Président.

La Cour permanente de Justice internationale, au cours de cette session préliminaire, est en train d'élaborer son règlement de procédure, conformément aux termes de l'article 30 du Statut de la Cour, qui est ainsi conçu :

„La Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Elle règle notamment le procédure sommaire."

Au cours de ses travaux, la Cour s'est trouvée en présence d'une difficulté qui résulte des termes de l'article 35 du Statut. Le second alinéa de cet article est le suivant :

„Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, règlées par le Conseil, et dans tous les cas sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour."

La question soulevée a été celle de savoir si, au cas où un Etat compris dans les termes de l'alinéa ci-dessus, désirerait comparaître devant la Cour, celle-ci aurait à prier le Conseil de lui communiquer les conditions auxquelles l'Etat en question pourrait être admis à comparaître ; en d'autres termes, il s'agit de savoir si le Réglement de la Cour doit contenir une procédure spéciale pour la soumission au Conseil de requêtes de ce genre.

Après examen de cette question, la Cour est arrivée à la conclusion suivante : Avant d'élaborer des règles s'appliquant à ce cas, il conviendrait de prier le Conseil de vouloir bien informer la Cour de l'usage qu'il compte faire des pouvoirs qui lui sont conférés par le deuxième alinéa de l'article 35, et, avant tout, de lui faire savoir s'il a l'intention de préparer un règlement général qui s'appliquerait à tous les cas possibles, au lieu de régler chaque cas séparément, lorsqu'il se présenterait. Si le Conseil n'a pas l'intention de poser des conditions particulières pour chaque cas d'espèce, il ne serait pas nécessaire que la Cour élabore une procédure spéciale à cet égard.

Au cas où le Conseil se déciderait à préparer un règlement général, la Cour a examiné quelle pourrait être la portée de cette réglementation. A cet égard, elle a estimé que les principes fondamentaux du second alinéa de l'article 35 étaient les suivants :

a) le droit d'un Etat quelconque d'avoir recours à la Cour, et

b) le droit pour toutes les parties, admises à comparaître devant la Cour, d'être placées dans des conditions de parfaite égalité au point de vue juridique ;

ANNEX 50b.

Draft letter to the Council of the League of Nations.

(Distr. 57).

February 21st, 1922.

Monsieur le President,

The Permanent Court of International Justice is, during this preliminary session, drawing up its rules of procedure in conformity with Article 30 of the Court Statute, which runs as follows :

„The Court shall frame rules for regulating its procedure. In particular it shall lay down rules for summary procedure."

In the course of its work the Court has found itself faced with a difficulty arising out of the terms of Article 35 of the Statute. The second paragraph of this Article is worded as follows :

„The conditions under which the Court shall be open to other States shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Council, but in no case shall such provisions place the parties in a position of inequality before the Court."

The point which arose was whether the Court, in the event of a State coming within the terms of the preceding paragraph wishing to appear before the Court, would have to request the Council to communicate to it the conditions under which the State in question could be admitted ; in other words, whether the Rules of Court should contain a special procedure for the submission of such applications to the Council.

After considering this point, the Court arrived at the conclusion that, before drawing up any rules to meet this case, it would be wise to ask the Council to be good enough to inform the Court of the use which the Council intended to make of the powers conferred upon it by Article 35, 2nd paragraph ; and, above all, whether the Council had any intention of issuing a general regulation covering all possible cases, instead of dealing with each separate case as it arose. If the Council did not intend to lay down conditions in each particular case, it would not be necessary for the Court to prepare any special procedure.

In the event of the Council deciding to lay down general rules, the Court has considered what the purport of such rules would be likely to be. In this respect, it was of the opinion that the main principles of Article 35, second paragraph, were :

a) the right of any State to have recourse to the Court, and

b) the right of all parties admitted before the Court to be placed in a position of absolute legal equality.

La faculté que possède le Conseil de stipuler des conditions à cet égard, doit être; de l'avis de la Cour, subordonnée à ces deux principes.

Etant donné ce qui précède, les conditions en question ne pourraient guère comporter, pour un Etat qui a accepté la juridiction de la Cour, que l'obligation d'exécuter les arrêts de celle-ci, en toute bonne foi, conformément au dernier alinéa de l'article 13 du Pacte, et, pour les parties qui ne contribuent pas aux frais généraux de la Cour, l'obligation de participer aux dépenses de celle-ci, ainsi qu'il est stipulé au troisième alinéa de l'article 35 du Statut. En ce qui concerne le dernier point, la condition fixée pourrait être le dépôt d'une caution *judicatum solvi*, avant l'ouverture de la procédure.

De l'avis de la Cour, ces considérations sont corroborées par l'historique de la rédaction actuelle du second alinéa de l'article 35. — L'article 32 du projet préparé par le Comité des Juristes de 1920, stipulait que les conditions auxquelles l'accès de la Cour serait ouvert aux Etats non Membres de la Société et non mentionnés dans l'annexe au Pacte, seraient déterminées par le Conseil conformément à l'article 17 du Pacte. La rédaction actuelle est le résultat d'un amendement au texte du Comité des Juristes, amendement proposé à la première Assemblée par la Délégation suisse, en vue d'interdire toute inégalité entre les parties comparaissant devant la Cour. Cet amendement impliquait, entre autres choses que „le Conseil ne pourrait pas, par exemple, priver un Etat du privilège de nommer des juges *ad hoc* parmi ses ressortissants" et que, „le Conseil, étant un organisme politique, n'avait aucun droit d'intervenir dans le fonctionnement de la Cour" (Procès-verbal de la sous-Commission de la troisième Commission de la première Assemblée, No. 55).

En raison des considérations ci-dessus, et en tenant compte également des limites étroites dans lesquelles doivent se tenir les conditions fixées par le Conseil, comme on l'a déjà expliqué, il a été suggéré, au cours de la discussion, que le Conseil pourrait peut-être juger préférable de renoncer aux pouvoirs qu'il tient de l'article 35, au point de vue de la fixation des conditions d'admission.

En communiquant à Votre Excellence le résumé de la discussion qui a eu lieu à la Cour sur les points ci-dessus, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien soumettre au Conseil, lors de sa prochaine session, la question de l'usage que le Conseil compte faire des pouvoirs qui lui sont conférés par le second alinéa de l'article 35 du Statut de la Cour, et particulièrement, la question de savoir si le Conseil a l'intention de préparer un Règlement général s'appliquant à tous les cas possibles. Je serais très heureux que le Conseil veuille bien donner une réponse à la Cour sur ces questions le plus tôt qu'il lui sera possible.

Veuillez agréer etc.

The powers of the Council to lay down conditions should in the opinion of the Court be considered as subordinate to the two principle just mentioned.

In these circumstances, the conditions in question could hardly involve more than a duty on the part of a State which had accepted the jurisdiction of the Court to carry out its decisions in good faith, in accordance with Article 13, last paragraph, of the Covenant, and a duty on the part of parties which do not contribute to the general costs of the Court to participate in the Court's expenses, as laid down in the third paragraph of Article 35 of the Statute; in this latter respect, the conditions might consist of the deposit of a *cautio judicatum solvi* before the opening of the proceedings.

In the opinion of the Court, these considerations are corroborated by the history of the present wording of Article 35, second paragraph. Article 32 of the draft prepared by the Jurists' Committee of 1920 provided that the conditions under which the Court should be accessible to States not Members of the League and not mentioned in the Annex to the Covenant, should be determined by the Council in accordance with Article 17 of the Covenant. The present wording is the result of an amendment to the Jurists' Committee's text, proposed at the first Assembly by the Swiss Delegation, to the effect that no inequality between the parties before the Court must be allowed. This meant, among other things, „that the Council should not be able to deprive any State of, for instance, the privilege of appointing national judges" and that „the Council, being a political body, should not be entitled to interfere with the activity of the Court". (Minutes of the Sub-Committee of the third Committee of the 1st Assembly; No. 55).

In view of these considerations and also in view of the narrowness of the limits within which the conditions fixed by the Council must be confined, as already explained, the suggestion was made during the draft sion in the Court that the Council might find it preferable to waive the powers, which it derived from Article 35, to fix conditions of admission.

In thus submitting to Your Excellency the purport of the discussions in the Court in regard to the above subjects, I have the honour to ask Your Excellency to be good enough to place before the Council at its next meeting the question of the use which the Council intends to make of the powers conferred on it by Article 35, second paragraph, of the Court Statute, and especially the question whether the Council has any intention of issuing a general regulation covering all possible cases. I should be very glad if the Council could give the Court an answer on these points as soon as possible.

I have the honour etc.

ANNEXE 51.

Lettre au Président du Conseil de la Société des Nations.

21 février 1922.

Monsieur le Président,

La Cour permanente de Justice internationale, au cours de cette session préliminaire, est en train d'élaborer son règlement de procédure, conformément aux termes de l'article 30 du Statut de la Cour, qui est ainsi conçu :

„La Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Elle règle notamment la procédure sommaire."

Au cours de ses travaux, la Cour s'est trouvée en présence d'une difficulté qui résulte des termes de l'article 35 du Statut. Le second alinéa de cet article est le suivant :

„Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour."

La question soulevée a été celle de savoir si, au cas où un Etat compris dans les termes de l'alinéa ci-dessus, désirerait comparaître devant la Cour, celle-ci, ou bien l'Etat en question, aurait à prier le Conseil de lui fixer les conditions auxquelles l'Etat pourrait être admis à comparaître ; en d'autres termes, il s'agit de savoir si le Règlement de la Cour doit contenir une procédure speciale pour la soumission au Conseil de requêtes de ce genre.

Après examen de cette question, la Cour est arrivée à la conclusion suivante : Avant d'élaborer des règles s'appliquant à ce cas, il conviendrait de prier le Conseil de vouloir bien informer la Cour de l'usage qu'il compte faire des pouvoirs qui lui sont conférés par le deuxième alinéa de l'article 35 et, avant tout, de lui faire savoir s'il a l'intention de préparer un Règlement général qui s'appliquerait à tous les cas possibles, au lieu de régler chaque cas séparément, lorsqu'il se présenterait. Si le Conseil n'a pas l'intention de poser des conditions particulières pour chaque cas d'espèce, il ne serait pas nécessaire que la Cour élabore une procédure spéciale à cet égard.

Au cas où le Conseil se déciderait à préparer un règlement général, la Cour a examiné quelle pourrait être la portée de cette réglementation. A cet égard, elle a estimé que les principes fondamentaux du second alinéa de l'article 35 étaient les suivants :

ANNEX 51.

Letter to the President of the Council of the League of Nations.

February 21st, 1922.

Monsieur le Président,

The Permanent Court of International Justice is, during this preliminary session, drawing up its rules of procedure in conformity with Article 30 of the Court Statute, which runs as follows :

„The Court shall frame rules for regulating its procedure. In particular it shall lay down rules for summary procedure."

In the course of its work the Court has found itself faced with a difficulty arising out of the terms of Article 35 of the Statute. The second paragraph of this Article is worded as follows :

„The conditions under which the Court shall be open to other States shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Council, but in no case shall such provisions place the parties in a position of inequality before the Court."

The point which arose was whether, in the event of a State coming within the terms of the preceding paragraph wishing to appear before the Court, the Court, or possibly the State in question, would have to request the Council to determine the conditions under which the State could be admitted ; in other words, whether the Rules of Court should contain a special procedure for the submission of such applications to the Council.

After considering this point, the Court arrived at the conclusion that, before drawing up any rules to most this case, it would be wise to ask the Council to be good enough to inform the Court of the use which the Council intended to make of the powers conferred upon it by Article 35, second paragraph ; and above all, whether the Council had any intention of issuing a general regulation covering all possible cases, instead of dealing with each separate case as it arose. If the Council did not intend to lay down conditions in each particular case, it would not be necessary for the Court to prepare any special procedure.

In the event of the Council deciding to lay down general rules, the court has considered what the purport of such rules would be likely to be. In ths respect, it was of the opinion that the main principle of Article 35, second paragraph were :

(a) le droit d'un Etat quelconque d'avoir recours à la Cour, et

(b) le droit pour toutes les parties admises à comparaître devant la Cour, d'être placées dans des conditions de parfaite égalité au point de vue juridique.

La faculté que possède le Conseil de stipuler des conditions à cet égard, doit être, de l'avis de la Cour, subordonnée à ces deux principes.

Etant donné ce qui précède, les conditions en question ne pourraient guère comporter, pour un Etat qui a accepté la juridiction de la Cour, que l'obligation d'exécuter les arrêts de celle-ci, en toute bonne foi, conformément au dernier alinéa de l'article 13 du Pacte, et, pour les parties qui ne contribuent pas aux frais généraux de la Cour, l'obligation de participer aux dépenses de celle-ci, ainsi qu'il est stipulé au troisième alinéa de l'article 35 du Statut. En ce qui concerne le dernier point, la condition fixée pourrait, éventuellement, être le dépôt d'une caution avant l'ouverture de la procédure.

De l'avis de la Cour, ces considérations sont corroborées par l'historique de la rédaction actuelle du second alinéa de l'article 35. L'article 32 du projet préparé par le Comité des Juristes de 1920, stipulait que les conditions auxquelles l'accès de la Cour serait ouvert aux Etats non Membres de la Société et non mentionnés dans l'annexe du Pacte, seraient déterminées par le Conseil conformément à l'article 17 du Pacte. La rédaction actuelle est le résultat d'un amendement au texte du Comité des Juristes, amendement proposé à la première assemblée par la Délégation suisse, en vue d'interdire toute inégalité entre les parties comparaissant devant la Cour. Cet amendement implique, entre autres choses, „que le Conseil ne pourrait pas, par exemple, priver un Etat du privilège de nommer des juges *ad hoc* parmi ses ressortissants", et que, „le Conseil, étant un organisme politique, n'avait aucun droit d'intervenir dans le fonctionnement de la Cour" (procès-verbal de la sous-Commission de la troisième Commission de la première Assemblée; no. 55).

En raison des considérations ci-dessus, et en tenant compte également des limites étroites dans lesquelles doivent se tenir les conditions fixées par le Conseil, comme on l'a déjà expliqué, il a été suggéré, au cours de la discussion, que le Conseil pourrait peut-être juger préférable de renoncer aux pouvoirs qu'il tient de l'article 35, au point de vue de la fixation des conditions d'admission.

En communiquant à Votre Excellence, le résumé de la discussion qui a eu lieu à la Cour sur les points ci-dessus, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien soumettre au Conseil, lors de sa prochaine session, la question de l'usage le Conseil compte faire des pouvoirs qui lui sont conférés par le second alinéa de l'article 35 du Statut

a) the right of any State to have recourse to the Court, and

b) the right of all parties admitted before the Court to be placed in a position of absolute legal equality. The powers of the Council to lay down conditions should in the opinion of the Court be considered as subordinate to the two principles just mentioned.

In these circumstances, the conditions in question oculd hardly involve more than a duty on the part of a State which had accepted the jurisdiction of the Court to carry out its decisions in good faith, in accordance with Article 13, last paragraph, of the Covenant, and a duty on the part of parties which do not contribute to the general costs of the Court to participate in the Court's expenses, as laid down in the third paragraph of Article 35 of the Statute; in this latter respect, the conditions might consist of the deposit of a caution before the opening of the proceedings.

In the opinion of the Court, these considerations are corroborated by the history of the present wording of Article 35, second paragraph. Article 32 of the draft prepared by the Jurists Committee of 1920 provided that the conditions under which the Court should be accessible to States not Members of the League and not mentioned in the Annex to the Covenant, should be determined by the Council in accordance with Article 17 of the Covenant. The present wording is the result of an amendment to the Jurists' Committee's text, proposed at the first Assembly by the Swiss Delegation, to the effect that no inequality between the parties before the Court must be allowed. This meant, among other things, „that the Council should not be able to deprive any State of, for instance, the privilege of appointing national judges", and that „the Council, being a political body, should not be entitled to interfere with the activity of the Court." (Minutes oft he Sub-Committee of the third Committee of the 1st Assembly. No. 55).

In view of these considerations and also in view of the narrowness of the limits within which the conditions fixed by the Council must be confined, as already explained, the suggestion was made during the discussion in the Court that the Council might find it preferable to waive the powers, which it derived from Article 35, to fix conditions of admission.

In thus submitting to Your Excellency the purport of the discussions in the Court on the above points, I have the honour to ask Your Excellency to be good enough to place before the Council at its next meeting the question of the use which the Council intends to make of the powers conferred on it by Article 35, second para-

de la Cour, et particulièrement, la question de savoir si le Conseil a l'intention de préparer un Règlement général s'appliquant à tous les cas possibles. Je serais très heureux que le Conseil veuille bien donner une réponse à la Cour sur ces questions le plus tôt qu'il lui sera possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

(signé) LODER,
Président.

graph, of the Court Statute, and especially the question whether the Council has any intention of issuing a general regulation covering all possible cases. I should be very glad if the Council could give the Court an answer on these points as soon as possible.

I have the honour, etc.,

(signed) LODER,
Chairman.

ANNEXE 52.

Ordre du jour de la quinzième séance.

1. — Nomination du personnel.
2. — Communications du Président.
3 — Suite de la discussion du questionnaire.

ANNEX 52.

Agenda for the fifteenth meeting.

1. — Appointment of staff.
2. — Communications by the President.
3. — Continuation of the discussion on the Questionnaire.

ANNEXE 53.

Lettre de la Legation de Lithuanie aux Pays-Bas.

La Haye, le 21 février 1922.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que l'Assemblée des Etats Lithuaniens a ratifié le Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

J'aurai le grand plaisir d'envoyer à Votre Excellence les protocoles de la ratification aussitôt qu'ils soient arrivés.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

(signed) J. AUKSTUOLIS
Chargé d'Affaires.

A Son Excellence Monsieur B. C. J. Loder,
Président de la Cour permanente de
Justice internationale, la Haye.

ANNEX 53.

(*Translation.*)

Letter from the Lithuanian Legation in the Netherlands.

The Hague, February 21st, 1922.

I have the honour to inform Your Excellency that the Lithuanian Parliament has ratified the Statute of the Permanent Court of International Justice.

I shall be pleased to forward to Your Excellency the protocols of ratification as soon as they arrive.

I have, etc.,

(signed) J. AUKSTUOLIS.
Chargé d'Affaires.

To His Excellency Monsieur B. C. J. Loder,
President of the International Court
of Justice, the Hague.

ANNEX 54.

Projet d'article concernant la procedure pour l'examen des pièces,

présenté par M. MOORE, le 23 février 1922.

Les mémoires, les contre-mémoires et, le cas échéant, les répliques seront accessibles à l'examen de tout Etat qui a qualité pour adresser à la Cour une requête à fin d'intervention, en raison d'un intérêt d'ordre juridique, conformément à l'article 62, ou pour exercer la faculté d'intervenir au procès, prévue à l'article 63. L'examen de toutes autres pièces ne pourra avoir lieu que par autorisation spéciale de la Cour.

ANNEX 54.

Draft article concerning inspection of documents procedure;

submitted by Mr. MOORE, Feb. 23rd, 1922.

The cases, counter-cases, and replies, if any, shall be open to the inspection of any State qualified to present to the Court a request for permission to intervene, on account of an interest of a legal nature under Article 62, or to exercise the right of intervention under Article 63. The inspection of other documents shall be subject to the special permission of the Court.

ANNEXE 55.

Résumé de la discussion antérieure au sujet de la question du droit d'intervention ;

présenté par M. BEICHMANN, à la 17ème séance, le 24 février 1922.

(Distr. 59).

1. — Dans le cas prévu dans l'article 63 du Statut, on donne aux Etats parties à une Convention ou à un Traité, le droit d'intervenir dans le procès et d'y maintenir leurs vues quant à l'interprétation de la convention ou du traité. Si un Etat fait usage de ce droit, l'interprétation contenue dans la sentence de la Cour est obligatoire pour lui aussi bien que pour les parties originaires.

2. — Dans d'autres cas (art. 62), aucun Etat n'a le droit d'intervenir, mais peut seulement demander à la Cour de lui accorder le droit d'intervention, et cela à condition que la Cour est d'avis qu'il a justifié d'un intérêt d'ordre juridique. Cette condition cependant n'est nécessairement pas la seule et elle ne comporte pas nécessairement le droit d'intervenir. Même si la Cour estime que cette condition est remplie, la Cour pourra refuser de donner suite à la demande.

3. — L'article 62 du Statut stipulant que la décision doit être prise dans chaque cas qui se présentera, il n'y a pas lieu dès maintenant de prendre une décision quelconque, ni sur l'interprétation des mots „intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause", ni sur la question de savoir si une intervention est soumise à d'autres conditions d'ordre juridique, par exemple la soumission des parties et du requérant à la juridiction obligatoire, ou du consentement des parties originaires. La question de savoir si, l'intervention ayant été admise et effectuée, l'Etat intervenant sera lié par la sentence de même que les parties originaires doit également rester ouverte.

4. — Toutefois il se dégage de la discussion que l'intervention pourra avoir des bases différentes, soit celle que l'Etat intervenant aurait un droit subjectif qui s'opposerait aux prétentions des parties originaires ou de l'une d'elles, soit celle que l'Etat intervenant pourrait avoir un intérêt à ne pas voir établies, au sujet des règles à appliquer, des vues contraires aux siennes. Cette dernière base pourra suffire, au moins dans le cas prévu dans l'article 63. La question de savoir si cette base pourra aussi suffire dans les autres cas, restera ouverte.

5. — La requête d'être admis à intervenir (art. 62) ou le déclaration d'intervenir (art. 63) doit être présentée à la Cour au plus tard au commencement de la procédure

ANNEX 55.

(*Trauslation.*)

Summary of previous discussions on the question of the right of intervention ;

submitted by M. BEICHMANN at the 17th Meeting, February 24th, 1922.

(Distr. 59).

1. — In the circumstances contemplated in Article 63 of the Statute, States which are parties to a convention or a treaty are given the right to intervene in a case, and to present their views as regards the interpretation of the convention or treaty. If a State makes use of this right, the interpretation contained in the judgment of the Court is binding on it, as well as on the original parties.

2. — In other circumstances (Article 62), no State has a right to intervene, but may only ask the Court for permission to do so ; permission shall only be given if the Court considers that the State in question has an interest of a legal nature in the case. This condition, however is not necessarily the only one, and its fulfilment does not necessarily involve the right of intervention. Even though the Court is of opinion that this condition is fulfilled, it may refuse the request.

3. — Article 62 of the Statute lays down that the question shall be decided in each particular case as it arises ; there is therefore no need to adopt any decision at the moment either with regard to the interpretation of the words „interest of a legal nature which may be affected by the decision", or with regard to the question whether the right of intervention is subject to other conditions of a legal nature, for example, the acceptance of the compulsory jurisdiction of the Court by the original parties and the party desiring to intervene, or the consent of the original parties. The question whether, when the right to intervene has been admitted and exercised, the intervening State is to be bound by the judgment, as well as the original parties, must also remains open.

4. — Nevertheless, the discussion has shown that intervention may be based on other grounds : the intervening state may have a subjective right, which is incompatible with the claims of the original parties or of one of them, or again it may be to the interest of the intervening state that opinions contrary to its own should not prevail as regards the rules to be applied. The last named reason for intervention might be regarded as sufficient, at all events in the circumstances contemplated in Article 63. The question whether this reason would also suffice in other circumstances remains open.

5. — An application to be allowed to intervene (Art. 62), or a declaration of intervention (Art. 63) must be laid before the Court not later than the commencement of

orale. Si l'intervention n'est demandée ou déclarée qu'au commencement de la procédure orale, l'Etat intervenant n'aura que le droit de participer à cette procédure. En cas de requête ou de déclaration antérieure, la Cour détermine, selon les circonstances, s'il y a lieu d'ordonner ou de permettre à l'Etat intervenant de présenter un mémoire écrit.

Dans ce cas, les parties originaires auront le droit de présenter une réponse écrite au mémoire du requérant. La Cour rend les ordonnances nécessaires quant à la conduite du procès et décide selon les cas, si l'Etat intervenant aura le droit de prendre connaissance de tous les documents présentés par les parties originaires.

6. — L'article 64 du Statut s'applique aussi à un Etat intervenant.

7. — Le Statut ayant, dans l'article 40, donné des règles ayant pour but de mettre les Etats à même de prendre connaissance des litiges qui sont portés devant la Cour, il n'y a pas lieu, afin de faciliter une intervention éventuelle, de soumettre aussi les parties originaires à l'obligation de tolérer que tout autre Etat puisse prendre connaissance des mémoires, contre-mémoires et autres documents de la procédure écrite avant qu'il ait été admis comme intervenant. Ce serait dépasser la compétence donnée à la Cour par l'article 30 du Statut.

L'article 46 du Statut donnant aux parties la faculté d'exclure de commun accord la publicité de la procédure orale, ce serait illogique d'admettre un droit d'inspection de la procédure écrite. La Cour qui est obligée d'exclure la publicité, si les parties le demandent, ne pourrait accorder l'inspection des documents ou la communication des mémoires, etc., contre la volonté commune des parties.

the oral proceedings. If the request for permission to intervene, or the declaration of an intention to intervene is only presented at the commencement of the oral proceedings, the intervening state will only have the right to take part in that part of the proceedings. When a request or declaration is presented at an earlier stage, the Court will decide, according to the circumstances of the case, whether there is ground for calling upon or permitting the intervening State to submit a written case.

If this course is adopted, the original parties will have the right to submit a written reply to the case of the applicant. The Court will make the necessary orders for the conduct of the case, and will decide according to circumstances whether the intervening state is to have the right to inspect all the documents submitted by the original parties.

6. — Article 64 of the Statute also applies to an intervening State.

7. — Since Article 40 of the Statute contains rules for the purpose of enabling States to obtain information regarding disputes brought before the Court, there is no need, in order to facilitate intervention, to place the original parties also under an obligation to allow any other State to inspect the cases, countercases and other documents of the written procedure before such State shall have been granted the right to intervene. If this course were adopted, the competence of the Court, as defined in Article 30 of the Statute, would be exceeded.

Under Article 46 of the Statute, the parties may by common agreement demand that the oral proceedings shall not be public ; it would therefore be illogical to recognise the existence of a right to inspect the written proceedings. The Court, which is compelled to order that the proceedings shall not be public, if the parties submit a request to that effect, cannot permit the inspection of documents or the communication of cases, etc. against the joint wishes of the parties.

ANNEXE 56.

Proposition de M. NYHOLM concernant la procédure en cas d'intervention.

Accès aux pièces.

ARTICLE 58.

(Article 38 du projet revisé. V. p. 553.)

„Si les dits Membres et Etats désirent prendre connaissance des pièces déposées, ils s'adresseront au Président de la Cour. Après avoir entendu les représentants des parties, le Président décide, en cas de protestation, s'il y a lieu de faire droit à la demande. Dans le cas affirmatif, la partie adverse peut empêcher l'exécution de l'ordonnance en déposant au Greffe, dans les huit jours de la date de l'ordonnance, un recours devant la Cour plénière."

Cet article vise le cas où il n'y a pas encore demande d'intervention. Tous les Etats informés par le Greffier peuvent avoir intérêt à voir les pièces. L'article 58 indique les conditions.

ARTICLE 83.

(Modifié).

(Article 55 du projet revisé. V. p. 353.)

„Le Président constate s'il y a des intervention dans l'affaire. Aucune intervention ne peut se produire plus tard qu'au commencement de cette audience, et l'interventionne sera recevable en la forme qu'à condition que les conclusions et pièces de l'intervenant aient été communiquées aux parties au moins trente jours avant l'audience.

„La demande d'intervention peut être présentée dans toutes les affaires qui peuvent être soumises à la Cour, soit suivant compromis ou sur requête, et qu'il s'agisse de compétence obligatoire ou non, sauf à la Cour de décider sur l'admissibilité de l'intervention en tenant compte des circonstances spéciales de l'affaire et du principe général de ne pas retarder la solution de l'affaire.

„Jusqu'au moment où les parties qui ont demandé d'intervenir sont définitivement admises comme intervenantes, tout Etat qui a qualité pour adresser à la Cour une requête à fin d'un intérêt d'ordre juridique conformément à l'article 62 du Statut, ou pour exercer la faculté d'intervenir au procès prévue à l'article 63, peut adresser au Président

ANNEX 56.

(*Translation.*)

Proposal by Mr. NYHOLM in regard to intervention.

Right to inspect documents.

ARTICLE 58.

(Article 38 of the revised draft. See p. 353.)

„If the afore-mentioned Members of the League and other States desire to inspect the documents which have been handed in, they shall apply to the President of the Court. Should a protest be entered, the President shall, after hearing the representatives of the parties, decide whether the request shall be granted. If he decides in the affirmative, the opposing party may prevent this order from being carried out, by depositing with the Registry, within eight days after the making of the order, an application for reference to the full Court."

This Article contemplates the case where there has not yet been a request for intervention. Any of the States who receive notification from the Registrar may have reasons for wishing to inspect the documents. Article 58 lays down the conditions of such inspection.

ARTICLE 83.

(Amended).

(Article 55 of the revised draft. See p. 353).

„The President shall state whether notice of intervention has been filed. The right to intervene may not be exercised after the commencement of this hearing, and intervention will not be admitted unless the statement of claim and documents of the intervening party have been communicated to the parties at least thirty days before the hearing.

A request to be allowed to intervene may be made in any case, whether submitted to the Court by special agreement or by application, and in cases both of compulsory and non-compulsory jurisdiction; the Court, however in deciding as to the admissibility of the claim, shall have regard to the special circumstances of the case and to the general principle that the settlement of the case must not be delayed.

Until such time as the parties who have applied to intervene have been finally granted permission to do so, any State which is qualified to make application to the Court on the ground that it has an interest of a legal nature in the case (in accordance with Article 62 of the Statute), or to exercise the right of intervention in the case, in

une requête pour être admis à prendre connaissance des conclusions déposées par les parties principales. La Président décide, sauf recours à la Cour."

Cet article concerne le cas où il y a demande d'intervention, et paraît contenir tout ce qu'il est nécessaire d'indiquer au point de vue de procédure qui seul nous occupe.

N.B. — Il est bien entendu que la Cour ne doit pas légiférer sur le droit d'intervention (c'est le Statut interprêté par les décisions postérieures de la Cour) mais qu'elle doir fixer actuellement uniquement la voie de procédure à suivre par ceux qui demandent à intervenir.

accordance with Article 63, may ask leave of the President to inspect the statement, of claim submitted by the principal parties. The President shall rest with the subject to appeal to the Court."

This article refers to a case where there is an application to intervene and appears to contain all that is necessary from the point of procedure, which alone concerns us at the moment

N.B. — It is understood that it is not for the Court to legislate in regard to the right of intervention — that question being governed by the provisions of the Statute as interpreted by later decisions of the Court. At the moment it is only necessary to determine the general mode of procedure to be followed by States requesting permission to intervene.

ANNEXE 56a.

Règlement revisé de service pour la Cour permanente de Justice internationale.

(Distr. 69).

(projet de M. NYHOLM).

Note: Ce projet est établi en considérant le Règlement comme une annexe au Statut et remplace le projet primitif dans lequel avaient été incorporées les règles du Statut relatives à la procédure) [1].

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE I. Organisation:
- a) de l'exercice des pouvoirs judiciaires;
- b) de l'exercice des pouvoirs administratifs;
- c) du personnel.

CHAPITRE II. Compétence et législation.

CHAPITRE III. Procédure:
- a) procédure générale;
- b) procédure sommaire;
- c) mesures conservatoires.

CHAPITRE IV. Dispositions diverses.

CHAPITRE V. Dispositions transitoires.

CHAPITRE VI. Dispositions générales.

Règlement de service.

CHAPITRE I.

ORGANISATION DE LA COUR.

a) De l'exercice des pouvoirs judiciaires.

ARTICLE 1.

Session de la Cour. — Statut: article 23.

La Cour se réunit chaque année le 15 juin, date à laquelle commence l'année judiciaire.

La session ordinaire continue jusqu'à ce que le rôle soit épuisé par les plaidoiries dans les affaires qui sont prêtes à recevoir une solution ou qui le seront dans un délai raisonnable à partir de l'ouverture de la session.

Dans les cas d'urgence, le Président peut convoquer la Cour entière ou les Chambres spéciales en session extraordinaire.

Si quelques juges titulaires ne peuvent, à cause de

1) Note de l'auteur: le signe „d" indique „doute".

ANNEX 56a.

(*Translation*).

Revised rules of court of the Permanent Court of International Justice.

(Distr. 69).

(M. NYHOLM's draft).

Note: These Rules are to be regarded as forming an annex to the Statute of the Court [1].

TABLE OF CONTENTS.

CHAPTER I Organisation.
- a) Judicial Functions.
- b) Administrative Functions.
- c) Personnel.

CHAPTER II. Competence and Legislation.

CHAPTER III. Procedure.
- a) General.
- b) Summary.
- c) Interim Measures of Protection.

CHAPTER IV. Various Provisions.

CHAPTER V. Temporary Provisions.

CHAPTER VI. General Provisions.

Rules of Court.

CHAPTER I.

ORGANISATION OF THE COURT

a) Judicial Functions.

ARTICLE 1.

Session of the Court. — Statute, Article 23.

The Court shall meet each year on June 15th; the judicial year shall commence on the same date.

The ordinary session shall continue until after the hearing of all the cases on the list which are ready or shall be ready for hearing within a reasonable time after the commencement of the session.

In urgent cases the President may convene an extraordinary session of the full Court or of the special Chambers.

If certain of the ordinary judges are unable to arrive

1) Author's note: "d" signifies "doubtful".

l'éloignement de leur domicile, être présents en temps utile, des juges suppléants doivent être convoqués à leur place.

Le Président peut convoquer la Chambre sommaire à tout moment, selon le besoin du service.

ARTICLE 2.

Formation de la Cour. — Statut ; articles 25, 26, 27 et 29.

Les pouvoirs judiciaires de la Cour sont exercés soit en séance plénière, soit en Chambres spéciales, dont une pour les affaires de travail et une pour les affaires de transit, soit en Chambre sommaire.

ARTICLE 3.

Composition de la Cour et des Chambres. — Statut : articles 25, 26, 27 et 29.

La Cour plénière est composée de onze juges, les Chambres de travail et de transit de cinq juges outre deux juges suppléants, et la Chambre sommaire de trois juges.

Si la présence de onze juges titulaires à la séance plénière n'est pas assurée, le Président prend des mesures pour que ce nombre soit parfait par l'entrée en fonctions des juges suppléants. Toutefois, si onze juges n'étaient pas disponibles, le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour.

Si dans les Chambres spéciales et dans la Chambre sommaire, des juges sont empêchés, ils seront remplacés par d'autres juges titulaires.

ARTICLE 4.

Statut : articles 26, 27 et 31.

La composition de la Cour et des deux Chambres spéciales peut être modifiée par suite du droit des parties de désigner des juges de leur nationalité.

Pour la Cour plénière, le nombre de juges peut être augmenté par la désignation faite par une ou plusieurs des parties de juges de leur nationalité.

Pour les Chambres spéciales, la composition peut être modifiée dans le cas où une des parties a un de ses ressortissants parmi les juges. Dans ce cas, l'autre ou les autres parties s'adresseront au Président de la Cour qui priera un ou plusieurs des juges ordinaires de la Chambre de céder leur place aux juges nationaux désignés par les parties.

ARTICLE 5.

Les parties s'adressent au Président de la Cour en lui notifiant leur intention de désigner un juge et ensuite le choix par elles fait, le tout conformément aux règles de procédure établies au Chapitre III.

in sufficient time because they reside at too great a distance from the Court, deputy-judges shall be summoned to replace them.

The President may summon the Chamber for summary procedure at any time, as circumstances may require.

ARTICLE 2.

Formation of the Court. — Statute, Articles 25, 26, 27 and 29.

The judicial functions of the Court shall be exercised by the full Court or by the special Chambers for labour questions and for transit questions respectively, or by the Chamber for summary procedure.

ARTICLE 3.

Composition of the Court and of the Chambers. — Statute, Articles 25, 26 27 and 29.

The full Court shall consist of eleven judges ; the Chambers for labour and transit cases of five judges, besides two deputy-judges, and the Chamber for summary procedure of three judges.

If eleven judges cannot be present at a meeting of the full Court, the President shall arrange to complete this number by summoning deputy-judges. If, however, the presence of eleven judges cannot be secured, the Court may sit with a quorum of nine.

In the special Chambers and in the Chamber for summary procedure, if judges are prevented from attending, other ordinary judges shall take their place.

ARTICLE 4.

Statute, Articles 26, 27 *and* 31.

The composition of the Court and of the two special Chambers may be modified as the result of the right possessed by the parties to nominate judges of their nationality.

As regards the full Court, the number of judges may be increased as the result of the nomination by one or several parties of judges of their nationality.

As regards the special Chambers, their composition may be modified if one of the parties has a national amongst the judges. In this case, the other party or parties may apply to the President of the Court, who shall request one or more of the judges of the Chamber to give up their seat to national judges appointed by the parties.

ARTICLE 5.

The parties shall inform the President of the Court of their intention to appoint a judge, and subsequently of the selection made by them, in accordance with the rules of procedure laid down in Chapter III

Si la partie ne trouve pas un juge de sa nationalité parmi les suppléants, et si la partie justifie qu'elle ne trouve non plus sur la liste des personnes présentées conformément aux articles 4 et 5 du Statut, une personne de sa nationalité qui accepte le charge, elle peut proposer une autre personne, toujours de sa nationalité, qui doit, toutefois, satisfaire aux prescriptions des article 2, 16, 17 et 24 du Statut. Le juge désigné doit prendre, avant d'entrer en fonctions, l'engagement solennel prévu pour les juges.

Les juges nationaux designées par les parties statuent sur un pied d'égalité avec les autres juges. Ils prennent rang selon leur âge et après les juges ordinaires.

(Note. — Si le juge désigné est empêché au cours du procès, faut-il recommencer devant une nouvelle Chambre ?).

ARTICLE 6.

Statut : article 26, 2e alinéa.

Dans les affaires du travail, qu'elles soient plaidées devant la Cour plénière ou devant le Chambre de travail, les juges seront assistés de quatre assesseurs techniques avec voix consultative et assurant une juste représentation des intérêts en cause.

Statut : article 27, 2e alinéa.

Dans les affaires de transit, les parties peuvent demander l'adjonction de quatre assesseurs techniques avec voix consultative, que l'affaire soit plaidée devant la Chambre spéciale ou devant la Cour. (Dans ce dernier cas, la Cour peut ordonner d'office l'adjonction (*d*)).

Le choix des assesseurs sera fait selon les règles indiquées ci-après dans le Chapitre de Procédure

ARTICLE 7.

Statut : article 26, dernier alinéa.

Dans les affaires concernant le travail, dans lesquelles le Bureau international aura la faculté de fournir à la Cour ou à la Chambre tous les renseignements nécessaires, le Directeur de ce Bureau recevra par les soins du Greffier, communication de toutes les pièces de procédure présentées par écrit. Le Bureau du Travail pourrait consulter les pièces au Greffe ou avoir sur demande expédition des copies des conclusions des parties et copies des pièces dans les limites jugées nécessaires par le Directeur du Bureau.

Les renseignements fournis par le Bureau du Travail doivent être déposés au Greffe au moins vingt jours avant les plaidoiries orales et doivent être à la disposition des parties, auxquelles sera donné par le Greffe, à leur domicile élu, information du dépôt de ces pièces.

If the party has not a judge of its nationality amongst the deputy-judges and if it further proves that it cannot find amongst the persons nominated, in accordance with Articles 4 and 5 of the Statute, an individual of its nationality who will undertake the duty, it may propose another person of its nationality, who must, however, fulfil the conditions laid down in Articles 2, 16, 17 and 24 of the Statute. A judge thus selected shall, before taking up his duties, make the solemn declaration laid down for the judges.

National judges selected by the parties shall take part in the decision on an equal footing with the other judges. They shall take precedence according to age and after the ordinary judges.

(Note. — If a judge thus selected is prevented from sitting after proceedings have begun, must the case be begun again before a new Chamber ?).

ARTICLE 6.

Statute, Article 26, Paragraph 2.

In labour cases, whether heard by the full Court or by the Chamber for labour questions, the judges shall be assisted by four technical assessors chosen with a view to ensuring a just representation of competing interests, but without the right to vote.

Statute, Article 27, Paragraph 2.

In transit cases the parties may request that four technical assessors be added to the Court, without the right to vote, whether the case is heard by the special Chamber or by the full Court. (In the latter case the Court may of its own initiative order the addition of such technical assessors (*d*)).

The selection of assessors shall be made in accordance with the rules laid down hereafter in the Chapter on Procedure.

ARTICLE 7

Statute, Article 26, last Paragraph.

In labour questions, in which the International Labour Office shall be entitled to supply the Court or the special Chamber with all necessary information, the Director of the Office in question shall receive through the Registrar all the documents submitted in the suit. The Labour Office may consult such documents at the Registry, or, so far as the Director of that Office thinks necessary, he may request that copies of the parties' statements of claim or other documents may be forwarded to him.

Information supplied by the Labour Office shall be forwarded to the Registrar at least twenty days before the opening of the oral proceedings, and shall be placed at the disposal of the parties, who shall be informed by the Registrar at their official address that such documents have been received.

ARTICLE 8.

Statut : articles 26, 27, 29.

La compétence attributive des Chambres spéciales et de la Chambre sommaire est déterminée par l'accord des parties. A ce sujet, les parties principales, sans besoin de l'adhésion des parties intervenantes, font leur déclaration au Président ou à la Cour.

ARTICLE 9.

Statut : article 24.

La composition de la Cour ou des Chambres peut être modifiée à la suite d'une récusation formulée à l'encontre d'un juge. Le juge ne peut se retirer de son siège qu'en vertu d'une décision de la Cour, qui entend en Chambre du Conseil, les explications des parties. Le juge visé a le droit de ne pas être présent à la Chambre du Conseil.

La Cour pourvoit, le cas échéant, à son remplacement.

ARTICLE 10.

Statut : article 30.

Si les juges de la Cour ou des diverses Chambres se trouvent momentanément empêchés, le Président de la Cour pourvoit à leur remplacement selon les besoins du service principalement par les juges titulaires et, en cas d'empêchement, par les juges suppléants.

b) Exercice des pouvoirs administratifs.

ARTICLE 11.

Assemblée générale. — Statut : article 30.

La Cour se réunit en assemblée générale, pour :

1) l'élection du Président et du Vice-Président ;
2) les questions concernant le règlement de service ;
3) la formation des Chambres ;
4) la nomination du Greffier et du personnel ;
5) les mesures disciplinaires à appliquer aux juges et aux fonctionnaires ;
6) les délibérations sur les matières d'ordre général et de service intéressant la Cour ;
7) avis consultatifs.

(*Note. — question de ne pas en parler : M. Moore*).

ARTICLE 12.

L'assemblée générale est convoquée par le Président, sur son initiative ou à la demande d'au moins trois juges. Elle est composée des juges titulaires de la Cour.

Le juge suppléant qui remplace un juge qui ne fait

ARTICLE 8.

Statute, Articles 26, 27 and 29.

The limits of the jurisdiction of the special Chambers and of the Chamber for summary procedure shall be fixed by agreement between the parties. The principal parties shall inform the President or the Court of their proposals ; the consent of intervening parties shall not be required.

ARTICLE 9.

Statute, Article 24.

The composition of the Court or the Chambers may be modified as the result of an objection directed against any particular judge. Such judge cannot withdraw except as the result of a decision of the Court, which shall sit in private to hear the explanations of the parties. The judge referred to shall not be bound to be present at this private meeting.

The Court may, if need be, arrange for him to be replaced.

ARTICLE 10.

Statute, Article 30.

In the event of the temporary absence of a judge from the Court or the various Chambers, the President of the Court shall arrange for him to be replaced, in accordance with requirements, by a judge, if possible, and, if not by a deputy-judge.

b) Administrative Functions.

ARTICLE 11.

General Assembly. — Statute, Article 30.

A general meeting of the Court shall be held :

1) to elect the President and Vice-President ;
2) to deal with questions concerning Rules of Court ;
3) to appoint the special Chambers ;
4) to appoint the Registrar and the staff.
5) to take disciplinary action with regard to judges and officials ;
6) to consider questions of a general nature and affecting the organisation of the Court ;
7) advisory opinions.

(*Note : Proposal of Mr. Moore to omit this*).

ARTICLE 12.

A general meeting of the Court shall be convened by the President on his own initiative, or at the request of not less than three judges. It shall be composed of the ordinary judges of the Court.

A deputy judge replacing a judge who no longer

plus partie de la Cour, prend part à l'assemblée générale

En cas d'urgence, le quorum de l'assemblée peut être parfait par appel d'un juge suppléant.

ARTICLE 13.

L'assemblée générale est valablement constituée par la présence d'au moins neuf juges.

Les décisions sont prises à la majorité simple, sauf les cas où l'unanimité ou une majorité absolue sont prescrites.

Le Greffier est présent aux assemblées générales. Il dresse un procès-verbal sur un registre *ad hoc*.

ARTICLE 14.

Election du président. — Statut : article 21.

Le Président et le Vice-Président sont élus pour trois ans. Ils ne peuvent refuser ou résigner leurs fonctions qu'avec l'approbation de l'assemblée générale.

Ils sont rééligibles, mais ils seront libres de ne pas accepter la réélection.

Si un Président ou un Vice-Président doit être remplacé avant terme, le nouveau titulaire n'est élu que pour le restant du terme.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité simple. En cas d'égalité des voix, celle du juge le plus ancien est prépondérante.

Le scrutin peut être précédé d'un scrutin préparatoire dont le résultat ne sera point indiqué dans le procès-verbal.

Le Président a la direction des affaires de la Cour.

Le Vice-Président le remplace en cas d'empêchement.

Les vacances du Président sont réglées d'accord avec le Vice-Président selon un arrangement qui permettra à l'un d'eux de se rendre à la Haye dans un délai très court.

S'il se produit en même temps au cours de l'année judiciaire une vacance et de la Présidence et de la Vice-Présidence, les fonctions du Président seront remplies, jusqu'aux nouvelles élections, par le juge le plus ancien de la Chambre sommaire.

ARTICLE 15.

Règlement de service. — Statut : article 30.

L'assemblée procède au règlement du service.

Le Président ayant entendu les voeux que les juges auraient pu lui exprimer, soumet à l'assemblée générale un projet de règlement de service pour la composition des Chambres spéciales du travail et du transit, et pour la Chambre sommaire, en tenant compte, pour cette dernière Chambre, de la proximité du domicile des juges.

forms part of the Court shall attend general meetings. In cases of urgency, the quorum of a general meeting may be completed by the summons of a deputy-judge.

ARTICLE 13.

A quorum of nine judges shall suffice to constitute a general meeting.

Decisions shall be taken by a simple majority, except in cases where unanimity or an absolute majority are required.

The Registrar shall be present at general meetings. He shall keep minutes in a register kept for that purpose.

ARTICLE 14.

Election of the President. — Statute, Article 21.

The President and the Vice-President shall be elected for three years. They may not resign or refuse to perform their duties save by consent of the general meeting.

They may be re-elected, but they need not accept re-election.

If a President or a Vice-President has to be replaced before the termination of his period of office, his successor shall only be elected for the unexpired portion of the term.

The election shall take place by secret ballot and by a simple majority. In the case of a tie, the eldest judge shall have a casting vote.

The ballot may be preceded by a preliminary vote, the result of which shall not be recorded in the minutes.

The President shall direct the business of the Court. The Vice-President shall replace him, should he be prevented from so doing. The vacations of the President shall be arranged by agreement between him and the Vice-President in such a way that one of them shall be in a position to proceed to the Hague at short notice. If, during the judicial year, both the Presidency and the Vice-Presidency of the Court fall vacant, the duties of President shall be performed until fresh elections have taken place by the senior judge of the Chamber for summary procedure.

ARTICLE 15.

Internal Organisation. — Statute, Article 30.

The general meeting of the members of the Court shall decide questions of internal organisation.

The President, after hearing any wishes expressed by the judges, shall submit to the general meeting a plan for the organisation and composition of the special Chambers for labour and transit cases and of the Chamber for summary procedure, having regard in the case of this last Chamber to proximity of residence.

La décision de l'assemblée est prise, le cas échéant, par vote et par majorité simple.

Si le Président ou le Vice-Président sont désignés pour les Chambres, ils deviennent d'office Présidents. Autrement, l'assemblée désigne celui qui doit présider la Chambre.

ARTICLE 16.

Griefs contre les juges. — Statut : article 18.

Une assemblée générale, ayant pour but la discussion des griefs soulevés contre un juge, peut être convoquée par le Président ou à la demande d'au moins trois juges.

Le juge visé doit être dûment invité à se présenter, à l'assemblée générale. Il sera donné par le Président un exposé des faits ayant motivé la convocation de l'assemblée et le juge a le droit d'y répondre. Il peut être assisté par un avocat ou un conseil.

La décision comportant que le juge doit abandonner ses fonctions, doit être prise à l'unanimité des voix des juges présents.

Si la décision est basée sur des faits compromettant l'honorabilité des juges, l'indépendance de leurs votes ou négligence dans le service, la Cour prononce la destitution.

Si la décision est basée sur une infirmité ou une maladie reconnue par le Collège des juges comme un empêchement pour l'accomplissement du travail, le juge est déclaré démissionnaire avec droit à la pension.

Le Greffe envoie au Secrétaire général une copie du procès-verbal de l'assemblée générale contenant la décision motivée.

ARTICLE 17.

Avis consultatifs. — Pacte : article 14.

Le demande d'un avis consultatif requis par le Comseil ou l'assemblée doit être adressée au Président. Elle doit expliquer si l'avis est demandé pour servir comme base des propres actions administratives des requérants ou pour être appliqué dans des litiges et notamment dans des différends entre Etats susceptibles d'être soumis à la Cour.

La demande est soumise à la Cour qui décide si et dans quelles conditions il y aurait lieu de faire droit à la demande. ainsi que dans quelle forme elle doit être examinée soit par une commission désignée parmi les juges titulaires et dont le rapport tiendrait lieu d'avis le cas échéant, soit de toute autre manière.

If necessary, decisions of the general meeting shall be recorded by vote. A simple majority shall suffice.

If the President or the Vice-President are elected to the special Chambers, they shall *ex officio* act as Presidents. Otherwise the general meeting shall nominate a judge to preside over each Chamber.

ARTICLE 16.

Complaints against Judges. — Statute, Article 18.

A general meeting for the purpose of considering a complaint raised against a judge may be convened by the President, or at the request of not less than three judges.

The judge in question shall be duly invited to appear before the general meeting. He shall be furnished by the President with a statement of the facts which have led to the convocation of the general meeting, and he shall have the right to make a reply. He may be assisted by an advocate or counsel.

A decision involving removal from office shall require unanimity on the part of the judges present.

If the decision is based on facts affecting the honour and impartiality of a judge, or showing neglect of duty, the Court shall pronounce sentence of dismissal.

If the decision is based on an infirmity or illness which in the opinion of the members of the Court is calculated to prevent the performance of his duties, the judge shall be declared to have resigned and to be entitled to a pension.

The Registrar shall forward to the Secretary General a copy of the minutes of the general meeting containing the decision and the reasons on which it is based.

ARTICLE 17.

Advisory opinions. — Covenant, Article 14.

A request for an advisory opinion made by the Council or the Assembly shall be addressed to the President. It shall explain whether the opinion is destined to serve as a basis for administrative action on the part of the applicant body or to be applied in the event of a dispute, and in particular in regard to a dispute between States which may be submitted to the Court.

The request shall be submitted to the Court, which shall decide whether and under what conditions it shall be granted, together with the manner in which the question shall be considered — whether by a special Commission composed of judges, whose report would in such case constitute the opinion required, or in any other manner.

c) Du Personnel.

ARTICLE 18.

Statut : article 13.

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans.

Ils sont rééligibles.

Ils restent en fonctions jusqu'à leur remplacement et ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

Les demandes de démission ne seront acceptées que sous cette condition.

ARTICLE 19.

Statut : articles 16 *et* 17.

Pour les cas d'incompatibilité prévus par le Statut, la Cour décide en chaque cas spécial en s'inspirant du principe de l'indépendance des juges quant aux affaires qui leur seront soumises.

La décision de la Cour peut intervenir sous forme judiciaire pendant un procès ou sous forme administrative en assemblée générale.

ARTICLE 20.

Ancienneté.

L'ancienneté des juges titulaires est déterminée par leur âge.

Le Président et le Vice-Président sont considérés comme les plus anciens des juges.

Un juge élu pendant la période de neuf ans en remplacement d'un juge sorti prend rang d'ancienneté, selon son âge.

ARTICLE 21.

Juges suppléants. — Statut : article 15.

Il est dressé un tableau des juges suppléants en tenant compte d'abord de la priorité de l'élection et, ensuite, de l'ancienneté d'âge.

ARTICLE 22.

Les juges suppléants sont appelés à siéger en remplacement des juges titulaires empêchés ou quand ils seront désignées par les parties.

Les juges suppléants seront appelés, autant que faire se peut, à tour de rôle et, en principe, pour une session entière.

Le service d'un juge désigné par les parties est considéré comme étant en dehors de son service de roulement.

Si, à cause de l'éloignement de son domicile un juge suppléant n'a pu être appelé à son tour, il y sera remédié à une prochaine convocation.

c) Personnel.

ARTICLE 18.

Statute, Article 13.

The members of the Court shall be elected for nine years.

They may be re-elected.

They shall continue to discharge their duties until their places have been filled, and they shall finish any cases which they may have begun.

Resignations will only be accepted subject to this condition.

ARTICLE 19.

Statute, Articles 16 *and* 17.

As regards cases of incompatibility referred to in the Statute, the Court shall decide which judges are to be called upon to sit in each particular case, in accordance with the principle that the judges shall be independent.

The Court's decision may be given in judicial form during a case, or in the form of an administrative decision taken by a general meeting of the Court.

ARTICLE 20.

Precedence.

Ordinary judges shall take precedence according to age.

The President and the Vice-President shall be considered as the senior judges.

A judge elected during a nine years period to replace a member whose period of appointment has not expired shall take precedence according to his age.

ARTICLE 21.

Deputy judges. — Statute, Article 15.

A list of deputy-judges shall be prepared, having regard firstly to priority of election, and secondly to age.

ARTICLE 22.

The deputy-judges shall be called upon to sit to replace ordinary judges who are prevented from sitting, or whenever they may be selected by the parties.

Deputy-judges shall, as far as possible, be summoned in rotation, and as a general rule shall be called upon to sit for a complete session.

The attendance of a judge who has been selected by a party shall not be reckoned for the purposes of the list.

If it is impossible to summon a deputy-judge in his turn, because he resides too far from the seat of the Court, he shall be summoned on a subsequent occasion.

Chaque année, avant l'ouverture de la session, le Président fixe le nombre et les noms des juges suppléants qui doivent être présents à l'ouverture, soit pour continuer leur travail dans les affaires qu'ils ont déjà commencées, soit pour faire face aux remplacements nécessaires et aux désignations faites dans les affaires portées au rôle pour la session, ainsi que pour remplir les sièges de juges surnuméraires qui doivent siéger dans les affaires d'une longue durée pour pouvoir entrer avec voix délibérative en cas d'empêchement d'un juge titulaire.

ARTICLE 23.

Inamovibilité. — Statut : article 18.

Les membres de la Cour sont inamovibles pendant la période pour laquelle ils sont élus.

Ils ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si — au jugement unanime des autres membres de la Cour — ils ont cessé de répondre aux conditions requises.

La décision est prise par l'assemblée générale dans les formes ci-après détaillées.

ARTICLE 24.

Engagement solennel. — Statut : article 20.

Tout membre de la Cour doit, avant d'entrer en fonctions en séance publique, prendre l'engagement suivant :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience."

ARTICLE 25.

Costume.

Les juges portent, aux audiences, le costume qui leur est assigné.

ARTICLE 26.

Rémunérations. — Statut : article 32.

Les rémunérations des juges qui sont établies par l'article 32 du Statut, seront fixées par le Conseil et par l'assemblée.

ARTICLE 27

Greffier. — Statut : article 21.

Le Greffier est nommé par la Cour. Elle fixe ses appointements, sa pension et la durée de son service moyennant l'approbation du Conseil.

Le Greffier est élu au scrutin secret, à la majorité simple.

Le poste de Greffier est incompatible avec toute autre fonction salariée.

Every year, before the opening of the Session, the President shall decide the number and the names of the deputy-judges who are to be present at the opening, whether to continue to sit in cases which they have already begun, or to fill any vacancies, or in consequence of selections made in cases figuring on the list for the Session ; also to sit as supernumary judges in cases of long duration, in order to be able to take part in the judgment should an ordinary judge be unable to attend.

ARTICLE 23.

Judges not removable. — Statute, Article 18.

Members of the Court may not be removed during the period for which they are elected.

They may not be relieved of their duties unless in the unanimous opinion of the other members of the Court they have ceased to fulfil the required conditions.

This question shall be decided at a general meeting of the Court, in accordance with the procedure hereinafter laid down.

ARTICLE 24.

Solemn Declaration. — Statute, Article 20.

Every member of the Court shall, before taking up his duties, make the following solemn declaration at a public sitting :

„I solemnly declare that I will exercise my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously."

ARTICLE 25.

Robe.

During the hearings the judges shall wear the robe prescribed for them.

ARTICLE 26.

Indemnities. — Statute, Article 32.

The indemnities of the judges shall be fixed by the Council and the Assembly, in accordance with Article 32 of the Statute.

ARTICLE 27.

Registrar. — Statute, Article 21.

The Registrar shall be appointed by the Court. It shall fix his salary and his period of service, subject to the approval of the Council.

The Registrar shall be elected by secret ballot by a majority of votes.

The post of Registrar may not be held with any other salaried appointment.

ARTICLE 28.

Le personnel du Greffe est nommé par la Cour qui fixe les appointements et les conditions de service.

Pour la nomination du personnel le Greffier soumet au Président un rapport écrit avec des propositions. Ce rapport est lu à l'assemblée générale. Il sera accompagné des déclarations et des propositions du Président, sur lesquelles l'assemblée décide.

Le Président choisit son secrétaire parmi le personnel.

ARTICLE 29.

Le Greffier et les fonctionnaires de l'ordre judiciaire accomplissent leur service conformément aux instructions spéciales élaborées pour le service du Greffe.

Ces instructions établissent aussi les formes de la poursuite disciplinaire.

ARTICLE 30.

Le Greffier, les interprètes et les autres fonctionnaires de l'ordre judiciaire doivent faire, devant le Président, la déclaration solennelle d'exercer leurs fonctions en tout honneur et en toute conscience, en gardant scrupuleusement le secret professionnel

Il en sera dressé procès-verbal.

CHAPITRE II.

COMPÉTENCE ET LÉGISLATION.

ARTICLE 31.

Compétence. Modification apportée par les parties. — Statut: Chapitre II.

Les dispositions du Statut concernant la compétence de la Cour et la législation à appliquer par elle, basées essentiellement sur l'accord des parties, seront observées sans préjudice de l'adoption, par la Cour, d'autres dispositions que les parties pourraient proposer d'un commun accord et que la Cour accordera éventuellement, en tenant compte du principe de l'accord et des circonstances spéciales pour chaque affaire.

Les demandes des parties peuvent être présentées à la Cour indistinctement au cas de compromis et au cas de requête, et elles peuvent porter soit sur la compétence en général, soit sur l'extension de la compétence attributive des Chambres spéciales du travail et du transit, et également sur les règles de procédure prévues au Chapitre III.

ARTICLE 28.

The staff of the Registry shall be appointed by the Court, which shall also fix the salaries and conditions of service.

With regard to the appointment of the staff, the Registrar shall submit a written report, together with a series of proposals, to the President. This report shall be read at a general meeting of the Court. It shall be accompanied by the remarks and proposals of the President, upon which the general meeting shall decide.

The President shall choose his secretary from amongst the staff.

ARTICLE 29.

The Registrar and the other officials whose functions are of a judicial nature shall perform their duties in accordance with special instructions drawn up for the Registry.

These instructions shall also contain rules for disciplinary action.

ARTICLE 30.

The Registrar, interpreters and other officials whose duties are of a judicial nature shall make a solemn declaration before the President to exercise their duties honourably and conscientiously, and to observe scrupulously the rules of professional secrecy.

Minutes of these declarations shall be made.

CHAPTER II.

JURISDICTION AND LEGISLATION.

ARTICLE 31.

Jurisdiction. Right of the parties to propose modifications. — Statute, Chap. II.

The provisions of the Statute in regard to the jurisdiction of the Court and the legal principles to be applied by it (which have their foundation in the principle of agreement between the parties) shall in no way preclude the subsequent adoption by the Court of such other rules as may be jointly proposed by the parties concerned, due regard being paid to the terms of the agreement and the special circumstances of each case.

Such proposals of the parties may be laid before the Court both in the case of a special agreement and in that of an application, and may refer either to jurisdiction in general or to the extension of the jurisdiction possessed by the special Chambers for labour or transit questions, and likewise to the Rules of Procedure laid down in Chapter III.

CHAPITRE III.

PROCÉDURE.

a) Procédure en général.

ARTICLE 32.

Introduction des affaires. — Statut : article 40.

Les affaires sont portées devant la Cour par un acte introductif d'instance consistant selon le cas, soit en une notification du compromis, soit en une requête adressée au Greffe.

La notification doit être rédigée dans la langue judiciaire désirée par les parties. La requête doit être rédigée en français et en anglais, sans préjudice des prescriptions de l'article 39 du Statut quant aux langues judiciaires.

ARTICLE 33.

Acte introductif d'instance. — Statut : article 40

Dans le dit acte introductif d'instance, doivent être indiquées les noms des parties, l'objet du différend par un court exposé en fait et en droit, les conclusions prises par la partie demanderesse et, le cas échéant, pour le compromis, celles de la défenderesse, les noms des agents, conseils et avocats désignés par les parties, l'élection d'un domicile à la Haye où toutes communications à faire entre parties ou par le Greffe peuvent être valablement effectuées.

L'acte doit être signé par ceux qui sont désignés comme les agents des parties : il doit être imprimé, et accompagné d'un nombre de copies fixé par le Greffe.

Autant que possible, l'acte doit aussi contenir la déclaration des parties quant à la langue choisie, et doit indiquer si elles entendent plaider l'affaire devant la Cour entière ou si elles désirent la faire porter devant les Chambres spéciales, si elles désirent désigner des juges nationaux et si elles désirent l'adjonction des assesseurs techniques.

Les parties autres que les Membres de la Société des Nations et les Etats mentionnés à l'annexe au Pacte doivent produire une déclaration du Conseil concernant la compétence de la Cour.

Le Greffier atteste, sur l'acte introductif d'instance, la date de la réception.

Il communique aux déposants du compromis ou de la requête le jour et l'heure de l'audience où ils doivent se présenter devant le Président de la Cour pour la préparation de l'affaire.

Cette communication doit être constatée par la signature des déposants sur l'acte.

CHAPTER III.

PROCEDURE.

a) Procedure in general.

ARTICLE 32.

Institution of Proceedings. — Statute, Article 40.

Cases shall be brought before the Court either by the notification of a special agreement or by an application addressed to the Registrar.

The notification of a special agreement shall be drafted in the official language selected by the parties. An applications shall be prepared in French and in English, subject to the provisions of Article 39 of the Statute in regard to the official languages.

ARTICLE 33.

Documents instituting proceedings. — Statute, Article 40.

The document instituting proceedings shall contain the names of the parties, an indication of the subject of the dispute, accompanied by a short statement of fact and law, the conclusions of the applicant — and if necessary in the case of a special agreement, the conclusions of the respondent, — the names of agents, counsel and advocates appointed by the parties, and an address at the Hague to which all communications to be exchanged between the parties or sent by the Registrar may be duly delivered.

The document shall be signed by the persons appointed as the agents of the parties, and shall be printed. It shall be accompanied by a number of copies to be fixed by the Registrar.

Whenever possible, this document shall also contain a declaration by the parties with regard to the language selected. It shall also state whether they wish to bring the case before the full Court, or before one of the special Chambers, and whether they wish to select national judges, or desire that technical assessors shall be summoned.

Parties other than Members of the League of Nations and States mentioned in the Annex to the Covenant, must produce a declaration issued by the Council with regard to the competence of the Court.

The Registrar shall endorse the document instituting proceedings with the date of receipt.

He shall inform the parties who have filed the special agreement or the application of the day and hour at which they must appear before the President of the Court for the preparation of the case.

The receipt of this communication shall be recorded by the signature of these parties on the document itself.

ARTICLE 34.

Statut : art. 44.

Le Président envoie une copie de la requête aux Etats ou parties défenderesses visées par la requête et à tout autre Etat pouvant être, selon l'acte, intéressé dans l'affaire comme ayant participé à une convention invoquée dans l'affaire ou autrement.

Cette copie est envoyée au Premier Ministre des Etats envisagés, avec indication du jour et de l'heure fixée pour la première audience devant le Président et avec invitation à élire domicile à la Haye et à en informer immédiatement le Greffe et l'adversaire.

Il incombe au Greffier de prendre toutes les mesures pratiques pour s'assurer de ce que les communications sont parvenues aux destinataires.

ARTICLE 35.

Pièces. — Statut : art. 43.

Avec l'acte, doivent être déposées en original, les pièces dont les parties déposantes entendent se prévaloir. Ces pièces, déposées sous bordereau, doivent être accompagnées d'une traduction si elles sont rédigées dans une langue non judiciaire.

Pour les pièces volumineuses, les parties peuvent déposer une demande au Président en vue d'être autorisées à procéder à une traduction sommaire ou par extrait.

Les pièces doivent être accompagnées d'un nombre de copies à fixer par le Greffe.

Les pièces déposées au Greffe sont conservées par les soins du Greffier qui est responsable de ce que ces pièces ne soient communiquées qu'aux seules personnes ayant droit d'en prendre connaissance.

ARTICLE 36.

Communication des pièces. — Statut : art. 43.

La convocation aux parties doit être accompagnée d'une copie du bordereau des pièces avec l'indication que les pièces peuvent être examinées au Greffe par les représentants dûment autorisés de la partie défenderesse.

ARTICLE 37.

Communication aux Etats. — Statut : art. 40.

Le Greffier donne ensuite, immédiatement, par l'entremise du Secrétaire général, communication aux Membres de la Société des Nations (et aux Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte) du compromis et de la requête, dont le contenu est transmis en copie.

ARTICLE 34.

Statute, Article 44.

The President shall send a copy of the application to the States or respondent parties referred to in the application, and to any other States which may, judging from the contents of the document, have an interest in the case, whether from having been a party to a convention which is referred to in the case, or for any other reason.

Such copies shall be addressed to the Prime Ministers of States concerned, who will at the same time be informed of the day and hour for the first hearing before the President, and will be invited to select an address at the Hague and to notify this address forthwith to the Registrar and the opposing party.

The Registrar shall be responsible for taking all possible steps to satisfy himself that communications have reached the persons for whom they are intended.

ARTICLE 35.

Documents. — Statute, Article 43.

Together with the document instituting proceedings, the originals of all documentary evidence which the parties intend to quote in support of their case shall be filed. A list of these documents shall be provided and they shall, if not drawn up in one of the official languages, be accompanied by a translation.

In the case of voluminous documents, the parties may ask the President for permission to make a summary translation or to translate extracts only.

Documents shall be accompanied by the number of copies fixed by the Registrar.

The Registrar shall be responsible for documents deposited with the Registry, and for ensuring that they are only communicated to persons who are entitled to receive them.

ARTICLE 36.

Communication of Documents. — Statute, Article 43.

When notice is served upon the parties, it shall be accompanied by a copy of the list of documents together with information to the effect that the documents may be examined at the Registry by the duly authorised representative of the respondent party.

ARTICLE 37.

Communications to States. — Statute, Article 40.

The Registrar shall thereupon inform through the Secretary General the Members of the League of Nations and the States mentioned in the Annex to the Covenant of the receipt of the special agreement or application. A copy of the contents of these documents shall be enclosed.

ARTICLE 38.

Accès aux pièces. — Statut : art. 43.

Si les dits Membres et Etats désirent prendre connaissance des pièces déposées, ils s'adresseront au Président de la Cour. Après avoir entendu les représentants des parties, le Président décide, en cas de protestation, s'il y a lieu de faire droit à la demande. Dans le cas affirmatif, la partie adverse peut empêcher l'exécution de l'ordonnance en déposant au Greffe, dans les huit jours de la date de l'ordonnance, un recours devant la Cour plénière.

ARTICLE 39.

Préparation de l'affaire. — Statut : art. 30 et 43.

A la première audience pour la préparation de l'affaire, le Président de la Cour ou celui qui, pour lui, règle le rôle, vérifie si toutes les formalités imposées jusqu'ici ont été remplies.

Il fixe le montant de la provision à faire, le cas échéant, par la partie requérante, et le délai dans lequel le dépôt doit être fait avec indication que faute de dépôt, la procédure est arrêtée.

ARTICLE 40.

Le Président constate, ensuite, si les parties sont présentes ou dûment représentées par des organes autorisés en la personne de leurs agents, avocats et conseils.

ARTICLE 41.

Si la partie demanderesse, en cas de requête, ou toutes les parties, en cas de compromis, font défaut, l'affaire est rayée du rôle.

ARTICLE 42.

Si les parties convoquées par le Greffe ou quelques unes d'entre elles font défaut, le Président vérifie si la convocation a été faite d'une manière suffisante, ou s'il y a lieu de procéder à une nouvelle convocation, ce qui sera fait sur l'ordonnance du Président fixant le mode de convocation.

Statut : art. 27.

Si la première convocation paraît suffisante, le Président renvoie les affaires, où toutes les parties défenderesses font défaut, devant la Cour plénière ou devant la Chambre spéciale, (articles 26 et 27 du Statut) choisie par la partie demanderesse.

ARTICLE 43.

Si la partie requérante et au moins une des parties défenderesses ou une des parties indiquées dans le

ARTICLE 38

Access to Documents. — Statute Article 43.

If the aforementioned Members of the League and other States desire to refer to the documents which have been handed in, they shall apply to the President of the Court. Should a protest be entered, the President shall, after hearing the representatives of the parties, decide whether the request shall be granted. If he decides in the affirmative, the opposing party may prevent this order from being carried out by depositing with the Registry, within eight days after the making of the order, an application for reference to the full Court.

ARTICLE 39.

Preparation of the Case. — Statute, Articles 30 and 43.

At the first hearing for the preparation of the suit, the President of the Court, or the person instructed by him to draw up the list of suits, shall ascertain whether all the formalities required have been complied with.

He shall, when necessary, fix the sum to be deposited by the applicant party and the period within which this sum shall be deposited. He shall also indicate that, if this deposit is not made, proceedings will be suspended.

ARTICLE 40.

The President shall further ascertain that the parties are present or are represented by duly authorised agents, advocates and counsel.

ARTICLE 41.

If the applicant party, in the case of an application, or all the parties in the case of a special agreement, fail to appear, the case shall be struck off the list.

ARTICLE 42.

If all or some of the parties summoned to appear by the Registrar fail to do so, the President shall satisfy himself that the notice was served in due form, and whether there is any occasion to serve a further notice. In the latter case, the manner in which notice is to be served shall be determined by the President.

Statute, art. 27.

If the first notice appears to be in order, the President shall refer cases in which all respondent parties fail to appear, to the full Court or to the special Chamber (Articles 26 and 27 of the Statute) selected by the applicant.

ARTICLE 43.

If the applicant party and at least one of the respondent parties or one of the parties mentioned in the spe-

compromis sont présentes, le Président demande d'abord s'il existe un accord pour que l'affaire soit jugée par la Chambre sommaire. En ce cas, il renvoie l'affaire, sans autre formalité, devant cette Chambre à une audience fixée par lui.

ARTICLE 44.

Statut : art. 26, 27.

Les parties doivent ensuite déclarer si elles désirent, selon la nature de l'affaire, la porter devant les Chambres spéciales de travail ou de transit.

ARTICLE 45.

Statut : art. 26, 27, 31.

En vue des préparatifs nécessaires pour la formation de la Cour et des Chambres, le Président demande aux parties leurs déclarations sur l'exercice de leur droit de désignation des juges nationaux.

Si les parties désirent exercer ce droit, elles sont invitées à notifier au Greffe, dans un délai fixé par le Président, le choix des juges fait par elles.

ARTICLE 46.

Statut : art. 26, 27.

Dans les cas prévus aux articles 26 et 27 du Statut où un juge ordinaire doit céder la place à un juge désigné par les parties, le Président prend les dispositions nécessaires à ce sujet.

ARTICLE 47.

Adjonction des assesseurs. — Statut : art. 26, 27.

Les parties doivent également déclarer si elles désirent l'adjonction des assesseurs techniques dans les affaires qu'elles désirent porter devant la Chambre spéciale de transit.

ARTICLE 48.

Pour les affaires de transit, dans le cas affirmatif, et pour les affaires de travail dans tous les cas, le Président demande aux parties de lui fournir toutes explications concernant leurs désirs, quant au choix à faire, et de lui proposer, le cas échéant, les personnes qu'elles désirent.

S'il intervient un accord entre toutes les parties pour les personnes à désigner, le Président rend une ordonnance en conséquence, sauf droit de la Chambre de soulever de nouveau la question d'office.

cial agreement are present, the President shall, in the first place, inquire whether an agreement has been concluded to submit the suit to the Chamber for summary procedure. Should this be so, he shall refer the suit without further formality to this Chamber and shall fix the time for the hearing.

ARTICLE 44.

Statute, Articles 26 and 27

The parties shall then state whether they wish the suit to be brought before the special Chamber for labour or transit cases, according to the nature of the particular case.

ARTICLE 45.

Statute, Articles 26, 27 and 31.

With a view to making the necessary preparations for the constitution of the Court or of the special Chambers, the President shall ask the parties whether they intend to exercise their right to select national judges.

Should the parties wish to exercise this right, they will be invited to inform the Registrar within a period to be fixed by the President of the names of the judges selected by them.

ARTICLE 46.

Statute, Articles 26 and 27.

In the cases provided for in Articles 26 and 27 of the Statute, when an ordinary judge has to give up his seat to a judge selected by the parties, the President shall take the necessary steps for this purpose.

ARTICLE 47.

Addition of Assessors. — Statute, Articles 26 and 27.

The parties shall also state whether they desire the addition of technical assessors in suits which they desire to bring before the special Chamber for transit cases.

ARTICLE 48.

In all labour cases, and in transit cases when the parties express a desire to this effect, the President shall request the parties to supply him with full information as to their wishes regarding the selection to be made and, if necessary, to propose the names of persons whom they may wish to recommend.

If an agreement is concluded between all the parties with regard to the persons to be selected, the President shall give orders accordingly, subject to the right of the Chamber, on its own initiative, to go into the question again.

S'il n'y a pas d'accord, le Président désigne, par une ordonnance qu'il devra rendre le plus tôt possible, les assesseurs techniques. Il est autorisé à s'entourer de tous renseignements nécessaires pour éclairer sa religion et de consulter, à ce sujet, toute personne ou toute institution, et, notamment le Bureau international du Travail.

Le Greffe invite les parties, pour le cas où elles désirent faire opposition au choix fait par le Président, à notifier cette intention au Greffe, au moins huit jours avant l'audience.

ARTICLE 49.

Statut : art. 30, 43.

Après les décisions qui précèdent, le Président prend ensuite les explications des parties quant au délai nécessaire pour procéder à un appel en cause ou à d'autres actes de procédure ou pour préparer la défense, et il fixe ensuite une seconde audience à laquelle doivent être présentées à la barre les conclusions et pièces de la défense. Ces conclusions doivent contenir toute demande reconventionnelle que la défense entend faire valoir.

Les pièces et conclusions doivent être déposées au Greffe quatorze jours avant le jour de l'audience pour permettre au Président d'en prendre connaissance.

A l'audience, le Président fixe ensuite, le cas échéant, une nouvelle audience pour la présentation au Greffe et à la barre, dans les conditions sus-indiquées, des conclusions et pièces additionnelles de la partie demanderesse, et il est procédé de la même manière pour les conclusions additionnelles de la défense, ou pour les conclusions des intervenants et des tiers mis en cause.

Le Président déclare ensuite clos l'échange des conclusions et pièces, sauf en des cas exceptionnels, où les circonstances peuvent justifier un échange supplémentaire, et sauf le cas où le Président trouve nécessaire de demander aux parties de produire des documents ou de fournir des explications supplémentaires.

ARTICLE 50.

L'affaire est ensuite renvoyée par le Président devant la Cour plénière ou les Chambres spéciales, selon le cas.

ARTICLE 51.

Si les parties déclarent être d'accord pour déroger plus ou moins aux règles de procédure qui précèdent, le Président fera droit aux désirs des parties autant que possible.

ARTICLE 52.

Les Etats et Membres de la Société des Nations peuvent demander au Greffe d'être renseignés sur le point

Failing an agreement, the President shall make an order nominating the technical assessors as soon as possible. He may obtain all relevant information to assist him in arriving at his decision and may consult any person or institution, and, in particular, the International Labour Office.

The Registrar shall invite the parties to inform him at least eight days before the hearing, if they desire to oppose the selection made by the President.

ARTICLE 49.

Statute, Articles 30, 43.

When the preceding decisions have been taken, the President shall hear the views of the parties with regard to the time necessary for the summons of a third party or other acts of procedure, or for the preparation of the defence. He shall then arrange a second hearing, at which the conclusions and documents of the defence shall be submitted to the Court. These conclusions shall include any counterclaims which the defence intends to advance.

The documents and conclusions shall be filed with the Registry fourteen days before the day of the hearing, in order to enable the President to take note of them.

At the hearing the President shall, if need be, arrange a further hearing at which the supplementary conclusions and documents of the applicant shall be submitted to the Registry and to the Court under the conditions described above ; the same procedure shall be followed with regard to the supplementary conclusions of the defence, or the conclusions of intervening parties and parties otherwise involved in the case.

The President shall then declare the exchange of conclusions and documents terminated, save in exceptional cases where circumstances justify a further exchange, and in cases where the President considers that it is necessary to request the parties to produce additional documents or furnish further explanations.

ARTICLE 50.

The suit shall then be referred by the President to the full Court, or to the special Chambers, as the case may be.

ARTICLE 51.

Should the parties request by common agreement that the preceding rules of procedure should be modified to a greater or lesser extent, the President shall as far as possible meet their wishes.

ARTICLE 52.

States Members of the League of Nations may, with a view to intervention in a case, ask the Registrar

où se trouve la procédure et sur les délais fixés, aux fins d'une intervention possible.

ARTICLE 53.

Les ordonnances présidentielles concernant la procédure sont exécutoires par provision, mais elles sont en tous les cas susceptibles d'un recours des parties devant la Cour.

Le Président conserve son siège à a Cour.

ARTICLE 54.

Audiences des plaidoiries. — Statut : art. 43, 45, 46.

A l'audience fixée pour les plaidoiries orales, devant la Cour ou devant les Chambres, sera vidée d'abord toute question quant aux règles de la procédure suivies jusqu'alors et quant à la composition de la Cour ou des Chambres, soit pour les juges, soit pour les assesseurs techniques.

A la demande des parties, ou d'office, la Cour ou les Chambres spéciales rendront une décision sur les ordonnances présidentielles concernant la procédure, en homologuant, dans la limite du possible, les accords des parties. Elles prennent, dans les mêmes conditions, une decision sur toute question concernant le droit de siéger des juges titulaires, suppléants ou désignés.

Statut : art. 26, 27.

Pour les assesseurs techniques nommés par le Président, la Cour ou les Chambres entendent, en cas de désaccord, et même d'office, le cas échéant, les explications des parties, leurs désirs et leurs propositions, et s'entourent de tous renseignements nécessaires ou utiles.

Elles consultent le Conseil d'administration du Bureau international du Travail sans qu'il soit besoin de soumettre la réponse du Conseil aux parties.

Les parties ou une d'elles peuvent demander devant les Chambres spéciales que la question de désignation des assesseurs techniques doit être tranchée par la Cour entière.

La désignation des assesseurs techniques sera faite sans égard strict à la nationalité, mais en tenant compte du principe que l'égalité entre parties doit être autant que possible établie aussi en ce qui concerne la nationalité.

ARTICLE 55.

Le Président constate s'il y a des interventions dans l'affaire. Une intervention ne peut se produire qu'au commencement de cette audience, et l'intervention ne sera recevable en la forme qu'à condition que les conclusions et les pièces de l'intervenant aient été communiquées aux parties au moins trente jours avant l'audience.

for information regarding the stage reached in the proceedings and the time-limits fixed.

ARTICLE 53.

Orders made by the President with regard to procedure have provisional executive force, but may always be made the subject of an appeal by the parties to the Court.

The President shall retain his seat upon the Court.

ARTICLE 54.

Oral proceedings. — Statute, Articles 43, 45 and 46.

At the hearing fixed for the oral proceedings before the Court or before the Chambers, any question with regard to the procedure hitherto followed or with regard to the composition of the Court or the Chambers, concerning either judges or technical assessors, shall be dealt with first.

The Court or the special Chamber shall, either at the request of the parties or on its own initiative, decide whether the orders made by the President for the regulation of the procedure are to be confirmed, and shall, as far as possible, approve agreements made between the parties. It shall decide on the same principles all questions concerning the right of ordinary, deputy or selected judges to sit.

Statute, Articles 26 and 27.

As regards technical assessors selected by the President, the Court or the Chambers shall, in the case of disagreement, or, if need be on their own initiative, hear the views of the parties, their wishes and proposals, and shall obtain all information that may be necessary or useful.

They shall consult the Governing Body of the International Labour Office, but it shall not be necessary to communicate the Governing Body's reply to the parties.

One or more of the parties may submit a request to the special Chambers, asking that the question of the selection of technical assessors may be settled by the full Court.

The selection of technical assessors shall be effected without strict regard to nationality, but account shall be taken of the principle that the parties shall, as far as possible, be placed on a footing of equality as regards nationality.

ARTICLE 55.

The President shall state whether notice of intervention has been filed. The right to intervene may not be exercised after the commencement of this hearing, and intervention will not be admitted unless the conclusions and documents of the intervening party have been communicated to the parties at least thirty days before the hearing

La demande d'intervention peut être présentée dans toutes les affaires qui peuvent être soumises à la Cour, soit suivant compromis ou sur requête, et qu'il s'agisse de compétence obligatoire ou non, sauf à la Cour de décider sur l'admissibilité de l'intervention en tenant compte des circonstances spéciales de l'affaire et du principe général de ne pas retarder la solution de l'affaire.

Jusqu'au moment où les parties qui ont demandé d'intervenir sont définitivement admises comme intervenantes, tout Etat qui a qualité pour adresser à la Cour une requête aux fins d'un intérêt d'ordre juridique conformément à l'article 62 du Statut ou pour exercer la faculté d'intervenir au procès prévue à l'article 63, peut adresser au Président une requête pour être admis à prendre connaissance des conclusions déposées par les parties principales. Le Président décide, sauf recours à la Cour.

ARTICLE 56.

Défaut des parties. — Statut : art. 53.

Lorsque l'une des parties ne se présente pas à l'audience fixée pour les plaidoiries, ou s'abstient de faire valoir ses moyens, et si l'autre partie demande que ses conclusions lui soient adjugées, la Cour met en délibéré l'affaire pour s'assurer de sa compétence et du bien fondé en fait et en droit des conclusions.

La Cour peut ordonner, le cas échéant, à la partie comparante, de fournir des preuves.

ARTICLE 57.

Affaires contradictoires. — Statut : art. 54.

Pour les affaires contradictoires, les parties doivent soulever *in limine litis*, toutes exceptions d'incompétence, de nullité ou d'opposition à une intervention demandée.

La Cour statue préliminairement sur ces questions.

ARTICLE 58.

Statut : art. 48.

Les parties doivent ensuite indiquer si elles demandent l'admission des preuves. La Cour décide si l'admissibilité de la preuve doit être discutée avant les plaidoiries au fond ou indistinctement avec celles-ci.

ARTICLE 59.

Statut : art. 43, 45.

Le président de l'audience donne la parole d'abord aux parties demanderesses et, ensuite, aux parties défenderesses ou intervenantes.

A request to be allowed to intervene may be made in all cases that may be submitted to the Court, whether by special agreement or by application, and in cases both of compulsory and non-compulsory jurisdiction ; the Court, however, in deciding as to the admissibility of the claim, shall have regard to the special circumstances of the case and to the general principle that the settlement of the case must not be delayed.

Until such time as the parties who have applied to intervene have been finally granted permission to do so, any State which is qualified to make application to the Court, on the ground that it has an interest of a legal nature in the case, in accordance with Article 62 of the Statute, or to exercise the right to intervene in the case in accordance with Article 63, may ask leave of the President to inspect the statements of claim submitted by the principal parties. The decision shall rest with the President, subject to appeal to the Court.

ARTICLE 56.

Failure of the Parties to appear. — Statute, Article 53.

If one of the parties does not appear at the hearing fixed for the pleadings, or fails to defend its case, and if the other party claims that judgment should be given in its favour, the Court shall deliberate upon the case in order to decide whether it is within its jurisdiction and whether the claim is well founded in fact and law.

The Court may, if necessary, call upon the party which does appear to produce evidence

ARTICLE 57.

Cases in which two or more parties are to be heard. — Statute, Article 54.

In cases in which two or more parties are to be heard, any objections with regard to jurisdiction or to the validity of proceedings or opposing a request for permission to intervene, shall be made by the parties *in limine litis*.

The Court shall deal with these questions before proceeding with the case.

ARTICLE 58.

Statute, Article 48.

The parties shall then state whether they wish evidence to be taken. The Court shall decide whether objections to the admissibility of evidence shall be heard before speeches by counsel, or together with them.

ARTICLE 59.

Statute, Articles 43 *and* 45.

The judge presiding at the hearing shall call first upon the applicants and then upon the respondents or intervening parties to speak.

Ordinairement, la parole est donnée deux fois à chaque partie.

ARTICLE 60.

Il est réservé aux parties de déposer sur le mérite des plaidoiries orales des conclusions écrites, munies du visa de l'adversaire.

A chaque partie, à commencer par la partie demanderesse, est imparti à ce sujet un délai fixé par la Cour.

ARTICLE 61.

Les conclusions initiales des parties peuvent être modifiées et augmentées pendant les plaidoiries par écrit précédant l'audience pour les plaidoiries orales, mais aucun changement ne peut y être apporté dès que l'affaire est portée à l'audience pour les plaidoiries orales.

ARTICLE 62.

Statut : *art.* 49.

La Cour peut demander à tout moment aux agents des parties, de produire tout document et de fournir toutes explications. En cas de refus, elle en prend acte.

ARTICLE 63.

Statut : *art.* 38.

Avant la clôture des débats, la Cour demande aux parties si elles sont d'accord, et dans quelles conditions, sur ce que la Cour statute, le cas échéant, *ex aequo et bono.*

Statut : *art.* 30 et 48.

Si la Cour le trouve nécessaire, les débats peuvent être ouverts de nouveau soit d'office, soit sur la demande des parties ou de quelqu'une d'entre elles.

ARTICLE 64.

Statut : *art.* 45,

Les débats sont dirigés par le juge qui préside l'audience. Les juges peuvent adresser, par l'intermédiaire du président, des questions aux parties.

ARTICLE 65.

Statut : *art.* 46.

Les audiences sont publiques, à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la Cour ou que les deux parties ne demandent que le public ne soit pas admis.

ARTICLE 66.

Statut : *art.* 45.

La police de l'audience appartient au président. Il peut faire expulser les perturbateurs.

Normally each party shall be allowed to speak twice.

ARTICLE 60.

The parties may hand in written conclusions based on the oral pleadings, and endorsed as seen by the opposing party.

Each party, commencing with the applicant, shall be allowed a time fixed by the Court for this purpose.

ARTICLE 61.

The original conclusions of the parties may be modified and supplemented during the written pleadings and before the oral pleadings, but no change may be made in them once the oral pleadings have been begun.

ARTICLE 62.

Statute. Article 49.

The Court may at any time call upon the agents of the parties to produce any document or furnish any explanation. Formal note shall be taken of any refusal.

ARTICLE 63.

Statute, Article 38.

Before the close of the hearing, the Court shall ask the parties whether they agree, and if so under what conditions, to accept judgment pronounced by the Court *ex aequo et bono.*

Statute, Articles 30 *and* 48.

The Court may, should it see fit, reopen the hearing, either on its own initiative, or at the request of one or more of the parties.

ARTICLE 64

Statute, Article 45.

The hearings shall be controlled by the presiding judge. The other judges may put questions to the parties through the President.

ARTICLE 65

Statute, Article 46.

Hearings shall be public unless otherwise decided by the Court, or unless the two parties request that the public should not be admitted.

ARTICLE 66

Statute, Article 45.

The presiding judge shall be responsible for good order at the hearings. He may cause persons creating a disturbance to be expelled.

ARTICLE 67.

Statut : art. 47.

Le Greffier tient un procès-verbal d'audience dans lequel sont indiquées brièvement les phases de la procédure et où se trouvent annotées les conclusions des parties.

Le procès-verbal est signé par le Président et le Greffier et fait foi de son contenu.

ARTICLE 68.

Preuves. Statut : art. 48, 30.

La Cour, siégeant soit en Cour plénière soit en Chambres, peut ordonner d'office ou sur la demande des parties, tout espèce de preuves qu'elle juge utiles, telles que la comparution personnelle ou l'interrogatoire des représentants des parties, la prestation d'un serment, des enquêtes, des expertises, des descentes sur les lieux, la vérification d'écritures et autres.

La Cour apprécie en toute liberté la valeur de la preuve.

ARTICLE 69.

Comparution personnelle.

La comparution personnelle peut être ordonnée soit des agents désignés par les parties, soit de toute autre personne que la Cour considère comme pouvant représenter son pays.

ARTICLE 70.

Interrogatoire.

L'interrogatoire des agents des parties peut être ordonné par la Cour. La partie qui demande l'interrogatoire propose des questions précises formulées de telle sorte que la réponse se traduise par un simple oui ou non.

La Cour décide sur l'admissibilité et fixe l'audience pour l'interrogatoire où aucune autre question ne peut être posée en dehors de celles fixées par la Cour.

ARTICLE 71.

Serment.

La Cour peut d'office ordonner la prestation d'un serment décisoire ou supplétoire à prêter par les agents désignés par les parties.

La partie à laquelle incombe la preuve peut déférer le serment décisoire à l'adversaire. Le serment peut être référé par l'autre partie.

ARTICLE 67.

Statute — Article 47.

The Registrar shall keep minutes of the hearings, in which the various phases of the procedure shall be briefly described and the conclusions of the parties shall be noted.

The minutes shall be signed by the President and Registrar, and shall be authoritative.

ARTICLE 68.

Evidence. Statute, Articles 48 and 30.

The full Court or the special Chambers may, on their own initiative, or at the request of the parties, order the production of any evidence which they may consider necessary. They may, for instance, order the appearance or the interrogation of the representatives of the parties, the administration of an oath, the holding of an enquiry, the procuring of expert opinion, the inspection of any premises or localities, the verification of handwriting, etc.

The Court shall be entirely free to estimate the value of evidence.

ARTICLE 69.

Appearance before the Court.

The Court may order the appearance of the agents appointed by the parties or of any other person whom it may regard as in a position to represent his country.

ARTICLE 70

Interrogatory examination.

The Court may order the examination of the agents of the parties. The party which asks for such examination shall propose definite questions which shall be so worded that the reply can be conveyed by the words „yes" or „no"

The Court shall decide whether such examination is permissible and shall fix a hearing, at which no other question may be put except those approved by the Court.

ARTICLE 71.

Oath.

The Court may, on its own initiative, order a „serment décisoire" or „supplétoire" to be taken by the agents appointed by the parties.

A party on whom the burden of proof rests may call upon the opposing party to take an oath as to the truth of its assertions. The latter may refer the oath back to the former.

ARTICLE 72.

Preuves par témoins. — Statut : art. 50. 48. 30.

Si la Cour décide qu'il y a lieu d'avoir recours à une preuve par témoin, elle admettra, par un arrêt interlocutoire, les parties à prouver des faits précisés dans l'arrêt, avec droit pour l'adversaire de prouver le contraire.

L'arrêt indique le jour fixé pour l'enquête. Il indique si l'enquête doit avoir lieu devant la Cour, devant un juge délégué à cet effet, ou devant toute autre personne, corps, bureau, commission ou organe choisi par la Cour.

L'arrêt indique, en outre, le dépôt à effectuer et le délai pour ce faire, le lieu de l'enquête et les délais dans lesquels elle doit être terminée. Une prorogation de délai trouvée nécessaire peut être, le cas échéant, et sur demande d'une des parties, accordée par ordonnance présidentielle.

ARTICLE 73.

Statut : art. 44.

Pour des enquêtes à faire en dehors de la Cour, l'arrêt doit être communiqué par le Président sans délai au gouvernement du pays où doit avoir lieu l'enquête, pour les arrangements nécessaires en vue de l'accomplissement de l'arrêt.

ARTICLE 74.

Les parties doivent se signifier réciproquement, au moins trente jours avant l'enquête, les noms de leurs témoins respectifs.

ARTICLE 75.

Les parties qui désirent produire des témoins qui sont sujets de la partie adverse ou d'une tierce nation, s'adressent au Président de la Cour pour obtenir qu'il soit adressé aux gouvernements respectifs une demande de citation de ces témoins.

Si la partie adverse ne pourvoit pas à la citation ou à la présentation des témoins en question, il en sera tenu par la Cour, tel compte que de droit.

Pour les tierces nations, la Cour prend acte des suites données à la demande.

Le Greffier donnera communication aux parties, en domicile élu, des démarches faites.

ARTICLES 76.

Les témoins au-dessus de quinze ans, prêteront, sur demande d'au moins une des parties, serment de dire la vérité. Si le témoin le demande, il déposera sur la

ARTICLE 72.

Evidence of Witnesses. — Statute, Articles 50, 48 and 30.

If the Court decides that the evidence of witnesses shall be taken, it shall, by an interlocutory decision, permit the parties to prove the facts mentioned in such decision, the opposing party being also entitled to refute them.

This decision shall indicate the date fixed for the enquiry. It shall state whether the enquiry shall take place before the Court, before a judge deputed for this purpose or before some other person, body, office, commission or other organisation selected by the Court.

The decision shall further indicate the amount of the deposit and the period within which it is to be made, the place of the enquiry and the time within which it must be terminated. An extension of time may, if considered necessary, be granted by order of the President, upon the request of one of the parties.

ARTICLE 73.

Statute, Article 44.

With regard to enquiries to be held elsewhere than at the seat of the Court, the decision shall be communicated by the President without delay to the Government of the country where the enquiry is to take place, so that the necessary arrangements may be made for the execution of the decision.

ARTICLE 74.

The parties shall notify each other at least thirty days before the enquiry of the names of their respective witnesses.

ARTICLE 75.

Parties which desire to call witnesses who are nationals of the opposing party or of a third State shall apply to the President of the Court, in order that notice may be sent to the respective Governments that the presence of such witnesses is required.

If the opposing party does not take steps to serve notice upon or to ensure the presence of the witnesses in question, the Court shall attach due legal weight to this fact.

In the case of other States, the Court shall take formal note of the response made to the request.

The Registrar shall inform the parties, at the addresses selected by them, of the steps taken.

ARTICLE 76.

Witnesses over fifteen years of age shall, at the request of at least one of the parties, take an oath to speak the truth. Should the witness so desire, he may make a

foi d'une déclaration ayant une forme appropriée à ses croyances religieuses ou à sa conscience.

ARTICLE 77.

Les agents des parties et les personnes dont la responsabilité personnelle pourrait se trouver engagée selon leurs réponses, ne seront pas entendus comme témoins.

ARTICLE 78.

Statut : art. 51.

Des questions peuvent être posées aux témoins par l'organe enquêteur, par les parties et par leurs représentants.

ARTICLE 79.

Procès-verbal doit être dressé de l'enquête.

Il sera donné lecture de la déposition à chaque témoin qui la signera après avoir fait les rectifications qu'il juge nécessaires.

ARTICLE 80.

Les témoins peuvent être récusés.

La récusation doit être formulée avant la déposition.

L'organe enquêteur entendra, dans ce cas, le témoin à titre de simple renseignement, sauf à la Cour de passer outre à la déposition ou de l'admettre ou d'ordonner un supplément d'enquête sous serment ou déclaration solennelle.

ARTICLE 81.

Les témoins ont droit, s'ils le demandent, à la taxe qui sera arbitrée séance tenante par l'organe enquêteur et payée immédiatement sur les fonds du dépôt.

ARTICLE 82.

Descente sur les lieux. — Statut : art. 44.

Il peut être ordonné des descentes sur les lieux de toute la Cour, d'une Chambre spéciale ou d'un ou trois juges délégués, éventuellement en combinaison avec des enquêtes ou des expertises.

Le dépôt préalable des frais sera ordonné.

L'arrêt sera communiqué par le Président aux gouvernements en question pour arrangements nécessaires.

solemn declaration in a manner in accordance with his religious convictions or conscience.

ARTICLE 77.

The agents of the parties and persons whose individual responsibility might be involved by their replies shall not be heard as witnesses.

ARTICLE 78.

Statute, Article 51.

Questions may be put to the witnesses by the body holding the enquiry, by the parties and by their representatives.

ARTICLE 79.

Minutes of the enquiry shall be made.

The evidence of each witness shall be read over to him and he shall sign it, after having made any corrections which he may consider necessary.

ARTICLE 80.

Witnesses may be challenged.

Such challenge must be made before the evidence is taken.

The body holding the enquiry shall, in these circumstances, hear the witness simply for the purpose of information, and it shall be for the Court to decide whether the statement is to be ignored or accepted as evidence, or whether a supplementary examination on oath or after solemn declaration is to be ordered.

ARTICLE 81.

Witnesses, should they so demand, shall be entitled to a fee to be assessed forthwith by the body holding the enquiry and paid immediately out of the sums deposited.

ARTICLE 82.

Inspection of premises and localities. Statute, Article 44.

The inspection of premises, localities or objects may be ordered, and such inspection may be made by the whole Court, by a special Chamber or by one or by three judges deputed for the purpose, and may be carried out, if need be, in conjunction with enquiries or the taking of expert opinion.

A sum to cover expenses shall be deposited beforehand.

The decision shall be communicated by the President to the Governments concerned, in order that the necessary arrangements may be made.

ARTICLE 83.

Expertises. — Statut : art. 50.

La Cour peut nommer préjudiciellement d'office ou sur la demande des parties un ou trois experts ou confier une expertise à tout corps, bureau, commission ou organe à son choix.

ARTICLE 84.

Les personnes nommées experts doivent déclarer formellement qu'elles ont l'intention de remplir leur mission conformément à l'honneur et en toute conscience.

ARTICLE 85.

Les experts peuvent être récusés par les parties. Celles-là doivent donner avis à la Cour ou aux Chambres spéciales des récusations qu'elles entendent faire, dans le plus bref délai possible, au plus tard trente jours après la nomination des experts.

Si la Cour plénière ou la Chambre spéciale qui aurait respectivement nommé l'expert n'est pas réunie, la récusation est portée devant la Chambre sommaire qui pourvoit, le cas échéant, au remplacement de l'expert, sauf à la Cour ou à Chambre spéciale de tenir plus tard tel compte que de droit de l'expertise ou d'en ordonner une nouvelle.

ARTICLE 86.

Statut : art. 51.

Les expertises seront présentées par écrit. Les personnes ayant été nommées experts et un ou plusieurs représentants des organes auxquels auraient été confiées des expertises, doivent être présents à l'audience où sera discutée l'affaire au point de vue du mérite de l'expertise afin de pouvoir répondre aux questions qui leur seraient posées par la Cour ou par les parties ou leurs représentants.

ARTICLE 87.

Vérification d'écritures.

La vérification d'écritures se fera par des experts nommés dans les conditions ci-dessus indiquées.

ARTICLE 88.

Reprise de l'affaire après preuve. — Statut : art. 52.

L'administration des preuves terminée, les parties doivent s'adresser au Greffe pour fixation de l'audience de la Cour ou des Chambres spéciales, où l'affaire doit

ARTICLE 83.

Expert opinions. — Statute, Article 50.

The Court may, either on its own initiative or at the request of the parties, appoint as a preliminary measure one or three experts, or may entrust any body, bureau, commission or other organisation with the task of giving an expert opinion.

ARTICLE 84.

Private individuals who are appointed as experts shall make a solemn declaration that they will fulfil their task honourably and conscientiously.

ARTICLE 85.

Experts may be challenged by the parties, who shall inform the Court or the special Chamber of their intention as soon as possible, and in any case not later than 30 days after the appointment of such experts.

If the full Court or the special Chamber, whichever has appointed the expert, is not in session, the challenge shall be brought before the Chamber for summary procedure, which shall, if necessary, replace the expert, subject to the right of the Court or the special Chamber subsequently to attach due legal weight to the opinion given, or to order further expert advice to be obtained.

ARTICLE 86.

Statute, Article 51.

Expert opinions shall be submitted in writing. Private individuals who have been appointed as experts, and one or more representatives of bodies to which the task of giving an expert opinion has been entrusted, shall be present at the hearing at which the case is discussed in the light of the expert opinion, in order to be able to answer questions which may be put to them by the Court or by the parties or their representatives.

ARTICLE 87.

Verification of handwriting.

Verification of handwriting shall be carried out by experts appointed in accordance with the conditions prescribed above.

ARTICLE 88.

Continuation of a case after evidence has been taken. — Statute, Article 52.

At the conclusion of the evidence, the parties shall apply to the Registrar in order that a date may be fixed for the hearing before the Court or the special Chamber

être plaidée. Le jour de l'audience sera, par le Greffe, communiqué aux parties au domicile élu.

ARTICLE 89.

Statut : art. 54.

Quand les agents des parties, leurs avocats et conseils ont fait valoir sous le contrôle de la Cour tous les moyens qu'ils jugent utiles, le Président prononce la clôture des débats et la mise en délibéré de l'affaire après l'expiration du délai fixé pour le dépôt des conclusions échangées après les plaidoiries.

La date de l'audience pour le prononcé de l'arrêt sera communiquée par le Greffe au domicile élu.

ARTICLE 90.

Délibérations. — Statut : art. 55.

Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

Le vote par appel nominatif commence par le juge le moins ancien.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

Au cas où les votants, seraient répartis en plusieurs groupes, le groupe le moins nombreux doit se joindre au groupe ayant rallié le plus grand nombre de voix, ou, en cas d'égalité, au groupe dont le Président fait partie.

Le Président prend les mesures nécessaires pour la rédaction de l'arrêt.

ARTICLE 91.

L'arrêt. — Statut : art. 56.

L'arrêt est rendu au nom de la communauté des nations civilisées.

Il est motivé. Il mentionne les noms des juges qui y ont pris part.

Statut : art. 57.

Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, les dissidents ont le droit d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle.

ARTICLE 92.

Statut : art. 58.

L'arrêt est signé par le Président et par le Greffier.

Il est lu en séance publique.

by which the case is to be heard. The date of the hearing shall be communicated by the Registrar to the parties at the addresses selected by them.

ARTICLE 89.

Statute, Article 54.

When, subject to the control of the Court, the agents, advocates and counsel have completed their presentation of the case, the President shall declare the hearing closed, and after the expiration of the time fixed for the submission of conclusions exchanged after speeches by counsel, the Court shall consider the judgment.

The date of the hearing at which judgment is to be delivered shall be communicated by the Registrar to the parties at the adresses selected by them.

ARTICLE 90.

Deliberations of the Court. — Statute, Article 55.

The deliberations of the Court shall take place in secret and shall remain secret.

Votes shall be taken by roll-call, commencing with the junior judge.

All questions shall be decided by a majority of votes.

In the event of an equality of votes, the presiding judge shall have a casting vote.

Should there be several groups of votes, the least numerous group shall join the group containing the largest number of votes, or should two groups be equal in number, that which includes the President.

The President shall take the necessary steps with regard to the drafting of the judgment.

ARTICLE 91.

The Judgment. — Statute, Article 56.

Judgment shall be given in the name of the community of civilised nations.

It shall state the reasons upon which it is based, and shall contain the names of the judges who have taken part in the decision.

Statute, Article 57.

If the judgment does not represent in whole or in part the unanimous opinion of the judges, dissenting judges are entitled to deliver a separate opinion, which shall be added to the judgment.

ARTICLE 92.

Statute, Article 58.

The judgment shall be signed by the President and by the Registrar.

It shall be read in open Court.

Une expédition de l'arrêt est délivrée sur demande à toutes parties en cause.

Cette grosse contient une indication des phases de la procédure, les conclusions prises par les parties et les motifs et le dispositif de l'arrêt.

ARTICLE 93.

Statut : art. 59.

La décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties et intervenants au litige, et que pour le cas qui a été décidé.

ARTICLE 94.

Statut : art. 60.

L'arrêt est définitif et sans recours. En cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de toute partie.

La Cour peut procéder, dans les mêmes conditions, à toute rectification matérielle.

ARTICLE 95.

Révision. — Statut : art. 61.

La demande en revision de l'arrêt prévue par le Statut, article 61, doit être introduite par requête adressée au Président.

ARTICLE 96.

Péremption.

L'instance, dans laquelle les parties se sont abstenues de tout acte de procédure pendant une année à partir de la dernière opération, peut, par décision de la Cour, être annulée comme périmée lorsque l'une ou l'autre des parties fait valoir cette péremption.

La partie qui veut se prévaloir de la péremption doit, sous peine de déchéance, l'opposer en réponse au premier acte tendant à reprendre ou à continuer l'instance.

Tous les actes de l'instance périmée sont annulés et considérés comme n'ayant pas existé.

La péremption de l'instance n'invalide pas le droit litigieux.

A copy of the judgment shall be transmitted to all the parties to the dispute, should they so desire.

This copy shall contain an indication of the various phases of the procedure, the conclusions of the parties, the judgment itself and the reasons on which it is based.

ARTICLE 93.

Statute, Article 59.

The decision of the Court has no binding force except upon the parties and intervening parties, and in respect of the particular case.

ARTICLE 94.

Statute, Article 60.

The judgment is final and without appeal. In the event of a dispute as to the meaning or scope of the judgment, the Court shall construe it upon the request of any party.

The Court may under the same conditions make any formal correction necessary in a judgment.

ARTICLE 95.

Revision. — Statute, Article 61.

An application for revision of a judgment, under the terms of article 61 of the Statute, shall be addressed to the President.

ARTICLE 96.

Lapse of Proceedings.

When, in a given case, the parties have allowed one year to elapse without taking any further action, the proceedings may by a decision of the Court be declared null and void on the ground that the suit has lapsed, if either of the parties claim that this course should be adopted.

A party desiring to avail itself of the fact that proceedings have lapsed, shall assert this claim in reply to the first step taken by the opposing party with the intention of reopening or continuing proceedings ; otherwise it shall forfeit its right to do so.

All documents of the lapsed proceedings shall be annulled and treated as though they had never existed.

The lapse of a suit shall not affect the subject matter of the question at issue.

B. — PROCÉDURE SOMMAIRE.

ARTICLE 97.

Procédure de la Chambre sommaire. — Statut : art. 29, 30.

La procédure devant la Chambre sommaire ne comporte pas nécessairement l'échange des conclusions avant les plaidoiries.

Pourtant, toute pièce que les parties entendent faire valoir, doit être communiquée à la partie adverse au moins quatorze jours avant l'audience.

La Chambre statue à l'audience préliminairement sur des demandes en production supplémentaire de pièces.

ARTICLE 98.

Les délais pour l'échange des conclusions après les plaidoiries devant la Chambre sommaire, sont fixés par la Chambre, lors de la clôture des débats.

ARTICLE 99.

Devant la Chambre sommaire, les parties ont le droit de présenter à l'audience même, sans autre formalité ni décision judiciaire préalable, les témoins qu'elles désirent faire entendre.

La Chambre, les parties et leurs représentants ont le droit de poser toutes questions aux témoins.

ARTICLE 100.

Sauf les exceptions ci-devant indiquées, la procédure devant la Chambre sommaire suit les règles de procédure fixées pour la Cour et les Chambres spéciales.

C. — MESURES PROVISOIRES.

ARTICLE 101.

Mesures provisoires. — Statut : art. 41, 30.

Pour les mesures provisoires, la Cour entière, ainsi que les Chambres spéciales de Travail et de Transit, ont le pouvoir, si elles estiment que les circonstances l'exigent, de décider quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.

En attendant l'arrêt définitif, l'indication de ces mesures est immédiatement notifiée aux parties comparantes, en domicile élu, et au Conseil, par les soins du Greffe.

B. — SUMMARY PROCEDURE.

ARTICLE 97.

Procedure before the Chamber for summary procedure. — Statute, Articles 29 and 30.

Proceedings before the Chamber for summary procedure shall not necessarily involve the exchange of statements of claim before the speeches by counsel.

Nevertheless, any document which the parties intend to produce shall be communicated to the opposing party at least fourteen days before the hearing.

At the hearing the Chamber shall, before proceeding with the case, decide whether requests for permission to produce additional documents shall be granted.

ARTICLE 98.

After the speeches by counsel before the Chamber for summary procedure, the time allowed for the exchange of written conclusions shall be fixed by that Chamber, at the close of the hearing.

ARTICLE 99.

In proceedings before the Chamber for summary procedure, parties shall be entitled to produce at the hearing itself witnesses whom they desire to be heard, without further formalities or previous permission from the Chamber.

The Chamber, the parties and their representatives shall be entitled to put any questions to witnesses.

ARTICLE 100.

Except as stated above, proceedings before the Chamber for summary procedure shall follow the rules of procedure laid down for the Court and the special Chambers.

C. — PROVISIONAL MEASURES OF PROTECTION.

ARTICLE 101.

Provisional Measures. — Statute, Articles 41 and 30.

With regard to provisional measures, the full Court, as also the special Chambers for labour and transit cases, shall have the power to decide, if they consider that circumstances so require, what interim measures should provisionally be taken to reserve the respective rights of either party.

Pending the final decision, notice of the measures suggested shall forthwith be given by the Registrar to the parties, at the address selected by them, and to the Council.

ARTICLE 102.

Si la Cour n'est pas réunie au moment où le besoin de pareille mesure se fait sentir, la partie diligente s'adresse au Président de la Cour.

S'il paraît exister une extrême urgence, le Président statue par ordonnance sans convocation de la partie adverse, sauf à celle-ci de se pourvoir devant lui en rétractation de l'ordonnance.

Si, au contraire, les circonstances permettent la convocation de la partie adverse, le Président statue sur la question en matière de référé sans préjudice du fond.

ARTICLE 102.

Communication des ordonnances doit être faite immédiatement aux parties au domicile élu et au Conseil par les soins du Greffe. Les ordonnances sont exécutoires sur minute.

Il peut être imposé aux parties qui requièrent les mesures conservatoires de fournir caution ou d'effectuer un dépôt selon les décisions de l'ordonnance.

ARTICLE 104.

Les ordonnances de la Cour ou du Président indiquent la nature et le caractère des mesures qui devraient être prises avec spécification nécessaire.

ARTICLE 105.

Si les mesures doivent être prises sur le territoire des parties en cause, il incombe aux gouvernements respectifs d'y faire procéder en tant que possible selon la loi nationale.

En cas de non exécution de l'ordonnance, il appartient à la Cour d'en tenir tel compte que de droit lors de la décision dans l'affaire principale.

ARTICLE 106.

Si les mesures doivent être prises sur le territoire d'un Etat étranger au procès, l'ordonnance est adressée par les soins du Président au gouvernement de cet Etat, avec prière de faire connaître la suite donnée à l'ordonnance.

ARTICLE 102.

Should the Court not be in session when the need arises, the party desiring that such measures should be taken shall apply to the President of the Court.

If the matter appears to be urgent, the President shall make an order without convening the opposing party, subject to the right of the latter to appeal to the President for a reversal of the order.

If, however, circumstances permit the opposing party to be summoned, the President shall take an interlocutory decision, without prejudice to the solution of the main question at issue.

ARTICLE 103.

Such orders shall be communicated immediately by the Registrar to the parties at the addresses selected by them and to the Council. They shall be complied with forthwith.

Parties claiming the institution of provisional measures of protection may be called upon to furnish guarantees or to make a deposit, in accordance with the terms of the order.

ARTICLE 104.

Orders made by the Court or by the President shall indicate the nature and character of the measures to be taken, together with the necessary details.

ARTICLE 105.

If the measures have to be taken upon the territory of the parties to the dispute, it shall be the duty of the respective Governments to carry them out, in so far as their national legislation permits.

In case of non-compliance with an order, the Court shall attach due legal weight to the fact when deciding the principal question at issue.

ARTICLE 106.

If measures have to be taken upon the territory of a State not concerned in the case, the order shall be forwarded by the President to the Government of the State, with a request for information regarding the action taken in execution of the order.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ARTICLE 107.

Le Président fixe les jours et heures des audiences. Les indications y afférentes seront affichées dans l'enceinte du Palais

Le Greffe et les bureaux restent ouverts aux heures fixées par le Président.

ARTICLE 108.

Tout délai indiqué dans ce règlements par jours, se compte par jours francs, jours fériés non compris ; une semaine par sept jours, dimanche compris ; un mois du quantième au quantième ; et l'année de 365 ou 366 jours, le tout selon le calendrier grégorien

ARTICLE 109.

Un droit ad valorem et un droit d'écriture.

Les frais seront ordinairement calculés selon les débours réels, ou selon un tarif à élaborer, le cas échéant, par le Président, avec l'approbation de la Cour.

La Cour conserve le droit de statuer, en chaque cas, sur l'étendue et la nature des frais et en fixer le montant.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ARTICLE 110.

La première année judiciaire s'étend du 30 janvier 1922 jusqu'au 15 juin 1923.

ARTICLE 111.

L'élection des juges pour neuf ans ayant eu lieu au mois de septembre 1921, est valable pour une période finissant le 15 juin 1931, sauf l'obligation prévue par le Statut de terminer les affaires commencées.

ARTICLE 112

Les élections du Président et du Vice-Président, ayant eu lieu au mois de février 1922, sont valables pour une période expirant le 15 juin 1925.

Le même principe est appliqué pour la durée des Chambres spéciales.

CHAPTER IV.

VARIOUS PROVISIONS.

ARTICLE 107.

The President shall fix the date and time of hearings. Notices relating thereto shall be posted in the precincts of the Palace.

The hours during which the Registry and offices shall be open shall be fixed by the President.

ARTICLE 108.

Time limits referred to in these rules shall, when reckoned in days, be calculated in working days, excluding holidays. A week shall be reckoned as seven days including Sunday ; a period calculated in months shall be reckoned from a given date in one month to a corresponding date in another month, and a year as 365 or 366 days ; the Gregorian calendar shall be used in each case.

ARTICLE 109.

„ Ad valorem" duty and stamp duty.

Costs shall normally be based on the actual expenditure incurred, or, if necessary, in accordance with a tariff to be drawn up by the President, with the approval of the Court.

The Court retains the right in each case to determine the nature and extent of the costs, and to fix the amount.

CHAPTER V.

TEMPORARY PROVISIONS.

ARTICLE 110.

The first judicial year shall be reckoned from January 30th, 1922, to June 15th, 1923.

ARTICLE 111.

The judges having been elected for a period of nine years in the month of September, 1921, their appointments shall expire on June 15th, 1931, subject to the obligation contained in the Statute to the effect that they shall finish cases which they may have begun.

ARTICLE 112.

The President and Vice-President, having been appointed in February, 1922, shall hold office for a period terminating on June 15th, 1925.

The same principle shall be applied in regard to the constitution of the special Chambers.

CHAPITRE VI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 113.

Le présent règlement peut être modifié, abrogé ou complété soit à la suite de la jurisprudence de la Cour, soit par de nouvelles décisions prises par la Cour en Assemblée générale.

Pour les cas non prévus dans le présent règlement, la Cour s'inspirera des principes de justice et d'équité. Elle prendra toutes mesures et dispositions qu'elle jugera utiles à la découverte de la vérité et à une saine application des principes du droit.

Note: Le Statut doit être imprimé avec le Règlement contenant des renvois aux articles du Règlement.

CHAPTER VI.

GENERAL PROVISIONS.

ARTICLE 113.

The present rules may be modified, cancelled or supplemented as a result of the development of the jurisprudence of the Court, or by a decision taken by a general meeting of the Court.

In circumstances not provided for in the present rules, the Court shall be guided by the principles of justice and equity. It shall take all steps which it may deem necessary to ascertain the true facts and to ensure a correct application of legal principles.

Note: The Statute should be printed with the Rules and should contain references to the articles of the Rules.

APPENDICE I.

Tableau des juges suppléants de la Cour permanente de Justice internationale.

M. Yovanovitch,
M. Beichmann,
M. Negulesco,
M. Wang.

N.B. — Puisque, selon une décision de la Cour, basée sur le fait que l'élection des quatre juges suppléants a eu lieu simultanément à Genève en septembre 1921 et doit être considerée comme une entité, la priorité d'élection n'a pu entrer en ligne de compte pour établir la préséance entre les juges suppléants, le présent tableau a été dressé par ordre d'âge.

APPENDIX I.

List of deputy judges of the Permanent Court of International Justice.

MM. Yovanovitch,
Beichmann,
Negulesco,
Wang.

N.B. The Court, having regard to the fact that the election of the four deputy-judges took place simultaneously at Geneva in September 1921 and must be regarded as a single election, decided that priority of election could not be taken into account for the purpose of establishing the order of precedence of the deputy-judges. This list is therefore drawn up in order of age.

APPENDICE II.

Cour permanente de Justice internationale.

Tableau de la distribution de Service.

Cour plénière.

Président : Dr. B. C. J. Loder,
Vice-Président : Prof. André Weiss,
Juges : Lord Finlay,
M. Barbosa,
etc. . . . etc. . . .
d'après l'ancienneté d'age.

Chambre pour les litiges de travail.
(jusqu'au 15 juin 1927).

M. . . . . Président.
M. . . . . Membre.
M. . . . . „
M. . . . . „
M. . . . . „
M. . . . . Suppléant.
M. . . . . „

Chambre pour les litiges de transit.
(Jusqu'au 15 juin 1927).

M. . . . . Président.
M. . . . . Membre.
M. . . . . „
M. . . . . „
M. . . . . „
M. . . . . Suppléant.
M. . . . . „

Chambre de procédure sommaire.
(jusqu'au 15 juin 1925).

M. . . . . Président.
M. . . . . Membre.
M. . . . . „

APPENDIX II.

Permanent Court of international Justice.

Allocation of Duties.

Full Court.

President : Dr. B. C. J. Loder
Vice-President : Prof. André Weiss
Judges : Lord Finlay,
M. Barbosa,
etc., etc.,
in order of age.

Chamber for labour cases.
(Until June 15th, 1927).

M. . . . . President.
. . . . . Member
. . . . . „
. . . . . „
. . . . . „
. . . . Substitute
. . . . . „

Chamber for transit cases.
(Until June 15th, 1927).

M. . . . . President
. . . . . Member
. . . . . „
. . . . . „
. . . . . „
. . . . Substitute
. . . . . „

Chamber for summary procedure.
(Until June 15th, 1925).

M. . . . . President
. . . . . Member
. . . . . „

ANNEXE 57.

DROIT DE REGARD.

Amendement à l'article proposé par M. BASSETT MOORE.

(Distr. 61).

Les mémoires, les contre-mémoires et, le cas échéant, les répliques, seront accessibles à l'examen de tout Etat qui aurait justifié devant la Cour (ou au jugement de la Cour) la condition exigée à l'article 62 pour intervenir dans l'affaire, ou qui se trouverait dans le cas prévu à l'article 63 ; exception faite toujours des réserves que les parties ont le droit de porter sur la nécessité de maintenir secrètes des parties des documents cités.

L'examen de toute autre pièce ne pourra avoir lieu que par autorisation spéciale de la Cour, qui tiendra toujours compte du désir des parties de conserver secrètes certaines pièces ou parties de pièces.

(signé) RAFAEL ALTAMIRA.

ANNEXE 58.

Déclaration de M. YOVANOVITCH.

Au sujet de la question du droit d'intervention.

La compétence de cette Cour dérive toujours des accords passés entre les États, accords par lesquels les États se sont mutuellement engagés de soumettre un différend déterminé ou certaines catégories de différends à la juridiction de cette Cour. Cet accord, on le retrouve toujours, soit qu'il s'agit d'un compromis, au sujet d'un litige déjà né, soit qu'il s'agit de traités spéciaux en vigueur (par exemple la partie XIII du Traité de Versailles sur les conflits en matière de travail) soit, enfin, qu'il s'agisse de la dispositoin facultative instituant la juridiction obligatoire prévue à l'article 36 du Statut.

C'est de ce point de vue qu'il faut examiner le problème de l'intervention devant cette Cour.

Un État qui est déjà partie dans un litige devant cette Cour, n'est tenu de supporter l'intervention d'une tierce Puissance que s'il s'est engagé envers cette Puissance de reconnaître la juridiction de notre Cour dans les différends qu'il peut avoir avec elle.

Il faut donc qu'il y ait eu un accord de volontés entre l'État désirant intervenir et les parties en litige, ou au moins la partie contre laquelle il intervient, admettant la juridiction de cette Cour pour la question qui forme

ANNEX 57.

INSPECTION OF DOCUMENTS.

Amendment to the article proposed by Mr. BASSETT MOORE.

(Distr. 61).

Cases, countercases, and replies if any, shall be open to inspection by any State which has satisfied the Court that (or if in the opinion of the Court) the condition contained in Article 62 with regard to intervention in a case is fulfilled, or which is situated in the circumstances contemplated in Article 63, subject to such reservations as the Parties may make regarding the necessity of keeping secret any portions of the documents referred to.

Leave to inspect any other documents shall be granted only by special permission of the Court, which shall at all times have regard to the wishes expressed by the Parties to keep secret certain documents or portions of documents.

(signed) RAFAEL ALTAMIRA.

ANNEX 58.

(*Translation*).

Statement by M. YOVANOVITCH.

On the question of the right of intervention.

The jurisdiction of this Court is always dependent upon agreements concluded between States, that is to say, agreements by which States mutually undertake to submit a particular dispute or certain classes of disputes to the jurisdiction of this Court. This agreement is to be found in every case, both in the case of a special agreement (compromis) regarding a dispute already in existence and in the case of special treaties in force (for instance Part XIII of the Treaty of Versailles with regard to disputes on labour questions), and finally in the case of the optional clause instituting the compulsory jurisdiction, provided for in Article 36 of the Statute.

The question of intervention in proceedings before the Court must be regarded from this standpoint.

A State which is already a party to a case before the Court is not bound to accept the intervention of a third State unless it has undertaken as regards that State to accept the jurisdiction of our Court in disputes which may arise between them.

There must therefore have been an agreement between the State which desires to intervene and the parties to the dispute, or at any rate between the former and the party against whom the intervention is directed,

l'objet du litige. Sans un tel accord, la compétence de la Cour manquerait de base. Un tel accord peut se trouver, comme nous venons de le dire, soit dans un traité spécial, soit dans la disposition prévue à l'article 36.

C'est de cette distinction que s'inspire aussi le Statut qui envisage dans l'article 63 le cas où les parties en litige et la partie désireuse d'intervenir sont liées par un traité spécial, dont l'interprétation fait l'objet du litige, et qui parle dans l'article 62 du cas où un tel traité spécial fait défaut. Mais il est évident que l'article 62 présuppose tout de même un accord, une convention entre l'intervenant et les ou la partie en litige, accord attributif de compétence pour cette Cour. Cet accord, cette convention, c'est la disposition facultative prévue à l'article 36.

Donc, l'article 63 traite du cas où il existe une convention spéciale entre les États en litige et l'État intervenant, tandis que l'article 62 se réfère au cas où une telle convention n'existe pas, mais où l'État intervenant et le ou les États en litige sont liés par l'acceptation de la disposition facultative de l'article 36.

L'intérêt „d'ordre juridique" dont parle l'article 62, ne se rapporte qu'aux intérêts des États qui sont liés aux États ou à l'État en litige, par l'acceptation de la juridiction obligatoire de la disposition facultative prévue à l'article 36 et pas à n'importe quel tiers État. L'exposé que M. Altamira nous a donné hier sur l'historique des articles traitant de la compétence de cette Cour, corrobera cette opinion.

Donc, si deux États, qui ont accepté la disposition facultative prévue à l'article 36, ont un litige devant cette Cour, justement et seulement sur la base de ce protocole, un tiers Etat qui n'a pas adhéré à ce protocole, ne pourra pas se prévaloir d'un intérêt d'ordre juridique pour intervenir. Car pour intervenir, en vertu de l'article 62, il faut :

Premièrement, accord des volontés entre l'État intervenant et l'Etat contre qui l'intervention se fait, accord de volontés qui crée la compétence de la Cour.

Deuxièmement : justification d'un intérêt d'ordre juridique.

L'article 62, tout en parlant expressément de la seconde condition, présuppose la première. Il doit la présupposer, car elle est la base unique de toute la juridiction de cette Cour.

accepting the jurisdiction of the Court for the purposes of the question which is the subject of the suit. In the absence of such an agreement the Court would have nothing upon which to base its jurisdiction. Such an agreement may be found, either in a special treaty or in the clause provided for in Article 36.

Moreover the Statute recognises this distinction; for Article 63 contemplates the case where the parties to a dispute and the party desiring to intervene are bound by a special treaty, the interpretation of which constitutes the subject of the dispute, and Article 62 refers to the case where no such special treaty exists. Nevertheless it is obvious that Article 62 presupposes the existence of an agreement or a convention between the intervening party and the party or parties to the dispute, that is to say, an agreement from which the competence of the Court derives. This agreement or convention is the optional clause referred to in Article 36.

Article 63, therefore, refers to cases in which a special convention exists between the parties to the dispute and the intervening State, whereas Article 62 refers to cases in which no such convention exists, but the intervening State and the party or parties to the dispute are bound by the fact that they have accepted the optional clause referred to in Article 36.

The interest of a legal nature referred to in Article 62 only refers to the interests of such States as have pledged themselves as regards one or more of the parties to a dispute to accept compulsory jurisdiction under the optional clause of Article 36, and does not refer to the interests of third parties in general. The statement which M. Altamira made yesterday with regard to the origin of the Articles dealing with the jurisdiction of the Court, bears out this view.

If, therefore, two States which have accepted the optional clause of Article 36 submit a case to the Court simply and solely on the ground that they have accepted this clause, a third State which has not accepted it cannot quote an interest of a legal nature as a ground for intervention. In order to intervene under Article 62, the following conditions are necessary :

1. An agreement between the intervening State and the State against which the intervention is directed ; upon which agreement the competence of the Court depends ;

2. proof that an interest of a legal nature exists.

Article 62, though it expressly mentions the second condition, presupposes the existence of the first. This must be the case, because this condition is the sole basis of the jurisdiction of the Court.

ANNEXE 58a.

(*Traduction.*)

Aide-mémoire sur la question des avis consultatifs.

Présenté par M. MOORE le 18 février 1922. (Distr. 44).

Aucune question relative à l'organisation de la Cour permanente de Justice internationale n'a provoqué autant de confusion et de perplexité que celle de savoir si la Cour doit donner des avis „consultatifs" et dans quelles conditions.

Le doute et l'incertitude qui enveloppent cette question peuvent être en grande partie attribués au caractère même de la proposition.

Une cour de justice, nationale ou internationale, est essentiellement un organisme judiciaire, qui a pour fonction de mettre fin aux différends par ses décisions. Le rôle, le prestige et l'utilité d'une Cour de ce genre ne peuvent être maintenus que grâce à l'effet exécutoire et à l'application effective de ses décisions ou sentences. Les fonctions consultatives, lorsque les parties sont des particuliers, sont exercées par les avocats, et lorsque les parties sont des gouvernements, par des tribunaux ou des magistrats dûment institués à cet effet.

Il est évident qu'imposer à une cour de justice la tâche de donner des avis consultatifs que les sollicitants auraient la liberté de rejeter, serait réduire la cour à une situation inférieure à celle d'un tribunal de conciliation qui, tout en ne pouvant contraindre les parties à accepter une suggestion donnée, aurait sans doute le pouvoir d'obliger ces parties à respecter et à exécuter la solution, une fois qu'elles l'auraient formellement acceptée.

Ce que nous venons de dire est particulièrement vrai de la Cour permanente de Justice internationale, dont la création a été inspirée par l'intention de favoriser et de développer l'application, entre les nations, du principe et des méthodes des décisions judiciaires. Il serait à peine compatible avec cette intention que la Cour fût obligée de donner, sur demande, des avis qui ne présenteraient aucun caractère définitif et seraient dépourvus de toute autorité.

Mais il ne ressort pas d'une manière évidente que cette obligation a été imposée à la Cour. Les pouvoirs et les fonctions de la Cour se trouvent définis dans le Statut voté à l'unanimité par l' Assemblée de la Société des Nations, le 13 décembre 1920. Il faut remarquer toutefois, que ce Statut, qui forme la charte ou la constitution même de la Cour, n'est pas seulement un acte de l'Assemblée. En effet, il a été soumis à la ratification de tous les Membres de la Société, et il est entré en vigueur à la suite de sa ratification par la majorité de ces Membres. C'est donc un acte international de la plus haute

ANNEX 58a.

The question of advisory opinions.

Memorandum by Mr. MOORE, February 18th, 1922. (Distr. 44).

No subject connected with the organisation of the Permanent Court of International Justice has caused so much confusion and proved to be so baffling as the question whether and under what conditions the Court shall undertake to give "advisory" opinions.

This state of doubt and uncertainty may in large measure be ascribed to the nature of the proposal.

A Court of Justice, whether national or international, is essentially a judicial body, whose function it is to end disputes by deciding them. The maintenance of the character, reputation and usefulness of such a Court is inextricably bound up with the obligatory force and the effective performance of its decisions or judgments. The advisory function, as between private parties, is appropriately exercised by private counsel, and, in the case of Governments, by tribunals or law officers duly established for the purpose.

It is evident that, to impose upon a court of justice the duty of giving advice, which those requesting it were wholly at liberty to reject, would reduce the Court to a position inferior to that of a tribunal of conciliation, which, although it might not compel the parties to accept a particular suggestion, would presumptively be endowed with power to bind them to respect and to carry out a solution to which they had once formally agreed.

What has been said is especially true of the Permanent Court of International Justice, whose establishment was inspired by the design to cultivate and to enlarge the application between nations of the principle and method of judicial decision. It is hardly compatible with this design that the Court should be obliged to render on request opinions lacking any element of authority or of finality. But it is by no means clear that such an obligation has been imposed on the Court.

The definition of the powers and functions of the Court is found in the Statute unanimously passed by the Assembly of the League of Nations on December 13th, 1920. It will, however, be observed that this Statute, which is the Court's charter or constitution, is not merely the act of the Assembly. On the contrary, it was submitted to all the Members of the League for their ratification, and it has come into force by virtue of its ratification by a majority of such Members. It is an international act of the highest authority.

This Fundamental Act, under which the Court has

autorité. Cet acte fondamental, sur lequel repose toute l'organisation de la Cour, non seulement n'impose pas à la Cour en propres termes, l'obligation de donner des avis consultatifs, mais il ne contient même aucune disposition particulière à cet égard.

Toutefois, on a fait remarquer que cette obligation pourrait être déduite de certaines mentions de l'article 14 du Pacte, faites dans le Statut, cet article étant le seul où il soit question des „avis consultatifs". Il importe donc d'en examiner en premier lieu les dispositions :

L'article 14 du Pacte est ainsi conçu :

> „Le Conseil est chargé de préparer un projet de Cour permanente de Justice internationale et de le soumettre aux Membres de la Société. Cette Cour connaîtra de tous différends d'un caractère international que les Parties lui soumettront. Elle donnera aussi des avis consultatifs sur tout différend ou tout point dont la saisira le Conseil ou l'Assemblée."

On peut remarquer que le texte anglais et le texte français de l'article 14 ne correspondent pas exactement. Selon le témoignage de certains collaborateurs ayant participé à la rédaction du Pacte, il semble que le texte anglais ait été l'original. S'il en est ainsi, la traduction française semble avoir été quelque peu hâtive. La question de savoir si le texte français est une traduction défectueuse de l'anglais, ou si le texte anglais est une traduction défectueuse du français, ne présente peut-être qu'une importance secondaire. En fait, dans le texte anglais, l'idée d'obligation n'est aucunement exprimée dans les termes employés ; tandis que, dans le texte français, l'expression employée semble pouvoir donner lieu à interprétation.

Le texte français porte que la Cour „donnera des avis consultatifs". Si l'expression avait été „elle devra donner", l'idée d'obligation positive n'aurait pu être mise en doute. Il semble que le mot employé puisse faire l'objet d'une interprétation plus large. Le texte anglais, d'autre part, emploie le mot „*may*", dont la traduction française littérale est „peut". Le mot „*may*" implique l'idée de permission, c'est-à-dire de discrétion ; il laisse par conséquent à la Cour elle-même le soin de déterminer, dans chaque cas particulier, si elle accepte de donner des avis consultatifs.

Le Traité de Versailles, auquel le Pacte a été incorporé, porte à l'article 440, que „les textes français et anglais feront foi" *(the French and English texts are both authentic)*. Si l'on suppose que, alors que le texte anglais emploie le mot „*may*", impliquant l'idée de latitude, de faculté, le texte français doit être interprété dans le sens de „devra donner", c'est-à-dire d'obligation, nous nous trouverions donc en présence de deux textes contradictoires. Dans ces circonstances, si l'on étudie la question de savoir si la Cour doit obligatoirement accomplir des fonctions évidemment incom-

been organised, not only does not in terms impose on the Court an obligation to give advisory opinions, but it contains no specific provision on the subject. It has, however, been suggested that such an obligation may be inferred from certain general references made in the Statute to Article 14 of the Covenant, in which alone is the subject of "advisory opinions" mentioned. This renders it important to examine, in the first instance, the provisions of that Article.

Article 14 of the Covenant reads as follows :

> "The Council shall formulate and submit to the Members of the League for adoption plans for the establishment of a Permanent Court of International Justice. The Court shall be competent to hear and determine any dispute of an international character which the parties thereto submit to it. The Court may also give an advisory opinion upon any dispute or question referred to it by the Council or by the Assembly".

It will be seen that the English and the French text of Article 14 do not precisely correspond. According to the testimony of various participants, the English text seems to have been that first presented. If this be so, the translation into French bears marks of haste. But, whether the French text is a faulty version of the English, or whether the English text is a faulty version of the French, are questions of perhaps minor importance. The fact is that, in the English text, the language of obligation is altogether lacking, while, in the French text, the words appear to be open to interpretation.

The French version says that the Court "donnera" — "shall" or "will" — give advisory opinions. Had the words been *"elle devra donner"*, the idea of a positive obligation or duty would have been unquestionably conveyed. It seems that the word actually employed may be interpreted more liberally.

On the other hand, the English text says "may", the precise French equivalent of which is *"peut"*. The word "may" is permissive, importing discretion, and leaving to the Court itself the sole power to determine in each instance whether, and in what circumstances, and on what conditions, it would undertake to give advice.

The Treaty of Versailles, in which the Covenant was interpreted, declares (Art. 440) that "the French and English texts are both authentic" (*les textes français et anglais feront foi*). Assuming, then, that, while the English text uses the permissive "may", the word *"donnera"*, in the French text, should be interpreted as having the compulsive force of the phrase *„devra donner"*, we should have the case of two conflicting texts. In such a predicament, in considering the question whether the Court is subject to a peremptory duty to discharge a function admittedly inconsistent with and potentially

patibles avec le caractère judiciaire dont elle a sans aucun doute été investie, et susceptibles de détruire ce caractère même, est-il illogique de soutenir que l'obligation d'assumer des fonctions de ce genre ne peut être déduite de deux textes contradictoires, tous deux officiels?

Le titre même du Statut mentionne l'article 14 du Pacte ; en effet, il est conçu ainsi : „Statut de la Cour permanente de Justice internationale, visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations." L'article 1er du Statut dit également que la Cour a été „instituée conformément à l'article 14 du Pacte de la Société des Nations." Enfin, la résolution de l'Assemblée approuvant le Statut déclare de même que le projet de Statut a été „préparé par le Conseil, aux termes de l'article 14 du Pacte". Ces références au Pacte semblent simplement avoir pour objet de rappeler le fait que le Conseil a accompli sa tâche: aux termes de l'article 14 du Pacte, il était chargé de „préparer un projet de Cour permanente de Justice internationale et de le soumettre aux Membres de la Société."

En outre, c'est en raison de la disposition portant que le projet devait être ainsi soumis aux Membres, que l'Assemblée, dans sa résolution, a expressément invité le Conseil à soumettre le Statut aux Membres de la Société „pour adoption sous forme de Protocole, dûment ratifié, constatant qu'ils reconnaissent ce Statut". Il n'y a évidemment rien dans ces textes qui puisse indiquer la mesure dans laquelle le Statut a défini la compétence de la Cour.

La compétence de la Cour se trouve définie par l'article 36 du Statut. Seuls le premier et le dernier alinéa de cet article nous intéressent dans le cas actuel. Le premier alinéa porte : „la compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur". Le dernier alinéa porte : „En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide".

On remarquera que le texte français, au premier alinéa, déclare que la compétence de la Cour s'étend „à toutes les affaires (*all matters*) que les parties lui soumettront", ainsi qu'à tous les cas (*cases*) spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur. Tout le reste de l'article, c'est-à-dire la majeure partie, parle de la juridiction obligatoire que les parties au Statut peuvent reconnaître.

Si l'on prend l'article dans son ensemble, on peut dire qu'il traite principalement de l'exercice par la Cour de ses fonctions judiciaires. L'expression „les affaires que les parties lui soumettront", ne se rapporte évidemment qu'aux différends entre gouvernements, et à moins que l'expression „tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur" soit soumise à une limitation identique ou analogue, on peut concevoir que la Cour pourrait être invitée à remplir

destructive of the judicial character with which the Court has undoubtedly been invested, is it unreasonable to hold that the obligation to perform such a function cannot be deduced from two contradictory texts, both of which are official ?

Express references to Article 14 of the Covenant are made in the Statute, (1) in the title, which reads : "Statute for the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations"; and (2) in Article 1, which speaks of the Court as having been "established in accordance with Article 14 of the Covenant". The Resolution of the Assembly, by which the Statute was passed, also mentions the draft of the Statute as having been "prepared by the Council under Article 14 of the Covenant." These references seem to be designed merely to recite the fact that the Council had performed its duty, under Article 14 of the Covenant, to "formulate and submit" a plan or plans "for the establishment of a Permanent Court of International Justice".

Moreover, it was in view of the stipulation that the plan should be so submitted that the Assembly in its resolution expressly required the Council to submit the Statute to the Members of the League "for adoption in the form of a Protocol duly ratified and declaring their recognition" of it. There is evidently nothing in these references to indicate the extent to which the Statute had gone in defining the jurisdiction of the Court.

The jurisdiction of the Court is defined by Article 36 of the Statute. Of this Article only the first paragraph and the last are pertinent to the present question. The first reads : "The jurisdiction of the Court comprises all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in Treaties and Conventions in force" ; the last reads : "In the event of a dispute as to whether the Court has jurisdiction, the matter shall be settled by the decision of the Court."

It will be observed that the French text of the first paragraph speaks of the jurisdiction of the Court as comprising all „matters" (*affaires*) which the parties refer to it, and all „cases" (*cas*) specially provided for in treaties and conventions in force. All the rest of the Article, constituting by far the major part of it, deals with the compulsory jurisdiction which the parties to the Statute are at liberty to accept.

Taking the context as a whole, Article 36 treats, certainly in the main, of the exercise by the Court of its judicial functions. The phrase "cases which the parties refer to it" obviously contemplated only disputes between governments, and, unless the phrase "all matters provided for in Treaties and Conventions in force" is subject to the same or to a similar limitation, the Court conceivably might be required to act as a board of conciliation, as a mediatorial body, or as an

les fonctions d'un conseil d'arbitrage, d'un organe médiateur, ou en général, d'une institution, aux bons offices de laquelle on pourrait avoir recours. Dans ce cas, la Cour, aux termes du dernier alinéa de l'article, devrait décider elle-même la question de sa compétence.

Etant donné l'importance du sujet, il conviendrait, afin de rechercher tous les éclaircissements possibles, d'examiner la genèse de l'article.

Dans le projet du Comité consultatif, la compétence (jurisdiction) de la Cour se trouvait définie par un article qui portait le no. 34 ; la question des „avis consultatifs" était traitée dans un autre article portant le no. 36. Dans le Statut, l'article 36 remplace l'article 34 du projet.

L'article 34 de l'avant-projet du Comité consultatif contenait les dispositions suivantes, indiquant la com pétence (jurisdiction) de la cour :

1. La Cour statue sans convention spéciale, sur les différends d'ordre juridique, relatifs à certaines questions spécifiées.

2. Elle connaît également de „tous différends, de quelque nature qu'ils soient, qui lui sont soumis par la convention, soit générale, soit spéciale, des parties".

3. „En cas de contestation sur le point de savoir si un différend rentre „dans la compétence de la Cour ainsi définie, „la Cour décide".

On voit que cet article ne traite que de la compétence de la Cour pour statuer judiciairement sur des différends internationaux.

Cet avant-projet de Statut fut soumis au Conseil, à St-Sébastien, le 5 août 1920, avec un rapport présenté par M. Léon Bourgeois. Ce rapport recommandait que le projet fût envoyé à tous les Membres de la Société. Le Conseil adopta la recommandation et chargea M. Léon Bourgeois de préparer un rapport préliminaire pouvant servir de base à la décision définitive du Conseil.

Le rapport présenté par M. Léon Bourgeois au Conseil, le 27 octobre 1920, à Bruxelles, s'étend sur l'article 34 du projet. Il contient à cet égard les observations suivantes :

„Aucune difficulté ne se présente lorsqu'il y a entre les parties une convention générale ou spéciale établissant la compétence de la Cour. Mais il s'agit de savoir si nous pouvons instituer une Cour de Justice ayant le droit de se considérer comme compétente pour statuer sans convention spéciale."

Pendant toute la discussion, l'article 34 est considéré comme visant exclusivement la solution judiciaire des différends internationaux, et le rapport conclut en pro- posant qu'au lieu des articles 33 et 34 du Projet, il y ait un article 33 déclarant : „la compétence de la Cour est réglée par les articles 12, 13 et 14 du Pacte", et qu'au lieu de

agency for the exercise of good offices. In such event, the Court would, under the last paragraph of the Article, itself determine the question of its jurisdiction.

In view of the importance of the subject, we may, for the purpose of obtaining all possible light, examine the history of the Article.

In the draft of the Advisory Committee, the jurisdiction (*compétence*) of the Court was defined by an Article numbered 34, the subject of „advisory opinions" being dealt with in a separate Article, numbered 36. Article 36 of the Statute takes the place of Article 34 of the draft.

By Article 34 of the Advisory Committee's draft, it was provided that the Court should have jurisdiction (*compétence*) ;

1. To "hear and determine", without any special convention, cases of a "legal nature" (*ordre juridique*) falling within certain specified categories ;

2. To take cognizance of "all disputes (*différends*) of any kind" submitted to it "by a general or particular convention between the parties";

3. To decide any "dispute" (*contestation*) as to whether a certain case came within the Court's jurisdiction as thus defined.

This Article, it will be seen, related solely to the competence of the Court judicially to determine international disputes.

The draft-statute came before the Council at San Sebastian, on August 5th, 1920, with a report presented by M. Léon Bourgeois. This report recommended that the draft be sent to all the Members of the League. The Council adopted this recommendation, and instructed M. Léon Bourgeois to prepare a preliminary report which might serve as a basis for the Council's final opinion.

The report of M. Léon Bourgeois, presented to the Council at Brussels on October 27th, 1920, dealt at length with Article 34 of the draft. In this relation the report remarks : "no difficulty arises when there exists between the parties a general or special convention declaring the Court to be competent. But it remains to be decided whether we can set up a Court of Justice entitled to consider itself competent to give a decision where no special convention exists".

Throughout the discussion Article 34 is treated as relating exclusively to the judicial determination of international disputes, and the report concluded with a proposal that, in place of Articles 33 and 34 of the draft, there should be an article — Article 33 — declaring that "the competence of the Court shall be governed by Articles 12, 13 and 14 of the

l'article 34, il y ait un article portant le même numéro et stipulant :

(*Article* 34) „Sans préjudice de la faculté conférée par l'article 12 du Pacte aux parties en litige de le soumettre, soit à la procédure judiciaire ou arbitrale, soit à l'examen du Conseil, la Cour connaîtra, sans convention spéciale, des litiges dont le règlement est confié à elle, ou à la juridiction instituée par la Société des Nations, aux termes des traités en vigueur". (Journal Officiel No. 8, novembre—décembre 1920, p. 15).

Ce texte répondait à l'idée que le Comité consultatif avait outrepassé son mandat en essayant (1) de créer une juridiction obligatoire, et (2) d'enlever aux Membres de la Société le droit d'aller devant le Conseil au lieu d'aller devant un tribunal arbitral ou judiciaire.

Dans l'avant-projet du Comité consultatif, tel qu'il a été amendé par le Conseil, conformément au rapport de M. Léon Bourgeois, les articles 33 et 34 sont ainsi conçus :

(*Article* 33) — La compétence de la Cour est réglée par les articles 12, 13 et 14 du Pacte.

(*Article* 34) — Sans préjudice de la faculté conférée par l'article 12 du Pacte, aux parties à un litige, de le soumettre soit à la procédure judiciaire ou arbitrale, soit à l'examen du Conseil, la Cour connaîtra, sans convention spéciale, des litiges dont le règlement est confié à elle ou à la juridiction instituée par la Société des Nations, aux termes des traités en vigueur.

(Actes de la première Assemblée, séances des Commissions, I, page 488).

La Sous-Commission commença la discussion des articles ci-dessus, le 1er décembre 1920 (id. page 380).

A propos de ces projets d'articles, le Président, M. Hagerup, donna lecture d'une proposition de la délégation argentine, tendant à rendre obligatoire la soumission à la Cour permanente d'Arbitrage ou à la Cour permanente de Justice internationale, de tous les différends internationaux qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, sauf ceux qui affecteraient le régime constitutionnel des Etats en litige (id. page 514) ; d'une proposition de la délégation de Colombie, demandant que le texte de l'avant-projet du Comité consultatif fût maintenu (id. page 525) ; d'une proposition italienne tendant à rendre la soumission conditionnelle à l'accord entre les parties en vue „de résoudre le différend par voie judiciaire" (id. page 498) ; enfin, d'une proposition de la délégation de Panama, tendant à rendre, après certaines formalités préliminaires, la soumission du différend obligatoire, dans les limites de l'article 34 du Comité consultatif.

Le Président de la Sous-Commission, M. Hagerup, donna lecture d'une nouvelle rédaction des articles 32—34, soumise par M. Fromageot, Sir Cecil Hurst et M. Ricci Busatti, ainsi conçue, en ce qui concerne les articles 33 et 34 :

Covenant", and that, in place of Article 34, there should be an Article, with a corresponding number, declaring that :

Article 34. „Without prejudice to the freedom given by Article 12 of the Covenant to the parties in a dispute to submit it either to judicial procedure or arbitration or to the consideration of the Council, the Court shall, without a special agreement, deal with disputes whose settlement is entrusted to it, or to the Court established by the League of Nations under the terms of the Treaties now in force." (Official Journal No. 8, Nov.—Dec. 1920, p. 15).

This was intended to meet the view that the Advisory Committee had exceeded its mandate in attempting (1) to create a compulsory jurisdiction, and (2) to take from Members of the League the right to go to the Council instead of to an arbitral or a judicial tribunal.

In the Advisory Committee's draft, as amended by the Council in conformity with M. Léon Bourgeois' report, Articles 33 and 34 read :

(*Article* 33) — The jurisdiction of the Court is defined by Articles 12, 13 and 14 of the Covenant."

(*Article* 34) — Without prejudice to the right of the parties, according to Article 12 of the Covenant, to submit disputes between them either to judicial settlement or arbitration or to enquiry by the Council, the Court shall have jurisdiction (and this without any special agreement giving it jurisdiction) to hear and determine disputes, the settlement of which is by Treaties in force entrusted to it or to the tribunal instituted by the League of Nations. (Records of the First Assembly ; Meetings of the Committees, I. page 488).

The discussion of the foregoing articles was taken up by the Sub-Committee on December 1st, 1920 (id. p. 380).

In connection with the draft articles, the Chairman, M. Hagerup, read an Argentine proposal to make obligatory the submission to the Permanent Court of Arbitration, or to the Permanent Court of International Justice, of all international disputes which could not be settled by diplomacy, except those that affected the constitutional systems of the contesting States (id. 514) ; a Colombian proposal that the text of the Advisory Committee's draft should be retained (id. 525) ; an Italian proposal to make the submission dependent upon the agreement of the parties "to settle the dispute by judicial means" (id. 498) ; and a Panaman proposa to make submission, after certain preliminaries, obligatory within the limits of the Advisory Committee's Article 34.

The Chairman of the Sub-Committee, M. Hagerup, read a new wording of Articles 32—34, submitted by M. Fromageot, Sir Cecil Hurst, and M. Ricci Busatti, reading, as to Articles 33 and 34 :

(*Article* 33). La compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur.

(*Article* 34). Lorsqu'un traité ou convention en vigueur vise le renvoi à une juridiction à établir par la Société des Nations, la Cour constituera cette juridiction.

M. Fernandes (Brésil), demanda si cette rédaction „ne donnerait pas compétence à la Cour, même pour des questions qui ne seraient pas du domaine juridique, mais que les parties intéressées seraient d'accord pour lui soumettre."

Le Président et M. Fromageot répondirent affirmativement. M. Fromageot ajouta „que la plupart des questions avaient également un côté politique" et le Président fit remarquer que le nouveau texte „ne faisait qu'exprimer plus clairement l'idée déjà contenue dans le premier projet".

M. Fromageot expliqua „que le nouveau texte de l'article 34 reproduisait en grande partie les dispositions de l'ancien". Il ajouta : „Seulement, elle tient compte des cas qui, aux termes des traités de pays, doivent être soumis à la ‚juridiction instituée par la Société des Nations' " (id. p. 382).

A la suite de ces délibérations, la Sous-Commission présenta à la Commission un projet d'article, qui, avec de légères modifications apportées par la Commission, forme actuellement l'article 36 du Statut, et en même temps, elle présenta le projet d'article 37, qui stipule que „lorsqu'un traité ou convention en vigueur vise le renvoi à une juridiction à établir par la Société des Nations, la Cour constituera cette juridiction".

La troisième Commission adressa, sur ces articles, le rapport suivant à l'Assemblée :

Articles 36 *et* 37. (*Articles* 33 *et* 34 *de Bruxelles*).

„La Sous-Commission a été en présence de plusieurs amendements tendant à élargir plus ou moins le cadre de la juridiction obligatoire et le droit pour les parties d'agir par voie d'assignation unilatérale. La Sous-Commission a estimé ne pas pouvoir adopter ces amendements. Elle a cru devoir s'en tenir aux principes énoncés à cet égard par le projet du Conseil. Quelque divergence d'opinions qu'il puisse y avoir sur l'interprétation du Pacte en ce qui concerne l'acceptation d'une juridiction obligatoire en dedans du cadre de ses dispositions, ainsi que sur l'opportunité politique d'accepter une juridiction inconditionnellement obligatoire dans les rapports internationaux, la Sous-Commission s'est arrêtée devant la considération que l'unanimité des Membres de la Société des Nations est nécessaire pour l'établissement de la Cour, et que cette unanimité ne semble pouvoir être obtenue que sur la base des principes établis par le projet du Conseil.

(*Article* 33). The jurisdiction of the Court comprises all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in treaties and conventions in force.

(*Article* 34). When a treaty or convention in force provides for the reference of a matter to a tribunal to be instituted by the League of Nations, the Court will be such tribunal.

M. Fernandes (Brazil) asked whether, according to this formula, "the Court would not also have jurisdiction in non-judicial questions, which the parties might choose to submit to it."

The Chairman and M. Fromageot answered in the affirmative, M. Fromageot remarking "that most questions had a political aspect, and the Chairman pointing out that the new text only expressed in a clear way what was already contained in the earlier draft."

M. Fromageot "explained that the new text of Article 34 mainly reproduced the provisions of the old one," and added : „However, it took into account all the cases which, under the Peace Treaties, were to be referred to the ‚jurisdiction instituted by the League of Nations' ". (Id. 382).

As the result of its deliberations, the Sub-Committee presented to the Committee a draft-article which, with slight modifications by the Committee, now forms Article 36 of the Statute ; and with this they also presented the draft of Article 37, which provides that, "when a treaty or convention in force provides for the reference of a matter to a tribunal to be instituted by the League of Nations, the Court will be such tribunal."

On these Articles the Third Committee made to the Assembly the following report :

Articles 36 *and* 37. (*Brussels Articles* 33 *and* 34).

"The Sub-Committee has had before it several amendments tending to extend more or less the sphere of compulsory jurisdiction and the right of the parties to proceed by way of unilateral arraignment. The Sub-Committee has decided that it could not adopt these amendments, and that it should rather maintain the principles enunciated on this point in the Council's draft. Whatever differences of opinion there may be on the interpretation of the Covenant with regard to the acceptance of a compulsory jurisdiction within the scope of its provisions, and upon the political expediency of adopting an unconditionally compulsory jurisdiction in international relations, the Sub-Committee was unable to go beyond the consideration that unanimity on the part of the Members of the League of Nations is necessary for the establishment of the Court, and that it does not seem possible to arrive at unanimity except on the basis of the principles laid down in the Council's draft.

„En ce qui concerne les termes dans lesquels le Conseil a formulé ces principes, la Sous-Commission a estimé que la règle de la compétence de la Cour gagnerait d'être exprimée un peu différemment. Le texte adopté par la Sous-Commission a pour but de formuler aussi clairement que possible les idées suivantes :

1. — La compétence de la Cour est en principe fondée sur un accord entre les parties. Cet accord peut résulter d'une convention spéciale soumettant un cas déterminé à la Cour, ou bien d'un traité ou d'une convention générale envisageant un ensemble d'affaires d'une certaine nature.

2. — En ce qui concerne le droit d'assignation unilatérale visé par les mots „sans convention spéciale" du projet du Conseil, la Sous-Commission n'a pas, en supprimant ces mots, changé le sens du dit projet. Conformément à la proposition du Conseil, le texte préparé par la Sous-Commission n'admet ce droit que quand il se base sur une convention des parties. La question doit, d'après l'avis de la Sous-Commission, être résolue de la manière suivante : Si une convention établit sans aucune réserve la juridiction obligatoire pour certains cas ou pour certaines matières (comme le font certains traités généraux d'arbitrage ainsi que certaines clauses des traités de paix visant les droits des minorités, le travail, etc.) chacune des parties a, en vertu d'un tel traité, le droit sans une convention spéciale (un compromis) de recourir à la juridiction convenue. Par contre, si la convention générale est soumise à certaines réserves („intérêts vitaux", „indépendance", „honneur, etc.") dont l'appréciation, d'après les traités, appartient aux parties elles-mêmes, les parties ne peuvent pas recourir à la juridiction internationale sans un accord préalable (compromis).

3. — Enfin, la Sous-Commission a cru devoir préciser que, lorsqu'un traité ou une convention vise le renvoi à une juridiction à établir par la Société des Nations, la Cour établie par le présent projet constituera cette juridiction. Cette disposition aura surtout une portée pratique pour les cas d'une juridiction internationale visés par les Traités de Paix. Elle ne vise pas les conventions existantes qui renvoient certains différends, ou bien en termes généraux à une cour d'arbitrage, ou bien à la Cour permanente d'Arbitrage à la Haye. Pour substituer à ces cours d'arbitrage la nouvelle Cour de Justice internationale, il faudra un accord spécial."

(Actes de la 1ère Assemblée, séances plénières, pages 462—463).

A l'Assemblée, la discussion du projet de Statut fut

With regard to the terms in which the Council has formulated these principles, the Sub-Committee considered that the rule governing the jurisdiction of the Court would gain by a slightly different expression. The text adopted by the Sub-Committee aims at formulating as clearly as possible the following ideas :

1. — The jurisdiction of the Court is in principle based upon an agreement between the parties. This agreement may be in the form of a special Convention submitting a given case to the Court, or of a Treaty or general Convention embracing a group of matters of a certain nature.

2. — With regard to the right of unilateral arraignment contemplated in the words "and this without any special agreement giving it jurisdiction" in the Council's draft, the Sub-Committee, by deleting these words, has not changed the meaning of the draft. In conformity with the Council's proposal, the text prepared by the Sub-Committee admits this right only when it is based on an agreement between the parties. In the Sub-Committee's opinion, the question must be settled in the following manner : If a convention establishes, without any reservation, obligatory jurisdiction for certain cases or for certain questions (as is done in certain general arbitration treaties and in certain clauses of the Treaties of Peace dealing with the rights of minorities, labour, etc.) each of the parties has, by virtue of such a treaty, the right to have recourse without special agreement (*compromis*) to the tribunal agreed upon. On the other hand, if the general convention is subject to certain reservations ("vital interests", "independence", "honour", etc.), the question whether any of these are involved in the terms of the Treaty being for the parties themselves to decide, the parties cannot have recourse to the international tribunal without a preliminary agreement (*compromis*).

3. — Finally, the Sub-Committee thought that it should establish the rule that when a treaty or a convention provides for reference to a tribunal to be established by the League of Nations, the Court established by the present draft shall be that tribunal. This provision will have a practical application, particularly in the cases mentioned in the Treaties of Peace for submission to an international tribunal. It does not include existing conventions which refer certain disputes either to a court of arbitration generally or to the Permanent Court of Arbitration of the Hague. To substitute the new Court of International Justice for these courts of arbitration would require a special agreement."

(Records of the First Assembly, Plenary Meetings, pages 462—463).

In the Assembly, the discussion of the draft of the

brève et d'ordre général ; elle eut trait particulièrement au principe de la juridiction obligatoire dont la plupart des orateurs semblaient partisans. Pour répondre aux objections de ceux qui disaient que le projet ne constituait pas un progrès au point de vue de l'application de ce principe, M. Hagerup, qui avait été président de la Sous-Commission, attira l'attention de l'Assemblée sur l'article 36 ; après avoir lu le premier paragraphe, il fit remarquer qu'un certain nombre de conventions générales prévoyaient déjà l'arbitrage obligatoire. Dans le même ordre d'idées, il attira également l'attention sur l'article 37 du projet.

La question des „avis consultatifs" ne fut pas mentionnée au cours des débats. Elle fut néanmoins discutée en commission, et on peut retrouver la trace des incertitudes qu'elle provoqua dans les comptes-rendus des discussions auxquelles les propositions relatives à cette question donnèrent lieu.

La question a fait l'objet d'une première discussion au sein du Comité consultatif des Juristes de la Haye, en juin—juillet 1920, à propos d'un article qui, dans le premier projet de Statut, portait le numéro 32, devenu ultérieurement le numéro 36. Cet article est conçu comme suit :

(*Article* 36). „La Cour donne son avis sur tout point ou tout différend d'ordre international qui lui est soumis par le Conseil ou par l'Assemblée.

Lorsque la Cour donne son avis sur un point d'ordre international, indépendamment de tout différend actuellement né, elle constitue une commission spéciale de trois à cinq membres.

Lorsqu'elle donne son avis sur une question qui fait l'objet d'un différend actuellement né, elle statue dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un litige porté devant elle."

Lorsque cet article vint en discussion, M. de Lapradelle en expliqua le sens en déclarant qu'il reposait essentiellement sur la différence entre un „différend" (*dispute*) et un „point" (*point*) soumis pour avis consultatif, et que, tandis qu'un différend était un conflit actuel, un point était plutôt une question théorique ; cette différence entraîne la nécessité d'une solution différente dans les deux cas. Un point peut être examiné par un nombre restreint de juges, tandis qu'un différend doit être examiné selon une procédure qui se rapproche de celle qui doit être suivie pour un jugement.

M. Root s'éleva alors „contre le droit qu'aurait la Cour de donner des avis consultatifs à l'occasion d'un différend actuellement né, ce qui lui parait être une violation de toute convenance juridique".

Ainsi qu'il est mentionné dans les procès-verbaux des débats, M. de Lapradelle, en réponse, attira l'attention de M. Root „sur les dispositions de l'article 13 du Pacte et sur le droit qu'a le Conseil de renvoyer à la Cour un con-

Statute was brief and was general in character, and related chiefly to the principle of compulsory jurisdiction, of which most of the speakers appeared to be advocates. In answer, however, to complaints that the draft did not advance the application of that principle, M. Hagerup, who had been chairman of the Sub-Committee, drew attention to Article 36, and, after reading the first paragraph, pointed out that a certain number of general conventions already provided for compulsory arbitration. In the same relation, he also called attention to Article 37 of the draft.

The subject of "advisory opinions" was not mentioned in the debate. It was, however, discussed in committee, and the perplexity caused by it is fully exemplified in the reports of the discussions to which the proposals on the subject gave rise.

The subject was first discussed by the Advisory Committee of Jurists, at the Hague, in June—July 1920, in connection with an article which, in the first draft of the Statute; was numbered 32, but which was later changed to 36. This Article reads as follows :

(*Article* 36). "The Court shall give an advisory opinion upon any question or dispute of an international nature referred to it by the Council or Assembly.

When the Court shall give an opinion on a question of an international nature which does not refer to any dispute that may have arisen, it shall appoint a special Commission of from three to five members.

When it shall give an opinion upon a question which forms the subject of an existing dispute, it shall do so under the same conditions as if the case had been actually submitted to it for decision".

When this Article was taken up for discussion, M. de Lapradelle explained its meaning by stating that it was based on the difference between a "dispute" (*différend*) and a "point" (*point*) submitted for an advisory opinion ; that, while a dispute was an actual contest (*conflit actuel*), a point was rather a theoretical question ; that this difference made it necessary to follow different methods in the two cases, and that, while a "point" might be considered by a limited number of judges, a "dispute" should be dealt with by a procedure resembling that which must be followed for the rendering of a judgment.

Mr. Root thereupon declared that he was "opposed to the Court's having the right to give an advisory opinion with reference to an existing dispute. In his opinion this was a violation of all juridical principles."

According to the record of the proceedings, M. de Lapradelle, in reply, called Mr. Root's attention "to the provisions of Article 13 of the Covenant and to the right of the Council to send to the Court any case which had

flit qui lui a été soumis, mais qui aurait dû être tranché judiciairement, et sur la nécessité pour la Cour, de procéder, dans ces circonstances, comme s'il s'agissait d'un véritable jugement."

M. Root se déclara „convaincu par ces arguments."

Dans une certaine mesure, le procès-verbal des débats est évidemment imparfait, puisque l'article 13 du Pacte ne contient aucune disposition relative à la question dont il s'agissait. Sans aucun doute, M. de Lapradelle avait dans l'esprit l'article 14. Néanmoins, les dispositions de cet article ne sont pas reproduites ; elles ne sont, jusqu'à un certain point, qu'interprétées, peut-être sous forme de conjectures, dans le compte-rendu très bref de ses observations (Comité consultatif de Juristes. Vol. II. pp. 584, 585).

Lorsque le Comité consultatif passa au vote sur l'article 36, une „courte discussion" seulement eut lieu et le membre italien, M. Ricci-Busatti s'abstint de voter en déclarant qu'il n'avait pas „eu le temps nécessaire pour réfléchir sur les dispositions de l'article, qui n'ont jamais été discutées à fond". (Comité consultatif des Juristes, Vol. II page 649).

Le commentaire de M. Ricci-Busatti, si l'on en juge par ce que l'on rencontre ailleurs, semble justifié d'après ce que l'on trouve dans le rapport accompagnant le projet du Comité consultatif. Dans ce rapport, après avoir expliqué qu'il appartiendrait au Conseil ou à l'Assemblée, suivant le cas, „d'adopter" ou de „tirer les conséquences d'un avis consultatif", on soutient que si l'avis se rapportait à une question théorique et non pas à un différend actuellement né, étant donné que la même question pourrait être soumise plus tard à la Cour, en tant qu'organisme judiciaire, la Cour, en donnant son avis, doit être constituée de telle sorte que l'avis émis sur la question théorique ne puisse ultérieurement entraver sa liberté au point de vue de sa décision judiciaire ; dans ce rapport, il est déclaré que „pour éviter de mettre la Cour dans l'obligation ou de se contredire ou de se répéter, il importe de la constituer d'une manière différente, et pour cela de la réduire, pour l'exercice de cette attribution, à quelques-uns seulement de ses membres, trois à cinq, suivant l'estimation de son règlement intérieur". D'autre part, le rapport, envisageant le cas où le „différend" renvoyé à la Cour, soit par le Conseil, soit par l'Assemblée, a le caractère d'un véritable litige, suppose que l'affaire présente un caractère d'ordre juridique que le Conseil ou l'Assemblée, après avoir essayé sans succès de le régler par la procédure conciliatrice, devra le renvoyer à la Cour pour avis. En ce cas, le rapport déclare que l'avis de la Cour n'aura pas „force de chose jugée", mais que la décision de la Cour n'en aura pas moins „la valeur morale qui s'attache à tous ses arrêts et, si le Conseil ou l'Assemblée se l'approprient, elle aura sur l'opinion publique le même heureux effet."

been submitted to it but which ought to have been settled by judicial means ; in such circumstances the Court must adopt a procedure similar to that of an actual trial."

Mr. Root is reported to have said that "he was convinced by these arguments."

To a certain extent the record of the discussions is evidently imperfect, since Article 13 of the Covenant contains no provision whatever on the subject then under discussion. No doubt M. de Lapradelle referred to Article 14. Nevertheless, the provisions of this Article are not reproduced, but are only to some extent perhaps conjecturally interpreted, in the meagre report of his remarks. (Advisory Committee of Jurists, II, pages 584—585).

When the Advisory Committee came to vote on Article 36, only a "short discussion" took place, and the Italian Member, M. Ricci-Busatti, declined to vote, on the ground that "he had not had sufficient time to consider the provisions of the Article, which he felt had never been discussed thoroughly". (Advisory Committee of Jurists, II. 649).

The comment of M. Ricci-Busatti, judged by what elsewhere appears, seems to be supported by what is found in the report accompanying the draft of the Advisory Committee. In this report, after an explanation that it would rest with the Council or the Assembly, as the case might be, to "adopt" or to "deduce the consequences" of an advisory opinion, it is argued that, if the opinion should relate to a theoretical question and not to an existing dispute, then, as the same question might later be brought before the Court in its judicial capacity, the Court when giving advice must be so constituted that the opinion given on the theoretical question would not afterwards affect its freedom of judicial decision ; and that, "in order to avoid the possibility of the Court being forced to contradict or repeat itself, it must be differently constituted, and consequently reduced, for the performance of this function, to a smaller number, say from 3 to 5 of its members, as may be decided in the rules of the Court". On the other hand, the report, assuming the "dispute" referred to the Court by the Council or the Assembly to have the character of an actual litigation, supposed that the case was one of a legal nature, which the Council or the Assembly, after ineffectually trying to adjust it in a conciliatory way, should send to the Court for advice. In this predicament, the report declares that the Court's advice (*avis*) "would not have the force of a sentence", but that the "decision" (*décision*) of the Court would nevertheless have "the moral force attaching to all its decisions (*arrêts*) ; and, if the Council or Assembly adopt it, it would have the same wholesome effect on public opinion".

Sans vouloir commenter longuement, l'assimilation apparente, mais non expliquée dans le passage précédent, des deux idées distinctes et quelque peu opposées, qui se trouvent dans les mots avis et décision, il suffit de remarquer que le rapport, bien qu'il considère qu'un avis consultatif „si le Conseil ou l'Assemblée se l'approprient", aurait un heureux effet sur l'opinion publique, n'envisage pas l'effet que le rejet de l'avis de la Cour pourrait avoir soit sur l'opinion publique, soit sur la Cour elle-même. Aucune raison n'est donnée non plus pour justifier la supposition qu'un avis consultatif de la Cour, accepté ou rejeté, aurait „la valeur morale qui s'attache à tous ses arrêts".

L'expérience humaine, telle surtout qu'elle se manifeste dans la législation, justifie l'opinion que l'autorité morale des décisions judiciaires découle principalement du fait qu'elles sont appuyées de l'autorité de la loi et qu'elles ont légalement force obligatoire pour les parties au différend. Si on les privait de cet appui, leur soi-disant autorité morale disparaîtrait rapidement.

En examinant cette question de la „valeur morale", nous ne devons pas non plus perdre de vue la tendance que l'on trouve dans les tribunaux comme les autres assemblées humaines, d'avoir des opinions divergentes. Il n'y a aucune raison pour supposer que la Cour permanente de Justice internationale, composée de juges de pays différents, qui ont reçu une éducation juridique différente, échappe à cette tendance humaine. Les auteurs du Statut ont donc stipulé, en réglementant les fonctions judiciaires de la Cour, non seulement que le vote de la majorité suffirait pour la décision, ce qui est conforme à la règle habituelle, mais aussi que les juges pourraient faire enregistrer individuellement leur opinion divergente. On a estimé que cette mesure ne présenterait pas de danger lorsque la Cour rendrait ses arrêts. Mais lorsqu'il s'agit d'un „avis consultatif" qu'il n'y a aucune obligation avouée d'accepter, la „valeur morale" d'un vote de six voix contre cinq, pourrait ne pas avoir un caractère d'autorité très évident ou très convaincant.

A sa huitième session qui s'est tenue à St-Sebastien, du 30 juillet au 5 août 1920, le Conseil (1) décida d'adresser le projet du Comité consultatif à tous les Membres de la Société et (2) invita M. Léon Bourgeois à préparer sur la question un rapport préliminaire qui servirait de base à l'opinion du Conseil. (Journal officiel, No. 6, septembre 1920, page 321).

M. Léon Bourgeois présenta son rapport au Conseil à Bruxelles le 27 octobre 1920. Le rapport ne mentionne pas l'article 36, mais contient un passage qui n'est pas sans avoir trait à la question des avis consultatifs. Ce passage, qui traite des relations entre la Cour et la Société, est ainsi conçu :

„V. — Rapports entre la Cour et la Société des Nations.

La question a été soulevée de savoir si la Société des Nations, comme telle, ou si ses organes, devaient

Without commenting at length upon the apparent but unexplained assimilation in the foregoing passage of the distinct and somewhat opposite conceptions of advice and decision, it suffices to remark that the report, although it assumes that an advisory opinion, "if the Council or Assembly adopt it", would have a wholesome effect on public opinion, does not conjecture what effect the rejection of the Court's advice might have either on public opinion or on the Court itself. Nor is any reason given for the supposition that an advisory opinion of the Court, whether accepted or rejected, would have the "moral force attaching to all its decisions".

Human experience, especially as exemplified in legislation, justifies the belief that the moral authority of judicial decisions is derived chiefly from the fact that they have the authority of law and legally bind the parties to the dispute. If deprived of this effect, their so-called moral authority would promptly vanish.

Nor should we overlook, when considering the question of "moral authority", the tendency of Courts, like other bodies of men, to divide in opinion. There is no reason to suppose that the Permanent Court of International Justice, composed of judges reared in different lands and trained under different systems of law, will be free from this human tendency. The framers of the Statute therefore provided, when regulating the judicial functions of the Court, not only that the vote of a majority should suffice for a decision, thus following the usual rule, but also that individual judges might file dissenting opinions. This, it was felt, might safely be done when the Court came to render its judgments. But, in the case of an "advisory opinion", which there should confessedly be no obligation to accept, the "moral authority" of a vote of 6 to 5 might not prove to be either convincing or conspicuously weighty.

At its eighth Meeting, held at San Sebastian, July 30th — August 5th, 1920, the Council (1) decided to send the Advisory Committee's draft to all the Members of the League, and (2) instructed M. Léon Bourgeois to prepare a preliminary report on it, as the basis of the Council's opinion. (Official Journal No. 6. Sept. 1920. p. 321).

M. Léon Bourgeois presented his report to the Council, at Brussels, on October 27th, 1920. The report does not mention Article 36, but it contains a passage not altogether irrelevant to the question of advisory opinions. This passage, which treats of the relations between the Court and the League, reads as follows :

„V. — Relations between the Court and the League of Nations.

The question has been raised whether the League of Nations as such or its organisations should be

être admis devant la Cour pour y présenter des conclusions ou y faire valoir certains points de vue qui lui paraîtront conformes à l'intérêt général.

Le principe essentiel qu'il s'agit de sauvegarder est celui de l'indépendance respective des pouvoirs judiciaires représentés par la Cour et du pouvoir international représenté par le Conseil de la Société des Nations. Chacun des deux a son domaine propre. Les pouvoirs du Conseil et de l'Assemblée sont tels, qu'ils peuvent aller jusqu'à transformer la composition de la *Cour elle-même*, mais, lorsqu'ils ont épuisé leurs droits en constituant dans des conditions déterminées par eux, la juridiction internationale, il importe de laisser à celle-ci l'indépendance de ses jugements. Nous répondrons donc par la négative à la question qui nous avait été posée sur ce point". (Extrait du Rapport présenté par M. Léon Bourgeois au Conseil, à Bruxelles, le 27 octobre 1920 — voir Procès-verbal du Conseil, Jornaul Officiel No. 8, novembre—décembre 1920, page 12).

Le rapport de M. Léon Bourgeois a été adopté par le Conseil à Bruxelles, et l'article 36 du projet du Comité consultatif a été désigné dans les discussions ultérieures sous le nom d',,article 36 de Bruxelles".

Quand le projet fut présenté à l'Assemblée, il fut renvoyé à la troisième Commission, dont le président était M. Léon Bourgeois, et le rapporteur, M. Hagerup (Actes de la première Assemblée, séances plénières, pp. 436 et 437).

Le projet fut renvoyé par la Commission à l'examen d'une sous-commission, composée de dix des membres de la Commission, dont cinq avaient fait partie de la Commission de la Haye. (Comité consultatif de Juristes).

La sous-commission se trouva en présence de deux propositions d'amendements à l'article 36 ; l'une, présentée par le Gouvernement italien, l'autre, par la délégation de la délégation argentine.

La proposition du Gouvernement italien figurait dans un rapport du ,,Conseil du contentieux diplomatique" (*Consiglio del contenzioso diplomatico*), attaché au Ministère des Affaires Etrangères. La proposition est ainsi conçue :

„ *Article* 36. — Le dernier alinéa de cet article donne aux fonctions et à l'avis de la Cour un caractère peu conforme au but visé par les dispositions de l'article 14 du Pacte, auxquelles cet article du projet se rattache. Le Conseil propose donc de supprimer l'alinéa dont il s'agit. Si cette disposition vise — comme il paraît — la faculté du Conseil et de l'Assemblée de remettre d'office, le cas échéant, les parties devant la Cour, que l'on formule, à cet effet, des règles plus exactes et plus claires. Le deuxième alinéa de cet article devrait

allowed to plead before the Court in order to present conclusions or to lay stress upon certain points of view which might appear to them to be in conformity with the general interest.

The essential principle which must be safeguarded is that of the respective independence of the judicial powers represented by the Court and of the international power represented by the Council of the League of Nations. Each of those two powers has its own domain. The powers of the Council and of the Assembly are such that they extend to the transformation of the composition of the Court itself, but when they have fully exercised their rights by establishing international jurisdiction under conditions determined by them, it is important for them to allow the latter independence in its judgments. We will thus answer in the negative the question which was put to us on this point". (Extract from Report presented by M. Léon Bourgeois to the Council at Brussels, October 27th, 1920, see Minutes of the Council, Official Journal, No. 8. Nov.—Dec. 1920. p. 12).

The report of M. Léon Bourgeois was adopted by the Council at Brussels, and Article 36 of the Advisory Committee's draft became known in the subsequent discussions as "Brussels Article 36".

When the draft was presented to the Assembly, it was referred to the Third Committee, of which the Chairman was M. Léon Bourgeois, and the Reporter, M. Hagerup. (Records of the first Assembly, Plenary Meetings, pp. 436, 437).

By the Committee, the draft was in turn referred for examination to a Sub-Committee composed of ten of the Committee's members, including five who had served on the Hague Committee (the Advisory Committee of Jurists).

Before the Sub-Committee there were two proposed amendments of Article 36, one submitted by the Italian Government, the other by the Argentine Delegation.

The proposal of the Italian Government was embraced in a report of the Council for Diplomatic Litigation (*Consiglio del contenzioso diplomatico*), attached to the Ministry of Foreign Affairs. The proposal reads as follows :

" *Article* 36. — The last paragraph of this Article attributes to the functions and the opinion of the Court a character scarcely in conformity with the object aimed at in the provisions of Article 14 of the Covenant, to which this Article relates. The Council therefore suggests the deletion of this paragraph. If this provision, as it seems, refers to the power of the Council and the Assembly to send the parties, should the occasion arise, *ex officio* before the Court, more exact and definite rules should be formulated to this effect. The second paragraph of this Article

être modifié en se bornant à établir la faculté de constituer des commissions spéciales en vue de cette tâche consultative, conférée à la Cour par l'article 14 du Pacte." (Actes de la première Assemblée, séances des Commissions, I. page 499).

Pour expliquer cette proposition, on peut rappeler que le dernier paragraphe de l'article 36 prévoyait que lorsque la Cour donnerait son avis consultatif sur un différend actuellement né, elle le ferait „dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un litige porté devant elle"; le second paragraphe prévoyait que la Cour, pour donner son avis sur une question d'ordre théorique, constituerait une commission de trois à cinq membres.

La proposition de la délégation argentine tendait à amender le premier paragraphe de l'article, en demandant à la Cour de donner son avis, non seulement sur les points ou différends à elle soumis par le Conseil ou l'Assemblée, mais aussi sur les points ou différends à elle soumis par „les gouvernements des Etats composant la Société des Nations".

Dans la proposition italienne, le point d'importance capitale paraît être le fait que la proposition estime que les dispositions de l'article 36 du projet vont au-delà des stipulations de l'article 14 du Pacte.

Dans le compte-rendu des débats de la sous-commission, il apparaît que lorsque l'article 36 fut examiné, le Président, M. Hagerup, donna comme exemple des points qui pourraient être soumis au sujet d'un différend actuellement né, la question des îles d'Aland, et ajouta: „Si la Cour avait existé au moment où ce différend a surgi, la question qui fut récemment soumise à une commission de juristes, aurait été soumise à la Cour et aurait été traitée selon la procédure habituelle."

M. Huber (actuellement membre de la Cour), „estime que cette procédure eût été impossible dans le cas mentionné par le Président, étant donné que les questions qui ont été soumises aux juristes, avaient respectivement un caractère interlocutoire ou théorique, mais si elles avaient eu trait au conflit actuel, une procédure identique aurait pu avoir des résultats dangereux."

Le Président donne lecture d'un amendement présenté par M. Fernandes (Brésil) ainsi conçu :

„Lorsqu'elle donne son avis sur une question qui fait l'objet d'un différend actuellement né, elle devra réunir le quorum exigé pour les jugements ordinaires."

Sir Cecil Hurst déclare „que pour des raisons d'ordre pratique", il partage l'opinion de M. Huber et il pose cette question significative : „Peut-on supposer que les parties à un différend prennent la peine de comparaître devant la Cour pour permettre à celle-ci d'examiner leur cas et d'émettre une opinion à titre d'avis ? D'autre part, s'ils décident de saisir la Cour, pourquoi la décision

should be modified in such a way as only to confer the power of constituting special committees for these advisory duties imposed upon the Court by Article 14 of the Covenant." (Records of the First Assembly, Meetings of the Committees I. page 499).

In explanation of this proposal it may be recalled that the last paragraph of Article 36 provided that, when the Court should give an advisory opinion on an existing dispute, it should do so "under the same conditions as if the case had been actually submitted to it for decision"; and that the second paragraph provided that the Court, in giving an opinion on a theoretical question, should discharge its functions through a committee of from three to five members.

The Argentine proposal was to amend the first paragraph of the Article by requiring the Court to give advisory opinions not only on questions or disputes referred to it by the Council or the Assembly, but also on questions or disputes referred to it by the "Governments of the States composing the League of Nations".

In the Italian proposal, the point of capital importance appears to be the fact that the proposal treats the provisions of Article 36 of the draft as going beyond the stipulations of Article 14 of the Covenant.

In the report of the discussions in the Sub-Committee, it appears that, when Article 36 was taken up, the Chairman, M. Hagerup, gave, as an example of the possible reference of questions relating to an existing dispute, the Aaland Islands case, and said: "Had the Court existed when it arose, the questions now referred to the Committee of Jurists would have been submitted to it and would have been dealt with according to the usual procedure for hearing and determining cases judicially".

M. Huber, now a member of the Court, is reported to have "thought that this might have been possible in the case mentioned by the Chairman since the points referred to the Jurists were, respectively, of an interlocutory or theoretical nature", but that, "had they affected the actual conflict, the same procedure might have proved dangerous".

The Chairman read a proposed amendment, submitted by M. Fernandes (Brazil), as follows:

„When it shall give an opinion upon a question which forms the subject of an existing dispute, it must assemble the quorum required for ordinary judgments."

Sir Cecil Hurst stated that, for practical reasons, he shared the opinion of M. Huber and significantly inquired: "Was it probable that parties to a dispute would take the trouble to appear before the Court in order to enable it to give an advisory opinion ? On the other hand, if they did so, why should not this opinion be binding on them ?"

de la Cour ne serait-elle pas obligatoire pour les deux parties ?"

A propos de cette observation de Sir Cecil Hurst, il est intéressant de citer l'exemple du Comité judiciaire du Conseil privé, en Angleterre, dont les conclusions, exprimées en principe sous forme d'avis, ont en pratique la force et les effets de sentences judiciaires. Cette conception de l'avis consultatif n'est pas entièrement exceptionnelle en jurisprudence. En droit romain, par exemple, la „consultation" des jurisconsultes (*responsa prudentum*), eut, à certaines époques, une autorité officielle qui liait le juge (Nouveau Larousse, III, 226, article *Consultation*).

M. Ricci-Busatti, continuant la discussion, ajoute qu'en pratique, il sera impossible pour la Cour d'établir une distinction entre les cas mentionnés au deuxième et ceux mentionnés au troisième paragraphes de l'article 36, et que la question soumise à la Cour ne sera jamais identiquement de même nature que le différend soumis au Conseil, mais qu'elle aura un caractère plus théorique et plus général.

Le Président, ainsi que M. Adatci (Japon), et M. Fernandes, appuient l'amendement italien. M. Fromageot l'appuie également, sauf en ce qui concerne le droit pour la Cour de constituer une Commission d'enquête. „Il est regrettable", dit-il, „que le Pacte ait donné à la Cour le pouvoir d'émettre des avis ; mais puisqu'il en est ainsi, elle devrait avoir la pleine responsabilité de son opinion".

Sir Cecil Hurst revenant à la question de savoir si la Cour, pour donner un avis consultatif, doit siéger en séance plénière, déclare qu'„il pourrait se produire des circonstances où la Cour, siégeant en séance plénière, ne pourrait pas examiner sans délai, des litiges qui lui auraient été soumis à titre consultatif. Il pourrait, dans ce cas, être opportun de reporter la question à un organisme moins complexe."

Le Président met alors l'article aux voix, paragraphe par paragraphe.

Le vote donne les résultats suivants :

Paragraphe 1. — L'amendement de l'Argentine est rejeté.

Paragraphe 2. — L'amendement italien est adopté, sauf retouches de rédaction, par 7 voix contre 2.

Paragraphe 3. — La suppression de ce paragraphe est décidée par 6 voix contre 3.

(Actes de la première Assemblée, séances des Commission I. pages 386—387).

Lorsque fut repris l'examen de l'article ainsi amendé, M. Fromageot présenta une nouvelle rédaction que le Comité avait établie comme suit :

„Toute question ou tout différend dont la Cour est saisie pour avis par l'Assemblée ou par le Conseil, peuvent être soumis par la Cour à une Commission spéciale choisie dans son sein pour la préparation de cet avis."

In connection with this observation of Sir Cecil Hurst, it is instructive to adduce the example of the Judicial Committee of the Privy Council, in England, whose conclusions, although nominally given in the form of advice, have in practice the force and effect of judicial judgments. Nor is this conception of an advisory opinion altogether exceptional in jurisprudence. In the Roman law, for instance, the "consultation" of the jurisconsults (*responsa prudentum*) had, during certain periods, an official authority which bound the judge. (*Nouveau Larousse*, III 226, verb. *Consultation*).

M. Ricci-Busatti, continuing the discussion, thought that in practice it would be impossible for the Court to draw a distinction between the cases contemplated in the second and third paragraphs of Article 36, and that the question submitted to the Court "would never be identical with the dispute before the Council, but more theoretical and generalised."

The Chairman, as also MM. Adatci (Japan) and Fernandes, supported the Italian amendment ; M. Fromageot was also in favour of it, except with regard to the right of the Court to constitute a Commission of Enquiry. It was, he said, "to be regretted that the Covenant gave the Court advisory capacities, but since this was so, it should be fully responsible for its opinions".

Referring to the question whether, in giving an advisory opinion, the whole Court must act, Sir Cecil Hurst expressed the view "that cases might arise where the full Court could not deal at once with disputes submitted to it", and that "it might then be advantageous to refer the matter to a smaller body".

The Chairman at this point put the Article to a vote, paragraph by paragraph, with the following result :

First paragraph — The Argentine amendment was rejected.

Second paragraph — The Italian amendment was by a vote of 7 to 2 adopted, subject to its future wording.

Third paragraph — Deleted, by a vote of 6 to 3.

(Records of the First Assembly ; Meetings of the Committees, I. pages 386—387).

When the consideration of the Article, as thus amended, was resumed, M. Fromageot presented a new wording which the Committee had formulated, as follows :

Any question or dispute submitted to the Court by the Assembly or by the Council for its opinion may be referred by the Court to a special Commission composed of members of the Court for the preparation of such opinion.

Mais, en présentant cette rédaction, M. Fromageot déclara que le Comité avait été unanime à reconnaître qu'il serait désirable que l'article tout entier fût supprimé. Il ajouta, alors, cette remarque : „En effet, le Pacte contient, à l'article 14, une disposition aux termes de laquelle la Cour ne peut se refuser à donner des avis consultatifs. Il est donc inutile de donner une règle au même effet dans le Statut de la Cour".

En présentant cette observation, M. Fromageot peut avoir eu dans l'esprit uniquement le texte français de l'article 14, ou bien il a pu avoir l'intention simplement d'émettre l'opinion que la Cour ne serait pas justifiée à déclarer qu'en aucun cas, ou aucune circonstance, et dans aucune condition, elle n'exprimera d'avis consultatif. Cette dernière interprétation serait conforme à ce qu'il avait déjà déclaré précédemment, comme nous en avons déjà parlé, lorsqu'il affirma que le Pacte n'a pas imposé à la Cour l'obligation de donner, sur demande, des avis consultatifs, mais qu'il lui a donné le pouvoir (*capacity*) d'émettre ces avis.

Continuant la discussion de l'article 36, M. Ricci-Busatti attire l'attention sur la proposition contenue dans la note du Bureau du Travail, tendant à donner à l'Organisation du Travail le droit de consulter la Cour au même titre que le Conseil et l'Assemblée, d'après les dispositions du Pacte.

M. Loder, aujourd'hui Président de la Cour, ne croit pas que l'article 36 fasse simplement double emploi avec l'article 14 du Pacte. Il rappelle la distinction établie par le premier article entre les différends actuels et les questions théoriques.

Le Président appuie la proposition tendant à la suppression de l'article 36. M. Fromageot fait encore observer que „la question des conditions auxquelles est subordonné le pouvoir de la Cour d'émettre des avis, ne rentre guère dans celle de l'organisation de la Cour." Ensuite, on passe au vote. Dans les termes mêmes du procès-verbal, „la suppression de l'article 36 est décidée à l'unanimité." (Actes de la première Assemblée, séances des Commissions, I. p. 401).

Ainsi, après six mois consacrés à la rédaction du Statut, les efforts faits en vue de résoudre la question des avis consultatifs, furent abandonnés.

La Commission, dans son rapport à l'Assemblée, explique sa décision de la manière suivante :

> „*Article* 36 (*de Bruxelles*). — L'article 14 du Pacte prévoit que l'Assemblée et le Conseil peuvent, demander des avis à la Cour. La Sous-Commission a été d'avis que ces avis doivent, dans tous les cas, être donnés avec le même quorum des juges qui est requis pour la décision des litiges et qu'il n'y a pas lieu de maintenir la distinction établie à ce sujet par le projet, entre le cas où une question qui est soumise à la Cour est l'objet d'un différend actuellement né, et celui où il n'existe pas de diffé-

But, in presenting this wording, M. Fromageot stated that the Committee had been unanimous in thinking that the entire Article should be suppressed. He then added this remark: "In reality, the Covenant, in Article 14, contained a provision in accordance with which the Court could not refuse to give advisory opinions. It was therefore unnecessary to include a rule to the same effect in the constitution of the Court".

In making this remark, M. FROMAGEOT may have had in mind only the French text of Article 14, or he may have intended only to convey the opinion that the Court would not be justified in taking the position that it would never in any case, in any circumstances, or on any conditions, render an advisory opinion. The latter interpretation would be in harmony with what, as has heretofore been pointed out, he said on a previous occasion, when he spoke of the Covenant not as having imposed on the Court an obligation to render advisory opinions on request, but as giving the Court "*le pouvoir*", or capacity, to render such opinions.

Continuing the discussion on Article 36, M. Ricci-Busatti drew attention to the proposal in a note from the Labour Office to give the Labour Organisation the same right to ask for advisory opinions as was enjoyed, in virtue of the Covenant, by the Council and the Assembly.

M. Loder, now President of the Court, did not think that Article 36 covered merely the same ground as Article 14 of the Covenant. He recalled the distinction established by the former between disputes which had actually arisen and theoretical questions.

The Chairman seconded the proposal to strike out Article 36, and, after a further remark by M. Fromageot, to the effect that "the question of the conditions under which the Court could give opinions was scarcely included in that of the organisation of the Court", a vote was taken, with the result, as the record states, "that the suppression of Article 36 was unanimously decided upon". (The Records of the First Assembly : Meetings of the Committees, I. p. 401).

Thus, at the end of six months devoted to the drafting of the Statute, the attempt to solve the question of advisory opinions was abandoned.

The Committee, in its report to the Assembly, gave of its action the following explanation.

> "*Brussels Article* 36. — Article 14 of the Covenant provides that the Assembly and the Council may ask the Court for advisory opinions. The Sub-Committee considers that these opinions should, in every case, be given with the same quorum of judges as that required for the decision of disputes, and that there is no need to maintain the distinction established in this respect by the draft scheme between the cases where a question submitted to the Court is the subject of a dispute which has actually arisen, and

rend, cette distinction paraissant peu nette et pouvant donner lieu à des difficultés pratiques. La Sous-Commission a d'ailleurs estimé que le projet entrait, à cet égard, dans des détails qui concernaient plutôt le règlement intérieur de la Cour.

Dans ces conditions, la Sous-Commission propose de supprimer cet article.

Des propositions tendant à donner soit aux gouvernements, soit au Bureau international du Travail le droit de demander à la Cour des avis, n'ont pas été adoptées par la Sous-Commission qui estime que de telles dispositions impliqueraient une extension sensible des devoirs des membres de la Cour et pourraient entrainer des conséquences d'une portée difficile à calculer d'avance." (Actes de la première Assemblée ; Séances plénières, p. 464).

Ce même rapport contient également un passage qui se rapporte à la question des avis consultatifs. Ce passage a trait à une proposition de l'Argentine tendant à amender l'article 38 du statut (article 35 de Bruxelles) et stipulant que les décisions de la Cour n'auraient pas le caractère de précédents. La Sous-Commission n'a pas adopté cet amendement parce que, dit le rapport, elle a estimé que „ce sera une tâche importante pour la Cour que de contribuer au développement du droit international". (ibid. 463).

Il ne serait guère compatible avec cette intention de penser que la Cour peut être invitée à donner des avis qui ne présenteront aucun caractère obligatoire.

M'appuyant sur l'exposé ci-dessus, je me permets de soumettre à l'examen des membres de la Cour, les propositions suivantes :

1. — La Constitution de la Cour permanente de Justice internationale ne contient aucune disposition expresse relative aux avis consultatifs, l'article qui visait ces avis ayant été délibérément repoussé.

2. — Après examen des deux textes officiels, l'article 14 du Pacte, le seul où soit mentionnée la question, ne saurait être considéré comme imposant à la Cour une obligation, sans conditions, de donner, sur demande, des avis de ce genre.

3. — Le fait de donner des avis consultatifs, entendus comme des opinions ne présentant aucun caractère obligatoire, soit sur des différends actuellement nés, soit sur des points théoriques, n'est pas une fonction qui convienne à une Cour de Justice.

4. — L'exercice de cette fonction est en désaccord avec l'objet fondamental de la Cour permanente de Justice internationale, qui doit être de développer l'application entre Nations du principe et des méthodes des décisions judiciaires.

5. — Le fait de donner, sur des différends actuellement nés ou sur des points théoriques, des avis reconnus comme ne devant avoir aucune force obligatoire, tendrait

where there is no existing dispute. This distinction seemed lacking in clearness and likely to give rise to practical difficulties. The Sub-Committee was further of the opinion that the draft here entered into details which concerned rather the rules of procedure of the Court.

Accordingly, the Sub-Committee propose that this Article should be suppressed.

Certain proposals to give either to the Governments or to the International Labour Office the right of asking the Court for advisory opinions have not been adopted by the Sub-Committee, which considers that such provisions would involve a considerable extension of the duties of the members of the Court, and might lead to consequences difficult to calculate in advance." (Records of the First Assembly ; Plenary Meetings, p. 464).

In the Committee's report there is also another passage materially bearing on the question of advisory opinions. This passage relates to an Argentine proposal to amend Article 38 of the Statute (Brussels Article 35) by providing that the decisions of the Court should not have the character of precedents. The Committee rejected this proposal, because, says the report, it was considered to be "one of the Court's important tasks to contribute, through its jurisprudence, to the development of international law", (Id. 463).

It is hardly compatible with this design that the Court should be required to give opinions having no obligatory character.

On the strength of the foregoing review, the following propositions may be submitted for consideration :

1. — That the Constitution of the Permanent Court of International Justice contains no express provision on advisory opinions, an Article to regulate the giving of such opinions having been deliberately rejected.

2. — That, on consideration of the two official texts, Article 14 of the Covenant, where alone the subject is mentioned, cannot be regarded as imposing on the Court an obligation to render such opinions unconditionally and on request.

3. — That the giving of advisory opinions, in the sense of opinions having no obligatory character, either on actual disputes or on theoretical questions, is not an appropriate function of a Court of Justice.

4. — That the exercise of such a function is at variance with the fundamental design of the Permanent Court of International Justice, which was to advance the application between nations of the principle and method of judicial decision.

5. — That the emission, either on actual disputes or on theoretical questions, of opinions avowedly having no binding force, would tend not only to

non seulement à obscurcir mais aussi à altérer le caractère de la Cour.

6. — Le fait d'exprimer des avis de cette nature tendrait nécessairement à diminuer les occasions où la Cour doit exercer ses fonctions judiciaires, car, si la Cour se considérait comme liée par les avis qu'elle a émis, elle empêcherait ainsi que les différends lui fussent ultérieurement soumis en vue d'une décision judiciaire ; si, d'autre part, ses avis sont traités comme de simples opinions dont il est permis de ne tenir aucun compte, il ne peut manquer d'en résulter du discrédit pour la Cour.

7. — Le fait de donner ces avis tendrait également, pour les mêmes raisons, à empêcher la Cour de remplir ce que l'on a considéré comme l'une de ses fonctions essentielles, à savoir, de contribuer, par sa jurisprudence, au développement du droit international.

8. — Le fait de donner des avis de ce genre implique les mêmes possibilités de préjudice porté aux vues et aux intérêts des Nations particulières, qui ont provoqué l'insertion dans le Statut de la clause qui prévoit l'intervention des gouvernements dans les litiges en cours.

9. — Il n'est pas désirable que la Cour paraisse provoquer des demandes ou des requêtes aux fins d'avis consultatifs.

10. — Tenant compte des différents aspects de la question, on peut juger préférable qu'il n'existe aucune disposition particulière sur les avis consultatifs, mais que, si la Cour reçoit une demande en vue d'une opinion de ce genre, elle y donne la suite qu'elle jugera opportune d'après la nature et les circonstances de chaque cas particulier.

ANNEXE 59.

(Non reproduite).

obscure but also to change the character of the Court.

6. — That the emission of such opinions would necessarily diminish the opportunities for the exercise by the Court of its judicial functions, since, if the opinions were treated by the Court as binding upon it, they would tend to preclude the subsequent submission of disputes for judicial decision, while, if treated as more utterances and freely discarded, they would inevitably bring the Court into disrepute.

7. — That the emission of such opinions would, for the same reasons, also tend to prevent the Court from performing what had been conceived to be one of its primary functions — that of contributing, through its jurisprudence, to the development of international law.

8. — That the rendering of such opinions would, so far as concerns the views or interests of particular nations, involve all the possibilities of prejudice which led to the insertion in the Statute of the clause providing for the intervention of governments in pending litigation.

9. — That it is not desirable that the Court should seem to invite requests or applications for "advisory opinions".

10. — That, taking into account the various phases of the subject, it may be preferable that there should be no special regulation concerning advisory opinions, but that, if an application for such an opinion should be presented, the Court should then deal with the application according to what should be found to be the nature and the merits of the case.

ANNEX 59

(Not reproduced).

ANNEXE 59a.

Nouvelle rédaction de l'avant-projet du Secrétariat;

fondée sur les décisions prises par la Cour et par le Comité de procédure jusqu'au 25 février.

(Distr. 66).

(Cf. Distr. Nos 11 et 39) [1].

I. — INTRODUCTION.

Article 1er.

En vertu des pouvoirs que lui confère le Statut, la Cour arrête le présent Règlement, qui a pour objet de compléter les dispositions contenues dans le Statut de la Cour et dans les résolutions de l'Assemblée de la Société des Nations.

La Cour se réserve le droit, si besoin en est, de modifier, d'abroger ou de compléter le présent Règlement.

II. — ORGANISATION INTÉRIEURE.

Article 2.

En cas d'empêchement du Président et du Vice-Président, et, après renouvellement intégral de la Cour, jusqu'à l'élection du Président et du Vice-Président, le juge qui aura le premier assumé les fonctions de membre de la Cour prendra la présidence, ou, s'il arrive que plusieurs juges aient assumé leurs fonctions le même jour, la présidence reviendra au plus âgé.

Article 3.

L'élection du Président et du Vice-Président aura lieu au début d'une session ordinaire. La période de fonctions commencera à courir du 1er janvier suivant l'élection. Le Président et le Vice-Président élus après la première élection des juges ou après le renouvellement intégral de la Cour, resteront en fonctions jusqu'à la fin de la deuxième année qui suit l'expiration de celle pendant laquelle ils ont été élus.

Si le Président ou le Vice-Président cessaient de faire partie de la Cour avant l'expiration de leurs fonctions, une élection aura lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir. Si cela est nécessaire, la Cour pourra, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.

Le vote aura lieu au scrutin secret. Le candidat qui obtiendra la majorité absolue sera déclaré élu. En cas de partage des voix, le Président du collège électoral aura voix prépondérante.

1) annexes 1c et 21b, pp. 253 et 293.

ANNEX 59a.

(*Translation*).

Revised text of Secretariat's draft,

based on decisions taken by the Court and by the Committee on procedure up to February 25th.

(Distr. 66).

(cf. Distr. Nos. 11 and 39) [1].

I. — INTRODUCTION.

Article 1.

By virtue of powers conferred upon it by the Statute, the Court adopts the present Rules, which are supplementary to the rules embodied in the Statute of the Court and in resolutions of the Assembly of the League of Nations.

The Court reserves the right from time to time to alter, abrogate or add to these Rules as circumstances may require.

II. — INTERNAL ORGANISATION.

Article 2.

In the absence of the President and Vice-President, and after a new election of the whole Court until the President and Vice-President have been elected, the judge who shall first have taken up his duties as a member of the Court shall take the chair, or, should several judges have taken up their duties on one and the same day, the chair shall be taken by the eldest among them.

Article 3.

The President and Vice-President shall be elected at the commencement of an ordinary session. Their period of office shall commence on January 1st of the year following their election. The President and Vice-President elected after the first election of judges, or after a new election of the whole Court, shall remain in office until the end of the second year after the expiration of that in which they were elected.

If the President or Vice-President cease to be a member of the Court before the expiration of his period of office, an election shall be held for the purpose of appointing a successor for the unexpired portion of his period of office. If necessary, an extraordinary meeting of the Court may be convened for this purpose.

Votes shall be cast by secret ballot; the candidate who obtains an absolute majority of votes shall be declared elected. In the event of a tie, the President of the electoral meeting shall have a casting vote.

1) annexes 1c and 21b, pp. 253 and 293.

ARTICLE 3 bis.

Le Vice-Président sera présent à toutes les sessions plénières de la Cour.

Il doit remplacer le Président en cas d'empêchement de celui-ci, soit pour cause de maladie, soit pour cause de récusation, soit pour cause de disqualification, soit pour cause de vacances ou toute autre raison.

ARTICLE 4.

Les juges titulaires et suppléants élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée auront le pas respectivement sur les juges titulaires et suppléants élus au cours de sessions ultérieures. Les juges titulaires et suppléants élus au cours de la même session de l'Assemblée prendront respectivement préséance selon leur ancienneté d'âge. Les juges titulaires auront le pas sur les juges suppléants.

Le tableau des juges suppléants sera dressé en conformité des principes énoncés dans cet article.

ARTICLE 5.

Les juges prendront place à la droite et à la gauche du Président, selon l'ordre de préséance établi à l'article précédent.

ARTICLE 6.

La déclaration solennelle que devront faire les membres de la Cour, individuellement, avant d'assumer leurs fonctions, est rédigée comme suit :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience."

La déclaration sera faite au commencement de la première séance publique après l'entrée en fonctions du juge.

A la première séance publique d'ouverture de la Cour et aux séances d'ouverture tenues après le renouvellement intégral de celle-ci, les déclarations des membres de la Cour seront faites dans l'ordre établi à l'article 4.

ARTICLE 7.

Les membres des Chambres spéciales sont désignés à la majorité absolue des voix par la Cour, en séance plénière, en tenant compte, autant que possible, des préférences des divers membres.

Les Présidents des Chambres spéciales sont élus par la Cour en séance plénière. Toutefois, le Président de la Cour présidera de plein droit toute Chambre dont il sera élu membre, de même que le Vice-Président de la Cour présidera de plein droit toute Chambre dont il sera membre, à condition que le Président de la Cour n'en soit pas membre.

ARTICLE 3 bis.

The Vice-President shall be present at all meetings of the full Court.

He shall replace the President, should the latter be unable to attend either by reason of illness, withdrawal from a particuler case, disqualification, absence on vacation or for any other reason.

ARTICLE 4.

Judges and deputy-judges elected at an earlier session of the Assembly shall take precedence respectively over judges and deputy-judges elected at a subsequent session. Judges and deputy-judges elected during the same session of the Assembly shall take precedence respectively according to age. Judges shall have precedence over deputy-judges.

The list of deputy-judges shall be prepared in accordance with the principles laid down in this Article.

ARTICLE 5.

Judges shall take their seats to the right and left of the President according to the order of precedence laid down in the preceding article.

ARTICLE 6.

The solemn declaration to be made by each member of the Court on taking up his duties shall be as follows :

"I solemnly declare that I will exercise all my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously."

The declaration shall be made at the beginning of the first public meeting after the judge has taken his duties.

At the public inaugural meeting of the Court and at opening meetings held after a new election of the whole Court, the declarations of members shall be made in the order laid down in Article 4.

ARTICLE 7.

The members of the special Chambers shall be appointed by an absolute majority at a meeting of the full Court, regard being paid as far as possible to the preferences of individual members.

The Presidents of the special Chambers shall be appointed at a meeting of the full Court. Nevertheless the President of the Court shall *ex officio* preside over any Chamber of which he may be elected member. Similarly, the Vice-President shall *ex officio* preside over any Chamber of which he may be elected a member, provided that the President is not also a member.

La période de fonctions des membres des Chambres spéciales est calculée selon le principe établi à l'article 3 pour la période de fonctions du Président et du Vice-Président.

ARTICLE 7bis.

Après avoir reçu, pour chaque affaire, par l'intermédiaire du Président, les renseignements requis, la Cour choisira librement les assesseurs techniques. Si la Cour statue en Chambre spéciale, la désignation est faite par la Chambre. Dans tous les cas, elle a lieu à la majorité absolue.

Si un ressortissant d'une des parties en cause est choisi comme assesseur, l'autre partie aura le droit de voir désigner un assesseur agréé par elle.

La Cour fera droit à la demande des parties de voir adjoindre des assesseurs, si cette demande est présentée dans la première pièce de procédure.

ARTICLE 8.

Supprimé.

ARTICLE 9.

Les membres qui se trouvent dans l'impossibilité d'assister à une session ou à une séance en informeront le Président aussitôt que possible. Celui-ci prendra toutes mesures pour compléter le nombre de juges nécessaires.

ARTICLE 9bis.

Les juges suppléants seront appelés dans l'ordre du tableau, de telle façon que tous les juges suppléants soient appelés à tour de rôle jusqu'à l'épuisement du tableau, et ainsi de suite. Dans le cas d'une vacance permanente, un juge suppléant sera appelé pour remplir la vacance pendant une session déterminée. Un juge suppléant qui a été saisi d'une affaire sera appelé à nouveau pour continuer la procédure concernant cette affaire.

Si un juge suppléant réside trop loin du siège de la Cour, pour pouvoir, de l'avis du Président, être utilement appelé, le juge suppléant qui le suit sur le tableau sera appelé; mais le suppléant qui aurait dû être convoqué, sera, si possible, convoqué la fois suivante

La convocation d'un juge suppléant comme juge national dans un cas déterminé, ne sera pas comptée comme une convocation aux termes du présent article, lorsqu'il s'agira de déterminer l'ordre dans lequel les juges suppléants devront être convoqués.

ARTICLE 9ter.

La Cour pourra siéger avec neuf ou dix juges seulement, lorsque, en raison de circonstances imprévues, il sera

The period of office of members of the special Chambers shall be calculated in the manner laid down in Article 3 with regard to the term of office of the President and Vice-President.

ARTICLE 7a.

The Court shall appoint technical assessors in its own discretion, after obtaining the necessary information in regard to each case through the President. If the Court is sitting as a special Chamber, the appointment shall be made by that Chamber. In all cases it shall be by an absolute majority of votes.

If a national of one of the parties is selected as assessor, the other party shall have the right to have appointed an assessor approved by it.

The Court shall grant any request made by the parties for the appointment of assessors, if such request is submitted in the first document of the written procedure.

ARTICLE 8.

Suppressed.

ARTICLE 9.

Members who are unable to be present at a session or a meeting shall inform the President as soon as possible. The latter shall take all necessary steps to complete the number of judges required.

ARTICLE 9a.

Deputy-judges shall be summoned in the order laid down in the list, that is to say, each of them will be summoned in rotation. When the list has been exhausted this procedure will be repeated. In the event of a permanent vacancy, a deputy-judge shall be summoned to fill such vacancy for a particular session. A deputy-judge who has begun a case shall be summoned again in order to continue to sit in it until it is finished.

Should a deputy-judge live so far from the seat of the Court that in the opinion of the President it would not be possible to secure his attendance, the deputy-judge next on the list shall be summoned; but the deputy-judge to whom the summons should have been addressed shall be called upon, if possible, on the next occasion.

Should a deputy-judge be summoned to take his seat in a particular case as a national judge, such summons shall not be regarded as coming within the terms of the present Article, for the purpose of determining the order in which deputy-judges are to be summoned.

ARTICLE 9b.

The Court may sit with nine or ten judges only, when owing to unforeseen circumstances it is impossible to

impossible d'assurer la présence de onze juges, ou lorsque, la procédure orale ayant été commencée, le nombre de juges au siège tombera au dessous de onze.

Les juges suppléants ne peuvent pas être convoqués pour assurer le quorum des Chambres spéciales.

ARTICLE 10.

Si dans une des séances de la Cour, il est impossible d'atteindre le quorum exigé, la Cour s'ajournera de jour en jour jusqu'à ce que le quorum soit atteint.

ARTICLE 10bis.

Dans le cas où une ou plusieurs parties ont le droit de nommer un juge ad hoc de leur nationalité, la Cour plénière peut siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze.

Les Chambres spéciales pour questions de travail et pour questions de communications et de transit, ne peuvent pas siéger avec un nombre de juges plus élevé que cinq.

La composition de la Chambre de procédure sommaire ne peut pas être modifiée sur l'initiative des parties.

ARTICLE 10ter.

Lorsque plusieurs parties qui font cause commune ne peuvent pas se mettre d'accord sur le choix d'un juge *ad hoc*, aux termes de l'article 31, alinéa 4, le juge désigné par la majorité des parties siégera. S'il n'y a pas de majorité, les noms des juges présentés pour désignation seront communiqués à la Cour. La Cour décidera.

ARTICLE 11.

Les membres de la Cour peuvent adresser au Président ou, le cas échéant, au Vice-Président, une communication écrite demandant qu'il soit procédé à un vote pour savoir si un membre particulier de la Cour a cessé de répondre aux conditions requises.

Dès réception d'une demande de ce genre, le Président ou le Vice-Président convoqueront la Cour en séance plénière. Une fois la Cour assemblée et le membre qui fait l'objet de la demande ayant été admis à fournir des explications, la question sera mise aux voix, en l'absence de ce membre. Le résultat du vote sera, en cas de décision affirmative, communiqué au Secrétariat de la Société des Nations.

ARTICLE 12.

La Cour choisira son Greffier parmi les candidats proposés par les membres de la Cour.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité des voix. En cas de partage des voix, le Président aura voix prépondérante.

secure the presence of eleven judges, or when, after the oral proceedings have commenced, the number of judges on the bench falls below eleven.

Deputy-judges cannot be summoned to complete the quorum of the special Chambers.

ARTICLE 10.

If at any of the meetings of the Court the requisite quorum is not available, the Court shall adjourn from day to day until a quorum is obtained.

ARTICLE 10a.

In cases in which one or more parties have the right to nominate a judge *ad hoc* of their nationality, the full Court may sit with a number of judges greater than eleven.

The special Chambers for labour questions and for questions of communications and transit may not be composed of more than five judges.

The composition of the Chamber for summary procedure may not be modified as the result of proposals made by the parties.

ARTICLE 10b.

When several parties who are taking joint action in a case cannot agree as to the choice of a judge *ad hoc* in accordance with Article 31, paragraph 4, the judge selected by a majority of the parties shall sit. If there be no majority, the names of the judges put forward for selection shall be communicated to the Court, and the decision shall rest with the Court.

ARTICLE 11.

Any member of the Court may communicate with the President, or if need be with the Vice-President, in writing, requesting that a vote be taken on the question whether a particular member of the Court has ceased to fulfil the required conditions.

Upon receipt of such a request the President or Vice-President shall convene a meeting of the full Court. At the meeting the member in question shall be allowed to furnish explanations. When he has done so, a vote shall be taken, the member in question not being present. If the result of the vote be affirmative, the decision shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations.

ARTICLE 12.

The Court shall appoint its Registrar on proposals submitted by members of the Court.

The election shall be by secret ballot and by a majority. In the event of a tie, the President shall have a casting vote.

L'élection a lieu pour une période de sept ans, à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle l'élection a eu lieu. La première élection vise une période de sept ans, y compris l'année au cours de laquelle l'élection a eu lieu.

ARTICLE 13.

Sur la proposition du Greffier, la Cour détermine ou modifie l'organisation du Greffe. Le personnel du Greffe est nommé par la Cour sur la proposition du Greffier. La Cour désignera, sur la présentation du Greffier, le membre du Greffe qui remplacera le Greffier en cas d'empêchement de celui-ci.

ARTICLE 14.

(Statut du personnel).

(La rédaction de cet article doit être ajournée, en attendant la préparation du statut du personnel du Secrétariat permanent de Genève).

ARTICLE 15.

Le Greffier fera en séance plénière de la Cour la déclaration suivante :

„Je prends l'engagement solennel d'exercer en pleine impartialité et en toute conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale".

Les autres membres du Secrétariat prendront un engagement analogue devant le Président, en présence du Greffier.

ARTICLE 16.

Toutes les communications émanant de la Cour et qui lui sont adressées, passeront par le Greffier.

Le Greffier veillera à ce que la date de réception et d'expédition de toutes ces communications et notifications, puisse être facilement contrôlée. En cas d'expédition par la poste de communications et notifications, celles-ci seront recommandées. Les communications adressées aux représentants officiels ou aux agents des parties, seront considérées comme ayant été adressées aux parties elles-mêmes. La date de réception sera notée sur tous les documents parvenant au Greffier et il en sera donné à l'expéditeur, sur la demande de celui-ci, un reçu portant la date de réception de ces documents et les numéros sous lesquels ils ont été enregistrés.

ARTICLE 17.

Le Greffier aura la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il aura la garde des sceaux et cachets. Il assistera à toutes les séances plénières de la Cour et, soit en personne, soit en

The election shall be for a term of seven years, commencing on January 1st of the year following that in which the election takes place. The first election shall be for a period of seven years including the year in which the election takes place.

ARTICLE 13.

The Court shall determine or modify the organisation of the Registry on proposals submitted by the Registrar. The staff of the Registry shall be appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar. The Court shall, on the proposal of the Registrar, appoint the member of the Registry who is to act for him in his absence.

ARTICLE 14.

(Staf Regulations).

(The drafting of this Article must be postponed until the statute for the staff of the permanent Secretariat at Geneva has been drawn up.)

ARTICLE 15.

The Registrar shall make the following declaration at a meeting of the full Court :

„I solemnly declare that I will perform the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent Court of International Justice impartially and conscientiously."

The other members of the Registry shall make a similar declaration before the President, the Registrar being present.

ARTICLE 16.

The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

The Registrar shall ensure that the despatch and receipt of all communications and notifications may readily be verified. Communications and notifications sent by post shall be registered. Communications addressed to the official representatives or to the agents of the parties shall be considered as having been addressed to the parties themselves. The date of receipt shall be noted on all documents received by the Registrar, and a receipt bearing this date and the number under which the document has been registered shall be given to the sender if a request to that effect be made.

ARTICLE 17.

The Registrar shall be responsible for the archives, accounts and all administrative work. He shall have the custody of the seals and stamps of the Court. He shall be present at all meetings of the full Court and either he,

désignant un représentant approuvé par la Cour, à toutes les séances des diverses Chambres ; il aura la responsabilité des procès-verbaux des séances.

De plus, il remplira toutes les fonctions qui pourront lui être dévolues aux termes du Règlement intérieur et du Règlement de procédure de la Cour.

ARTICLE 18.

Les registres des archives seront tenus de façon à donner tous les renseignements nécessaires, entre autres sur les points suivants : (voir projet du Secrétariat) [1]).

Les index figurant dans les archives comprendront : (voir projet du Secrétariat).

ARTICLE 19.

Le rôle des affaires sera dressé et tenu à jour par le Greffier. Le rôle, pour une session déterminée, contiendra, dans l'ordre de réception, par le Greffier, de la pièce introductive d'instance, toutes les affaires et toutes les questions soumises à la Cour pour décision ou pour avis consultatif, et pour lesquelles la procédure écrite est terminée. Si la procédure écrite au sujet d'une affaire ou question se termine au cours d'une session, cette question ou affaire sera ajoutée au rôle de la session.

Le Greffier préparera et tiendra à jour des extraits du rôle visé ci-dessus, indiquant tous les litiges qui devront être examinés respectivement par la Chambre statuant en procédure sommaire, par la Chambre appelée à connaître des litiges de travail, ou par la Chambre appelée à connaître des litiges de transit et de communications.

Enfin, le Greffier préparera et tiendra à jour un rôle des affaires soumises à révision.

ARTICLE 20.

Le Président et le Greffier peuvent être domiciliés dans un rayon qui n'excède pas dix km. autour du Palais de la Paix à la Haye.

Ils ont droit à des vacances annuelles qui ne devront pas dépasser deux mois.

III. — PROCÉDURE.

A. — Dispositions générales.

ARTICLE 20bis.

Si le jour fixé pour la session ordinaire annuelle est considéré comme jour férié à l'endroit où siège la Cour, la session s'ouvrira le jour ouvrable suivant.

1) annexe 1c, p. 253.

or a person appointed to represent him with the approval of the Court, shall be present at all meetings of the various Chambers ; he shall be responsible for drawing up the minutes of the meetings.

He shall further undertake all duties which may be laid upon him by the Rules of Court and Rules of Procedure.

ARTICLE 18.

The registers kept in the archives shall be so arranged as to give particulars with regard to the following points amongst others : (See Secretariat's draft) [1]).

Indexes kept in the archives shall comprise : (See Secretariat's draft).

ARTICLE 19.

The list of cases shall be prepared and kept up to date by the Registrar. The list for each session shall contain all cases and questions submitted to the Court for a decision or an advisory opinion in regard to which the written proceedings are terminated, in the order in which the documents submitting each case or question were received by the Registrar. If in the course of a session the written proceedings in regard to a case or question are concluded, such question or case shall be added to the list for the session.

The Registrar shall prepare and keep up to date extracts from the above list, showing all cases to be dealt with respectively by the Chamber for summary procedure, by the Chamber for labour cases and by the Chamber for transit and communications cases.

The Registrar shall also prepare and keep a list of cases for revision.

ARTICLE 20.

The President and Registrar may reside within a radius of ten kilometres from the Peace Palace et the Hague.

They shall be entitled to an annual vacation not exceeding two months.

III. — PROCEDURE.

A. — General Provisions.

ARTICLE 20a.

If the day fixed for the opening of the ordinary annual session is regarded as a holiday at the place where the Court is sitting, the session shall commence on the working day following.

1) annex 1c, p. 253.

ARTICLE 21.

Pendant les sessions, les dates et heures des séances sont fixées par le Président et communiquées par le Greffier à tous les intéressés. En cas de séance publique, le Greffier fait publier dans les journaux toutes indications utiles.

ARTICLE 22.

La Cour fixe les délais en tenant compte, autant que possible, des accords des parties. Si la Cour ne siège pas, le Président fixera les délais, sous réserve de toute décision ultérieure que la Cour pourrait prendre quand elle sera réunie.

La Cour peut prolonger les délais fixés par elle. Elle peut également, dans des circonstances spéciales, décider qu'un acte de procédure entrepris après l'expiration du délai fixé sera considéré comme valable.

La Cour a la faculté de déclarer fatal un délai fixé par elle.

ARTICLE 22 bis.

Tout délai fixé par jours, sera calculé par jours francs, jours fériés non compris. Une semaine est calculée par sept jours, dimanche compris, un mois ou une année de quantième à quantième, ou si le quantième correspondant n'existe pas, au dernier jour du mois.

Si un délai expire un jour férié, le délai sera censé expirer le jour ouvrable suivant.

Le calendrier en usage à l'endroit où siège la Cour fera foi dans chaque cas déterminé.

ARTICLE 23.

Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français ou en anglais respectivement, les pièces de procédure sont présentées seulement dans la langue adoptée par les parties.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les pièces seront présentées en français ou en anglais.

Si l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais est autorisé, une traduction en français ou en anglais sera jointe à l'original des pièces présentées.

Le Greffe n'est pas tenu de préparer des traductions des pièces ainsi présentées.

Dans le cas de pièces volumineuses, la Cour ou si elle ne siège pas, le Président, peut autoriser la présentation de traductions partielles.

ARTICLE 24.

Le Greffier prendra toutes dispositions pour pouvoir faire traduire de français en anglais ou d'anglais en français, les discours, questions et réponses, comme la Cour en ordonnera.

ARTICLE 21.

During the sessions the dates and hours of meetings shall be fixed by the President and communicated by the Registrar to all concerned. In the case of public sittings, the Registrar shall publish the necessary information in the Press.

ARTICLE 22.

Time limits shall be fixed by the Court, having regard, as far as possible, to any agreements arrived at between the parties. If the Court is not sitting, the President shall fix the time limits subject to any subsequent decision which the Court may take when its meets.

The Court may extend time limits which it has fixed. It may likewise decide in certain circumstances that action taken after the expiration of a time limit shall be considered as valid.

The Court shall be entitled to declare a time limit fixed by it to be final.

ARTICLE 22 a.

Time limits calculated in days shall be reckoned in working days excluding holidays. A week shall be reckoned as seven days including Sunday; a month or a year from a given date to the corresponding date, or, if there be no corresponding date, to the last day of the month.

If a time limit expires on a holiday, it shall be regarded as expiring on the working day following.

The calendar to be employed shall be that in use at the place where of the Court is sitting.

ARTICLE 23.

If the parties agree that the whole proceedings shall be conducted in French or in English, documents of procedure shall be submitted only in the language adopted by the parties.

Failing an agreement with regard to the language to be used, the documents shall be submitted in French or in English.

If the use of a language other than French or English is authorised, a translation into French or English shall be attached to the original documents submitted.

The Registrar shall not be bound to prepare translations of documents so submitted.

In the case of voluminous documents, the Court, or the President, if the Court is not sitting, may authorise a translation of portions of such documents to be submitted.

ARTICLE 24.

The Registrar shall arrange for interpretation from French into English or English into French of speeches, questions and answers which the Court may direct to be so interpreted.

Sauf dans le cas mentionné au dernier paragraphe de l'article 39 du Statut de la Cour, toute personne ayant prononcé un discours ou fait une question ou une réponse dans une autre langue que le français ou l'anglais, prendra ses dispositions pour faire traduire ses paroles en français ou en anglais; toutefois, dans le cas de témoins ou d'experts appelés par la Cour, ce devoir échoit au Greffier, et, dans le cas de témoins ou d'experts appelés par l'une des parties, à la partie intéressée.

ARTICLE 25.

Supprimé.

ARTICLE 26.

La Cour se réserve la faculté de corriger toute erreur qui se serait glissée dans une ordonnance, un arrêt ou un avis, à la suite d'une faute ou d'une omission accidentelle.

B. — Procédure judiciaire.

(a) Introduction.

ARTICLE 27.

Les dispositions du présent chapitre III B sont établies sans préjudice de l'adoption par la Cour d'autres dispositions spéciales que les parties intéressées pourraient proposer d'un commun accord, en tenant compte des circonstances particulières de chaque affaire.

(b) Procédure judiciaire ordinaire.

ARTICLE 28.

Les requêtes comprennent, outre l'indication du sujet du litige et le nom des parties adverses, un exposé succinct des faits, une indication de la demande, ainsi que l'adresse au siège de la Cour, à laquelle des notifications et communications doivent être envoyées.

Au cas où le litige est porté devant la Cour par la notification d'un compromis, l'adresse au siège de la Cour, à laquelle des notifications et communications aux parties doivent être adressées, sera mentionnée.

ARTICLE 29.

(Procédure en vue d'obtenir l'avis du Conseil, sur les conditions auxquelles un Etat qui n'est pas Membre de la Société des Nations, ni mentionné à l'annexe au Pacte, peut être admis devant la Cour dans un cas déterminé. — Attendre la réponse du Conseil à la lettre de la Cour en date du 21 février 1922) [1].

1) voir p. 345.

Except in the case mentioned in Article 39, last paragraph of the Court's Statute, a person having delivered a speech, put a question or given an answer in a language other than French or English, shall provide for its interpretation into French or English. In the case of witnesses or experts called by the Court, however, this duty shall devolve upon the Registrar, and in the case of witnesses or experts called by one of the parties, upon the party concerned.

ARTICLE 25.

Suppressed.

ARTICLE 26.

The Court reserves to itself the right to correct an error in any order, judgment or opinion arising from a slip or accidental omission.

B. Judicial procedure.

(a) Introductory.

ARTICLE 27.

The Rules contained in this present Chapter III B shall in no way preclude the adoption by the Court of such other special rules as may be jointly proposed by the parties concerned, due regard being paid to the particular circumstances of each case.

(b) Ordinary Judicial Procedure.

ARTICLE 28.

Applications shall contain, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the contesting parties, a succinct statement of the facts, an indication of the claim and the address at the seat of the Court to which notifications and communications are to be sent.

If proceedings are instituted by the notification of a special agreement, the address at the seat of the Court to which notifications and communications to the parties are to be sent shall be stated.

ARTICLE 29.

(Procedure with regard to obtaining the opinion of the Council as to the conditions under which a State not a Member of the League of Nations nor mentioned in the Annex to the Covenant, may be admitted to plead before the Court in a given case. — Reply awaited from the Council to the Court's letter dated february 22, 1922) [1].

1) see p. 345.

ARTICLE 30.

Le Greffier donne immédiatement communication à tous les membres de la Cour, de tous compromis ou requête qui lui ont été notifiés.

ARTICLE 30bis.

Dans l'éventualité de la notification d'une requête, la Cour décide, en cas de contestation, par arrêt spécial, si elle est compétente pour connaître du litige. Cette décision est prise par la Cour en séance plénière, sauf lorsque le litige relève de la procédure sommaire, auquel cas la décision est prise par la Chambre de procédure sommaire.

ARTICLE 31.

Les mémoires et contre-mémoires sont présentés par les parties dans l'ordre proposé d'un commun accord par elles à la Cour et approuvé par celle-ci. Si dans les cas où l'instance a été introduite par la notification d'une requête, les parties ne sont pas d'accord, la Cour invitera d'abord le demandeur, puis le défendeur, à présenter leurs pièces de procédure. Si dans le cas où l'instance a été introduite par la notification d'un compromis, celui-ci ne contient pas de propositions concernant l'ordre dans lequel les pièces de procédure doivent être présentées, la Cour invitera les parties à présenter leurs mémoires simultanément.

Lorsque la Cour ne siège pas, ses pouvoirs, aux termes du présent article, sont exercés par le Président.

Lorsque les mémoires et contre-mémoires sont présentés simultanément, les parties ont le droit de présenter des répliques. Lorsque les mémoires et contre-mémoires sont présentés successivement, et que la partie demanderesse est admise à présenter une réplique, la partie défenderesse aura le droit de présenter une duplique. La présentation d'une réplique peut être autorisée par la Cour en vertu d'un accord entre les parties.

ARTICLE 32.

Sauf décision contraire de la Cour dans un cas déterminé, le Greffier tiendra à la disposition du gouvernement de tout Etat Membre de la Société des Nations ou mentionné à l'annexe au Pacte, les mémoires et contre-mémoires de chaque affaire.

ARTICLE 33.

Les mémoires comprennent :

1) un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée ; ces faits seront numérotés dans l'ordre ;

2) un exposé de droit ;

3) des conclusions, qui seront numérotées dans l'ordre ;

4) une liste des annexes.

ARTICLE 30.

The Registrar shall immediately inform all members of the Court of any special agreement or application notified to him.

ARTICLE 30a.

In the case of an application, if the jurisdiction of the Court be denied, the Court shall determine by a special decision whether it has jurisdiction to deal with the suit. This decision shall be taken by the full Court, unless the suiti s to be dealt with by summary procedure, in which case the decision shall be taken by the Chamber for summary procedure.

ARTICLE 31.

Cases and countercases shall be submitted by the parties in the order jointly proposed by them to the Court and approved by the latter.

When proceedings are instituted by an application, if the parties are not in agreement, the Court shall call upon first the applicant and then the defendant to present their documents of the written procedure. When proceedings are instituted by the notification of a special agreement, if the latter does not contain any proposal as to the order in which the documents of the written procedure shall be submitted, the Court shall invite the parties to present their cases simultaneously.

When the Court is not sitting, the powers conferred upon it by the present Article shall be exercised by the President.

When cases and countercases are presented simultaneously, the parties shall have the right to present replies. When cases and countercases are presented successively, if the applicant is allowed to submit a reply, the defendant shall have the right to submit a rejoinder. The submission of a reply may be sanctioned by the Court in accordance with an agreement reached between the parties.

ARTICLE 32.

Unless the Court shall decide otherwise in a particular instance, the Registrar shall hold the cases and countercases of each suit at the disposal of the Government of any State Member of the League of Nations or mentioned in the Annex to the Covenant.

ARTICLE 33.

Cases shall contain :

1) a statement of the facts on which the claim is based ; these facts shall be numbered consecutively ;

2) a statement of law ;

3) conclusions which shall be numbered consecutively ;

4) a list of annexes.

Les contre-mémoires comprennent :

1) la reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire ;

2) un exposé de faits additionnels ;

3) un exposé de droit ;

4) des conclusions, qui pourront comprendre des demandes reconventionnelles, fondées sur les faits avancés, et qui seront numérotées dans l'ordre ;

5) une liste des annexes.

les répliques se comportent à l'égard des contre-mémoires comme ces derniers à l'égard des mémoires.

ARTICLE 34.

(Le Comité a été d'avis que des règles spéciales concernant la litis-dénonciation, etc. ne sont pas nécessaires dans le cas d'une procédure à laquelle seuls des Etats doivent être parties.

Si, toutefois, des règles à cet égard sont adoptées, elles doivent indiquer clairement qu'elles ne peuvent viser que le cas où toutes les parties en cause sont des Etats ayant accepté la juridiction obligatoire de la Cour).

ARTICLE 35.

Lorsque la Cour ne siège pas, l'indication des mesures conservatoires sera faite par le Président.

En cas de refus de la part des parties de se conformer aux indications de la Cour ou du Président concernant les mesures conservatoires, il en sera pris acte.

ARTICLE 36.

Les parties peuvent présenter des exceptions. L'exception d'incompétence peut toutefois être soulevée seulement *in limine litis* ou aussitôt que possible avant l'ouverture de la procédure orale.

La Cour statuera au début de la procédure orale au sujet des exceptions présentées au cours de la procédure écrite. Si, toutefois, l'exception d'incompétence est soulevée, la Cour statuera à son sujet sans délai.

Si, au début de la procédure orale, ou sur la présentation, au cours de cette procédure, d'une nouvelle exception, la Cour ne désire pas statuer immédiatement, elle décidera si le débat sera ou non suspendu en attendant l'arrêt concernant l'exception.

ARTICLE 37.

La procédure écrite une fois terminée, le Président fixera la date d'ouverture de la procédure orale.

Countercases shall contain :

1) the confirmation or contestation of the facts mentioned in the case ;

2) a statement of additional facts ;

3) a statement of law ;

4) conclusions, which may contain counterclaims based on the facts quoted, and which shall be numbered consecutively ;

5) a list of annexes.

The reply shall bear the same relation to the countercase as the latter to the case.

ARTICLE 34.

(The Committee was of the opinion that special rules with regard to third party procedure [1]) are not required in the case of a procedure where States alone can be parties.

If, however, rules on this subject are adopted, they should indicate clearly that they can apply only in cases in which all parties to the dispute are States which have accepted the compulsory jurisdiction of the Court).

ARTICLE 35.

When the Court is not sitting, any provisional measures to preserve the respective rights of the parties shall be suggested by the President.

If the parties refuse to conform to the suggestions of the Court or of the President with regard to such measures of protection, official note of the fact shall be taken.

ARTICLE 36.

The parties may raise objections. Objection to the jurisdiction of the Court may, however, only be raised *in limine litis*, or as early as possible before the commencement of the oral proceedings.

The Court shall give a decision at the commencement of the oral proceedings with regard to any objections raised during the written proceedings. If, however, objection is raised to the jurisdiction of the Court, the Court shall give a decision on this question without delay.

If at the commencement of the oral proceedings or on the presentation of a fresh objection during these proceedings, the Court does not desire to give an immediate decision, it shall determine whether proceedings shall or shall not be adjourned until the decision has been given in regard to the objection.

ARTICLE 37.

At the termination of the written proceedings the President shall fix a date for the opening of the oral proceedings.

[1]) French text the original. For English terminology cf. „The Laws of England" by the Right Hon. the Earl of Halsbury, vol. XXIII page 162, § 288 et seq.

ARTICLE 37 bis.

Le Greffier transmettra à chacun des membres de la Cour, au fur et à mesure de leur présentation, copie de toutes les pièces formant le dossier complet de l'affaire.

ARTICLE 38.

Les représentants des parties, avocats ou agents, seront appelés à prendre la parole dans l'ordre établi pour la présentation, par les parties, de la procédure écrite.

ARTICLE 39.

A la requête de l'une ou de l'autre des parties ou sur sa propre initiative, la Cour peut, sous réserve des dispositions de l'article 44 du Statut, citer des témoins ou ordonner la présentation de tous autres moyens de preuve sur des points de fait au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord.

La Cour statue dans chaque cas spécial au sujet de l'ordre à suivre pour la présentation des divers moyens de preuve et les plaidoiries.

La Cour peut procéder à un examen de tout local, emplacement ou objet (descente sur les lieux) ; elle doit procéder à cet examen s'il y a danger que des preuves matérielles importantes ne soient détruites.

ARTICLE 39bis.

La Cour aura toute liberté pour apprécier la valeur respective des divers moyens de preuve, selon sa conscience et les principes de l'équité.

ARTICLE 40.

Avant toute déposition, la Cour peut exiger des témoins, un engagement solennel de dire la vérité.

La formule de cet engagement sera la suivante :

„Je déclare solennellement, en tout honneur et en toute conscience, que je dirai la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité".

ARTICLE 40bis.

Les témoins sont interrogés par les représentants des parties. Le Président et, avec son assentiment, les juges, peuvent leur poser des questions supplémentaires.

ARTICLE 41.

Le résultat des enquêtes faites à la demande de la Cour, et les rapports d'experts obtenus par la Cour, sont immédiatement communiqués aux parties. Celles-ci peuvent demander des suppléments d'enquête ou de nouveaux rapports. La Cour statue.

ARTICLE 37 a.

The Registrar shall forward to each of the members of the Court a copy of all documents concerning the case, as he receives them.

ARTICLE 38.

The representatives of the parties, whether counsel or agents, shall be called upon to speak in the order laid down for the presentation by the parties of the written proceedings.

ARTICLE 39.

At the request of one of the parties, or on its own initiative, the Court may, subject to the provisions of Article 44 of the Statute, order witnesses to be heard and other evidence to be produced on points of fact in regard to which the parties are not agreed.

The Court shall decide in each case what order shall be adopted as regards the production of evidence and the speeches by counsel.

The Court may inspect any premises, locality or object (*descente sur les lieux*). It shall take this step should there be a danger that important means of proof may be destroyed.

ARTICLE 39a.

The Court shall be entirely free to estimate the respective value of the various elements of evidence, in accordance with its conscience and the principles of equity.

ARTICLE 40.

Before any evidence is taken, the Court may require witnesses to make a solemn declaration to speak the truth.

The declaration shall be worded as follows :

"I solemnly declare upon my honour and conscience that I will speak the truth, the whole truth and nothing but the truth."

ARTICLE 40a.

Witnesses shall be examined by the representatives of the parties. The President and, with his permission, the judges may put additional questions to witnesses.

ARTICLE 41.

The result of enquiries undertaken at the request of the Court, and expert opinions obtained by order of the Court shall be forthwith communicated to the parties, who may ask the Court to cause further enquiries to be made or to obtain further expert opinion. The decision shall rest with the Court.

ARTICLE 42.

La Cour décide, dans chaque cas spécial, de la procédure à suivre pour les commissions rogatoires, sous réserve des dispositions du 2ème paragraphe de l'article 44 du Statut de la Cour.

ARTICLE 43.

Les parties font connaître à la Cour, en temps utile avant l'ouverture des débats, le nom des témoins qu'elles désirent faire entendre et tous autres moyens de preuve qu'elles désirent voir admettre. Tous les témoins devant être entendus par la Cour sont convoqués par l'intermédiaire du Greffier.

ARTICLE 43bis.

Les indemnités des témoins cités sur l'initiative de la Cour seront payées sur les fonds de la Cour mais remboursées par la partie perdante.

ARTICLE 44.

Si, au cours des débats, les parties tombent d'accord sur l'objet qui fait le fond du litige et notifient cet accord par écrit à la Cour avant la clôture des débats, la Cour a la faculté de leur donner acte de l'accord par un arrêt en bonne et due forme.

Si, d'un commun accord, les parties notifient par écrit à la Cour qu'elles se désistent de poursuivre la procédure, la Cour prend acte de cette déclaration, et la procédure est interrompue.

Si l'une des parties accepte tout ou partie des conclusions de la partie adverse, il sera tenu compte de cet accord dans l'arrêt, pourvu qu'il ait été dûment notifié par la déclaration faite à la Cour avant la clôture des débats.

La même règle est applicable lorsqu'une des parties déclare abandonner tout ou partie des conclusions.

Il sera expressément tenu compte des déclarations visées par les dispositions du présent article aux fins de l'arrêt que la Cour devra rendre en vertu de l'article 64 du Statut de la Cour.

ARTICLE 45.

Il sera établi, pour l'usage de la Cour, des comptes-rendus complets et textuels de la procédure orale.

ARTICLE 46.

Le procès-verbal visé à l'article 47 du Statut de la Cour mentionne :

1) les noms des juges ;
2) les noms des agents ;
3) les arrêts auxquels ont donné lieu les exceptions faites ;
4) un résumé des dépositions des témoins ;

ARTICLE 42.

The Court shall decide in each case what procedure shall be adopted in regard to the taking of evidence on commission, subject to the provisions of Article 44, paragraph 2, of the Statute of the Court.

ARTICLE 43.

In sufficient time before the opening of the oral proceedings, the parties shall inform the Court of the names of witnesses whom they wish to be heard and of any other evidence which they may wish to submit. All witnesses to be heard by the Court shall be summoned through the Registrar.

ARTICLE 43a.

The indemnities of witnesses called at the instance of the Court shall be paid out of the funds of the Court, but shall be refunded by the losing party.

ARTICLE 44.

If during the proceedings the parties come to an agreement concerning the subject matter of the dispute and notify such agreement to the Court in writing before the oral proceedings are closed, the Court may embody this agreement in a formal judgment.

If the parties jointly notify the Court that they intend to abandon proceedings, the Court shall take note of this declaration and proceedings shall be closed.

If one of the parties agrees to all or part of the conclusions of the opposing party, such agreement shall be taken into account in the judgment, provided that a declaration recording the agreement has been filed with the Court before the close of the oral proceedings.

The same shall apply to a declaration made by a party renouncing all or a portion of its conclusions.

Special note shall be taken of the declarations referred to in the present Article for the purposes of the decision to be taken by the Court under Article 64 of the Court's Statute.

ARTICLE 45.

Complete verbatim records shall be made of the oral proceedings, for the use of the Court.

ARTICLE 46.

The minutes mentioned in Article 47 of the Court's Statute shall include :

1) the names of the judges ;
2) the names of the agents ;
3) decisions in regard to objections raised ;
4) a summary of the evidence of witnesses ;

5) une énumération des preuves employées autres que les dépositions des témoins ;

6) les accords et les renonciations effectués par les parties.

ARTICLE 47.

Avant la clôture des débats chaque partie présentera une note de frais.

ARTICLE 48.

Toute partie désirant intervenir aux termes de l'article 62 du Statut adressera, avant l'ouverture de la procédure orale, une requête au Greffier. Cette requête contiendra :

1) la spécification de l'affaire ;

2) un exposé des faits justifiant l'intervention ;

3) — une liste d'annexes.

La Cour, ou si elle ne siège pas, le Président, sauf approbation par la Cour, décidera si elle doit accéder à cette requête, après audition des premières parties au litige.

Toute partie désirant intervenir aux termes de l'article 63 du Statut, en informe le Greffier avant la clôture de la procédure écrite.

ARTICLE 49.

Supprimé.

ARTICLE 50.

Supprimé.

ARTICLE 51.

L'arrêt comprend :

1) la date à laquelle il est rendu ;

2) les noms des juges qui y ont pris part ;

3) les noms et titres des parties ;

4) les noms des agents des parties ;

5) un résumé des conclusions des parties ;

6) les considérants de fait ;

7) les considérants de droit ;

8) l'arrêt ;

9) la décision visée à l'article 64 du Statut, s'il y a lieu.

S'il y a lieu, les opinions contraires sont jointes à l'arrêt.

ARTICLE 52.

Après lecture en séance publique, le texte de l'arrêt est immédiatement communiqué à toutes les parties interessées et au Secrétaire général de la Société des Nations.

5) a list of evidence produced other than that given by witnesses ;

6) agreements concluded between and claims abandoned by the parties.

ARTICLE 47.

Before the oral proceedings are concluded, each party shall present a bill of costs.

ARTICLE 48.

A party wishing to intervene under the terms of Article 62 of the Statute shall address a written application to the Registrar before the opening of the oral proceedings. The application shall contain :

1) the designation of the case ;

2) a statement of facts justifying intervention ;

3) a list of annexes.

The Court, or if the Court is not sitting, the President, subject to approval by the Court, shall decide whether the application shall be granted, after hearing the original parties to the case.

A party wishing to intervene under the terms of Article 63 of the Statute shall inform the Registrar before the close of the written proceedings.

ARTICLE 49.

Suppressed.

ARTICLE 50.

Suppressed.

ARTICLE 51.

The judgment shall contain :

1) the date on which it is given ;

2) the names of the judges participating ;

3) the names and style of the parties ;

4) the names of the agents of the parties ;

5) a summary of the conclusions of the parties ;

6) considerations of fact ;

7) considerations of law ;

8) the judgment ;

9) the decision referred to in Article 64 of the Statute, if required.

Dissenting opinions shall, if necessary, be attached to the judgment.

ARTICLE 52.

After having been read in open Court the text of the judgment shall forthwith be communicated to all parties concerned and to the Secretary General of the League of Nations.

Un recueil des arrêts de la Cour sera imprimé et publié sous la responsabilité du Greffier.

ARTICLE 53.

L'arrêt est considéré comme prenant effet du jour où il a été lu en séance publique, conformément à l'article 58 du Statut.

ARTICLE 54.

Une demande en révision se fait dans les mêmes formes que la notification de la requête visée à l'article 40 du Statut de la Cour.

Elle comprend :

1) la mention de l'arrêt antérieur ;

2) le fait sur lequel la requête est fondée ;

3) les pièces à l'appui.

Le Greffier devra notifier immédiatement la demande en révision aux autres parties intéressées : celles-ci peuvent présenter leurs observations.

La Cour apprécie si le fait nouveau allégué dans la demande en révision présente le caractère mentionné au premier paragraphe de l'article 61 du Statut de la Cour.

Si la Cour, en vertu du paragraphe 3 du même article, fait dépendre la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt primitif, il sera immédiatement donné communication de cette condition au demandeur, par l'intermédiaire du Greffier. La procédure en révision ouverte en vertu d'une décision de la Cour, conformément au second paragraphe de cet article, sera suspendue jusqu'à ce que le Greffier de la Cour ait reçu la preuve de l'exécution préalable du jugement primitif et que cette preuve ait été admise par la Cour.

(c) Procédure judiciaire spéciale.

ARTICLE 55.

La procédure des Chambres spéciales prévues aux articles 26 et 27 du Statut de la Cour est, *mutatis mutandis*, la même que la procédure de la Cour en séance plénière.

(d) Procédure sommaire.

ARTICLE 56.

Supprimé.

ARTICLE 56 bis.

Dès réception par le Greffe de la pièce introductive d'instance d'une affaire qui, en vertu de l'accord des parties, sera réglée en procédure sommaire, le Prési-

A collection of the judgments of the Court shall be printed and published under the responsibility of the Registrar.

ARTICLE 53.

The judgment shall be considered as taking effect on the day on which it is read at a public sitting in accordance with Article 58 of the Statute.

ARTICLE 54.

An application for revision shall be made in the same form as the application referred to in Article 40 of the Court's Statute.

It shall mention :

1) the original judgment :

2) the fact on which the application is based ;

3) the documents in support.

It shall be the duty of the Registrar to notify forthwith an application for revision to the other parties concerned. These parties may submit observations.

The Court shall determine whether the fact the discovery of which is alleged in the application for revision is of the nature mentioned in Article 61, first paragraph, of the Court's Statute.

If the Court, under paragraph 3 of the same Article, makes admission of the application conditional upon previous compliance with the terms of the original judgment, this condition shall be immediately communicated to the applicant through the Registrar. Proceedings in revision opened by virtue of a decision of the Court, as provided in the second paragraph of this Article, shall be stayed pending receipt by the Registrar of the Court of proof of previous compliance with the original judgment, and until such proof shall be accepted by the Court.

(c) Special Judicial Procedure.

ARTICLE 55.

The procedure before the special Chambers provided for by Articles 26 and 27 of the Court's Statute shall *mutatis mutandis* be the same as procedure before the full Court.

(d) Summary Procedure.

ARTICLE 56.

Suppressed.

ARTICLE 56 a.

As soon as the Registrar has received the document instituting proceedings in a suit which by virtue of an agreement between the parties is to be dealt with by

dent convoque dans le délai le plus bref possible la Chambre spéciale visée à l'article 29 du Statut.

ARTICLE 57.

La procédure sommaire est, en règle générale, une procédure uniquement écrite. Chaque partie fait tenir aux membres de la Chambre spéciale et aux autres parties, un mémoire écrit, dans le délai fixé par la Chambre. A l'expiration de ce délai, la Chambre peut fixer une date pour les débats, auxquels les parties seront représentées par des agents. La Chambre a le droit de leur demander de fournir des explications orales, et chaque partie est autorisée à demander que des témoins ou des experts soient entendus. Les témoins ou les experts dont les parties demandent la déposition seront sur place.

ARTICLE 58.

L'arrêt sera rendu par la Cour statuant en Chambre de procédure sommaire. Lecture en sera donnée en séance publique de la Chambre spéciale.

ARTICLE 59.

Exception faite des dispositions du présent chapitre, les règles fixées pour la procédure ordinaire s'appliquent par analogie à la procédure sommaire.

C. Procedure consultative.

ARTICLE 60.

Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est sollicité seront exposées à la Cour par une requête écrite, signée par le Président de l'Assemblée ou par le Président du Conseil de la Société des Nations ou par le Secrétaire général de la Société agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

Les questions soumises dans d'autres conditions ne seront pas examinées.

La requête contiendra un exposé exact de la question sur laquelle l'avis de la Cour est sollicité, ainsi que l'indication des événements qui l'ont provoquée et de tous les avis ou décisions officiels qui sont déjà intervenus.

Le Greffier notifiera immédiatement cette requête aux Etats et aux organisations internationales susceptibles de fournir des renseignements ou des documents sur la question.

ARTICLE 61.

Les avis consultatifs sont donnés par la Cour en séance plénière.

summary procedure, the President shall summon as quickly as possible the special Chamber referred to in Article 29 of the Statute.

ARTICLE 57.

Summary procedure shall as a rule consist of written proceedings only. Each party shall communicate to the members of the special Chamber and to the other parties a statement of its case within the time fixed by the Chamber. Upon the expiration of this time the Chamber may fix a date for a hearing, at which the parties shall be represented by agents. The Chamber shall have the right to instruct the parties to furnish oral explanations, and each party shall be entitled to ask that witnesses and experts shall be heard. Witnesses and experts whom the parties wish to be heard shall be present at the hearing.

ARTICLE 58.

Judgment shall be delivered by the Court sitting as a Chamber for summary procedure. It shall be read at a public sitting of the special Chamber.

ARTICLE 59.

Except as stated in the present Chapter, the rules for ordinary procedure shall apply by analogy to summary procedure.

C. — Advisory procedure.

ARTICLE 60.

A question upon which the advisory opinion of the Court is required shall be laid before the Court by means of a written request addressed to the Registrar and signed by the President of the Assembly or by the President of the Council of the League of Nations, or by the Secretary General of the League under instructions from the Assembly or the Council.

Questions received under other circumstances shall not be dealt with.

The request shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, together with an indication of the events which have led up to it and of any official opinions or decisions on the subject which may already have been given.

The Registrar shall forthwith give notice of the request to such States and international organisations as are likely to be able to furnish material for the investigation of the question.

ARTICLE 61.

Advisory opinions shall be given by the full Court.

ARTICLE 62.

Supprimé.

ARTICLE 63.

Notification de la requête demandant l'avis consultatif de la Cour sera immédiatement adressé par le Greffier à tous les membres de la Cour.

ARTICLE 64.

Les questions soumises à la Cour pour avis consultatif, ainsi que l'avis motivé de la Cour et les opinions contraires, s'il y a lieu, seront imprimés et publiés dans un recueil spécial dont le Greffier aura la responsabilité.

Toutefois, si l'Assemblée ou le Conseil, en soumettant une question pour avis consultatif, demandent que la question et l'avis qui s'y rapporte, ne soient pas publiés sans le consentement exprès de l'Assemblée ou du Conseil, il sera fait droit à cette demande.

ANNEXE 6o.

(Non reproduite)

ARTICLE 62.

Suppressed.

ARTICLE 63.

Notice of the request for an advisory opinion shall forthwith be sent by the Registrar to all members of the Court.

ARTICLE 64.

Questions submitted to the Court for an advisory opinion, together with the reasoned opinion of the Court and dissenting opinions (if any) shall be printed and published in a special collection for which the Registrar shall be responsible.

If, however, the Assembly or the Council when submitting a question for an advisory opinion asks that such question and the opinion given thereon should not be published without the express consent of the Assembly or the Council, such request shall be complied with.

ANNEX 6o.

(Not reproduced).

ANNEXE 60a.

Décisions et opinions de la Cour sur des questions de procédure.

(Distr. 67).

NOTE : Les numéros à gauche sont les numéros consécutifs cités dans le tableau synoptique [1]). Les numéros à droite indiquent le numéro du procès-verbal (chiffres romains) et celui du paragraphe du procès-verbal (chiffres arabes).

1. — Toutes les questions concernant le personnel sont soumises à la Cour par le Greffier. II. 14.

2. — *Ordre de préséance des juges.*

Le PRÉSIDENT expose, qu'à son avis, le Vice-Président devrait prendre place à la droite du Président, le juge titulaire le plus âgé à sa gauche et ainsi de suite selon l'âge. Tous les juges actuellement élus devraient être considérés comme élus en même temps.

La Cour décide dans ce sens. III. 24.

3. — *Texte de la déclaration solennelle mentionnée à l'article 20 du Statut.*

Le PRÉSIDENT donne lecture de la formule proposée par lui dans son avant-projet de règlement intérieur :

„Je déclare solennellement que l'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience." III. 25

4. — *Sens exact de l'expression „résidence à la Haye".*

Après discussion, il est décidé que le fait de résider à une distance de moins de 10 kilomètres du Palais de la Paix peut être considéré comme impliquant la résidence à la Haye. III. 29.

5. — Les juges suppléants devront être convoqués selon un système de roulement. En conséquence, la durée de présence des juges suppléants ne correspondra pas nécessairement à une session en particulier. V. 46 (a).

6. — (1) Le Vice-Président doit, en sa qualité de juge titulaire de la Cour, être présent à toutes les sessions de celle-ci. V. 48.

(2) Le Vice-Président doit remplacer le Président en cas d'empêchement de celui-ci, soit pour cause de maladie, soit pour cause de récusation, aux termes de l'article 24 du Statut, soit pour cause de disqualification, aux termes de l'article 17 du Statut, soit pour cause de vacances, ou tout autre raison légitime.

(Le Vice-Président ne sera pas tenu d'être présent

1) voir Annexe 60b, p. 422.

ANNEX 60a.

Decisions and opinions of the Court in regard to questions of procedure.

(Distr. 67).

NOTE : The numbers on the left are the consecutive numbers referred to in the synoptical table [1]) ; the numbers on the right refer to the number of the meeting (Roman figures) and to the number of the minute (Arabic figures).

1. — All questions concerning staff should be submitted to the Court by the Registrar. II. 14.

2. — *Order of precedence of Judges* :

The President explained that in his opinion the Vice-President should take his seat on the right of the President, the eldest ordinary judge on the left and so on according to age ; all the judges now elected should be considered as elected at one and the same time.

The Court decided accordingly. III. 24.

3. — *Wording of the solemn declaration mentioned in Article 20 of the Statute* :

The President read the formula proposed by him in his draft Rules of Court, namely :

I solemnly declare that I will exercise my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously. III. 25.

4. — *Exact meaning of the expression "Residence at the Hague".*

After some discussion it was agreed that residence within a distance of 10 kilometres of the Peace Palace should be considered as residence at the Hague. III. 29.

5. — Deputy-judges should be summoned in rotation. The period of attendance of deputy-judges therefore would not necessarily correspond to the duration of a particular session. V. 46 (a).

6. — (1) The Vice-President, in his capacity as a judge of the Court should be present at all the meetings of the Court. V. 48.

(2) The Vice-President should replace the President when the latter is unable to attend owing to illness or owing to withdrawal from a case under the terms of Article 24 of the Statute, or owing to disqualification under the terms of Article 17 of the Statute, or during his vacation or absence for any other legitimate reason.

(The Vice-President shall not be bound to be

1) see Annex 60b, p. 422.

à la Haye pendant toutes les vacances du Président, mais un arrangement devra intervenir entre le Président et le Vice-Président, pour assurer que l'un des deux soit toujours à même de se rendre à la Haye dans un délai fixé et très court).

(3). Le Vice-Président présidera toute chambre spéciale dont il est élu membre, à condition que le Président n'en soit pas membre ; d'autre part, le Vice-Président ne sera membre et Président de plein droit d'aucune Chambre dont il n'est pas élu membre. V. 48.

7. — Le PRÉSIDENT fait procéder à un vote sur la question suivante :

La Cour a-t-elle le droit, lorsqu'elle détermine le mode suivant lequel elle exerce ses attributions, de conférer au Président le droit de prendre des décisions interlocutoires ?

Cette question est résolue par l'affirmative par dix voix contre une. VI. 57.

8. — Il est décidé que l'élection du Président et du Vice-Président aura lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des juges présents. VI. 58a.

9. — Le PRÉSIDENT constate, en résumant la discussion, que seuls les juges titulaires peuvent siéger dans les Chambres spéciales, et que la Cour est d'accord pour reconnaître que les membres des Chambres seront désignés par le vote de la Cour plénière. VI. 58b.

10. — Par huit voix contre trois, la Cour décide que c'est la Cour plénière qui doit procéder à l'élection (des Présidents des Chambres). VI. 58c.

11. — Le PRÉSIDENT, tout en constatant qu'à son avis la majorité des membres de la Cour penche vers l'opinion que la composition de la Chambre de procédure sommaire ne doit pas pouvoir être changée, réserve toute décision sur la question jusqu'à ce que soit discuté le texte que présentera le Comité de procédure. VI. 58d.

12. — Le PRÉSIDENT constate que si une affaire (de transit) vient devant une Chambre, c'est à elle qu'il appartiendra de faire le choix, tandis que si l'affaire vient devant la Cour plénière, c'est celle-ci qui désignera les assesseurs. VII. 60.

13. — M. ANZILOTTI répond (et la Cour se range à son avis) que si une seule des parties demande le recours à une Chambre spéciale, c'est à la Cour de décider. VII. 60.

14. — Le PRÉSIDENT pose d'abord la question de

present at the Hague during the whole of the President's vacation, but the President and the Vice-President should make arrangements to ensure that one of them will always be in a position to proceed to the Hague within a certain very limited space of time).

(3) The Vice-President should preside over any special Chamber of which he is elected a member, unless the President is also a member ; on the other hand, the Vice-President should not *ipso facto* be either member or President of a Chamber to which he has not been elected a member. V. 48.

7. — The PRESIDENT proceeded to take a vote on the following question :

Has the Court the right, when it determines the method according to which it is to exercise its powers, to confer upon the President the right of taking interlocutary decisions ?

This question was decided in the affirmative by ten votes to one. VI. 57.

8. — It was decided that the election of the President and Vice-President should take place by secret ballot and by an absolute majority of the judges present. VI. 58a.

9. — The PRESIDENT, in summing up the discussion, stated that only ordinary judges could sit in the special Chambers, and that the Court agreed that the members of the Chambers must be appointed by a vote taken by the full Court. VI. 58b.

10. — The Court decided by eight votes to three that the election (of the Presidents of the Chambers) should be by the full Court. VI. 58c.

11. — The PRESIDENT stated that, in his opinion, the majority of the members of the Court appeared to lean towards the view that it should not be possible to change the composition of the Chamber for summary procedure, but he reserved any decision on the question until the discussion of the draft which would be presented by the Committee on Procedure. VI. 58d.

12. — The PRESIDENT expressed the view that if a (transit) case came before a Chamber it was for that Chamber to make the selection, whereas if a case came before the full Court it was for the latter to choose the assessors. VII. 60.

13.—M. ANZILOTTI replied (and the Court agreed with this view) that, in the event of one only of the parties desiring to refer a case to a special Chamber, the decision would rest with the Court. VII. 60.

14. — The PRESIDENT first put the question whether

savoir si une présentation par les parties doit obligatoirement avoir lieu (c.-à.-d. d'assesseurs).

La question est résolue par la négative, par huit voix contre quatre.

Il est entendu que la Cour pourra toujours demander les présentations ; que les parties peuvent spontanément faire des présentations ; mais qu'en aucun cas, les présentations faites ne lient la Cour. VII. 60a.

15. — La Cour prend les décisions suivantes : (1) Il sera procédé à un vote sur la question de la consultation obligatoire du Conseil d'administration du Bureau international du Travail pour le choix des assesseurs techniques en matière de travail, au moment où le Comité de procédure aura soumis à la Cour un texte relatif à cette question.

(2) Les consultations éventuelles ne seront pas communiquées aux parties. VIII. 63

(3) Le principe adopté à la séance précédente pour le choix des assesseurs techniques en matière de transit sera appliqué également pour les assesseurs techniques en matière de travail. VIII. 63d

16. — Il est entendu que la personne qui devra, le cas échéant, remplacer le Greffier, sera désignée par le Président, sur la proposition du Greffier. VIII. 64.

17. — Aucune règle concernant les empêchements légitimes des juges, ne sera insérée dans le Règlement de procédure. X. 79.

18. — Le Président et le Greffier ont le droit d'être domiciliés dans un rayon de dix kilomètres autour du Palais de la Paix.

Le Président et le Greffier ont droit à deux mois de vacances. X. 81.

19. Le projet d'article 27 des conclusions du Comité de procédure, amendé par M. Moore et Lord Finlay, est adopté et l'article 27 est ainsi conçu :

„Les dispositions du présent chapitre III. B. sont établies sans préjudice de l'adoption par la Cour d'autres dispositions spéciales que les parties intéressées pourraient proposer d'un commun accord, en tenant compte des circonstances particulières de chaque affaire." XI. 90.

20. — La formule définitive adoptée par la Cour, sur la fixation des délais, est la suivante :

„La Cour fixe les délais en tenant compte, autant que possible, des accords des parties. Si la Cour ne siège pas, le Président fixera les délais, sous réserve de toute décision ultérieure que la

the parties should be bound to submit nominations (of assessors).

This question was decided in the negative by eight votes to four.

It was understood that the Court could always call for nominations and that the parties could submit nominations of their own accord, but that in no case would such nominations be binding upon the Court. VII. 60a.

15. — The Court decided as follows :

1) That a vote on the question whether the Governing Body of the International Labour Office should necessarily be consulted as regards the choice of technical assessors in labour questions, should be taken when the Committee on Procedure had submitted a draft on the subject to the Court.

2) That any consultations which might take place would not be communicated to the parties. VIII. 63a.

3) That the principle adopted at the preceding meeting with regard to technical assessors for transit cases should also be applied as regards technical assessors for labour cases. VIII. 63d.

16. — It was understood that the person who would in case of necessity act for the Registrar should be appointed by the President on the proposal of the Registrar. VIII. 64.

17. — No rule with regard to the legitimate absence of judges should be included in the Rules of Procedure. X. 79.

18. — The President and Registrar would be entitled to reside within a radius not exceeding ten kilometres from the Peace Palace.

The President and Registrar would be entitled to two months' vacation. X. 81.

19. — The draft of Article 27 proposed by the Committee on Procedure, as amended by Mr. Moore and Lord Finlay, was adopted and Article 27 would run as follows :

"The rules of this present chapter III, B, are adopted without prejudice to the adoption by the Court of other special provisions which the parties to the dispute, having regard to the circumstances of the case, may with common accord propose." XI. 90.

20. — The final wording adopted by the Court with regard to the fixing of time limits was as follows :

"The Court shall fix time limits having regard as far as possible to agreements concluded between the parties. If the Court is not sitting the President shall fix time limits, subject to any subsequent order

Cour pourrait prendre quand elle sera réunie."

Il est entendu que la question du caractère fatal des délais est réservée. Il est également entendu que le droit, pour la Cour, de prendre des décisions autres que celles déjà prises par le Président, n'implique pas, pour les parties, le droit d'en appeler à la Cour contre les décisions de ce dernier. XII. 93.

21. — *La question des langues.*

Sur la proposition de Lord Finlay, il est entendu que, même à défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties ne doivent être tenues de produire leurs pièces de procédure qu'en anglais ou en français. Il n'est pas non plus nécessaire pour le Greffe de préparer des traductions des pièces produites dans l'une de ces deux langues.

Il est également entendu que si une langue autre que le français ou l'anglais est autorisée, les parties doivent joindre à l'original des pièces produites par elles, une traduction en anglais ou en français ; le Greffe ne sera pas obligé de préparer une traduction ultérieure. XIII. 97.

22. — *La question de la récusation des juges.*

Sur la proposition de Lord Finlay, il est décidé qu'aucune disposition de ce genre ne sera introduite dans le règlement de procédure. XIII. 99.

23. — *Adoption d'un texte concernant l'ordre de présentation des documents de procédure.* XIV. 104.

Le Président, se référant à la décision prise lors de la séance précédente (No. 100) soumet à l'approbation de la Cour, le texte qui est reproduit à l'annexe 50.

Ce texte est adopté, comme exprimant la pensée de la Cour, sous réserve d'une rédaction définitive.

(Annexe 50.— „Les mémoires et contre-mémoires sont présentés par les parties dans l'ordre proposé d'un commun accord par elles à la Cour et approuvé par celle-ci.

Si, dans les cas où l'instance a été introduite par la notification d'une requête, les parties ne sont pas d'accord, la Cour invitera d'abord le demandeur, puis le défendeur, à présenter leurs pièces de procédure. Si, dans le cas où l'instance a été introduite par la notification d'un compromis, celui-ci ne contient pas de propositions concernant l'ordre dans lequel les pièces de procédure doivent être présentées, la Cour invitera les parties à présenter leurs mémoires simultanément.

Lorsque la Cour ne siège pas, ses pouvoirs, aux termes du présent article, sont exercés par le Président").

24. — La Cour reconnaît qu'en cas de simultanéité de présentation, la réplique doit être de droit, et qu'en

which the Court may make when it meets."

It was understood that the question of the finality of a time limit was reserved. It was also understood that the Court's right to make orders differing from those already made by the President did not involve a right on the part of the parties to appeal to the Court against the orders of the President. XII. 93.

21. — *The question of languages.*

On the proposal of Lord Finlay it was decided that, even failing an agreement fixing the language to be used in a case, the parties should only be bound to produce their documents in English or in French. It would, moreover, not be necessary for the Registrar to prepare translations of documents sent in in one of these two languages.

It was likewise understood that if the use of a language other than French or English were sanctioned, the parties should attach a translation in English or in French to the original document produced by themselves. The Registrar would not be obliged to prepare a subsequent translation. XIII. 97.

22. — *Question of asking judges to withdraw.*

On the proposal of Lord Finlay it was decided that no provision of this kind should be included in the Rules of Procedure. XIII. 99.

23. — *Adoption of a text regarding the order of submission of documents of the written proceedings* : XIV. 104.

The President, referring to the decision taken at the previous meeting (Minute 100) submitted for the approval of the Court the text which figures in annex 50.

This text was adopted as expressing the Court's opinion, subject to final drafting.

(Annex 50. — „Cases and countercases shall be presented in the order proposed by the parties by common agreement and approved by the Court.

In cases where proceedings have been instituted by an application and no agreement has been concluded between the parties, the Court shall invite first the applicant and then the respondent to submit the various documents of the written procedure. In cases where proceedings have been instituted by means of a special agreement, if the special agreement does not contain any proposal with regard to the order in which the documents of the written procedure are to be presented, the Court shall invite the parties to submit their cases simultaneously.

When the Court is not sitting, its powers under the present Article shall be exercised by the President").

24. — The members of the Court agreed in the opinion that in the case of simultaneous presentation there

cas de présentation successive, les deux parties doivent avoir la faculté de présenter un nombre égal de pièces de procédure. XIV. 105.

25. — La question du droit de présenter des demandes reconventionnelles est réservée. XIV. 108.

26. — Il est entendu que, lorsque la Cour ne siège pas, l'indication des mesures conservatoires doit être faite par le Président. XIV. 109.

27. — Après une courte discussion, la Cour se met d'accord pour reconnaître que toute exception d'incompétence doit être présentée aussitôt que possible.

Il est entendu, à cet égard, qu'il ne convient pas de faire de distinction entre la compétence *ratione materiae* et la compétence *ratione personarum*.

Il est également entendu qu'il est préférable de ne pas limiter le droit de présenter des exceptions au premier document de procédure, ni de prescrire que la présentation doit se faire *in limine litis*. XIV. 110.

28. — Lord FINLAY propose que toute disposition concernant l'établissement d'un rapport et la nomination d'un rapporteur, soit laissée en dehors du règlement de procédure.

Le PRÉSIDENT et M. WEISS se prononcentdans le même sens que Lord Finlay, et la Cour se range à leur avis.

Il est entendu qu'un dossier complet de chaque affaire sera remis à chacun des juges afin de lui permettre de se faire une opinion complète et indépendante. XIV. 111.

29. — La Cour se range à l'avis qu'aucune règle limitant le droit de plaider devant elle, ne doit être introduite dans le règlement. Toute personne ayant été désignée par un État pour le représenter, devra être admise. XIV. 112.

30. — *Terminologie : les décisions finales de la Cour doivent-elles être appelées „arrêts" ou „jugements" ?*

Les membres de la Cour se prononcent en faveur de l'adoption du terme „arrêt". XIV. 113.

31. — Il est décidé que la Cour devra avoir le droit de statuer dans chaque cas spécial si les conseils doivent faire valoir les moyens qu'ils jugent utiles avant ou après l'audition des témoignages oraux. XV. 117.

32. — Le PRÉSIDENT déclare, qu'à son avis, la solution la plus correcte serait que les frais des témoins soient payés par la Cour, mais qu'elle fasse supporter cette dépense à la partie perdante.

La Cour se range à cet avis. XV. 118.

should be a right of reply, and that in the case of successive presentation both parties should have a right to present an equal number of documents of procedure. XIV. 105.

25. — The question of the right of presenting counterclaims was reserved. XIV. 108.

26. — It was understood that when the Court was not sitting the President should suggest provisional measures to reserve the respective rights of the parties. XIV. 109.

27. — After a short discussion, the Court agreed in the opinion that all objections with regard to the jurisdiction of the Court should be made as soon as possible.

It was understood in this connection that no distinction should be made between competence *ratione materiae* and competence *ratione personarum*.

It was also agreed that it would be preferable not to limit the right of submitting objections to the first document of the written procedure and not to lay down that such objections must be made *in limite litis*. XIV. 110.

28. — Lord FINLAY proposed that no provision regarding the drawing up of a report or the nomination of a *Rapporteur* should figure in the Rules of Procedure.

The PRESIDENT and M. WEISS agreed with Lord Finlay and the Court concurred in this view.

It was decided that the complete *dossier* of each case would be sent to each of the judges in order that he might form a complete and independent opinion. XIV. 111.

29. — The Court concurred in the view that no rule limiting the right of pleading before the Court should be introduced into the Rules of Procedure. Any person appointed by a State to represent it should be admitted by the Court. XIV. 112.

30. — *Terminology : Should the final decisions of the Court be called "arrêts" or "jugements" ?*

The members of the Court decided in favour of the adoption of the term "arrêt". XIV. 113.

31. — It was decided that the Court should have the right to determine in each suit whether the presentation of the case by Counsel should precede or follow the taking of oral evidence. XV. 117.

32. — The PRESIDENT declared that in his opinion the correct solution would be for the Court to pay the witnesses and to charge the expenses to the losing party.

The Court agreed. XV. 118.

33. — La Cour exprime l'avis qu'un dépôt ne doit être exigé, ni en règle générale, ni dans les cas particuliers. XV. 119.

34. — M. BEICHMANN, ayant soulevé la question de savoir si l'engagement solennel doit être pris avant ou après les témoignages, Le PRÉSIDENT déclare, qu'à son avis, la première solution est préférable.

La Cour se range à cet avis.

Le PRÉSIDENT met aux voix la question de savoir si la Cour doit avoir le droit de faire prêter serment.

La question est décidée négativement par huit voix contre quatre.

M. ANZILOTTI, ayant soulevé la question de savoir si la formule d'engagement solennel doit être établie une fois pour toutes, le PRÉSIDENT déclare, qu'à son avis, il devrait en être ainsi. XV. 120.

35. — La Cour s'accorde pour reconnaître que les questions devraient être posées tout d'abord par les parties et que le Président et les autres membres de la Cour ne devraient poser aux témoins que des questions supplémentaires. XV. 120.

36. — Il est convenu que les parties devraient avoir le droit de dessaisir la Cour d'un commun accord, après l'avoir saisie. XV. 121.

37. — *Droit pour la Cour de se servir de papier timbré sur lequel elle percevrait un droit.*

Sur la proposition du Président, il est convenu que la Cour ne revendiquera pas ce droit. XV. 122.

38. — Le PRÉSIDENT met aux voix la question de savoir si les mémoires et contre-mémoires seront rendus disponibles à tous les Membres de la Société et à tous les États mentionnés à l'annexe au Pacte, même contre le désir des parties, mais sous réserve que la Cour donne les garanties nécessaires contre tout abus.

La question est résolue affirmativement par huit voix contre quatre. XV. 123.

39. — Le PRÉSIDENT propose, en terminant, de mettre fin à la discussion et de remettre à plus tard la suite des délibérations sur les questions de procédure soulevées par le droit d'intervention, y compris le droit de regard des documents.

La Cour se rallie à cette proposition. XVII. 127.

40. — Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur la question mentionnée au questionnaire, sous le No. III : 7 : c : et relative à la désignation d'un juge national au cas où plusieurs parties font cause commune.

Le Président est d'avis que ce choix doit être fait par les parties et non par la Cour. La discussion sur des points de détail, tels que la manière de procéder à ce

33. — The Court agreed that no security should be asked for, either as a general rule or in special cases. XV. 119.

34. — M. BEICHMANN having raised the question whether the solemn declaration should be made before or after the evidence had been given, the PRESIDENT stated that in his opinion the former solution was preferable.

The Court agreed.

The PRESIDENT took a vote on the question whether the Court should have the right to administer an oath.

The question was decided in the negative by eight votes to four.

Mr. ANZILOTTI having raised the question whether the form of the solemn declaration should be fixed once and for all, the President declared that in his opinion the form should be so fixed. XV. 120.

35. — The Court agreed that the examination (of witnesses) should in the first place be conducted by the parties, and that the President and other members of the Court should only put supplementary questions to them. XV. 120.

36. — It was agreed that the parties should have the right to withdraw, by common consent, a suit which they had brought before the Court. XV. 121.

37. — *Right of the Court to employ stamped paper involving the payment of dues.*

On the suggestion of the President it was agreed that the Court should not claim this right. XV. 122.

38. — The PRESIDENT took a vote on the question whether the cases and countercases should be open for inspection to all Members of the League and to all States mentioned in the annex to the Covenant, even against the wish of the parties, but subject to the provision by the Court of adequate guarantees against abuse.

The question was decided in the affirmative by eight votes to four. XV. 123

39. — Finally the PRESIDENT proposed to close the discussion and to postpone till later the continuation of the debate on questions of procedure arising out of the right of intervention, including the question of the right to inspect documents.

The Court concurred in this proposal. XVII. 127.

40. — The PRESIDENT opened the discussion on the question figuring in the questionnaire as number III : 7 : c :

"The appointment of a national judge in cases where several parties are taking joint action in a suit before the Court."

The President was of the opinion that the choice should be made by the parties and not by the Court. In his view it might be well to postpone discussion on

choix, si les parties ne sont pas d'accord, pourrait, de l'avis du Président, être utilement différée jusqu'à ce qu'un texte précis ait été présenté.

Lord FINLAY voudrait qu'une décision fût prise dans chaque cas spécial.

La Cour se range à l'avis exprimé par le Président. XVII. 128.

41. — *Règles concernant le vote au sein de la Cour lorsque celle-ci adopte un arrêt ou un avis consultatif.*

Sur la proposition du Président, la discussion sur cette question est également différée, jusqu'à la présentation d'un texte précis. XVII. 129.

42. — Il est décidé que les questions de procédure soulèvées par le droit de la Cour de donner des avis consultatifs, seront discutées en séance plénière seulement lorsque le Comité de procédure aura soumis à la Cour des propositions formulées à cet égard. XVIII. 132.

43. — La Cour reconnaît, sur la proposition de M. Beichmann et de Lord Finlay, que si le 15 juin se trouve être un jour férié, la session commencera le jour ouvrable suivant. Il est enfin entendu que dans toutes les circonstances, il y aura une session annuelle de la Cour. XVIII. 133.

44. — Lord FINLAY ayant soulevé la question de savoir de quelle façon le rôle sera composé, la Cour, après discussion, reconnaît que le rôle doit comprendre en premier lieu toutes les affaires dans lesquelles la procédure écrite a été terminée avant l'ouverture de la session ordinaire et, en deuxième lieu, toutes les affaires dans lesquelles la procédure écrite sera terminée au cours de la session même. XVIII. 134

45. — Le PRÉSIDENT, en résumant la discussion déclare que les points suivants sont acquis:

1) les parties auront, en règle générale, toute liberté de renoncer aux plaidoiries ;

2) la procédure sommaire sera, en règle générale, écrite ; mais les parties auront la faculté de plaider ; et la Cour et les parties pourront demander la production de tous moyens de preuve ;

3) la Chambre de procédure sommaire peut-être convoquée sans délai et à n'importe quelle époque de l'année ;

4) on ne saurait admettre que la Cour décide contre le gré des parties, qu'une affaire sera transférée de la Chambre de procédure sommaire à la Cour plénière.

Sur la proposition du President, il est décidé que ces points constitueront des principes directeurs pour le travail du Comité de rédaction. XVIII. 135.

points of detail, such as the procedure to be adopted in the choice of a judge if the parties were not in agreement, until a definite text had been submitted.

Lord FINLAY considered that a decision should be taken in each case as it arose.

The Court concurred in the view expressed by the President. XVII. 128.

41. — *Rules concerning the method of voting in the Court when the Court is pronouncing a judgment or expressing an opinion.*

On the proposal of the President, discussion on this question was likewise postponed until a definite text had been drafted. XVII. 129.

42. — It was decided that the questions of procedure arising out of the right of the Court to give advisory opinions would not be discussed at a full meeting until the Committee on Procedure had submitted draft proposals on the subject to the Court. XVIII. 132.

43. — On the proposal of M. Beichmann and Lord Finlay, the Court agreed that if June 15th happened to be a holiday the session should commence on the working day following. It was understood that in all circumstances there would be an annual session of the Court. XVIII. 133.

44. — Lord FINLAY having raised the question in what manner the list of cases would be drawn up, the Court agreed, after discussion, that the list should include, in the first place, all cases in which the written proceedings had been completed before the opening of the ordinary session and, in the second place, all cases in which the written proceedings would be completed in the course of the actual session. XVIII. 134.

45. — The PRESIDENT in summarising the discussion declared that agreement had been reached on the following points :

1) that the parties as a general rule would have complete freedom to dispense with oral pleadings ;

2) that summary procedings as a general rule would be written, but that the parties would have the right of pleading ; both the Court and the parties would be able to ask for the production of all evidence ;

3) that the Chamber for summary procedure might be summoned quickly and at any time of year ;

4) that the Court could not take a decision against the will of the parties to the effect that a case should be transferred from the Chamber for summary procedure to the full Court.

On the proposal of the President it was decided that these points should serve as a guide for the Drafting Committee. XVIII. 135.

ANNEXE 60b.

Tableau synoptique des documents suivants :

(Distr. 68).

1. La nouvelle rédaction du projet du secrétariat [1]);
2. L'avant projet d'un règlement de service de M. NYHOLM [2]);
3. L'avant-projet revisé de M. NYHOLM [3]);
4. Le recueil des décisions et opinions de la Cour [4]).

Nouvelle Rédaction du projet du secrétariat.	Avant-projet de M. NYHOLM.	Avant-projet de M. NYHOLM. (revisé).	Décisions.
Annexe 59a (Distr. 66).	(non reproduit) (Distr. 56).	Annexe 56a (Distr. 69).	Annexe 60a (Distr. 67).
Art. 1	Art. 148 passim.	113	—
„ 2	„ 34 in fine	14	—
„ 3	„ 34, 147	14, 112	8
„ 3 bis	„ 34	14	6
„ 4	„ 6, 7	—	2, 4
„ 5	—	—	2
„ 6	„ 10	24	3
„ 7 / „ 7 bis	„ 21, 22, 24, 35, 70—74, 82	3—9, 11, 15, 47, 48, 54	6(3), 9, 10, 12, 14, 15
„ 8	—	—	
„ 9	Art. 26	1	
„ 9 bis	„ 8	22	40
„ 9 ter	„ 20 in fine	3	
„ 10 / „ 10 bis	„ 19 et 20	4, 5	11
„ 10 ter	„ 20 in fine		
„ 11	„ 36—38	16	
„ 12	„ 14	11, 27	
„ 13	„ 15	11, 28	1, 16
„ 14	„ 16	11, 29	
„ 15	„ 17	11, 30	
„ 16—19	„ 16, 33, 50, 53, 55, 142	11, 29, 34, 35	
„ 19	„ 18	1	44
„ 20	„ 34	14	18
„ 20 bis	„ 18	1	4, 43
„ 21	„ 141	107	
„ 22	—	98	20
„ 22 bis	„ 143	108	
„ 23	„ 45, 46, 54	32, 35	21

1) voir p. 399.
2) non reproduit.
3) voir p. 353.
4) voir p. 415.

ANNEX 60b.

Synoptic table of the following documents:

(Distr. 68)

1. The new version of the secretariat draft [1]);
2. Draft scheme for the Rules of Court by M. NYHOLM [2]);
3. Revised version of M. NYHOLM's draft [3]);
4. Collection of the decisions and opinons arrived at by the Court [4]).

New version of the secretariat draft.	Draft scheme by M. NYHOLM.	Draft scheme by M. NYHOLM. (revised version)	Decisions.
Annex 59a (Distr. 66).	(not reproduced) (Distr. 56).	Annex 56a (Distr. 69).	Annex 60a (Distr. 67).
Art. 1	Art. 148 passim.	113	—
„ 2	„ 34 in fine	14	—
„ 3	„ 34, 147	14, 112	8
„ 3 bis	„ 34	14	6
„ 4	„ 6, 7	—	2, 4
„ 5	—	—	2
„ 6	„ 10	24	3
„ 7 / „ 7 bis	„ 21, 22, 24, 35, 70—74, 82	3—9, 11, 15, 47, 48, 54	6(3), 9, 10, 12, 14, 15
„ 8	—	—	
„ 9	„ 26	1	
„ 9 bis	„ 8	22	40
„ 9 ter	„ 20 in fine	3	
„ 10 / „ 10 bis	„ 19 and 20	4, 5	11
„ 10 ter	„ 20 in fine		
„ 11	„ 36—38	16	
„ 12	„ 14	11, 27	
„ 13	„ 15	11, 28	1, 16
„ 14	„ 16	11, 29	
„ 15	„ 17	11, 30	
„ 16—19	„ 16, 33, 50, 53, 55, 142	11, 29, 34, 35	
„ 19	„ 18	1	44
„ 20	„ 34	14	18
„ 20 bis	„ 18	1	4, 43
„ 21	„ 141	107	
„ 22	—	98	20
„ 22 bis	„ 143	108	
„ 23	„ 45, 46, 54	32, 35	21

1) see p 399.
2) not reproduced.
3) see p. 353.
4) see p. 415.

Nouvelle Rédaction du projet du secrétariat.	Avant-projet de M. NYHOLM.	Avant-projet de M. NYHOLM (révisé).	Décisions.
Annexe 59a (Distr. 66).	(non reproduit). (Distr. 56).	Annexe 56a (Distr. 69).	Annexe 60a (Distr. 67).
Art. 24	Art. 45	—	
„ 25	„ 28	9	
„ 26			
„ 27	„ 44, 79	31, 51	19
„ 28	„ 46, 49	33	
„ 29	„ 49 in fine	33	
„ 30	„ 51—52	34	
„ 30 bis	—	—	
„ 31	„ 75, 76	49	7, 23 24
„ 32	„ 58, 83	38, 55	38
„ 33	„ 47	33	
„ 34	„ 75	49	
„ 35	„ 130, 136	101—106	26
„ 36	„ 85	57	27
„ 37	„ 77	49 in fine 54	
„ 37 bis	—	—	28
„ 38	„ 87	59	
„ 39	„ 86, 97, 101, 111	58, 68, 72 82	31
„ 39 bis.	—	68 in fine	
„ 40	„ 105	76	34
„ 40 bis	„ 93, 107	78, 64	35
„ 41	„ 115, 116	86—87	
„ 42	„ 102, 104	73, 75	
„ 43	„ 103	74	32
„ 43 bis	„ 110	81	
„ 44	—	—	36
„ 45	—	—	
„ 46	„ 96, 108	67, 79	
„ 47	—	—	
„ 48	„ 25, 58, 83	55, 38	
„ 49	„ 119	90	
„ 50	„ 120 al. 1	91 al. 1	
„ 51	„ 120, 121	91, 92	30
„ 52	„ 121	92	
„ 53	—	—	
„ 54	„ 124	95	
„ 55	—	—	
„ 56	„ 24	2	
„ 56 bis	„ 126, 18 al 2	97, 1 al. 3	45 (3)
„ 57	„ 126—128	97—99	45 (1) et (2).
„ 58	—	—	
„ 59	„ 129	100	
„ 60—64	„ 29 al. 7	11 al. 7	

ANNEXE 61.

(non reproduite).

New version of the secretariat draft.	Draft scheme by M. NYHOLM.	Draft scheme by M. NYHOLM (revised version).	Decisions.
Annex 59a (Distr. 66).	(not reproduced). Distr. 56).	Annex 56a (Distr. 69).	Annex 60a (Dist. 67).
Art. 24	Art. 45	—	
„ 25	„ 28	9	
„ 26			
„ 27	„ 44, 79	31, 51	19
„ 28	„ 46, 49	33	
„ 29	„ 49 in fine	33	
„ 30	„ 51—52	34	
„ 30 bis	—	—	
„ 31	„ 75, 76	49	7, 23, 24
„ 32	„ 58, 83	38, 55	38
„ 33	„ 47	33	
„ 34	„ 75	49	
„ 35	„ 130, 136	101—106	26
„ 36	„ 85	57	27
„ 37	„ 77	49 in fine 54	
„ 37 bis	—	—	28
„ 38	„ 87	59	
„ 39	„ 86, 97, 101, 111	58, 68, 72, 82	31
„ 39 bis	—	68 in fine	
„ 40	„ 105	76	34
„ 40 bis	„ 93, 107	78, 64	35
„ 41	„ 115, 116	86—87	
„ 42	„ 102, 104	73, 75	
„ 43	„ 103	74	32
„ 43 bis	„ 110	81	
„ 44	—	—	36
„ 45	—	—	
„ 46	„ 96, 108	67, 79	
„ 47	—	—	
„ 48	„ 25, 58, 83	53, 38	
„ 49	„ 119	90	
„ 50	„ 120 al. 1	91 al. 1	
„ 51	„ 120. 121	91, 92	30
„ 52	„ 121	92	
„ 53	—	—	
„ 54	„ 124	95	
„ 55	—	—	
„ 56	„ 24	2	
„ 56 bis	„ 126, 18 al. 2	97, 1 al. 3	45 (3)
„ 57	„ 126—128	97—99	45 (1) and (2)
„ 58	—	—	
„ 59	„ 129	100	
„ 60—64	„ 29 al. 7	11 al. 7	

ANNEX 61.

(not reproduced).

ANNEXE 61a.

Projet de règlement intérieur de la Cour permanente de Justice internationale, élaboré par le Comité de rédaction.

(Distr. 71).

[Le texte pris pour base de discussion par le Comité est la nouvelle rédaction de l'avant-projet du Secrétariat (document Distr. 66 [1])].

I. PRÉAMBULE.

ARTICLE 1.

La Cour,

Vu l'article 30 du Statut, ainsi conçu :

„Art. 30. — La Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions ; elle règle notamment la procédure sommaire."

arrête le présent Règlement, qu'elle se réserve le droit, le cas échéant, de modifier, d'abroger ou de compléter.

II. ORGANISATION INTÉRIEURE.

ARTICLE 2.

Après le renouvellement intégral de la Cour, et jusqu'à l'élection du Président et du Vice-Président, le premier juge, d'après l'ordre fixé par l'article 4, exerce les fonctions de Président.

ARTICLE 3.

L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin d'une session ordinaire, et la période de fonctions commence à courir le 1er janvier qui suit l'élection.

La période de fonctions du Président et du Vice-Président, élus après la première élection des juges ou après le renouvellement intégral de la Cour, commence à courir le 1er janvier de l'année de leur élection.

Si le Président ou le Vice-Président cessaient de faire partie de la Cour avant l'expiration de leurs fonctions, une élection aura lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir.

Si cela est nécessaire, la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.

Pour les élections visées au présent article, le vote a lieu au scrutin secret ; le candidat qui obtient la majorité absolue est déclaré élu.

1) voir p. 399.

ANNEX 61a.

(Translation).

Draft for the Rules of Court of the Permanent Court of International Justice, prepared by the Drafting Committee.

(Distr. 71).

[The text taken by the Committee as a basis of discussion is the new version of the Secretariat's draft, (Document Distr. 66) [1])].

I PREAMBLE.

ARTICLE 1.

By virtue of Article 30 of the Statute, which is as follows :

"Art. 30. — The Court shall frame rules for regulating its procedure. In particular it shall lay down rules for summary procedure."

the Court adopts the present Rules, whilst reserving the right to alter, abrogate or supplement them as circumstances may require.

II. INTERNAL ORGANISATION.

ARTICLE 2.

After a new election of the whole Court and until such time as the President and Vice-President have been elected, the senior judge, according to the order of precedence laid down in Article 4, shall fulfil the duties of President.

ARTICLE 3.

The election of the President and Vice-President shall take place at the end of an ordinary session and their term of office shall commence on January 1st of the year following their election.

The term of office of a President or Vice-President elected after the first election of judges, or after a new election of the whole Court, shall commence on January 1st of the year in which their election takes place.

Should the President or Vice-President cease to belong to the Court before the expiration of their term of office, an election shall be held for the purpose of selecting a substitute for the unexpired portion of their period of office.

If necessary an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose.

All the elections referred to in the present Article shall take place by secret ballot; the candidate obtaining an absolute majority of votes shall be declared elected.

1) see p. 399.

ARTICLE 3bis.

Le Vice-Président remplace le Président en cas d'empêchement de celui-ci.

ARTICLE 4.

Les juges titulaires et suppléants élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée auront le pas respectivement sur les juges titulaires et suppléants élus au cours de sessions ultérieures. Les juges titulaires et suppléants élus au cours de la même session de l'Assemblée prendront respectivement préséance selon leur ancienneté d'âge. Les juges titulaires auront le pas sur les juges suppléants.

Le tableau des juges suppléants est dressé en conformité des principes du même article.

ARTICLE 5.

Le Vice-Président siège à la droite du Président. Les autres juges de la Cour siègent à la gauche et à la droite du Président, selon l'ordre de préséance établi à l'article précédent.

ARTICLE 6.

La déclaration solennelle, prescrite par l'article 20 du Statut, est rédigée dans les termes suivants :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience."

La déclaration est faite au commencement de la première séance publique, après l'entrée en fonctions de chaque juge.

A la première séance publique d'ouverture de la Cour et aux séances d'ouverture tenues après le renouvellement intégral de celle-ci, les déclarations sont faites d'abord par le Président, puis par le Vice-Président, et ensuite dans l'ordre établi à l'article 4.

ARTICLE 7.

Les membres des Chambres spéciales, visées aux articles 26 et 27 du Statut, sont désignés à la majorité absolue des voix par la Cour en séance plénière, en tenant compte, autant que possible, des préférences des juges.

Les présidents de ces Chambres spéciales sont élus par la Cour en séance plénière. Toutefois, le Président de la Cour préside de plein droit, toute Chambre dont il est élu membre ; de même, le Vice-Président de la Cour préside de plein droit, toute Chambre dont il est membre et à laquelle n'appartient pas le Président de la Cour.

ARTICLE 3a.

The Vice-President shall replace the President should the latter be unable to be present.

ARTICLE 4.

Judges and deputy-judges elected at an earlier session of the Assembly shall take precedence over judges and deputy-judgss elected at a subsequent session. Judges and deputy-judges elected during the same session of the Assembly shall take precedence according to age. Judges shall take precedence over deputy-judges.

The list of deputy-judges shall be prepared in accordance with the principles contained in this Article.

ARTICLE 5.

The Vice-President shall take his seat on the right of the President. The other members of the Court shall take their seats to the right and left of the President, in the order of precedence laid down in the preceding Article.

ARTICLE 6.

The solemn declaration prescribed in Article 20 of the Statute shall be worded as follows:

„I solemnly declare that I will exercise my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously."

The declaration shall be made at the beginning of the first public meeting held after each judge has taken up his duties.

At the first public inaugural meeting of the Court and at subsequent inaugural meetings held after a new election of the whole Court, the declaration shall be made first by the President, secondly by the Vice-President and then by the remaining judges, in the order laid down in Article 4.

ARTICLE 7.

The members of the special chambers provided for in Articles 26 and 27 of the Statute shall be appointed at a meeting of the full Court by an absolute majority of votes, having regard as far as possible to any wishes expressed by the judges.

The Presidents of these special chambers shall be elected at a meeting of the full Court. Nevertheless, the President of the Court shall, *ex officio*, preside over any chamber of which he may be elected a member ; similarly the Vice-President of the Court shall, *ex officio*, preside over any chamber of which he is a member, provided that the President is not also a member.

Le Président de la Cour est, de plein droit, Président de la Chambre de procédure sommaire.

La période de fonctions des membres des Chambres spéciales, est calculée selon le principe établi à l'article 3 pour la période de fonctions de Président et du Vice-Président.

ARTICLE 7bis.

Après avoir reçu pour chaque affaire, par l'intermédiaire du Président, les renseignements utiles, la Cour choisit les assesseurs techniques.

Si la Cour statue en Chambre spéciale, la désignation est faite par la Chambre. Dans tous les cas, cette désignation a lieu à la majorité absolue.

Si un ressortissant d'une des parties en cause est choisi comme assesseur, l'autre partie aura le droit de voir désigner un assesseur agréé par elle.

La Cour fera droit à la demande des parties de voir adjoindre des assesseurs, si cette demande est présentée dans la première pièce de procédure.

(*Rédaction alternative : omettre le troisième alinéa de l'article*).

ARTICLE 8.

Supprimé.

ARTICLE 9.

Les membres qui se trouvent empêchés d'assister à une session ou à une séance, en informeront le Président aussitôt que possible. Celui-ci prend toutes mesures pour compléter le nombre de juges nécessaire.

ARTICLE 9bis.

Les juges suppléants sont appelés, lorsque leur présence est nécessaire, dans l'ordre du tableau, de telle sorte que chacun d'eux soit convoqué à tour de rôle jusqu'à l'épuisement du tableau, et ainsi de suite.

Dans le cas d'une vacance, dépassant la durée d'une session, le juge suppléant, appelé pour remplir cette vacance, siège pendant toute la durée de la session.

Un juge suppléant qui a été saisi d'une affaire, est appelé à nouveau pour continuer la procédure qui la concerne.

Si un juge suppléant réside trop loin du siège de la Cour pour pouvoir, de l'avis du Président, être utilement convoqué, appel est fait au juge suppléant qui le suit sur le tableau ; cependant, le suppléant auquel aurait dû être adressée la convocation, sera, si possible, appelé la fois suivante.

La convocation en vertu de l'article 31 du Statut, d'un juge suppléant comme juge national, dans un cas déterminé, n'est pas comptée comme une convocation aux termes du présent article, lorsqu'il s'agit de

The President of the Court shall be *ex officio* President of the Chamber for summary procedure.

The period of office of members of the special Chambers shall be calculated in accordance with the principle laid down in Article 3, with regard to the period of office of the President and Vice-President.

ARTICLE 7a.

After receiving all relevant information regarding a particular case through the President, the Court shall select the technical assessors.

If judgment is to be delivered by a special Chamber, that Chamber shall make the selection. In all circumstances the selection shall by made by an absolute majority.

If a subject of one of the parties to a dispute be chosen as an assessor, the other party shall have the right to have appointed an assessor approved by itself.

If the parties request that technical assessors should be attached to the Court, the Court shall grant this request, provided that it is submitted in the first document of the written procedure.

(*As an alternative: omit the 3rd paragraph of this Article*).

ARTICLE 8.

Deleted.

ARTICLE 9.

Members who are unable to attend a session or meeting shall inform the President as soon as possible. The latter shall take the necessary steps to complete the number of judges required.

ARTICLE 9a.

Deputy judges shall be summoned when their presence is required in the order laid down in the list, so that each of them will be summoned in rotation. When the list has been exhausted, this procedure will be repeated.

In the event of a vacancy exceeding the duration of a session, the deputy judge summoned to fill such vacancy shall sit throughout the whole session.

A deputy judge who has commenced a case shall be summoned again in order to continue to sit in it until it is finished.

Should a deputy judge reside so far from the Court as to render it inadvisable, in the opinion of the President, to summon him, the deputy judge next on the list shall be summoned ; but the deputy judge to whom the summons should have been sent shall, if possible, be summoned on the next occasion.

Should a deputy judge be summoned by virtue of Article 31 of the Statute to take his seat as a national judge in a particular case, such summons shall not be regarded as coming within the terms of the present article, for

déterminer l'ordre dans lequel les juges suppléants doivent être convoqués.

ARTICLE 9ter.

La Cour peut siéger avec neuf ou dix juges seulement, lorsque, en raison de circonstances imprévues, il est impossible d'assurer la présence de onze juges ou lorsque, la procédure orale ayant été commencée, le nombre de juges au siège est inférieur à onze.

Les juges suppléants ne peuvent pas être convoqués pour assurer le quorum des Chambres spéciales.

ARTICLE 10.

Si, dans une des séances de la Cour, il est impossible d'atteindre le quorum exigé, la Cour s'ajourne jusqu'à ce que le quorum soit atteint.

ARTICLE 10bis.

Dans le cas où une ou plusieurs parties ont le droit de nommer un juge *ad hoc* de leur nationalité, la Cour plénière peut siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze.

Les Chambres spéciales pour questions de travail et pour questions de communications et de transit, ne peuvent pas siéger avec un nombre de juges plus élevé que cinq.

La composition de la Chambre de procédure sommaire ne peut pas être modifiée sur l'initiative des parties.

ARTICLE 10ter.

Lorsque plusieurs parties qui font cause commune ne peuvent pas se mettre d'accord sur le choix d'un juge *ad hoc*, aux termes de l'article 31, alinéa 4 du Statut, le juge désigné par la majorité des parties siégera.

S'il n'y a pas de majorité, les noms des juges présentés pour désignation sont communiqués à la Cour.

La Cour décide.

ARTICLE 10quater.

La Cour délibère en Chambre du conseil sur la décision de toute affaire ou sur la réponse à toute question à elle soumises.

Après discussion, et selon l'inverse de l'ordre établi à l'article 5, chacun des membres de la Cour ou de la Chambre spéciale saisie donne son opinion dûment motivée.

Les conclusions auxquelles se rallie la majorité des membres, constituent la décision de la Cour ou de la Chambre spéciale.

the purpose of determining the order in which the deputy judges are to be summoned.

ARTICLE 9b.

The Court may sit with nine or ten judges only, when owing to unforeseen circumstances it is impossible to assure the presence of eleven judges, or when the number of judges sitting falls below eleven after the oral proceedings have commenced.

Deputy judges may not be summoned to complete the quorum required for special Chambers.

ARTICLE 10.

If at any meeting of the Court the requisite quorum is not available, the Court shall adjourn until the quorum is obtained.

ARTICLE 10c.

In cases in which one or more parties are entitled to choose a judge *ad hoc* of their nationality, the full Court may sit with a number of judges exceeding 11.

The special Chambers for labour questions and for questions of communications and transit may not sit with a greater number than five judges.

The composition of the Chamber for summary procedure may not be altered upon the initiative of the parties.

ARTICLE 10b.

When several parties who are taking joint action in a case cannot agree with regard to the choice of a judge *ad hoc*, in accordance with Article 31, para. 4, of the Statute, the judge selected by the majority of the parties shall sit.

Should no majority be obtained, the names of the judges nominated for selection shall be communicated to the Court.

The decision shall rest with the Court.

ARTICLE 10c.

The Court shall sit in private to deliberate upon the decision of any case or upon the reply to be given to any question submitted to it.

On the termination of the discussion, each member of the Court or of the special Chamber concerned shall give his opinion, together with a statement of his reasons, in inverse order to the order laid down in Article 5.

The conclusions obtaining the support of the majority of the members shall constitute the decision of the Court or of the special Chamber.

ARTICLE 11.

Dans le cas prévu à l'article 18 du statut, le Président ou, le cas échéant, le Vice-Président, convoque la Cour. Le membre mis en cause est admis à fournir des explications, après quoi la question est mise aux voix hors la présence de ce membre. Le résultat du vote sera, en cas de décision affirmative, communiqué au Secrétariat de la Société des Nations.

ARTICLE 12.

La Cour choisit son Greffier parmi les candidats proposés par les membres de la Cour.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité des voix. En cas de partage des voix, le Président aura voix prépondérante.

L'élection a lieu pour une période de sept ans, à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle l'élection a eu lieu. La première élection vise une période de sept ans, y compris l'année au cours de laquelle l'election a eu lieu.

Si le Greffier cesse de faire partie de la Cour avant l'expiration de ses fonctions, une élection a lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir. S'il est nécessaire la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.

ARTICLE 13.

Sur la proposition du Greffier, la Cour détermine ou modifie l'organisation du Greffe. Le personnel du Greffe est nommé par la Cour sur la proposition du Greffier. La Cour désigne, sur la présentation du Greffier, le membre du Greffe qui le remplace en cas d'empêchement.

ARTICLE 14.

(*Statut du personnel.* — La rédaction de cet article doit être ajournée, en attendant la préparation du statut du personnel du Secrétariat permanent de Genève).

ARTICLE 15.

Avant son entrée en fonctions, le Greffier fait, en séance plénière de la Cour, la déclaration suivante :

„Je prends l'engagement solennel d'exercer en pleine impartialité et en toute conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale."

Les autres membres du Secrétariat prennent un engagement analogue devant le Président, en présence du Greffier.

ARTICLE 11.

In the circumstances contemplated in Article 18 of the Statute, the President or, if necessary, the Vice-President, shall convene the Court. The member in question shall be allowed to furnish explanations. When he has done so, a vote shall be taken on the subject, the member himself not being present. If the decision is in the affirmative, the result of the vote shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations.

ARTICLE 12.

The Court shall select its Registrar from among candidates proposed by the members of the Court.

The election shall take place by secret ballot and by a majority of votes ; in the event of a tie, the President shall have a casting vote.

The election shall be for a period of seven years, commencing on January 1st of the year following that in which the election takes place.

The first election shall be for a period of seven years, including the year in which the election has taken place.

Should the Registrar cease to belong to the Court before the termination of his period of office, an election shall be held for the purpose of appointing a substitute for the unexpired portion of his term of office. If necessary an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose.

ARTICLE 13.

The Court shall determine or modify the organisation of the Registry, upon proposals submitted by the Registrar. The staff of the Registry shall be appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar. On the proposal of the Registrar, the Court shall decide which member of the Registry shall act for the Registrar in his absence.

ARTICLE 14.

(*Staff Regulations*: The preparation of this article must be postponed, pending the preparation of the statute for the Staff of the Permanent Secretariat at Geneva).

ARTICLE 15.

Before entering upon his duties, the Registrar shall make the following declaration at a meeting of the full Court :

"I solemnly declare that I will perform impartially and conscientiously the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent Court of International Justice."

The other members of the Secretariat shall make a similar declaration before the President, the Registrar being present.

ARTICLE 16.

Toutes les communications émanant de la Cour ou qui lui sont adressées, passent par le Greffier.

Le Greffier veille à ce que la date de réception et d'expédition de toutes ces communications et notifications puisse être facilement contrôlée. En cas d'expédition par la poste de communications et notifications, celles-ci seront recommandées. Les communications adressées aux représentants officiels ou aux agents des parties, sont considérées comme ayant été adressées aux parties elles-mêmes. La date de réception est notée sur tous les documents parvenant au Greffier et il en est donné à l'expéditeur, sur la demande de celui-ci, un reçu, portant la date de réception de ces documents et les numéros sous lesquels ils ont été enregistrés.

ARTICLE 17.

Le Greffier a la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il a la garde des sceaux et cachets. Il assiste à toutes les séances plénières de la Cour et, soit en personne, soit en désignant un représentant approuvé par la Cour, à toutes les séances des diverses Chambres ; il rédige, sous sa responsabilité, les procès-verbaux des séances.

De plus, il remplit toutes les fonctions qui pourront lui être dévolues aux termes du Règlement intérieur et du Règlement de procédure de la Cour.

ARTICLE 18.

Les registres des archives sont tenus de façon à donner tous les enseignements nécessaires, entre autres sur les points suivants :

1) pour chaque affaire ou question, tous les documents y relatifs, toutes les suites données, par ordre chronologique ; tous ces documents portent le même numéro de dossier et sont numérotés selon l'ordre dans lequel ils ont été classé dans ce dossier ;
2) toutes les décisions de la Cour, par ordre chronologique, avec références aux dossiers respectifs ;
3) tous les avis consultatifs émis par la Cour, par ordre chronologique, avec références aux dossiers respectifs ;
4) toutes notifications et communications analogues envoyées par la Cour, avec références aux dossiers respectifs.

Les index figurant dans les archives comprennent :

1) un fichier de noms propres avec les références nécessaires ;
2) un fichier des sujets par ordre de matières, avec les références nécessaires.

ARTICLE 16.

The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

The Registrar shall ensure that the date of receipt and despatch of all communications and notifications can readily be verified. Communications and notifications sent by post shall be registered. Communications addressed to the official representatives or to the agents of the parties shall be considered as having been addressed to the parties themselves. The date of receipt shall be noted on each document received by the Registrar and a receipt, bearing the date upon which the document was received and the number under which it has been registered, shall be given to the sender, should he so request.

ARTICLE 17.

The Registrar shall be responsible for the archives, the accounts and all administrative work. He shall have the custody of the seals and stamps of the Court. He himself shall be present at all meetings of the full Court, and either he or a person appointed to represent him, with the approval of the Court, at all meetings of the various Chambers. He shall be responsible for the drafting of the minutes of the meetings.

He shall further undertake all duties which may be laid upon him by the Rules of Court and the Rules of Procedure.

ARTICLE 18.

The registers kept in the archives shall be so arranged as to give particulars in regard to the following points, amongst others :

1) for each case or question, all documents pertaining to it and all action taken with regard to it, in chronological order ; all such documents shall bear the same file number and shall be numbered consecutively within the file ;
2) all decisions of the Court, in chronological order, with references to the respective files ;
3) All advisory opinions given by the Court, in chronological order, with references to the respective files ;
4) all notifications and similar communications sent out by the Court, with references to the respective files.

The index kept in the archives shall comprise :

1) a card-index of names, with necessary references ;
2) a card-index of subject matter, with like references.

ARTICLE 19.

Le rôle des affaires est dressé et tenu à jour par le Greffier. Le rôle, pour une session déterminée, contient, dans l'ordre de réception, par le Greffier, de la pièce introductive d'instance, toutes les affaires et toutes les questions soumises à la Cour pour décision ou pour avis consultatif, et pour lesquelles la procédure écrite est terminée. Si la procédure écrite au sujet d'une affair ou question se termine au cours d'une session, la Cour décide si cette question ou affaire sera ajoutée au rôle de la session.

Le Greffier prépare et tient à jour des extraits du rôle visé ci-dessus, indiquant tous les litiges qui doivent être examinés respectivement par la Chambre statuant en procédure sommaire, par la Chambre appelée à connaître des litiges de travail ou par la Chambre appelée à connaître des litiges de transit et de communications.

Enfin, le Greffier prépare et tient à jour un rôle des affaires soumises à revision.

ARTICLE 20.

Le Président et le Greffier peuvent être domiciliés dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à la Haye.

Les grandes vacances du Président et du Greffier ne doivent pas dépasser respectivement trois mois et deux mois.

III. PROCÉDURE.

Titre A. — Dispositions générales.

ARTICLE 20bis.

Si le jour fixé pour la session ordinaire annuelle est considéré comme jour férié à l'endroit où siège la Cour, la session s'ouvrira le jour ouvrable suivant.

ARTICLE 21.

Pendant les sessions, les dates et heures des séances sont fixées par le Président et communiquées par le Greffier à tous les intéressés. En cas de séance publique, le Greffier fait publier dans les journaux toutes indications utiles.

ARTICLE 22.

La Cour fixe les délais en tenant compte, autant que possible, des accords des parties. Si la Cour ne siège pas, le Président fixe les délais, sous réserve de toute décision ultérieure que la Cour pourrait prendre quand elle sera réunie.

ARTICLE 19.

The list of cases shall be prepared and kept up to date by the Registrar. The list for any session shall contain, all cases and questions submitted to the Court for judgment or for an advisory opinion, in regard to which the written proceedings are concluded, in the order in which the documents submitting each case or question were received by the Registrar. If the written proceedings in regard to any case or question are concluded in the course of a session, the Court shall decide whether such case or question shall be added to the list for that session.

The Registrar shall prepare and keep extracts from the above list, showing cases to be dealt with by the Chamber for summary procedure, by the Chamber for labour cases and by the Chamber for transit and communication cases respectively.

Finally, the Registrar shall prepare and keep a list of cases for revision.

ARTICLE 20.

The President and Registrar may reside within a radius of not more than ten kilometres from the Peace Palace at the Hague.

The main annual vacation of the President and Registrar shall not exceed three months and two months respectively.

III. PROCEDURE.

Heading A. — General provisions.

ARTICLE 20a.

Should the day fixed for the commencement of the ordinary annual session be regarded as a holiday at the place where the Court is sitting, the session shall open on the working day following.

ARTICLE 21.

During the sessions, the dates and hours of meetings shall be fixed by the President and communicated by the Registrar to all concerned. In the case of public meetings, the Registrar shall publish the necessary information in the Press.

ARTICLE 22.

Time limits shall be fixed by the Court, having regard as far as possible to agreements concluded between the Parties. If the Court is not sitting, the President shall fix the time limits, subject to any subsequent order which the Court may make when it meets.

La Cour peut prolonger les délais fixés par elle. Elle peut également, dans des circonstances spéciales, décider qu'un acte de procédure entrepris après l'expiration du délai fixé est considéré comme valable.

La Cour a la faculté de déclarer fatal un délai fixé par elle.

ARTICLE 22bis.

Tout délai fixé par jours, est calculé par jours francs, jours fériés non compris. Une semaine est calculée par sept jours, dimanche compris, un mois ou une année de quantième à quantième, ou si le quantième correspondant n'existe pas, au dernier jour du mois.

Si un délai expire un jour férié, le délai sera censé expirer le jour ouvrable suivant.

Le calendrier officiel en usage à l'endroit où siège la Cour, fera foi dans chaque cas déterminé.

ARTICLE 23.

Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu soit en français, soit en anglais, les pièces de procédure sont présentées seulement dans la langue adoptée par les parties.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les pièces seront présentées en français ou en anglais.

Si l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais est autorisé, une traduction en français ou en anglais sera jointe à l'original des pièces présentées.

Le Greffe n'est pas tenu de préparer des traductions des pièces présentées conformément aux dispositions ci-dessus.

Dans le cas de pièces volumineuses, la Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, peut autoriser la présentation de traductions partielles.

ARTICLE 24.

Le Greffier prendra toutes dispositions pour pouvoir faire traduire de français en anglais ou d'anglais en français, les discours, questions et réponses, comme la Cour en ordonnera.

Sauf dans le cas mentionné au dernier paragraphe de l'article 39 du Statut de la Cour, toute personne ayant prononcé un discours ou fait une question ou une réponse dans une autre langue que le français ou l'anglais, prendra ses dispositions pour faire traduire ses paroles en français ou en anglais ; toutefois, dans le cas de témoins ou d'experts appelés par la Cour, ce devoir incombe au Greffier, et, dans le cas de témoins ou d'experts appelés par l'une des parties, à la partie intéressée.

ARTICLE 25.

Supprimé.

The Court may extend time limits which it has fixed. It may likewise decide in certain circumstances that action taken after the expiration of a time limit shall be considered as valid.

The Court shall have power to declare a time limit fixed by itself to be final.

ARTICLE 22a.

Time limits calculated in days shall be reckoned in working days, excluding holidays. A week shall be reckoned as seven days including Sunday ; a month or year shall be reckoned from a given date to the corresponding date, or should there be no corresponding date, to the last day of the month.

If a time limit expires on a holiday, it shall be regarded as terminating on the working day following.

The official calendar in use at the place where the Court is sitting shall be employed in each case.

ARTICLE 23.

If the parties agree that the proceedings shall be conducted in French or in English, the documents of procedure shall be submitted only in the language agreed upon by the parties.

In the absence of an agreement with regard to the language to be employed, documents shall be submitted in French or in English.

Should the use of a language other than French or English be sanctioned, translations into French or English shall be attached to original documents submitted.

The Registry shall not be bound to make translations of documents submitted in accordance with the above rules.

In the case of voluminous documents, the Court, or the President if the Court is not sitting, may sanction the submission of translations of extracts.

ARTICLE 24.

The Registrar shall arrange for the interpretation from French into English and from English into French of all speeches, questions and answers which the Court may direct to be so interpreted.

Except in the case mentioned in the last paragraph of Article 39 of the Statute of the Court, a person who delivers a speech, puts a question or makes a reply in a language other than French or English shall make arrangements for its interpretation into French or English. In the case, however, of witnesses or experts summoned by the Court, the Registrar shall make these arrangements, and in the case of witnesses or experts summoned by one of the parties, the party concerned shall make the arrangement.

ARTICLE 25.

Deleted.

ARTICLE 26.

La Cour se réserve la faculté de corriger toute erreur qui se serait glissée dans une ordonnance, un arrêt ou un avis, à la suite d'une faute ou d'une omission accidentelle.

Titre B. — Procédure judiciaire.

a) Introduction.

ARTICLE 27.

Les dispositions du présent titre sont établies sans préjudice de l'adoption par la Cour d'autres dispositions spéciales que les parties intéressées pourraient proposer d'un commun accord, en tenant compte des circonstances particulières de chaque affaire.

b) Procédure judiciaire ordinaire.

ARTICLE 28.

Les requêtes comprennent, outre l'indication du sujet du litige et les noms des parties, un exposé succinct des faits, une indication de l'objet de la demande, ainsi que l'adresse au siège de la Cour à laquelle des notifications et communications doivent être envoyées.

Au cas où le litige est porté devant la Cour par la notification d'un compromis, l'adresse au siège de la Cour, à laquelle des notifications et communications aux parties doivent être adressées, sera mentionnée.

ARTICLE 29.

Supprimé.

ARTICLE 30.

Le Greffier donne immédiatement communication à tous les membres de la Cour, de tous compromis ou requête qui lui ont été notifiés.

ARTICLE 30bis.

Si, en cas de notification d'une requête, il y a contestation, la Cour décide, par arrêt spécial, de sa compétence pour connaître du litige. Cette décision est prise par la Cour en séance plénière, sauf lorsque le litige relève de la procédure sommaire, auquel cas la décision est prise par la Chambre de procédure sommaire.

ARTICLE 31.

Les mémoires et contre-mémoires sont présentés par les parties dans l'ordre proposé d'un commun accord par elles à la Cour et approuvé par celle-ci. Si, dans les cas où l'instance a été introduite par la notification d'une

ARTICLE 26.

The Court reserves the right to correct an error in any order, judgment or opinion, arising from a mistake or accidental omission.

Heading B. Judicial Procedure.

a) Introduction.

ARTICLE 27.

The rules contained under the present heading shall in no way preclude the adoption by the Court of such other special rules as may be jointly proposed by the parties concerned, due regard being paid to the particular circumstances of each case.

b) Ordinary Judicial Procedure

ARTICLE 28.

Applications shall contain, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the contesting parties, a succinct statement of the facts, an indication of the claim and the address at the seat of the Court to which notices and communications are to be sent.

Should a case be brought before the Court by means of a special agreement, the address at the seat of the Court, to which notices and communications to the parties are to be sent, shall be stated.

ARTICLE 29.

Deleted.

ARTICLE 30.

The Registrar shall forthwith communicate to all members of the Court all special agreements or applications which have been notified to him.

ARTICLE 30a.

In the case of an application, if jurisdiction of the Court be denied, the Court shall determine by a special decision whether it has jurisdiction in the case. This decision shall be taken by the full Court, unless the suit is to be dealt with by summary procedure, in which case the decision shall be taken by the Chamber for summary procedure.

ARTICLE 31.

Cases and counter cases shall be submitted by the parties in the order jointly proposed by them to the Court and approved by the latter. When proceedings have been instituted by means of an application, failing an

requête, les parties ne sont pas d'accord, la Cour invite d'abord le demandeur, puis le défendeur, à présenter leurs pièces de procédure. Si, dans le cas où l'instance a été introduite par la notification d'un compromis, celui-ci ne contient pas de propositions concernant l'ordre dans lequel les pièces de procédure doivent être présentées, la Cour invite les parties à présenter leurs mémoires simultanément.

Lorsque la Cour ne siège pas, ses pouvoirs, aux termes du présent article, sont exercés par le Président.

Lorsque les mémoires et les contre-mémoires sont présentés simultanément, les parties ont le droit de présenter des répliques. Lorsque les mémoire et contre-mémoire sont présentés successivement, la présentation d'une réplique peut être autorisée par la Cour, à la suite d'un accord entre les parties. Si la partie demanderesse est admise à présenter une réplique, la partie défenderesse a le droit de présenter une duplique.

ARTICLE 32.

Sauf décision contraire de la Cour dans un cas déterminé, le Greffier tiendra à la disposition du gouvernement de tout État Membre de la Société des Nations ou mentionné à l'annexe au Pacte, les mémoires et contre-mémoires de chaque affaire.

ARTICLE 33.

Les mémoires comprennent :

1) un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée ; ces faits sont numérotés dans l'ordre ;
2) un exposé de droit ;
3) des conclusions qui seront numérotées dans l'ordre;
4) une liste des annexes.

Les contre-mémoires comprennent :

1) la reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire ;
2) un exposé additionnel des faits ;
3) un exposé de droit ;
4) des conclusions fondées sur les faits énoncés et qui seront numérotées dans l'ordre ; ces conclusions pourront comprendre des demandes reconventionnelles ;
5) une liste des annexes.

ARTICLE 34.

Supprimé.

ARTICLE 35.

Lorsque la Cour ne siège pas, l'indication des mesures conservatoires est faite par le Président.

En cas de refus de la part des parties, de se confor-

agreement between the parties, the Court shall call first upon the applicant and then upon the respondent to present their documents of procedure. Where proceedings have been instituted by a special agreement, if the latter contains no proposals as to the order in which the documents are to be submitted, the Court shall invite the parties to submit their cases simultaneously.

The powers conferred on the Court by the present Article shall be exercised by the President, when the Court is not sitting.

When cases and countercases are submitted simultaneously, the parties shall have the right to submit replies. When a case and a countercase are submitted successively, the Court may, if the parties are agreed, authorise a reply to be submitted.

If the applicant is authorised to submit a reply, the respondent shall have the right to submit a rejoinder.

ARTICLE 32.

Unless otherwise decided by the Court in a particular instance, the Registrar shall hold the cases and counter cases of each suit at the disposal of the Government of any State Member of the League of Nations, or mentioned in the Annex to the Covenant.

ARTICLE 33.

Cases shall contain :

1) a statement of the facts on which the claim is based ; these facts shall be numbered consecutively ;
2) a statement of law ;
3) conclusions, which shall be numbered consecutively;
4) a list of annexes.

Countercases shall contain :

1) the affirmation or contestation of the facts stated in the case ;
2) a statement of additional facts ;
3) a statement of law ;
4) conclusions based on the facts stated, and numbered consecutively ; these conclusions may include counterclaims ;
5) a list of annexes.

ARTICLE 34.

Deleted.

ARTICLE 35.

When the Court is not sitting, any provisional measures for the preservation of the respective rights of the parties may be suggested by the President.

Due note shall be taken of any refusal by the par-

mer aux indications de la Cour ou du Président concernant les mesures conservatoires, il en est pris acte.

ARTICLE 36.

Les parties peuvent présenter des exceptions. L'exception d'incompétence ne peut, toutefois, être soulevée que *in limine litis* ou aussitôt que possible et en tous cas, sauf décision contraire de la Cour, avant l'ouverture de la procédure orale.

La Cour statuera au début de la procédure orale au sujet des exceptions présentées au cours de la procédure écrite. Si, toutefois, l'exception d'incompétence est soulevée, la Cour statuera à son sujet sans délai.

Si, au début de la procédure orale, ou sur la présentation, au cours de cette procédure, d'une nouvelle exception, la Cour ne désire pas statuer immédiatement, elle décide si le débat sera ou non suspendu en attendant l'arrêt concernant l'exception.

ARTICLE 37.

La procédure écrite une fois terminée, le Président fixe la date d'ouverture de la procédure orale.

ARTICLE 37bis.

Le Greffier transmet à chacun des membres de la Cour, au fur et à mesure de leur présentation, copie de toutes les pièces formant le dossier complet de l'affaire.

ARTICLE 38.

Les représentants des parties, avocats ou agents, seront appelés à prendre la parole dans l'ordre établi pour la présentation, par les parties, de la procédure écrite.

ARTICLE 39.

A la requête de l'une ou de l'autre des parties ou sur sa propre initiative, la Cour peut, sous réserve des dispositions de l'article 44 du Statut, citer des témoins ou ordonner la présentation de tous autres moyens de preuve sur des points de fait, au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord.

La Cour statue dans chaque cas spécial, au sujet de l'ordre à suivre pour la présentation des divers moyens de preuve et les plaidoiries.

La Cour peut procéder par elle-même ou par un ou plusieurs de ses membres, à une descente sur les lieux ; elle doit procéder à cet examen, s'il y a danger que des preuves matérielles importantes ne soient détruites.

ties to conform to the suggestions of the Court or the President with regard to such provisional measures.

ARTICLE 36.

The parties may raise objections. An objection to the jurisdiction of the Court may, however, only be raised *in limine litis*, or as soon as possible, and in any case before the commencement of the oral proceedings, unless the Court shall decide otherwise.

The Court shall give a decision at the commencement of the oral proceedings with regard to any objections raised in the written proceedings. If, however, objection is raised to the jurisdiction of the Court, the Court shall give a decision on this point without delay.

If at the commencement of the oral proceedings, or on the raising of a fresh objection in the course of these proceedings, the Court desires to reserve its decision, it shall decide whether proceedings shall or shall not be adjourned, pending its decision with regard to the objection.

ARTICLE 37

At the termination of the written proceedings, the President shall fix a date for the opening of the oral proceedings.

ARTICLE 37a.

The Registrar shall forward to each of the members of the Court, a copy of all documents relating to the case as he receives them.

ARTICLE 38.

The representatives of the parties, whether counsel or agents, shall be called upon to speak in the order laid down for the presentation by the parties of the written proceedings.

ARTICLE 39.

At the request of one of the parties, or on its own initiative, the Court may, subject to the provisions of Article 44 of the Statute, call witnesses or order other evidence to be produced on points of fact in regard to which the parties are not in agreement.

The Court shall determine in each case the order to be followed for the production of evidence and the presentation of cases by counsel.

The Court may view any premises, locality or object (*descente sur les lieux*), or may depute one or more of its members to do so ; it shall take this step if there be any danger that important means of proof may be destroyed.

ARTICLE 39bis.

La Cour apprécie la valeur des divers moyens de preuve.

ARTICLE 40.

Avant toute déposition, les témoins prennent un engagement solennel de dire la vérité. La formule de cet engagement sera la suivante :

„Je déclare solennellement en tout honneur et en toute conscience, que je dirai la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité."

ARTICLE 40bis.

Les témoins sont interrogés par les représentants des parties sous l'autorité du Président. Des questions peuvent leur être posées par le Président, et, avec son assentiment, par les juges.

ARTICLE 41.

Le résultat des enquêtes faites en conformité de l'article 50 du Statut, à la demande de la Cour, et les rapports d'experts présentés à la Cour aux termes du même article, sont immédiatement communiqués aux parties.

ARTICLE 42.

Supprimé.

ARTICLE 43.

Les parties font connaître à la Cour, en temps utile avant l'ouverture de la procédure orale, les nom, prénoms, qualité et domicile des témoins qu'elles désirent faire entendre.

ARTICLE 43bis.

Les indemnités des témoins cités sur l'initiative de la Cour, sont payées sur les fonds de la Cour, mais pourront être mises à la charge de la partie perdante.

ARTICLE 44.

Si, au cours des débats, les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige, et notifient cet accord par écrit à la Cour avant la clôture de la procédure, la Cour donne acte de l'accord intervenu.

Si, d'un commun accord, les parties notifient par écrit à la Cour qu'elles renoncent à poursuivre la procédure, la Cour prend acte de ce désistement et la procédure prend fin.

ARTICLE 39a.

The Court shall estimate the value of the various categories of evidence.

ARTICLE 40.

Before giving their evidence, witnesses shall give a solemn undertaking to speak the truth. This undertaking shall be worded as follows :

„I solemnly declare upon my honour and conscience that I will speak the truth, the whole truth, and nothing but the truth."

ARTICLE 40a.

Witnesses shall be examined by the representatives of the parties under the direction of the President. Questions may be put to them by the President and, with his permission, by the judges.

ARTICLE 41.

The result of enquiries undertaken at the request of the Court, in accordance with the provisions of Article 50 of the Statute, and expert opinions submitted to the Court under the same Article, shall be forthwith communicated to the parties.

ARTICLE 42.

Deleted.

ARTICLE 43.

In sufficient time before the opening of the oral proceedings, the parties shall inform the Court of the names, Christian names, description and residence of witnesses whom they desire to be heard.

ARTICLE 43a.

The expenses of witnesses called at the instance of the Court shall be paid out of the funds of the Court, but may be charged to the losing party.

ARTICLE 44.

If, during the oral proceedings the parties come to an agreement regarding the settlement of a dispute and notify such agreement to the Court in writing before the close of the proceedings, the Court shall officially record the conclusion of the agreement.

Should the parties by common agreement notify the Court in writing that they intend to break off proceedings, the Court shall officially record the fact and proceedings shall be terminated.

ARTICLE 45.

Il est établi, pour l'usage de la Cour, des comptes rendus complets et textuels de la procédure orale.

Article 46.

Le procès-verbal visé à l'article 47 du Statut de la Cour, mentionne :

1) les noms des juges ;
2) les noms des agents, avocats et conseils ;
3) tout arrêt interlocutoire ;
4) les nom, prénoms, qualité et domicile des témoins entendus ;
5) l'indication des autres preuves employées ;
6) les accords et les renonciations effectués par les parties.

ARTICLE 47.

Avant la clôture des débats, chaque partie présente la note de ses frais.

ARTICLE 47bis.

Toute demande à fin d'intervention, aux termes de l'article 62 du Statut, doit être communiquée au Greffier, avant la clôture de la procédure orale.

ARTICLE 48.

La requête visée à l'article précédent contient :

1) la spécification de l'affaire ;
2) un exposé des faits justifiant l'intervention ;
3) une liste d'annexes.

La requête est immédiatement communiquée aux parties primitives qui font parvenir au Greffier leurs observations dans le délai fixé par le Président.

ARTICLE 48bis.

Tout État désirant intervenir, aux termes de l'article 63 du Statut, en informe le Greffier aussitôt que possible.

ARTICLE 45.

Complete verbatim records of the oral proceedings shall be made for the use of the Court.

ARTICLE 46.

The minutes mentioned in Article 47 of the Court Statute shall include :

1) the names of the Judges ;
2) the names of the agents, advocates and counsel ;
3) all interlocutory decisions ;
4) the names, Christian names, description and residence of witnesses heard ;
5) a summary of the other evidence produced ;
6) agreements concluded between and claims abandoned by the parties.

ARTICLE 47.

Before the oral proceedings are concluded, each party shall present a bill of costs.

ARTICLE 47a.

A request for permission to intervene under the terms of Article 62 of the Statute shall be communicated to the Registrar before the close of the oral proceedings.

ARTICLE 48.

The application referred to in the preceding Article shall contain :

1) the designation of the case ;
2) a statement of the facts justifying intervention ;
3) a list of annexes.

The application shall be immediately notified to the original parties, who shall send any observations which they may desire to make to the Registrar within a period to be fixed by the President.

ARTICLE 48a.

Any State desiring to intervene under Article 63 of the Statute shall inform the Registrar as soon as possible.

ANNEXE 61b.

Édition revisée et rectifiée du premier titre (Organisation intérieure) du Règlement intérieur, préparée par le Comité de rédaction

(Distr. 75).

PRÉAMBULE [1]).

La Cour,

Vu l'article 30 du Statut, ainsi conçu :

„ *Article* 30. — La Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions; elle règle notamment la procédure sommaire."

arrête le présent Règlement :

ARTICLE 1 (ancien article 2).

Après le renouvellement intégral de la Cour, et jusqu'à l'élection du Président et du Vice-Président, les fonctions du Président sont exercées par celui des juges auquel l'ordre fixé par l'article 4 donne la préséance.

Le même principe s'applique en cas d'empêchement simultané du Président et du Vice-Président.

ARTICLE 2 (ancien article 3).

La période de fonctions des juges commence à courir le 1er janvier de l'année qui suit leur élection.

L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin de la session ordinaire, et leur période de fonctions commence à courir le 1er janvier qui suit leur élection.

Après le renouvellement intégral de la Cour, l'élection du Président et du Vice-Président a lieu au début de la session qui suit. Le Président et le Vice-Président élus dans ces circonstances entrent en fonctions le jour de leur élection ; ils restent en fonctions jusqu'à l'expiration de la seconde année qui suit celle de leur élection.

Si le Président ou le Vice-Président cessent de faire partie de la Cour avant le terme normal de leurs fonctions, une élection a lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir.

Si cela est nécessaire, la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.

Pour les élections visées au présent article, le vote a lieu au scrutin secret ; le candidat qui obtient la majorité absolue est déclaré élu.

1) Le texte du préambule ainsi que des articles 1 et 2 résulte des discussions qui ont eu lieu le 1er mars, entre les membres de la Cour réunis en Comité plénier de rédaction.

ANNEX 61b.

(*Translation*).

Revised and corrected edition of Heading I (internal organization), of the Rules of Court, prepared by the Drafting Committee.

(Distr 75).

PREAMBLE [1]).

The Court adopts the present Rules, by virtue of Article 30 of the Statute, which runs as follows :

" *Article* 30. — The Court shall frame rules for regulating its procedure. In particular it shall lay down rules for summary procedure."

ARTICLE 1. (formerly Art. 2).

After a new election of the whole Court and until such time as the President and Vice-President have been elected, the judge who takes precedence, according to the order laid down in Article 4, shall fulfil the duties of President.

The same principle shall be applied, should both the President and Vice-President be unable to be present.

ARTICLE 2 (formerly Art. 3).

The term of office of a judge shall commence on January 1st of the year following his election.

The election of the President and Vice-President shall take place at the end of an ordinary session, and their term of office shall commence on January 1st of the year following their election.

After a new election of the whole Court, the election of the President and Vice-President shall take place at the commencement of the following session. The President and Vice-President elected in these circumstances shall take up their duties on the day of their election ; they shall remain in office until the end of the second year after the year of their election.

Should the President or Vice-President cease to belong to the Court before the expiration of their term of office, an election shall be held for the purpose of appointing a substitute for the unexpired portion of their period of office.

If necessary, an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose.

The elections referred to in the present Article shall take place by secret ballot ; the candidate obtaining an absolute majority of votes shall be declared elected.

1) The Preamble and Articles 1 and 2 are drafted in accordance with the result of the discussion which took place on March 1st between the members of the Court assembled as a plenary Drafting Committee.

ARTICLE 3 (ancien article 3bis).

Le Vice-Président remplace le Président en cas d'empêchement de celui-ci.

ARTICLE 4.

Les juges titulaires et suppléants, élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée, ont le pas respectivement sur les juges titulaires et suppléants élus au cours de sessions ultérieures. Les juges titulaires et suppléants, élus au cours de la même session de l'Assemblée, prennent respectivement préséance selon leur ancienneté d'âge. Les juges titulaires ont le pas sur les juges suppléants.

Le tableau des juges suppléants est dressé en conformité des principes énoncés dans cet article.

ARTICLE 5.

Le Vice-Président siège à la droite du Président. Les autres juges de la Cour siègent à la gauche et à la droite du Président, selon l'ordre de préséance établi à l'article précédent.

ARTICLE 6.

La déclaration solennelle, prescrite par l'article 20 du Statut, est rédigée dans les termes suivants :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience."

La déclaration est faite au commencement de la première séance publique, après l'entrée en fonctions de chaque juge.

A la première séance publique d'ouverture de la Cour et aux séances d'ouverture tenues après le renouvellement intégral de celle-ci, les déclarations sont faites d'abord par le Président, puis par le Vice-Président, et ensuite dans l'ordre établi à l'article 4.

Les membres des Chambres spéciales, visées aux articles 26 et 27 du Statut, sont désignés à la majorité absolue des voix, par la Cour, en séance plénière, en tenant compte, autant que possible, des préférences des juges.

Les Présidents de ces Chambres spéciales sont élus par la Cour en séance plénière. Toutefois, le Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre ; de même, le Vice-Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est membre et à laquelle n'appartient pas le Président de la Cour.

Le Président de la Cour est, de plein droit, membre et Président de la Chambre de procédure sommaire.

La période de fonctions des membres des Chambres spéciales est calculée selon le principe établi à l'article

ARTICLE 3 (formerly Art. 3bis).

The Vice-President shall replace the President should the latter be unable to be present.

ARTICLE 4.

Judges and deputy-judges elected at an earlier session of the Assembly shall take precedence respectively over judges and deputy-judges elected at a subsequent session. Judges and deputy-judges elected during the same session of the Assembly shall take precedence according to age. Judges shall take precedence over deputy-judges.

The list of deputy-judges shall be prepared in accordance with the principles contained in this Article.

ARTICLE 5.

The Vice-President shall take his seat on the right of the President. The other members of the Court shall take their seats to the right and left of the President, in the order of precedence laid down in the preceding Article.

ARTICLE 6.

The solemn declaration prescribed in Article 20 of the Statute shall be worded as follows :

„I solemnly declare that I will exercise my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously."

The declaration shall be made at the beginning of the first public meeting held after each judge has taken up his duties.

At the first public inaugural meeting of the Court, and at subsequent inaugural meetings held after a new election of the whole Court, the declaration shall be made first by the President, secondly by the Vice-President and then by the remaining judges in the order laid down in Article 4.

The members of the special Chambers provided for in Articles 26 and 27 of the Statute shall be appointed at a meeting of the full Court by an absolute majority of votes, having regard as far as possible to any preference expressed by the judges.

The Presidents of these special Chambers shall be elected at a meeting of the full Court. Nevertheless, the President of the Court shall *ex officio*, preside over any Chamber of which he may be elected a member ; similarly the Vice-President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he is a member, provided that the President is not also a member.

The President of the Court shall be *ex officio* member and President of the Chamber for summary procedure.

The period of office of members of the special Chambers shall be calculated in accordance with the principle laid

2, pour la période de fonctions du Président et du Vice-Président.

ARTICLE 7.

Après avoir reçu pour chaque affaire, par l'intermédiaire du Président, les renseignements utiles, la Cour choisit les assesseurs techniques.

Si la Cour statue en Chambre spéciale, la désignation est faite par la Chambre. Dans tous les cas, cette désignation a lieu à la majorité absolue.

Si un ressortissant d'une des parties en cause est choisi comme assesseur, l'autre partie aura le droit de voir désigner un assesseur agréé par elle.

La Cour fera droit à la demande des parties de voir adjoindre des assesseurs, si cette demande est présentée dans la première pièce de procédure.

(*Rédaction alternative : omettre le troisième alinéa de l'article*).

ARTICLE 8 (ancien article 9).

Les membres qui se trouvent empêchés d'assister à une session ou à une séance, en informeront le Président aussitôt que possible. Celui-ci prend toutes mesures pour compléter le nombre de juges nécessaire.

ARTICLE 9 (ancien article 9bis).

Les juges suppléants sont appelés, lorsque leur présence est nécessaire, dans l'ordre du tableau, de telle sorte que chacun d'eux soit convoqué à tour de rôle jusqu'à l'épuisement du tableau, et ainsi de suite.

Dans le cas d'une vacance, dépassant la durée d'une session, le juge suppléant, appelé pour remplir cette vacance, siège pendant toute la durée de la session.

Un juge suppléant qui a été saisi d'une affaire, est appelé à nouveau pour continuer la procédure qui la concerne.

Si un juge suppléant réside trop loin du siège de la Cour, pour pouvoir, de l'avis du Président, être utilement convoqué, appel est fait au juge suppléant qui le suit sur le tableau ; cependant, le suppléant auquel aurait dû être adressé la convocation, est si possible, appelé la fois suivante.

La convocation, en vertu de l'article 31 du Statut, d'un juge suppléant comme juge national, dans un cas déterminé, n'est pas comptée comme une convocation aux termes du présent article, lorsqu'il s'agit de déterminer l'ordre dans lequel les juges suppléants doivent être convoqués.

ARTICLE 10 (ancien article 9ter).

La Cour peut siéger avec neuf ou dix juges seulement, lorsque, en raison de circonstances imprévues, il est

down in Article 2, with regard to the period of office of the President and Vice-President.

ARTICLE 7.

After receiving all relevant information regarding a particular case through the President, the Court shall select the technical assessors.

If judgment is to be delivered by a special Chamber, that Chamber shall make the selection. In all circumstances the selection shall be made by an absolute majority.

If a subject of one of the parties to a dispute be chosen as an assessor, the other party shall have the right to have appointed an assessor approved by itself.

If the parties request that technical assessors should be attached to the Court, the Court shall grant this request, provided that it is submitted in the first document of the written procedure.

(*As an alternative ; omit the 3rd paragraph of this Article*).

ARTICLE 8 (formerly Art. 9).

Members who are unable to attend a session or meeting shall inform the President as soon as possible. The latter shall take the necessary steps to complete the number of judges required.

ARTICLE 9 (formerly Art. 9b).

Deputy-judges shall be summoned when their presence is required, in the order laid down in the list, so that each of them will be summoned in rotation. When the list has been exhausted, this procedure will be repeated.

In the event of a vacancy exceeding the duration of a session, the deputy-judge summoned to fill such vacancy shall sit throughout the whole session.

A deputy-judge who has commenced a case shall be summoned again in order to continue to sit in it until it is finished.

Should a deputy-judge reside so far from the Court as to render it inadvisable, in the opinion of the President, to summon him, the deputy-judge next on the list shall be summoned ; but the deputy-judge to whom the summons should have been sent shall, if possible, be summoned on the next occasion.

Should a deputy-judge be summoned by virtue of Article 31 of the Statute to take his seat as a national judge in a particular case, such summons shall not be regarded as coming within the terms of the present article for the purpose of determining the order in which the deputy-judges are to be summoned.

ARTICLE 10 (formerly Art. 9b).

The Court may sit with 9 or 10 judges only, when, owing to unforeseen circumstances, it is impossible

impossible d'assurer la présence de onze juges ou lorsque, la procédure orale ayant été commencée, le nombre de juges au siège est inférieur à onze.

Les juges suppléants ne peuvent pas être convoqués pour assurer le quorum des Chambres spéciales.

ARTICLE 11 (ancien article 10).

Si, dans une des séances de la Cour, il est impossible d'atteindre le quorum exigé, la Cour s'ajourne jusqu'à ce que le quorum soit atteint.

ARTICLE 12 (ancien article 10bis).

Dans le cas où une ou plusieurs parties ont le droit de nommer un juge *ad hoc* de leur nationalité, la Cour plénière peut siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze.

Les Chambres spéciales pour questions de travail et pour questions de communications et de transit, ne peuvent pas siéger avec un nombre de juges plus élevé que cinq.

La composition de la Chambre de procédure sommaire ne peut pas être modifiée sur l'initiative des parties.

ARTICLE 13 (ancien article 10ter).

Lorsque plusieurs parties qui font cause commune ne peuvent pas se mettre d'accord sur le choix d'un juge *ad hoc*, aux termes de l'article 31, alinéa 4, le juge désigné par la majorité des parties siègera.

S'il n'y a pas de majorité, les noms des juges présentés pour désignation sont communiqués à la Cour.

La Cour décide.

ARTICLE 14 (ancien article 10quater).

La Cour délibère en Chambre du conseil sur la décision de toute affaire ou sur la réponse à toute question à elle soumise.

Chacun des membres de la Cour ou de la Chambre spéciale saisie, exprime son opinion dûment motivée, dans un ordre inverse de celui établi à l'article 5.

Les conclusions adoptées après discussion finale, par la majorité des membres, déterminent la décision de la Cour.

ARTICLE 15 (ancien article 11).

Pour l'application de l'article 18 du Statut, le Président ou, le cas échéant, le Vice-Président, convoque la Cour. Le membre mis en cause est admis à fournir des explications, après quoi la question est mise aux voix, hors la présence de ce membre.

Le résultat du vote sera, en cas de décision affirmative, communiqué au secrétariat de la Societé des Nations.

to assure the presence of 11 judges, or when the number of judges sitting falls below 11 after the oral proceedings have commenced.

Deputy-judges may not be summoned to complete the quorum required for special Chambers.

ARTICLE 11 (formerly Art. 10).

If at any meeting of the Court the requisite quorum is not available, the Court shall adjourn until the quorum is obtained.

ARTICLE 12 (formerly Art. 10a).

In cases in which one or more parties are entitled to choose a judge *ad hoc* of their nationality, the full Court may sit with a number of judges exceeding 11.

The special Chambers for labour questions and for questions of communications and transit may not sit with a greater number than five judges.

The composition of the Chamber for summary procedure may not be altered upon the initiative of the parties.

ARTICLE 13 (formerly Art. 10b).

When several parties who are taking joint action in a case cannot agree with regard to the choice of a judge *ad hoc*, in accordance with Article 31, para. 4, of the Statute, the judge selected by the majority of the parties shall sit.

Should no majority be obtained, the names of the judges nominated for selection shall be communicated to the Court.

The decision shall rest with the Court.

ARTICLE 14 (formerly Art. 10c).

The Court shall sit in private to deliberate upon the decision of any case, or on the reply to any question submitted to it.

Each member of the Court or of the special Chamber concerned shall give his opinion, together with a statement of his reasons, in inverse order to the order laid down in Article 5.

The decision of the Court shall be based upon the conclusions adopted by a majority of the members after final discussion.

ARTICLE 15 (formerly Art. 11).

When it is necessary to apply Article 18 of the Statute, the President, or in certain circumstances the Vice-President, shall convene the Court. The member affected shall be allowed to furnish explanations. When he has done so a vote shall be taken, the member in question not being present.

It the decision is in the affirmative, the result of the vote shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations.

ARTICLE 16 (ancien article 12).

La Cour choisit son Greffier parmi les candidats proposés par les membres de la Cour.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité des voix. En cas de partage des voix, le Président aura voix prépondérante.

L'élection a lieu pour une période de sept ans, à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle l'élection a eu lieu. La première élection vise une période de sept ans, y compris l'année au cours de laquelle l'élection a eu lieu.

Si le Greffier cesse de faire partie de la Cour avant l'expiration de ses fonctions, une élection a lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir. S'il est nécessaire, la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.

ARTICLE 17 (ancien article 13).

Sur la proposition du Greffier, la Cour détermine ou modifie l'organisation du Greffe. Le personnel du Greffe est nommé par la Cour sur la proposition du Greffier. La Cour désigne, sur la présentation du Greffier, le membre du Greffe qui le remplace en cas d'empêchement.

ARTICLE 18 (ancien article 15).

Avant son entrée en fonctions, le Greffier fait, en séance plénière de la Cour, la déclaration suivante :

„Je prends l'engagement solennel d'exercer en pleine impartialité et en toute conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale."

Les autres membres du Secrétariat prennent un engagement analogue devant le Président, en présence du Greffier.

ARTICLE 19 (ancien article 16).

Toutes les communications émanant de la Cour ou qui lui sont adressées, passent par le Greffier.

Le Greffier veille à ce que la date de réception et d'expédition de toutes ces communications et notifications puisse être facilement contrôlée. En cas d'expédition par la poste de communications et notifications, celles-ci seront recommandées. Les communications adressées aux représentants officiels ou aux agents des parties, sont considérées comme ayant été adressées aux parties elles-mêmes. La date de réception est notée sur tous les documents parvenant au Greffier et il en est donné à l'expéditeur, sur la demande de celui-ci, un reçu portant la date de réception de ces documents et les numéros sous lesquels ils ont été enregistrés.

ARTICLE 16 (formerly Art. 12).

The Court shall select its Registrar from amongst candidates proposed by the members of the Court.

The election shall take place by secret ballot and by a majority of votes ; in the event of a tie the President shall have a casting vote.

The election shall be for a period of seven years, commencing on January 1st of the year following that in which the election takes place. The first election shall be for a period of seven years, including the year in which the election has taken place.

Should the Registrar cease to belong to the Court before the termination of his period of office, an election shall be held for the purpose of appointing a substitute for the unexpired portion of his term of office. If necessary, an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose.

ARTICLE 17 (formerly Art. 13).

The Court shall determine or modify the organisation of the Registry upon proposals submitted by the Registrar. The staff of the Registry shall also be appointed by the Court on proposals submitted by him. On the proposal of the Registrar, the Court shall appoint the member of the Registry who is to act for him in his absence.

ARTICLE 18 (formerly Art. 15).

Before entering upon his duties, the Registrar shall make the following declaration at a meeting of the full Court :

"I solemnly declare that I will perform impartially and conscientiously the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent Court of International Justice."

The other members of the Secretariat shall make a similar declaration before the President, the Registrar being present.

ARTICLE 19 (formerly Art. 16).

The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

The Registrar shall ensure that the date of receipt and despatch of all communications and notifications can readily be verified. Communications and notifications sent by post shall be registered. Communications addressed to the official representatives or to the agents of the parties shall be considered as having been addressed to the parties themselves. The date of receipt shall be noted on each document received by the Registrar, and a receipt, bearing the date upon which the document was received and the number under which it has been registered, shall be given to the sender, should a request to that effect be made.

ARTICLE 20 (ancien article 17).

Le Greffier a la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il a la garde des sceaux et cachets. Il assiste à toutes les séances plénières de la Cour et, soit en personne, soit on désignant un représentant approuvé par la Cour, à toutes les séances des diverses Chambres ; il rédige, sous sa responsabilité, les procès-verbaux des séances.

De plus, il remplit toutes les fonctions qui peuvent lui être dévolues aux termes du Règlement intérieur et du Règlement de procédure de la Cour.

ARTICLE 21 (ancien article 18).

Les registres des archives sont tenus de façon à donner tous les renseignements nécessaires, entre autres sur les points suivants :

1) pour chaque affaire ou question, tous les documents y relatifs, toutes les suites données, par ordre chronologique ; tous ces documents portent le même numéro de dossier et sont numérotés selon l'ordre dans lequel ils ont été classés dans ce dossier ;

2) toutes les décisions de la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;

3) tous les avis consultatifs émis par la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;

4) toutes notifications et communications analogues envoyées par la Cour, avec référence aux dossiers respectifs ;

Les index figurant dans les archives comprennent :

1) un fichier de noms propres avec les références nécessaires ;

2) un fichier des sujets par ordre de matières, avec les références nécessaires.

ARTICLE 22 (ancien article 19).

Le rôle des affaires est dressé et tenu à jour par le Greffier. Le rôle, pour une session déterminée, contient, dans l'ordre de réception par le Greffier de la pièce introductive d'instance, toutes les affaires et toutes les questions soumises à la Cour pour décision ou pour avis consultatif, et pour lesquelles la procédure écrite est terminée. Si la procédure écrite au sujet d'une affaire ou question se termine au cours d'une session, la Cour décide si cette question ou affaire sera ajoutée au rôle de la session.

Le Greffier prépare et tient à jour des extraits du rôle visé ci-dessus, indiquant tous les litiges qui doivent être examinés respectivement par la Chambre statuant en procédure sommaire, par la Chambre appelée à connaître des litiges de travail ou par la Chambre appelée à connaître des litiges de transit et de communications.

ARTICLE 20. (formerly Art. 17).

The Registrar shall be responsible for the archives, the accounts and all administrative work. He shall have the custody of the seals and stamps of the Court. He himself shall be present at all meetings of the full Court and either he or a person appointed to represent him, with the approval of the Court, at all meetings of the various Chambers. He shall be responsible for the drafting of the minutes of the meetings.

He shall further undertake all duties which may be laid upon him by the Rules of Court and the Rules of Procedure.

ARTICLE 21. (formerly Art. 18).

The registers kept in the archives shall be so arranged as to give particulars in regard to the following points, amongst others :

1) for each case or question, all documents pertaining to it and all action taken with regard to it, in chronological order ; all such documents shall bear the same file number and shall be numbered consecutively within the file ;

2) all decisions of the Court in chronological order, with references to the respective files ;

3) all advisory opinions given by the Court in chronological order, with references to the respective files ;

4) all notifications and the like sent out by the Court, with references to the respective files.

The indexes kept in the archives shall comprise :

1) a card-index of names with necessary references ;

2) a card-index of subject matter with like references.

ARTICLE 22. (formerly Art. 19).

The list of cases shall be prepared and kept up to date by the Registrar. The list for any session shall contain, all cases and questions submitted to the Court for judgment or for an advisory opinion in regard to which the written proceedings are concluded, in the order in which the documents submitting each case or question were received by the Registrar. If the written proceedings in regard to any case or question are concluded in the course of a session, the Court shall decide whether such case or question shall be added to the list for that session.

The Registrar shall prepare and keep extracts from the above list, showing cases to be dealt with by the Chamber for summary procedure, by the Chamber for labour cases and by the Chamber for transit and communications cases respectively.

Enfin, le Greffier prépare et tient à jour un rôle des affaires soumises à revision.

ARTICLE 23 (ancien article 20).

Le Président et le Greffier peuvent être domiciliés dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à la Haye.

Les grandes vacances du Président et du Greffier ne doivent pas dépasser respectivement trois mois et deux mois.

Finally, the Registrar shall prepare and keep a list of cases for revision.

ARTICLE 23 (formerly Art. 20).

The President and Registrar may reside within a radius of not more than ten kilometres from the Peace Palace at the Hague.

The main annual vacation of the President and Registrar shall not exceed three month and two months respectively.

ANNEXE 61c.

(Distr. 80).

Le Greffier a l'honneur de transmettre ci-joint à MM. les membres de la Cour les documents suivants :

1. — Un plan montrant la répartition en chapitres, titres et articles, des matières traitées dans le projet de Règlement de la Cour présenté par le Comité de rédaction (Section I).

2. — Une notice relative à ce plan, et approuvée par le Comité de rédaction. (Section II).

3. — Le projet de Règlement de la Cour, présenté par le Comité de rédaction. (Section III).

Il importe de faire remarquer que la première partie de ce projet, relative à la Cour, a été adoptée par le Comité de rédaction en première lecture, par la Cour plénière en première lecture, et par le Comité de rédaction en seconde lecture, en tenant compte des décisions prises par la Cour. D'autre part, la seconde partie, relative à la procédure, a été adoptée en première et seconde lecture par le Comité de rédaction, mais n'a pas été encore discutée par la Cour plénière.

Le Greffier est autorisé à informer MM. les membres de la Cour que, dans ces conditions, le Président, après la clôture de la discussion sur le premier des documents mentionnés ci-dessus, a l'intention de proposer à la Cour de passer à la discussion des articles contenus dans la seconde partie du projet de Règlement relative à la procédure.

La Haye, 6 mars 1922.

Section I.

Plan pour la disposition des divers articles du Règlement de la Cour.

(Distr. 78).

PRÉAMBULE.

I. — *De la Cour.*

a) Des juges.

Art. 1. Période de fonctions.
Art. 2. Préséance des juges.
Art. 3. Juges suppléants.
Art. 4. Exclusion de membres de la Cour.
Art. 5. Adjonction de juges à la Cour.
Art. 6. Adjonction d'assesseurs techniques.
Art. 7. Quorum.

ANNEX 61c.

(Distr. 80).

The Registrar has the honour to transmit herewith to the members of the Court the following documents :

1) a plan showing the distribution into chapters, headings and articles, of the subject matter dealt with in the draft Rules of Court submitted by the Drafting Committee (Section I) ;

2) an explanatory note concerning this plan, approved by the Drafting Committee (Section II) ;

3) the draft Rules of Court submitted by the Drafting Committee (Section III).

It should be observed that the first part of this draft, dealing with the Court, had been passed by the Drafting Committee in first reading, by the full Court in first reading, and by the Drafting Committee, after taking into account decisions arrived at by the Court, in second reading. The second part, dealing with procedure, has been passed in first and second reading by the Drafting Committee, but has not been discussed by the full Court.

The Registrar is authorised to inform the members of the Court that, in these circumstances, the President, on the termination of the discussion upon the first of the above-mentioned documents, intends to propose that the Court shall begin the discussion on the articles contained in the second part of the draft dealing with procedure.

The Hague, March 6th, 1922.

Section I.

(*Translation*)

Scheme for the arrangement of the various articles of the Rules of Court.

(Distr. 78).

PREAMBLE.

I. — *The Court.*

a) The Judges.

Art. 1. Term of Office.
Art. 2. Precedence of judges.
Art. 3. Deputy-judges.
Art. 4. Removal of members of the Court.
Art. 5. Addition of judges to the Court.
Art. 6. Addition of technical assessors.
Art. 7. Quorum.

b) De la constitution de la Cour.
Art. 8. Présidence provisoire.
Art. 9. Election et période de fonctions du Président et du Vice-Président.
Art. 10. Engagement solennel des membres de la Cour.

c) Du Président et du Vice-Président.
Art. 11. Fonctions du Président.
Art. 12. Fonctions du Vice-Président.
Art. 13. Domicile et vacances du Président.

d) Des Chambres spéciales.
Art. 14. Choix des membres.
Art. 15. Composition des Chambres.
Art. 16. Quorum des Chambres.

e) Du fonctionnement de la Cour.
Art. 17. Session ordinaire annuelle.
Art. 18. Rôle des affaires et questions.
Art. 19. Dates et heures des séances.
Art. 20. Ajournement.
Art. 21. Délibérations.

f) Du Greffier et du personnel du Greffe.
Art. 22. Election et durée des fonctions du Greffier.
Art. 23. Nomination du personnel du Greffe.
Art. 24. Domicile et vacances du Greffier.
Art. 25. Statut du personnel.
Art. 26. Engagement solennel du Greffier et du personnel.

g) Du Greffe.
Art. 27. Organisation du Greffe.
Art. 28. Organisation des archives.
Art. 29. Accès au Greffe.
Art. 30. Communications de ou pour la Cour.
Art. 31. Attributions du Greffe.

II. — *De la procédure.*

A. *Procédure contentieuse.*

a) Dispositions générales.
Art. 32. Influence des parties sur la procédure.
Art. 33. Fixation des délais.
Art. 34. Calcul des délais.

b) Constitution of the Court.
Art. 8. Provisional Chairmanship.
Art. 9. Election and term of office of the President and Vice-President.
Art. 10. Solemn declaration of the members of the Court.

c) President and Vice-President.
Art. 11. Duties of the President.
Art. 12. Duties of the Vice-President.
Art. 13. Residence and vacations of the President.

d) Special Chambers.
Art. 14. Selection of members.
Art. 15. Composition of the Chambers.
Art. 16. Quorum of the Chambers.

e) Working of the Court.
Art. 17. Ordinary annual session.
Art. 18. List of cases and questions.
Art. 19. Dates and hours of sittings.
Art. 20. Adjournment.
Art. 21. Deliberations.

f) Registrar and Staff of the Registry.
Art. 22. Election and period of office of the Registrar.
Art. 23. Appointment of the staff of the Registry.
Art. 24. Residence and vacations of the Registrar.
Art. 25. Statute for the staff.
Art. 26. Solemn declaration taken by the Registrar and staff.

g) Registry.
Art. 27. Organisation of the Registry.
Art. 28. Organisation of the Archives.
Art. 29. Access to the Registry.
Art. 30. Communications to and from the Court.
Art. 31. Duties of the Registry.

II. *Procedure.*

A. *Contentious Procedure.*

a) General Provisions.
Art. 32. Influence of the parties upon procedure.
Art. 33. Fixing of time limits.
Art. 34. Method of calculating time limits.

b) Procédure devant la Cour plénière.

i) Introduction de l'instance.

Art. 35. Contenu de la requête ou du compromis.

Art. 36. Communication aux juges.

ii) Procédure écrite.

Art. 37. Langues.

Art. 38. Droit de prendre connaissance des documents.

Art. 39. Ordre de présentation des documents écrits.

Art. 40. Répliques et dupliques.

Art. 41. Contenu des mémoires, etc.

Art. 42. Fixation de l'ouverture de la procédure orale.

Art. 43. Distribution du dossier aux membres de la Cour.

iii) Procédure orale.

Art. 44. Date et heure des séances.

Art. 45. Langues.

Art. 46. Ordre à suivre pour l'administration des moyens de preuve et les plaidoiries.

Art. 47. Ordre entre les parties pour les plaidoiries.

Art. 48. Notification par les parties des moyens de preuve auxquels elles entendent recourir.

aa) Témoins.

Art. 49. Citation des témoins par la Cour.

Art. 50. Engagement solennel des témoins.

Art. 51. Interrogatoire des témoins.

Art. 52. Indemnité des témoins.

bb) Descente sur les lieux.

Art. 53. Descente sur les lieux.

cc) Expertises.

Art. 54. Expertises.

dd) Appréciation des preuves.

Art. 55. Appréciation des preuves.

ee) Comptes-rendus.

Art. 56. Comptes-rendus.

Art. 57. Procès-verbal.

ff) Frais.

Art. 58. Note de frais.

iv) Mesures conservatoires.

Art. 59. Indication des mesures conservatoires.

v) Exceptions.

Art. 60. Exceptions d'incompétence et autres.

b) Procedure before the full Court.

i) Institution of proceedings.

Art. 35. Contents of the application or of the special agreement.

Art. 36. Communication to the judges.

ii) Written proceedings.

Art. 37. Languages.

Art. 38. Right to inspect documents.

Art. 39. Order of presentation of the documents of the written procedure.

Art. 40. Replies and rejoinders.

Art. 41. Contents of cases, etc.

Art. 42. Fixing of a time for the opening of the oral preceedings.

Art. 43. Distribution of a complete dossier to members of the Court.

iii) Oral Proceedings.

Art. 44. Dates and hours of sittings.

Art. 45. Languages.

Art. 46. Order to be followed for the taking of evidence and the presentation of cases by Counsel.

Art. 47. Order in which the parties are to plead.

Art. 48. Notification by the parties regarding the evidence which they intend to produce.

aa) Witnesses.

Art. 49. Witnesses to be summoned by the Court

Art. 50. Solemn declaration to be made by witnesses.

Art. 51. Examination of witnesses.

Art. 52. Indemnity to be paid to witnesses.

bb) Views and inspections.

Art. 53. Views and inspections.

cc) Expert opinions.

Art. 54. Expert opinions.

dd) Estimation of the value of evidence.

Art. 55. Estimation of the value of evidence.

ee) Verbatim Reports.

Art. 56. Verbatim Reports.

Art. 57. Minutes.

ff) Costs.

Art. 58. Statement of costs.

iv) Interim measures of protection.

Art. 59. Suggestion of interim measures of protection.

v) Objections.

Art. 60. Objections regarding competence etc.

vi) Intervention.

Art. 61. Requête à fin d'intervention, selon l'article 62 du Statut.

Art. 62. Contenu de la requête.

Art. 63. Intervention selon l'article 63 du Statut.

vii) Accord.

Art 64. Accord des parties sur la solution du litige.

viii) Arrêt.

Art. 65. Contenu de l'arrêt.

Art. 66. Communication de l'arrêt aux parties.

Art. 67. Force obligatoire de l'arrêt.

Art. 68. Publication de l'arrêt.

ix) Revision.

Art. 69. Demande en revision.

c) Procédure devant les Chambres spéciales. (Articles 26 et 27 du Statut).

Art. 70. Procédure devant les Chambres spéciales.

d) Procédure sommaire.

Art 71. Convocation de la Chambre sommaire.

Art. 72. Procédure devant la Chambre sommaire.

Art. 73. Arrêts rendus en Chambre sommaire.

Art. 74. Règles de la procédure ordinaire subsidiairement applicables.

B. *Procédure consultative.*

Art. 75. Compétence de la Cour plénière pour donner des avis consultatifs.

Art. 76. Requête pour avis consultatifs.

Art. 77. Notification de la requête demandant avis consultatif.

Art. 78. Publication des avis consultatifs.

C. *Erreurs.*

Art. 79. Rectification des erreurs matérielles.

---

vi) Intervention.

Art. 61. Application for permission to intervene under the terms of Article 62 of the Statute.

Art. 62. Contents of the application.

Art. 63. Intervention under the terms of Article 63 of the Statute.

vii) Agreement.

Art. 64. Agreement between parties regarding the settlement of the dispute.

viii) Judgment.

Art. 65. Contents of the judgment.

Art. 66. Communication of the judgment to the parties.

Art. 67. Binding force of the judgment.

Art. 68. Publication of the judgment.

ix) Revision.

Art. 69. Application for revision.

c) Procedure before the special Chambers (Articles 26 and 27 of the Statute).

Art. 70. Procedure before the special Chambers.

d) Summary Procedure.

Art. 71. Convocation of the Chamber for summary procedure.

Art. 72. Procedure before the Chamber.

Art. 73. Judgments pronounced by the Chamber.

Art. 74. Rules of ordinary procedure applicable except as otherwise provided.

B. *Advisory Procedure.*

Art. 75. Competence of the full Court to give advisory opinions.

Art. 76. Applications for advisory opinions.

Art. 77. Notification of applications for advisory opinions.

Art. 78. Publication of advisory opinions.

C. *Errors.*

Art. 79. Correction of superficial mistakes.

Section II.

Notice explicative concernant le projet de Règlement de la Cour,

soumise par le Comité de rédaction à la Cour plénière, le mercredi 8 mars 1922.

(Distr. 77).

Dans l'une de ses dernières séances, la Cour a décidé que les dispositions à adopter par elle formeraient un Règlement unique divisé en deux chapitres, dont le premier traiterait principalement de l'organisation de la Cour, et dont le second comprendrait les questions relatives à la procédure.

Le Comité de rédaction avait déjà adopté cette division. Son but, en ce faisant, était moins d'établir une séparation entre l'organisation de la Cour et son fonctionnement, que de marquer une différence entre la Cour dans ses rapports avec les parties et le public en général, et la Cour considérée en elle-même et, pour ainsi dire, dans son régime intérieur.

Cette différence ressort nettement des intitulés donnés aux chapitres du Règlement : „De la Cour" et „De la procédure". Dans le chapitre relatif à la Cour doivent trouver place non seulement les règles d'organisation intérieure de la Cour qui sont nécessaires pour compléter les dispositions du Statut et pour leur donner effet, mais aussi les règles concernant le fonctionnement intérieur de la Cour, c'est-à-dire les divers aspects de son activité qui n'intéressent pas le monde extérieur.

Pour la disposition des matières qui, selon la méthode indiquée plus haut, doivent constituer le premier chapitre, le Comité de rédaction a suivi l'ordre chronologique. Il a pris comme point de départ le moment où les juges viennent d'être élus, soit pour la première fois, soit à l'expiration d'une période de neuf années. A ce moment, la Cour n'existe que virtuellement, car elle ne peut fonctionner. La première question à régler est celle de la composition de la Cour, c'est-à-dire la question des juges. La seconde question se rapporte à la façon dont cette Cour commence à exister réellement, c'est-à-dire à la procédure nécessaire pour sa constitution. Aussitôt constituée, cette Cour doit se préparer au travail, c'est-à-dire qu'elle doit tout d'abord créer les organes que le Statut lui a attribués. Ces organes, ce sont le Président et le Vice-Président qu'elle élit, mais aussi les Chambres spéciales. Une fois ceux-ci constitués, la Cour peut commencer ses travaux : elle est prête à recevoir les affaires et les questions. Il lui reste à établir des règles au sujet de la date de ses réunions, de l'ordre dans lequel les diverses questions seront examinées et de la méthode à suivre par les juges pour prendre les décisions nécessaires.

Pour accomplir sa tâche la Cour a besoin d'un organe qui, sans faire partie de la Cour, ait des rapports étroits

Section II.

Explanatory note concerning the Draft Rules of Court,

submitted by the Drafting Sub-Committee to the full Court, on Wednesday, March 8th, 1922.

(Distr. 77).

At one of its recent meetings, the Court decided that there should be one single body of rules divided into two chapters, the first of which would deal mainly with the organisation of the Court, while the second was to include matters connected with procedure.

The Drafting Committee had already adopted this method of division. In doing so, however, its object was not so much to make a formal distinction between the organisation of the Court and its activities, as to distinguish between the Court in its relation to parties and to the public in general, on the one hand, and the Court as seen from inside on the other.

This distinction has been made clear by the headings chosen for the two chapters, viz., "The Court" and "Procedure". The chapter concerning the Court is intended to embody not only such rules with regard to the internal organisation of the Court as are necessary in order to supplement and give effect to the provisions of the Statute, but also rules concerning the internal working of the Court, i.e., that part of its activities which does not concern the outside world.

In organising the subject-matter which, according to the method indicated above, ought to be dealt with in the first chapter, the Drafting Committee followed the chronological system. It took as its starting point either the moment when the judges were elected for the first time, or the expiration of a period of nine years from that date. At such a time the Court is only a potential body, because it cannot perform its duties. The first point to be dealt with is the composition of the Court, that is to say, the judges. The second question concerns the manner in which this potential Court is to be made an effective instrument, i.e., the procedure for constituting the Court. Once it is constituted, the Court has to prepare for work, that is to say, it has, first of all, to create the organs with which, according to the Statute, it is to be provided. These organs consist of the President and Vice-President, whom it elects, and also of the special Chambers. When these have been duly appointed, the Court can begin its work ; it is ready to receive cases and questions. There further remains the task of making rules concerning the times at which the Court will meet to do its work, the order in which the various matters will then be dealt with, and the method to be adopted by the judges in arriving at a decision.

For the fulfilment of its task, the Court needs an organ which, without being part of the Court, is intimately

avec elle et serve d'intermédiaire entre la Cour et le public. Cet organe, c'est le Greffe : conformément au principe énoncé ci-dessus, c'est dans la dernière partie du chapitre relatif à la Cour qu'il convient d'en parler, car il forme la transition entre ce chapitre et le chapitre qui traite de la Procédure.

Le chapitre relatif à la Cour peut ainsi se diviser naturellement en sept parties ; la première relative aux juges, la seconde à la constitution de la Cour, la troisième au Président et au Vice-Président, la quatrième aux Chambres spéciales, la cinquième au fonctionnement de la Cour, la sixième au Greffier et au personnel du Greffe, et la septième à l'organisation du Greffe.

Dans la première partie qui traite des juges élus considérés dans leur ensemble, avant toute organisation définitive de la Cour, il est nécessaire tout d'abord de définir, plus clairement que le Statut ne le fait, comment doit être calculée la durée des fonctions des juges. La question à régler ensuite est la création d'une organisation provisoire ; l'établissement de l'ordre de préséance répond à ce besoin. En troisième lieu, il faut considérer la distinction établie par le Statut entre deux catégories différentes dans cet ensemble de juges, et exposer quelle doit être la situation des juges suppléants.

Une fois les juges élus, leur nombre peut se trouver augmenté ou réduit selon les circonstances. Le Comité de rédaction estime que les règles détaillées, à cet égard, devraient être insérées ici. Une réduction se produit lorsqu'un juge qui est considéré comme ne répondant plus aux conditions requises, cesse de faire partie de la Cour. Une augmentation se produit lorsque les parties choisissent des juges nationaux. En outre, une augmentation peut aussi résulter de l'adjonction d'assesseurs techniques. Les règles relatives au choix de ces assesseurs devraient être stipulées à cette occasion. Enfin, les règles concernant le nombre maximum de juges qui peuvent siéger en même temps à la Cour, et le nombre minimum de juges qui peuvent constituer la Cour, devraient, semble-t-il, être insérées dans la partie qui traite des juges.

La seconde partie se rapporte à la constitution de la Cour. A cet égard, il faut faire remarquer tout d'abord que deux conditions doivent être remplies avant que la Cour puisse s'acquitter de ses fonctions véritables : en premier lieu, le Président doit être élu, et en second lieu, les juges doivent prendre l'engagement solennel prévu par le Statut.

La Cour ne peut fonctionner sans président, même pour s'acquitter de son premier devoir, qui est l'élection de son Président. Il faut donc prévoir tout d'abord, dans cette partie, le choix d'un président provisoire. Les règles concernant l'élection du Président et du Vice-Président doivent suivre immédiatement ; puis viennent

connected with it, and which is to form a channel for communication between the Court and the public. This organ, the Registry, can, in accordance with the principles stated above, most conveniently be dealt with in the last part of the chapter concerning the Court, and forms a connecting link between that chapter and the chapter dealing with Procedure.

In this way, the chapter on the Court may be naturally divided into seven headings, of which the first would deal with the judges, the second with the constitution of the Court, the third with the President and the Vice-President, the fourth with the special Chambers, the fifth with the working of the Court, the sixth with the Registrar and the staff of the Registry, and the seventh with the organisation of the Registry.

Under the first heading, which deals with the body of judges elected, before referring to the question of organisation, it is necessary in the first place to define more clearly than is done in the Statute how the term of office of the judges is to be calculated. The next point to be dealt with is the creation of a provisional organisation ; this need is met by the establishment of the order of precedence. In the third place, the distinction drawn by the Statute between two different categories within the body of judges must next be considered, and a statement must be made concerning the position of the deputy-judges within that body.

Once the body of judges has been elected, it can be either increased or reduced as circumstances require. Any detailed rules dealing with this point should, in the opinion of the Drafting Committee, be placed here. A reduction takes place when a judge who is considered as having ceased to fulfil the required conditions is removed from the Court. As a rule an increase takes place when the parties select national judges. Additions can also be made in another manner, i.e., the summoning of technical assessors. The rulesf or the selection of such assessors should therefore be stated under this heading. Finally, it would seem that the rules concerning the maximum number of judges that can sit in the Court at one and the same time, and concerning the minimum number with which it can sit, should be given under the heading dealing with the judges.

The second heading deals with the constitution of the Court. In this connection it should, in the first place, be observed that two conditions must be fulfilled before the Court can enter upon its real duties : firstly the President must be elected, and secondly the judges must make the solemn declaration provided for in the Statute.

The Court cannot sit without a chairman, even when performing its very first duty — the election of the President. In the first place, therefore, provision must be made under this heading for a temporary chairman. The rules concerning the election of a President and a Vice-President must follow immediately after this, and

les dispositions détaillées relatives à l'engagement solennel des membres de la Cour.

La partie suivante se rapporte au Président et au Vice-Président. Les pouvoirs du Président et du Vice-Président, qui détiennent, pour ainsi dire, la puissance exécutive, doivent être définis sans délai. Il en est de même pour les règles qui, directement ou indirectement, prévoient que le Président ou le Vice-Président seront toujours disponibles.

La quatrième partie traite des Chambres spéciales. Sans elles, la Cour est incomplète, et elles peuvent être constituées aussitôt après l'élection du Président de la Cour. La première question à régler est naturellement la méthode à suivre pour la composition de ces Chambres, l'élection des membres et le nombre maximum et minimum des membres qui constituent chacune de ces Chambres. Ces règles sont données dans l'ordre logique qui vient d'être exposé.

La partie suivante contient les règles générales relatives au fonctionnement de la Cour. Elle présuppose, en premier lieu, que les dates des sessions sont toujours connues des membres de la Cour, et que, pendant les sessions, ceux-ci sont dûment informés des dates et heures des séances. Les règles relatives aux circonstances dans lesquelles les réunions seront ajournées, trouveront également ici leur place naturelle. Il en est de même pour les dispositions concernant la méthode à suivre par les juges pour prendre une décision sur les questions qui leur sont soumises : des règles de ce genre sont souvent considérées comme faisant partie des règles de procédure au sens strict du mot ; mais, en raison de la nature de la distinction adoptée par le Comité de rédaction entre les questions d'organisation et celles de procédure, ainsi qu'en raison du fait que ces règles s'appliquent à des questions purement intérieures et administratives aussi bien qu'aux arrêts et avis, il semblerait que leur place fût ici.

La partie suivante traite du Greffier et du personnel du Greffe. La première question à mentionner, à cet égard, est évidemment le mode d'élection du Greffier, la durée de ses fonctions, et le mode de nomination du personnel. Etant donné que le Greffier représente, avec le Président, l'élément permanent de la Cour, les dispositions relatives à son domicile et à ses vacances devraient également figurer dans le Règlement de la Cour et trouver leur place ici. Il en serait de même pour le Statut du personnel, s'il était possible de l'insérer dans ce Règlement ; afin de donner au Statut futur toute l'autorité nécessaire, mention en est faite, en tous cas, dans la partie relative au Greffier et au personnel du Greffe.

De même que pour les membres de la Cour, certaines conditions doivent être remplies avant que le Greffier et le personnel du Greffe n'assument leurs fonctions : il s'agit de l'engagement solennel qu'ils doivent prendre. Les dispositions y relatives doivent figurer ici.

finally details regarding the making of the solemn declaration by the members of the Court will have to be given.

The following heading concerns the President and the Vice-President. The powers of these officers — who may be called the executive of the Court — must be defined at an early stage. The same applies to the rules which directly or indirectly provide that either the President or the Vice-President should always be available.

The fourth heading deals with the special Chambers. Without them the Court is incomplete, and they can be constituted as soon as the President of the Court is elected. The first point to be dealt with is of course the method according to which they are to be composed : the election of their members, and the maximum and minimum number of members composing each Chamber. These rules are given in the logical order just described.

The following heading gives the general rules with regard to the working of the Court. It presupposes in the first place that the dates of sessions are always known to the members of the Court, and that during the sessions, they are duly informed of the dates and hours of meetings.

The rules laying down under what circumstances the meetings shall be postponed will also find their proper place here ; the same applies to provisions concerning the method to be adopted by the judges for arriving at a decision upon matters placed before them. Corresponding rules are often considered as forming part of the rules of procedure *stricto sensu* ; but in view of the nature of the dividing line between organisation and procedure adopted by the Drafting Committee, and also in view of the fact that the rules apply to purely internal and administrative matters, as well as to judgments and opinions, it would seem that they should be placed here.

The next heading deals with the Registrar and staff of the Registry. The first thing to be mentioned in this connection is obviously the method of electing the Registrar, and his term of office, and also the method of appointing staff. In view of the fact that, with the President, the Registrar represents the permanent character of the Court, rules concerning his domicile and holidays should likewise be given in the rules of Court, and their place will be here. The same would apply to the Staff Regulations, if it were not for the moment impossible to embody it in these rules ; in order to give to the future Statute the necessary authority, reference to it is at all events made under the present heading.

As in the case of the members of the Court, certain conditions must be fulfilled before the Registrar and his staff can take up their duties ; they consist of the making of a solemn declaration. The rules on this subject should be given here.

La dernière partie de ce chapitre traite de l'organisation du Greffe. Il n'est pas besoin de donner dans le Règlement des détails précis et complets à cet égard, mais les directives suivant lesquelles il est créé, et sera, le cas échéant, modifié, doivent être indiquées ; de plus, l'une des questions qui s'y rapportent, celle de l'organisation des archives, devrait y figurer avec plus de détails. Cette question est en effet si importante pour le bon fonctionnement de la Cour tout entière qu'elle devrait être introduite dans le Règlement et trouver sa place dans la partie dont il est actuellement question. Il en est de même pour les dispositions relatives aux conditions d'accès au Greffe ainsi qu'aux principes généraux concernant les communications adressées par l'intermédiaire du Greffe. Il faut remarquer que toute disposition de détail relative à cette dernière question aurait dû, conformément au plan adopté, trouver sa place dans le chapitre sur la procédure. Aucune règle précise n'a toutefois été proposée au sujet de ces communications, par exemple celles entre la Cour et les gouvernements, parce qu'aucune disposition générale ne peut être prise à cet égard. La Cour devra se conformer aux désirs et aux usages des divers gouvernements, et la seule mesure que l'on pourrait prendre actuellement, de l'avis du Comité de rédaction, serait que le Président se mît en rapport avec tous les gouvernements intéressés afin de recueillir des renseignements autorisés concernant le mode de communication à adopter pour chacun d'eux.

Dans cette même partie, on trouvera d'autres indications d'ordre général sur les fonctions du Greffier. Un exposé détaillé de ces fonctions ne devrait pas néanmoins, de l'avis du Comité de rédaction, figurer dans le Règlement de la Cour ; il devrait faire l'objet d'instructions séparées qui pourraient être préparées par le Greffier et approuvées par le Président. Afin de donner à ce document toute l'autorité nécessaire, mention en est faite, néanmoins, dans cette partie du Règlement.

Le Comité de rédaction a divisé le chapitre sur la procédure en deux parties principales, dont la première traite de la procédure contentieuse et dont la seconde contient les règles qu'il a été jugé nécessaire d'y introduire au sujet des avis consultatifs. La partie qui traite de la procédure contentieuse a été divisée en un nombre considérable de rubriques. Ces rubriques s'expliquent d'elles-mêmes, comme les divisions principales de ce chapitre. L'ordre chronologique a été suivi, de même que dans le chapitre relatif à la Cour.

Sous la première rubrique, il a été jugé utile de donner un certain nombre de règles applicables à toutes les sortes de procédure contentieuse — règles de la plus grande importance et qui régissent la procédure dans son ensemble. Elles se rapportent au droit des parties d'exercer une influence sur la procédure de la Cour, ainsi qu'à la manière dont les délais sont fixés par la Cour en

The last heading of the present chapter deals with the functions of the Registry. No precise or complete details concerning its organisation need be given in the Rules of Court ; but the manner in which it is created and may subsequently, if need arise, be modified must be indicated, and one special feature, the organisation of the archives, should be given in greater detail. This feature is indeed so important for the satisfactory working of the whole Court that it should be embodied in its rules, and its place is under the present heading. The same applies to provisions concerning the conditions under which access can be had to the Registry, and to general principles concerning communication with the Court through the Registry. It should be observed that any detailed provisions on this latter subject would, according to the plan adopted, have found their place in the chapter on procedure. No precise rules have however been suggested in regard to the method of communication — for instance between the Court and Governments — because no general provision in this respect can be laid down. The Court will have to conform to the varying wishes and usages of the several governments, and all that can be done at the present moment would, therefore, in the opinion of the Drafting Committee, appear to be for the President to get into touch with all the Governments concerned, in order to collect authoritative information concerning the rules to be followed in communicating with each of them.

Under the present heading are to be found certain other indications of a general character concerning the duties of the Registrar. The details of these duties should, however, in the opinion of the Drafting Committee, not be given in the Rules of Court, but in separate instructions which might be drawn up by the Registrar and approved by the President. In order that this document may possess the necessary authority, reference to it is, however, made in this part of the rules.

The Drafting Committee has divided the chapter on Procedure into two main parts, the first of which deals with judicial procedure, whereas the second embodies the rules which it has been found necessary to include concerning the giving of advisory opinions. The part dealing with judicial procedure has been divided into a considerable number of headings. The headings are self-explanatory, as are also the main divisions of the chapter. As in the case of the chapter on the Court, a chronological order has been followed.

Under the first heading it has been found useful to give a certain number of rules applicable to all kinds of judicial procedure, — rules of the greatest importance, which govern procedure as a whole. They concern the right of the parties to exercise an influence upon the procedure of the Court, and further, the way in which time limits are fixed by the Court in consultation with

consultation avec les parties, et au mode employé pour le calcul des délais fixés.

Sous la seconde rubrique, figurent les règles relatives à la procédure devant la Cour plénière. Les troisième et quatrième rubriques traitent de la procédure devant les Chambres qui ont à connaître des questions de travail et de transit et devant la Chambre de procédure sommaire, respectivement.

Une disposition générale a été ajouté, stipulant que la Cour a naturellement la faculté de rectifier, dans ses décisions, toute erreur résultant d'une faute ou d'une mission accidentelles.

Il a été jugé nécessaire de subdiviser la rubrique traitant de la procédure devant la Cour plénière, afin d'indiquer clairement l'ordre chronologique adopté. Cette rubrique s'occupe d'abord de la façon dont la Cour est appelée à connaître d'une affaire ou d'une question ; elle traite ensuite de la période de la procédure qui, conformément au Statut, suit immédiatement la décision par la Cour de procéder à l'examen d'une affaire ou d'une question, c'est-à-dire la procédure écrite ; en troisième lieu, elle traite des questions relatives à la procédure orale. Toutefois, en ce qui concerne la procédure écrite et la procédure orale, la marche normale des événements a été seule envisagée. Toutes les questions accidentelles qui tendent à compliquer la procédure, au cours de sa marche, ont été laissées de côté pour le moment et font l'objet de subdivisions spéciales ; c'est-à-dire, respectivement, les mesures conservatoires, les exceptions et l'intervention. Une fois ces questions réglées, nous arrivons, en suivant l'ordre chronologique, à la conclusion des débats, qui peuvent se terminer soit par un accord entre les parties, soit par un arrêt ; deux subdivisions se rapportent à cette alternative.

L'accord ou l'arrêt marquent la fin du litige, mais le Statut permet que la question soit à nouveau soumise à la Cour sous forme d'une demande de révision. Une dernière subdivision, traitant de la révision, est donc nécessaire.

La marche de la procédure écrite peut être définie par des règles relativement simples ; mais la procédure orale laisse un champ plus vaste à diverses possibilités et exige, en conséquence, des dispositions plus détaillées. Le Comité de rédaction a jugé utile d'indiquer, par des rubriques spéciales, les lignes générales suivant lesquelles cette partie de la procédure devrait se développer et, en même temps, l'ordre suivi par le Comité.

La première question qui se pose est de savoir si les représentants des parties seront autorisés à faire valoir les moyens qu'ils jugent utiles, dès le début de la procédure orale, selon la coutume anglo-saxonne, ou s'ils ne pourront prendre la parole qu'après l'administration des preuves. Cette question doit être réglée sans délai, et il en est de même pour ce qui concerne l'ordre dans

the parties, and the mode of calculating the time limits fixed.

The second heading gives the rules concerning procedure before the full Court. The third and fourth headings deal with procedure before the Chambers for labour and transit questions and before the Chamber for summary procedure respectively.

A general provision has been added, laying down the obvious rule that the Court has power to correct any error in its decisions, arising from a slip or accidental omission.

It has been found necessary to sub-divide the heading dealing with procedure before the full Court, in order clearly to indicate the chronological system adopted. The heading first of all deals with the method according to which the Court is made cognisant of a case or of a question. In the second place, it deals with the stage of the proceedings which, according to the Statute, follows immediately upon the acceptance by the Court of a case or of a question for consideration, i.e., the written proceedings. Thirdly, it proceeds to deal with questions relating to the oral proceedings. However, in referring to the written and the oral proceedings, only the normal course of events has been contemplated. All matters of an incidental nature tending to complicate the procedure during its development have been left on one side for the moment, and are dealt with under special sub-headings : interim measures of protection, objections and intervention, respectively. When once these questions are disposed of, the chronological sequence of events brings us to the end of the proceedings, which may be terminated either by an agreement between the parties or by a judgment ; there are therefore two sub-headings dealing with these two alternatives.

The agreement or judgment brings the litigation to an end ; but the Statute allows of the subject matter being brought before the Court once again in the form of an application for revision. A last sub-heading was therefore required, dealing with the question of revision.

Whereas the course of the written proceedings can be prescribed in comparatively simple rules, the oral proceedings leave a wide field for various developments, and thereore require more detailed regulations. The Drafting Committee has thought it advisable to indicate by special headings the general lines along which, in their opinion, this part of the proceedings should develop, and at the same time to point out the order which the Committee has followed.

The first question that arises is whether counsel shall be allowed to present the case at the outset of the proceedings, according to Anglo-Saxon practice, or whether they should speak only after the evidence has been produced. This point must be settled at the very outset ; the same applies to the order in which counsel for the several parties will be allowed to speak. The next question

lequel les représentants des divers parties seront autorisés à prendre la parole. La question qu'il faut examiner ensuite est celle du système à adopter pour l'administration des preuves. Cette question est traitée dans plusieurs subdivisions dont la première comprend toutes les règles relatives aux témoins, tandis que suivent, dans l'ordre logique, les règles relatives aux descentes sur les lieux et aux expertises. La règle concernant l'appréciation par la Cour de la valeur des preuves administrées figure dans une subdivision séparée, ainsi que les règles concernant les comptes-rendus de la procédure orale qui ont été groupées dans cette partie du Règlement. A la fin de la rubrique traitant de la procédure orale, il est décidé que les parties devront soumettre un état de leurs frais qui servira de base aux décisions que prendra la Cour en vertu de l'article 64 du Statut. Cette règle peut figurer ici puisque l'état en question doit être fourni avant la clôture de la procédure orale.

Il n'a pas été jugé nécessaire de subdiviser la rubrique relative à la procédure à suivre devant les Chambres spéciales. Conformément à la règle adoptée, la procédure suivie devant la Cour plénière sera applicable dans ses dispositions essentielles.

Les dispositions figurant sous la rubrique relative à la procédure devant la Chambre de procédure sommaire, sont peu nombreuses et sont groupées suivant les mêmes principes que ceux suivis pour la procédure devant la Cour plénière.

En ce qui concerne les règles applicables à la procédure consultative, l'ordre chronologique a été également adopté. Il a été nécessaire d'insérer dans cette partie du chapitre de la procédure une disposition préliminaire, établissant que les avis consultatifs doivent toujours être donnés par la Cour plénière.

Section III.

Projet de Règlement de la Cour,

élaboré par le Comité de rédaction d'après les déliberations de la Cour.

6 mars 1922.
(Distr. 79).

PRÉAMBULE.

La Cour,
Vu l'article 30 du Statut,
Arrête le présent Règlement :

I. DE LA COUR.

a). Des juges.

ARTICLE 1.

Période de fonctions.

Sous réserve des dispositions de l'article 14 du Statut, la période de fonctions des juges titulaires et

that requires consideration is the system to be adopted for the production of evidence. This point is dealt with under several sub-headings, the first of which covers all rules concerning witnesses ; there follow, in logical order, groups of rules concerning inspections undertaken by the Court and concerning expert opinions. The rule with regard to the estimation by the Court of the value of evidence is placed under a separate sub-heading, as also regulations concerning the records of the oral proceedings which have been grouped together in this part of the rules. At the end of the heading dealing with oral proceedings, provision is made for the submission by the parties of a statement of their costs, to serve as a basis for the decisions to be taken by the Court in accordance with Article 64 of the Statute. This rule may conveniently be placed here, since the statement in question must be made before the oral proceedings are closed.

It has not been found necessary to sub-divide the heading concerning procedure before the technical Chambers ; according to the provisions adopted, the rules of procedure before the full Court will apply in all essential particulars.

The rules which appear under the heading which relates to procedure before the Chamber for summary procedure are few in number and are grouped according to the same principle as those which deal with procedure before the full Court.

As regards the rules laid down for advisory procedure, the chronological order has also been adopted. It was necessary to insert a preliminary provision at the commencement of this part of the chapter on procedure, to the effect that advisory opinions must always be given by the full Court.

Section III.

(Translation).

Draft Rules of Court.

Prepared by the Drafting Committee and based on the decisions of the Court.

March 6th, 1922.
(Distr. 79).

PREAMBLE.

The Court,
by virtue of Article 30 of the Statute,
adopts the present rules :

I. THE COURT.

a) The judges.

ARTICLE 1.

Term of office.

Subject to the provisions of Article 14 of the Statute, the term of office of judges and deputy-judges shall

suppléants commence à courir le 1er janvier de l'année qui suit leur élection.

ARTICLE 2.

Préséance des juges.

Les juges titulaires et suppléants élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée ont le pas respectivement sur les juges titulaires et suppléants élus au cours de sessions ultérieures. Les juges titulaires et suppléants élus au cours de la même session de l'Assemblée prennent respectivement préséance selon leur ancienneté d'âge. Les juges titulaires ont le pas sur les juges suppléants.

Le tableau des juges suppléants est dressé en conformité des mêmes principes.

Le Vice-Président siège à la droite du Président. Les autres juges de la Cour siègent à la gauche et à la droite du Président, selon l'ordre ci-dessus établi.

ARTICLE 3.

Juges suppléants.

Les juges suppléants dont la présence est nécessaire, sont appelés dans l'ordre du tableau visé à l'article 2, de telle sorte que chacun d'eux soit convoqué à son tour, jusqu'à l'épuisement du tableau ; le même ordre sera suivi pour les convocations ultérieures.

Dans le cas d'une vacance à laquelle il doit être pourvu par l'élection d'un nouveau juge titulaire, le juge suppléant appelé demeure en fonctions jusqu'à cette élection, ou jusqu'à la fin de la session qui l'a précédée.

Le juge suppléant qui a connu d'une affaire doit être appelé à en poursuivre l'examen, jusqu'à ce que la solution soit intervenue.

Lorsqu'un juge suppléant est trop éloigné du siège de la Cour, pour pouvoir, selon l'opinion du Président, être touché utilement par une convocation, celle-ci sera adressée au juge suppléant qui le suit immédiatement dans l'ordre du tableau, sans préjudice du droit pour celui qui aurait dû la recevoir, d'être appelé, s'il est possible, la première fois que la présence d'un juge suppléant sera exigée.

L'appel fait à un juge suppléant comme juge national, dans un cas déterminé, en vertu de l'article 31 du Statut ne compte pas, en vue de l'application du présent article, pour la fixation de l'ordre dans lequel les juges suppléants doivent être convoqués.

ARTICLE 4.

Exclusion de membres de la Cour.

Pour l'application de l'article 18 du Statut, le Président, ou, le cas échéant, le Vice-Président, convoque

commence on January 1st of the year following their election.

ARTICLE 2.

Precedence of judges.

Judges and deputy-judges elected at an earlier session of the Assembly shall take precedence respectively over judges and deputy-judges elected at a subsequent session. Judges and deputy-judges elected during the same session of the Assembly shall take precedence according to age. Judges shall take precedence over deputy-judges.

The list of deputy-judges shall be prepared in accordance with these principles.

The Vice-President shall take his seat on the right of the President. The other members of the Court shall take their seats to the right and left of the President, in the order laid down above.

ARTICLE 3.

Deputy-judges.

Deputy-judges shall be summoned as required in the order laid down in the list referred to in Article 2, that is to say, each of them will be summoned in rotation. Whenever the list has been exhausted this procedure shall be repeated.

In the event of a vacancy necessitating the election of a new judge, the deputy-judge summoned shall continue to sit until the election has taken place or until the end of the session preceding the election.

A deputy-judge who has begun a case shall be summoned again in order to continue to sit in it until it is finished.

Should a deputy-judge reside so far from the seat of the Court that, in the opinion of the President, a summons would not reach him in sufficient time, the deputy-judge next on the list shall be summoned ; nevertheless, the judge to whom the summons should have been addressed shall be called upon, if possible, on the next occasion that the presence of a deputy-judge is required.

Should a deputy-judge be summoned to take his seat in a particular case as a national judge under the terms of Article 31 of the Statute, such summons shall not be regarded as coming within the terms of the present Article for the purpose of determining the order in which deputy-judges are to be summoned.

ARTICLE 4.

Removal of members of the Court.

When it is necessary to apply Article 18 of the Statute, the President, or in certain circumstances the Vice-Pre-

les juges titulaires et suppléants. Le membre mis en cause est admis à fournir des explications, après quoi la question est discutée et mise aux voix, hors la présence de ce membre. Si l'unanimité des membres présents est acquise, le Greffier procède à la notification prescrite par le dit article.

ARTICLE 5.

Adjonction de juges à la Cour.

Dans le cas où une ou plusieurs parties ont le droit de nommer un juge *ad hoc* de leur nationalité, la Cour plénière peut siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze.

La Cour, après avoir constaté, en conformité de l'article 31 du Statut, que plusieurs parties font cause commune et qu'aucune d'elles ne compte, sur le siège, un juge de sa nationalité, les invite à désigner d'un commun accord, dans un délai fixé par elle, un juge suppléant ressortissant à la nationalité de l'une d'entre elles; ou, s'il n'en existe pas, un juge choisi selon les principes dudit article.

Si, à l'expiration du délai, les parties ne se sont pas mises d'accord, elles sont réputées avoir renoncé à la faculté que leur confère l'article 31. Toutefois, la Cour peut, en tout état de cause, accéder à une demande des parties de désigner un juge parmi les candidats présentés par elles.

ARTICLE 6.

Adjonction d'assesseurs techniques.

Le Président recueille tous renseignements utiles, propres à éclairer la Cour sur le choix des assesseurs techniques, dans chaque affaire. Pour les affaires mentionnées à l'article 26 du Statut, il consulte notamment le Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

Les assesseurs sont désignés, à la majorité absolue, soit par la Cour, soit par la Chambre spéciale, à laquelle ressortit l'affaire à régler.

ARTICLE 7.

Quorum.

La Cour peut siéger avec neuf ou dix juges seulement, lorsque, en raison de circonstances imprévues, il est impossible d'assurer la présence de onze juges, ou, lorsque, après le commencement de la procédure orale, ce nombre a cessé d'être atteint.

sident, shall convene the judges and deputy-judges. The member affected shall be allowed to furnish explanations. When he has done so the question shall be discussed and a vote shall be taken, the member in question not being present. If the members present are unanimously agreed, the Registrar shall issue the notification laid down in the above-mentioned Article.

ARTICLE 5.

Addition of judges to the Court.

In cases in which one or more parties are entitled to choose a judge *ad hoc* of their nationality, the full Court may sit with a number of judges exceeding eleven.

When the Court has satisfied itself in accordance with Article 31 of the Statute that there are several parties in the same interest and that none of them possess a judge of their nationality upon the bench, the Court shall invite them, within a period to be fixed by the Court, to select by common agreement a deputy-judge of the nationality of one of the parties, should therebe one; or, should there not be one, a judge chosen in accordance with the principles of the above mentioned Article.

Should the parties have been unable to agree upon the selection of a judge before the expiration of the time limit, they shall be regarded as having renounced the right conferred upon them by Article 31. Nevertheless, the Court may, at any stage, accede to a request made by the parties to the effect that it should selec: a judge from amongst the candidates nominated by them.

ARTICLE 6.

Addition of technical assessors.

The President shall obtain all information necessary in order to enable the Court to undertake the selection of technical assessors in each case. In particular, with regard to the questions referred to in Article 26 of the Statute, he shall consult the Governing Body of the International Labour Office.

The assessors shall be appointed by an absolute majority of votes, either by the Court, or by the special Chamber which has to deal with the case in question.

ARTICLE 7.

Quorum.

The Court may sit with nine or ten judges only, when, owing to unforeseen circumstances, it is impossible to ensure the presence of eleven judges or when the number of judges sitting falls below eleven after the oral proceedings have commenced.

b) De la constitution de la Cour.

ARTICLE 8.

Présidence provisoire.

Après le renouvellement intégral de la Cour, et jusqu'à l'élection du Président et du Vice-Président, les fonctions de président sont exercées par celui des juges auquel l'ordre fixé par l'article 2 donne la préséance.

Il en est de même en cas d'empêchement simultané du Président et du Vice-Président.

ARTICLE 9.

Election et période de fonctions du Président et du Vice-Président.

L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin de la session ordinaire, et leur période de fonctions commence à courir le 1er janvier qui suit leur élection.

Après le renouvellement intégral de la Cour, l'élection du Président et du Vice-Président a lieu au début de la session qui suit. Le Président et le Vice-Président élus dans ces circonstances entrent en fonctions le jour de leur élection ; ils restent en fonctions jusqu'à l'expiration de la seconde année qui suit celle de leur élection.

Si le Président ou le Vice-Président cessent de faire partie de la Cour avant le terme normal de leurs fonctions, une élection a lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir.

Si cela est nécessaire, la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.

Pour les élections visées au présent article, le vote a lieu au scrutin secret ; le candidat qui obtient la majorité absolue est déclaré élu.

ARTICLE 10.

Engagement solennel des membres de la Cour.

Chaque juge nouvellement élu inaugure ses fonctions en prenant, conformément à l'article 20 du Statut, l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience."

En vue de cette déclaration, la Cour peut, le cas échéant, être convoquée en séance publique spéciale.

A la séance publique d'ouverture tenue après le renouvellement intégral de la Cour, les déclarations prescrites sont faites d'abord par le Président, puis par le Vice-Président et ensuite dans l'ordre établi dans l'article 2.

b) Constitution of the Court.

ARTICLE 8.

Provisional chairmanship.

After a new election of the whole Court and until such time as the President and Vice-President have been elected, the judge who takes precedence according to the order laid down in Article 2, shall fulfil the duties of President.

The same principle shall be applied should both the President and the Vice-President be unable to be present.

ARTICLE 9.

Election and term of office of the President and Vice-President.

The election of the President and Vice-President shall take place at the end of an ordinary session, and their term of office shall commence on January 1st of the year following their election.

After a new election of the whole Court the election of the President and Vice-President shall take place at the commencement of the following session. The President and Vice-President elected in these circumstances shall take up their duties on the day of their election. They shall remain in office until the end of the second year after the year of their election.

Should the President or the Vice-President cease to belong to the Court before the expiration of their normal term of office, an election shall be held for the purpose of appointing a substitute for the unexpired portion of their term.

If necessary an extra-ordinary session of the Court may be convened for this purpose.

The elections referred to in the present Article shall take place by secret ballot. The candidate obtaining an absolute majority of votes shall be declared elected.

ARTICLE 10.

Solemn declaration of the members of the Court.

Before entering upon his duties each newly elected judge shall make the following solemn declaration in accordance with Article 20 of the Statute :

"I solemnly declare that I will exercise my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously."

A special public meeting of the Court may, if necessary be convened for this purpose.

At the public inaugural meeting held after a new election of the whole Court, the required declaration shall be made first by the President, secondly by the Vice-President, and then by the remaining judges, in the order laid down in Article 2.

c) Du President et du Vice-President.

ARTICLE 11.

Fonctions du Président.

Le Président dirige les travaux de la Cour ; il préside ses séances plénières.

ARTICLE 12.

Fonctions du Vice-Président.

Le Vice-Président remplace le Président, en cas d'empêchement, ou, en cas de cessation de fonctions, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par la Cour à la désignation de son successeur.

ARTICLE 13.

Domicile et vacances du Président.

Le Président doit être domicilié dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à la Haye.

Les grandes vacances du Président ne doivent pas dépasser trois mois.

d) Des Chambres spéciales.

ARTICLE 14.

Choix des membres.

Les membres des Chambres spéciales, constituées en vertu des articles 26, 27 et 29 du Statut, sont désignés par la Cour siégeant en séance plénière, à la majorité absolue des voix ; il est tenu compte, pour cette désignation, sous réserve des stipulations de l'article 9 dudit Statut, des préférences exprimées par les juges.

Il est procédé à l'élection pendant la session ordinaire de la Cour, et la durée assignée aux fonctions des élus a pour point de départ le 1er janvier de l'année suivante.

Les deux juges remplaçants visés aux articles 26 et 27 du Statut sont désignés de la même manière. Deux juges sont également désignés pour remplacer celui des juges membres de la Chambre de procédure sommaire qui se trouve sans l'impossibilité de siéger.

Toutefois, après le renouvellement intégral de la Cour, l'élection a lieu au début de la première session qui suit. La période de fonctions commence le jour de l'élection ; elle prend fin, en ce qui concerne les Chambres prévues à l'article 29 du Statut, à l'expiration de la même année et, en ce qui concerne les Chambres visées aux articles 26 et 27, à l'expiration de la deuxième année à compter de l'élection.

Les Présidents de ces Chambres sont nommés par la Cour en séance plénière. Cependant, le Président de la

c) President and Vice-President.

ARTICLE 11.

Duties of the President.

The President shall direct the work of the Court ; he shall preside at all meetings of the full Court.

ARTICLE 12.

Duties of the Vice-President.

The Vice-President shall replace the President should the latter be unable to be present, or, in the event of a vacancy, until a successor has been appointed by the Court.

ARTICLE 13.

Residence and Vacations of the President.

The President shall reside within a radius of ten kilometres from the Peace Palace at the Hague.

The main annual vacation of the President shall not exceed three months.

d) Special Chambers.

ARTICLE 14.

Selection of members.

The members of the Special Chambers constituted by virtue of Articles 26, 27 and 29 of the Statute shall be appointed at a meeting of the full Court by an absolute majority of votes, regard being had for the purposes of this selection to any preference expressed by the judges, so far as the provisions of Article 9 of the Statute permit.

The election shall take place during the ordinary session of the Court, and the period of appointment of the members elected shall commence on January 1st of the following year.

The two substitutes mentioned in Articles 26 and 27 of the Statute shall be appointed in the same manner. Two judges shall also be chosen to replace any member of the Chamber for Summary Procedure who may be unable to sit.

Nevertheless, after a new election of the whole Court, the election shall take place at the beginning of the following session. The period of appointment shall commence on the date of election, and shall terminate, in the case of the Chamber referred to in Article 29 of the Statute, at the end of the same year, and in the case of the Chambers referred to in Articles 26 and 27 of the Statute at the end of the second year after the year of election.

The Presidents of these special Chambers shall be appointed at a meeting of the full Court. Nevertheless,

Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre ; de même, le Vice-Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre et à laquelle n'appartient pas le Président de la Cour.

ARTICLE 15.

Composition des Chambres.

Les Chambres spéciales pour questions de travail et pour questions de communications et de transit, ne peuvent pas siéger avec un nombre de juges plus élevé que cinq.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3 de l'article précédent, la composition de la Chambre de procédure sommaire ne peut pas être modifiée.

ARTICLE 16.

Quorum des Chambres.

Les juges suppléants ne sont convoqués pour assurer le quorum des Chambres spéciales et de la Chambre de procédure sommaire, que si le nombre requis ne peut être parfait par la présence de juges titulaires.

e) Du fonctionnement de la Cour.

ARTICLE 17.

Session ordinaire annuelle.

L'année qui suit le renouvellement intégral de la Cour, la session ordinaire de celle-ci s'ouvre le premier jour ouvrable du mois de janvier.

Si le jour fixé pour une session est considéré comme jour férié à l'endroit où siège la Cour, la session s'ouvrira le jour ouvrable suivant.

ARTICLE 18.

Rôle des affaires et questions.

Le rôle des affaires est dressé et tenu à jour par le Greffier sous la responsabilité du Président. Le rôle, pour une session déterminée, contient toutes les affaires et toutes les questions soumises à la Cour pour décision ou pour avis consultatif, et pour lesquelles la procédure écrite est terminée, dans l'ordre de réception par le Greffier de l'acte par lequel la Cour a été saisie de l'affaire ou de la question. Dans le cas où la procédure écrite au sujet d'une affaire ou question vient à se terminer au cours d'une session, il appartient à la Cour de décider si cette affaire ou question doit être ajoutée au rôle de la session.

Le Greffier prépare et tient à jour des extraits du rôle visé ci-dessus, indiquant tous les litiges qui doivent être examinés respectivement par les Chambres spéciales.

the President of the Court shall, *ex officio*, presideo ver any Chamber of which he may be elected a member ; similarly, the Vice-President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he may be elected a member, provided that the President is not also a member.

ARTICLE 15.

Composition of the Chambers.

The Special Chambers for labour cases and for communications and transit cases may not sit with a greater number than five judges.

Except as provided in paragraph 3 of the preceding article, the composition of the Chamber for summary procedure may not be altered.

ARTICLE 16.

Quorum of the Chambers.

Deputy-judges shall not be summoned to complete the quorum of the Special Chambers or of the Chamber for summary procedure unless sufficient judges are not available to complete the number required.

e) Working of the Court.

ARTICLE 17.

Ordinary Annual Session.

In the year following a new election of the whole Court, the ordinary annual session shall commence on the first working day in the month of January.

If the day fixed for the opening of a session is regarded as a holiday at the place where the Court is sitting, the session shall be opened on the working day following.

ARTICLE 18.

List of cases and questions.

The list of cases shall be prepared and kept up to date by the Registrar under the responsibility of the President. The list for any session shall contain all cases and questions submitted to the Court for judgment or for an advisory opinion, in regard to which the written proceedings are concluded, in the order in which the documents submitting each case or question have been received by the Registrar. If the written proceedings in regard to any case or question are concluded in the course of a session, the Court shall decide whether such case or question shall be added to the list for that session.

The Registrar shall prepare and keep up to date extracts from the above list showing the cases to be dealt with by the respective special Chambers.

Enfin, le Greffier prépare et tient à jour un rôle des affaires soumises à revision.

ARTICLE 19.

Date et heure des séances.

Pendant les sessions, les date et heure des séances sont fixées par le Président.

ARTICLE 20.

Ajournement.

Si, dans une des séances de la Cour, il est impossible d'atteindre le quorum exigé, la Cour s'ajourne jusqu'à ce que le quorum soit atteint.

ARTICLE 21.

Délibérations.

La Cour délibère en Chambre du conseil sur la décision de toute affaire ou sur la réponse à toute question à elle soumises.

Tout membre de la Cour peut demander qu'une question, devant être mise aux voix, soit formulée en termes précis dans les deux langues officielles et distribuées à la Cour. Il est fait droit à la demande.

Chacun des membres de la Cour devant prendre part à la décision dans une affaire déterminée exprime à son sujet une opinion motivée.

Les conclusions adoptées, après discussion finale, par la majorité des membres, déterminent la décision de la Cour.

f) Du Greffier et du personnel du Greffe.

ARTICLE 22.

Election et période de fonctions du Greffier.

La Cour choisit son Greffier parmi les candidats proposés par les membres de la Cour.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité des voix. En cas de partage des voix, le Président a voix prépondérante.

Le Greffier est élu pour une période de sept ans, à compter du 1er. janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle l'élection a eu lieu. Il est rééligible.

Si le Greffier cesse ses fonctions avant l'expiration du terme ci-dessus fixé, une élection a lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir. S'il est nécessaire, la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.

The Registrar shall also prepare and keep a list of cases for revision.

ARTICLE 19.

Date and Hour of meetings.

During the sessions, the date and hour of meetings shall be fixed by the President.

ARTICLE 20.

Adjournment.

If at any meeting of the Court the requisite quorum is not available, the Court shall adjourn until the quorum is obtained.

ARTICLE 21.

Deliberations.

The Court shall sit in private to deliberate upon the decision of any case or on the reply to any question submitted to it.

Any member of the Court may request that a question which is to be voted upon shall be drawn up in precise terms in both the official languages and distributed to the Court. A request to this effect shall be complied with.

Each member of the Court who has to take part in the decision of a particular case shall give his opinion thereon together with a statement of his reasons.

The decision of the Court shall be based upon the conclusions adopted after final discussion by a majority of the members.

f) Registrar and staff of the Registry.

ARTICLE 22.

Election and term of office of the Registrar.

The Court shall select its Registrar from amongst candidates proposed by members of the Court.

The election shall be by secret ballot and by a majority of votes. In the event of a tie, the President shall have a casting vote.

The Registrar shall be elected for a period of seven years commencing on January 1st of the year following that in which the election takes place. He may be re-elected.

Should the Registrar cease to perform his duties before the expiration of the period of office laid down above, an election shall be held for the purpose of appointing a substitute for the unexpired portion of his term of office. If necessary an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose.

ARTICLE 23.

Nomination du personnel du Greffe.

Le personnel du Greffe est nommé par la Cour, sur la proposition du Greffier.

ARTICLE 24.

Domicile et vacances du Greffier.

Le Greffier doit être domicilié dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à la Haye.

Les grandes vacances du Greffier ne doivent pas dépasser deux mois.

ARTICLE 25.

Statut du personnel.

Le statut du personnel du Greffe est adopté par le Président, sur la proposition du Greffier, sauf approbation ultérieure de la Cour.

ARTICLE 26.

Engagement solennel du Greffier et du personnel.

Avant son entrée en fonctions, le Greffier fait, en séance plénière de la Cour, la déclaration suivante :

„Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté et conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en la qualité de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale."

Les autres fonctionnaires du Greffe prennent un engagement analogue devant le Président, en présence du Greffier.

g) Du Greffe.

ARTICLE 27.

Organisation du Greffe.

Sur la proposition du Greffier, la Cour détermine et modifie l'organisation du Greffe. Le Président désigne, sur la présentation du Greffier, le fonctionnaire du Greffe qui le remplace en cas d'empêchement, ou en cas de cessation de fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la désignation de son successeur.

ARTICLE 28.

Organisation des archives.

Les registres des archives sont tenus de façon à donner tous les renseignements nécessaires, entre autres sur les points suivants :

1) pour chaque affaire ou question, tous les documents y relatifs, toutes les suites données, par

ARTICLE 23.

Appointment of the Staff of the Registry.

The staff of the Registry shall be appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar.

ARTICLE 24.

Residence and Vacations of the Registrar.

The Registrar shall reside within a radius of ten kilometres from the Peace Palace at the Hague.

The main annual vacation of the Registrar shall not exceed two months.

ARTICLE 25.

Staff Regulations.

The Statute of the Staff of the Registry shall be adopted by the President on the proposal of the Registrar, subject to subsequent approval by the Court.

ARTICLE 26.

Solemn Declaration to be made by the Registrar and the staff.

Before taking up his duties, the Registrar shall make the following declaration at a meeting of the full Court :

"I hereby solemnly declare that I will loyally and conscientiously perform the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent Court of International Justice."

The other members of the Registry shall make a similar declaration before the President, the Registrar being present.

g) Registry.

ARTICLE 27.

Organisation of the Registry.

The Court shall determine or modify the organisation of the Registry upon proposals submitted by the Registrar. On the proposal of the Registrar, the President shall select the member of the Registry who is to act for the Registrar in his absence, or, in the event of his relinquishing his duties, until a successor has been appointed.

ARTICLE 28.

Organisation of the Archives.

The registers kept in the archives shall be so arranged as to give particulars with regard to the following points amongst others :

1) for each case or question, all documents pertaining to it and all action taken with regard

ordre chronologique ; tous ces documents portent le même numéro de dossier et sont numérotés selon l'ordre dans lequel ils ont été classés dans ce dossier ;

2) toutes les décisions de la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;

3) tous les avis consultatifs émis par la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;

4) toutes notifications et communications analogues envoyées par la Cour, avec référence aux dossiers respectifs.

Les index figurant dans les archives comprennent :

1) un fichier de noms propres avec les références nécessaires ;

2) un fichier des sujets par ordre de matières, avec les références nécessaires.

ARTICLE 29.

Accès au Greffe.

Aux heures fixées par le Président, le Greffier reçoit tous documents et fournit tous renseignements sous réserve des articles 26 et 38 du présent Règlement.

Ces heures sont communiquées, par le Greffier au gouvernement des Etats ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations.

ARTICLE 30.

Communications de ou pour la Cour.

Le Greffier sert d'intermédiaire à toutes les communications émanant de la Cour et qui lui sont adressées.

Le Greffier veille à ce que la date de réception et d'expédition de toutes ces communications et notifications puisse être facilement contrôlée. En cas d'expédition par la poste de communications et notifications, celles-ci seront recommandées. Les communications adressées aux représentants officiels ou aux agents des parties, sont considérées comme ayant été adressées aux parties elles-mêmes. La date de réception est notée sur tous les documents parvenant au Greffier et il en est donné à l'expéditeur, sur la demande de celui-ci, un reçu portant la date de réception de ces documents et les numéros sous lesquels ils ont été enregistrés.

ARTICLE 31.

Attributions du Greffe.

Le Greffier a la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il a la garde des sceaux et cachets. Il assiste à toutes les séances

to it, in chronological order; all such documents shall bear the same file number and shall be numbered consecutively within the file ;

2) all decisions of the Court in chronological order with references to the respective files ;

3) all advisory opinions given by the Court in chronological order with references to the respective files ;

4) all notifications and the like sent out by the Court, with references to the respective files.

Indexes kept in the archives shall comprise :

1) a card index of names, with necessary references ;

2) a card index of subject matter, with like references.

ARTICLE 29.

Access to the Registry.

The President shall fix the hours during which the Registrar shall receive documents and reply to all enquiries, subject to the provisions of Articles 26 and 38 of the present rules.

The Registrar shall communicate these times to the Governments of the various States and to the Secretary General of the League of Nations.

ARTICLE 30.

Communications to and from the Court.

The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

The Registrar shall ensure that the date of receipt and despatch of all communications and notifications can readily be verified. Communications and notifications sent by post shall be registered. Communications addressed to the official representatives or to the agents of the parties shall be considered as having been addressed to the parties themselves. The date of receipt shall be noted on all documents received by the Registrar and a receipt bearing this date and the number under which the document has been registered shall be given to the sender, if a request to that effect be made.

ARTICLE 31.

Duties of the Registry.

The Registrar shall be responsible for the archives, accounts and all administrative work. He shall have the custody of the seals and stamps of the Court. He shall

plénières de la Cour et, soit en personne, soit en désignant un représentant approuvé par la Cour, à toutes les séances des diverses Chambres ; il rédige, sous sa responsabilité, les procès-verbaux des séances.

De plus, il remplit toutes les fonctions qui peuvent lui être dévolues aux termes du Règlement de la Cour.

Une instruction approuvée par le Président, sur la proposition du Greffier, déterminera le détail des attributions du Greffe.

II. — DE LA PROCÉDURE.

A. — Procédure contentieuse.

a) Dispositions générales.

ARTICLE 32.

Influence des parties sur la procédure.

Les dispositions du présent titre sont établies sans préjudice de l'adoption par la Cour d'autres dispositions spéciales que les parties intéressées pourraient proposer d'un commun accord, en tenant compte des circonstances particulières de chaque affaire.

ARTICLE 33.

Fixation des délais.

La Cour fixe les délais en tenant compte, autant que possible, des accords des parties. Si la Cour ne siège pas, le Président fixera les délais, sous réserve de toute décision ultérieure que la Cour pourrait prendre quand elle sera réunie.

La Cour peut prolonger les délais fixés par elle. Elle peut également, dans des circonstances spéciales, décider qu'un acte de procédure entrepris après l'expiration du délai fixé sera considéré comme valable.

La Cour a la faculté de déclarer de rigueur un délai fixé par elle.

ARTICLE 34.

Calcul des délais.

Tout délai fixé par jours, est calculé par jours francs, jours fériés non compris. Une semaine est calculée par sept jours, dimanche compris, un mois ou une année de quantième à quantième, ou si le quantième correspondant n'existe pas, au dernier jour du mois.

Si un délai expire un jour férié, le délai est censé expirer le jour ouvrable suivant.

Le calendrier officiel en usage à l'endroit où siège la Cour, fait foi dans chaque cas déterminé.

himself be present at all meetings of the full Court, and either he or a person appointed to represent him, with the approval of the Court, shall be present at all meetings of the various Chambers ; he shall be responsible for the drafting of the minutes of the meetings.

He shall further undertake all duties which may be laid upon him by the rules of Court.

The duties of the Registry shall be set forth in detail in a list of instructions to be submitted by the Registrar to the President for his approval.

II. PROCEDURE.

A. Contentious procedure.

a) General Provisions.

ARTICLE 32.

Influence of the parties upon procedure.

The rules contained under the present heading shall in no way preclude the adoption by the Court of such other special rules as may be jointly proposed by the parties concerned, due regard being paid to the particular circumstances of each case.

ARTICLE 33.

Fixing of time limits.

Time limits shall be fixed by the Court having regard as far as possible to agreements made between the parties. If the Court is not sitting the President shall fix the time limits, subject to any subsequent order which the Court may make when it meets.

The Court may extend time limits which it has fixed. It may likewise decide in certain circumstances that action taken after the expiration of a time limit shall be considered as valid.

The Court shall have the power to declare a time limit fixed by itself to be final.

ARTICLE 34.

Method of calculating time limits.

Time limits calculated in days shall be reckoned in working days excluding holidays. A week shall be reckoned as seven days, including Sunday. A month or a year shall be reckoned from a given date to the corresponding date, or should there be no corresponding date, to the last day of the month.

If a time limit expires on a holiday, it shall be considered as terminating on the working day following.

The official calendar in use at the place where the Court is sitting shall be employed in each case.

b) Procédure devant la cour plénière.

i. *Introduction de l'instance.*

ARTICLE 35.

Contenu de la requête ou du compromis.

Les requêtes comprennent, outre l'indication du sujet du litige et les noms des parties, un exposé succinct des faits, une indication de l'objet de la demande, ainsi que l'adresse au siège de la Cour à laquelle les notifications et communications doivent être envoyées.

Au cas où le litige est porté devant la Cour par la notification d'un compromis, l'adresse au siège de la Cour, à laquelle les notifications et communications aux parties doivent être adressées, est mentionnée.

Le compromis ou la requête peuvent contenir une demande de faire adjoindre à la Cour des assesseurs techniques, aux termes de l'article 27 du Statut.

Ils peuvent également contenir la demande que l'affaire soit traitée par l'une des Chambres spéciales visées aux articles 26, 27 et 29 du Statut.

La Cour fait droit à toute demande de cet ordre, si elle est présentée dans le compromis des parties ou dans la requête présentée par l'une d'elles, pourvu que sur ce point, la partie requérante ait obtenu l'assentiment de l'autre partie.

ARTICLE 36.

Communication aux juges.

Le Greffier communique immédiatement à tous les membres de la Cour, les compromis ou requêtes qui lui ont été notifiés.

ii. — *Procédure écrite.*

ARTICLE 37.

Langues.

Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu soit en français, soit en anglais, les pièces de procédure sont présentées seulement dans la langue adoptée par les parties.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il est fait usage, les pièces sont présentées en français ou en anglais.

Si l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais est autorisé, une traduction en français ou en anglais est jointe à l'original des pièces présentées.

Le Greffe n'est pas tenu de préparer des traductions des pièces présentées conformément aux dispositions ci-dessus.

b) Procedure before the full Court.

i. — *Institution of proceedings.*

ARTICLE 35.

Contents of the application or of the special agreement.

Applications shall contain, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the parties, a succinct statement of the facts, an indication of the claim and the address at the seat of the Court to which notices and communications are to be sent.

Should a case be brought before the Court by means of a special agreement, the address at the seat of the Court to which notices and communications destined for the parties are to be sent shall be stated.

The special agreement or application may contain a request that technical assessors should be attached to the Court, in accordance with Article 27 of the Statute.

Similarly, they may contain a request to the effect that the case should be dealt with by one of the special Chambers mentioned in Articles 26, 27 and 29 of the Statute.

The Court shall grant any request of this nature if embodied in a special agreement concluded between the parties or in an application submitted by one of them, provided that the applicant party has obtained the consent of the other party.

ARTICLE 36.

Communication to the judges.

The Registrar shall forthwith communicate to all members of the Court all special agreements or applications which have been notified to him.

ii. — *Written proceedings.*

ARTICLE 37.

Languages.

Should the parties agree that the proceedings shall be conducted in French or English, the documents of procedure shall be submitted only in the language adopted by the parties.

In the absence of an agreement with regard to the language to be employed, documents shall be submitted in French or in English.

Should the use of a language other than French or English be authorised, a translation into French or English shall be attached to the original of each document submitted.

The Registry shall not be bound to make translations of documents submitted in accordance with the above rules.

Dans le cas de pièces volumineuses, la Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, peut autoriser la présentation de traductions partielles.

ARTICLE 38.

Droit de prendre connaissance des documents.

Sauf décision contraire de la Cour dans un cas déterminé, le Greffier tient à la disposition du gouvernement de tout Etat Membre de la Société des Nations ou mentionné à l'annexe au Pacte, les mémoires et contre-mémoires de chaque affaire.

ARTICLE 39.

Ordre de présentation des documents écrits.

Les mémoires et contre-mémoires sont présentés par les parties dans l'ordre proposé d'un commun accord par elles à la Cour et approuvé par celle-ci, ou, si elle ne siège pas, par le Président. Si, dans les cas où l'instance a été introduite par la notification d'une requête, les parties ne sont pas d'accord, les pièces de procédure sont présentées d'abord par le demandeur, puis, par le défendeur. Si, dans le cas où l'instance a été introduite par la notification d'un compromis, celui-ci ne contient pas de propositions concernant l'ordre dans lequel les pièces de procédure doivent être présentées, les parties présentent leurs mémoires simultanément.

ARTICLE 40.

Répliques et dupliques.

Lorsque les mémoires et les contre-mémoires sont présentés simultanément, les parties ont le droit de présenter des répliques. Lorsque les mémoires et contre-mémoires sont présentés successivement, la présentation d'une réplique peut être autorisée par la Cour à la suite d'un accord entre les parties. Si la partie demanderesse est admise à présenter une réplique, la partie défenderesse a le droit de présenter une duplique.

ARTICLE 41.

Contenu des mémoires, contre-mémoires, etc.

Les mémoires comprennent :

1) un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée ; ces faits sont numérotés dans l'ordre ;

2) un exposé de droit ;

3) des conclusions qui seront numérotées dans l'ordre ;

4) une liste des annexes.

Les contre-mémoires comprennent :

1) la reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire ;

2) un exposé additionnel des faits ;

3) un exposé de droit ;

In the case of voluminous documents the Court, or the President, should the Court not be sitting, may sanction the submission of partial translations only.

ARTICLE 38.

Right to inspect documents.

Unless otherwise decided by the Court in a particular instance, the Registrar shall hold the cases and counter-cases of each suit at the disposal of the Government of any State Member of the League of Nations or mentioned in the Annex to the Covenant.

ARTICLE 39.

Order of presentation of documents of the written procedure.

Cases and countercases shall be presented by the parties in the order jointly proposed by them to the Court and approved by the latter, or by the President if the Court is not sitting. In cases in which proceedings have been instituted by means of an application, if the parties fail to agree, the documents of procedure shall be submitted firstly by the applicant and then by the respondent. In cases in which proceedings have been instituted by means of a special agreement, should the latter not contain any suggestions regarding the order in which the documents of procedure are to be presented, the parties shall present their cases simultaneously.

ARTICLE 40.

Replies and rejoinders.

When cases and counter-cases are presented simultaneously the parties shall have the right to submit replies. When cases and counter-cases are presented successively the submission of a reply may be authorised by the Court as the result of an agreement between the parties. Should the applicant be authorised to present a reply, the respondent shall have the right to present a rejoinder.

ARTICLE 41.

Contents of cases, countercases etc.

Cases shall contain :

1) a statement of the facts on which the claim is based ; these facts shall be numbered consecutively ;

2) a statement of law ;

3) a statement of conclusions, which shall be numbered consecutively ;

4) a list of annexes ;

Countercases shall contain :

1) the affirmation or contestation of the facts stated in the case ;

2) a statement of additional facts ;

3) a statement of law ;

4) des conclusions fondées sur les faits énoncés et qui sont numérotés dans l'ordre ; ces conclusions peuvent comprendre des demandes reconventionnelles ;

5) une liste des annexes.

ARTICLE 42.

Fixation de l'ouverture de la procédure orale.

La procédure écrite une fois terminée, le Président fixe la date d'ouverture de la procédure orale.

ARTICLE 43.

Distribution du dossier aux membres de la Cour.

Le Greffier transmet à chacun des membres de la Cour, au fur et à mesure de leur présentation, copie de toutes les pièces formant le dossier complet de l'affaire.

iii. — *Procédure orale.*

ARTICLE 44.

Annonce des séances publiques par le Greffier.

En cas de séance publique, le Greffier fait publier dans les journaux toutes indications utiles sur la date et l'heure fixées.

ARTICLE 45.

Langues.

Le Greffier prend toutes dispositions pour pouvoir faire traduire de français en anglais ou d'anglais en français, les exposés, questions et réponses, comme la Cour en ordonne.

Sauf dans le cas mentionné au dernier paragraphe de l'article 39 du Statut de la Cour, toute personne ayant fait un exposé, une question ou une réponse dans une autre langue que le français ou l'anglais, prend ses dispositions pour faire traduire ses paroles en français ou en anglais ; toutefois, dans le cas de témoins ou d'experts appelés par la Cour, ce devoir incombe au Greffier, et, dans le cas de témoins ou d'experts appelés par l'une des parties, à la partie intéressée

ARTICLE 46.

Ordre à suivre pour l'administration des moyens de preuve et pour les plaidoiries.

La Cour statue dans chaque cas, au sujet de l'ordre à suivre pour la présentation des divers moyens de preuve et pour les plaidoiries.

4) conclusions based on the facts stated, and numbered consecutively; these conclusions may include counterclaims;

5) a list of annexes.

ARTICLE 42.

Fixing of a time for the opening of the oral proceedings.

Upon the termination of the written proceedings the President shall fix a date for the commencement of the oral proceedings.

ARTICLE 43.

Distribution of a complete dossier to members of the Court.

The Registrar shall forward to each of the members of the Court, a copy of all documents relating to the case as he receives them.

iii. — *Oral proceedings.*

ARTICLE 44.

Announcement of the dates of public meetings by the Registrar.

In the case of public meetings, the Registrar shall publish in the Press all necessary information as to the date and hour fixed.

ARTICLE 45.

Languages.

The Registrar shall arrange for the interpretation from French into English and from English into French of all statements, questions and answers which the Court may direct to be so interpreted.

Except in the case mentioned in the last paragraph of Article 39 of the Statute of the Court, a person who delivers a speech, puts a question or makes a reply in a language other than French or English shall make arrangements for interpretation into French or English. In the case, however, of witnesses or experts summoned by the Court, the Registrar shall make these arrangements, and, in the case of witnesses or experts summoned by one of the parties, the party concerned shall make the arrangements.

ARTICLE 46.

Order to be followed for the taking of evidence and the presentation of cases by counsel.

The Court shall determine in each case the order to be followed for the production of evidence and the presentation of cases by counsel.

ARTICLE 47.

Ordre entre les plaidoiries.

Les représentants des parties, agents, avocats et conseils, sont appelés à prendre la parole dans l'ordre établi pour la présentation, par les parties, de la procédure écrite.

ARTICLE 48.

Notification par les parties des moyens de preuve auxquelles elles entendent recourir.

Chaque partie fait connaître à la Cour et aux autres parties, en temps utile avant l'ouverture de la procédure orale, tous moyens de preuve qu'elle entend employer, ainsi que les noms, prénoms, qualité et domicile des témoins qu'elle désire faire entendre.

aa) Témoins.

ARTICLE 49.

Citation des témoins par la Cour.

A la requête de l'une ou de l'autre des parties, ou sur sa propre initiative, la Cour peut, sous réserve des dispositions de l'article 44 du Statut, faire citer des témoins ou ordonner la présentation de tous autres moyens de preuve sur des points de faits au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord.

ARTICLE 50.

Engagement solennel des témoins.

Avant toute déposition, les témoins prennent l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement, en tout honneur et en toute conscience, que je dirai la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité."

ARTICLE 51.

Interrogatoire des témoins.

Les témoins sont interrogés par les représentants des parties sous l'autorité du Président. Des questions peuvent leur être posées par le Président, et, avec son assentiment, par les juges.

ARTICLE 52.

Indemnité des témoins.

Les indemnités des témoins cités sur l'initiative de la Cour sont payées sur les fonds de la Cour, mais peuvent être mises à la charge de la partie perdante.

bb) Descente sur les lieux.

ARTICLE 53.

Descente sur les lieux.

La Cour peut procéder par elle-même ou par un ou

ARTICLE 47.

Order in which the parties are to plead.

The representatives of the parties, whether agents, advocates or counsel, shall be called upon to speak in the order laid down for the presentation by the parties of the written proceedings.

ARTICLE 48.

Notification by the parties regarding the evidence which they intend to produce.

In sufficient time before the opening of the oral proceedings each party shall inform the Court of all evidence which it intends to produce, together with the names, Christian names, description and residence of witnesses whom it desires to be heard.

aa) Witnesses.

ARTICLE 49.

Witnesses to be summoned by the Court.

At the request of either of the parties or on its own initiative the Court may, subject to the provisions of Article 44 of the Statute, cause witnesses to be summoned or order other evidence to be produced upon points of fact in regard to which the parties are not in agreement.

ARTICLE 50.

Solemn declaration to be made by witnesses.

Before giving their evidence witnesses shall make the following solemn declaration :

„I solemnly declare upon my honour and conscience that I will speak the truth, the whole truth and nothing but the truth."

ARTICLE 51.

Examination of witnesses.

Witnesses shall be examined by the representatives of the parties under the direction of the President. Questions may be put to them by the President, and, with his permission, by the judges.

ARTICLE 52.

Indemnity to be paid to witnesses.

The indemnities of witnesses called at the instance of the Court shall be paid out of the funds of the Court, but may be charged to the losing party.

bb) Views and Inspections.

ARTICLE 53.

Views and Inspections.

The Court may view any premises, locality or object

par plusieurs de ses membres, à une descente sur les lieux ; elle doit y procéder s'il y a danger que des preuves matérielles importantes ne soient détruites.

cc) Expertises

ARTICLE 54.

Expertises.

Le résultat des enquêtes faites en conformité de l'article 50 du Statut, à la demande de la Cour, et les rapports d'experts présentés à la Cour aux termes du même article, sont immédiatement communiqués aux parties.

dd) Appréciation des preuves.

ARTICLE 55.

Appréciation des preuves.

La Cour apprécie la valeur des divers moyens de preuve.

ee) Comptes-rendus

ARTICLE 56.

Comptes-rendus.

Il est établi, pour l'usage de la Cour, des comptes-rendus complets et textuels de la procédure orale.

ARTICLE 57.

Procès-verbal.

Le procès-verbal visé à l'article 47 du Statut mentionne :

1) les noms des juges ;
2) les noms des agents, avocats et conseils ;
3) tout arrêt interlocutoire ;
4) les nom, prénoms, qualité et domicile des témoins entendus ;
5) l'indication des autres preuves employées ;
6) les accords et les renonciations des parties.

ff) Frais.

ARTICLE 58.

Note des frais.

Avant la clôture des débats, chaque partie peut présenter la note de ses frais.

(*descente sur les lieux*), or may depute one or more of its members to do so ; it shall take this step should there be a danger that important means of proof may be destroyed.

cc) Expert Opinions.

ARTICLE 54.

Expert Opinions.

The result of inquiries undertaken at the request of the Court, in accordance with the provisions of Article 50 of the Statute, and expert opinions submitted to the Court under the same Article, shall be forthwith communicated to the parties.

dd) Estimation of the Value of Evidence.

ARTICLE 55.

Estimation of the Value of Evidence.

The Court shall estimate the value of the various elements of evidence.

ee) Verbatim Reports.

ARTICLE 56.

Verbatim Reports.

Complete verbatim records of the oral proceedings shall be made for the use of the Court.

ARTICLE 57.

Minutes.

The minutes mentioned in Article 47 of the Statute shall include :

1) the names of the judges ;
2) the names of the agents, advocates and counsel ;
3) all interlocutory decisions ;
4) the names, Christian names, description and residence of witnesses heard ;
5) a summary of the other evidence produced ;
6) agreements concluded between and claims abandoned by the parties.

ff) Costs.

ARTICLE 58.

Statement of costs.

Before the oral proceedings are concluded, each party may present a bill of costs.

iv. *Mesures conservatoires.*

ARTICLE 59.

Indication des mesures conservatoires.

Lorsque la Cour ne siège pas, l'indication des mesures conservatoires est faite par le Président.

En cas de refus de la part des parties de se conformer aux indications de la Cour ou du Président concernant les mesures conservatoires, il en est pris acte.

v. — *Exceptions.*

ARTICLE 60.

Exceptions d'incompétence et autres.

Pendant la phase écrite de la procédure, des exceptions peuvent être présentées. Toutefois, l'exception d'incompétence de la Cour n'est recevable que quand elle est soulevée dans la première pièce de procédure de la partie qui la motive.

La partie adverse y répondra.

Sur la demande conjointe des parties, la Cour peut statuer sur l'exception d'incompétence avant toute décision sur le fond.

vi. — *Intervention.*

ARTICLE 61.

Requête à fin d'intervention selon l'article 62 du Statut.

Sauf décision contraire de la Cour, motivée par des circonstances exceptionnelles, toute requête à fin d'intervention, aux termes de l'article 62 du Statut, doit être communiquée au Greffier, avant l'ouverture de la procédure orale.

ARTICLE 62.

Contenu de la requête.

La requête visée à l'article précédent contient :

1) la spécification de l'affaire ;
2) un exposé des faits justifiant l'intervention ;
3) une liste d'annexes.

La requête est immédiatement communiquée aux parties primitives qui font parvenir au Greffier leurs observations dans le délai fixé par le Président.

ARTICLE 63.

Intervention selon l'article 63 du Statut.

Tout Etat désirant intervenir, aux termes de l'article 63 du Statut, en informe le Greffier aussitôt que possible,

iv. *Interim measures of Projection.*

ARTICLE 59.

Suggestion of measures of protection.

When the Court is not sitting, any provisional measures for the preservation of the respective rights of the parties shall be suggested by the President.

Due note shall be taken of any refusal by the parties to conform to the suggestions of the Court or the President with regard to such provisional measures.

v. *Objections.*

ARTICLE 60.

Objections regarding competence, etc.

During the written proceedings objections may be raised. Nevertheless an objection to the jurisdiction of the Court will only be admitted when it is raised in the first document of the written proceedings presented by the party raising the objection.

The opposing party shall have the right to reply.

At the joint request of the parties, the Court may give a decision upon the question of jurisdiction, before giving judgment on the subject matter of the case.

vi. *Intervention.*

ARTICLE 61.

Application for permission to intervene under the terms of Article 62 of the Statute.

A request for permission to intervene under the terms of Article 62 of the Statute must be communicated to the Registrar before the commencement of the oral proceedings, unless the Court shall, owing to exceptional circumstances, decide otherwise.

ARTICLE 62.

Contents of the application.

The application referred to in the preceding Article shall contain :

1) an indication of the subject of the dispute ;
2) a statement of the facts justifying intervention ;
3) a list of annexes.

Such application shall be immediately communicated to the original parties, who shall send any observations which they may desire to make to the Registrar within a period fixed by the President.

ARTICLE 63.

Intervention under the terms of Article 63 of the Statute.

Any State desiring to intervene under the terms of Article 63 of the Statute shall inform the Registrar as

et, en tous cas, avant l'ouverture de la procédure orale.

vii. — *Accord.*

ARTICLE 64.

Accord des parties sur la solution du litige.

Si, aux cours des débats, les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige, et notifient cet accord par écrit à la Cour avant la clôture de la procédure, la Cour donne acte de l'accord intervenu.

Si, d'un commun accord, les parties notifient par écrit à la Cour qu'elles renoncent à poursuivre la procédure, la Cour prend acte de ce désistement et la procédure prend fin.

viii. — *Arrêt.*

ARTICLE 65.

Contenu de l'arrêt.

L'arrêt comprend :
1) la date à laquelle il est rendu ;
2) les noms des juges qui y ont pris part ;
3) l'indication des parties ;
4) les noms des agents des parties ;
5) un résumé des conclusions des parties ;
6) les considérants de fait ;
7) les considérants de droit ;
8) le dispositif ;
9) la décision visée à l'article 64 du Statut, s'il y a lieu.

Les opinions contraires des juges qui le désirent sont jointes à l'arrêt.

ARTICLE 66.

Communication de l'arrêt aux parties.

Après lecture en séance publique, le texte de l'arrêt est immédiatement communiqué à toutes les parties intéressées et au Secrétaire général de la Société des Nations.

ARTICLE 67.

Force obligatoire de l'arrêt.

L'arrêt est considéré comme prenant effet du jour où il a été lu en séance publique, conformément à l'article 58 du Statut.

ARTICLE 68.

Publication de l'arrêt.

Un recueil imprimé des arrêts de la Cour sera publié sous la responsabilité du Greffier.

soon as possible, and in any case before the commencement of the oral proceedings.

vii. *Agreement.*

ARTICLE 64.

Agreement between the parties regarding the settlement of a dispute.

If, during the oral proceedings, the parties come to an agreement with regard to the settlement of a dispute and notify such agreement to the Court in writing before the close of the proceedings, the Court shall officially record the conclusion of the agreement.

Should the parties by common agreement notify the Court in writing that they intend to break off proceedings, the Court shall officially record the fact, and proceedings shall be terminated.

viii. *Judgment.*

ARTICLE 65.

Contents of the judgment.

The judgment shall contain :
1) the date on which it is pronounced.
2) the names of the judges participating;
3) the names and style of the parties;
4) the names of the agents of the parties;
5) a summary of the conclusions of the parties;
6) points of fact;
7) points of law;
8) the terms of the judgment;
9) the decision referred to in Article 64 of the Statute, should occasion arise.

The opinions of judges who dissent from the judgment, shall be attached thereto, if they express a desire to that effect.

ARTICLE 66.

Communication of the judgment to the parties.

After having been read in open Court, the text of the judgment shall forthwith be communicated to all parties concerned, and to the Secretary-General of the League of Nations.

ARTICLE 67.

Binding force of the judgment.

The judgment shall be regarded as taking effect on the day on which it is read in open Court, in accordance with Article 58 of the Statute.

ARTICLE 68.

Publication of the judgment.

A collection of the judgments of the Court shall be printed and published under the responsibility of the Registrar.

ARTICLE 69.

Demande en revision.

La demande en revision est introduite dans les mêmes formes que la notification de la requête visée à l'article 40 du Statut de la Cour.

Elle comprend :

1) la mention de l'arrêt attaqué ;
2) le fait sur lequel la requête est fondée ;
3) les pièces à l'appui.

Le Greffier doit notifier immédiatement la demande en revision aux autres parties intéressées ; celles-ci peuvent présenter leurs observations, dans le délai fixé par le Président.

La Cour apprécie si le fait nouveau allégué dans la demande en révision présente le caractère mentionné au premier paragraphe de l'article 61 du Statut de la Cour.

Si la Cour, en vertu du paragraphe 3 du même article, fait dépendre, par arrêt spécial, la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt attaqué, il est immédiatement donné communication de cette condition au demandeur, par l'intermédiaire du Greffier. La procédure en revision, ouverte en vertu d'une décision de la Cour, conformément au second paragraphe de cet article, est suspendue jusqu'à ce que le Greffier de la Cour ait reçu la preuve de l'exécution préalable du jugement original et que cette preuve ait été admise par la Cour.

c) Procédure devant les Chambres spéciales.

ARTICLE 70.

Procédure devant les Chambres spéciales.

La procédure devant les Chambres spéciales prévues aux articles 26 et 27 du Statut, est, sous la réserve des dispositions de ces articles, la même que la procédure de la Cour en séance plénière.

d) Procédure sommaire.

ARTICLE 71.

Convocation de la Chambre de procédure sommaire.

Dès réception par le Greffier de l'acte introductif d'instance d'une affaire qui, aux termes de l'article 29 du Statut, doit être réglée en procédure sommaire, le Président convoque dans le délai le plus bref possible, la Chambre spéciale visée à cet article.

ARTICLE 69.

Application for Revision.

An application for revision shall be made in the same form as the application provided for in Article 40 of the Statute of the Court.

It shall contain :

1) the original judgment appealed against ;
2) the fact on which the application is based ;
3) evidence in support.

It shall be the duty of the Registrar to give immediate notice of an application for revision to the other parties concerned. These parties may submit observations within a time-limit fixed by the President.

It is for the Court to consider whether the fact, the discovery of which is alleged in the application for revision, is of the nature mentioned in Article 61, first paragraph, of the Statute of the Court.

If the Court, under the third paragraph of the same Article, makes a special order that the admission of the application shall be conditional upon previous compliance with the terms of the judgment appealed against, this condition shall be immediately communicated to the applicant, through the Registrar. Proceedings in revision, opened by virtue of a decision of the Court as provided in the second paragraph of the same Article, shall be stayed pending receipt by the Registrar of the Court of proof of previous compliance with the original judgment, and until such proof shall have been accepted by the Court.

c) Procedure before the special chambers.

ARTICLE 70.

Procedure before the Special Chambers.

Procedure before the Special Chambers provided for by Articles 26 and 27 of the Statute shall, except as otherwise provided in those Articles, be the same as procedure before the full Court.

d) Summary procedure.

ARTICLE 71.

Convocation of the Chamber for summary procedure.

Upon receipt by the Registrar of the document instituting proceedings in a case which, in accordance with Article 29 of the Statute, is to be decided by summary procedure, the President shall summon as soon as possible the special Chamber referred to in that Article.

ARTICLE 72.

Procédure devant la Chambre de procédure sommaire.

La procédure sommaire consiste dans la présentation par chaque partie, d'un mémoire écrit. Communication en est faite par le Greffier aux membres de la Chambre spéciale et, dans le délai fixé par la Chambre, à la partie adverse.

Les mémoires font mention des moyens de preuve que les parties désirent éventuellement employer.

A l'expiration du délai, la Chambre peut décider soit sur la demande des parties, soit de sa propre initiative, d'admettre une procédure orale. Elle fixe la date pour l'ouverture de cette procédure.

A l'audience, les parties sont représentées par des agents, et s'il y a lieu, par des avocats et conseils.

La Chambre peut demander aux parties des explications orales. Elle admet la production de tous moyens de preuve mentionnés dans les mémoires.

Si l'audition des témoins ou experts, dont les noms sont indiqués dans les mémoires, est demandée, ces témoins ou experts doivent se trouver, en temps utile, à la disposition de la Chambre.

ARTICLE 73.

Arrêts rendus en Chambre de procédure sommaire.

L'arrêt est rendu par la Cour statuant en Chambre de procédure sommaire et lecture en est donnée en audience publique de la Chambre.

ARTICLE 74.

Règles de la procédure ordinaire subsidiairement applicables.

Sous réserve des dispositions du présent titre, les règles fixées pour la procédure devant la Cour plénière, s'appliquent à la procédure sommaire.

B. — *Procédure consultative.*

ARTICLE 75.

Compétence de la Cour plénière pour donner des avis consultatifs.

Les avis consultatifs sont délibérés et arrêtés par la Cour en séance plénière.

ARTICLE 76.

Requête pour avis consultatifs.

Le questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est demandé, sont exposées à la Cour par une requête écrite, signée soit par le Président de l'Assemblée ou par le Président du Conseil de la Société des Nations,

ARTICLE 72.

Procedure before the Chamber.

Summary procedure shall consist of a written case submitted by each party, which shall be communicated by the Registrar to the members of the special Chamber and, within a period to be fixed by the Chamber, to the other party.

Cases shall refer to all evidence which the parties may desire to produce.

On the expiration of the time limit, the Chamber may, at the request of the parties or of its own accord, decide that oral proceedings shall take place. It shall then fix a date for the commencement of the oral proceedings.

At the hearing, the parties shall be represented by agents and, if necessary, by counsel and advocates.

The Chamber may call upon the parties to furnish oral explanations. It may sanction the production of any evidence mentioned in the cases.

If it is desired that witnesses or experts whose names are mentioned in the case should be heard, such witnesses or experts must be available to appear before the Chamber when required.

ARTICLE 73.

Judgments pronounced by the Chamber.

Judgment shall be delivered by the Court sitting as a Chamber for summary procedure. It shall be read at a public meeting of the Chamber.

ARTICLE 74.

Rules of ordinary procedure applicable except as otherwise provided.

Except as provided under the present heading, the rules for procedure before the full Court shall apply to summary procedure.

B. *Advisory Procedure.*

ARTICLE 75.

Competence of the full Court to give advisory opinions.

Advisory opinions shall be considered and adopted by the full Court.

ARTICLE 76.

Applications for advisory opinions.

Questions upon which the advisory opinion of the Court is required shall be laid before the Court by means of a written request, signed either by the President of the Assembly or the President of the Council of the Lea-

soit par le Secrétaire général de la Société agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

La requête formule en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé ; elle indique les événements qui l'ont fait naître et mentionne tous les avis ou décisions officiels qui sont déjà intervenus à son sujet.

ARTICLE 77.

Notification de la requête demandant avis consultatif.

Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif, aux membres de la Cour, ainsi qu'aux Membres de la Société des Nations et aux Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte. Il peut également la communiquer aux organisations internationales susceptibles de fournir des renseignements ou des documents sur la question.

ARTICLE 78.

Publication des avis consultatifs.

Tout avis motivé qui serait donné par la Cour, ainsi que les questions qui l'auraient provoqué, est imprimé avec, s'il y a lieu, les opinions dissidentes, dans un recueil spécial publié sous la responsabilité du Greffier.

C. — *Erreurs.*

ARTICLE 79.

Rectification des erreurs matérielles.

La Cour se réserve la faculté de corriger toute erreur qui se serait glissée dans une ordonnance, un arrêt ou un avis, à la suite d'une faute ou d'une omission accidentelle.

gue of Nations, or by the Secretary-General of the League under instructions from the Assembly or the Council.

The request shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, together with an indication of the events which have led up to it, and of any official opinions or decisions upon the matter which may already have been given.

ARTICLE 77.

Notification of applications for advisory opinions.

The Registrar shall forthwith give notice of the request for an advisory opinion to the members of the Court and to the Members of the League of Nations and the States mentioned in the Annex to the Covenant. He may also inform such international organisations as are likely to be able to furnish material for the investigation of the question.

ARTICLE 78.

Publication of advisory opinions.

Opinions given by the Court, together with the questions to which they relate and dissenting opinions, if any, shall be printed and published in a special collection for which the Registrar shall be responsible.

C. *Errors.*

ARTICLE 79.

Correction of Superficial Mistakes.

The Court reserves the right to correct an error in any order, judgment or opinion, arising from a slip or accidental omission.

ANNEXE 61d.

Note sur la nomination d'un Secrétaire de la Présidence.

Lors de la 11ème séance, la Cour a décidé que le personnel permanent comprendrait, outre deux secrétaires-rédacteurs, — l'un français et l'autre anglais — un secrétaire de la Présidence.

La nomination des deux secrétaires-rédacteurs a eu lieu à la quinzième séance. A cette même séance, le Président a été autorisé à ne proposer qu'ultérieurement un candidat au poste de secrétaire de la Présidence.

Après avoir soigneusement étudié la situation et examiné les mérites respectifs des divers candidats, le Président a conclu que l'organisation la meilleure serait de situer le poste de secrétaire de la Présidence au même niveau que celui des deux secrétaires-rédacteurs ; en d'autres termes, de créer trois secrétaires-rédacteurs dont l'un aurait, en plus des fonctions inhérentes à cette situation, la charge d'assurer le secrétariat de la Présidence.

La division du travail entre les secrétaires, qui est à la base de ce nouveau projet d'organisation, paraît plus logique que celle primitivement adoptée et qui était établie selon la langue. En effet, l'ancien prévoyait d'une part un secrétaire-rédacteur français, d'autre part un secrétaire-rédacteur anglais, tous deux devant à la fois et traduire, et interpréter, et rédiger ; de plus, un troisième secrétaire était chargé de divers travaux d'étude. Tout au contraire, la nouvelle organisation comporterait une dévision basée sur la nature même du travail, de telle sorte que l'un des secrétaires serait responsable principalement de la rédaction, l'autre, de la traduction, et le troisième, enfin, de l'interprétation aussi bien que de l'édition. Ce serait au secrétaire chargé de la rédaction qu'incomberait le soin d'assurer le secrétariat de la Présidence.

Si cette organisation était agréée par la Cour, il y aurait lieu d'élever à 12.000 florins par an la somme de 7.200 florins qui constitue le traitement du secrétaire de la Présidence. Il est à noter qu'aucun titulaire vraiment désirable pour ce poste n'aurait pû être obtenu à un salaire inférieur à 10.000 florins. La différence entre cette somme et la somme de 12.000 florins ne serait pas à la charge du budget de la Cour, pour l'année courante, puisque, la session actuelle touchant à sa fin, la nomination du troisième secrétaire-rédacteur pourrait ne dater que du 1er juin de cette année, permettant ainsi d'économiser trois mois de traitement. Au cas où ces propositions seraient acceptées, le Président propose comme candidat au troisième poste de secrétaire le major Clive Hardy, qui a failli être désigné lors des premières nominations. M. Garnier-Coignet, à présent secrétaire français

ANNEX 61 d.

Memorandum on the appointment of a Secretary to the Presidency.

At its eleventh meeting the Court decided that the permanent staff should include, in addition to two Editing Secretaries — one French and one English — a Secretary to the Presidency.

The two Editing Secretaries were appointed at the fifteenth meeting. At the same meeting the President was authorised to postpone the proposal of a candidate for the post of Secretary to the Presidency until a later date.

The President, after carefully considering the position and examining the qualifications of the various candidates, came to the conclusion that the best plan would be to assimilate the post of Secretary to the Presidency to those of the two Editing Secretaries : in other words, to appoint three Editing Secretaries, of whom one would, in addition to the duties attaching to these posts, assume the duties of Secretary to the Presidency.

The division of work between the Secretaries, upon which this new system of organisation is based, appears more logical than that originally adopted, according to which the language used was to be the criterion. The former system provided that there should be a French Editing Secretary and an English Editing Secretary, both of whom would have to translate, interpret and edit, and that, in addition, there should be a third Secretary entrusted with certain research work. The new system, on the other hand, would entail a division based on the nature of the work, that is to say, that one of the Secretaries would be chiefly responsible for drafting, another for translation and a third for interpretation as well as editing. The Secretary responsible for drafting would also undertake the duties of Secretary to the Presidency.

Should this plan be approved by the Court, the salary of the Secretary to the Presidency would have to be raised from 7.200 to 12.000 florins. It should be observed that no really suitable candidate for this post could be obtained at a salary of less than 10.000 florins. The difference between this sum and the sum of 12.000 florins would not affect the Court's budget for the current year, since the present session is almost at an end, and therefore the appointment of a third Editing Secretary need only date from June 1st of the current year, thus enabling a saving of three months' salary to be made. Should these proposals be accepted, the President would propose Major Clive Hardy, who was very nearly appointed when the first appointments were made, as a candidate for the third post of Secretary. Monsieur Garnier-Coignet, the present French Secretary

serait alors principalement chargé du travail de rédaction, M. Cross, à présent secrétaire anglais, de l'interprétation dans les deux langues officielles et de l'édition des comptes-rendus, alors que le nouveau secrétaire, le major Hardy, assumerait surtout la responsabilité générale du service de traduction.

Le Président est convaincu que l'organisation qu'il se permet de proposer donnerait toute satisfaction.

En conséquence, il propose à la Cour d'adopter les résolutions suivantes :

RESOLUTIONS.

1. — Le poste de secrétaire de la Présidence est assimilé au poste de secrétaire-rédacteur.

2. — M. Garnier-Coignet, déjà nommé secrétaire-rédacteur de la Cour, est transféré au poste de secrétaire-rédacteur chargé du secrétariat de la Présidence ;

3. — Le major Clive Hardy est désigné pour occuper à partir du 1er juin le poste laissé libre par le transfert de M. Garnier-Coignet.

would then be mainly responsible for the work of drafting, Mr. Cross, the present English Secretary, would be responsible for interpretation into the two official languages and for the editing of the verbatim records, while the new Secretary, Major Hardy, would be mainly responsible for the work of translation.

The President is convinced that the plan which he ventures to propose would give complete satisfaction. He therefore proposes that the Court should adopt the following resolutions :

RESOLUTIONS.

1. — That the post of secretary to the Presidency be assimilated to the post of editing secretary.

2. — That, M. Garnier-Coignet, already appointed editing secretary of the Court, be transferred to the post of editing secretary responsible for the duties of secretary to the Presidency.

3. — That Major Clive Hardy be appointed as from June 1st to the position left vacant by the transfer of M. Garnier-Coignet.

ANNEXE 61e.

Amendements à l'art. 35 du Projet du Comité de rédaction.

(Distr. 83).

Amendement de M. Beichmann.

à l'article 35, alinéas 3 et 4 du Projet du Comité de rédaction.

(Distr. 83).

L'article 35, alinéas 3 et 4, à remplacer par la disposition suivante :

„La notification du compromis et la requête peuvent, dans les cas visés aux articles 26 et 27, contenir la demande que l'affaire soit traitée par la Chambre spéciale. Dans les cas prévus à l'article 27 du Statut, elles peuvent également contenir une demande de faire adjoindre à la Cour des assesseurs techniques. Si l'affaire ne concerne pas les matières visées dans les articles 26 et 27, la notification du compromis ou la requête peuvent contenir la demande que l'affaire soit traitée devant la Chambre spéciale visée à l'article 29 du Statut."

Amendement de M. Anzilotti.

à l'article 35, alinéas 3—5 du Projet du Comité de Rédaction.

La Cour fait droit à toute demande que l'affaire soit traitée par l'une des Chambres spéciales visées aux articles 26, 27 et 29 du Statut ou que des assesseurs techniques soient adjoints à la Cour aux termes de l'article 27 du Statut, si la demande est présentée par les parties avec la notification du compromis ou si, ayant été présentée avec la requête, elle est agrée par l'autre partie dans la première pièce de procédure qui fait suite à la requête.

ANNEX 61e.

(*Translation*).

Amendment to Article 35 of the Draft submitted by the Drafting Committee.

(Distr. 83).

M. Beichmann's Amendment.

to Article 35 (3rd and 4th paragraphs) of the Draft proposed by the Drafting Committee.

(Distr. 83).

The following to be substituted for the 3rd and 4th paragraphs of Article 35 :

"In cases of the kind referred to in Articles 26 and 27, the notification of a special agreement or the application may contain a request that the case should be dealt with by the special Chamber. Similarly in cases of the kind referred to in Article 27 of the Statute, they may contain a request that technical assessors should be attached to the Court. If the case is not concerned with any of the questions contemplated in articles 26 and 27, the notification of a special agreement or the application may contain a request that the case should be dealt with by the special Chamber referred to in Article 29 of the Statute."

M. Anzilotti's Amendment.

to Article 35 (paragraphs 3—5) of the Draft proposed by the Drafting Committee.

A request to the effect that the case should be dealt with by one of the special Chambers referred to in Articles 26, 27 and 29 of the Statute, or to the effect that technical assessors should be attached to the Court in accordance with Article 27 of the Statute, shall be complied with by the Court, provided that it is submitted by the parties together with the notification of a special agreement or, if the request is submitted together with an application, that it is approved by the other party in the first document of the written procedure following the application.

ANNEXE 61ff.

Sur la nécessité d'une assemblée générale des membres de la Cour.

(Distr. 82).

Observations présentées par M. NEGULESCO.
(accompagnées d'une proposition et d'une motion).

La première Assemblée de la Société des Nations, en vertu de l'article 14 du Pacte, a voulu créer une Cour permanente de Justice qui puisse s'imposer à la conscience universelle. Elle a pourvu ce grand tribunal de quinze Membres pour que „tous les systèmes juridiques du monde" soient représentés et pour que le droit nouveau soit la résultante des accords qui se feront entre les systèmes les plus différents et quelquefois les plus contradictoires.

Le contact prévu par l'article 9 du Statut de la Cour, qui proclame que les membres doivent assurer „dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde", ne sera pas possible si on ne crée pas une assemblée générale où tous les systèmes juridiques soient représentés et où la fusion des idées nationales puisse créer la mentalité internationale, nécessaire au rapprochement des peuples par leur solidarité commune.

Si les juges suppléants restent dans leurs pays d'origine, loin de tout contact international, loin des discussions qui pourront surgir dans l'assemblée générale, ils seront toujours portés à rester influencés par les règles de droit de leur propre pays au détriment de la grande institution internationale qu'on a voulu créer.

Pourquoi a-t-on créé la Cour permanente de Justice internationale, car il y avait déjà la Cour d'Arbitrage ? C'était pour créer des règles juridiques en assurant la continuité de la Cour, ce qui ne pouvait se réaliser par la Cour d'Arbitrage, créée en vue d'une affaire déterminée.

L'entrée en fonctions des juges suppléants pourra mettre en danger la continuité des règles de droit. Ils appartiennent à des systèmes juridiques différents et, par leur entrée en fonctions d'une manière successive, peuvent, en cas de divergence entre les juges, faire varier la jurisprudence de la Cour.

Il n'y a qu'un seul moyen pour prévenir à ce danger, c'est de convoquer quand les circonstances l'exigeront, l'assemblée générale, où tous les systèmes juridiques seront représentés et de chercher la véritable interprétation qui sera la résultante des opinions différentes de ses membres. Cette assemblée générale sera appelée à donner des avis consultatifs conformément à l'article

ANNEX 61f.

(*Translation*).

The need for general meetings of members of the Court.

(Distr. 82).

Observations by M. NEGULESCO
(accompanying a proposal and a motion submitted by him).

The first Assembly of the League of Nations, by virtue of Article 14 of the Covenant, desired to create a Permanent Court of Justice which should gain the confidence of the whole world. This great tribunal was to be composed of fifteen members, in order that "all the principal legal systems of the world" should be represented, and that the new body of law created should be the result of compromises effected between utterly different, not to say contradictory systems. The close contact between the members contemplated in Article 9 of the Statute of the Court which states that the whole body of members "should represent the main forms of civilization and the principal legal systems of the world", would not be possible if a system of general meetings were not instituted at which all the legal systems would be represented and at which the fusion of national ideas would lead to the creation of that international mentality which is so necessary for the growth of closer relations between nations and for the development of international solidarity.

If the deputy-judges remain in their home countries, out of touch with international affairs, and are not present at the discussions which may develop during general meetings, they will be bound to remain under the influence of the legal principles of their own countries, to the detriment of the great international institution which has been established.

Why was the Permanent International Court of Justice created, seeing that the Court of Arbitration was already in existence ? It was in order that rules of law might be developed, thanks to the continuity of the Court, a result which could not be achieved by the Court of Arbitration which was formed to deal with particular cases only.

The summoning of deputy-judges to sit in a case might endanger the continuity of the rules of law applied. They belong to different legal systems, and the fact that they are to sit successively might, in the event of divergence of opinion between the judges, cause the Court's jurisprudence to vary. There is only one means of meeting this danger and that is to convene a general meeting, when circumstances require it, at which all the legal systems shall be represented, and thus to try and find the true solution in a comparison between the varying opinions of the members. This general meeting would be summoned for the purpose of giving advisory opinions in conformity with Article 14 of the

14 du Pacte et pourra maintenir la fixité des règles de droit si utile aux rapports internationaux.

La présence de tous les membres s'impose encore plus quand il s'agit d'avis qui, sans créer une règle de droit, ne font qu'interpréter les règles juridiques d'un ou de plusieurs Etats. Quel effet produirait dans le monde un avis donné par la Cour sur le sens et la portée d'une règle de droit chinois, de droit slave ou de droit scandinave, si les représentants les plus autorisés, recommandés par les plus hautes institutions juridiques de leurs pays respectifs, et qui se trouvent parmi les juges suppléants, étaient exclus des délibérations de la Cour. Quelle sera l'autorité morale des juges suppléants qui peuvent juger les plus grands conflits du monde si, relativement à un avis qui intéresse leur pays, on commence par leur exclusion ?

Le système que je combats paraît d'autant plus inacceptable que l'article 31 permet aux parties en cause d'avoir un juge suppléant, s'il s'en trouve un de leur nationalité, qui siégera dans l'affaire dont la Cour est saisie. Quand il s'agit d'un simple avis, comme l'article 31 n'est plus applicable, car il se réfère aux affaires contentieuses, l'Etat ou les Etats intéressés ne pourront plus bénéficier de cette disposition.

L'article 25 du Statut ne s'oppose pas à cette interprétation. Cet article se réfère à la Cour quand elle exerce ses attributions judiciaires. C'est alors que la Cour est constituée par les onze juges et les juges suppléants n'entrent „en fonctions" que si la présence des onze juges n'est pas assurée. La preuve qu'il en est ainsi, résulte de l'article 24 qui parle dans son premier alinéa du „jugement d'une affaire déterminée." Quand il s'agit d'un avis consultatif, il ne s'agit plus du „jugement d'une affaire déterminée", mais d'une fonction de la Cour, qui sans être obligatoire pour elle, est un de ses attributs créé par le Pacte pour donner à cette haute institution la possibilité d'harmoniser et de préciser les règles juridiques du droit nouveau.

Pour prouver que l'article 25 du Statut de la Cour est inapplicable en matière d'avis, j'examinerai les phases successives par lesquelles est passé l'article 36 du projet des jurisconsultes de la Haye, pour finir avec la suppression de cet article.

On verra que tant à la Haye que devant la première Assemblée de Genève, on considérait l'article 25 applicable seulement aux affaires contentieuses. Quant aux avis, l'article 25 était inapplicable.

L'article 36 était conçu comme suit :

„La Cour donne son avis sur tout point ou tout différend d'ordre international qui lui est soumis par le Conseil ou par l'Assemblée.

Covenant and could impart the requisite degree of rigidity to rules of law, which is so desirable in international relations.

The presence of all the members is still more necessary in the case of opinions which, though they do not create a legal rule, involve the interpretation of the legal principles accepted by one or more States. What impression would be produced throughout the world by an opinion given by the Court in regard to the meaning and scope of a rule of Chinese, Slav or Scandinavian law, if the representatives of those systems best qualified to speak, who had been recommended by the most important legal institutions of their respective countries, and who were included amongst the deputy-judges, were excluded from the deliberations of the Court? What would be the moral authority of the deputy-judges if, though they might sit in judgment on the most important disputes in the world, when it came to the giving of an opinion which affected the interests of their country, they were excluded from the Court ?

The system which I am opposing seems all the more inacceptable, in that Article 31 allows the parties to a dispute to select a deputy-judge, should there be one of their nationality, to sit in the case submitted to the Court. But where the matter is merely an advisory opinion, since Article 31 no longer applies, for it only refers to contentious cases, the State or States interested cannot profit by this provision.

Article 25 of the Statute is in no way contrary to this interpretation. This Article refers to the Court when exercising its judicial powers. The Court then consists of the eleven judges, and the deputy-judges only enter upon their duties if eleven judges are not available. The truth of this is shown by the fact that Article 24, in its first paragraph, speaks of "the decision of a particular case". With regard to an advisory opinion, there is no question of "the decision of a particular case", but rather of a function which devolves upon the Court, and which, though not binding upon it, is a powers conferred by the Covenant with a view to giving this high institution the means of harmonising and defining the principles of the new body of law.

In order to show that Article 25 of the Statute of the Court does not apply to advisory opinions, I will proceed to consider the various phases through which Article 36 of the draft of the Committee of Jurists of the Hague passed, before it was finally deleted.

It will be noted that both at the Hague and at the first Assembly of Geneva, Article 25 was considered applicable only to contentious cases, and as inapplicable with regard to advisory opinions.

Article 36 was worded as follows:

"The Court shall give an advisory opinion upon any question or dispute of an international nature referred to it by the Council or Assembly.

„Lorsque la Cour donne son avis sur un point d'ordre international indépendamment de tout différend actuellement né, elle constitue une commission spéciale de trois à cinq membres.

„Lorsqu'elle donne son avis sur une question qui fait l'objet d'un différend actuellement né, elle statue dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un litige porté devant elle."

M. de Lapradelle expliqua devant le Comité des juristes les deux situations juridiques qui étaient prévues. Quand il s'agit „d'un point d'ordre international, indépendamment de tout différend", il s'agit d'une question purement théorique et la Cour peut constituer une commission spéciale. Quand il s'agit d'un avis sur un conflit déjà né, on pourra suivre une procédure qui se rapproche de celle suivie pour les jugements.

Le texte de l'article 36 et les explications fournies par M. de Lapradelle prouvent que l'article 25 n'était pas applicable aux avis car les jurisconsultes de la Haye se sont cru obligés de rédiger le texte de l'article 36 pour prévoir les cas qui pourraient s'en suivre, et pour déterminer la composition de la Cour.

Devant la sous-commission de la troisième Commission de la première Assemblée l'article 36 vint de nouveau en discussion. M. Fernandes (Brésil) „attire l'attention de la sous-commission sur les deux alternatives qui ont été visées par la Commission consultative de la Haye. La première était celle où la question soumise à la Cour se rapportait à un différend dont le Conseil avait été saisi ; la deuxième, celle où la question ne relevait d'aucun différend actuel."

Les membres de la Sous-Commission „reconnaissent que, quoique les deux cas mentionnés par M. Fernandes aient été étudiés de très près à la Haye, le rapport expliquant la différence de procédure dans ces deux cas n'a pas été suffisamment discuté."

M. Fernandes, pour préciser encore la composition de la Cour dans le dernier cas prévu par l'article 36, présenta l'amendement suivant :

„Lorsque la Cour donne son avis sur une question qui fait l'objet d'un différend actuellement né, elle devra réunir le *quorum* pour le jugement ordinaire."

M. Ricci Busatti (Italie) „ajoute qu'en pratique il sera impossible pour la Cour d'établir une distinction entre les cas mentionnés au deuxième et ceux mentionnés au troisième paragraphe de l'article 36.

„Le point de droit dans la question soumise à la Cour ne serait jamais identiquement de la même nature que le différend soumis au Conseil, mais aurait un caractère plus théorique et plus général."

Voici l'amendement italien :

„La Cour donne son avis sur tout point ou tout

"When the Court shall give an opinion on a question of an international nature which does not refer to any dispute which may have arisen, it shall appoint a special commission of from three to five members.

"When it shall give an opinion upon a question which forms the subject of an existing dispute, it shall do so under the same conditions as if the case had actually been submitted to it for decision."

M. de Lapradelle explained before the Committee of Jurists the two juridical situations contemplated. In the case of a question of an international nature not referring to any actual dispute, the point would be a purely theoretical one and the Court could form a special committee. In the case of an opinion upon an existing dispute, a procedure similar to that followed in the case of a judgment might be adopted.

The text of Article 36 and the explanations given by M. de Lapradelle proved that Article 25 was not intended to apply to advisory opinions, for the jurists at the Hague felt it necessary to draft Article 36 in order to make provision for various cases which might arise and to settle the question of the composition of the Court.

Before the Sub-Committee of the Third Committee of the first Assembly, Article 36 was once more discussed.

M. Fernandes (Brazil), "drew attention to two cases considered by the Advisory Committee at the Hague: first, when the question submitted referred to a dispute brought before the Council; secondly, when the point submitted was independent of any such dispute."

"It was recognised that, although the two cases mentioned by M. Fernandes had been carefully considered at the Hague, the report explaining the difference in procedure between the two cases had not been sufficiently discussed "

M. Fernandes, in order to make it perfectly clear what the composition of the Court was to be, in the case of the second alternative mentioned in Article 36, submitted the following amendment :

"When the Cour shall give an opinion upon a question which forms the subject of an existing dispute, it must assemble the quorum required for ordinary judgments."

M. Ricci Busatti (Italy), "added that in practice it would be impossible for the Court to draw a distinction between the cases contemplated in the second and third paragraphs of Article 36.

"The special point in the question submitted to the Court would never be identical with the dispute before the Council, but more theoretical and generalised."

The Italian amendment was as follows :

"The Court shall give an opinion upon any question

différend d'ordre international qui lui est soumis par le Conseil ou par l'Assemblée. Lorsque la Cour est appelée à donner son avis sur un point d'ordre international, elle pourra constituer à cette fin des commissions spéciales et leur confier la tâche de préparer l'avis demandé."

L'amendement italien, sauf rédaction, fut adopté par 7 voix contre 2. Après ce vote, l'amendement de M. Fernandes n'avait plus de raison d'être. Tout cela est d'une très grande importance car même dans le cas spécial prévu par l'amendement Fernandes, l'article 25 n'était plus applicable.

Conformément à l'amendement italien, les avis seront préparés par des commissions spéciales. Ces commissions, pour remplir leur tâche, doivent être formées par les membres de la Cour qui représentent les systèmes juridiques nécessaires à connaître pour la solution de la question demandée.

A la séance du 4 décembre, M. Fromageot (France) „fait observer que le Comité de rédaction a été chargé de réviser le texte de cet article." En vertu de ce mandat, le Comité a préparé une nouvelle rédaction :

„Toute question ou tout différend dont la Cour est saisie pour avis par l'Assemblée ou par le Conseil, peuvent être soumis par la Cour à une commission spéciale, choisie dans son sein pour la préparation de cet avis."

„Mais il a été unanime à reconnaître qu'il serait désirable que l'article tout entier fût supprimé. En effet, le Pacte contient, à l'article 14, une disposition aux termes de laquelle la Cour ne peut se refuser à donner des avis consultatifs."

On passe au vote. La suppression de l'article 36 fut décidée a l'unanimité.

Que la Cour n'est pas obligée de donner un avis, M. Moore l'a remarquablement démontré. M. Fromageot avait en vue le texte français de l'article 14 du Pacte, qui diffère sensiblement du texte anglais.

De tout cet exposé que je viens de faire, on voit que les auteurs du Statut de la Cour ont voulu s'occuper des avis dans un article spécial qu'ils ont finalement supprimé ; que soit dans le Comité des Juristes de la Haye, soit dans la Sous-Commission de la troisième Commission de la première Assemblée, on a considéré l'article 25 inapplicable aux avis.

Le mot „Cour" est employé par le Statut dans deux sens différents. „La Cour" forme une unité avec ses onze juges conformément à l'article 25 quand il s'agit d'exercer ses attributions judiciaires. Dans les autres cas, „la Cour" représente une unité formée de quinze membres (articles 2, 3, 4, 5, 9, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21, 22, etc.).

„La Cour" dans cette dernière acception exercera

or dispute of an international nature which may be submitted to it by the Council or by the Assembly. When the Court is called upon to give an opinion upon a question of an international nature, it may for this purpose form special committees and entrust to them the task of preparing the opinion asked for."

The Italian amendment, subject to final drafting, was adopted by seven votes to two. After this vote there was no longer any reason for the maintenance of M. Fernandes' amendment. The foregoing facts are of great importance ; for even in the particular circumstances contemplated by M. Fernandes' amendment, Article 25 was no longer applicable.

According to the Italian amendment, advisory opinions were to be prepared by special committees. These committees, in order to carry out their task, would have to be composed of members of the Court representing those legal systems of which a knowledge was necessary for the solution of the problem under investigation.

At a meeting held on December 4th, M. Fromageot (France) "pointed out that the Drafting Committee had been asked to revise the text of this Article." On this authority the Committee had drawn up the following new wording :

„Any question or dispute submitted to the Court by the Assembly or by the Council for its opinion may be referred by the Court to a special Commission composed of members of the Court for the preparation of such opinion."

„But it had been unanimous in thinking that it would be desirable to suppress the entire Article. The Covenant, in Article 14, contained a provision in accordance with which the Court could not refuse to give advisory opinions."

A vote was then taken. It was unanimously decided to omit Article 36.

Mr. Moore has proved in a remarkable manner that the Court is not bound to give opinions. M. Fromageot was referring to the French text of Article 14 of the Covenant, which differs appreciably from the English text.

The foregoing clearly shows that the authors of the Statute of the Court intended to deal with advisory opinions in a special article, which was, however, finally dropped. Both the Committee of Jurists of the Hague and the Sub-Committee of the Third Committee of the First Assembly considered that Article 25 did not apply to advisory opinions.

The word "Court" is used by the Statute in two different senses. The "Court", composed of eleven judges in accordance with Article 25, constitutes a body for the exercise of its judicial powers. In other cases the Court is a body of fifteen members (Articles 2, 3, 4, 5, 9, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21, 22, etc.).

It is the Court in the latter sense of the word which

ses pouvoirs administratifs, prendra les mesures disciplinaires conformément à l'article 18 du Statut, exercera ses pouvoirs législatifs, conformément à l'article 30 du Statut, en déterminant le mode suivant lequel elle exerce ses attributions, et donnera des avis consultatifs, conformément à l'article 14 du Pacte.

PROPOSITION DE M. NEGULESCO.

(Distr. 81).

ARTICLE 1.

La Cour se réunit en Assemblée générale pour :
1) l'élection du Président et du Vice-Président ;

2) réglementer le mode suivant lequel elle exerceses attributions ;
3) avis consultatifs ;
4) la formation des Chambres ;
5) la nomination du Greffier et du personnel ;
6) mesures disciplinaires à appliquer aux membres de la Cour et au personnel ;
7) délibération sur les matières d'ordre général et de service intéressant la Cour.

ARTICLE 2.

L'Assemblée générale est convoquée par le Président sur son initiative ou à la demande d'au moins trois juges. Elle est composée de tous les membres de la Cour.

MOTION PRESENTÉE PAR M. NEGULESCO.

(Distr. 85).

En matière d'avis consultatifs donnés par la Cour, le Statut ne contenant aucune disposition, l'article 14 du Pacte sera applicable. Le mot „Cour", employé par cet article, doit être pris dans le sens le plus large, car autrement on arriverait à exclure certains membres représentants différents systèmes juridiques de la composition de la Cour.

is to exercise its administrative powers, take disciplinary action in accordance with Article 18 of the Statute, and exercise legislative powers, in accordance with Article 30 of the Statute, by framing rules for regulating its procedure, and which is to give advisory opinions in accordance with Article 14 of the Covenant.

PROPOSAL BY M. NEGULESCO.

(Distr. 81)

ARTICLE 1.

A general meeting of the Court shall be held :
1) for the election of the President and Vice-President ;
2) to frame rules for regulating its procedure ;

3) for advisory opinions ;
4) for the constitution of the Chambers ;
5) for the appointment of the Registrar and staff ;
6) for the application of disciplinary measures to the members of the Court and to the staff ;
7) for the discussion of general matters and questions of organisation affecting the Court.

ARTICLE 2.

A general meeting of the Court shall be convened by the President either on his own initiative or at the request of at least three judges. A general meeting shall comprise all members of the Court.

MOTION SUBMITTED BY M. NEGULESCO.

(Distr. 85).

With regard to advisory opinions given by the Court, since the Statute contains no provisions on the subject, Article 14 of the Covenant must be applied. The word „Court" as used in this Article must be taken in the widest possible sense ; for otherwise certain members who represent different legal systems would be excluded from the composition of the Court.

ANNEXE 61g.

Projet de Règlement soumis par le Comité de Rédaction.

(Distr. 87).

13 mars 1922.

(Seconde Lecture).

PRÉAMBULE.

La Cour,
Vu l'article 30 du Statut;
Arrête le présent Règlement :

CHAPITRE I. DE LA COUR.

Titre A. Des juges.

ARTICLE 1.

Sous réserve des dispositions de l'article 14 du Statut, la période de fonctions des juges titulaires et suppléants commence à courir le 1er janvier de l'année qui suit leur élection.

ARTICLE 2.

Les juges titulaires et suppléants, élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée, prennent séance respectivement avant les juges titulaires et suppléants élus au cours de sessions ultérieures. Les juges titulaires et suppléants, élus au cours de la même session de l'Assemblée, ont le rang que leur assigne leur ancienneté d'âge. Les juges titulaires ont la préséance sur les juges suppléants.

Le tableau des juges suppléants est dressé en conformité des mêmes principes.

Le Vice-Président siège à la droite du Président. Les autres juges siègent à la gauche et à la droite du Président, selon l'ordre ci-dessus établi.

ARTICLE 3.

Les juges suppléants dont la présence est nécessaire, sont appelés dans l'ordre du tableau visé à l'article 2, de telle sorte que chacun d'eux soit convoqué à son tour, jusqu'à l'épuisement du tableau ; le même ordre est suivi pour les convocations ultérieures.

Dans le cas d'une vacance à laquelle il doit être pourvu par l'élection d'un nouveau juge titulaire, le juge suppléant appelé demeure en fonctions jusqu'à cette élection, ou jusqu'à la fin de la session qui l'a précédée.

Le juge suppléant qui a connu d'une affaire doit être appelé à en poursuivre l'examen, jusqu'à ce que la solution soit intervenue.

ANNEX 61g.

(*Translation*).

Draft Rules of Court submitted by the Drafting Committee.

(Distr. 87).

March 13th, 1922.

(Second Reading).

PREAMBLE.

The Court,
by virtue of Article 30 of the Statute,
adopts the present Rules :

CHAPTER I. THE COURT.

Heading A. The judges.

ARTICLE 1.

Subject to the provisions of Article 14 of the Statute the term of office of judges and deputy-judges shall commence on January 1st of the year following their election.

ARTICLE 2.

Judges and deputy-judges elected at an earlier session of the Assembly shall take precedence respectively over judges and deputy-judges elected at a subsequent session. Judges and deputy-judges elected during the same session of the Assembly shall take precedence according to age. Judges shall take precedence over deputy-judges.

The list of deputy-judges shall be prepared in accordance with these principles.

The Vice-President shall take his seat on the right of the President. The other members of the Court shall take their seats to the right and left of the President in the order laid down above.

ARTICLE 3.

Deputy-judges shall be summoned as required, in the order laid down in the list referred to in Article 2, that is to say, each of them will be summoned in rotation. Whenever the list has been exhausted this procedure shall be repeated.

In the event of a vacancy necessitating the election of a new judge, the deputy-judge summoned shall continue to sit until the election has taken place, or until the end of the session preceding the election.

A deputy-judge who has begun a case shall be summoned again in order to continue to sit in the case until it is finished.

Lorsqu'un juge suppléant est trop éloigné du siège de la Cour, pour pouvoir, selon l'opinion du Président, être touché utilement par une convocation, celle-ci sera adressée au juge suppléant qui le suit immédiatement dans l'ordre du tableau, sans préjudice du droit pour celui qui aurait dû la recevoir, d'être appelé, s'il est possible, la première fois que la présence d'un juge suppléant sera exigée.

L'appel fait à un juge suppléant comme juge national, dans un cas déterminé, en vertu de l'article 31 du Statut, ne compte pas, en vue de l'application du présent article, pour la fixation de l'ordre dans lequel les juges suppléants doivent être convoqués.

Article 4.

Pour l'application de l'article 18 du Statut, le Président ou, le cas échéant, le Vice-Président, convoque la Cour. Le membre mis en cause est admis à fournir des explications, après quoi la question est discutée et mise aux voix, hors la présence de ce membre. Si l'unanimité des membres présents exigée par le dit article est acquise, le greffier procède à la notification qui y est prescrite [1]).

Article 5.

Dans le cas où une ou plusieurs parties ont le droit de nommer un juge *ad hoc* de leur nationalité, la Cour plénière peut siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze.

La Cour, après avoir constaté, en conformité de l'article 31 du Statut, que plusieurs parties font cause commune et qu'aucune d'elles ne compte, sur le siège, un juge de sa nationalité, les invite à se mettre d'accord pour désigner, dans un délai fixé par elle, un juge suppléant, ressortissant de la nationalité de l'une d'entre elles ; ou, s'il n'en existe pas, un juge choisi selon les principes dudit article.

Si, à l'expiration du délai, les parties ne se sont pas mises d'accord, elles sont réputées avoir renoncé à la faculté que leur confère l'article 31. Toutefois, la Cour peut, en tout état de cause, accéder à une demande des parties, tendant à la désignation d'un juge parmi les candidats présentés par elles.

1) N. B Quelques doutes ayant été émis sur l'interprétation du vote qui a eu lieu lors de la 29ème séance de la Cour au sujet de la participation des juges suppléants aux décisions sur les réponses aux demandes d'avis consultatifs présentées à la Cour, et sur les matières connexes, il a paru utile au Comité de rédaction, avant de proposer une rédaction définitive des articles y relatifs, de soumettre à nouveau la question à l'appréciation de la Cour en deuxième lecture.

Une note préparée par le Président (Appendice 1) se réfère à cette question (voir p. 501).

Should a deputy-judge be so far from the seat of the Court that, in the opinion of the President, a summons would not reach him in sufficient time, the deputy-judge next on the list shall be summoned ; nevertheless, the judge to whom the summons should have been addressed shall be called upon, if possible, on the next occasion that the presence of a deputy-judge is required.

Should a deputy-judge be summoned to take his seat in a particular case as a national judge, under the terms of Article 31 of the Statute, such summons shall not be regarded as coming within the terms of the present Article for the purpose of determining the order in which deputy-judges are to be summoned.

Article 4.

For the purpose of applying Article 18 of the Statute, the President, or in certain circumstances the Vice-President, shall convene the Court. The member affected shall be allowed to furnish explanations. When he has done so the question shall be discussed and a vote shall be taken, the member in question not being present. If as required by Article 18 of the Statute the members present are unanimously agreed the Registrar shall issue the notification prescribed in that Article [1]).

Article 5.

In cases in which one or more parties are entitled to choose a judge *ad hoc* of their nationality, the full Court may sit with a number of judges exceeding eleven.

When the Court has satisfied itself in accordance with Article 31 of the Statute that there are several parties in the same interest and that none of them possess a judge of their nationality upon the bench, the Court shall invite them, within a period to be fixed by the Court, to select by common agreement a deputy-judge of the nationality of one of the parties, should there be one ; or should there not be one, a judge chosen in accordance with the principles of the above mentioned Article.

Should the parties have been unable to agree upon the selection of a judge before the expiration of the time limit, they shall be regarded as having renounced the right conferred upon them by Article 31. Nevertheless, the Court may, at any stage, accede to a request made by the parties to the effect that it should select a judge from amongst the candidates nominated by them.

1) N. B. Some doubt having been felt as to the significance of the vote taken at the 29th meeting of the Court concerning the participation of deputy judges in decisions as to the replies to be given to requests for advisory opinions submitted to the Court and kindred questions, the Drafting Committee thought it advisable, before presenting a final draft of the articles relating thereto, to bring the question once more before the Court in second reading.

A note drafted by the President (Appendix 1) deals with this point (see p. 501).

ARTICLE 6.

Le Président recueille tous renseignements utiles, propres à éclairer la Cour sur le choix des assesseurs techniques, dans chaque affaire. Pour les affaires mentionnées à l'article 26 du Statut, il consulte notamment le Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

Les assesseurs sont désignés, à la majorité absolue, soit par la Cour, soit par la Chambre spéciale à laquelle ressortit l'affaire à régler.

ARTICLE 7.

La Cour peut siéger avec dix ou neuf juges seulement, lorsque, en raison de circonstances imprévues, il est impossible d'assurer la présence de onze juges, ou lorsque, après le commencement de la procédure orale, ce nombre a cessé d'être atteint.

Titre B. De la constitution de la Cour.

ARTICLE 8.

Après le renouvellement intégral de la Cour, et jusqu'à l'élection du Président et du Vice-Président, les fonctions de président sont exercées par celui des juges auquel l'ordre fixé par l'article 2 donne la préséance.

Il en est de même en cas d'empêchement simultané du Président et du Vice-Président.

ARTICLE 9.

L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin de la session ordinaire, et leur période de fonctions commence à courir le 1er janvier qui suit leur élection.

Après le renouvellement intégral de la Cour, l'élection du Président et du Vice-Président a lieu au début de la session qui suit. Le Président et le Vice-Président élus dans ces circonstances entrent en fonctions le jour de leur élection ; ils restent en fonctions jusqu'à l'expiration de la seconde année qui suit celle de leur élection.

Si le Président ou le Vice-Président cessent de faire partie de la Cour avant le terme normal de leurs fonctions, une élection a lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir.

Si cela est nécessaire, la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.

Pour les élections visées au présent article, le vote

ARTICLE 6.

The President shall obtain all information necessary in order to enable the Court to undertake the selection of technical assessors in each case. In particular, with regard to the questions referred to in Article 26 of the Statute, he shall consult the Governing Body of the International Labour Office.

The assessors shall be appointed by an absolute majority of votes, either by the Court, or by the special Chamber which has to deal with the case in question.

ARTICLE 7.

The Court may sit with nine or ten judges only, when, owing to unforeseen circumstances, it is impossible to ensure the presence of eleven judges, or when the number of judges sitting falls below eleven after the oral proceedings have commenced.

Heading B. Constitution of the Court.

ARTICLE 8.

After a new election of the whole Court and until such time as the President and Vice-President have been elected, the judge who takes precedence according to the order laid down in Article 2, shall perform the duties of President.

The same principle shall be applied should both the President and the Vice-President be unable to be present.

ARTICLE 9.

The election of the President and Vice-President shall take place at the end of an ordinary session and their term of office shall commence on January 1st of the year following their election.

After a new election of the whole Court, the election of the President and Vice-President shall take place at the commencement of the following session. The President and Vice-President elected in these circumstances shall take up their duties on the day of their election. They shall remain in office until the end of the second year after the year of their election.

Should the President or the Vice-President cease to belong to the Court before the expiration of their normal term of office, an election shall be held for the purpose of appointing a substitute for the unexpired portion of their term of office.

If necessary an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose.

The elections referred to in the present Article shall

a lieu au scrutin secret ; le candidat qui obtient la majorité absolue est déclaré élu.

ARTICLE 10.

Tout membre de la Cour nouvellement élu inaugure ses fonctions en prenant, conformément à l'article 20 du Statut, l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience."

En vue de cette déclaration, la Cour peut, le cas échéant, être convoquée en séance publique spéciale.

A la séance publique d'ouverture tenue après le renouvellement intégral de la Cour, la déclaration prescrite est faite d'abord par le Président, puis par le Vice-Président et ensuite dans l'ordre établi dans l'article 2.

Titre C. Du Président et du Vice-Président

ARTICLE 11.

Le Président dirige les travaux et les services de la Cour ; il préside ses séances plénières.

ARTICLE 12.

Le Vice-Président remplace le Président, en cas d'empêchement, ou en cas de cessation de fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par la Cour à la désignation de son successeur.

ARTICLE 13.

Le Président doit être domicilié dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à la Haye.

Les grandes vacances du Président ne doivent pas dépasser trois mois.

Titre D. Des Chambres.

ARTICLE 14.

Les membres des Chambres constituées en vertu des articles 26, 27 et 29 du Statut, sont désignés par la Cour siégeant en séance plénière, à la majorité absolue des voix ; il est tenu compte, pour cette désignation, sous réserve des stipulations de l'article 9 dudit Statut, des préférences exprimées par les juges.

Il est procédé à l'élection pendant la session ordinaire de la Cour, et la durée assignée aux fonctions des élus a, pour point de départ, le 1er janvier de l'année suivante.

take place by secret ballot. The candidate obtaining an absolute majority of votes shall be declared elected.

ARTICLE 10.

Before entering upon his duties each newly elected judge shall make the following solemn declaration, in accordance with Article 20 of the Statute:

"I solemnly declare that I will exercise my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously."

A special public sitting of the Court may, if necessary, be convened for this purpose.

At the public inaugural sitting held after a new election of the whole Court, the required declaration shall be made first by the President, secondly by the Vice-President, and then by the remaining judges in the order laid down in Article 2.

Heading C. The President and Vice-President.

ARTICLE 11.

The President shall direct the work and administration of the Court; he shall preside at all meetings of the full Court.

ARTICLE 12.

The Vice-President shall replace the President should the latter be unable to be present, or, in the event of a vacancy, until a successor has been appointed by the Court.

ARTICLE 13.

The President shall reside within a radius of ten kilometres from the Peace Palace at the Hague.

The main annual vacation of the President shall not exceed three months.

Heading D. The Chambers

ARTICLE 14.

The members of the Chambers constituted by virtue of Articles 26, 27 and 29 of the Statute shall be appointed at a meeting of the full Court by an absolute majority of votes, regard being had for the purposes of this selection to any preference expressed by the judges, so far as the provisions of Article 9 of the Statute permit.

The election shall take place during the ordinary session of the Court, and the period of appointment of the members elected shall commence on January 1st of the following year.

Les juges remplaçants, visés aux articles 26 et 27 du Statut, sont désignés de la même manière. Deux juges sont également désignés pour remplacer celui des juges membre de la Chambre de procédure sommaire qui se trouve dans l'impossibilité de siéger.

Toutefois, après le renouvellement intégral de la Cour, l'élection a lieu au début de la première session qui suit. La période de fonctions commence le jour de l'élection ; elle prend fin, en ce qui concerne la Chambre prévue à l'article 29 du Statut, à l'expiration de la même année et, en ce qui concerne les Chambres visées aux articles 26 et 27, à l'expiration de la deuxième année à compter de l'élection.

Les présidents des Chambres sont nommés par la Cour en séance plénière. Cependant le Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre ; de même, le Vice-Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre et à laquelle n'appartient pas le Président de la Cour.

ARTICLE 15.

Les Chambres spéciales pour questions de travail et pour questions de communications et de transit, ne peuvent pas siéger avec un nombre de juges plus élevé que cinq.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3 de l'article précédent, la composition de la Chambre de procédure sommaire ne peut pas être modifiée.

ARTICLE 16.

Les juges suppléants ne sont convoqués pour assurer le quorum des Chambres spéciales et de la Chambre de procédure sommaire, que si le nombre requis ne peut être parfait par la présence de juges titulaires.

Titre E. Du fonctionnement de la Cour.

ARTICLE 17.

L'année qui suit le renouvellement intégral de la Cour, la session ordinaire de celle-ci commence le premier jour ouvrable du mois de janvier.

Si le jour fixé pour une session est considéré comme jour férié à l'endroit où siège la Cour, la session commence le jour ouvrable suivant.

ARTICLE 18.

Le rôle des affaires est dressé et tenu à jour par le greffier sous la responsabilité du Président. Le rôle, pour une session déterminée, contient toutes les affaires et toutes les questions soumises à la Cour pour décision ou pour avis consultatif et pour lesquelles la procédure écrite est terminée, dans l'ordre de réception par le greffier de l'acte par lequel la Cour a été saisi de l'af-

The substitutes mentioned in Articles 26 and 27 of the Statute shall be appointed in the same manner. Two judges shall also be chosen to replace any member of the Chamber for summary procedure who may be unable to sit.

Nevertheless, after a new election of the whole Court the election shall take place at the beginning of the following session. The period of appointment shall commence on the date of election and shall terminate, in the case of the Chamber referred to in Article 29 of the Statute, at the end of the same year, and, in the case of the Chambers referred to in Articles 26 and 27 of the Statute, at the end of the second year after the year of election.

The Presidents of the Chambers shall be appointed at a meeting of the full Court. Nevertheless, the President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he may be elected a member ; similarly, the Vice-President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he may be elected a member, provided that the President is not also a member.

ARTICLE 15.

The special Chambers for labour cases and for communications and transit cases may not sit with a greater number than five judges.

Except as provided in paragraph 3 of the preceding Article, the composition of the Chamber for summary procedure may not be altered.

ARTICLE 16.

Deputy-judges shall not be summoned to complete the quorum of the special Chambers or of the Chamber for summary procedure unless sufficient judges are not available to complete the number required.

Heading E. Working of the Court.

ARTICLE 17.

In the year following a new election of the whole Court, the ordinary annual session shall commence on the first working day in the month of January.

If the day fixed for the opening of a session is regarded as a holiday at the place where the Court is sitting, the session shall be opened on the working day following.

ARTICLE 18.

The list of cases shall be prepared and kept up to date by the Registrar under the responsibility of the President. The list for each session shall contain all cases and questions submitted to the Court for judgment or for an advisory opinion, in regard to which the written proceedings are concluded, in the order in which the documents submitting each case or question have been

faire ou de la question. Dans le cas où la procédure écrite au sujet d'une affaire ou question vient à se terminer au cours d'une session, il appartient à la Cour de

4) toutes notifications et communications analogues envoyées par la Cour, avec référence aux dossiers respectifs ;

Les index figurant dans les archives comprennent :

1) un fichier de noms propres avec les références nécessaires ;

2) un fichier des sujets par ordre de matières, avec les références nécessaires.

ARTICLE 29.

Aux heures fixées par le Président, le greffier reçoit tous documents, et fournit tous renseignements sous réserve des articles 26 et 39 du présent Règlement.

ARTICLE 30.

Le greffier sert d'intermédiaire à toutes les communications émanant de la Cour ou qui lui sont adressées.

Le greffier veille à ce que la date d'expédition et de réception de toutes ces communications et notifications puisse être facilement contrôlée. En cas d'expédition par la poste de communications ou notifications, celles-ci sont recommandées. Les communications adressées aux représentants officiels ou aux agents des parties, sont considérées comme ayant été adressées aux parties elles-mêmes. La date de réception est notée sur tous les documents parvenant au greffier et il en est donné à l'expéditeur, sur la demande de celui-ci, un reçu portant la date de réception de ces documents et les numéros sous lesquels ils ont été enregistrés.

ARTICLE 31.

Le greffier a la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il a la garde des sceaux et cachets. Il assiste à toutes les séances plénières de la Cour et, soit en personne, soit en désignant un représentant approuvé par la Cour, à toutes les séances des diverses Chambres ; il rédige, sous sa responsabilité, les procès-verbaux des séances.

De plus, il remplit toutes les fonctions qui peuvent lui être dévolues aux termes du présent Règlement.

Une Instruction approuvée par le Président, sur la proposition du greffier, détermine le détail des attributions du greffe.

CHAPITRE II. DE LA PROCÉDURE.

Titre A. — Procédure contentieuse.

Section *a. Dispositions générales.*

ARTICLE 32.

Les dispositions du présent titre sont établies sans préjudice de l'adoption par la Cour d'autres règles que

received by the Registrar. If the written proceedings in regard to any case or question are concluded in the course of a session, the Court shall decide whether such

4) all notifications and the like sent out by the Court, with references to the respective files.

Indexes kept in the archives shall comprise :

1) a card index of names with necessary references ;

2) a card index of subject matter with like references.

ARTICLE 29.

The President shall fix the hours during which the Registrar shall receive documents and reply to all enquiries, subject to the provisions of Articles 26 and 39 of the present Rules.

ARTICLE 30.

The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

The Registrar shall ensure that the date of despatch and receipt of all communications and notifications may readily be verified. Communications and notifications sent by post shall be registered. Communications addressed to the official representatives or to the agents of the parties shall be considered as having been addressed to the parties themselves. The date of receipt shall be noted on all documents received by the Registrar, and a receipt bearing this date and the number which the document has been registered shall be given to the sender, if a request to that effect be made.

ARTICLE 31.

The Registrar shall be responsible for the archives, the accounts and all administrative work. He shall have the custody of the seals and stamps of the Court. He shall himself be present at all meetings of the full Court, and either he, or a person appointed to represent him with the approval of the Court, shall be present at all meetings of the various Chambers ; he shall be responsible for drawing up the minutes of the meetings.

He shall further undertake all duties which may be laid upon him by the present Rules.

The duties of the Registry shall be set forth in detail in a list of instructions to be submitted by the Registrar to the President for his approval.

CHAPTER II. PROCEDURE.

Heading A. — Contentious procedure.

Section *a. General Provisions.*

ARTICLE 32.

The rules contained under this heading shall in no way preclude the adoption by the Court of such other rules

es parties intéressées pourraient proposer d'un commun accord, en tenant compte des circonstances particulières à chaque affaire.

ARTICLE 33/34.

Dans chaque cas déterminé, les délais sont fixés par la Cour en assignant une date précise pour chacun des actes de procédure ; elle tient compte, autant que possible, de tout accord des parties.

La Cour peut prolonger les délais fixés par elle. Elle peut également, dans des circonstances spéciales, décider qu'un acte de procédure entrepris après l'expiration du délai fixé, est considéré comme valable.

Si la Cour ne siège pas, et sous réserve de toute décision ultérieure qu'elle pourrait prendre, les pouvoirs qui lui sont conférés, aux termes du présent article, sont exercés par le Président.

Section *b. Procédure devant la Cour en séance plénière, et devant les Chambres spéciales (articles 26 et 27 du Statut).*

i. Introduction de l'instance.

ARTICLE 35.

Les requêtes comprennent, outre l'indication de l'objet du différend et des parties en cause, un exposé succinct des faits, la désignation de la chose demandée, ainsi que l'élection au siège de la Cour d'un domicile où les notifications et communications sont envoyées.

Au cas où le litige est porté devant la Cour par la notification d'un compromis, les domiciles élus au siège de la Cour où les notifications et communications aux parties doivent être respectivement envoyées sont mentionnés.

Si la requête ou la notification du compromis contient une demande tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à l'une des Chambres spéciales visées aux articles 26 et 27 du Statut, il est fait droit à cette demande.

Il en est de même si la demande vise l'adjonction d'assesseurs techniques aux termes de l'article 27 du Statut, ou le renvoi de l'affaire devant la Chambre de procédure sommaire, pourvu, dans ce dernier cas, que l'affaire ne concerne pas les matières indiquées aux articles 26 et 27 du Statut.

ARTICLE 36 (*nouveau*).

Si une affaire est portée devant la Cour par une requête, l'Etat mis en cause est invité à faire connaître à la Cour, avant le terme fixé par elle, s'il reconnaît sa compétence.

as may be jointly proposed by the parties concerned, due regard being paid to the particular circumstances of each case.

ARTICLE 33/34.

The Court shall fix timelimits in each case by assigning a definite date for the completion of the various acts of procedure, having regard as far as possible to agreements concluded between the parties.

The Court may extend time-limits which it has fixed. It may likewise decide in certain circumstances that any proceeding taken after the expiration of a timelimit shall be considered as valid.

If the Court is not sitting, the powers conferred upon it by this Article shall be exercised by the President, subject to any subsequent order which the Court may make.

Section *b. Procedure before the full Court, and before the special Chambers. (Articles 26 and 27 of the Statute).*

i. Institution of proceedings.

ARTICLE 35.

Applications shall contain, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the parties, a succinct statement of the facts, an indication of the claim, and the address selected at the seat of the Court to which notices and communications are to be sent.

Should a case be brought before the Court by means of a special agreement, the addresses selected at the seat of the Court to which notices and communications destined for the parties are to be sent, shall be stated.

Should the application or special agreement contain a request that the case be referred to one of the special Chambers mentioned in Articles 26 and 27 of the Statute, such request shall be complied with.

Similarly a request to the effect that technical assessors be attached to the Court, in accordance with Article 27 of the Statute, or that the case be referred to the Chamber for summary procedure, shall also be granted ; compliance with the latter request is however subject to the condition that the case does not refer to any of the questions indicated in Articles 26 and 27 of the Statute.

ARTICLE 36 (new).

If a case is brought before the Court by means of an application, the State against whom the claim is directed shall be invited to inform the Court, within a time to be fixed by the latter, whether it is prepared to recognise the Court's jurisdiction.

Si la réponse est affirmative, elle fait mention du domicile élu au siège de la Cour où toute notification ou communication ultérieure concernant l'affaire doit être adressée. Si la réponse est négative, la Cour décide, par arrêt spécial, s'il y a lieu d'entamer une procédure conformément à l'article 53 du Statut.

L'omission de répondre dans le délai fixé par la Cour, est considérée comme une réponse négative.

ARTICLE 37 (*ancien* 36) [1].

Le greffier communique immédiatement à tous les membres de la Cour, les compromis ou requêtes qui lui ont été notifiés.

ii. Procédure écrite.

ARTICLE 38. (*ancien* 37).

Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu soit en français, soit en anglais, les pièces de procédure sont présentées seulement dans la langue adoptée par les parties.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il est fait usage, les pièces sont présentées en français ou en anglais.

Si l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais est autorisé, une traduction en français ou en anglais est jointe à l'original des pièces présentées.

Le greffe n'est pas tenu de préparer des traductions des pièces présentées conformément aux dispositions ci-dessus.

Dans le cas de pièces volumineuses, la Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, peut autoriser, d'accord avec la partie intéressée, la présentation de traductions partielles.

ARTICLE 39 (*ancien* 38).

Les mémoires, les contre-mémoires et, le cas échéant, les répliques, sont accessibles à l'examen de tout Etat qui aurait justifié devant la Cour de sa faculté d'intervention dans l'affaire, en vertu de l'article 62, ou qui se trouverait dans le cas prévu à l'article 63; exception faite toujours des réserves que les parties ont le droit de porter sur la nécessité de maintenir secrètes des parties des documents cités.

L'examen de toute autre pièce ne pourra avoir lieu que par autorisation spéciale de la Cour, qui tiendra tou-

1) Les numéros entre parenthèses se réfèrent au document *Distr.* 79. (voir p. 453).

Should the reply be in the affirmative, it shall contain the address selected at the seat of the Court to which subsequent notices and communications relating to the case are to be sent. If the reply is in the negative, the Court shall decide by a special judgment whether the case shall be proceeded with in accordance with Article 53 of the Statute.

Failure to reply within the period fixed by the Court shall be regarded as equivalent to a negative reply.

ARTICLE 37 (former 36) [1].

The Registrar shall forthwith communicate to all members of the Court all special agreements or applications which have been notified to him.

ii. Written proceedings.

ARTICLE 38. (former 37).

Should the parties agree that the proceedings shall be conducted in French or English, the documents of procedure shall be submitted only in the language adopted by the parties.

In the absence of an agreement with regard to the language to be employed, documents shall be submitted in French or in English.

Should the use of a language other than French or English be authorised, a translation into French or English shall be attached to the original of each document submitted.

The Registry shall not be bound to make translations of documents submitted in accordance with the above rules.

In the case of voluminous documents, the Court, or the President should the Court not be sitting, may, in agreement with the party concerned, sanction the submission of translations of portions of documents only.

ARTICLE 39. (former 38).

Cases, countercases and replies, if any, shall be open to inspection by any State which shall satisfy the Court that it has a right to intervene in a case, in accordance with Article 62, or to which the terms of Article 63 may apply, subject to such reservations as the parties are entitled to make regarding the necessity of keeping secret certain parts of the documents referred to.

No other document shall be inspected save by special permission of the Court, which shall always give due con-

1) The figures in brackets refer to Distribution No. 79. (see p. 453).

jours compte du désir des parties de conserver secrètes certaines pièces ou parties de pièces [1]).

ARTICLE 40 (*anciens* 39 et 40).

Si l'instance est introduite par la notification d'une requête, et sauf accord contraire des parties résultant de la requête et de la réponse prévues à l'article 36, les pièces de procédure suivantes peuvent être présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

un mémoire produit par la partie requérante ;

un contre-mémoire, par la partie répondante ;

éventuellement une réplique, par la partie requérante et une duplique, par la partie répondante.

Si l'instance est introduite par la notification d'un compromis, et sous réserve de toute proposition contraire contenue dans ledit compromis, les pièces de procédure suivantes peuvent être présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

un mémoire, par chacune des parties, dans un même délai ;

un contre-mémoire, par chacune des parties, dans un même délai ;

une réplique, par chacune des parties, dans un même délai.

ARTICLE 41.

Les mémoires comprennent :

1) un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée ;
2) un exposé de droit ;
3) les conclusions ;
4) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées au mémoire.

Les contre-mémoires comprennent :

1) la reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire ;
2) le cas échéant, un exposé additionnel des faits ;
3) un exposé de droit ;
4) des conclusions fondées sur les faits énoncés ; ces conclusions peuvent comprendre des demandes reconventionnelles, pour autant que ces dernières rentrent dans la compétence de la Cour ;
5) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées au contre-mémoire.

ARTICLE 42.

La procédure écrite une fois terminée, le Prési-

1) La rédaction ci-dessus a été insérée en vertu de la décision de la Cour. Le Comité de rédaction croit cependant qu'une autre rédaction serait préférable et se permet de renvoyer, à cet égard, à l'appendice 2 au présent document. (voir p. 504).

sideration to the wish of the parties to maintain secrecy in respect of certain documents or portions of documents [1]).

ARTICLE 40. (former 39 and 40).

In cases in which proceedings have been instituted by means of an application, the following documents may be presented in the order stated below, provided that no agreement to the contrary has been concluded between the parties as the result of the application and the response referred to in Article 36 :

a case submitted by the applicant ;

a countercase submitted by the respondent ;

if required, a reply by the applicant and a rejoinder by the respondent.

In cases in which proceedings have been instituted by means of a special agreement, failing any proposal to the contrary in the said agreement, the following documents may be presented in the order stated below :

a case, submitted by each party within the same limit of time ;

a countercase, submitted by each party within the same limit of time ;

a reply, submitted by each party within the same limit of time.

ARTICLE 41.

Cases shall contain :

1) a statement of the facts on which the claim is based ;
2) a statement of law ;
3) a statement of conclusions ;
4) a list of the documentary evidence, which is attached to the case.

Counter-cases shall contain :

1) the affirmation or contestation of the facts stated in the case ;
2) a statement of additional facts, if any ;
3) a statement of law ;
4) conclusions based on the facts stated ; these conclusions may include counterclaims, in so far as the latter come within the jurisdiction of the Court ;
5) a list of the documentary evidence, which is attached to the counter-case.

ARTICLE 42.

Upon the termination of the written proceedings,

1) The above draft of the Article has been inserted in accordance with the Court's decision. The Drafting Committee is, however, of the opinion that a different wording would be preferable, and desires to draw attention to its note, on this subject see appendix 2 to the present document. (see p. 504).

dent fixe la date d'ouverture de la procédure orale.

ARTICLE 43.

Le greffier transmet à chacun des membres de la Cour, au fur et à mesure de leur présentation, copie de toutes les pièces formant le dossier complet de l'affaire.

iii. Procédure orale.

ARTICLE 44.

En cas de séance publique, le greffier fait publier dans les journaux toutes indications utiles sur la date et l'heure fixées.

ARTICLE 45.

Le greffier prend toutes dispositions pour pouvoir faire traduire de français en anglais ou d'anglais en français, les exposés, questions et réponses, comme la Cour en ordonne.

Sans préjudice des dispositions de l'article 39 du Statut, alinéa 3, lorsque, dans un cas particulier, une langue autre que le français ou l'anglais est employée, toutes dispositions sont prises pour la traduction dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. Dans le cas de témoins ou d'experts appelés sur l'initiative de la Cour, ce devoir incombe au greffier, et, dans tout autre cas, à la partie intéressée.

ARTICLE 46.

Dans chaque cas particulier, la Cour statue sur la question de savoir si les représentants des parties doivent plaider avant ou après la présentation des divers moyens de preuve.

ARTICLE 47.

L'ordre dans lequel les représentants des parties, agents, avocats ou conseils, sont appelés à prendre la parole, est déterminé par la Cour, sauf accord à ce sujet entre les parties.

ARTICLE 48.

Chaque partie fait connaître à la Cour et aux autres parties, en temps utile avant l'ouverture de la procédure orale, tous moyens de preuve qu'elle entend employer, ainsi que les noms, prénoms, qualité et domicile des témoins qu'elle désire faire entendre.

Elle indique également, en termes généraux, le ou les points sur lesquels doit porter le témoignage.

the President shall fix a date for the commencement of the oral proceedings.

ARTICLE 43.

The Registrar shall forward to each of the members of the Court a copy of all documents relating to the case, as he receives them.

iii. Oral proceedings.

ARTICLE 44.

In the case of public sittings, the Registrar shall publish in the Press all necessary information as to the date and hour fixed.

ARTICLE 45.

The Registrar shall arrange for the interpretation from French into English and from English into French of all statements, questions and answers which the Court may direct to be so interpreted.

Subject to the provisions of Article 39, paragraph 3, of the Statute of the Court, whenever a language other than French or English is employed in a case, the necessary arrangements shall be made for translation into one of the two official languages. These arrangements shall be made by the Registrar, in the case of witnesses or experts called at the instance of the Court and, in all other cases, by the party concerned.

ARTICLE 46.

The Court shall determine in each case whether the representatives of the parties shall address the Court before or after the production of the evidence

ARTICLE 47.

The order in which the representatives of the parties, whether agents, advocates or counsel, shall be called upon to speak shall be determined by the Court, failing an agreement between the parties on the subject.

ARTICLE 48.

In sufficient time before the opening of the oral proceedings, each party shall inform the Court and the other parties of all evidence which it intends to produce, together with the names, Christian names, description and residence of witnesses whom it desires to be heard.

It shall further give a general indication of the point or points to which the evidence is to refer.

ARTICLE 49.

A la requête de l'une ou de l'autre des parties ou sur sa propre initiative, la Cour peut, sous réserve des dispositions de l'article 44 du Statut, faire citer des témoins ou ordonner la présentation de tous autres moyens de preuve sur des points de fait au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord.

ARTICLE 50 (*nouveau*).

En tout état de cause, l'une des parties peut adresser à la Cour une demande de prendre les mesures requises en vue de l'audition de témoins en dehors de la Cour.

La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, décide, après avoir entendu la partie adverse, s'il y a lieu de donner suite à la demande.

ARTICLE 51 (*ancien* 50).

Avant de faire sa déposition devant la Cour, chaque témoin prend l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement, en tout honneur et en toute conscience, que je dirai la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité."

ARTICLE 52 (*ancien* 51).

Les témoins sont interrogés par les représentants des parties sous l'autorité du Président. Des questions peuvent leur être posées par le Président et, avec son assentiment, par les juges.

ARTICLE 53 (*ancien* 52).

Les indemnités des témoins cités sur l'initiative de la Cour sont payées sur les fonds de la Cour.

ARTICLE 54.

Tout rapport ou tout procès-verbal concernant une enquête faite à la demande de la Cour en conformité de l'article 50 du Statut, ainsi que les rapports d'experts, présentés à la Cour aux termes du même article, sont immédiatement communiqués aux parties.

ARTICLE 55 (*ancien* 56).

Il est établi un compte-rendu sténographique des dépositions des témoins.

La Cour décide dans chaque cas spécial, si elle désire qu'il soit établi, pour son usage, des comptes-rendus sténographiques de tout ou partie des autres éléments de la procédure orale.

ARTICLE 56 (*ancien* 57).

Le procès-verbal visé à l'article 47 du Statut mentionne notamment :

1) les noms des juges ;

ARTICLE 49.

At the request of one of the parties or on its own initiative the Court may, subject to the provisions of Article 44 of the Statute, cause witnesses to be summoned or order other evidence to be produced upon points of fact in regard to which the parties are not in agreement.

ARTICLE 50 (new).

A party may at any stage in the proceedings request the Court to take the necessary steps for the examination of witnesses out of Court.

The Court or the President, should the Court not be sitting, shall, after hearing the opposite party, decide whether such request shall be granted.

ARTICLE 51 (former 50).

Each witness shall make the following solemn declaration before giving his evidence in Court :

„I solemnly declare upon my honour and conscience that I will speak the truth, the whole truth and nothing but the truth."

ARTICLE 52 (former 51).

Witnesses shall be examined by the representatives of the parties under the direction of the President. Questions may be put to them by the President, and, with his permission, by the judges.

ARTICLE 53 (former 52).

The indemnities of witnesses called at the instance of the Court shall be paid out of the funds of the Court.

ARTICLE 54.

Any report or record of an enquiry carried out at the request of the Court, under the terms of Article 50 of the Statute, and reports furnished to the Court by experts, in accordance with the same Article, shall be forthwith communicated to the parties.

ARTICLE 55 (former 56).

A verbatim record shall be made of evidence given by witnesses.

As regards the remainder of the oral proceedings, the Court shall decide in each case whether verbatim records of all or certain portions of them shall be prepared for its own use.

ARTICLE 56 (former 57).

The minutes mentioned in Article 47 of the Statute shall include :

1) the names of the judges ;

2) les noms des agents, avocats et conseils ;
3) les noms, prénoms, qualité et domicile des témoins entendus ;
4) l'indication des autres preuves employées ;
5) les accords et les renonciations des parties ;
6) toutes décisions de la Cour prises à l'audience.

ARTICLE 57 (*ancien* 58).

Avant la clôture des débats, chaque partie peut présenter la note de ses frais.

iv. Mesures conservatoires.

ARTICLE 58 (*ancien* 59).

Lorsque la Cour ne siège pas, l'indication des mesures conservatoires est faite par le Président.

En cas de refus de la part des parties, de se conformer aux indications de la Cour ou du Président concernant les mesures conservatoires, il en est pris acte.

v. Exceptions.

ARTICLE 59 (*ancien* 60).

Pendant la phase écrite de la procédure, toute partie peut soulever des exceptions, y compris l'exception d'incompétence.
La partie adverse y répond.
Si la réponse visée à l'article 36 se borne à soulever l'exception d'incompétence, la Cour statue à ce sujet, avant toute décision sur le fond.

vi. Intervention.

ARTICLE 60 (*ancien* 61).

Sauf décision contraire de la Cour, motivée par des circonstances exceptionnelles, toute requête à fin d'intervention, aux termes de l'article 62 du Statut, doit être communiquée au greffier aussitôt que possible et, en tout cas, avant l'ouverture de la procédure orale.

ARTICLE 61 (*ancien* 62).

La requête visée à l'article précédent contient :
1) la spécification de l'affaire ;
2) l'exposé des raisons de droit et de fait justifiant l'intervention ;

2) the names of the agents, advocates and counsel ;
3) the names, Christian names, description and residence of witnesses heard ;
4) a summary of other evidence produced ;
5) agreements concluded between and claims abandoned by the parties ;
6) all decisions taken by the Court during the hearing.

ARTICLE 57 (former 58).

Before the oral proceedings are concluded, each party may present a bill of costs.

iv. Interim measures of protection.

ARTICLE 58 (former 59).

When the Court is not sitting, any provisional measures for the preservation of the respective rights of the parties shall be indicated by the President.
Due note shall be taken of any refusal by the parties to conform to the suggestions of the Court or of the President with regard to such provisional measures.

v. Objections.

ARTICLE 59 (former 60).

During the written proceedings any party may raise objections, including objections to the jurisdiction of the Court.
The opposing party may submit a reply.
If the reply referred to in Article 36 is confined to an objection to the jurisdiction of the Court, the Court shall take a decision upon this point before giving judgment on the subject matter of the case.

vi. Intervention.

ARTICLE 60 (former 61).

A request for permission to intervene under the terms of Article 62 of the Statute must be communicated to the Registrar as soon as possible, and in any case before the commencement of the oral proceedings, unless the Court shall, owing to exceptional circumstances, decide otherwise.

ARTICLE 61 (former 62).

The application referred to in the preceding Article shall contain :
1) an indication of the subject of the dispute ;
2) a statement of law and of fact justifying intervention ;

3) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

La requête est immédiatement communiquée aux parties qui font parvenir au greffier leurs observations dans le délai fixé par le Président.

ARTICLE 62 (*ancien* 63).

Tout Etat désirant intervenir, aux termes de l'article 63 du Statut, en informe le greffier aussitôt que possible, et, en tous cas, avant l'ouverture de la procédure orale.

La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, décide s'il y a lieu d'inviter ou d'autoriser l'Etat intervenant à présenter un mémoire écrit ; les parties primitives ont le droit d'y répondre par un mémoire.

vii. Accord.

ARTICLE 63 (*ancien* 64).

Si, au cours des débats, les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige, et notifient cet accord par écrit à la Cour avant la clôture de la procédure, la Cour donne acte de l'accord intervenu.

Si, d'un commun accord, les parties notifient par écrit à la Cour qu'elles renoncent à poursuivre la procédure, la Cour prend acte de cette renonciation et la procédure prend fin.

viii. Arrêt.

ARTICLE 64 (*ancien* 65).

L'arrêt comprend :
1) la date à laquelle il est rendu ;
2) les noms des juges qui y ont pris part ;
3) l'indication des parties ;
4) les noms des agents des parties ;
5) un résumé des conclusions des parties ;
6) les considérants de fait ;
7) les considérants de droit ;
8) le dispositif ;
9) la décision visée à l'article 64 du Statut, s'il y a lieu.

Les opinions contraires des juges qui le désirent sont jointes à l'arrêt.

ARTICLE 65 (*ancien* 66).

Après lecture en séance publique, le texte de l'arrêt est immédiatement communiqué à toutes les parties

3. a list of the documents attached in support of the application.

Such application shall be immediately communicated to the original parties, who shall send to the Registrar any observations which they may desire to make, within a period to be fixed by the President.

ARTICLE 62 (former 63).

Any State desiring to intervene under the terms of Article 63 of the Statute, shall inform the Registrar as soon as possible, and in any case before the commencement of the oral proceedings.

The Court, or the President if the Court is not sitting, shall decide whether the intervening State shall be invited or granted permission to submit a case ; the original parties shall have the right to submit a case in reply.

vii. Agreement.

ARTICLE 63 (former 64).

If, during the oral proceedings, the parties conclude an agreement regarding the settlement of the dispute and give written notice of such agreement to the Court before the close of the proceedings, the Court shall officially record the conclusion of the agreement.

Should the parties by mutual agreement notify the Court in writing that they intend to break off proceedings, the Court shall officially record the fact, and proceedings shall be terminated.

viii. Judgment.

ARTICLE 64 (former 65).

The judgment shall contain :
1) the date on which it is pronounced ;
2) the names of the judges participating ;
3) the names and style of the parties ;
4) the names of the agents of the parties ;
5) a summary of the conclusions of the parties ;
6) points of fact ;
7) points of law ;
8) the terms of the judgment ;
9) the decision, if any, referred to in Article 64 of the Statute.

The opinions of judges who dissent from the judgment shall be attached thereto, should they express a desire to that effect.

ARTICLE 65 (former 66).

After having been read in open Court, the text of the judgment shall forthwith be communicated to all par-

intéressées et au Secrétaire général de la Société des Nations.

ARTICLE 66 (*ancien* 67).

L'arrêt est considéré comme ayant force obligatoire du jour où il a été lu en séance publique, conformément à l'article 58 du Statut.

ARTICLE 67 (*ancien* 68).

Un recueil imprimé des arrêts de la Cour est publié sous la responsabilité du greffier.

ix. Revision.

ARTICLE 68 (*ancien* 69).

La demande en revision est introduite dans les mêmes formes que la requête visée à l'article 40 du Statut de la Cour.

Elle comprend :

1) la mention de l'arrêt attaqué ;
2) le fait sur lequel la requête est fondée ;
3) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

Le greffier doit notifier immédiatement la demande en revision aux autres parties intéressées ; celles-ci peuvent présenter leurs observations, dans le délai fixé par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par le Président.

Si l'arrêt attaqué a été rendu en séance plénière, la Cour connaît, également en séance plénière, de la demande en revision. Si l'arrêt attaqué a été rendu par une des Chambres visées aux articles 26, 27 ou 29 du Statut, la même Chambre connaît de la demande en revision. Dans tous les cas, l'article 13 du Statut est applicable.

Si la Cour, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 61 du Statut, fait dépendre, par arrêt spécial, la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt attaqué, cette condition est immédiatement portée à la connaissance du demandeur, par le greffier. La procédure en revision ouverte en vertu d'une décision de la Cour, conformément à l'alinéa 2 dudit article, est suspendue jusqu'à ce que le greffier ait reçu la preuve de l'exécution préalable de l'arrêt attaqué et que cette preuve ait été admise par la Cour.

Section C. *Procédure sommaire.*

ARTICLE 69 (*ancien* 74).

Sous réserve des dispositions du présent titre, les règles fixées pour la procédure devant la Cour plénière, s'appliquent à la procédure sommaire.

ties concerned and to the Secretary-General of the League of Nations.

ARTICLE 66 (former 67).

The judgment shall be regarded as taking effect on the day on which it is read in open Court, in accordance with Article 58 of the Statute.

ARTICLE 67 (former 68).

A collection of the judgments of the Court shall be printed and published under the responsibility of the Registrar.

ix. Revision.

ARTICLE 68 (former 69).

Application for revision shall be made in the same form as the application mentioned in Article 40 of the Statute of the Court.

It shall contain :

1) the reference to the judgment appealed from ;
2) the fact on which the application is based ;
3) a list of the documents in support which are attached to the application.

It shall be the duty of the Registrar to give immediate notice of an application for revision to the other parties concerned. The latter may submit observations within a time limit to be fixed by the Court, or by the President should the Court not be sitting.

Should the judgment impeached have been pronounced by the full Court, the application for revision shall also be dealt with by the full Court. Should the judgment impeached have been pronounced by one of the Chambers mentioned in Articles 26, 27 or 29 of the Statute, the application for revision shall be dealt with by the same Chamber. The provisions of Article 13 of the Statute shall apply in all cases.

If the Court, under paragraph 3 of Article 61 of the Statute, makes a special order rendering the admission of the application conditional upon previous compliance with the terms of the original judgment impeached this condition shall be immediately communicated to the applicant by the Registrar. Proceedings in revision opened by virtue of a decision of the Court, as provided in the second paragraph of the same Article, shall be stayed pending receipt by the Registrar of proof of previous compliance with the original judgment and until such proof shall have been accepted by the Court.

Section C. *Summary Procedure.*

ARTICLE 69 (former 74).

Except as provided under the present heading, the rules for procedure before the full Court shall apply to summary procedure.

ARTICLE 70 (*ancien* 71).

Dès réception par le greffier de l'acte introductif d'instance d'une affaire qui, en vertu de l'accord des parties, doit être réglée en procédure sommaire, le Président convoque dans le délai le plus bref possible, la Chambre visée à l'article 29 du Statut.

ARTICLE 71 (*ancien* 72).

La procédure sommaire est ouverte par la présentation par chaque partie, d'un mémoire écrit. Communication en est faite par le greffier aux membres de la Chambre et à la partie adverse.

Les mémoires font mention des moyens de preuve que les parties désirent éventuellement employer.

Si la Chambre ne se considère pas comme suffisamment éclairée par les mémoires, elle peut instituer, sauf accord contraire des parties, une procédure orale. Elle fixe la date pour l'ouverture de cette procédure.

A l'audience, la Chambre demande aux parties des explications verbales. Elle peut admettre la production de tous moyens de preuve mentionnés dans les mémoires.

Si l'audition des témoins ou experts, dont les noms sont indiqués dans les mémoires, est demandée, ces témoins ou experts doivent se trouver, en temps utile, à la disposition de la Chambre.

ARTICLE 72 (*ancien* 73).

L'arrêt est rendu par la Cour statuant en Chambre de procédure sommaire et lecture en est donnée en audience publique de la Chambre.

Titre B. — Procédure consultative.

ARTICLE 73 (*ancien* 75).

Les avis consultatifs sont émis après délibération par la Cour en séance plénière.

ARTICLE 74 (*ancien* 76).

Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est demandé, sont exposées à la Cour par une requête écrite, signée soit par le Président de l'Assemblée ou par le Président du Conseil de la Société des Nations, soit par le Secrétaire général de la Société agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

La requête formule, en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question.

ARTICLE 70 (former 71).

Upon receipt by the Registrar of the document instituting proceedings in a case which, by virtue of an agreement between the parties, is to be dealt with by summary procedure, the President shall convene as soon as possible the Chamber referred to in Article 29 of the Statute.

ARTICLE 71 (former 72).

Summary proceedings shall be commenced by the presentation of a case by each party. These shall be communicated by the Registrar to the members of the special Chamber and to the opposing party.

The cases shall contain reference to all evidence which the parties may desire to produce.

Should the Chamber consider that the cases do not furnish adequate information, it may, in the absence of an agreement to the contrary between the parties, institute oral proceedings. It shall fix a date for the commencement of the oral proceedings.

At the hearing, the Chamber shall call upon the parties to supply oral explanations. It may sanction the production of any evidence mentioned in the cases.

If it is desired that witnesses or experts whose names are mentioned in the case should be heard, such witnesses or experts must be available to appear before the Chamber when required.

ARTICLE 72 (former 73).

Judgment shall be delivered by the Court sitting as a Chamber for summary procedure. It shall be read at a public sitting of the special Chamber.

Heading B. — Advisory Procedure.

ARTICLE 73 (former 75).

Advisory opinions shall be given after deliberation by the full Court.

ARTICLE 74 (former 76).

Questions upon which the advisory opinion of the Court is required shall be laid before the Court by means of a written request, signed either by the President of the Assembly or the President of the Council of the League of Nations, or by the Secretary-General of the League under instructions from the Assembly or the Council.

The request shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, and shall be accompanied by all documents likely to throw light upon the question.

ARTICLE 75 (*ancien* 77).

Le greffier notifie inmédiatement la requête demandant l'avis consultatif, aux membres de la Cour, ainsi qu'aux Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations, et aux Etats mentionnés à l'annexe du Pacte.

Les organisations internationales susceptibles de fournir des renseignements sur la question en reçoivent communication.

ARTICLE 76 (*ancien* 78).

Tout avis motivé qui serait donné par la Cour, ainsi que les questions qui l'auraient provoqué, est imprimé avec, s'il y a lieu, les opinions dissidentes, dans un recueil spécial publié sous la responsabilité du greffier.

Titre C. — Erreurs.

ARTICLE 77 (*ancien* 79).

La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, a la faculté de corriger toute erreur matérielle qui serait glissée dans une ordonnance, un arrêt ou un avis, à la suite d'une faute ou d'une omission accidentelle.

ARTICLE 75 (former 77).

The Registrar shall forthwith give notice of the request for an advisory opinion to the members of the Court, and to the Members of the League of Nations through the Secretary General of the League, and to the States mentioned in the annex to the Covenant.

Notice of such request shall also be given to any international organisations which are likely to be able to furnish information on the question.

ARTICLE 76 (former 78).

Any opinion which the Court may give, together with the questions to which it relates and dissenting opinions, if any, shall be printed and published in a special collection for which the Registrar shall be responsible.

Heading C. — Errors.

ARTICLE 77 (former 79).

The Court, or the President if the Court is not sitting, shall be entitled to correct an error in any order, judgment or opinion, arising from a slip or accidental omission.

Table des Matières

PRÉAMBULE.

CHAPITRE I. — DE LA COUR.

Titre A. Des juges.

Art. 1. Période de fonctions.
Art. 2. Préséance des juges.
Art. 3. Suppléants.
Art. 4. Exclusion de membres de la Cour.
Art. 5. Adjonction de juges à la Cour.
Art. 6. Adjonction d'assesseurs techniques.
Art. 7. Quorum.

Titre B. De la constitution de la Cour.

Art. 8. Présidence provisoire.
Art. 9. Election et période de fonctions du Président et du Vice-Président.
Art. 10. Engagement solennel des membres de la Cour.

Contents.

PREAMBLE.

CHAPTER I. — THE COURT.

Heading A. The judges.

Art. 1. Term of office.
Art. 2. Precedence of judges.
Art. 3. Deputy-judges.
Art. 4. Removal of members of the Court.
Art. 5. Addition of judges to the Court.
Art. 6. Addition of technical assessors.
Art. 7. Quorum.

Heading B. Constitution of the Court.

Art. 8. Provisional Chairmanship.
Art. 9. Election and term of office of the President and Vice-President.
Art. 10. Solemn declaration of the members of the Court.

Titre C. Du Président et du Vice-Président.

Art. 11. Fonctions du Président.
Art. 12. Fonctions du Vice-Président.
Art. 13. Domicile et vacances du Président.

Titre D. Des Chambres.

Art. 14. Choix des membres.
Art. 15. Composition des Chambres.
Art. 16. Quorum des Chambres.

Titre E. Du fonctionnement de la Cour.

Art. 17. Session ordinaire annuelle
Art. 18. Rôle des affaires et questions.
Art. 19. Dates et heures des séances.
Art. 20. Ajournement.
Art. 21. Délibérations.

Titre F. Du greffier et du personnel du greffe.

Art. 22. Election et durée des fonctions du greffier.
Art. 23. Nomination du personnel du greffe.
Art. 24. Domicile et vacances du greffier.
Art. 25. Statut du personnel.
Art. 26. Engagement solennel du greffier et du personnel.

Titre G. Du greffe.

Art. 27. Organisation du greffe.
Art. 28. Organisation des archives.
Art. 29. Accès au greffe.
Art. 30. Communications de ou pour la Cour.
Art. 31. Attributions du greffe.

CHAPITRE II. — DE LA PROCEDURE.

Titre A. Procédure contentieuse.

Section *a. Dispositions générales.*

Art. 32. Influence des parties sur la procédure.

Art. 33/34. Fixation des délais.

Section *b. Procédure devant la Cour et devant les Chambres spéciales. (Articles 26 et 27 du Statut).*

1. Introduction de l'instance.
Art. 35. Contenu de la requête ou du compromis.

Art. 36. Réponse à la requête.

Heading C. The President and Vice-President.

Art. 11. Functions of the President.
Art. 12. Functions of the Vice-President.
Art. 13. Residence and vacations of the President.

Heading D. Special Chambers.

Art. 14. Selection of members.
Art. 15. Composition of the Chambers.
Art. 16. Quorum of the Chambers.

Heading E. Working of the Court.

Art. 17. The ordinary annual session.
Art. 18. List of cases and questions.
Art. 19. Dates and hours of sittings.
Art. 20. Adjournment.
Art. 21. Deliberations.

Heading F. The Registrar and staff of the Registry.

Art. 22. Election and period of office of the Registrar.
Art. 23. Appointment of the staff of the Registry.
Art. 24. Residence and vacations of the Registrar.
Art. 25. Staff Regulations.
Art. 26. Solemn declaration taken by the Registrar and the staff.

Heading G. The Registry.

Art. 27. Organisation of the Registry.
Art. 28. Organisation of the Archives
Art. 29. Access to the Registry.
Art. 30. Communications to and from the Court.
Art. 31. Duties of the Registry

CHAPTER II. — PROCEDURE.

Heading A. Contentious Procedure.

Section *a. General Provisions.*

Art. 32. Influence of the Parties upon the Procedure.
Art. 33/34. Fixing of time limits

Section *b. Procedure before the Court and before the special Chambers (Articles 26 and 27 of the Statute).*

1. Institution of Proceedings.
Art. 35. Contents of the application or of the special agreement.
Art. 36. Response to the application.

Art. 37. Communication aux juges.

II. Procédure écrite.
Art. 38. Langues.
Art. 39. Droit de prendre connaissance des documents.
Art. 40. Ordre de présentation des documents écrits.
Art. 41. Contenu des mémoires et des contre-mémoires.
Art. 42. Fixation de l'ouverture de la procédure orale.
Art. 43. Distribution du dossier aux membres de la Cour.

III. Procédure orale.
Art. 44. Dates et heures des séances.
Art. 45. Langues.
Art. 46. Ordre à suivre pour l'administration des moyens de preuve et les plaidoiries.
Art. 47. Ordre entre les parties pour les plaidoiries.
Art. 48. Notification par les parties des moyens de preuve auxquels elles entendent recourir.
aa. Témoins.
Art. 49. Citation des témoins par la Cour.
Art. 50. Commissions rogatoires.
Art. 51. Engagement solennel des témoins.
Art. 52. Interrogatoire des témoins.
Art. 53. Indemnité des témoins.
bb. Expertises.
Art. 54. Expertises.
cc. Comptes-rendus.
Art. 55. Comptes-rendus.
Art. 56. Procès-verbal.
dd. Frais.
Art. 57. Note de frais.

IV. Mesures conservatoires.
Art. 58. Indication des mesures conservatoires.

V. Exceptions.
Art. 59. Exceptions d'incompétence et autres.

VI. Intervention.
Art. 60. Requête à fin d'intervention, selon l'article 62 du Statut.
Art. 61. Contenu de la requête.
Art. 62. Intervention selon l'article 63 du Statut.

Art. 37. Communication to the judges.

II. Written proceedings.
Art. 38. Languages.
Art. 39. Right to inspect documents.
Art. 40. Order of presentation of the documents of the written procedure
Art. 41. Contents of cases and countercases.
Art. 42. Fixing of a time for the opening of the oral proceedings.
Art. 43. Distribution of a complete dossier to members of the Court.

III. Oral Proceedings.
Art. 44. Dates and hours of sittings.
Art. 45. Languages.
Art. 46. Order to be followed for the taking of evidence and the presentation of cases by counsel.
Art. 47. Order in which the parties are to state their cases.
Art. 48. Notification by the parties of the evidence which they intend to produce.
aa. Witnesses.
Art. 49. Witnesses to be summoned by the Court:
Art. 50. Taking of evidence on commission.
Art. 51. Solemn declaration to be made by witnesses.
Art. 52. Examination of witnesses.
Art. 53. Indemnity to be paid to witnesses.
bb. Expert opinions.
Art. 54. Expert opinions.
cc. Verbatim Reports.
Art. 55. Verbatim Reports.
Art. 56. Minutes.
dd. Costs.
Art. 57. Statement of costs.

IV. Interim measures of protection.
Art. 58. Suggestion of measures of protection.

V. Objections.
Art. 59. Objections to jurisdiction etc.

VI. Intervention.
Art. 60. Application for permission to intervene under the terms of Article 62 of the Statute.
Art. 61. Contents of the application.
Art. 62. Intervention under the terms of Article 63 of the Statute.

VII. Accord.
Art. 63. Accord des parties sur la solution du litige.

VIII. Arrêt.
Art. 64. Contenu de l'arrêt.
Art. 65. Communication de l'arrêt aux parties.
Art. 66. Force obligatoire de l'arrêt.
Art. 67. Publication de l'arrêt.

IX. Revision.
Art. 68. Demande en revision.

Section *c. Procédure sommaire.*

Art. 69. Règles de la procédure ordinaire subsidiairement applicables.
Art. 70. Convocation de la Chambre de procédure sommaire.
Art. 71. Procédure devant la Chambre.
Art. 72. Arrêts rendus en Chambre.

Titre B. Procédure consultative.

Art. 73. Compétence de la Cour plénière pour donner des avis consultatifs.
Art. 74. Requête pour avis consultatifs.
Art. 75. Notification de la requête demandant avis consultatif.
Art. 76. Publication des avis consultatifs.

Titre C. Erreurs.

Art. 77. Rectification des erreurs matérielles.

APPENDICE I.

NOTE DU PRÉSIDENT SUR LA PARTICIPATION AUX TRAVAUX DE LA COUR DE JUGES SUPPLÉANTS.

Lors de sa 29ème séance, la Cour a décidé, sur la proposition de M. Negulesco, que les juges suppléants seront appelés pour prendre part aux délibérations et votes de la Cour sur les sujets qui lui seront soumis pour avis consultatif. Sur la proposition de M. Negulesco également, la Cour a décidé que les juges suppléants seront admis à prendre part à l'élection du Président et du Vice-Président. Enfin, la Cour, lors d'une séance précédente, a décidé que les juges suppléants seront appelés à

VII. Agreement.
Art. 63. Agreement between the parties regarding the settlement of the dispute.

VIII. Judgment.
Art. 64. Contents of the judgment.
Art. 65. Communication of the judgment to the parties.
Art. 66. Binding force of the judgment.
Art. 67. Publication of the judgment.

IX. Revision.
Art. 68. Application for revision.

Section *C. Summary Procedure.*

Art. 69. Rules of the ordinary procedure applicable except as otherwise provided.
Art. 70. Convocation of the Chamber for summary procedure.
Art. 71. Procedure before the Chamber.
Art. 72. Judgments pronounced by the Chamber.

Heading B. Advisory Procedure.

Art. 73. Competence of the full Court to give advisory opinions.
Art. 74. Applications for advisory opinions.
Art. 75. Notification of applications for advisory opinions.
Art. 76. Publication of advisory opinions.

Heading C. Errors.

Art. 77. Correction of superficial mistakes.

APPENDIX I.

NOTE BY THE PRESIDENT IN REGARD TO THE PARTICIPATION OF DEPUTY-JUDGES IN THE WORK OF THE COURT.

At its 29th meeting, the Court decided, on the proposal of M. Negulesco, that the deputy-judges should be summoned to take part in the deliberations and votes of the Court upon questions submitted to it for advisory opinions. On the proposal of M. Negulesco, the Court further decided that deputy-judges should be given the right to take part in the election of the President and Vice-President. Moreover, at a previous meeting, the Court decided that the deputy-judges should be summon-

siéger dans les conditions prévues à l'article 18 du Statut, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de l'exclusion d'un membre de la Cour.

Les décisions qui ont été ainsi prises auront pour effet de créer une institution appelée par M. Negulesco „Assemblée générale" ; — institution que ne mentionne ni le Statut de la Cour ni le Pacte de la Société des Nations. Créer dans ces circonstances une telle institution, ne constitue-t-il pas un excès de pouvoir de la part de la Cour ? Par l'admission des juges suppléants à l'exercice des attributions de la Cour, quelque regret qu'elle pût en éprouver, ne mettrait-elle pas le pied sur un terrain qui lui est défendu ; ne serait-ce pas changer la nature et les dispositions du Statut, qui est sa constitution et d'où découle son pouvoir ?

L'article 14 du Pacte, article qui, en vertu de l'article premier du Statut, forme une partie intégrante de celui-ci, ne connaît pas de composition différente de la Cour lorsque celle-ci exercè ses attributions judiciaires ou lorsqu'elle exerce ses attributions consultatives. La distinction devrait donc se trouver dans le Statut. L'article 3 du Statut, en disant que „la Cour se compose de quinze membres", fait suivre immédiatement : „onze juges titulaires et quatre juges suppléants". Seul, le Statut peut donc délimiter le champ d'activité de ces deux catégories de juges.

Deux articles seulement font mention des juges suppléants par rapport à l'exercice de leur tâche.

L'article 15 ordonne à la Cour de dresser un tableau de ses juges suppléants, et prévoit leur convocation dans l'ordre de ce tableau, pour prendre part à des travaux déterminés. L'article 25 détermine les cas dans lesquels ils seront appelés. Hors ces cas, nulle activité ne leur est réservée, et la Cour, en établissant son Règlement en vertu de l'article 30, ne saurait y rien ajouter.

S'il en était autrement, le droit et l'autorité des juges suppléants, ne prenant ses racines que dans les dispositions du Règlement, n'auraient aucune base fixe, puisque la Cour peut toujours *changer* son Règlement. Il paraît superflu de démontrer que toute méconnaissance par la Cour du Statut qui la lie, n'aurait ni force, ni valeur.

Or, l'article 25 dit que „Sauf exception expressément prévue", (comme dans les cas mentionnés aux articles 26, 27 et 29) „la Cour exerce ses attributions *en séance plénière*" [1]). *Toutes* ses attributions y sont comprises. Ni l'article 25, ni aucun autre ne fait de différence entre les devoirs judiciaires d'une part, et, d'autre part, l'obligation de donner des avis consultatifs, ou l'élection du Président et du Vice-Président, ou les décisions à prendre en vertu de l'article 18.

1) souligné par l'auteur.

ed to take their seats in the circumstances contemplated in Article 18 of the Statute, that is to say, when the question of the removal of a member of the Court was brought up for consideration.

The result of the above decisions would be to create an institution called by M. Negulesco a „general Assembly". Such an institution is not mentioned either in the Statute of the Court or in the Covenant of the League of Nations. In these circumstances, would not the Court be exceeding its powers if it were to create such an institution ? By allowing the deputy-judges to exercise powers belonging to the Court, would not the latter be encroaching upon forbidden ground, however much it might regret that this was the case ; would not such a course be equivalent to changing the character and provisions of the Statute which is the Court's Constitution and the source of its authority ?

Article 14 of the Covenant, which Article by virtue of the first Article of the Statute forms an integral part of the latter, makes no provision for any variation in the composition of the Court according to whether that body is exercising its judicial or its advisory powers. We must therefore look for the distinction in the Statute. Article 3 of the Statute says : „the Court shall consist of 15 members" ; but this is immediately followed by : „11 judges and 4 deputy-judges". The Statute alone therefore can define the spheres of activity of these two classes of judges.

Only two Articles refer to the deputy-judges in so far as the performance of their duties is concerned.

Article 15 lays down that the Court shall prepare a list of its deputy-judges, and provides that they shall be summoned in the order of this list, to take part in certain specified work. Article 25 lays down the circumstances in which they will be summoned. Apart from these cases, no duties are assigned to them, and the Court cannot add to such duties when framing rules for its procedure in accordance with Article 30.

If it were not so, and if the rights and powers of the deputy-judges were only derived from the Rules of Court they would have no solid foundation ; for the Court is always at liberty to change its Rules. It seems superfluous to point out that any misinterpretation placed by the Court upon the Statute, which is binding upon it, would be ineffective and valueless.

Article 25 says : „the *full* [1]) Court shall sit, except when it is expressly provided otherwise", (as for instance in the circumstances referred to in Articles 26, 27 and 29). All its powers are included in this provision. Neither Article 25 nor any other Article makes any distinction between, on the one hand, judicial functions and, on the other hand, the obligation to give advisory opinions, or the election of the President and Vice-President, or decisions in accordance with the terms of Article 18.

1) italicized by the author.

Tout ce qui est à faire sera fait par *la Cour*. Et le deuxième alinéa démontre que cette Cour est la Cour des *juges*, des *onze*. „Si la présence de onze juges titulaires n'est pas assurée, *ce* nombre est parfait *par l'entrée en fonctions des juges suppléants*" [1]).

Une fois appelés, ils sont juges avec la même autorité et le même pouvoir que les juges titulaires. Mais ils ne le sont que lorsqu'ils sont appelés ; et suivant le Statut, ils ne peuvent l'être que dans le cas de l'article 25, le seul, avec l'article 15, qui s'occupe d'eux.

Il ne semble pas qu'on ait jamais compris autrement la composition de la Cour, ni les Neutres de février 1920, ni les dix Juristes, ni le Conseil de la Société des Nations, ni l'Assemblée même.

Il se peut que certains membres de la Cour eussent préféré une organisation différente, entre autres pour les avis consultatifs, que celle qui résulte du Statut, mais il ne s'agit de ce que l'on eût cru *désirable*. La Cour ne peut s'affranchir de son Statut.

Pour la Cour elle-même, la question est d'une gravité extrême, parce que, en dépassant son pouvoir, elle s'exposerait non seulement à des critiques sévères, mais aussi à voir corriger par un amendement au Statut les décisions qu'elle aurait cru pouvoir insérer dans son Règlement. Il ne faut pas se dissimuler d'ailleurs l'importance des répercussions financières de ces décisions. Pendant sa session ordinaire, la Cour, très probablement, sera toujours occupée par des questions à elle soumises pour avis consultatif, à côté des affaires qu'elle aura à juger, ce qui entraînerait inévitablement la présence ininterrompue des quatre juges suppléants pendant toute la durée de chaque session, ce qui changerait tout à fait la conception de la Cour. Chaque juge suppléant touchant 150 florins, plus 50 florins, soit 200 florins par jour, cela ferait, par jour, 800 florins, et pour une session ordinaire d'une durée d'un mois seulement, un *surcroît* des frais de la Cour de Fl. 24.000, non compris encore les frais de voyage, aller et retour, pour ces quatre juges suppléants. Et il est bien probable qu'un seul mois ne suffira pas pour la session ordinaire de la Cour.

Je crois de mon devoir, en raison des fonctions que vous avez bien voulu me conférer, de soumettre ces réflexions à votre plus sérieux examen avant le vote, en seconde lecture, du projet de Règlement que le Comité a l'honneur de vous soumettre.

(Signé) LODER,
Président.

1) souligné par l'auteur.

Everything that is to be done is to be done by *the Court*. The second paragraph clearly shows that this Court is the Court composed of *the judges*, i. e. of the eleven: „If 11 judges cannot be present, *the number* shall be made up by *calling on deputy judges to sit*" [1]).

Once they are summoned, they are judges with the same degree of authority and the same powers as the ordinary judges ; but they only possess this authority when they are summoned, and according to the Statute they cannot be summoned except in the circumstances mentioned in Article 25, which — with the exception of Article 15 — is the only Article referring to them.

It does not appear that any other view of the Court was ever taken either by the Neutral Powers in February 1920, or by the Committee of Jurists, or by the Council of the League of Nations, or by the Assembly itself.

It may be that certain members of the Court would have preferred an organisation differing — as regards advisory opinions amongst other things — from that emanating from the Statute. There is no question here, however, of what might have been considered *desirable*, The Court cannot disregard the Statute.

As regards the Court itself, the question is of extreme importance, because by exceeding its powers it would not only expose itself to severe criticism, but also there would be a danger that decisions which it might consider itself entitled to insert in the Rules of Court would be reversed by an amendment to the Statute. Moreover, the importance of the financial consequences of such decisions must not be overlooked. During its ordinary session, the Court will very probably be continuously concerned with questions submitted to it for advisory opinion, in addition to cases for judgment; this would inevitably involve the continuous presence of the four deputy-judges throughout the whole duration of each session, and would completely change the conception of the Court. Each deputy-judge receives 150 fls. plus 50 fls., i.e. 200 fls. per day, making a total of 800 fls. per day. For an ordinary session therefore, lasting one month only, an increase in the expenses of the Court amounting to 24,000 fls. would be involved, quite apart from the return travelling expenses of the four deputy-judges. Moreover, it is extremely probable that one month would not suffice for the ordinary session of the Court.

Having regard to the responsibilities with which you have entrusted me, I feel it my duty to submit the foregoing remarks for your serious consideration, before a vote is taken in second reading on the draft Rules of Court which the Committee has the honour to place before you.

(signed) LODER,
President.

1) italicized by the author.

APPENDICE II.

NOTE DU COMITÉ DE RÉDACTION SUR L'AMENDEMENT DE M. ALTAMIRA À L'ARTICLE 38 DU PROJET SOUMIS PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION EN PREMIÈRE LECTURE

(Article 39 du projet, Distr. 87) [1]).

L'article 62 du Statut prévoit que tout Etat qui estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, peut adresser à la Cour une requête à fin d'intervention.

Afin que l'Etat en question soit en mesure de savoir si cet intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il est essentiel qu'il sache quels sont les points qui font véritablement l'objet du différend soumis à la Cour. C'est à cette fin et à cette fin seulement, qu'une disposition prévoyant l'examen de la *procédure écrite* a été jugée désirable. Le but de cet examen est de fournir les renseignements nécessaires pour permettre au gouvernement de l'Etat en question de décider s'il doit adresser à la Cour „une requête à fin d'intervention".

L'article 38 du *Projet de Règlement de la Cour, élaboré par le Comité de rédaction d'après les délibérations de la Cour* (*Distr.* 79) [2]) prévoyait l'obtention de ces renseignements préliminaires.

Sur la proposition de M. Altamira, l'article 38 a été remplacé par le texte suivant :

> „Les mémoires, les contre-mémoires, et, le cas échéant, les répliques, seront accessibles à tout Etat qui aurait justifié devant la Cour de la faculté d'intervenir dans l'affaire, en vertu de l'article 62, ou qui se trouverait dans le cas prévu à l'article 63, exception faite toujours des réserves que les parties ont le droit de porter sur la nécessité de maintenir secrètes des parties des documents cités.
>
> „L'examen de toute autre pièce ne pourra avoir lieu que par autorisation spéciale de la Cour, qui tiendra toujours compte du désir des parties de conserver secrètes certaines pièces ou parties de pièces."

On peut remarquer que cet amendement ne donne le droit d'examen, en ce qui concerne l'article 62, qu'à un Etat „qui aurait justifié devant la Cour de la faculté d'intervenir dans l'affaire". L'amendement exige que cet Etat commence par montrer qu'il a le droit d'intervenir.

Une telle disposition est entièrement illusoire. Ce qui est nécessaire, ce sont les renseignements qui permettent au gouvernement en question de s'assurer si ses intérêts sont en cause dans le différend soumis à la

1) voir p. 490.
2) voir p. 464.

APPENDIX II.

NOTE BY THE DRAFTING COMMITTEE IN REGARD TO M. ALTAMIRA'S AMENDMENT TO ARTICLE 38 OF THE DRAFT SUBMITTED BY THE DRAFTING COMMITTEE FOR FIRST READING

(Article 39 of Draft, Distr. 87) [1]).

Article 62 of the Statute provides that any State which thinks that it has an interest of a legal nature, which may be affected by the decision of a case, may make application to the Court for permission to intervene.

In order that the State in question may be in a position to know that its interests may be so affected, it is essential that it should know what are the points which are really in dispute in the case which is before the Court. It is for this purpose, and for this purpose only, that it was desired that there should be some provision for inspection of the *written proceedings* The inspection is intended to supply the information necessary to enable the Government of the State to decide whether it should submit to the Court „an application to intervene".

Article 38 of the *Draft Rules of Court prepared by the Drafting Committee and based on the decisions of the Court* (*Distr.* 79) [2]), provided for this preliminary information being obtained.

On the proposal of M. Altamira, Article 38 has been replaced by the following :

> „Cases, countercases and replies, if any, shall be open to inspection by any State which shall satisfy the Court that it has a right to intervene in a case, in accordance with Article 62, or to which the terms of Article 63 may apply, subject to such reservations as the parties are entitled to make regarding the necessity of keeping secret certain parts of the documents referred to.
>
> No other document shall be inspected save by special permission of the Court, which shall always give due consideration to the wish of the parties to maintain secrecy in respect of certain documents or portions of documents."

It will be observed that this amendment gives the right, so far as Article 62 is concerned, only to a State „which shall satisfy the Court that it has a right to intervene in a case". The amendment requires that a State shall begin by showing that it is entitled to intervene.

Such a provision is entirely illusory. What is wanted is information to enable the government in question to ascertain whether its interests will be affected by the case before the Court. The amendment gives the infor-

1) see p 490.
2) see p. 464.

Cour. D'après l'amendement, ces renseignements ne sont fournis qu'à ceux qui n'en ont pas besoin parce qu'ils sont déjà en mesure de prouver qu'ils ont le droit d'intervenir. Tout Etat qui est en mesure de donner cette preuve peut obtenir le droit d'intervenir aux termes de l'article 62, et étant intervenu, il pourra naturellement examiner les pièces.

Le Comité de rédaction estime qu'il est absolument nécessaire de règler cette question, et qu'il est facile de le faire. Il existe un amendement proposé par M. Anzilotti et ainsi conçu :

„La Cour, après avoir entendu les parties, peut ordonner que le greffier tienne à la disposition du gouvernement de tout Etat Membre de la Société des Nations ou mentionné à l'annexe du Pacte, les mémoires et contre-mémoires de chaque affaire."

Le Comité propose que cet amendement de M. Anzilotti, avec une légère addition, soit substitué à celui de M. Altamira qui a été adopté le 10 mars.

Ce serait donc à la Cour qu'il appartiendrait de décider après avoir entendu les parties, si les mémoires et les contre-mémoires doivent être tenus à la disposition de tout Etat Membre de la Société des Nations ou mentionné à l'annexe du Pacte.

Il faut toutefois prévoir les cas où cet examen est nécessaire à un moment où la Cour n'est pas en session, et, à cet effet le Comité propose que, dans l'amendement de M. Anzilotti, l'on ajoute après les mots „la Cour," les mots suivants : „ou, si la Cour ne siège pas, le Président."

Le texte de l'amendement ainsi modifié serait comme suit :

„La Cour, ou, si la Cour ne siège pas, le Président, après avoir entendu les parties, peut ordonner que le greffier tienne à la disposition du gouvernement de tout Etat Membre de la Société des Nations ou mentionné à l'annexe du Pacte, les mémoires et contre-mémoires de chaque affaire."

La Haye, 13 mars 1922.

Le Comité de rédaction :

(signé) LODER.
WEISS.
FINLAY.

mation only to those who do not need it because they are already in a position to prove that they have the right to intervene. Any State which is in a position to prove this can obtain the right to intervene under Article 62, and, having intervened, it will as a matter of course be enabled to inspect the documents.

It is, in the opinion of the Drafting Committee, absolutely necessary that this matter should be set right and it is easy to do so. There is on paper an amendment in the name of M. Anzilotti in the following terms :

„The Court, after hearing the parties, may instruct the Registrar to hold the cases and counter-cases of each suit at the disposal of the Government of any State Member of the League of Nations or mentioned in the Annex to the Covenant."

The Committee suggests that this amendment of M. Anzilotti's, with a slight addition, should be substituted for that of M. Altamira, which was adopted on March 10th.

It would thus be left to the Court to decide, after hearing the parties, whether access to the cases and countercases should be given to any State which is a Member of the League of Nations or mentioned in the Annex to the Covenant.

It is, however, necessary to provide for cases in which permission to inspect is required at a time when the Court is not sitting, and for this purpose it is suggested that in M. Anzilotti's amendment there should be added after the words „the Court" the following words : „or the President, if the Court is not sitting".

The amendment, as altered, will then read :

„The Court, or the President if the Court is not sitting, may, after hearing the parties, instruct the Registrar to hold the cases and counter-cases of each suit at the disposal of the Government of any State Member of the League of Nations or mentioned in the Annex to the Covenant."

The Hague, March 13th, 1922.

The Drafting Committee :

(signed) LODER.
WEISS.
FINLAY.

ANNEXE 62.

Amendements au Projet de Règlement

(Distr. 87).

présentés par M. BEICHMANN.

(Distr, 87)

ARTICLE 2.

A insérer entre le 2ème et le 3ème alinéa un nouvel alinéa ainsi conçu :

„Les juges nationaux choisis en vertu des dispositions des articles 26, 27 ou 31 du Statut de la Cour prennent séance après les juges suppléants dans l'ordre d'ancienneté d'âge."

ARTICLE 3.

En dehors des cas où ce Règlement prévoit l'appel de tous les juges suppléants, un ou plusieurs des juges suppléants seront appelés pour assurer au besoin le nombre de onze juges prévu pour les séances plénières à l'alinéa 2 de l'article 25 du Statut de la Cour. Pour assurer le quorum des Chambres spéciales ou de la Chambre de procédure sommaire, les juges suppléants ne seront convoqués que si le nombre requis ne peut-être parfait par l'appel de juges titulaires.

Les convocations des juges suppléants doivent, autant que possible, leur être adressées en temps utile avant le commencement de la session.

Les convocations se feront dans l'ordre du tableau visé à l'article 2, de telle sorte que chacun des juges tuppléants soit appelé à son tour jusqu'à l'épuisement du sableau ; le même ordre sera suivi pour les convocations ultérieures.

Lorsqu'un juge suppléant est trop éloigné du siège de la Cour pour pouvoir, selon l'opinion du Président, être touché utilement par une convocation, celle-ci sera adressée au juge suppléant qui le suit immédiatement dans l'ordre du tableau, sans préjudice du droit pour celui qui aurait dû la recevoir, d'être appelé s'il est possible à la prochaine occasion.

Le juge suppléant qui a connu d'une affaire doit, conformément au principe établi au dernier alinéa de l'article 13 du Statut de la Cour, être appelé en dehors son tour à poursuivre l'examen de l'affaire jusqu'à ce que celle-ci soit définitivement règlée.

Dans ce cas, ainsi que dans le cas où un juge suppléant serait désigné pour siéger comme juge national en vertu des dispositions des articles 26, 27 ou 31 du Statut de la Cour, l'appel ne sera pas pris en compte, en ce qui concerne l'ordre dans lequel les juges suppléants doivent être convoqués.

ANNEX 62.

Amendments to the Draft Rules of Court

(Distr 93).

submitted by M. BEICHMANN.

(Translation).

(Distr. 93).

ARTICLE 2.

Insert between the second and third paragraphs a new paragraph worded as follows :

„National judges chosen under the terms ot Articles 26, 27 or 31 of the Statute of the Courf shall take precedence after deputy-judges in order of age."

ARTICLE 3.

Apart from cases in which the present Rules provide for the summoning of all deputy-judges, one or more deputy-judges shall be summoned in order to complete, should occasion arise, the number of eleven judges, laid down in the case of meetings of the full Court by paragraph2 of Article 25 of the Statute of the Court Deputy-judges shall only be summoned to provide a quorum in the case of the special Chambers or the Chamber for summary procedure, if the number required cannot be secured by summoning ordinary judges.

A summons addressed to a deputy-judge shall, as far as possible, be sent him in sufficient time before the opening of the session.

Deputy-judges shall be summoned in the order laid down in the list referred to in Article 2, that is to say, each of them shall be summoned in rotation until the list is exhausted. The same order shall be observed thereafter.

Should a deputy-judge be so far from the seat of the Court that in the opinion of the President a summons would not reach him in sufficient time, the deputy-judge next on the list shall be summoned ; nevertheless, the deputy-judge to whom the summons should have been addressed shall be called upon if possible on the next occasion.

A deputy-judge who has begun a case shall, in accordance with the principle laid down in the last paragraph of Article 13 of the Statute of the Court, be summoned again, if necessary out of his turn, in order to continue to sit in the case until it is finished.

In this case and also in the case of a deputy-judge who is summoned to take his seat as a national judge, in accordance with the provisions of Articles 26, 27 or 31 of the Statute of the Court, such summons shall not be taken into account as regards the order in which deputy-judges are to be summoned.

ARTICLE 8.

A placer après l'article 9 actuel et à rédiger comme suit :

„Dans le cas où le Président et le Vice-Président auraient tous les deux cessé leurs fonctions avant qu'un successeur ne soit élu, le juge le plus ancien, selon l'ordre fixé dans l'article 2, exerce les fonctions de Président jusqu'à la nouvelle élection."

ARTICLE 9.

Le Président et le Vice-Président sont élus pour trois ans calendriers commençant le 1er janvier.

L'élection a lieu, en général, pendant la session ordinaire qui précède l'expiration du terme du Président ou du Vice-Président sortant. Toutefois, si dans cette même année, expire le terme pour lequel les juges ont été élus, l'élection du Président ou du Vice-Président n'aura lieu qu'après l'entrée en fonctions des juges nouvellement élus (conformément à l'article 1er). Dans ce cas, ainsi que dans le cas où, par suite d'une vacance intervenant avant l'expiration de terme, il y a lieu de procéder à l'élection d'un successeur entrant en fonctions tout de suite, les Président ou Vice-Président élus ne restent en fonctions que jusqu'à l'expiration de la seconde année qui suit celle de leur élection.

Tous les membres de la Cour doivent être convoqués pour participer aux élections visées au présent article.

Le vote a lieu au scrutin secret ; le candidat qui obtient la majorité absolue est déclaré élu.

ARTICLE 14.

Les 2ème et 4ème alinéas à remanier à l'exemple de la rédaction proposée ci-dessus pour l'article 9.

ARTICLE 16.

A supprimer comme étant englobé dans la rédaction proposée ci-dessus pour l'article 2.

ARTICLE 22.

Le dernier alinéa à rédiger comme suit :

„Si le Greffier cesse ses fonctions avant l'expiration du terme ci-dessus fixé, une élection a lieu afin de choisir un successeur."

ARTICLE 36.

A supprimer, soit entièrement, soit, du moins, en ce qui concerne la dernière phrase de l'alinéa 2 et l'alinéa 3.

ARTICLE 37.

A supprimer. Voir l'article 40 du Statut.

ARTICLE 8.

To be inserted after Article 9 and to be drafted as follows :

„Should the President and Vice-President both cease to hold office before the election of a successor, the senior judge according to the order laid down in Article 2 shall perform the duties of President until the new election."

ARTICLE 9.

The President and Vice-President shall be elected for three calendar years, commencing on January 1st.

The election shall, as a general rule, take place during the ordinary session which precedes the expiration of the term of office of the retiring President or Vice-President. If, however, the period for which the judges were elected expires during the year in question, the election of the President or Vice-President shall not take place until after the newly-elected judges have taken up their duties (in accordance with Article 1). In this case and in the case in which, owing to the occurrence of a vacancy before the expiration of the normal period, it is necessary to elect a successor to come into office immediately, the President or Vice-President elected shall remain in office only until the expiration of the second year following the year of their election.

All members of the Court shall be summoned to take part in the elections referred to in the present Article.

Voting shall be by secret ballot. The candidate obtaining an absolute majority shall be declared elected.

ARTICLE 14.

The second and fourth paragraphs to be amended in accordance with the new draft proposed above for Article 9.

ARTICLE 16.

To be omitted, as being included in the draft proposed above for Article 2.

ARTICLE 22.

The last paragraph to be worded as follows :

„Should the Registrar cease to hold his office before the expiration of the period laid down above, an election shall be held for the purpose of appointing a successor."

ARTICLE 36.

Tho whole Article to be omitted, or at all events the ast sentence of paragraph 2, and paragraph 3.

ARTICLE 37.

To be omitted. See Article 40 of the Statute.

ARTICLE 40.

Supprimer au premier alinéa les mots „résultant de la requête et de la réponse prévues à l'article 36".

Après l'article 38 ou l'article 41, insérer une disposition indiquant le nombre d'exemplaires qui doit être fourni. Par ex. vingt-cinq.

ARTICLE 39.

Doit avoir sa place à la fin du titre.

ARTICLE 49.

Le mot „citer" à remplacer par „appeler" et le mot „ordonner" par „demander".
Cf. art. 49 du Statut.

ARTICLE 52.

Supprimer les mots „avec son assentiment".

ARTICLE 59.

Les mots „avant toute décision sur le fond" à remplacer par „avant toute autre procédure".

ARTICLE 64.

Au dernier alinéa le mot „contraires" à remplacer par „dissidentes".

ARTICLE 73.

Ajouter :
„Les opinions dissidentes des juges qui le désirent sont jointes aux avis."

ARTICLE 40.

Omit in the first paragraph the words :
„As a result of the application and the response referred to in Article 36."
After Article 38 or Article 41 insert a provision giving the number of copies which should be supplied, e. g. twenty-five.

ARTICLE 39.

Should be inserted at the end of the heading.

ARTICLE 49.

Substitute the word „appeler" for „citer" and the word „demander" for „ordonner" in the French text (cf. Article 49 of the Statute).

ARTICLE 52.

Omit the words „with his permission".

ARTICLE 59.

Substitute the words „before any other proceding" for the words „before giving judgment on the subject matter of the case."

ARTICLE 64.

Substitute the word „dissidentes" for „contraires" in the French text.

ARTICLE 73.

Add : „The opinions of dissenting judges may at their request be attached to the opinion of the Court."

ANNEXE 62a.

(*Traduction*).

Note de M. Moore sur la constitution de la Cour en vue de l'élection du Président et de l'élaboration des avis consultatifs.

(Distr. 92).

Le vote récemment émis sur ce point soulève une question si grave et d'une importance si vitale au point de vue du caractère, du fonctionnement et de la continuité de la Cour, que je crois de mon devoir de présenter quelques observations à ce sujet.

Mon opinion est, et a toujours été, comme je l'ai exprimé le 30 janvier, que la Cour, en ce qui concerne l'exercice de ses fonctions ordinaires judiciaires et administratives, est la Cour définie, d'une manière adéquate et précise, dans le Statut (art. 25) comme „la Cour.... plénière", composée de onze membres, comprenant, primordialement, les juges titulaires et n'admettant de juges suppléants qu'au fur et à mesure qu'ils sont convoqués pour compléter ce nombre. Le Statut ne fait que rendre plus claire cette disposition en stipulant explicitement que „la Cour exerce ses attributions en séance plénière, sauf exception expressément prévue". Autrement dit, une constitution différente de la Cour ne peut être inférée de cet article. Aux termes mêmes du Statut, toute inférence ayant pour but d'augmenter ou de diminuer ce nombre et de créer, ainsi, en fait, un tribunal différent, est absolument interdite.

On ne saurait, non plus, établir une distinction bien définie entre les fonctions judiciaires et les fonctions administratives de la Cour. L'élection du Président et l'élaboration du Règlement, rentrent dans les fonctions administratives, à certains égards, mais également dans les fonctions judiciaires, à d'autres égards, puisqu'elles affectent d'une façon vitale le fonctionnement de la Cour en tant qu'organe judiciaire.

En examinant ces questions, il ne faut jamais perdre de vue que nous devons, ici, nous borner strictement à l'interprétation et à l'application du Statut. Nous n'avons aucune autre source d'autorité. L'article 14 du Pacte, en prévoyant l'institution d'une Cour permanente de Justice internationale, n'a pas créé la Cour ni défini ses pouvoirs en détail ; il a seulement stipulé qu'elle „connaîtra de tous différends d'un caractère international" que les Parties lui soumettront, et qu'elle „donnera aussi des avis consultatifs sur tout différend ou tout point dont la saisira le Conseil ou l'Assemblée". Il y avait là, en substance, un principe directeurdestiné à guider le Conseil dans la préparation du projet qu'il devait formuler et soumettre à l'adoption des Membres de la Société. Mais, si les Membres de la Société, en adoptant le projet, n'avaient pas suivi le principe directeur donné

ANNEX 62a.

Comment by Mr. Moore on the constitution of the Court for the election of its President and the giving of advisory opinions.

(Distr. 92).

The vote recently taken on this subject raises an issue so grave, and affecting so vitally the character, conduct and continuity of the Court, that I deem it to be my duty to present some observations upon it.

It is and has been my opinion, as expressed on January 30th, that the Court, for all its usual judicial and administrative functions, is the Court aptly and precisely defined in the Statute (Article 25) as the „full Court", composed of eleven members, consisting primarily of the ordinary judges, and including deputy-judges only in so far as called on to make up that number. The Statute makes this only the clearer by the further explicit provision that the „full Court" shall sit „except when it is expressly provided otherwise". In other words, a different constitution of the Court is never to be implied. By the very terms of the Statute, a resort to implication for the purpose of enlarging or diminishing the number — and thus in effect creating a different Tribunal — is absolutely prohibited.

Nor can any definite line between the judicial and the administrative functions of the Court be drawn. The election of the President and the framing of rules of procedure, if administrative in one aspect, are also judicial in another, since they intimately and vitally affect the conduct of the Court as a judicial body.

In the consideration of these questions, the fact is constantly to be borne in mind that we are here strictly confined to the interpretation and application of the Statute. We have no other source of authority. Article 14 of the Covenant, while it provided for the establishment of a Permanent Court of International Justice, neither created the Court nor defined its powers, beyond providing that it should „be competent to hear and determine any dispute of an international character" which the parties to the Court should submit to it, and that it might „also give an advisory opinion upon any dispute or question referred to it by the Council or by the Assembly". This was in substance a direction given to the Council for its guidance in drawing up the plan which it was to formulate and submit to the Members of the League for adoption. But had the Members of the League

au Conseil ou s'ils l'avaient dépassé, il est évident que la Cour n'aurait pu rechercher des pouvoirs outrepassant les termes du Statut qui a présidé à sa création.

Le Statut a défini, en termes précis, la constitutino de la Cour, au point de vue de son fonctionnement ; cependant, comme nos discussions se sont élargies, il sera peut-être utile de rappeler la façon dont le Statut a été élaboré.

Ainsi qu'il ressort des débats du Comité consultatif, auquel le Conseil avait confié le soin de préparer l'avant-projet du Statut, il y avait, dès le début, deux opinions, en ce qui concerne la désignation et les fonctions de ceux que l'on appelait les juges „supplémentaires" ou „suppléants". De l'avis de certains, (et cette opinion a prévalu par la suite) les juges suppléants ne devaient agir qu'en tant que remplaçants des juges absents.

Mais il se trouvait des partisans d'un autre point de vue: leur opinion était liée à une conception de la Cour qui ne fut pas adoptée par la suite. Selon cette conception, tous les juges devaient résider au siège de la Cour. A cette fin, ils devaient recevoir un traitement considérable qui leur permettrait d'abandonner toute autre occupation. Les juges suppléants devaient être soumis aux mêmes conditions et recevoir, en conséquence, le même traitement. Non seulement, disait-on, ils devaient agir en tant que remplaçants des juges ordinaires, mais leur présence à la Haye serait également hautement désirable, sinon nécessaire, afin qu'ils eussent l'occasion „de se former à l'esprit de justice international créé par la Cour", et, qu'en tant que „juges jeunes", destinés à assurer son recrutement, ils fussent en mesure de s'entraîner à leurs fonctions en suivant les travaux de la Cour. Contrairement à cette opinion, il fut soutenu qu'il serait contraire au sens commun de donner le même traitement à ceux qui faisaient le travail effectif, et à ceux qui venaient simplement s'instruire, et que „du reste, il serait impossible, pour les juges titulaires, d'être entourés de juges élèves, jusque dans la Chambre du conseil".

Au cours de l'élaboration et de l'adoption du Statut, la conception qui faisait de la Cour un corps judiciaire résidant d'une façon continue à la Haye, disparut complètement et la différence entre les juges titulaires et les juges suppléants fut établie d'une façon nette et définitive. Il fut décidé de donner aux juges un traitement peu considérable et une compensation supplémentaire, selon le travail réellement effectué. Quant aux juges suppléants, il fut décidé de ne leur donner aucun traitement, mais une compensation pour le travail effectué, lorsqu'ils seraient convoqués pour participer aux travaux de la Cour.

Ce ne fut pas tout. La différence fut encore plus fortement marquée dans d'autres dispositions du Statut.

Aux termes de l'article 16 de l'avant-projet du Comité consultatif, „l'exercice de toute fonction qui relève de la direction politique, soit nationale, soit internationale,

in adopting the plan, either fallen short of or exceeded the direction given to the Council, it is evident that the Court could not have gone in the search for powers beyond the terms of the Statute by which it was created.

The Statute has in precise terms defined the constitution of the Court as a functioning body ; but, as our discussions have taken a wider range, it may be useful to trace the development of the Statute.

As appears from the proceedings of the Advisory Committee, to which the Council entrusted the first drafting of the Statute, there were, at the outset, two views as to the appointment and functions of what were variously called „supplementary" or „deputy-judges". According to one view, which eventually prevailed, the deputy judges were to act only as substitutes for absent judges.

But there were partisans of another view ; and the view they took was bound up with a conception of the Court which eventually failed. According to this conception, all the judges were to reside at the seat of theCourt. To this end they were to be provided with liberal salaries, so as to be enabled to give up all other occupations. The deputy-judges were to be subjected to the same conditions, and consequently were to receive the same salaries. Not only, it was argued, were they to act as substitutes for the ordinary judges, but their presence at the Hague would be highly desirable, if not necessary, in order that they might have the opportunity to „saturate themselves with the spirit of international justice evolved by the Court", and, as „young judges", designed to recruit its working force, be in a situation to train themselves for its business by following its work.

As against this view, it was argued that it would be contrary to common sense to give the same rate of pay to those who did the actual work and to those who came simply to learn, and that it would also create „an impossible situation for the regular judges to be continually surrounded by student judges, even when considering their judgments".

In the course of the formulation and adoption of the Statute, the conception of the Court as a body continously resident at The Hague completely disappeared, and the difference between the ordinary judges and the deputy judges was clearly and definitely marked. It was decided to pay the ordinary judges small salaries, and to compensate them further according to the scale of work actually performed. To the deputy-judges it was decided to pay no salary at all, but to compensate them for work actually done when they were called on for service.

Nor was this all. The difference was still more strongly emphasized by other provisions of the Statute.

By Article 16 of the draft-scheme of the Advisory Committee ; „The exercise of any function which belongs to the political direction, national or international, of

des Etats, est incompatible avec la qualité de membre de la Cour". Aucune exception ne fut faite concernant les juges suppléants.

Mais, aux termes du Statut, tandis que les membres titulaires de la Cour „ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative" il est déclaré que „cette disposition ne s'applique pas aux juges suppléants, en dehors de l'exercice de leurs fonctions près de la Cour". Par „fonction politique ou administrative" on entend toute fonction dans l'exercice de laquelle la personne intéressée est soumise à la direction et au contrôle du Gouvernement qu'elle sert. Ceci étant manifestement incompatible avec l'indépendance judiciaire, rien ne pouvait établir d'une façon plus frappante la distinction faite par le Statut entre les juges titulaires et les juges suppléants, que le fait suivant : tandis qu'il est interdit aux premiers d'exercer des fonctions de ce genre, les juges suppléants sont expressément autorisés à le faire, à condition seulement qu'ils interrompent temporairement ou définitivement lesdites fonctions pendant leur participation aux travaux de la Cour. Cette disposition démontre clairement que le Statut considère leur participation aux travaux de la Cour comme temporaire et qu'en raison de ce fait, leurs occupations ordinaires doivent être limitées aussi peu que possible.

A cet égard, il convient d'observer que l'une des fonctions les plus importantes que la Cour soit appelée à remplir, est celle de l'élection de son Président. Cette question ne peut être considérée comme d'ordre purement administratif. Au contraire, elle affecte, à un degré très important, l'activité strictement judiciaire de la Cour. L'article 55 du Statut stipule que „les décisions de la Cour sont prises à la majorité des juges présents. En cas de partage de voix, la voix du Président .... est prépondérante". Son élection devrait donc être, autant que possible, à l'abri de toute influence politique.

De plus, aux termes de l'article 17 de l'avant-projet „les membres de la Cour ne peuvent exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans aucune affaire d'ordre international." Aucune exception n'a été faite concernant les juges suppléants.

Mais l'article 17 du Statut stipule que „cette disposition ne s'applique aux juges suppléants que relativement aux affaires pour lesquelles ils sont appelés à exercer leurs fonctions près de la Cour". Dans les autres cas, ils ont toute liberté de continuer à pratiquer leur profession. Il est peut-être inutile de faire remarquer la situation très avantageuse où se trouvent ainsi placés les juges suppléants, en ce qui concerne leurs moyens d'existence. Quant aux juges titulaires, leur modeste traitement ne compense que dans une légère mesure les strictes limitations qui leur sont imposées au point de vue de l'exercice de leur profession.

Dans ce que j'ai dit, je ne me suis pas permis de toucher à des questions de politique, relativement à la situation soit des juges titulaires soit des juges suppléants.

States, by the members of the Court, during their terms of office, is declared incompatible with their judicial duties". No exception was made of deputy-judges.

But, by the Statute, while the ordinary members of the Court „may not exercise any political or administrative function", it is declared that this „does not apply to the deputy-judges, except when performing their duties on the Court". A „political or administrative function" means a function in the exercise of which the holder is subject to the direction and control of the government which he serves. As this is manifestly incompatible with judicial independence, nothing could more strikingly exemplify the distinction made by the Statute between ordinary judges and deputy-judges than the fact that while the former are permanently forbidden to exercise such a function, the deputy-judges are expressly permitted to do so, being required only to suspend or to withdraw from its exercise when actually performing their duties on the Court. This clearly demonstrates that, in the contemplation of the Statute, their active participation in the work of the Court was to be only occasional, and that, in consideration of this fact their ordinary activities were to be circumscribed as little as possible.

In this relation it should be observed that one of the most important duties which the Court is called upon to perform is that of the election of its President. Nor can this be viewed as a purely administrative matter. On the contrary, it affects is a most important way the strictly judicial activities of the Court. „All questions" are, by Article 55 of the Statute, to be decided by a majority of the judges present, and, in the event of an equal division, the President has „a casting vote". His election should, therefore, be recorded as far as possible from the reach of any political influence.

Again, by Article 17 of the draft scheme, „no member of the Court can act as agent, counsel or advocate in any case of an international nature". No exception was made as regards deputy-judges.

But, by Article 17 of the Statute, „this provision only applies to deputy-judges as regards cases in which they are called upon to exercise their functions on the Court". Otherwise they are at full liberty to continue their professional activities. It may be superfluous to point out the highly advantageous situation in which the deputy-judges are thus placed, as regards their means of livelihood ; while, to the ordinary judges, their modest salaries afford but slight compensation for the strict limitation of their professional activities.

In what I have said, I have not ventured to enter into questions of policy as affecting the position either of judges or of deputy-judges. We are obliged to admini-

ants. Nous sommes obligés d'appliquer le Statut tel qu'il existe et nous n'avons pas la faculté, par notre interprétation, de l'élaborer, pour ainsi dire, à nouveau, suivant les principes qui, à notre avis personnel, auraient pu ou auraient dû présider à sa rédaction. Les questions de politique sont du ressort de Genève, et non pas de la Haye.

Aux termes du Statut, „la Cour .... plénière", en tant qu'organe agissant, comprend au plus onze juges, et c'est seulement quand ce nombre n'est pas atteint — et même alors, ce n'est pas dans tous les cas — que les juges suppléants doivent être convoqués pour participer aux travaux de la Cour.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre longuement sur la réunion d'une „assemblée générale" de tous les membres de la Cour, juges titulaires et juges suppléants, pour l'élaboration d'avis consultatifs. En dehors de la conception théorique du caractère et de la constitution de la. Cour, qui fut finalement repoussée, cette idée repose sur l'interprétation que la Cour n'est pas obligée d'émettre des avis consultatifs. A l'appui de cette interprétation, mon aide-mémoire sur la question des avis consultatifs [1]), a été cité comme autorité ou comme argument. Cette citation est-elle justifiée ? C'est là une question dont la réponse dépend entièrement du sens dans lequel la citation doit être entendue. Si l'on veut entendre que la Cour n'a pas la faculté de donner des avis consultatifs, je suis obligé de considérer que cela est en désaccord complet avec la conclusion que je croyais avoir exprimée clairement. En vertu de l'article 1 du Statut qui déclare que la Cour est „instituée conformément à l'article 14 du Pacte" et du premier paragraphe de l'article 36 du Statut qui déclare que „la compétence de la Cour s'étend .... à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur", je suis arrivé à la conclusion que le Statut a conféré à la Cour la faculté de donner des avis consultatifs.

La seule question restant alors à résoudre était celle de l'interprétation de l'article 14 du Pacte que le Statut avait, d'une façon à la fois explicite et générale, désigné comme source de compétence. Sur cette question, je suis arrivé à la conclusion que l'article 14 du Pacte ne pouvait être interprété comme „imposant à la Cour une obligation, sans conditions, de donner, sur demande, des avis de ce genre."

Cette conclusion était conforme à un principe général et élémentaire de droit. Rien n'est plus commun que le fait de conférer un pouvoir auquel vient s'adjoindre la latitude de fixer les modalités et les circonstances dans lesquelles ce pouvoir doit s'exercer. Tel est, dans une grande mesure, le cas lorsqu'il s'agit des fonctionnaires publics et aussi des particuliers, spécialement dans les relations fiduciaires. Le détenteur du pouvoir

1) voir p 390.

ster the Statute as we find it, and are not at liberty by interpretation to reframe it on lines of policy which may commend themselves to our individual conceptions of what it might or should have been. Questions of policy belong to Geneva, not to the Hague.

By the Statute, the „full Court", as a functioning body, consists at most of eleven judges, and it is only when this number is lacking, and even then not in all cases, that deputy-judges are to be called on for service.

As to the calling of a „General Assembly" of all the members of the Court, both judges and deputy-judges, for the giving of advisory opinions, little need be said. This contention, apart from the theoretical conception of the Court's character and constitution which was eventually altogether rejected, is based upon the interpretation that the Court is not bound to give advisory opinions. For this interpretation my memorandum on the question of advisory opinions [1]) has been cited as an authority or as an argument. Whether this citation is justified is a question the answer to which wholly depends on the sense in which the citation is intended to be understood. If it is intended to be understood as meaning that the Court has no power to give advisory opinions, I am obliged to regard it as being altogether at variance with the conclusion which, in my opinion, I clearly expressed. In view of Article 1 of the Statute, which declares that the Court is „established in accordance with Article 14 of the Covenant", and of the first paragraph of Article 36 of the Statute, which declares that the „jurisdiction of the Court comprises .... all matters specially provided for in treaties and conventions in force", I reached the conclusion that the Statute had invested the Court with power to render advisory opinions.

The only question then remaining was that of the interpretation of Article 14 of the Covenant, which the Statute had, both by explicit and by general designation, mentioned as a source of jurisdiction ; and on this question I reached the conclusion that Article 14 of the Covenant could not be interpreted „as imposing on the Court an obligation to render such opinions unconditionally and on request".

This conclusion was in conformity with a general and elementary principle of law. Nothing is more common than the conferring of power, coupled with a discretion as to the manner and the circumstances in which such power is to be exercised. To a great extent this is the case with public officials and also with private individuals, especially in fiduciary relations. The depositary of the power is not subject to interference so long as he

1) see p. 390.

n'est pas soumis à une intervention quelconque, tant qu'il ne dépasse pas la latitude qui lui a été laissée, qu'il n'en abuse pas ou qu'il ne la détourne pas de son objet. Mais si un fidéi-commissaire, par exemple, disait qu'étant donné qu'on lui a laissé une certaine latitude dans l'exercice d'un pouvoir, il n'exercera aucunement ce pouvoir, les tribunaux interviendraient promptement.

Mais, en ce qui concerne la question de savoir si une „assemblée générale" de la Cour, comprenant à la fois les juges titulaires et les juges suppléants, doit donner des avis consultatifs aux lieu et place de la Cour plénière elle-même, toute discussion sur la mesure dans laquelle l'élaboration d'avis de ce genre est discrétionnaire, est tout à fait déplacé. Lorsque l'article 36 du Statut déclare que la „compétence de la Cour s'étend à toutes *affaires* que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les *cas* [1]) spécialement prévus dans les traités et conventionsen vigueur", il n'établit aucune distinction entre les „affaires" et les „cas", en ce qui concerne l'exercice de cette compétence. De cette façon, il applique à la fois aux affaires et aux cas, les dispositions de l'article 25 qui stipulent que „la Cour exerce ses attributions en séance plénière", (onze membres) „sauf exception expressément prévue". Le Statut contient diverses exceptions de cette nature, expressément mentionnées, mais il ne s'en trouve aucune qui confie le soin de donner des avis consultatifs à une assemblée générale de tous les membres de la Cour. Au contraire, dans les discussions qui ont accompagné l'élaboration et l'adoption du Statut, les propositions relatives à cette question, lorsqu'elles envisageaient l'emploi d'un autre intermédiaire que la Cour plénière, prévoyaient uniformément la création d'un organe plus restreint, sous la forme d'une commission de cinq ou même de trois membres.

Enfin, on peut remarquer que si le Statut, soit spécifiquement, soit généralement, soit en renvoyant à l'article 14 du Pacte, ou de toute autre manière, ne donne pas à la Cour la faculté d'émettre des avis consultatifs, ce serait une inconséquence flagrante de soutenir que, parce que la Cour plénière n'a pas cette faculté, la Cour, en tant qu'assemblée générale de tous ses membres, aurait la possibilité de l'exercer.

La Cour ne peut pas, simplement en changeant le sens dans lequel le mot est employé, ou en se donnant un titre qui ne figure pas dans le Statut, acquérir des pouvoirs qui ne lui ont pas été conférés.

(signé) J. B. MOORE.

1) souligné par l'auteur.

keeps within the limits of his discretion and does not abuse or pervert it. But, if a trustee, for instance, should say that, because he had discretion in the exercise of a power, he would not exercise the power at all, the Courts would promptly interfere.

But, as regards the question whether a „General Assembly" of the Court, consisting of the ordinary and the deputy-judges, instead of the full Court itself, is to give advisory opinions, all discussion as to the extent to which the giving of such opinions is discretionary is essentially irrelevant. When Article 36 of the Statute declares that „the jurisdiction of the Court comprises all *cases* [1]) which the parties refer toit, and all *matters* specially provided for in treaties and conventions in force", it makes no distinction, as regards the exercise of such jurisdiction, between „cases" and „matters". It thus obviously subjects both to the terms of Article 25, which provides that the Court's jurisdiction shall be exercised by the „full Court" of eleven „except when it is expressly provided otherwise". The Statute contains various express exceptions of that kind, but among them none is found committing the matter of advisory opinions to a general assembly of all the Members of the Court. On the contrary, in the discussions that attended the formulation and adoption of the Statute, the proposals for the regulation of the subject, where they contemplated the use of an agency other than the full Court, uniformly looked to the creation of a smaller body in the form of a committee of five or of even three members.

Finally, it may be observed that, if the Statute does not, either in specific or in general terms, by reference to Article 14 of the Covenant or otherwise, confer on the Court the power to give advisory opinions, it would be a glaring inconsequence to hold that, because the full Court thus lacks the power, the Court in the sense of a general assembly of all the members, may exercise it.

The Court cannot, merely by shifting the sense in which the word is used, or by applying to itself a title not found in the Statute, acquire powers not conferred upon it.

(signed) J. B. MOORE.

1) italicized by the author.

ANNEXE 63.

Note de M. YOVANOVITCH, Juge suppléant,

concernant l'article 4 du projet de Règlement rédigé par le Comité de rédaction (Distr. 87). [1])

(Distr. 95).

Je ne voudrais pas entrer dans l'examen de la question delicate de savoir si le Comité de rédaction n'a pas peut-être dépassé le mandat que la séance plénière lui avait confié, en refusant de rédiger une décision apportée par la majorité et en lui substituant l'opinion de la minorité. J'aurais plutôt cru que le rôle du Comité était simplement celui de rédacteur, et je constate seulement que la façon dont le Comité s'est acquitté de ses fonctions revient, malheureusement, à intervertir ici les rôles: car il oblige la majorité à faire de sa décision un simple projet d'amendement à l'opinion de la minorité, élevée ainsi au rang de décision.

Je ne discute pas cette question de forme, et je reviens au contenu même de l'article 18 du Statut.

Le Comité de rédaction, en écartant la décision apportée par cette Cour le 3 mars, décision déclarant que tous les juges — titulaires et suppléant — doivent être appelés pour juger de la destitution d'un de leurs collègues, semble être parti d'une idée qui ne me paraît pas peut-être facilement acceptable.

Le Comité semble avoir pris pour point de départ l'idée que la Cour exerce en principe ses attributions, y compris celles qui lui sont conférées par l'article 18 du Statut, en se composant de onze juges.

Le Comité semble avoir été renforcé dans son interprétation de l'article 18 par le fait qu'il ne lui paraît pas possible de reconnaître à la Cour le droit de prévoir dans le Règlement des cas où tous les juges, titulaires et suppléants, seraient appelés à juger. Le mémoire de M. le Président montre que le Comité a établi un rapport de connexion entre la question de l'article 18 du Statut et celles de l'élection du Président et de l'émission des avis consultatifs.

Or ces deux dernières questions n'ont rien à faire avec la première. En liant ces questions différentes, on embrouille les choses, on discute à la fois deux catégories de questions tout à fait différentes

Car, dans le cas de l'élection du Président et de l'émission des avis consultatifs, la question est de savoir si la Cour peut, en dehors des cas expressément prévus par le Statut, introduire dans son Règlement des stipu-

[1]) voir p. 481.

ANNEX 63.

(Translations).

Note by M. YOVANOVITCH, Deputy-Judge,

With regard to Article 4 of the Draft Rules prepared by the Drafting Committee (Distr. 87). [1])

(Distr. 95).

I have no wish to enter into a discussion upon the delicate question whether the Drafting Committee has not perhaps overstepped the mandate conferred upon it by the Full Court, in refusing to prepare a draft of a decision taken by the majority and substituting for it the views held by the minority. I should have thought that the *rôle* of the Committee was to act simply as a Drafting Committee, and I will confine myself to pointing out that, unfortunately, owing to the manner in which the Committee has carried out its task, the respective *rôles* of the Court and the Committee have been inverted: for the majority is thereby compelled to treat its own decision as a mere amendment to the views held by the minority, which are thus endowed with the importance of a decision.

I will not labour this question of method, and will return to the actual contents of Article 18 of the Statute.

The Drafting Committee, when it discarded the decision taken by the Court on March 3rd — to the effect that all the judges, both ordinary judges and deputies, should be summoned to consider the question of the removal of one of their colleagues — seems to have adopted a principle which to my mind is not altogether acceptable.

The Committee seems to have taken as its starting point the view that, in principle, the Court, when exercising its powers including those conferred by Article 18 of the Statute, is to be composed of eleven judges.

The Committee appears to have supported its interpretation of Article 18 by the fact that it does not, in its opinion, seem possible to admit that the Court has the right to make provision in the rules for cases which all judges, both ordinary and deputy, should be summoned to hear. The President's note shows that the Committee has established a connection between the question of Article 18 of the Statute and the questions of the election of the President and the giving of advisory opinions.

These two latter questions have nothing to do with the former. By taking these different questions together confusion is caused, and two quite different classes of matters are discussed at the same time.

In the case of the election of the President and the giving of advisory opinions the point to be decided is whether the Court can, apart from the cases expressly referred to in the Statute, introduce into its rules provi-

[1]) See p. 481.

lations prévoyant qu'un nombre autre que onze ou neuf juges siégera pour exercer les attributions de la Cour. C'est une question de l'étendue du pouvoir réglementaire de la Cour (article 30), et de l'interprétation de l'article 25 du Statut.

Tandis que la question qui est à l'ordre du jour est tout autre et bien plus simple. Elle est la suivante : l'article 18 du Statut contient-il une des exceptions prévues par l'article 25 du même Statut ? — C'est une question d'interprétation de l'article 18 du Statut et non pas de l'article 25, comme semble dire le mémoire de M. Loder.

Voyons ce que nous dit l'article 18 du Statut. Il dit :

> „Les membres de la Cour ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si, au jugement unanime des autres membres, ils ont cessé de répondre aux conditions requises."

Or, il est évident qu'il s'agit ici non pas du jugement de *la Cour composée de onze juges*, mais du jugement „des autres membres", c'est-à-dire de tous les collègues de l'interessé, juges titulaires et suppléants.

Cette interprétation s'impose pour les raisons suivantes :

1) *Raison tirée dut exte même* : Le Statut emploie les mots „jugement unanime des autres membres". Or, le mot „membres" est employé, aussi bien au début de la phrase en question, que dans les autres articles qui précèdent et suivent l'article 18, dans son sens générique, désignant tous les juges de cette Cour, titulaires et suppléants. Si le Statut voulait dire qu'il ne s'agit que du jugement unanime de ceux des juges titulaires ou suppléants qui *in concreto* seront appelés à la séance plénière où se pose la question de la destitution de leur collègue, cela aurait été expressément mentionné. Il ne se peut pas que le Statut contienne dans la même phrase le même mot pour indiquer deux choses différentes.

2) *Raison tirée de la nature juridique de la disposition de l'article* 18: L'article 18 contient une mesure disciplinaire, la plus rigoureuse que l'on puisse appliquer. La Cour siège en vertu de cet article en qualité de tribunal disciplinaire, le membre mis en cause est parfois presque un accusé. Or, le „jugement unanime" exigé par l'article 18 est une garantie donnée à l'accusé. Et *in dubio pro reo*. Nous n'avons pas le droit d'exclure du tribunal disciplinaire quatre juges (le douzième, treizième, quatorzième et quinzième) dont la présence constitue une garantie pour le membre mis en cause.

Je ne veux pas parler de la bien plus grande autorité morale qu'aurait une destitution apportée par tous les collègues du membre destitué ; cette question a été déjà discuté par d'autres membres de cette Cour. Je m'abstiens volontairement aussi d'envisager le côté politique de cette question — M. Anzilotti a expliqué cet aspect à maintes reprises. Je demande seulement à la Cour quelle sera sa position vis-à-vis d'un de ses membres qui serait mis en cause et qui lui reprocherait qu'une

sions to the effect that a number of judges other than eleven or nine may sit to exercise the powers of the Court. This is a question of the extent of the Court's power to make rules (Article 39) and of the interpretation of Article 25 of the Statute.

The question on the agenda, however, is quite a different one and far more simple ; it is the following : Does Article 18 of the Statute involve one of the exceptions referred to in Article 25 of the Statute ? It is a question of the interpretation of Article 18 of the Statute and not of Article 25, as M. Loder's memorandum seems to indicate.

Let us see what Article 18 of the Statute says. It says :

> „A Member of the Court may not be dismissed unless in the unanimous opinion of the other judges he has ceased to fulfil the required conditions."

It is clear that this does not refer to the opinion of the *Court composed of eleven judges*, but to the „other members", i.e. of all the colleagues, both judges and deputy-judges, of the person involved.

This interpretation is based on the following arguments :

1) *The text itself*. The Statute employs the words „unanimous opinion of the other members". The word „members" is used, both at the beginning of the phrase in question and also in the other articles which precede and follow Article 18, in its generic sense, signifying all the judges of this Court, both ordinary and deputy. If the Statute was intended to refer only to the unanimous opinion of those of the judges or deputy-judges who will actually be summoned to the meeting of the full Court at which the question of the dismissal of their colleague will be raised, that fact would have been expressly stated. The Statute cannot possibly use the same word in the same phrase to signify two different things.

2) *The juridical character of the provision contained in Article* 18. Article 18 involves the most rigorous disciplinary measure that can be applied. The Court sits in virtue of this Article as a disciplinary tribunal ; the member involved is sometimes almost an accused person. The „unanimous opinion" required by Article 18 constitutes a guarantee for the accused, and *in dubio pro reo*. We have not the right to exclude from the disciplinary tribunal four judges (the 12th, 13th, 14th and 15th) whose presence constitutes a guarantee for the member involved.

I do not desire to speak of the far greater moral weight which would attach to a dismissal pronounced by all the colleagues of the member so dismissed. I also gladly refrain from considering the political aspect of this question. M. Anzilotti has often referred to that aspect of the question. I merely ask the Court to consider what would be its position in relation to one of its members thus situated who complained that the Court had misinterpreted an express provision of the

disposition expresse du Statut ait été méconnue et qu'une garantie donnée par le Statut à l'inculpé lui a été retirée par la Cour.

Pour résumer je suis d'avis :

1. — Qu'il n'y a pas de rapport entre la question de l'article 18 du Statut et la question de savoir si la Cour peut, en dehors des cas expressément prévus par le Statut, prévoir dans son Règlement des cas où elle siégera avec un nombre de juges autre que celui de onze ou neuf.

2. — Que l'article 18 constitue une de ces „exceptions expressément prévues" dont parle l'article 25 et que, par conséquent, tous les juges, titulaires ou suppléants, doivent être invités à prendre part au jugement d'un de leurs collègues.

3. — Que le Statut ayant seulement fixé le nombre des juges appelés à siéger et non pas le quorum, c'est le quorum ordinaire qui est applicable, car c'est la force même des choses et non pas le Règlement qui empêchera les juges, qui n'auront pu venir, de prendre part aux travaux de la Cour

Donc, pour juger de leurs collègues en vertu de l'article 18, tous les juges titulaires et suppléants doivent être appelés. Si certains d'entre eux sont dans l'impossibilité de venir, le quorum est de onze ou de neuf.

Statute, and had withheld from ad accused person a guarantee granted him by the Statute.

In conclusion, I am of opinion that :

1. — There is no connection between Article 18 of the Statute and the question whether the Court can, apart from the cases expressly provided for by the Statute, make provision in its Rules for cases in which it will sit with a number of judges other than eleven or nine

2. — That Article 18 constitutes one of the cases where it is „expressly provided otherwise" referred to in Article 25, and that in consequence all judges, both ordinary and deputy, should be summoned to take part in a judgment pronounced upon one of their colleagues.

3. — That, as the Statute has only fixed the number of judges called upon to sit and not the quorum, the ordinary quorum is applicable, for it will be the force of circumstances and not the Rules which will prevent judges who are unable to be present from taking part in the work of the Court.

It therefore follows that all judges and deputy-judges should be summoned to judge one of their colleagues in accordance with Article 18. If certain of them are unable to come, the quorum is eleven or nine.

ANNEXE 64.

Nouvelle rédaction de l'Article 3,

Présentée par le Président, conformément à la décision prise par la Cour lors de sa 31ème séance.

(Distr. 99).

ARTICLE 3.

Les juges suppléants dont la présence est nécessaire, sont appelés dans l'ordre du tableau visé à l'article 2, de telle sorte que chacun d'eux soit convoqué à son tour jusqu'à l'épuisement du tableau ; le même ordre est suivi pour les convocations ultérieures.

Lorsqu'un juge suppléant est trop éloigné du siège de la Cour pour pouvoir, selon l'opinion du Président, être touché utilement par une convocation, celle-ci sera adressée au juge suppléant qui le suit immédiatement dans l'ordre du tableau, sans préjudice du droit pour celui qui aurait dû la recevoir, d'être appelé, s'il est possible, la première fois que la présence d'un juge suppléant sera exigée.

Le juge suppléant qui a été saisi d'une affaire doit être appelé, si besoin en est, en dehors de son tour, afin d'en poursuivre l'examen jusqu'à ce que la solution soit intervenue.

L'appel fait à un juge suppléant comme juge national dans une affaire déterminée, en vertu de l'article 31 du Statut, ne compte pas en vue de l'application du présent article pour la fixation de l'ordre dans lequel les juges suppléants doivent être convoqués.

ANNEX 64.

New draft of Article 3,

submitted by the President in accordance with the decision taken by the Court at its 31st meeting.

(Distr. 99).

ARTICLE 3.

Deputy judges whose presence is necessary shall be summoned in the order laid down in the list referred to in Article 2, that is to say, each of them will be summoned in rotation. Whenever the list has been exhausted this procedure shall be repeated.

Should a deputy judge be so far from the seat of the Court that, in the opinion of the President, a summons would not reach him in sufficient time, the deputy-judge next on the list shall be summoned ; nevertheless, the judge to whom the summons should have been addressed shall be called upon, if possible, on the next occasion that the presence of a deputy-judge is required.

A deputy-judge who has begun a case shall be summoned again, if necessary out of his turn, in order to continue to sit in the case until it is finished.

Should a deputy-judge be summoned to take his seat in a particular case as a national judge, under the terms of Article 31 of the Statute, such summons shall not be regarded as coming within the terms of the present Article for the purpose of determining the order in which deputy-judges are to be summoned.

ANNEXE 64a.

Propositions de M. NEGULESCO.

A.

(Distr. 94).

Enquête sur le territoire d'un des États en cause. — Commission d'enquête.

La Cour ne pourra ordonner une enquête sur le territoire d'un des Etats en cause sans l'assentiment de cet Etat. Chaque Etat aura le droit de nommer un membre de la Commission d'enquête, conformément à l'article 31 du Statut. En outre, les deux Etats désignent ensemble le Président de la Commission parmi les juges de la Cour, et, en cas de désaccord, la Cour décide.

B.

(Distr. 94a).

Arrêt par contumace. Citation par voie diplomatique.

Dans tous les cas où la compétence de la Cour est obligatoire, soit en vertu des traités en vigueur, soit en vertu de la disposition facultative mentionnée à l'article 36 alinéa 2, du Statut, si une des parties fait défaut, pour que la Cour prononce contre elle un arrêt par contumace, elle doit être citée par voie diplomatique.

C.

(Distr. 94b).

Citation par voie diplomatique.
(Cf. Projet Distr. 87, art. 30) [1]).

Dans tous les cas où la compétence de la Cour est obligatoire, soit en vertu des traités en vigueur, soit en vertu de la disposition facultative mentionnée à l'article 36 alinéa 2, du Statut, si une des parties fait défaut, la citation par voie diplomatique est nécessaire pour que la Cour adjuge à l'autre partie ses conclusions.

1) Cette proposition annule et remplace celle distribuée sous le No. 94a. (*Note de l'auteur*).

ANNEX 64a.

(*Translation*).

M. NEGULESCO's Proposals.

A.

(Distr. 94).

The holding of an enquiry in the territory of one of the States concerned in a case. — Commission of enquiry.

The Court shall not order an enquiry to be held in the territory of one of the States concerned in a case without the consent of that State. Each State shall have the right to appoint a member of the Commission of Enquiry, in accordance with Article 31 of the Statute. Furthermore the two States shall together appoint the President of the Commission from amongst the judges of the Court ; should they be unable to agree, the decision shall rest with the Court.

B.

(Distr. 94).

Judgment by default. Summons through diplomatic channels.

In cases in which the Court possesses compulsory jurisdiction, either by virtue of treaties in force, or by virtue of the optional clause referred to in Article 36, para. 2, of the Statute, if one of the parties fails to appear, it must be summoned to do so through diplomatic channels, in order that the Court may pronounce judgment by default.

C.

(Distr. 94).

Summons through diplomatic channels.
(Cf. Draft Distr. 87, Art. 30) [1]).

In cases in which the Court possesses compulsory jurisdiction, either by virtue of treaties in force, or by virtue of the optional clause referred to in Article 36, para. 2 of the Statute, if one of the parties fails to appear, it must be summoned to do so through diplomatic channels, in order that the Court may give judgment in favour of the other party.

1) This proposal cancels and supersedes that distributed under No. 94a. (*Editor's note*).

ANNEXE 65.

Amendements proposés par MM. ANZILOTTI, BEICHMANN et HUBER,

pour la 34me séance.
(Distr. 100).

I.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR M. HUBER.

ARTICLE 21.

Nouvel alinéa 1bis.

Pour les délibérations relatives à des affaires judiciaires et à des avis consultatifs, seuls les juges et le Greffier et, s'il y a lieu, les assesseurs, peuvent être présents dans la Chambre du conseil.

ARTICLE 45.

Nouvelle rédaction de l'alinéa 2.

Lorsque, soit aux termes de l'article 39, alinéa 3 du Statut, soit dans un cas particulier, une langue autre que le français ou l'anglais est employée, il incombe à la partie intéressée de prendre toutes dispositions pour la traduction dans l'une ou l'autre des langues officielles. Dans le cas de témoins ou d'experts appelés sur l'initiative de la Cour, ce devoir incombe au Greffier.

II.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR M. BEICHMANN.

ARTICLE 15.

Nouvelle rédaction de l'alinéa 2.

Les dispositions de l'article 31 du Statut ne s'appliquent pas à la Chambre de procédure sommaire. Toutefois, si la Chambre comprend des juges de la nationalité des deux parties, ces juges conservent leur droit de siéger.

ARTICLE 18.

Alinéa 1er, deuxième et troisième phrases.

Le rôle, pour une session déterminée, contient toutes les questions soumises à la Cour pour avis consultatif et toutes les affaires pour lesquelles la procédure écrite est terminée. Les questions et les affaires sont portées sur le rôle dans l'ordre de réception par le Gref-

ANNEX 65.

(*Translation*).

Amendments proposed by M. ANZILOTTI, BEICHMANN and HUBER,

for the 34th meeting.
(Distr. 100).

I.

AMENDMENTS PROPOSED BY M. HUBER.

ARTICLE 21.

New para. 1a.

During the deliberation upon cases or advisory opinions, only the judges, theRegistrar and, if necessary the assessors may be present.

ARTICLE 45.

New draft of para. 2.

Whenever a language other than French or English is employed, either under the terms of the third paragraph of Article 39 of the Statute, or in a particular instance, the necessary arrangements for translation into one of the two official languages shall be made by the party concerned. In the case of witnesses or experts who appear at the instance of the Court, these arrangements shall be made by the Registrar.

II.

AMENDMENTS PROPOSED BY M. BEICHMANN.

ARTICLE 15.

New draft of para. 2.

The provisions of Article 31 of the Statute shall not apply to the Chamber for summary procedure. If however, the Chamber contains judges of the nationalities of both parties, these judges shall retain their right to sit in the case.

ARTICLE 18.

Para. 1, 2nd and 3rd sentences.

The list for each session shall contain all questions submitted to the Court for an advisory opinion and all cases in regard to which the written proceedings are concluded. Questions and cases are placed upon the list in the order in which the documents submitting them

fier de l'acte par lequel la Cour a été saisie de l'affaire ou de la question. Si la procédure d'une affaire vient à se terminer au cours de la session ou si au cours de celle-ci la Cour vient d'être saisie d'une question pour avis consultatif, il appartient à la Cour etc., ...

III.

AMENDEMENTS DE M. ANZILOTTI.

ARTICLE 16.

Si le quorum des Chambres spéciales et de la Chambre de procédure sommaire n'est pas assuré par l'entrée en fonctions des juges désignés à cet effet comme remplaçants conformément à l'alinéa 3 de l'article 14 de ce Règlement, le nombre est parfait par la convocation, d'abord, des juges titulaires et ensuite des juges suppléants, dans l'ordre des tableaux prévus à l'article 2.

Les règles adoptées dans l'article 3 pour la convocation des juges suppléants s'appliqueront de la même manière aux juges titulaires.

ARTICLE 35.

Au cas où le litige est porté devant la Cour par la notification d'un compromis, les domiciles élus au siège de la Cour, où les notifications et communications aux parties doivent être respectivement envoyées, sont mentionnés.

Si la notification du compromis contient une demande tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à l'une des Chambres spéciales visées aux articles 26 et 27 du Statut, il est fait droit à cette demande.

Il en est de même si la demande vise l'adjonction d'assesseurs techniques aux termes de l'article 27 du Statut, ou le renvoi de l'affaire devant la Chambre de procédure sommaire, (pourvu, dans ce dernier cas, que l'affaire ne concerne pas les matières indiquées aux articles 26 et 27 du Statut).

ARTICLE 35bis.

Sans préjudice des dispositions de l'article 40, alinéa 1er du Statut, et de l'article 41 de ce Règlement, la requête comprend l'élection au siège de la Cour d'un domicile où les notifications et communications sont envoyées.

Dans ce cas, la partie défenderesse indiquera l'adresse, au siège de la Cour, à laquelle les notifications et communications doivent être envoyées, dans la première pièce de procédure envoyée à la Cour en réponse à la requête.

La requête pourra contenir aussi une proposition tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à l'une des

have been received by the Registrar. If the written proceedings in regard to any case are terminated in the course of a session, or if a question is submitted to the Court for an advisory opinion in the course of a session, the Court shall, etc.

III.

AMENDMENTS BY M. ANZILOTTI.

ARTICLE 16.

If the quorum of the special Chambers and of the Chamber for summary procedure cannot be obtained by summoning the judges appointed for the purpose as substitutes, in accordance with para. 3 of Article 14 of these Rules, the number shall be completed by summoning first ordinary and then deputy-judges, in the order of the lists referred to in Article 2.

The rules laid down in Article 3 with regard to the summoning of deputy judges shall apply in the same way to ordinary judges.

ARTICLE 35.

Shoud a case be brought before the Court by means of a special agreement, the addresses selected at the seat of the Court, to which notices and communications destined for the respective parties are to be sent, shall be stated.

Should the notification of a special agreement contain a request that the case be referred to one of the special Chambers mentioned in Articles 26 and 27 of the Statute, such request shall be complied with.

Similarly a request to the effect that technical assessors be attached to the Court, in accordance with Article 27 of the Statute, or that the case be referred to the Chamber for summary procedure shall also be granted, compliance witht he latter request is, however, subject to the condition that the case does not refer to any of the questions mentioned in Articles 26 and 27 of the Statute.

ARTICLE 35a.

Subject to the provisions of Article 40, para. 1, of the Statute and of Article 41 of these Rules, an application shall contain the address selected at the seat of the Court to which notifications and communications are to be sent.

In this case the respondent party shall indicate, in the first document of the written procedure submitted to the Court in reply to the application, the address at the seat of the Court to which notifications and communications are to be sent.

The application may also contain a proposal to the effect that the case be referred to one of the special

Chambres spéciales visées aux articles 26 et 27 du Statut, ou, pourvu que l'affaire ne concerne pas les matières indiquées aux dits articles, devant la Chambre de procédure sommaire. Si la partie défenderesse se déclare d'accord, il est fait droit à la demande. Il en est de même si la requête vise l'adjonction d'assesseurs techniques aux termes de l'article 27 du Statut.

ARTICLE 38.

Supprimer l'alinéa 4.

Alinéa 5 : remplacer les mots „d'accord avec" par „sur demande de".

ARTICLE 40.

1er alinéa. — Dans le cas de procédure par requête et sauf accord contraire des parties, les pièces de procédure suivantes seront présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

la requête, par la partie demanderesse ;
la réponse, par la partie défenderesse ;
la réplique, par la partie demanderesse ;
la duplique, par la partie défenderesse.

2me alinéa. — Remplacer les mots „sous réserve de toute proposition contraire contenue dans le dit compromis" par „sauf accord contraire des parties".

ARTICLE 41.

Alinéa 1er ligne 1. — Ajouter après le mot „mémoires" les mots „et les requêtes".

§ 3. — ajouter après le mot „conclusions" les mots „qui seront numérotées dans l'ordre".

§ 4. — supprimer „au mémoire".

Alinéa 2 ligne 1 — Ajouter après le mot „contre-mémoire" les mots „et les répliques".

§ 1. — ajouter après le mot „mémoire" les mots „ou dans la requête".

§ 4. — remplacer les mots „fondées sur les faits énoncés par „qui seront numérotées dans l'ordre".

§ 5. — supprimer „au contre-mémoire".

ARTICLE 45.

Ajouter après le premier alinéa :

„Lorsque l'autorisation d'employer dans un procès une langue autre que le français ou l'anglais est donnée par la Cour, les parties prendront toutes les dispositions nécessaires pour la traduction dans l'une ou l'autre des deux langues officielles."

Alinéa 2. — Remplacer les mots : „Sans préjudice des dispositions de l'article 39 du Statut, alinéa 3, lorsque . . . ." par le mot : „Si . . . ."

Chambers mentioned in Articles 26 and 27 of the Statute, or — provided that the case does not relate to questions indicated in the above Articles — to the Chamber for summary procedure. If the respondent party agrees, the request shall be granted. Similarly a request made in the application to the effect that technical assessors be attached to the Court, in accordance with Article 27 of the Statute, shall also be granted.

ARTICLE 38.

Omit paragraph 4.

Paragraph 5 : Substitute the words „at the request of" for the words „with the consent of".

ARTICLE 40.

Paragraph 1. — When proceedings are instituted by means of an application, failing any agreement to the contrary between the parties, the following documents shall be presented in the order stated below :

the application by the applicant ;
the response by the respondent ;
the reply by the applicant ;
the rejoinder by the respondent.

Paragraph 2. — Substitute the words „failing any agreement to the contrary between the parties" for the words „failing any proposal to the contrary in the said agreement".

ARTICLE 41.

Paragraph 1, line 1. — Add the words „and applications" after the word „cases".

§ 3. — After the word „conclusions" add „to be numbered consecutively".

§ 4. — Omit the words „to the case".

Paragraph 2, line 1 — After the word „counter-case" add „and replies".

§ 1. — After „case" add „or in the application".

§ 4. — Substitute the words „to be numbered consecutively" for „based on the facts stated".

§ 5. — Omit the words „to the counter-case".

ARTICLE 45.

After the first paragraph add : „When permission is given by the Court for the use in proceedings of a language other than French or English, the parties shall take all necessary steps for translation into one or other of the official languages".

Paragraph 2. — Substitute the word „If . . . ." for the words „Subject to the provisions of Article 39, para. 3, of the Statute of the Court, whenever . . . ."

ARTICLE 47.

Ligne 1. — Supprimer les mots „représentants des parties".

ARTICLE 49 et 50.

Remplacer par le texte suivant :

A la requête de l'une ou de l'autre des parties, la Cour peut inviter les parties à présenter des témoins, ou prendre elle-même les mesures nécessaires, conformément à l'article 44 du Statut, en vue de l'audition de témoins en dehors de la Cour.

Elle peut également ordonner la présentation de tous autres moyens de preuve sur des points de fait au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord.

ARTICLE 52.

Ligne 3. — Remplacer les mots „avec son assentiment" par „après lui".

ARTICLE 59.

(A placer dans le chapitre „Procédure écrite").

Si la réponse à une requête se borne à soulever l'exception d'incompétence, ou si l'Etat mis en cause omet de répondre dans le délai fixé par la Cour, celle-ci statue sur la compétence, par arrêt spécial, avant toute autre procédure.

ARTICLE 60.

Toute requête à fin d'intervention, aux termes de l'article 62 du Statut, sera communiquée au Greffe au plus tard avant l'ouverture de la procédure orale.

La Cour peut toutefois, en raison de circonstances exceptionnelles, prendre en examen une requête présentée plus tard.

Dans le cas d'une requête à fin d'intervention aux termes de l'article 62 du Statut, la décision de la Cour, admettant la requête, indiquera, en même temps, si l'État intervenant fait cause commune avec l'une des parties. S'il n'en est pas ainsi, un délai lui est assigné, pour la nomination d'un juge de sa nationalité conformément à l'article 31 du Statut.

ARTICLE 62.

Tout État désirant intervenir aux termes de l'article 63 du Statut, en informe par écrit le Greffe, au plus tard avant l'ouverture de la procédure orale.

La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, prend les mesures nécessaires pour permettre à l'État intervenant de prendre connaissance des documents de la

ARTICLE 47.

Line 1. — Omit the words „representatives of the parties whether".

ARTICLES 49 and 50.

To be replaced by the following :

At the request of either of the parties, the Court may invite the parties to call witnesses or may itself take the necessary steps, in accordance with Article 44 of the Statute, for the examination of witnesses out of Court.

It may also order any other evidence to be produced in regard to points of fact as to which the parties are not in agreement.

ARTICLE 52.

Line 3. — Substitute the words „after him" for the words „with his permission".

ARTICLE 59.

(This Article should be placed under „Written Proceedings").

If the response to an application is confined to an objection to the jurisdiction of the Court, or if the State affected fails to reply within the period fixed by the Court, the latter shall give a special decision on the question of jurisdiction before proceeding further with the case.

ARTICLE 60.

An application for permission to intervene under the terms of Article 62 of the Statute must be communicated to the Registrar at latest before the commencement of the oral proceedings.

Nevertheless the Court may, in exceptional circumstances, consider an application submitted at a later stage.

In the case of an application to intervene under the terms of Article 62 of the Statute, the decision of the Court admitting the application shall, at the same time, state whether the applicant is to be considered as taking joint action with one of the parties. If this is not the case, a time limit shall be assigned for the nomination of a judge of the nationality intervening State in accordance with Article 31 of the Statute.

ARTICLE 62.

Any State desiring to intervene under the terms of Article 63 of the Statute shall inform the Registrar in writing at latest before the commencement of the oral proceedings.

The Court, or the President if the Court is not sitting, shall take the necessary steps to enable the intervening State to inspect the documents in the case, in so far as

cause, pour autant qu'ils concernent l'interprétation de la convention, et de soumettre à la Cour ses observations à ce sujet.

ARTICLE 70.

Si l'instance est introduite par la notification d'un compromis et si les parties sont d'accord pour avoir recours à la procédure sommaire, chacune d'elles présentera au moment de la notification du compromis, un mémoire écrit. Communication en est faite par le Greffe aux membres de la Chambre de procédure sommaire et à la partie adverse.

Outre les éléments indiqués à l'article 41 de ce Règlement, les mémoires font mention des moyens de preuve dont les parties désirent éventuellement se prévaloir.

ARTICLE 71.

Si l'instance est introduite par requête et si le requérant propose d'avoir recours à la procédure sommaire, la requête mentionnera également les moyens de preuve dont la partie désire éventuellement se prévaloir.

Il en est de même de la réponse, si le répondant accepte le recours à la procédure sommaire.

ARTICLE 72.

Dès réception par le Greffe de la notification du compromis, dans le cas visé à l'article 70, ou de la réponse acceptant le recours à la procédure sommaire, dans le cas visé à l'article 71, le Président convoque, dans le délai le plus bref possible, la Chambre visée à l'article 29 du Statut.

ARTICLE 73.

Si la Chambre ne se considère pas comme suffisamment éclairée par les pièces de procédure écrite, ou si les parties sont d'accord pour le demander, ou s'il y a des preuves à administrer, elle institue une procédure orale et en fixe la date aussi rapprochée que possible.

Si l'audition de témoins ou experts, dont les noms sont indiqués dans les pièces de procédure, est demandée, ces témoins ou experts doivent se trouver, en temps utile, à la disposition de la Chambre.

ARTICLE 75bis (nouveau).

Sans préjudice de la faculté de demander toutes informations et tous documents qu'elle jugerait de nature à élucider les questions sur lesquelles son avis est demandé, la Cour pourra inviter ou autoriser les organes de la Société des Nations à donner oralement des explications et des renseignements. Dans ce cas, la Cour fixe et le Greffier notifie immédiatement la date à laquelle les représentants dûment autorisés des organes devront se présenter devant la Cour.

they relate to the interpretation of the convention, and to submit its observations thereon to the Court.

ARTICLE 70.

If proceedings are instituted by notification of a special agreement and if the parties agree that the dispute shall be dealt with by summary procedure, each of them shall present a written case at the same time as the notification of the special agreement. These shall be communicated by the Registrar to the members of the special Chamber and to the opposing party.

In addition to the contents referred to in Article 41 of these Rules, cases shall contain reference to all evidence which the parties may desire to produce.

ARTICLE 71.

If proceedings are instituted by an application and if the applicant proposes that the matter shall be dealt with by summary procedure, the application shall also mention the evidence which the party may desire to produce.

The same shall apply to the response, if the respondent party agrees that the matter shall be dealt with by summary procedure.

ARTICLE 72.

Upon receipt by the Registrar of the notification of the special agreement, in the event referred to in Article 70, or of the response accepting the proposal that the case be dealt with by summary procedure, in the event referred to in Article 71, the President shall summon as soon as possible the Chamber referred to in Article 29 of the Statute.

ARTICLE 73.

If the Chamber is of opinion that the documents of the written proceedings do not give sufficient information, or if the parties make a joint request to that effect, or if evidence has to be taken, it shall arrange for oral proceedings, and shall fix as early a date for these as possible.

If it is desired that the witnesses or experts whose names are mentioned in the documents of procedure be heard, these witnesses or experts must be available to appear before the Chamber when required.

ARTICLE 75a (new).

Without prejudice to the right possessed by the Court to call for any documents or information which might in its view throw light upon questions in regard to which its opinion has been asked, the Court may invite or authorise the organs of the League of Nations to give verbal explanations and information. In these circumstances the Court shall fix and the Registrar shall immediately notify the date on which the duly accredited representatives of such organs shall appear before the Court.

ANNEXE 65a.

Note de M. YOVANOVITCH au sujet de l'article 52 du Projet de Règlement. (Distr. 87).

(Distr. 101).

Partant du principe de la procédure contradictoire, l'article 52 du projet de Règlement donne aux parties le droit d'interroger les témoins.

De même, ayant accepté le principe que le juge décide d'après l'opinion qu'il s'est formée par la libre appréciation de toutes les preuves, le juge doit être mis en état de poser lui-même, après que les parties et le Président l'ont fait, des questions aux témoins, questions qui doivent l'éclairer sur tel ou tel autre point qui lui paraît encore obscur.

L'exercice de ce droit ne doit pas être subordonné à l'assentiment du Président. Le Président a, sans doute, toujours le droit d'empêcher que des questions non appropriées ne soient posées par les parties ou par les juges. D'ailleurs, il est bien moins à craindre que de semblables questions viennent des juges que des parties.

On pourrait, peut-être, défendre la rédaction de l'article 52 du projet en disant qu'en pratique le Président ne refusera pas de donner son assentiment. Cependant, la possibilité n'est pas exclue que le Président, estimant que les éclaircissements supplémentaires qu'un juge désire obtenir du témoin sont sans importance juridique, ne permette pas au juge d'interroger le témoin.

De cette façon, une restriction serait apportée au principe que le juge apprécie les preuves selon sa libre conviction. Car ce principe exige que le juge ne forme son opinion sur la preuve en question que lorsqu'il s'estime suffisamment éclairé, quelle que soit l'opinion du Président à ce sujet.

Il est hors de doute que le juge demandera toujours, en pratique, au Président la permission d'interroger le témoin ; seulement ceci doit rester un simple acte de courtoisie et ne doit pas être inséré dans le texte pour devenir une contrainte légale.

Me tenant à l'observation que j'ai faite lors de la première lecture du projet, je maintiens ma proposition que cet article soit rédigé de telle façon qu'il soit permis aux juges de poser à leur tour des questions aux témoins après les parties et le Président, et de leur demander les renseignements qu'ils jugeraient nécessaires sans qu'ils aient besoin de l'autorisation du Président à cet effet.

Le système que je vous propose est adopté, à ma connaissance, dans tous ceux des droits nationaux qui

ANNEX 65a.

(*Translation*).

Note by M. YOVANOVITCH upon Article 52 of the Draft Rules. (Distr. 87).

(Distr. 101).

In accordance with the principle that both parties are to be heard, Article 52 of the Draft gives the parties the right to examine witnesses.

Similarly, if we accept the principle that the judges shall base their opinions upon a free estimation of the value of all the evidence produced, they must be allowed themselves to put questions to the witnesses in regard to points which are not clear to them, after the parties and the President have done so.

The exercise of this right must not be subject to the consent of the President. The President should undoubtedly always have the right to forbid unsuitable questions being put by the parties or the judges. There is, moreover, much less reason to fear that such questions with be put by the judges than by the parties.

The present wording of Article 52 of the Draft might perhaps be defended on the ground that in practice the President would not refuse to give his consent. Nevertheless, there would always be a possibility that the President, considering that further explanations which a judge might desire to obtain from a witness were devoid of any legal importance, would not permit the judge to examine the witness.

In this way the application of the principle that the judges are to form an entirely free estimate of the value of the evidence would be restricted ; for this principle requires that a judge should not form an opinion upon the evidence in question until he has, in his opinion, obtained sufficient light on the subject, apart from what may be the President's view of the matter.

It is beyond doubt that a judge would always in practice ask the President for permission to examine a witness ; but this should be a simple act of courtesy, and should not be inserted in the text and in this way become a definite legal obligation.

In accordance with the remarks made by me at the first reading of the Draft, I maintain my proposal to the effect that this article should be drafted in such a way as to permit judges in their turn, after the parties and the President, to put questions to the witnesses, and to ask them for any information which they may consider necessary, without having to obtain the permission of the President.

The system which I propose is to my knowledge adopted in all national systems of law which recognise the prin-

admettent la procédure contradictoire et qui permettent aux juges d'apprécier librement les preuves et d'en juger d'après leur libre conviction. Et il est d'une extrême importance que cela soit admis aussi dans la procédure d'une Cour internationale comme la nôtre, procédure qui est aussi fondée sur les principes de procédure contradictoire et de la libre conviction du juge.

ciple that both parties are to be heard, and allow the judges to form a free estimate of the value of the evidence and to base their opinions upon it in accordance with their convictions. It is of the utmost importance that this principle should be recognised in the procedure of an international Court such as ours ; for our procedure is also based on the principle that both parties shall be heard, and that the judges shall be entirely free in the formation of their opinions.

ANNEXE 66.

Amendements de M. BEICHMANN.

(Distr. 105).

Les articles 70 et 71 à remplacer par les dispositions suivantes :

ARTICLE 70.

La procédure sommaire comprend, en général, seulement la présentation d'un mémoire et d'un contre-mémoire. Les mémoire et contre-mémoire doivent être accompagnés de tous moyens de preuve sur lesquels les parties s'appuient. A défaut d'accord entre les parties, le Président détermine l'ordre dans lequel les parties présenteront leurs écrits.

Sauf accord contraire, les parties n'ont pas le droit de présenter des répliques.

ARTICLE 71.

Dès que la procédure écrite est terminée, le Président convoque dans le délai le plus bref possible, la Chambre visée à l'article 29 du Statut.

Si la Chambre ne se considère pas comme suffisamment éclairée par la procédure écrite ou si les parties sont d'accord pour le demander, la Chambre peut instituer une procédure orale. La date en sera fixée aussi rapprochée que possible.

Si l'audition des témoins ou experts est demandée, ces témoins ou experts doivent se trouver en temps utile à la disposition de la Chambre.

ANNEX 66.

(Translation)

Amendments by M. BEICHMANN.

(Distr. 105).

Substitute the following for Articles 70 and 71:

ARTICLE 70.

Summary procedure shall, as a rule, consist solely of the presentation of a case and a counter-case. The case and counter-case must be accompanied by all the evidence relied on by the parties. Failing agreement between the parties, the President shall determine the order in which they shall submit their documents.

Failing agreement to the contrary, the parties shall not be entitled to submit replies.

ARTICLE 71.

When the written proceedings are concluded, the President shall summon as soon as possible the Chamber referred to in Article 29 of the Statute.

If the Chamber considers that the written proceedings do not furnish adequate information, or if the parties jointly so request, the Chamber may institute oral proceedings. The earliest possible date shall be fixed for these proceedings.

If it is desired that witnesses or experts should be heard, such witnesses or experts must be available to appear before the Chamber when required.

ANNEXE 67.

Nouvelle rédaction de l'article 35 proposé par le Comité de rédaction.

(Distr. 106).

ARTICLE 35.

Lorsque la Cour est saisie en vertu de l'accord des parties, le compromis mentionne les domiciles élus au siège de la Cour où les notifications et communications aux parties doivent être respectivement envoyées.

Dans tous autres cas où la Cour est compétente, la requête comprend, outre l'indication de l'objet du différend et des parties en cause, un exposé succinct des faits, la désignation de la chose demandée, ainsi que l'élection au siège de la Cour d'un domicile où les notifications et communications sont envoyées.

Si l'instance est introduite par une requête, la première pièce de procédure notifiée en réponse à celle-ci fait mention du domicile élu au siège de la Cour où toute notification ou communication ultérieure concernant l'affaire doit être envoyée.

Si la requête ou la notification du compromis contient une demande tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à l'une des Chambres spéciales visées aux articles 26 et 27 du Statut, il est fait droit à cette demande, pour autant que les parties soient d'accord.

Il en est de même si la demande vise l'adjonction d'assesseurs techniques aux termes de l'article 27 du Statut, ou le renvoi de l'affaire devant la Chambre de procédure sommaire, pourvu, dans ce dernier cas, que l'affaire ne concerne pas les matières indiquées aux articles 26 et 27 du Statut.

ARTICLE 36.

(Supprimer).

ANNEX 67.

New draft of Article 35 proposed by the Drafting Committee.

(Distr. 106).

ARTICLE 35.

When a case is brought before the Court as a result of an agreement between the parties, the special agreement shall mention the addresses selected at the seat of the Court to which notices and communications intended for the respective parties are to be sent.

In all other cases in which the Court has jurisdiction, the application shall include, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the parties concerned, a succinct statement of facts, an indication of the claim, and the address selected at the seat of the Court to which notices and communications are to be sent.

Should proceedings be instituted by means of an application, the first document sent in reply thereto shall mention the address selected at the seat of the Court to which subsequent notices and communications in regard to the case are to be sent.

Should the application or notice of the special agreement contain a request that the case be referred to one of the special Chambers mentioned in Articles 26 or 27 of the Statute, such request shall be complied with, provided that the parties are in agreement.

Similarly, a request to the effect that technical assessors shall be attached to the Court in accordance with Article 27 of the Statute, or that the case be referred to the Chamber for summary procedure, shall also be granted ; compliance with the latter request is, however, subject to the condition that the case does not refer to any of the questions indicated in Articles 26 and 27 of the Statute.

ARTICLE 36.

(To be omitted).

ANNEXE 67a.

Ordre revisé de distribution des artieles, proposé par M. ANZILOTTI.

(Distr. 107).

CHAPITRE PREMIER. — De la Cour.

Section première. — Constitution de la Cour.

Titre 1. — Des juges et des assesseurs.
Articles 1, 2, 3, 5, 10, 4, 6.
Titre 2. — De la Présidence.
Articles 9, 11, 12, 13, 8.
Titre 3. — Des Chambres.
Articles 14, 15, 16.
Titre 4. — Du Greffe.
Articles 22, 23, 24, 25, 26, 27. 18 (en partie), 28, 29, 30, 31.

Section seconde. — Fonctionnement de la Cour.
Articles 17, 18 (en partie), 19, 20, 7 (première alinéa de l'article 20), 21.

ANNEXE 67b.

Ordre revisé de distribution des articles, proposé par M. NYHOLM.

(Distr. 102).

CHAPITRE I. — De la Cour.

A. Des juges.
Articles 1 à 3, 10, 4.
B. De la constitution de la Cour.
Articles 8, 9, 11 à 13.
C. Du fonctionnement de la Cour.
Articles 5 à 7, 14 à 16, 17 à 21.
D. Du Greffier et du personnel du Greffe.
Articles 22 à 26.
E. Du Greffe.
Articles 27 à 31.

CHAPITRE II.

L'article 59 pourrait prendre place entre les articles 36 et 37, le titre V. „Exceptions" étant supprimé.

Le premier alinéa de l'article 55 pourrait devenir un nouvel article à insérer entre les articles 52 et 53. Ainsi l'article 55 ne contiendrait que le deuxième alinéa de la rédaction actuelle.

ANNEX 67a.

(*Translation*).

Revised arrangement of the Articles, proposed by M. ANZILOTTI.

(Distr. 107).

CHAPTER I. — The Court.

Section 1. — Constitution of the Court.

Heading 1. — Judges and Assessors.
Articles 1, 2, 3, 5, 10, 4, 6.
Heading 2. — The President.
Articles 9, 11, 12, 13, 8.
Heading 3. — The Chambers.
Articles 14, 15, 16.
Heading 4. — The Registry.
Articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 18 (part), 28, 29, 30, 31.

Section 2. — Working of the Court.
Articles 17, 18 (part), 19, 20, 7 (1st para. of Articles 20), 21

ANNEX 67b.

Revised arrangement of the Articles, proposed by M. NYHOLM.

(Distr. 102).

CHAPTER I. — The Court.

A. Judges.
Articles 1 to 3, 10, 4.
B. Constitution of the Court.
Articles 8 and 9, 11 to 13.
C. Working of the Court.
Articles 5 to 7, 14 to 16, 17 to 21.
D. Registrar and Staff of the Registry.
Articles 22 to 26.
E. Registry.
Articles 27 to 31.

CHAPTER II.

Article 59 to be inserted between Articles 36 and 37, the heading V. „Objections" being deleted. The first paragraph of Article 55 to be transferred and placed as a separate Article between Articles 52 and 53. Article 55 would then consist only of the present second paragraph.

ANNEXE 68.

Amendement de M. BEICHMANN.

(Distr. 108).

Nouve article à inserer après l'article 33/34.

Toute pièce de procédure présentée à la Cour doit être accompagnée du moins de vingt-cinq copies imprimées et certifiées conformes (Alternative : . . . . doit être accompagnée de copies imprimées et certifiées conformes. Le nombre de copies est fixé par le Président):

ANNEX 68.

(*Translation*).

Amendment by Mr. BEICHMANN.

(Distr. 108).

New Article to be inserted after Article 33/34.

All documents of the written proceedings submitted to the Court shall be accompanied by not less than twenty-five printed copies certified correct. (Alternative : . . . . shall be accompanied by printed copies certified correct. The number of copies shall be fixed by the President).

ANNEXE 69.

Statut du Personnel.

(Distr. 90a).

Préambule. Le présent Statut du personnel, établi en conformité de l'article 25 du Règlement de la Cour, s'applique à tous les fonctionnaires du Greffe. Le Greffier et le personnel du service subalterne ne sont pas visés, sauf dans le cas où ils sont mentionnés expressément.

1. — L'engagement peut se faire à titre d'essai ou bien à titre permanent.

Les engagements à titre d'essai se font aux conditions qui seront communiquées à l'intéressé dans chaque cas particulier.

Les engagements à titre permanent sont régis par les dispositions du présent Statut.

2. — L'engagement se fait au moyen d'une lettre adressée par le Greffier à l'intéressé, et à laquelle celui-ci répond. La lettre indique les conditions spéciales applicables dans le cas donné, et notamment le poste visé, la durée de l'engagement, ainsi que le traitement de début.

3. — A défaut de dispositions contraires dans ladite lettre, l'engagement est fait pour une période de sept ans, sous réserve du droit bilatéral de dénonciation après trois mois de préavis. La dénonciation par le Greffier est sujette à un recours à la Cour par l'intéressé.

A l'expiration d'une période de sept ans l'engagement est automatiquement renouvelé, pour une période identique, sauf dénonciation dans les conditions indiquées ci-dessus.

4. — Les traitements sont fixés et payables en florins néerlandais. La même règle s'applique aux indemnités, et, le cas échéant, aux remboursements de frais.

5. — Les traitements fixés dans les lettres d'engagement sont sujets à des augmentations annuelles dans les conditions suivantes :

Si le traitement, converti en francs suisses d'après la formule suivante :

$$s = 2\,(f - \frac{f}{10}),$$

(ou „s" signifie le montant en francs suisses ; et „f" le montant en florins).

rentre

a) dans la catégorie Directeurs du bureau de Genève, l'augmentation annuelle sera de 1.350 florins, jusqu'à concurrence de 30.000 florins ;

ANNEX 69.

Staff Regulations.

(Distr. 90a).

Preface. The present Regulations for the Staff have been drawn up in accordance with Article 25 of the Rules of Court. They apply to all officials of the Registry, but do not apply to the Registrar and the subordinate administrative personnel except where these are expressly referred to.

1. — Appointments may be on probation or permanent.

Appointments on probation shall be made on conditions which shall be communicated to the person concerned in each individual case.

Permanent appointments shall be subject to the provisions of the present regulations.

2. — Appointments shall be made by means of a letter, addressed by the Registrar to the person concerned and replied to by the latter. The letter shall state the special conditions applicable in the case in question, and in particular the position offered, the period of the appointment and the commencing salary.

3. — Failing provisions to the contrary in the letter, the period of appointment shall be for seven years, but may be cancelled by three months' notice on either side. Should the Registrar cancel an appointment, the official concerned shall have the right of appeal to the Court. At the expiration of a period of seven years the appointment will be automatically renewed for a similar period unless it is cancelled in accordance with the conditions stated above.

4. — The salaries shall be fixed in Dutch florins and payable in that currency. The same shall apply to subsistence allowance and travelling expenses, if any.

5. — The salary fixed in a letter of appointment is subject to annual increases under the following conditions :

If the salary, when converted into Swiss Francs, according to the following formula :

$$s = 2\,(f - \frac{f}{10})\,;$$

(where s equals the amount in Swiss Francs ; and f equals the amount in Florins).

comes within

a) the category of Directors of the Secretariat at Geneva, the annual increase will be 1,350 florins up to a maximum of 30,000 florins ;

b) dans la catégorie Membres de Section, catégorie „A", de 450, jusqu'à concurrence de 15.000 ;

c) dans la catégorie Commis de 1ère classe, de 200, jusqu'à concurrence de 6.200 ;

d) dans la catégorie Steno-dactylographes bilingues, de 100 jusqu'à concurrence de de 6.000 ;

e) dans la catégorie, Commis de 2ème classe, de 100 jusqu'à concurrence de 5.500 ;

Les traitements qui ne rentrent pas dans ces catégories restent fixes.

Note. — Dans la catégorie (a), rentre le traitement du Greffier ; dans (b), celui des secrétaires-rédacteurs ; dans (c), les traitements de début de 6.000 ; dans (d), les traitements de début de 5.500 ; dans (e), les traitements de début de 5.000 [1]).

6. — Les indemnités de séjour sont :

pour le Greffier, de 35 florins ;

pour les secrétaires-rédacteurs, de 25 florins ;

pour les autres fonctionnaires touchant un traitement de 6.000 florins ou davantage, de 20 florins ;

pour les fonctionnaires touchant un salaire de moins de 6.000 florins, de 15 florins.

Les frais de voyage encourus pour raisons de service sont remboursés sur présentation d'un état détaillé et après approbation par le Greffier [2]).

7. — Les heures de travail sont au nombre de quarante-deux par semaine. Toutefois, le Greffier peut, entre les sessions de la Cour, les réduire à trente-huit, en décidant la fermeture du bureau le samedi après-midi.

Les heures de bureau sont, en règle générale, pendant

1) les mois : octobre-avril, 9 h. 30 à 18 h. ;
2) les mois : mai-septembre, 9 h. à 17 h. 30

avec 1 heure ½ pour le déjeuner.

Cet horaire peut être modifié par le Greffier selon les exigences du travail.

Si, entre les sessions, le Greffier croit pouvoir réduire à trente-trois par semaine, les heures de travail du personnel touchant moins de 6.000 florins, il est autorisé à le faire.

S'il est fait usage de cette faculté, il ne peut pas, en règle générale, être fait droit à des demandes d'indemnité pour heures supplémentaires.

8. — Sans préjudice du droit pour le Greffier d'accorder de courts congés motivés pour des circonstances particulières, le personnel touchant moins de 6.000 florins par an a droit à des vacances de vingt-huit jours ouvrables par an et le reste du personnel à trente-six jours ouvrables. Le Greffier dresse un tableau de vacances.

1) voir p. 586.
2) voir p. 587.

b) the category Members of Section (Class A), 450 florins up to a maximum of 15,000 florins ;

c) the category senior clerical assistant, by 200 florins up to a maximum of 6,200 florins ;

d) the category bilingual shorthand typist, 100 florins up to a maximum of 6,000 florins ;

e) the category clerical assistant, 100 florins up to a maximum of 5,500 florins.

Salaries which do not come under one of these categories shall remain unchanged.

Note : Category (a) includes the salary of the Registrar ; category (b) that of the Editing Secretaries ; category (c) salaries commencing at 6,000 florins; (d) salaries commencing at 5,500 ; category (e) salaries commencing at 5,000 florins [1]).

6. — Subsistence allowance shall be at the rate of :

35 florins for the Registrar ;

25 florins for the Editing Secretaries ;

20 florins for other officials with a salary of 6,000 florins and upwards ;

15 florins for officials with a salary of less than 6,000 florins.

Travelling expenses incurred on official business will be refunded on presentation of a detailed statement approved by the Registrar [2]).

7. — The hours of work shall be forty two per week. The Registrar may, however, between the sessions of the Court reduce this number to thirty-eight by deciding that the office shall be closed on Saturday afternoon.

The office hours shall, in general, be

1) from October to April 9.30 a. m. to 6 p. m. ;
2) from May to September 9 a. m. to 5.30 p. m.

with 1½ hours for luncheon.

These hours may be modified by the Registrar as the work of the office may require.

If in the period between the sessions of the Court the Registrar considers it possible to reduce the hours of work of the members of the staff in receipt of less than 6,000 florins to thirty-three hours per week, he is authorised to do so.

If this privilege is granted no claim can as a general rule be entertained for payment for overtime.

8. — Members of the staff in receipt of less than 6,000 florins a year shall be entitled to twenty-eight working days holiday a year ; the rest of the staff to thirty-six working days. The Registrar shall prepare a roster of these holidays. The Registrar may also grant short periods of leave in special circumstances.

1) see p. 586.
2) see p. 587.

Les jours fériés observés aux Pays-Bas seront considérés comme non-ouvrables.

Les membres du personnel ont droit au remboursement d'un voyage aller et retour par an pour se rendre dans leur pays respectif.

Pour pouvoir se prévaloir de ce droit, tout membre du personnel doit avoir indiqué au Greffier, aussitôt que possible après sa nomination, quel est l'endroit où il désirera se rendre.

9. — Les congés de maladie sont accordés suivant des conditions à déterminer après examen de chaque cas particulier.

En principe, ces congés sont accordés sans réduction de traitement. Dans le cas de congés prolongés, une réduction peut être envisagée. Toute décision de réduction de traitement sera prise par le Greffier, sous réserve de l'approbation du Président.

10. — Le Greffier prend toutes mesures nécessaires afin de permettre au personnel de participer, le cas échéant, au système de pensions de retraite en vigueur au Secrétariat de Genève. Il prend également toutes mesures en vue d'assurer, si possible, aux membres du personnel, la participation à l'assurance mutuelle contre la maladie établie par l'Association du personnel du Secrétariat de Genève [1]).

11. — Le Greffier peut, avec l'approbation du Président, prendre contre tout fonctionnaire du Greffe, des mesures disciplinaires comportant, en premier lieu, la suspension, avec ou sans réduction de traitement, et, en second lieu, le renvoi.

Le fonctionnaire intéressé a le droit d'en appeler à la Cour plénière.

12. — Le présent Statut du personnel peut être modifié par le Greffier avec l'approbation du Président. Le Greffier prend en considération toute proposition à cet effet présentée par au moins trois membres du personnel.

Si le consentement de la majorité du personnel à une modification est acquis, cette modification entre en vigueur immédiatement. Sinon, elle entre en vigueur à l'expiration d'un délai de trois mois.

Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD

Approuvé :

Le Président de la Cour,
(signé) LODER.

1) voir p. 587.

The public holidays observed in the Netherlands shall not be regarded as working days.

The members of the staff shall be entitled to one free return ticket each year for the purpose of returning to their respective countries.

In order to take advantage of this right, each member of the staff shall inform the Registrar, as soon as possible after his appointment, of the name of the place to which he desires to proceed.

9. — Sick leave is granted in accordance with conditions to be determined after consideration of each particular case.

In principle this leave shall be granted without reduction of salary. Should the leave be of long duration, a reduction may be considered. Any decision as to a reduction of salary shall be taken by the Registrar, subject to the approval of the President.

10. — The Registrar shall take all necessary steps to enable the staff to take part in any pensions scheme established for the Secretariat in Geneva. He shall also take steps in order, if possible, to enable the staff to participate in the mutual sickness insurance scheme introduced by the Staff Association of the Geneva Secretariat [1]).

11. — The Registrar may, with the approval of the President, adopt disciplinary measures in regard to any official of the Registry consisting in the first instance of suspension, with or without reduction of salary, and in the second place of dismissal.

The official concerned shall have the right of appeal to the full Court.

12. — The present Regulations for the staff may be modified by the Registrar with the approval of the President. The Registrar shall take into consideration any proposal made to this effect by at least three members of the staff.

If the majority of the staff agree to a modification, such modification shall enter into force forthwith; if not it shall come into force after a period of three months.

(signed) Å. HAMMARSKJÖLD.
Registrar.

Approved:

(signed) LODER,
President of the Court.

1) see p. 587.

ANNEXE 70.

Mémoire relatif à la requête présentée par M. KUNTER.

(Distr. 98).

Comme on le verra d'après les documents ci-joints [1]), un ressortissant polonais, primitivement de nationalité allemande et ayant acquis la nationalité poloaise à la suite de la session à la Pologne par l'Allemagne de certains territoires, conformément au Traité de Versailles, a fait appel à la Cour.

Les circonstances de cette affaire sont, en résumé, les suivantes :

1. — Un certain nombre de familles domiciliées dans les territoires cédés par l'Allemagne à la Pologne, décidèrent d'émigrer afin d'améliorer leur situation. Dans ce but, elles formèrent une société d'émigration. Le requérant fut choisi comme directeur de l'entreprise. Il acheta des terres au Brésil par l'intermédiaire des agents allemands d'une maison brésilienne et prit les dispositions nécessaires pour le voyage et pour le transfert des fonds. Les autorités subalternes polonaises soulevèrent des objections contre l'exportation des capitaux nécessaires pour l'acquisition des terres qui avaient fait l'objet d'un contrat. Il semble que, conformément à des ordres émanant du Gouvernement central, une descente de police fut effectuée dans la maison de M. Kunter, et à cette occasion, les capitaux recueillis auprès des membres de l'association, ainsi que tous les documents relatifs à l'acquisition des terres au Brésil, furent saisis. Ultérieurement, M. Kunter fut arrêté et emprisonné pendant une durée de sept mois en tout, sous l'inculpation d'avoir trompé ses associés en leur vendant des terres dont il n'avait aucun droit de disposer.

2. — D'après le Statut de la Cour, et plus particulièrement d'après l'article 34, il est évidemment impossible pour la Cour de se saisir de l'affaire sur la requête de M. Kunter.

Cette affaire, cependant, paraît rentrer dans la catégorie des „questions de minorités".

En ce qui concerne la Pologne, les dispositions qui régissent ce genre de questions, se trouvent

(a) dans la partie suivante de l'article 93 du Traité de Versailles :

> „La Pologne accepte, en en agréant l'insertion dans un Traité avec les Principales Puissances alliées et associées, les dispositions que ces Puissances jugeront nécessaires pour protéger en Pologne les intérêts des habitants qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion."

(b) dans le Traité mentionné dans la stipulation

1) non reproduits (Distr. 96).

ANNEX 70.

Memorandum concerning the application of M. KUNTER.

(Distr. 98).

As will be seen from the attached documents [1]), a Polish subject, formerly of German nationality, who has acquired Polish nationality by the cession to Poland by Germany of certain territory under the terms of the Versailles treaty, has appealed to the Court.

The circumstances of the case are briefly as follows :

1. — A certain number of families in the territories ceded by Germany to Poland decided to emigrate in order to improve their position. For this purpose, they formed an emigration association. The applicant was chosen as director of the enterprise. He bought land in Brazil from the German agents of a Brazilian firm and made the necessary arrangements for the voyage and for the transfer of monies. The subordinate Polish authorities raised objections against the exportation of the capital necessary for the acquisition of the land in Brazil, which had been contracted for. It appears that, in accordance with orders from the Central Government, a police raid was made upon the house of M. Kunter, on which occasion the capital collected from the various members of the association and also all documents concerning the acquisition of the land in Brazil were seized. Subsequently, M. Kunter was arrested and imprisoned for a period of, in all, seven months, on an accusation of having committed a fraud against his associates by selling to them land in Brazil, of which he had no right to dispose.

2. — It is evident that the Statute of the Court, and more particularly Article 34, renders it impossible for the Court to take the matter up on the application of M. Kunter.

The case, however, appears to belong to the category of „minorities questions".

As concerns Poland, the provisions governing such questions are to be found

(a) in the following provision of Article 93 of the Versailles Treaty :

> „Poland accepts and agrees to embody in a Treaty with the Principal Allied and Associated Powers such provisions as may be deemed necessary by the said Powers to protect the interests of the inhabitants of Poland who differ from the majority of the population in race, language or religion." . . .

(b) in the Treaty referred to in this provision which

1) not reproduced (Distr. 96).

ci-dessus, traité signé à Versailles le 28 juin 1919 et qui contient une série de dispositions relatives à la protection des minorités. Il faut particulièrement noter la disposition suivante de l'article 2 :

„Le Gouvernement polonais s'engage à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion."

la disposition suivante de l'article 7 :

„Tous les ressortissants polonais seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langage ou de religion."

la disposition suivante de l'article 8 :

„Les ressortissants polonais, appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants polonais."

la disposition suivante de l'article 12 :

„La Pologne agrée que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

„La Pologne agrée en outre qu'en cas de divergence d'opinion, sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre le Gouvernement polonais et l'une quelconque des Principales Puissances alliées et associées ou toute autre Puissance, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le Gouvernement polonais agrée que tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte."

3. — Conformément aux dispositions que l'on vient de citer, c'est aux Membres du Conseil de la Société des Nations, qu'il appartient de prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires dans les circonstances auxquelles il a été fait allusion au § 1 ci-dessus. Pour le moment donc, cette question, en ce qui concerne la Cour, se réduit aux points suivants :

a) La Cour doit-elle faire les démarches nécessaires pour porter la question à la connaissance des Membres du Conseil ?

b) Dans l'affirmative, quelle méthode doit-elle suivre ?

4. — En ce qui concerne ce second point, deux solutions semblent possibles :

was signed at Versailles on June 28th 1919 and contains a series of rules concerning the protection of minorities. Attention should be drawn to the following provision of Article 2 :

„Poland undertakes to assure full and complete protection of life and liberty to all inhabitants of Poland without distinction of birth, nationality, language, race or religion";

to the following provision of Article 7 :

„All Polish nationals shall be equal before the law and shall enjoy the same civil and political rights without distinction as to race, language or religion";

to the following provision of Article 8 :

„Polish nationals who belong to racial, religious or linguistic minorities shall enjoy the same treatment and security in law and in fact as the other Polish nationals";

to the following provision of Article 12 :

„Poland agrees that any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction, or any danger of infraction, of any of these obligations, and that the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

„Poland further agrees that any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these Articles between the Polish Government and any one of the Principal Allied and Associated Powers or any other Power, a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Art. 14 of the Covenant of the League of Nations. The Polish Government hereby consents that any such dispute shall, if the other party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice. The decision of the Permanent Court shall be final, and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant."

3. — According to the provisions which have just been quoted, it is for the Members of the Council of the League of Nations to take action, if need be, in the circumstances to which reference has been made in No. 1 above. For the moment, therefore, the question, as far as the Court is concerned, reduces itself to the following points :

a) Should the Court take steps in order to bring the question to the knowledge of the Members of the Council ?

b) In the affirmative, what method should be followed?

4. — With regard to the latter point two solutions seem to be possible :

a) La Cour, en tant que telle, pourrait décider d'inviter le Secrétaire général de la Société des Nations à porter à la connaissance des Membres du Conseil les documents joints à la présente note ;

b) La Cour pourrait charger le Greffier de transmettre les documents en question au Secrétaire général officieusement, à titre d'information, et pour toute suite que ce dernier jugerait utile en la matière.

La première solution présuppose que la Cour considère qu'elle a pris connaissance officiellement de la requête de M. Kunter et qu'étant incompétente, elle renvoie la question à l'autorité compétente.

La seconde solution, au contraire, présuppose que la Cour estime que la requête de M. Kunter s'est trompée d'adresse et que la Cour la fait transmettre à son véritable destinataire.

5. — Conformément aux instructions du Président, le Greffier, tout en soumettant les considérations ci-dessus à M. les Membres de la Cour, a l'honneur de les informer que le Président a l'intention de mettre à l'ordre du jour d'une des prochaines séances, les questions suivantes :

a) La Cour doit-elle prendre des mesures quelconques en ce qui concerne la question soulevée par la requête de M. Kunter ?

b) Dans l'affirmative, ces mesures devraient-elles comporter :

1) une décision de la Cour invitant le Secrétaire général à communiquer la requête de M. Kunter aux Membres du Conseil ?

2) la transmission officieuse de la dite requête au Secrétaire général de la Société à toutes fins utiles ?

La Haye, le 16 mars 1922.

a) that the Court, as such, decide to request the Secretary-General of the League of Nations to bring to the knowledge of the Members of the Council the documents attached to the present note.

b) That the Court instruct the Registrar to transmit the document in question to the Secretary-General in an unofficial manner for his information, and for any action which he may think fit to take in the matter.

The former solution presupposes that the Court considers itself as having taken official cognisance of the application of Mr. Kunter, and that the Court, being incompetent, refers the matter to the competent authority.

The second solution, on the contrary, presupposes that the Court considers that the application of Mr. Kunter has simply been misaddressed, and directs it to be forwarded to the proper addressee.

5. — Under instructions from the President, the Registrar, while bringing the above considerations before the members of the Court, has the honour to inform them that the President intends to put on the Agenda for a forthcoming meeting the following questions :

a) Should the Court take any steps in the matter referred to in the application made by Mr. Kunter ?

b) In the affirmative, should these steps consist :

1) of a decision by the Court requesting the Secretary-General to circulate Mr. Kunter's application to the members of the Council ?

or 2) of the unofficial transmission of the said application to the Secretary-General of the League for necessary action ?

The Hague, March 16th, 1922.

ANNEXE 71.

Sceau et cachet de la Cour permanente de Justice internationale.

Note de M. HUBER.

(Distr 63).

Il est hautement désirable que le sceau et le cachet de la Cour répondent aussi bien au caractère particulier de la Cour de Justice internationale qu'aux exigences du goût artistique et du style traditionnellement employé pour les sceaux des hautes Cours de Justice. En conséquence, on ne devrait pas s'adresser simplement à un graveur renommé ; il faudrait chercher à s'assurer la collaboration de véritables artistes.

Pour obtenir cette collaboration, on pourrait songer, en premier lieu, à un concours ouvert aux artistes des États Members de la Société des Nations. Mais, même en faisant abstraction du travail et des frais très considérables qu'en-traînerait une entreprise de ce genre, il serait à craindre que l'on n'obtienne, à défaut d'indications très précises, qu'un très grand nombre de projets dont peut-être aucun ne pourrait être exécuté sans modifications.

Il paraît donc préférable de charger un expert de se mettre en rapport avec un nombre très limité d'artistes, afin d'obtenir d'eux des projets conformes à quelques directives générales adoptées par la Cour. Ces projets devraient lui être soumis au commencement de la session ordinaire de juin. Si aucun des projets ne rencontrait l'approbation entière de la Cour, il serait alors plus facile d'inviter d'autres artistes à présenter des projets s'inspirant des idées émises par la Cour.

Pour s'assurer d'avance des projets conformes aux idées de la Cour sur ce sujet, il serait indiqué de fixer les points suivants :

1) emblème principal : figure de la Justice, ou simplement les balances de la Justice, ou seulement une inscription entourée de motifs ornementaux.

Trois photographies représentant des sceaux et des médailles de grands artistes italiens et français du XVème et du XVIIème siècle, se trouvent dans la salle des séances. Ces specimens n'ont pour but que de donner une idée générale des solutions possibles.

On pourrait, par exemple, choisir la Justice pour le grand sceau, tandis que les balances ou un autre emblême seraient réservés pour le cachet.

2) Style du sceau et du cachet : gothique, ou renaissance, ou un autre style. Figure de face ou de profil.

3) Inscription. La désignation officielle de la Cour en français et en anglais paraît s'imposer ; mais il ne

ANNEX 71.

(*Translation*).

Seal and stamp of the Permanent Court of International Justice.

Note by M. HUBER.

(Distr. 63).

It is eminently desirable that the seal and stamp of the Court should not only represent the special character of the Court of International Justice, but also that it should be a work of artistic value and good taste and be in keeping with the traditional style of the seals used in High Courts of Justice. The Court should therefore not be content with employing the services of an ordinary well-known engraver, but it should endeavour to secure the collaboration of real artists.

The most obvious method of securing the services of such artists would at first sight appear to be the opening of a competition to the artists of the States Members of the League of Nations. But even setting aside the very considerable work and expense involved in the organisation of such a competition, there seems reason to fear that, as it is impossible to give precise directions, a great number of sketches might be submitted no single one of which could be executed without alterations of one kind or another.

It would therefore seem preferable to entrust an expert with the task of getting into touch with a limited number of artists, in order to obtain from them sketches which would conform to certain general directions given by the Court. These sketches should be submitted to the Court at the beginning of the ordinary June Session. If no sketch is completely approved by the Court, it would then be easier to invite other artists to submit sketches based on the ideas of the Court.

In order to ensure that the sketches should conform to the general wishes of the Court, it would be advisable to fix the following points :

1) Principal symbol : figure of justice, or simply the scales of justice, or an inscription surrounded with decorative design.

Three photographs representing seals and medals by prominent Italian and French Artists of the 15th and 17th century have been placed it the meeting-room. These specimens are intended only to give a general idea of the possible method of approaching the subject.

The figure of justice, for example, might be chosen for the large seal, whereas the scales or another symbol might be used for the stamp.

2) Style of the seal and stamp : Gothic or Renaissance, or another style. Full figure or profile figure.

3) Inscription. The official designation of the Court in French and English seems to be essential for the

sera pas facile de placer une inscription aussi longue sur le sceau.

4) Quelques indications techniques, telles que diamètre du sceau, dimensions des lettres de l'inscription.

Si, conformément à la proposition ci-dessus, on renonce — du moins pour le moment — à un concours international général avec prix, il sera nécessaire de verser des honoraires aux artistes, pour l'exécution des dessins ou modèles qu'on leur demandera. D'après l'estimation d'un expert, une somme maxima de 600 florins hollandais pourrait suffire. Si l'on désire le concours de plus de deux ou trois artistes, il faudra augmenter ce chiffre.

Il est proposé de confier à M. le Président le soin de soumettre à la Cour, lors de sa prochaîne session, des projets répondant aux conditions exposées ci-dessus.

inscription; but it would not be easy to place an inscription of this length on the seal.

4) Certain technical indications, such as the diameter of the seal and the size of the letters in the inscription.

If it is decided, in accordance with the above proposal, to abandon — at least for the moment — the idea of a general international competition with a prize, it would be necessary to make payments to the artists for the execution of the drawings or models which they are asked to submit. In the view of an expert a maximum sum of 600 Dutch florins might suffice for this purpose. If it is desired that more than two or three artists should compete, this sum would have to be increased.

It is suggested that the President be asked to submit to the Court at its next session, sketches conforming to the conditions outlined above.

ANNEXE 72a.

Projet de Règlement de la Cour.

22 mars 1922. Troisième lecture.

(Distr. 109).

PRÉAMBULE.

La Cour,
Vu l'article 30 du Statut,
Arrête le présent Règlement :

CHAPITRE I. DE LA COUR.

Titre I. Constitution de la Cour.

Section *a. Des juges et des assesseurs.*

ARTICLE 1.

Sous réserve des dispositions de l'article 14 du Statut, la période de fonctions des juges titulaires et suppléants commence à courir le 1er janvier de l'année qui suit leur élection.

ARTICLE 2.

Les juges titulaires et suppléants, élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée et du Conseil de la Société des Nations, prennent séance respectivement avant les juges titulaires et suppléants élus au cours de sessions ultérieures. Les juges titulaires et suppléants, élus au cours de la même session, ont le rang que leur assigne leur ancienneté d'âge. Les juges titulaires ont la préséance sur les juges suppléants.

Les juges nationaux choisis en dehors de la Cour, en vertu des dispositions de l'article 31 du Statut, prennent séance après les juges suppléants, dans l'ordre d'ancienneté d'âge.

Le tableau des juges suppléants est dressé en conformité des mêmes principes.

Le Vice-Président siège à la droite du Président. Les autres juges siègent à la gauche et à la droite du Président, selon l'ordre ci-dessus établi.

ARTICLE 3.

Les juges suppléants dont la présence est nécessaire, sont appelés dans l'ordre du tableau visé à l'article précédent, de telle sorte que chacun d'eux soit convoqué à son tour jusqu'à l'épuisement du tableau.

Lorsqu'un juge suppléant est trop éloigné du siège de la Cour pour pouvoir, selon l'opinion du Président, être touché utilement par une convocation, celle-ci sera adressée au juge suppléant qui le suit immédiatement dans l'ordre du tableau, sans préjudice du droit pour celui qui aurait dû la recevoir, d'être appelé,

ANNEX 72a.

(*Translation*).

Draft Rules of Court.

March 23rd 1922. Third reading.

(Distr. 109).

PREAMBLE.

The Court,
by virtue of Article 30 of the Statute,
adopts the present Rules :

CHAPTER I. THE COURT.

Heading I. Constitution of the Court.

Section *a. Judges and assessors.*

ARTICLE 1.

Subject to the provisions of Article 14 of the Statute, the term of office of judges and deputy-judges shall commence on January 1st of the year following their election.

ARTICLE 2.

Judges and deputy-judges elected at an earlier session of the Assembly and of the Council of the League of Nations shall take precedence respectively over judges and deputy-judges elected at a subsequent session. Judges and deputy-judges elected during the same session shall take precedence according to age. Judges shall take precedence over deputy-judges.

National judges chosen from outside the Court, under the terms of Article 31 of the Statute, shall take precedence after deputy-judges in order of age.

The list of deputy-judges shall be prepared in accordance with these principles.

The Vice-President shall take his seat on the right of the President. The other Members of the Court shall take their seats to the right and left of the President in the order laid down above.

ARTICLE 3.

Deputy-judges whose presence is necessary shall be summoned in the order laid down in the list referred to in the preceding Article, that is to say, each of them will be summoned in rotation throughout the list.

Should a deputy-judge be so far from the seat of the Court that, in the opinion of the President, a summons would not reach him in sufficient time, the deputy-judge next on the list shall be summoned ; nevertheless, the judge to whom the summons should have been addressed shall be called upon, if possible, on the next occasion

s'il est possible, la première fois que la présence d'un juge suppléant sera exigée.

Le juge suppléant qui a été saisi d'une affaire doit être appelé, si besoin en est en dehors de son tour, afin d'en poursuivre l'examen, jusqu'à ce que la solution soit intervenue.

L'appel fait à un juge suppléant comme juge national dans une affaire déterminée, en vertu de l'article 31 du Statut, ne compte pas pour l'application du présent article.

ARTICLE 4.

Dans le cas où une ou plusieurs parties ont le droit de nommer un juge *ad hoc* de leur nationalité, la Cour plénière peut siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze.

La Cour, après avoir constaté, en conformité de l'article 31 du Statut, que plusieurs parties font cause commune et qu'aucune d'elles ne compte, sur le siège, un juge de sa nationalité, les invite à se mettre d'accord pour désigner, dans un délai fixé par elle, un juge suppléant, ressortissant de la nationalité de l'une d'entre elles ; ou, s'il n'en existe pas, un juge choisi selon les principes dudit article,

Si, à l'expiration de délai, les parties n'ont pas notifié leur désignation ou leur choix elles sont réputées avoir renoncé à la faculté que leur confère l'article 31.

ARTICLE 5.

Tout membre de la Cour, ainsi que tout juge appelé à la compléter en vertu de l'article 31 du Statut, inaugure ses fonctions en prenant, conformément à l'article 20 dudit Statut, l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience."

En vue de cette déclaration, la Cour peut, le cas échéant, être convoquée en séance publique spéciale.

A la séance publique d'ouverture tenue après le renouvellement intégral de la Cour, la déclaration prescrite est faite d'abord par le Président, puis par le Vice-Président et ensuite dans l'ordre établi dans l'article 2.

ARTICLE 6.

Pour l'application de l'article 18 du Statut, le Président, ou, le cas échéant, le Vice-Président, convoque les juges titulaires et suppléants. Le membre mis en cause est admis à fournir des explications, après quoi la question est discutée et mise aux voix, hors la présence de ce membre. Si l'unanimité des membres présents est

that the presence of a deputy-judge is required.

A deputy-judge, who has begun a case shall be summoned again, if necessary out of his turn, in order to continue to sit in the case until it is finished.

Should a deputy-judge be summoned to take his seat in a particular case as a national judge, under the terms of Article 31 of the Statute, such summons shall not be regarded as coming within the terms of the present Article.

ARTICLE 4.

In cases in which one or more parties are entitled to choose a judge *ad hoc* of their nationality, the full Court may sit with a number of judges exceeding eleven.

When the Court has satisfied itself, in accordance with Article 31 of the Statute, that there are several parties in the same interest and that none of them has a judge of its nationality upon the bench, the Court shall invite them, within a period to be fixed by the Court, to select by common agreement a deputy-judge of the nationality of one of the parties, should there be one ; or, should there not be one, a judge chosen in accordance with the principles of the above mentioned Article.

Should the parties have failed to notify the Court of their selection or choice when the time limit expires, they shall be regarded as having renounced the right conferred upon them by Article 31.

ARTICLE 5.

Before entering upon his duties, each member of the Court or judge summoned to complete the Court, under the terms of Article 31 of the Statute, shall make the following solemn declaration in accordance with Article 20 of the Statute :

„I solemnly declare that I will exercise all my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously."

A special public sitting of the Court may, if necessary be convened for this purpose.

At the public inaugural sitting held after a new election of the whole Court the required declaration shall be made first by the President, secondly by the Vice-President, and then by the remaining judges in the order laid down in Article 2.

ARTICLE 6.

For the purpose of applying Article 18 of the Statute, the President or, if necessary, the Vice-President shall convene the judges and deputy-judges. The member affected shall be allowed to furnish explanations. When he has done so the question shall be discussed and a vote shall be taken, the member in question not being

acquise, le greffier procède à la notification prescrite dans le dit article.

ARTICLE 7.

Le Président recueille tous renseignements utiles, propres à éclairer la Cour sur le choix des assesseurs techniques, dans chaque affaire. Pour les affaires mentionnées à l'article 26 du Statut, il consulte notamment le Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

Les assesseurs sont désignés, à la majorité absolue, soit par la Cour, soit par la Chambre spéciale à laquelle ressortit l'affaire à régler.

ARTICLE 8.

Les assesseurs prennent, à la première séance de la Cour à laquelle ils assistent, l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions d'assesseur en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience, et que j'observerai scrupuleusement toutes les prescriptions du Statut et du Règlement de la Cour."

Section *b. De la Présidence.*

ARTICLE 9.

L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin de la session ordinaire qui précède immédiatement le terme normal des fonctions du Président et du Vice-Président sortants.

Après le renouvellement intégral de la Cour, l'élection du Président et du Vice-Président a lieu au début de la session qui suit. Le Président et le Vice-Président élus dans ces circonstances entrent en fonctions le jour de leur élection ; ils restent en fonctions jusqu'à l'expiration de la seconde année qui suit celle de leur élection.

Si le Président ou le Vice-Président cesse de faire partie de la Cour avant le terme normal de ses fonctions, une élection a lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir. Si cela est nécessaire, la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.

Pour les élections visées au présent article, le vote a lieu au scrutin secret ; le candidat qui obtient la majorité absolue est déclare élu.

ARTICLE 10.

Le Président dirige les travaux et les services de la Cour ; il préside ses séances plénières.

present. If the members present are unanimously agreed, the Registrar shall issue the notification prescribed in the above-mentioned article.

ARTICLE 7.

The President shall take steps to obtain all information which might be helpful to the Court in selecting technical assessors in each case. With regard to the questions referred to in Article 26 of the Statute, he shall, in particular, consult the Governing Body of the International Labour Office.

The assessors shall be appointed by an absolute majority of votes, either by the Court or by the special Chamber which has to deal with the case in question.

ARTICLE 8.

Assessors shall make the following solemn declaration at the first sitting of the Court at which they are present :

„I solemnly declare that I will exercise my duties and powers as an assessor honourably and faithfully, impartially and conscientiously, and that I will scrupulously observe all the provisions of the Statute and of the Rules of Court."

Section *b. The Presidency.*

ARTICLE 9.

The election of the President and Vice-President shall take place at the end of the ordinary session immediately before the normal termination of the period of office of the retiring President and Vice-President.

After a new election of the whole Court, the election of the President and Vice-President shall take place at the commencement of the following session. The President and Vice-President elected in these circumstances shall take up their duties on the day of their election. They shall remain in office until the end of the second year after the year of their election.

Should the President or the Vice-President cease to belong to the Court before the expiration of their normal term of office, an election shall be held for the purpose of appointing a substitute for the unexpired portion of their term of office. If necessary, an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose.

The elections referred to in the present Article shall take place by secret ballot. The candidate obtaining an absolute majority of votes shall be declared elected.

ARTICLE 10.

The President shall direct the work and administration of the Court ; he shall preside at all meetings of the full Court.

ARTICLE 11.

Le Vice-Président remplace le Président, en cas d'empêchement, ou en cas de cessation de fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par la Cour à la désignation du nouveau Président.

ARTICLE 12.

Le Président doit être domicilié dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à la Haye.

Les grandes vacances du Président ne doivent pas dépasser trois mois.

ARTICLE 13.

Après le renouvellement intégral de la Cour, et jusqu'à l'élection du Président et du Vice-Président, la présidence est exercée par celui des juges auquel l'ordre fixé par l'article 2 donne la préséance.

Il en est de même en cas d'empêchement simultané du Président et du Vice-Président ou en cas de vacance simultanée de leurs fonctions.

Section *c. Des Chambres.*

ARTICLE 14.

Les membres des Chambres constituées en vertu des articles 26, 27 et 29 du Statut, sont désignés par la Cour siégeant en séance plénière, à la majorité absolue des voix ; il est tenu compte, pour cette désignation, sous réserve des stipulations de l'article 9 dudit Statut, des préférences exprimées par les juges.

Les juges remplaçants, visés aux articles 26 et 27 du Statut, sont désignés de la même manière. Deux juges sont également désignés pour remplacer celui des juges membre de la Chambre de procédure sommaire qui se trouve dans l'impossibilité de siéger.

Il est procédé à l'élection à la fin de la session ordinaire de la Cour, et la durée assignée aux fonctions des élus a, pour point de départ, le 1er janvier de l'année suivante.

Toutefois, après le renouvellement intégral de la Cour, l'élection a lieu au début de la première session qui suit. La période de fonctions commence le jour de l'élection ; elle prend fin, en ce qui concerne la Chambre prévue à l'article 29 du Statut, à l'expiration de la même année et, en ce qui concerne les Chambres visées aux articles 26 et 27, à l'expiration de la deuxième année à compter de l'élection.

Les Présidents des Chambres sont nommés par la Cour en séance plénière. Cependant le Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre ; de même, le Vice-Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre et à laquelle n'appartient pas le Président de la Cour.

ARTICLE 11.

The Vice-President shall take the place of the President, should the latter be unable to be present, or, should he cease to hold office, until the new President has been appointed by the Court.

ARTICLE 12.

The President shall reside within a radius of ten kilometres from the Peace Palace at the Hague.

The main annual vacation of the President shall not exceed three months.

ARTICLE 13.

After a new election of the whole Court, and until such time as the President and Vice-President have been elected, the judge who takes precedence according to the order laid down in Article 2, shall perform the duties of President.

The same principle shall be applied should both the President and the Vice-President be unable to be present, or should both appointments be vacant at the same time.

Section *c. The special Chambers.*

ARTICLE 14.

The members of the Chambers constituted by virtue of Articles 26, 27 and 29 of the Statute shall be appointed at a meeting of the full Court by an absolute majority of votes, regard being had for the purposes of this selection to any preference expressed by the judges, so far as the provisions of Article 9 of the Statute permit.

The substitutes mentioned in Articles 26 and 27 of the Statute shall be appointed in the same manner. Two judges shall also be chosen to replace any member of the Chamber for Summary Procedure who may be unable to sit.

The election shall take place at the end of the ordinary session of the Court, and the period of appointment of the members elected shall commence on January 1st of the following year.

Nevertheless, after a new election of the whole Court the election shall take place at the beginning of the following session. The period of appointment shall commence on the date of election and shall terminate, in the case of the Chamber referred to in Article 29 of the Statute, at the end of the same year and, in the case of the Chambers referred to in Articles 26 and 27 of the Statute, at the end of the second year after the year of election.

The Presidents of the Chambers shall be appointed at a sitting of the full Court. Nevertheless, the President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he may be elected a member ; similarly, the Vice-President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he may be elected a member, provided that the President is not also a member.

ARTICLE 15.

Les Chambres spéciales pour questions de travail et pour questions de communications et de transit, ne peuvent pas siéger avec un nombre de juges plus élevé que cinq.

Sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent, la composition de la Chambre de procédure sommaire ne peut pas être modifiée.

ARTICLE 16.

Les juges suppléants ne sont convoqués pour assurer le quorum des Chambres spéciales et de la Chambre de procédure sommaire, que si le nombre requis ne peut être parfait par la présence de juges titulaires.

Section *d. Du greffe.*

ARTICLE 17.

La Cour choisit son greffier parmi les candidats proposés par les membres de la Cour.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité des voix. En cas de partage des voix, le Président a voix prépondérante.

Le greffier est élu pour une période de sept ans, à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle l'élection a eu lieu. Il est rééligible.

Si le greffier cesse ses fonctions avant l'expiration du terme ci-dessus fixé, une élection a lieu afin de lui choisir un successeur.

ARTICLE 18.

Le personnel du greffe est nommé par la Cour, sur la proposition du greffier.

ARTICLE 19.

Le greffier doit être domicilié dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à la Haye.

Les grandes vacances du greffier ne doivent pas dépasser deux mois.

ARTICLE 20.

Le Statut du personnel du greffe est adopté par le Président sur la proposition du greffier, sauf approbation ultérieure de la Cour.

ARTICLE 21.

Avant son entrée en fonctions, le greffier fait, en séance plénière de la Cour, la déclaration suivante :

„Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience, les fonc-

ARTICLE 15.

The Special Chambers for labour cases and for communications and transit cases may not sit with a greater number than five judges.

Except as provided in the second paragraph of the preceding Article, the composition of the Chamber for summary procedure may not be altered.

ARTICLE 16.

Deputy-judges shall not be summoned to complete the quorum of the special Chambers or of the Chamber for summary procedure, unless sufficient judges are not available to complete the number required.

Section *d. The Registry.*

ARTICLE 17.

The Court shall select its Registrar from amongst candidates proposed by members of the Court.

The election shall be by secret ballot and by a majority of votes. In the event of an equality of votes the President shall have a casting vote.

The Registrar shall be elected for a term of seven years commencing on January 1st of the year following that in which the election takes place. He may be re-elected.

Should the Registrar cease to hold his office before the expiration of the term above-mentioned, an election shall be held for the purpose of appointing a successor.

ARTICLE 18.

The staff of the Registry shall be appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar.

ARTICLE 19.

The Registrar shall reside within a radius of ten kilometres from the Peace Palace at the Hague.

The main annual vacation of the Registrar shall not exceed two months.

ARTICLE 20.

The Regulations for the Staff of the Registry shall be adopted by the President on the proposal of the Registrar, subject to subsequent approval by the Court.

ARTICLE 21.

Before taking up his duties, the Registrar shall make the following declaration at a meeting of the full Court :

„I solemnly declare that I will perform the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent

tions qui m'ont été confiées en ma qualité de greffier de la Cour permanente de Justice internationale."

Les autres fonctionnaires du greffe prennent un engagement analogue devant le Président, en présence du greffier.

ARTICLE 22.

Sur la proposition du greffier, la Cour détermine et modifie l'organisation du greffe. Le Président désigne, sur la présentation du greffier, le fonctionnaire du greffe qui le remplace en cas d'empêchement, ou en cas de cessation de fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la désignation de son successeur.

ARTICLE 23.

Les registres des archives sont tenus de façon à donner tous les renseignements nécessaires, entre autres sur les points suivants :

1) pour chaque affaire ou question, tous les documents y relatifs, et toutes les suites données, par ordre chronologique ; tous ces documents portent le même numéro de dossier et sont numérotés selon l'ordre dans lequel ils ont été classés dans ce dossier ;

2) toutes les décisions de la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;

3) tous les avis consultatifs émis par la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;

4) toutes notifications et communications analogues envoyées par la Cour, avec référence aux dossiers respectifs ;

Les index figurant dans les archives comprennent :

1) un fichier de noms propres avec les références nécessaires ;

2) un fichier des sujets par ordre de matières, avec les références nécessaires.

ARTICLE 24.

Aux heures fixées par le Président, le greffier reçoit tous documents, et fournit tous renseignements sous réserve de l'article 39 du présent Règlement ainsi que de son devoir professionnel de discrétion.

ARTICLE 25.

Le greffier sert d'intermédiaire à toutes les communications émanant de la Cour ou qui lui sont adressées.

Le greffier veille à ce que la date d'expédition et de réception de toutes ces communications et notifications puisse être facilement contrôlée. En cas d'expédition

Court of International Justice in all loyalty, discretion and good conscience."

The other members of the Registry shall make a similar declaration before the President, the Registrar being present.

ARTICLE 22.

The Court shall determine or modify the organisation of the Registry upon proposals submitted by the Registrar. On the proposal of the Registrar, the President shall appoint the member of the Registry who is to act for the Registrar in his absence or, in the event of his ceasing to hold his office, until a successor has been appointed.

ARTICLE 23.

The registers kept in the archives shall be so arranged as to give particulars with regard to the following points amongst others :

1) for each case or question, all documents pertaining to it and all action taken with regard to it in chronological order ; all such documents shall bear the same file number and shall be numbered consecutively within the file ;

2) all decisions of the Court in chronological order, with references to the respective files ;

3) all advisory opinions given by the Court in chronological order, with references to the respective files ;

4) all notifications and similar communications sent out by the Court, with references to the respective files.

Indexes kept in the archives shall comprise :

1) a card index of names with necessary references ;

2) a card index of subject matter with like references.

ARTICLE 24.

During hours to be fixed by the President, the Registrar shall receive any documents and reply to any enquiries, subject to the provisions of Article 38 of the present Rules and to the observance of professional secrecy.

ARTICLE 25.

The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

The Registrar shall ensure that the date of despatch and receipt of all communications and notifications may readily be verified. Communications and notifications

par la poste de communications ou notifications, celles-ci sont recommandées. Les communications adressées aux représentants officiels ou aux agents des parties, sont considérées comme ayant été adressées aux parties elles-mêmes. La date de réception est notée sur tous les documents parvenant au greffier et il en est donné à l'expéditeur, sur la demande de celui-ci, un reçu portant la date de réception de ces documents et les numéros sous lesquels ils ont été enregistrés.

ARTICLE 26.

Le greffier a la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il a la garde des sceaux et cachets. Il assiste à toutes les séances plénières de la Cour et, soit en personne, soit en désignant un représentant approuvé par la Cour, à toutes les séances des diverses Chambres ; il rédige, sous sa responsabilité, les procès-verbaux des séances.

De plus, il remplit toutes les fonctions qui peuvent lui être dévolues aux termes du présent Règlement.

Une Instruction approuvée par le Président, sur la proposition du greffier, détermine le détail des attributions du greffe.

Titre 2. — Fonctionnement de la Cour.

ARTICLE 27.

L'année qui suit le renouvellement intégral de la Cour, la session ordinaire de celle-ci commence le quinze janvier.

Si le jour fixé pour une session est considéré comme jour férié à l'endroit où siège la Cour, la session commence le jour ouvrable suivant.

ARTICLE 28.

Le rôle des affaires est dressé et tenu à jour par le greffier sous la responsabilité du Président. Le rôle, pour une session déterminée, contient toutes les questions soumises à la Cour pour avis consultatif ainsi que toutes les affaires à elle soumises pour décision et pour lesquelles la procédure écrite est terminée, dans l'ordre de réception par le greffier de l'acte par lequel la Cour a été saisie de la question ou de l'affaire. Dans le cas où la procédure écrite au sujet d'une affaire ou question vient à se terminer au cours d'une session, il appartient à la Cour de décider si cette affaire ou question doit être ajoutée au rôle de la session.

Le greffier prépare et tient à jour des extraits du rôle ci-dessus, indiquant tous les litiges qui doivent être examinés respectivement pas les Chambres.

Enfin, le greffier prépare et tient à jour un rôle des affaires soumises à révision

sent by post shall be registered. Communications addressed to the official representatives or to the agents of the parties shall be considered as having been addressed to the parties themselves. The date of receipt shall be noted on all documents received by the Registrar and a receipt bearing this date and the number under which the document has been registered shall be given to the sender, if a request to that effect be made.

ARTICLE 26.

The Registrar shall be responsible for the archives, the accounts and all administrative work. He shall have the custody of the seals and stamps of the Court. He shall himself be present at all meetings of the full Court and either he, or a person appointed to represent him with the approval of the Court, shall be present at all meetings of the various Chambers ; he shall be responsible for drawing up the minutes of the meetings.

He shall further undertake all duties which may be laid upon him by the present Rules.

The duties of the Registry shall be set forth in detail in a list of instructions to be submitted by the Registrar to the President for his approval.

Heading 2. — Working of the Court.

ARTICLE 27.

In the year following a new election of the whole Court the ordinary annual session shall commence on the fifteenth of January.

If the day fixed for the opening of a session is regarded as a holiday at the place where the Court is sitting, the session shall be opened on the working day following.

ARTICLE 28.

The list of cases shall be prepared and kept up to date by the Registrar under the responsibility of the President. The list for each session shall contain all questions submitted to the Court for an advisory opinion, and all cases in regard to which the written proceedings are concluded, in the order in which the documents submitting each question or case have been received by the Registrar. If the written proceedings in regard to any case or question are concluded in the course of a session, the Court shall decide whether such case or question shall be added to the list for that session.

The Registrar shall prepare and keep up to date extracts from the above list showing the cases to be dealt with by the respective special Chambers.

The Registrar shall also prepare and keep a list of cases for revision.

ARTICLE 29.

Pendant les sessions, les dates et heures des séances sont fixées par le Président.

ARTICLE 30.

Si, dans une des séances plénières de la Cour, il est impossible d'atteindre le quorum exigé, la Cour s'ajourne jusqu'à ce que le quorum soit atteint.

ARTICLE 31.

La Cour délibère en Chambre du conseil sur la décision de toute affaire ou sur la réponse à toute question à elle soumises.

Pendant les délibérations visées à l'alinéa précédent, seules les personnes autorisées à y prendre part ainsi que le greffier sont présents dans la Chambre du conseil. Aucune autre personne ne peut y être admise qu'en vertu d'une décision spéciale de la Cour motivée par des circonstances exceptionnelles.

Chacun des membres de la Cour, présents à la délibération, exprime son opinion motivée.

Les conclusions adoptées, après discussion finale, par la majorité des membres, déterminent la décision de la Cour.

Tout membre de la Cour peut demander qu'une question, devant être mise aux voix, soit formulée en termes précis dans les deux langues officielles et distribuée à la Cour. Il est fait droit à cette demande.

CHAPITRE II. DE LA PROCEDURE.

Titre 1. — *Procédure contentieuse.*

Section *A. Dispositions générales.*

ARTICLE 32.

Les dispositions du présent titre sont établies sans préjudice de l'adoption par la Cour d'autres règles que les parties intéressées pourraient proposer d'un commun accord, en tenant compte des circonstances particulières à chaque affaire.

ARTICLE 33.

Dans chaque cas déterminé, les délais sont fixés par la Cour en assignant une date précise pour les divers actes de procédure ; elle tient compte, autant que possible, de l'accord des parties.

La Cour peut prolonger les délais fixés par elle. Elle peut également, dans des circonstances spéciales; décider qu'un acte de procédure entrepris après l'expiration du délai fixé, est considéré comme valable

ARTICLE 29.

During the sessions the dates and hours of sittings shall be fixed by the President.

ARTICLE 30.

If at any sitting of the full Court it is impossible to obtain the prescribed quorum, the Court shall adjourn until the quorum is obtained.

ARTICLE 31.

The Court shall sit in private to deliberate upon the decision of any case or on the reply to any question submitted to it.

During the deliberation referred to in the preceding paragraph, only persons authorised to take part in the deliberation and the Registrar shall be present. No other person shall be admitted except by virtue of a special decision taken by the Court, having regard to exceptional circumstances.

Every member of the Court who is present at the deliberation shall state his opinion together with the reasons on which it is based.

The decision of the Court shall be based upon the conclusions adopted after final discussion by a majority of the members.

Any member of the Court may request that a question which is to be voted upon shall be drawn up in precise terms in both the official languages and distributed to the Court. A request to this effect shall be complied with.

CHAPTER II. PROCEDURE.

Heading 1. *Contentious Procedure.*

Section *A. General Provisions.*

ARTICLE 32.

The rules contained under this heading shall in no way preclude the adoption by the Court of such other rules as may be jointly proposed by the parties concerned, due regard being paid to the particular circumstances of each case.

ARTICLE 33.

The Court shall fix time limits in each case by assigning a definite date for the completion of the various acts of procedure, having regard as far as possible to any agreement between the parties.

The Court may extend time limits which it has fixed. It may likewise decide in certain circumstances that any proceeding taken after the expiration of a time limit shall be considered as valid.

Si la Cour ne siège pas, et sous réserve de toute décision ultérieure qu'elle pourrait prendre, les pouvoirs qui lui sont conférés, aux termes du présent article, sont exercés par le Président.

ARTICLE 34.

Toute pièce de procédure présentée à la Cour doit être accompagnée d'au moins trente copies imprimées et certifiées conformes. Le Président a la faculté d'ordonner le dépôt de copies supplémentaires.

Section *B. Procédure devant la Cour et devant les Chambres spéciales (articles 26 et 27 du Statut).*

i. Introduction de l'instance.

ARTICLE 35.

Lorsque la Cour est saisie d'une affaire par un compromis, celui-ci, ou l'acte par lequel il est notifié à la Cour, mentionne les domiciles élus au siège de la Cour où les notifications et communications aux parties doivent être respectivement envoyées.

Dans tous autres cas où la Cour est compétente, la requête comprend, outre l'indication de l'objet du différend et des parties en cause, un exposé succinct des faits, la désignation de la chose demandée, ainsi que l'élection au siège de la Cour d'un domicile où les notifications et communications sont envoyées.

Si l'instance est introduite par une requête, la première pièce de procédure notifiée en réponse à celle-ci fait mention du domicile élu au siège de la Cour, où toute notification ou communication ultérieure concernant l'affaire doit être envoyée.

Si la notification du compromis ou la requête contient une demande tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à l'une des Chambres spéciales visées aux articles 26 et 27 du Statut, il est fait droit à cette demande pour autant que les parties soient d'accord.

Il en est de même si la demande vise l'adjonction d'assesseurs techniques aux termes de l'article 27 du Statut, ou le renvoi de l'affaire devant la Chambre de procédure sommaire, pourvu, dans ce dernier cas, que l'affaire ne concerne pas les matières indiquées aux articles 26 et 27 du Statut.

ARTICLE 36.

Le greffier communique immédiatement à tous les membres de la Cour, les compromis ou requêtes qui lui ont été notifiés.

If the Court is not sitting the powers conferred upon it by this article shall be exercised by the President, subject to any subsequent decision of the Court.

ARTICLE 34.

All documents of the written proceedings submitted to the Court shall be accompanied by not less than thirty printed copies certified correct. The President may order additional copies to be supplied.

Section *B. Procedure before the Court and before the special Chambers (Articles 26 and 27 of the Statute).*

i. Institution of Proceedings.

ARTICLE 35.

When a case is brought before the Court by means of a special agreement, the latter, or the document notifying the Court of the agreement, shall mention the addresses selected at the seat of the Court to which notices and communications intended for the respective parties are to be sent.

In all other cases in which the Court has jurisdiction, the application shall include, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the parties concerned, a succinct statement of facts, an indication of the claim and the address selected at the seat of the Court to which notices and communications are to be sent.

Should proceedings be instituted by means of an application, the first document sent in reply thereto shall mention the address selected at the seat of the Court to which subsequent notices and communications in regard to the case are to be sent.

Should the notice of a special agreement or the application contain a request that the case be referred to one of the special Chambers mentioned in Articles 26 or 27 of the Statute, such request shall be complied with, provided that the parties are in agreement.

Similarly, a request to the effect that technical assessors be attached to the Court, in accordance with Article 27 of the Statute, or that the case be referred to the Chamber for summary procedure shall also be granted; compliance with the latter request is, however, subject to the condition that the case does not refer to any of the questions indicated in Articles 26 and 27 of the Statute.

ARTICLE 36.

The Registrar shall forthwith communicate to all members of the Court special agreements or applications which have been notified to him.

ii. Procédure écrite.

ARTICLE 37.

Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu soit en français, soit en anglais, les pièces de procédure sont présentées seulement dans la langue adoptée par les parties.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il est fait usage, les pièces sont présentées en français ou en anglais.

Si l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais est autorisé, une traduction en français ou en anglais est jointe à l'original des pièces présentées.

Le greffe n'est pas tenu de préparer des traductions des pièces présentées conformément aux dispositions ci-dessus.

Dans le cas de pièces volumineuses, la Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, peut autoriser, sur demande de la partie intéressée, la présentation de traductions partielles.

ARTICLE 38.

La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, après avoir entendu les parties, peut ordonner que le greffier tienne à la disposition du gouvernement de tout Etat admis à ester en justice devant la Cour, les mémoires et contre-mémoires de chaque affaire.

ARTICLE 39.

Si l'instance est introduite par la notification d'un compromis, et sauf accord contraire des parties, les pièces de procédure suivantes peuvent être présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

un mémoire, par chacune des parties, dans un même délai ;

un contre-mémoire, par chacune des parties, dans un même délai ;

une réplique, par chacune des parties, dans un même délai.

Si l'instance est introduite par requête, et sauf accord contraire des parties, les pièces de procédure sont présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

le mémoire, par la partie demanderesse ;
le contre-mémoire, par la partie défenderesse ;
la réplique, par la partie demanderesse ;
la duplique, par la partie défenderesse.

ARTICLE 40.

Les mémoires comprennent :

1) un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée ;

ii. Written Proceedings.

ARTICLE 37.

Should the parties agree that the proceedings shall be conducted in French or in English, the documents constituting the written procedure shall be submitted only in the language adopted by the parties.

In the absence of an agreement with regard to the language to be employed, documents shall be submitted in French or in English.

Should the use of a language other then French or English be authorised. a translation into French or into English shall be attached to the original of each document submitted.

The Registry shall not be bound to make translations of documents submitted in accordance with the above rules.

In the case of voluminous documents, the Court, or the President, should the Court not be sitting, may, at the request of the party concerned, sanction the submission of translations of portions of documents only.

ARTICLE 38.

The Court, or the President, if the Court is not sitting, may, after hearing the parties, order the Registrar to hold the cases and countercases of each suit at the disposal of the Government of any State which is entitled to appear before the Court.

ARTICLE 39.

In cases in which proceedings have been instituted by means of a special agreement, the following documents may be presented in the order stated below, provided that no agreement to the contrary has been concluded between the parties :

a case, submitted by each party within the same limit of time ;

a counter-case, submitted by each party within the same limit of time ;

a reply, submitted by each party within the same limit of time.

When proceedings are instituted by means of an application, failing any agreement to the contrary between the parties, the documents shall be presented in the order stated below ;

the case by the applicant ;
the counter-case by the respondent ;
the reply by the applicant ;
the rejoinder by the respondent.

ARTICLE 40.

Cases shall contain :

1) a statement of the facts on which the claim is based ;

2) un exposé de droit ;
3) les conclusions ;
4) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées au mémoire.

Les contre-mémoires comprennent :
1) la reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire ;
2) le cas échéant, un exposé additionnel des faits ;
3) un exposé de droit ;
4) des conclusions fondées sur les faits énoncés ; ces conclusions peuvent comprendre des demandes reconventionnelles, pour autant que ces dernières rentrent dans la compétence de la Cour ;
5) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées au contre-mémoire.

ARTICLE 41.

La procédure écrite une fois terminée, le Président fixe la date d'ouverture de la procédure orale.

ARTICLE 42.

Le greffier transmet à chacun des membres de la Cour, au fur et à mesure de leur présentation, copie de toutes les pièces formant le dossier complet de l'affaire.

iii. Procédure orale.

ARTICLE 43.

En cas de séance publique, le greffier fait publier dans les journaux toutes indications utiles sur la date et l'heure fixées.

ARTICLE 44.

Le greffier prend toutes dispositions pour pouvoir faire traduire de français en anglais ou d'anglais en français, les exposés, questions et réponses, comme la Cour en ordonne.

Lorsque, soit aux termes de l'article 39, alinéa 3 du Statut, soit dans un cas particulier, une langue autre que le français ou l'anglais est employée, il incombe à la partie intéressée de prendre toutes dispositions pour la traduction dans l'une ou l'autre des langues officielles. Dans le cas de témoins ou d'experts appelés sur l'initiative de la Cour, ce devoir incombe au greffier.

ARTICLE 45.

Dans chaque cas particulier, la Cour statue sur la question de savoir si les représentants des parties doivent plaider avant ou après la présentation des divers moyens de preuve, la discussion de ces moyens étant toujours réservée.

2) a statement of law ;
3) a statement of conclusions ;
4) a list of the documentary evidence which is attached to the case.

Counter-cases shall contain :
1) the affirmation or contestation of the facts stated in the case.
2) a statement of additional facts, if any ;
3) a statement of law ;
4) conclusions based on the facts stated ; these conclusions may include counter-claims, in so far as the latter come within the jurisdiction of the Court ;
5) a list of the documentary evidence which is attached to the counter-case.

ARTICLE 41.

Upon the termination of the written proceedings the President shall fix a date for the commencement of the oral proceedings.

ARTICLE 42.

The Registrar shall forward to each of the members of the Court, a copy of all documents in the case as he receives them.

iii. Oral Proceedings.

ARTICLE 43.

In the case of a public sitting, the Registrar shall publish in the Press all necessary information as to the date and hour fixed.

ARTICLE 44.

The Registrar shall arrange for the interpretation from French into English and from English into French of all statements, questions and answers which the Court may direct to be so interpreted.

Whenever a language other than French or English is employed, either under the terms of the third paragraph of Article 39 of the Statute or in a particular instance, the necessary arrangements for translation into one of the two official languages shall be made by the party concerned. In the case of witnesses or experts called at the instance of the Court, these arrangements shall be made by the Registrar.

ARTICLE 45.

The Court shall determine in each case whether the representatives of the parties shall address the Court before or after the production of the evidence; the parties shall, however, retain the right to comment on the evidence given.

ARTICLE 46.

L'ordre dans lequel les agents, avocats ou conseils sont appelés à prendre la parole, est déterminé par la Cour, sauf accord à ce sujet entre les parties.

ARTICLE 47.

Chaque partie fait connaître à la Cour et aux autres parties, en temps utile, avant l'ouverture de la procédure orale, tous moyens de preuve qu'elle entend employer, ainsi que les noms, prénoms, qualité et domicile des témoins qu'elle désire faire entendre.

Elle indique également, en termes généraux, le ou les points sur lesquels doit porter le témoignage.

ARTICLE 48.

A la requête de l'une ou de l'autre des parties ou sur sa propre initiative, la Cour peut, sous réserve des dispositions de l'article 44 du Statut, inviter les parties à présenter des témoins ou demander la présentation de tous autres moyens de preuve sur des points de fait au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord.

ARTICLE 49.

La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, prend, soit à la demande de l'une des parties, soit sur sa propre initiative, les mesures requises en vue de l'audition de témoins en dehors de la Cour.

ARTICLE 50.

Avant de faire sa déposition devant la Cour, chaque témoin prend l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement, en tout honneur et en toute conscience, que je dirai la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité."

ARTICLE 51.

Les témoins sont interrogés par les représentants des parties sous l'autorité du Président. Des questions peuvent leur être posées par le Président et puis, par les juges.

ARTICLE 52.

Les indemnités des témoins cités sur l'initiative de la Cour sont payées sur les fonds de la Cour.

ARTICLE 53.

Tout rapport ou tout procès-verbal concernant une enquête faite à la demande de la Cour en conformité de l'article 50 du Statut, ainsi que les rapports d'experts, présentés à la Cour aux termes du même article, sont immédiatement communiqués aux parties.

ARTICLE 46.

The order in which the agents, advocates or counsel, shall be called upon to speak shall be determined by the Court, failing an agreement between the parties on the subject.

ARTICLE 47.

In sufficient time before the opening of the oral proceedings, each party shall inform the Court and the other parties of all evidence which it intends to produce, together with the names, Christian names, description and residence of witnesses whom it desires to be heard.

It shall further give a general indication of the point or points to which the evidence is to refer.

ARTICLE 48.

At the request of either of the parties, or on its own initiative, the Court may, subject to the provisions of Article 44 of the Statute, invite the parties to call witnesses, or may call for the production of any other evidence on points of fact in regard to which the parties are not in agreement.

ARTICLE 49.

The Court, or the President should the Court not be sitting, shall, at the request of one of the parties or on its own initiative, take the necessary steps for the examination of witnesses out of Court.

ARTICLE 50.

Each witness shall make the following solemn declaration before giving his evidence in Court :

„I solemnly declare upon my honour and conscience that I will speak the truth, the whole truth and nothing but the truth."

ARTICLE 51.

Witnesses shall be examined by the representatives of the parties under the control of the President. Questions may be put to them by the President and afterwards by the judges.

ARTICLE 52.

The indemnities of witnesses called at the instance of the Court shall be paid out of the funds of the Court.

ARTICLE 53.

Any report or record of an enquiry carried out at the request of the Court, under the terms of Article 50 of the Statute, and reports furnished to the Court by experts, in accordance with the same Article, shall be forthwith communicated to the parties.

ARTICLE 54.

Il est établi un compte-rendu textuel des dépositions. Ce compte-rendu est lu à chaque témoin et approuvé par lui, en ce qui le concerne.

La Cour décide dans chaque cas spécial, s'il doit être établi, pour son usage, des comptes-rendus textuels de tout ou partie des autres éléments de la procédure orale.

ARTICLE 55.

Le procès-verbal visé à l'article 47 du Statut mentionne notamment :

1) les noms des juges ;
2) les noms des agents, avocats et conseils ;
3) les noms, prénoms, qualité et domicile des témoins entendus ;
4) l'indication des autres preuves employées ;
5) les déclarations faites par les parties ;
6) toutes décisions de la Cour prises à l'audience.

ARTICLE 56.

Avant la clôture des débats, chaque partie peut présenter la note de ses frais.

iv. Mesures conservatoires.

ARTICLE 57.

Lorsque la Cour ne siège pas, l'indication des mesures conservatoires est faite par le Président.

En cas de refus de la part des parties, de se conformer aux indications de la Cour ou du Président concernant les mesures conservatoires, il en est pris acte.

v. Intervention.

ARTICLE 58.

Toute requête à fin d'intervention, aux termes de l'article 62 du Statut, est communiqué au greffier au plus tard avant l'ouverture de la procédure orale.

La Cour peut, toutefois, en raison de circonstances exceptionnelles, prendre en considération une requête présentée plus tard.

ARTICLE 59.

La requête visée à l'article précédent contient :

1) la spécification de l'affaire ;

ARTICLE 54.

A textual record shall be made of the evidence taken The portion containing the evidence of each witness shall be read over to him and approved by him.

As regards the remainder of the oral proceedings, the Court shall decide in each case whether textual records of all or certain portions of them shall be prepared for its own use.

ARTICLE 55.

The minutes mentioned in Article 47 of the Statute shall in particular include :

1) the names of the judges ;
2) the names of the agents, advocates and counsel ;
3) the names, Christian names, description and residence of witnesses heard.
4) a summary of other evidence produced ;
5) any declarations made by the parties ;
6) all decisions taken by the Court during the hearing.

ARTICLE 56.

Before the oral proceedings are concluded each party may present his bill of costs.

iv. Interim Protection.

ARTICLE 57.

When the Court is not sitting, any measures for the preservation in the meantime of the respective rights of the parties shall be indicated by the President.

Any refusal by the parties to conform to the suggestions of the Court or of the President, with regard to such measures, shall be paced on record.

v. Intervention.

ARTICLE 58.

An application for permission to intervene under the terms of Article 62 of the Statute must be communicated to the Registrar at latest before the commencement of the oral proceedings.

Nevertheless, the Court may, in exceptional circumstances, consider an application submitted at a later stage.

ARTICLE 59.

The application referred to in the preceding Article shall contain :

1) a specification of the case in which the applicant desires to intervene ;

2) l'exposé des raisons de droit et de fait justifiant l'intervention ;

3) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

La requête est immédiatement communiquée aux parties qui font parvenir au greffier leurs observations dans le délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.

ARTICLE 60.

Tout Etat désirant intervenir aux termes de l'article 63 du Statut, en informe par écrit le greffier au plus tard avant la procédure orale.

La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, prend les mesures nécessaires pour permettre à l'Etat intervenant de prendre connaissance des documents de l'affaire, pour autant qu'ils concernent l'interprétation de la Convention en cause, et de soumettre à la Cour ses observations à ce sujet.

vi. Accord.

ARTICLE 61.

Si, au cours des débats, les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige, et notifient cet accord par écrit à la Cour avant la clôture de la procédure, la Cour donne acte de l'accord intervenu.

Si, d'un commun accord, les parties notifient par écrit à la Cour qu'elles renoncent à poursuivre la procédure, la Cour prend acte de cette renonciation et la procédure prend fin.

vii. Arrêt.

ARTICLE 62.

L'arrêt comprend :

1) la date à laquelle il est rendu ;
2) les noms des juges qui y ont pris part ;
3) l'indication des parties ;
4) les noms des agents des parties ;
5) les conclusions des parties ;
6) les circonstances de fait ;
7) les raisons de droit ;
8) le dispositif ;
9) la décision visée à l'article 64 du Statut, s'il y a lieu.

Les opinions contraires des juges qui le désirent sont jointes à l'arrêt.

2) a statement of law and of fact justifying intervention ;

3) a list of the documents in support of the application ; these documents shall be attached.

Such application shall be immediately communicated to the parties, who shall send to the Registrar any observations which they may desire to make within a period to be fixed by the Court, or by the President, should the Court not be sitting.

ARTICLE 60.

Any State desiring to intervene, under the terms of Article 63 of the Statute, shall inform the Registrar in writing at latest before the commencement of the oral proceedings.

The Court, or the President if the Court is not sitting, shall take the necessary steps to enable the intervening State to inspect the documents in the case, in so far as they relate to the interpretation of the convention in question, and to submit its observations thereon to the Court.

vi. Agreement.

ARTICLE 61.

If during the oral proceedings the parties conclude an agreement regarding the settlement of the dispute and give written notice of such agreement to the Court before the close of the proceedings, the Court shall officially record the conclusion of the agreement.

Should the parties by mutual agreement notify the Court in writing that they intend to break off proceedings, the Court shall officially record the fact and proceedings shall be terminated.

vii. Judgment.

ARTICLE 62.

The judgment shall contain :

1) the date on which it is pronounced ;
2) the names of the judges participating ;
3) the names and style of the parties ;
4) the names of the agents of the parties ;
5) the conclusions of the parties ;
6) the matters of fact ;
7) the reasons in point of law ;
8) the operative provisions of the judgment ;
9) the decision, if any, referred to in Article 64 of the Statute.

The opinions of judges who dissent from the judgment, shall be attached thereto should they express a desire to that effect.

ARTICLE 63.

Après lecture en séance publique, le texte de l'arrêt est immédiatement communiqué à toutes les parties intéressées et au Secrétaire général de la Société des Nations.

ARTICLE 64.

L'arrêt est considéré comme ayant force obligatoire du jour où il a été lu en séance publique, conformément à l'article 58 du Statut.

ARTICLE 65.

Un recueil imprimé des arrêts de la Cour est publié sous la responsabilité du greffier.

viii. Revision.

ARTICLE 66.

La demande en revision est introduite dans les mêmes formes que la requête visée à l'article 40 du Statut de la Cour.

Elle comprend :

1) la mention de l'arrêt attaqué ;

2) le fait sur lequel la requête est fondée ;

3) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

Le greffier doit notifier immédiatement la demande en revision aux autres parties intéressées ; celles-ci peuvent présenter leurs observations, dans le délai fixé par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par le Président.

Si l'arrêt attaqué a été rendu en séance plénière, la Cour connaît, également en séance plénière, de la demande en revision. Si l'arrêt attaqué a été rendu par une des Chambres visées aux articles 26, 27 ou 29 du Statut, la même Chambre connaît de la demande en revision. Dans tous les cas, l'article 13 du Statut est applicable

Si la Cour, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 61 du Statut, fait dépendre, par arrêt spécial, la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt attaqué, cette condition est immédiatement portée à la connaissance du demandeur, par le greffier. La procédure en revision ouverte en vertu d'une décision de la Cour, conformément à l'alinéa 2 dudit article, est suspendue jusqu'à ce que le greffier ait reçu la preuve de l'exécution préalable de l'arrêt attaqué et que cette preuve ait été admise par la Cour.

ARTICLE 63.

After having been read in open Court the text of the judgment shall forthwith be communicated to all parties concerned and to the Secretary General of the League of Nations.

ARTICLE 64.

The judgment shall be regarded as taking effect on the day on which it is read in open Court, in accordance with Article 58 of the Statute.

ARTICLE 65.

A collection of the judgments of the Court shall be printed and published under the responsibility of the Registrar.

viii. Revision.

ARTICLE 66.

Application for revision shall be made in the same form as the application mentioned in article 40 of the Statute of the Court.

It shall contain :

1) the reference to the judgment impeached ;

2) the fact on which the application is based ;

3) a list of the documents in support ; these documents shall be attached.

It shall be the duty of the Registrar to give immediate notice of an application for revision to the other parties concerned. The latter may submit observations within a time limit to be fixed by the Court, or by the President should the Court not be sitting.

If the judgment impeached was pronounced by the full Court, the application for revision shall also be dealt with by the full Court. If the judgment impeached was pronounced by one of the Chambers mentioned in Articles 26, 27 or 29 of the Statute, the application for revision shall be dealt with by the same Chamber. The provisions of Article 13 of the Statute shall apply in all cases.

If the Court, under the third paragraph of Article 61 of the Statute, makes a special order rendering the admission of the application conditional upon previous compliance with the terms of the judgment impeached, this condition shall be immediately communicated to the applicant by the Registrar. Proceedings in revision, which have been opened by virtue of a decision of the Court as provided in the second paragraph of the same Article, shall be stayed pending receipt by the Registrar of proof of previous compliance with the original judgment and until such proof shall have been accepted by the Court.

Section *C. Procédure sommaire.*

ARTICLE 67.

Sous réserve des dispositions de la présente section, les règles fixées pour la procédure devant la Cour plénière, s'appliquent à la procédure sommaire.

ARTICLE 68.

Dès réception par le greffier de l'acte introductif d'instance d'une affaire qui, en vertu de l'accord des parties, doit être réglée en procédure sommaire, le Président convoque dans le délai le plus bref possible, la Chambre visée à l'article 29 du Statut.

ARTICLE 69.

La procédure sommaire est ouverte par la présentation par chaque partie, d'un mémoire écrit. Communication en est faite par le greffier aux membres de la Chambre et à la partie adverse.

Les mémoires font mention des moyens de preuve que les parties désirent éventuellement employer.

Si la Chambre ne se considère pas comme suffisamment éclairée par les mémoires, elle peut instituer, sauf accord contraire des parties, une procédure orale. Elle fixe la date pour l'ouverture de cette procédure.

A l'audience, la Chambre demande aux parties des explications verbales. Elle peut admettre la production de tous moyens de preuve mentionnés dans les mémoires.

Si l'audition des témoins ou experts, dont les noms sont indiqués dans les mémoires, est demandée, ces témoins ou experts doivent se trouver, en temps utile, à la disposition de la Chambre.

ARTICLE 70.

L'arrêt est rendu par la Cour statuant en Chambre de procédure sommaire, et lecture en est donnée en audience publique de la Chambre.

Titre II. *Procédure consultative.*

ARTICLE 71.

Les avis consultatifs sont émis après délibération par la Cour en séance plénière.

Les opinions dissidentes des juges qui le désirent sont jointes à l'avis.

ARTICLE 72.

Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est demandé, sont exposées à la Cour par une requête écrite, signée soit par le Président de l'Assemblée

Section *C. Summary Procedure.*

ARTICLE 67.

Except as provided under the present section, the rules for procedure before the full Court shall apply to summary procedure.

ARTICLE 68.

Upon receipt by the Registrar of the document instituting proceedings in a case which, by virtue of an agreement between the parties, is to be dealt with by summary procedure, the President shall convene as soon as possible the Chamber referred to in Article 29 of the Statute.

ARTICLE 69.

The proceedings are opened by the presentation of a case by each party. These shall be communicated by the Registrar to the members of the special Chamber and to the opposing party.

The cases shall contain reference to all evidence which the parties may desire to produce.

Should the Chamber consider that the cases do not furnish adequate information, it may, in the absence of an agreement to the contrary between the parties, institute oral proceedings. It shall fix a date for the commencement of the oral proceedings.

At the hearing, the Chamber shall call upon the parties to supply oral explanations. It may sanction the production of any evidence mentioned in the cases.

If it is desired that witnesses or experts whose names are mentioned in the case should be heard, such witnesses or experts must be available to appear before the Chamber when required.

ARTICLE 70.

The judgment is the judgment of the Court acting as Chamber of summary procedure. It shall be read at a public sitting of the Chamber.

Heading II. *Advisory Procedure.*

ARTICLE 71.

Advisory opinions shall be given after deliberation by the full Court.

The opinions of dissenting judges may, at their request, be attached to the opinion of the Court.

ARTICLE 72.

Questions upon which the advisory opinion of the Court is asked shall be laid before the Court by means of a written request, signed either by the President of

ou par le Président du Conseil de la Société des Nations, soit par le Secrétaire général de la Société agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

La requête formule, en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question.

ARTICLE 73.

Le greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif, aux membres de la Cour ainsi qu'aux Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations, et aux Etats mentionnés à l'annexe au Pacte.

Les organisations internationales susceptibles de fournir des renseignements sur la question en reçoivent communication.

ARTICLE 74.

Tout avis motivé qui serait donné par la Cour, ainsi que la requête à laquelle il répond, sont imprimés dans un recueil spécial publié sous la responsabilité du greffier.

Titre C. Erreurs.

ARTICLE 75.

La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, a la faculté de corriger toute erreur matérielle qui se serait glissée dans une ordonnance, un arrêt ou un avis, à la suite d'une faute ou d'une omission accidentelle.

Table des Matières.

CHAPITRE I. — DE LA COUR.

Titre I. — Constitution de la Cour.

Section *A. — Des juges et des assesseurs.*
Articles 1 à 8.
Section *B. — De la Présidence.*
Articles 9 à 13.
Section *C. — Des Chambres.*
Articles 14 à 16.
Section *D. — Du greffe.*
Articles 17 à 26.

the Assembly or the President of the Council of the League of Nations, or by the Secretary-General of the League under instructions from the Assembly or the Council.

The request shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, and shall be accompanied by all documents likely to throw light upon the question.

ARTICLE 73.

The Registrar shall forthwith give notice of the request for an advisory opinion to the members of the Court, and to the Members of the League of Nations, through the Secretary-General of the League of Nations, and to the States mentioned in the Annex to the Covenant.

Notice of such request shall also be given to any international organisations which are likely to be able to furnish information on the question.

ARTICLE 74.

Any opinion which may be given by the Court together with the reasons on which it is based and the request in response to which it was given, shall be printed and published in a special collection for which the Registrar shall be responsible.

Heading C. Errors.

ARTICLE 75.

The Court, or the President if the Court is not sitting, shall be entitled to correct an error in any order, judgment or opinion, arising from a slip or accidental omission.

Table of Contents.

CHAPTER I. — THE COURT.

Heading I. — Constitution of the Court.

Section *A. — Judges and Assessors.*
Articles 1 to 8.
Section *B. — The Presidency.*
Articles 9 to 13.
Section *C. — The Chambers.*
Articles 14 to 16.
Section *D. — The Registry.*
Articles 17 to 26.

Titre II. — Fonctionnement de la Cour.

Articles 27 à 31.

CHAPITRE II. — DE LA PROCEDURE.

Titre I. — Procédure contentieuse.

Section *A. — Dispositions générales.*

Articles 32 à 34.

Section *B. — Procédure devant la Cour et devant les Chambres spéciales (Articles 26 et 27 du Statut).*

i. Introduction de l'instance.
Articles 35 et 36.
ii. Procédure écrite.
Articles 37 à 42.
iii. Procédure orale.
Articles 43 à 56.
iv. Mesures conservatoires.
Article 57.
v. Intervention.
Articles 58 à 60.
vi. Accord.
Article 61.
vii. Arrêt.
Articles 62 à 65.
viii. Revision.
Article 66.

Section *C. — Procédure sommaire.*

Articles 67 à 70.

Titre II. — Procédure consultative.

Articles 71 à 74.

Titre III. — Erreurs.

Article 75.

Heading II. — Working of Court.

Articles 27 to 31.

CHAPTER II. — PROCEDURE.

Heading I. — Contentious Procedure.

Section *A. — General Provisions.*

Articles 32 to 34.

Section *B. — Procedure before the Court and before the special Chambers. (Articles 26 and 27 of the Statute)*

i. Institution of Proceedings.
Articles 35 and 36.
ii. Written Proceedings.
Articles 37 to 42.
iii. Oral Proceedings.
Articles 43 to 56.
iv. Interim Protection.
Article 57.
v Intervention.
Articles 58 to 60.
vi Agreement.
Article 61.
vii. Judgment.
Articles 62 to 65.
viii. Revision.
Article 66.

Section *C. — Summary Procedure.*

Articles 67 to 70.

Heading II. — Advisory Procedure.

Articles 71 to 74.

Heading III. — Errors.

Article 75.

ANNEXE 73.

Note du Comité chargé d'établir le texte anglais du Règlement.

(Distr. 110).

Le Comité nommé pour établir l'accord entre les textes français et anglais du règlement a l'honneur de présenter aux membres de la Cour, comme annexe à la présente note, le texte anglais qu'il vient d'établir [1]).

Le Comité se permet d'accompagner ce texte des observations suivantes, portant sur le texte français, observations qui se sont présentées à l'esprit des membres du Comité, en comparant le texte anglais avec le texte français approuvé par la Cour.

I. *Article* 9. — Le premier alinéa du texte approuvé par la Cour est ainsi conçu :

„L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin de la session ordinaire qui précède immédiatement le terme normal de leurs fonctions."

Les mots „le terme normal de leurs fonctions" se réfère, au point de vue grammatical, aux Président et Vice-Président nouvellement élus, tandis que l'intention de la Cour a été d'indiquer la fin de la période des fonctions du Président et du Vice-Président qui doivent être remplacés.

Dans cet ordre d'idées, le Comité se permet de suggérer à la Cour, la nouvelle rédaction suivante :

„L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin de la session ordinaire qui précède immédiatement le terme normal des fonctions du Président et du Vice-Président sortants."

Le Comité a jugé cette modification si nécessaire, qu'il s'est permis de l'introduire dans l'édition provisoire du texte français qui sera distribué aux membres de la Cour ce soir [2]).

II. *Article* 5 (ancien article 10). — Le texte approuvé par la Cour du dernier alinéa de l'article 10, est ainsi conçu :

„A le séance publique d'ouverture tenue après le renouvellement intégral de la Cour, la déclaration prescrite est faite d'abord par le Président, puis par le Vice-Président et ensuite dans l'ordre établi dans l'article 2."

Il a semblé au Comité qui la dernière partie de l'alinéa pourrait plus logiquement être rédigée de la manière suivante :

„. . . . puis par le Vice-Président et ensuite par les autres juges, dans l'ordre établi dans l'article 2."

Cette modification aurait en outre l'avantage de faciliter la traduction anglaise, la langue anglaise exigeant

1) voir p. 538.
2) voir p. 540.

ANNEX 73.

Note by the Committee appointed to draft the English text of the Rules of Court.

(Distr. 110).

The Committee appointed to bring the French and English texts of the Rules of Court into harmony begs to lay before the members of the Court, as an annex to the present note, the English text drafted by it [1]).

The Committee desires to submit with this text the following remarks which relate to the French text, and which suggested themselves to the members during the comparison made by them of the English text with the French text approved by the Court.

I. *Article* 9. The first paragraph of the text approved by the Court runs as follows :

„L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin de la session ordinaire qui précède immédiatement le terme normal de leurs fonctions."

The words „le terme normal de leurs fonctions" grammatically refer to the newly elected President and Vice-President, whereas the intention of the Court was to refer to the conclusion of the period of office of the retiring President and Vice-President.

The Committee therefore begs to suggest to the Court the following wording : —

„L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin de la session ordinaire qui précède immédiatement le terme normal des fonctions du Président et du Vice-Président sortants."

The Committee considered that this change was so necessary that it went so far as to make the alteration in the provisional edition of the French text which will be issued to members of the Court this evening [2]).

II. *Article* 5. (Former Article 10). The text of the last paragraph of Article 10 approved by the Court in as follows :

„A la séance publique d'ouverture tenue après le renouvellement intégral de la Cour, le déclaration prescrite est faite d'abord par le Président, puis par le Vice-Président et ensuite dans l'ordre établi dans l'article 2,"

The Committee considered that it would be more logical to word the last part of the paragraph as follows :

„. . . . puis par le Vice-Président et ensuite par les autres juges, dans l'ordre établi dans l'article 2."

This change would have the further advantage of making the English text easier to draft, as in English it

1) see p. 538.
2) see p. 540.

l'insertion de quelques mots correspondants à l'addition proposée.

III. *Article* 26. (ancien 31). — Le texte approuvé par la Cour de la dernière ligne du premier alinéa de l'article 31, porte le membre de phrase suivant :

„Il rédige sous sa responsabilité, les procès-verbaux des séances."

Il est difficile de rendre ce membre de phrase en anglais, tel qu'il se trouve conçu. Le Comité de rédaction estimant que le sens du passage en question était que les procès-verbaux sont rédigés sous la responsabilité du greffier, a trouvé une traduction anglaise exprimant cette idée.

Dans son opinion, il pourrait être utile de rapprocher le texte français au texte anglais en adoptant, par exemple, la rédaction suivante :

„Les procès-verbaux des séances sont rédigés sous sa responsabilité."

IV. Le texte de *l'article* 52 (ancien 53) tel qu'il est approuvé par la Cour, est ainsi conçu :

„Les indemnités des témoins cités sur l'initiative de la Cour, sont payées sur les fonds de la Cour."

Or, la Cour a décidé de substituer aux mots „faire citer" employés dans le texte primitif de l'article 48 (ancien 49), l'expression „inviter les parties à présenter".

Dans ces circonstances, le Comité se permet de suggérer que la rédaction suivante de l'article serait préférable :

„Les indemnités des témoins qui se présentent sur l'initiative de la Cour sont payés sur les fonds de la Cour."

V. Le texte de *l'article* 54 (ancien 55) tel qu'il a été rédigé en exécution des décisions prises par la Cour, est ainsi conçu :

„Il est établi un compte-rendu textuel des dépositions. Ce compte-rendu est lu à chaque témoin en ce qui le concerne, et approuvé par lui."

Il a paru au Comité que le mot „textuel" adopté par la Cour pourrait prêter à interprétation. Il est certain que l'intention de la Cour, en substituant au mot „sténographique" le mot „textuel" a été d'exprimer l'idée que les comptes-rendus des dépositions ne devraient pas reproduire mot à mot les déclarations des témoins, mais fournir exclusivement un relevé des points importants des témoignages. Or, l'idée provoquée par le mot „textuel" est plutôt une reproduction mot à mot.

Il faut ajouter qu'à cette équivoque, s'en ajoute une autre d'ordre purement grammatical. Le mot „textuel" ne doit, en effet, s'appliquer que lorsqu'il s'agit de la reproduction d'un texte écrit ou imprimé. Il faudrait choisir une autre expression en parlant de la reproduction d'une déclaration orale. Dans ces circonstances, le Comité exprime l'avis qu'une nouvelle rédaction de l'article devrait être préparée.

would be necessary to add some words similar to the addition proposed.

III. *Article* 26. (Former 31). The text of the last line of the first paragraph of Article 31 approved by the Court contains the following words :

„Il rédige sous sa responsabilité les procès-verbaux des séances."

It is difficult to translate these words into English as they stand. The Drafting Committee, considering that the meaning of the passage in question was that the minutes should be drafted under the supervision of the Registrar, found an English translation to express this idea.

In the Committee's opinion the French text might be brought nearer to the English text if the following wording, for instance, were adopted :

„Les procès-verbaux des séances sont rédigés sous sa responsabilité."

IV. The text of *Article* 52 (former 53) as approved by the Court is as follows :

„Les indemnités des témoins cités sur l'initiative de la Cour sont payées sur les fonds de la Cour."

The Court has decided to substitute the expression „inviter les parties à présenter" for the words „faire citer", used in the original text of Article 48 (fomer 49).

The Committee therefore suggests that the following wording of the Article would be preferable :

„Les indemnités des témoins qui se présentent sur l'initiative de la Cour sont payés sur les fonds de la Cour."

V. The text of *Article* 54, (former 55) as drafted in accordance with the decisions of the Court is as follows :

„Il est établi un compte-rendu textuel des dépositions. Ce compte-rendu est lu à chaque témoin en ce qui le concerne, et approuvé par lui."

The Committee considered that the word „textuel" used by the Court might possibly be misinterpreted. It is certain that the intention of the Court is substituting the word „textuel" for the word „sténographique" was to indicate that minutes of evidence need not reproduce word foı word the statements of witnesses, but should only give a summary of the important points of the evidence. The meaning of the word „textuel" however implies rather a word for word reproduction.

It must be added that there is here a further source of confusion, of a purely verbal nature. The word „textuel" should only be used when the reproduction of a written or printed text is referred to. Some other expression should be found to indicate the reproduction of a verbal declaration. Under these circumstances, the Committee is of the opinion that a new draft of the Article should be prepared.

VI. *Article* 61. (ancien 63). — Le dernier alinéa de l'article 61 approuvé par la Cour est ainsi conçu :

„Si au cours des débats, les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige et notifient cet accord par écrit à la Cour, avant la clôture de la procédure, la Cour donne acte de l'accord intervenu."

Le mot „débats" employé dans cet alinéa, vu à la lumière de la terminologie du Statut, donne l'impression que le règlement vise à exclure la possiblité d'un accord des parties sur la solution du litige intervenu au cours de la procédure écrite. Comme l'intention de la Cour n'a certainement pas été de limiter la possibilité de conclure des accords à la procédure orale, la Comité se permet de soumettre à la Cour la question de savoir s'il ne serait pas préférable de supprimer à l'alinéa en question, l'expression „au cours des débats" et de rédiger l'alinéa comme suit :

„Si les parties tombent d'accord sur la solution etc. . . ."

VII. Le dernier alinéa de *l'article* 66 (ancien 68) tel qu'il a été approuvé par la Cour, est ainsi conçu :

„Si la Cour, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 61 du Statut, fait dépendre, par arrêt spécial, la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt attaqué, cette condition est immédiatement portée à la connaissance du demandeur, par le greffier. La procédure en revision ouverte en vertu d'une décision de la Cour, conformément à l'alinéa 2 dudit article est suspendue jusqu'à ce que le greffier ait reçu la preuve de l'exécution préalable de l'arrêt attaqué et que cette preuve ait été admise par la Cour."

Dans l'opinion du Comité, cet alinéa vise à traiter exclusivement de l'éventualité mentionnée à l'alinéa 3 de l'article 61 du Statut, savoir : le cas où la Cour fait dépendre la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt attaqué.

Cet alinéa a pour but d'expliquer l'idée que, dans ce cas, la procédure en revision sera suspendue jusqu'à la réception, par le greffier, de la preuve de l'exécution préalable et l'admission par la Cour de cette preuve.

Dans ces circonstances, l'expression suivante qui se trouve insérée à la deuxième phrase, semble prêter à confusion : „ouverte en vertu d'une décision de la Cour, conformément à l'alinéa 2 dudit article." Cette phrase pourrait, en effet, créer l'impression que la procédure en revision pourrait s'ouvrir et poursuivre son cours pendant un certain temps, avant la suspension visée dans le dernier alinéa.

L'alinéa 3 de l'article 61 du Statut est formel, en stipulant que c'est l'ouverture même de la procédure en revision qui dépend de l'exécution préalable du jugement.

VI. *Article* 61. (former 63). The last paragraph of Article 61 as approved by the Court runs as follows :

„Si, au cours des débats, les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige et notifient cet accord par écrit à la Cour avant la clôture de la procédure, la Cour donne acte de l'accord intervenu."

The word „débats" used in this paragraph, in view of the language of the Statute, gives the impression that the intention of the Rules of Procedure is to exclude the possibility of an agreement being reached between the parties in regard to the settlement of the dispute during the course of the written proceedings.

As the Court certainly in no way intended to provide that agreement should only be reached during the course of the oral proceedings, the Committee begs to suggest that it might be preferable to omit the words „au cours des débats" from the paragraph in question, and to draft the paragraph as follows : —

Si les parties tombent d'accord sur la solution, etc. . . ."

VII. The last paragraph of *Article* 66 (former 68), as approved by the Court, runs as follows :

„Si la Cour, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 61 du Statut, fait dépendre, par arrêt spécial, la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt attaqué, cette condition est immédiatement portée à la connaissance du demandeur, par le greffier. La procédure en revision ouverte en vertu d'une décision de la Cour, conformément à l'alinéa 2 dudit article, est suspendue jusqu'à ce que le greffier ait reçu la preuve de l'exécution préalable de l'arrêt attaqué, et que cette preuve ait été admise par la Cour."

In the view of the Committee, this paragraph relates only to the circumstances referred to in paragraph 3 of Article 61 of the Statute, i. e., the event of the Court requiring previous compliance with the terms of the original judgment before admitting proceedings in revision.

The object of this paragraph is to explain that in such a case proceedings in revision shall be stayed, pending receipt by the Registrar of proof of previous compliance with the original judgment and until such proof shall have been accepted by the Court.

It seems therefore that the following expression in the second sentence may lead to confusion :

„ouverte en vertu d'une décision de la Cour, conformément à l'alinéa 2 dudit article."

These words might give the impression that proceedings in revision might commence and continue for a certain time before being stayed in accordance with the last paragraph.

Paragraph 3 of Article 61 of the Statute definitely lays down that it is the actual commencement of the proceedings in revision which is dependent upon previous

Il faut distinguer entre deux temps différents : celui où l'introduction de l'instance est faite par la communication de la demande en revision et celui de l'ouverture même de la procédure, qui dépend d'un arrêt préalable de la Cour. C'est l'ouverture de la procédure qui est tenue en suspens, en attendant l'exécution de l'arrêt attaqué.

Dans ces circonstances, la Comité de permet de proposer :

a) la suppression de l'expression en question ;

b) la fusion des deux phrases dont l'alinéa est composé, en une seule.

Ainsi amendé, l'alinéa en question, aurait la teneur suivante :

„Si la Cour, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 61 du Statut, fait dépendre, par arrêt spécial, la recevabilité de la requête, d'une exécution préalable de l'arrêt attaqué, cette condition est immédiatement portée à la connaissance du demandeur, par le Greffier ; et la procédure en revision est suspendue jusqu'à ce que le Greffier ait reçu la preuve de l'exécution préalable de l'arrêt attaqué et que cette preuve ait été admise par la Cour."

Sauf dans les cas parmi ceux mentionnés ci-dessus, où le contraire a été expressément indiqué dans la présente note, le texte anglais a été établi en conformité du texte français, tel qu'il a été approuvé par la Cour en seconde lecture

Si par conséquent, la Cour trouve utile de modifier le texte français sur les autres points, en conformité des suggestions du Comité, il faudra également reviser le texte anglais sur ces points.

Le 23 mars 1922.

compliance with the judgment. A distinction must be made between two different moments of time : the moment when proceedings are instituted by the notification of a request for revision, and the moment when the proceedings are actually commenced, the latter being dependent on a previous judgment of the Court. It is the commencement of proceedings which is stayed until such time as the previous judgment is complied with.

The Committee therefore begs to propose :

a) that the words in question be omitted ;

b) that the two clauses of which the paragraph is composed be united into one.

The paragraph in question, as thus amended, will run as follows :

„Si la Cour, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 61 du Statut, fait dépendre, par arrêt spécial, la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt atta qué, cette condition est immédiatement portée à la connaissance du demandeur par le greffier, et la procédure en revision est suspendue jusqu'à ce que le greffier ait reçu la preuve de l'exécution préalable de l'arrêt attaqué et que cette preuve ait été admise par la Cour."

Save in those cases in regard to which the contrary is definitely stated above, the English text has been drafted in conformity with the French text as approved by the Court in second reading.

If, therefore, the Court desires to amend the French text as regards the other points, in accordance with the Committee's suggestions, the English text will have to be similarly amended.

March 23d, 1922.

ANNEXE 75.

Règlement de la Cour adopté par la Cour le 24 mars 1922.

(Distr. 112).

PRÉAMBULE.

La Cour,
Vu l'article 30 de son Statut,
Arrête le présent Règlement :

CHAPITRE I. DE LA COUR.

Titre 1. — *Constitution de la Cour.*

Section *A. Des juges et des assesseurs.*

ARTICLE 1.

Sous réserve des dispositions de l'article 14 du Statut, la période de fonctions des juges titulaires et suppléants commence à courir le 1er janvier de l'année qui suit leur élection.

ARTICLE 2.

Les juges titulaires et suppléants, élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée et du Conseil de la Société des Nations, prennent séance respectivement avant les juges titulaires et suppléants élus au cours de sessions ultérieures. Les juges titulaires et suppléants élus au cours de la même session, ont le rang que leur assigne leur ancienneté d'âge. Les juges titulaires ont la préséance sur les juges suppléants.

Les juges nationaux choisis en dehors de la Cour, en vertu des dispositions de l'article 31 du Statut, prennent séance après les juges suppléants, dans l'ordre d'ancienneté d'âge.

Le tableau des juges suppléants est dressé en conformité des mêmes principes.

Le Vice-Président siège à la droite du Président. Les autres juges siègent à la gauche et à la droite du Président, selon l'ordre ci-dessus établi.

ARTICLE 3.

Les juges suppléants dont la présence est nécessaire, sont appelés dans l'ordre du tableau visé à l'article précédent, de telle sorte que chacun d'eux soit convoqué à son tour jusqu'à l'épuisement du tableau.

Lorsqu'un juge suppléant est trop éloigné du siège de la Cour pour pouvoir, selon l'opinion du Président, être touché utilement par une convocation, celle-ci sera adressée au juge suppléant qui le suit immédiatement dans l'ordre du tableau, sans préjudice du droit

ANNEX 75.

Rules of Court adopted by the Court March 24th 1922.

(Distr. 112).

PREAMBLE.

The Court,
By virtue of Article 30 of its Statute,
Adopts the present Rules :

CHAPTER I. THE COURT.

Heading 1. — *Constitution of the Court.*

Section *A. Judges and assessors.*

ARTICLE 1.

Subject to the provisions of Article 14 of the Statute, the term of office of judges and deputy-judges shall commence on January 1st of the year following their election.

ARTICLE 2.

Judges and deputy-judges elected at an earlier session of the Assembly and of the Council of the League of Nations shall take precedence respectively over judges and deputy-judges elected at a subsequent session. Judges and deputy-judges elected during the same session shall take precedence according to age. Judges shall take precedence over deputy-judges.

National judges chosen from outside the Court, under the terms of Article 31 of the Statute, shall take precedence after deputy-judges in order of age.

The list of deputy-judges shall be prepared in accordance with these principles.

The Vice-President shall take his seat on the right of the President. The other Members of the Court shall take their seats to the right and left of the President in the order laid down above.

ARTILE 3.

Deputy-judges whose presence is necessary shall be summoned in the order laid down in the list referred to in the preceding Article, that is to say, each of them will be summoned in rotation throughout the list.

Should a deputy-judge be so far from the seat of the Court that, in the opinion of the President, a summons would not reach him in sufficient time, the deputy-judge next on the list shall be summoned ; nevertheless, the judge to whom the summons should have been addressed

pour celui qui aurait dû la recevoir, d'être appelé, s'il est possible, la première fois que la présence d'un juge suppléant sera exigée.

Le juge suppléant qui a été saisi d'une affaire doit être appelé, si besoin en est en dehors de son tour, afin d'en poursuivre l'examen, jusqu'à ce que la solution soit intervenue.

L'appel fait à un juge suppléant comme juge national dans une affaire déterminée, en vertu de l'article 31 du Statut, ne compte pas pour l'application du présent article.

ARTICLE 4.

Dans le cas où une ou plusieurs parties ont le droit de nommer un juge *ad hoc* de leur nationalité, la Cour plénière peut siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze.

La Cour, après avoir constaté, en conformité de l'article 31 du Statut, que plusieurs parties font cause commune et qu'aucune d'elles ne compte, sur le siège, un juge de sa nationalité, les invite à se mettre d'accord pour désigner, dans un délai fixé par elle, un juge suppléant de la nationalité de l'une d'entre elles ; ou, s'il n'en existe pas, un juge choisi selon les principes dudit article.

Si, à l'expiration du délai, les parties n'ont pas notifié leur désignation ou leur choix, elles sont réputées avoir renoncé à la faculté que leur confère l'article 31.

ARTICLE 5.

Tout membre de la Cour, ainsi que tout juge appelé à la compléter en vertu de l'article 31 du Statut, inaugure ses fonctions en prenant, conformément à l'article 20 dudit Statut, l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience."

En vue de cette déclaration, la Cour peut, le cas échéant, être convoquée en séance publique spéciale.

A la séance publique d'ouverture tenue après le renouvellement intégral de la Cour, la déclaration prescrite est faite d'abord par le Président, puis par le Vice-Président et ensuite par les autres juges dans l'ordre établi dans l'article 2.

ARTICLE 6.

Pour l'application de l'article 18 du Statut, le Président ou, le cas échéant, le Vice-Président, convoque les juges titulaires et suppléants. Le membre mis en cause est admis à fournir des explications, après quoi la ques-

shall be called upon, if possible, on the next occasion that the presence of a deputy-judge is required.

A deputy-judge who has begun a case shall be summoned again, if necessary out of his turn, in order to continue to sit in the case until it is finished.

Should a deputy-judge be summoned to take his seat in a particular case as a national judge, under the terms of Article 31 of the Statute, such summons shall not be regarded as coming within the terms of the present Article.

ARTICLE 4.

In cases in which one or more parties are entitled to choose a judge *ad hoc* of their nationality, the full Court may sit with a number of judges exceeding eleven.

When the Court has satisfied itself, in accordance with Article 31 of the Statute, that there are several parties in the same interest and that none of them has a judge of its nationality upon the bench, the Court shall invite them, within a period to be fixed by the Court, to select by common agreement a deputy-judge of the nationality of one of the parties, should there be one ; or, should there not be one, a judge chosen in accordance with the principles of the above-mentioned Article.

Should the parties have failed to notify the Court of their selection or choice when the time limit expires, they shall be regarded as having renounced the right conferred upon them by Article 31.

ARTICLE 5.

Before entering upon his duties, each member of the Court or judge summoned to complete the Court, under the terms of Article 31 of the Statute, shall make the following solemn declaration in accordance with Article 20 of the Statute :

„I solemnly declare that I will exercise all my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously."

A special public sitting of the Court may, if necessary, be convened for this purpose.

At the public inaugural sitting held after a new election of the whole Court the required declaration shall be made first by the President, secondly by the Vice-President, and then by the remaining judges in the order laid down in Article 2.

ARTICLE 6.

For the purpose of applying Article 18 of the Statute, the President, or if necessary the Vice-President, shall convene the judges and deputy-judges. The member affected shall be allowed to furnish explanations. When

tion est discutée et mise aux voix, hors la présence de ce membre. Si l'unanimité des membres présents est acquise, le Greffier procède à la notification prescrite dans le dit article.

ARTICLE 7.

Le Président recueille tous renseignements utiles, propres à éclairer la Cour sur le choix des assesseurs techniques, dans chaque affaire. Pour les affaires mentionnées à l'article 26 du Statut, il consulte notamment le Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

Les assesseurs sont désignés, à la majorité absolue, soit par la Cour, soit par la Chambre spéciale à laquelle ressortit l'affaire à régler.

ARTICLE 8.

Les assesseurs prennent, à la première séance de la Cour à laquelle ils assistent, l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions d'assesseur en tout honneur et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience, et que j'observerai scrupuleusement toutes les prescriptions du Statut et du Règlement de la Cour."

Section *B. De la Présidence.*

ARTICLE 9.

L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin de la session ordinaire qui précède immédiatement le terme normal des fonctions du Président et du Vice-Président sortants.

Après le renouvellement intégral de la Cour, l'élection du Président et du Vice-Président a lieu au début de la session qui suit. Le Président et le Vice-Président élus dans ces circonstances entrent en fonctions le jour de leur élection ; ils restent en fonctions jusqu'à l'expiration de la seconde année qui suit celle de leur élection.

Si le Président ou le Vice-Président cesse de faire partie de la Cour avant le terme normal de ses fonctions, une élection a lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir. Si cela est nécessaire, la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.

Pour les élections visées au présent article, le vote a lieu au scrutin secret ; le candidat qui obtient la majorité absolue est déclaré élu.

he has done so the question shall be discussed and a vote shall be taken, the member in question not being present. If the members present are unanimously agreed, the Registrar shall issue the notification prescribed in the above-mentioned Article.

ARTICLE 7.

The President shall take steps to obtain all information which might be helpful to the Court in selecting technical assessors in each case. With regard to the questions referred to in Articles 26 of the Statute, he shall, in particular, consult the Governing Body of the International Labour Office.

The assessors shall be appointed by an absolute majority of votes, either by the Court or by the special Chamber which has to deal with the case in question.

ARTICLE 8.

Assessors shall make the following solemn declaration at the first sitting of the Court at which they are present :

„I solemnly declare that I will exercise my duties and powers as an assessor honourably and faithfully, impartially and conscientiously, and that I will scrupulously observe all the provisions of the Statute and of the Rules of Court."

Section *B. The Presidency.*

ARTICLE 9.

The election of the President and Vice-President shall take place at the end of the ordinary session immediately before the normal termination of the period of office of the retiring President and Vice-President.

After a new election of the whole Court, the election of the President and Vice-President shall take place at the commencement of the following session. The President and Vice-President elected in these circumstances shall take up their duties on the day of their election. They shall remain in office until the end of the second year after the year of their election.

Should the President or the Vice-President cease to belong to the Court before the expiration of their normal term of office, an election shall be held for the purpose of appointing a substitute for the unexpired portion of their term of office. If necessary, an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose.

The elections referred to in the present Article shall take place by secret ballot. The candidate obtaining an absolute majority of votes shall be declared elected.

ARTICLE 10.

Le Président dirige les travaux et les services de la Cour ; il préside ses séances plénières.

ARTICLE 11.

Le Vice-Président remplace le Président en cas d'empêchement, ou en cas de cessation de fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par la Cour à la désignation du nouveau Président.

ARTICLE 12.

Le Président doit être domicilié dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à la Haye

Les grandes vacances du Président ne doivent pas dépasser trois mois.

ARTICLE 13.

Après le renouvellement intégral de la Cour, et jusqu'à l'élection du Président et du Vice-Président, la présidence est exercée par celui des juges auquel l'ordre fixé par l'article 2 donne la préséance.

Il en est de même en cas d'empêchement simultané du Président et du Vice-Président ou en cas de vacance simultanée de leurs fonctions.

Section *C. Des Chambres.*

ARTICLE 14.

Les membres des Chambres constituées en vertu des articles 26, 27 et 29 du Statut sont désignés par la Cour siégeant en séance plénière, à la majorité absolue des voix ; il est tenu compte, pour cette désignation sous réserve des stipulations de l'article 9 dudit Statut, des préférences exprimées par les juges.

Les juges remplaçants, visés aux articles 26 et 27 du Statut, sont désignés de la même manière. Deux juges sont également désignés pour remplacer celui des juges membre de la Chambre de procédure sommaire qui se trouve dans l'impossibilité de siéger.

Il est procédé à l'élection à la fin de la session ordinaire de la Cour, et la durée assignée aux fonctions des élus a pour point de départ le 1er janvier de l'année suivante.

Toutefois, après le renouvellement intégral de la Cour, l'élection a lieu au début de la première session qui suit. La période de fonctions commence le jour de l'élection ; elle prend fin, en ce qui concerne la Chambre prévue à l'article 29 du Statut, à l'expiration de la même année et, en ce qui concerne les Chambres visées aux

ARTICLE 10.

The President shall direct the work and administration of the Court; he shall preside at the meetings of the full Court.

ARTICLE 11.

The Vice-President shall take the place of the President, should the latter be unable to be present, or, should he cease to hold office, until the new President has been appointed by the Court.

ARTICLE 12.

The President shall reside within a radius of ten kilometres from the Peace Palace at the Hague.

The main annual vacation of the President shall not exceed three months.

ARTICLE 13.

After a new election of the whole Court and until such time as the President and Vice-President have been elected, the judge who takes precedence according to the order laid down in Article 2, shall perform the duties of President.

The same principle shall be applied should both the President and the Vice-President be unable to be present, or should both appointments be vacant at the same time.

Section *C. The Chambers.*

ARTICLE 14.

The members of the Chambers constituted by virtue of Articles 26, 27 and 29 of the Statute shall be appointed at a meeting of the full Court by an absolute majority of votes, regard being had for the purposes of this selection to any preference expressed by the judges, so far as the provisions of Article 9 of the Statute permit.

The substitutes mentioned in Articles 26 and 27 of the Statute shall be appointed in the same manner. Two judges shall also be chosen to replace any member of the Chamber for summary procedure who may be unable to sit.

The election shall take place at the end of the ordinary session of the Court, and the period of appointment of the members elected shall commence on January 1st of the following year.

Nevertheless, after a new election of the whole Court the election shall take place at the beginning of the following session. The period of appointment shall commence on the date of election and shall terminate, in the case of the Chamber referred to in Article 29 of the Statute, at the end of the same year and, in the case

articles 26 et 27, à l'expiration de la deuxième année à compter de l'élection.

Les Présidents des Chambres sont nommés par la Cour en séance plénière. Cependant le Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre ; de même, le Vice-Président de la Cour préside de plein doit toute Chambre dont il est élu membre et à laquelle n'appartient pas le Président de la Cour.

ARTICLE 15.

Les Chambres spéciales pour questions de travail et pour questions de communications et de transit, ne peuvent pas siéger avec un nombre de juges plus élevé que cinq.

Sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent, la composition de la Chambre de procédure sommaire ne peut pas être modifiée.

ARTICLE 16.

Les juges suppléants ne sont convoqués pour compléter les Chambres spéciales ou la Chambre de procédure sommaire, que si le nombre requis ne peut être parfait par la présence de juges titulaires.

Section *D. Du Greffe.*

ARTICLE 17.

La Cour choisit son Greffier parmi les candidats proposés par les membres de la Cour.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité des voix. En cas de partage des voix, le Président a voix prépondérante.

Le Greffier est élu pour une période de sept ans, à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle l'élection a eu lieu. Il est rééligible.

Si le Greffier cesse ses fonctions avant l'expiration du terme ci-dessus fixé, une élection a lieu afin de lui choisir un successeur.

ARTICLE 18.

Avant son entrée en fonctions, le Greffier fait, en séance plénière de la Cour, la déclaration suivante :

„Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale."

Les autres fonctionnaires du Greffe prennent un engagement analogue devant le Président, en présence du Greffier.

of the Chambers referred to in Articles 26 and 27 ofthe Statute, at the end of the second year after the year of election.

The Presidents of the Chambers shall be appointed at a sitting of the full Court. Nevertheless, the President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he may be elected a member ; similarly, the Vice-President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he may be elected a member, provided that the President is not also a member.

ARTICLE 15.

The special Chambers for labour cases and for communications and transit cases may not sit with a greater number than five judges.

Except as provided in the second paragraph of the preceding Article, the composition of the Chamber for summary procedure may not be altered.

ARTICLE 16.

Deputy-judges shall not be summoned to complete the special Chambers or the Chamber for summary procedure, unless sufficient judges are not available to complete the number required.

Section *D. The Registry.*

ARTICLE 17.

The Court shall select its Registrar from amongst candidates proposed by members of the Court

The election shall be by secret ballot and by a majority of votes. In the event of an equality of votes, the President shall have a casting vote.

The Registrar shall be elected for a term of seven years commencing on January 1st of the year following that in which the election takes place. He may be re-elected.

Should the Registrar cease to hold his office before the expiration of the term above-mentioned, an election shall be held for the purpose of appointing a successor.

ARTICLE 18.

Before taking up his duties, the Registrar shall make the following declaration at a meeting of the full Court :

„I solemnly declare that I will perform the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent Court of International Justice in all loyalty, discretion and good conscience."

The other members of the Registry shall make a similar declaration before the President, the Registrar being present.

ARTICLE 19.

Le Greffier doit être domicilié dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à la Haye.

Les grandes vacances du Greffier ne doivent pas dépasser deux mois.

ARTICLE 20.

Le personnel du Greffe est nommé par la Cour, sur la proposition du Greffier.

ARTICLE 21.

Le statut du personnel du Greffe est adopté par le Président sur la proposition du Greffier, sauf approbation ultérieure de la Cour.

ARTICLE 22.

Sur la proposition du Greffier, la Cour détermine et modifie l'organisation du Greffe. Le Président désigne, sur la présentation du Greffier, le fonctionnaire du Greffe qui le remplace en cas d'empêchement, ou en cas de cessation de fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la désignation de son successeur.

ARTICLE 23.

Les registres des archives sont tenus de façon à donner tous les renseignements nécessaires, entre autres sur les points suivants :

1) pour chaque affaire ou question, tous les documents y relatifs, et toutes les suites données, par ordre chronologique ; tous ces documents portent le même numéro de dossier et sont numérotés selon l'ordre dans lequel ils ont été classés dans ce dossier ;

2) toutes les décisions de la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;

3) tous les avis consultatifs émis par la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;

4) toutes notifications et communications analogues envoyées par la Cour, avec référence aux dossiers respectifs ;

Les index figurant dans les archives comprennent :

1) un fichier de noms propres avec les références nécessaires ;

2) un fichier des sujets par ordre de matières, aves les références nécessaires.

ARTICLE 24.

Aux heures fixées par le Président, le Greffier reçoit tous documents, et fournit tous renseignements sous

ARTICLE 19.

The Registrar shall reside within a radius of ten kilometres from the Peace Palace at The Hague.

The main annual vacation of the Registrar shall not exceed two months.

ARTICLE 20.

The staff of the Registry shall be appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar.

ARTICLE 21.

The Regulations for the Staff of the Registry shall be adopted by the President on the proposal of the Registrar, subject to subsequent approval by the Court.

ARTICLE 22.

The Court shall determine or modify the organisation of the Registry upon proposals submitted by the Registrar. On the proposal of the Registrar, the President shall appoint the member of the Registry who is to act for the Registrar in his absence or, in the event of his ceasing to hold his office, until a successor has been appointed.

ARTICLE 23.

The registers kept in the archives shall be so arranged as to give particulars with regard to the following points amongst others :

1) for each case or question, all documents pertaining to it and all action taken with regard to it in chronological order ; all such documents shall bear the same file number and shall be numbered consecutively within the file ;

2) all decisions of the Court in chronological order with references to the respective files ;

3) all advisory opinions given by the Court in chronological order, with references to the respective files ;

4) all notifications and similar communications sent out by the Court, with references to the respective files.

Indexes kept in the archives shall comprise :

1) a card index of names with necessary references ;

2) a card index of subject matter with like references.

ARTICLE 24.

During hours to be fixed by the President the Registrar shall receive any documents and reply to any

réserve de l'article 38 du présent Règlement ainsi que de son devoir professionnel de discrétion.

ARTICLE 25.

Le Greffier sert d'intermédiaire à toutes les communications émanant de la Cour ou qui lui sont adressées.

Le Greffier veille à ce que la date d'expédition et de réception de toutes ces communications et notifications puisse être facilement contrôlée. En cas d'expédition par la poste de communications ou notifications, celles-ci sont recommandées. Les communications adressées aux représentants officiels ou aux agents des parties, sont considérées comme ayant été adressées aux parties elles-mêmes. La date de réception est notée sur tous les documents parvenant au Greffier et il en est donné à l'expéditeur, sur la demande de celui-ci, un reçu portant la date de réception de ces documents et les numéros sous lesquels ils ont été enregistrés.

ARTICLE 26.

Le Greffier a la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il a la garde des sceaux et cachets. Il assiste à toutes les séances plénières de la Cour et, soit en personne, soit en désignant un représentant approuvé par la Cour, à toutes les séances des diverses Chambres ; les procès-verbaux des séances sont rédigés sous sa responsabilité.

De plus, il remplit toutes les fonctions qui peuvent lui être dévolues aux termes du présent Règlement.

Une Instruction approuvée par le Président, sur la proposition du Greffier, détermine le détail des attributions du Greffe.

Titre 2. — Fonctionnement de la Cour.

ARTICLE 27.

L'année qui suit le renouvellement intégral de la Cour, la session ordinaire de celle-ci commence le quinze janvier.

Si le jour fixé pour une session est considéré comme jour férié à l'endroit où siège la Cour, la session commence le jour ouvrable suivant.

ARTICLE 28.

Le rôle des affaires est dressé et tenu à jour par le Greffier sous la responsabilité du Président. Le rôle, pour une session déterminée, contient toutes les questions soumises à la Cour pour avis consultatif, ainsi que toutes les affaires à elle soumises pour décision et pour lesquelles la procédure écrite est terminée, dans l'ordre de réception par le Greffier de l'acte par lequel la Cour a été

enquiries, subject to the provisions of Article 38 of the present Rules and to the observance of professional secrecy.

ARTICLE 25.

The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

The Registrar shall ensure that the date of despatch and receipt of all communications and notifications may readily be verified. Communications and notifications sent by post shall be registered. Communications addressed to the official representatives or to the agents of the parties shall be considered as having been addressed to the parties themselves. The date of receipt shall be noted on all documents received by the Registrar, and a receipt bearing this date and the number under which the document has been registered shall be given to the sender, if a request to that effect be made.

ARTICLE 26.

The Registrar shall be responsible for the archives, the accounts and all administrative work. He shall have the custody of the seals and stamps of the Court. He shall himself be present at all meetings of the full Court and either he, or a person appointed to represent him with the approval of the Court, shall be present at all sittings of the various Chambers ; he shall be responsible for drawing up the minutes of the meetings.

He shall further undertake all duties which may be laid upon him by the present Rules.

The duties of the Registry shall be set forth in detail in a List of Instructions to be submitted by the Registrar to the President for his approval.

Heading 2. — Working of the Court.

ARTICLE 27.

In the year following a new election of the whole Court the ordinary annual session shall commence on the fifteenth of January.

If the day fixed for the opening of a session is regarded as a holiday at the place where the Court is sitting, the session shall be opened on the working day following.

ARTICLE 28.

The list of cases shall be prepared and kept up to date by the Registrar under the responsibility of the President. The list for each session shall contain all questions submitted to the Court for an advisory opinion and all cases in regard to which the written proceedings are concluded, in the order in which the documents submitting each question or case have been

saisie de la question ou de l'affaire. Dans le cas où, au cours d'une session, une question est portée devant la Chambre, ou la procédure écrite au sujet d'une affaire ou question vient à se terminer, il appartient à la Cour de décider si cette question ou affaire doit être ajoutée au rôle de la session.

Le Greffier prépare et tient à jour des extraits du rôle ci-dessus, indiquant tous les litiges qui doivent être examinés respectivement par les Chambres.

Enfin, le Greffier prépare et tient à jour un rôle des affaires soumises à révision.

ARTICLE 29.

Pendant les sessions, les dates et heures des séances sont fixées par le Président.

ARTICLE 30.

Si, dans une des séances plénières de la Cour, il est impossible d'atteindre le quorum exigé, la Cour s'ajourne jusqu'à ce que le quorum soit atteint.

ARTICLE 31.

La Cour délibère en Chambre du conseil sur la décision de toute affaire ou sur la réponse à toute question à elle soumises.

Pendant les délibérations visées à l'alinéa précédent, seules les personnes autorisées à y prendre part, ainsi que le Greffier, sont présents dans la Chambre du conseil. Aucune autre personne ne peut y être admise qu'en vertu d'une décision spéciale de la Cour motivée par des circonstances exceptionnelles.

Chacun des membres de la Cour, présents à la délibération, exprime son opinion motivée.

Les conclusions adoptées, après discussion finale, par la majorité des membres, déterminent la décision de la Cour.

Tout membre de la Cour peut demander qu'une question, devant être mise aux voix, soit formulée en termes précis dans les deux langues officielles et distribuée à la Cour. Il est fait droit à cette demande.

CHAPITRE II. DE LA PROCEDURE.

Titre I. — *Procédure contentieuse.*

Section *A. Dispositions générales.*

ARTICLE 32.

Les dispositions du présent titre sont établies sans préjudice de l'adoption par la Cour d'autres règles que les parties intéressées pourraient proposer d'un commun

received by the Registrar. If in the course of a session, a question is submitted to the Court or the written proceedings in regard to any case are concluded, the Court shall decide whether such question or case shall be added to the list for that session.

The Registrar shall prepare and keep up to date extracts from the above list showing the cases to be dealt with by the respective Chambers.

The Registrar shall also prepare and keep a list of cases for revision.

ARTICLE 29.

During the sessions the dates and hours of sittings shall be fixed by the President.

ARTICLE 30.

If at any sitting of the full Court it is impossible to obtain the prescribed quorum, the Court shall adjourn until the quorum is obtained.

ARTICLE 31.

The Court shall sit in private to deliberate upon the decision of any case or on the reply to any question submitted to it.

During the deliberation referred to in the preceding paragraph, only persons authorised to take part in the deliberation and the Registrar shall be present. No other person shall be admitted except by virtue of a special decision taken by the Court, having regard to exceptional circumstances.

Every member of the Court who is present at the deliberation shall state his opinion together with the reasons on which it is based.

The decision of the Court shall be based upon the conclusions adopted after final discussion by a majority of the members.

Any member of the Court may request that a question which is to be voted upon shall be drawn up in precise terms in both the official languages and distributed to the Court. A request to this effect shall be complied with.

CHAPTER II. PROCEDURE.

Heading I. — *Contentious Procedure.*

Section *A. General Provisions.*

ARTICLE 32.

The rules contained under this heading shall in no way preclude the adoption by the Court of such other rules as may be jointly proposed by the parties concerned,

accord, en tenant compte des circonstances particulières à chaque affaire.

ARTICLE 33.

Dans chaque cas déterminé, les délais sont fixés par la Cour en assignant une date précise pour les divers actes de procédure ; elle tient compte, autant que possible, de l'accord des parties.

La Cour peut prolonger les délais fixés par elle. Elle peut également, dans des circonstances spéciales, décider qu'un acte de procédure entrepris après l'expiration du délai fixé, est considéré comme valable.

Si la Cour ne siège pas, et sous réserve de toute décision ultérieure qu'elle pourrait prendre, les pouvoirs qui lui sont conférés, aux termes du présent article, s ont exercés par le Président.

ARTICLE 34.

Toute pièce de procédure présentée à la Cour doit être accompagnée d'au moins trente copies imprimées et certifiées conformes. Le Président a la faculté d'ordonner le dépôt de copies supplémentaires.

Section *B. Procédure devant la Cour et devant les Chambres spéciales (articles 26 et 27 du Statut).*

i. Introduction de l'instance.

ARTICLE 35.

Lorsque la Cour est saisie d'une affaire par un compromis, celui-ci, ou l'acte par lequel il est notifié à la Cour, mentionne les domiciles élus au siège de la Cour où les notifications et communications aux parties doivent être respectivement envoyées.

Dans tous autres cas où la Cour est compétente, la requête comprend, outre l'indication de l'objet du différend et des parties en cause, un exposé succinct des faits, la désignation de la chose demandée, ainsi que l'élection au siège de la Cour d'un domicile où les notifications et communications sont envoyées.

Si l'instance est introduite par une requête, la première pièce de procédure notifiée en réponse à celle-ci fait mention du domicile élu au siège de la Cour, où toute notification ou communication ultérieure concernant l'affaire doit être envoyée.

Si la notification du compromis ou la requête contient une demande tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à l'une des Chambres spéciales visées aux articles 26 et 27 du Statut, il est fait droit à cette demande pour autant que les parties sont d'accord.

Il en est de même si la demande vise l'adjonction d'assesseurs techniques aux termes de l'article 27 du

due regard being paid to the particular circumstances of each case.

ARTICLE 33.

The Court shall fix time limits in each case by assigning a definite date for the completion of the various acts of procedure, having regard as far as possible to any agreement between the parties.

The Court may extend time limits which it has fixed. It may likewise decide in certain circumstances that any proceeding taken after the expiration of a time limit shall be considered as valid.

If the Court is not sitting the powers conferred upon it by this article shall be exercised by the President, subject to any subsequent decision of the Court.

ARTICLE 34.

All documents of the written proceedings submitted to the Court shall be accompanied by not less than thirty printed copies certified correct. The President may order additional copies to be supplied.

Section *B. Procedure before the Court and before the special Chambers (Articles 26 and 27 of the Statute).*

i. Institution of Proceedings.

ARTICLE 35.

When a case is brought before the Court by means of a special agreement, the latter, or the document notifying the Court of the agreement, shall mention the addresses selected at the seat of the Court to which notices and communications intended for the respective parties are to be sent.

In all other cases in which the Court has jurisdiction, the application shall include, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the parties concerned, a succinct statement of facts, an indication of the claim and the address selected at the seat of the Court to which notices and communications are to be sent.

Should proceedings be instituted by means of an application, the first document sent in reply thereto shall mention the address selected at the seat of the Court to which subsequent notices and communications in regard to the case are to be sent.

Should the notice of a special agreement, or the application, contain a request that the case be referred to one of the special Chambers mentioned in Articles 26 or 27 of the Statute, such request shall be complied with, provided that the parties are in agreement.

Similarly, a request to the effect that technical assessors be attached to the Court, in accordance with

Statut, ou le renvoi de l'affaire devant la Chambre de procédure sommaire, pourvu, dans ce dernier cas, que l'affaire ne concerne pas les matières indiquées aux articles 26 et 27 du Statut.

ARTICLE 36.

Le Greffier communique immédiatement à tous les membres de la Cour les compromis ou requêtes qui lui ont été notifiés.

ii. Procédure écrite.

ARTICLE 37.

Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu soit en français, soit en anglais, les pièces de procédure sont présentées seulement dans la langue adoptée par les parties.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il est fait usage, les pièces sont présentées en français ou en anglais.

Si l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais est autorisé, une traduction en français ou en anglais est jointe à l'original des pièces présentées.

Le Greffier n'est pas tenu de préparer des traductions des pièces présentées conformément aux dispositions ci-dessus.

Dans le cas de pièces volumineuses, la Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, peut autoriser, sur demande de la partie intéressée, la présentation de traductions partielles.

ARTICLE 38.

La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, après avoir entendu les parties, peut ordonner que le Greffier tienne à la disposition du gouvernement de tout Etat admis à ester en justice devant la Cour, les mémoires et contremémoires de chaque affaire.

ARTICLE 39.

Si l'instance est introduite par la notification d'un compromis, et sauf accord contraire des parties, les pièces de procédure suivantes peuvent être présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

un mémoire, par chacune des parties, dans un même délai ;

un contremémoire, par chacune des parties, dans un même délai ;

une réplique, par chacune des parties, dans un même délai.

Article 27 of the Statute, or that the case be referred to the Chamber for summary procedure shall also be granted ; compliance with the latter request is, however, subject to the condition that the case does not refer to any of the questions indicated in Articles 26 and 27 of the Statute.

ARTICLE 36.

The Registrar shall forthwith communicate to all members of the Court special agreements or applications which have been notified to him.

ii. Written Proceedings.

ARTICLE 37.

Should the parties agree that the proceedings shall be conducted in French or in English, the documents constituting the written procedure shall be submitted only in the language adopted by the parties.

In the absence of an agreement with regard to the language to be employed, documents shall be submitted in French or in English.

Should the use of a language other than French or English be authorised, a translation into French or into English shall be attached to the original of each document submitted.

The Registrar shall not be bound to make translations of documents submitted in accordance with the above rules.

In the case of voluminous documents the Court, or the President if the Court is not sitting, may, at the request of the party concerned, sanction the submission of translations of portions of documents only.

ARTICLE 38.

The Court, or the President, if the Court is not sitting, may, after hearing the parties, order the Registrar to hold the cases and countercases of each suit at the disposal of the Government of any State which is entitled to appear before the Court.

ARTICLE 39.

In cases in which proceedings have been instituted by means of a special agreement, the following documents may be presented in the order stated below, provided that no agreement to the contrary has been concluded between the parties :

a case, submitted by each party within the same limit of time ;

a counter-case, submitted by each party within the same limit of time ;

a reply, submitted by each party within the same limit of time.

Si l'instance est introduite par requête, et sauf accord contraire des parties, les pièces de procédure sont présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

le mémoire, par la partie demanderesse ;
le contremémoire, par la partie défenderesse ;
la réplique par la partie demanderesse ;
la duplique par la partie défenderesse.

ARTICLE 40.

Les mémoires comprennent :

1) un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée ;

2) un exposé de droit ;

3) les conclusions ;

4) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées au mémoire.

Les contremémoires comprennent :

1) la reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire ;

2) le cas échéant, un exposé additionnel des faits ;

3) un exposé de droit ;

4) des conclusions fondées sur les faits énoncés ; ces conclusions peuvent comprendre des demandes reconventionnelles, pour autant que ces dernières rentrent dans la compétence de la Cour ;

5) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées au contre-mémoire.

ARTICLE 41.

La procédure écrite une fois terminée, le Président fixe la date d'ouverture de la procédure orale.

ARTICLE 42.

Le Greffier transmet à chacun des membres de la Cour, au fur et à mesure de leur présentation, copie de toutes les pièces formant le dossier complet de l'affaire.

iii. Procédure orale.

ARTICLE 43.

En cas de séance publique, le Greffier fait publier dans les journaux toutes indications utiles sur la date et l'heure fixées

ARTICLE 44.

Le Greffier prend toutes dispositions pour pouvoir faire traduire de français en anglais ou d'anglais en français, les exposés, questions et réponses, comme la Cour en ordonne.

Lorsque, soit aux termes du troisième alinéa de l'article 39 du Statut, soit dans un cas particulier, une langue

When proceedings are instituted by means of an application, failing any agreement to the contrary between the parties, the documents shall be presented in the order stated below ;

the case by the applicant ;
the counter-case by the respondent ;
the reply by the applicant ;
the rejoinder by the respondent.

ARTICLE 40.

Cases shall contain :

1) a statement of the facts on which the claim is based ;

2) a statement of law ;

3) a statement of conclusions ;

4) a list of the documents in support; these documents shall be attached to the case.

Counter-cases shall contain :

1) the affirmation or contestation of the facts stated in the case ;

2) a statement of additional facts, if any ;

3) a statement of law ;

4) conclusions based on the facts stated ; these conclusions may include counter-claims, in so far as the latter come within the jurisdiction of the Court ;

5) a list of the documents in support ; these documents shall be attached to the counter-case.

ARTICLE 41.

Upon the termination of the written proceedings the President shall fix a date for the commencement of the oral proceedings.

ARTICLE 42.

The Registrar shall forward to each of the members of the Court, a copy of all documents in the case as he receives them.

iii. Oral Proceedings.

ARTICLE 43.

In the case of a public sitting, the Registrar shall publish in the Press all necessary information as to the date and hour fixed.

ARTICLE 44.

The Registrar shall arrange for the interpretation from French into English and from English into French of all statements, questions and answers which the Court may direct to be so interpreted.

Whenever a language other than French or English is employed, either under the terms of the third paragraph

autre que le français ou l'anglais est employée, il incombe à la partie intéressée de prendre toutes dispositions pour la traduction dans l'une ou l'autre des langues officielles. Dans le cas de témoins ou d'experts qui se présentent sur l'invitation de la Cour, ce devoir incombe au Greffier.

ARTICLE 45.

Dans chaque cas particulier, la Cour statue sur la question de savoir si les représentants des parties doivent plaider avant ou après la présentation des divers moyens de preuve, la discussion de ces moyens étant toujours réservée.

ARTICLE 46.

L'ordre dans lequel les agents, avocats ou conseils sont appelés à prendre la parole, est déterminé par la Cour, sauf accord à ce sujet entre les parties.

ARTICLE 47.

Chaque partie fait connaître à la Cour et aux autres parties, en temps utile, avant l'ouverture de la procédure orale, tous moyens de preuve qu'elle entend employer, ainsi que les noms, prénoms, qualité et domicile des témoins qu'elle désire faire entendre.

Elle indique également, en termes généraux, le ou les points sur lesquels doit porter le témoignage.

ARTICLE 48.

La Cour peut, sous réserve des dispositions de l'article 44 du Statut, inviter les parties à présenter des témoins ou demander la production de tous autres moyens de preuve sur des points de fait au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord.

ARTICLE 49.

La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, prend, soit à la demande de l'une des parties, soit sur sa propre initiative, les mesures requises en vue de l'audition de témoins en dehors de la Cour.

ARTICLE 50.

Avant de faire sa déposition devant la Cour, chaque témoin prend l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement, en tout honneur et en toute conscience, que je dirai la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité."

ARTICLE 51.

Les témoins sont interrogés par les représentants des parties sous l'autorité du Président. Des questions peuvent leur être posées par le Président et après lui par les juges.

of Article 39 of the Statute or in a particular instance, the necessary arrangements for translation into one of the two official languages shall be made by the party concerned. In the case of witnesses or experts who appear at the instance of the Court, these arrangements shall be made by the Registrar.

ARTICLE 45.

The Court shall determine in each case whether the representatives of the parties shall address the Court before or after the production of the evidence ; the parties shall, however, retain the right to comment on the evidence given.

ARTICLE 46.

The order in which the agents, advocates or counsel, shall be called upon to speak shall be determined by the Court, failing an agreement between the parties on the subject.

ARTICLE 47.

In sufficient time before the opening of the oral proceedings, each party shall inform the Court and the other parties of all evidence which it intends to produce, together with the names, Christian names, description and residence of witnesses whom it desires to be heard.

It shall further give a general indication of the point or points to which the evidence is to refer.

ARTICLE 48.

The Court may, subject to the provisions of Article 44 of the Statute, invite the parties to call witnesses, or may call for the production of any other evidence on points of fact in regard to which the parties are not in agreement.

ARTICLE 49.

The Court, or the President should the Court not be sitting, shall, at the request of one of the parties or on its own initiative, take the necessary steps for the examination of witnesses out of Court.

ARTICLE 50.

Each witness shall make the following solemn declaration before giving his evidence in Court :

„I solemnly declare upon my honour and conscience that I will speak the truth, the whole truth and nothing but the truth."

ARTICLE 51.

Witnesses shall be examined by the representatives of the parties under the control of the President. Questions may be put to them by the President and afterwards by the judges.

ARTICLE 52.

Les indemnités des témoins qui se présentent sur l'invitation de la Cour sont payées sur les fonds de la Cour.

ARTICLE 53.

Tout rapport ou tout procès-verbal concernant une enquête faite à la demande de la Cour en conformité de l'article 50 du Statut, ainsi que les rapports d'experts, présentés à la Cour aux termes du même article, sont immédiatement communiqués aux parties.

ARTICLE 54.

Il est établi un compte-rendu des dépositions. Ce compte-rendu est lu à chaque témoin en ce qui le concerne et approuvé par lui.

La Cour décide dans chaque cas spécial, s'il doit être établi, pour son usage, des comptes-rendus sténographiques de tout ou partie des autres éléments de la procédure orale.

ARTICLE 55.

Le procès-verbal visé à l'article 47 du Statut mentionne notamment :

1) les noms des juges ;
2) les noms des agents, avocats et conseils ;
3) les noms, prénoms, qualité et domicile des témoins entendus ;
4) l'indication des autres preuves employées ;
5) les déclarations faites par les parties ;
6) toutes décisions de la Cour prises à l'audience.

ARTICLE 56.

Avant la clôture des débats, chaque partie peut présenter la note de ses frais.

iv. Mesures conservatoires.

ARTICLE 57.

Lorsque la Cour ne siège pas, l'indication des mesures conservatoires est faite par le Président.

En cas de refus de la part des parties, de se conformer aux indications de la Cour ou du Président concernant les mesures conservatoires, il en est pris acte.

v. Intervention.

ARTICLE 58.

Toute requête à fin d'intervention, aux termes de l'article 62 du Statut, est communiqué au Greffier au

ARTICLE 52.

The indemnities of witnesses who appear at the instance of the Court shall be paid out of the funds of the Court.

ARTICLE 53.

Any report or record of an enquiry carried out at the request of the Court, under the terms of Article 50 of the Statute, and reports furnished to the Court by experts, in accordance with the same Article, shall be forthwith communicated to the parties.

ARTICLE 54.

A record shall be made of the evidence taken. The portion containing the evidence of each witness shall be read over to him and approved by him.

As regards the remainder of the oral proceedings, the Court shall decide in each case whether verbatim records of all or certain portions of them shall be prepared for its own use.

ARTICLE 55.

The minutes mentioned in Article 47 of the Statute shall in particular include :

1) the names of the judges ;
2) the names of the agents, advocates and counsel ;
3) the names, Christian names, description and residence of witnesses heard ;
4) a specification of other evidence produced ;
5) any declarations made by the parties ;
6) all decisions taken by the Court during the hearing.

ARTICLE 56.

Before the oral proceedings are concluded each party may present his bill of costs.

iv. Interim Protection.

ARTICLE 57.

When the Court is not sitting, any measures for the preservation in the meantime of the respective rights of the parties shall be indicated by the President.

Any refusal by the parties to conform to the suggestions of the Court or of the President, with regard to such measures, shall be placed on record.

v. Intervention.

ARTICLE 58.

An application for permission to intervene, under the terms of Article 62 of the Statute, must be communi-

plus tard avant l'ouverture de la procédure orale.

La Cour peut, toutefois, en raison de circonstances exceptionnelles, prendre en considération une requête présentée plus tard.

ARTICLE 59.

La requête visée à l'article précédent contient :

1) la spécification de l'affaire ;

2) l'exposé des raisons de droit et de fait justifiant l'intervention ;

3) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

La requête est immédiatement communiquée aux parties qui font parvenir au Greffier leurs observations dans le délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.

ARTICLE 60.

Tout Etat désirant intervenir aux termes de l'article 63 du Statut, en informe par écrit le Greffier au plus tard avant la procédure orale.

La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, prend les mesures nécessaires pour permettre à l'Etat intervenant de prendre connaissance des documents de l'affaire, pour autant qu'ils concernent l'interprétation de la convention en cause, et de soumettre à la Cour ses observations à ce sujet.

vi. Accord.

ARTICLE 61.

Si les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige, et notifient cet accord par écrit à la Cour avant la clôture de la procédure, la Cour donne acte de l'accord intervenu.

Si, d'un commun accord, les parties notifient par écrit à la Cour qu'elles renoncent à poursuivre la procédure, la Cour prend acte de cette renonciation et la procédure prend fin.

vii. Arrêt.

ARTICLE 62.

L'arrêt comprend :

1) la date à laquelle il est rendu ;

2) les noms des juges qui y ont pris part ;

cated to the Registrar at latest before the commencement of the oral proceedings.

Nevertheless the Court may, in exceptional circumstances, consider an application submitted at a later stage.

ARTICLE 59.

The application referred to in the preceding Article shall contain :

1. a specification of the case in which the applicant desires to intervene ;

2. a statement of law and of fact justifying intervention ;

3. a list of the documents in support of the application ; these documents shall be attached.

Such application shall be immediately communicated to the parties, who shall send to the Registrar any observations which they may desire to make within a period to be fixed by the Court, or by the President, should the Court not be sitting.

ARTICLE 60.

Any State desiring to intervene, under the terms of Article 63 of the Statute, shall inform the Registrar in writing at latest before the commencement of the oral proceedings.

The Court, or the President if the Court is not sitting, shall take the necessary steps to enable the intervening State to inspect the documents in the case, in so far as they relate to the interpretation of the convention in question, and to submit its observations thereon to the Court.

vi. Agreement.

ARTICLE 61.

If the parties conclude an agreement regarding the settlement of the dispute and give written notice of such agreement to the Court before the close of the proceedings the Court shall officially record the conclusion of the agreement.

Should the parties by mutual agreement notify the Court in writing that they intend to break off proceedings, the Court shall officially record the fact and proceedings shall be terminated.

vii. Judgment.

ARTICLE 62.

The judgment shall contain :

1) the date on which it is pronounced ;

2) the names of the judges participating ;

3) l'indication des parties ;
4) les noms des agents des parties ;
5) les conclusions des parties ;
6) les circonstances de fait ;
7) les raisons de droit ;
8) le dispositif ;
9) la décision visée à l'article 64 du Statut, s'il y a lieu.

Les opinions contraires des juges qui le désirent sont jointes à l'arrêt.

ARTICLES 63.

Après lecture en séance publique, le texte de l'arrêt est immédiatement communiqué à toutes les parties intéressées et au Secrétaire général de la Société des Nations.

ARTICLE 64.

L'arrêt est considéré comme ayant force obligatoire du jour où il a été lu en séance publique, conformément à l'article 58 du Statut.

ARTICLE 65.

Un recueil imprimé des arrêts de la Cour est publié sous la responsabilité du Greffier.

viii. Revision.

ARTICLE 66.

La demande en revision est introduite dans les mêmes formes que la requête visée à l'article 40 du Statut.

Elle comprend :

1) la mention de l'arrêt attaqué ;
2) le fait sur lequel la requête est fondée ;
3) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

Le Greffier doit notifier immédiatement la demande en revision aux autres parties intéressées ; celles-ci peuvent présenter leurs observations, dans le délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.

Si l'arrêt attaqué a été rendu en séance plénière, la Cour connaît, également en séance plénière, de la demande en revision. Si l'arrêt attaqué a été rendu par une des Chambres visées aux articles 26, 27 ou 29 du Statut, la même Chambre connaît de la demande en revision. Dans tous les cas, l'article 13 du Statut est applicable.

Si la Cour, en vertu du troisième alinéa de l'article 61 du Statut, fait dépendre, par arrêt spécial, la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt

3) the names and style of the parties ;
4) the names of the agents of the parties ;
5) the conclusions of the parties ;
6) the matters of fact ;
7) the reasons in point of law ;
8) the operative provisions of the judgment ;
9) the decision, if any, referred to in Article 64 of the Statute.

The opinions of judges who dissent from the judgment, shall be attached thereto should they express a desire to that effect.

ARTICLE 63.

After having been read in open Court the text of the judgment shall forth with be communicated to all parties concerned and to the Secretary-General of the League of Nations.

ARTICLE 64.

The judgment shall be regarded as taking effect on the day on which it is read in open Court, in accordance with Article 58 of the Statute.

ARTICLE 65.

A collection of the judgments of the Court shall be printed and published under the responsibility of the Registrar.

viii. Revision.

ARTICLE 66.

Application for revision shall be made in the same form as the application mentioned in article 40 of the Statute.

It shall contain :

1) the reference to the judgment impeached ;
2) the fact on which the application is based ;
3) a list of the documents in support ; these documents shall be attached.

It shall be the duty of the Registrar to give immediate notice of an application for revision to the other parties concerned. The latter may submit observations within a time limit to be fixed by the Court, or by the President should the Court not be sitting.

If the judgment impeached was pronounced by the full Court, the application for revision shall also be dealt with by the full Court. If the judgment impeached was pronounced by one of the Chambers mentioned inArticles 26, 27 or 29 of the Statute, the application for revision shall be dealt with by the same Chamber. The provisions of Article 13 of the Statute shall apply in all cases.

If the Court, under the third paragraph of Article 61 of the Statute, makes a special order rendering the admission of the application conditional upon previous compli-

attaqué, cette condition est immédiatement portée à la connaissance du demandeur par le Greffier, et la procédure en revision est suspendue jusqu'à ce que le Greffier ait reçu la preuve de l'exécution préalable de l'arrêt attaqué et que cette preuve ait été admise par la Cour.

Section *C. Procédure sommaire.*

ARTICLE 67.

Sous réserve des dispositions de la présente section, les règles fixées pour la procédure devant la Cour plénière s'appliquent à la procédure sommaire.

ARTICLE 68.

Dès réception par le Greffier de l'acte introductif d'instance d'une affaire qui, en vertu de l'accord des parties, doit être réglée en procédure sommaire, le Président convoque, dans le délai le plus bref possible, la Chambre visée à l'article 29 du Statut.

ARTICLE 69.

La procédure sommaire est ouverte par la présentation par chaque partie, d'un mémoire écrit. Communication en est faite par le Greffier aux membres de la Chambre et à la partie adverse.

Les mémoires font mention des moyens de preuve que les parties désirent éventuellement employer.

Si la Chambre ne se considère pas comme suffisamment éclairée par les mémoires, elle peut instituer, sauf accord contraire des parties, une procédure orale. Elle fixe la date pour l'ouverture de cette procédure.

A l'audience, la Chambre demande aux parties des explications verbales. Elle peut admettre la production de tous moyens de preuve mentionnés dans les mémoires.

Si l'audition des témoins ou experts, dont les noms sont indiqués dans les mémoires, est demandée, ces témoins ou experts doivent se trouver, en temps utile, à la disposition de la Chambre.

ARTICLE 70.

L'arrêt est rendu par la Cour statuant en Chambre de procédure sommaire, et lecture en est donnée en audience publique de la Chambre.

Titre 2. — Procédure consultative.

ARTICLE 71.

Les avis consultatifs sont émis après délibération par la Cour en séance plénière.

ance with the terms of the judgment impeached, this condition shall be immediately communicated to the applicant by the Registrar, and proceedings in revision shall be stayed pending receipt by the Registrar of proof of previous compliance with the original judgment and until such proof shall have been accepted by the Court.

Section *C. Summary Procedure.*

ARTICLE 67.

Except as provided under the present section the rules for procedure before the full Court shall apply to summary procedure.

ARTICLE 68.

Upon receipt by the Registrar of the document instituting proceedings in a case which, by virtue of an agreement between the parties, is to be dealt with by summary procedure, the President shall convene as soon as possible the Chamber referred to in Article 29 of the Statute.

ARTICLE 69.

The proceedings are opened by the presentation of a case by each party. These cases shall be communicated by the Registrar to the members of the Chamber and to the opposing party.

The cases shall contain reference to all evidence which the parties may desire to produce.

Should the Chamber consider that the cases do not furnish adequate information, it may, in the absence of an agreement to the contrary between the parties, institute oral proceedings. It shall fix a date for the commencement of the oral proceedings.

At the hearing, the Chamber shall call upon the parties to supply oral explanations. It may sanction the production of any evidence mentioned in the cases.

If it is desired that witnesses or experts whose names are mentioned in the case should be heard, such witnesses or experts must be available to appear before the Chamber when required.

ARTICLE 70.

The judgment is the judgment of the Court rendered in the Chamber of summary procedure. It shall be read at a public sitting of the Chamber.

Heading 2. — Advisory Procedure.

ARTICLE 71.

Advisory opinions shall be given after deliberation by the full Court.

Les opinions dissidentes des juges qui le désirent sont jointes à l'avis.

ARTICLE 72.

Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est demandé, sont exposées à la Cour par une requête écrite, signée soit par le Président de l'Assemblée ou par le Président du Conseil de la Société des Nations, soit par le Secrétaire général de la Société agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

La requête formule, en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question.

ARTICLE 73.

Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif, aux membres de la Cour ainsi qu'aux Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général de la Société, et aux Etats mentionnés à l'Annexe du Pacte.

Les organisations internationales susceptibles de fournir des renseignements sur la question en reçoivent communications.

ARTICLE 74.

Tout avis consultatif qui serait donné par la Cour, ainsi que la requête à laquelle il répond, sont imprimés dans un recueil spécial publié sous la responsabilité du Greffier.

Titre 3. — *Erreurs.*

ARTICLE 75.

La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, a la faculté de corriger toute erreur matérielle qui se serait glissée dans une ordonnance, un arrêt ou un avis, à la suite d'une faute ou d'une omission accidentelle.

Fait à la Haye, le vingt-quatre mars mil neuf cent vingt-deux.

Le Président :
(signé) LODER.
Le Greffier :
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

The opinions of dissenting judges may, at their request, be attached to the opinion of the Court.

ARTICLE 72.

Questions upon which the advisory opinion of the Court is asked shall be laid before the Court by means of a written request, signed either by the President of the Assembly or the President of the Council of the League of Nations, or by the Secretary-General of the League under instructions from the Assembly or the Council.

The request shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, and shall be accompanied by all documents likely to throw light upon the question.

ARTICLE 73.

The Registrar shall forthwith give notice of the request for an advisory opinion to the members of the Court and to the Members of the League of Nations, through the Secretary-General of the League, and to the States mentioned in the Annex to the Covenant.

Notice of such request shall also be given to any international organisations which are likely to be able to furnish information on the question.

ARTICLE 74.

Any advisory opinion which may be given by the Court and the request in response to which it was given, shall be printed and published in a special collection for which the Registrar shall be responsible.

Heading 3. — *Errors.*

ARTICLE 75.

The Court, or the President if the Court is not sitting, shall be entitled to correct an error in any order, judgment or opinion, arising from a slip or accidental omission.

Done at The Hague, the twenty-fourth day of March, one thousand nine hundred and twenty two.

(signed) LODER,
President.
(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE I. — DE LA COUR

Titre 1. — Constitution de la Cour.

Section *A. — Des juges et des assesseurs.*
Articles 1 à 8 p. 560.
Section *B. — De la Présidence.*
Articles 9 à 13 p. 562.
Section *C. — Des Chambres.*
Articles 14 à 16 p. 563.
Section *D. — Du Greffe.*
Articles 17 à 26 p. 564.

Titre 2. — Fonctionnement de la Cour.

Articles 27 à 31. p. 566.

CHAPITRE II. — DE LA PROCÉDURE.

Titre 1. — Procédure contentieuse.

Section *A. — Dispositions générales.*
Articles 32 à 34. p. 567.
Section *B. — Procédure devant la Cour et devant les Chambres spéciales (Articles 26 et 27 du Statut).*
i. Introduction de l'instance.
Articles 35 et 36. p. 568.
ii. Procédure écrite.
Articles 37 à 42. p. 569.
iii. Procédure orale.
Articles 43 à 56. p. 570.
iv. Mesures conservatoires.
Article 57. p. 572.
v. Intervention.
Articles 58 à 60. p. 572.
vi. Accord.
Article 61. p. 573.
vii. Arrêt.
Articles 62 à 65. p. 573.
viii. Revision.
Article 66. p. 574
Section *C. — Procédure sommaire.*
Articles 67 à 70. p. 575.

Titre 2. Procédure consultative.

Articles 71 à 74. p. 575.

Titre 3. — Erreurs.

Article 75 p. 576.

TABLE OF CONTENTS

CHAPTER I — THE COURT.

Heading 1. — Constitution of the Court.

Section *A. — Judges and Assessors*
Articles 1 to 8. p. 560
Section *B. — The Presidency*
Articles 9 to 13. p. 562.
Section *C. — The Chambers*
Articles 14 to 16. p. 563.
Section *D. — The Registry*
Articles 17 to 26. p. 564.

Heading 2. — Working of Court

Articles 27 to 31. p. 566.

CHAPTER II. — PROCEDURE.

Heading 1. — Contentious Procedure.

Section *A. — General Provisions.*
Articles 32 to 34. p. 567.
Section *B. — Procedure before the Court and before the special Chambers. (Articles 26 and 27 of the Statute).*
i. Institution of Proceedings.
Articles 35 and 36. p. 568.
ii. Written Proceedings.
Articles 37 to 42. p. 569.
iii. Oral Proceedings.
Articles 43 to 56. p. 570.
iv. Interim Protection.
Article 57. p. 572.
v. Intervention.
Articles 58 to 60. p. 572.
vi. Agreement.
Article 61. p. 573.
vii. Judgment.
Articles 62 to 65. p. 573.
viii. Revision.
Article 66. p. 574.
Section *C. — Summary Procedure.*
Articles 67 to 70. p. 575.

Heading 2. — Advisory Procedure.

Articles 71 to 74. p. 575.

Heading 3. — Errors.

Article 75. p. 576.

ANNEXE 76.

Appendice au Règlement de la Cour.

I.

ANNEXE A L'ARTICLE 2

LISTE DES JUGES ET DES JUGES SUPPLÉANTS DANS L'ORDRE DE PRÉSÉANCE.

Juges titulaires :

M. LODER, *Président.*
M. WEISS, *Vice-Président.*
LORD FINLAY.
M. BARBOSA.
M. NYHOLM.
M. MOORE.
M. DE BUSTAMANTE.
M. ALTAMIRA.
M. ODA.
M. ANZILOTTI.
M. HUBER.

Juges suppléants :

M. YOVANOVITCH.
M. BEICHMANN.
M. NEGULESCO.
M. WANG CHUNG-HUI.

Les juges et juges suppléants sont élus pour neuf ans. La période de fonctions des juges et juges suppléants, dont les noms composent la liste ci-dessus, a commencé à courir le 1er janvier 1922.

Le Président et le Vice-Président sont élus pour trois ans. La période de fonctions du Président et du Vice-Président, dont les noms sont cités ci-dessus, a commencé à courir le 1er janvier 1922.

II.

ANNEXE A L'ARTICLE 14.

COMPOSITION DES CHAMBRES.

Chambre de procédure sommaire :

Membres :

M. LODER, *Président.*
M. WEISS.
M. HUBER.

Membres remplaçants :

LORD FINLAY.
M. ALTAMIRA.

Le mandat des membres de la Chambre de procédure sommaire se termine le 31 décembre 1922.

ANNEX 76.

Appendix to the Rules of Court.

I

ANNEX TO ARTICLE 2.

LIST OF JUDGES AND DEPUTY-JUDGES IN ORDER OF PRECEDENCE.

Judges :

M. LODER, *President.*
M. WEISS, *Vice-President*
LORD FINLAY.
M. BARBOSA.
M. NYHOLM.
MR. MOORE.
M. DE BUSTAMANTE.
M. ALTAMIRA.
M. ODA.
M. ANZILOTTI.
M. HUBER.

Deputy-judges.

M. YOVANOVITCH.
M. BEICHMANN.
M. NEGULESCO.
M. WANG CHUNG-HUI.

The judges and deputy-judges are elected for nine years. The period of office of the judges and deputy-judges, whose names appear above, commenced on January 1st, 1922.

The President and Vice-President are elected for three years. The period of office of the President and Vice-President, whose names appear above, commenced on January 1st, 1922

II.

ANNEX TO ARTICLE 14.

COMPOSITION OF THE CHAMBERS

Chamber of Summary Procedure.

Members :

M LODER, *President.*
M. WEISS.
M. HUBER.

Substitutes :

LORD FINLAY.
M. ALTAMIRA.

The period of appointment of the members of the Chamber for Summary Procedure terminates on December 31st, 1922.

Chambre pour litiges de travail :

Membres :

Lord FINLAY, *Président.*
M. DE BUSTAMANTE.
M. ALTAMIRA.
M. ANZILOTTI.
M. HUBER.

Membres remplaçants :

M. NYHOLM.
M. MOORE.

Le mandat des membres de la Chambre pour litiges de travail se termine le 31 décembre 1924.

Chambre pour litiges de transit et de communications :

Membres :

M. WEISS, *Président.*
M. BARBOSA.
M. NYHOLM.
M. MOORE.
M. ODA.

Membres remplaçants :

M. ANZILOTTI.
M. HUBER.

Le mandat des membres de la Chambre pour litiges de transit et de communications se termine le 31 décembre 1924.

III.

ANNEXE A L'ARTICLE 17.

GREFFIER DE LA COUR.

Greffier :

M. ÅKE HAMMARSKJÖLD.

Le Greffier est élu pour sept ans.

La période de fonctions du Greffier dont le nom est cité ci-dessus, a commencé à courir le 1er février 1922.

Chamber for Labour Cases.

Members :

LORD FINLAY, *President*
M. DE BUSTAMANTE.
M. ALTAMIRA.
M. ANZILOTTI
M. HUBER.

Substitutes :

M. NYHOLM.
Mr. MOORE.

The period of appointment of the members of the Chamber for Labour Cases terminates on December 31st, 1924.

Chamber for Transit and Communication Cases

Members :

M. WEISS, *President.*
M. BARBOSA.
M. NYHOLM.
Mr. MOORE.
M. ODA.

Substitutes :

M. ANZILOTTI.
M. HUBER.

The period of appointment of the members of the Chamber for Transit and Communication Cases terminates on December 31st, 1924.

III.

ANNEX TO ARTICLE 17.

THE REGISTRAR OF THE COURT

Registrar :

M. ÅKE HAMMARSKJÖLD.

The Registrar is elected for seven years.

The period of office of the Registrar, whose name appears above commenced on February 1st, 1922.

IV.

ANNEXE A L'ARTICLE 24.

HEURES DE RÉCEPTION DU GREFFIER.

Le Greffier reçoit tous les jours ouvrables, sauf le samedi, de 2 h. à 4 h., au Palais de la Paix, à la Haye.

ADRESSES DE LA COUR.

L'adresse postale de la Cour est :

PALAIS DE LA PAIX,
La Haye.

L'adresse télégraphique :

„INTERCOURT LA HAYE."

Lignes téléphoniques :

Marnix no. 3910 (Président)
3911 (Greffier)
3912 (Chancellerie)
3913 (Bureaux).

IV.

ANNEX TO ARTICLE 24.

INTERVIEWS WITH THE REGISTRAR.

The Registrar may be seen between the hours of 2 p.m. and 4 p.m. on all working days except Saturday, at the Peace Palace at the Hague

---

ADDRESS OF THE COURT.

The postal address of the Court is :

THE PEACE PALACE,
The Hague.

The telegraphic address is :

„INTERCOURT THE HAGUE."

Telephone numbers :

Marnix no. 3910 (President).
3911 (Registrar).
3912 (Establishment Office).
3913 (General Office).

ANNEX 77.

I.

Projet de budget — Exercice 1923.

CHAPITRE I. — **Traitements.**

Le Président de la Cour	fl. 60.000.00	
10 juges titulaires	,, 150.000.00	
Greffier	,, 27.000.00	
Personnel permanent du Greffe	,, 72.500.00	
Augmentation automatique des traitements du personnel	,, 2.100.00	
		fl. 311.600.00

CHAPITRE II. — **Allocations journalières de fonctions et frais de séjour.**

Juges titulaires	fl. 250.000.00	
Juges suppléants	,, 80.000.00	
Assesseurs	,, 120.000.00	
		,, 450.000.00

CHAPITRE III. — **Indemnités.**

Personnel permanent : session en dehors de la Haye	fl. 15.050.00	
Travaux extraordinaires	,, 2.880.00	
Personnel temporaire	,, 77.700.00	
		,, 95.630.00

CHAPITRE IV. — **Frais de voyage.**

Le Président de la Cour	fl. 1.000.00	
Juges titulaires	,, 30.000.00	
Juges suppléants	,, 12.000.00	
Assesseurs	,, 28.800.00	
Greffier en service	,, 800.00	
Personnel permanent en service	,, 2.700.00	
Greffier en congé	,, 500.00	
Personnel permanent en congé	,, 1.800.00	
Personnel temporaire	,, 10.800.00	
		,, 88.400.00

CHAPITRE V. — **Contribution à l'Institut Carnegie.** fl. 50.000.00

,, 50.000.00

CHAPITRE VI. — **Dépenses d'administration.**

Diverses	fl. 57.700.00	
Dépenses imprévues	,, 46.670.00	
		,, 104.370.00
		fl. 1.100.000.00

ANNEXE 77.

I.

Budget estimates for the financial year 1923.

CHAPTER I. — **Salaries.**

President	fl. 60.000.00	
10 judges	,, 150.000.00	
Registrar	,, 27.000.00	
Permanent staff of the Registry	,, 72.500.00	
Automatic increase of salaries of the staff	,, 2.100.00	
		fl. 311.600.00

CHAPTER II. — **Duty and Subsistance Allowances.**

Judges	fl. 250.000.00	
Deputy-judges	,, 80.000.00	
Assessors	,, 120.000.00	
		,, 450.000.00

CHAPTER III. — **Indemnities.**

Permanent staff — session away from the Hague	fl. 15.050.00	
Overtime pay	,, 2.880.00	
Temporary staff	,, 77.700.00	
		,, 95.630.00

CHAPTER IV. — **Travelling expenses.**

President	fl. 1.000.00	
Judges	,, 30.000.00	
Deputy-judges	,, 12.000.00	
Assessors	,, 28.800.00	
Registrar on duty	,, 800.00	
Permanent staff on duty	,, 2.700.00	
Registrar on leave	,, 500.00	
Permanent staff on leave	,, 1.800.00	
Temporary staff	,, 10.800.00	
		,, 88.400.00

CHAPTER V.— **Contribution to the Carnegie Foundation** fl. 50.000.00

,, 50.000.00

CHAPTER VI. — **Administrative expenses.**

Sundries	fl. 57.700.00	
Unforeseen expenditure	,, 46.670.00	
		,, 104.370.00
		fl. 1.100.000.00

Note explicative au projet de budget pour l'exercice 1923.

(Distr. III).

Principes généraux.

Le projet a été établi sur la base des données suivantes :

a) une durée totale des sessions de la Cour de deux cents jours ;

b) une session ordinaire et deux sessions extraordinaires d'une durée approximative de dix semaines chacune ;

c) une des sessions extraordinaires étant tenue en dehors de la Haye ;

d) convocation de deux juges suppléants pour chaque session ;

e) convocation pendant chacune des sessions de quatre assesseurs pour trois cas différents ;

f) un volume total de 1600 pages in-4° de français et d'un nombre égal de pages en anglais, dont la moitié en 500 exemplaires et l'autre moitié en 1500 exemplaires.

Divers chapitres.

a) *Chapitre* 1 : *Traitements.*

Aucune explication détaillée ne semble nécessaire. L'augmentation automatique se réfère à l'augmentation annuelle des salaires du personnel permanent prévue au Statut du personnel approuvé par la Cour.

b) *Chapitre* 2 : *Allocations.*

Ce chapitre comprend les allocations par jour de fonctions et par jour de présence à la Haye des juges titulaires et les allocations totales des juges suppléants et des assesseurs.

c) *Chapitre* 3 : *Indemnités.*

Ces indemnités comprennent en premier lieu les indemnités de séjour à payer au personnel permanent de la Cour et au Greffier pendant la session tenue en dehors du siège de la Cour. En second lieu, le chapitre comprend les indemnités pour heures supplémentaires, et, en troisième lieu, les indemnités totales à payer au personnel engagé à titre temporaire pendant les sessions ou prêté par le Secrétariat de Genève pour les sessions.

d) *Chapitre* 4 : *Frais de voyage.*

Les sommes les plus considérables portées sur ce chapitre sont celles destinées à couvrir les frais de voyage des juges, juges suppléants et assesseurs se rendant aux sessions. Le poste relatif au Président de la Cour vise un voyage à l'endroit situé en dehors du siège de la Cour où pourrait se tenir

Explanatory note in regard to the budget estimates for the financial year 1923.

(Distr. III)

General Principles.

The estimates have been prepared in accordance with the following principles :

a) A total duration of sessions of the Court of 200 days ;

b) One ordinary session and two extraordinary sessions each lasting approximately ten weeks ;

c) One of the ordinary sessions to be held away from the Hague.

d) The summoning of two deputy-judges for each session.

e) The summoning of four assessors for three different cases during each of the sessions.

f) 1,600 pages of quarto printed matter in French and an equal amount in English, 500 copies being required of half of this amount and 1,500 copies of the remainder.

Various Sections of the Budget.

a) *Section* 1 : *Salaries.*

No detailed explanation appears necessary. The automatic increase refers to the annual increase of salaries of the permanent staff provided for in the staff regulations, which have been approved by the Court.

b) *Section* 2 : *Allowances.*

This section includes the allowances for each day of duty and for each day of presence at the Hague in the case of judges, and the total allowances of deputy-judges and assessors.

c) *Section* 3 : *Subsistence Allowances.*

These allowances include in the first place subsistence allowance payable to the permanent staff of the Court and to the Registrar during the session held away from the seat of the Court ; in the second place, payment for overtime, and in the third place the total sums payable to staff temporarily engaged during the sessions, or lent for the sessions by the Secretariat at Geneva.

d) *Section* 4 : *Travelling Expenses.*

The largest items in this section are destined to cover the travelling expenses of the judges, deputy-judges and assessors who attend the sessions. The item relating to the President of the Court contemplates a journey to some place away from the seat of the Court where one of the sessions in 1923

une des sessions de l'année 1923. Le poste „personnel permanent en service" vise la même éventualité. Le poste „Greffier en service" la vise également, mais tient en même temps compte des voyages que le Greffier devra entreprendre pour fournir des explications au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations. Les postes : Greffier et personnel permanent en congé, visent le droit prévu au Statut du personnel d'obtenir le remboursement des frais d'un voyage par an au pays natal.

e) *Chapitre* 5 : *Contribution à l' Institution Carnegie*

La somme visée sous ce chapitre a été déterminée dans un contrat conclu entre la Société des Nations et la fondation.

f) *Chapitre* 6 : *Dépenses d'administration.*

Le poste le plus important rentrant sous la rubrique „Diverses" sont les frais d'impression et les frais de fournitures de bureau. Le poste „Dépenses imprévues" pourrait peut-être être diminué ; mais, étant donné l'impossibilité d'établir un budget *ne varietur* pour l'année 1923 après deux mois d'expérience de l'activité de la Cour, il paraît préférable de réserver une part assez considérable à l'imprévu.

Å. HAMMARSKJÖLD.

may possibly be held. The item „permanent staff on duty" provides for the same possibility. The item „Registrar on duty" also contemplates this eventuality and, in addition, journeys which the Registrar may have to undertake for the purpose of giving explanations to the Council and Assembly of the League of Nations. The items „Registrar and permanent staff on leave" refer to the right given by the staff regulations to the repayment of travelling expenses for one journey per year to the country of origin.

e) *Section* 5 : *Contribution to the Carnegie Foundation.*

The sum included under this heading was fixed in a contract entered into by the League of Nations with the Foundation.

f) *Section* 6 : *Administrative Expenses.*

The most important item under the heading „Sundries" is the cost of printing and of office equipment. The item „Unforeseen Expenditure" might perhaps be decreased, but owing to the impossibility of drawing up a budget *„ne varietur"* for the year 1923, after two months' experience of the work of the Court, it seems preferable to allow a fairly large margin for unforeseen expenses.

Å. HAMMARSKJÖLD.

II.

Projet de budget pour l'exercice 1923

(Révisé d'après les indications de la Cour: „budget b").

CHAPITRE I. — **Traitements.**			
Le Président de la Cour	fl.	60.000.00	
10 juges titulaires	„	150.000.00	
Greffier	„	27.000.00	
Personnel permanent du Greffe	„	72.500.00	
Augmentation automatique des traitements du personnel permanent	„	2.549.75	
			fl. 312.049.75
CHAPITRE II. — **Allocations journalières de fonctions et frais de séjour.**			
Juges titulaires	fl.	250.000.00	
Juges suppléants	„	80.000.00	
Juges nationaux	„	40.000.00	
Assesseurs	„	60.000.00	
			„ 430.000.00
CHAPITRE III. — **Indemnités.**			
Greffier en service	fl.	1.575.00	
Travaux extraordinaires	„	2.880.00	
Personnel temporaire	„	74.000.00	
			„ 78.455.00
CHAPITRE IV. — **Frais de voyage.**			
Juges titulaires	fl.	20.000.00	
Juges suppléants	„	8.000.00	
Juges nationaux	„	8.000.00	
Assesseurs	„	12.800.00	
Greffier en service	„	900.00	
Personnel permanent — retour au pays natal	„	2.300.00	
Personnel temporaire — aller à la Haye et retour au pays d'origine	„	7.200.00	
			„ 59.200.00
CHAPITRE V. — **Contribution à l'Institut Carnegie.**	fl.	50.000.00	
			„ 50.000.00
CHAPITRE VI. — **Dépenses d'administration.**			
Diverses	fl.	57.700.00	
Imprévues	„	12.595.25	
			„ 70.295.25
			fl. 1.000.000.00

II.

Budget estimates for the financial year 1923.

(Revised in accordance with the directions of the Court: „budget b").

CHAPTER I. — **Salaries.**			
President	fl.	60.000.00	
10 judges	„	150.000.00	
Registrar	„	27.000.00	
Permanent staff of the Registry	„	72.500.00	
Automatic increase of salaries of the staff	„	2.549.75	
			fl. 312.049.75
CHAPTER II. — **Duty and Subsistence Allowances.**			
Judges	fl.	250.000.00	
Deputy-judges	„	80.000.00	
National judges	„	40.000.00	
Assessors	„	60.000.00	
			„ 430.000.00
CHAPTER III. — **Indemnities.**			
Registrar on duty	fl.	1.575.00	
Overtime pay	„	2.880.00	
Temporary staff	„	74.000.00	
			„ 78.455.00
CHAPTER IV. — **Travelling expenses.**			
Judges	fl.	20.000.00	
Deputy-judges	„	8.000.00	
National judges	„	8.000.00	
Assessors	„	12.800.00	
Registrar on duty	„	900.00	
Permanent staff — journey to native country	„	2.300.00	
Temporary staff — journey to the Hague and return to country of origin	„	7.200.00	
			„ 59.200.00
CHAPTER V. — **Contribution to the Carnegie Foundation.**	fl.	50.000.00	
			„ 50.000.00
CHAPTER VI. — **Administrative expenses.**			
Sundries	fl.	57.700.00	
Unforeseen expenditure	„	12.595.25	
			„ 70.295.25
			fl. 1.000.000.00

III.

Projet de budget pour l'exercice 1923.

(Revisé d'après les recommandations de la Commission de Contrôle: „budget c") [1]).

CHAPITRE I. — **Traitements.**

Le Président de la Cour	fl.	60.000.00	
10 Juges titulaires	„	150.000.00	
Greffier	„	22.000.00	
Personnel permanent du Greffe:	„	72.500.00	
Augmentation automatique des traitements du personnel permanent	„	2.070.70	
			fl. 306.570.70

CHAPITRE II. — **Allocations journalières de fonctions et frais de séjour.**

Juges titulaires	fl.	250.000.00	
Juges suppléants	„	80.000.00	
Juges nationaux	„	40.000.00	
Assesseurs	„	54.000.00	
			„ 424.000.00

CHAPITRE III. — **Indemnités.**

Greffier en service	fl.	1.350.00	
Travaux extraordinaires	„	2.880.00	
Personnel temporaire	„	74.000.00	
			„ 78.230.00

CHAPITRE IV. — **Frais de voyage.**

Juges titulaires	fl.	20.000.00	
Juges suppléants	„	8.000.00	
Juges nationaux	„	8.000.00	
Asseseurs	„	12.800.00	
Greffier en service	„	900.00	
Personnel permanent — retour au pays natal	„	2.300.00	
Personnel temporaire — aller à la Haye et retour au pays d'origine	„	7.200.00	
			„ 59.200.00

CHAPITRE V. — **Contribution à l'Institut Carnegie** fl. 50.000.00

„ 50.000.00

CHAPITRE VI. — **Dépenses d'administration.**

Diverses	fl.	57.300.00	
Imprévues	„	12.595.25	
			„ 69.895.25
			fl. 987.895.95

1) C'est dans cette forme que le budget de la Cour a été soumis à l'Assemblée de la Société des Nations. Le budget, dans la forme approuvée par l'Assemblée, a été publiée par les soins du Secrétaire-Général de la Société des Nations.

III.

Budget estimates for the financial year 1923.

(Revised in accordance with the recommendations of the Commission of Control: „budget c") [1]).

CHAPTER I. — **Salaries.**

President	fl.	60.000.00	
10 judges	„	150.000.00	
Registrar	„	22.000.00	
Permanent staff of the Registry	„	72.500.00	
Automatic increase of salaries of the staff	„	2.070.70	
			fl. 306.570.70

CHAPTER II. — **Duty and Subsistence Allowances.**

Judges	fl.	250.000.00	
Deputy-judges	„	80.000.00	
National judges	„	40.000.00	
Assessors	„	54.000.00	
			„ 424.000.00

CHAPTER III. — **Indemnities.**

Registrar on duty	fl.	1.350.00	
Overtime pay	„	2.880.00	
Temporary staff	„	74.000.00	
			„ 78.230.00

CHAPTER IV. — **Travelling expenses.**

Judges	fl.	20.000.00	
Deputy-judges	„	8.000.00	
National judges	„	8.000.00	
Assessors	„	12.800.00	
Registrar on duty	„	900.00	
Permanent staff — journey to native country	„	2.300.00	
Temporary staff—journey to the Hague and return to country of origin	„	7.200.00	
			„ 59.200.00

CHAPTER V. — **Contribution to the Carnegie Foundation.** fl. 50.000.00

„ 50.000.00

CHAPTER VI. — **Administrative expenses.**

Sundries	fl.	57.300.00	
Unforeseen expenditure	„	12.595.25	
			„ 69.895.25
			fl. 987.895.95

1) The Court's Budget was submitted in this form to the Assembly of the League of Nations In its final form, as approved by the Assembly, it has been published by the Secretary-General of the League.

Appendice à l'Annexe 69.

Le 6 juin 1922.

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, la Commission de Contrôle a recommandé d'introduire certaines modifications au Statut du personnel adopté par vous et approuvé par la Cour pendant sa session préliminaire.

Ce Statut ainsi approuvé et adopté peut, conformément à son article 12, être modifié par le Greffier avec l'approbation du Président. Je suis prêt à proposer d'introduire des modifications dans le Règlement conformément aux suggestions faites par la Commission de Contrôle. Ces suggestions concernent les articles 5, 6 et 10 du Statut; je vous soumets, ci-joint, pour approbation, un nouveau texte pour ces articles. Si vous l'approuvez, je vous serais reconnaissant de bien vouloir le marquer sur cette lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, etc.

Le Greffier de la Cour,
(signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

Approuvé :

Le Président de la Cour,
(signé) Loder.

ARTICLE 5.

Les traitements fixés dans les lettres d'engagement sont sujets à des augmentations annuelles dans les conditions suivantes :

Si le traitement, converti en francs suisses d'après la formule suivante :

$$s = 2f$$

(„s" signifiant le montant en francs suisses, et „f" signifiant le montant en florins), rentre

(a) dans la catégorie Directeurs du bureau de Genève, l'augmentation annuelle sera de 1250 florins, jusqu'à concurrence de 27.000 florins ;

(b) dans la catégorie Membres de Section, catégorie „A.", de 400 florins, jusqu'à concurrence de 15.000 ;

(c) dans la catégorie Commis de 1ère Classe, de 150 florins jusqu'à concurrence de 6850 ;

(d) dans la catégorie sténo-dactylographes bilingues, de 125 florins jusqu'à concurrence de 5625 florins.

Les traitements qui ne rentrent pas dans ces catégories restent fixes.

Dans la catégorie (a) rentre le traitement du Greffier ; dans (b) celui des secrétaires-rédacteurs ;

Appendix to Annex 69.

The Hague, June 6th, 1922

Monsieur le Président,

As you are aware, the Commission of Control recommended certain modifications in the staff regulations adopted by you and approved by the Court during its preliminary session.

According to Article 12 of the regulations as adopted and approved, they may be modified by the Registrar, with the approval of the President.

I am prepared to propose modifications of the regulations in conformity with the suggestions made by the Commission of Control. These suggestions concern Articles 5, 6 and 10 of the regulations, and I herewith submit to you, for approval, new drafts of these Articles.

If you approve, I should be very much obliged if you would be good enough to signify your approval on the present letter.

I have the honour to be, etc.

(signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar of the Court.

Approved :

(signed) Loder,
President of the Court.

ARTICLE 5.

The salary fixed in a letter of appointment is subject to annual increases under the following conditions :

If the salary, when converted into Swiss Francs, according to the following formula :

$$s = 2f$$

(where „s" equals the amount in Swiss Francs ; and „f" equals the amount in Florins) comes within

(a) the category of Directors of the Secretariat at Geneva, the annual increase will be 1250 florins, up to a maximum of 27,000 ;

(b) the category Member of Section (Class A), 400 florins, up to a maximum of 15,000 ;

(c) the category senior clerical assistant, 150 florins up to a maximum of 6850 ;

(d) the category bi-lingual shorthand typist, 125 florins, up to a maximum of 5,625.

Salaries which do not come under one of these categories shall remain unchanged.

Category (a) includes the salary of the Registrar ; Category (b) that of the Editing Secretaries ;

dans (c) les traitements de début de 5625 ;
dans (d) les traitements de début de 4350.

Si, dans l'avenir, les fonctionnaires du Greffe sont engagés avec des salaires rentrant dans les catégories suivantes du Secrétariat de Genève, c'est à dire :

(e) Membres de Section (catégorie B) ;
(f) Secrétaires de Section ;
(g) Commis de 2me Classe ;
(h) Copistes,

les augmentations annuelles seront de :

(e)	400	florins	jusqu'à concurrence	de	9.500 fl.
(f)	150	,,	,,	,,	8.125 ,,
(g)	125	,,	,,	,,	5.000 ,,
(h)	100	,,	,,	,,	4.750 ,,

ARTICLE 6.

Les indemnités de séjour sont :
pour la catégorie (a), de 30 florins,
pour les catégories (b) et (c), de 20 florins ;
pour la catégorie (d), de 15 florins.

Si des membres du Greffe sont engagés dans les conditions fixées au dernier paragraphe de l'article 7, leur indemnité de séjour sera de :
pour la catégorie (e) de 20 florins.
pour la catégorie (f) de 20 florins.
pour la catégorie (g) de 15 florins.
pour la catégorie (h) de 15 florins la première semaine et de 12.50 florins ensuite.

Les frais de voyage encourus pour raisons de service sont remboursés sur présentation d'un état détaillé et après approbation par le Greffier.

ARTICLE 10.

Le Greffier prendra les mesures nécessaires pour permettre au personnel de prendre part à toute organisation établie pour le Secrétariat de Genève, concernant les pensions. Il prendra également les mesures nécessaires pour que les fonctionnaires du Greffe participent à l'assurance mutuelle contre les maladies créée par l'association du personnel du Secrétariat de Genève.

Category (c) salaries commencing at 5,625 ;
Category (d) salaries commencing at 4,350.

If in future members of the Registry are engaged at salaries coming within the following categories of the Geneva Secretariat, namely :

(e) Members of Section (Class B) ;
(f) Secretaries of Section ;
(g) Clerical Assistants ;
(h) Copyists ;

the annual increments will be :

(e)	400	florins	up to a maximum of		9,500 fl.
(f)	150	,,	,,	,,	8,125 ,,
(g)	125	,,	,,	,,	5,000 ,,
(h)	100	,,	,,	,,	4,750 ,,

ARTICLE 6.

Subsistence allowance shall be at the rate of :
30 florins for Category (a) ;
20 ,, ,, Categories (b) and (c) ;
15 ,, ,, Category (d).

If members of the Registry are engaged under the conditions set forth in the last paragraph of Article 7, their subsistence allowance will be :

Category	(e)	20 florins
,,	(f)	20 florins
,,	(g)	15 florins
,,	(h)	15 florins for the first week, and 12.50 florins afterwards.

Travelling expenses incurred on official business will be refunded on presentation of a detailed statement approved by the Registrar.

ARTICLE 10.

The Registrar shall take all necessary steps to enable the Staff to take part in any pensions scheme established for the Secretariat in Geneva. He shall also take steps in order to arrange for the participation of members of the staff in the mutual sickness fund created by the Staff Association of the Geneva Secretariat.

ADDENDUM.

Note présentée par M. Negulesco sur le sens et la portée du terme « priorité d'élection ». [1])

(Cf. article 15 du Statut.)

A la suite de la décision prise par la Cour d'appeler les juges suppléants à tour de rôle et jusqu'à l'épuisement du tableau, la question de priorité n'a plus d'importance pour les juges suppléants, car chacun est considéré comme étant le premier suppléant quand son tour arrivera.

Cette question présente au contraire une très grande importance pour les parties en cause et pour la Cour elle-même, car il s'agit de la constitution de cette haute Institution.

Voici pour quelles raisons je me propose d'examiner le sens et la portée des mots « priorité d'élection » dont on doit tenir compte en premier lieu pour dresser le tableau des juges suppléants prévu par l'article 15 du Statut de la Cour.

Est-ce que la « priorité d'élection » s'applique aux juges suppléants élus au cours de la même session ou, au contraire, doit-on les considérer comme élus simultanément, formant une unité d'élection indivisible, et où l'ancienneté d'âge donnerait la seule priorité ?

Pour soutenir que la priorité d'élection ne s'applique pas à cause de la simultanéité ou de l'unité d'élection, c'est partir d'une prémisse qu'il s'agit justement de démontrer. La question revient donc à nous demander si les élections des juges suppléants, au cours de la même session, constituent une unité d'élection.

J'ai pris part aux travaux de la troisième Commission chargée par la première Assemblée de rédiger le Statut de la Cour. L'idée d'« unité d'élection » ou de « simultanéité d'élection » n'a jamais été soutenue. Il en a été de même à la première Assemblée.

Pour que l'idée de simultanéité ou d'unité d'élection puisse triompher, il faudrait démontrer que tant que les quatre sièges n'ont pas été occupés par les quatre suppléants, on ne peut pas proclamer le résultat. Or, le contraire résulte des articles 10, 11 et 12 du Statut de la Cour.

L'article 10 proclame que : « Sont élus ceux qui ont réuni la majorité absolue des voix dans l'Assemblée et dans le Conseil. »

A la dernière Assemblée de la Société des Nations, j'ai été seul élu au premier tour de scrutin, et, vu que le Conseil m'avait aussi élu, le Président a prononcé mon élection avant l'élection des autres juges suppléants. Peut-on soutenir que je n'ai pas une priorité d'élection ? Cela signifie juridiquement que je n'étais pas élu tant que les autres n'étaient pas élus, mais alors on devrait supprimer l'article 10 du Statut de la Cour, qui proclame le contraire. Mais comme, après mon élection, il y avait encore des sièges à pourvoir, on devait procéder aux autres élections. C'est l'article 11 qui prévoit ce cas et cet article parle de la première séance d'élection, de la deuxième, etc., voulant montrer par ces expressions qu'un juge sorti à la première séance d'élection a une priorité sur celui sorti à la deuxième ou troisième séance d'élection : « Si, après la première séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il est procédé, de la même manière, à une seconde et, s'il est nécessaire, à une troisième séance. »

Peut-on soutenir qu'un juge sorti à une première séance d'élection n'a pas de « priorité d'élection » sur les autres sortis aux autres séances d'élection ? Mais alors, pourquoi le Statut parle-t-il des séances d'élection et pourquoi les a-t-il classées en première, deuxième, troisième ?

Enfin, l'article 12 prouve que la simultanéité ou l'unité d'élection n'existe pas, car on devrait avoir en ce cas un tout indivisible : tant que les quatre suppléants n'ont pas été élus, on ne pourrait pas dire qu'un seul a été élu. Or, le contraire résulte des dispositions de cet article. Si, après la troisième séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il peut être formé sur la demande, soit de l'Assemblée, soit du Conseil, une Commission médiatrice en vue de choisir pour chaque siège non pourvu un nom à présenter à l'adoption séparée de l'Assemblée et du Conseil. Et l'alinéa final dit : « Si la Commission médiatrice constate qu'elle ne peut *assurer l'élection*, les membres de la Cour déjà nommés pourvoient aux sièges vacants. »

L'expression « *assurer l'élection* » montre que même quand il s'agit de pourvoir à une seule place vacante, il s'agit *d'une élection*. Il ne faut pas, par conséquent, employer le mot élection pour désigner le résultat final pour les quatre places vacantes de juges suppléants, car ce serait contredire le texte de l'article 12. Dans les travaux préparatoires, on ne trouve nulle part l'idée de simultanéité ou d'unité d'élection.

D'après le projet Root Phillimore, « les juges suppléants seront appelés à siéger d'après un système de roulement et par ancienneté ».

D'après le projet Descamps : « Les suppléants entrent éventuellement en fonctions comme juges dans l'ordre du tableau dressé d'après le nombre de voix obtenues par eux lors de leur élection. En cas de parité de voix, le plus âgé prend rang de préférence. »

Le texte élaboré par le Comité était le suivant :

> « Les suppléants sont appelés dans l'ordre du tableau. Le tableau est dressé par la Cour, en tenant compte d'abord de la priorité d'élection ; ensuite du nombre de voix obtenues au dernier scrutin ; enfin, à l'égalité de voix, de l'ancienneté d'âge. »

Le Comité supprima les mots : « du nombre de voix obtenues au dernier scrutin ; enfin, à l'égalité de voix .... » et le texte définitivement adopté devait devenir l'article 15 du Statut de la Cour : « Le tableau est dressé par la Cour en tenant compte d'abord de la priorité d'élection et ensuite de l'ancienneté d'âge. »

Si on considère qu'entre les juges suppléants élus à la première Assemblée il n'y a pas de priorité d'élection, et si l'on admet le système de roulement, on arrive au texte du projet Root-Phillimore qui n'a pas été admis par le Comité des Juristes, comme j'ai eu l'honneur de vous le montrer plus haut.

[1]) Voir procès-verbal nº 146, pages 109 et 110.

ADDENDUM.

Note by M. Negulesco on the Meaning and Scope of the Term "Priority of Election." [1])

(Cf. Article 15 of the Statute.)

As a result of the decisions taken by the Court to call upon deputy judges in turn until the order laid down in the list had been exhausted, the question of priority is no longer of importance for the deputy judges, because each deputy is considered as the first deputy judge as his turn arrives.

The question is of great importance, however, for the parties to a case and for the Court itself, because it affects the constitution of the Court.

These are the reasons for which I propose to examine the meaning and scope of the words "priority of election," of which account must be taken in the first instance in the composition of the list of deputy judges provided for in Article 15 of the Statute of the Court.

Does the phrase "priority of election" apply to deputy judges elected in the course of the same session or, on the contrary, should these judges be considered as having been elected simultaneously by an election which is an indivisible unit and constituting a panel within which priority is acquired by reason of age alone.

To maintain that priority of election does not apply on account of the fact that the election was single and simultaneous is to postulate a premise which requires examination and proof. We have, in fact, to consider whether the election of the deputy judges in the course of the same session constitutes a single election.

I took part in the work of the Third Committee entrusted by the First Assembly with the task of drafting the Statute of the Court. The idea of "unity of election" or of "simultaneous election" was never maintained by any of the members. There was the same silence on the question at the First Assembly.

Before the idea of simultaneous and single election can be accepted, it will be necessary to show that, so long as the four seats have not been filled by the four deputies, it is impossible to announce the result of the election, but in fact the opposite conclusions must be drawn from Articles 10, 11 and 12 of the Statute of the Court.

Article 10 lays down that "Those candidates who obtain an absolute majority of votes in the Assembly and in the Council shall be considered as elected."

At the last Assembly of the League of Nations, I alone was elected at the first ballot and, as the Council had also elected me, the President announced my election before the election of the other deputy judges. Can it be maintained that there was no priority of election in my case ? If this be maintained, the legal implication must be that I was not elected until the others were elected ; but, if this be so, then Article 10 of the Statute of the Court, which states the opposite, must be suppressed. Actually, as there were still seats to fill after my election, it was necessary to proceed to other elections. Article 11 contemplated this case and speaks of the "first meeting held for the purpose of an election, the second meeting, etc." ; it was desired to show by these expressions that a judge who was elected at the first meeting had priority of election over a judge who was elected at the second or the third meeting ; the words are "If, after the first meeting held for the purpose of the election, one or more seats remain to be filled, a second and, if necessary, a third meeting shall take place."

Can it be maintained that a judge elected at a first electoral meeting has no "priority of election" over others who were elected at subsequent electoral meetings ? And, if this is maintained, why does the Statute speak of meetings for the purpose of election, and why does it classify them as first, second and third ?

Finally, Article 12 proves that there can be no simultaneous and single election because, if there were, the elections would constitute an indivisible whole, implying that until all the four deputy judges were elected, it could not be said that any single one had been elected. The provisions of Article 12 are in direct contradiction to this hypothesis. If, after the third electoral meeting, there are still seats to be filled, a joint conference can be appointed, at the request either of the Assembly or of the Council, for the purpose of choosing one name for each seat still vacant to be submitted to the Assembly and the Council for their respective acceptance, and finally, there is the paragraph which says : "If the joint conference is satisfied that it will not be successful in *procuring an election*, those members of the Court who have already been appointed shall proceed to fill the vacant seats."

The expression "procure an election" (*assurer l'élection*) shows that, even when a single seat only is to be filled, it is a question of an *election*. The word "election" must therefore not be used to signify the final result of the filling of the four vacant places of the deputy judges, because this would be contrary to the terms of Article 12. In the preparatory work for the Statute, the idea of simultaneous or single election is nowhere to be found. According to the Root-Phillimore project, "deputy judges shall be called upon to sit in accordance with the system of rotation and in accordance with seniority of age."

According to the Descamps project, "Deputy judges take up their duties as judges when the occasion arises in the order laid down in the list drawn up according to the number of votes obtained by them at the time of their election. In the case when an equal number of votes is obtained, the eldest judge shall take precedence." The text formulated by the Committee was as follows :

> "The deputy judges shall be called upon to sit in the order laid down in a list. This list shall be prepared by the Court, having regard, first, to the order in time of each election ; secondly, to the number of votes obtained at the last ballot ; and, finally, in the case of an equality of votes, to age."

The Committee deleted the words : "to the number of votes obtained at the last ballot ; and, finally, in the case of an equality of votes." and the text finally adopted was the text of Article 15 of the Statute of the Court, which reads : "This list shall be prepared by the Court and shall have regard, first, to priority of election, and, secondly, to age."

If it be held that there is no priority of election between the deputy judges elected at the First Assembly, and if the system of rotation is accepted, then the logical conclusion would be the text of the Root-Phillimore project, which, as I have had the honour to point out above, was rejected by the Committee of Jurists.

[1]) See Minute No. 146, pages 109 and 110.

PARTIE III

Tableaux

PART III

Tables.

I.

Table analytique [1].

Accord : (Pour mettre fin à la procédure) Pages *R. 61*

Affaire : (Rôle des)
(*Voir Cour*)

Altamira :
(*Voir Incompatibilité de fonctions*)

Annexes :
(*Voir tableau spécial, p.* 633)

Arrêts :
- Contenu 217
- Date à laquelle l'arrêt entre en vigueur 155, *R. 64*
- Erreurs 161, 221
- Jugement d'accord 154
- Jugement par défaut 196, 213, 518
- Publication *R. 65*
- Recueil 155
- Rédaction (procédure) 78, 263, 266
- Rendus selon la procédure sommaire (*Voir Procédure sommaire, Chambre de*)
- Revision 100, 101, 155, 156, 279, *R. 66*
- Terminologie (*Voir Terminologie*)

Articles :
(*Voir tableau spécial p.* 606)
Voir aussi :
Pacte
Règlement de la Cour, lectures du
Statut de la Cour
Traité de Versailles, Partie XIII (Travail)

Assesseurs :
- Chambre du Conseil, admission en 188, 195, *R. 31*
- Chambres spéciales, présence dans les 34, 35, 113, 223,
- Choix 35, 37, 38, 40, 416

1) Pour obtenir tous les renseignements concernant une certaine question, il est recommandé de rechercher dans la *Table analytique*, le No. de l'article du Règlement (p. ex. *R. 61*) de la Cour qui traite de la question et de se reporter aux références données à propos du dit article dans la *Table des articles.*

I.

Index [1].

Advisory Opinions : Pages
- Dissenting opinions *R. 71*
- Errors in *R. 75*
- form of 97, 99, 194
- given by full Court 98, 159, 219, 383, 477, *R. 71*
- League of Nations, information from 98, 220
- Procedure for 98, 99, 159, 194, 280, 509
- Publication of *R. 74*
- Refusal to give 161
- Requests for (*see also Documents*) *R. 72*

Agreement, (to break off proceedings) *R. 61*

Altamira :
See Incompatibility of functions, under Judges

Annexes :
See separate table p. 633

Annual Session :
See Court

Articles :
See separate table p. 606;
also: *Covenant, Rules of Court (readings of), Statute* and *Treaty of Versailles Part XIII (Labour)*

Assessors :
- Appointment of 38, 112, *R 7*
- for Communications and Transit cases 34
- Indemnities of 17, 50, 245
- Labour cases 40, 417
- Nationality of 34, 37, 40, 42, 112
- Parties, representing 35, 37
- Private sittings, admitted to 188, 195, *R. 31*
- representing interests of employers and workers 42

1) In order to obtain full information on a particular questiont it is suggested that the relevant Article in the Rules of Cour, (for example *R. 61*) should be ascertained from this Index and that the references to the Article in question contained in the Table of Articles should then be successively studied.

Assesseurs: (suite) Pages

Déclaration solennelle 204, *R. 8*
Demandes des parties pour 38, 113, 134, 135, *R. 35*
Désignation 38, 112, *R. 7*
Indemnités 17, 50, 245
Intérêts des employeurs et des travailleurs, représentant les 42
Nationalité 34, 37, 40, 42, 112
Parties, représentant les 35, 37
Transit et Communications, litiges de 34
Travail, litiges de 40, 417

Avis consultatifs :

Demande de documents *R. 72*
Donnés par la Cour plénière 98, 159, 219, 383, 477, *R. 71*
Erreurs R. *75*
Forme 97, 99, 194
Opinions dissidentes *R. 71*
Procédure pour donner des avis consultatifs 98, 99, 159, 194, 280, 509
Publication *R. 74*
Refus de donner des avis consultatifs 161
Société des Nations, renseignements à donner par la 98, 220

Budget :

(*Voir Cour*)

Bureau International du Travail :

(*Voir Travail*)

Chambres spéciales :

Article 31 du Statut, son application aux Chambres spéciales 32, 183, 193
Composition 30, 31, 35, 111, 112, 115, 116, 134, 184, 226, 228, *R. 14*
Election des membres 183, 194, 227, 228, *R. 14*
Parties, faculté de soumettre des litiges aux Chambres par accord spécial des 135, 199, 223, 416, 475
Possibilité de porter des litiges des Chambres spéciales à la Cour plénière 155, 156
Présidence 31, 228, 274, 416, *R. 14*
Quorum 115, 185, *R. 15*
Soumission des litiges *R. 35*
Vacances 25, 31, 115, 185, 194, 229, *R. 14*

Assessors : (cont.) Pages

Request of parties for addition of 38, 113, 134, 135, *R. 35*
Selection of 35, 37, 38, 40, 416
Solemn declaration by 204, *R. 8*
Special Chambers, presence in 34, 35, 113, 223

Books :

presented to Court 225

Budget :

See Court

Cases :

List of 100, 186, 519, *R. 28*

Chairman :

Election of provisional 1, 242, *R. 13*

Challenge :

See Judges

Chambers :

See Special Chambers and Summary Procedure

Committee :

On procedure 19, 20
Drafting 102, 103, 224

Communications and Transit:

See Special Chambers

Costs :

Bill of 148, *R. 56*
Security for, by parties 82
Stamped paper 84, 378
See also Witnesses

Counsel :

See Procedure

Court :

Budget of 233, 581
Cases on list, *see Cases*
Competence of 51, 77, 93, 148 149, 150, 201, 213, 222, 276, 277
Communications to and from 191, 197, 219
Composition of 20, 24, 25, 115, 162—165, 168—172, 188, 283, 578
Conditions on which open 20, 63, 69, 76, 343, 345
Decisions between sessions 28, 29, 30
Deliberations of 120, 140, 160
Expenses of 70
General meeting of members of 162, 476, 501, 509, 514
Inspections by; *see Procedure*
Languages 69, 121, 135, 141, 180, 205, 208, 519, *R. 31, R. 37, R. 44*

Pages

Chambre spéciale pour litiges de transit et de communications :
Composition 229, 578 } *R. 14,*
Election des membres 229 } *R. 15*
Remplaçants, leur élection et ordre de convocation 229, *R. 14*

Chambre spéciale pour litiges de travail :
Composition de la Chambre 229, 578, *R. 14, R. 15*
Élection du président et des membres 228 *R. 14, R. 15*
Remplaçants, leur élection et ordre de convocation 228, 229, *R. 14*

Comités :
De procédure 19, 20, 102
De rédaction 102, 103, 224

Communications et transit :
(*Voir Chambre spéciale pour litiges de transit et de communications*).

Comptes-rendus sténographiques :
(*Voir Procés-verbaux* et *Témoins*)

Conseils :
(*Voir Procédure*)

Cour :
Assemblée générale des membres 162, 476, 501, 509, 514
Budget 233, 581
Chambre du Conseil, réunions en, 188, 194, 195, 203, 519, *R. 31*
Communications de et pour la Cour 191, 197, 219
Compétence 51, 77, 93, 148, 149, 150, 201, 213, 222, 276, 277
Composition 20, 24, 25, 115, 162—165, 168—172, 188, 283, 578
Conditions auxquelles la Cour est ouverte 20, 63, 69, 76, 343, 345
Décisions dans l'intervalle des sessions 28, 29, 30
Délais, fixation des.
(*Voir Procédure*)
Délibérations 120, 140, 160
Dessaisissement 83
Droit de regard (voir *Pièces de Procédure*)
Etats non Membres de la Société des Nations
(*Voir Cour*, conditions auxquelles elle est ouverte)
Frais 70
Inspection
(*Voir Procédure*)
Langues 69, 121, 135, 141, 180, 205, 208, 519 *R. 31, R. 37, R. 44*

Pages

Court: (continued)
League of Nations, relations with organs of 19, 220
Private sittings 188, 194, 195, 203, 519, *R. 31*
Interim measures of protection 77
Quorum
for dismissal of judges 121, 122, 174
in general 24, 115, 178, 187 *R. 4, R. 30*
Renewal of 128, *R. 5, R. 9, R. 13, R. 14.*
Session adjournment of before completion of cases on list 100, 187
„ annual ordinary 99, 186, *R. 27*
„ postponement of 125, 186
„ extraordinary for election of President etc: *R. 9.*
„ termination of Preliminary 234
Sittings *R. 29, R. 43*
States other than Members of the League of Nations: *See Court, Conditions, on which open*
Time limits fixed by: *See Procedure*
Voting, method of 97, 120, 121, *R. 31*
Withdrawal of a case from 83

Covenant :
Art. 13 79, 390, 391
„ 14 29, 135, 161, 163, 164, 165, 171, 201, 358, 384, 385, 391, 394, 396, 397, 476, 479, 480, 502, 512, 513
„ 15 70
„ 17 70, 344, 346

Deputy Judges : *See also Judges*
Convocation of 1, 23, 24, 114, 115, 163—165, 173, 174, 176, 179, 239, 285, 506, 517, *R. 3*
Position of (Note by M. Beichmann) 23—25, 285—287
Precedence of 26, 97, 110, 115, 168, 233, 240, 506, *R. 2*
Right to vote 110
Rotation, system of 23, 24, 285, 415, 506, *R. 3*
Solemn declaration by: *See Judges R. 5*
Special chambers, exclusion from 31, 416, *R. 16*

Dismissal :
See Judges

Pages

Cour : (suite)
- Mesures conservatoires 77
- Quorum:
  - En général 24, 115, 178, 187, *R. 4, R. 30*
  - Pour la récusation d'un juge 121, 122, 174
- Renouvellement 128, *R. 5, R. 9, R. 13, R. 14*
- Rôle des affaires (*Voir rôle des affaires*)
- Séances *R. 29, R. 43*
- Session : Ajournement de la session avant l'épuisement du rôle 100, 187
  - ,, Extraordinaire, pour élection du Président etc. *R. 5, R. 9*
  - ,, Ordinaire annuelle 99, 186, *R. 27*
  - ,, Préliminaire, fin de la 234
  - ,, Renvoi de la 125, 186
- Société des Nations, relations avec les organismes de la 19, 220
- Votation 97, 120, 121, *R. 31*
- Vue (*Voir Procédure*)

Délais :
(*Voir Procédure*)

Employeurs et travailleurs :
- Assesseurs représentant les intérets des (*Voir Assesseurs*)

Encriers : (Don d')

Exclusion :
(*Voir Juges*)

Frais :
- Caution à déposer par les parties 82
- Note de frais 148, *R. 56*
- Papier timbré 84, 378
- Témoins (*Voir Témoins*)

Frais de Voyage :
(*Voir Juges, Greffier* etc.)

Greffe :
- Approbation du Statut du personnel 225, *R. 21*
- Organisation 43, 243, 274, 310, *R. 22*
- Personnel permanent :
  - Déclaration solennelle 190
  - Désignation 74, 80, 123, 144, 190, 243, 530, *R. 20*
  - Représentant espagnol 43
  - Traitements 43, 56, 243, 311, 338, 339, 530
- Personnel temporaire 7

Pages

Documents :
- Authentification of 137
- Inspection of 20, 84, 91, 96, 148, 153, 154, 190, 206, 215, 216, 348 382, 504, *R. 24, R. 38*
- Judges, distribution to 121, 140, 179, *R. 36, R. 42, R. 73*
- Number of copies of 224, 276, *R. 34*
- Parties, to be communicated to 148, *R. 53, R. 59, R. 63, R. 73*
- Submission, order of 72, 75, 136, 137, 142, 207, 208, *R. 39*
- Time limits for presentation of *See Procedure*

Employers and workers, Assessors representing interests of *See Assessors*

Evidence :
See Witnesses, Documents and Procedure
- On commission, 145, 210, 211, 278, *R. 49*
- Rules of 82, 142, 143, 208, 209, *R. 45, R. 47*

Grotius, Hugo :
- Homage to 68

Hammer : presidential 28

Inaugural (Public) Meeting :
- Date of 2
- Invitations to 8, 16, 22, 27
- Religious services 23, 28
- Solemn declaration by judges 46
- Speeches at, by 46, 47
  - H. E. M. da Cunha ; 316
  - Sir Eric Drummond ; 319
  - H. E. M. van Karnebeek ; 321
  - Burgomaster of the Hague ; 323
  - President. 325

Incompatibility of functions :
See Judges

Indemnities :
See Judges and Assessors

Inkstands : Presentation of 22

Interim measures of protection 77, 276, *R. 57*
(*See also President*)

International Labour Office :
See Labour

Pages

Greffier :
- Attributions — 5, 122—125, 153, 216, *R. 12*, *R. 19*, *R. 24*, *R. 26*.
- Déclaration solennelle — 123, 190, 226, 233, *R. 18*
- Documents, réception, réponse — 191, *R. 25*
- Election — 7, 122, 123, 189, 242, *R. 17*
- Frais de voyages — 244
- Indemnité de séjour — 14, 17, 282
- Nomination du personnel — 123, 415
- Période de fonctions — 6, 122, *R. 17*
- Présence en Chambre du conseil — 188, 194, 195, 203 *R. 31*
- Règlement de la Cour, signature du — 106
- Remplaçant — 122, 190
- Successeur — 189, 507, *R. 17*
- Traitement — 6
- Vacances — *R. 19*.

Grotius (Hommage à) : 68

Incompatibilité de Fonctions :
(*Voir Juges*)

Indemnités de Fonctions :
(*Voir Juges, Assesseurs*)

Intervention :
(*Voir Pièces de procédure*, droit de regard et *Juges*, juges nationaux).
- Droit — 85, 86—91, 93—96, 151, 176—177, 349 522, *R. 58*, *R. 59*, *R. 60*
- Moment auquel l'intervention a lieu — 88, 215, 351, 522

Juges :
- Ancien juge, le plus (*Voir préséance, ci-après*)
- Déclaration solennelle — 247, 415 *R. 5*
- Empêchement — 25, 50, 114, 177, 278
- Exclusion — 50, 121, 122, 176, 515, *R. 6*
- Frais de voyages — 17, 49, 55, 244, 334
- Incompatibilité de fonctions — 5, 10, 11, 12, 19
- Indemnité des juges convoqués en vertu de l'article 31 du Statut — 17, 50, 193, 245, 336
- Nationaux, désignation des juges au cas où plusieurs parties font cause commune et — 97, 119, 168, 176
  Par les parties intervenantes (*Voir aussi Chambres spéciales, composition*) — 188, 193, 215

Pages

Intervention :
- *See Documents (inspection of)*, and *Judges (national)*
- right of — 85, 86—91, 93—96, 151, 176—177, 349, 522, *R. 58*, *R. 59*, *R. 60*
- time for — 88, 215, 351, 522

Judges :
- Absence of — 25, 50, 114, 177, 278
- Challenge (disqualification) of — 72, 119
- Dismissal (exclusion) of — 50, 121, 122, 176, 515, *R. 6*
- Incompatibility of functions — 5, 10, 11, 12, 19
- Indemnities of, when summoned under Article 31 of Statute — 17, 50, 193, 245, 336
- National, appointment of by intervening parties when several parties in joint interest. *See also Special chambers (composition of)* — 97, 119, 168, 176, 188, 193, 215, *R. 4*
- Number composing Court or Chambers — 20, 24, 25, 115, 169, 172
- Passports — 56
- Period of office — 107, 128, 168, 506, *R. 1*
- Precedence of — 13, 110, 168, 246, 415, *R. 2*
- Rank and title of — 13, 48, 56, 63, 246, 332
- Robes, wearing of — 2, 8, 144, 234, 246
- Seats of, in Court — 111, *R. 2*
- Senior: *See Precedence, under Judges*
- Solemn declaration by — 247, 415, *R. 5*
- To fill vacancies in special Chambers: *See Special Chambers*
- Travelling expenses of — 17, 49, 55, 244, 334
- Voting by, method of: *See Court*

Judgments : *R. 62, 63, 64*
- Collection of — 155
- by Consent — 154
- Contents of — 217
- Date of — 155
- by Default — 196, 213, 518
- Drafting of, procedure for — 78, 263, 266
- Errors in, correction of — 161, 221
- Publication of — *R. 65*
- Revision of — 100, 101, 155, 156, 279, *R. 66*

Pages

Juges : (suite)
Nombre de juges composant la Cour et les Chambres 20, 24, 25, 115, 169 172
Passeports 56
Période de fonction 107, 128, 168, 506, *R. 1*
Préséance 13, 110, 168, 246, 415, *R. 2.*
Rang et titre 13, 48, 56, 63, 246, 332
Récusation 72, 119
Remplaçants (*Voir Chambres spéciales*, vacances)
Robe 2, 8, 144, 234, 246
Sièges dans la Cour 111, *R. 2.*
Vote, méthode de (*Voir Cour, votation*)

Juges suppléants :
Convocation 1, 23, 24, 114, 115, 163—165, 173, 174, 176, 179, 239, 285, 506, 517, *R. 3*
Chambres spéciales, exclusion des 31, 416, *R. 16*
Déclaration solennelle (*Voir Juges*) *R. 5*
Droit de vote 110
Préséance 26, 97, 110, 115, 168, 233, 240, 506, *R. 2*
Situation (note de M. Beichmann) 23—25, 285—287
Tour de rôle (convocation à) 23, 24, 285, 415, 506, *R. 3*

Juridiction :
(*Voir Cour*, compétence)

Kunter : (Requête de M.) 225, 533

Langues :
(*Voir Cour*)

Lithuanie :
Ratification du Protocole de signature du Statut de la Cour 80

Livres :
Offerts à la Cour 225

Loder, Dr. B. C. J. :
Son élection comme Président de la Cour 4

Marteau présidentiel : 28

Mesures conservatoires : 77, 276, *R. 57*
(*Voir également Président*)

Nationalité :
(*Voir Assesseurs, Juges, Chambres spéciales, composition*)

Pages

Judgments: (continued)
by Summary Procedure
See Summary Procedure
Taking effect, date of *R. 64*
use of term judgment:
See Terminology

Jurisdiction :
See Court (competence of)

Kunter :
Application of M. 225, 533

Labour Office, International :
Consultation of, for appointment of technical Assessors (*See Assessors*)
Representation of at the Hague ; 27
see also Peace Treaties

Languages :
See Court

League of Nations :
Court's relations with, *see Court*
Documents of, *see Documents*
Information from, see *Advisory opinions*

List of cases :
See Cases

Lithuania :
Protocol of signature of the Statute of the Court, Ratification by 80

Loder, Dr. B. C. J. : election of, as President 4

Minutes :
Approval of 3, 9, 16, 127.
Distribution of, to judges 17, 74.
Printing of 234.
of Proceedings *R. 55.*

Nationality :
See Assessors, Judges, Special Chambers (composition of).

Notepaper, Official :
See Court (relations with League).

Pleadings :
See Procedure.

Precedence :
of Judges, *See Judges.*
of Deputy judges, *See Deputy Judges.*
when filling vacancies, *See Special Chambers, vacancies in*

Pages

Pacte :
Article 13 : 79, 390, 391
Article 14 29, 135, 161, 163, 164, 165, 171, 201, 358, 384, 385, 391, 394, 396, 397, 476, 479, 480, 502, 512, 513
Article 15 70
Article 17 70, 344, 346

Papier à lettres avec entête :
Voir Cour, Société des Nations, relations avec les organismes de la

Papier timbré : *voir frais*

Personnel : *Voir Greffe*

Pièces de Procédure :
Authentification 137
Délai de présentation *Voir Procédure*
Distribution aux juges 121, 140, 179, *R. 36, R. 42, R. 73*
Droit de regard 20, 84, 91, 96, 148, 153, 154, 190, 206, 215, 216, 348, 382, 504, *R. 24, R. 38*
Nombre d'exemplaires 224, 276, *R. 34*
Parties, communication des pièces de procédure aux 148, *R. 53*; *R. 59, R. 63, R. 73*
Présentation, ordre de 72, 75, 136, 137, 142, 207, 208; *R. 39*

Plaidoiries : *Voir Procédure*

Préséance des Juges : *Voir juges, Juges suppléants, Chambres spéciales*

Président :
Attributions *R. 10, R. 12, R. 24, R. 33*
Déclaration solennelle 13, 46
Election 4, 30, 107, 173, 181, 182, 416, 507, 509, *R. 9*
Election du Président provisoire 1, 242, *R. 13*
Frais de voyage 243
Juges-suppléants, leur participation à l'élection du Président 173
Mesures conservatoires 77, 416
Période de fonctions 107, 128, 181
Pouvoirs dans l'intervalle des sessions 28
Règlement de la Cour, signature du 106
Remplaçant 107, 180, *R. 9*
Vacances *(voir Terminologie)*
Voix prépondérante 120

Presse :
Coupures de Presse de l'Institut intermédiaire international 9

Pages

President :
Absence of 107, 180
Acting, election of, *see Chairman*
Casting vote, 120
Auties of *R. 10, R. 12, R. 24, R. 33,*
Election of 4, 30, 107, 173, 181, 182, 416, 507, 509 *R. 9*
Interim measures of protection to be suggested by 77, 145
Participation in by Deputy Judges, 173
Period of office of 107, 128, 181
Powers of, between sessions 28
Replacement of *See Substitute for*
Rules to be signed by 106
Solemn declaration by 13, 46
Substitute for 107, 180, *R. 9*
Travelling expenses 243
Vacations of, *R. 12*
See also Terminology

Press Cuttings :
International Intermediary Institute prepared to supply 9

Procedure :
Advisory opinions, for, *See Advisory Opinions*
Agreement, termination of proceedings by, *see Agreement*
Annual ordinary session, *See Court*
Application 276, *R. 35, R. 58, R. 66*
„Case" 276, 342, *R. 39, R. 40*
Counsel, hearing of 81, 142, 208, 209
„Counter-case" 276, 342, *R. 39, R. 40*
Costs, *See Costs*
Counterclaim 140
Default *See Judgment*
Dismissal, for, *See Judges*
Documents of, *see Documents*
Evidence, *See Evidence*
Expert opinions *R. 53*
List of Cases, *See Cases*
Oaths 82
Objections, *See Court (competence of)*
Parties, influence of, on 52, 53, 57—61, 116, 129, 136, 140, 200, 340, 417, *R. 32*
Proceedings, Oral or written 72, 100—102, 194 *R. 41, R. 44*
Terminology 137
Records *R. 54*
Rejoinder 77. *R. 39*

Pages

Preuves :
- Moyens de ; *Voir Témoins, Pièces de procédure*
- Commissions rogatoires 145, 210, 211, 278, *R. 49*
- Règles relatives à l'administration de preuves 82, 142, 143, 208, 209, *R. 45*, *R. 47*

Procédure :
- Accord pour mettre fin à la procédure *Voir Accord*
- Avis consultatifs: *(voir Avis consultatifs)*
- Compromis 136, 140, 142, 199, 201, 218, 222, *R. 35*
- Comptes-rendus *R. 54*
- Conseils 81, 142, 208, 209
- Contre-mémoire 276, 342, *R. 39* *R. 40*
- Défaut : *(voir arrêts)*
- Délais *R. 33*
  - Calcul des 68, 130—132
  - Influence des parties sur les 64—65, 417
  - Fixation des 64—67, 129—130, 198
  - Pour la présentation des pièces de procédure 76, 136, 139, 140, 274, 278
- Demande reconventionnelle 140
- Duplique 77, R. 39
- Exceptions : *(voir Cour, compétence)*
- Exclusion : *(voir Juges)*
- Experts, avis des *R. 53*
- Frais : *(voir Frais)*
- Mémoire 276, 342, *R. 39*, *R. 40*
- Moyens de preuve : *(voir Preuves, moyens de)*
- Orale ou écrite 72, 100—102, 194, *R 41*, *R, 44*
- Parties, influence des parties sur la procédure 52, 53, 57—61, 116 129, 136, 140, 200, 340, 417, *R. 32*
- Pièces de : *(voir Pièces)*
- Plaidoiries 58, 59, 75, 77, 78, 94, 137, 138, 140, 152, 200, 201, 207, 208, 209, 216, *R. 45*, *R. 46*
- Réplique 75, *R. 39*
- Réponse à la requête *R. 35*
- Requête 276, *R. 35*, *R. 58*, *R. 66*
- Rôle des affaires *(voir Cour)*

Pages

Procedure : (cont.)
- Reply 75, *R. 39*
- Response, (reply to application) *R. 35*
- Special agreement (*Compromis*) 136, 140, 142, 199, 201, 218, 222 *R. 35*
- Speeches by Counsel 58, 59, 75, 77, 78, 94, 137, 138, 140, 152, 200, 201, 207, 208, 209, 216, *R. 45*, *R. 46*
- Time limits R. 33.
  - ,, whom fixed by 64—67, 129—130, 198
  - ,, for presentation of documents 76, 136, 139, 140, 274, 278
  - ,, reckoning of 68, 130—132
  - ,, parties' influence on 64—65, 417

Queen :
- Audiences with 27
- Invitation to and reply 16, 22, 27

Rank and title :
- *See Judges.*

Registrar :
- Documents, receipt of, reply to 191, *R. 25*
- Duties of 5, 122—125, 153, 216, *R. 12*, R. 19, R. 24, R 26
- Election of 7, 122, 123, 189, 242, *R. 17*
- Period of office of 6, 122. *R. 17*
- Private sittings, present at 188, 194, 195, 203, *R. 31*
- Rules to be signed by 106
- Salary of 6
- Solemn declaration by 123, 190, 226, 233 *R. 18*
- Staff, appointment, by 123, 415
- Subsistence allowance 14, 17, 282
- Substitute for 122, 190
- Successor to 189, 507, *R. 17*
- Travelling expenses of 244
- Vacations of *R. 19*

Registry :
- Approval of Regulations for Staff 225, *R. 21*
- Organisation of 43, 243, 274, 310, *R. 22*
- Permanent staff of
  - ,, Appointment of 74, 80, 123, 144, 190, 243, 530, *R. 20*

Pages

Procédure (suite) :
Serment 82
Session ordinaire annuelle (*Voir Cour*)
Terminologie 137
Procédure sommaire (Chambre de)
Compétence dans les litiges de travail et de transit 135
Composition :
1. En général 112, 117, 118, 185, 193, 228, 577, *R. 15*
2. Modification dans la composition 32, 287, 416, 519, 520, *R. 15*
Convocation 157
Délais 64, 65
Election des membres 183, 194, 227, 228, *R. 15*
Election des remplaçants pour les membres 228
En général 97
Jugements en procédure sommaire 218, *R. 70*
Juges nationaux (*Voir Composition*)
Possibilité de porter des affaires de la Chambre de procédure sommaire à la Cour plénière 100, 158, 159
Procédure de la 100—102, 157, 158, 218, 279, *R. 67*, *R. 69*
Soumission des affaires *R. 35*
Proces-verbaux :
Approbation 3, 9, 16, 127
Distribution aux juges 17, 74
Impression 234
Procès-verbaux des audiences *R. 55*

Rang et titre :
(*Voir Juges*)
Recusation :
(*Voir Juges*)
Reine :
Audience accordée par la 27
Invitation et réponse 16, 22, 27
Règlement de la Cour :
Adoption 232
Anglais, adoption du texte 180, 224, 226, 229, 231
Forme 105, 106
Français, adoption du texte 231

Pages

Registry : permanent staff of (cont.)
„ salary of 43, 56, 243, 311, 338, 339, 530
„ solemn declaration by 190
„ Spanish representation in 43
Temporary staff 7
Rejoinder :
See Procedure
Reply :
See Procedure
Residence :
See Terminology
Rules of Court :
Adoption of 232
Character of 105, 106
English text, adoption of 180, 224, 226, 229, 231
French text, adoption of 231
Headings of Articles in 128
Modification of 61, 106, 129, 167
Order of subjects in 103, 106, 127, 167, 224, 444
Procedure for preparation of 19, 127, 129, 138
Readings, first
Doc. Distr. 71. Document Distr. 75

Art. 1		106
2—3		107
3a	3	109
4	4	110
5		111
6	6	111
7		111
7a	7	112
9	8	114
9a	9	114
9b—10	10—11	115
10a	12	117
10b	13	118
10c	14	119
11	15	121
12	16	122
13—16	17—19	123
17—18	20—21	124
19—20	22—23	125

Doc. Distr. 79.

Art. 32—33	129
34	130
35	133, 144
36—37	135
38—39	136, 152
39	136
40	137

Règlement de la Cour : Première lecture

		Pages
Document Distr. 71.	*Document Distr. 75*	
Art. 1		106
Art. 2—3		107
3 bis	3	109
4	4	110
5		111
6	6	111
7	—	111
7 bis	7	112
9	8	114
9 bis	9	114
9 ter—10	10—11	115
10 bis	12	117
10 ter	13	118
10 quater	14	119
11	15	121
12	16	122
13—16	17—19	123
17—18	20—21	124
19—20	22—23	125
Document Distr. 79		
Art. 32—33		129
34		130
35		133, 144
36—37		135
38—39		136—152
39		136
40		137
41		139
42—45		140
46—48		142
49		145
50—52		146
53—54		147
55—59		148
60		148, 150
61—63		151
64		154
65—69		155
70—73		157
74—76		159
77—78		160
79		161

Seconde lecture :

Document Distr. 87		
Préambule		167
Art. 1—2		168
3		169, 173, 175, 179
4—5		176
6—7		177
8		180
9		181

Rules of Court: readings, first (cont.)

	Pages
Art. 41	139
42—45	140
46—48	142
49	145
50—52	146
53—54	147
55—59	148
60	148, 150
61—63	151
64	154
65—69	155
70—73	157
74—76	159
77—78	160
79	161

Readings, second :

Doc. Distr. 87.	
Preamble	167
Art. 1—2	168
3	169, 173, 175, 179
4—5	176
6—7	177
8	180
9	181
10—12	182
13—14	183
15	192
16	185, 193
18	186, 194
19—20	187
21	188, 194, 203
22—24	189
25—29	190
30	191, 196
31—34	198
35	198, 222
36	201, 222
37—39	205
40	207
41—46	208
47—50	209
51—52	211
53—58	212
59	213
60	214
61—62	216
63—65	217
66—72	218
73—75	219
76	220
77	221

Pages

Règlement de la Cour: seconde lecture, (suite)

Art. 10—12 182
13—14 183
15 192
16 185, 193
18 186, 194
19—20 187
21 188, 194, 203
22—24 189
25—29 190
30 191, 196
31—34 198
35 198, 222
36 201, 222
37—39 205
40 207
41—46 208
47—50 209
51—52 211
53—58 212
59 213
60 214
61—62 216
63—65 217
66—72 218
73—75 219
76 220
77 221

Troisième lecture :

Doct. Distr. 109.

Art. 5 231
16 ,,
18—21 ,,
26 232
28 ,,
48 ,,
51 ,,
52 ,,
54 ,,
61 ,,
66 ,,
74 ,,

Modifications 61, 106, 129, 167
Ordre des matières 103, 106, 127, 167, 224, 444
Procédure pour l'élaboration 19, 127, 129, 138
Titres des articles 128

Règlement de procédure :

(Voir Règlement de la Cour).

Réplique :

(Voir Procédure).

Réponse à la requête :

(Voir Procédure).

Résidence à la Haye :

(Voir Terminologie).

Pages

Rules of Court : readings, second (cont.)

Readings, third :

Doct. Distr. 109.

Art. 5 231
16 ,,
18—21 ,,
26 232
28 ,,
48 ,,
51 ,,
52 ,,
54 ,,
61 ,,
66 ,,
74 ,,

Revision :

See Judgment.

Rules of procedure :

See Rules of Court.

Salaries :

See Registrar, Registry.

Seal and stamp of Court : 14, 225, 246, 536

Sessions :

See Court.

Sittings :

See Court.

Special chamber for Labour Cases :

Composition of 229. 578. *R. 14, R. 15*
Election of President and members of 228
Substitutes, election of and order in which summoned 228, 229, *R. 14*

Special Chamber for Transit and Communications :

Composition of 229. *R. 14, R. 15*
Election of members of 229, 578. *R. 14, R. 15*
Substitutes, election of and order in which summoned 229. *R. 14*

Special Chambers :

Adjournment into full Court, from 155, 156
Article 31 of Statute, whether applicable to 32, 183, 193
Composition of 30, 31, 35, 111, 112, 115, 116, 134, 184, 226, 228, *R. 14*
Election of members of 183, 194, 227, 228, *R. 14*
Presidency of 31, 228, 274, 275, *R. 14*
Quorum 115, 185, *R. 15*
suits, reference of, to *R. 35*
,, ,, ,, ,, by special agreement of parties 135, 199, 223, 416, 475

Pages

Révision :
(*Voir Arrêts*)
Rôle des affaires : 100, 186, 519, *R.28*

Sceau et cachet de la cour : 14, 225, 246, 536
Séance publique d'inauguration
Date 2
Déclaration solennelle des juges 46
Discours de
S. Exc. M. de Cunha 316
Sir Eric Drummond 319
S. Exc. M. van Karnebeek 321
M le Bourgmestre de la Haye 323
M le Président de la Cour 325
Invitations 8, 16, 22, 27
Services religieux 23, 28
Séances
(*Voir Cour*)
Session :
(*Voir Cour*)
Société des Nations :
Documents
(*Voir Documents*)
Relations de la Cour avec la Société des Nations
(*Voir Cour*)
Renseignements
(*Voir Avis consultatifs*)
Statut de la Cour :
Art. 1 17
2 355, 479
3 239, 479, 502
4 281, 355, 479
5 17, 251, 355, 479
9 112, 457, 476, 479, 484
12 479
13 25, 155, 182, 218, 286, 359, 479, 496, 506, 552, 574
14 29, 182, 453, 479, 560
15 169, 170, 174, 226, 238, 239, 240, 249, 254, 284, 285, 287, 359, 502, 503
16 5, 10, 11, 175, 255, 259, 272, 355, 359
17 12, 119, 175, 415
18 51, 121, 164, 169, 175, 176, 248, 358, 360, 454, 479, 480, 482, 502, 514, 515, 516, 539, 561
19 49, 175, 273, 479
20 13, 46, 182, 238, 247, 273, 281, 360, 456, 479, 539, 561
21 239, 242, 357, 360, 479
22 28, 29, 244, 258, 479
23 76, 99, 100, 242, 251, 274, 353
24 183, 255, 288, 299, 355, 356, 415, 477
25 20, 28, 29, 115, 116, 156, 162, 165, 169, 170, 171, 172, 175, 239, 240, 280, 283, 285, 286, 290, 354, 477, 478, 479, 502, 503, 506, 509, 513, 515, 516

Pages

Special Chambers : (cont.)
Vacancies in 25, 31, 115, 185, 194, 229. *R. 14*
Staff : *see Registry.*
Stamped paper: *see Costs.*
Statute of the Court.
Art. 1 17
2 355, 479
3 239, 479, 502
4 281, 355, 479
5 17, 251, 355, 479
9 112, 457, 476, 479, 484
12 479
13 25, 155, 182, 218, 286, 359, 479, 496, 506, 552, 574
14 29, 182, 453, 479, 560
15 169, 179, 174, 226, 238, 239, 240, 249, 254, 284, 285, 287, 359, 502, 503
16 5, 10, 11, 175, 255, 259, 272, 355, 359
17 12, 119, 175, 415
18 51, 121, 164, 169, 175, 176, 248, 358, 360, 454, 479, 480, 482, 502, 514, 515, 516, 539, 561.
19 49, 175, 273, 479.
20 13, 46, 182, 238, 247, 273, 281, 360, 456, 479, 539, 561.
21 239, 242, 357, 360, 479.
22 28, 29, 244, 258, 479.
23 76, 99, 100, 242, 251, 274, 353.
24 183, 255, 288, 299, 355, 356, 415, 477.
25 20, 28, 29, 115, 116, 156, 162, 165, 169, 170, 171, 172, 175, 239, 240, 280, 283, 285, 286, 290, 354, 477, 478, 479, 502, 503, 506, 509, 513, 515, 516.
26 21, 28, 30, 32, 33, 40, 41, 98, 111, 114, 116, 118, 127, 134, 135, 168, 219, 223, 224, 238, 239, 240, 245, 247, 249, 250, 251, 254, 261, 267, 273, 274, 279, 281, 283, 286, 289, 301, 306, 337, 354, 355, 356, 364, 365, 367, 412, 438, 455, 457, 463, 470, 475, 484, 485, 489, 496, 499, 502, 506, 520, 521, 527, 540, 541, 546, 552, 562, 563, 564, 568, 569, 574.
27 21, 28, 30, 32, 33, 35, 36, 111, 114, 116, 118, 127, 134, 135, 168, 219, 273, 224, 238, 239, 240, 245, 247, 249, 250, 251, 254, 261, 267, 273, 274, 279, 281, 283, 286, 289, 301, 306, 337, 354, 355, 356, 364, 365, 367, 412, 438, 457, 463, 470, 475, 484, 485, 489, 496, 499, 502, 506, 520, 521, 527, 541, 546, 552, 563, 564.
28 17, 244, 273, 334.
29 29, 30, 32, 111, 134, 135, 193, 240, 249, 250, 254, 283, 286, 289, 298, 354, 356, 376, 413, 457, 463, 470, 475, 484, 485, 496, 497, 502, 523, 526, 541, 552, 553, 563, 568, 569, 574, 575.

Pages

Statut de la Cour : (suite)

26 21, 28, 30, 32, 33, 40, 41, 98, 111, 114, 116, 118, 127, 134, 135, 168, 219, 223, 224, 238, 239, 240, 245, 247, 249, 250, 251, 254, 261, 267, 273, 274, 279, 281, 283, 286, 289, 301, 306, 337, 354, 355, 356, 364, 365, 367, 412, 438, 455, 457, 463, 470, 475, 484, 485, 489, 496, 499, 502, 506, 520, 521, 527, 540, 541, 546, 552, 562, 563, 564, 568, 569, 574

27 21, 28, 30, 32, 33, 35, 36, 111, 114, 116, 118, 127, 134, 135, 168, 219, 273, 224, 238, 239, 240, 245, 247, 249, 250, 251, 254, 261, 267, 273, 274, 279, 281, 283, 286, 289, 301, 306, 337, 354, 355, 356, 364, 365, 367, 412, 438, 457, 463, 470, 475, 484, 485, 489, 496, 499, 502, 506, 520, 521, 527, 541, 546, 552, 563, 564, 575

28 17, 244, 273, 334

29 29, 30, 32, 111, 134, 135, 193, 240, 249, 250, 254, 283, 286, 289, 298, 354, 356, 376, 413, 457, 463, 470, 475, 484, 485, 496, 497, 502, 523, 526, 541, 552, 553, 563, 568, 569, 574, 575

30 28, 53, 65, 106, 155, 171, 239, 253, 274, 343, 345, 350, 356, 357, 364, 366, 369, 370, 371, 376, 437, 453, 480, 481, 502, 515, 560

31 17, 25, 32, 34, 60, 115, 118, 119, 159, 168, 171, 172, 182, 183, 184, 192, 193, 211, 215, 238, 239, 245, 246, 247, 279, 283, 287, 290, 336, 337, 354, 365, 402, 427, 440, 454, 455, 477, 482, 506, 517, 518, 519, 522, 538, 539, 560, 561, 574

32 6, 17, 18, 49, 50, 55, 242, 244, 245, 334, 335, 336, 344, 346, 360

34 17, 146, 533

35 70, 76, 77, 82, 220, 260, 290, 300, 343, 344, 345, 346

36 53, 201, 214, 279, 385, 512, 513, 518

37 201, 214

38 58, 59, 154, 217, 369

39 53, 60, 69, 141, 208, 259, 298, 299, 362, 406, 431, 465, 492, 519, 521, 548

40 84, 88, 133, 152, 200, 219, 412, 470, 496, 507, 552, 574

41 77, 276, 290, 376

43 64, 81, 200, 277, 290, 363, 364, 366, 367, 368

44 147, 210, 211, 232, 264, 273, 278, 303, 363, 367, 371, 372, 409, 410, 434, 466, 493, 522

45 253, 272, 368, 369

46 60, 91, 94, 95, 96, 152, 350, 367, 369

47 265, 304, 370, 410, 436, 467, 493, 572

48 64, 65, 81, 209, 210, 274, 291, 368, 369, 370, 371

49 65, 140, 369, 508

50 65, 145, 146, 147, 277, 278, 371, 373, 435, 467, 493, 549

51 372, 373

52 81, 373

53 201, 202, 203, 214, 262, 369, 490

Pages

Statute of the Court (cont.)

Art. 30 28, 53, 65, 106, 155, 171, 239, 253, 274, 343, 345, 350, 356, 357, 364, 366, 369, 370, 371, 376, 437, 453, 480, 481, 502, 515, 560.

31 17, 25, 32, 34, 60, 115, 118, 119, 159, 168, 171, 172, 182, 183, 184, 192, 193, 211, 215, 238, 239, 245, 246, 247, 279, 283, 287, 290, 336, 337, 354, 365, 402, 427, 440, 454, 455, 477, 482, 506, 517, 518, 519, 522, 538, 539, 560, 561, 574.

32 6, 17, 18, 49, 50, 55, 242, 244, 245, 334, 335, 336, 344, 346, 360.

34 17, 146, 533.

35 70, 76, 77, 82, 220, 260, 290, 300, 343, 344, 345, 346.

36 53, 201, 214, 279, 385, 512, 513, 518.

37 201, 214.

38 58, 59, 154, 217, 369.

39 53, 60, 69, 141, 208, 259, 298, 299, 362, 406, 431, 465, 492, 519, 521, 548.

40 84, 88, 133, 152, 200, 219, 412, 470, 496, 507, 552, 574.

41 77, 276, 290, 376.

43 64, 81, 200, 277, 290, 363, 364, 366, 367, 368.

44 147, 210, 211, 232, 264, 273, 278, 303, 363, 367, 371, 372, 409, 410, 434, 466, 493, 522.

45 253, 272, 368, 369.

46 60, 91, 94, 95, 96, 152, 350, 367, 369.

47 265, 304, 370, 410, 436, 467, 493, 572.

48 64, 65, 81, 209, 210, 274, 291, 368, 369, 370, 371.

49 65, 140, 369, 508.

50 65, 145, 146, 147, 277, 278, 371, 373, 435, 467, 493, 549.

51 372, 373.

52 81, 373.

53 201, 202, 203, 214, 262, 369, 490.

54 81, 145, 195, 203, 209, 266, 278, 369, 374.

55 4, 120, 189, 270, 374, 511.

56 374.

57 155, 280, 374.

58 306, 374, 412, 469, 496, 552, 574.

59 375.

60 155, 375.

61 155, 274, 375, 470, 496, 552.

62 20, 87, 89, 90, 91, 94, 95, 97, 152, 153, 154, 176, 215, 216, 217, 266, 305, 348, 349, 351, 381, 411, 436, 468, 490, 494, 504, 505, 522, 550, 572.

63 20, 84, 87, 88, 89, 90, 91, 94, 95, 97, 152, 153, 154, 216, 292, 348, 349, 351.

64 246, 291, 350, 410, 453, 551, 579.

Summary Procedure, (Chamber for) :

Adjournment into full Court from 100, 158, 159

Pages

Statut de la Cour: (suite)
Art. 54 81, 145, 195, 203, 209, 266, 278, 369, 374
55 4, 120, 189, 280, 374, 511
56 374
57 155, 280, 374
58 306, 374, 412, 469, 496, 552, 574
59 375
60 155, 375
61 155, 274, 375, 470, 496, 552
62 20, 87, 89, 90, 91, 94, 95, 97, 152, 153, 154, 176, 215, 216, 217, 266, 305, 348, 349, 351, 381, 411, 436, 468, 490, 494, 504, 505, 522, 550, 572
63 20, 84, 87, 88, 89, 90, 91, 94, 95, 97, 152, 153, 154, 216, 292, 348, 349, 351
64 246, 291, 350, 410, 453, 551, 579.

Témoins :
Audition 145
Comparution *R. 48*
Compte-rendu sténographique des témoignages 148, 212, 304
Déclaration solennelle 83, 146, 211, *R. 50*
En dehors de la Cour, audition des témoins 210, 211, 372, *R. 49*
Frais des 82, 147, *R. 52*
Interrogatoire 81, 83, 142, 208, 209, 211, 277, 524
Serment 83, 146, 211.

Terminologie :
„Arrêt" ou „jugement" 79
„Calendrier officiel". 131
„Cour" 32, 171
En général 137
„Epuisement du rôle" 100
„Jours francs" 131
„Résidence à la Haye" 14, 51, 247, 298, 415
„Vacances du Président" 51

Titre :
(Voir Juges, Rang et titre)

Traité de paix de Versailles
Partie „Travail"
Article 389 41
Article 416 41
Article 440 384

Traitements :
(Voir Greffier, Greffe)

Transit :
(Voir Chambre spéciale pour litiges de transit et de communications)

Travail (Bureau international du)
Assesseurs techniques, Consultation pour la désignation des *(voir Assesseurs)*

Pages

Summary Procedure (Chamber for): (cont.)
Case, reference of, to *R. 35*
Competence in Labour and Transit cases 135
Composition of
1. modification of 32, 287, 416, 519, 519, *R. 15.*
2. general 112, 117, 118, 185, 193, 228, 577, *R. 15*
Convocation of 157, *R. 68*
Election of members of 183, 194, 227, 228, *R. 15*
Election of substitutes for members 228, *R. 15*
General 97
Judgments in 218, *R. 70*
National judges: *See Composition*
Procedure 100—102, 157, 158, 218, 279, *R. 67*, *R. 69*
Time limits 64, 65

Terminology :
„Arrêt" or „jugement" 79
„Clear days" 131
„Court" 32, 171
„Finish the cases on the list" 100
General 137
„Official calendar" 131
„Residence at the Hague" 14, 51, 247, 298, 414
„Vacations of the President" 51

Time limits :
See Procedure

Title :
See Judges

Transit :
See Special Chamber for

Travelling Expenses :
See Judges, Registrar, etc.

Treaty of Versailles Part XIII (Labour)
Art. 389 41
416 41
440 384

Vacations :
See Terminology

Verbatim Reports :
See Minutes and Witnesses

Vice-President :
Absence of 107, 180
Duties of 26, 288, 415, *R. 11*
Election of 4, 5, 26, 30, 107, 173, 181, 416, *R. 9*
„ , procedure for 30, 242, 507, *R 9*
Period of office 107, 181
Substitute for 107, 180, *R. 9*

Pages

Travail (Bureau international du) : (Suite)
Représentation du Bureau à la Haye 27
(*Voir aussi Traité de Paix*)

Vacances :
(*Voir Terminologie*)
Vice-Président :
Absence 107, 180
Attributions 26, 288, 415, *R. 11*
Election 4, 5, 26, 30, 107, 173, 181, 416
„ procédure pour 30, 242, 507, *R. 9*
Période de fonctions 107, 181
Remplaçant 107, 180 *R. 9*
Vote :
(*Voir Cour, votation*)

Wang :
Absence de M. Wang 4
Weiss : M., élection comme vice-président 26

Pages

Voting :
See Court

Wang, M.
Inability to attend : 4
Weiss, M.
Election of as Vice-President : 26
Witnesses :
Attendance of 145
Calling of *R. 48*
Commission, hearing of, on 210, 211, 372, *R. 49*
Cost of calling 82, 147, *R. 52*
Evidence by, verbatim record of 148, 212, 304
Examination of 81, 83, 142, 208, 209, 211, 277, 524
Oath to be administered to 83, 146, 211
Solemn declaration by 83, 146, 211, R. 50.

RÈGLEMENT DE LA COUR — TABLE DES ARTICLES MONTRANT LEUR DÉVELOPPEMENT

RULES OF COURT — TABLE OF ARTICLES, SHOWING THEIR DEVELOPMENT

Annexes Nos. Annex Nos. 75	72a	61g	61c	61b	61a	59a	21a	21b	5	1c	1b
ARTICLES.											
Préambule — Preamble	Préambule	Préambule	Préambule	Préambule	1	1	—	1	—	1	—
voir **Procès-Verbaux — see Minutes**	—	XXX: 222	—	—	XX: 143a (ii, iii)	XX: 143a (ii, iii)	—	—	—	—	—
1. **Commencement de la période de fonctions**	1	1	1	2 para. 1	3 para. 1	3 para. 1	—	3 para. 1	—	3	17
Beginning of term of office											
Procès-verbaux — Minutes	—	XXX: 224	—	XX: 143c	XX: 143c	—	—	—	—	—	—
2. **Préséance — Precedence**	2 para. 1	2 para. 1(x)	2 para. 1	4	4	4 para. 1	—	4 para. 1	—	4 para. 1	16
Procès-verbaux — Minutes	—	XXX: 225 (iii)	—	XXI: 146b (i)	XXI: 146b (i)	—	—	—	—	III: 23	III: 23
Para. 1											
Para. 2. **Préséance des juges nationaux. Precedence of national judges**	2 para. 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Para. 3. **Tableau des juges suppléants. List of deputy-judges**	2 para. 3	2 para. 2	2 para. 2	—	—	4 para. 2	—	4 para. 2	—	4 para. 2	19
Procès-verbaux — Minutes	—	XXX: 225 (iii)	—	—	—	XXI: 146 (i)	—	—	—	V: 47	V: 46a
Para. 4. **Ordre dans lequel siègent les juges Ordre in which the judges take their seats**	2 para. 4	2 para. 3, 4	2 para. 3, 4	5	5	5	—	5	—	5 para. 2	19 para. 1
Procès-verbaux — Minutes	—	XXX: 225 (iii)	—	XXI: 148a	XXI: 148a	—	—	—	—	III: 23	—
3. **Juges suppléants — Deputy-judges**											
Para. 1. **Ordre de convocation — Order of summons**	3 para. 1	3 para. 1(x)	3 para. 1	9 para. 1	9bis (9a) para. 1	9bis (9a) para. 1	—	9bis (9a) para. 1	—	4	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXX: 226 XXXI: 228 XXXI: 231 (ii, iii) XXXII: 237 (i)	—	XXI: 148f (iii)	XXI: 148f (iii)	—	—	—	—	V: 46a	—
Par. 2. **Convocation d'un juge suppléant domicilié loin du siège de la Cour**	3 para. 2	3 para. 4	3 para. 4	9 para. 4	9bis (9a) para. 4	9bis (9a) para. 2	—	9bis (9a) para. 2	—	—	—
Convocation of a deputy-judge residing far from the seat of											

l'examen d'une affaire . . . **Summons to continue to sit in a case . . . . . .**	3 para. 2	3 para. 3	3 para. 3	9 para. 3	9bis (9a) para. 3	9bis (9a) para. 3	—	9bis (9a) para. 1	—	—	13
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXI: 231 (ii, iii)	—	XXI: 148f	XXI: 148f	—	—	—	—	—	V: 46g
Para. 4. **Convocation d'un juge suppléant comme juge national . . .** **Summons of a deputy-judge as a national judge. . . . .**	3 para. 4	3 para. 5	3 para. 5	9 para. 5	9bis (9a) para. 5	9bis (9a) para. 3	—	9bis (9a) para. 3	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXI: 23: (ii, iii) XXXII: 237 (i)	—	XXI: 148f	XXI: 148f	—	—	—	Voir V: 46i	idem	idem
4. **Adjonction de juges de la nationalité des parties . . . . . .** **Addition of judges of the nationality of the parties . . . . . .**	4 para. 1	5 para. 1(x)	5 para. 1	12	10bis (10a)	10bis (10a)	III: 7c	10bis (10a)	I: 21	—	—
Procès-Verbaux — Minutes	—	XXXI: 233 (i)	—	XXI: 148i	XXI: 148i	—	XVII: 128	—	IV: 41	—	—
Para. 2. **Méthode de désignation quand parties font cause commune.** **Method of selection when parties in common interest . .**	4 para. 1	5 para. 2	3 para. 2	13 para. 1	10ter (10b) para. 1	10ter (10b)	—	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXI: 233 (i)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Para. 3. **Délai fatal pour désignation.** **Time limit for selection is final**	4 para. 3	5 para. 3	5 para. 3	13 para. 2	10ter (10b) para. 2	10ter (10b)	—	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXI: 233 (i)	—	XXII-151b (i)	XXII-151b (i)	—	—	—	—	—	—
5. **Engagement solennel — Solemn declaration . . . . . .**	5 para. 1	10 par 1(x)	10 para. 1	6 para. 1	6 para. 1	6 para. 1	—	6 para. 1	—	6	1
Procès-Verbaux — Minutes.	—	XXXII: 242 (iii)	—	XXI: 148b	XXI: 148b	—	—	—	—	III: 24	III: 24
Para. 2. **Séance publique spéciale — Special public sitting . . . .**	5 para. 2	10 para. 2	10 para. 2	—	—	—	—	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXII: 242	—	—	—	—	—	—	—	—	—

à suivre — continued

(i) Discussion du fond, (ii) de la place et (iii) de la rédaction de l'article.
(x) indique un changement de place selon la décision prise au P.V. de la XXXVIIIème séance, paragraphe 324.
(i) Indicates discussion upon the subject matter, (ii) upon the position and (iii) upon the wording of the article.
(x) indicates change of position in accordance with a decision taken at the XXXVIIIth. meeting, Minute No. 324.

Annexes Nos. Annex Nos. 75	72a	61g	61c	61b	61a	59a	21a	21b	5	1c	1b
Para. 3. **Ordre dans lequel la déclaration est faite après renouvellement de la Cour**	5 para. 3	10 para. 3	10 para. 3	6 para. 3	6 para. 3	6 para. 3	—	6 para. 3	—	—	—
Order in which declaration is made after a new election of the whole Court											
Procès-verbaux — Minutes	XXXIX:343 (iii) XL : 346a (iii)	XXXII : 242	—	XXI : 148b (i)	XXI : 148b (i)	—	—	—	—	—	—
6. **Application de l'article 18 du Statut. Application of Article 18 of the Statute**	6	4(x)	4	15	11	11	I:4	11	—	11	—
Proces-verbaux — Minutes	—	XXXI: 230 XXXI: 232 (iii)	—	XXII: 153c (iii)	XXII: 153c (iii)	—	X:80	X:80	—	X:80	—
7. **Choix des assesseurs — Choice of Assessors**	7 para. 1	6 para. 1(x)	6 para. 1	7	7	7bis(7a)	II:7 I:2	—	—	7 para. 6	12
Procès-Verbaux — Minutes	—	XXXI:234	—	XXI:148d (i, iii)	XXI:148d (i, iii)	—	VII:6c a & b: VIII:63 & 64	—	—	VII:60 VIII:63 & 64	VII:60
Para. 2. **Méthode de désignation — Method of appointment**	7 para. 2	6 para. 2	6 para. 2	7 para. 2	7 para. 2	7bis(7a) para. 1	I:2 para. 3	—	—	—	12
Procès-verbaux — Minutes	—	—	—	XXI:148d	XXI:148d	—	VII:60 c & d VII:63	—	—	—	—
8. **Engagement solennel des assesseurs — Solemn declaration of assessors**	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes.		Voir: XXXIV:269 XXXIV:278									
9. **Election du Président & du Vice-Président. Election of President and Vice-President**	9 para. 1	9 para. 1(x)	9 para. 1	2 para. 2	3 para. 1	3 para. 1	—	3 para. 1	—	3 para. 1	—
Procès-verbaux — Minutes	XXXIX: 343i.	X XXI: 229 XXXII: 241 (iii)	—	—	XX: 143c (i, iii)	XX: 143c (i, iii)	—	—	—	—	
Para. 2. **Election après renouvellement intégral de la Cour . . . Election after a new election of the whole Court . . .**	9 para. 2	9 para. 2	9 para. 2	2 para. 3	3 para. 1	3 para. 1	—	3 para. 1	—	3 para. 2	17 para. 3
Procès-verbaux — Minutes											

the President or the Vice-President cease to belong to the Court	9 para. 3	9 para. 3	9 para. 3	2 para. 4	3 para. 3	3 para. 2	—	3 para. 2	—	3 para. 2	16 para. 2
Procès-Verbaux — Minutes	—	XXXII: 241 (iii)	XXIII: 156	XXIII: 156	XX: 143c (i, iii)	XX: 143c (i, iii)	—	—	—	—	—
Para. 4. **Session extraordinaire à cet effet. . Extraordinary session for this purpose**	9 para. 3	9 para. 4	9 para. 4	2 para. 5	3 para. 4	3 para. 2	—	3 para. 2	—	3 para. 3	8
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXII: 241 (iii)	—	—	XX: 143c (i, iii)	XX: 143c (i, iii)	—	—	—	—	
Para. 4. **Mode d'élection — Method of election**.	9 para. 4	9 para. 5	9 para. 5	2 para. 6	3 para. 5	3 para. 3	I: 1	3 para. 3	—	3 para. 4	10 para. 2
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXII: 241	—	—	XX: 143c (i, iii)	XX: 143c (i, iii)	VI: 58a	—	—	II: 8	II: 8
10. **Fonctions du Président — Duties of the President**	10	11(x)	11	—	—	—	—	—	—	—	16 para. 1
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXII: 243	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11. **Fonctions du Vice-Président — Duties of the Vice President**	11	12(x)	12	3	3bis(3a)	3bis (3a) para. 2	—	3a para. 2	—	—	16 & 17
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXII: 244 (iii)	—	XXI: 146a (i, iii)	XXI: 146a (i, iii)	—	—	—	—	—	V: 48
12. **Domicile et vacances — Residence and vacations**	12	13(x)	13	23	20 para. 1 & 2	20	I: 5	20	—	20	17 para. 4
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXII: 245	—	—	—	—	X: 81	—	—	III: 29	III: 29
13. **Présidence provisoire — Provisional performance of the duties of President**	13	8(x)	8	1	2	2	—	2	—	2	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXII: 240 (iii)	—	—	XX: 143b (i, ii, iii)	XX: 143b (i, ii, iii)	—	—	—	—	—
14. **Chambres.**				art. sans numéro après l'art. 6 (art. without number after 6).	7 para. 1	7 para. 1	I: 1 para. 2	7	—	7 para. 4	6
Para. 1. **Désignation des membres — Appointment of members**	14 para. 1	14 para. 1 (x)	14 para. 1	para. 1 XXI: 148c (i)	XXI: 148c (i)	—	VI: 58b	—	—	—	—
Procès verbaux — Minutes	—	XXXII: 246	—	—	—	—	I: 2 para. 5	—	—	—	—
Para. 2. **Remplaçants — Substitutes**. .	14 para. 2	14 para. 3	14 para. 3	Voir XXII 151a	Voir XXII: 151a	—	—	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes	—	—	—								
Para. 3. **Date de l'élection & point de départ de la période de fonctions**	14 para. 3	14 para. 2	14 para. 2	—	—	—	—	—	—	—	—

à suivre — continued

à suivre — continued

Annexes Nos. Annex Nos. 75	72a	61g	61c	61b	61a	59a	21a	21b	5	1c	1b
Date of election & commencement of period of appointment											
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXII: 246 (ii)	—	— art. sans numéro après l'art. 6 (art. without number after 6)	—	—	—	—	—	—	—
Para. 4. **Période de fonctions après renouvellement intégral de la Cour Period of appointment after a new election of the whole Court**	14 para. 4	14 para. 4	14 para. 4	para. 4	7 para. 4	7 para. 3	—	—	—	7 para. 3	5 & 6
Procés-verbaux — Minutes.	—	XXXII: 246	—	XXI: 148c (i, iii) même art. (same art.)	XXI: 148c (i, iii)	—	—	—	—	—	—
Para. 5. **Présidence — Appointment of Presidents**	14 para. 5	14 para. 5	14 para. 5	para. 2 & 3	para. 2 & 3	7 para. 2	I: 2 para. 4	7	—	7 para. 1	5 & 6
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXII: 246	—	XXI: 148e	XXI: 148e	—	VI: 58c	—	—	—	—
15. **Composition des Chambres speciales — Composition of Special Chambers**	15 para. 1	15 para. 1(x)	15 para. 1	12 para. 2	10bis para. 2	10bis para. 2	—	10bis para. 2	—	7	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXII: 247 XXXIV: 266	—	XXI: 148i	XXI: 148i	—	—	—	—	IV: 41	—
Para. 2. **Modification de la composition de la Chambre de procédure sommaire — Modification of the Chamber of Summary Procedure**	15 para. 2	15 para. 2	15 para. 2	12 para. 3	10bis para. 3	10bis para. 2	I: 2 para. 5	—	—	7	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXII: 247 (iii) XXXIV: 266 (iii)	—	XXI: 148i XXII: 151a (i) XXIII: 155	—	—	VI: 58d	—	—	IV: 41	—
16. **Convocation des juges suppléants pour siéger dans Chambres. — Summons of Deputy-judges to sit in Chambers**	16	16(x)	16	10 para. 2	9ter para. 2	9ter para. 2	I: 2 para. 5	9b para. 2	—	7 para. 4	—
Procès-verbaux — Minutes.	XL: 346b (iii)	XXXIII: 249 (iii) XXXIV: 267	—	XXI: 148g (i, iii)	XXI: 148g (i, iii)	—	VI: 58b	—	—	V: 46h	—
17. **Choix du Greffier — Selection of the Registrar**	17 para. 1	22 para. 1(x)	22 para. 1	16 para. 1	12 para. 1	12 para. 1	—	12 para. 1	—	12 para. 1	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXIII: 256	—	XXII: 153d (iii)	XXII: 153d (iii)						
Para. 2. **Mode d'élection — Method of election**	17 para. 2	22 para. 2	22 para. 2	16 para. 2	12 para. 2	12 para. 2	—	12 para. 2	—	12 para. 2	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXIII: 256	—	XXII: 153d	XXII: 153d	—	—	—	—	—	—
Para. 3. **Période de fonctions — Period of appointment**	17 para. 3	22 para. 3	22 para. 3	16 para. 3	12 para. 3	12 para. 3	—	12 para. 3	—	12 para. 4	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXIII: 256	—	XXII: 153d	XXII: 153d	—	—	—	—	II: 10 & 11	—

		(iii)		(iii)	(iii)						
18. Declaration du Greffier — Declaration of the Registrar	21	26(x)	26	18	13	15	—	15	—	15	—
Procès-verbaux — Minutes	XL:346c (ii)	XXXIII:260 XXXIII:263 (iii)	—	XXII:153f (iii)	XXII:153f (iii)	—	—	—	—	—	—
19. Domicile & vacances du Greffier — Residence & vacations of Registrar	19	24(x)	24	23	20	20	I:5	20	—	20	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXIII:258	—	—	—	—	X:81	—	—	—	—
20. Personnel du Greffe — Staff of the Registry	18	23(x)	23	17	13	13	—	13	—	13	—
Procès-verbaux — Minutes	XL:346c (ii)	XXXIII:257	—	—	—	—	—	—	—	II:13	—
21. Statut du Personnel — Regulations for the Staff	20	25(x)	25	—	—	—	—	—	—	14	—
Procès-verbaux — Minutes	XL:346c (ii)	XXXIII:259	—	—	—	—	—	—	—	—	—
22. Organisation du Greffe. Organisation of the Registry	22	27(x)	27	17	13	13	—	13	—	13	18:24
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXIII:261	—	—	—	—	—	—	—	—	—
23. Archives	23	28(x)	28	21	18	18	—	18	—	18	14
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXIII:262	—	XXII:153i	XXII:153i	—	—	—	—	—	—
24. Accès au Greffe — Access to the Registry	24	29(x)	29	—	—	—	—	—	—	—	23
Proces-verbaux — Minutes	—	XXXIII:263 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
25. Procédure pour l'expédition & la réception de communications — Procedure for despatch and receipt of communications	25	30(x)	30	19	16para.1&2	16	—	16	—	16	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXIII:264 XXXIV:270 (ii)	—	XXII:153g (i)	XXII:153g (i)	—	—	—	—	—	—
26. Attributions du Greffier & du Greffe — Duties of the Registrar and the Registry	26	31(x)	31	20	17	17	—	17	—	17	18, 20 & 21
Procès-verbaux — Minutes.	XXXIX:343 (iii) XL: 346d (iii)	XXXV:272	—	XXII:153h (iii)	XXII:153h (iii)	—	—	—	—	—	—

à suivre — continued

à suivre — continued

Annexes Nos. Annex Nos. 75	72a	61g	61a	61b	61a	59a	21a	21b	5	1c	1b
27. **Date de la session ordinaire annuelle — Date of ordinary annual session**	27 para. 1	17 para. 1(x)	17 para. 1	—	—	—	—	—	—	—	—
28. **Préparation du rôle des affaires — Preparation of list of cases** . . .	28	18(x)	18	22	19	19	—	19		19	19
Procès-verbaux — Minutes	XL:346e(iii)	XXXIII:251 (iii) & 252 (i) XXXIV:268 (iii)	—	XXII:153j (i, iii)	XXII:153j (i, iii)	—	—	XVIII:134	—	—	—
29. **Fixation de la date des séances. — Fixing of times of sittings** . . .	29	19(x)	19	—	21	21	—	21	—	21	16 par 3
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXIII:253	—	—	—	—	—	XVIII:133	—	—	—
30. **Le cas où le quorum n'est pas atteint. — Procedure if quorum not obtained.**	30	20(x)	20	11	10	10	—	10	—	10	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXIII:254 (i)	—	XXI:148h	XXI:148h	—	—	—	—	V:46e & f	—
31. **Déliberations en Chambre du conseil — Deliberations in private** . . .	31 para. 1	21 para. 1	21 para. 1	14 para. 1	10 quater para. 1	—	—	—	II:17 para.1	49	—
Procès-verbaux Minutes	—	XXXIII:255 (ii) XXXV:277 (iii)	—	XXII:153a; (i, ii) XXIII:156 (ii)	XXII:153a (i, ii) XXIII:156 (ii)	—	—	—	—	—	—
Para. 2. **Personnes autorisées à être présentes. Persons authorised to be present**	31 para. 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	Voir: XXXIII:255 XXXIV:269 (i) XXXV:277 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Para. 3. **Opinion motivée des juges — Statement of opinions by the judges**	31 para. 3	21 para. 3	21 para. 3	14 para. 2	10 quater para. 2	—	III:8	—	II:19	49	11:para.1&3
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXIII:255 (ii)	—	XXII:153a (i, ii)	XXII:153a (i, ii)	—	XVII:129	—	V:46j	V:46j	V:46j
Para. 4. **Décision de la Cour — Court's decision**	31 para. 4	21 para. 4	21 para. 4	14 para. 3	10 quater para. 3	—	—	49	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXIII:255 (ii)	—	XXII:153a (i, ii)	XXII:153a (i, ii)	—	—	—	—	—	—

in both the official languages	31 para. 5	21 para. 2	21 para. 2	—	—	—	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXIII:255 (ii)	—	Voir: XXII:153a	Voir:XXII 153a		—	—	—	—
32. Adoption par la Cour de règles de procedure proposées par les parties — Adoption by the Court of rules proposed by the parties	32	32	32	—	27	27	II:2	27	—	27	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXV:273	XXIII:159	—	—	—	X:83;XI:90	XI:90	—	—	—
33. Délais — Time limits.	33	33/34para.1	33 para. 1		22 para. 1	22 para. 1	II:3 para. 2	22 para. 1	I:2	22 para. 1	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXV:274 (iii)	XXIII:160 (ii) XXIII:161 (i)	—	—	—	XII:93	XII:93	—	—	—
Para. 2. Prolongation — Extention of times	33 par 2	33/34para.2	33 para. 2 & 3	—	22 para. 2 & 3	22 para. 2 & 3	—	22 para. 2	—	22 para. 4	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXV:274	—	—		—	XIII:96	—	—	—	—
Para. 3. Pouvoirs présidentiels — Powers of the President	33 para. 3	33/34para.3	33 para. 1	—	22 para. 1	22 para. 1	II:3 para. 2	22 para. 1	—	22 para. 1	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXV:274	XXIII:160 (ii) XXVII:190	—	—	—	XI:90	XI:90	—	—	—
34. Nombre de copies des pièces de procédure — Number of copies of documents of the written proceedings.	34	—	—	—	—	—	—	—	I:1 para. 2	—	—
Procès verbaux — Minutes	—	Voir: XXXVIII: 326	Voir: XXIV:167	—	—	—	—	—	—	—	—
35. Contenu du compromis — Contents of special agreement	35 para. 1	35 para. 2	35 para. 2	—	28 para. 2	28 para. 2	—	28 para. 2	—	28 para. 2	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXV:275 XXXVIII: 323 (i)	XXIV:163i (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—
Para. 2. Contenu de la requête — Contents of application.	35 para. 2	35 para. 1	35 para. 1	—	28 para. 1	28 para. 1	—	28 para. 1	I:1 para. 1	28 para. 1	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXV:275 (i, iii) & 276 XXXVIII: 323 (i)	XXIV:163 (iii) XXVI:182 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—

à suivre — continued

à suivre — continued

Annexes Nos. Annex Nos. · 75	72a	61g	61c	61b	61a	59a	21a	21b	5	1c	1b
Para. 3. **Réponse à la requête — Reply to the application**	35 para. 3	36	—	—	—	—	—		—	—	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXV: 276 (iii, i) XXXVII: 302 XXXVIII: 323	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Para. 4. **Renvoi d'une affaire à l'une des Chambres spéciales — Reference of a case to a special Chamber**	35 para. 4	35 para. 3	35 para. 4	—	—	—	—	31 para. 2	III	31 para. 2	—
Proces-verbaux — Minutes	—	XXXV: 275 (i, iii)	XXIV: 163 (i)	—	—	—	—	—	—	—	—
Para. 5. **Adjonction d'assesseurs ou renvoi à la Chambre de procedure sommaire — Addition of assessors or reference of the case to the Chamber for Summary Procedure**	35 para. 5	35 para. 4	35 para. 3	—	—	—	—	31 para. 3	—	31 para. 3	—
36. **Communication aux juges des requêtes ou compromis — Communication of special agreements or applications to the judges**	36	37	36	—	30	30	—	30	I: 4	30	—
Proces-verbaux — Minutes	—	XXXVI: 280	XXIV: 164	—	—	—	—	—	—	—	—
37. **Emploi des langues officielles et traduction des documents — Use of the official languages & translation of documents**	37	38	37	—	23	23	II: 4	23	—	23	—
Proces-verbaux — Minutes	—	XXXVI: 281 (iii)	XXIV: 165 (i)	—	—	—	XIII: 97	—	—	—	—
Voir aussi 44. See also 44											
38. **Droit de prendre connaissance des documents — Right of inspection of documents**	38	39	38	—	32	32	III: 6	47bis	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXVI: 282 (iii)	XXIV: 166 XXVII: 201 (i, iii)	—	—	—	XV: 123 XVI: 125 XVII: 127	—	—	—	—
39. **Ordre de présentation des pièces de procédure écrite — Order of submission of the documents of the written procedure**	39	40	39/40	—	31	31 para. 1&3	II: 8	32	I: 5	32	—
Procès verbaux — Minutes	—	XXXVI: 283	XXIV: 167	—	—	—	XIII: 100	—	—	—	—

countercases	40	41	41	—	35	35	XIV:9	35		35	
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXVI:284	XXV:171(iii)	—	—	—	XIV:108	—	—	—	—
41. Date de l'ouverture de la procédure orale — Date for commencement of the oral proceedings	41	42	42	—	37	37	—	37	I:9 para. 1	37 para. 1	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXVI:285	XXV:172	—	—	—	—	—	—	—	—
42. Transmission aux juges de copies des pieces d'un dossier — Distribution to the judges of copies of documents in a case	42	43	43	—	37bis	37bis	—	—	I:4	—	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXVI:286	XXV:173	—	—	—	—	—	—	—	—
43. Dates & heures des séances publiques — Dates & hours of public sittings	43	44	44	—	—	—	—	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXVI:287	XXV:174	—	—	—	—	—	—	—	—
44. Régles pour la traduction orale — Rules for interpretation	44	45	45	—	24	24	—	24	—	24	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXVI:288 (i)	XXV:175 (i, iii)	—	—	—	—	—	—	—	—
45. Ordre entre la présentation des preuves et les plaidoiries — Order as between the production of evidence & speeches by counsel.	45	46	46	—	—	39 para. 2	II:15	39 para. 2	I:9 para. 2	39 para. 2&3	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXVI:289 (i)	XXV:176 (iii)	—	—	—	XV:117	—	—	—	—
46. Ordre dans lequel les représentants des parties prennent la parole — Order in which representatives of the parties are to address the Court	46	47	47	—	38	38	II:15	38 para. 1	I:9 para. 2	38 para. 4	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVI:290 (iii)	XXV:177 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—
47. Notification des moyens de preuve — Notice of evidence to be produced	47 para. 1	48 para. 1	48 para. 1	—	—	43	II:13	43	I:8 para. 1	43 para. 1	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVI:291	XXV:178 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—
Para. 2. **Indication des points sur lesquels porte le témoignage — Indication of the points to which evidence relates.**	47 para. 2	48 para. 2	—	—	—	—	—	—	I:8 para. 2	—	—
Proces-verbaux — Minutes.	—	XXXVI:291	Voir: XXV: 178 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—

à suivre — continued

à suivre — continued

Annexes Nos. Annex Nos. 75	7 a	61g	61c	61b	61a	59a	21a	21b	5	1c	1b
48. **Citation des témoins — Calling of witnesses**	48	49	49	—	—	39 para. 1	—	39 para. 1	I. 10 para. 1	39 para. 1	—
Procès-verbaux — Minutes	XL: 346f (iii)	XXXVI:292 (i. iii)	XXVI: 183	—	—	—	—	—	—	—	—
49. **Commissions rogatoires — Evidence on commission**	49	50	49bis	—	—	42	—	42	I:7 I:12 & 14	42	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXVI:292 (i, iii)	XXV : 172 XXVI: 183	—	—	—	—	—	—	—	—
50. **Engagement solennelle des témoins —Solemn declaration to be made by witnesses**	50	51	50	—	—	40	III: 3a	40 para. 1		40 para. 1	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXVI:293 (i)	XXVI:184	—	—	—	XVI: 120	—	—	—	—
51. **Interrogation des témoins — Examination of witnesses**	51	52	51	—	—	40bis	III: 3b	40 para. 2	I: 11	40 para. 5	—
Procès-verbaux — Minutes	XL: 346g (iii)	XXXVI:294 (iii)	XXVI: 185	—	—	—	XV: 120	—	—	—	—
52. **Indemnité des témoins — Indemnities of witnesses**	52	53	52	—	—	43bis	III: 1	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes	XXXIX:343 (iii) XL: 346h (iii)	XXXVI:295	XXVI: 186 (iii)	—	—	—	XV: 118	—	—	—	—
53. **Communication des expertises & enquêtes aux parties — Communication to the parties of expert opinions and inquiries carried out**	53	54	54	—	—	41	—	41	—	41	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXVI:296	XXVI: 188	—	—	—	—	—	—	—	—
54. **Comptes-rendus des dépositions et de la procédure orale — Records of the evidence and oral proceedings**	54	55	56	—	—	45	—	45	—	45	—
Procès-verbaux — Minutes	XXXIX:343 (iii) XL:346i (iii)	XXXVI:297 (i, iii)	XXVI: 190	—	—	—	—	—	—	—	—
55. **Procès-verbaux — The Minutes**	55	56	57	—	—	46	—	46	—	46	—
Procès-verbaux — Minutes	—	XXXVI:298 (iii)	XXVI: 191 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—

57. **Mesures conservatoires — Interim protection**	57	58	59	—	35	35	II: 10	35	I: 3 para. 1	35	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVI:300	XXVI: 193	—	—	—	XIV: 109	—	—	—	—
		Exceptions d'incompétence Objections to jurisdiction of Court									
—	—	59	60	—	36	36	II: 11	36	I: 3 para 3	36	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 302 (i)	XXVI: 194 (ii) XXVII: 197 (i, iii)	—	—	—	XIV: 110	—	—	—	—
58. **Requête á fin d'intervention — Application for permission to intervene**	58	60	61	—	—	48 para. 1&2	III: 7	48	—	48	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 303 (i)	XXVII: 198 (iii)	—	—	—	XV: 123 XVI: 125	—	—	IV: 40	—
59. **Contenu de la requête — Contents of the application**	59	61	62	—	—	48 para. 1	—	48 para. 1	—	48 para. 1	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 305	XXVII: 199 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—
Para. 2. **Communication aux parties — Communication to the parties**	59 para. 2	61 para. 2	62 para. 2	—	—	—	—	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 305 (iii)	XXVII: 199	—	—	—	—	—	—	—	—
60. **Intervention aux termes de l'article 63 — Intervention under Article 63**	60 para. 1	62 para. 1	63	—	—	48 para. 3	III: 7	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 306 (iii)	XXVII: 200 (i, iii)	—	—	—	XV: 123 XVI: 125 XVII: 127	—	—	—	—
Para. 2. **Connaissance des documents — Inspection of documents**	60 para. 2	—	—	—	—	—	—	—	—		—
Procès-verbaux — Minutes.	—	Voir: XXXVII: 306 (iii)	Voir: XXVII: 200	—	—	—	—	—	—	Voir: IV 40	—
61. **Conclusion d'un accord entre les parties mettant fin à la procédure — Agreement, between the parties involving termination of proceedings**	61	63	64	—	—	44 para. 1 & 2	III: 4	44 para. 1 & 2	I: 21 para. 4	44 para. 1	—

à suivre — continued

à suivre — continued

Annexes Nos. Annex Nos. 75	72a	61g	61c	61b	61a	59a	21a	21b	5	1c	1b
Procès-verbaux — Minutes.	XXXIX:343 (iii) XL:346j(iii)	XXXVII: 307 (i)	XXVII: 202	—	—	—	XV: 121	—	—	—	—
62. **L'arrêt — The judgment**	62	64	65	—	—	51	II: 12 & 14	51	—	51	—
Procès-verbaux Minutes.	—	XXXVII: 308 (iii)	XXVII: 203 (iii)	—	—	—	XIV: 111 XVII: 129	—	—	—	—
63. **Communication de l'arrêt — Communication of the judgment** . .	63	65	66	—	—	52 para. 1	—	52 para. 1	—	52 para. 1	—
Procés-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 309	XXVII: 204	—	—	—	—	—	—	—	—
64. **Date à partir de laquelle l'arrêt a force obligatoire — Date upon which the judgment takes effect**	64	66	67	—	—	53	—	53	—	53	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 310	XXVII: 205	—	—	—	—	—	—	—	—
65. **Publication des arrêts — Publication of judgments**	65	67	68	—	—	52 para. 2	—	52 para. 2	—	52 para. 2	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 311	XXVII: 206 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—
66. **Révision.** Paras. 1 & 2. — **Formes & contenu d'une demande en revision — Revision.** Paras. 1 & 2. **—Form & contents of an application for revision**	66para. 1 & 2	68para. 1 & 2	69para. 1 & 2	—	—	54para. 1 & 2	—	54para. 1 & 2	IV	54para. 1 & 2	—
Procès-verbaux — Minutes.	XL:346k(iii)	XXXVII: 312	XXVII: 207 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—
Para. 3. **Notification aux parties — Notic eto the parties.**	66 para. 3	68 para. 3	69 para. 3	—	—	54 para. 2	—	54 para. 2	—	54 para. 2	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVIII: 321 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Para. 4. **Compétence pour connaître une demande en revision — Competence to deal with an application for revision**	66 para. 4	68 para. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Procès-verbaux — Minutes.	XXXIX:343 (iii)	XXXVII: 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—
67. **Régles pour la procédure sommaire — Rules for Summary Procedure**	67	69	74	—	—	59	—	59	II:3	59	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 313	XXVIII:209 XXVIII:212 (ii)	—	—	—	—	—	XVIII:134	—	—
68. **Convocation de la Chambre de procedure sommaire — Summoning of the Chamber of Summary Procedure**	68	70	71	—	—	56bis	—	—	—	—	—
Procès verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 314 (i)	XXVIII:210 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—
69. **Procedure devant la Chambre de procédure sommaire — Procedure before the Chamber of Summary Procedure**	69	71	72	—	—	57	—	57	II:1 & 2	57	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 314 (i)	XXVIII:210 (iii)	—	—	—	—	XVIII:134	—	—	—
70. **Arrêts de la Chambre de procédure sommaire — Judgments of the Chamber of Summary Procedure**	70	72	73		—	58	III:8	58	—	58	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 315 (i)	XXVIII:210 (iii)	—	—	—	XVII:129	—	—	—	—
71. **Avis consultatifs émis par la Cour en séance plénière — Advisory opinions to be given by the full Court**	71	73	75	—	—	61	III:8 & 9	—	V:1 para.2	60	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 316 (iii)	XXVIII:213 (iii) XXIX: 220 & XXX: 226	—	—	—	XVIII:132	—	—	—	—
Para. 2. **Opinions dissidentes — Dissenting opinions**	71 para. 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	Voir: XXXVII: 316	—	—	—	—	—	—	—	—	—

à suivre — continued

à suivre — continued

Annexes Nos. Annex Nos. · 75	72a	61g	61c	61b	61a	59a	21a	21b	5	1c	1b
72. **Requêtes pour avis consultatifs — Requests for advisory opinions.**	72	74	75	—	—	60para. 1 &3	III:9	60 para. 1&3	—	60 para. 1&3	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 317	XXVIII:214 (iii)	—	—	—	XVIII: 132	—	—	—	—
73. **Notification d'une requête demandant un avis consultatif — Notification of a request for an advisory opinion**	73 para. 1	75 para. 1	77 para. 1	—	—	60 para. 4 & 63 para. 1	—	60 para. 4 & 63 para. 1	—	60 para. 4 & 63 para. 1	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 318 (iii)	XXVIII:215 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—
Para. 2. **Communication aux organisations internationales d'une requête pour avis consultatif — Communication of a request for an advisory opinion to international organisations**	73 para. 2	75 para. 2	77 para. 2	—	—	60 para. 4	—	60 para. 4	—	60 para. 4	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 318	XXVIII:21[illegible]	—	—	—	—	—	—	—	—
74. **Publication des avis — Publication of opinions**	74	76	78	—	—	64	—	64	—	64	—
Procès-verbaux — Minutes.	XL: 346 1) (iii)	XXXVII: 319 (iii)	XXVIII:216	—	—	—	—	—	—	—	—
75. **Erreurs — Errors**	75	77	79	—	26	26	—	26	—	26	—
Procès-verbaux — Minutes.	—	XXXVII: 320 (iii)	XXVIII:218 (iii)	—	—	—	—	—	—	—	—

Index chronologique des Procès-Verbaux de la session préliminaire de la Cour permanente de Justice internationale — Chronological Index of the Minutes of the preliminary session of the Permanent Court of International Justice.

I séance, 30 janvier, 1922.	1. Election du Président provisoire — Election of the Chairman.	p. 1.
	2. Convocation des juges suppléants — Convocation of deputy-judges.	p. 1.
	3. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting.	p. 2.
	4. Question du port par les juges d'une robe — The question of robes for the judges.	p. 2.
	5. Date de la séance solennelle d'ouverture — Date of the public Inaugural Meeting.	p. 2.
II séance, 3 février, 1922.	6. Approbation du procès-verbal de la séance précédente — Approval of the Minutes of the preceding meeting.	p. 3.
	7. Réponses de MM. Wang & Negulesco — Replies received from MM. Wang & Negulesco. (Annexes 2 & 3).	p. 3.
	8. Election du Président — Election of the President.	p. 4.
	9. Election du Vice-Président — Election of the Vice-President.	p. 4.
	10. Incompatibilité de fonctions — The question of incompatibility of functions.	p. 5.
	11. Traitement du Greffier — Salary of the Registrar.	p. 6.
	12. Durée des fonctions du Greffier — Period of office of the Registrar.	p. 6.
	13. Election du Greffier — Election of the Registrar. (Cf. Annexes 4 & 6).	p. 7.
	14. Personnel de la Cour — Staff of the Court.	p. 7.
	15. Séance solennelle d'ouverture — Public Inaugural Meeting. (Annexes 7 & 8).	p. 7.
	16. Question du port par les juges d'une robe — The question of robes for the judges.	p. 8.
	17. Date de la prochaine séance ; Rapport de M. Beichmann sur la situation des juges suppléants (voir Annexe 14) — Date of the next meeting ; Memorandum by M. Beichmann on the position of deputy-judges (see Annex 14).	p. 8.
III séance, 4 février, 1922.	18. Approbation du procès-verbal de la séance précédente — Approval of the minutes of the preceding meeting.	p. 9.
	19. Abonnement à une agence de coupures de presse — Subscription to a Press-cuttings agency.	p. 9.
	20. En-tête du papier officiel de la Cour — Heading of the Court's official note-paper.	p. 9.
	21. Répartition des bureaux des juges — Arrangement of the judges' desks.	p. 10.
	22. Question de savoir s'il y a incompatibilité entre les fonctions de juge et celles de membre du Sénat espagnol en ce qui concerne M. Altamira (voir annex 5) — The question of possible incompatibility between Mr. Altamira's position as a judge and as a member of the Spanish Senate (see Annex 5).	p. 10.
	23. Autres questions d'incompatibilité — Other questions of incompatibility.	p. 12.
	24. Ordre de préséance des juges — Order of precedence of judges.	p. 13.
	25. Texte de la déclaration solennelle mentionnée à l'article 20 du Statut — Wording of the solemn declaration referred to in Article 20 of the Statute.	p. 13.
	26. Rang et titre des juges — Rank and title of the judges.	p. 13.
	27. Sceau et cachet de la Cour — Seal and Stamp of the Court.	p. 14.
	28. Indemnité de séjour du Greffier — Subsistence allowance of the Registrar.	p. 14.
	29. Sens exact de l'expression „résidence à La Haye" — Exact meaning of the expression „Residence at the Hague.	p. 14.
	30. Télégramme de félicitations à M. Hj. L. Hammarskjöld — Telegram of congratulations to Mr. Hj. L. Hammarskjöld.	p. 14.
	31. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting.	p. 15.
IV séance, 6 février, 1922.	32. Invitation au Prince Consort — Invitation to the Prince Consort.	p. 16.
	33. Arrangements en vue de la séance solennelle d'ouverture — Arrangements for the public Inaugural Meeting of the Court.	p. 16.

34. Approbation des procès-verbaux — Approval of Minutes. p. 16.
35. Indemnité de séjour du Greffier — Subsistence allowance of the Registrar (cf. Annexe 12). p. 17.
36. Indemnités des juges convoqués en vertu de l'article 31 du Statut et des assesseurs convoqués en vertu des articles 26 & 27 du Statut — Indemnities of judges summoned under Article 31 of the Statute and of assessors summoned under Articles 26 & 27 of the Statute. p. 17.
37. Indemnités de déplacement des juges — Travelling expenses of judges. p. 17.
38. Arrivée de M. Negulesco — Arrival of M. Negulesco. p. 19.
39. Méthode de travail — Method of work. p. 19.
40. Discussion générale sur le règlement de procédure — General discussion on Rules of Court. p. 20.
41. Observations de M. Beichmann sur la composition de la Cour et celle des Chambres spéciales (voir Annexe 14). — M. Beichmann's remarks concerning the composition of the Court and the composition of the Special Chambers (see Annex 14). p. 20.
42. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 21.

V séance, 7 février, 1922.

43. Communications du Président — Communications by the President :
a). Arrivée de M. Negulesco — Arrival of M. Negulesco.
b). Réponses de la Reine-Mère et du Prince-Consort — Replies of the Queen-Mother & of the Prince Consort.
c). Encriers offerts par la municipalité de la Haye — Inkstands offered by the Municipality of the Hague. p. 22.
44. Réponses aux télégrammes de félicitations — Replies to telegrams of congratulations. p. 23.
45. Services réligieux à l'occasion de l'ouverture de la Cour — Religious services in connection with the opening of the Court. p. 23.
46. Questions soulevées par M. Beichmann au sujet de la situation des juges suppléants — Points raised by M. Beichmann concerning the situation of the deputy-judges (Annexe 19). p. 24.
47. Liste des juges suppléants prévue par l'article 15 du Statut — List of deputy-judges provided for in Article 15 of the Statute. p. 26.
48. Rapport du Président au sujet des fonctions du Vice-Président — The President's report concerning the duties of the Vice-President. (Annexe 20). p. 26.
49. Election du Vice-President — Election of the Vice-President. p. 26.
50. Réunion de la Commission de Procédure — Meeting of the Committee on Procedure. p. 26.
51. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 26.

VI séance, 11 février, 1922.

52. Audiences chez la Reine, la Reine-mère, et le Prince-Consort — Audiences with the Queen, Queen-Mother and the Prince Consort. p. 27.
53. Réponse de la Reine — Reply of the Queen. p. 27.
54. Lettre du Directeur du Bureau international du Travail — Letter from the Director of the International Labour Office. p. 27.
55. Marteau présidentiel présenté par l'Université de Leyde — Presidential Hammer presented by the University of Leyden. p. 28.
56. Services réligieux à l'occasion de l'ouverture de la Cour — Religious services on the occasion of the opening of the Court. p. 28.
57. Prérogatives du Président quand la Cour ne siège pas — Powers of the President when the Court is not in session. Decisions interlocutoires — interlocutory decisions. p. 28.
58. Début de la discussion du Questionnaire préparé par le Comité de Procédure — Commencement of the discussion on the Questionnaire prepared by the Committee on Procedure (Annexes 21a & 21b).
a). Election du Président — Election of the President (Questionnaire no I : 1.) p. 30
b). Composition des Chambres spéciales — Composition of the Special Chambers (Questionnaire I : 2). p. 30.

c). Présidence des Chambres spéciales — Presidency of the Special Chambers. (Questionnaire I : 2). p. 31.

d). Droit de modifier la composition de la Chambre de procédure sommaire — Right to modify the composition of the Chamber of summary procedure (Questionnaire I : 2). p. 32.

59. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 33.

VII séance, 13 février, 1922.

60. Assesseurs Techniques — Technical Assessors : 1. Transit & Commuuications. Discussion des questions formulées par M. Huber — Debate on the questions submitted by M. Huber (Questionnaire II : 7.) p. 34.

61. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 38.

VIII séance, 14 février, 1922.

62. Communications du Président — Announcements by the President. Lecture de télégrammes de félicitations — Reading of congratulatory telegrams. p. 39.

63. Mémoranda du Greffier mentionnés aux nos. 2 à 5 de l'ordre du jour — Memoranda by the Registrar included under headings 2—5 of the agenda, (Annexe 29). p. 39.

63a). Assesseurs techniques — Technical assessors: 2. Travail — Labour (Questionnaire II : 7). p. 40.

64. Discussion du mémoire du Greffier sur l'organisation du Greffe — Discussion on the Registrar's memorandum on the organisation of the Registry. (Annexe 30a). p. 43.

65. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 44.

IX séance (Publique), 15 février, 1922.

66. Communications du Président — Announcements by the President. p. 45.

67. Liste de télégrammes et de félicitations reçus par la Cour — List of telegrams and congratulations received by the Court. p. 45.

68. Lecture de l'article 20 du Statut et engagement solennel des juges — Reading of Article 20 of the Statute and solemn declaration by the judges. p. 46.

69. Discours de M. da Cunha — Speech by M. da Cunha (Annexe 32). p. 46.

70. Discours de Sir Eric Drummond — Speech by Sir Eric Drummond (Annexe 33). p. 46.

71. Discours de M. van Karnebeek — Speech by M. van Karnebeek (Annexe 34). p. 46.

72. Discours de M. Patyn, Bourgmestre de la Haye — Speech by M. Patyn, Burgomaster of the Hague (Annexe 35). p. 46.

73. Discours de M. Loder — Speech by M. Loder. (Annexe 36). p. 47.

74. Clôture de la séance — Termination of the meeting. p. 47.

X séance, 16 février, 1922.

75. Communications du Président — Announcements by the President. Télégrammes de félicitations — Telegrams of congratulation. p. 48.

76. Discussion de l'Aide-mémoire sur le rang & titre des juges — Discussion of the memorandum on the rank and title of the judges (Annexe 40). p. 48.

77. Frais de voyage des juges — Travelling expenses of the judges (Annexe 41). p. 49.

78. Indemnités de certaines catégories de juges — Indemnities of certain classes of judges (Annexe 42). p. 50.

79. La question des empêchements légitimes des juges — The question of the legitimate absence of a judge (Questionnaire I : 3). p. 50.

80. La question de savoir s'il faut établir une procédure spéciale pour l'exclusion d'un juge ayant cessé de répondre aux conditions requises — Should a special procedure be established for the dismissal of a judge who has ceased to fulfil the required conditions? (Questionnaire I : 4). p. 50.

81. Interprétation des expressions : „résidence à la Haye"; „vacances du Président" — The interpretation of the expressions „residence at the Hague"; „vacation of the President" (Questionnaire I : 5). p. 51.

82. Question de la compétence de la Cour en Chambre du Conseil — Competence of the Court sitting in private (Questionnaire II : 1). p. 51.

83. Question de l'influence à donner aux parties sur les règles de procédure applicables dans un cas déterminé — Influence of the parties on the procedure applicable in a given case (Questionnaire II : 2). p. 52.

84. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 54.

XI séance, 17 février 1922.

85. Communications du Président — Announcements by the President. Télégrammes de félicitation — Congratulatory telegrams. p. 55.

86. Photographies — Photograph. p. 55.

87. Frais de voyage des juges — Travelling expenses of the judges. p. 55
88. Rang des juges ; passeports des juges — Rank of the judges ; passports of the judges. p. 56.
89. Tableau des traitements du personnel permanent — Scale of salaries of the permanent staff of the Court (Annexes 45 & 45b). p. 56.
90. Suite de la discussion concernant l'influence à donner aux parties sur les règles de procedure applicables dans un cas déterminé — Continuation of the discussion on the influence to be exercised by the parties on the rules of procedure applicable in any given case. (Questionnaire II : 2 ; Annexe 46). p. 57.
91. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 62.

XII séance, 18 février, 1922.

92. Communications du Président — Announcements by the President :
a). Lettre de remeriements à la municipalité de La Haye ; Letter of thanks to the Hague municipality.
b). Suggestions à soumettre au Conseil de la Société des Nations sur les conditions auxquelles la Cour doit être accessible aux Etats autres que les Membres de la Société et ceux mentionnés à l'Annexe du Pacte — Suggestions to be submitted to the Council of the League of Nations with regard to the conditions under which the Court should be open to States other than Members of the League and those mentioned in the Annex to the Covenant (Questionnaire II : 6). p. 63.
c). Transmission d'un aide-mémoire sur le rang et titre des juges au Président du Conseil de la Société des Nations — Despatch of a memorandum on the rank and title of judges to the President of the Council.
93. Mode de fixation des délais — Question of the method of fixing time limits. (Questionnaire II : 3). p. 64.
94. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 67.

XIII séance, 20 février, 1922.

95. Hommage à Grotius — Homage to Grotius. p. 68.
96. Calcul des délais — The calculation of time-limits.
97. Question des langues — The question of languages (Questionnaire II : 4). p. 69.
98. Conditions auxquelles les Etats, autres que les Membres de la Société des Nations et ceux mentionnés à l'Annexe au Pacte peuvent être admis devant la Cour — Conditions under which the Court should be open to States other than Members of the League of Nations and those mentioned in the Annex to the Covenant (Questionnaire II : 6). p. 69.
99. Récusation des juges — The question of asking judges to withdraw (Questionnaire II : 5) p. 72.
100. Ordre de présentation des pièces de procédure — Order of submission of documents of the written proceedings (Questionnaire II : 8). p. 72.
101. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 73.

XIV séance, 21 fevrier, 1922.

102. Communications du Président — Announcements by the President. Télégramme du Ministre des affaires étrangères de l'Espagne — Telegram from the Spanish Foreign Minister. p. 74.
103. Communication du Greffier — Announcement by the Registrar :
a). Procès-verbaux et comptes-rendus sténographiques — Minutes & verbatim records.
b). Nomination du personnel de la Cour — Appointment of the permanent staff of the Court. p. 74.
104. Adoption d'un texte concernant l'ordre de présentation des documents de procédure — Adoption of a text regarding the order of submission of documents of the written proceedings (Annexe 50). p. 75.
105. Droit de présenter des repliques — The right of submitting replies (Questionnaire II : 8). p. 75.
106. Proposition de M. Oda concernant les délais pour la présentation des pièces de procédure — M. Oda's proposal regarding time limits for the presentation of the documents of the written procedure (Annexe 50a). p. 76.
107. Approbation d'un projet de lettre au Conseil de la Société des Nations

concernant les conditions auxquelles certains Etats peuvent être admis devant la Cour — Approval of a draft of a letter addressed to the Council of the League of Nations with regard to the conditions under which certain States may have access to the Court (Annexes 50b & 51). p. 76.

108. Droit de soumettre une duplique — The right of submitting a rejoinder. p. 77.
Demandes reconventionnelles — Counter-claims (Questionnaire II : 9). p. 77.

109. Procédure spéciale pour les indications concernant les mesures conservatoires visées à l'article 41 du Statut — Special procedure for suggestions regarding interim measures of protection referred to in Article 41 of the Statute (Questionnaire II : 10). p. 77.

110. Présentation des exceptions d'incompétence — Presentation of objections with regard to the competence of the Court (Questionnaire II : 11). p. 77.

111. Procédure pour la rédaction des arrêts — Procedure for drafting judgment (Questionnaire II : 12). Distribution d'un dossier complet — Distribution of a complete dossier. p. 78.

112. Catégories de personnes pouvant plaider devant la Cour — Categories of persons who should be allowed to plead before the Court (Questionnaire II : 13). p. 78.

113. Terminologie : les décisions finales de la Cour doivent elles être appelées arrêts ou jugements ? — Terminology : should the final decisions of the Court be called „arrêts" or „jugements" ? (Questionnaire II : 14). p. 79.

114. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 79.

XV séance, 22 février, 1922.

115. Ratification du Statut — Ratification of the Statute. Lettre de la Légation de Lithuanie à La Haye — Letter from the Lithuanian Legation at the Hague. (Annexe 53). p. 80.

116. Nomination du personnel — Appointment of Staff. p. 80.

117. Ordre d'audition des témoins et des conseils — Order in which witnesses and counsel should be heard (Questionnaire II : 15). p. 81.

118. Les témoins convoqués par la Cour doivent-ils être payés sur les fonds de la Cour ou les dépenses doivent-elles être à la charge des parties ? — Should the witnesses summoned by the Court be paid out of the Court funds or should the expenses be borne by the parties ? (Questionnaire III : 1). p. 82.

119. Obligation pour les parties de déposer une caution pour couvrir, le cas échéant, les frais de procédure — Obligation on the parties to deposit security to cover costs. (Questionnaire III : 2). p. 82.

120. Règles relatives à l'administration des preuves — Rules in regard to the taking of evidence (Questionnaire III : 3). p. 82.
Engagement solennel — Solemn declaration.

121. Les parties peuvent-elles déssaisir la Cour après l'avoir saisie ? — Can the parties withdraw a suit from the Court once proceedings have been instituted ? (Questionnaire III : 4). p. 83.

122. Droit pour la Cour de se servir de papier timbré sur lequel elle percevrait un droit — Right of the Court to employ stamped paper involving the payment of dues (Questionnaire III : 5). p. 84.

123. Les pièces de procédure relatives à toutes les affaires seront-elles à la disposition de tous les Etats Membres de la Société des Nations et des Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte ? — Should the documents of all cases be at the disposal of all States Members of the League of Nations and of States mentioned in the Annex to the Covenant ? (Questionnaire III : 6).

124. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 85.

XVI séance, 23 février, 1922.

125. Question du droit d'intervention — Question of the right of intervention. (Statut : Articles 62 & 63 ; Questionnaire III : 7 ; Annexe 54. p. 86.

126. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 92.

XVII séance, 24 février, 1922.

127. Suite de la question de l'intervention — Continuation of the discussion on the question of intervention (Annexes 54, 55, 56, 56a, 57 & 58). p. 93.

128. Désignation d'un juge national — Appointment of national judges (Questionnaire III : 7c). p. 97.

129. Règles de vote au sein de la Cour lorsque celle-ci adopte un arrêt ou exprime un avis consultatif — Rules concerning the method of voting within the Court when the Court is pronouncing a judgment or expressing an opinion. (Questionnaire III : 8). p. 97.

130. Questions en dehors du Questionnaire : Questions not figuring in the Questionnaire : Article 15 du Statut — Article 15 of the Statute ; La procédure sommaire — Summary procedure. p. 97.

131. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 97.

XVIII séance, 25 février, 1922.

132. Question des avis consultatifs — Question of advisory opinions (Questionnaire III : 9 & 10 ; Annexe 58a). p. 98.

133. Date de la session ordinaire annuelle de la Cour — Date of the ordinary annual session of the Court. p. 99.

134. Interprétation de l'expression „épuisement du rôle" à l'article 23 du Statut — Interpretation of the expression „finish the cases on the list" in Article 23 of the Statute. p. 100.

135. Question de la procédure sommaire — The question of summary procedure. p. 100.

136. Organisation des travaux futurs de la Cour — Organisation of the future work of the Court. p. 102.

137. Prochaine séance de la Cour — Next meeting of the Court. p. 102.

XIX séance, 28 février, 1922.

138. Constitution du Comité de rédaction — Constitution of the drafting Committee. p. 103.

139. Distinction entre le règlement intérieur et le règlement de procédure — Distinction between the Rules of Court and the Rules of procedure. p. 103.

140. Prochaine séance de la Cour — Next meeting of the Court. p. 104.

XX séance, 1 mars, 1922.

141. Liste des documents distribués pour servir de base aux discussions — List of documents distributed as a basis for discussion. p. 105.

142. Questions préliminaires — Preliminary considerations. p. 105.

143. Discussion du texte élaboré par le Comité de rédaction — Discussion on the text prepared by the Drafting Committee (Annexe 61a). p. 106.

a) *Article* 1 : Préambule — Preamble.

b) *Article* 2 : Présidence provisoire — Temporary chairmanship.

c) *Article* 3 : Election et période de fonctions du Président et du Vice-Président — Election and term of office of the President and the Vice-President.

144. Organisation du Travail — Programme of work. p. 108.

145. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 109.

XXI séance, 2 mars, 1922.

146. Suite de la discussion des textes soumis par le Comité de rédaction — Continuation of the discussion on the texts submitted by the Drafting Committee. Annexes 61a & 61b. p. 109.

a) *Article 3bis* (Annexe 61b : Art. 3).

b) *Article* 4.

147. Question incidente : Droit de vote des juges suppléants — Incidental question — Right of the deputy judges to vote. p. 110.

148. a) *Article* 5. p. 111.

b) *Article* 6.

c) *Article* 7 (sans numéro dans l'annexe 61b. — Unnumbered in Annex 61b).

d) *Article 7bis* (Annexe 61b : Art. 7). p. 112.

e) *Article* 9 (Annexe 61b : Art. 8). p. 114.

f) *Article 9bis* (Annexe 61b : Art. 9).

g) *Article 9ter* (Annexe 61b : Art. 10). p. 115.

h) *Article* 10 (Annexe 61b : Art. 11).

i) *Article 10bis* (Annexe 61b : Art. 12) paras. 1 & 2. p. 116.

149. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 116.

XXII séance, 3 mars, 1922.

150. Communication du Président — Statement by the President. p. 117.

151. a) *Article 10bis par.* 3 (Annexe 61b : Art. 12). p. 117.

b) *Article 10ter* (Annexe 61b : Art. 13). p. 118.

152. Question incidente — Incidental question — Récusation d'un juge désigné aux termes de l'article 31 du Statut — Disqualification of a judge nominated

	in accordance with Article 31 of the Statute.	p. 119
	153. a) *Article* 10*quater* (Annexe 61b : Art. 14).	
	b) *Article* 10*quinque*. Article nouveau proposé par M. Huber — New Article proposed by M. Huber.	p. 121.
	c) *Article* 11 (Annexe 61b : Art. 15).	p. 121.
	d) *Article* 12 (Annexe 61b : Art. 16).	p. 122.
	e) *Article* 13 (Annexe 61b : Art. 17).	p. 123.
	f) *Article* 15 (Annexe 61b : Art. 18).	p. 123.
	g) *Article* 16 (Annexe 61b : Art. 19).	p. 123.
	h) *Article* 17 (Annexe 61b : Art. 20).	p. 124.
	i) *Article* 18 (Annexe 61b : Art, 22).	p. 124.
	j) *Article* 19 (Annexe 61b : Art. 22)	p. 125.
	k) *Article* 20 (Annexe 61b : Art. 23).	p. 126.
	154. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting.	p. 126.
XXIII séance, 8 mars, 1922.	155. Correction apportée au Procès-Verbal du 22ème séance — Correction of Minutes of 22nd meeting.	p. 127.
	156. Discussion du plan de distribution des matières à incorporer dans le Règlement de la Cour — Discussion as to the order of subjects to be dealt with in the Rules of Court. (Cf. Annexe 61c : Note du Greffier — Registrar's memorandum & Sections I & II),	
	157. Rubriques — Headings.	p. 128.
	158. Ordre de travail — Programme of work. (Cf. Annexe 61c : Note du Greffier — Note by the Registrar).	p. 129.
	159. Discussion sur les textes du Comité de redaction — Discussion of the Drafting Committee's text (Procédure). *Art.* 32 (Annexe 61c : Section III).	p. 129.
	160. *Article* 33 (Annexe 61c).	p. 129.
	161. *Article* 34 (Annexe 61c).	p. 130.
	162. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting.	p. 132.
XXIV séance, 8 mars, 1922.	163. *Article* 35 (Annexe 61c).	p. 133.
	164. *Article* 36 (Annexe 61c).	p. 135.
	165. *Article* 37 (Annexe 61c).	p. 135.
	166. *Article* 38 (Annexe 61c).	p. 136.
	167. *Article* 39 (Annexe 61c).	p. 137.
	168. *Article* 40 (Annexe 61c).	p. 137.
	169. Organisation du travail — Programme of work.	p. 138.
	170. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting.	p. 138.
XXV séance, 9 mars, 1922.	171. *Article* 41 (Annexe 61c).	p. 139.
	172. *Article* 42 (Annexe 61c).	p. 140.
	173. *Article* 43 (Annexe 61c).	p. 140.
	174. *Article* 44 (Annexe 61c).	p. 140.
	175. *Article* 45 (Annexe 61c).	p. 140.
	176. *Article* 46 (Annexe 61c).	p. 142.
	177. *Article* 47 (Annexe 61c).	p. 142.
	178. *Article* 48 (Annexe 61c).	p. 142.
	179. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting.	p. 143.
XXVI séance, 9 mars, 1922.	180. Paiement pour les robes des juges — Payment for the judges' robes.	p. 144.
	181. Nomination du secrétaire de la Présidence — Appointment of a secretary to the Presidency. Nomination d'un 3me secrétaire-rédacteur — Appointment of a third editing secretary.	p. 144.
	182. *Article* 35 (Annexe 61c).	p. 144.
	183. *Article* 49 (Annexe 61c).	p. 145.
	Nouvel article proposé au sujet des commissions rogatoires — New Article proposed concerning evidence on commission.	p. 146.
	184. *Article* 50 (Annexe 61c).	p. 146.
	185. *Article* 51 (Annexe 61c).	p. 146.
	186. *Article* 52 (Annexe 61c).	p. 146.

	187.	*Article* 53 (annexe 61c).	p. 147.
	188.	*Article* 54 (Annexe 61c)	p. 147.
	189.	*Article* 55 (Annexe 61c).	p. 148.
	190.	*Article* 56 (Annexe 61c).	p. 148.
	191.	*Article* 57 (Annexe 61c).	p. 148.
	192.	*Article* 58 (Annexe 61c).	p. 148.
	193.	*Article* 59 (Annexe 61c).	p. 148.
	194.	*Article* 60 (Annexe 61c).	p. 148.
	195.	Conférence de M. Roscoe Pound — Lecture by Prof. Roscoe Pound.	p. 149.
	196.	Date de la prochaine séance — Date of the next meeting.	p. 149.
XXVII séance	197.	*Article* 60 (Annexe 61c).	p. 150.
10 mars 1922.	198.	*Article* 61 (Annexe 61c).	p. 151.
	199.	*Article* 62 (Annexe 61c).	p. 151.
	200.	*Article* 63 (Annexe 61c).	p. 151.
	201.	*Article* 38 (Annexe 61c).	p. 152.
	202.	*Article* 64 (Annexe 61)c.	p. 154
	203.	*Article* 65 (Annexe 61c).	p. 155.
	204.	*Article* 66 (Annexe 61c).	p. 155.
	205.	*Article* 67 (Annexe 61c).	p. 155.
	206.	*Article* 68 (Annexe 61c).	p. 155.
	207.	*Article* 69 (Annexe 61c).	p. 155.
	208.	Date de la prochaine séance — Date of the next meeting.	p. 156.
XXVIII séance,	209.	*Article* 70 (Annexe 61c).	p. 157.
10 mars, 1922.	210.	*Articles* 71, 72 & 73 (Annexe 61c).	p. 157.
	211.	Question de la possibilité de transfert d'une affaire de la Chambre de procédure sommaire à la Cour plénière — Question of the possibility of transferring a case from the Chamber for summary procedure to the full Court.	p. 158.
	212.	*Article* 74 (Annexe 61c).	p. 159.
	213.	*Article* 75 (Annexe 61c).	p. 159.
	214.	*Article* 76 (Annexe 61c).	p. 159.
	215.	*Article* 77 (Annexe 61c).	p. 160.
	216.	*Article* 78 (Annexe 61c).	p. 160.
	217.	Droit pour la Cour de refuser de donner des avis — Question whether the Court should have the right to refuse to give advisory opinions.	p. 161
	218.	*Article* 79 (Annexe 61c).	p. 161.
	219.	Date & ordre du jour de la prochaine séance — Date and agenda for the next meeting.	p. 161.
XXIX séance,	220.	Proposition de M. Negulesco relative à l'institution d'une assemblée générale des membres de la Cour — Proposal of M. Negulesco concerning the institution of a general meeting of the members of the Court (Annexe 61f).	p. 162.
11 mars, 1922.	221.	Organisation des travaux — Programme of work.	p. 166.
XXX séance,	222.	Discussion en deuxième lecture du projet de Règlement soumis par le Comité de rédaction — Discussion on the draft Rules submitted by the Drafting Committee for second reading. (Annexe 61g).	p. 167.
17 mars, 1922.		Préambule — Preamble.	
	223.	Remaniement dans la disposition des articles du règlement : proposition de M. Anzilotti. — Arrangement of the various Articles of the Rules : M. Anzilotti's proposal (Annexe 67a)	p. 167.
	224.	*Article* 1 (Annexe 61g).	p. 168.
	225.	*Article* 2 (Annexe 61g).	p. 168.
	226.	*Article* 3 (Annexe 61g).	p. 169.
		Participation des juges suppléants aux travaux de la Cour — Participation of deputy-judges in work of Court. (cf. Annexes 61f ; 61g (app I) ; 62 & 62a).	
	227.	Date de la prochaine séance — Date of the next meeting.	p. 172.
XXXI séance,	228.	*Article* 3 (Annexe 61g).	p. 173.
17 mars 1922.			

229. Question incidente — Participation des juges suppléants à l'élection du Président & du Vice-Président — Incidental question : Participation of deputy-judges in the election of the President and of the Vice-President. p. 173.
230. Question incidente : Participation des juges suppléants au vote relatif à l'exclusion d'un membre de la Cour — Incidental question — Participation of deputy-judges in the vote concerning the exclusion of a member of the Court. (Cf. Annexe 63). p. 174.
231. *Article* 3 (Annexe 61g). Suite de la discussion. (Annexe 62). p. 175.
232. *Article* 4 (Annexe 61g) p. 176.
233. *Article* 5 (Annexe 61g). p. 176.
234. *Article* 6 (Annexe 61g). p. 177.
235. *Article* 7 (Annexe 61g). p. 177.
236. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 178.
XXXII séance, 237. *Article* 3 (Annexe 61g). Nouvelle rédaction — New draft (Annexe 64). p. 179.
18 mars 1922. 238. Distribution aux juges des publications de la Société des Nations — Distribution to judges of publications issued by the League of Nations. p. 179.
239. Texte anglais du Règlement — English text of the Rules. p. 180.
240. *Article* 8 (Annexe 61g). (Cf. Annexe 62). p. 180.
241. *Article* 9 (Annexe 61g) p. 181.
242. *Article* 10 (Annexe 61g). p. 182.
243. *Article* 11 (Annexe 61g). p. 182.
244. *Article* 12 (Annexe 61g), p. 182.
245. *Article* 13 (Annexe 61g). p. 183.
246. *Article* 14 (Annexe 61g) p. 183.
247. *Article* 15 (Annexe 61g). p. 183.
248. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 184.
XXXIII séance, 249. *Article* 16 (Annexe 61g). (Amendement de M. Anzilotti — Amendment of
18 mars 1922. Mr. Anzilotti. Annexe 65). p. 185.
250. *Article* 17 (Annex 61g) p. 185.
251. *Article* 18 (Annexe 61g). p. 186.
252. Question incidente : Faculté pour le Président de remettre la date d'ouverture de la session ordinaire — Incidental question : Power of the President to postpone the date of an ordinary session. Amendement de M. Beichmann — M. Beichmann's Amendment : Annexe 65). p. 186.
253. *Article* 19 (Annexe 61g) p. 187.
254. *Article* 20 (Annexe 61g). p. 187.
255. *Article* 21 (Annexe 61g). Amendement de M. Huber — M. Huber's amendment (Annexe 65). p. 188.
256. *Article* 22 (Annexe 61g). Amendement de M. Beichmann — M. Beichmann's amendment (Annexe 62). p. 189.
257. *Article* 23 (Annexe 61g). p. 189.
258. *Article* 24 (Annexe 61g). p. 189.
259. *Article* 25 (Annexe 61g). p. 190.
260. *Article* 26 (Annexe 61g). p. 190.
261. *Article* 27 (Annexe 61g). p. 190.
262. *Article* 28 (Annexe 61g). p. 190.
263. *Article* 29 (Annexe 61g). p. 190.
264. *Article* 30 (Annexe 61g). p. 191.
265. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 191.
XXXIV séance, 266. Articles reservés aux séances précédentes — Articles reserved at previous
20 mars 1922. meetings :
Article 15 (Annexe 61g). p. 192.
267. *Article* 16 (Annexe 61g). p. 193.
268. *Article* 18 (Annexe 61g). p. 194.
269. *Article* 21 (Annexe 61g). Amendement de M. Huber — Amendment of M. Huber (Annexe 65). p. 194.

	270.	*Article* 30 (Annexe 61g).	p. 196.
	271.	Date de la prochaine séance — Date of next meeting.	p. 197.
XXXV séance,	272.	*Article* 31 (Annexe 61g).	p. 198.
20 mars 1922.	273.	*Article* 32 (Annexe 61g)	p. 198.
	274.	*Articles* 33 & 34 (Annexe 61g).	p. 198.
	275.	*Article* 35 (Annexe 61g) (cf. Annexe 65).	p. 198.
	276.	*Article* 36 (Annexe 61g).	p. 201.
	277.	*Article* 21 (Annexe 61g). Amendement de M. Huber — M. Huber's Amendment (Annexe 65).	p. 203.
	278.	*Nouvet article 6bis — New Article 6bis.* Déclaration solennelle à faire par les assesseurs — Solemn declaration to be made by the assessors.	p. 204.
	279.	Date de la prochaine séance — Date of the next meeting.	p. 204.
XXXVI séance,	280.	*Article* 37 (Annexe 61g).	p. 205.
21 mars 1922.	281.	*Article* 38 (Annexe 61g). Amendement de M. Anzilotti — M. Anzilotti's amendment (Annexe 65).	p. 205.
	282.	*Article* 39 (Annexe 61g) (cf. App. II annexe 61g).	p 205.
	283.	*Article* 40 (Annexe 61g). Amendement de M. Anzilotti — M. Anzilotti's Amendment (Annexe 65).	p. 207.
	284.	*Article* 41 (Annexe 61g).	p. 208.
	285.	*Article* 42 (Annexe 61g).	p. 208.
	286.	*Article* 43 (Annexe 61g).	p. 208.
	287.	*Article* 44 (Annexe 61g).	p. 208.
	288.	*Article* 45 (Annexe 61g). Amendement de M. Huber — M. Huber's Amendment (Annexe 65).	p. 208.
	289.	*Article* 46 (Annexe 61g).	p. 208.
	290.	*Article* 47 (Annexe 61g).	p. 209.
	291.	*Article* 48 (Annexe 61g).	p. 209.
	292.	*Articles* 49 & 50 (Annexe 619). Amendement de Lord Finlay — Lord Finlay's amendment.	p. 209.
	293.	*Article* 51 (Annexe 61g).	p. 211.
	294.	*Article* 52 (Annexe 61g). Note de M. Yovanovitch. (Annexe 65a).	p. 211.
	295.	*Article* 53 (Annexe 61g).	p. 212.
	296.	*Article* 54 (Annexe 61g).	p. 212.
	297.	*Article* 55 (Annexe 61g).	p. 212.
	298.	*Article* 56 (Annexe 61g).	p. 212.
	299.	*Article* 57 (Annexe 61g).	p. 212.
	300.	*Article* 58 (Annexe 61g).	p. 212.
	301.	Date de la prochaine séance — Date of the next meeting.	p. 212.
XXXVII séance, 21 mars 1922.	302.	*Article* 59 (Annexe 61g).	p. 213.
	303.	*Article* 60 (Annexe 61g). Amendement de M. Anzilotti — M. Anzilotti's amendment (Annexe 65).	p. 214.
	304.	*Article* nouveau concernant la nomination de juges nationaux par les parties intervenantes — New Article with regard to the appointment of national judges by parties intervening. (Proposition de M. Anzilotti — proposal by M. Anzilotti : Annexe 65, article 60 para 3).	p. 215.
	305.	*Article* 61. (Annexe 61g).	p. 216.
	306.	*Article* 62 (Annexe 61g). Amendement de M. Anzilotti — M. Anzilotti's amendment (Annexe 65).	p. 216.
	307.	*Article* 63 (Annexe 61g).	p. 217.
	308.	*Article* 64 (Annexe 61g).	p. 217.
	309.	*Article* 65 (Annexe 61g).	p. 217.
	310.	*Article* 66 (Annexe 61g).	p. 218.
	311.	*Article* 67 (Annexe 61g).	p. 218.
	312.	*Article* 68 (Annexe 61g).	p. 218.
	313.	*Article* 69 (Annexe 61g).	p. 218.
	314.	*Articles* 70 & 71 (Annexe 61g).	p. 218.

315. *Article* 72 (Annexe 61g). p. 218.
316. *Article* 73 (Annexe 61g). p. 219.
317. *Article* 74 (Annexe 61g). p. 219.
318. *Article* 75 (Annexe 61g), p. 219.
319. *Nouvel article* 75*bis*. Droit pour la Cour de recueillir des renseignements oraux lorsqu'elle prépare des avis consultatifs — New Article 75bis. Right of the Court to obtain verbal information when preparing advisory opinions. (Proposition de M. Anzilotti — M. Anzilotti's proposal : Annexe 65). p. 220.
320. *Article* 76 (Annexe 61g). p. 220.
321. *Article* 77 (Annex 61g). p. 221.
322. Ordre du jour de la séance suivante, texte anglais du Règlement — Agenda for the next meeting, English text of the Rules. p. 221.

XXXVIII séance, 22 mars 1922.

323. *Articles* 35 & 36 (Annex 61g), Nouvelle rédaction — Redrafted (Annexe 67). p. 222.
324. Comité pour la rédaction du texte anglais — Committee for drafting the English text. p. 224.
325. Ordre des articles du Règlement de la Cour. Changement proposé par M. Anzilotti — Order of the Articles in the Rules of Court — Rearrangement proposed by M. Anzilotti Annexe 67a). p. 224.
326. Nouvel article ; nombre d'exemplaires des pièces de procédure soumises à la Cour — New Article — Number of copies of documents of procedure to be submitted to the Court. (Amendement de M. Beichmann — Proposal by M. Beichmann : Annexe 68). p. 224.
327. Approbation du statut du personnel — Approval of the Staff Regulations. Annexe 69). p. 225.
329. Requête de M. Kunter — Application of M. Kunter (Annexe 70). p. 225.
329. Sceau & cachet de la Cour — Seal and stamp of the Court. Voir Ann. 71, p. 535. XXXIX séance, 23 mars, 1922. p. 225.
330. Livres offerts à la Cour — Books offered to the Court. p. 225.
331. Organisation du travail — Programme of work. p. 226.

XXXIX séance, 23 mars 1922.

332. Election des membres de la Chambre de procédure sommaire — Election of the members of the Chamber for Summary Procedure. p. 227.
333. Election des remplaçants des membres de la Chambre de procédure sommaire — Election of substitutes for the members of the Chamber for Summary Procedure. p. 228.
334. Composition de la Chambre de procédure sommaire — Composition of the Chamber for summary procedure. p. 228.
335. Election des membres des Chambres spéciales — Election of members of the special Chambers. p. 228.
336. Election des membres de la Chambre pour litiges de travail — Election of members of the Chamber for labour cases. p. 228.
337. Election des remplaçants des membres de la Chambre pour litiges de travail — Election of substitutes for members of the Chamber for labour cases. p. 228.
338. Election du Président de la Chambre pour litiges de travail — Election of the President of the Chamber for labour cases. p. 228.
339. Composition de la Chambre pour litiges de travail — Composition of the Chamber for Labour cases. p. 228.
340. Election des membres de la Chambres pour litiges de transit et communications — Election of members of the Chamber for Transit and Communications cases. p. 229.
341. Election des remplaçants — Election of substitutes. p. 229.
342. Composition de la Chambre pour litiges de transit et de communications — Composition of the Chamber for Transit and Communications cases. p. 229.
343. Ordre entre des remplaçants — Order of summoning the substitutes. p. 229.
344. Texte anglais du Règlement — English text of the Draft Rules (Annexe 72a) amendements au texte français par le comité chanqé d'etablir le texte

anglais — Amendments to the french text suggested by the Committee on the Englisch text (Annexe 73). p. 229.
345. Date de la prochaine séance — Date of the next meeting. p. 230.
XL séance, Adoption du texte anglais du Règlement de la Cour — Adoption of the
24 mars English text of the Rules of Court. p. 231.
1922. 346. Adoption du texte français, avec quelques modifications — Adoption of the French text with some modifications. p. 231.
347. Adoption du Règlement de la Cour — Adoption of the Rules of Court (Annexe 75). p. 232.
348. Déclaration solennelle du Greffier — Solemn declaration by the Registrar. p. 233.
349. Adoption du tableau des juges suppléants visé à l'article 15 du Statut — Adoption of the list of deputy judges referred to in Article 13 of the Statute. p. 233.
350. Budget de la Cour pour l'exercise 1923 — Budget of the Court for the financial year 1923 (Annexe 77). p. 233.
351. Impression des procès-verbaux analytiques — Printing of detailed minutes. p. 234.
352. Robes des juges — Robes of the judges. p. 234.
353. Fin de la Session — End of the Session. p. 234.

Table des Annexes et autres Documents cités dans les Procès-Verbaux — Table of Annexes and other Documents referred to in the Minutes.

I & II Séances.	1.	Ordre du jour de la deuxième séance — Agenda for the second meeting.	p. 237.
	1a.	Projet d'ordre du jour pour la session préliminaire de la Cour, présenté de la part du Secrétaire général de la Société des Nations — Draft agenda for the preliminary Session of the Court, submitted on behalf of the Secretary General of the league of Nations. (Distr. 10)	p. 238.
		Notes explicatives au projet d'ordre du jour pour la session préliminaire de la Cour — Explanatory notes to the draft agenda for the preliminary Session of the Court.	p. 239.
	1b.	Avant-projet de Règlement intérieur proposé par M le Dr. B. C J. Loder — Draft rules of procedure proposed by Dr. B. C. J. Loder. (Distr. 1)	p. 249.
	1c.	Règlement de la Cour; projet préparé par le Secrétariat — Rules of Court, draft prepared by the Secretariat. (Distr. 11)	p. 253.
	2 & 3)	Télégrammes de MM. Negulesco & Wang — Telegrams from MM. Negulesco & Wang. (Distr. 28)	p. 270.
	4.	Candidatures pour le poste de Greffier — Candidates for the post of Registrar. (Distr. 27)	p. 271.
	5.	Memoranda de M. Altamira — Memoranda by M. Altamira (Distr. 26)	p. 272.
		1) Projet d'ordre du jour pour la séance préliminaire — Draft agenda for the preliminary session;	
		2) Remarques à l'avant-projet de Règlement intérieur — Notes on the draft rules of Court.	p. 274.
		3) Avant-projet de Règlement de procédure — Draft rules of procedure.	p. 279.
	6.	Candidats au poste de Greffier (non reproduite) — Candidates for the post of Registrar (not reproduced).	
	7 & 8)	Invitations à la Reine et à la Reine-Mère (non reproduite) — Invitations to the Queen & the Queen-Mother (not reproduced).	
III Séance.	9.	Ordre du jour de la troisième séance — Agenda for the third me ting.	p. 281.
IV Séance.	10.	Ordre du jour de la 4me séance — Agenda for the 4th. meeting.	p. 281.
	11.	Invitation au Prince-Consort (non reproduite) — Invitation to the Prince-Consort (not reproduced.	
	12.	Aide-mémoire du President sur l'indemnité de séjour du Greffier — Memorandum by the President concerning the Registrar's subsistence allowance. (Distr. 34).	p. 282.
	13.	Télégramme de M. Negulesco (non reproduite) — Telegram from M. Negulesco (not reproduced).	
	14.	Observations relatives à la composition de la Cour; note de M. Beichmann — Observations concerning the composition of the Court; note by M. Beichmann. (Distr. 32).	p. 283.
V Séance.	15.	Ordre du jour de la 5me séance — Agenda for the 5th. meeting.	p. 284.
	16.	Acceptation de la Reine-Mère & du Prince-Consort (non reproduite) — Acceptance by the Queen-Mother & the Prince-Consort (not reproduced),	
	17.	Lettre accompagnant le don d'encriers de la part de la municipalité de la	

Haye (non reproduite) — Letter accompanying the inkstands presented by the Hague municipality (not reproduced).
18. Télégramme de M. Hj. Hammarskjoeld (non reproduite) — Telegram from Mr. Hj. Hammarskjoeld (not reproduced).
19. Quelques questions concernant les juges suppléants ; note de M. Beichmann — Certain questions relating to deputy-judges ; note by M. Beichmann. (Distr. 2) p. 285.
20. Aide-mémoire sur les fonctions du Vice-Président présenté par le Président — Memorandum by the President on the duties of the Vice-President. (Distr. 31) p. 288.
VI. Séance. 21. Ordre du jour de la 6me séance — Agenda for the 6th. meeting. p. 288.
21a. Questions à soumettre à la discussion de la Cour, en seance prénière, le 7 février 1922 — Questions to be submitted for discussion at a full meeting of the Court, on February 7th. 1922. (Distr. 40). p. 289.
21b. Compte-rendu du résultat de la première réunion du Comité de procédure. (Relevé de contenu des articles adoptés) — Conclusions reached at the first meeting of the Committee on procedure. (Summary of the Articles adopted. (Distr. 39). p. 293.
22,23 & 24. Audiences de la Reine, de la Reine-Mère et du Prince-Consort (non reproduite) — Audiences with the Queen, the Queen-Mother and the Prince-Consort (not reproduced).
25. Réponse de la Reine à l'invitation de la Cour (non reproduite) — Acceptance by the Queen of the Court's invitation (not reproduced).
26. Lettre de M. Albert Thomas à M. Loder (Non reproduite). — Letter from M. Albert Thomas to M. Loder (not reproduced)
27. Lettres du Sénat de l'Université de Leyde concernant le marteau présidentiel (non reproduite) — Letters from the Leyden University Senate concerning the presidential hammer (not reproduced).
VII. Séance. 28. Ordre du jour de la 7me séance — Agenda for the 7th. meeting. p. 309.
VIII. Séance. 29. Ordre du jour de la 8me séance — Agenda for the 8th. meeting. p. 309.
30. Télégrammes & lettres de félicitations (non reproduite) — Telegrams & letters of congratulation (not reproduced).
30a. Mémoire relatif à l'organisation du Greffe de la Cour — Memorandum on the organisation of the Registry of the Court. (Distr. 49) p. 310.
IX. Séance. 31. Programme de l'ouverture solennelle de la Cour — Programme of the official opening of the Court. p. 315.
32. Discours de M. da Cunha. p. 316.
33. Discours de Sir Eric Drummond. p. 319.
34. Discours de M. van Karnebeek. p. 321.
35. Discours de M. Patijn. p. 323.
36. Discours de M. Loder. p. 325.
37. Félicitations (non reproduite) — Congratulations (not reproduced).
X. Séance. 38. Ordre du jour de la 10me séance — Agenda for the 10th. meeting. p. 331.
39. Télégrammes de félicitations (non reproduite) — Telegrams of congratulations (not reproduced).
40. Aide-mémoire concernent le rang et le titre des juges — Memorandum on the rank and title of the judges. (Distr. 47) p. 332.
41. Frais de voyage des juges — Travelling expenses of the judges. (Distr. 46) p. 334.
42. Indemnités des juges — Indemnities of judges. (Distr. 48) p. 336.
XI. Séance. 43. Ordre du jour de la 11me séance — Agenda for the 11th. meeting. p. 338.
44. Télégrammes de félicitations (non reproduite) — Telegrams of congratulation (not reproduced).
45. Personnel de la Cour — Staff of the Court. p. 338.
45bis. Personnel de la Cour ; liste des postes — Staff of the Court ; list of posts. (Distr. 53). p. 339.
46. Formule proposée par M. Anzilotti en vue de résoudre la question de l'influence à donner aux parties — Draft proposed by M. Anzilotti as a

solution of the question of the degree of influence to be allowed to the parties. p. 340.

XII. Séance. 47. Ordre du jour de la 12me séance — Agenda for the 12th. meeting. p. 341.

48. Télégramme du Ministre des Affaires étrangères de l'Espagne (non reproduite) — Telegram from the Spanish Minister for Foreign Affairs (not reproduced).

XIV. Séance. 49. Ordre du jour de la 14me séance — Agenda for the 14th. meeting. p. 341.

50. Projet d'article concernant l'ordre de présentation des pièces de procédure — Draft article concerning the order in which the documents of the written proceedfngs are to be presented. (Distr. 58) p. 342.

50a. Amendement de M. Oda concernent les délais pour les pièces — Amendment proposed by M. Oda concerning time limits for presentation of documents. (Distr. 22) p. 342.

50b. Projet de lettre au Conseil de la Société des Nations concernant la méthode à suivre pour les communications avec les Gouvernements — Draft letter to the Council of the League of Nations concerning the method of communicating with Governments. p. 343.

51. Lettre au Conseil de la Société des Nations concernant la méthode à suivre pour lés communications avec les Gouvernements — Letter to the Concil of the League of Nations concerning the method of communicating with Governments. p. 345.

XV. Séance. 52. Ordre du jour de la 15me séance — Agenda for the 15th meeting. p. 349.

53. Lettre de la Légation de Lithuanie aux Pays-Bas au sujet de la ratification par la Lithuanie du Statut — Letter from the Lithuanian Legation in the Netherlands concerning ratification of the Statute by Lithuania. p. 349.

XVI. Séance. 54. Projet d'article concernant la procédure pour l'examen des pièces — Draft article concerning inspection inspection of documents (M. Moore). p. 349.

XVII. Séance. 55. Résumé de la discussion antérieure au sujet de la question du droit d'intervention — Summary of previous discussions on the question of the right of intervention. (M. Beichmann). (Distr. 59) p. 349

56. Proposition de M. Nyholm concernant la procédure en cas d'intervention — Proposal by M. Nyholm in regard to intervention. (Distr. 59) p. 351

56a. Règlement revisé de service pour la Cour — Revised rules of Court. (Distr. 69) (M Nyholm) p 353.

57. Projet d'article de M. Altamira concernant le droit de regard — Draft Article by M. Altamira relating to the inspection of documents (Dist. 61) p. 381.

58. Déclaration de M. Yovanovitch concernant le droit d'intervention — Statement by M. Yovanovitch relating to the right of intervention. p. 381.

XVIII. Séance. 58a. Aide-mémoire de M. Moore sur la question des avis consultatifs — Note by Mr. Moore on the question of advisory opinions. (Distr, 44). p. 383.

59. Lettre de M. Aukstuolis au Greffier (non reproduite) — Letter from M. Aukstuolis to the Registrar. (not reproduced).

XX. Séance. 59a. Nouvelle rédaction de l'avant-projet du Secrétariat pour le Règlement de la Cour — Revised text of the Secretariat's draft of the Rules of Court. (Distr. 66). p. 399.

60. Lettre de M. Jurgutis à M. Skirmunt (non reproduite) — Letter from M. Jurgutis to M. Skirmunt (not reproduced).

60a. Décisions et opinions de la Cour sur des questions de procédure — Decisions and opinions of the Court in regard to questions of procedure. (Distr. 67) p. 415.

60b. Tableau synoptique de documents — Synoptic table of documents. (Distr. 68). p. 422.

61 Ordre revisé de distribution des articles proposé par M. Anzilotti — Revised arrangement of the Articles proposed by M. Anzilotti. Voir Annexe 67a, page 528., (Distr. 107).

61a. Projet de Règlement intérieur de la Cour, élaboré par le Comité de rédaction — Draft of the Rulers of Court, prepared by the Drafting Committee. (Distr. 71). p. 424.

XXI. Séance.	61b.	Edition revisée et rectifiée du premier titre (Organisation interieure) du Règlement intérieur, préparée par le Comité de Rédaction — Revised and corrected edition of Heading I (internal organisation) of the Rules of Court, prepared by the Drafting Committee (Distr. 75)	p. 437.
XXIII. Séance.	61c	Note du Greffier relative au projet de Règlement — Note by the Registrar concerning the Draft Rules (Distr. 80)	p. 444.
		Section I: Plan pour la disposition des divers articles du Règlement — Scheme for the arrangement of the various articles of the Rules of Court. (Distr. 78).	p. 444.
		Section II: Notice explicative concernant le projet de Règlement — Explanatory note concerning the Draft Rules. (Distr. 77)	p. 448.
		Section III: Projet de Règlement de la Cour, élaboré par le Comité de rédaction d'après les délibérations de la Cour — Draft Rules of Court prepared by the Drafting Committee and based on the decisions of the Court. (Distr. 79).	p 453.
XXIII. Séance.	61d	Note sur la nomination d'un Secrétaire de la Présidence — Memorandum on the appointment of a Secretary to the Presidency.	p 473.
XXVI. Séance.	61e	Amendements de M Beichmann & M Anzilotti à l'article 35 du projet (Distr 79) du Comité de redaction — M. Beichmann's & Anzilotti's amendments to Article 35 of the draft (Distr. 79) submitted by the Drafting Committee. (Distr. 83).	p 475.
XXIX. Séance.	61f.	Observatfons de M. Negulesco sur la nécessité d'une assemblée générale des membres de la Cour — M. Negulesco's observations on the need for general meetings of the members of the Court. (Distr. 81, 82 & 85)	p. 476
XXX. Séance.	61g.	Projet de Règlement soumis par le Comité de rédaction — Draft Rules of Court submitted by the Drafting Committee. (Distr. 87)	p. 481.
		Appendice I: Note du Président sur la participation aux travaux de la Cour de juges suppléants — Note by the Presideut in regard to the participation of deputy-judges in the work of the Court.	p. 501.
		Appendice II: Note du Comité de Rédaction sur l'amendement de M. Altamira à l'article 38 du projet (Distr. 79) soumis par le Comité de Rédaction en première lecture — Note by the Drafting Committee in regard to M. Altamira's amendment to Article 38 of the draft (Distr. 7.) submitted by the Drafting Committee for first reading.	p. 504.
	62.	Amendements au projet de Règlement (Distr. 87) présentés par M. Beichman — Amendments to the Draft Rules (Distr. 87) submitted by M. Beichmann. (Distr. 93)	p. 506.
	62a.	Note de M. Moore sur la constitution de la Cour en vue de l'élection du Président et de l'élaboration des avis consultatifs — Comment by Mr. Moore on the constitution of the Court for the election of its President and the giving of advisory opinions. (Distr. 92)	p. 509.
XXXI. Séance.	63.	Note de M Yovanovitch concernant l'article 4 du projet de Règlement rédigé par le Comité de Rédaction — Note by M. Yovanovitch with regard to Article 4 of the Draft Rules prepared by the Drafting Committee. (Distr. 95)	p 514.
XXXII. Séance.	64.	Nouvelle rédaction de l'article 3, présentée par le président — New draft of Article 3 submitted by the President. (Distr 99)	p 517.
XXXIII. Séance.	64a.	Propositions de M. Negulesco. Proposals by M. Negulesco: Commissions d'enquête — Commissions of inquiry, (Distr. 94)	p. 518.
		Arrêt par contumace — Judgment by default. (Distr. 94a)	p. 518.
		Citation par voie diplomatique — Summons through diplomatic channels. (Distr. 94b).	p. 518.
XXXIV. Séance.	65.	Amendements proposés par MM. Anzilotti, Beichmann & Huber — Amendments proposed by MM. Anzilotti, Beichman & Huber. (Distr. 100).	p. 519.
XXXVI. Séance.	65a.	Note de M. Yovanovitch au sujet de l'article 52 du Projet de Reglement Note by M. Yovanovitch upon Article 52 of the Draft Rules. (Distr. 101).	p. 524.

XXXVII. Séance.	66.	Amendements de M. Beichmann aux articles 70 & 71 — M. Beichmann's amendments to Articles 70 & 71. (Distr. 105).	p 526.
XXXVIII. Séance.	67.	Nouvelle rédaction de l'article 35 proposée par le Comité de Rédaction — New draft of Article 35 proposed by the Drafting Committee. (Distr. 106)	p. 527.
	67a.	Ordre revisé de distribution des articles proposé par M. Anzilotti — Revised arrangement of the Articles proposed by M. Anzilotti. (Distr. 107).	p. 528.
	67b.	Ordre revisé de distribution des articles proposé par M. Nyholm — Revised arrangement of the Articles proposed by M. Nyholm. (Distr. 102).	p. 528.
	68.	Amendement de M. Beichmann. (Nombre de copies des pièces de procédure) — M. Beichmann's amendment (Number of copies of the documents of the written proceedings); (Distr. 108).	p. 529.
	69.	Statut du personnel — Staff Regulations. (Distr. 90a).	p. 530.
	70.	Mémoire relatif à la requête présentée par M. Kunter — Memorandum concerning the application of M. Kunter. (Distr 98).	p. 533.
	71.	Sceau et cachet de la Cour — Seal and stamp of the Court. Note de M. Huber — Note by M. Huber. (Distr. 63).	p. 536.
XXXIX. Séance.	72a.	Projet de Règlement de la Cour; 3me lecture — Draft Rules of Court; 3rd reading. (Distr 109).	p. 538.
	73	Note du Comité chargé d'établir le texte anglais du Règlement — Note by the Committee appointed to draft the English text of the Rules of Court. (Distr. 110.)	p. 556.
XL. Séance.	74	Ordre du jour de la 40me séance (non reproduite) — Agenda for the 40th. meeting (not reproduced).	p. 560.
	75	Règlement de la Cour adopté par la Cour le 24 mars 1922 — Rules of Court adopted by the Court, March 24th. 1922. (Distr. 112).	
	76.	Appendice au Règlement de la Cour — Appendix to the Rules of Court.	p 578.
	77.	Projet de budget pour l'exercice 1923 — Budget estimates for the financial year 1923.	p. 581.
		Note explicative au projet de budget pour l'exercice 1923 — Explanatory note in regard to the budget estimates for the financial year 1923. (Distr. 111).	p. 582.
		Projet de budget révisé d'après les indications de la Cour — Budget estimates revised in accordance with directions of the Court.	p. 584.
		Projet de budget révisé d'après les recommandations de la Commission de Contrôle — Budget estimates revised in accordance with recommendations of Commission of Control.	
		Appendice à l'annexe 69 (Statut du personnel) — Appendix to Annex 69 (Staff Regulations)	p. 586.